Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament

Dokumentationsdienst
3003 Bern
Tel. 031 322 97 44
Fax 031 322 82 97
doc@pd.admin.ch

89.006 Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen. Ergänzungsbericht

89.006 Evénements survenus au DFJP
Commission d'enquête parlementaire (CEP 1)

1. Constitution et mandat de la CEP 1

Délibérations

CN	31.01.1989	BO 1989, 2.
CE	31.01.1989	BO 1989, 1.

Le 31 janvier 1989, le **Conseil national** et le **Conseil des Etats** ont décidé d'instituer chacun une commission d'enquête parlementaire, conformément aux articles 55 à 65 de la loi sur les rapports entre les conseils (LREC).
Les deux commissions ont décidé de fusionner (CEP 1) et c'est le président de la commission du Conseil national qui, sur la base de l'article 57 LREC a pris la présidence.
La CEP avait été instituée afin d'élucider les circonstances qui avaient abouti au retrait de Mme Elisabeth Kopp, conseillère fédérale. Du fait que les relations d'affaires de son époux avaient conduit à soupçonner le Département fédéral de la justice d'avoir commis des omissions par négligence, voire des omissions intentionnelles en matière de poursuite de la criminalité liée à la drogue, mandat a également été donné à la commission de clarifier ces soupçons.

2. Activités de la CEP 1

La CEP 1 a mené ses investigations de février à novembre 1989 et a interrogé environ 100 personnes en qualité de personnes tenues de renseigner ou de témoins.
Le 29 mai 1989, la CEP 1 présentait aux conseils législatifs un rapport intermédiaire sur l'état de ses travaux comme l'exigeait l'arrêté.
Le rapport final de la CEP 1 a été déposé et publié le 22 novembre 1989 (BBl 1990 I, 637 / FF 1990 I, 593).
Dans son rapport, la CEP 1 constate que l'implication dans les affaires de son époux et ce faisant, le défaut des capacités nécessaires à la délimitation entre les intérêts qui relèvent de la fonction et les intérêts privés, sont à l'origine de l'échec du ministre de la justice. On lui reproche en particulier de n'avoir fourni une information conforme à la vérité ni au Conseil fédéral, ni à l'opinion publique, d'avoir transmis des informations contenues dans des documents confidentiels et d'avoir cherché à faire porter la responsabilité de ces faits sur l'une de ses collaboratrices.
En outre, la CEP 1 est parvenue à la conclusion que le crime organisé n'a pas infiltré les autorités fédérales. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas dire que les responsables se soient montrés particulièrement zélés et aient cherché à élucider les transactions financières auxquelles les tenants du commerce international de drogue se livrent via les marchés financiers suisses, pour faire disparaître toute trace de leurs activités. En revanche, l'engagement du Ministère public de la Confédération et de la Police fédérale qui lui est subordonnée a été d'autant plus important en matière de protection de l'Etat. Avec de l'empressement mêlé de dillettantisme, la police politique n'a pas seulement surveillé des personnes soupçonnées d'espionnage ou de terrorisme, mais elle a aussi récolté des informations sur des centaines de milliers de citoyennes et de citoyens qui n'avaient rien fait d'autre qu'exercer leurs droits constitutionnels. L'intérêt s'est en l'occurrence porté sur des personnes situées à gauche, des syndicalistes et sur des mouvements d'opposition.
La CEP 1 a reproché au Procureur de la Confédération ainsi qu'au Conseil fédéral en sa qualité d'autorité de haute surveillance, d'avoir omis de transmettre des directives claires à la police politique quant aux auteurs des menaces qui pèsent sur l'Etat. La décision de savoir qui enregistrer et surveiller dans ses activités politiques et privées relevait essentiellement des personnes chargées de recueillir les informations sur le terrain, c'est-à-dire des fonctionnaires de police et des délateurs privés.

3. Débat sur le rapport de la CEP

Le rapport de la CEP 1 a suscité de grandes discussions et un débat approfondi dans les deux Chambres.

Délibérations

CN	06./07./11.12.1989	BO 1989, 1988, 2011, 2037.
CE	13.12.1989	BO 1989, 790.
CN	05./06./07.03.1990	BO 1990, 185, 304, 324

La CEP 1 a proposé de transmettre une initiative parlementaire ainsi que deux motions et quatre postulats:
Les motions concernaient la dissociation des fonctions de procureur de la Confédération et la promulgation de disposition sur la protection des données dans le domaine du Ministère public de la Confédération (loi sur la protection des données, à l'époque en cours de traitement aux conseils législatifs).
Les postulats concernaient la réorganisation du Ministère public, la délivrance de visas, l'entraide judiciaire et la gestion des dossiers.
L'initiative parlementaire (89.243) approuvée par les conseils exige que les Commissions de gestion puissent désigner une délégation qui dispose de pouvoirs d'investigation étendus (de se faire également remettre des documents contre la volonté du Conseil fédéral, d'entendre des fonctionnaires et des personnes privées en qualité de témoins).
Entre-temps, le **Conseil des Etats** a donné son accord à une modification de la LREC de manière à ce que la création d'une telle délégation soit possible. Quoi qu'il en soit, les droits d'investigation à l'endroit des commissions chargées d'examiner les objets qui leur sont soumis, ont été restreints (SR/CE, 11.06.91, AB/BO 1991, 458).
Le Conseil national a étendu, contre l'avis de la Chambre prioritaire, les droits de la délégation. En revanche, les propositions des petits groupes, qui demandaient un élargissement de la délégation devant comprendre trois membres du Conseil national et trois membres du Conseil des Etats, ont été rejetées (18./19.09.1991). Du moment que le Conseil des Etats a une nouvelle fois pris position, le 26.09.1991, la procédure en règlement des divergences n'a pu être close à la session d'automne.
Toutes les propositions de la commission ont été transmises par le **Conseil national** et le **Conseil des Etats**. Le Conseil national a traité, du 5 au 7 mars 1990, un grand nombre d'interventions personnelles en relation avec le rapport de la CEP.

4. Suite des activités de la CEP 1

La CEP 1 partait du principe qu'elle avait encore des travaux à conclure au début de 1991, et qu'entre autres, il fallait prendre connaissance de quelques aspects des travaux d'enquête qui n'étaient pas achevés au moment de la publication du rapport.
A la mi-février 1990, on apprit qu'en dehors du fichier central de la Police fédérale, nombre d'autres fichiers étaient tenus, qui n'avaient été portés à la connaissance ni du chef du DFJP ou du Conseil fédéral, ni de la CEP 1. C'est pourquoi, la CEP 1 a repris ses travaux.
Les nouvelles investigations entreprises attestèrent du bien-fondé des propositions que la CEP 1 avait présentées à l'issue de son rapport final du 22 novembre 1989 et que les conseils avaient toutes transmises.
Une fois de plus, selon la CEP 1, la nécessité d'une haute surveillance parlementaire a été démontrée; c'est la seule façon d'exercer un contrôle efficace. En plus de l'indispensable restructuration du Ministère public de la Confédération, il convient en particulier de combler rapidement les lacunes en matière de bases légales pour la police politique. Ainsi, la protection des données revêt une importance particulière.
Les conseils législatifs ont pris connaissance de ces développements de la CEP 1 en les approuvant (BBl II, 1565 / FF II, 1469).

Délibérations

CE	18.06.90	BO 1990, 428.
CN	21.06.90	BO 1990, 1206.

Les **Chambres** ont réaffirmé que le Conseil fédéral devait prendre les mesures préparatoires appropriées en étroite collaboration avec les Commissions de gestion, afin d'écarter les inconvénients qui ont fait l'objet de critiques et d'orienter les activités futures du Ministère public de la Confédération et de la police politique en particulier, en fonction de principes démocratiques et correspondant à un Etat de droit.

89.006

Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen. Ergänzungsbericht

Evénements survenus au DFJP. Commissions parlementaires d'enquête. Rapport complémentaire

Fortsetzung – Suite

Siehe Jahrgang 1989, Seite 790 – Voir année 1989, page 790

Ergänzungsbericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission (Puk) vom 29. Mai 1990
(BBl II, 1565)

Rapport complémentaire de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) du 29 mai 1990
(FF II,1469)

Antrag der Kommission
Kenntnisnahme vom Bericht
Proposition de la commission
Prendre acte du rapport

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Sie erinnern sich: Dieser Ergänzungsbericht wurde ausgelöst durch das Auffinden neuer Karteien, die Bundespräsident Koller sofort publik gemacht hat. Der Ergänzungsbericht war kurz; Sie konnten ihn lesen. Ich begnüge mich mit einigen Erläuterungen und setze zwei Feststellungen an den Anfang.
1. Mit diesem Ergänzungsbericht hat die Puk 1 ihren Auftrag endgültig erfüllt. Was ihr bleibt, ist, Büro und Aktenschränke endgültig zu räumen, Akten abzulegen und sie zurückzugeben. Zu untersuchen hat sie nicht mehr.
2. Sie wissen es schon: Der Zusatzbericht bestätigt die Kritik, welche der Hauptbericht an den Strukturen und an der Führungsschwäche mit Bezug auf die Bundesanwaltschaft sowie gegen die Methoden der Informationsbeschaffung und -verarbeitung anbrachte. Was neu gefunden wurde, zeugte wiederum von der schon früher kritisierten Konzeptlosigkeit, die bisweilen ins Willkürliche ging: vom Karteienwildwuchs, den niemand mehr überblickte, über den Wildwuchs von Aktionen bei der Informationsbeschaffung bis hin zur allzu leichten Weitergabe gesammelter Informationen. Einzelheiten fanden Sie im Bericht.
Der Bericht bestätigte damit vollumfänglich die Berechtigung der parlamentarischen Vorstösse, die im Hauptbericht schon formuliert und inzwischen von beiden Räten beschlossen und überwiesen wurden, besonders die Forderungen nach Strukturbereinigungen, nach verbesserter interner und externer Kontrolle, nach Auffüllen der Lücken bei den Grundlagen des Staatsschutzes und nach verbessertem Datenschutz. Vorab hat sich auch bestätigt, dass für ein handlungsfähiges parlamentarisches Kontrollinstrument gemäss der beschlossenen parlamentarischen Initiative sorgen muss, wer dauernde Puk-Anträge vermeiden will. Es liegt an uns, dieses Geschäft speditiv zu erledigen, statt es mit viel Wenn und Aber monatelang vor uns «herzutrölen».
Gestatten Sie mir noch, dem eiligen Leser drei Lesehilfen anzubieten.
1. Dieser Bericht muss im Zusammenhang mit dem Hauptbericht gelesen werden. Er ist negativer als der Hauptbericht, da er sich nicht mehr mit dem Gesamtbild der Bundesanwaltschaft befasste und auch nicht mit dem Gesamtbild des Departementes, sondern nur noch mit den neu untersuchten Mängeln in der Bundesanwaltschaft.
2. Der Bericht bestätigt nach wie vor die Notwendigkeit präventiver Polizeitätigkeit. Sein zentrales Anliegen ist es aber, ebenso klar zu betonen, dass auch präventive Tätigkeiten im Rahmen des Staatsschutzes innerhalb rechtsstaatlicher Grenzen bleiben müssen, dass sie rechtsstaatliche Grundsätze respektieren müssen. Wir kritisieren also etwa eine Kontrolle von Glückwunschtelegrammen nicht an sich, sondern zuerst einmal, wenn sie nicht vorschriftsgemäss, gesetzeskonform beschlossen wird, wenn ihr Ausmass unbegrenzt ist oder wenn ihre Dauer den Grundsatz der Verhältnismässigkeit sprengt.
3. Der eilige Leser hat vielleicht etwas vergessen: Unser Auftrag geht nach wie vor nicht über das EJPD hinaus. Schon deshalb haben wir keinen Anlass, etwa bei den PTT oder im dafür zuständigen Departement weitere Abklärungen zu treffen. Wir stellten die Informationsflüsse dar und wiesen auf die sich ergebenden Probleme hin, wenn die Bundesanwaltschaft mit anderen Amtsstellen zusammenarbeitet. Im übrigen ersuchten wir den Bundesrat, die sich aufdrängenden zusätzlichen Untersuchungen selbst zu veranlassen. Er hat festzustellen, ob Strafrecht verletzt wurde. Der Puk-Bericht ist und bleibt primär ein politischer Bericht.
In diesem Zusammenhang komme ich noch etwas detailliert auf die Kritiken zu sprechen, die Herr alt Bundesanwalt Walder öffentlich am Bericht anbrachte. Er wirft uns Ahnungslosigkeit im Zusammenhang mit der Aktion T vor (T kurz für Telegramme), verweist auf einen Erfolg im Falle Wolf alias Kälin und macht geltend, er habe die Ueberwachung des Telefonverkehrs in die DDR im Rahmen eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens angeordnet, weshalb sie gesetzeskonform sei. Die Ueberlegung der Puk zu diesen Fragen dürfte Sie interessieren; ich halte daher folgendes fest:
Die Puk hat vom Bundesrat unter anderem den Beizug der vollständigen Akten in der Operation T verlangt. Der Bundesrat machte zuerst Einwände gegen die Herausgabe geltend; das war sein gutes Recht. Nachdem die Puk auf der Herausgabe beharrte, konnte ein Weg für die Akteneinsicht gefunden werden. Dadurch wurde allerdings die Arbeit der Puk etwas kompliziert und verzögert, worauf wir im Bericht hingewiesen haben. Wir haben in den Akten der Operation T keinen Hinweis darauf gefunden, dass diese im Rahmen eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens gegen eine namentlich bezeichnete Person oder gegen Unbekannt angeordnet worden wäre. Es war überhaupt kein Dokument zu finden, das die Unterschrift von Herrn Bundesanwalt Walder trug. Die Einvernahme von alt Bundesanwalt Gerber und des Chefs der Bundespolizei zeigte, dass diese über Einzelheiten der Operation T nichts wussten. Der mit ihrer Durchführung betraute Beamte der Bundesanwaltschaft verweigerte – einmal als Zeuge befragt – jede Aussage. Dabei wies er nicht etwa auf die heute von Herrn alt Bundesanwalt Walder angeführten Ueberlegungen hin, sondern machte geltend, er könne sich mit seinen Aussagen der Gefahr strafgerichtlicher Verfolgung aussetzen. Ich verweise auf Artikel 42 BZP.
Aus dem, was die Puk bis dahin aus den Akten gewusst hatte, schloss sie, der geltend gemachte Zeugnisverweigerungsgrund sei berechtigt, und verzichtete darauf, Massnahmen zur Durchsetzung der Zeugnispflicht in die Wege zu leiten. Hingegen beantragte sie die Eröffnung eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens.
Der Puk war bekannt, dass vereinzelt Erkenntnisse aus den von ihr beanstandeten Operationen in gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren verwendet worden waren. Das geschah aber in einem ganz geringen Teil der Fälle. Insgesamt wurden zwei Erfolge in zwei verschiedenen Operationsarten gemeldet. Diesen Einzelerfolgen stand die Tatsache gegenüber, dass der Postverkehr von Tausenden von Personen, losgelöst von jedem konkreten Tatverdacht, während Jahren systematisch überwacht und registriert wurde. Wenn Staatssicherheit nur um diesen Preis zu haben ist, dann ist für die Puk der Preis zu hoch.
Wie verhält es sich nun mit dem Erfolg im Falle Wolf alias Kälin, der durch die angeordnete systematische Erfassung vom Telegrammverkehr in die DDR aufgedeckt worden sei, wie es in den kritisierenden Artikeln heisst? Ob Herr alt Bundesanwalt Walder berechtigt war, bisher nicht bekannte Tatsachen aus einem Ermittlungsverfahren öffentlich in der Zeitung bekanntzugeben, mag ebenfalls der Bundesrat abklären. Uns interessiert etwas anderes, nämlich: dass eine Ueberwachung des Postverkehrs unbestimmter Personen auch nach der damali-

gen Rechtslage nicht zulässig war. Der damalige Artikel 66 Bundesstrafprozess sah vor, dass der Post-, Telegramm- und Telefonverkehr des Beschuldigten oder Verdächtigten und der damit in Verbindung stehenden Personen amtlich überwacht werden kann, falls die Voraussetzungen dazu gegeben sind. Die heutige Fassung des gleichen Artikels baut auf dem früheren Text auf.
Diese Voraussetzung schafft natürlich nicht der blosse Wunsch eines Bundesanwaltes. Vielmehr wird verlangt, dass nur der Postverkehr konkret Beschuldigter oder Verdächtigter, allenfalls auch Dritter, die mit diesen Personen in Verbindung stehen, nicht aber der gesamte, über eine bestimmte Post oder ein Zollamt laufende Postverkehr im einzelnen unbestimmter Personen überwacht werden darf. Erforderlich für die Zulässigkeit einer Ueberwachungsmassnahme ist das Vorliegen hinreichender Anhaltspunkte auf eine bestimmt geartete, strafbare Tätigkeit einer individuell bestimmten oder zumindest bestimmbaren Person.
Das Bundesgericht anerkennt ausdrücklich ein Verbot für Beweismittelausforschung und erklärt Beweisaufnahmen aufs Geratewohl auch in seiner neuesten Rechtsprechung als unzulässig. Nach dieser Rechtsprechung, die auch die Bundesanwaltschaft bindet, dürfen keine strafprozessualen Untersuchungshandlungen zur Auffindung von Belastungsmaterial zwecks Begründung eines Verdachts durchgeführt werden ohne vorhergehende konkrete Anhaltspunkte nach Gegenstand und Person.
Mit der systematischen Erfassung des Postverkehrs von bestimmten Personen ist das Verbot der Beweismittelausforschung verletzt worden. Daran ändert natürlich die Behauptung nichts, dass mit diesem Rechtsbruch ein Spionagefall habe gelöst werden können. Die Behauptung, der Fall Wolf/Kälin sei nur auf diese Weise gelöst worden, ist übrigens auch nicht belegt. Aber selbst wenn sie belegt würde, vermöchte der Erfolg in einem isolierten Einzelfall die systematische Ausforschung des Postverkehrs von Tausenden von unbeteiligten Personen nicht zu rechtfertigen.
Genau das unterscheidet schliesslich einen Rechtsstaat von einem totalitären Staat, dass man sich an diese rechtsstaatlichen Garantien hält. Diese Grenze hat übrigens Herr alt Bundesanwalt Walder in seiner Kritik im Zeitungsartikel ebenfalls angerufen. Wir sollten uns im Grunde einig sein über die Bedeutung solcher Garantien. Dann dürfen wir aber auch erwarten, dass er mit uns kritisiert, dass der Telegrammverkehr in zwei Aemtern nach dem angeblichen Eintritt des einen Erfolges in dieser Aktion noch über zehn Jahre lang weiter kontrolliert wurde und dass die Kontrolle wohl heute noch weiterginge, wenn die Aktion nicht ganz zufällig im Ausland verraten worden wäre.
Die Puk hat also keinen Anlass, von ihrer grundsätzlichen Kritik abzugehen. Diese stimmt mit der bundesgerichtlichen Rechtsprechung überein, wonach sich im freiheitlichen Rechtsstaat auch Behörden und Beamte an die Rechtsgrundsätze zu halten haben.
Damit möchte ich die Klammer «Kritik in der Oeffentlichkeit» schliessen.
Abschliessend meine ich, dass wir den Ergänzungsbericht zum Anlass nehmen dürfen, um eine Zwischenbilanz zu ziehen über das, was seit dem letzten Winter erreicht wurde. Meine Kollegen können hier sicher mit ihren Wertungen noch Ergänzungen anbringen.
Die Untersuchung über die Amtsführung von Frau Bundesrätin Kopp hat uns in der Bundesanwaltschaft unerwartet schwerwiegende Mängel feststellen lassen. Die Einrichtung von parlamentarischen Untersuchungskommissionen gemäss unserem Geschäftsverkehrsgesetz, also ein Instrument unseres demokratischen Rechtsstaates, hat uns diese Entdeckung ermöglicht. Wir legten die Schwachstellen aber nicht offen, um hinfort die ganze politische Tätigkeit auf sie zu konzentrieren, sondern um diese Mängel mit demokratischen Mitteln so schnell wie möglich zu beseitigen.
Mich dünkt, im Moment seien wir noch zu sehr damit beschäftigt, in den geschlagenen Wunden zu wühlen, statt ihnen Gelegenheit zum Vernarben zu geben. Wir tun uns schwer mit dem Beheben der Mängel selbst. Einige Bürger nehmen nun etwas erstaunt zur Kenntnis, dass ihr Staat ebensowenig ein Paradies ist wie irgendein anderer auf der Welt. Die drei Eidgenossen auf dem Rütli haben uns keinen Rosengarten versprochen, die Revolutionäre in diesem Staat im letzten Jahrhundert ebenfalls nicht. Sie haben nur dem Willen Ausdruck gegeben, für alle eine bessere Wohlfahrt anzustreben und einigermassen unsere Sicherheit zu garantieren.
Von den direkt Betroffenen wird noch viel Geduld erforderlich sein, bis die 310 000 Anfragen korrekt erledigt und beantwortet sind. Wir alle erwarten, dass die Geduld dieser Leute nicht überstrapaziert wird, weil man zuviel Zeit braucht für das Abdecken statt für das Offenlegen. Der rasche Vollzug der Beschlüsse gemäss Hauptbericht bleibt vordringlich; er ist noch im Verzug. Die Führung muss dabei beim Bundesrat liegen. Die Beamten haben zwar schnell die Negativliste erhalten. Aber die Klarheit darüber, was in Zukunft getan werden darf im Bereiche der Staatssicherheit, die Positivliste, fehlt bekanntlich noch.
Wenn die Vertrauenskrise, in die wir geraten sind, überwunden werden soll, dann braucht es vor allem auch den festen Willen der Mitarbeiter in der Bundesanwaltschaft selbst.
Es bringt uns nicht vorwärts bei der Bewältigung dieser Probleme, wenn Spitzen der Bundesanwaltschaft trotz Teilnahme an den seinerzeitigen Chefrapporten geltend machen, sie seien für Teilbereiche in der Bundesanwaltschaft nicht verantwortlich. Sie alle haben sich zuwenig Gedanken gemacht, ob die überschüssigen Aktionen rechtsstaatlich vertretbar seien.
Es bringt uns auch nicht weiter, wenn Leute, die uns beim Augenschein der Puk 1 in den Räumen der Bundesanwaltschaft die Registraturen erklärten, heute geltend machen, wir hätten sie nicht angehört. Sie haben uns bei dieser Gelegenheit zuwenig gesagt! Wir haben sie sehr wohl angehört. Wir leben im Zeitalter der Information und der Kommunikation. Informationen nehmen Kritiken vorweg.
Da lobe ich mir jene Gewerkschafter unter den Beamten, welche die Vorfälle zum Anlass nahmen, ihre Stellung als Beamte neu zu formulieren. Wenn sie sich nicht mehr als blosse Diener in einem anonymen Staat, sondern als unsere Partner in der Verwaltung verstehen, sollte es möglich sein, die Rückschau einmal zu beenden, damit wir den drängenden neuen Fragen der Gegenwart und der Zukunft wieder unsere ganze Aufmerksamkeit widmen können.
Uns ist in der Bundesanwaltschaft am meisten aufgestossen, dass dort ein eigentümliches Demokratieverständnis und mangelnde Toleranz herrschten. Die Fichen und Aktionen belegen das. Allerdings wurde damit auch eine mangelnde Toleranz in unserer Gesellschaft gespiegelt. Ich unterstreiche daher nochmals, dass kritisches Misstrauen gegen den Staat nicht primär ein Anlass zum Fichieren ist, sondern Beweis der Vitalität unserer Demokratie.
Ich gebe die Hoffnung nicht auf, dass wir in gemeinsamer Anstrengung die festgestellten Mängel beheben und innert nützlicher Frist einen neuen, sinnvollen, angemessenen Staatsschutz formulieren können.

Rhinow: Die Ergebnisse der zweiten Untersuchungsphase der Puk sind ausführlich dargestellt und auch kommentiert worden. Es kann nicht darum gehen, dass wir in unserm Rat nochmals von vorne beginnen. Wir sollten vielmehr die wesentlichen Schlussfolgerungen ziehen und den Handlungsbedarf daraus ableiten. In diesem Sinne beschränke ich mich auf vier ausgewählte Feststellungen.
1. Die Ergebnisse des Berichtes der Puk 1 wurden grundsätzlich bestätigt, die negativen, aber indirekt auch die positiven. Das Letztere gilt es deshalb festzuhalten, weil in der Zwischenzeit praktisch nur noch von den negativen Aspekten gesprochen wurde, die positiven aber fast untergingen.
Gegenüber dem ersten Bericht sind insbesondere neu hervorzuheben die festgestellten und soeben beleuchteten Methoden der Nachrichtenbeschaffung, namentlich auch bei den PTT und beim Zoll. Sie wurden von uns gerügt, ohne dass wir zum Ausdruck gebracht hätten, solche Methoden seien an der Tagesordnung gewesen oder gar jeder Zöllner und jeder Postbeamte habe sich als Schnüffler betätigt. Diese neuen Mängel sind nicht in ihrer Quantität gravierend. Auf diese können wir

überhaupt nicht eingehen, weil unsere Stichprobenuntersuchung und unsere Untersuchung aufgrund von Hinweisen diese Beurteilung nicht ermöglicht haben. Sie sind vielmehr aufgrund ihrer Qualität gravierend.
2. Die ganze Fichenaffäre und die Probleme der Nachrichtenbeschaffung bedürfen dringend der umsichtigen, aber vor allem auch der entschlossenen Bewältigung. Wenn ich von Bewältigung spreche, meine ich nicht nur, aber auch die rechtliche Bewältigung. Wir werden beim nächsten Traktandum darauf zurückkommen.
Bei der Bewältigung ist in erster Linie der Bundesrat aufgerufen. Der Bundesrat als Kollegium war in dieser Angelegenheit kein Musterbeispiel an Führungskunst. Er hat die Tragweite der Vorfälle nicht oder zu spät erkannt und zu wenig entschieden gehandelt. Es geht hier keineswegs darum, dieses Manko einzelnen Personen anlasten zu wollen. Vieles spricht dafür, dass auch hier institutionelle Schwächen mitverantwortlich waren.
Wer neben vielen sehr bedeutsamen Geschäften nicht mehr über die Zeit zur Reflexion, zur Wahrnehmung von Stimmungslagen in der Bevölkerung, von Aengsten und Enttäuschungen verfügt, wer kein Instrument zur Früherkennung solcher Probleme, kein Frühwarnsystem, besitzt, steht rasch in Gefahr, die Lage falsch oder doch nicht umfassend genug zu beurteilen, die Lösung mehr auf der technisch-verfahrensmässigen Ebene zu suchen als auf der staatspolitischen.
Ich hätte vom Bundesrat erwartet, dass er nach der Publikation unseres ersten Berichtes und nach den parlamentarischen Debatten entschlossener handelt, seine Departemente unverzüglich untersucht, Transparenz soweit wie möglich herstellt, richtige Kritik von unhaltbaren Uebertreibungen unterscheidet sowie geschichtliche Vorkommnisse von aktuellen Problemen abgrenzt.
Ich hätte allerdings vom Bundesrat nicht erwartet, dass er die neugefundenen Karteien sofort der Puk übergibt. Ich hätte es vielmehr begrüsst, wenn er die Untersuchung selbst an die Hand genommen, das Parlament zur begleitenden Ueberwachung eingeladen und anschliessend das Parlament über die Ergebnisse orientiert hätte.
Es ist primär Aufgabe der Exekutive und nicht der Legislative, solchen Vorfällen sofort und rückhaltlos auf den Grund zu gehen.
Ich möchte in Erinnerung rufen, dass in erster Linie dem Bundesrat als Kollegium die Kontrolle der Bundesverwaltung obliegt und nur in zweiter, im Rahmen der Oberaufsicht, der Bundesversammlung. Von einem «Management by Puk» steht nichts in unserer Bundesverfassung.
3. Die Meinungen in unserm Volk über die Tragweite dieser Affäre gehen weit auseinander. Für die einen ist die Staatskrise ausgebrochen, ist die Schweiz zum Schnüffelstaat verkommen, sie erklären unser Land schlechthin bankrottreif. Andere jedoch – ich erwähne Extrempositionen – mokieren sich öffentlich oder hinter vorgehaltener Hand über das Hochspielen einiger etwas ungeschickter Vorgehensweisen, halten sich über das ihrer Auffassung nach übertriebene Echo in den Medien auf und verweisen auf die gravierenden anderen Probleme unseres Landes, deren Bewältigung damit vernachlässigt werde. Es ist verhängnisvoll, diese beiden Sichtweisen in der Radikalität, wie es getan worden ist, gegeneinander ausspielen zu wollen. Beide relevieren Richtiges, nehmen aber den Teil für das Ganze und verkennen die bedenkenswerten Anliegen oder Gefühle der anderen Seite.
Wenn wir in der Schweiz der gefährlichen Tendenz zur Segmentierung und Aufsplitterung unserer Gesellschaft entgegenwirken wollen – wir müssen dies meines Erachtens unbedingt und nachhaltig tun –, sollten wir lernen, der jeweils anderen Seite – oder den anderen Seiten – aktiv zuzuhören, ihre Sicht zu verstehen und ihre Stimmung nachzufühlen.
So erscheint es mir dringend geboten, einerseits die Besorgnis vieler Bürgerinnen und Bürger über die festgestellten Auswüchse – eine Besorgnis, die sich teilweise bis zur Verbitterung gesteigert hat – voll und ganz anzuerkennen und deswegen auf einer grosszügigen und speditiven Einsichtnahme in die Fichen zu insistieren, die freilich – ich möchte das betonen – eine rechtsstaatlich gebotene Güterabwägung im Einzelfall nicht entbehrlich macht, sowie auf einer raschen Eliminierung haltloser oder gar illegal erhobener oder gehorteter Daten. Andererseits aber bleibt die Welt deswegen nicht stehen und unsere anderen Probleme auch nicht. Wir dürfen den Blick nicht nur zurückwenden, sondern brauchen den kühlen Verstand, aber auch das offene Herz für die Lösung der anstehenden, grossen Schwierigkeiten, die wir in diesem Lande anzugehen haben. Wir müssen dringend lernen, sowohl die Vergangenheit zu bewältigen wie die Zukunft zu meistern, und müssen damit aufhören, beides gegeneinander auszuspielen.
4. Die Fichenaffäre – und nicht nur sie – zeigt mit schonungsloser Deutlichkeit auf, dass wir die Schweiz immer unterschiedlicher wahrnehmen. Wir sind uns oft nicht mehr einig über die Wirklichkeit, verstehen die Welt des andern nicht, weil wir sie durch eine unterschiedlich gefärbte Brille erfassen. Ja, manchmal scheint es, wir lebten in verschiedenen Schweizen, wenn Sie mir dieses Wort im Plural gestatten: in der glücklichen, wohlhabenden, vollbeschäftigten, mobilitätsgesteigerten, der «Es-ging-uns-ja-noch-nie-so-gut-Schweiz» einerseits und der vom Filz durchtränkten, zur Geldherrschaft verkommenen, militarisierten, betonierten, rücksichtslosen, von Aids, Drogenelend, Waffenausfuhr, Geldwäscherei geschüttelten Schweiz andererseits. Was stimmt? Sind es wirklich zwei verschiedene Schweizen? Gilt nur die eine Schweiz, oder wollen wir einfach die Komplexität unserer Gesellschaft nicht mehr wahrnehmen?
Werte Kolleginnen und Kollegen, wir müssen unsere Schweiz wiederfinden; nicht in einer egozentrischen Betrachtung, sondern in gemeinsamen, dialogischen, grabenüberwindenden Anstrengungen. Vorbedingung hierfür ist die Einsicht, dass das eigene Bild von der Schweiz und ihren Problemen möglicherweise nicht das vollständige, nicht das allein richtige ist. Dazu sind wir alle aufgerufen, denn von diesen Problemen sind schlechthin alle betroffen. Nehmen wir die Fichenaffäre zum Anlass, einen derartigen Bewusstseinsprozess in Gang zu setzen oder doch zu verstärken. Die Zeit eilt, und Verständigung tut not.

Onken: Der Ergänzungsbericht der Puk 1 ist an und für sich grosser Reden nicht mehr wert. Was an Grundsätzlichem zu sagen war, ist beim ersten Mal gesagt worden, und wenn es dort vergessen ging, so wird es vermutlich heute nicht nachgeholt werden.
Die Ernüchterung, die Enttäuschung über das, was mit dem Bericht der Puk 1 offenbar gemacht worden ist, ist so durchschlagend, so umfassend, dass eigentlich nichts mehr erstaunt. Wen vermag etwa noch zu überraschen, dass die eifrige, heimliche Beobachtung und Registrierung durch die politische Polizei auch bei den PTT und beim Zoll ihre Ableger hatten? Der unkontrolliert wuchernde Ueberwachungsstaat hat Metastasen gebildet. Seine Spuren sind überall. An dieser unseligen Hinterlassenschaft – über die Zukunft möchte ich mich beim nächsten Traktandum ausführlicher äussern –, an diesem Erbe, werden wir jedenfalls noch geraume Zeit zu tragen haben.
Oder wen vermag es noch zu wundern, wie kumpelhaft-sorglos die Nachrichtendienste miteinander kooperierten, abseits aller lästigen rechtsstaatlichen Gepflogenheiten – ein direkter Informationsaustausch unter Gleichgesinnten? Ohne Umschweife: «Dear Rudolf» oder «geschätzte Kollegen» – Rechtshilfeverfahren und streng demokratische Spielregeln scheinen manchmal bloss etwas für Umstandskrämer gewesen zu sein.
Die Bundesanwaltschaft, ohnehin auf einem sehr schmalen und abschüssigen Rechtspfad wandelnd, hat die weitmaschigen gesetzlichen Grundlagen bedenkenlos zu ihren Gunsten ausgelegt, und am wohlsten scheint sie sich dort gefühlt zu haben, wo die Machtfülle auch am aufregendsten ist, an den Grenzen der Rechtsstaatlichkeit nämlich – dort, wo die Willkür beginnt.
Ist es da abwegig, Herr Bundesrat, wenn einem an den geäusserten Befürchtungen ausländischer Geheimdienste Zweifel aufsteigen, jedenfalls an der Echtheit und Spontaneität dieser Sorgen, an der Glaubwürdigkeit der vorgetragenen Bedenken? Auch andere Länder kennen strikte Kontrollen, kennen

Kontrollorgane und parlamentarische Untersuchungskommissionen und leben damit, ohne dass die Partner gleich damit drohen, die Zusammenarbeit aufzukündigen oder den Informationshahn zu schliessen. Man komme also nicht mehr mit diesem Druckmittel!
Ja, ich schliesse sogar, ohne es beweisen zu können – das sage ich ausdrücklich –, kollegiale Gefälligkeiten nicht aus. Auch die Nachrichtendienste haben ihren Korpsgeist. Der Bundesrat jedenfalls hat sich sehr stark hinter dieser Argumentation verschanzt. Forderten wir Unterlagen, hatte er Gewissensbisse und Bedenken. Auch wenn man seine Sorge ernst nimmt und in einer Interessenabwägung gewichtet – das muss man tun –, kommt man zur Feststellung, dass er nicht sehr kooperativ gewesen ist. Er hat aussenpolitische, sicherheitspolitische Opportunitäten vor innenpolitische Notwendigkeiten gestellt, vor eine vorbehaltlose Untersuchung und Aufklärung, vor weitestgehende Offenheit und verantwortungsvolle Oeffentlichkeit, die zur Vertrauensrückgewinnung unbedingt erforderlich sind.
Mag sein, dass der Zusatzbericht nichts grundlegend Neues und Ueberraschendes mehr offenbart hat. Eines jedoch hat er sicher gezeigt: nämlich dass der Bundesrat, auf den wir in dieser Phase eigentlich unsere Hoffnung sollten setzen können, immer noch in einer defensiven Position der Schadensbegrenzung verharrt. Vielleicht spielt er, um aus aktuellem Anlass den Fussballerjargon zu gebrauchen, nicht mehr den eisernen Schweizer Riegel der Aera Rappan, aber er verteidigt, er mauert bisweilen sogar, statt die Oeffnung und die Offensive zu suchen. Seine Stellungnahme an die Puk 1 im Rahmen der Anhörung ist in diesem Sinne ein Dokument, das mich mehr als nur befremdet, das mich innerlich erbost hat. Das ist eine Mischung aus Rechtfertigung, trotzigem Beharren, auch aus grollenden Vorwürfen. Es ist nicht magistral, sondern kleinmütig.
Lassen Sie mich das Ihnen, Herr Bundespräsident Koller – stellvertretend für alle Ihre Kollegen –, in gebührender Achtung, aber mit aller Unmissverständlichkeit sagen: Der Bundesrat wiegelt ab und beschwichtigt nach wie vor, wo ich eigentlich gerne mal seine Betroffenheit, seinen Verdruss über das Vorgefallene spüren möchte. Er rechtfertigt – beispielsweise bei der ausserordentlich fragwürdigen Informationsbeschaffung der Bundespolizei –, wo es nichts zu rechtfertigen gibt. Er warnt vor internationalen Folgen, wo es jetzt vorab einmal darum ginge, die nationale Verunsicherung, die unübersehbare Irritation in weiten Kreisen der eigenen Bevölkerung durch vertrauensbildende, energische Massnahmen zu beheben.
Der Bundesrat versucht obendrein, die Puk 1, die sich durch ihre Arbeit und ihre Unbeirrbarkeit dieses Vertrauen erworben hat, in sein Defensivkonzept der Staatsräson einzubeziehen, wobei er offenbar vergisst, dass wir einzig und allein dem Parlament und der Bevölkerung, die uns gewählt hat, verantwortlich sind und niemandem sonst und dass wir diese Verantwortung auch mit Augenmass und mit Besonnenheit wahrgenommen haben.
Ich danke jedenfalls meinen Kolleginnen und Kollegen in der Puk 1, dass sie fest geblieben sind, und ich fordere den Bundesrat auf, sich nicht länger abzuschotten, wie er es bisher zu sehr gemacht hat, auch nicht diese Linie der kleinen Eingeständnisse und zaghaften Zugeständnisse fortzusetzen, sondern seine Führungsaufgabe offener, mutiger, entschiedener wahrzunehmen.
Lockern Sie bitte die angezogene Handbremse, Herr Bundespräsident, greifen Sie doch endlich zu, denn es ist ja auch eine Chance, die sich Ihnen und uns allen bietet, und greifen Sie am richtigen Ort durch!

Masoni: Verzeihung, dass ich heute das zweite Mal das Wort ergreife. Ich glaube, dass es bei einem so wichtigen Argument – wenn man wirklich versuchen will, die zwei Auffassungen zum gegenseitigen Verständnis zu bringen – absolut erforderlich ist, gewisse Fragen zu stellen, die vielleicht bis jetzt wenig gestellt wurden.
Ich war von diesem Ergänzungsbericht der ersten Parlamentarischen Untersuchungskommission etwas überrascht. Existiert sie noch, nachdem sie ihren Schlussbericht erstattet hat, das Parlament die von ihr geforderten Massnahmen bereits gutgeheissen hat und bereits eine zweite Puk eingesetzt wurde?
Nach dem ersten Zwischenbericht vom 29. Mai 1989 kam ihr Bericht vom 22. November 1989, der sich, z. B. auf Seite 16, als Schlussbericht bezeichnet – als solcher wird er auch im vorliegenden Zusatzbericht, Seite 1, bezeichnet. Die Puk – die parlamentarischen Untersuchungskommissionen gemäss Artikel 55ff. Geschäftsverkehrsgesetz – sind Ausnahmeuntersuchungsorgane des Parlamentes, die mit ausserordentlichen Untersuchungsbefugnissen ausgestattet sind: Zeugen, die sie einvernehmen, sind den Straffolgen von Artikel 307 StGB ausgesetzt; ihr Wirken hindert gemäss Artikel 65 Absatz 2 GVG ständige und nichtständige Kommissionen, insbesondere die GPK, daran, dieselben Vorkommnisse und Verantwortlichkeiten weiterzuverfolgen.
Eine mit solchen Mitteln ausgestattete Puk sollte die Rechtmässigkeit ihres Handelns beispielhaft einhalten. Die Aufgabe der Puk ist in Artikel 55 Absatz 3 GVG umschrieben: «Die Untersuchungskommissionen erstatten Bericht und stellen Antrag an ihre Räte.» War durch Untersuchungsabschluss, Schlussbericht und Antragstellung an die Räte diese Aufgabe nicht eindeutig erfüllt? Ich glaube, die Frage ist um so mehr berechtigt, nachdem die Anträge der Puk durch die Räte angenommen wurden und sogar eine zweite Puk eingesetzt wurde.
Das Problem ist alles andere als bloss akademisch. Ohne Auftrag oder in Ueberschreitung des Auftrages könnten unter Umständen die Tätigkeiten einer Puk nicht nur zu nichtigen Berichten führen, die eigentlich keine Puk-Berichte mehr sind, sondern unter Umständen sogar den Tatbestand der Amtsanmassung oder des Amtsmissbrauchs erfüllen. Stellen wir uns vor: Einer der Befragten verweigert ohne Grund die Aussage. Kommt es zu einem Verfahren wegen Zeugnisverweigerung, könnte der Strafrichter zum Schluss kommen, die Puk existiere formell nicht mehr, somit bestehe keine Zeugnispflicht. Dann könnte das Problem konkret werden und Folgen haben.
Der neue Auftrag an die Puk, so wurde mir entgegnet, wurde vom Bundespräsidenten aufgrund der weiteren bekanntgewordenen Registraturen erteilt. Das würde die Puk nicht von jedem Vorwurf befreien; es wäre vielleicht ein mildernder Umstand bei der Beurteilung der Wiederaufnahme der Arbeiten. Doch ist diesbezüglich der Zusatzbericht nicht ganz klar, weder auf Seite 15 noch auf Seite 1 und 2. Man spricht von Aktenübergabe an den «Ombudsmann der Bundesanwaltschaft, alt Bundesgerichtspräsident Arthur Haefliger, zuhanden der Puk zur Aufbewahrung». Beinhaltet das in der Tat einen Auftrag zur blossen Aufbewahrung, zur Weitergabe an die Puk, damit das bei den anderen Akten bleibt, oder bedeutet das etwas mehr? Das sollte hier geklärt werden. Darüber sollte die Kommissionspräsidentin, sollte vielleicht auch der Bundespräsident etwas sagen.
Immerhin sollte man aus dem Zusatzbericht Seite 2 schliessen, dass es ein autonomer Entscheid der Puk war, die Arbeiten wiederaufzunehmen: «Die Puk beschloss, im Rahmen ihres bisherigen Mandates über die Bedeutung der aufgefundenen Karteien und über weitere in diesem Zusammenhang auftauchende Fragen Klarheit zu schaffen. Sie nahm deshalb ihre Arbeiten erneut auf.»
Es scheint wichtig, über den Punkt, woher dieser zusätzliche Auftrag an die Puk rührt, unmissverständliche Klarheit zu haben. Man sollte sich auch Gedanken machen, wie ganz allgemein das Problem zu lösen ist. Wenn eine Puk ihre Arbeiten abschliesst und sich dann neue Tatsachen herausstellen, sollte man an sich die Frage prüfen, wie vorzugehen ist. Soll die Puk von sich aus sagen können, sie übernehme ihren abgeschlossenen Auftrag wieder? Oder soll ein Verfahren bestimmt werden, wonach sie zu den beiden Ratsbüros geht oder sich mit den GPK in Verbindung setzt? Oder soll sie eventuelle Feststellungen, die sie machen kann, weil sie eben besondere Kenntnisse hat, den GPK weiterleiten und nicht mehr in einen Bericht kleiden, wozu sie ohne zusätzlichen Auftrag eventuell nicht mehr berechtigt sein könnte?
Erst nach Kenntnis der Umstände betreffend diesen zweiten Auftrag könnte man richtig entscheiden, wie ein solcher Zu-

satzbericht einzustufen ist. Ist das tatsächlich ein Bericht, oder ist es keiner? Ist er vielleicht nur eine persönliche Auffassung von Kommissionsmitgliedern, die formell keine Puk mehr waren?
Ich muss Ihnen gestehen, dass ich in dieser Lage in Verlegenheit bin:
1. Inhaltlich könnte uns der Bericht wichtige Elemente zu einer besseren, abgerundeteren Beurteilung der Karteiführung geben, insbesondere bei dieser berüchtigten Zentralkartei. Diese Elemente rechtfertigen, wie ich am Ende noch kurz darlegen werde, unter Umständen keine pessimistischere Beurteilung, wie die Kommissionspräsidentin geschlossen hat, sondern eher eine bessere Beurteilung. Ich werde sagen warum.
2. Wir haben davon auszugehen, dass unsere Kollegen aus beiden Räten, die in der Kommission mit grossem Einsatz und persönlicher Aufopferung gearbeitet haben, nicht aus Machtüberlegungen zusätzliche Arbeit auf sich genommen haben, sondern aus der berechtigten Sorge heraus, in einer so komplizierten Materie unsere Beurteilung und die der öffentlichen Meinung zu erleichtern und abzurunden. Diese Absicht müssen wir anerkennen.
3. Sollte man zum Schluss kommen, dass die Kommission, welche das Ueberborden der Verwaltung zu untersuchen hatte, selbst überbordet hätte, würde diese Feststellung weder die öffentliche Sorge über den Staatsschutz beruhigen noch das Image des Parlamentes fördern.
4. Man sollte nach einer Lösung suchen, die es gestattet, inhaltlich die Vorstellungen des Berichtes zu verwerten, ohne einen Präzedenzfall für die Zukunft zu schaffen. Die Sorge ist berechtigt: Wenn wir jetzt eintreten, könnte dadurch ein Präzedenzfall für zukünftige Untersuchungskommissionen geschaffen werden, die plötzlich von sich aus entscheiden könnten, ihre Arbeit wiederaufzunehmen. Das ist kein kleines Problem. Es ist ein wichtiges Problem.
Es wäre wünschbar, dass die Kommissionspräsidentin uns bei der Beantwortung der Frage, wie dieser Auftrag genau entstanden ist, darlegt, welche Vorstellungen sie hat, damit wir durch die inhaltliche Behandlung des Berichtes keinen Präzedenzfall schaffen.
Ich komme zu den inhaltlichen Feststellungen, die ich nur streife:
Die erste grosse Beanstandung im ersten Bericht der Puk war die der fehlenden gesetzlichen Grundlage. Ich habe Ihnen schon gesagt, dass ich am 6. März 1972 als Nationalrat in einer Interpellation gefragt habe, ob man es nicht als nötig erachte, unter Einhaltung der Recht- und Verhältnismässigkeit andere Grundlagen für den Staatsschutz zu schaffen. Ich habe damals in der mündlichen Beratung gefragt, ob man nicht ein Gesetz mindestens für opportun halte; nicht eine weitere Strafbestimmung, aber ein Gesetz über das Verfahren, über die Art und Weise der möglichen Massnahmen, über das Vorgehen usw.
Ich habe damals darüber eine ganze Monographie veröffentlicht, weil mir das Problem von Bedeutung schien. Das Parlament musste damals über eine Motion Ziegler für die Abschaffung einer Verordnung über die Redeverbote für Ausländer abstimmen, und das Parlament hat massiv gegen die Abschaffung und gegen die Nichtigkeit dieser Verordnung gestimmt, nachdem Bundesrat Furgler eine Reihe von gesetzlichen Grundlagen für die Gültigkeit der Staatsschutzakten und für die Gültigkeit der Verordnungen des Bundesrates dargelegt hatte. Diese Gültigkeit war übrigens durch das Bundesgericht, entgegen der Auffassung von Huber und Giacometti, bestätigt worden.
In dieser Lage ist es vielleicht fehl am Platz, wenn man vom Fehlen der gesetzlichen Grundlage spricht. Ich würde nicht soweit gehen, aber ich bejahe die Opportunität einer gesetzlichen Grundlage.
Aber man muss sich ganz bewusst sein, dass die nicht optimale Grundlage nicht Sache der Verwaltung ist, nicht Sache des Bundesrates allein, sondern auch Sache des Parlamentes. Für diese Lage müssen wir alle zusammen mit Bundesrat und Verwaltung die Verantwortung übernehmen. Das ist eine Verantwortung des ganzen Landes. Der Souverän war damals auch dieser Meinung. Niemand hat damals diese Grundlage ernsthaft in Frage gestellt. Heute muss man einsehen, dass dies ein Problem ist, das gelöst werden muss. Aber das ist kein Vorwurf gegen den Bundesrat oder die Verwaltung. Wir sind mitverantwortlich, und man kann schon sagen: Das Land und unsere Parteien sind alle mitverantwortlich.
Die zweite Frage ist die der Häufung angeblich unnützer, veralteter Eintragungen, die – wie es hiess – die gesamte Registratur unübersichtlich, überaltert, sogar lächerlich machen würden.
Was jetzt in diesem Zusatzbericht zum Ausdruck kommt, gibt uns jedoch ein anderes Bild. Ich glaube nicht, dass die Kommission die ganze Bedeutung erfasst hat. Es bestehen neben der sogenannten Hauptkartei eine Reihe anderer Karteien, die auf ihr beruhen. Man hat uns gesagt, die Zahl der Eintragungen in diesen speziellen Karteien sei nicht übermässig gross; 8000 bis 9000 bei Extremisten oder Sympathisanten der Terroristen scheint mir keine übermässige Zahl. Solche Spezialkarteien, die auf der Eintragung in der Hauptkartei beruhen, haben die Bedeutung einer Art von Index nach Materie, wodurch die Gesamtkartei weniger unübersichtlich und besser handhabbar wird. Dank solchen speziellen Registraturen, die auf der Hauptkartei beruhen, erhält die Hauptkartei die Funktion einer Tageseintragung, und zwar einer bereits summarisch geordneten Tageseintragung.
Ich glaube, wir müssen versuchen, diese Umstände besser zu verstehen, um zu begreifen, wie das Ganze funktionierte. Es wäre für die Schweiz ein Jammer, wenn eine so ausgedehnte Hauptkartei ohne Grund, ohne Kopf, ohne Hand und Fuss funktionieren würde. Ich glaube, dass man sich anhand der Spezialregistraturen heute besser ein Bild machen kann, welche Bedeutung die Zentralkartei hatte: als eine Art Tagesregistratur alles Geschehenen – Briefe, Erkundigungsschreiben, Anzeigen, Strafen, meist alles andere als gefährlich. Und aufgrund dieser Hauptkartei wurden dann die Karteien der Spezialgefahren hergestellt. Das gibt der ganzen Sache meines Erachtens ein anderes Gewicht.
Ich kann mich irren, weil ich das nicht selber anhand von vielen Fichen geprüft habe, doch ich glaube, man sollte die Sache jetzt in diesem neuen Licht prüfen. Es könnte sein, dass dadurch diese unverständliche Zentralkartei einen ganz anderen Sinn bekommt. Dann wäre das Urteil, ob man zu ängstlich war beim Registrieren von gefährlichen Tätigkeiten, nicht bei der Zentralkartei zu fällen, sondern bei den Spezialkarteien: Dort wäre zu prüfen, ob die Eintragungen angemessen, verhältnismässig waren, und nicht aufgrund von Eintragungen, die man für die Spezialkarteien fallengelassen hat.
Dass man der Sache einen besseren Sinn geben kann, scheint mir wichtig für uns; es macht mir an sich Freude. Mir gefallen die 900 000 Eintragungen nicht. Aber sie würden mir noch weniger gefallen, wenn ich überzeugt wäre, dass die Eidgenossenschaft dies ohne Grund, ohne Erklärung gemacht hätte. Wenn ich sehe, dass eine gewisse Erklärung besteht, ist das ein kleiner Trost.
900 000 ist eine grosse Zahl, die zu grossen Sorgen Anlass gibt. Aber ist diese Zahl neu? War sie unbekannt? Diese Zahl war bekannt. Man hat davon gesprochen, als die Polemik zum Informationssystem Kis kam, und man sprach auch davon in der Polemik zur Bundespolizei. Auch Veröffentlichungen, die Ihnen allen zugänglich sind, sprechen davon ganz offen.
Wenn Sie die Geschäftsberichte nehmen und dort die 1984 veröffentlichten statistischen Angaben des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes konsultieren, dann finden Sie die genauen Angaben über die Grösse dieser Karteien. Es steht dort – ich habe hier die Zahlen von 1978 –: «1. Zentralkartei (Strafregister, Zentralstellendienst, Erkennungsdienst, Interpoldienst). Anzahl registrierte Personen 1977: 1 202 611, 1978: 1 180 961.»
Wir wussten sogar noch mehr: Als Bundesrat Friedrich auf eine Interpellation antwortete, legte er dar, wie alle Ein- und Ausreisenden aus den Oststaaten registriert werden. Ich habe selber eine Statistik solcher Ein- und Ausreisender der letzten 15 Jahre verlangt. Sie werden staunen, hier sind insgesamt über zwei Millionen. Hätten alle mit Aufmerksamkeit diese Akten, die Antwort von Bundesrat Friedrich, die Statistiken gele-

sen, so wäre es für niemanden ein Wunder gewesen, dass – leider – in der Schweiz eine Kartei mit 900 000 Fichen besteht. Aber wo ist die Ursache des grossen Umfangs dieser Karteien? Diese liegt sehr wahrscheinlich – glücklicherweise! – nicht bei den Eintragungen betreffend Terrorismus oder Extremismus; man hat gesagt, dort seien 9000 oder 10 000 Fichen. Die Ursache liegt bei all den kleinen Delikten, Vergehen und Uebertretungen, wo wir Strafe vorsehen, wo wir sogar bei Busse Eintragung ins Strafregister vorsehen. Wenn man weniger Eintragungen in diese Karteien will, muss man konsequent sein und mithelfen, wenn es darum geht, das Strafrecht nicht allzu sehr zu überspannen, nicht zu viele Fahrlässigkeitsdelikte unter Strafe zu stellen und insbesondere das Verwaltungsrecht immer mehr ins Strafrecht abgleiten zu lassen. Vor dieser Entwicklung hat bereits Rigert in seinem Buch «Le déclin du droit» gewarnt: vor dem Ueberhang des öffentlichen Rechtes gegenüber dem Privatrecht und des Strafrechtes gegenüber dem anderen öffentlichen Recht. Dieser Entwicklung sollte man vorbeugen, wenn man sich wirklich Sorgen wegen diesen 900 000 Fichen macht.

Ich komme zu einem anderen wunden Punkt, der Registrierung von parteipolitischen Betätigungen. Alle haben sich öffentlich entschuldigt dafür. Aber man muss zuerst von Folgendem ausgehen: Artikel 56 Bundesverfassung sieht das Recht der Bürger vor, «Vereine zu bilden, sofern solche weder in ihrem Zweck noch in den dafür bestimmten Mitteln rechtswidrig oder staatsgefährlich sind. Ueber den Missbrauch dieses Rechtes trifft die Kantonalgesetzgebung die erforderlichen Bestimmungen». Nachdem dem Bund die Kompetenz erteilt wurde, das Strafgesetzbuch zu erlassen, besteht seine Kompetenz zum Erlassen von Staatsschutznormen neben jener der Kantone. Die Kantone haben somit noch etwas zu sagen – ein Kompetenzstreit, der abzuklären wäre – zu den Merkmalen der Gefährlichkeit.

Wenn die Kantone via ihre Polizei gewisse Auskünfte zwecks Abwendung möglicher Gefährdung an die Bundesanwaltschaft weiterleiten, so ist also anzunehmen, dass diese sie sowieso zu prüfen und zu vermerken hat.

Politische Vereine, die im Zweck oder in den Mitteln rechtswidrig oder staatsgefährlich sind, haben somit gemäss Artikel 56 BV keine eigentliche Verfassungsgarantie. Sie werden aber nicht unterbunden. Gegen sie schreitet man nur ein, wenn ihre theoretisch gegebene Gefährlichkeit sich in einer Art konkretisiert, die den Eingriff verhältnismässig erscheinen lässt.

Nun hat es, insbesondere seit Ende der sechziger Jahre, verschiedene solche Vereinigungen und Parteien gehabt, die eine gewalttätige Revolution befürworteten. Es war richtig, ihre Betätigung zu erlauben; es war besser, dass sie diese im offenen Licht durchführten. Aber mehrere von diesen Gruppierungen konkretisierten diese Zielsetzung mit Sachbeschädigungen, mit Kontakten zu Terroristenanführern oder Inspiratoren wie Feltrinelli, Toni Negri, Fioroni u. a. War somit eine Ueberwachung auch ihrer sonstigen Tätigkeiten, die an sich harmlos hätten erscheinen können, erforderlich und verhältnismässig – oder nicht?

Das sind Fragen, denen man – wenn man wirklich das Problem treffen will – nicht ausweichen darf. Diese Fragen muss man dann unter Umständen im Gesetz oder in der Praxis beantworten.

Ich habe mit grossem Interesse die Auffassungen einiger bedeutender Journalisten gelesen, die die beanstandeten Eintragungen und deren Verwendung beim Staatsschutz auf eine einseitig kommunistenfeindliche, faschistische Mentalität zurückführen. Ich stand als Jungpolitiker den Linken in vielen Punkten nahe, musste aber bald einsehen, wie ausgerechnet viele extrem Linke versuchten, zur Rechtfertigung des kommunistischen Totalitarismus seine Gegner als faschistisch abzustempeln.

Geht die Abwehrmentalität der siebziger Jahre auf faschistische Einstellungen oder auf diese linkstotalitäre Mentalität zurück, welche Systeme rechtfertigen wollte, deren Gefährlichkeit, Brutalität und Menschenfeindlichkeit heute in vollem Licht erscheint? War übrigens die Gefahr in der Schweiz der Nachkriegszeit bei der rechtsfaschistischen Einstellung grösser – die hier glücklicherweise nach dem Zweiten Weltkrieg kaum Fuss fasste – oder bei der Einstellung jener Linkskreise, die tatsächlich versuchten, die Schule, die Medien und die öffentliche Meinung zu beherrschen? Das ist auch eine Frage, die wir einmal offen, Auge in Auge, zu beantworten haben.

Eine weitere Kritik an unserem Staatsschutz betrifft die fehlende oder zu langsame Anpassung des Feindbildes: Eine solche Anpassung ist nötig; sie hat – wie bereits angedeutet – in Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen zu erfolgen. Konnte man aber dabei die schnelle Entwicklung des Jahres 1989 in Osteuropa tatsächlich voraussehen? Ich glaube kaum.

Diese Ueberlegungen wollen nicht Fehler rechtfertigen, die hier sicher wie bei allen Tätigkeiten – und insbesondere bei geheimen Tätigkeiten, wo die Ueberprüfungen unterbleiben oder zu zaghaft, taktvoll und schamhaft erfolgen – vorkommen. Fehler sind nicht zu rechtfertigen, sondern zu beheben. Aber um richtig zu handeln, muss man auch jede Pauschalisierung der Beurteilung vermeiden. Wenn man die Pauschalisierung der Beurteilung vermeiden kann, trägt man dazu bei, die Behebung der Fehler ruhiger, besser, tiefer durchzuführen. Wenn man dagegen die Fehler pauschalisiert und alles in einen Topf wirft, dann sind die Abhilfemassnahmen sicher nicht gut.

Eine letzte Bemerkung *post factum*: Man hätte in der Kommission vielleicht zuerst jene befragen sollen, die – als Parlamentarier via Geschäftsprüfungskommissionen, als Bundesräte, als Amtsvorsteher oder als Direktoren – die Verantwortung für Anweisungen und für jene Praxis hatten: beispielsweise alt Bundesanwalt Walder. So hätte man vielleicht eine bessere Gesamtsicht erlangt, die der Sache und ihrer Beurteilung genützt hätte.

Für die Zukunft ist es sicher ratsam, dass man sich mit dem Problem befasst, wie jeder Bundesrat dem Nachfolger gewisse – auch heikle – Aufgaben in einer Art «Cahier de charge» weitergibt. Es ist an sich unverständlich, dass bei einer Amtsübernahme ein neuer Bundesrat über das Bestehen gewisser Sachen nicht vollständig benachrichtigt wird. Da muss man allgemein und systematisch etwas unternehmen, damit es anders geht.

Ich warte gerne auf die klärenden Worte der Kommissionspräsidentin und des Bundespräsidenten zur heiklen Frage des zweiten Auftrages, um mir dann eine endgültige Meinung zu bilden.

Frau **Bührer:** Wenn es eines Beweises bedurft hätte, dass es tatsächlich verschiedene «Schweizen» gibt, wie Kollege Rhinow ausgeführt hat, dann ist dieser Beweis nach dem Plädoyer von Kollege Masoni erbracht – wir leben tatsächlich in verschiedenen «Schweizen», Kollege Masoni.

Ich führe Sie nun mit meinen Ausführungen auf den Puk-Bericht zurück, den ich in ganz anderer Weise traktiere, als Sie das vorhin gehört haben. Der Ergänzungsbericht der Puk liefert einerseits eine Bestätigung der Erkenntnisse des ersten Berichts, er ist aber mehr als das. Er zeigt die Tragweite und die Qualität der Fehlleistungen des Staatsschutzes, er wirft Schlaglichter.

Ich erwähne drei Aspekte:

1. Mit den Spezialregistraturen, wie der Extremistenkartei oder der Kartei der vertrauensunwürdigen Beamten, verlassen wir endgültig den Kreis der Lächerlichkeiten und der Bagatellen. Wenn ein unbescholtener Bürger z. B. als Sympathisant der Terrorszene in der Bundesrepublik Deutschland abgestempelt wird, ohne den Hauch eines Beweises, dann ist dies von anderer Qualität als die Erwähnung des abendlichen Biers.
2. Die Tatsache, dass flächendeckende Beobachtungen von Bürgern stattgefunden haben, macht endgültig Schluss mit der Fiktion, die Ueberwachten und Beobachteten hätten – wenn auch nur im entferntesten – durch ihr Verhalten die Aufmerksamkeit der Staatsschützer ausgelöst und auf sich gezogen.
3. Der Staatsschutz hat agiert, als ob es für ihn einen rechtsfreien Raum gäbe, d. h. etwas weniger fein ausgedrückt: Er hat sich einen Deut um die Gesetze und die Bürgerrechte gekümmert.

Vor dem Hintergrund der unbekümmerten Informationsbe-

schaffung und der willigen Helfer auf allen Stufen in den verschiedenen Verwaltungen frage ich mich, ob die Puk bei der Untersuchung der Telefonabhörungen den Dingen wirklich auf den Grund gekommen ist. Ist es eine «ahnungslose Puk», wie alt Bundesanwalt Walder die Kommission zu apostrophieren beliebte? Ich hoffe, dass nicht später unter dem Druck allfälliger künftiger Enthüllungen ein Ausrufezeichen gesetzt werden muss. Dies sind die drei Aspekte, auf die ich hinweisen wollte.

Ich habe seinerzeit anlässlich der Behandlung des Puk-Berichts meine Zweifel an der Haltung des Bundesrats angemeldet. Ich äusserte damals die Meinung, der Bundesrat neige zur Verharmlosung und Beschönigung. Ich muss Ihnen heute, beim Erscheinen des Zusatzberichts, sagen, dass sich meine Zweifel verstärkt haben. Zahlreiche Aeusserungen von seiten des Bundesrats belegen, dass unentwegt versucht wird, die Grenzen zwischen vertretbaren oder halbwegs vertretbaren Staatsschutzmassnahmen und dem, was tatsächlich abgelaufen ist, zu verwischen – Sie haben aus dem Votum von Kollege Masoni ein solches Beispiel gehört.

Dies wurde auch letzte Woche bei der Behandlung des Geschäftsberichts einmal mehr offenbar. Herr Bundespräsident, Sie sprachen von einer neuen Sicherheit, die für das Schweizervolk wichtig sei und so schnell wie möglich etabliert werden müsse.

Herr Bundespräsident, ich muss Sie auf den Boden der blamablen Realität zurückholen. Die Tatsache, dass mit der Negativliste die Tätigkeit für den Staatsschutz in den Kantonen praktisch zum Erliegen gekommen ist, sagt genug. Fast alles, was vorher dort gemacht wurde, war weder notwendig noch vertretbar, noch vernünftig. Auch Ihr Hinweis, Herr Bundespräsident, ebenfalls anlässlich der Behandlung des Geschäftsberichts, auf sogenannte Uebertreibungen und Pauschalurteile – wobei Sie präzisierten, dass sich dieser Vorwurf auf die Medien beziehe – verstärkt bei mir die Vermutung, dass unter dem Stichwort «Medienrummel» abgeschwächt und verharmlost wird. Wenn gesagt werden kann, die Medien übertrieben wie üblich, ist die Sache bereits weniger schlimm.

Die zögernde Haltung des Bundesrats zeigt sich auch in seiner Verlautbarung zum Ergänzungsbericht: der Bundesrat verlange noch weitere Auskünfte von der Puk, und dann werde er handeln. Der Bundesrat sollte längst genug wissen. Das Volk erwartet nun Signale, es erwartet, dass gehandelt wird, dass die Verantwortlichen, die die Rechtsverletzungen begangen oder geduldet haben, zur Verantwortung gezogen werden.

Der Bundesrat stellt sich vor die Beamten – das ist sicher eine noble Haltung und im Grundsatz richtig. Nur geht es nicht an, dass in geschlossenen Kreisen reihum entlastet wird. Irgendwo sitzen nämlich die Verantwortlichen, eingeschlossen die Exekutive, die ihren politischen Führungsauftrag nicht wahrgenommen hat!

Sicher darf am Schluss nicht der Mann an der Front die Suppe auszulöffeln haben, nach dem Grundsatz: «Den letzten beissen die Hunde.» Was bisher abgelaufen ist, lässt in dieser Hinsicht nicht unbedingt Gutes ahnen.

Ich erinnere an den Fall des Beamten Jacques-André Kaeslin, der – getrieben von der Sorge, wie die Geldwäscherei strafrechtlich erfasst werden könnte – Dokumente innerhalb des Departements weitergab. Sein Verhalten wurde ohne Verzug untersucht und mit einem Verweis geahndet. Derweil sitzt der oberste seinerzeitige Verantwortliche in der Bundesanwaltschaft unangefochten auf einer bequemen Rente.

Es gibt weitere Indizien, dass der Bundesrat den Ernst der Lage nicht richtig einschätzt. Ich spreche hier die Vorstellung des Bundesrats an, was die Ficheneinsicht betrifft, die Art und Weise, wie die Ficheneinsicht gehandhabt werden soll. Die Haltung des Bundesrats in dieser Frage ist geradezu entlarvend. Unter dem Vorwand, dass die Zusammenarbeit mit ausländischen Geheimdiensten getrübt werden könnte, zeichnet sich eine äusserst restriktive Handhabung ab. Es ist zu befürchten, dass auf den Fichenkopien umfangreiche Abdeckungen vorgenommen werden. Für diese Praxis wird der amtierende Bundesrat geradezustehen haben.

Ich bin überzeugt, dass sich der Bürger nicht so leicht mit diesen Abdeckungen abfinden wird. Er wird auf einer Offenlegung bestehen, die diesen Namen verdient. Es wird sich dann zeigen, ob die Abdeckungen vertretbar sind oder ob der Hinweis auf laufende Verfahren oder ausländische Geheimdienste als Vorwand zu betrachten ist.

Ins gleiche Kapitel gehört die Tatsache, dass sich der Bundesrat dagegen sperrt, dass die Bürger in ihren Kantonen Einblick in die dort lagernden Akten nehmen können. Was sollen das Versteckspiel und der Tanz mit den Bundesakten in den Kantonen? Der Bundesrat sollte politisch handeln, anstatt juristisch zu argumentieren, d. h. der Bürger sollte in seinem Kanton und im Bund in die ihn betreffenden Akten Einsicht nehmen können.

Wenn die Kantone mit ihren Beamten gut genug waren, den Mist zu sammeln, sollten sie auch gut genug sein, ihn zu zetteln. All diese Zeichen und Signale machen mich skeptisch. Ich frage mich, ob sich überhaupt viel ändern kann. Werden wir einmal mit einiger Sicherheit sagen können, dass sich nie wiederholen wird, was sich nicht wiederholen darf? Oder, um mit den Worten von Kollege Jagmetti zu sprechen, dass nie wieder die Verwaltung versuchen wird, den Staat vor der Demokratie zu schützen?

Ich bin auch skeptisch, wenn ich an die verlangte verstärkte parlamentarische Kontrolle denke. Ich erinnere an das bemerkenswerte Votum von Kollege Andreas Iten anlässlich der Behandlung des Geschäftsberichtes. Seine Kritik trifft ins Schwarze. Dem Parlament wird das gezeigt, was die Verwaltung und der Bundesrat für opportun erachten. Und in diesem Punkt, Herr Kollege Masoni, kann ich Ihnen zustimmen: Das Parlament sollte sich das nicht bieten lassen!

Wir Parlamentarier müssen uns vorkommen wie vor einer Glasscheibe: Wir sehen zwar hindurch, ab und zu werden uns Dokumente präsentiert, sogar umgeblättert, doch die Barriere bleibt. Es kommt auch vor, dass nur unscharfe Konturen zu erkennen sind, weil die Scheibe trübe ist. Dann putzen die Parlamentarier in ihrer Naivität ihre eigenen Brillen, anstatt zu erkennen, wo die Trübung sitzt.

Und wo steht der Bundesrat? Theoretisch zwar auf der anderen Seite der Glasscheibe. Er könnte, müsste mehr wissen. Die Erkenntnisse, die durch die Puk gewonnen wurden, zwingen jedoch zum Schluss, dass auch der Bundesrat von gewissen Abläufen nur unscharfe Vorstellungen hatte.

Wird sich etwas ändern? Kann sich etwas ändern? Eine Voraussetzung für eine positive Veränderung wäre zum Beispiel eine kritische, auch selbstkritische Beamtenschaft. Sind aber solche Beamte in einem Land gefragt, wo unbequeme, kritische Bürger fichiert werden und unbequeme kritische Beamte im Register der vertrauensunwürdigen Beamten landen?

Ich wünschte, ich könnte meine Ausführungen mit einer zuversichtlicheren Note beenden. Aber wie soll ich an die Therapie glauben, solange der Bundesrat kaum die Diagnose zur Kenntnis nehmen mag?

Hunziker: Ich möchte der Puk für die aufschlussreiche und speditive Berichterstattung und der Vizepräsidentin für die sachliche Darstellung des Ergebnisses im Ratssaal danken.

Ich habe nur eine kurze Frage, die Sie mir vielleicht beantworten können. Sie betrifft die Telegrammüberwachung gegenüber der DDR. Wir wissen, dass im Laufe der sechziger Jahre und in den siebziger Jahren sehr viele chiffrierte Radiosendungen von der DDR aus in die Schweiz gesandt wurden, die die Empfänger quittieren mussten. Das haben sie mit falschem Absender und irgendwelchen Glückwunschtelegrammen an eine Adresse getan, die diese an das Spionagezentrum weiterleitete. Das ist bekannt.

Gestützt auf diese Wahrnehmungen hat der damalige Bundesanwalt, Professor Walder, in einem Ermittlungsverfahren angeordnet, dass dieser Telegrammverkehr mit der DDR – dann, wenn die Absender fingiert waren und man wusste, dass sie an dubiose Adressen gerichtet waren – überwacht wurde.

Das hat er nicht einfach aus dem hohlen Bauch heraus getan, es war abgestützt auf Artikel 66 und 73 der damaligen Bundesstrafprozessordnung. Dank diesen Ueberwachungen entdeckte man 1973 das DDR-Agentenpaar Wolf. Sie waren als

Schweizer unter dem Namen Kälin in unser Land eingeschleust worden und waren hier offenbar in leitender Spionagetätigkeit aktiv. Sie sind 1975 vom Bundesstrafgericht wegen Spionage zu je sieben Jahren Zuchthaus abgeurteilt worden. Nun meine Frage: Warum hat die Puk im Bericht gar nichts über diesen Vorfall ausgeführt? Es steht doch fest, dass die Telegrammüberwachung, die in anderen Fällen vielleicht fragwürdig war, hier sehr berechtigt war und zu einem Ergebnis geführt hat, das anderweitig gar nicht hätte erzielt werden können. Man wäre nicht auf dieses Agentenehepaar gestossen. Wurde in der Puk darüber gesprochen, ob man diesen sehr illustrativen und wichtigen Vorfall im Bericht darstellen solle, und warum wurde davon abgesehen?

Bundespräsident **Koller:** Es ist nach wie vor das Ziel des Bundesrates, aus den Arbeiten der Parlamentarischen Untersuchungskommission konstruktive Reformen abzuleiten. Im Bereich des Staatsschutzes, der für die Sicherheit unserer Bürgerinnen und Bürger nach wie vor wichtig und von grösster Bedeutung ist, müssen wir möglichst rasch die erkannten Fehler ausmerzen und zugleich neue Sicherheit gewinnen.
Der Bundesrat dankt der Parlamentarischen Untersuchungskommission für die wiederum in kurzer Zeit geleistete, grosse Arbeit. Der Bundesrat stellt sodann fest, dass die Parlamentarische Untersuchungskommission aus der Zusatzuntersuchung keine weiteren Vorstösse ableitet. Ich verweise auf die Schlusswürdigung Seite 38, worin sie bestätigt, dass die vom Bundesrat bereits getroffenen oder wenigstens in die Wege geleiteten Reformmassnahmen richtig sind. Ich darf an die Negativliste erinnern, die wir bereits im Januar erlassen haben. Sie stellt sicher, dass Bürgerinnen und Bürger bei der Ausübung ihrer demokratischen Rechte nicht mehr beobachtet und registriert werden. Ich darf an die Verordnung über die Behandlung der Staatsschutzakten vom März erinnern; darin schaffen wir eine entsprechende Transparenz. Ich darf erinnern an die grosse Projektorganisation «Basis», in deren Rahmen wir mit aussenstehenden Experten alle Ihre parlamentarischen Vorstösse aufarbeiten.
Der Bundesrat hat durchaus auch Sinn für die erneute Kritik, vor allem im Bereich der Registraturen und Spezialkarteien, wo tatsächlich die Uebersicht verlorengegangen war, wo keine Ordnung mehr herrschte und wo es zu Uebergriffen gekommen ist. Anderseits möchte der Bundesrat erneut feststellen, dass offenbar nach wie vor eine grosse Schwierigkeit besteht, in diesem emotionalen Thema die Proportionen zu wahren. Meiner Meinung nach sucht man noch allzu einseitig nach Sündenböcken, anstatt dass alle in einer nötigen Selbstkritik die Verantwortung gemeinsam übernehmen. Hier bin ich mit Herrn Masoni durchaus einverstanden. Der Bundesrat, das Parlament, der Bundesanwalt, der Chef der Bundespolizei und übereifrige Mitarbeiter tragen gemeinsam Verantwortung an den Zuständen, die in diesen beiden Berichten dargestellt und kritisiert sind.
Wegen des vielleicht doch etwas einseitigen Zuweisens von Fehlern möchte ich auf das Votum von Herrn Ständerat Rhinow eingehen. Herr Ständerat Rhinow, Sie haben geltend gemacht, Sie hätten vom Bundesrat eine konsequentere Führung, vor allem nach Veröffentlichung dieses ersten Berichtes, erwartet. Nun, da möchte ich Sie einfach daran erinnern: Am 31. Januar des letzten Jahres, als das Parlament die erste Parlamentarische Untersuchungskommission eingesetzt hat, haben Sie natürlich ganz bewusst in das Prinzip der Gewaltentrennung eingegriffen. Sie, das Parlament und die Parlamentarische Untersuchungskommission, haben in diesem Bereich der Ueberprüfung der Amtsführung des EJPD und der Bundesanwaltschaft das Heft in die Hand genommen. Ich glaube, davon müssen wir einfach ausgehen. Sie haben ja dann, wie das in diesem Bericht sehr schön festgehalten ist, in äusserst intensiver Arbeit, die der Bundesrat Ihnen anerkannt hat, in 35 Plenarsitzungen und 41 Sitzungen von Subkommissionen und nach Anhörung von 107 Personen diesen Bericht verfasst. Da geht nun einfach meine Frage an Sie, Herr Ständerat Rhinow: Glauben Sie tatsächlich, dass für den Bundesrat nach diesen intensiven, ausführlichen Arbeiten im letzten Dezember noch Anlass bestanden hat, seinerseits noch einmal eine Untersuchung durchzuführen? Hatten wir nicht guten Grund, uns auf diese intensiven Untersuchungen zu verlassen? Wer hätte denn für den Bundesrat diese von Ihnen geforderten zusätzlichen Untersuchungen durchführen sollen? Offenbar ja niemand aus der Bundesanwaltschaft; denn dort kam als Partei natürlich niemand in Frage. Die einzige Möglichkeit, die wir gehabt hätten, wäre gewesen, Herrn Haefliger damit zu beauftragen, der für uns ja vor Ihrem Beschluss, eine parlamentarische Untersuchungskommission einzusetzen, eine Administrativuntersuchung eingeleitet hat. Diese haben wir dann – davon bin ich heute noch überzeugt – mit guten Gründen suspendiert; denn das Fatalste – ich glaube, diese Erfahrungen haben wir sowohl in der Puk 1 wie in der Puk 2 bereits gesammelt –, was man in einer solchen Situation tun kann, ist, zusätzliche Probleme durch Parallelverfahren zu schaffen. Ich glaube, das ist nun halt einmal die Wirkung einer solchen parlamentarischen Untersuchungskommission, dass sie tatsächlich einen Eingriff in die Gewaltentrennung darstellt, und deshalb ist es vielleicht doch etwas billig, wenn man jetzt sagt, der Bundesrat hätte halt im letzten Herbst trotz diesen intensiven Untersuchungen Ihrer Kommission das Heft vermehrt in die Hand nehmen müssen.
Ich behaupte nicht, dass der Bundesrat keine Fehler gemacht habe. Es war eine sehr schwierige Führungsaufgabe, zumal ja der Bundesrat selber auch immer wieder durch diese neuen Funde überrascht worden ist. Da haben wir uns – meiner Meinung nach eben mit gutem Grund – auf Ihre Untersuchung verlassen, bis wir diese neuen Funde gemacht haben.
Damit komme ich zur Frage, die Herr Masoni aufgeworfen hat: ob das sinnvoll gewesen sei, die Abklärung dieser neuen Funde wiederum der Parlamentarischen Untersuchungskommission zu überlassen. Ich glaube, das lag einfach auf der Hand. Wer hätte das denn sonst tun sollen ausser den Mitgliedern der Parlamentarischen Untersuchungskommission, die diesen Bereich während eines Jahres gründlichst untersucht hatten? Durch irgendwelche Angehörige der Bundesanwaltschaft hätte es der Bundesrat zweifellos nicht tun können. Die einzige Alternative wäre wiederum die Wiederaufnahme der Administrativuntersuchung von Herrn Haefliger gewesen. Herr Haefliger war übrigens ja schon längst als spezieller Mitarbeiter der Parlamentarischen Untersuchungskommission tätig.
Ich möchte damit nicht rechten. Aber ich glaube, wir müssen gerade aus diesem Problem, das die Herren Ständeräte Rhinow und Masoni aufgeworfen haben, die Schlussfolgerung ziehen, dass die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission doch ein kolossaler Eingriff in die Gewaltentrennung und damit auch in die Verantwortungen ist. Ich kann das noch mit einem anderen Beispiel illustrieren: Ende letzten Jahres habe ich einen höheren Beamten meines Departementes auf einen Entscheid interpelliert, der meiner Meinung nach sehr problematisch war. Die Antwort war: «Ja, ich bin jetzt genug kritisiert geworden.» Ich schütze das nicht; aber es zeigt natürlich die Unsicherheiten in bezug auf die Verantwortungen, die eben durch dieses ausserordentliche Verfahren in die Welt gesetzt werden, womit wir vor allem rechnen müssen, wenn wir künftig wiederum solche parlamentarische Untersuchungskommissionen einsetzen.
Für den Bundesrat ist es auf jeden Fall der Beweis dafür, dass parlamentarische Untersuchungskommissionen wegen der damit automatisch verbundenen Unsicherheiten im Hinblick auf die Verantwortlichkeiten wirklich nur bei Ereignissen von grösster Tragweite eingesetzt werden müssen, wie das hier zweifellos der Fall war.
Damit komme ich noch auf einen anderen Aspekt zu sprechen, er wurde verschiedentlich angesprochen: auf die Wirkung Ihres Berichtes und dann natürlich vor allem auch die Kommentierung Ihres Berichtes in der Oeffentlichkeit; denn wir haben allen Grund, nachdem wir ja erstmals parlamentarische Untersuchungskommissionen eingesetzt haben, auch diese Seite zu analysieren.
Ich glaube, die Erfahrungen haben doch eines gezeigt: dass die Vorwürfe und Anklagen eines solchen politischen Berichtes – und es ist ein eminent politischer Bericht – die Betroffenen viel mehr treffen als jedes Gerichtsverfahren, weil eben

eine viel, viel grössere Publizität damit verbunden ist. Andererseits kann aber ein Bericht einer solchen parlamentarischen Untersuchungskommission natürlich nicht jene Verfahrensgarantien gewähren, wie das einem Gerichtsverfahren immanent ist. Ich glaube, auch diese Lektion müssen wir aus diesem ersten Beispiel einer parlamentarischen Untersuchungskommission für die Zukunft ziehen.

Damit komme ich auf die Frage der Zusammenarbeit zwischen dem Bundesrat und Ihrer Kommission. Ihre Kommission und vor allem auch ihr Präsident – ich anerkenne das – haben akzeptiert, dass der Vertreter des Bundesrates die ihm durch das Geschäftsverkehrsgesetz eingeräumten Rechte und Pflichten wahrgenommen hat. Sie führen jedoch in Ihrem Bericht aus, es sei deswegen zu Verzögerungen in den Abklärungen gekommen. Ich möchte hier einfach bekräftigen, dass es stets das vorrangige Anliegen des Bundesrates war, die Arbeit Ihrer Kommission zu erleichtern. So habe ich z. B. eben nach diesen neuen Funden sofort die Parlamentarische Untersuchungskommission unterrichtet, weil – das ist auch die Antwort auf die Frage von Herrn Ständerat Masoni – ihr Auftrag eben noch nicht beendet war. Es ging hier um Tatbestände, die natürlich ganz eminent mit der Amtsführung der Bundesanwaltschaft zu tun hatten, nachdem aufgrund des ersten Berichtes ja dieser sogenannte Fichenskandal zum Hauptproblem, zum Hauptthema des ganzen Berichtes geworden ist.

Ich habe im übrigen auch meine Mitarbeiter immer wieder angehalten, mit der Kommission konstruktiv zusammenzuarbeiten, und ich habe in der Person von Dr. Keller von Anfang an auch einen sachverständigen Mitarbeiter meines Departementes für diese enge Kooperation mit Ihrer Kommission freigestellt.

In der Frage der Herausgabe der Akten der nachrichtendienstlichen Operationen der Bundesanwaltschaft war der Bundesrat mit mir nun allerdings der Meinung, dass wir diese nicht vorbehaltlos ausliefern durften. Weil die Prävention bei der Bekämpfung des Terrorismus, der Spionage und des organisierten Verbrechens rechtlich zulässig und für die Sicherheit des Landes unverzichtbar ist, ergibt sich auch die Notwendigkeit einer wirksamen internationalen Zusammenarbeit auf diesem Gebiet. Diese ist jedoch weltweit nicht auf förmliche Staatsverträge, sondern auf informelle Verpflichtungen zur strikten Geheimhaltung abgestützt. Die Gründe für diesen Tatbestand sind vielfältig. Ich erwähne nur, dass uns eine staatsvertragliche Verpflichtung zum nachrichtendienstlichen Informationsaustausch bei einem Regimewechsel leicht in grösste Schwierigkeiten bringen würde. Entweder wären wir dann gehalten, die Informationen weiter zu liefern, oder es würde eine Kündigung eines solchen Vertrages notwendig. Eine solche Kündigung könnte aber leicht als Verstoss gegen die traditionelle Disponibilität der Schweiz bei der Beilegung internationaler Spannungen betrachtet werden.

Die beschlossene Offenlegung von Staatsschutzakten hat den Informationsaustausch mit befreundeten Staaten bereits erschwert. Das ist einfach ein Faktum. Mehrere ausländische Dienste sind bei mir im Departement oder über die Botschaft höchstpersönlich vorstellig geworden und haben ihre Bedenken geäussert, ob sie nach wie vor mit uns zusammenarbeiten könnten. Aus diesen Gründen hielt der Bundesrat eine vorbehaltlose Auslieferung ausländischer Akten an die Parlamentarische Untersuchungskommission für unvereinbar mit den eingegangenen Geheimhaltungsverpflichtungen. Daran ändert eben auch nichts, dass auch die Parlamentarische Untersuchungskommission zur Geheimhaltung verpflichtet ist. Eine solche Pflicht schafft zwar – ich habe ihre Geheimhaltung immer anerkannt – innerstaatliches Vertrauen, aber nicht unbedingt gegenüber ausländischen Diensten. Der Bundesrat befand sich bei der Behandlung Ihrer Herausgabegesuche in bezug auf solche ausländische Akten in einer ganz ähnlichen Situation, wie wenn Sie einen Widerspruch zwischen Völkerrecht und Landesrecht haben. Dann muss auch entschieden werden, welche Norm vorgeht. Alles, was der Bundesrat in diesem Dialog mit Ihnen überhaupt unternommen hat, war darauf ausgerichtet, im Rahmen dieses Dilemmas eine möglichst verträgliche Lösung zu finden, die uns sowohl die Geheimhaltungsverpflichtungen gegenüber dem Ausland aufrechterhalten lässt, andererseits Ihren unbestrittenen Zugang zu diesen Akten gewährleistet. Nachdem hier ja sehr harte Worte gefallen sind, wir hätten sogar beigetragen, gewisse Dinge zu verheimlichen, möchte ich daran erinnern, dass ich mich von Anfang an mit Ihrer Kommission einzig über die Modalitäten der Einsichtnahme unterhalten habe. Der Bundesrat hat nie auch nur mit einem einzigen Wort gesagt, dass wir Ihnen gewisse Akten nicht zur Einsicht unterbreiten würden; es ging einzig um die Modalitäten. Hier fühlt sich der Bundesrat als verantwortliche Exekutive natürlich auch ganz besonders angesprochen. Wir sind überzeugt: Wenn wir wegen des Zusammenbruchs des internationalen Informationsaustausches Rückschläge zu erleben hätten, so hätten wir auf diesem Gebiet politische Verantwortung in besonderer Weise zu tragen. Herr Ständerat Onken, wären Sie dann allenfalls bereit, die Verantwortung zu übernehmen, wenn es wegen des Zusammenbruchs dieses internationalen Informationsaustausches in unserem Lande zu Attentaten auf die schweizerische Bevölkerung käme? Ich meine, das Attentat in Coppet gegen diesen Iraner hat nur allzu deutlich gezeigt, dass wir auch in unserem Land nach wie vor mit Akten des Terrorismus rechnen müssen. Wenn es in unserem Land deswegen zu einem Attentat käme, würde man mit gröbstem Geschütz auf den Bundesrat schiessen, man würde ihm vorwerfen, er sei total naiv gewesen und er verstünde von diesem Geschäft überhaupt nichts. Nur die Sorge um diese Verantwortung hat den Bundesrat bewogen, mit Ihnen einen Modus der Einsichtnahme zu finden, der eben auch unseren internationalen Versprechungen gerecht geworden ist.

Damit komme ich zu einem nächsten Punkt, zu den Rechtsgrundlagen der präventiven Polizeitätigkeit, weil mir das ein besonders wichtiger Punkt scheint für die Zeit, die noch vergehen wird, bis wir durch ein neues Staatsschutzgesetz neue, befriedigende Rechtsgrundlagen schaffen können.

Im ersten Bericht attestiert Ihre Kommission der Bundespolizei im Bereiche des klassischen Staatsschutzes gute Arbeit. Sie betrachtete offensichtlich diese Tätigkeit auch als rechtmässig. Der Ergänzungsbericht spricht nun bei den gleichen Tätigkeiten, insbesondere bei der Spionageabwehr, von Gesetzeslücken. Es liegt mir daher daran, Ihnen diesbezüglich die Rechtsauffassung des Bundesrates bekanntzugeben. Nach Artikel 102 Ziffer 9 und 10 der Bundesverfassung hat der Bundesrat das Recht und die Pflicht, Massnahmen zur Wahrung der äusseren und inneren Sicherheit der Schweiz zu treffen. Er und die ihm unterstellten Behörden können gestützt auf die sogenannte polizeiliche Generalklausel zudem Massnahmen treffen, wenn eine unmittelbar drohende, nicht anders abwendbare Gefahr in Frage steht. Artikel 17 Absatz 3 des Bundesstrafprozesses macht vor allem in den Sätzen 2 und 3 deutlich, dass nicht nur eine passive Informationsverarbeitung, sondern durchaus auch aktive Ermittlungen gemeint sind. Der Bundesrat hat diese Auslegung den Räten mehrmals vorgetragen. Ich verweise auf die Antworten auf die Interpellationen Binder und Busset im Jahre 1973 und auf die Einfache Anfrage Marthaler im Jahre 1977. Der Gesetzgeber, darin bin ich mit der Parlamentarischen Untersuchungskommission vollständig einig, würde heute zweifellos eine einlässliche Regelung der Materie treffen, sowohl bezüglich der Grundrechtseingriffe als auch bezüglich der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen. Es ist jedoch ständige Praxis des Bundesrates, in solchen sanierungsbedürftigen Rechtsbereichen die bisherige Tätigkeit weiterzuführen, allenfalls mit Erlass vorläufiger Verordnungen, was wir auch hier im Bereiche des Staatsschutzes zurzeit näher prüfen. Bei dieser klaren Rechtslage stützt sich der Bundesrat bis zum Erlass eines Staatsschutzgesetzes mit gutem Grund auf diese hier genannte, geltende Rechtsgrundlage. Er setzt sich gegen alle Versuche zur Wehr, eine vernünftige und verhältnismässige Präventivpolizei zu verunmöglichen. Er bekräftigt seinen Willen durch die bereits getroffenen und noch bevorstehenden Sofortmassnahmen, insbesondere die Weisungen an die Kantone und an die Bundesanwaltschaft, sowie vor allem die sogenannte Positivliste und den Erlass von vorläufigen Verordnungen im Bereich des Staatsschutzes und der Sicherheitsüberprüfungen.

Zu einer solchen Weiterführung des Staatsschutzes hat sich das Parlament mehrmals klar bekannt. Ich verweise auf die Beratungen in den Jahren 1958 nach dem Fall Dubois/Ulrich, 1975 die Behandlung der parlamentarischen Initiative Weber-Arbon, 1977 Behandlung des Falles Jeanmaire und 1981 nach der Behandlung des Falles Bachmann.
Besonders zu erwähnen sind auch mehrere Debatten über Gesetzesvorlagen, zum Beispiel die parlamentarische Initiative über den Schutz der persönlichen Geheimsphäre oder die fünfte Revision des Luftfahrtgesetzes, wo es um Massnahmen gegen Anschläge und Flugzeugentführungen ging.
Der Bundesrat kommt daher aufgrund dieser Erwägungen zum Schluss, dass Artikel 17 Bundesstrafprozess – in Verbindung mit den genannten Verfassungsaufträgen und der polizeilichen Generalklausel – eine ausreichende Rechtsgrundlage für den unbestrittenen, durch die Sofortmassnahmen des Bundesrates eingeschränkten präventiven Staatsschutz, wie er in der letzten Session auch im Nationalrat bekräftigt worden ist, enthält, bis ein eigentliches Staatsschutzgesetz die Materie einlässlicher regelt.
Erlauben Sie mir noch ein Wort betreffend die Vorwürfe der Parlamentarischen Untersuchungskommission, die im Zusammenhang mit zwei Operationen der Bundesanwaltschaft in Zusammenarbeit mit den PTT und dem Zoll durchgeführt worden sind. Ich verweise auf Seite 30 bis 33 ihres Zusatzberichtes. Wie Sie wissen, wird diese Darstellung von den Beteiligten zum Teil bestritten. Der Bundesrat, Herr Ständerat Onken, möchte hierüber nicht rechten; was der Bundesrat möchte, ist sofort absolute Klarheit und Offenheit schaffen. Deshalb hat der Bundesrat entschieden, so rasch wie möglich einen besonderen Vertreter des Bundesanwaltes zu bestellen, der alle diese Vorwürfe im einzelnen untersuchen wird, der vor allem im einzelnen untersuchen wird, ob und wieweit tatsächlich Recht verletzt wurde und ob sich die Beteiligten strafbar gemacht haben. Ich darf auch gegenüber Frau Bührer betonen, dass der Bundesrat nicht gezögert und nicht gezaudert hat, sondern an der nächsten Sitzung, nachdem wir die endgültige Fassung Ihres Berichtes hatten, diesen Beschluss gefasst hat. Damit sind alle Voraussetzungen geschaffen, dass all diese Vorwürfe der Rechtsverletzungen in einem einwandfreien Justizverfahren abgeklärt werden. Ich hoffe, dass ich Ihnen den Namen dieses besonderen Vertreters des Bundesanwaltes möglichst rasch bekanntgeben kann.
Der Bundesrat muss sich allerdings gegen jede Art von Vorverurteilung verwahren. Das widerspräche der Unschuldsvermutung als unabdingbarem Bestandteil unserer Rechtskultur, worauf auch die hier angesprochenen Beamten bis zum Abschluss des Verfahrens ein Anrecht haben.
Damit komme ich zum Schluss. Die Parlamentarische Untersuchungskommission hat ihre wertvollen Arbeiten – ich möchte das noch einmal betonen – abgeschlossen. Für Bundesrat und Verwaltung geht die Arbeit weiter. Wie Frau Ständerat Meier zu Recht gesagt hat, werden wir leider auch von der Vergangenheitsbewältigung noch relativ lange Zeit in Anspruch genommen werden. Damit die Aufarbeitung dieser Vergangenheit unvoreingenommen erfolgt, hat der Bundesrat bekanntlich einen Sonderbeauftragten für die Behandlung der Staatsschutzakten bestellt, der von den Weisungen des Bundesrates unabhängig ist, und ein Wissenschafterteam eingesetzt mit dem Auftrag, auch die zeitgeschichtlichen Gründe dieser von der Puk zu Recht kritisierten Tatbestände aufzuarbeiten.
Wenn ich nach vorne blicke, was mir noch wichtiger erscheint, betone ich nochmals, dass die Reformen angelaufen sind. Ich habe Ihnen die wichtigsten genannt. Ich bin überzeugt, dass aufgrund Ihrer Berichte alle Beteiligten mit einer neuen politischen Sensibilität den Staatsschutz neu ordnen und anschliessend vollziehen. Seit den letzten Debatten in der Frühjahrssession haben wir – wie gesagt – mehrere Massnahmen bereits in Kraft gesetzt. Wir hoffen, so rasch wie möglich vor allem auch die unbedingt notwendige Positivliste in Kraft setzen zu können, die auch die Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen wieder auf eine sichere Grundlage stellen wird.
Zu Frau Bührer: Es ist eine Uebertreibung, wenn Sie sagen, dass alles, was die Kantone bisher in diesem Bereich getan hätten, überflüssig gewesen wäre. Wir sind in diesem unbestrittenen Bereich des Staatsschutzes, der Terrorismusabwehr, der Spionagebekämpfung und der Bekämpfung des organisierten Verbrechens in unserem föderalistischen Staat unbedingt auf eine aktive Mitwirkung der Kantone und der Kantonspolizeien angewiesen. Wenn es zurzeit in diesem Bereich leider nicht zum besten bestellt ist, hängt das damit zusammen, dass die kantonalen Regierungen und die Polizei dort verunsichert sind wegen der öffentlichen Debatte, die wir führen mussten. Aber hier wird es besonders wichtig sein, möglichst rasch neue Sicherheit zu gewinnen.
Ziel aller meiner Bemühungen ist es, dass wir möglichst rasch aufgrund eines neuen Staatsschutzgesetzes zu einem demokratisch besser legitimierten Staatsschutz kommen und dass dieser Staatsschutz künftig parlamentarisch besser kontrolliert wird. Ich bin Ihnen dankbar, wenn Sie möglichst rasch eine entsprechende Sicherheitsdelegation des Parlamentes bestellen. Dieser Staatsschutz muss künftig auch durch den Bundesrat straffer geführt werden. Nur so, wenn wir dieses Ziel Schritt für Schritt so rasch wie möglich miteinander gemeinsam realisieren, haben wir eine Chance, dass dieser unverzichtbare Staatsschutz von unserem Volk wieder akzeptiert wird.

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Herr Bundespräsident Koller hat zu Recht darauf hingewiesen, dass sich Parlament und Bundesrat in die Quere kommen können, wenn plötzliche Eingriffe in die übliche Gewaltenteilung stattfinden. Das stimmt grundsätzlich – aber eben nur für eine gewisse Zeit, für die Zeitspanne der Untersuchung. Wenn einmal dieses Nebeneinander vorbei ist – und das ist jetzt vorbei –, möchten wir, dass der Bundesrat den Vollzug unserer Beschlüsse zügig an die Hand nimmt. Das war unser Anliegen.
Wir haben im ersten Bericht auf Seite 216 deutlich gesagt, dass die parlamentarische Untersuchung eines ganzen Verwaltungszweiges nicht mit einer Finanzkontrolle verglichen werden kann und dass eine Untersuchungskommission nur Hinweisen nachgehen und Stichproben anordnen kann. Sie kann aber nicht alle Einzeldossiers auf ihre korrekte Führung und auf ihre angemessene Beurteilung untersuchen. Daraus ergibt sich, dass die Ergebnisse der Puk nicht lückenlos sein können; es ergibt sich auch, dass im Rahmen des Vollzuges in der Verwaltung nachgestossen werden muss. Wir haben festgestellt, dass im Zusammenhang mit dem ersten Bericht konkret geforderte Administrativuntersuchungen nicht stattgefunden haben und dass dagegen noch eine Hemmung besteht. Wir sind um so mehr befriedigt, als Sie, Herr Bundespräsident, jetzt im Zusammenhang mit dem Ergänzungsbericht sofort die nötigen Untersuchungsmassnahmen angekündigt haben. Das scheint mir die richtige Antwort auf unseren Zusatzbericht zu sein.
Mit Herrn Masoni bin ich so weit einverstanden, als er uns an die Mitverantwortung sämtlicher Beteiligter erinnert. Das wurde bereits beim ersten Bericht gesagt. Wir sind alle mitverantwortlich. Wir sind mitverantwortlich für die mangelnde Toleranz, welche sich in den Fichen widerspiegelt. Wir sind alle mitverantwortlich dafür, dass alles wieder ins Lot kommt. Aber zu anderen Ausführungen von Herrn Masoni: Er hat eher als Avvocato Masoni gesprochen. Ich möchte ihm als Ständerätin antworten:
Wir waren ganz eindeutig legitimiert, diesen Zusatzbericht zu erstellen. Das ist für mich überhaupt keine Frage. Ich weise darauf hin – Herr Bundespräsident Koller sagte es bereits –: Wir haben mit der Arbeit aufgehört, bevor sie beendet war, wie sich nachträglich gezeigt hat. Wenn Sie bei einem Unglück Bergleute bergen und meinen, Sie hätten alle, und dann erfahren, dass noch einer im Berg ist, dann holen Sie ihn auch noch heraus.
Die Vorfälle müssen im Zusammenhang gesehen werden. Es wäre unvernünftig gewesen, anders vorzugehen, als wir es taten. Der Beschluss, einen Ergänzungsbericht einzuholen, war im unmittelbaren Anschluss an den Hauptbericht ohne formale Umstände vertretbar. Zudem wurde der Auftrag von Herrn Bundespräsident Koller in den Büros beider Räte besprochen; er wurde öffentlich bekanntgegeben. Herr alt Präsident Masoni hat sich gegen diese Interpretation nie gewehrt.

Ich fühle mich damit erneut in unserer Legitimation bestätigt. Vor allem waren wir politisch unbedingt legitimiert, sofort diese Zusatzuntersuchung durchzuführen und ergänzend darüber zu berichten. Ich möchte Herrn Masoni sagen: Da liegt genau das heutige Problem, dass wir manchmal in einer politischen Notsituation – und in einer solchen befanden wir uns – allzu sehr Fignolage betreiben und Einzelheiten abzuklären versuchen, statt dass wir die Dinge sofort tun, die unbedingt getan werden müssen. Diese Zusatzuntersuchung war dringend nötig.
Noch etwas: Sie haben versucht, uns in Erinnerung zu rufen, dass die Zahl der Fichen schon längst bekannt gewesen sei. Daran besteht kein Zweifel. Aber es ist verfehlt, unsere Arbeit unter diesem Gesichtspunkt zu beurteilen. Wir haben diese Zahlen auch nicht diskutiert. Wir haben nur dargestellt, was vorhanden war. Unsere Kritik ging nicht gegen die Anzahl der Fichen, sie ging gegen die Handhabung der Fichen und Karteien. Wer sie gesehen hat, hat daran keinen Zweifel.
Herr Masoni, wenn ich Sie in der Extremistenkartei finde, dann ist das einfach total daneben! Ich sage das als Beispiel. Sie mögen heute rechtsstehende Ideen haben und sind von Ihrer früheren Offenheit, wie Sie erklärt haben, abgekommen. Aber das lässt noch lange nicht zu, Sie in eine Extremistenkartei einzubringen. Aber eben Leute wie Sie haben wir in dieser Kartei gefunden! Da ist für uns doch klar: Das geht nicht. Das geht wirklich nicht! Das ist schade um unsere Steuergelder.
Es hat uns auch geärgert zu sehen, dass man Extrakarteien angelegt und sie beschriftet hat, beispielsweise mit «Extremist». Das sind nachträgliche Qualifikationen, die in den Fichen gar nicht vorhanden waren. Es störte uns auch, dass die Gesamtregistratur keineswegs etwa ein Tagebuch war, wie Sie anzunehmen scheinen, sondern dass Berichte total zufällig aufgenommen oder nicht aufgenommen wurden, dass sie je nach Ficheur und Ausbildung in der einen oder in der anderen Form aufgenommen wurden, dass auf Seite 1 ein Verdacht notiert wurde, der dann auf Seite 2 bereits eine Tatsache war.
Gegen diese Linie haben wir uns gewehrt. Und wenn Sie hineinschauen würden, Herr Masoni, dann würden Sie bestimmt genau dasselbe sagen wie wir: So habe ich mir das nicht vorgestellt!
Es ist ein Haufen Unsinn drin gewesen. Wir haben uns vor allem dagegen gewehrt, dass man nicht flexibel genug war, die Bedrohungsbilder anzupassen, sondern dass man auf alten Bedrohungsbildern beharrte. Das haben wir kritisiert; nicht frühere, vielleicht einmal gültige Bedrohungsbilder, sondern dass man sie nicht verlassen hat, dass man nicht auf die Drogenthematik übergegangen ist und statt dessen einen Haufen Dinge notiert hat (Biertrinken und ähnliches), die mit der Staatssicherheit nun wirklich nichts zu tun haben. Diese überschüssige und falsche Anwendung Ihrer, meiner und unserer Grundsätze haben wir kritisiert.
Damit komme ich noch zur Frage von Herrn Hunziker. Ich habe versucht, in meiner vorherigen Darstellung genau diese Problematik darzustellen. Ich werde Ihnen gerne den Text überlassen. Sie haben im wesentlichen gefragt, weshalb wir den Fall Wolf alias Kälin nicht beschrieben hätten. Wir hatten keinen Anlass, diesen Fall zu beschreiben. Wir haben überhaupt nicht Einzelfälle untersucht, sondern festgestellt, dass das der einzige Fall war, wo im Zusammenhang mit der Telegrammaktion ein Erfolg gemeldet wurde. Dass das unter keinen Umständen rechtfertigen kann, jahrzehntelang weiter alle Telegramme in einer bestimmten Richtung zu untersuchen, und zwar nicht nur jene mit den falschen Adressen. Vielmehr wird auch das Telegramm, das Sie schicken, angeschaut und genau kontrolliert; die Telegramme von Tausenden von Leuten wurden im Hinblick auf einen möglichen Ertrag angeschaut und kontrolliert! Das ist es, was wir kritisieren.
Noch etwas: Wir müssen nochmals betonen, dass wir alle Akten aus dieser ganzen Operation T zugezogen haben. Es ist nirgends auch nur der geringste Hinweis auf ein gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren zu finden gewesen. Gar nichts, nur die Telegramme selbst. Es ist umstritten, ob man im Fall Wolf alias Kälin primär gestützt auf Telegramme fündig wurde oder ob nicht andere Hinweise effektiv zum Erfolg geführt haben. Aber entscheidend ist doch, dass man nicht vom Erfolg in einem Einzelfall auf die Zulässigkeit von Methoden schliessen darf.
Wenn wir nur die erfolgreichen Methoden nähmen, käme man im Extremfall ja dazu, auch Methoden wie Folter oder ähnliches vertreten zu wollen; die führen zu Erfolgen! Aber wir wollen ja gerade nicht von den Erfolgen ausgehen, sondern wir wollen, dass bestimmte Situationen rechtsstaatlich untersucht werden können. Das versuchten wir im Bericht darzustellen. Im übrigen bin ich froh, wenn noch abgeklärt wird, ob Strafrecht verletzt wurde.
Ich fasse zusammen: Wir haben unsere Arbeit jetzt abgeschlossen. Parlamentarische Untersuchungskommissionen sollten nicht verewigt werden, noch sollte eine auf die andere folgen, weil die Wirkung verlorengeht. Aber das bedingt, dass wir wirklich eine Sicherheitsdelegation oder eine andere Spezialformation in der Geschäftsprüfungskommission beraten und so schnell wie möglich auf die Beine stellen; sonst riskieren wir dauernd neue Anträge auf Einsetzung von Untersuchungskommissionen.

Präsident: Die Kommission beantragt Ihnen, von ihrem Ergänzungsbericht Kenntnis zu nehmen.

Zustimmung – Adhésion

90.378

Motion Rüesch
Bundesgesetz über den Staatsschutz
Loi fédérale sur la protection de l'Etat

Wortlaut der Motion vom 5. März 1990
Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament so rasch als möglich Botschaft und Entwurf für ein Gesetz über den Staatsschutz zu unterbreiten, in welchem auch der Schutz der Persönlichkeit des Einzelnen, seiner Freiheiten und Grundrechte zu wahren sind.
In diesem Gesetz sind insbesondere zu regeln:
– klar definierte Aufgaben des Staatsschutzes und dessen Begrenzung;
– eindeutige Regelung der Verantwortlichkeiten und der Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen;
– Beschaffung, Auswertung, Weitergabe, Aufbewahrung und Vernichtung der Daten;
– Wahrung der individuellen Freiheitsrechte, der demokratischen Grundrechte und der Privatsphäre;
– Akteneinsicht und Schutz vor Datenmissbrauch unter Wahrung der Sicherheitsbedürfnisse des Staates;
– parlamentarische Kontrolle.

Texte de la motion du 5 mars 1990
Le Conseil fédéral est chargé de présenter le plus vite possible au Parlement un message et un projet de loi sur la protection de l'Etat. Cette loi assurera également la protection de la personnalité, des libertés et des droits fondamentaux des particuliers.
Cette loi traitera en particulier les problèmes suivants:
– Elle définira clairement les tâches de la protection de l'Etat, et y fixera des limites;
– Elle réglera de façon précise les responsabilités et la collaboration entre la Confédération et les cantons;
– Elle réglementera l'acquisition, l'exploitation, la diffusion, l'archivage et la destruction des données;
– Elle protégera les libertés individuelles, les droits fondamentaux démocratiques et la sphère privée;
– Elle régira l'accès aux dossiers et la protection contre les

86.226

Parlamentarische Initiative (Büro des Ständerates) Geschäftsverkehrsgesetz. Revision

Initiative parlementaire (Bureau du Conseil des Etats) Loi sur les rapports entre les conseils. Révision

Siehe Seite 1 hiervor – Voir page 1 ci-devant

Antrag der Einigungskonferenz vom 22. März 1990
Proposition de la Conférence de conciliation du 22 mars 1990

Beschluss des Ständerates vom 5. Juni 1990
Décision du Conseil des Etats du 5 juin 1990

Differenzen – Divergences

Art. 22 Abs. 2
Antrag der Einigungskonferenz
Streichen

Art. 22 al. 2
Proposition de la Conférence de conciliation
Biffer

M. **Borel,** rapporteur: Dans cette procédure d'élimination des divergences, il s'agit juste de nous mettre d'accord avec le Conseil des Etats sur un point: la portée de la motion. Nous avions fait le premier pas, en tant que Conseil national, lors des transactions entre Chambres en proposant de maintenir le *statu quo*. Il a fallu une conférence de conciliation pour que le Conseil des Etats se rallie à ce point de vue. Nous proposons de vous rallier également au maintien du *statu quo* concernant les motions.

Frau **Stamm,** Berichterstatterin: Es geht um den letzten Punkt bei der Revision des Geschäftsverkehrsgesetzes, und zwar um den Punkt der Motion im delegierten Rechtsetzungsbereich.
Sie erinnern sich, dass wir uns nicht einigen konnten, dass der Nationalrat vorgeschlagen hat, beim Status quo zu bleiben. Wir mussten eine Einigungskonferenz abhalten, und der Ständerat hat sich uns angeschlossen. Wir bleiben also bei der Regelung der Motion im Geschäftsverkehrsgesetz beim Status quo. Wir empfehlen Ihnen, dies zu akzeptieren.

Bundespräsident **Koller:** Auch der Bundesrat stimmt dieser Kompromisslösung zu, weil es ja der einzige Ausweg ist, um ein Scheitern der ganzen Revision zu verhindern. Wir möchten aber hier bekanntgeben, dass wir an unserer Haltung festhalten, d. h. dass wir auch in Zukunft Motionen im delegierten Rechtsetzungsbereich zur Ablehnung bzw. zur Umwandlung in ein Postulat empfehlen werden.

Angenommen – Adopté

M. **Borel,** rapporteur: Un détail reste à régler. L'initiative parlementaire émanait du Conseil des Etats qui, de manière très optimiste, avait fixé l'entrée en vigueur au 1er janvier 1987. Nous devons donc modifier cette date en vous proposant l'entrée en vigueur au 1er janvier 1991.

Frau **Stamm,** Berichterstatterin: Wir müssen uns noch über das Inkrafttreten unterhalten. Wir schlagen Ihnen vor, dass das Inkrafttreten auf den 1. Januar 1991 festgesetzt wird.

Le président: La commission vous avait proposé d'adapter une date d'entrée en vigueur qui n'est évidemment plus du tout réaliste. La nouvelle date proposée serait le 1er janvier 1991.

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

89.006

Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen. Ergänzungsbericht

Evénements survenus au DFJP. Commissions parlementaires d'enquête. Rapport complémentaire

Fortsetzung – Suite

Siehe Jahrgang 1989, Seite 1977 – Voir année 1989, page 1977

Ergänzungsbericht der Parlamentarischen Untersuchungskommissi (Puk) vom 29. Mai 1990 (BBl II, 1565)
Rapport complémentaire de la Commission d'enquête parlementai (CEP) du 29 mai 1990 (FF II, 1469)

Beschluss des Ständerates vom 18. Juni 1990
Décision du Conseil des Etats du 18 juin 1990

Antrag der Kommission
Kenntnisnahme vom Bericht

Antrag der grünen Fraktion
1. Vom Ergänzungsbericht wird Kenntnis genommen.
2. Gestützt auf Artikel 65 Absatz 3 GRN wird verlangt, dass di Kommission die auf Seite 4 genannten Aktionen der Bundes anwaltschaft im Detail untersucht und der Bundesversamm lung ergänzend Bericht erstattet.

Antrag der sozialdemokratische Fraktion
Die sozialdemokratische Fraktion beantragt, dass die Puk 1 ih ren Bericht in folgenden zwei Punkten weiter vertieft und er gänzt:
1. Abklärungen der administrativen und politischen Verant wortlichkeiten.
2. Prüfung der übrigen Operationen der Bundesanwaltschaft. Sobald die GPK mit den Kompetenzen der Puk ausgestatte ist, übernimmt diese die Kontrolle der Bundesanwaltschaft.

Proposition de la commission
Prendre acte du rapport

Proposition du groupe écologiste
1. Il est pris acte du rapport.
2. La commission est invitée, en vertu de l'article 65, 3e alinéa du règlement du conseil national, à examiner de près les opérations du Ministère public évoquées à la page 4 dudit rapport et à fournir des explications complémentaires à l'Assemblée fédérale.

Proposition du groupe socialiste
La CEP 1 est invitée à approfondir et à compléter son rapport sur les deux points suivants:
1. Dégager les responsabilités administratives et politiques.
2. Examiner les autres activités du Ministère public.
Dès que la Commission de gestion aura été investie des compétences de la CEP, c'est à elle qu'il appartiendra de contrôler le Ministère public.

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Die Puk hat Ihnen ihren Ergänzungsbericht abgeliefert. Der Zusatzbericht bestätigt den Hauptbericht. Er bestätigt die festgestellten Mängel des Hauptberichtes und auch die Notwendigkeit der geforderten Massnahmen, die Sie im letzten Winter ja bereits beschlossen haben.
Wieder werfen wir der Bundesanwaltschaft vor, dass sie konzeptionslos tätig war, dass sie führungslos war und dass auch

heute niemand die Verantwortung für das Handeln von damals übernehmen will.
Wir werfen ihr auch vor, dass sie Rechtsgrundsätze weitgehend unbeachtet liess, dass sie sehr sorglos das Material aus der Privatsphäre von Schweizerinnen und Schweizern an ausländische Geheimdienste lieferte. Wir werfen ihr auch vor, dass sie allzu schnell und ohne genaue rechtliche Abklärungen Zugriff auf private und öffentliche Arbeitgeber nimmt und umgekehrt diese ein allzu grosses Vertrauen in die Bundesanwaltschaft und Bundespolizei haben und glauben, ihr jede Antwort und Rechenschaft schuldig zu sein – auch dann, wenn diese sich einfach nur als Bundespolizei meldet und kein formelles Verfahren eröffnet hat.
Die Puk hat auch bei diesem Ergänzungsbericht wieder dieselben Arbeitsmethoden angewandt wie vorher. Wir haben im Hauptbericht, wenn wir eine grundsätzliche Kritik äusserten, ein einziges Beispiel dazu genannt.
Wir haben also die Typologie, die Arbeitsweise der Bundesanwaltschaft, untersucht und haben entsprechend grundsätzliche Bewertungen vorgenommen.
Wir möchten festhalten, dass wir nicht Einzeluntersuchungen gemacht haben, dass wir nicht eine vollständige Verwaltungskontrolle über jeden hintersten und letzten Akt und über jedes Dossier durchgeführt haben. Wir möchten das betonen.
Wenn wir also heute in einer Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Jeanprêtre lesen – da wird gefragt, ob die Bundesanwaltschaft mit einem namentlich genannten Dritten zusammengearbeitet habe oder nicht –: «Im Puk-Bericht steht davon nichts, also ist alles in Ordnung», dann muss ich mich gegen eine solche Lesart unseres Berichtes verwahren.
Wir haben im Ergänzungsbericht zwei Operationen, die von der Bundesanwaltschaft durchgeführt worden sind, etwas näher untersucht. Wir haben das im Sinne von Stichproben gemacht. Wir haben die grundsätzliche Bedeutung und Berechtigung dieser Operationen angeschaut. Es ging um diese Telegramm-Aktion und um die Postkontrolle in einem Zollamt. Wir haben dabei – auch das ist festzuhalten – nicht jede Nebenoperation zusätzlich angeschaut, zum Beispiel nicht den Fall Wolf, von dem im übrigen in den von uns beigezogenen Akten überhaupt nicht die Rede war. Wir müssen zu dieser Aktion Telegramm festhalten, dass sie als ganze nicht auf ein gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren zurückzuführen ist. Post- und Telegrammverkehr darf gemäss Gesetz nur bei einem Beschuldigten oder bei einem Verdächtigten durchgeführt werden. Nur er darf überwacht werden. Das Postverkehrsgesetz, aber auch das Bundesgericht verbieten Beweisaufnahmen aufs Geratewohl. So gefundene Beweise dürften im übrigen in einem Prozess gar nicht verwertet werden. Natürlich hat es im Zusammenhang mit diesen beiden sehr grossen Operationen einzelne gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren gegeben wie zum Beispiel dasjenige des Ehepaares Wolf. Aber das ändert nichts daran, dass die gesamte Aktion Telegramm kein gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren war, auch wenn das jetzt in einem Leserbrief von alt Bundesanwalt Walder behauptet wurde. Auch ein isolierter, angeblicher – ich betone: angeblicher – Erfolg einer solchen flächendeckenden Massnahme legitimiert ein Verfahren nicht, das nicht im Sinne des Gesetzes durchgeführt wird.
Das Echo und die Reaktionen auf den Hauptbericht waren gross, und viele in diesem Saal sind vielleicht etwas erschrocken über das, was dieser Bericht an Emotionen bewirkt hat. Ich muss aber betonen, dass der Aufruhr nicht so gross wäre, wenn unmittelbar nach dem Bericht entschiedener und rascher reagiert worden wäre. Die Polarisierung, von der im Ständerat die Rede war – es wurde dort gar von «zwei Schweizen» gesprochen –, hätte nicht dieses Stadium erreicht, wenn man auf unseren Bericht sofort und rascher reagiert hätte.
Wir waren uns im Dezember 1989 eigentlich alle einig: Vertrauen kann nur durch Offenheit gewonnen werden. In der Zwischenzeit scheint es, dass diesem Grundsatz nicht mehr so konsequent nachgelebt worden ist. Der Bundesrat hat jedenfalls der Puk gewisse Akten nur sehr, sehr zögerlich herausgegeben. Die Bundesanwaltschaft hat eigentlichen Widerstand gegen die Arbeit der Puk verspüren lassen; auch gegenüber der Oeffentlichkeit scheint es, dass die Bundesanwaltschaft, aber auch kantonale Instanzen statt durch besondere Offenheit eher die Theorie des Zukleisterns oder eben des Abdeckens befolgen wollen.
Natürlich ist der Weg über die Offenheit ein schmerzvoller Weg. Es werden oft unangenehme Wahrheiten aufgedeckt werden müssen, so wie auch unser Ergänzungsbericht ein unangenehmer Bericht ist, aber es scheint uns, dass ein Umdenken bei der Bundesanwaltschaft ganz dringend nötig ist. Man fragt sich manchmal, ob ein Umdenken dort überhaupt möglich ist. Deswegen ist der Bundesrat in ganz besonderem Masse aufgerufen, durchzugreifen und ein Umdenken in dieser Amtsstelle durchzusetzen. Es kann nicht angehen, dass diese Mentalität («Wir haben von nichts gewusst, wir sind nicht verantwortlich und haben überhaupt nichts falsch gemacht») weiter praktiziert wird.
Es wird nötig sein, dass wir uns auch auf rechtsstaatliche Grundsätze zurückbesinnen. Die Tätigkeit der Bundesanwaltschaft muss gesetzlich normiert werden. Es geht nicht an, dass staatliche Tätigkeit einfach auf eine Generalklausel zurückgeführt wird; das entspricht rechtsstaatlichen Anforderungen nicht. Es ist festzuhalten, dass eine Datensammlung in diesem Ausmass und die Datenerfassung, wie sie praktiziert wurde, keine gesetzliche Grundlage haben, wenn diese eine dermassen offene Generalklausel ist.
Rechtsstaatliche Grundsätze sind auch bei der Bewältigung zu berücksichtigen. Es ist, was etwa Strafuntersuchungen angeht, gleiches Recht für alle anwendbar; es ist, was das Disziplinarverfahren angeht, zu beachten, dass im Falle des Herrn Kaeslin sehr rasch disziplinarrechtlich gehandelt wurde, dass aber bei einem Beamten zum Beispiel, der der Puk ganz offensichtlich nicht die Wahrheit sagte, mit dem disziplinarrechtlichen Durchgreifen bis jetzt jedenfalls zu lange gewartet wurde.
Es ist zu beachten – und das müssen die Verantwortlichen in der Bundesanwaltschaft lernen –, dass der Staat nicht über dem Recht steht, auch nicht im Kampf gegen tatsächliche und vermeintliche Feinde.
Die Denkensart in der Bundesanwaltschaft hat aber auch Ausflüsse in die gesamte Oeffentlichkeit. Die Ueberzeugung ist weit verbreitet, dass es einen inneren Feind gebe, dass er ständig zu beobachten sei und dass es verdienstvoll sei, der Polizei möglichst viele Hinweise zu melden.
Hier wird ein Umdenken von uns allen notwendig sein. Wir müssen zurückfinden zu einer Toleranz gegenüber Andersdenkenden und solchen, die sich anders verhalten. Wer zur Hexenjagd bläst, soll beachten, dass es manchmal sehr rasch gehen kann, bis er selbst zur Hexe wird.
Nach Durchsicht der Extremistenkartei und der Verdächtigenliste muss ich sagen: Es sind nicht nur – wie viele meinen – linke Demokraten, die erfasst und als besonders gefährlich eingestuft worden wären, sondern es sind auch liberale Demokraten, die keine Ahnung haben und nie auf die Idee kämen, dass auch sie in einer solchen Extremistenkartei erfasst sind oder dass sie im Falle einer Krise gar interniert worden wären. Dass dies möglich war, ist nur noch auf die Haltung zurückzuführen, dass nicht nur der linke, sondern jeder Demokrat ein Staatsfeind sei, wenn er nur von seinen Rechten Gebrauch macht.
Wir glauben doch alle an eine offene Gesellschaft. Immerhin ist es der Glaube an dieses Ideal, der jetzt auch zu Umwälzungen in Osteuropa geführt hat. Wir müssen uns bei dieser Gelegenheit fragen: Wie weit haben wir uns denn von diesem Ideal schon entfernt? Der Weg zurück wird nicht leicht sein, aber dennoch muss er, insbesondere vom Bundesrat, aber auch vom Parlament und von der gesamten Bevölkerung unter die Füsse genommen werden.

M. **Guinand**, rapporteur: Le rapport complémentaire de la Commission d'enquête parlementaire du 29 mai 1990 doit être considéré comme faisant partie intégrante du rapport du 22 novembre 1989. Cela signifie que les considérations générales, les appréciations positives et négatives du résultat des travaux de la commission d'enquête parlementaire valent pour l'ensemble du rapport.
Il y a lieu de rappeler que la Commission d'enquête a reçu un

double mandat: premièrement, enquêter sur les circonstances de la démission de Mme Elisabeth Kopp et sur la manière dont elle avait dirigé le Département fédéral de justice et police et, deuxièmement, élucider l'activité des autorités et services fédéraux en particulier du Ministère public fédéral en matière de lutte contre le blanchissage de l'argent sale et contre le trafic international de la drogue.
Sur le premier point, le rapport du 22 novembre apporte toutes les précisions que le Parlement et le public étaient en droit de connaître. Sur le second, le rapport de novembre 1989 décrit les activités du Ministère public, ses méthodes de travail et révèle l'existence du fichier de la police fédérale. Lorsqu'au mois de février 1990 il est apparu que la commission d'enquête n'avait pas été complètement informée de l'existence d'autres fichiers au Ministère public et que le Conseil fédéral lui-même avouait ignorer l'ampleur de ces fichiers, il appartenait à la Commission d'enquête d'élucider les raisons de ce manque d'information et c'est ainsi qu'elle a été amenée, dans le cadre de son mandat, à poursuivre ses travaux en vue d'un complément d'information.
La commission d'enquête a ainsi complété son enquête au sujet des fichiers du Ministère public. Le rapport que vous avez reçu renseigne le Parlement à ce sujet. Nous croyons que la description des différents fichiers existants permet d'avoir une vision complète de la situation, même si la commission n'a pas – elle ne le devait d'ailleurs pas – fouillé systématiquement les locaux du Ministère public et de la police fédérale. Dans l'examen des divers fichiers, la commission a constaté qu'un certain nombre d'actions avaient été entreprises par la police fédérale pour obtenir des renseignements. La commission a dès lors décidé de procéder par sondage pour savoir comment ces actions se déroulaient. Elle a ainsi constaté qu'une collaboration existait avec d'autres services de la Confédération – PTT et douanes en particulier – et avec des personnes privées. Le rapport en rend compte et constate que dans certains cas la légalité n'a pas été respectée. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans la polémique ouverte par certaines prises de position dans la presse. Il appartiendra au représentant extraordinaire du Ministère public désigné par le Conseil fédéral d'approfondir les investigations sur les opérations dont nous avons parlé et de proposer les mesures qui s'imposent. On se bornera à relever que dans un arrêt du 25 mai 1977 le Tribunal fédéral a clairement jugé qu'au regard de la Convention européenne d'entraide judiciaire pénale une recherche générale et indéterminée de moyens de preuve n'était pas admissible.
Comme nous l'avons dit, les appréciations générales apportées par le rapport principal valent aussi pour le rapport complémentaire. Ce dernier ne fait d'ailleurs que confirmer les constatatiohs faites par la commission à savoir que, s'agissant des activités du Ministère public en matière de sécurité de l'Etat en particulier, elles ont été menées sans conception globale et régulièrement adaptées à la situation et surtout sans une direction et un contrôle suffisants. Il en est résulté un certain nombre de disfonctionnements qui, parfois, je l'ai dit, ont mené à des pratiques contraires à la légalité. Il nous paraît cependant nécessaire de dire ici qu'il ne faudrait pas en tirer pour conclusion que les agents du Ministère public ont agi dans l'intention de nuire ou dans une volonté délibérée d'agir dans l'illégalité. Il faut au contraire relever que les fonctionnaires et les agents de la police fédérale que la commission a entendus ont agi de bonne foi, persuadés de faire leur devoir dans l'intérêt de la sécurité du pays. C'est avant tout, en conséquence, l'esprit et le cadre dans lequel se déroulent les activités du Ministère public fédéral et de la police fédérale qui doivent changer. Les propositions que la commission a formulées dans son rapport et qui valent aussi pour le rapport complémentaire devraient assurer ce changement.
Il appartient donc maintenant au Conseil fédéral et au Parlement de mettre tout en oeuvre pour que ces propositions acceptées à l'unanimité – je vous le rappelle – soient rapidement concrétisées.
Les travaux de la Commission d'enquête parlementaire ont mis en lumière des erreurs et des fautes passées ou récentes. Ils devraient permettre maintenant d'apporter les corrections nécessaires pour l'avenir.
Nous vous remercions de bien vouloir prendre acte du rapport complémentaire de la commission d'enquête.

Bundespräsident **Koller:** Die Parlamentarische Untersuchungskommission würdigt in ihrem Ergänzungsbericht einerseits die in der Bundesanwaltschaft neu aufgefundener Karteien, andererseits die Informationsbeschaffung der Bundespolizei.
Der Bundesrat ist wie die Parlamentarische Untersuchungskommission der Meinung, dass es im engeren Bereich der sogenannten politischen Polizei bei der Informationsbeschaffung, -auswertung und -registrierung weitgehend an einem klaren Konzept, an Ordnung und Kontrolle gefehlt hat und es deshalb zu nicht zu rechtfertigenden Persönlichkeitseingriffen gekommen ist. Wir haben hier durch den Erlass der sogenannten Negativliste im Januar bereits Remedur geschaffen und werden weitere Reformen realisieren. Es wird strengere, auf einer ständig aktualisierten Bedrohungsanalyse beruhende Kriterien für die Datenerfassung, die Datenweitergabe und die Datenelimination geben. Ein wesentlich verbesserter Datenschutz wird sicherstellen, dass nicht in unnötiger und unverhältnismässiger Weise in die Persönlichkeitsrechte der Betroffenen eingegriffen wird. In diesem Punkt stimmen Bundesrat und Parlamentarische Untersuchungskommission somit überein.
Dabei möchte der Bundesrat allerdings betonen, dass nach seiner Auffassung ein präventiver Staatsschutz zum Schutze unserer Demokratie auch in Zukunft unbedingt nötig ist. Die Bedrohung unseres Volkes und unserer demokratischen Institutionen durch Terrorismus, Wirtschaftsspionage und organisiertes Verbrechen sowie durch gewisse Formen des politischen Extremismus besteht – wie wir alle wissen – weiter.
Die Puk hat denn auch in ihrem ersten Bericht selber festgehalten: «Der Staat ist zu seinem Schutz auf eine präventive polizeiliche Tätigkeit angewiesen. Vorkehrungen, die auf eine widerrechtliche Aenderung der staatlichen Ordnung mit Gewalt und ohne Einschaltung der demokratischen Mittel zielen, sind frühzeitig zu erkennen und entsprechend zu bekämpfen. Dafür ist eine präventive Erfassung von Vorgängen im Vorfeld strafbarer Handlungen erforderlich.» Was wir also nach übereinstimmender Auffassung von Parlamentarischer Untersuchungskommission und Bundesrat brauchen, ist nicht die Abschaffung, sondern sind die Einschränkung und eine bessere Kontrolle des präventiven Staatsschutzes.
Weniger klar ist für den Bundesrat die Lage im Bereich der Informationsbeschaffung. Hier wirft die Parlamentarische Untersuchungskommission der Bundesanwaltschaft vor, die rechtsstaatlichen Prinzipien mehrfach verletzt, Informationen wahllos erfasst und verarbeitet zu haben, ohne sich Rechenschaft abzulegen, ob sie dazu auch berechtigt gewesen sei. Sie wirft zudem die Frage auf, ob allenfalls einzelne Beamte der PTT oder der Eidgenössischen Zollverwaltung durch die Weitergabe von Informationen an die Bundesanwaltschaft das Amtsgeheimnis verletzt haben.
Sie wissen, dass alt Bundesanwalt Walder, der von 1968 bis 1973 – also bei Einleitung dieser Operation – Bundesanwalt war, geltend macht, dass die Telegrammüberwachung von ihm in einem Ermittlungsverfahren betreffend verbotenen Nachrichtendienst gegen Unbekannt auf gesetzlich korrekte Weise – aufgrund von Artikel 66 und 73 der damaligen Bundesstrafprozessordnung – angeordnet worden sei.
Eine ähnliche Erklärung liegt auch seitens des damaligen Chefs des Rechtsdienstes der PTT vor. Ich erwähne das nicht, um bereits ein endgültiges Urteil in dieser Frage zu fällen, sondern nur, um auch hier das grundlegende Rechtsprinzip zu wahren: *et audiatur altera pars*, auch die andere Seite soll gehört werden. Bekanntlich sind diese beiden Herren von der Parlamentarischen Untersuchungskommission nicht angehört worden.
Ich gebe auch gerne zu: Selbst wenn diese Darstellung der Dinge die richtige ist, bleiben noch manche Fragen offen: warum beispielsweise nach dem Aufdecken des Spionagefalles Wolf/Kälin eine gewisse Ueberwachung weitergeführt wurde und inwieweit das Prinzip der Verhältnismässigkeit im Rahmen dieser Operation eingehalten wurde.

Da es sich beim Postgeheimnis um einen für unsere Bürgerinnen und Bürger sehr sensiblen Bereich handelt, ist es klar, dass der Bundesrat nach Erscheinen des Zusatzberichtes sofort beschloss, durch einen besonderen Vertreter des Bundesanwaltes abklären zu lassen, ob Rechtsverletzungen vorgekommen sind. Nur wenn wir diesbezüglich volle Klarheit haben, lässt sich auf diesem empfindlichen Gebiet neues Vertrauen schaffen. Diese gerichtspolizeiliche Abklärung liegt aber auch im Interesse der beteiligten Akteure, die bis zum Beweis des Gegenteils Anspruch auf die Unschuldsvermutung haben. Der Bundesrat möchte sich daher bis zum Abschluss der angeordneten Untersuchungen in diesen Fragen einer rechtlichen und politischen Wertung enthalten.
Der Bundesrat dankt der Parlamentarischen Untersuchungskommission für die erneut geleistete grosse Arbeit, die ihm wertvolle Grundlagen für die zu realisierende Reformarbeit liefert. Der Bundesrat ist gewillt, die seit dem Frühjahr letzten Jahres eingeleiteten Reformen – personelle Aufstockung der Zentralstelle zur Bekämpfung des illegalen Betäubungsmittelhandels und Schaffung neuer Strafnormen betreffend die Geldwäscherei – systematisch und zielbewusst voranzutreiben.
Wenn der Bundesrat die Auffassung vertritt, das Schwergewicht unserer Anstrengungen müsse nun auf den Reformen und auf der künftigen Ausgestaltung des Staatsschutzes liegen, negiert er Fehler der Vergangenheit keineswegs. Fehler anzuerkennen und selbstkritisch zu sein, ist sogar die Voraussetzung für die Realisierung wirksamer Reformen. Es nützt aber nichts und ist den dringend nötigen Reformen abträglich, wenn wir fast masochistisch im Lamento über die begangenen Fehler verharren oder sie sogar genüsslich politisch ausschlachten. Mit der raschen Umsetzung notwendiger Reformen und mit der Schaffung neuer Grundlagen für einen wohlverstandenen Staatsschutz werden wir beweisen, dass wir die nötigen Lehren aus der Vergangenheit ziehen.
Zur Vergangenheitsbewältigung tragen neben der Einsicht in die Fichen und der wissenschaftlichen Aufarbeitung des Staatsschutzes seit dem Zweiten Weltkrieg vor allem auch die zukunftsgerichteten Reformmassnahmen bei. Wir haben durch die vorläufige Negativliste vom Januar 1990 sichergestellt, dass die Ausübung demokratischer Rechte nicht mehr überwacht und registriert wird. So erwünscht und nötig diese fundamentale Klarstellung war: nun gilt es, die durch übermässige Kritik und unpräzise Rechtsgrundlagen aufgekommene Unsicherheit im Staatsschutz, vor allem in der Zusammenarbeit mit den Kantonen, so rasch als möglich durch eine sogenannte Positivliste aufzufangen. Eine solche Liste liegt im Entwurf vor und soll so rasch als möglich in Kraft gesetzt werden. Die Verordnung über die Behandlung der Staatsschutzakten ist nicht nur das Instrument für die Einsichtsaktion, sondern garantiert auch, dass der reduzierte Staatsschutz ohne Uebergangsfrist durchgesetzt wird. Die Zeit bis zur Schaffung neuer Rechtsgrundlagen auf Gesetzesstufe soll durch vorläufige Verordnungen über den Staatsschutz und die Personalsicherheitsprüfungen überbrückt werden. Auch hier sind die Arbeiten voll im Gang. Die Verordnung über die Personalsicherheitsprüfungen im Armeebereich ist bereits in Kraft. Die Projektorganisation «Basis» für die Reorganisation der Bundesanwaltschaft und die Umsetzung der weiteren von Ihnen überwiesenen Vorstösse der Parlamentarischen Untersuchungskommission hat die Arbeit im März aufgenommen. Sie wird dem Bundesrat Anfang nächsten Jahres ein Konzept für die nötigen Reorganisationen anbieten. In der ersten Hälfte des nächsten Jahres möchten wir auch den Vernehmlassungsentwurf für das angekündigte neue Staatsschutzgesetz vorlegen.
Sie sehen, dass der Bundesrat die nötigen Reformen rasch und zielbewusst angeht. Die Reform muss allerdings auch gründlich sein und darf sich nicht mit Symptombekämpfung aus dem Handgelenk begnügen. Wir haben daher für diese Reformarbeiten bewusst auch aussenstehende Experten mit grosser nationaler und internationaler Erfahrung in diesem Bereich beigezogen.
Der heutige Schlusspunkt unter die Arbeiten der ersten Parlamentarischen Untersuchungskommission nach den neuen Vorschriften des Geschäftsverkehrsgesetzes sollte für uns Anlass zum Versuch sein, erste Schlussfolgerungen und Lehren zu ziehen. Die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission stellt nach Auffassung des Bundesrates zweifellos einen massiven Eingriff in die Gewaltenteilung dar. Ein Teil der Führungsverantwortung, nämlich die Kontrollfunktion, geht vom Bundesrat auf das Parlament über. Das führt naturgemäss zu einer Verunsicherung der betroffenen Beamten, die nicht mehr recht wissen, wem sie in welcher Beziehung unterstehen. Was sodann die weiterbestehende Verantwortung und Kompetenz des Bundesrates anbelangt, kann dieser nach dem Geschäftsverkehrsgesetz zwar weiter rechtlich geordnete Verfahren durchführen – ich verweise auf Artikel 65 Absatz 2 GVG –; aber schon zu Beginn der Arbeiten der Parlamentarischen Untersuchungskommission hat sich gezeigt, dass juristisch an sich zulässige Parallelverfahren des Bundesrates die Arbeit einer parlamentarischen Untersuchungskommission leicht lahmlegen könnten. Ein Straf- oder ein Disziplinarverfahren lässt die wichtigsten Auskunftspersonen für die Puk wegfallen, wenn sie Zeugnisverweigerungsrechte geltend machen.
Die Parlamentarische Untersuchungskommission hat dies in einem relativ unproblematischen Fall erlebt. Wenig unproblematisch deshalb, weil er einen nicht mehr im Amt stehenden Mitarbeiter betraf. Für aktive Beamte wäre in einem solchen Fall zu prüfen, ob sie im Amt nicht eingestellt werden müssten.
Eine Untersuchungskommission hat sodann freie Hand; die Exekutive muss dagegen den schmalen Weg zwischen ungehinderter Untersuchung und ungehinderter Weiterarbeit suchen.
Ueberdies gibt es besondere Pobleme, wenn nicht die gegenwärtige Amtsführung, sondern weit zurückliegende Aktionen, deren Urheber längst ausser Dienst sind, untersucht werden. Bei längst abgeschlossenen Aktionen kann heute niemand mehr garantieren, dass der Inhalt eines Dossiers eine Operation vollständig dokumentiert und nicht noch andere Akten bestehen, die vielleicht zu anderen Schlüssen führen. So wird – wie gesagt – von den Verantwortlichen für die Anordnung der Telegrammüberwachung kategorisch bestritten, die Aufhebung des Postgeheimnisses sei nicht formgerecht erfolgt. Da die Puk jeweils die Akten ohne Angabe des Untersuchungszweckes anforderte, konnten ihr offenbar die schriftlichen Anordnungen des damaligen Bundesanwalts und des Chefs der Bundespolizei erst in den letzten Tagen nachgeliefert werden.
Parlamentarische Untersuchungskommissionen haben sodann einen politischen und nicht einen richterlichen Auftrag zu erfüllen. Sie können daher auch die mit Justizverfahren verbundenen Verfahrensgarantien nicht gewährleisten. Trotzdem empfinden die Betroffenen die Berichte wie ein Urteil über ihre Person, oft sogar als Verurteilung ihrer Person, die sie wegen der damit verbundenen Publizität noch schwerer trifft als ein Gerichtsurteil.
Ich sage dies nicht, um die Abklärungen der Parlamentarischen Untersuchungskommission zu kritisiern, sondern lediglich, um auf dieses Problem aufmerksam zu machen. Zwar hat der Bundesrat von Anfang an erklärt, er messe die Arbeit der Parlamentarischen Untersuchungskommission dem politischen Auftrag gemäss in erster Linie an den politischen Schlussfolgerungen, mit denen der Bundesrat ja weitestgehend übereinstimmt, und nicht an den teilweise umstrittenen Sachverhaltsdarstellungen und konkreten Beispielen. Wie dabei allerdings das menschliche Problem der Verhinderung von Vorverurteilungen in der öffentlichen Meinung gelöst werden kann, bleibt nach unserer Auffassung unklar.
Was schliesslich die Zusammenarbeit zwischen Parlamentarischer Untersuchungskommission und Bundesrat betrifft, haben sich nach unserer Auffassung die neuen Vorschriften des Geschäftsverkehrsgesetzes grundsätzlich bewährt. Wo Probleme aufgetreten sind, konnten regelmässig in kurzer Zeit für beide Seiten befriedigende Lösungen gefunden werden. Der Bundesrat ist dabei allerdings der Meinung, dass es nicht angeht, dass man ihm, wenn er die ihm gemäss Geschäftsverkehrsgesetz zustehenden Rechte und Pflichten wahrnimmt, unterstellt, er wolle die Abklärungen verzögern oder gewisse

Dinge sogar verheimlichen. Wir haben in den wenigen Fällen, wo wir von unserem Recht und unserer Pflicht Gebrauch gemacht haben, in Erfüllung unserer Verantwortung für die Sicherheit der Bürgerinnen und Bürger unseres Landes gehandelt.
Wenn wir sodann das von Herrn Präsident Leuenberger angetönte Disziplinarverfahren nicht sofort nach Mitteilung durch die Puk eingeleitet haben, so war der einzige Grund der, dass wir diese Parallelverfahren und die damit verbundenen Nachteile vermeiden wollten.
Was sodann die Notwendigkeit zum Umdenken anbelangt: Ich kann Ihnen versichern, ich habe meine Beamten und auch die Kommandanten der kantonalen Polizeikorps, die sich zum Teil sehr, sehr aufgeregt haben über unverhältnismässige Kritiken, auch zu Selbstkritik aufgefordert, weil mir dies – wie gesagt – als Voraussetzung für wirksame Reformen erscheint. Aber ich darf *sine ira et studio* doch auch festhalten, dass gewisse öffentliche Aeusserungen von seiten von Puk-Mitgliedern nicht gerade dazu angetan waren, die hochgehenden Emotionen zu glätten. Ich möchte der Gerechtigkeit halber auch festhalten, dass es zwar bei den Registrierten viele «Opfer» gab, aber dass wir heute – auch das muss gesagt sein – auch viele «Opfer» unter Polizeibeamten des Bundes und der Kantone haben, weil sie sich aufgrund der öffentlichen Diskussion Anfeindungen ihrer Person und ihrer ganzen Familie gefallen lassen mussten, ohne dass sie eine Schuld traf.
Zusammenfassend lehren diese Erfahrungen der ersten Parlamentarischen Untersuchungskommission aber doch, dass parlamentarische Untersuchungskommissionen – wegen des mit ihrer Einsetzung verbundenen schweren Eingriffs in das Prinzip der Gewaltenteilung und der damit verbundenen Vermengung der Verantwortlichkeiten – wirklich nur zur Abklärung von Vorkommnissen von grosser Tragweite eingesetzt werden sollen. Dabei gibt der Bundesrat gerne zu, dass dies im konkreten Fall zutraf, und er dankt der Parlamentarischen Untersuchungskommission nochmals für die grosse geleistete Arbeit, die zur Bewältigung dieser Probleme eine aktive Mithilfe war.
Erlauben Sie mir eine Schlussbemerkung: Der Staatsschutz, der im Bereich des Terrorismus und der Spionageabwehr auch nach dem Urteil der Parlamentarischen Untersuchungskommission gute und erfolgreiche Arbeit geleistet hat, litt im engeren Bereich der sogenannten politischen Polizei an mangelnder demokratischer Toleranz gegenüber Andersdenkenden. Hierfür tragen Bundesrat, Parlament, Bundesanwaltschaft und Bundespolizei je ihren Teil an Verantwortung. Was wir aber unbedingt vermeiden müssen, ist, dass wir diesen begangenen Fehler in Zukunft wiederholen. Nur wenn wir uns in echt demokratischem, tolerantem Geist, aber auch mit Sinn und Augenmass für die legitimen Sicherheitsbedürfnisse unseres Volkes an die notwendigen Reformarbeiten machen, haben wir eine Chance, auf diesem heiklen, aber unverzichtbaren Gebiet staatlicher Tätigkeit zu neuer Sicherheit und Akzeptanz im Volk zu gelangen.

Thür: Im Namen der grünen Fraktion stelle ich Ihnen folgende Anträge:
1. Vom Ergänzungsbericht sei Kenntnis zu nehmen.
2. Die Parlamentarische Untersuchungskommission sei zu beauftragen, die auf Seite 4 des Berichtes genannten Aktionen der Bundesanwaltschaft im Detail zu untersuchen und der Bundesversammlung ergänzend Bericht zu erstatten.
Zur Begründung führe ich folgendes aus:
Dem Bericht der Puk entnehmen wir u. a., dass auf dem Telegrafenamt in Zürich und Winterthur systematisch die nach einem bestimmten ausländischen Staat aufgegebenen Telegramme erfasst und zusammen mit einem ausländischen Nachrichtendienst ausgewertet worden sind. Weiter erfahren wir, dass zwischen 1984 und 1988 die über ein bestimmtes Zollamt laufenden Postsendungen bei den stichprobenweise durchgeführten Zollkontrollen nachrichtendienstlich ausgewertet wurden.
Das waren die zwei einzigen Operationen, welche von der Parlamentarischen Untersuchungskommission in der ihr zur Verfügung stehenden Zeit à fond abgeklärt werden konnten.
Die Puk weist auf Seite 4 ihres Berichtes darauf hin, dass diese Beschränkung der Abklärungen damit zusammenhängt, dass der Bundesrat sich anfänglich geweigert hat, die entsprechenden Akten herauszugeben. Diese Meinungsverschiedenheiten hätten zu Verzögerungen geführt, weshalb die Puk nur die zwei erwähnten Operationen habe untersuchen können. Weitere Dokumente hätten nur von einem Untersuchungsrichter summarisch überprüft werden können.
Die grüne Fraktion ist der Auffassung, dass dieser Zustand in dreifacher Hinsicht unbefriedigend ist.
1. Bei den von der Puk untersuchten zwei Operationen steht die Verletzung eines hochrangigen Verfassungsrechtes zur Diskussion. In Artikel 36 Absatz 4 Bundesverfassung heisst es: «Die Unverletzlichkeit des Post- und Telegraphengeheimnisses ist gewährleistet.» Angesichts der Bedeutung dieser Verfassungsgarantie stellt sich die staatspolitisch wichtige Frage, ob es sich bei den zwei von der Puk untersuchten Operationen um Einzelfälle gehandelt habe oder ob Post und Zoll oder eventuell andere Bundesämter im grossen Stil und systematisch mit der Bundespolizei zusammengearbeitet haben.
Diese Frage ist zunächst eine politische, eine Frage nach dem Funktionieren unseres politischen Systems. Diese Frage muss von den politischen Instanzen abgeklärt und beurteilt werden und nicht vom Strafrichter. Dieser hat eine ganz andere Frage zu beantworten, nämlich jene der individuellen strafrechtlichen Verantwortung einzelner Personen. Das Funktionieren der Institutionen interessiert den Strafrichter nicht. Der Hinweis also, der inzwischen eingesetzte Stellvertreter des Bundesanwaltes untersuche ja nun die von der Puk nicht abgeklärten Fälle, zielt deshalb am Kern des Problems vorbei.
2. Eine seriöse Abklärung aller Operationen ist für das Parlament noch aus einem anderen Grund von grosser Bedeutung. Die von alt Bundesanwalt Hans Walder entfachte Polemik unterstellt der Puk im Kern, sie habe in dieser Sache « .... eine ganz ungenügend geklärte, unvollständige und zum Teil falsche Darstellung gegeben». Angesichts eines solchen Vorwurfs eines ehemaligen Bundesanwaltes darf das Parlament nicht zur Tagesordnung übergehen. Herr Bundespräsident Koller hat heute die Frage ebenfalls offengelassen, ob in diesem Punkt die Puk zu wenig oder ungenügend abgeklärt hat. Wir sind der Auffassung, dass es unerträglich ist, wenn solche Vorwürfe im Raum stehen bleiben.
3. Dass die Puk lediglich zwei zufällig ausgewählte Operationen überprüfen konnte, hängt, wie bereits dargelegt, damit zusammen, dass sich der Bundesrat anfänglich weigerte, die entsprechenden Akten der Puk herauszugeben. Man kann sich des Eindrucks nicht erwehren, dass der Bundesrat die Arbeit der Puk behindern wollte.
Der Bundesrat wusste, dass die Kommission unter Zeitdruck stand, weil sie den Bericht auf diese Session abliefern wollte. Es kann nun nicht von der Hand gewiesen werden, dass der Bundesrat mit seiner Verzögerungstaktik die Hoffnung hegte, die Puk könne gewisse Fälle nicht mehr mit der erforderlichen Seriosität abklären. Dennoch ist die Puk fündig geworden, obwohl sie lediglich zwei Operationen zufällig ausgewählt hat. Das kann doch kein Zufall sein. Das muss nachdenklich stimmen, und es fragt sich: Wie steht es mit jenen Fällen, welche die Puk nicht untersuchen konnte, weil die Akten nicht rechtzeitig eintrafen?
Wir dürfen es auf keinen Fall zulassen, dass Verzögerungstaktiken dieser Art dadurch honoriert werden, dass die Puk erfolgreich daran gehindert werden kann, ihren Auftrag umfassend zu erfüllen. Das darf kein Präzedenzfall werden. Immerhin haben wir noch eine zweite Parlamentarische Untersuchungskommission an der Arbeit, die sich vielleicht mit ähnlichen Problemen konfrontiert sehen könnte. Wir müssen darauf beharren, dass eine Puk ihre Untersuchung vollständig abschliessen kann und Verzögerungstaktiken sich nicht auszahlen.
Eine letzte Bemerkung: Ich verstehe bis zu einem gewissen Grad, dass man nun einwendet, man habe lange und genug in dieser Sache untersucht, es sei nun am Bundesrat, die weitergehenden Abklärungen zu tätigen und Massnahmen zu ergreifen. Das könnte man sagen, wenn der Bundesrat in den letzten Monaten bewiesen hätte, dass er in dieser Frage in der Lage ist, seine Führungsaufgabe zu übernehmen. Dies ist

aber nach unserer Auffassung gerade nicht der Fall – was im übrigen auch im Ständerat vor einigen Tagen zu harter Kritik Anlass gegeben hat. Solange aber der politische Wille fehlt, alle Bereiche auszuleuchten, muss die Puk diese Verantwortung übernehmen: eben doch ein «Management by Puk», wie es Ständerat Rhinow formuliert hat.
Es ist eine Illusion zu glauben, Ruhe kehre ein und die Verdächtigungen hörten auf, ohne dass die entsprechenden Abklärungen à fond gemacht würden. Wir bitten Sie deshalb, unseren Anträgen zu folgen.

Bodenmann: Die Puk 1 hat viel und auch gute Arbeit geleistet. Ihr Ergänzungsbericht deckt neue Tatsachen auf, denken wir nur an die Spezialkarteien, die viele hier im Saal Anwesende in ein helvetisches KZ geführt hätten, und an die festgestellte systematische Verletzung des Postgeheimnisses bei den Telegrammen.
Die Frage stellt sich heute: Wollen wir diese Parlamentarische Untersuchungskommission jetzt unter Verdankung ihrer unzweifelhaften Verdienste in den wohlverdienten Ruhestand entlassen? Die Puk geniesst heute das Vertrauen der Oeffentlichkeit und der Betroffenen, dies im klaren Gegensatz zum Bundesrat, der, wie die Beantwortung der parlamentarischen Vorstösse und wie auch die Rede des Departementsvorstehers hier in aller Deutlichkeit gezeigt haben, zurzeit wieder in das Fahrwasser der Bundesanwaltschaft geraten ist. Dies im Gegensatz auch zu den beiden bereits «vertagten» Krisenbewältigern, den Herren Gut und Padrutt, welche die Zeichen der Zeit – man lese die Interviews mit ihnen – ebenfalls nicht erkannt haben.
Nicht genug, der Bundesrat hat, wie uns die Puk mitteilt, auch in der zweiten Runde ihre Arbeit behindert. Herr Bundespräsident Koller hat uns gesagt, dies sei aus Verantwortungsbewusstsein geschehen. Die Puk-Mitglieder waren an das Amtsgeheimnis gebunden. Ich frage mich, worin das Verantwortungsbewusstsein besteht, wenn gewählten Volksvertretern Akten zumindest zeitlich vorenthalten werden. Ich möchte die Frage beifügen, die bereits Kollega Thür aufgeworfen hat: Geht diese destruktive Informationspolitik gegenüber der Puk 2 weiter, ja oder nein?
Die Folgen dieser bundesrätlichen Informationssperrpolitik: Die Puk hat von mehreren Dutzend Operationsdossiers nur zwei geprüft. Diese zwei Operationsdossiers brachten klare Gesetzesverletzungen an den Tag. Ich frage Herrn Bundespräsident Koller an, ob er persönlich weiss, wie viele Operationsdossiers es in der Bundesanwaltschaft überhaupt gibt, ob er sich in den letzten Monaten einen Ueberblick über die in seinem Laden erstellten Dossiers verschafft hat.
Denn der Bundesrat treibt, wie dies der Kommissionspräsident bereits ausgeführt hat, ein seltsames Doppelspiel. Auf die Frage, ob es eine Zusammenarbeit mit Herrn Cincera gegeben habe, antwortet der Bundesrat, die Puk habe das untersucht, es gebe keine Zusammenarbeit. Dabei hat der französischsprachige Berichterstatter ausgeführt, man habe ja nicht wirklich alles geprüft, sondern nur sondiert. Die Frage stellt sich, ob das Sondieren in einem solchen Minenfeld ausreicht. Es reicht sicher nicht aus zu den Behauptungen, es hätte keine Zusammenarbeit zwischen Herrn Cincera und der Bundesanwaltschaft stattgefunden. Wenn es so wäre, müsste ich Herrn Koller bitten, dies persönlich zu erklären.
Wir wollen wissen, was in diesen Operationsdossiers steht. Wir wollen auch wissen, ob die Puk allen Verletzungen auf den Grund gegangen ist. Es ist schwer vorstellbar, dass nur das Telegrammgeheimnis geritzt wurde und das Telefongeheimnis nicht. Ich fände es ausserordentlich wichtig, dass die Puk jetzt die anderen Operationsdossiers prüft, damit wir wissen, ob Telefone ebenso breitflächig abgehört wurden, wie Telegramme geöffnet wurden.
Alt Bundesanwalt Walder hat sich in der «NZZ» beklagt, er sei von der Puk nicht einvernommen worden. Offen verteidigt er das widerrechtliche und flächendeckende Oeffnen von Telegrammen von und nach der DDR. Seine Ausführungen legen die Vermutung nahe, dass man mit anderen Geheimnissen ebenso locker umgegangen ist. Der Kommissionspräsident hat angeführt, dieses Oeffnen der Telegramme hätte zu einem «angeblichen» Erfolg geführt. Ich frage den Bundesrat an: Wurde der Fall aufgrund des Oeffnens dieser Telegramme gelöst, ja oder nein? Er hat betont, auch die andere Seite müsse gehört werden. Soweit ich das Verfahren verstanden habe, hat die Puk der «anderen Seite», dem Bundesrat, ihren Bericht zur Stellungnahme zugestellt. Der Bundesrat, der in diesem Bereich verantwortlich ist und der es weiter bleiben will, wie uns Bundespräsident Koller ausführt, hatte die Möglichkeit, Stellung zu beziehen. Die Frage stellt sich – da geht es nicht um den strafrechtlichen Aspekt, sondern darum, dass flächendeckend Telegramme geöffnet wurden –: Wurden diese Telegramme rechtlich oder widerrechtlich geöffnet? Dazu sollten Sie Stellung beziehen.
Die Einvernahme von Herrn Walder drängt sich noch aus einem anderen Grunde auf. Herr alt Bundesanwalt Walder ist offenbar der einzige Beamte, der sich überhaupt an etwas erinnern kann. Alle anderen grossen Fische in diesem Departement haben die Strategie gewählt, sich an nichts erinnern zu können. Alt Bundesanwalt Gerber, der wohlbezahlt seinen Ruhestand geniesst, kann sich an seine eigene Arbeit nicht mehr so recht erinnern.
Hier sei doch eine Zwischenbemerkung erlaubt: All jene, welche für eine präventive politische Polizei plädieren, alle jene, welche auch weiterhin Gesinnungen überwachen lassen wollen, müssen sich die Frage stellen: Wie kann man einen Apparat verteidigen, dessen Hirne sich nicht einmal mehr an ihre eigene Arbeit zu erinnern vermögen?
Aus unserer Sicht hilft nur eines, Herr Bundespräsident: die Abschaffung dieser politischen Polizei. Das ist kein «masochistisches Lamento», sondern ein demokratischer Standpunkt in dieser Demokratie. Ich hatte bei Ihren Ausführungen den Eindruck, es gehe heute weniger um «übermässige Kritik» in diesem Land, die Gefahr übermässiger Verharmlosung schien mir zeitweise grösser.
Wir dürfen uns als Parlament in der heutigen Situation nicht so billig abspeisen lassen. Der Auftrag an die Puk lautete ausdrücklich dahin, sie müsse die Verantwortlichkeiten feststellen. Wenn im ersten Anlauf alle Verantwortlichen sagen, sie könnten sich an nichts mehr erinnern, und die unteren Etagen das Zeugnis verweigern, muss die Puk ihre Arbeit weiterführen.
Dazu kommt ein weiteres Element: Nach der ersten Puk-Debatte waren alle Ratsmitglieder der Meinung, wir müssten der GPK in Zukunft grössere, Puk-ähnliche Kompetenzen geben. In der Zwischenzeit ist eine Kommission des Ständerates daran, darüber zu diskutieren. Die Nachrichten, die uns aus dieser Kommission erreichen, stimmen uns alles andere als optimistisch. Man scheint auf Zeit zu spielen, das Problem schon wieder nicht mehr so ernst zu nehmen. Es ist aus unserer Sicht untragbar, dass während längerer Zeit diese Bundesanwaltschaft arbeiten kann, ohne dass es eine parlamentarische Kontrolle mit Puk-ähnlichen Kompetenzen gibt.
Aus drei Gründen verlangen wir deshalb heute, dass die Puk ihre Arbeit weiterführt:
1. Weil das Schweizervolk ein Recht hat, zu wissen, was in diesen Operationsdossiers steht.
2. Weil unsere Bevölkerung das Recht hat, zu wissen, wer wirklich verantwortlich ist.
3. Weil wir diese Bundesanwaltschaft nicht ohne effiziente politische und parlamentarische Kontrolle weiterarbeiten lassen wollen.

Frau **Mauch** Ursula: Die SP-Fraktion stuft in diesem Moment die Bedrohung der Demokratie durch präventiven Staatsschutz weit höher ein als die Bedrohung des Staates, wenn die politische Polizei abgeschafft wird. Das ist der Grund für unser Engagement in dieser Sache und nicht das genüssliche politische Ausschlachten gemachter Fehler; ein Genuss ist diese Aufarbeitung nicht, weder für Sie noch für uns.
Auf Seite 17 im Ergänzungsbericht wird kritisiert, dass die Bupo keineswegs nur gesicherte Tatsachen registriert habe. Als Beispiel wird ein Eintrag aufgeführt. Ich zitiere: «X steht im dringenden Verdacht, homosexuell veranlagt zu sein.» Eine solche Aussage hat nach Ansicht der SP-Fraktion mit Schnüffelei sehr viel und mit Staatsschutz nichts zu tun. Das ist eine

Ungeheuerlichkeit, eine von vielen, die uns im Ergänzungsbericht zur Kenntnis gebracht worden sind.
Die SP-Fraktion ist überzeugt, dass man vorläufig nicht zur Tagesordnung übergehen kann. Wir befürchten, dass die Entideologisierung der Bundespolizei noch gar nicht begonnen hat. Da haben also während Jahrzehnten – wie die Puk festhält – Leute in eigener Kompetenz und nach im wesentlichen selbstbestimmten Kriterien sozusagen eine Negativliste von Zehntausenden von Schweizerinnen und Schweizern erstellen lassen, zum Teil neben und an Gesetzen und Verfassung vorbei.
Wir stellen heute fest, dass die Bundesanwaltschaft eindeutig und im verborgenen Politik gemacht hat. Herr alt Bundesrat Furgler hatte dies offensichtlich verkannt oder nicht zugeben wollen, als er 1977 in diesem Rat auf eine Kritik unseres ehemaligen Kollegen Andreas Gerwig an der Bundesanwaltschaft verkündete: «Diese Kritik geht von der falschen Voraussetzung aus, dass die Bundesanwaltschaft Politik betreibe.» In einer weiteren Verkennung der Lage hat sich Herr Furgler damals dagegen gewehrt, dass bei den Leuten im Land der Eindruck erweckt werde, es gebe in diesem Staat eine Art stille Reserve, Unkontrollierbares.
Wir haben es aber nicht mit Unkontrollierbarem zu tun, sondern mit Unkontrolliertem. Dass dieser Rat, die Volksvertretung, dies zugelassen hat, bedeutet, dass wir uns der ideologischen Komplizenschaft schuldig gemacht haben. Gerade der zentrale und dezentrale Aufbau des Ueberwachungsstaates im Staat schaffte die Voraussetzungen für eine nicht kontrollierte Grauzone.
Ich muss Ihnen sagen: Die SP fühlt sich mitverantwortlich dafür, dass auf Kantons- und Gemeindeebene wohl auch Leute aus unseren Reihen den sogenannten Schutz des Staates über den Schutz der Bürgerinnen und Bürger gestellt haben.
Wir müssen annehmen, dass auch von Exponenten unserer Partei Gesetzesverletzungen nicht erkannt oder gar toleriert worden sind. Der staatsschützerische Flächenbrand reichte auch in unser Lager.
Aus dem Ergänzungsbericht der Puk zieht die SP-Fraktion folgende Schlussfolgerungen: Die Tatsache ist bestätigt worden, dass die Ueberwachten überwiegend nicht selber schuld waren. Die ziellose, sogenannt präventive Ueberwachung verkam zum Wildwuchs. Der Gedanke ist schlicht grotesk, dass «Ficheure» – ich nehme an, das ist kein Biga-Beruf – zum Teil in eigener Kompetenz und nach Gutdünken Listen vertrauensunwürdiger und verdächtiger Bundesbeamter und Journalisten führten. Da es keine Kriterien gab, blieb ihnen nur die eigene Ideologie als Massstab oder das, was sie als Ideologie der politischen Polizei erachteten. Ihre Warnlampen leuchten überwiegend dann auf, wenn sie meinen, Rot zu sehen.
Wir fragen Sie, Herrn Bundespräsident Koller, und uns, wieweit die zwei untersuchten Operationen nur die Spitze des Eisbergs darstellen. Unseres Erachtens ist es unumgänglich – Herr Bodenmann hat das bereits ausgeführt –, dass auch die anderen Operationen untersucht werden.
Ich halte nochmals fest: Die EJPD-Puk hat so lange im Amt zu bleiben, bis die GPK mit den nötigen Kompetenzen ausgestattet ist, wie das dieser Rat, auch mit der parlamentarischen Initiative der Puk 1, beschlossen hat.
Insbesondere ist die Zusammenarbeit zwischen Bundesanwaltschaft, Zoll und PTT zu klären: Wer hat Aufträge an wen erteilt? Wo liegen die Verantwortlichkeiten? Es kann aus unserer Sicht nicht in Frage kommen, dass sogenannt kleine Beamte diese trübe Suppe auslöffeln müssen.
Wir fordern vom Bundesrat, dass die in den Verdächtigenlisten und in der Extremistenkartei Registrierten von Amtes wegen benachrichtigt werden, wie das jetzt mit jenen Leuten geschehen soll, die in der EMD-Kartei registriert sind.
Wir stehen unter dem starken Eindruck, dass der Bundesrat die staatspolitische Dimension des fehlgesteuerten Staatsschutzes noch immer nicht voll erfasst hat. Wie sonst liesse sich erklären, dass wir sozusagen einen Rückfall in Vor-Puk-Zeiten erleben, indem der Bundesrat die Arbeit der Puk durch Aktenverweigerung verzögert? Ein Teil der saloppen Antworten auf persönliche Puk-Vorstösse weist ebenfalls in diese Richtung, ebenso die Tatsache, dass auf ausländische Nachrichtendienste mehr Rücksicht genommen wird als auf fi chierte Personen, Bürgerinnen und Bürger.
Unsere Einschätzung der staatspolitischen Lage ist die, dass nur schonungslose Offenheit Vertrauen wiederherstellt. Schonungslos sein heisst auch, schonungslos uns selbst gegenüber sein. Dazu passt natürlich die notorische Vergesslichkeit gewisser Beamter wie die Faust aufs Auge.
Wir müssen uns auf den Weg machen zu einer freiheitlichen, offenen und toleranten Gesellschaft, welche Formen der Auseinandersetzung sucht, die allen ein Ueberleben erlauben. Ich sage bewusst, wir müssen uns auf den Weg machen. Denn wie tief der kalte Krieg in diesem Land noch verwurzelt ist, zeigt folgende, unseres Erachtens erschreckende Episode:
Vor ein paar Tagen, also in dieser Session, ist ein vom Volk gewähltes Mitglied dieses Rates und Mitglied unserer Fraktion von einem Angestellten dieses Hauses als Landesverräter beschimpft worden, weil dieser Nationalrat Kritik an der staatlichen Institution Armee geübt hat. Schliesslich ist auch an diesem Pult Kritik an derselben staatlichen Institution mit innerer Verwahrlosung gleichgesetzt worden.
Solcher Ungeist der Intoleranz war und ist das Fundament für einen Staatsschutz, der all jene ausgrenzt, welche die Demokratie als das nehmen, was sie sein sollte: nämlich die Staatsform des Mitdenkens und Mitbestimmens, die Staatsform, welche kritische Auseinandersetzung nicht nur ermöglicht, sondern auch voraussetzt. Ich bin Herrn Bundespräsident Koller für die klaren Worte in dieser Richtung dankbar.
Mit Staatsschutz, der nichts weiter ist als Ideologieschutz, muss es rasch und endgültig ein Ende haben. Wir werden endlich dazu übergehen müssen, Licht in die «*Camera obscura* der Nation» an der Taubenstrasse 16, in Bern, zu bringen.

M. **Petitpierre**: Vous m'excuserez mais j'ai vraiment de la peine à trouver quelque chose de nouveau à dire ici après le débat que nous avons eu il y a quelques mois. Je vais quand même essayer.
Le rapport complémentaire de la commission d'enquête No 1 doit être lu – M. Guinand l'a dit et je le répète – dans la perspective que s'était fixée la commission en rédigeant le premier rapport, d'autant plus que le contenu du second ne diffère pas fondamentalement et en substance du contenu du premier. Il ne faut pas l'oublier, quand on prend connaissance des éléments nouveaux mis en lumière, par exemple ce qui s'est passé dans les offices des postes ou dans un ou deux bureaux de douane ou dans le cadre de fichiers spéciaux. Cela importe sous deux angles: d'abord les comportements critiqués sont ceux de personnes insuffisamment instruites sur les limites de leur pouvoir d'investigation et insuffisamment contrôlées au niveau des résultats de celles-ci. La place laissée aux initiatives personnelles de fonctionnaires que leur zèle déplacé a fourvoyés entre dans le cadre des appréciations générales concluant le premier rapport, qui restent ainsi pertinentes à ce propos.
Il en va de même des appréciations positives de la commission. Elles n'ont pas été reprises dans le second rapport, dans l'idée qu'elles allaient de soi. On s'est aperçu que ce n'était pas nécessairement évident pour tous les lecteurs du rapport complémentaire; c'est pourquoi j'insiste aujourd'hui sur ce que la gravité des faits découverts dans le cadre de la suite de l'enquête ne permet pas en tout cas d'en tirer par généralisation et amalgame la conclusion globale que l'ensemble de nos postes, que l'ensemble de nos douanes sont des offices de renseignements violant du matin au soir et du soir au matin les droits de la personnalité des habitants de ce pays.
Pour ce qui touche les relations entre la commission et le Conseil fédéral, on a enregistré des divergences de vues qui entrent dans le jeu normal des institutions quand deux branches du gouvernement au sens large – le Parlement et le Conseil fédéral – défendent leurs prérogatives. Cela est si bien connu du législateur qu'il a prévu ces différends et qu'il a réglé le mode de leur résolution. Il n'y a pas lieu de dramatiser ici ces divergences; elles ont coûté du temps, elles se sont résolues selon ce que prévoit la loi sur les rapports entre les conseils.
La leçon des deux rapports est la même. Il importe de donner

aux activités de prévention en matière de protection de la démocratie un cadre juridique précis, dans l'intérêt de ceux qui en seront chargés aussi bien que de ceux qui en seront l'objet. Notre groupe, vous le savez, a déposé une proposition dans ce sens. Il faut assortir cette proposition de règles aussi précises et aussi facilement applicables que possible – j'insiste là-dessus car, dans cette matière mouvante c'est difficile – des règles qui portent sur le champ des dérogations au droit de la protection des données personnelles. Il faut que leur finalité et la surveillance de leur application soient bien définies, que le contrôle permanent soit assuré. En matière de prévention, un droit centré sur les enquêtes de police judiciaire ne suffit pas. Le sentiment juridique et les circonstances politiques ont changé ces dernières décennies. Il faut donc s'en souvenir pour ne pas porter de jugements fondés sur des anachronismes, mais il faut enregistrer les changements et il faut adapter notre droit, étant entendu – je me permets d'insister là-dessus très fortement au nom du groupe radical – que l'abandon de la prévention serait un signe que ce pays n'a finalement plus vraiment la volonté d'exister.
Nous ne pouvons que répéter que c'est le Conseil fédéral qui tient le premier rôle dans tout ce qui touche la direction et le contrôle de l'administration.
Une commission d'enquête parlementaire ne peut ni ne doit excéder sa fonction d'instrument de la haute surveillance du Parlement, ordinairement, d'ailleurs, exercée par l'entremise des Commissions de gestion. C'est le lieu de dire – et j'espère ne pas avoir à reprendre la parole là-dessus – que notre groupe s'opposera aux deux propositions de prolonger ou d'élargir le mandat de la Commission d'enquête parlementaire 1. Cette commission ne peut ni ne doit se substituer, même provisoirement, au Conseil fédéral à qui il incombe de veiller au contrôle de l'administration et d'éclaircir ce qui doit encore l'être dans ce cadre. Notre commission ne doit pas non plus se substituer de façon permanente aux Commissions de gestion. Il est temps que le Parlement et le gouvernement reprennent chacun pleinement son rôle et ses responsabilités: au gouvernement, la préparation rapide des nouvelles bases légales nécessaires et la direction et le contrôle de l'administration; au Parlement, l'adoption des textes légaux et la haute surveillance. Ils doivent ensemble mettre l'accent sur un avenir auquel – je crois pouvoir l'affirmer – nos concitoyens dans leur majorité accordent plus d'importance qu'à la complaisante et amère contemplation de ce qui a entaché le passé.

Früh: Die von der Parlamentarischen Untersuchungskommission vorgenommenen weiteren Abklärungen sind im vorgelegten Ergänzungsbericht klar dargelegt worden. Die freisinnige Fraktion dankt der Kommission für die speditive und gute Arbeit. Der Ergänzungsbericht bestätigt nach Ansicht der Fraktion die Schwachstellen in der Bundesanwaltschaft, wie sie bereits im Schlussbericht vom 22. November 1989 festgehalten worden sind. Die Ergebnisse wurden grundsätzlich bestätigt, die negativen wie auch die positiven.
Am letzteren wollen wir uns auch deshalb festhalten, weil in der Zwischenzeit praktisch nur noch von den negativen Aspekten gesprochen wurde, die positiven aber praktisch vergessen wurden. Uns geht es darum, die wichtigsten Schlussfolgerungen zu unterstreichen und den Handlungsbedarf daraus abzuleiten. Wir hätten uns allerdings – nach den Erfahrungen mit dem ersten Bericht – gewünscht, dass die Puk vor der Bekanntgabe gewisser Feststellungen weitere Abklärungen getroffen hätte. Es ist nicht zu verkennen, dass beispielsweise die Darstellung der Telegrammüberwachung dazu geführt hat, dass diese Massnahmen pauschal als problematisch und ungerechtfertigt angesehen worden sind. Hier wären zusätzliche Abklärungen beim ehemaligen Bundesanwalt und bei den PTT unumgänglich gewesen.
Es ist auch etwas problematisch, diese Ueberwachungsmassnahmen als «Schrotschussmethode» zu bezeichnen und die Information über den Zweck dieser Massnahmen und den Erfolg zu verweigern. In einem politischen Bericht hätten diese Massnahmen im Kontext der damaligen Spionagetätigkeit gewürdigt werden müssen. Die neuesten Enthüllungen über das Terroristenasyl Deutsche Demokratische Republik sind von ganz besonderem Interesse.
Die Puk hätte sich auch mit der Haltung des Parlamentes auseinandersetzen müssen. Bundesrat Furgler hat 1972, ohne Widerspruch des Parlamentes, die Notwendigkeit eines breiten Informationsdienstes vor der eigentlichen Ermittlung dargelegt und hierzu gesetzliche und verfassungsmässige Grundlagen angegeben. Man kann diese Darstellungen anzweifeln. Man kann aber nicht einfach eine andere Meinung vertreten, ohne sich mit ihr auseinanderzusetzen. Die Verwaltung konnte sich auf jeden Fall auf die damaligen unwidersprochenen Ausführungen stützen. Ich erinnere Sie an das Amtliche Bulletin Nationalrat, 1972, Seite 1925.
Die ganze Fichenaffäre und die Probleme der Nachrichtenbeschaffung bedürfen dringend der zwar umsichtigen, aber entschlossenen Bewältigung. Hier ist in erster Linie der Bundesrat aufgerufen. Er hat die Tragweite der Vorfälle vielleicht doch etwas spät erkannt und zuwenig entschieden gehandelt. Es geht aber keineswegs darum, dieses Manko einzelnen Personen anlasten zu wollen. Vieles spricht dafür, dass auch hier institutionelle Schwächen mitverantwortlich sind. Der Ergänzungsbericht unterstreicht die Notwendigkeit klarer gesetzlicher Grundlagen für den Demokratieschutz, einer wirkungsvollen parlamentrischen Kontrolle sowie der Neustrukturierung der Bundesanwaltschaft.
Unsere Fraktion unterstützt weiterhin die Anstrengungen in dieser Richtung. Solche Anstrengungen sind etwa die Anträge, die die Puk in ihrem ersten Bericht aufgeführt hat und welche von uns mitgetragen wurden. Wir verweisen sodann auf weitere Vorstösse unserer Fraktion. Wir forderten, eine Sicherheitsdelegation der beiden eidgenössischen Räte zu schaffen. Mit einer Motion wurde sodann der Bundesrat beauftragt, dem Parlament so rasch als möglich Botschaft und Entwurf für ein Gesetz über den Staatsschutz zu unterbreiten. Unterstützung findet bei der FDP-Fraktion auch die Absicht des Bundesrates, abzuklären, ob Beamte oder Amtsstellen Rechtsverletzungen begangen haben.
Herr Thür, die Verdächtigungen hören dann auf, wenn man aufhört zu verdächtigen. Im Rahmen der Diskussion über den Schlussbericht der Puk sind Aufgaben und Grenzen des Staatsschutzes in der Oeffentlichkeit intensiv diskutiert worden. Mit einer Volksinitiative unter dem Titel «Schweiz ohne Schnüffelstaat» soll die politische Polizei abgeschafft werden. Unsere Fraktion ist hingegen der Ansicht, dass kein Staat ohne Staatsschutz auskommt.
Wir weisen mit allem Nachdruck darauf hin, dass Demokratieschutz – wenn das Strafgesetzbuch nicht verletzt werden soll – eine Aufgabe von Bund und Kantonen ist.
Die Bemühungen der Puk selbst zeigen, dass Demokratieschutz, Spionageabwehr sowie Kampf gegen Terrorismus und organisiertes Verbrechen ohne Nachrichtendienst eben nicht auskommen.
Wir fordern aber, dass die Befugnisse für die nachrichtendienstliche Vorfeldaufklärung gesetzlich geregelt werden und dass die Weitergabe dieser Informationen an Dritte nur aufgrund eines Entscheides einer unabhängigen Instanz erfolgen darf. Ebenso ist die Zusammenarbeit zwischen den Kantonen und zwischen Bund und Kantonen gesetzlich zu regeln.
Die FDP-Fraktion hofft, dass mit diesem Zusatzbericht die Unsicherheiten, die noch bestanden haben mögen, endlich vom Tisch sind. Wir bedauern, dass vor allem von sozialdemokratischer Seite wieder versucht wird, politisches Kapital zu schlagen. Wir Freisinnigen akzeptieren – wie erwähnt – den Bericht und die Folgerungen. Wir meinen aber, die Zeit ist gekommen, uns wieder wichtigen anstehenden Problemen zuzuwenden. Scheinbar tun das zu diesem Zeitpunkt eine grosse Zahl von Kolleginnen und Kollegen.

Engler: Namens der CVP-Fraktion stelle ich Ihnen den Antrag, vom Ergänzungsbericht Kenntnis zu nehmen und die Anträge der SP-Fraktion und der grünen Fraktion abzulehnen.
Erlauben Sie mir zwei Vorbemerkungen:
1. Es gilt auch heute – darauf haben die Herren Petitpierre und Guinand bereits hingewiesen –, beim Zusatzbericht das Ge-

Vollzugsskandal sprechen müssen. Absolute Priorität hat für uns die Schaffung eines echten parlamentarischen Kontrollorgans, das sämtliche Bereiche der Verwaltung zu jeder Zeit mit der Kompetenz einer Puk unter die Lupe nehmen kann. In diesem Organ müssten auch die kleinen Fraktionen vertreten sein. Es ist nicht länger haltbar, dass sich die Regierungsparteien selber kontrollieren. Macht muss kontrollierbar werden, auch in der Schweiz. In einer Demokratie gibt es kein Recht auf Kritiklosigkeit. Anders sind Skandale in der Zukunft nicht vermeidbar. Nach allen Erkenntnissen der Puk muss natürlich das Datenschutzgesetz anders aussehen, als es der Ständerat verabschiedet hat.
Obwohl der Ergänzungsbericht nur 40 Seiten umfasst, hat er nochmals Sachverhalte aufgedeckt, die uns zwingen, die wahre Geschichte der Schweiz während der letzten 50 Jahre neu zu schreiben. Für die grüne Fraktion ist deshalb die Forderung von Historikerinnen und Historikern ernst zu nehmen, die mit Nachdruck fordern, die Fichen dürften nicht vernichtet werden. Geschichte und Zeitgeist sind nur über Beispiele und Einzelschicksale fassbar. Allerdings ist es für uns eine Selbstverständlichkeit, dass die Betroffenen selber entscheiden können, ob sie ihre Fiche dem Aktenvernichter oder der Geschichtsschreibung überlassen wollen. Es wäre fatal, wenn weiterhin nach demselben Prinzip vorgegangen würde, das den Leuten diente, die vor der Puk zu den illegalen Aktionen befragt wurden. Diejenigen, die sich erinnern konnten, sagten nichts und diejenigen, die sprachen, konnten sich an nichts erinnern.
Ich habe bei diesen Befragungen gelernt, dass Wissen und Gewissen häufig nur sprachlich ein harmonischer Gleichklang sind. Deshalb befürchte ich, dass die Leute an der Spitze der Bundesanwaltschaft und der Bundespolizei den dringend nötigen Gesinnungswandel nicht vollzogen haben. Hier muss der Bundesrat noch sehr viel Führungsarbeit leisten.
Ich finde es auch – milde gesagt – unverständlich – weil damit Oel ins Feuer geschüttet wird –, wenn alt Bundesräte, die als ehemalige Justizminister Mitverantwortung zu übernehmen hätten für die Tätigkeit der Bundespolizei, statt dessen in der Oeffentlichkeit zu Protokoll geben – Zitat von alt Bundesrat Friedrich –: «Ich fühle mich von der Puk-Kritik nicht betroffen. In meiner ganzen riesigen Arbeit war das für mich wirklich nur eine absolute Nebensache.» Sein Vorgänger Bundesrat Furgler sagte, bei all seinen Tätigkeiten sei für ihn folgende Grundidee wegleitend gewesen: «Jeder Mensch ist eine einmalige Persönlichkeit, die von allen anderen, also auch vom Staat, zu respektieren ist. Daraus ergab sich für mich die Verpflichtung, den Persönlichkeitsschutz auszubauen.»
Genau dieses Nicht-Hinstehen und Keine-Verantwortung-Uebernehmen trägt nachhaltig zur Krisenverschärfung bei.
Im Raum steht immer noch die drängende Frage – und sie muss beantwortet werden –, wie es möglich war, dass aus einem Volk, das während des Krieges zur Wachsamkeit aufgerufen war, nahtlos ein Volk von Denunzianten wurde. Warum werden sogenannte Beobachtungen über Nachbarn und Kollegen freiwillig der Bundespolizei gemeldet? Weshalb gibt es so viele Beamte an den verschiedensten Stellen und in den verschiedensten Aemtern, die verantwortliches Handeln mit Gehorsam gleichsetzen? Vielleicht weil sie wissen, dass eine Kartei mit vertrauensunwürdigen Beamten geführt wird. Wobei für mich klar ist, dass wir es nicht mit einem Skandal einzelner übereifriger Beamter auf unterer Stufe zu tun haben. Dieser Skandal ist der Ausdruck eines Kampfes um politische Machterhaltung. Trotzdem bleibt die Frage: Wo liegen die Ursachen und Irrtümer, die dazu führten, dass sich der Staat in einem Dauerkriegszustand gegen einen grossen Teil seiner Bevölkerung wähnte?
Die Politik, die auf Irrtum fusst, vervielfacht sich; nie zieht sie sich zurück. So warnt die Historikerin Barbara Tuchman. Ich meine, der Blick in den Spiegel kann uns nicht mehr erspart bleiben. Es gilt, den Garten zu jäten, nicht bloss das Unkraut zurückzuschneiden.
Die grüne Fraktion hält deshalb auch das Erlassen eines Staatsschutzgesetzes nicht für die richtige Lösung. Die politische Polizei hat keine Daseinsberechtigung in einem freiheitlichen Staat. Eine Demokratie darf sich nicht vor Andersdenkenden schützen. «Die Krise ist der Ort der Entscheidung, der Schnittpunkt von Chance und Gefahr», hat Hans Saner geschrieben.
Die grüne Fraktion stellt den Antrag, sich endlich für die Chance zu entscheiden, auch wenn es der schwierigere Weg sein wird.

Reichling: Im Namen der SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, vom Bericht Kenntnis zu nehmen sowie die beiden Anträge der grünen Fraktion und der sozialdemokratischen Fraktion, welche die Untersuchungskommission mit weiteren Abklärungen betrauen wollen, entschieden abzulehnen. Tatsächlich ist es so, dass die Zusatzuntersuchung der Untersuchungskommission lediglich das bestätigen konnte, was Ihnen im Hauptbericht bereits dargelegt worden ist. Es gibt einen primären Hauptmangel, den wir festgestellt haben: die ungenügende und zum Teil sogar fehlende Führung. Führung der Beamten ist nicht einfach den Departementschefs anzulasten, die Führung fehlte auch in den Bundesämtern auf allen Stufen. Viele haben tatsächlich in erster Linie aufgrund eigener Initiative und eigener Erkenntnisse gehandelt, wahrscheinlich sogar vielfach ohne die Vorgesetzten darüber zu informieren, was sie genau tun. Dass in einem solchen Zustand noch weitere Mängel gesucht und jederzeit gefunden werden könnten, das muss nicht erstaunen.
Die Puk hat sich nie zum Ziel gesetzt, alles zu finden, was beanstandet werden könnte. Aufgabe der Oberaufsicht ist es, aufzuklären, wo Mängel sind; dann ist es Aufgabe des Aufsichtsorganes, im ganzen Bereich Ordnung herzustellen. Das hat die Puk abschliessend getan.
Wir haben aufgezeigt, wo Mängel gefunden worden sind; auf diese Weise ist die Grundlage geschaffen, damit der Bundesrat – in erster Linie die Departementschefs – das Problem an die Hand nehmen kann. Ich bin überzeugt – ich will keine Beschuldigungen vorbringen –, dass nicht nur im Justiz- und Polizeidepartement, sondern in jedem anderen Departement ähnliche Verhältnisse anzutreffen wären. Es ist ein allgemeines Problem, das an die Hand genommen werden muss.
Es sind auch organisatorische Mängel festgestellt worden. Das haben wir schon im ersten Bericht aufgezeigt. Sie sind auch jetzt wieder zutage getreten. Diese betreffen die Organisation innerhalb des Departementes, aber auch die Zusammenarbeit mit den Kantonen; organisatorische Fragen, die verbessert und auf eine klare Grundlage gestellt werden müssen.
Wir können also bei dem, was uns jetzt noch begegnet ist, nicht von einer Ueberraschung sprechen; für mich war es eine Bestätigung. In dem Sinne musste Ihnen die Kommission auch keine neuen Anträge unterbreiten. Die Anträge sind mit dem Hauptbericht vorgebracht worden. Sie sind vom Parlament beschlossen worden, und sie genügen auch, um Ordnung zu schaffen.
Wichtig scheint mir, dass wir nun aufhören, selbst als Untersuchungskommission im Departement herumzuwühlen. Jetzt muss der Bundesrat mit seiner Verwaltung in der Linie die notwendigen Massnahmen speditiv durchsetzen.
Ich möchte auf einen Punkt aufmerksam machen: Ich bin zur Auffassung gekommen, dass – zumindest in diesem Departement – bei den letzten Wechseln des Chefs keine korrekten Amtsübergaben stattgefunden haben.
Es muss für einen Nachfolger deprimierend sein, nach Monaten im Amt Feststellungen machen zu müssen, von denen er keine Ahnung hatte. Es ist doch nicht die Aufgabe des Departementschefs, in den Schubladen zu suchen, was da vorhanden sein könnte. Es ist Aufgabe des Vorgängers, klare Verzeichnisse über die Akten, insbesondere Geheimakten, zu führen und sie seinem Nachfolger zu übergeben, wobei das wiederum für jeden auf seiner Stufe gilt. Also auch ein Bundesanwalt sollte wissen, was sein Vorgänger hinterlassen hat. Es sollten klare Amtsübergaben stattfinden, wie wir das aus dem militärischen Bereich sehr wohl kennen.
Da wende ich mich nun an Sie, Herr Bundespräsident: Es ist eine Aufgabe des Gesamtbundesrates und des Bundeskanzlers, für diese Kontinuität zu sorgen. Dass insbesondere die Amtsübergabe von Frau Kopp an Sie wahrscheinlich sehr

un appui sans réserve à tous ses collaborateurs, à tous ses fonctionnaires, aux policiers en premier lieu qui se sont dévoués et qui méritent la reconnaissance de tous, des fonctionnaires qui sachent maintenant que leur chef c'est le Conseil fédéral et non pas une commission parlementaire; enfin, nous attendons du Conseil fédéral qu'il remercie les cantons, Monsieur le président de la Confédération.
Les libéraux sont fédéralistes, nous ne faisons pas du triomphalisme mais nous constatons qu'au moment où la Confédération est quelque peu malade dans un certain nombre de domaines les cantons – heureusement, parce que ce sont eux qui forment la Confédération – sont en bonne santé. Que ferait le chef du Département fédéral de justice et police s'il n'avait pas les cantons dans le domaine de l'asile, dans le domaine du Ministère public? On s'amuse sur les noms de MM. Gut et Padrutt. Je constate simplement que l'un est un ancien conseiller d'Etat et l'autre un ancien procureur général d'un canton. Si le chef du département n'avait pas les polices cantonales – et vous avez dit qu'il fallait mettre fin à l'insécurité du travail avec les cantons – nous vous encourageons à aller dans ce sens et à dire au peuple suisse que les vraies victimes ce sont aussi les policiers et les commandants de police comme vous l'avez dit tout à l'heure, redites-le devant les médias, alémaniques notamment. Bref, ce que nous attendons c'est que le Conseil fédéral gouverne comme d'autres l'ont dit. Pas trop d'experts, Monsieur le Conseiller fédéral!
M. Bodenmann s'est demandé si la Confédération avait collaboré avec M. Cincera. Je ne sais pas, je n'en ai aucune idée, cela ne m'intéresse pas du tout, cela me laisse absolument froid. Ce qui est beaucoup plus important pour moi, c'est de savoir si MM. Rechsteiner et Bodenmann travaillent avec ceux qui sont venus faire du désordre ici dans notre Parlement, c'est cela qui nous intéresse. C'est beaucoup plus important que de savoir si la Confédération a travaillé avec M. Cincera qui est un homme poli, civilisé et qui n'entraîne personne à cette tribune. Là est le véritable problème.
Nous attendons, Monsieur le Président de la Confédération, que vous puissiez prochainement donner un démenti à un passage d'un journal de Suisse romande, parfaitement respecté, sous une signature tout à fait respectable, et qui affirme ceci: «Quant au Conseil fédéral, on est gêné de devoir constater son discrédit sous l'oeil goguenard de l'étranger et des contestateurs de tous poils: réussir en quelques mois à décapiter le Ministère public de la Confédération, la Police fédérale et le service de renseignements de l'armée, c'est tout de même une performance! Si c'était là le but recherché par les faiseurs de cabale, ils mériteraient un prix Nobel de la déstabilisation. Si c'est seulement pour eux un résultat inespéré, le prix doit alors revenir à ceux – faut-il faire un dessin? – qui ont permis cette pagaille, président de la Confédération en tête«.
Notre voeu le plus cher, Monsieur le Président de la Confédération, c'est que de tels articles ne soient plus écrits à l'avenir parce que nous aurions l'assurance que vous continuez dans le sens de votre discours de tout à l'heure, dont nous approuvons l'essentiel, et que vous disiez maintenant que cette affaire doit cesser, que la gestion doit fonctionner normalement et le Conseil fédéral gouverner. Nous vous en remercions déjà.

Frau **Bär:** Politische Krisen und Skandale machen apathisch und lethargisch. Nicht – oder noch nicht – in erster Linie die Bevölkerung und zum Glück nicht die Medienschaffenden; vielmehr die für die Krise und damit auch für die Krisenbewältigung Verantwortlichen. Zum dritten Mal innert eines guten halben Jahres diskutieren wir ausgiebig über die von der Puk aufgedeckten Missstände und deren Folgen und Wirkungen. Wir füllen seitenweise Protokolle mit ernsthaften und besorgten Voten. Heute aber lautet die zentrale Frage: Was ist seit dem letzten November an Aufräumarbeit, an echter Aufräumarbeit geleistet worden? Verkommt diese Krise nicht zum Rederitual? Oder sind wir bereits soweit, wie viele Schweizerinnen und Schweizer schon lange festgestellt haben, dass sich auch jetzt nichts ändern wird in diesem Land? Was also ist wirklich in die Wege geleitet worden, ausser dass der Bundesrat vorgestern einen ausserordentlichen Bundesanwalt bestimmt hat, der für die strafrechtliche Seite der neuen Tatbestände zuständig ist?
Die grüne Fraktion stellt fest: Es besteht ein immenser Handlungsbedarf – vor allem von seiten des Bundesrates, aber auch unseres Parlamentes –, wenn wir in absehbarer Zeit wirklich aus dieser Krise herausfinden wollen. Denn dass es eine Krise ist, wird wohl in der Zwischenzeit niemand mehr ernsthaft bestreiten, eine Krise, die mittlerweile zu einer Identitätskrise geworden ist. Das ist auch heute in diesem Saal spürbar.
Der Handlungsbedarf ist um so dringender, als der Ergänzungsbericht der Puk neue und erschreckende Dimensionen aufgezeigt hat. Zwischen Verfassungsgrundsätzen und Verfassungsrealität klafft noch eine grössere Lücke. Einem völlig entgleisten Staatsschutz haben PTT und Zollbehörden jahrelang illegale Handlangerdienste geleistet, so, als stünde unser Land in einem Dauerkriegszustand. Davon zeugen auch die Extremistenkartei und die Verdächtigenliste. Mit Spionageabwehr und Terrorbekämpfung hat dies nichts, aber auch gar nichts, zu tun. Hemmungslos wurde ein ausländischer Nachrichtendienst mit Daten von Schweizerbürgerinnen und -bürgern bedient. Die Aktion wurde nicht etwa wegen aufgetauchter Skrupel eingestellt. Der Verrat durch einen ausländischen Agenten zwang die Bundespolizei – unter Bedauern, muss ich sagen – dazu.
Wenn es noch eines Beispiels bedarf für die Feststellung, dass in unserem Land Wirtschaft, Politik und Militär zum Schaden der Bürgerinnen und Bürger zu eng verflochten sind, dann steht dieses Beispiel auf Seite 34 und 35 des Ergänzungsberichtes, wo belegt ist, wie ganze Dossiers von Personalakten zur Bundespolizei gewandert sind. Diese Tatsache sollten auch diejenigen Kreise zur Kenntnis nehmen, die eine solche Feststellung gerne als Mär abtun.
Gefragt sind jetzt vertrauensbildende Massnahmen; denn auch ein Staatswesen untersteht dem Prinzip des wachsenden Schadens. Ich erinnere daran, dass Herr Bundespräsident Koller in der Sondersession im Januar gesagt hat: «Der Bundesrat ist gewillt, durch Transparenz und zielstrebige Reformen das Vertrauen wieder zurückzugewinnen.» Wenn ich an das Verhalten des Bundesrates gegenüber der Puk denke, habe ich allerdings Mühe, diesen Worten zu glauben. Weder hat er sich durch kooperatives Verhalten ausgezeichnet noch ist nach dem Erscheinen des Ergänzungsberichtes etwas von kollektivem Führungswillen zu spüren. Die Antworten auf die Vorstösse zum Puk-Bericht stimmen auch nicht hoffnungsvoll. Ich werde den Eindruck nicht los – und ich bedaure, dies hier sagen zu müssen –, der Gesamtbundesrat – ich betone: der Gesamtbundesrat – habe die staatspolitische Tragweite der Affäre immer noch nicht in ihrer ganzen Dimension erfasst.
Die grüne Fraktion hätte vom Bundesrat zuhanden der Oeffentlichkeit längst – vor dem heutigen Tag und der Erklärung von Herrn Bundespräsident Koller – einen Zeitplan erwartet, der aufzeigt, wer wann mit welchen Massnahmen zur Krisenbewältigung beitragen wird und beitragen muss.
Heute hat ein glückloser Fichendelegierter zwar keine Stellvertreter mehr, dafür aber über 300 000 Gesuche auf Ficheneinsicht, die noch nicht beantwortet sind. Die Oeffnung der vielen Dossiers, die der Bundesrat im November ankündigte, hat noch gar nicht begonnen. Ob das noch gut kommt? Der Fichendelegierte des EMD verschickt zwar Briefe, aber diese sind noch fast das grössere Aergernis als gar keine Antwort. Er schreibt nämlich: «Sie sind beim Militärischen Nachrichtendienst verzeichnet. Falls Sie ein Gesuch stellen, werde ich prüfen, ob ich Ihnen die Fiche aushändigen kann.» Das ist Zynismus, wo Psychologie am Platz wäre.
Die Positivliste – sie wäre das Wichtige für den Staatsschutz – liegt erst im Entwurf vor. Das haben wir vorhin gehört. Es ist offensichtlich einfacher, geheime Bunker für den sogenannten Ernstfall bauen zu lassen, in die sich der Bundesrat dereinst zurückziehen könnte, als zu erkennen, dass der Ernstfall jetzt stattfindet und dass Offenheit und Handeln gefragt sind statt geistiges Einbunkern. Vom Parlament erwartet die grüne Fraktion, dass die Kommissionen unverzüglich die von den Räten überwiesenen Reformvorschläge weiterbearbeiten. Dieselbe Dringlichkeit gilt für die Vorstösse für eine umfassende Parlamentsreform. Sonst ist die Zeit nicht fern, wo wir von einem

rasch und rudimentär vollzogen worden ist, dafür habe ich Verständnis. Deshalb sind Sie wahrscheinlich in eine sehr unglückliche Lage geraten. Aber es betrifft auch frühere Amtswechsel und nicht nur Ihren Amtsantritt. Darum ist es ein generelles Problem, das sich hier stellt.
Ich bitte Sie sehr, Herr Bundespräsident, zusammen mit der Gesamtbehörde ein Verfahren einzuleiten, das diese Kontinuität in der Führung der Departemente – auch im Wissen um die vorhandenen Akten – für die Zukunft gewährleistet. Das gibt dann immer Anlass, das auszuschalten, was nicht mehr benötigt wird. Bei jedem Amtswechsel kann man fortwerfen, was nicht mehr benötigt wird. Dann findet man nicht nach 10, 20 Jahren plötzlich noch ganze Archive, von denen kaum mehr jemand etwas weiss. Das scheint mir dringend notwendig zu sein.
Nun möchte auch ich darauf hinweisen, dass der Zusatzbericht insofern ein falsches Bild gibt, als wir nochmals auf einzelne Mängel eingetreten sind: Die Aussage des Hauptberichtes, dass unsere Beamten in grosser, überwiegender Mehrheit zuverlässig, initiativ und pflichtbewusst arbeiten, ist auch durch die nachträglichen Untersuchungen nicht in Frage gestellt worden. Insbesondere ist diese pauschale Verurteilung der PTT oder der Zollverwaltung als Kollaborateure des Staatsschutzes eine Aussage, die ich als Mitglied der Puk nicht bestätigen kann. Es sind meiner Ansicht nach Einzelpersonen, die möglicherweise rechtswidrig gehandelt haben. Wir sind kein Gericht; wir überlassen es dem Bundesrat, die nötigen Abklärungen zu treffen; ich hoffe, dass er es tut, damit auch dieser Punkt klargestellt werden kann. Ich finde es absolut fehl am Platz, dass hier ganze Beamtenkörper pauschal verurteilt werden; sie haben das in keiner Weise verdient. Ich bin sogar der Auffassung, dass diejenigen, die wir kritisieren müssen, wahrscheinlich mit edlen – und nicht mit verurteilungswürdigen – Motiven zugunsten unseres Staates gehandelt haben. Aber trotzdem bin ich der Meinung, dass die Motive nicht massgeblich sein dürfen, sondern die Rechtslage muss stimmen.
Der Bundesrat bringt vor, er hätte keine Paralleluntersuchungen anstellen wollen, die das Prozedere erschwert hätten.
Ich teile die Auffassung, dass er wohl ratsamerweise nicht noch Untersuchungen durch unabhängige Untersuchungsrichter hätte durchführen können. Ich bin aber der Auffassung, dass sich der Departementschef durch eine blosse Bestandesaufnahme in der Linie durch die einzelnen Beamten bis hinunter zu den Sachbearbeitern die nötigen Kenntnisse hätte verschaffen und sich so vor unliebsamen Ueberraschungen hätte bewahren können.
Ich bin der Auffassung, dass eine Kontrolle die Gewaltentrennung in keinem Fall beeinträchtigt. Aufsicht und Oberaufsicht sind keine Eingriffe in die Gewaltentrennung, sondern ein Normalverfahren, welches das Vertrauen in diese stärkt. Die Verantwortung bleibt unverändert, und in diesem Sinne wären Führungsanordnungen, interne Berichterstattung und Bestandesaufnahmen dem Bundesrat auch während unserer Untersuchung keineswegs untersagt gewesen.
Der Bundesrat müsste sich vielleicht überlegen, dass er Kontrolle durch die Oberaufsicht und eigene Führung nicht miteinander verwechselt. Führung erwarten wir auch während der Kontrolle. Sie soll nie aufhören. Im Gegenteil: Wenn mir jeweils eine Inspektion angesetzt war, habe ich mich vorher noch um alle Dinge gekümmert und nicht gedacht: Jetzt wird ja kontrolliert, jetzt muss ich es nicht selber tun!
In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, sehr geehrte Kolleginnen und Kollegen, noch einmal dringend, die Zusatzanträge abzulehnen. Jetzt muss der Bundesrat tatsächlich handeln können.
Die Abklärung der Rechtslage in der Nachrichtenbeschaffung scheint uns sehr wichtig zu sein. Wir sind der Auffassung, sie sei nicht immer für alle Handlungen gegeben gewesen. Wir von der SVP sind aber ganz entschieden der Auffassung, dass man nun nicht die ganze Fahndung und den Staatsschutz über Bord werfen soll. Wir haben diese in Zukunft so nötig wie in der Vergangenheit. Ich möchte doch daran erinnern, dass die Fahndung auf dem Gebiete des Drogenmissbrauchs, der Spionage, des Terrorismus und weiterer Delikte in der Regel Fahndungen gegen Unbekannt sind und der Personenkreis nicht immer von Anfang an in der Weise genügend eingegrenzt werden kann, dass gerichtspolizeiliche Untersuchungsverfahren gezielt eingesetzt werden können. Ich bin der Auffassung, dass wir die gesetzliche Grundlage brauchen, um in Verdachtsfällen auch auf breiter Basis Abklärungen zu treffen.
Heute erfahren wir, dass in der DDR praktisch täglich Terroristen zum Vorschein kommen, die unter dem Schutz des Regimes dort leben konnten. Das ist für mich ein Indiz, dass die richtigen Telegramme kontrolliert wurden, nicht die falschen, und dass durchaus Veranlassung bestand, hier Vorsicht walten zu lassen.
In diesem Sinne werden wir uns, wenn die Motionen zur Sprache kommen, dafür aussprechen, dass das Erfordernis des Staatsschutzes rechtlich korrekt und speditiv in die Wege geleitet wird.

Mme **Pitteloud:** Ce que je retiens du nouveau rapport de la Commission d'enquête parlementaire et de ce qu'en a dit son président, c'est que les révélations que l'on croit les dernières cachent toujours de nouveaux développements, que l'on a menti à la commission d'enquête dans un premier temps ou tout au moins omis de lui indiquer tout ce qu'il y aurait eu à lui dire, et qu'à chaque nouveau rebondissement de nouvelles dimensions de cet Etat fouineur et inquisiteur apparaissent. C'est pour cela, Monsieur Jeanneret, qu'à mon avis le dernier acte de cette pièce n'est pas encore joué, même si je comprends qu'elle vous déplaise.
La Commission d'enquête parlementaire nous apprend que le secret des postes a été violé, que les droits civiques et les lois n'ont pas été respectés, même si ce n'est pas du soir au matin, que le Conseil fédéral ne manifeste pas une grande volonté à faire la lumière sur toutes ces pratiques et qu'il refuse de fournir tous les actes qui lui sont demandés. L'ampleur de ces pratiques, totalement contraires aux règles de la démocratie, nous est expliquée par le Conseil fédéral et par d'autres comme le résultat de l'initiative de quelques fonctionnaires livrés à leurs fantasmes et développant de leur propre chef des spécialités et des sous-spécialités dans l'art du fichage.
Je veux bien, c'est une explication, mais on doit tout de même constater que les conseillers fédéraux, d'après leurs réponses, n'ont pas mis beaucoup d'énergie à s'informer de ce qui était fait au Ministère public fédéral et à la Police fédérale. Plus grave encore, de cette impression qu'une amnésie générale a frappé les anciens chefs du département, on aboutit à ce que le gouvernement actuel ne reconnaît les faits qu'après leur découverte et paraît beaucoup plus soucieux de mettre un terme, de poser un couvercle sur la marmite, comme s'il craignait la poursuite de cet exercice de contrôle démocratique.
Cela m'amène, comme Mme Bär, à me demander: qu'est-ce qui a été fait depuis cet automne pour que cela change, et notamment comment comprendre la politique pratiquée par M. Gut, depuis sa nomination, car il ne contribue véritablement pas à rétablir la confiance des citoyens? En effet, depuis sa nomination, M. Gut s'est occupé à faire des exercices de cache-cache avec les citoyens qui voudraient enfin avoir accès à leurs fiches, et déploie des trésors d'imagination bureaucratique pour que l'exercice de transparence se transforme en plaisanterie et en farce, créant ainsi de nouveaux problèmes.
S'ajoute à cela le fait que les autorités cantonales fournissent des réponses tout aussi contradictoires. Un jeu de ping-pong s'établit entre la Confédération et les cantons, chacun prétendant qu'il n'a que le double de ce que l'autre a, alors que visiblement ce n'est pas le cas. Là aussi, on a l'impression que le Conseil fédéral tente de bloquer les cantons qui ont essayé de régler le plus rapidement possible et avec le plus de transparence possible la question de l'accès par les citoyens à leurs fiches.
Avec une telle politique, il n'est pas difficile de voir ce qui va se produire. On aura une multitude de recours, des années de procédure entre les citoyens et le délégué aux fiches, et un mécontentement qui va s'étendre, durer encore. Ainsi en Suisse romande, à part quelques parlementaires, personne

n'a pour l'instant vu sa fiche et les réactions qui sont nées en Suisse allemande, après que quelques Bernois eurent la possibilité de consulter leurs fiches, sont encore à venir en Romandie. Aussi je ne comprends absolument pas que le Conseil fédéral ne choisisse pas de crever l'abcès le plus rapidement et le plus correctement possible, et qu'il s'obstine à donner plus d'importance à la protection de l'Etat qu'à celle des droits démocratiques des citoyens.
Entre nous soit dit, toutes ces pratiques et cette surveillance aiguë des citoyens ne me semblent pas avoir mis la Suisse à l'abri, ces dernières années, ni de l'espionnage ni des trafiquants de tous genres: drogue, armes, argent sale. C'est pourquoi cela reste pour nous une exigence fondamentale que les citoyens fichés en soient avertis, et qu'ils aient droit à une consultation large de leurs fiches.
En ce qui concerne la poursuite du mandat de la commission d'enquête, il n'est pas étonnant que le Parti radical la refuse, comme il a d'ailleurs, en son temps, refusé l'idée de sa constitution. Ce genre d'exercice est forcément douloureux pour lui. Pourtant, la commission d'enquête aurait encore du travail en perspective. Cela ressort du contenu de son deuxième rapport.
Quant à moi, j'ai déposé aujourd'hui une interpellation, demandant que l'on éclaircisse les responsabilités de l'ancien chef du Département de justice et police dans une affaire qui a vu des agents des services secrets argentins échapper, dans des circonstances obscures, à la justice. Je pense donc qu'il y a beaucoup de bonnes raisons à ce que la commission d'enquête poursuive son travail.

M. **Cevey:** Après sa mort, à fin 1964, j'ai trouvé parmi les papiers classés par mon père un cahier dans lequel, de sa belle écriture d'instituteur, il avait consigné des procès-verbaux datés des années de l'immédiate avant-guerre. Secrétaire d'une organisation dont il nous avait caché l'existence et qui rassemblait un certain nombre de membres d'associations politiques réputées démocratiques, il y rapportait les délibérations consacrées pour l'essentiel à étudier les moyens propres à prévenir, dans la région du Nord Vaudois, des actes subversifs de groupes et de clubs de réputation fasciste et frontiste.
Au cas où notre pays aurait dû subir des pressions ou des menaces semblables à celles dont allaient pâtir l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne, ces citoyens entendaient lutter pour sauvegarder notre liberté et notre démocratie et ils jugeaient indispensable de s'y préparer, hors de toute structure officielle, par souci de ne pas nuire à notre neutralité. Ils ignoraient si les autorités de police avaient ou non constitué un fichier des «Quisling» en puissance, ils entendaient s'organiser eux-mêmes en réunissant, pour les utiliser un jour peut-être, les renseignements personnels dont ils pouvaient avoir besoin.
J'ajoute que s'il avait pu imaginer à l'époque la signature du traité conclu par Ribbentrop et Molotov, ce comité se serait inquiété au même degré d'autres extrémistes à vocation liberticide.
En méditant sur les motifs à la base de tant de déviations jugées aujourd'hui critiquables, voire coupables, de la part de fonctionnaires de divers niveaux, j'en suis venu à penser que des préoccupations du même ordre que celles des bons citoyens d'il y a un demi-siècle expliquaient la démarche d'aujourd'hui, dénoncée à l'envi.
Ose-t-on prétendre que notre pays pouvait vivre dans la sérénité, durant cette longue période séparant les prémices du dernier conflit mondial et la démolition du mur de Berlin? Et aujourd'hui n'est-il pas facile de rire, puis de s'indigner de pratiques imaginées et appliquées sans contrôle et parfois sans souci du cadre légal par des responsables ou des employés de la Confédération? La réponse ne sera pas la même dans la bouche de ceux qui se souviennent de certaines pages de l'histoire européenne que de ceux dont le souvenir remonte aux événements les plus récents. Notre Suisse menacée dès la montée du fascisme et de l'hitlérisme par l'espionnage et l'activisme anti-démocratique a été à nouveau, dès la fin de la dernière Guerre mondiale et le temps de la guerre froide, le terrain de menées subversives comparables, bien qu'inspirées souvent par d'autres idéologies extrémistes. Sa réputation de place financière, son régime de liberté, sa qualité de neutre en ont fait un terrain éminemment favorable à des agissements douteux et difficilement contrôlables, ceux des espions, des terroristes, des trafiquants de toute nature.
Que, dans cette situation, des fonctionnaires aient été poussés à collectionner les renseignements et à développer les fichiers qui, aujourd'hui, apparaissent démesurés, il n'y a rien là de très étonnant. Dans ces circonstances difficiles, les rouages institutionnels ont fonctionné sans qu'il résultât des faits révélés une crise de l'Etat. Mais le rapport de la CEP a mis le doigt sur l'usage excessif des fichiers dans divers secteurs de l'administration publique. Dès lors, on a assisté à une débauche de révélations sur l'existence de multiples classements de renseignements personnels. Il n'en a pas fallu plus pour que, cultivant l'allusion haineuse et l'insinuation perfide jusque dans cette salle, certains contempteurs de notre système s'emploient à faire passer notre démocratie helvétique pour l'un de ces régimes inquisitoriaux et liberticides qui, d'extrême-gauche ou d'extrême-droite, ont inquiété et meurtri notre monde au cours du dernier demi-siècle.
Essayons de voir les faits dans leurs vraies dimensions. La Suisse n'est pas la seule démocratie occidentale où les services publics usent de fichiers pour lutter contre le crime, le terrorisme, l'espionnage, la trahison ou toute tentative déstabilisatrice. Il convient certes de mieux définir les critères de récolte, d'utilisation et de conservation, voire de destruction de ces renseignements, dans le sens d'une bonne protection de l'individu. Mais il serait déraisonnable, voire coupable, de négliger pour autant de nous prémunir contre les actes des ennemis de l'Etat et de la société dans laquelle nous avons choisi de vivre. Pierre Graber l'a déclaré au *Matin*, le 2 juin dernier: «On sait bien qu'aucun Etat ne peut se dispenser de collecter des renseignements propres à assurer sa sécurité». Et il affirmait: «On a perdu le sens de la mesure», en évoquant les hommes politiques et les partis qui utilisent les affaires à des fins électorales.
Vous, chers collègues, qui vous sentez peut-être visés par l'ancien conseiller fédéral socialiste, si jusqu'à maintenant votre souci fut tel, ne pensez-vous pas que les atteintes portées à la réputation de la Suisse par la naïveté, les maladresses, voire les actes irrespectueux de la loi et des citoyens aujourd'hui clairement dénoncés suffisent? Mettons un terme à cette entreprise de dégradation de notre crédit dans le monde. Nous avons mieux à faire, même si certains, comme Mme Pitteloud, souhaitent ajouter quelques actes encore à cette trop mauvaise pièce.

Wanner: Im Verlauf der heutigen Debatte hat insbesondere Herr Bodenmann sein politisches Interesse bekundet, den Topf am Kochen zu halten. Das ist selbstverständlich sein gutes Recht; nur darf er nicht erwarten, dass alle diese Meinung dann gleich nachbeten.
Frau Bär hat massive Vorwürfe an den Bundesrat gerichtet in einer Art und Weise, dass ich glaube, diese Vorwürfe dürfen auch von seiten des Parlaments nicht unwidersprochen bleiben. Der Bundesrat müsste ja wirklich von allen guten Geistern verlassen sein, wenn er im Sinne der Vorwürfe von Frau Bär all das, was sich nun heute tatsächlich aufdrängt, ignorieren und zur Seite schieben würde. So viel Weltfremdheit traue ich unseren Bundesräten ganz und gar nicht zu.
Zur Sache selber: Die Puk hat tatsächlich eine respektable Arbeit geleistet. Es gilt, die Schlussfolgerungen zu ziehen und die festgestellten Mängel zu beheben.
Namentlich auch im Bereiche der PTT haben sich Dinge ereignet und sind festgestellt worden, die nicht angängig sind. Bereits anlässlich der Beratung des Geschäftsberichtes der PTT hatte ich Gelegenheit, darauf hinzuweisen; Sie können versichert sein, dass im Nachgang zu den Arbeiten der Puk Ihre Sektion PTT der Geschäftsprüfungskommission sehr energisch auf die Behebung dringen wird.
Es gibt aber auch andere Aspekte in dem Sinne, dass es nun gilt, dieses wenig erspriessliche Kapitel schweizerischer Innenpolitik rasch und endgültig zu überwinden. Es gibt drän-

gende Zukunftsaufgaben, und ich glaube, es ist nicht angängig, dass das Parlament diese weiter zur Seite schiebt.
Die grosse Mehrheit unserer Bevölkerung hat im übrigen genug vom ständigen Hochspielen von Tatbeständen; diese müssen als solche abgestellt werden, aber sie dürfen noch lange nicht zur Feststellung führen, der Staat und seine Institutionen seien faul und müssten niedergerissen werden.
Falsch scheint es mir ebenfalls zu sein – wir werden später noch darüber diskutieren –, die Staatsschutzakten zu archivieren. Statt registrieren will man nun archivieren; beides ist so falsch wie nur irgend etwas. Sowenig die Beamten der Bundesanwaltschaft das Recht haben, die Privatsphäre anderer Personen zu verletzen, sowenig bin ich bereit, Historikern in zehn, zwanzig oder dreissig Jahren zu gestatten, in eben diese Privatsphäre einzudringen.
Ein Beispiel dafür mag für andere stehen: Es gibt viele Leute in unserem Land, die ihre möglichen Fichen nicht verlangt haben. Sie haben das getan in der Gewissheit, dass diese vernichtet werden. Ich selber gehöre auch dazu und bin nicht einverstanden, dass Fichen über mich – falls solche bestehen sollten – archiviert und in zehn, zwanzig Jahren aus historischen oder anderen Gründen ans Licht gebracht werden. Vergangenheitsbewältigung ja – aber nicht in dem Sinne, dass man unhaltbare Massnahmen und Zustände durch andere, nicht weniger schlechte zu ersetzen sucht.

Fischer-Seengen: Wir führen die dritte Puk-Debatte. Angesichts dieser nicht enden wollenden Fichendiskussion muss unser Volk den Eindruck erhalten, alles in unserem Staat sei korrupt, das ganze Volk werde bespitzelt, wir hätten Stasiähnliche Verhältnisse und unsere Beamten handelten rechtswidrig oder seien unfähig. Dieser Eindruck wird systematisch gefördert. Das Malaise wird geschürt, so lange, bis die Staatskrise, Frau Bär, wirklich da ist, von der ich allerdings bis jetzt nichts zu erkennen vermag.
Gewisse Mängel waren vorhanden. Es ist richtig, dass diese aufgedeckt wurden, und das ist geschehen. Wir sollten aber die Proportionen wahren. Ich möchte klar festhalten, dass nicht verallgemeinert werden darf, dass weitaus der grösste Teil der Beamten fähig ist, dass sie korrekt handeln und dass sie mit der Fichenaffäre nichts zu tun haben. In diesem Sinne möchte ich die Aeusserungen von Herrn Reichling unterstützen. Dauernde Anschuldigungen wirken auf die Beamtenschaft demotivierend und demoralisierend. Was Wunder, dass die Beamtenlaufbahn für gute Leute nicht mehr attraktiv ist?
Vor allem stossend ist die Demontage jener, die sich für die Aufräumarbeiten zur Verfügung gestellt haben. Ich denke an den Fichenbeauftragten Dr. Gut. Besonders widerlich ist es, wenn diese Demontage von jenen betrieben wird, die nicht bereit waren, diese Aufgabe durch einen der ihren erfüllen zu lassen.
Meines Erachtens ist es endlich Zeit, den Schlusspunkt unter diese Angelegenheit zu setzen und uns jenen wesentlichen Problemen zuzuwenden, die auf eine Lösung warten; es gibt noch Wichtigeres in unserem Land als die Fichen.
Davon kann nach Auffassung von SP und Grünen aber offenbar keine Rede sein. Vielmehr will man das trübe Süpplein am Kochen halten, man will die Fichenaffäre verewigen, möglichst lange politisch ausschlachten.
Irgendeinmal müssen wir den Schlussstrich ziehen, müssen die regulären Kontrollinstanzen, die Geschäftsprüfungskommissionen, ihre Funktionen wahrnehmen lassen; wir müssen diese Gremien entsprechend stärken, eventuell reorganisieren, so dass effektive Fehler aufgedeckt, wenn möglich sogar präventiv vermieden werden.
Ich bitte Sie, die Anträge von SP und Grünen abzulehnen.

Leuenberger-Solothurn: Einige möchten aufhören, und eigentlich verstehe ich das sehr gut. Was nämlich bisher zum Vorschein gekommen ist, reicht. Mir reicht's, und vielen andern reicht's auch! Dieses Parlament sitzt da, lässt sich schriftlich dartun, die Verfassung sei gebrochen worden – dort steht nämlich in Artikel 36 Absatz 4: «Die Unverletzlichkeit des Post- und Telegraphengeheimnisses ist gewährleistet.» –, und wir schauen zu und sagen: Aufhören, zur Tagesordnung übergehen!
Ich gebe es zu: Ich habe insgeheim gehofft, dass heute unser Bundespräsident, den ich persönlich menschlich sehr schätze, in seiner Rede einen Beitrag leisten würde zur Aufarbeitung dessen, was da passiert ist, was mich und uns schockiert, was uns Mühe macht. Ich habe wenig von Aufarbeitung gehört, hingegen habe ich ganz tolle Vorschläge vernommen. Was will man tun? Ein Staatsschutzgesetz schaffen! Ja, um Himmels willen, was ist denn das für eine Aufarbeitung? Im ganzen Lande warten über 300 000 Menschen – Bürgerinnen und Bürger, ausländische Bewohner und Bewohnerinnen dieses Landes – darauf, dass man ihnen endlich sagt, was auf diesen grünen Fichen steht. Was ist die politische Antwort des Bundesrates und der drei bürgerlichen Bundesratsparteien? Wir schaffen jetzt ein Staatsschutzgesetz, damit alles rechtens ist. Da mache ich nicht mit!
Einige andere kommen und wollen die Geschichte verdrängen, wie man Abfall verlocht, wie man Autobahnen verlocht, wollen Geschichte verbrennen – jetzt ist das Verbrennen Mode –, die Fichen verbrennen. Und es gibt erwachsene Leute in diesem Saal, die das fordern.
Der hohe Bundesrat ist nicht einmal in der Lage, nachdem bekanntgeworden ist, dass diese Fichen auf Mikrofilme aufgenommen worden sind, uns zu sagen, wie viele Kopien es von diesen Mikrofilmen gibt und wo sich diese Kopien befinden. Und dann kommen einige gutgläubige Sonntagsschüler und verlangen, es seien die Fichen dem Feuer zu überantworten, und sie denken wohl, das sei ein Beitrag zur Bewältigung. Oh heilige Einfalt, kann ich nur noch sagen!
Historische Aufarbeitung tut not. Ich möchte endlich einmal wissen, wissenschaftlich dargetan, worin die Gefährlichkeit der PdA in den vierziger, in den fünfziger, in den sechziger und in den siebziger Jahren bestanden hat. Ich habe sie immer als kleine Gruppe erlebt, die zum Teil lustige, zum Teil skurrile Dinge tat und die man geprügelt, die man gemieden hat. Aber worin ihre Gefährlichkeit bestand – ich weiss es nicht. Herr Cincera weiss solcherlei natürlich. Aber ich habe zu Hause keine Kartei. Ich weiss es nicht!
Ich weiss auch nicht, worin die Gefährlichkeit der Achtundsechziger-Bewegung bestanden hat. Es war ganz lustig, das muss ich sagen. Schade für alle, die nicht dabeigewesen sind! Ich weiss nicht, warum man dort alles aufgeschrieben hat. Warum man uns Spitzel mitten in unsere Gruppen gesetzt hat. Ich weiss es nicht! Und der Bundesrat kann es auch nicht beantworten. Er will auch verbrennen – will das nicht klären lassen.
Ich weiss ein Weiteres nicht: Dieses Parlament und der Bundesrat haben sich einmal fast einstimmig zur friedlichen Nutzung der Kernenergie entschieden. Ich gestehe sogleich, dass ich auch mit Plakaten für dieses Postulat marschiert bin. Plötzlich sagten einige, diese Kernenergie sei saugefährlich. Und was tut unsere hohe Regierung? Sie setzt sich nicht mit diesen Leuten politisch auseinander. Sie erteilt Aufträge, diese Leute zu bespitzeln, zu zählen, ihnen zuzuhorchen, zu wissen, was sie privat tun, wer mit wem, wer oben, wer unten .... Das ist doch kein Umgang mit politischer Opposition in diesem Land! Ich warte, aber ich mag nicht auf Godot warten. Ich warte darauf, Herr Bundespräsident, dass dieser Bundesrat, dieser heutige Bundesrat, der sich unschuldig wähnt – es möglicherweise auch ist, gelegentlich hat man den Eindruck –, sich bei uns Fichierten entschuldigt. Entschuldigt für diese verdammte Fichiererei, entschuldigt für die Warterei, die man uns seit Monaten zumutet! Ich warte auch darauf, dass der Bundesrat die gestellten Fragen klar beantwortet. Warum vernichten, wenn die Sache auf Mikrofilm gebannt ist und Sie nicht einmal Ihren Laden so im Griff haben, dass Sie wissen, wo die Mikrofilmkopien sind?!
Und den Staatsschutzgesetz-Anhängern muss ich schon noch eines sagen: Als hier Frau Segmüller seinerzeit gefordert hat, es sei ein europatauglicher Staatsschutz zu schaffen, habe ich sehr genau hingehört. Ich habe aber nichts darüber gehört, wie dieser europataugliche Staatsschutz aussehen soll. Ich habe nur angenommen, dass offenbar in dem Augenblick, wo die Grenzkontrollen eines Tages entfallen könnten, man dazu übergehen will, im Inland die ganze Ueberwachung zu verstärken.

Deshalb sage ich Ihnen zum Schluss nur eines – ein bisschen boshaft –: Wenn Sie ein Staatsschutzgesetz machen wollen, so machen Sie das. Das Referendum steht Ihnen so sicher ins Haus, wie ich jetzt hier stehe, und diesen Kampf werden wir gewinnen!

Müller-Meilen: Ich erlaube mir zum Zusatzbericht und vor allem zum politischen Grabenkrieg, den er und die militärischen Vorlagen vor ihm ausgelöst haben, einige grundsätzliche Bemerkungen. Die politische Konfrontation führt in der Puk-Diskussion auf beiden Seiten einerseits zu Verharmlosungen, anderseits zu Dramatisierungen. Die Aufdeckungen der Puk 1 in beiden Berichten – über den unzulässigen Umfang der erhobenen Fichen, über die unerhörte polizeiliche Erfassung der Ausübung demokratischer Rechte und über Seldwylereien – können und dürfen nicht bagatellisiert werden. Der Führungslosigkeit ist durch eine klare Konzeption und eine bessere Kontrolle und Führung, begründet auf einem Staatsschutzgesetz, ein Ende zu bereiten.
Aber auch dem Versuch zur Verharmlosung der Situation zur Zeit des kalten Krieges sollte in historischer Redlichkeit ein Ende gemacht werden. Die neuesten Enthüllungen über die Zusammenarbeit der DDR-Staatssicherheitsorgane mit der deutschen Terrorszene zur Unterwühlung der westlichen Demokratien haben den Nachweis über die aggressiven, perfiden Kampfmittel der kommunistischen Mächte erneuert. Gerade diese Enthüllungen zeigen aber auch, dass jeder Vergleich der Fichenaffäre mit der Stasi einer unzulässigen Dramatisierung und Verzeichnung gleichkommt und als Verhältnisblödsinn qualifiziert werden muss. Auch die Bezeichnung der Schweizer als ein «Volk von Denunzianten» in dieser Debatte muss als ungeheuerliche Uebertreibung und Beleidigung bezeichnet werden. Was uns in der heutigen Konfrontationszeit vor allem fehlt, ist der ehrliche Umgang mit den Begriffen, z. B. auch bei der Definition der Demokratie, der Aufgaben von Mehrheit und Minderheit in einer rechtsstaatlichen Demokratie. Die Demokratie lebt davon, dass es Mehrheiten gibt, die durch ihre Entscheide die Demokratie handlungsfähig erhalten. Natürlich können diese Mehrheiten nicht regieren, ohne auch die Auswirkungen auf die Minderheiten zu bedenken und entsprechend zu handeln. In für die Minderheiten wichtigen Existenzfragen dürfen sie nicht über ihren Willen hinweg regieren.
Die Minderheiten haben in der rechtsstaatlichen Demokratie zahlreiche Rechte, um ihrer Meinung Geltung zu verschaffen und durch Ueberzeugungsarbeit zur Mehrheit zu werden. Aber, Frau Haller und Herr Rechsteiner, die Minderheiten haben in einer rechtsstaatlichen Demokratie auch Pflichten. Sie haben sich im Rahmen der Rechtsordnung zu bewegen. Das ist der fundamentale Unterschied zu den Minderheiten in einem Diktatur- und Unrechtsstaat. Sie können sich nicht wie die Frösche in der Dämmerung aufblasen und die Rechte der Mehrheit, die sie vielleicht gar nie sein werden, vorwegnehmen und damit die Durchsetzung von Beschlüssen hintertreiben. Wenn Minderheiten sich die Verhinderungs- oder Gestaltungskompetenzen einer künftigen Mehrheit herausnehmen dürften, so wäre die Schweiz Ende der vierziger Jahre auf Wunsch der stattlichen PdA-Minderheit wohl eine DDR geworden; Herr Leuenberger-Solothurn, das ist die Gefahr, die damals bestand, und sie ist historisch längst nachgewiesen. Die Schweiz hätte, wenn die Minderheiten ihre Meinung 1970 – aufgrund der Schwarzenbach-Minderheit – hätten durchsetzen können, die Hälfte der Fremdarbeiter hinausgeworfen. Vielleicht müsste sie, falls Strebel eine Asylinitiative lancieren würde, später einmal alle Asylanten nach Hause schicken.
Wir sind nicht so naiv, um nicht zu sehen, dass die sozialistischen Jungtürken seit der Abstimmung über die Armeeabschaffungs-Initiative Morgenluft wittern. Sie wollen im Grunde nichts anderes als die Macht, die ganze Macht. Das ist politisch ihr gutes Recht. Unschön ist, dass sie dabei auf mehreren Klavieren spielen – gekonnt, aber in einem ungeheuren inneren Widerspruch: einerseits auf dem Klavier der Regierungspartei, die ihre Leute in alle möglichen Posten zu plazieren sucht, andererseits in der Oeffentlichkeit auf dem Klavier der Fundamentalopposition, die das ganze Regierungssystem, für das sie in Vergangenheit und Gegenwart ihre Mitverantwortung tragen, diskriminieren will, und letztlich durch die Sympathie oder gar Teilnahme einzelner an illegalen Aktionen.
Ich war immer – und bin auch heute – für das Gespräch, damit die vielen grossen und schwierigen Aufgaben unserer Zeit womöglich gemeinsam gelöst werden können. Aber das Gespräch setzt voraus, dass die Bereitschaft zum gemeinsamen politischen Handeln – und zwar unter Beachtung der Grenzen des demokratischen Rechtsstaates – vorhanden ist. Ob das der Fall ist, daran beginne ich zu zweifeln.
Eine Verewigung der Puk, wie sie die SP und die grüne Fraktion beantragen, steht der Bewältigung der aufgebrochenen Probleme entgegen und ist deshalb abzulehnen.

Baerlocher: Ich bin weder für Verharmlosungen noch für Uebertreibungen. Aber gerade das Votum meines Vorredners, Herrn Müller-Meilen, zeigt wieder einmal auf, wie die Mehrheit in diesem Saal die Zeichen der Zeit nicht erkannt hat und einen Deckel draufsetzen und zur Bewältigung eigentlich nicht ansetzen will. Das macht der Puk-Ergänzungsbericht deutlich. Da ist einerseits die Erkenntnis, dass die Sachbearbeiter anscheinend auf eigene Initiative Dossiers angelegt haben, und andererseits wird offenbar deutlich, dass die Schnüffeleien unkontrolliert vonstatten gingen. Diese Situation führt sodann in den bürgerlichen Parteien zur öffentlich vertretenen Meinung, dass eine Reorganisation der Bundesanwaltschaft notwendig sei, um dem Dilettantismus in diesen Bereichen ein Ende zu bereiten.
Ich meinerseits bin eher skeptisch gegenüber den Aeusserungen der Verantwortlichen, wenn sie z. B. sagen, sie hätten nichts gewusst, oder wenn Herr Bundespräsident Koller sagt, dass in einem engeren Bereich der politischen Polizei – in der Frage der Informationsbeschaffung – Konzeptlosigkeit geherrscht habe. Ist es nicht gerade die Aufgabe jedes Geheimdienstes – hier in der Schweiz oder überall, weltweit –, auf dilettantische Art alle möglichen Informationen zu sammeln, um damit mögliche präventive Aktionen zu verhindern – wir haben das im Votum von Herrn Müller-Meilen gehört –, mögliche Gefahren, die ja nicht eingetreten sind? Oder wir haben vom Fichendelegierten Gut die Aeusserung gehört, dass mögliche Prag-Reisen ja einmal zu einem wichtigen politischen Ereignis werden könnten. Hier meine ich: Ist nicht die Zeit gekommen, dass diese Arbeit geändert wird, weil das System der politischen Polizeien, des Staatsschutzes eben genau diese Art und Weise von Informationsbeschaffung gebraucht und nötig macht?
Wir müssen heute eine politische öffentliche Diskussion führen, inwieweit die Verarbeitung fortgesetzt werden kann, inwieweit das geäusserte Vertrauen in die Regierung, in den Staat, in die Parteien und Behörden wiedergewonnen werden kann.
Der Bundesrat hat in den letzten Debatten und auch heute wieder gesagt, dass Vertrauen nur mit Offenlegung gewonnen werden kann. Ich habe eine Antwort bekommen auf meine Interpellation betreffend die Rotkreuz-Kartei: Die Antwort schafft keine Offenlegung und kein Vertrauen. Es werden hier Möglichkeiten verneint, es wird abgeschwächt und auf die Fragen überhaupt nicht eingegangen. Wir wissen heute nicht einmal, auf welche Art und Weise diese Rotkreuz-Kartei in die Bundesanwaltschaft gekommen ist, und wir wissen auch nicht, ob sie anderweitig benützt worden ist.
Wir haben heute auch die Situation, dass die Einsicht in die Fichen bundesweit noch nicht geregelt ist, dass mit wenigen Ausnahmen noch niemand in der Schweiz Einsicht in seine Fichen bekommen hat. Ich meine – darum geht es mir auch –, dass wir nicht weiterhin warten können, bis sich die Wellen glätten, sondern die eingesetzten Delegierten und Verantwortlichen müssen jetzt gegenüber der Bevölkerung Vertrauen schaffen und dürfen nicht mehr bremsen – sowohl beim Bund als auch bei den Kantonen.
Ich beantrage Ihnen daher, die Anträge der Grünen und der SP zu unterstützen.

Cincera: Ich weiss, dass ich in der Lesart des Herrn Kollegen Leuenberger-Solothurn jetzt als Sonntagsschüler an diesem Pult stehe, und ich habe seiner Kapuzinerpredigt wohl zugehört; aber erwarten Sie nicht eine Beichte von mir.
Hingegen haben Sie eine Frage nach der Gefährlichkeit der PdA gestellt. Ich gebe Ihnen zwei Antworten: Lesen Sie in früheren Artikeln einschlägiger Basler Zeitungen, was Ihr ehemaliger Parteipräsident über diese PdA und ihre Gefährlichkeit geschrieben hat. Sie können es ihm ja glauben oder nicht, oder Sie können es auch als Jugendsünde bezeichnen. Schauen Sie in die Geschichte. Ich glaube, gerade die jüngste Geschichte und die Geschichte dieses Jahrhunderts haben gezeigt, dass es möglich wurde, dass solche Minderheiten – die sich als kommunistische, marxistische Organisationen verstanden – Staaten, Völker in eine derart miese politische, psychologische und wirtschaftliche Lage gebracht haben. Jetzt jubelt jedermann, da sich die Osteuropäer wieder davon befreit haben.
Ich weiss auch, Herr Bodenmann, dass es zu Ihrer Seelenhygiene gehört, mich und meinen Namen als Feindbild gebrauchen zu können. Tun Sie es meinetwegen, mich stört es nicht.
Wir alle wissen, dass die Staatsschutzaufgabe in den letzten zwei Jahrzehnten nicht gut gelöst wurde. Ich persönlich – aber das wollten Sie ja nie hören – habe vor allem die verantwortlichen Chefs immer kritisiert, schon kritisiert, als Sie noch nicht von einer Fichenaffäre sprachen. Jetzt wissen wir, welche Auswirkungen diese schlechte Arbeit hatte, und wir müssen jetzt darangehen, dafür zu sorgen, dass wir wieder einen zwar massvollen, aber für künftige Lagen effizienten Staatsschutz aufbauen können.
Herr Bodenmann, das Konstanteste in der Geschichte ist die Veränderung. Wenn heute die Sonne des Friedens scheint, so wissen weder Sie noch ich, ob nicht morgen oder in fünf, zehn oder zwanzig Jahren diese Sonne wieder gar nicht friedlich scheint. Es gehört zu den Aufgaben eines Staates, einen alle Bereiche umfassenden Schutz vorzukehren. Schutzlosigkeit ist Fahrlässigkeit. Fahrlässigkeit ist in der Regel teuer. Es ist also richtig, sich zur richtigen Zeit mit den richtigen Mitteln zu schützen.
Jetzt wissen wir, was auf dem Tisch liegt. Ich glaube, die wichtigste Aufgabe ist jetzt, nicht im Stile schlechter Fernsehserien dauernd für Fortsetzungen dieser Fichengeschichte zu sorgen, dauernd mit neuen Ankündigungen zu versuchen, die politische Einschaltquote höher zu schrauben, sondern dafür zu sorgen, dass wieder echtes Vertrauen in diesen Staat entsteht, indem wir darangehen, die Staatsschutzaufgabe neu zu definieren, neu zu lösen und uns auch zu überlegen, wie wir sie in Zukunft sinnvoll kontrollieren wollen. Wir sind das uns selber und unserem Staate schuldig.
Staatsschutz ist nicht etwas, was nicht die Menschen schützen soll; aber wir haben die Aufgabe, die Formen dazu zu finden, dass der Staatsschutz die Menschen schützt.
Es ist auch nicht gut, wenn wir jetzt dauernd auf unseren Behörden und den verantwortlichen Mitarbeitern dieser Behörden herumhacken. Wir motivieren sie nicht, ihre Aufgabe in Zukunft besser zu lösen. Es ist nicht die Aufgabe des Parlamentes, immer nur gegen die Verwaltung zu sein, sondern es ist auch die Aufgabe des Parlamentes, dieser Verwaltung Voraussetzungen für eine gute Arbeit zu schaffen. Ein richtig konstruiertes Staatsschutzgesetz könnte dazu einen wichtigen Beitrag leisten.

Rechsteiner: Was ist das für ein Staat, in dem höchste Beamte gegenüber der Parlamentarischen Untersuchungskommission wenn nicht lügen, so doch die Unwahrheit oder nicht die Wahrheit sagen? Was ist das für ein Staat, in dem verantwortliche Beamte sich erlauben können, Aussagen über Uebergriffe in die Privatsphäre von Bürgerinnen und Bürgern einfach zu verweigern? Was ist das für ein Staat, in dem sich die Spitzen der Verwaltung an nichts mehr erinnern können, in dem der Gedächtnisverlust gewissermassen zum Normalzustand geworden ist? Was ist das für ein Staat, in dem die verantwortliche Regierung «mauert», eine Untersuchung nach Kräften behindert? Dieser Staat ist keine Bananenrepublik ....
Was die Puk in ihrer zweiten Untersuchungsphase aufgede hat – aber auch das Verhalten des Bundesrates in dieser S che –, ist von einer Qualität, dass man in jedem anderen we lichen System zum Schluss kommen müsste, die Regieru müsse gehen, dass es undenkbar wäre, dass sich eine Reg rung halten könnte. In der Schweiz tut man aber so, als nichts Besonderes geschehen wäre. Nicht einmal das bis chen Einsicht, das Bundesrat Koller noch Anfang dieses Ja res nach dem ersten Puk-Bericht und vor den folgenden E deckungen hat erkennen lassen – was beileibe wenig gen war –, ist heute mehr spürbar. Denn was der Bundesrat in d letzten Wochen und Monaten gezeigt hat, ist vielmehr – muss man das heute ausdrücken – weitgehend ein Rückfall die Vor-Puk-Aera. Wenn das Konstante an der Geschichte c Veränderung sein soll, so ist das mindestens hier nicht sich bar, auch nicht sichtbar bei den Sprechern der bürgerliche Parteien.
Ein paar Beispiele, was den Bundesrat angeht. Die Beantwo tung der parlamentarischen Vorstösse zeigt weitgehend, da intern offensichtlich wieder die Bundesanwaltschaft d Sprachregelung diktiert. Zum Beispiel hat der Bundesrat der nicht unwichtigen, in gewisser Weise sogar zentrale Frage der gesetzlichen Grundlage der politischen Polizei v ein paar Monaten noch eingeräumt – in Uebereinstimmur mit der Puk –, dass die gesetzlichen Grundlagen für die poli sche Polizei nicht genügen würden. Heute behauptet er, dies Grundlagen seien durchaus vorhanden.
Das ist etwas, was nicht hingenommen werden kann.
Aber auch die Art und Weise, wie diese Fichenaffäre bewälti wird, ist ein Beweis dafür, dass der Bundesrat nicht begriffe hat, worum es für die Betroffenen geht. Als Betroffene beha delt der Bundesrat die Beamten, auch die verantwortliche Spitzen, die für diese Zustände die Verantwortung trage aber nicht die Hunderttausenden von Bürgerinnen und Bü gern, die darunter leiden, die davon effektiv betroffen sind!
Mit Herrn Gut ist jemand zum Fichendelegierten bestellt wo den, der selber von der Mentalität des kalten Krieges und vo der Berufsverbotsmentalität geprägt ist, der beispielsweise a der Beurteilung der Gesinnung von Lehrern noch heute nich Besonderes finden kann, der keine Bereitschaft zeigt, Fiche und Akten offenzulegen, der auf der Seite der Gesinnung schnüffler an der Taubenstrasse, aber nicht auf derjenigen d Hunderttausenden von Bespitzelten denkt und fühlt.
Es gibt auf diese Art und Weise keine Möglichkeit, die Krise z bewältigen. Sie werden wohl nicht glauben, die Krise mit e nem Verhalten, wie es Herr Gut zeigt, einfach «aussitzen» z können? Wenn Sie so weitermachen wie bisher, werden S für die Fichen- und Akteneinsicht Jahre benötigen. Und m dem Spitzelschutz, den Abdeckungen werden Sie nach de 350 000 Einsichtsgesuchen Zehntausende von Rekursen b wältigen müssen; Sie werden sich einen Pendenzenberg ei handeln, der vermutlich jenen im Asylbereich übertreffen wir Sie glauben doch nicht, dass die Hunderttausenden von B troffenen, die jetzt gewissermassen an der Nase herumgefüh werden, das so einfach vergessen werden, dass sie sich b der Volkszählung einfach wie Schafe zählen lassen, wenn s nicht Einsicht in ihre eigenen Fichen erhalten haben, und das sie mit Ihnen in aller Eintracht 700 Jahre Eidgenossenscha feiern werden!
Es geht ein tiefer Graben durchs Volk, und Sie müssen das e kennen. Erwarten Sie nicht, dass Ihnen die junge Generatio insbesondere in Zukunft, noch viel glauben wird, wenn Sie m den Rechten der Bürgerinnen und Bürger, aber auch mit de Rechten des Parlamentes so umspringen, wie Sie es jetzt tu bzw. in den letzten Wochen und Monaten getan haben.

Braunschweig: Herr Bundespräsident Koller, Sie verlange regelmässig und mit gutem Recht mehr Offenheit, mehr Tole ranz, mehr Vertrauen. In der letzten Debatte haben Sie es noc markanter gesagt als heute.
Die politische Polizei, der Sie das Wort geredet haben, ist abe auf Misstrauen aufgebaut, sie braucht Geheimnistuerei, benö tigt die Verdächtigung – *in dubio* für Beschuldigung und An klage! Politische Polizei heisst Ueberwachung. Ohne Ueber wachung gibt es keine politische Polizei. Sie braucht de

Feind, und wenn dieser Feind nicht für alle sichtbar ist, dann braucht sie das Feindbild. Es gibt keine politische Polizei ohne Feind oder Feindbild. Sie verletzt die Freiheit der Bürgerinnen und der Bürger, sie stellt die Rechtsstaatlichkeit in Frage. Das haben wir erlebt, und über kurz oder lang wird es auch in Zukunft dasselbe sein, Staatsschutzgesetz hin oder her. Sie können diese Fragen nicht beantworten, die Widersprüche nicht auflösen.
Herr Bundespräsident Koller, meine Frage an Sie: Auf der einen Seite sprechen Sie von Vertrauen, Toleranz und Offenheit. Auf der anderen Seite fordern Sie den präventiven Staatsschutz mit Misstrauen und Ueberwachung. Wie wollen Sie das unter einen Hut bringen?
Zwei konkrete Beispiele aus dem Puk-Bericht, den wir heute diskutieren:
Das Filmarchiv der Fotopasskontrolle wurde zur Identifikation von Personen benötigt (siehe Seite 10). Ist das nicht Missbrauch? Wollen Sie das ab sofort ausschliessen? Kommt das nicht mehr vor? Denn sehr viele Menschen wurden hinters Licht geführt!
Die zweite Frage: Ist das vereinbar mit einem Rechtsstaat? Welche gesetzlichen Grundlagen sind vorhanden?
Die dritte Frage: Diesem Bericht entnehmen wir auf Seite 33, dass ein direkter Informationsaustausch zwischen dem Delegierten für das Flüchtlingswesen und den Heimatbehörden der Asylbewerber nicht stattgefunden hat. Ich schliesse messerscharf: Es hat also einen indirekten Informationsaustausch gegeben. Ist das mit unserer Gesetzgebung über das Asylrecht vereinbar? Ist das mit der Asylkonvention vereinbar? Es ist davon die Rede, dass die kantonalen Befragungsprotokolle der Bundesanwaltschaft überwiesen worden sind, um die Asylwürdigkeit der Befragten zu prüfen. Muss das ausgerechnet die Bundesanwaltschaft tun? Teilweise oder vereinzelt wurden diese Befragungsprotokolle befreundeten Sicherheits- oder Polizeidiensten im Ausland gegeben, um die Erkenntnisse zu verifizieren.
Gilt das weiterhin, Herr Bundespräsident Koller, oder werden Sie hier Remedur schaffen? Haben Sie schon Remedur geschaffen? Dann sagen Sie es; das wäre erfreulich.
Wir haben den Willen, dass es in diesem Lande weitergeht; aber wir wollen, dass die Freiheit für alle Menschen gilt, auch für jene, die einer Minderheit angehören, die eine abweichende Meinung hat. Deswegen brauchen wir in unserem Lande weniger Ausgrenzung und mehr Gerechtigkeit.
Nicht wir Sozialdemokraten halten diesen Topf am Kochen, sondern Bundespräsident Koller und die Verantwortlichen des Departements! Warum ist es in diesem Land nicht möglich, innerhalb eines halben Jahres die anrüchigen Fichen zu versenden, so wie es mir mindestens viermal versprochen worden ist? Und viermal kam ich mir belogen und betrogen vor! Vielleicht sagen Sie, das war keine Lüge, das war Unfähigkeit; das wäre eine zweifelhafte Beruhigung und würde neue Unruhe schaffen.
Ich bitte Sie, Herr Bundespräsident Koller: Wenn Sie etwas zum Abbau dieser Vertrauenskrise beitragen wollen, dann müssen Sie selbst eine Offensive des Vertrauens starten. Ihre bisher zögernde Haltung wird zu gar nichts führen, sie wird die Gräben noch vertiefen.

Vollmer: Der Ergänzungsbericht der Puk 1 hat Ereignisse an den Tag gebracht, wie sie niemand in diesem Saal noch in der letzten Debatte nur zu ahnen wagte. Ein Aspekt ist aber in dieser Diskussion meines Erachtens noch wenig angesprochen worden: der Aspekt nämlich, dass mit dem, was nun bekanntgeworden ist, mit diesen Machenschaften der politischen Polizei, der öffentliche Dienst als Ganzes in seinem Ansehen einmal mehr schwer geschädigt worden ist. Für mich zeigen diese Enthüllungen auch, dass eine qualifizierte, wirkliche Mitbestimmung des Personals im öffentlichen Dienst von Wichtigkeit ist.
Ich behaupte, dass gerade auch wegen der eingeschränkten Meinungsfreiheit, wegen den festgefahrenen hierarchischen Strukturen im öffentlichen Dienst die politische Polizei sich über Jahrzehnte hinweg der öffentlichen Kontrolle entziehen konnte. Die Verletzungen des Postgeheimnisses zeigen auch, dass nicht einmal eindeutige und klare Gesetze, wie wir sie in diesem Bereich haben, den Bürger vor politisch irregeleiteten Machenschaften der politischen Polizei schützen können. Ich glaube, das müssen wir uns merken für die Debatte über ein Staatsschutzgesetz.
Die Anforderungen an die Bewältigung der Vertrauenskrise sind nochmals deutlich gestiegen. Herr Bundespräsident, ich teile Ihre Auffassung, dass man nicht die beteiligten Beamten zu Sündenböcken machen darf. Aber das setzt doch voraus, dass der Bundesrat endlich – ich meine nicht nur Sie als Departementschef, sondern den gesamten Bundesrat – zu seiner Verantwortung steht und auch zu seinem Versagen in der obersten Führung und Kontrolle des Staatsschutzes. Im Puk-Bericht ist ja präzis aufgelistet, wieweit der Auftrag der Puk begrenzt war.
Ich muss mit grösster Enttäuschung feststellen, dass der Bundesrat offensichtlich nicht in der Lage ist, ein für die Bürger befriedigendes Einsichtsverfahren zu organisieren und zu gewährleisten. Was man sich in diesem Bereich – es wurde heute bereits mehrmals an Beispielen darauf hingewiesen – leistet, an Schnitzern, an Ungereimtheiten, ist eigentlich ein Skandal für sich, und ich frage Sie ganz konkret, Herr Bundespräsident: Wie soll so das Vertrauen der Bürger wiederhergestellt werden?

Steinegger: Der Antrag der sozialdemokratischen und der grünen Fraktion kommt nicht ganz unerwartet, ich würde sogar sagen, er ist unvermeidlich. Unser Vergangenheitsvorrat ist beinahe unbeschränkt. Wir können uns also fast zu hundert Prozent mit der Vergangenheit befassen, und wir können uns insbesondere mit dieser Musealisierung der Politik auch von der Lösung der Zukunftsaufgaben dispensieren.
Gemäss Geschäftsverkehrsgesetz hat die Puk Ereignisse von grosser Tragweite zu untersuchen. Als Ereignisse von besonderer Tragweite wurden Vorwürfe angesehen, die sich aufgrund der Arbeit der Puk gemäss erstem Bericht als unzutreffend erwiesen haben – zum Glück; es ist noch genug herausgekommen. Darüber hinaus hat die Puk für einen begrenzten Zeitabschnitt auch im Bereiche des EJPD die Aufgaben der GPK übernommen. Wir möchten heute feststellen, dass die Puk ihre Arbeit gut geleistet hat, sie hat ihren Auftrag erfüllt.
Es stellt sich nun aber die Frage, ob die Puk ihre Arbeit faktisch als Dauerinstitution weiterführen soll. Dagegen sprechen viele Gründe:
1. Zunächst ein formeller Grund: Der Auftrag der Puk ist in einem Bundesbeschluss umschrieben. Dieser Auftrag kann nicht einfach aus dem Hüftgelenk durch den Zweitrat erweitert oder verewigt werden. Das parlamentarische Mittel dazu wäre die Initiative, die Motion, das Postulat. Wir werden also einen Namensaufruf veranstalten über einen formell unzulässigen Antrag. Das spielt für mich keine Rolle; man soll das tun, man soll das Ergebnis auch publizieren – man muss dafür ja direkt dankbar sein, die Präsenz in diesem Rat ist dadurch viel besser.
2. Die primäre Verantwortung für die Bundesverwaltung trägt der Bundesrat, wir üben nur die Oberaufsicht aus. Es ist an der Zeit, dass diese verfassungsmässige Verantwortung wiederhergestellt wird. Wir möchten den Bundesrat nicht mittels einer Dauer-Puk von seiner Verantwortung entbinden. Wir sind natürlich dafür, dass eine Aufsicht prüft, ob der Bundesrat seine Aufgabe auch in Zukunft erfüllt. Dies ist Aufgabe der GPK, dies ist Aufgabe des Parlamentes. Mit Recht hat sich Ständerat Rhinow im Ständerat gegen diese neue Managementmethode – Herr Thür hat es erwähnt: das «Management by Puk» – ausgesprochen.
3. Der Grund für die Ablehnung der beiden Anträge ist für uns primär aber die Notwendigkeit, dass wir uns endlich auch im Bereich der Bundesanwaltschaft an die Lösung der aktuellen und künftigen Probleme machen müssen. Wir haben jetzt Historiker gespielt, wir sollten wieder Politiker werden, die den Blick in die Zukunft richten. Die weitere Aufarbeitung der Vergangenheit können wir anderen Leuten überlassen.
Wir haben den Verdacht, dass der Versuch, diesen Vergangenheitsknochen nicht aus den Zähnen zu lassen, auch damit zu tun hat, dass die Arbeit an der Zukunft verweigert werden

soll. Viele Probleme, die von der Puk festgestellt worden sind, haben damit zu tun, dass man sich von seiten verschiedener politischer Gruppen, aber auch von seiten der Bundesanwaltschaft, gegen eine klare gesetzliche Regelung der Probleme des Demokratieschutzes gewehrt hat. Herr Kollege Leuenberger-Solothurn, Sie befinden sich damit in guter Gesellschaft; vielleicht wird Ihnen ein alt Bundesanwalt dann sogar das Sekretariat für das Komitee führen.
Kollege Früh hat auf eine Diskussion in diesem Rat aus dem Jahre 1972 verwiesen: Wenn Sie die damals von Bundesrat Furgler beanspruchten gesetzlichen und verfassungsmässigen Grundlagen für den Staatsschutz studieren, ist ohne weiteres ersichtlich, dass die Probleme sogar etwas komplizierter sind, als sie im Ergänzungsbericht der Puk dargestellt worden sind.
Ich bitte Sie also, sich der Zukunft zuzuwenden und die Anträge der SP- und der grünen Fraktion abzulehnen.
Es geht um die Schaffung eines parlamentarischen Kontrollorganes für die Nachrichtendienste. Herr Günter, ich kann Sie beruhigen: Unser ausformulierter Vorschlag befindet sich bei der ständerätlichen Kommission in Behandlung. Es geht um einen besseren Datenschutz, es geht um klare gesetzliche Grundlagen für die Bekämpfung des organisierten Verbrechens und des Terrorismus, und es geht insbesondere um klare gesetzliche Grundlagen für einen demokratischen Staatsschutz – ich möchte betonen: demokratischen Staatsschutz –; es ist uns klar, dass über diese Frage erst gesprochen werden kann, wenn die Ficheneinsichten abgeschlossen sind. Mit der Zeit sollten wir vielleicht auch wieder eine Spionageabwehr haben, heute haben wir keine mehr. Die Kantone weigern sich, diesbezüglich noch etwas zu tun. Im Bereiche der Terrorismusabwehr wird oft nur noch etwas unternommen, wenn die Kantonsregierungen die Aufträge der Bundesanwaltschaft sanktionieren.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Thür: Herr Steinegger hat behauptet, der Antrag der grünen Fraktion enthalte eine Erweiterung beziehungsweise Verewigung des Auftrages der Puk. Ein solcher Antrag sei formell unzulässig. Die Freisinnige Partei sei gegen diesen Antrag, weil man keine Dauer-Puk wolle.
Ich bitte Sie, zur Kenntnis zu nehmen, wie unser Antrag formuliert ist: Gestützt auf Artikel 65 Absatz 3 GRN wird verlangt, dass die Kommission die auf Seite 4 des Berichts genannten Aktionen der Bundesanwaltschaft im Detail untersucht und der Bundesversammlung ergänzend Bericht erstattet.
Diese Formulierung entspricht genau dem Auftrag der bisherigen Puk. Ich bitte Sie, das vor der Abstimmung zur Kenntnis zu nehmen und nicht davon auszugehen, dass wir einen formell unzulässigen Antrag gestellt hätten.

Bundespräsident **Koller:** Zunächst weise ich im Namen des Bundesrates in aller Entschiedenheit die Vorwürfe zurück, wonach der Bundesrat die Arbeit der Parlamentarischen Untersuchungskommission behindert habe. Wir haben während diesem Jahr genügend Tatbeweise für unseren Kooperationswillen erbracht. Ich möchte nur einige wenige nennen:
In bezug auf die Entbindung von der Amtsverschwiegenheit sind wir der Puk weit mehr entgegengekommen, als es der geltende Artikel 61 Absatz 4 des Geschäftsverkehrsgesetzes verlangt hätte. Wir haben das ganz bewusst getan, um die Arbeiten der Parlamentarischen Untersuchungskommission zu erleichtern. Als wir im Februar dieses Jahres auf die neuen Karteien gestossen sind, habe ich sie sofort durch den Ombudsmann zuhanden der Puk sicherstellen lassen. Im übrigen steht eindeutig fest – Herr Nationalrat Günter, da können Sie einfach nicht gutgläubig sein, wenn Sie uns vorwerfen, der Bundesrat hätte den Deckel darauf halten wollen –, dass ich mit der Parlamentarischen Untersuchungskommission in bezug auf die Herausgabe der Akten dieser nachrichtendienstlichen Operationen überhaupt nur über die Modalitäten diskutiert habe und es von Anfang an vollständig klar war, dass ich ihr Zugang zu allen Akten verschaffen wollte.
Etwas ist mir freilich im Rahmen dieser Diskussion heute abend klar geworden: Wenn man keinen präventiven Staatsschutz mehr will, wenn man will, dass dieser präventive Staatsschutz – auf gut deutsch – vor die Hunde geht, vollständig funktionsunfähig wird, dann kann man das Verhalten des Bundesrates als Behinderung empfinden – aber wirklich nur dann.
Der Bundesrat hat in Verantwortung um die Funktionsfähigkeit dieses leider etwas lädierten Staatsschutzes unseres Landes gehandelt. Der Bundesrat ist überzeugt, dass das seine Pflicht war und seine Pflicht bleibt. Ich nenne Ihnen aus der jüngsten Zeit die Beispiele des Attentats auf einen iranischen Oppositionellen in Coppet im Waadtland oder die Ueberführung eines Diplomaten, der auf frischer Tat bei einer Wirtschaftsspionage ertappt wurde.
Sie alle, die da gegen den Staatsschutz wettern: Wollen Sie denn wirklich, dass unser Land zu einem Freiraum für Terroristen und Spionageleute wird? Im übrigen muss ich sagen: Eine solche Haltung hat auch gar nichts mit internationaler Solidarität zu tun. Sie wissen, dass gerade im Zeitpunkt des Zusammenschlusses in Europa auch die EG-Staaten sich sehr um die Sicherheit im einheitlichen Binnenmarkt bemüssigen. Gerade auch den Sprechern der Sozialdemokratischen Partei gegenüber möchte ich sagen: Wenn Sie die Staaten anschauen, die heute von Sozialdemokraten geleitet werden, dann wird klar: Alle kommen nicht um einen wohlverstandenen präventiven Staatsschutz herum. Sie wollen nun diesbezüglich in diesem sich einigenden Europa in der Schweiz eine Insel, einen Freiraum schaffen. Ich muss Ihnen ehrlich sagen: Dafür fehlt mir und dem Bundesrat jedes Verständnis.
Damit komme ich zum zweiten Problem, zur Frage der Rechtsverletzungen, auf die die Parlamentarische Untersuchungskommission im Gebiete der Informationsbeschaffung gestossen ist. Ich möchte auch hier nochmals wiederholen, dass es einfach nicht angeht, Herr Nationalrat Bodenmann, hier bereits von klaren Rechtsverletzungen zu sprechen. Dem steht die Unschuldsvermutung entgegen. Ich habe Ihnen erklärt, dass der Bundesrat – und ich bin der Parlamentarischen Untersuchungskommission dankbar für die Hinweise – diese Fragen in aller Offenheit und mit vollständiger Transparenz abgeklärt haben will. Deshalb hat der Bundesrat ja auch sofort nach Erhalt des Berichtes Ihrer Kommission den Grundsatzentscheid gefasst, sofort wieder einen besonderen Stellvertreter des Bundesanwaltes einzusetzen, und wir hoffen, dass wir das demnächst auch tun können. Damit sind aber wirklich alle justizmässigen Garantien erfüllt, dass diese Hinweise auf allfällige Rechtsverletzungen in diesen Bereichen auch in aller Gründlichkeit abgeklärt werden.
Aber das ist jetzt wirklich eine Justizaufgabe und keine Aufgabe einer parlamentarischen Kommission mehr. Hier geht es ja u. a. auch um die Untersuchung, ob strafrechtlich relevantes Verhalten vorliegt, und das kann man mit den nötigen Rechtsschutzgarantien nur in einem Justizverfahren abklären. Es käme lediglich zu unerfreulichen Kollisionen, wenn auf diesem Gebiet die Parlamentarische Untersuchungskommission ihre Arbeit weiterführen würde, wenn gleichzeitig dieser besondere Vertreter des Bundesanwaltes die Untersuchungen aufgenommen hat.
Aus diesem Grunde empfiehlt Ihnen der Bundesrat, die Anträge auf Weiterarbeit der Puk abzuweisen, abzuweisen auch in bezug auf die weiteren Operationen. Ich kann Sie versichern, Herr Nationalrat Bodenmann, dass ich dem neuen Bundesanwalt sofort den Auftrag erteilt habe, auch diese anderen Operationen zu analysieren und mir zu berichten. Ich kann nur hoffen – und ich habe das schon mehrmals gesagt –, dass das Parlament möglichst rasch diese vom Bundesrat so sehr erwünschte Sicherheitsdelegation tatsächlich nun beschliesst, damit wir auch dieser Sicherheitsdelegation vollständige Transparenz gewähren können. Aber das ist doch kein Grund, um hier eine Dauer-Puk einzusetzen. Ich habe in meiner ersten Stellungnahme ausführlich die staatsrechtlichen und staatspolitischen Gründe genannt, die gegen eine solche Dauer-Puk sprechen.
Ich gehe jetzt noch auf einige Einzelfragen ein.
Wenn Frau Bär sagt, die Daten von Schweizern würden skrupellos an ausländische Dienste weitergegeben, so wissen Sie doch auch als Mitglied der Parlamentarischen Untersu-

chungskommission, dass wir auch auf diesem Gebiete Vorschriften haben, nämlich die Vorschriften über die Erteilung von Auskünften des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft an ausländische Amtsstellen vom 29. April 1958.
Eine andere Frage betraf die Aufdeckung des Falles Wolf/Kälin. Hier kann ich Ihnen sagen, dass nach meinem Wissensstand die Aufklärung dieses sehr bedeutenden Spionagefalles tatsächlich aufgrund der genannten Telegrammkontrolle erfolgte. Damit ist über die Legalität dieser Operation selbstverständlich noch nichts gesagt. Aber das ist der Stand meines Wissens.
Herr Nationalrat Günter, im Fall Pulver kann ich Sie versichern, dass keine illegale Telefonabhörung vorliegt, sondern dass diese Meldung auf einem anderen Wege erfolgte und dass wir die Durchsetzung der Negativliste auch im internationalen Bereich aufgrund dieses Falles sofort sichergestellt haben.
Herr Leuenberger-Solothurn hat die Frage der Mikrofilme aufgeworfen. Es bestehen zwei Mikrofilme mit dem Stand 1980. Einer ist beim Ombudsmann, der andere in einem Banktresor, und der Schlüssel zu diesem Banktresor ist heute auch in der Obhut des Ombudsmannes. Selbstverständlich werden anlässlich der Vernichtung der Fichen auch diese Mikrofilme vernichtet werden.
Herr Leuenberger-Solothurn, ich habe etwas nicht verstanden. Auch ich habe durchaus Sympathie für Sie, von Mensch zu Mensch. Aber ich habe nicht verstanden, dass Sie mir vorwerfen, ich täte nichts zur Aufarbeitung des Staatsschutzes seit dem Zweiten Weltkrieg. Es ist in meiner Stellung schon schwierig. Von anderer Seite bin ich kritisiert worden, dass ich dieses Wissenschaftergremium eingesetzt habe. Das sei die typische Reaktion eines ehemaligen Professors. Da kann man doch nicht hingehen und mir auch noch vorwerfen, ich täte überhaupt nichts zur Aufarbeitung des Staatsschutzes und der Mentalität, die seit dem Zweiten Weltkrieg bis heute dahinterstand. Ich habe dieses Gremium dem Bundesrat ganz bewusst vorgeschlagen, und der Bundesrat ist mir gefolgt. Ich hoffe, dass dieses Wissenschaftergremium, das sich aus einem Historiker, einem Politologen und einem Juristen zusammensetzt, uns möglichst bald – ich hoffe bis Ende Jahr – einen Bericht unterbreitet.
Ich habe, ehrlich gesagt, grosse Mühe mit Ihrer Kampfansage an dieses von mir angekündigte Staatsschutzgesetz. Natürlich darf das nicht die einzige Massnahme bleiben. Aber eine derartige Verweigerungshaltung, wie Sie sie zum Ausdruck gebracht haben, ist nur dann möglich, wenn man überhaupt keinen Staatsschutz mehr will, denn sonst geht das nicht auf. Jedermann, der von der Notwendigkeit eines wohlverstandenen Staatsschutzes überzeugt ist, muss alles Interesse haben – gerade nach den Erfahrungen, die wir gemacht haben –, dass ein solcher Staatsschutz gesetzlich geregelt und damit eingeschränkt wird. Das ist die Aufgabe dieses kommenden Staatsschutzgesetzes.
Hier möchte ich auch eingehen auf die Vorwürfe von Nationalrat Rechsteiner, an dessen Stil wir uns ja nachgerade gewöhnt haben. Aber auch Sie verstehe ich nicht! Sie werfen mir vor, ich würde die Rechtsgrundlagen für den Staatsschutz nun verteidigen. Ich habe mich im Ständerat eingehend zu dieser Frage geäussert, und ich bin in Uebereinstimmung mit der herrschenden Lehrmeinung. Ich habe mehrere Staatsrechtsprofessoren deswegen auch konsultiert, und man hat mir bestätigt, dass wir mit den bestehenden Verfassungsaufträgen, mit der polizeilichen Generalklausel und vor allem mit Artikel 17 des Bundesstrafprozesses eine ausreichende gesetzliche Grundlage für den Staatsschutz haben. Natürlich gebe ich immer zu, dass man diese Gesetzgebung heute anders, eingehender machen würde, und ich will das mit dem kommenden Staatsschutzgesetz auch tun. Aber solche sanierungsbedürftige Rechtsgrundlagen haben wir auch auf anderen Gebieten. Es geht doch nicht an, solche Gesetze, die vierzig Jahre alt und älter sind, plötzlich aus einem irgendwie gearteten neuen Rechtsverständnis heraus als null und nichtig zu behandeln!
Herrn Nationalrat Braunschweig kann ich versichern, dass die Fotopasskontrollen auf meine Anweisung hin Mitte Februar eingestellt worden sind. Und was die Fragen betreffend den Delegierten für das Flüchtlingswesen anbelangt, darf ich den Ergänzungsbericht der Puk auf Seite 37 zitieren: «Es ist schliesslich klar, dass es zur Bekämpfung des internationalen Terrorismus gelegentlich unerlässlich sein kann, gewisse polizeiliche Abklärungen über Asylbewerber auch im Ausland zu tätigen.» Selbstverständlich muss das unter Beachtung der nötigen Kautelen erfolgen. Es ist mir jedenfalls kein konkreter Fall namhaft gemacht worden, wo wir diese Prinzipien nicht eingehalten hätten.
Damit komme ich zum letzten Problemkreis: zur Führung duch den Bundesrat. Ich habe nie behauptet, dass der Bundesrat in jenen kritischen Tagen immer optimal geführt hat! Ich habe heute aber auch nicht viel Konkretes gehört, was wir anders hätten machen sollen. Die Führung war – das müssen Sie uns wohl zugestehen – besonders schwierig, weil auch der Bundesrat immer wieder durch neue Fakten überrascht wurde. Des weiteren: Wenn man uns vorwirft, wir hätten die Tragweite der Fehler und Missstände nicht rechtzeitig erkannt, so möchte ich Sie doch bitten, zu beachten, dass das auch eminent viel damit zu tun hat, dass diese Untersuchung durch eine parlamentarische Kommission und nicht durch den Bundesrat geführt worden ist. Denn selbstverständlich kennt das Organ, das die Untersuchungen führt, die Fehler und Missstände viel besser als dasjenige Organ, das einen zwar guten, aber doch nur einen schriftlichen Bericht erhält. Was beispielsweise im Bereich der Fichierungen passiert war, konnte der Bundesrat im letzten Dezember noch nicht wissen. Ich gebe ehrlich zu: Erst als ich dann selber eine zunehmende Zahl von solchen Fichen gesehen habe, ist mir die ganze Tragweite dieses Missstandes voll bewusst geworden. Hierin liegt der einzige Grund, weshalb wir nach Ihrer Meinung nicht ganz zeitgerecht gehandelt haben.
Herrn Reichling gegenüber gebe ich gerne zu – ich habe das in meinem ersten Votum bereits gesagt –, dass im Bereiche dieser Karteien tatsächlich eine Unordnung geherrscht hat. Wir werden alles daransetzen, dass das berichtigt wird.
Ich glaube, auch zwischen den Staatsorganen sollten wir meiner Meinung nach aufhören, uns gegenseitig den Schwarzen Peter zuzuspielen. Wir haben nur dann eine Chance, diese Fehler und Missstände rechtzeitig zu überwinden, wenn wir nun gemeinsam und konstruktiv an die nötigen Reformen herangehen.
Herr Jeanneret hat mich in diesem Zusammenhang zu einer stärkeren Unterstützung meiner Beamten aufgefordert. Herr Jeanneret, ich darf Ihnen zusichern, dass ich während der ganzen Zeit die positiven Leistungen des Staatsschutzes bei jeder Gelegenheit betont habe: die positiven Leistungen – die ja auch die Puk anerkannt hat – im Bereich der Terrorismusbekämpfung und der Spionageabwehr. Ich habe meine Beamten auch stets in Schutz genommen gegen total unverhältnismässige Angriffe in Form der unsinnigen Vergleiche mit Stasi und Securitate. Aber, Herr Jeanneret, ich konnte natürlich auch nicht so tun, als ob keine Fehler passiert wären. Deshalb musste ich dort, wo Fehler passiert waren, auch öffentlich Kritik üben. Dabei habe ich immer – das möchte ich auch hier wiederholen – auch den Bundesrat selber von der Verantwortung nicht ausgenommen und nicht etwa die ganze Verantwortung untergeordneten Beamten zugeschoben.
Ich bin nach wie vor überzeugt, dass wir dieses schwierige Problem weder durch Beschönigung noch durch eine Abrechnung mit der Vergangenheit lösen können, sondern nur durch eine realistische Auseinandersetzung mit ihr und durch einen stufenweisen, konkreten Neuaufbau. Ich bin den Kantonen, Herr Jeanneret, sehr dankbar für alles, was sie auf dem Gebiete des Staatsschutzes bereits geleistet haben. Aber Sie wissen, dass heute auch die Kantone stark verunsichert sind und dass die Zusammenarbeit in diesem wichtigen Bereich des Staatsschutzes zurzeit leider nicht optimal ist. Wir hoffen, dass wir durch die bald zu beschliessende Positivliste auch auf diesem Gebiet wieder neue Sicherheit gewinnen. Im übrigen wird es auch Aufgabe des Staatsschutzgesetzes sein, die Zusammenarbeit zwischen Bund und Kantonen noch besser und konkreter zu regeln.
Frau Bär hat einen Massnahmenplan des Bundesrates vermisst. Ich habe ihn heute im Detail in meinem ersten Votum dargelegt, und ich glaube, dieser Plan zeigt auch, dass wir uns

bemüht haben, mit dem sofortigen Erlass der Negativliste zeitgerecht zu handeln. Ich möchte aber auch hier betonen: Ein neuer, ein reformierter Staatsschutz kann nun einmal nicht aus dem Aermel geschüttelt werden. Es braucht hier – das zeigen auch negative Erfahrungen aus dem Jahre 1958 nach dem Fall Dubois – gründliche und systematische Arbeit, um tatsächlich einen wohlberechtigten neuen Staatsschutz zu fundieren.
Schliesslich noch zur Ficheneinsicht:
Erstens möchte ich auch hier betonen, dass wir allen Grund haben, dem neuen Sonderbeauftragten, Herrn alt Regierungsrat Gut, dankbar zu sein, dass er so viel Bürgersinn aufgebracht und sich für diesen so exponierten Posten zur Verfügung gestellt hat. Sie wissen haargenau, dass ich bei anderen diese Disponibilität leider nicht gefunden habe.
Hier liegt auch ein quantitatives Problem vor. Wir haben nun einmal diese 320 000 Gesuche. Es war nötig, die organisatorischen Vorarbeiten zu treffen. Die sind jetzt wohl im Gang, und die Bestätigungen sind auch bereits erledigt. Ab nächster Woche werden die ersten Fotokopien der Fichen an die Bürger versandt, welche ihr Einsichtsgesuch zuerst gestellt haben.
Ich möchte Sie noch einmal aufrufen: Beim Aufbau eines neuen, verbesserten Staatsschutzes dürfen wir die Fehler der Vergangenheit nicht wiederholen. Wir brauchen demokratische Toleranz von allen Seiten; dann wird uns dieses Unterfangen gelingen. Sonst haben jene, die zu dieser Kooperation nicht bereit sind, die Verantwortung zu tragen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Früh: Herr Bundespräsident Koller musste sich nun ein zweites Mal gegen die Unterstellung der Behinderung der Puk-Arbeit wehren.
Puk-Präsident Moritz Leuenberger zierte sich in vornehmem Schweigen. Damit Sie nicht mit Rede und Widerrede nach Hause gehen müssen, möchte ich, dass Klarheit herrscht. Ich bitte den Puk-Präsidenten um Auskunft, ob er in seiner Arbeit behindert wurde oder nicht.

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Ich nehme zunächst dort Stellung, wo die Arbeit der Puk 1 direkt aus dem Rat angesprochen wurde.
Herr Früh hat in seinem ersten Referat kritisiert, dass die Puk die Haltung des Parlamentes nicht überprüft habe. Ich muss das richtigstellen: Wir haben in unserem ersten Bericht ausführlich dazu Stellung genommen, und wir haben auch im Ergänzungsbericht ausdrücklich geschrieben, dass die parlamentarische Kontrolle versagt hat. Die Kritik betrifft uns also alle. Wir haben deswegen ja auch eine parlamentarische Initiative eingereicht, die Sie gutgeheissen haben und welche verlangt, dass die Geschäftsprüfungskommission mehr Rechte haben muss, als sie bis jetzt hatte.
Herr Cevey und andere haben darauf hingewiesen, man müsse die Aktion Telegramm und die Postverkehrskontrolle im Zeichen der damaligen Zeitverhältnisse sehen. Damals sei die Bedrohung der Schweiz durch Spionage und – wie sich jetzt durch die Aufdeckung von bundesrepublikanischen Terroristen in der DDR zeige – durch Terrorismus eine ganz andere gewesen. Das ist richtig. Richtig ist auch, dass unser Staat auch heute noch bedroht ist. Wir haben das im ersten Bericht ausdrücklich gesagt. Denken Sie an den internationalen Drogenhandel: Auch er ist eine Bedrohung des Staates.
Was wir aber unmissverständlich klarstellen wollen: Diese Bedrohung, und sei sie noch so gewaltig, legitimiert nicht ein illegales Vorgehen. Es kann nicht angehen, dass flächendeckend Beweisaufnahmen gemacht werden, denn das bedeutet einen unverhältnismässigen Eingriff in die Privatsphäre unbescholtener Bürgerinnen und Bürger. Wenn man das macht, illegal und ohne gesetzliche Grundlage, läuft man Gefahr, sich einem totalitären Staat zu nähern. Ein Rechtsstaat, der Eingriffe in die Persönlichkeitssphäre seiner Bürgerinnen und Bürger nur dann zulässt, wenn ein konkreter Verdacht auf Gesetzesverletzung besteht, mag – unter polizeilichem Aspekt – unsicherer sein als ein totalitärer Staat. Das ist die Unsicherheit eines Rechtsstaates. Aber dieses Bekenntnis zum Rechtsstaat haben wir abgelegt, und wir legen Wert auf die Feststellung, dass es eingehalten werden muss.
Zu Herrn Bundespräsident Koller: Er hat im ersten Referat gesagt, wir hätten alt Bundesanwalt Walder vielleicht auch anhören müssen: *et audiatur altera pars*. Namens der gesamten Puk, die durch den Vorwurf der Verweigerung des rechtlichen Gehörs betroffen ist, möchte ich hier erklären: Wir haben die Aktion Telegramm kontrolliert und die Akten kommen lassen. In diesen Akten war nicht der geringste Hinweis auf den Fall Wolf, der in der «NZZ» ausgebreitet wurde.
Wir haben in der Folge denn auch Bundesanwalt Gerber kritisiert, der sagte, die Aktion sei schon vor seiner Amtszeit durchgeführt worden. Er hat sie aber offenbar nicht auf die gesetzliche Grundlage überprüft und behauptet nicht einmal, dass während dieser zehn Jahre irgendein Erfolg stattgefunden habe. Wir mussten alt Bundesanwalt Walder nicht anhören. Die Puk ist sich da völlig einig.
Ich habe noch während dieser Session, nachdem dieser Artikel in der «NZZ» erschienen war, sofort das Dossier Wolf kommen lassen. Auch dort findet sich kein Hinweis auf ein gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren der Aktion Telegramm. Was ich auch sagen muss: Ich hege höchste Zweifel gegenüber der Behauptung, das Ehepaar Wolf sei wegen der Aktion Telegramm erwischt worden. Mittels dieser Aktion wurde nachträglich verifiziert, aber im Schlussbericht nimmt die Bundesanwaltschaft ausdrücklich auf «eine Quelle» Bezug, die sie aus Sicherheitsgründen nicht nennt; also nichts von der Aktion Telegramm! Darum habe ich mindestens meine Zweifel, ob dieser eine Erfolg tatsächlich auf die Aktion zurückzuführen ist.
Aber wie gesagt: Selbst wenn er es wäre, rechtfertigte dies nicht, dass gegen so viele Schweizerinnen und Schweizer systematisch während so langer Zeit vorgegangen worden ist.
Ich habe es an der Pressekonferenz und in aller Oeffentlichkeit mehrmals betont: Als uns der Bundesrat die Akten zögerlich herausgab, machte er von einem Recht Gebrauch. Dieses Recht ist im Geschäftsverkehrsgesetz verbrieft. Ich habe zu diesem Vorwurf überhaupt nicht geschwiegen, sondern den Bundesrat in Schutz genommen. Ich halte aber auch fest: Die Puk hätte es begrüsst, wenn von Anfang an nicht diese Ueberängstlichkeit uns gegenüber vorhanden gewesen wäre.
Zum Antrag Thür/SP-Fraktion: Die Puk hat den Auftrag erhalten, Verantwortlichkeiten festzustellen, zu untersuchen, Reorganisationsvorschläge zu unterbreiten und einen Bericht zu erstatten. Sie hat diesen Bericht erstattet; Sie nehmen davon Kenntnis. Sie hat zwar nur Stichproben gemacht, aber diese haben für Reorganisationsvorschläge und generelle Aussagen genügt. Die Puk vertritt die Meinung, dass ihre Arbeit hiermit abgeschlossen ist.
Sie hat allerdings – und das ist festzuhalten – als einen Reorganisationsvorschlag die parlamentarische Initiative überweisen lassen, wonach die Geschäftsprüfungskommission mindestens das Recht haben soll, auch gegen den Willen des Bundesrates sämtliche Dossiers einzusehen. Dabei ist die GPK natürlich an die Schweigepflicht gebunden.
Diese Initiative haben wir zwar im Dezember 1989 überwiesen. Heute erfahre ich aber, dass die erste materielle Beschäftigung der nationalrätlichen Kommission mit dieser Vorlage erst 1991 erfolgen kann. Das ist die unerträgliche Langsamkeit parlamentarischen Seins! Man verzweifelt manchmal daran; es wäre mir lieber, die GPK könnte schon jetzt von diesem Recht Gebrauch machen.
Der Bundesrat hätte aber auch die Möglichkeit zu erklären, bei den Nachfolgearbeiten der GPK gebe er die Dossiers so heraus, wie er es auch gegenüber der Puk getan habe. Dann wäre wenigstens die Kontinuität in der parlamentarischen Oberaufsicht und Kontrolle gewährt.
Etwas anderes muss ich bei dieser Gelegenheit auch sagen: Wir haben jetzt zwei Operationen angeschaut. Beide warfen grösste Fragezeichen auf. Es ist wahrscheinlich, dass auch bei anderen Operationen illegale Handlungen vorgekommen sind, und es läge natürlich auch in der Kompetenz des Bundesrates, jetzt, wo es keine Puk mehr gibt, in eigener Kompetenz weiter zu untersuchen.

Die Meinung der Puk jedenfalls ist es, dass ihre Arbeit abgeschlossen ist. Wir werden noch einige Akteneinsichtsgesuche behandeln, z. B. diejenigen des ausserordentlichen Bundesanwalts oder jener Historikergruppe.
Ich selbst werde noch etwas Letztes machen: Ich habe aus der Bevölkerung zahlreiche Briefe und Hinweise erhalten, wo der dritte Mikrofilm versteckt sein könnte. Es wurden mir viele genaue Ortsangaben in den Bergen gemacht. So werde ich meine Sommerferien wandernd in der Schweiz verbringen, und wenn ich fündig werde, werde ich Sie gerne orientieren. *(Heiterkeit)*

M. **Guinand,** rapporteur: Je n'entends pas allonger à la fin de ce débat. Le président de la commission a dit l'essentiel. J'ajouterai quelques mots en français pour que les choses soient bien claires.
A M. Früh qui a posé la question de savoir si notre commission avait été entravée dans ses travaux, je réponds que tel ne fut pas le cas. Le Conseil fédéral a fait valoir les droits que la loi lui reconnaît à l'égard de certains documents. Nous avons simplement regretté que, compte tenu du fait que nous étions pressés par le temps, nous ayons dû nous attarder à discuter avec le Conseil fédéral de l'exercice de ce droit.
Monsieur le Président de la Confédération, vous avez reproché à la commission de ne pas avoir entendu l'ancien procureur général Walder. Comme l'a relevé le président, je ne pense pas que nous avions cette obligation. Notre commission ne devait pas enquêter à charge et à décharge, mais sur des faits objectifs.
Je constate que, dans le rapport complémentaire, nous ne faisons aucun reproche personnel, alors que nous en avons adressés dans le rapport principal à des personnes que nous avons d'ailleurs entendues, comme la loi le prévoyait. Il est par conséquent faux d'affirmer que le rapport complémentaire comporte un jugement personnel qui pourrait porter atteinte aux personnes elles-mêmes. Il est vrai que le rapport complémentaire porte un jugement de valeur sur une situation, un esprit, des méthodes, mais il ne faut pas le considérer comme un jugement d'ordre personnel.
Monsieur le Président de la Confédération, je voudrais dire deux mots sur votre remarque selon laquelle la commission d'enquête portait atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. Personnellement, je ne pense pas qu'il y ait atteinte à la séparation des pouvoirs au sens strict du terme, à savoir que le Parlement exerce un pouvoir législatif et le gouvernement un pouvoir exécutif. Il y a en revanche, dans les travaux d'une commission d'enquête parlementaire, une certaine immixtion dans le pouvoir de contrôle, puisque ce dernier est partagé entre le Conseil fédéral, qui est un premier pouvoir de contrôle sur l'administration, et le Parlement qui a un pouvoir de haute surveillance et de contrôle. Cette immixtion du pouvoir de contrôle du Parlement dans celui du Conseil fédéral était, en l'occurrence, justifiée par les événements qui ont conduit à la création de la commission d'enquête prévue justement par la loi.
Cela m'amène à prendre position sur les propositions qui nous sont formulées. Je constate d'abord que la commission ne s'est pas prononcée à ce sujet, mais que ses membres ont considéré, lors de leur dernière séance, que le travail de la Commission d'enquête parlementaire était achevé par le dépôt du rapport complémentaire.
M. Petitpierre a relevé tout à l'heure qu'il ne fallait pas mélanger les rôles. Il faut suivre cette recommandation. Il n'est plus temps, aujourd'hui, d'enquêter, c'était le rôle de la commission d'enquête. Il est temps d'agir, c'est le rôle du Conseil fédéral, et de faire fonctionner le contrôle parlementaire normal, mais, comme nous l'avons souhaité, renforcé par la mise en oeuvre de l'initiative parlementaire que nous avons déposée.
C'est la raison pour laquelle, en tout cas à titre personnel, nous considérons qu'il y a lieu de rejeter les deux propositions qui nous sont soumises. La proposition du groupe écologiste, qui est fondée certes – et je donne raison dans ce sens à M. Thür – sur l'article 65 du règlement, me paraît trouver une réponse dans le cadre du contrôle normal de la gestion et des travaux de la Commission de gestion qui sera renforcée, nous l'espérons, dans les plus brefs délais. La proposition du groupe socialiste qui étend le mandat de la commission devrait, comme l'a dit M. Steinegger, conduire à une modification de l'arrêté et obtenir l'accord du Conseil des Etats. En l'occurrence, il ne s'agit pas de faire du juridisme. Si la proposition du groupe socialiste devait être acceptée, elle devrait alors être considérée comme une motion adressée au Bureau qui devrait modifier l'arrêté, nous le soumettre, puis le soumettre au Conseil des Etats.
Encore une fois, nous pensons que la Commission d'enquête parlementaire a accompli sa mission, qu'il appartient maintenant au Conseil fédéral de mettre en oeuvre ces propositions et au Parlement de veiller à ce que ce soit effectivement le cas.

Bundespräsident **Koller:** Ich bin der Meinung, dass man auch zu dieser späten Stunde mögliche Missverständnisse in den Beziehungen zwischen den Gewalten nicht im Raum stehenlassen sollte. Ich möchte daher festhalten, dass ich der Parlamentarischen Untersuchungskommission nicht eine Pflichtverletzung vorgeworfen habe, dass sie Herrn Walder nicht angehört hätte. Ich habe ausdrücklich gesagt, ich hätte diese Darstellung des Gesichtspunktes von Herrn Walder im Sinne eines *audiatur et altera pars* gegeben. Das möchte ich doch noch klargestellt haben.

Reichling: Aufgrund der Anträge der Untersuchungskommission haben Sie der parlamentarischen Initiative für eine Delegation der beiden Geschäftsprüfungskommissionen zugestimmt. Offenbar haben die beiden Ratspräsidenten die Priorität dem Ständerat gegeben. Die Kommission hat bis jetzt eine Sitzung abgehalten, beabsichtigt im August und Oktober weitere Sitzungen abzuhalten, um im Dezember das Geschäft vor den Ständerat zu bringen.
Ich möchte hier unseren Ratspräsidenten ganz dringlich ersuchen, darauf einzuwirken, dass der Ständerat im September den Text für diese Initiative verabschiedet. Es scheint mir unverantwortlich zu sein, für diese geringfügige gesetzliche Aenderung soviel Zeit aufzuwenden.

Le président: J'ai pris note, Monsieur l'ancien président du Conseil national, de votre désir et nous tâcherons d'en faire un ordre.
Le vote à l'appel nominal ayant été retiré, nous voterons d'une façon tout à fait conventionnelle. Dans un premier temps, nous opposerons la proposition du groupe socialiste à celle du groupe des écologistes. La proposition qui l'emportera sera ensuite opposée à celle de la commission et du Conseil fédéral qui vous demande de refuser toute proposition prolongeant son mandat.

Thür: Ich bin der Meinung, dass sich diese beiden Anträge nicht konkurrenzieren und separat – jeder für sich – zur Abstimmung gebracht werden müssen.

Le président: Nous avons une autre proposition puisqu'elle émane du porte-parole du groupe écologiste. Nous voterons sur chacune des deux propositions séparément.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	94 Stimmen
Für den Antrag der grünen Fraktion	43 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	98 Stimmen
Für den Antrag der sozialdemokratischen Fraktion	44 Stimmen

Le président: Vous avez ainsi pris acte du rapport complémentaire de la Commission d'enquête parlementaire.

Schluss der Sitzung um 21.30 Uhr
La séance est levée à 21 h 30

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Nationalrat – Conseil national

1990 Frühjahrssession – 12. Tagung der 43. Amtsdauer
Session de printemps – 12e session de la 43e législature

Erste Sitzung – Première séance

Montag, 5. März 1990, Nachmittag
Lundi 5 mars 1990, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

Le président: Mesdames, Messieurs, chers collègues, j'ai le plaisir d'ouvrir la première séance de notre session ordinaire de printemps 1990.
Je salue tout particulièrement le retour de notre secrétaire général, M. Sauvant, que nous avons plaisir à voir de nouveau en pleine santé, et je tiens à remercier ceux qui, jusqu'à présent, l'ont suppléé. Je lui souhaite un complet et très rapide rétablissement. *(Applaudissements)*

Wahlprüfung und Vereidigung
Vérification des pouvoirs et prestation de serment

Nussbaumer, Berichterstatter: Das Büro hat die Wahl von Herrn Niklaus Kuhn, geboren 1934, selbständiger Architekt, von Oberuzwil und Zürich, in Langnau am Albis, geprüft. Herr Kuhn ersetzt unseren früheren Kollegen Hans Oester. Auf der Liste der Evangelischen Volkspartei war Herr Kuhn erster Ersatz. Der Regierungsrat des Kantons Zürich hat ihn mit Beschluss vom 10. Januar 1990 als gewählt erklärt. Der Beschluss wurde im Amtsblatt des Kantons Zürich veröffentlicht. Das Büro hat festgestellt, dass bei Herrn Kuhn keine Unvereinbarkeit mit dem Nationalratsmandat besteht. Es beantragt Ihnen einstimmig, die Wahl zu validieren.

Le président: Le Bureau vous propose de valider l'élection de M. Kuhn. Aucune autre proposition n'est faite; il en est ainsi décidé.

Herr Kuhn wird vereidigt
M. Kuhn prête serment

Le président: Je vous souhaite, Monsieur le nouveau parlementaire, une activité très fructueuse au sein de notre conseil.

Persönliche Vorstösse in Zusammenhang mit dem Puk-Bericht (89.006)
Interventions personnelles relevant du rapport de la CEP (89.006)

Ordnungsantrag der sozialdemokratischen Fraktion
Die Diskussion der Geschäfte im Zusammenhang mit dem Puk-Bericht sei nicht zu organisieren.

Ordnungsantrag der grünen Fraktion
Auf eine organisierte Debatte ist zu verzichten.

Ordnungsantrag Leutenegger Oberholzer
Auf eine organisierte Debatte ist zu verzichten und eine freie Debatte zu gewährleisten.

Motion d'ordre du groupe socialiste
Renoncer à organiser le débat.

Motion d'ordre du groupe écologiste
Renoncer à organiser le débat.

Motion d'ordre Leutenegger Oberholzer
Renoncer à organiser le débat.

Le président: La Conférence des présidents de groupe avait proposé l'organisation des débats. Après réexamen de la situation, la conférence propose d'avoir une libre discussion. La liste des orateurs vous a été distribuée. Je vous propose de la maintenir telle quelle et vous précise que pour le débat d'introduction nous en restons aux porte-parole des groupes qui se limiteront à dix minutes. Les orateurs non inscrits, qui désirent s'exprimer à titre individuel, viendront s'inscrire en précisant à quel chapitre ils désirent intervenir. Leur temps de parole est de cinq minutes.
En outre, vous trouvez sur votre table la décision du bureau concernant les motions qui demandent l'institution d'une nouvelle commission d'enquête sur la gestion du Département militaire fédéral. Le Bureau a adopté le texte de ces réponses le 8 février. Depuis lors, la situation s'est considérablement modifiée, ces réponses sont ainsi dépassées. Le Bureau propose d'accepter les motions du groupe écologiste et du groupe socialiste, dans la mesure où elles demandent l'institution d'une nouvelle commission d'enquête. Le Bureau se réserve de proposer un arrêté définissant le mandat de cette commission. Nous proposons que le point 3 de la liste soit traité en liaison avec l'arrêté instituant la nouvelle commission, c'est-à-dire lors de la séance du jeudi 8 mars.

Enfin, le Conseil fédéral entend faire, par la voix du président de la Confédération, une déclaration liminaire.

Zustimmung – Adhésion

Bundespräsident **Koller:** Die Demokratie lebt von Transparenz, Offenheit und Dialogbereitschaft. Damit sie sich voll entfalten kann, braucht die Demokratie politische Auseinandersetzungen, Respekt vor Andersdenkenden, Berücksichtigung der Minderheiten, mit einem Wort: Toleranz. Unser Staat bekennt sich zur Demokratie. Er lebt sie laufend, und zu seinen Aufgaben gehört es, sie zu fördern. Auf diesem Hintergrund überrascht es nicht, dass die Missstände und Fehler, die im Bereiche des Staatsschutzes und der militärischen Abwehr in den letzten Monaten bekannt geworden sind, in der Bevölkerung grosse Betroffenheit und Enttäuschung verursacht haben, denn Tausende von Bürgerinnen und Bürgern sind zu Recht darüber empört, dass sie bei der Ausübung ihrer demokratischen Rechte überwacht, verdächtigt und registriert worden sind. Der Bundesrat versteht und teilt diese Betroffenheit.
Der Bundesrat weiss auch, dass in breiten Bevölkerungskreisen das Vertrauen in den Staat und in dessen Institutionen durch diese Vorkommnisse, aber auch durch Behauptungen und Beschuldigungen ins Wanken geraten ist. Der Bundesrat ist gewillt, durch Transparenz und zielstrebige Reformen dieses Vertrauen wieder zurückzugewinnen. Falls Bürgerinnen und Bürger durch widerrechtliche Tätigkeiten von Bundesorganen zu Schaden gekommen sind, sollen sie dafür entschädigt werden.
Neues Vertrauen ist unabdingbare Voraussetzung dafür, dass wir die auf uns zukommenden Aufgaben bewältigen können. Die Schweiz ist heute und in Zukunft stark gefordert durch die raschen politischen, wirtschaftlichen und sozialen Entwicklungen in der Welt, insbesondere durch den Umbruch in Europa. Nur eine Gesellschaft, die sich frei entfalten kann und die ihren Behörden Vertrauen entgegenbringt, ist solchen Herausforderungen gewachsen.
Auch Sie, meine Damen und Herren Parlamentarier, sind zur Mitwirkung aufgerufen, damit alle in diesem Staate vorhandenen Kräfte sich vertrauensvoll und mit neuem Elan wiederfinden, um gemeinsam die anstehenden Probleme zu lösen.
In diesem Sinne ist die heutige Lage auch als Chance zu verstehen. Gelingt es uns, gemeinsam die Fehler der Vergangenheit offen und ohne Beschönigung zu bewältigen, die Gründe zu analysieren, die zu diesen Missständen geführt haben und einen Neuaufbau in die Wege zu leiten, so wird es uns ebenso gelingen, eine neue Basis für die künftige Zusammenarbeit zu erarbeiten und damit die berechtigten Erwartungen unseres Volkes zu erfüllen. Der Bundesrat hat sich keineswegs mit Worten begnügt, sondern er hat bereits eine ganze Reihe von Massnahmen getroffen, welche dieses gemeinsame Bestreben ermöglichen sollen. Transparenz und Offenheit leiten sein Handeln.
Die seit 19. Januar 1990 gültigen Einschränkungen, die sogenannte Negativliste, garantieren, dass heute keine Daten mehr über die Ausübung demokratischer Rechte erfasst und gemeldet werden. Der Bundesrat hat sodann heute beschlossen, dass alle Akten des Polizeidienstes bei der Bundespolizei in die Obhut eines Sonderbeauftragten gegeben werden. Dieser scheidet die Akten aus, die nicht mehr benötigt werden. Dem Polizeidienst überlässt er zur weiteren Bearbeitung nur Akten über laufende oder abgeschlossene Verfahren sowie solche, deren letzter Eintrag in der Regel nicht älter als fünf Jahre ist und die voraussichtlich noch für die Terroristenbekämpfung, die Spionageabwehr, die Bekämpfung des gewalttätigen Extremismus und des organisierten Verbrechens benötigt werden. Damit haben die Bürgerinnen und Bürger die Gewähr, dass ihre Eintragungen von der Polizei nur noch in wirklich absolut notwendigen Fällen verwendet werden.
Neu entscheidet der Sonderbeauftragte anstelle der Bundesanwaltschaft über Gesuche um Einsichtnahme in die Staatsschutzakten. Denn mehr als 100 000 Bürgerinnen und Bürgern, welche bisher Einsicht in ihre Kartei verlangt haben, wird künftig eine Fotokopie ihrer Karte zugeschickt. Darauf sollen nur noch ganz wenige Angaben abgedeckt werden, wie beispielsweise über Sachbearbeiter und über ausländische Informationsquellen.
Der Bundesrat hat ferner entschieden, dass der Sonderbeauftragte Gesuchstellern in einer zweiten Phase nach Massgabe der gleichen Grundsätze wie bei den Karteikarten auch Einsicht in die Dossiers gewährt. Der vom Bundesrat für diese Fragen eingesetzte Ombudsmann, Herr alt Bundesgerichtspräsident Haefliger, erfüllt sein Mandat weiterhin und prüft auf Gesuch der Betroffenen, ob das Einsichtsverfahren korrekt durchgeführt wird.
Was die Einsichtnahme in die Dateien der militärischen Abwehr betrifft, wird ein ähnliches Verfahren wie im Falle der Bundespolizei zum Zuge kommen. Grundsätzlich sollen alle in der Kartei der Ura registrierten Bürger – insgesamt rund 5000 an der Zahl – vom EMD benachrichtigt werden. Auf ihren Wunsch wird ihnen eine Fotokopie ihrer Karte zugestellt, die hinsichtlich der Abdeckung genau gleich behandelt wird wie die Karten der Bundesanwaltschaft. Auch im EMD wird ein Sonderbeauftragter die Einsichtnahme überwachen. Schliesslich steht ebenfalls ein Ombudsmann für Vermittlungen zur Verfügung.
Im Hinblick auf die Frage, welche Daten im EMD gesammelt worden sind und ob bei der Nachrichtenbeschaffung im In- und Ausland das geltende Recht eingehalten wurde, laufen gegenwärtig im EMD noch Untersuchungen. Ebenfalls wird untersucht, was es mit den verschiedenen sogenannten Enthüllungen der letzten Wochen durch ehemalige Una-Angehörige auf sich hat. Der Vorsteher des Eidgenössischen Militärdepartementes wird am nächsten Donnerstag vor dem Nationalrat zu diesen Fragen ausführlich Stellung nehmen.
Um die Vergangenheit zu bewältigen und die nötigen Lehren für die Zukunft zu ziehen, ist der Bundesrat gewillt, die Frage untersuchen zu lassen, warum es unsere politische Kultur zugelassen hat, dass nach dem Trauma des Nationalsozialismus, den Gefahren des kalten Krieges und des internationalen Terrorismus die Veränderungen in der Bedrohungslage und im politischen Klima nicht rechtzeitig erkannt worden sind. Welche Eigendynamik hat zu den festgestellten Mängeln geführt und inwieweit sind institutionelle Verbesserungen nötig? Solche Erkenntnisse sollen uns bei der Suche nach einer neuen Ordnung des Staatsschutzes, in diesem Grunddilemma jeder wahren Demokratie, behilflich sein. Sie sollen uns ermöglichen, die Freiheitssphäre der Bürgerinnen und Bürger mit dem notwendigen Schutz des Staates wieder besser in Uebereinstimmung zu bringen.
Aber auch das Parlament ist aufgerufen, bei der Suche nach Klarheit und der Schaffung einer neuen Ordnung mitzuhelfen. Der Bundesrat ist der parlamentarischen Untersuchungskommission zu Dank verpflichtet, dass sie ihre Untersuchungen bei der Bundesanwaltschaft weiterführen will.
Sie haben zudem zu entscheiden, wie das Parlament im Bereiche des Eidgenössischen Militärdepartementes seine Kontrolle auszuüben hat. Der Bundesrat sichert Ihnen schon heute seine volle Kooperation zu.
Dem Bundesrat kommt die Aufgabe zu, die demokratische Ordnung zu wahren und die Sicherheit der Bürgerinnen und Bürger zu gewährleisten. Staatsschutz, verstanden als echter Demokratieschutz, hat stets im Auge zu behalten, dass die staatliche Ordnung veränderbar sein muss und dass die staatlichen Organe dies weder verhindern noch erschweren dürfen. In diesem Sinne bejaht der Bundesrat mit Nachdruck die Notwendigkeit eines Staatsschutzes.
In einem Rechtsstaat gibt es hierfür grundsätzlich nur eine einzige Schranke. Veränderungen sind mit demokratischen und legalen Mitteln anzustreben. Werden illegale Mittel eingesetzt, so hat der Staat repressiv und präventiv einzugreifen. Dies gilt vor allem für den Kampf gegen den Terrorismus, gegen die Spionage, gegen den Drogen- und Waffenhandel sowie gegen das organisierte Verbrechen. Niemand kann bestreiten, dass in diesen Bereichen mehr und mehr Vernetzungen zutage treten, die an den Staatsschutz ganz besondere Anforderungen stellen. Hier liegt die auch in Zukunft unverzichtbare Aufgabe des Staatsschutzes. Hier wird der Bundesrat inskünftig ansetzen.
Die Ausübung der politischen Rechte dagegen darf nie Ziel staatlicher Informationsbeschaffung sein. Zur Ausübung der

samte zu betrachten und die Vorwürfe im Gesamtzusammenhang zu sehen.
Das, was im Hauptbericht festgestellt wurde, gilt noch heute, nämlich, dass die Kritik am überwiegend korrekten Verhalten zu messen ist. Und die Puk hat festgestellt: «Das Verhalten der Beamten und Institutionen war überwiegend korrekt.»
2. Der Zusatzbericht bringt nichts Neues. Er bringt nur Ergänzungen, die sich bereits im Hauptbericht befinden. Entsprechend wurden die Folgerungen nur erhärtet, bestätigt, aber nicht von neuen Folgerungen und entsprechenden Vorstössen abgelöst.
Ich komme damit zum Bericht selbst und auch zum Verhältnis zwischen Bundesrat und Parlament. Es gehört zu einem lebendigen Staat, dass sich die Gewalten aneinander reiben. Das Prinzip der Gewaltentrennung bedeutet nicht absolute Trennung, vollständige Undurchlässigkeit. Ein Verstoss dagegen bestünde selbstverständlich dann, wenn Obstruktion gemacht würde, wenn es zu destruktiver Tätigkeit käme. Dazu ist es aber nicht gekommen. Verdächtig wäre es, wenn es zu keinen Differenzen zwischen Regierung und Parlament käme. Gefährlich wäre es, wenn unser Konkordanzsystem nur mehr in Harmonie erstarrte. Es ist normal, dass es bei der parlamentarischen Oberaufsicht mit der Regierung zu Kontroversen kommt, wenn das Parlament effizient ist. Aber – dies sage ich vor allem zuhanden der Antragsteller – machen wir uns doch selbst nichts vor! Wir haben nur die Oberaufsicht. Jagen wir nicht dem Phantom nach, die Puk könne alles und jedes abklären und der Puk-Bericht sei die Bibel! Die Abklärungen der Puk erheben weder Anspruch auf Vollständigkeit noch auf Vollkommenheit.
Die Puk hat nichts anderes, nicht mehr und nicht weniger getan, als die Oberaufsicht wahrgenommen. Sie hat dem Bundesrat die Arbeit nicht abgenommen. Wir haben selbst genügend zu tun, und wir konnten ihm auch nicht die Verantwortung abnehmen.
Oberaufsicht bedeutet Stichproben, Prüfen aus eigenem Recht, aber in fremdem Kompetenzbereich; das bedeutet wiederum, dass die Weisungsbefugnis nicht dem Parlament, sondern dem Bundesrat zusteht und zustehen muss.
Der Bundesrat und insbesondere der Vorsteher des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes haben einige Schritte getan, und es sind weitere zu tun, aber nicht nur im EJPD, wie der Zusatzbericht zeigt. Die Zeit des Handelns, des Regierens ist gekommen.
Damit komme ich zu den Anträgen, die weitere Kontrollen wünschen. Die Antragssteller verwischen die Begriffe Aufsicht und Oberaufsicht. Sie verhindern ein speditives Aufräumen, sie jagen dem Phantom nach, das Parlament sei allmächtig und viel besser als die Regierung, und sie glauben, der Puk-Bericht könne die vollständige und vollkommene Wahrheit zutage fördern. Dem ist aber nicht so. Selbstbeschränkung tut not, überall und für jedermann, und es ist falsch, hier ein Süppchen weiterzukochen bis zu den nächsten Wahlen. Bis dann wird von der Suppe nichts mehr übrig sein, die Ereignisse in der EG werden uns überrollen, und die Vorwürfe werden in zehn Jahren dieselben sein, nämlich wir hätten heute die Zeichen der Zeit verkannt. Die Puk ist bei der Oberaufsicht an die Grenzen des Verantwortbaren gegangen. Der Bericht genügt als Grundlage für die vorzunehmenden Anpassungen und Verbesserungen.
Noch ein letztes Wort zu den Rechtfertigungsversuchen von Herrn Bundesanwalt Walder. Er ist in seinen Rechtfertigungen sehr weit gegangen, vor allem von einem andern Sachverhalt aus als die Puk. Die Puk kritisierte eine lange, 17 Jahre dauernde Operation, Herr Walder hat einen Einzelfall herausgegriffen. Herr Walder war die ersten vier Jahre verantwortlich, bis 1973. Die Operationen dauerten 13 Jahre weiter bis 1986. Die Puk geht von einem völlig andern Sachverhalt aus, der übrigens hinreichend gesichert ist. Dies zuhanden von Herrn Thür. Diese Ueberprüfungen haben ergeben, klar und eindeutig, dass der Auftrag zu weit gefasst war, dass zu wenig Einschränkungen vorgenommen wurden.
Kritisiert wird, dass ohne konkrete Verdachtsmomente, ohne Eingrenzung des Personenkreises, ohne Festlegung des Sachverhaltes, der Sachbereiche, flächendeckend untersucht wurde. Untersucht mit Mitteln, die schwerwiegend in die Persönlichkeitssphäre eingreifen, zufällig nur in Zürich und Winterthur unverhältnismässig lang, 17 Jahre, ohne grössere nennenswerte Erfolge. Es kann kein Zweifel daran sein, und daran würden auch neue Untersuchungen nichts ändern, dass dieses Vorgehen unverhältnismässig war; es kann kein Zweifel daran bestehen, dass für solche einschneidenden Massnahmen die gesetzlichen Voraussetzungen hätten eingehalten werden müssen.
Ich beantrage Ihnen deshalb, vom Puk-Bericht Kenntnis zu nehmen und die Anträge abzulehnen.

Günter: Mit dem zweiten Bericht ist der Sumpf zwar nicht viel grösser, aber dafür tiefer geworden. Ich bin über das Votum von Herrn Bundespräsident Koller erfreut, obwohl ich über den Inhalt deprimiert bin. Es wurden zum ersten Mal die Karten offen auf den Tisch gelegt, und wer zuhören kann, hat merken können, wie die Stimmung im Bundesrat war und wie er denkt. Bundespräsident Koller hat zwar formal gedankt, aber was er sonst noch über die Puk denkt, ist zwischen den Zeilen sehr deutlich zum Ausdruck gekommen. Es wird abgewiegelt, es wird verzögert, wir waren lästig.
Es ist merkwürdig, dass man einerseits zugibt, dass Verzögerungen verursacht wurden, und zwar über das im Geschäftsverkehrsgesetz Vorgesehene hinaus, dass auf der anderen Seite vom selben Bundesrat aber beklagt wird, gewisse Leute seien von der Puk nicht einvernommen worden. Der Zusammenhang ist da ja offensichtlich.
Ich möchte speziell auf zwei Punkte eingehen.
Erstens: Die LdU/EVP-Fraktion ist vor allem schockiert, dass das Postgeheimnis jahrelang massiv durchbrochen wurde. Im Bereich Zoll/Post haben wir einen Fall nachweisen können – das war möglicherweise ein Einzelfall, aber wir haben einen gefunden –, im Bereich der Telegramme ist aber sicher – Sie haben das vorhin auch von Herrn Engler gehört – über sehr lange Zeit massiv eingegriffen worden.
Nachdem unsere Fraktion Hinweise erhalten hat, es sei auch ausserhalb der Bundesanwaltschaft und in anderem Zusammenhang beim Telefonabhören unter benachbarten Bundesbetrieben möglicherweise zu formloser Zusammenarbeit gekommen, sind wir äusserst beunruhigt.
Um keine Missverständnisse aufkommen zu lassen: Wir beziehen uns auf einen Fall zwischen SBB und PTT, wo der SBB-Führung Informationen zugekommen sind, die unserer Ansicht nach nur über eine Telefonabhörung zu erhalten waren.
Es wird an der Führung der PTT liegen, nun für Ordnung zu sorgen bei der Post, bei den Telegrafen, insbesondere auch beim Telefon. Das gilt auch gegenüber ausländischen Diensten und anderen illegalen Mithörern.
Sie erinnern sich an den Fall letzten Februar mit dem Sekretär der grünen Fraktion – aus der Antwort des Bundespräsidenten ist ganz klar hervorgegangen, dass ein auswärtiger Dienst in der Schweiz abgehört hat –: Man hat das dankend zur Kenntnis genommen, auf der Fiche eingetragen, statt zu intervenieren.
Dort war es offensichtlich, jedenfalls legt die Erklärung des Herrn Bundespräsidenten diesen Schluss nahe. Es wird nun aber an den PTT sein, hier durchzugreifen und Phantasie nicht nur dann zu entwickeln, wenn es darum geht, ungeprüfte Telefonapparate bei irgendwelchen Bürgern zu erwischen und zu zerstören. Da ich viele PTT-Beamte persönlich kenne, weiss ich, dass den meisten von ihnen diese Schnüffelei nicht liegt; das wird es um so einfacher machen, im Interesse der PTT selbst für Ordnung zu sorgen.
Zweitens: Die Rechtsbrüche im Bereich des Postgeheimnisses sind gravierend einerseits, weil sie die Rechte von Schweizerbürgerinnen und -bürgern verletzen, andererseits, weil sie unserem Land geschadet haben. Rohdaten sind formlos ins Ausland gegangen, auf engste Weise hat man mit einem Blockstaat zusammengearbeitet, bis die Zusammenarbeit peinlicherweise verraten wurde.
Fassen wir zusammen, wer 1986 über diese Arbeit Bescheid wusste: die Bundesanwaltschaft, der sogenannt befreundete Dienst, dessen Blockführer und andere Länder dieses Blockes auch. Und dann kam es zum Verrat: Dann wusste es

ohne solche Karteien auskommt. Wenn ich auch die Empörung in der Bevölkerung immer besser verstehe, so muss festgehalten werden, dass nicht nur Engel in den Karteien vermerkt sind. Die Bundespolizei hat Fehler gemacht; sie hat aber auch gute Arbeit getan.
Wir sind für ein rasches, unkompliziertes und möglichst umfassendes Einsichtsrecht unter Berücksichtigung der allgemein anerkannten Kriterien des Datenschutzes, des Persönlichkeitsschutzes und des Geheimhaltungsgebotes. Wir können der Verordnung, wie sie nun vorliegt, zustimmen und wären froh gewesen, sie wäre vielleicht etwas früher gekommen.
Was mich persönlich in den letzten Wochen beschäftigt hat, ist das Rollenverständnis von Chefbeamten, Bundesrat und Parlament, aber auch die Art und Weise der Führung der Departemente. Hier habe ich gewisse Zweifel, ob die bisherigen Führungsstrukturen noch ausreichen. Aber auch die Mentalität einzelner Beamter erscheint in einem gewissen Zwielicht. Ist es nicht eine grundlegende Aufgabe der Chefbeamten, von sich aus den Chef zu orientieren, wenn sie auf wichtige Erkenntnisse gestossen sind und annehmen müssen, dass diese für den Chef in der konkreten politischen Lage wichtig sind?
Für mich ist auch etwas unverständlich, dass die Departementsvorsteher nicht sofort nach dem Vorliegen des Puk-Berichtes die ersten organisatorischen Massnahmen und Nachforschungen angestellt haben. Im Puk-Bericht steht klar, was die Kommission vom Bundesrat verlangt. Scheinbar war diese Sprache zu wenig klar.
Zweifel erwachten in mir nach diesen Vorkommnissen auch über die Aussagekraft unserer parlamentarischen Kontrolle und die Behebung der beanstandeten Mängel. Wird diese Kontrolle überall in der Verwaltung ernst genommen, oder sind wir nur Störfaktoren – zwar liebenswürdige, aber harmlose –, denen man nur gerade das sagt, was man will?
Noch einige Worte zum Staatsschutz: Mich überrascht es, dass in allem Ernst darüber diskutiert wird, dass die bestehenden Bestimmungen im Strafgesetzbuch genügen und dass auf vorbeugende Massnahmen zu verzichten sei. Dagegen spricht nicht nur die historische Erfahrung, sondern auch das Konzept unseres Strafgesetzbuches, das vorbereitende Handlungen gegen die innere Sicherheit unter Strafe stellt. Es wird immer wieder behauptet, die schweizerischen Behörden hätten bei der Bekämpfung des internationalen Verbrechens auf dem Gebiet des Drogenhandels versagt. Wenn sie jedoch nicht minuziös eine ganze Sammlung von Daten anlegen, werden sie auf diesem Gebiet nie Erfolg haben. Erst viele Mosaiksteine geben am Schluss einen Sinn, zeigen Querverbindungen und eröffnen Möglichkeiten des Zuschlagens. Dies gilt auch für die Terrorszene, für die Spionage und für verfassungsfeindliche Umtriebe.
Ueberrascht bin ich auch, wie schnell historische Begebenheiten verdrängt werden. Die Gefährdung der demokratischen Ordnung nach dem Zweiten Weltkrieg war nicht nur ein Hirngespinst von übereifrigen kalten Kriegern, sondern reale Gegebenheit. Die Terrorszene – sowohl jene vom Nahen Osten als auch jene von Deutschland und Italien – wirkte auf die Schweiz ein. Sie war sogar Schauplatz von Terroranschlägen; ich denke vor allem an Terroristen wie Wagner und Schubert.
Dieser Terrorismus ist noch nicht überwunden. Das Bedrohungsbild hat sich zwar geändert, aber jede demokratische Ordnung bedarf eines minimalen Schutzes. Zwar kann man ohne weiteres auf eine wachsame Staatsgesinnung in unserem Volk hinweisen, das sich gegen Extremismus und antidemokratische Umtriebe zu wehren weiss; aber eine gewisse Wachsamkeit ist eben auch notwendig.
Kurz auf einen Nenner gebracht: Wir sind für einen Staatsschutz bzw. Verfassungsschutz, der jedoch neu zu organisieren und auf eine neue gesetzliche Basis zu stellen ist. Wir haben die Ausführungen von Herrn Bundespräsident Koller gehört, und wir glauben, diesem Konzept zustimmen zu können. Wir erwarten, dass uns der Bundesrat diese Vorlage rasch zuleitet, damit wir dann in einer breit abgestützten Diskussion den Staatsschutz näher beleuchten können.
Es ist wichtig, dass wir uns eingehend mit diesen Problemen auseinandersetzen, denn es geht auch hier nicht nur um die gegenwärtige Sicht, sondern wir müssen die längerfristigen Entwicklungen im Auge behalten.
Zum Schluss noch ein Wort zum Medienrummel und zum Trommelfeuer, dem die Bevölkerung und die Politiker ausgesetzt waren: Ich möchte mich vor allem mit der Rolle der Monopolmedien Radio und Fernsehen auseinandersetzen, die bekanntlich einen besonderen Leistungsauftrag zu erfüllen haben. Ich halte es schlichtweg für unhaltbar, so ungesicherte Informationen mit so schwerwiegenden Anschuldigungen zu verbreiten, wie es in den letzten Wochen geschehen ist. Das hat nichts mehr mit dem Informationsauftrag zu tun, sondern mit Manipulation und Kampagnenjournalismus.
Für mich wird die journalistische Sorgfaltspflicht aufs gröbste verletzt, wenn Tatbestände, die vor ungefähr zehn Jahren – im März 1981 – in aller Oeffentlichkeit und in diesem Hause diskutiert wurden, als brandneue «News» verkauft werden und wenn so getan wird, als ob ganz neue Enthüllungen vorlägen. Dabei gibt es genügend Akten über die sogenannte Geheimarmee, Exilregierung usw. Man muss nur den Bericht Bachmann der Geschäftsprüfungskommission aus dem Jahre 1981 und das «Amtliche Bulletin» über die Frühjahrssession 1981 lesen. Aber scheinbar kommen unsere Recherchierjournalisten nicht auf so naheliegende Quellen.
Ich halte es mit dem Kommentar von Peter Amstutz in der «Basler Zeitung»: «Nicht mehr ernst zu nehmen sind allerdings die im Stil einer gehässigen Kampagne aufgepeitschten Folgeenthüllungen zweifelhafter Qualität, die seit rund zwei Wochen über die Oeffentlichkeit herniederprasseln. Wenn frustrierte und zum Glück vor einem Jahrzehnt schon abgehalfterte anonyme Geheimdienstler als Kronzeugen für angebliche Ungeheuerlichkeiten im Bereich des militärischen Nachrichtendienstes und der Abwehr ihre Medienauftritte finden, dann leidet vor allem die Glaubwürdigkeit der Medienschaffenden.»
Ich habe diesem Kommentar nichts mehr beizufügen.

Günter: «Etatismus, Zentralismus, Bundesratsreligion: Es gibt nichts Gefährlicheres für euch», so schreibt Kurt Tucholsky in einem Brief an Hedwig Müller am 20. April 1935. Und Tucholsky fährt dann weiter: «Sie werden eine eidgenössische politische Polizei haben wollen, um sie gegen die Nazis anzuwenden, wie sie sagen. Das legt sich. Die Polizei aber bleibt und ihre besonderen Befugnisse auch. Dergleichen ist der Anfang vom Ende.» Tucholsky lag da schon richtig, denn mit den Folgen seiner Mahnungen und Warnungen setzen wir uns heute auseinander. Was er prophezeit hat, ist eingetreten.
Die überwiesenen Puk-Vorstösse vom letzten Dezember bringen eine Verbesserung, aber sie genügen nicht. Das «Kopportunitätsprinzip» muss verlassen werden. Unter «Kopportunitätsprinzip» verstehe ich, dass immer nur gerade so viel zugegeben wird, wie schon bekannt ist und nur gerade so viel in Ordnung gebracht wird, wie unbedingt nötig ist.
Für die LdU/EVP-Fraktion genügen Beschlüsse der Puk nicht. Wir müssen weiter gehen. Der Bundespräsident hat heute endlich einen Schritt gemacht. Er will weitergehen. Aber auch hier ist die Reaktion des Bundesrates wieder zu spät gekommen. Konkrete Beschlüsse müssen daher heute und morgen in diesem Parlament gefasst werden.
Herr Uhlmann, Präsident der SVP, hat dem Bundesrat Führungsschwäche vorgeworfen. Er hat natürlich recht. Aber was er bejammert, haben die Regierungsparteien selbst verursacht, veranlasst und herbeigeführt. Die Aengstlichkeit ist doch geradezu das Markenzeichen der helvetischen Konkordanzpolitik geworden.
Die Mehrheit in diesem Rat beschränkt sich darauf, Veränderungen zu verhindern, und wenn sie nicht mehr zu verhindern sind, dann werden die Entscheide an den Bundesrat abgeschoben.
Aber jahrzehntelang haben Bundesräte aller Couleurs, von der FDP über die SVP bis zur CVP und der SP, Gelegenheit gehabt, die Quartalsberichte der Bundesanwaltschaft zu studieren. Wer nur fünf Minuten dort hineinschaut, weiss, wes Geistes Kind die gewesenen Staatsschützer waren und erkennt ihr Weltbild. Man sieht daraus zwar nicht den Dilettantismus, und man sieht auch nicht die eklatante Verletzung des primitiv-

politischen Rechte gehört – der Bundesrat betont das mit Nachdruck – nicht nur der Gang zur Urne. Dazu gehören etwa auch die Mitwirkung in Bürgerinitiativen, die kritische publizistische Tätigkeit und die Teilnahme an friedlichen Demonstrationen. Dabei hat gerade die Kundgebung vom Samstag in Bern deutlich gezeigt, wie rasch und mit welch fatalen Wirkungen es einer Gruppe von Gewalttätigen gelingen kann, die Ausübung demokratischer Rechte zu überschatten.
Der Bundesrat bedauert dies und verurteilt die am letzten Samstag verübten Gewalttätigkeiten aufs Schärfste. Er lässt sich aber beim Neuaufbau unseres Staatsschutzes von solchen gewalttätigen Ausschreitungen nicht beirren, indem er die Freiheitssphäre der Bürger sichert, Gewalttätigkeiten aber entschieden bekämpft.
In den letzten Wochen sind zum Teil radikale Forderungen erhoben worden, die den Staatsschutz überhaupt in Frage stellen. Ich möchte hier mit aller Deutlichkeit sagen, dass ein effizienter Staatsschutz zum Schutz unserer Bürgerinnen und Bürger und unserer demokratischen Institutionen auch in Zukunft unabdingbar ist und dass wir auch auf präventive Massnahmen nicht verzichten können.
Der Bundesrat stimmt hierin ausdrücklich mit den Schlussfolgerungen Ihrer parlamentarischen Untersuchungskommission überein, die in ihrem Bericht wörtlich festhält: «Der Staat ist zu seinem Schutz auf eine präventive polizeiliche Tätigkeit angewiesen. Vorkehrungen, die auf eine widerrechtliche Aenderung der staatlichen Ordnung mit Gewalt und ohne Einhaltung der demokratischen Mittel zielen, sind frühzeitig zu erkennen und entsprechend zu bekämpfen.»
Für den Bundesrat steht ebenso klar fest, dass wir für diesen nach wie vor notwendigen Staatsschutz ein neues Leitbild brauchen, wenn wir die bekanntgewordenen Fehler und Missstände in Zukunft vermeiden wollen. Der Bundesrat legt seinen Arbeiten zur Neuordnung des Staatsschutzes folgende Forderungen zugrunde:
1. Die Aufgaben des Staatsschutzes müssen künftig in einem Gesetz klar umschrieben werden.
2. Der Staatsschutz muss politisch straff geführt werden.
3. Der Staatsschutz muss einer wirksamen parlamentarischen Kontrolle unterliegen.
Nur ein in einem Gesetz klar definierter, politisch geführter und parlamentarisch kontrollierter Staatsschutz hat die erforderliche demokratische Legitimation und damit eine Chance, von den Bürgerinnen und Bürgern akzeptiert zu werden. Die Erfahrung lehrt uns, und es kann niemand bestreiten, dass auch unser Land von terroristischen Aktionen bedroht ist und dass Sabotageakte nicht ausgeschlossen werden können. Wirksame präventive Massnahmen zum Schutze unserer Bürgerinnen und Bürger sowie unserer demokratischen Institutionen sind unumgänglich, wobei gerade die internationale Solidarität von uns verlangt, dass wir auch zur Verhinderung von Terrorakten gegen andere Staaten beitragen.
Die Bekämpfung der Spionage wird auch in Zukunft zu den Hauptaufgaben des Staatsschutzes gehören. Vor allem die Wirtschaftsspionage hält unvermindert an und stellt nach wie vor eine echte Bedrohung unserer hochtechnisierten Wirtschaft dar. Der Kampf gegen gewalttätigen Extremismus und Rassismus, gegen den Drogenhandel, den Waffenhandel und das organisierte Verbrechen nimmt an Bedeutung leider ständig zu. Dabei treten mehr und mehr Vernetzungen unter diesen verschiedenen Bereichen zutage, die an den Staatsschutz ganz besondere Anforderungen stellen. Auch in den genannten Gebieten genügen die auf dem Strafrecht basierenden rein repressiven Massnahmen nicht.
Genauerer gesetzlicher Regelung bedarf sodann die Zusammenarbeit bzw. die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen. Die straffe politische Führung des Staatsschutzes wird vor allem Aufgabe des Bundesrates sein.
Wenn über die drei genannten Hauptaufgaben eines neu zu konzipierenden Staatsschutzes auch weitgehend Einigkeit bestehen wird, zeigt doch die Erfahrung, dass ein auf der Höhe der Zeit stehender Schutz der Demokratie grosser Flexibilität und ständiger Anpassungen an neue Lagen bedarf. Es geht darum, die Bedrohungen periodisch neu zu beurteilen, die Prioritäten im Staatsschutz der Lage entsprechend neu zu setzen und die Aufträge an die Bundespolizei und die kantonalen Polizeikorps zeitgerecht den wechselnden Bedrohungen anzupassen. Das Parlament muss sodann über die Beurteilung der Lage durch den Bundesrat und die entsprechenden Aufträge an die Staatsschutzorgane in geeigneter Form periodisch informiert werden.
Ein neuer, wohlverstandener Staatsschutz bedarf sodann einer intensiveren parlamentarischen Kontrolle. Für die Ausgestaltung der parlamentarischen Kontrolle bestehen verschiedene Ideen.
Der Bundesrat gibt der Einsetzung eines besonderen Aufsichtsorgans den Vorzug. Es sollte nach dem Muster der Finanzdelegation eine Art Sicherheitsdelegation beider Räte geschaffen werden, der volle Einsicht zu gewähren wäre.
Der Bundesrat ist überzeugt, dass es gilt, auf diesen Grundlagen einen Neuaufbau unseres Staatsschutzes zu ermöglichen.
Der Bundesrat verdrängt die im Bereich des Staatsschutzes begangenen Fehler und Missstände nicht. Er ist sich bewusst, dass das im Volk entstandene Misstrauen nur durch Offenheit und grundlegende Reformen behoben werden kann. Ebenso verfehlt wäre es aber, in diesem Malaise über die begangenen Fehler selbstquälerisch zu verharren und aus diesem Missmut heraus gleich noch die bewährten Teile unseres Staatsschutzes – wie die Terrorismusbekämpfung – über Bord zu werfen oder neue Aufgaben – wie die Bekämpfung des organisierten Verbrechens – nicht zielstrebig voranzutreiben.
Der Bundesrat ist gewillt, in Zusammenarbeit mit dem Parlament und unserem Volk die Neugestaltung eines gesetzlich definierten, politisch geführten und parlamentarisch intensiver kontrollierten Staatsschutzes zielstrebig an die Hand zu nehmen. Nur so wird der unbedingt notwendige Staatsschutz eine neue demokratische Legitimation erhalten; nur so werden wir aus der gegenwärtigen Vertrauenskrise herausfinden und uns für die Lösung der anderen, grossen Herausforderungen unseres Landes – wie die europäische Integration – frei machen.
Eines müssen wir nicht vergessen: Unser Staat steht nicht zur Diskussion. Die Stärke eines politischen Systems misst sich weniger an seinen Fehlern als an seiner Kraft, diese Fehler zu meistern und zu überwinden. Der Bundesrat appelliert an Sie, meine Damen und Herren Parlamentarierinnen und Parlamentarier, und an alle Bürgerinnen und Bürger, die unser Land trotz aller Unvollkommenheiten lieben, zusammenzurücken und bei der Lösung dieser grossen Aufgaben tatkräftig mitzuwirken. *(Beifall)*

Fischer-Hägglingen: Ich möchte zuerst Herrn Bundespräsident Koller sehr für die klaren Ausführungen danken, die er insbesondere über die gegenwärtige Lage und den Staatsschutz gemacht hat.
Auf der Traktandenliste stehen Vorstösse, die im Anschluss an den Puk-Bericht eingereicht wurden. Der Puk-Bericht hat für unsere Fraktion nach wie vor volle Gültigkeit. Wir können diesen zusätzlichen Vorstössen im Sinne einer Ergänzung der im Dezember beschlossenen Massnahmen gemäss den Anträgen des Bundesrates zustimmen. Die Aussagen im Puk-Bericht sind für uns auch massgebend für die neuen Funde im Justiz- und Polizeidepartement, im Militärdepartement, aber auch für die vorzunehmenden organisatorischen Massnahmen und die Neuregelung des Staatsschutzes.
Die im Puk-Bericht vorgeschlagenen und von uns genehmigten Massnahmen sind möglichst schnell – wenn auch mit aller Sorgfalt – in die Tat umzusetzen. Daneben sind aber all jene zusätzlichen Massnahmen zu treffen, die in der Bevölkerung vertrauensbildend wirken. Es wurde in den letzten Monaten viel Vertrauenskapital im Volk verspielt, dazu haben nicht nur die aufgetauchten Fichen beigetragen, sondern auch die Art und Weise, wie mit den Enthüllungen umgegangen wurde.
Noch ein Wort zu den Fichen, ohne dass ich wiederholen will, was dazu im Dezember gesagt wurde: Viele von uns haben vermutlich zu spät erkannt, dass die Art und Weise der Führung der Karteien viele Bürger in ihrer Würde verletzt hat, wohl auch darum, weil wir zu wenig wussten, was da alles notiert und wer da alles registriert wurde. Daneben ist aber einmal mehr zu wiederholen, dass kein Staatsschutz auf dieser Welt

sten Datenschutzes. Aber das müsste eigentlich unsere Regierung vom Kader der Verwaltung gewusst haben, denn dort wurden diese Informationen oft wirksam.
Der Bundesrat hat unsicher und zögernd reagiert. Daher ist es jetzt am Parlament, die Strukturentscheide zu fällen. Aber Menschen werden diese Beschlüsse ausführen. Es braucht daher auch personelle Veränderungen. Herr Gerber ist gegangen. Herr Huber ist gegangen. Aber auch der Chef des Zentralpolizeibüros, Herr Wyss, ist dem oben beschriebenen Denken verhaftet. Allen Mitgliedern der Puk sind seine Auftritte wohl noch in denkwürdiger Erinnerung. Ohne eine neue Crew werden alle Beschlüsse hinfällig. Sobald Ruhe eingekehrt ist, wird man in die alten, ausgefahrenen Geleise zurückkehren, wenn nicht kontrolliert und wenn nicht die Spitze personell geändert wird.
Ich möchte eines klarstellen: Wenn unsere Fraktion Veränderungen verlangt, dann wollen wir nicht jemanden vernichten oder jemandem schaden. Von uns aus können alle diese Herren mit einem schönen Ruhegehalt pensioniert werden. Was wir aber wollen, ist eine Sanierung der maroden Zustände, ein Führungswechsel!
Wenn Sie in der Wirtschaft eine Sanierung vornehmen, dann ändern Sie auch nicht nur die Strukturen und fahren mit der alten Crew weiter. *Jedenfalls war so etwas noch nie erfolgreich.*
Daneben stellen wir fest, dass es in der Bundesanwaltschaft einen Mann gibt, der verzweifelt versuchte, das Richtige zu tun, der versuchte, Drogenbosse zu bekämpfen und in seiner Verzweiflung vielleicht einmal nicht den Dienstweg eingehalten hat. Ich spreche von Jacques-André Kaeslin. Er ist pausenlos verhört worden. Man hat ihn unter Druck gesetzt. Der Bundesrat hat ihm eine Rüge erteilt, und zum Schluss wurde er noch vom Bundesgericht verhört. Hier wäre es an der Zeit, dass das Parlament eine Rehabilitation vornimmt und eine Entschädigung spricht, z. B. in der Höhe von 25 000 Franken, wie sie Frau Schwob erhalten hat, denn bei ihm wären die 25 000 Franken der Eidgenossenschaft gut angelegt.
Unsere Fraktion will eine Dauerkontrolle über die Geheimbereiche, eine Abschaffung der heutigen politischen Polizei in der Form, wie sie jetzt besteht. Wir insistieren auf einem integralen Einsichtsrecht für die Fichierten und auf voller Einsicht in die Dossiers. Aber insbesondere wollen wir Entschädigung und Einsicht für alle Leute, die in der V-Kartei waren: V wie Verräter.
Eine Fiche zu bekommen ist heute fast eine Ehrenmeldung in unserer Demokratie. Es gibt wohl einige, die es bedauern, wenn sie nicht drin sind, denn jeder, der seine demokratischen Rechte wirklich nutzt, hat eine gute Chance, eine Fiche zu bekommen. Aber in die V-Kartei zu kommen ist ein Urteil. Einige Beamte, wildgewordene Staatschützer, haben beschlossen, dass ein Mann oder eine Frau so gefährlich ist und ein so grosses Risiko des Landesverrates aufweist, dass er oder sie im Krisenfall inhaftiert werden muss. Diese Leute haben nicht nur ein Recht auf Einsicht, sondern sie müssen benachrichtigt werden – aktiv, von uns aus –, und sie müssen die Möglichkeit haben, ihre beschädigte oder beschmutzte Ehre wiederherzustellen. Dazu gehört ein Rechtsmittel, um Ehrverletzung einzuklagen, ein ordentliches Verfahren.
Es ist für mich unfasslich, dass einige sogenannte Staatsschützer von sich aus entscheiden, dass Tausende von Schweizerinnen und Schweizern offenbar mit einer darart hohen Wahrscheinlichkeit Landesverräter sein sollen, dass sie im Krisenfall ohne weiteres einfach interniert würden. Dagegen protestieren wir.
Die Schweiz war einmal das Land der Freiheit. Wie weit sind wir gekommen?

M. **Jeanneret:** Le débat que nous avons ces jours porte essentiellement sur l'équilibre délicat qui doit être trouvé dans toute société humaine entre la protection de l'Etat et le respect des libertés individuelles. En d'autres termes, dès qu'une communauté sociale existe, il est naturellement des champs de tension extrême où le magistrat doit se frayer un chemin entre ceux qui ne voient que la nécessité de l'ensemble et ceux qui ne distinguent que les droits de la personne. La Suisse n'y échappe point et ce que le groupe libéral aimerait d'abord rappeler, c'est que notre pays, comme tout Etat, en tout temps et en tout lieu, ne saurait négliger sa sécurité, ne saurait en conséquence se passer d'une police qui a besoin d'une organisation, et donc de collecter des renseignements qui doivent être classés, conservés, inventoriés. A défaut, et plus encore dans un Etat fédéral comme le nôtre, c'est la survie de la Confédération qui serait menacée, étant entendu qu'une police de protection, donc de renseignements généraux, remplit essentiellement une tâche nationale. Ce principe ne saurait être remis en cause, et il convient de dénoncer ici tous ceux qui, saisissant le prétexte des événements actuels, veulent démanteler notre sécurité intérieure et extérieure, susciter la déstabilisation, et n'ont d'autre but que d'attiser le feu.
Cela étant posé, il est essentiel de dire également que, si des abus ont été commis, si les directives ont été insuffisantes, si le nécessaire a trop souvent côtoyé le grotesque ou le désuet, cela est d'abord une question de gestion. Quelle que soit la forme que le Parlement donnera finalement à ses recherches, il ne peut s'agir pour nous d'une commission d'enquête au sens de celle mise sur pied dans l'affaire de Mme Kopp car l'on ne saurait faire une règle de ce qui doit demeurer exceptionnel. S'il y a eu des fautes, il ne s'agit que de simple mauvaise gestion et les organes réglementaires du Conseil fédéral et des Chambres doivent veiller à ce qu'elles ne se reproduisent plus à l'avenir. Donner des directives depuis en haut, protéger les données, se concentrer sur l'essentiel, s'adapter à une menace qui évolue, séparer ce qui est histoire et travail de police, canaliser le zèle, laisser une liberté de travail dans un cadre prescrit, tout cela c'est le lot d'un gouvernement responsable face au Parlement, face à l'administration et face aux citoyens. Il y a une continuité du pouvoir et l'on ne saurait tout d'un coup décréter que tout commence en 1990. Plus la vie moderne développe de nouvelles technologies et plus, en même temps, leur usage nécessite un contrôle régulier comme une continuité précise, et surtout la mise sur pied de dispositions simples et peu nombreuses mais sans équivoque quant aux compétences, aux responsabilités et aux droits de chacun. Mais une chose est certaine: il est absolument indécent d'entendre la gauche venir faire la leçon à la Confédération, elle qui ne cesse de vouloir enserrer le citoyen d'un tissu de règlements, d'interdictions et de nouveaux bureaux, elle qui a toujours réclamé plus de nouveaux fichiers fiscaux, sociaux, en matière d'environnement et j'en passe. La gauche veut s'attaquer, et elle a raison, au racisme, à la drogue, au terrorisme international, au blanchissage de l'argent sale, mais elle tendrait tout à la fois à désarmer l'Etat qui ne pourrait même plus exécuter ce qu'elle réclame de lui.
Une fois de plus, le vrai problème n'est pas là et il n'est pas question pour le groupe libéral de discuter du principe d'une police fédérale travaillant avec les cantons de manière confiante, efficace et performante, usant de tous les moyens de la science moderne mais se concentrant avec intelligence et souplesse sur l'essentiel. Les fichiers sont hélas un mal nécessaire. Ce qui est indispensable, c'est que l'autorité fixe des règles rigoureuses quant à leur création, leur contrôle et surtout leur accès. Le magistrat et le policier sont l'un et l'autre respectables, ils sont appelés à travailler ensemble. L'un doit avoir un sens de la recherche du renseignement aigu et vif. L'autre doit toujours veiller aux règles d'une démocratie libérale et respectueuse des libertés individuelles.
Ce qui compte maintenant, ce ne sont pas les pleurs ou les manifestations de rue que certains organisateurs sont incapables de maîtriser, mais de rétablir la confiance rapidement et en profondeur. De la rétablir d'abord, bien sûr, vis-à-vis des citoyens, encore que des milliers d'entre eux, silencieux, n'en font pas une affaire d'Etat; la rétablir à l'intérieur de l'administration où de nombreux fonctionnaires méritent qu'on reconnaisse l'honnêteté et la qualité de leur travail; la rétablir surtout vis-à-vis de l'étranger, notamment de l'Europe où notre crédibilité subit un coup certain et nous devons à cet égard protéger résolument les sources de ceux qui ont fait confiance à notre pays. D'aucuns créent chez nous et chez certains citoyens une psychose alors que cette agitation est sans commune mesure avec les effets réels de la découverte de certains faits. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un Conseil fédéral qui

gouverne et rétablisse rapidement la confiance pour que la Suisse puisse enfin aborder les véritables problèmes qui l'attendent: en 1991, c'est notre 700e anniversaire et, les années suivantes, notre collaboration avec l'Europe. C'est infiniment plus important que de revenir trop longuement sur des fichiers où le Conseil fédéral doit, encore une fois, rapidement rétablir la confiance.

Burckhardt: Unser Jahrhundert ist zu einem guten Teil durch die Weltmachtansprüche extremistischer Imperialisten geprägt, welche ihre Kriege auch mit subversiven Mitteln geführt haben. So hat Hitlers Nationalsozialismus seine fünfte Kolonne in die Schweiz befohlen und Stalins Marxismus-Leninismus sich an unser Land herangemacht, jener Stalinismus, dessen kalter Krieg noch weit bis in das letzte Jahrzehnt hinein eine historisch belegbare Tatsache gewesen ist und sich durch politische Unterwanderungsversuche auch in der Schweiz hautnah bemerkbar gemacht hat. Gegen diese Angriffe mussten Massnahmen des Staatsschutzes ergriffen werden, welche heute, nachdem die Gefahr der Subversion von jenseits des Eisernen Vorhanges gebannt scheint, teilweise als öffentliches Aergernis getadelt, ja verdammt werden; zum Teil offensichtlich zu Recht, denn in der Tat: das eidgenössische Sicherheitswesen ist da und dort bürokratisch verholzt, weil es offenbar politisch nicht mehr genügend geführt worden ist. Diese Feststellung bringt mich zum Kern unseres liberalen Anliegens, zum Ruf nach starker, demokratischer Führung. Es gibt Kantone, in welchen die wirkliche politische Führung den politisch legitimierten Instanzen Regierung und Parlament zu entgleiten und in die Hände der Staatsbürokratie und der Medien überzugehen scheint. Das darf im Bund nicht einreissen. Es ist unsere Pflicht, in der heutigen Zeit des europäischen Aufbruches unseren Beitrag zur Stärkung der eidgenössischen Führung mit aller Energie zu erbringen.
Zweimal in diesem Jahrhundert hat die Schweiz eine Bewährungsprobe bestanden, 1914–1918 und 1933–1945. Zu beiden Malen stand sie unter starkem Druck von aussen, welcher unsere Einigkeit gefördert hat. Zurzeit wird sie ein weiteres Mal gefordert, nicht mehr von einem bedrohlichen Druck kriegerischer Gefahr, sondern von einem sich öffnenden Europa. Die Bewährung in dieser nationalen Prüfung bedarf vermehrt der klaren politischen Führung durch Bundesrat und Bundesparlament.
Es nützt nichts, ja es schadet viel, wenn wir zu Beginn dieser Bewährungsprobe in übertriebener Selbstzerfleischung oder gar in Selbstmitleid machen. Rufen wir übereifrige Bürokraten zur Ordnung, sorgen wir für einen vernünftigen Staatsschutz zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden, aber einigen wir uns über die Ziele, welche wir uns im sich neu gestaltenden Europa stecken wollen und unterstützen wir den Bundesrat in allen Bemühungen um klare und kräftige Führung! Seien wir dabei den Medien gegenüber offen und aufmerksam, ohne uns doch zu ängstlich von ihnen beeinflussen zu lassen. Sie müssen kritisieren und loben; wir alle zusammen müssen die Verantwortung tragen. Verlieren wir uns dabei nicht in Uneinigkeit! Erkennen wir das grosse, gemeinsame Ziel, unser Land in eine gesunde europäische Zukunft führen zu helfen! Streben wir es alle gemeinsam an!

Engler: Die CVP-Fraktion spricht sich mehrheitlich für die Anträge aus, die der Bundesrat und das Büro des Nationalrates vorschlagen. Lassen Sie mich die CVP-Position anhand zweier Motionen erklären und darlegen: einmal anhand der Motion der SP auf Abschaffung der politischen Polizei und zum andern anhand der Motion auf Einsetzung einer Puk für das EMD.
Die CVP will Vertrauen schaffen. Solches Vertrauen entsteht durch Kontrolle und durch Offenlegung aller Missstände. Die Vorkommnisse der letzten Tage verlangen eine umfassende Abklärung auch im EMD, und deshalb tritt die CVP für eine Puk ein.
Bei der Frage, ob wir die politische Polizei abschaffen sollen oder nicht, handelt es sich um eine Frage der Konsequenz, die sich aus dem Puk-Bericht ergeben müsste. Dieser Puk-Bericht wurde von den Vertretern der SP mitgetragen und auf Seite 220 kann man nachlesen: «Die Bundesanwaltschaft und die Bundespolizei wirken im Spannungsfeld zwischen der Erfüllung des stets zu überprüfenden Polizeiauftrages und der Wahrung der Freiheitsrechte. Dies macht ihre Arbeit ausserordentlich anspruchsvoll. Die Bundesanwaltschaft und die Bundespolizei haben im grossen und ganzen gute Arbeit geleistet. Deshalb ist festzuhalten, dass aufgedeckte Mängel nicht isoliert betrachtet werden dürfen, sondern am überwiegend korrekten und sachgerechten Verhalten zu messen sind. Unser Staat definiert sich aber nicht nur durch seine territorialen Grenzen, sondern er misst sich insbesondere an den Freiheitsrechten, die er allen Schweizerinnen und Schweizern garantiert.»
Weiter wird im Puk-Bericht die unzureichende Sammlung von Daten und deren fehlerhafter Gebrauch kritisiert und an den Pranger gestellt: zu Recht. Was die Puk aber nicht verlangt, ist die Abschaffung der politischen Polizei, und dies tut auch die CVP nicht. Was Puk und CVP fordern, sind klare Kriterien bei der Beobachtung und Erfassung politisch-polizeilicher Vorgänge. Der Bundesrat hat mit der jetzt verteilten Verordnung dazu einen ersten Schritt getan. Die von der SP geforderte Abschaffung der politischen Polizei stellt nach unserer Ansicht eine Ueberreaktion dar. Sie ist um so weniger verständlich, als in schwierigen Zeiten alle Regierungsparteien zusammenzurücken, Fehler mitzuverantworten und zu tragen haben und sich beim Bürger entschuldigen und weitere, bessere Lösungen anstreben müssen.
Wer sich auf Distanz begibt, wer mit Fingern auf Fehler zeigt, für die er mitverantwortlich ist, der stärkt das Vertrauen des Bürgers in unseren Staat nicht. Dies gilt um so mehr, als in vielen Kantonen gerade SP-Regierungsräte für das Justiz- und Polizeidepartement zuständig sind. Die Forderung nach Abschaffung der politischen Polizei ist aber auch in sich widersprüchlich. Ich erinnere an die Kritik am Fall Bieri, wo man hervorgehoben hat, die Sicherheitsprüfung sei unkorrekt und unsachlich durchgeführt worden. Das setzt doch notwendigerweise voraus, dass die Bundespolizei verbessert und nicht abgeschafft wird.
Gleiches gilt es zum Bericht über den Rechtsextremismus zu sagen. Auch dieser verlangt, dass Daten erfasst und gespeichert werden können und dass nicht alles über den Haufen geworfen wird. Am widersprüchlichsten ist die Motion von Kollege Ziegler, der die Auflösung der Patriotischen Front verlangt. Wenn man die Patriotische Front auflösen will, muss das kontrolliert werden. Womit denn, wenn nicht mit der politischen Polizei?
Die CVP ist nicht der Meinung, dass der generelle Polizeiauftrag genügt. Die Negativliste genügt auch nicht. Klare Grundsätze sind zu schaffen. Es gilt, den Tätigkeitsbereich einer politischen Polizei positiv zu begründen. Immerhin sei die Frage erlaubt, wieso dem Bund das verboten sein soll, was bei Privaten, Journalisten und bei uns Parlamentariern gang und gäbe ist, nämlich dass wir auswerten, was sich aus offenen Quellen ergibt.
Die Puk hat dazu festgehalten: «Zwangsmassnahmen und die in den Persönlichkeitsbereich eingreifenden technischen Kontrollmassnahmen stehen der Bundespolizei nur im Rahmen eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens zur Verfügung. Die politische Polizei ist im wesentlichen auf die Sammlung und Auswertung von offenen Quellen angewiesen», also auf Zeitungen, Zeitschriften, Flugblätter usw.
Einer längeren politischen Diskussion bedarf die Frage, wie weit Observationen gehen können und ob die Artikel 258ff. wirklich genügen, ob die Prävention ein weiteres verlangt oder ob diese Artikel als solche genügen, um präventiv wirken zu können.
Wir begrüssen die öffentliche und politische Diskussion dieser Fragen und sind der Meinung, dass der Optimierungsprozess fortgeführt werden kann. Denn weniger Staat kann auch weniger Freiheit bedeuten; das sollte auch die SP wissen.
Erlauben Sie mir, in diesem Zusammenhang auch auf unseren Nachbarstaat Oesterreich hinzuweisen. Gerade dort sind die Rollen umgekehrt; gerade dort verteidigt die SPÖ die Positionen, die der Bundesrat selber so lange ver-

teidigt hat. Vielleicht wird die SPÖ auch die Kollegen von der SP überzeugen können, besser als der Sprechende.
Die CVP-Fraktion tritt für eine Puk im EMD ein, insbesondere für die Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr. Hier geht es um die Klärung der Nachrichtenbeschaffung, der Nachrichtenbearbeitung, der interdepartementalen Zusammenarbeit sowie der Zusammenarbeit mit den Kantonen und mit ausländischen Stellen.
Die öffentliche Kritik, die zutage getretenen Vorkommnisse rufen nach einer umfassenden und eingehenden Abklärung, selbst wenn es sich bei vielen Behauptungen wahrscheinlich auch hier um Vermutungen handelt.
Die CVP-Fraktion ist der Meinung, dass in diesem sehr sensiblen Bereich eine kleine Untersuchungskommission gebildet werden sollte, die sachlich und nicht ideologisch diskutiert.
Wir sind der Meinung, dass die GPK zu wenige Rechte hat und deshalb eine Puk eingesetzt werden sollte; aus zwei Gründen: einmal müssen Zeugen einvernommen werden können, und zum zweiten kann es kaum angehen, dass ein Fachmann aus dem EMD die Geheimhaltung festlegt. Die CVP-Fraktion tritt für eine verstärkte parlamentarische Kontrolle ein, aber auch dafür, dass wir die politische Verantwortung tragen, vorgefundene Fehler zur Kenntnis nehmen und Verbesserungen anstreben.
Abschliessend stelle ich die Frage, wer von uns ein Auto wegwirft, wenn die Bremsen nicht mehr so greifen, wie sie müssten.

Frau **Mauch** Ursula: Herr Engler, für das, was die SPÖ tut, können wir nichts. Wir waren noch nie für mehr Freiheit und weniger Staat; aber wir sind vielmehr für mehr Freiheit und weniger Schnüffelstaat.
Es kann heute aus der Sicht der SP-Fraktion nicht einfach darum gehen, Pendenzen aus der Puk-Debatte im Dezember zu erledigen. Wir wissen heute wesentlich besser Bescheid über das mögliche Ausmass des Ueberwachungsstaates. Wir stellen fest, dass der Bundesrat heute einen wichtigen Schritt in die richtige Richtung gemacht hat. Wir bedauern nur, dass die Bereitschaft zur Offenheit so spät gekommen ist. Trotzdem müssen wir nach allem, was jetzt bekannt ist, nochmals ein paar Dinge festhalten.
Was sich unter dem Titel «Staatsschutz, Schutz der inneren und äusseren Sicherheit» in den letzten Jahrzehnten in diesem Lande tat, ist Ausdruck des unerbittlichen Geistes des kalten Krieges, zeichnet sich aus durch eine unsägliche politische Intoleranz, durch einen Blut- und Bodenpatriotismus, der faschistoide Züge trägt. Es gibt tatsächlich immer noch Leute in diesem Land, welche das Ausüben eines Volksrechtes – wie das Lancieren einer Initiative – als Angriff auf die Existenz dieses Staates betrachten, wenn damit z. B. die Abschaffung der Armee gefordert wird.
Nun haben eine gute Million Bürgerinnen und Bürger diesem Volksbegehren zugestimmt. Heisst das, dass diese Million Personen die innere und äussere Sicherheit der Schweiz bedrohen? Dann wäre es wohl an der Zeit, dass sich dieser Staat ein anderes Volk sucht. Die Igelmentalität des letzten Weltkrieges konnte sich bis heute halten. Frischer politischer Wind kam immer nur von einzelnen Parteien und Gruppen, vorab von der Linken. Gerade diese sind beobachtet, bespitzelt, vorsorglich registriert und denunziert, kurz: in dieser hochgelobten Demokratie in keiner Art und Weise politisch ernstgenommen worden.
Die SP-Fraktion zählt sich zu den Betroffenen, Herr Engler. Im Namen meiner Fraktion stelle ich hier fest, dass wir mit bestem Willen vorläufig noch nicht wissen, was es für uns 1991 zu feiern gäbe. Solange die Taktik von Frau Kopp durchgezogen wurde, d. h. solange immer nur gerade so viel zugegeben wurde als nicht mehr zu verbergen war, solange war und ist Vertrauen in diesen Staat nicht herzustellen. Transparenz in Raten ist unter keinem Titel mehr akzeptierbar. Wir begrüssen es, dass der Bundesrat unsere Sicht jetzt teilt. Zehntausende von Bürgerinnen und Bürgern stellen sich mit uns immer noch die bange Frage: Wer schützt uns vor der politischen Gesinnungspolizei?
Wir stellen fest, dass sich die bürgerliche Mehrheit dieses Rates bis vor wenigen Wochen weigerte, das EMD und insbesondere seine nachrichtendienstliche Tätigkeit einer parlamentarischen Kontrolle durch eine Puk zu unterstellen. Wir haben schon im Dezember klar festgehalten, es gehöre Licht in sämtliche Dunkelkammern der Verwaltung.
Nach wie vor gibt es bürgerliche Mitglieder dieses Rates, die mit dem Spruch hausieren, das Kind dürfe nicht mit dem Bad ausgeschüttet werden. Die SP-Fraktion meint: Doch, dieses unselige Kind muss mit dem Bad ausgeschüttet werden. Etwas anderes als sehr gründliches Aufräumen kann überhaupt nicht in Frage kommen. Die Lage ist sehr klar. Opfer sind die Registrierten, Täter die Registrierenden, ihre Vorgesetzten und Auftraggeber.
Die Mitglieder der SP-Fraktion sind empört – genau wie Zehntausende von Schweizerinnen und Schweizern – angesichts der Geisteshaltung, welche hinter der ganzen unglaublichen Affäre steckt; die neuesten Geschichten aus dem EMD selbstverständlich miteingeschlossen, Stichwort: Listen unzuverlässiger Offiziere.
Staatsschutz diente klar dem Schutz der politischen Rechten in diesem Land. Ein solches Staatsschutzverständnis steht in krassem Widerspruch zu den Grundgedanken, die eigentlich diese pluralistische Demokratie tragen sollten.
Im Moment beobachten wir eine Tendenz, dass einmal mehr Hatz auf die Ueberbringer der schlechten Nachrichten, auf die Medien und ihre Informanten, gemacht werden soll. Wir fragen Sie: Was soll das? Haben Sie im Ernst das Gefühl, die Bevölkerung fasse wieder Vertrauen zu diesem Staat, wenn nur ja keine schlechten Nachrichten mehr verbreitet werden? Eine solche Annahme ist nicht nur lächerlich, sondern verletzt erneut die Würde der Menschen in diesem Land. Da hilft nur eines: überzeugende Schritte in die Offenheit.
Wir sind überzeugt, dass eine politische Polizei in absolutem Widerspruch steht zu einer offenen Gesellschaft. Eine politische Polizei hat in der Eidgenossenschaft am Ende des zwanzigsten Jahrhunderts keinen Platz mehr, ebensowenig wie eine Geheimarmee.
Wir begrüssen es, dass die Macht des Faktischen nun zur Einsetzung einer Puk für das EMD führen wird. Ich rufe uns allen nochmals eindringlich in Erinnerung, dass der Staat für die Menschen in diesem Land da ist und nicht umgekehrt. Deshalb ist eine bürgernahe Bewältigung der Akteneinsicht sowie eine unbürokratische Wiedergutmachung für alle Fälle von Amtsmissbrauch und Amtsanmassung unumgänglich. Die Wiedergutmachung ist ein politischer Akt. Auf juristische Spitzfindigkeiten ist zu verzichten. Wir nehmen gerne zur Kenntnis, dass der Bundesrat jetzt in dieser Richtung hilfreich sein wird.
Willy Ritschard hat einmal gesagt: Der Bürger ist mehr als ein Loch in einer Lochkarte. Bürgerinnen und Bürger sind auch mehr als Fichenfutter. Da wird immer wieder geklagt, die schweigende Mehrheit und damit die Zahl jener, die sich von diesem Staat abgemeldet haben, werde immer grösser. Aber diejenigen, die sich kritisch mit dem Staat und seinen Institutionen, einschliesslich der Armee, auseinandersetzen, gewärtigen auf einer Fiche zu landen und als unzuverlässig eingestuft zu werden. Das ist zutiefst undemokratisch, ist der Kern des Skandals. Wir sind froh, dass der Bundesrat dies jetzt auch so sieht; denn daran, wie dieses Parlament, der Bundesrat, alle Behörden diesen Skandal, diese Staatskrise bewältigen werden, misst sich der innere Zustand dieses Landes. Daran wird sich nicht nur für die SP-Fraktion, sondern für einen Grossteil der Bevölkerung die Frage entscheiden, ob es sich tatsächlich lohnt, 1991 mit diesem Staat Geburtstag zu feiern.
Wir unterstützen den Schutz der Demokratie, wir versuchen nach wie vor daran zu glauben. Ob dies mit einem Staatsschutzgesetz – wie von Herrn Bundespräsident Koller angekündigt – möglich sein wird, diese Frage bleibt für uns vorläufig offen. Wir begrüssen die Einsetzung einer parlamentarischen Sicherheitsdelegation zur demokratischen Kontrolle dessen, was dieses Land an sogenannter Sicherheit braucht.
Wir bitten Herrn Bundespräsident Koller, dem Rat zu sagen, welcher Terminplan seiner Absichtserklärung zugrunde liegt.
Im Namen der SP-Fraktion bitte ich Sie, unsere Motionen weder abzuschreiben noch abzulehnen, sondern ihnen zuzustimmen.

M. **Petitpierre:** Le débat d'aujourd'hui prolonge celui qui a suivi la publication du rapport de la Commission d'enquête parlementaire, ce qui justifie que nous ne reprenions pas aujourd'hui le détail de ce que nous avons dit et décidé à la fin 1989. Il faut que nous tenions compte de ce qui est survenu depuis et cela – j'insiste – dans la perspective des corrections nécessaires pour l'avenir. Il nous paraît essentiel en tout cas, et compte tenu des événements des derniers mois, que ce qui apparaît comme une crise conduise à une véritable amélioration des règles qui doivent gouverner les activités de protection du pays et de ses institutions démocratiques, des pratiques des administrations concernées, du contrôle de ces activités, du double point de vue de leur efficacité et de leur pertinence d'un côté, du respect des droits de la personnalité de l'autre.

C'est une vieille vérité qu'une crise offre aussi une chance de progrès. En l'espèce, la réalisation de cette chance passe par le rétablissement de la confiance, la confiance du peuple dans les autorités, bien entendu, mais aussi la confiance des agents de l'administration dans les organes politiques et réciproquement. Cela suppose quatre conditions essentielles que voici:

Premièrement, il faut d'abord établir les responsabilités pour le passé sur une analyse serrée de l'état des faits, pas tant pour satisfaire un goût un peu morbide de la dénonciation que pour comprendre et, partant, corriger. La découverte des faits et le rétablissement de la confiance ne sont pas possibles dans une ambiance qui ne garantit pas un jugement équitable des comportements individuels appréciés en fonction du cadre dans lequel ils se sont développés: sans anachronisme, sans introduire de nouveaux critères aujourd'hui pour juger une action ancienne, sans complaisance mais surtout sans a priori. C'est aussi reconnaître ce qui est bien allé. La mise en oeuvre d'une deuxième enquête par une délégation du Parlement nantie d'un mandat clairement circonscrit va dans ce sens. Le Conseil fédéral a déjà manifesté sa volonté de collaborer pleinement; nous devons de notre côté garantir l'absolue régularité des procédures d'enquêtes, organiser dans le détail le contrôle de la confidentialité là où elle s'impose provisoirement ou durablement: c'est aussi une condition de la confiance nécessaire au succès de l'enquête comme les travaux de la première commission l'ont montré. Une pause dans le flux des nouvelles douteuses et des jugements prématurés serait par ailleurs bien venue.

Deuxièmement, il faut que les trois branches du gouvernement assument ou reprennent chacune pleinement son rôle: au Conseil fédéral, la direction politique et le contrôle direct; à l'administration, le respect discipliné, scrupuleux et discret des directives du gouvernement; au Parlement, enfin, la haute surveillance avec toute l'attention et toute la rigueur nécessaires. C'était déjà notre but après le rapport de la première commission d'enquête. Cette commission avait notamment pour mission de faire apparaître une sorte de typologie des défauts du fonctionnement de nos services d'information civile et de remettre au Conseil fédéral la charge de poursuivre les investigations pour découvrir et corriger l'ensemble et le détail des défauts signalés. Ce qui s'est révélé entre novembre 1989 et ces derniers jours appelle une nouvelle enquête parlementaire, un effort de remise en ordre qui passera par l'élaboration de textes légaux adéquats. Notre groupe y contribuera fermement.

Troisièmement, il faut encore se soucier de garder le sens des proportions. La gravité de ce qui a été découvert ne justifie pas le rejet en bloc de l'activité de protection du pays et de ses institutions démocratiques. Elle appelle la mise en place de règles précises, connues de tous, qui assurent l'équilibre des exigences de la sécurité du pays et de celles de la protection de la personnalité qui sont nécessairement dans un rapport de tension féconde puisqu'elles constituent des finalités inséparables l'une de l'autre dans un Etat de droit qui veut vivre. Sacrifier la sécurité au respect des droits de la personnalité n'est pas une proposition cohérente tant il est vrai que les droits de la personnalité dépendent largement de la garantie que leur donne l'Etat de droit lui-même et qu'en assurant le bon fonctionnement de l'Etat de droit, on garantit aussi une part importante des droits de la personnalité. A l'inverse, violer les droits de la personnalité au nom de la sûreté de l'Etat revient à faire perdre à celui-ci son caractère d'Etat de droit. Notre groupe propose dans une motion que développera M. Pascal Couchepin, président du groupe radical, une loi sur la sécurité du pays qui tienne compte de ces impératifs.

Quatrièmement, il faut enfin que la Suisse et les Suisses ne sombrent pas dans un état de démoralisation catastrophiste ou d'indignation étouffante parce que notre pays est confronté à des difficultés qu'ils n'attendaient pas. Nous ne sommes pas un «Sonderfall» au point que toutes les difficultés devraient nous être épargnées comme par un décret du ciel. Les exemples d'autres pays démocratiques doivent nous montrer d'abord que ce genre de problème peut surgir partout et, ensuite, qu'il existe des moyens techniques, des règles légales, des institutions pour en faire façon. Nous ferions bien, d'ailleurs, de nous en inspirer dans nos travaux à venir. Il nous faut admettre que, comme toutes les sociétés, nous sommes exposés aux entreprises hostiles et criminelles et qu'il faut les réprimer et, mieux encore, les prévenir. Ce faisant, il faut reconnaître aussi le danger inhérent à toute action de prévention qui implique une part de secret et, par conséquent, un risque accru d'abus. Il serait puéril d'espérer échapper à cette difficulté en niant le premier de ces dangers pour écarter le second. Sur ce plan, la Suisse n'est pas un «Sonderfall» non plus; il lui faudra sans cesse affiner et adapter sa pratique pour rétablir et maintenir un équilibre toujours menacé; les événements de samedi sur la Place fédérale sont là pour nous le rappeler.

C'est dans cet esprit que le groupe radical a décidé de soutenir toutes les propositions du Conseil fédéral dans ses réponses aux motions et postulats qui vont être discutés tout à l'heure ainsi que la proposition du Bureau dans sa dernière version. Il souscrit à la mise en oeuvre d'une enquête parlementaire sur les activités du renseignement au Département militaire et il entend ainsi contribuer à préparer l'avenir en dépassant l'amertume, les procès d'intention et les dénonciations réciproques, le désordre des nouvelles contestées et des jugements hâtifs. En exprimant sa confiance au Conseil fédéral, le groupe radical ne cache pas qu'il attend beaucoup du Conseil fédéral, qu'il attend beaucoup aussi des services de l'administration, qu'il attend beaucoup des cantons et, faut-il le dire, qu'il attend beaucoup du Parlement lui-même.

Frau **Bär:** Eigentlich müssten wir für die heutige Debatte die Schweizerfahne auf dem Bundeshaus auf Halbmast setzen. Anders als mit einem Zeichen der Trauer lässt sich das Unglaubliche, das zwischen der Dezembersession und heute passiert ist, gar nicht darstellen. Entrüstung und Empörung reichen nicht aus. Was wir jetzt leisten müssen, ist öffentliche Trauerarbeit. Wir haben allen Grund dazu.

Wir, die wir uns bis heute zu denjenigen Ländern zählen durften, die von zwei Weltkriegen unversehrt blieben, stehen plötzlich vor den verheerenden Schäden, die der kalte Krieg während mehr als 40 Jahren angerichtet hat, der mit seiner Ideologie bis zum heutigen Tag immer neue Bevölkerungsgruppen erfasste. Aufgrund eines geheimen Bundesratsbeschlusses wurde aus einem demokratischen Rechtsstaat ein Ausgrenzungsstaat. Aus der Lehrformel «Der Staat, das sind wir alle» ist eine Leerfomel geworden. Sechs Jahre nach 1984 müssen wir feststellen: Orwell hat stattgefunden.

Kein Zweifel: Unser Bundesstaat ist seit seinem Bestehen am absoluten Tiefpunkt angelangt. Und immer noch gibt es Leute an verantwortungsvoller Stelle, die kein Krisenbewusstsein entwickeln und damit die Krise weiter verschärfen. Zu diesen gehörte bis heute fatalerweise der Gesamtbundesrat, der zu lange nicht willens und/oder nicht fähig war, seine Verantwortung wahrzunehmen. Mehr denn je gilt aber, was die grüne Fraktion im Dezember gefordert hat: absolute Offenheit und Transparenz und eine umfassende Orientierung der Bevölkerung. Nur so ist ein Neuanfang möglich.

Dazu gehört das längst fällige Entschuldigungswort des Bundesrates. Herr Bundespräsident Koller, Sie können sich nicht auf die «Gnade des später Gewählten» berufen. Sie haben die Pflicht, sich auch im Namen Ihrer Vorgängerin und Ihrer Vorgänger, die sich an grossen Teilen der Bevölkerung schuldig gemacht haben, zu entschuldigen. Das wäre eine Sofortmass-

nahme mit positiver Langzeitwirkung. Sehen Sie denn nicht, Herr Bundespräsident, welch tiefer Riss durch unser Land geht? Spüren Sie denn nicht, wieviel Wut, Entsetzen und auch Scham über das Vorgefallene unsere Bevölkerung bewegt? Weshalb sprechen Sie das erlösende Wort auch heute noch nicht aus?
In der DDR laufen die Menschen, vor allem die Jugend, vor dem real existierenden Sozialismus davon, weil die Verantwortlichen zu spät handelten. Bei uns bleiben die Leute, aber sie wenden sich innerlich von der real existierenden Demokratie ab. Das ist nicht weniger schlimm.
Was nützen uns die sonnigen Ideen von Herrn Solari, was die millionenschweren Projekte, was nützt es, wenn die Kantone zur 700-Jahr-Feier einen Weg der Schweiz bauen? Der Weg der Schweiz ist hier in Bern von diesem Hause aus verschüttet worden, und er muss hier neu erstellt werden.
Ihre Verantwortung wahrnehmen muss vor allem die Mehrheit des Parlamentes. Dass dies bis heute nicht geschah, ist offensichtlich. Zuerst mit vereinten Kräften eine EMD-Puk zu verhindern suchen und anschliessend ein peinliches Gerangel um das Präsidium zu veranstalten, ist kein konstruktiver Beitrag. Am verheerendsten wirken diejenigen, die immer noch behaupten, das Ganze sei zum Wohle des Staates nötig gewesen. Ebenso unhaltbar ist es, die Verantwortung einigen übereifrigen Beamten anzulasten und von einer Eigendynamik des Staatsschutzes zu sprechen. Was in der Bundespolizei und im Nachrichtendienst des EMD jahrelang geschah, ist bewusste Verletzung rechtsstaatlicher Grundsätze zum Zwecke der Machterhaltung.
Verantwortung wahrnehmen heisst somit über Macht nachdenken, über Gebrauch der Macht, über die Ziele und Mittel ihres Einsatzes. Es heisst aber auch Nachdenken über die Zwillingsschwester der Macht: über die Lüge. Dass diejenigen, die in diesem Staate die Macht besitzen, einen immer repressiveren Apparat schufen, um ihre Position abzusichern, zeugt von Angst vor Veränderungen und damit von Angst vor allfälligem Machtverlust. Diese Angst führt zu einem Teufelskreis von immer neuen, letztlich nie ausreichenden Sicherheitsmassnahmen. «Erst wenn ihr aufhören könnt, zu siegen, wird dieser Euer Staat bestehen», lässt Christa Wolf die Kassandra im gleichnamigen Buch sagen.
Verantwortung wahrnehmen heisst jetzt auch, sich selber unbequeme Fragen stellen und stellen lassen: Welches ist der Nährboden für ein subtiles und lautloses Zerstören demokratischer Freiheiten und Rechte, und wie ist er entstanden? Stehen wir heute nicht vor einem tiefen Konkordanzsumpf, der aus einer überheblichen, von keinen Selbstzweifeln geplagten Haltung gegenüber politischen Minderheiten und Andersdenkenden entstanden ist und der mit dem vielbeschworenen Kollegialitätsprinzip überdeckt wurde?
Weshalb sind wir ein so ängstlicher Staat, der seine Bevölkerung als Risikofaktor behandelt und der neben der Armee noch eine Geheimarmee aufbaut? Stehen wir heute nicht vor dem Trümmerhaufen eines jahrzehntealten Männerstaates mit seinen Männerphantasien? Wie ist es möglich, dass private Interessen selbsternannter Staatsschützer als moralische Mission gelten können und als patriotische Tat, was wir bei ausländischen Geheimdiensten als kriminelle Handlung bezeichnen? Heisst das nicht, dass unser politisches und staatliches Handeln jede moralische Dimension verloren hat?
Es bleibt aber auch die Frage nach dem Positiven dieser Staatskrise. Könnte es nicht eine Chance sein, von der Fiktion des Musterlandes befreit zu sein?
Lasst uns überlegen, was wir am Vorabend zur 700-Jahr-Feier als Ziel für das achte Jahrhundert der Schweiz definieren können! Lasst uns nachdenken, wie die Demokratie wieder die Staatsform wird, die auf dem Prinzip der Würde des einzelnen Menschen basiert und auf dem Engagement der Bürgerinnen und Bürger, denn darauf haben wir unsere Grundrechtspolitik auszurichten. Jetzt könnte eine inhaltliche Totalrevision unserer Staatsverfassung eine fruchtbare Diskussion in Gang bringen und damit ein Beitrag zur Krisenbewältigung sein.
Die zentrale Frage aber bleibt die nach der politischen Moral, nach dem Umgang mit Minderheiten, nach der ethischen Grundhaltung derjenigen, die Macht delegiert bekamen, um im Dienste des Volkes und nicht der Privatinteressen zu wirken. Oder wie es Carl Hilty vor 90 Jahren gesagt hat: «Ein kleiner Staat muss heute eine moralische Grösse sein, wenn er fortbestehen will. Darauf kommt alles an.»
Wir müssen hier und heute beginnen, zu diesem Fortbestehen unseren Beitrag zu leisten. Wir müssen namentlich der jungen Generation beweisen, dass dieser Staat auch ihr Staat ist, in dem es sich lohnt, mitzudenken und mitzuhandeln. Es ist nach allem, was passiert ist, keine einfache Aufgabe, aber wir müssen sie lösen.

Bundespräsident **Koller:** Ich kann mich kurz fassen. Ich möchte all jenen danken, die die Beschlüsse des Bundesrates positiv aufgenommen haben. Ich möchte auch jenen danken, die immerhin feststellen, die Beschlüsse des Bundesrates seien ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung.
Frau Nationalrätin Bär kann ich aber wirklich nicht verstehen! Ich weiss nicht, ob Sie nicht hier waren, Frau Bär, als ich die Erklärung des Bundesrates abgegeben und betont habe, wie sehr der Bundesrat die Betroffenheit der Bürgerinnen und Bürger teilt, die im Rahmen der Ausübung ihrer demokratischen Rechte fichiert worden sind, und ich glaube, Sie haben mir auch nicht zugehört, als ich erklärte, wie wichtig es dem Bundesrat sei, durch die Massnahmen, die er beschlossen hat – und nicht nur durch Worte –, das verlorene Vertrauen wiederzugewinnen.
Einige Fraktionssprecher haben dem Bundesrat vorgeworfen, er hätte zwar jetzt heute ein Konzept vorgelegt, das sie überzeuge, aber er habe zu spät gehandelt. Ich möchte nicht in Abrede stellen, dass vielleicht auch der Bundesrat in diesen sehr schwierigen Zeiten nicht immer optimal entschieden hat. Aber das hat natürlich eminent viel damit zu tun, dass auch der Bundesrat ständig neu überrascht worden ist. Man kann uns nicht vorwerfen, wir würden nur ratenweise Transparenz schaffen, wenn wir eben die volle Wahrheit selber nicht gekannt haben und immer wieder überrascht worden sind, beispielsweise durch den Fund von neuen Karteien gerade auch in meinem Departement.
Ich glaube nicht, dass es Aufgabe des Bundesrates war, nachdem eine parlamentarische Untersuchungskommission während Monaten, ausgestattet mit allen Mitteln, mein Departement untersucht hat, nun nach weiteren solchen Karteien zu suchen. Hier sind wir eben beide – sowohl die parlamentarische Untersuchungskommission wie der Bundesrat – überrascht worden.
Schliesslich noch eine weitere Ueberlegung zu diesem Zuspätkommen. Ich muss Ihnen ehrlich sagen, zu Beginn habe ich geglaubt, dass es gelingen würde, den Staatsschutz wenigstens in den unbestrittenen Bereichen der Terrorismusbekämpfung, der Spionageabwehr und der Bekämpfung des organisierten Verbrechens voll effizient und leistungsfähig zu erhalten. Heute ist der Bundesrat aufgrund der Entwicklungen und der immer neuen Funde und des damit verbundenen ständigen Wachsens des Misstrauens in unserem Volk zur Einsicht und zum Schluss gekommen, dass wir vorübergehend sogar eine Schwächung unseres Staatsschutzes in diesem unbestrittenen Bereich in Kauf nehmen müssen, um das grosse Misstrauen zu beseitigen.
Im übrigen möchte ich noch auf eine Frage eingehen: auf die Frage der Reorganisation der Bundesanwaltschaft. Herr Günter hat diese Frage aufgeworfen. Er hat vor allem in Frage gestellt, ob es gelingen könne, mit dem bestehenden Personal ein solches Neukonzept, wie ich es Ihnen vorgetragen habe, überhaupt zu realisieren. Ich darf Sie versichern, der Bundesrat steht allen Vorschlägen positiv gegenüber, die eine Reform der Bundesanwaltschaft mit dem Ziel einer besseren Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben anvisieren. Er ist allerdings skeptisch in bezug auf alle isolierten Einzelmassnahmen, die jetzt schon, das heisst vor einer genauen und systematischen Abklärung der Bedürfnisse, gefordert werden, nur um sogenannte Zeichen zu setzen.
Ich möchte Sie an die überstürzte Reorganisation der Bundesanwaltschaft im Jahre 1958 zurückerinnern. Nach dem Freitod des damaligen Bundesanwalts wurde der Chef der Bundespolizei mit einem sofort erlassenen Bundesratsbeschluss be-

wusst von der unmittelbaren Dienstaufsicht durch den Bundesanwalt abgekoppelt. Dabei fand aber eindeutig zu wenig Beachtung, dass damit auch die Beaufsichtigung der Bundespolizei durch das Departement und durch den Bundesrat wesentlich erschwert wurde. Heute wird nun zu Recht festgestellt, dass die Bundespolizei in einigen Bereichen eine unkontrollierte Eigendynamik entwickelt habe. Ferner wurde im Jahre 1958 unterlassen, die Frage der Weitergabe von Informationen der Bundespolizei an die Kantone und andere Dienststellen zu regeln, so dass es eben auch hier zu vielen Unklarheiten und Ungereimtheiten kam.
Es genügt daher heute nicht mehr, nur die sofort ins Auge springenden Massnahmen zur Symptombekämpfung zu ergreifen. Die Analyse des Ist-Zustandes und die Entwicklung der neuen Lösungen müssen im Gesamtzusammenhang erfolgen. Der Bundesrat hat daher heute vormittag der von mir beantragten Projektorganisation mit dem Namen «Basis» zugestimmt. Sie besteht aus einer ganzen Zahl von Teilprojekten und Programmen. Hauptprojekt ist die Reorganisation der Bundesanwaltschaft, die in neun Arbeitsgruppen in Angriff genommen werden soll. Diese Aufträge betreffend die Reorganisation der Bundesanwaltschaft reichen von der Analyse des Bedrohungsbildes und der künftigen Aufgaben bis zu Ausbildung des Personals der Bundespolizei und zur Unterbringung der Bundesanwaltschaft.
Für die Erarbeitung dieses Reorganisationskonzepts in allen Bereichen haben wir zudem bewusst – um den Vorwurf der Betriebsblindheit zu vermeiden und um auch dem Vorwurf zu begegnen, Herr Günter, man könnte mit diesen Leuten ja keine effiziente und glaubwürdige Neuorganisation bewerkstelligen – eine spezialisierte Beratungsfirma beigezogen, die ausländische Polizeiministerien und schweizerische Polizeikorps mit Erfolg reorganisiert hat. Sie übernimmt direkt die Leitung jener Projekte, die die Reorganisation der Bundesanwaltschaft betreffen. Ferner werden wir Vertreter der Kantone, der Wissenschaft und der mitinteressierten Stellen in diese Projektorganisation «Basis» miteinbeziehen.
Damit komme ich zur Frage, die Frau Mauch mir gestellt hat. Ich habe folgenden vorläufigen Zeitplan: Ich nehme an, dass die Konzeptarbeit im Rahmen dieser grossen Projektorganisation «Basis» etwa innert Jahresfrist abgeschlossen werden kann, danach wird der Bundesrat jene Massnahmen beschliessen, die in seiner eigenen Kompetenz liegen. Soweit Gesetzesänderungen nötig sind, wird diese Gesetzgebungsarbeit zweifellos noch mehr Zeit in Anspruch nehmen. Wir werden im Rahmen dieses Zeitplanes auch ständig prüfen, ob wir gewisse Massnahmen nicht im Sinn einer Uebergangsordnung vorläufig zu erlassen haben. Genauso wie wir das mit der wichtigen Negativliste vom 19. Januar dieses Jahres gemacht haben, die immerhin garantiert, dass all das, was man jetzt gemeinhin unter Schnüffelei versteht, d. h. Beobachtung und Registrierung im Rahmen der Ausübung demokratischer Rechte, heute abgeschafft wird und nicht mehr möglich ist.

1. Reorganisation und Ueberwachung
Réorganisation et surveillance

89.367

Motion Jaeger
Reorganisation des EJPD
Réorganisation du DFJP

Wortlaut der Motion vom 8. März 1989
Aufgrund der Ergebnisse des Berichtes Haefliger fordern wir den Bundesrat auf, Massnahmen zur Reorganisation des EJPD vorzukehren.
1. Die Bundesanwaltschaft ist neu dem Gesamtbundesrat zu unterstellen und im Sinne einer unabhängigen staatsanwaltschaftlichen Behörde auszugestalten.
2. Der Aufgabenbereich der Bundesanwaltschaft sowie das Pflichtenheft des Bundesanwaltes sind so zu modifizieren, dass die Drogenbekämpfung, die Bekämpfung der Waffenschieberei und der Geldwäscherei vorrangige Aufgaben darstellen.
3. Die heutige personelle Zusammensetzung (z. B. 5 Beamte in der BMG-Abteilung, 40 Beamte in den Bereichen Sicherheit/Staatsschutz) ist so zu ändern, dass den Prioritäten gemäss Ziffer 2 Rechnung getragen wird.
4. Die Organisation des Delegierten für Flüchtlingswesen ist entweder in ein spezielles Bundesamt umzuwandeln oder wieder dem Bap zu unterstellen.
5. Staatsschutz- und Nachrichtendienstfunktionen sind aus dem Aufgabenbereich der Bundesanwaltschaft auszugliedern und z. B. dem Bap anzugliedern.

Texte de la motion du 8 mars 1989
Au vu des conclusions du rapport Haefliger, nous chargeons le Conseil fédéral de prendre les mesures de réorganisation suivantes:
1. subordonner le Ministère de la Confédération directement au Conseil fédéral, de sorte qu'il devienne une autorité indépendante;
2. modifier le champ d'activité du Ministère public de même que le cahier des charges du procureur général de la Confédération de telle sorte qu'il soit appelé à lutter en priorité contre le trafic de stupéfiants et d'armes et contre le blanchissage d'argent;
3. adapter la composition actuelle du personnel du Ministère public (par exemple 5 fonctionnaires pour l'Office central suisse chargé de réprimer le trafic illicite des stupéfiants, 40 fonctionnaires pour les domaines de la sécurité et de la protection de l'Etat) de sorte que l'on tienne compte des priorités fixées au chiffre 2;
4. transformer l'organisation des services du Délégué aux réfugiés soit en en faisant un office distinct, soit en le subordonnant de nouveau au BFP;
5. retirer les fonctions de protection de l'Etat et de renseignements du champ d'activité du Ministère public et les confier par exemple au BFP.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Dünki, Grendelmeier, Günter, Maeder, Müller-Aargau, Oester, Weder-Basel, Widmer, Wiederkehr, Zwygart (10)

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Die Ziffern 1 bis 3 und 5 (Unterstellung, Aufgaben, Prioritäten, Personaleinsatz, Pflichtenheft der Bundesanwaltschaft sowie die Ausgliederung der Staatsschutz- und Nachrichtenfunktionen aus der Bundesanwaltschaft) werden im Rahmen der Projektorganisation behandelt, welche unter Leitung des Vorstehers des EJPD steht.
Die Umwandlung des DFW gemäss Ziffer 4 in ein Bundesamt für Flüchtlingsfragen (BFF) wird von der Expertenkommission, welche ein neues Asylverfahren ausgearbeitet hat, befürwortet. Der Bundesrat wird den entsprechenden Botschafts- und Beschlussentwurf dem Parlament auf die Sommersession hin zuleiten.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

88.875

Postulat Aubry
Arbeitsweise der Bundesanwaltschaft
Efficacité du Ministère public de la Confédération

Wortlaut des Postulates vom 15. Dezember 1988
Ich bitte den Bundesrat, die Arbeitsweise der Bundesanwaltschaft zu überprüfen und an die aktuellen Bedürfnisse anzupassen.

Texte du postulat du 15 décembre 1988
Je demande au Conseil fédéral de bien vouloir revoir la manière de travailler du Ministère public de la Confédération et de l'adapter aux exigences actuelles.

Mitunterzeichner – Cosignataire: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Les responsables du domaine de contrôle des drogues à nos frontières se plaignent d'attendre plusieurs jours les réponses à des questions urgentes. Alors que les douaniers français, autrichiens, allemands ou italiens prennent la peine de répondre dans l'heure qui suit, le Ministère public met plusieurs jours à répondre à une demande, plus particulièrement durant les fins de semaine. Le trafic de drogue qui s'est intensifié exige des moyens rapides à disposition si l'on veut être efficace sur un plan international et interfrontalier.
Il est donc inadmissible qu'un service de piquet ne soit pas à disposition 24 heures sur 24, alors que des douaniers le sont.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 14. Februar 1990
Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 14 février 1990
Le Conseil fédéral propose de donner suite à ce postulat.

89.760

Postulat Zwygart
Ombudsmann für die Bundespolizei
Police fédérale. Médiateur

Wortlaut des Postulates vom 11. Dezember 1989
Im Rahmen der Reorganisation der Bundespolizei als Folge des Puk-Berichts wird der Bundesrat eingeladen, die Stelle eines Ombudsmannes zu schaffen.

Texte du postulat du 11 décembre 1989
Dans le cadre de la réorganisation de la Police fédérale à la suite du rapport de la CEP, le Conseil fédéral est invité à créer un poste de médiateur.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Biel, Dünki, Grendelmeier, Günter, Jaeger, Maeder, Müller-Aargau, Oester, Weder-Basel, Widmer, Wiederkehr (11)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
In der durch den Puk-Bericht ausgelösten Unruhe hat der Bundesrat alt Bundesgerichtspräsident Haefliger als Ombudsmann eingesetzt. Diese Vertrauensperson soll eine unabhängige Information der einzelnen Bürger gewährleisten. Die bei der Bundespolizei gespeicherten Daten sollen auch später nach einheitlichen Kriterien eingesehen, korrigiert oder bei unnötigen Angaben gestrichen werden können.
Im übrigen könnte diese Vertrauensperson mithelfen, verlorengegangenes Vertrauen der Bevölkerung gegenüber polizeilichen Instanzen wieder aufzubauen.
Es wäre auch zu prüfen, ob dieser Ombudsmann nicht auch dann eingeschaltet werden könnte, wenn die Bundespolizei bei der Anstellung von Bundesbeamten Daten weitergibt, um dafür zu sorgen, dass hier nicht unrichtige oder ungeprüfte Informationen zu ungerechten Benachteiligungen führen.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 21 février 1990
Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

89.733

Motion Günter
Wahl des Bundesanwaltes durch das Parlament
Election du Procureur général de la Confédération par le Parlement

---

Wortlaut der Motion vom 6. Dezember 1989
Der Bundesrat wird ersucht, den eidgenössischen Räten eine Vorlage zu unterbreiten, wonach der Bundesanwalt durch die Bundesversammlung zu wählen ist. Das Amt des Bundesanwaltes ist so auszugestalten, dass der oberste Ankläger der Eidgenossenschaft vom Bundesrat unabhängig wird.

Texte de la motion du 6 décembre 1989
Le Conseil fédéral est chargé de soumettre aux Chambres un projet instituant l'élection du procureur général de la Confédération par le Parlement. La fonction du procureur doit être conçue de manière à ce que le plus haut responsable du Ministère public soit indépendant du Conseil fédéral.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Dünki, Grendelmeier, Jaeger, Maeder, Müller-Aargau, Oester, Weder-Basel, Wiederkehr, Zwygart (9)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Der Puk-Bericht hat deutlich gemacht, dass der Bundesanwalt dann in einen Zwiespalt gerät, wenn ein Verdacht strafbarer Handlungen in der Bundesverwaltung besteht und die Möglichkeit gegeben ist, dass eine Abklärung des Sachverhalts den Bundesrat oder einzelne Bundesräte in juristische oder politische Schwierigkeiten bringen könnte.
Der Bundesanwalt ist heute einerseits ein Beamter in einer Departementsorganisation, so dass eine Loyalitätspflicht gegen die politische Leitung des Departements besteht, andererseits soll er dafür sorgen, dass das Recht ohne Ansehen der Person – und der politischen Funktion – gewahrt bleibt. Mit diesen widersprüchlichen Anforderungen sind Konflikte vorprogrammiert.
Viele Kantone haben dieses Problem dadurch gelöst, dass sie den obersten Ankläger – ähnlich wie die Mitglieder der obersten Gerichte – durch das Parlament wählen lassen. Diese Wahl führt zu einer grösseren Selbständigkeit des obersten Anklägers, der seine Handlungen ausschliesslich an der Wahrung des Rechts orientieren kann.
Die Wahl des Bundesanwalts durch das Parlament bedeutet auch eine Herauslösung des Bundesanwalts aus der Bundesverwaltung. Der Bundesanwalt verliert damit auch seine Stellung als Chef der Bundespolizei und des Staatsschutzes. (Ueber die eidgenössischen Untersuchungsrichter wird der Bundesanwalt natürlich weiterhin die Bundespolizei als gerichtliche Polizei in Anspruch nehmen.) Damit ist aber dafür

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Der Bundesrat beantragt, die Motion abzulehnen.

90.339

Interpellation der LdU/EVP-Fraktion
Wiederherstellung demokratischer Verhältnisse in der Bundesanwaltschaft

Interpellation du groupe Adl/PEP
Ministère public. Normalisation

Wortlaut der Interpellation vom 7. Februar 1990
Die Bereinigung der Situation in der Bundesanwaltschaft und bei den kantonalen Staatsschutzstellen erfolgt leider nicht mit jener Raschheit und Gründlichkeit, die nötig wären, um das Vertrauen in den angeschlagenen Rechtsstaat wieder herzustellen. Ich frage daher den Bundesrat:
1. Ist der Bundesrat bereit, geeignete Schritte zu unternehmen, um eine Beschleunigung der Auskunftserteilung durch die Bundesanwaltschaft zu erreichen? Ist er insbesondere bereit, dem Parlament gegebenenfalls die Einstellung des nötigen Hilfspersonals zu beantragen?
2. Ist der Bundesrat bereit, die Bundesanwaltschaft anzuweisen, den Betroffenen auch Einsicht in die Dossiers zu gewähren? Wenn nein, wie begründet der Bundesrat seinen Entscheid, einen Teil der Unterlagen der öffentlichen Kontrolle zu entziehen?
3. Ist der Bundesrat bereit, die Bundesanwaltschaft anzuweisen, den Auskunftsuchenden auf Wunsch Fotokopien auszuhändigen, um so eine raschere Abwicklung des Auskunftsverfahrens zu ermöglichen, als dies heute der Fall ist, wo die Bürger(innen) ihre Fichen von Hand abschreiben müssen?
4. Ist der Bundesrat bereit, bei den Kantonen dahingehend zu wirken, dass diese über ihre Staatsschutzakten rasch und grosszügig Auskunft geben?
5. In der Puk-Debatte hat der Bundesrat erklärt, er werde für die Bundespolizei klare Richtlinien erlassen, die eine Wiederholung der politischen Schnüffelei, wie sie von der Puk aufgedeckt wurde, verhindern werde. Hat der Bundesrat derartige Weisungen erlassen? Wenn ja, wie lauten sie? Wenn nein, wann gedenkt er derartige Weisungen zu erlassen und ist er bereit, in diesen Weisungen die polizeiliche Ueberwachung politischer Ansichten und Handlungen nicht kriminellen Charakters – also die eigentliche Tätigkeit einer politischen Polizei – zu verbieten?
6. Wie werden Anfragen von Organisationen bezüglich Akteneinsicht erledigt?
7. Der Bundesrat hat angekündigt, dass anschliessend an die Einsichtsaktion überflüssige und rechtsstaatlich nicht zulässige Unterlagen vernichtet werden sollen. Hat der Bundesrat bereits Richtlinien für eine derartige Säuberung der Aktenbestände erlassen? Ist der Bundesrat bereit zu veranlassen, sämtliche Fichen und Dossiers zu vernichten, nachdem die Betroffenen Einsicht nehmen konnten?
8. Dem Vernehmen nach sollen vielfach Doppel dieser Akten bei den Kantonen liegen. Wird der Bundesrat dafür besorgt sein, dass auch diese Doppel vernichtet werden?
9. Wird sich der Bundesrat bei den Kantonen dafür einsetzen, dass sich diese auch bei einer selbständigen kantonalen Aktivität im Bereich des Staatsschutzes an die Richtlinien des Bundes (gemäss Punkt 5) halten?

Texte de l'interpellation du 7 février 1990
L'assainissement de la situation au sein du Ministère public de la Confédération et des services cantonaux de sûreté de l'Etat ne s'étant fait ni de manière assez radicale ni de manière assez rapide pour que ces services publics regagnent la confiance – bien ébranlée – du peuple, je pose au Conseil fédéral les questions suivantes:
1. Est-il disposé à entreprendre les démarches nécessaires pour que le Ministère public accélère la cadence à laquelle il renseigne les personnes qui en font la demande? Est-il notamment prêt à demander le cas échéant au Parlement l'autorisation d'engager le personnel auxiliaire dont il aurait besoin?
2. Entend-il donner au Ministère public la consigne de laisser les intéressés consulter tout leur dossier? En cas de réponse négative, comment justifie-t-il sa décision d'en soustraire une partie au contrôle des intéressés?
3. Envisage-t-il de donner au Ministère public la consigne de remettre des photocopies aux intéressés, si ceux-ci en font la demande, de manière à accélérer la procédure vu que, aujourd'hui encore, ces mêmes intéressés doivent recopier à la main le contenu de leur fiche?
4. Est-il décidé à intervenir auprès des cantons pour que leurs services de sûreté consentent à fournir rapidement et avec libéralité les renseignements qu'on leur demande?
5. Il a, lors du débat parlementaire sur le rapport de la CEP, déclaré qu'il édicterait des directives très claires sur les activités de la police fédérale afin que les pratiques révélées par la Commission d'enquête ne puissent se reproduire. L'a-t-il fait? Si oui, quelles sont-elles? Si non, quand pense-t-il le faire et est-il disposé à introduire dans ces instructions une disposition *interdisant que la police ne surveille les idées* et les actes politiques non criminels – autrement dit toute l'activité d'une police politique?
6. Comment répond-on aux organisations qui posent une demande de renseignement sur leur compte?
7. Le Conseil fédéral a annoncé qu'une fois achevée la campagne permettant aux individus de consulter leur fiche tout dossier superflu ou inadmissible dans un Etat de droit serait détruit. A-t-il d'ores et déjà édicté des directives allant dans ce sens? Compte-t-il faire détruire toutes les fiches et tous les dossiers dès que les intéressés en auront pris connaissance?
8. Il ressort de l'enquête parlementaire que les cantons disposent dans bien des cas d'un double des dossiers. Le Conseil fédéral veillera-t-il aussi à ce que ces doubles soient détruits?
9. Le Conseil fédéral interviendra-t-il auprès des cantons pour qu'ils respectent les directives de la Confédération (cf. point 5) au cas où ils disposeraient eux-mêmes d'un service de sûreté de l'Etat?

Sprecherin – Porte-parole: Grendelmeier

Schriftliche Begründung
Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.
Développement par écrit
Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
zu den Vorstössen 90.339, 90.304, 90.320 und 90.341
vom 5. März 1990
Da die angeführten Interpellationen wie auch die erwähnte Motion die gleiche Thematik zum Gegenstand haben, werden sie gemeinsam behandelt.
Der Bundesrat bedauert, dass während Jahrzehnten von der Bundespolizei Informationen über Bürger in einem Umfang bearbeitet worden sind, der sich aus heutiger Sicht sachlich in keiner Weise rechtfertigen lässt. Er wird alles in seiner Macht Stehende unternehmen, um das Vertrauen der Bürger in die staatlichen Organe wiederherzustellen. Zu diesem Zweck wird er insbesondere dafür sorgen, dass die Staatsschutzakten von einem Sonderbeauftragten in Obhut genommen werden, die Bürger ihre Einsichtsrechte umfassend wahrnehmen können und die Registratur der Bundespolizei schliesslich nach strengen Kriterien bereinigt wird.
Zu den einzelnen Fragen nimmt der Bundesrat wie folgt Stellung:
1. Umfang der Datensammlung
Von den rund 900 000 Fichen der Hauptregistratur der Bundespolizei betreffen rund 200 000 Schweizerinnen und Schweizer und 600 000 Ausländer (200 000 Ausländer, die mindestens vorübergehend in der Schweiz Wohnsitz hatten,

Sprecherin – Porte-parole: Stocker

Schriftliche Stellungnahme des Büros vom 8. Februar 1990
1. Die Frage der Realisierung der von der Parlamentarischen Untersuchungskommission (Puk) geforderten und von National- und Ständerat beschlossenen Reorganisation der Bundesanwaltschaft war auch schon in der Puk diskutiert worden. Diese hielt fest, dass die nachfolgende Kontrolle Sache der GPK sein werde.
2. Das Büro hält fest, dass gemäss Geschäftsverkehrsgesetz und Ratsreglementen die nähere Prüfung und Ueberwachung der Bundesverwaltung Aufgabe der Geschäftsprüfungskommissionen von National- und Ständerat ist. Während der Bundesrat und die betroffenen Aemter nun die Probleme aufarbeiten und Regelungen erlassen müssen, welche die festgestellten Mängel beseitigen, wird es Sache der GPK sein, dies zu überprüfen und zu überwachen. Es besteht kein Grund, dass die GPK, welche in dieser Aufgabe bestens geübt und erfahren sind, im vorliegenden Fall nicht zuständig sein sollten. Um so mehr, als die beiden Räte der parlamentarischen Initiative der Puk, die eine Ausdehnung der Rechte der GPK vorsieht, Folge gegeben haben.
Das Büro ist der Auffassung, dass es nicht sinnvoll und zweckmässig wäre, aus der Parlamentarischen Untersuchungskommission eine ständige Untersuchungskommission mit GPK-Aufgaben zu machen. Dies würde auch über den Bundesbeschluss vom 31. Januar 1989 hinausgehen.
Das Büro bittet die GPK, dem Nationalrat jeweils im Rahmen der Debatte über den Geschäftsbericht des Bundesrates über den Stand der Reorganisation des EJPD und über die Verwirklichung der im Puk-Bericht erhobenen Forderungen zu berichten. Sollte sich zeigen, dass die Kompetenzen der GPK zur Kontrolle nicht ausreichen, müsste das weitere Vorgehen geprüft werden.

Rapport écrit du Bureau du 8 février 1990
1. La question de la mise en oeuvre de la réorganisation du Ministère public de la Confédération qui a été demandée par la Commission d'enquête parlementaire (CEP) et qui a été décidée par le Conseil national et le Conseil des Etats, a été également discutée au sein de la CEP. Celle-ci a relevé que le contrôle subséquent doit être l'affaire de la Commission de gestion (CDG).
2. Le Bureau constate, que selon la loi sur les rapports entre les conseils et les règlements des conseils, l'examen détaillé et la surveillance de l'administration fédérale relève de la compétence des Commissions de gestion des deux conseils. Alors que le Conseil fédéral et les offices concernés doivent préparer les solutions aux problèmes et édicter les directives qui permettront de corriger les manquements constatés, ce sera l'affaire des CDG de les examiner et de surveiller leur mise en oeuvre. Il n'y a pas de raison que les CDG qui sont les mieux à même d'exercer ces tâches et qui possèdent l'expérience voulue n'exercent pas leurs compétences dans le cas présent. Et cela d'autant plus que les deux conseils ont donné suite à l'initiative de la CEP demandant une extension des compétences des CDG. Le Bureau est d'avis qu'il ne serait pas raisonnable et rationnel de transformer la CEP en commission permanente d'enquête, investie de tâches qui relèvent des CDG. Une telle manière de faire irait au-delà du mandat imparti par l'arrêté fédéral du 31 janvier 1989.
Le Bureau prie la CDG de faire rapport au Conseil national, dans le cadre du débat sur la gestion du Conseil fédéral, sur l'état de la réorganisation du DFJP et sur la réalisation des exigences contenues dans le rapport de la CEP. S'il s'avérait que les compétences de la CDG ne suffisaient pas pour effectuer le contrôle, on devrait examiner la procédure qu'il conviendrait de suivre.

Antrag des Büros
Aus diesen Gründen beantragt das Büro, die Motion abzulehnen.

Proposition du Bureau
Pour ces motifs, le Bureau propose au conseil le rejet de la motion.

89.404

Motion Müller-Aargau
Ausserordentlicher Bundesanwalt. Wählbarkeit

Motion Müller-Argovie
Procureur extraordinaire de la Confédération. Mode d'éligibilité

Wortlaut der Motion vom 16. März 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, den eidgenössischen Räten eine Vorlage zuzuleiten, worin die Wählbarkeit sowie der Zeitpunkt der Wahl eines von der Bundesversammlung gewählten ausserordentlichen Bundesanwaltes, z. B. im BG über die Bundesstrafrechtspflege, eindeutig geregelt wird.
Die bisherige Regelung im BG über die Organisation der Bundesrechtspflege (Art. 22) und in den Materialien zum Artikel 14 des Verantwortlichkeitsgesetzes hat sich anlässlich der Wahl vom 15. März 1989 als offensichtlich unzulänglich erwiesen.

Texte de la motion du 16 mars 1989
Le Conseil fédéral est chargé de présenter aux Chambres fédérales un projet réglant, par exemple dans la loi sur la procédure pénale fédérale, le mode d'éligibilité d'un procureur général extraordinaire de la Confédération, à désigner par l'Assemblée fédérale, et d'y fixer le moment de l'élection.
La réglementation actuelle dans l'article 22 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire et dans les documents ayant servi à l'élaboration de l'article 14 de la loi sur la responsabilité, s'est révélée manifestement insuffisante lors de l'élection du 15 mars 1989.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Engler, Fischer-Hägglingen, Guinand, Leuenberger Moritz (4)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 21. Februar 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Am 19. Dezember 1988 setzte der Bundesrat den Basler Staatsanwalt Dr. Hans Hungerbühler als besonderen Vertreter des Bundesanwalts nach Artikel 16 Absatz 3 Bundesstrafprozess ein. Dieser hatte im Rahmen gerichtspolizeilicher Ermittlungen zu prüfen, ob eine Strafuntersuchung wegen Verletzung des Amtsgeheimnisses und allfälliger weiterer Delikte gegen Frau Bundesrätin Kopp und weitere Personen einzuleiten sei. Staatsanwalt Hungerbühler kam zum Schluss, es bestehe hinreichender Verdacht auf strafbare Handlungen.
Nachdem die Bundesversammlung die Immunität von Frau Kopp aufgehoben und den Fall dem Bundesgericht zur Beurteilung überwiesen hatte, musste sie einen ausserordentlichen Bundesanwalt wählen (Artikel 14 Absatz 6 Verantwortlichkeitsgesetz). Bei dieser Wahl war sie keineswegs gebunden; der Wille des Gesetzgebers nach einem vom Bundesrat unabhängigen Ankläger zeigt sich gerade darin, dass ein ausserordentlicher Bundesanwalt verlangt wird. Es lag deshalb im politischen Ermessen der Bundesversammlung, am 15. März 1989 den Freiburger Staatsanwalt Joseph-Daniel Piller zu wählen.
Der Bundesrat kann sich bei dieser Rechtslage der Auffassung nicht anschliessen, die bisherige Regelung habe sich als unzulänglich erwiesen.

und 400 000 Ausländer, die nie oder nur punktuell die Schweiz berührt haben). Die 100 000 restlichen Fichen beziehen sich auf in- und ausländische Organisationen und Unternehmen sowie Ereignisse.

2. Aufbewahrung der Staatsschutzakten

Der Bundesrat hat am 5. März 1990 eine Verordnung über die Behandlung der Staatsschutzakten erlassen. Darin ist vorgesehen, dass der Bundesrat einen Sonderbeauftragten ernennt, der die Karteikarten und Dossiers der Bundesanwaltschaft in Obhut nimmt. Die Bundespolizei wird nur noch Zugriff auf Akten haben, welche sie für ihre neu zu umschreibende Staatsschutzaufgabe tatsächlich benötigt. Der Sonderbeauftragte wird auch anstelle der Bundesanwaltschaft über die Gewährung von Einsicht in Karteikarten und Dossiers entscheiden. Dem Beauftragten wird das nötige Personal beigegeben.

3. Einsicht in Staatsschutzakten

Für die Begehren um Einsicht in Staatsschutzakten, die im Gefolge des Puk-Berichts gestellt werden, hat der Bundesrat bereits am 14. Februar eine Art Anmeldeschluss beschlossen und veröffentlicht. Wer noch in die bestehenden Akten Einsicht nehmen will, muss bis spätestens 31. März 1990 ein entsprechendes Gesuch stellen. Gesuche, die nach diesem Datum eintreffen, werden erst behandelt, sobald die Bereinigung der Registratur der Bundesanwaltschaft abgeschlossen ist.

Die Einsichtsgewährung soll grosszügig sein. Den Betroffenen wird eine Fotokopie ihrer Karteikarte zugeschickt werden. Darauf werden generell nur die Angaben über Sachbearbeiter und die ausländischen Sicherheitsdienste abgedeckt. Keine oder nur beschränkte Einsicht wird zudem in Karteikarten gegeben, in welchen sich Hinweise auf laufende Verfahren finden oder wenn schutzwürdige Interessen von Dritten oder Geheimhaltungsverpflichtungen (namentlich gegenüber ausländischen Sicherheitsdiensten, mit denen die Bundespolizei im Informationsaustausch steht) einer Einsichtnahme entgegenstehen. Informanten sollen grundsätzlich nicht bekanntgegeben werden, weil sie im Vertrauen darauf, dass ihre Mitteilung nicht weitergegeben wird, Meldung gemacht haben.

Wenn aber aufgrund einer Meldung auf den Informanten geschlossen werden kann, soll der Sonderbeauftragte im Einzelfall entscheiden, ob das Geheimhaltungsinteresse des Informanten oder das Mitteilungsinteresse des Betroffenen überwiegt. Der Sonderbeauftragte gewährt unter denselben Voraussetzungen auch Einsicht in die Dossiers. In die Akten von Organisationen können die vertretungsberechtigten Organe Einsicht nehmen. Hingegen will der Bundesrat, wie bereits früher begründet, von einer Benachrichtigung aller bei der Bundesanwaltschaft registrierten Personen, ungeachtet ob sie ein Einsichtsbegehren gestellt haben oder nicht, absehen.

4. Vernichtung oder Archivierung der Akten

Der Sonderbeauftragte vernichtet die nicht mehr benötigten Akten, es sei denn, diese bilden Gegenstand eines Einsichtsgesuchs oder eines Rechtsprechungsverfahrens. Eine sofortige Vernichtung aller Akten, wie in der Motion Oehler gefordert, erscheint nicht nötig, da sie beim Sonderbeauftragten in Obhut sind. Es versteht sich, dass von einer Vernichtung auch allfällige Doppel erfasst werden müssen. Was die Parallelakten in den Kantonen betrifft, steht einer sofortigen Vernichtung nichts entgegen; der Bundesrat würde eine solche Aktion im Gegenteil begrüssen.

5. Rechtsweg

Wegen der zeitlichen Dringlichkeit hat der Bundesrat als Sofortmassnahme eine Verordnung für die Behandlung der Staatsschutzakten erlassen. Mit einer Verordnung kann aber das auf Gesetzesstufe vorgesehene Rechtsmittelverfahren nicht abgeändert werden. Soll – wie in einer Interpellation gefordert – ein Gericht letztinstanzlich über Gesuche entscheiden, bedarf es hierzu einer Regelung auf Gesetzesstufe.

6. Staatsschutz in den Kantonen

Der Bundespräsident hat gegenüber verschiedenen Kantonen bereits seine Zustimmung gegeben, dass die Nachrichtendienste der Kantone ihren Aufsichtsbehörden und parlamentarischen Kommissionen Einsicht auch in solche Staatsschutzakten geben, die für den Bund erstellt worden sind. Eine Ausnahme ist lediglich für Akten über laufende Ermittlungsverfahren vorgesehen.

Hingegen kann der Bundesrat denjenigen Kantonen, die ohne Auftrag des Bundes in eigener Kompetenz Staatsschutz betreiben, keine näheren Weisungen erteilen.

7. Zur Negativliste des EJPD vom 19. Januar 1990

Die sogenannte Negativliste des EJPD stellt eine erste Sofortmassnahme zur Neuordnung des Staatsschutzes dar. Sie muss nun durch eine genauere, positiv formulierte Umschreibung der künftigen Staatsschutztätigkeit ersetzt werden. Die entsprechenden Abklärungen sind im Gange. Im einzelnen ist zur Negativliste folgendes zu bemerken:

Teilnehmer und Teilnehmerinnen von unbewilligten oder spontanen Demonstrationen wie auch ihre Organisatoren sollen die Kantone künftig der Bundespolizei nicht mehr melden, wenn es ansonsten im Verlaufe der Kundgebungen zu keinerlei Rechtsverletzungen gekommen ist.

Was die bisherige Ueberwachung gewisser Politiker und Parteien betrifft, darf diese nicht mehr weitergeführt werden. Immerhin kann der Bundesrat nicht ausschliessen, dass auch ein Politiker oder eine politische Organisation in eine Staatsschutzangelegenheit verwickelt wird. Bestehen Anhaltspunkte hierfür, müssen die Staatsschutzbehörden auch über sie Informationen beschaffen können. Sie sollen aber vorher die Zustimmung entweder des Bundesrates oder des Vorstehers des EJPD einholen.

Die Ueberwachung von Schweizer Bürgern auf Auslandreisen durfte nur bezüglich derjenigen Länder erfolgen, von denen erfahrungsgemäss eine Terror- oder Spionagebedrohung ausgeht. Seit dem Erlass der Negativliste des EJPD vom 19. Januar 1990 wird eine solche Ueberwachung nicht mehr durchgeführt.

Was die Ueberwachung von Ausländern angeht, soll eine extreme politische Auffassung hierfür kein Anlass sein. Beobachtet und registriert werden sollen nur solche Ausländer, bei welchen hinreichende Hinweise bestehen, dass sie die Handlungsfreiheit unseres Staates beeinträchtigen könnten. Dies dürfte nur selten der Fall sein.

8. Verwaltungsaufwand für die Bereinigung der Staatsschutzakten und die Einsichtgewährung

Der Bundesrat geht davon aus, dass dem Sonderbeauftragten ein Stab von mindestens zehn Mitarbeitern und zusätzliches Sekretariatspersonal beigegeben werden muss.

9. Personelle Konsequenzen

Mit der Beurlaubung des Chefs der Bundespolizei hat der Bundesrat die nötigen personellen Konsequenzen zur Bewältigung der Staatsschutzkrise gezogen.

Rapport écrit du Conseil fédéral
aux interventions 90.339, 90.304, 90.320 et 90.341
du 5 mars 1990

Vu que les interpellations déposées et la motion mentionnée ont pour objet la même thématique, elles seront traitées conjointement.

Le Conseil fédéral regrette le fait que des informations relatives à des citoyens aient été traitées par la Police fédérale pendant des décennies, dans une mesure qui n'est objectivement pas justifiée. Il va entreprendre tout ce qui est en son pouvoir afin de rétablir la confiance des citoyens dans les organes étatiques. Dans ce but, il va veiller particulièrement à ce que les documents de sécurité de l'Etat soient mis sous la garde d'un préposé spécial, que les citoyens puissent profiter de manière étendue de leur droit de consultation et que les archives de la Police fédérale soient finalement épurées selon des critères rigoureux.

Quant aux questions particulières, le Conseil fédéral prend position comme suit:

1. Etendue de la collecte de données

Sur les 900 000 fiches des archives principales de la Police fédérale, près de 200 000 concernent des Suissesses et des Suisses et 600 000 des étrangers (200 000 étrangers qui ont eu au moins passagèrement leur domicile en Suisse, et 400 000 étrangers qui n'ont jamais ou seulement de manière ponctuelle été en contact avec la Suisse). Les 100 000 fiches restantes se rapportent à des organisations intérieures et étrangères, ainsi qu'à des entreprises et des événements.

2. Traitement des dossiers de sécurité de l'Etat

Le Conseil fédéral a promulgué, le 5 mars 1990, une ordonnance relative au traitement des documents de sécurité de l'Etat. Il y est prévu que le Conseil fédéral désigne un préposé spécial qui prenne sous sa garde les fiches et dossiers du Ministère public. La Police fédérale n'aura encore accès qu'aux dossiers dont elle aura effectivement besoin pour ses tâches à redéfinir dans le cadre de la sécurité de l'Etat. Le préposé spécial décidera aussi à la place du Ministère public de l'octroi de la consultation des fiches et des dossiers. On adjoindra audit préposé le personnel nécessaire.

3. Consultation des dossiers de sécurité de l'Etat

Pour les demandes de consultation des dossiers de sécurité de l'Etat, qui sont déposées suite au rapport de la CEP, le Conseil fédéral a déjà décidé et publié, le 14 février, une sorte de clôture des inscriptions. Quiconque veut encore consulter les documents existants doit déposer une demande correspondante jusqu'au 31 mars 1990 au plus tard. Les requêtes déposées après cette date ne seront traitées qu'une fois l'apurement des archives du Ministère public achevé.

L'octroi de la consultation sera large. Une photocopie de leur fiche sera envoyée aux intéressés. En général, seules les données relatives au collaborateur compétent et aux services de sécurité étrangers seront cachées. En outre, aucune consultation, ou alors seulement une consultation limitée, ne sera accordée pour les fiches sur lesquelles figurent des indications relatives à des procédures en cours, ou si des intérêts dignes de protection de tiers, voire des obligations au secret professionnel, s'opposent à une prise de connaissance (spécialement vis-à-vis des services de sécurité étrangers avec lesquels la Police fédérale échange des informations). Les informateurs ne doivent pas être communiqués, puisqu'ils ont fait des rapports en toute certitude que leur information ne sera pas transmise plus loin. Mais si, sur la base d'un tel rapport, on peut déterminer l'informateur, le préposé spécial devra décider de cas en cas lequel, de l'intérêt au secret de l'informateur ou de celui de l'intéressé à être renseigné, est prépondérant. Le préposé spécial autorise la consultation des dossiers aux mêmes conditions. Les organes autorisés à les représenter peuvent prendre connaissance des fiches des organisations. En revanche, le Conseil fédéral veut, comme déjà mentionné précédemment, faire abstraction d'une procédure d'information de toutes les personnes enregistrées auprès du Ministère public, indépendamment du fait qu'elles aient ou non déposé une requête en consultation.

4. Destruction ou archivage des dossiers

Le préposé spécial détruit les documents inutiles, sauf s'ils sont l'objet d'une demande de consultation ou d'une procédure judiciaire. Une destruction immédiate, telle que requise par la motion Oehler, ne semble pas nécessaire, puisque les fiches seront sous la garde du préposé spécial. Il va de soi qu'en cas de destruction de dossiers les doubles éventuels devront aussi être détruits. En ce qui concerne les documents parallèles détenus par les cantons, rien ne s'oppose à une destruction immédiate; le Conseil fédéral saluerait au contraire une telle action.

5. Voies de droit

En raison du caractère urgent de cette affaire, le Conseil fédéral a adopté comme mesure immédiate une ordonnance pour le traitement des dossiers de sécurité de l'Etat. Mais avec une ordonnance, la procédure de recours prévue à l'échelon législatif ne peut pas être modifiée. Si un tribunal devait décider des demandes de consultation en dernière instance – comme requis dans une interpellation – cela nécessiterait une réglementation à l'échelon législatif.

6. Sécurité de l'Etat dans les cantons

Le président de la Confédération a déjà donné son accord à différents cantons, afin que les services de renseignements des cantons accordent la consultation des dossiers de sécurité de l'Etat qui ont été élaborés pour la Confédération à leurs autorités de surveillance et aux commissions parlementaires. Une exception est uniquement prévue pour les dossiers relatifs à des procédures d'enquêtes en cours. En revanche, le Conseil fédéral ne peut pas donner de directives plus précises aux cantons qui, sans mandat de la Confédération, sont actifs en matière de sécurité de l'Etat dans le cadre de leurs compétences.

7. Liste négative du DFJP du 19 janvier 1990

La liste, appelée négative, du DFJP expose une première mesure immédiate pour la réorganisation de la sécurité de l'Etat. Elle doit évidemment être remplacée par une définition plus exacte, formulée positivement, de l'activité de sécurité de l'Etat à venir. Les travaux correspondants sont en cours. Il faut cependant faire les remarques suivantes sur la liste négative:

Les participants et participantes à des manifestations non autorisées ou spontanées, ainsi que leurs organisateurs, ne devront à l'avenir plus être annoncés à la Police fédérale, lorsque, lors du déroulement des événements, aucune violation de la loi n'a eu lieu.

La surveillance exercée jusqu'à présent sur certains politiciens et partis ne peut plus être poursuivie. Toutefois, le Conseil fédéral ne peut pas exclure qu'un politicien ou une organisation politique soit impliqué dans une affaire de sécurité de l'Etat. S'il existe des indices dans ce sens, les autorités de sécurité de l'Etat devront aussi pouvoir se procurer des informations sur eux. Mais pour cela elles devront requérir le consentement du Conseil fédéral ou du chef du DFJP.

En ce qui concerne la surveillance des Suisses en voyage à l'étranger, cela ne devrait se produire que pour les Etats desquels provient par expérience une menace de terrorisme ou d'espionnage. Depuis l'entrée en vigueur de la liste négative du DFJP du 19 janvier 1990, une telle surveillance n'est plus effectuée.

En ce qui concerne la surveillance des étrangers, le simple fait qu'un étranger manifeste des options politiques extrémistes ne justifie pas sa surveillance. Seuls les étrangers pour lesquels existent des indices suffisants qu'ils soient susceptibles de porter atteinte à la liberté d'action de notre Etat doivent être surveillés et enregistrés, ce qui ne devrait que rarement être le cas.

8. Dépenses administratives pour l'apurement des dossiers de sécurité de l'Etat et l'octroi de la consultation

Le Conseil fédéral part du principe qu'un état-major de près de dix collaborateurs et du personnel de secrétariat supplémentaire devront être adjoints au préposé spécial.

9. Conséquences personnelles

Avec la mise en congé du chef de la Police fédérale, le Conseil fédéral a tiré les conséquences personnelles nécessaires pour surmonter la crise de la sécurité de l'Etat.

Jaeger: Wenn man sich vor Augen führt, welche Probleme in unserem Lande anstehen und welche dringlich zu lösen wären, so muss es einem direkt leid tun, womit wir uns jetzt hier befassen müssen. Alles bleibt liegen, und wir müssen uns damit befassen, den Mist aus dem Stall zu räumen, den wir in den letzten Jahren und Jahrzehnten angehäuft haben. Das ist ebenfalls ein Aspekt, der hier zu beachten ist; und das ist es, was einen auch politisch frustrieren muss, vor allem dann, wenn man sich für Reformen einsetzt und wenn man sich mit den neuen Fragen auseinandersetzen möchte.

Nun werden Sie uns natürlich sehr bald den Vorwurf machen, wir würden uns hier als Sauberfrauen und -männer aufführen. Aber eben: Wir, die wir nicht in der Regierungsverantwortung sind, haben dadurch etliche Nachteile und Machtdefizite in Kauf nehmen müssen; der Vorteil ist nun der, dass wir mit den hier besprochenen Vorfällen halt nichts zu tun haben; das gilt nicht nur für unsere Fraktion, das gilt auch für die Grünen; wenn man die Fichenkartei anschaut, gilt das natürlich auch für die Sozialdemokraten, denn offensichtlich waren sie von den Regierungsparteien die am meisten Betroffenen.

Wenn man die Zeitungen liest und heute die Fraktionssprecher hört, stellt man fest, dass es auf der anderen, der sogenannten verantwortlichen Seite eigentlich drei Reaktionen gibt: erstens die Entrüsteten, zweitens die Beschwichtiger und drittens die Schadensbegrenzer.

Die Entrüsteten: Herr Uhlmann beispielsweise, der plötzlich dem Bundesrat Führungsschwäche vorwirft. Ich muss dem Präsidenten der Schweizerischen Volkspartei doch die Frage stellen, ob denn seine Partei nie dabeigewesen ist, wenn die Bundesräte vorgeschlagen und gewählt worden sind. Auch

andere stimmen nun plötzlich in den Chor der Entrüsteten ein. Aber sie sind dabeigewesen und können sich jetzt nicht der Verantwortung entziehen.
Die Beschwichtiger: Von ihnen hört man immer wieder den saudummen Satz: «Ueber mich gibt es sicher auch eine Fiche, aber mich interessiert nicht, was dort drin über mich steht.» Natürlich ist das, was über einen von uns in diesem Rate dort steht, nicht interessant, denn wir müssen ja keine Nachteile oder nur ganz kleine Nachteile in Kauf nehmen.
Aber, meine Damen und Herren, im Volk gibt es sehr viele Mitbürgerinnen und Mitbürger, denen berufliche oder private Nachteile entstanden sind wegen eines Denunziantentums, welches geherrscht hat. Das waren Nachteile, die man jetzt nicht einfach mit einer Entschädigung wiedergutmachen kann. Da sind vielleicht unreparierbare Schäden entstanden.
Die Schadensbegrenzer: Man solle doch das Kind nicht mit dem Bade ausschütten. Ja, meine Damen und Herren, jawohl, man muss dieses Kind mit ausschütten. Dieses Kind wollen wir nicht mehr! Das ist ein Kind, das letzten Endes zur Bundespolizei mutiert, mit einer Milch gesäugt, die voll Intoleranz und Misstrauen ist und – sagen wir es doch offen – für viele ein Instrument war, um Macht zu erhalten, eben entstanden aus Aengsten, diese Macht zu verlieren.
Hier geht es darum, wirklich Ordnung und neue Strukturen zu schaffen, neue Führungskräfte zu suchen. Es geht darum, sich durch das zu entschuldigen, was man jetzt an Reformen tut. Und deshalb, Herr Bundespräsident: Ihr Votum heute war auch ein Ja auf unsere Motion. Deshalb möchte ich an dieser Motion festhalten, zumindest was die Punkte 2 bis 5 anbelangt.
Zum Schluss: Es wurde bereits angetönt: nächstes Jahr ist unser Jubiläum. Wenn wir überhaupt mit einem guten Gewissen einen Geburtstag feiern wollen, müssen wir in unserem Lande unser Staatsverständnis revidieren; d. h. wir müssen die Macht anfechtbar machen. Das ist heute nicht der Fall.
In jedem anderen Lande wäre die Regierung zurückgetreten. Bei uns ist sie nicht zurückgetreten. Es hätte Neuwahlen gegeben. Das gibt es bei uns nicht. Aber trotzdem: Es müssen doch von Grund auf neue Wege gesucht werden. Ich glaube, das alles hat auch mit Moral, mit Toleranz und nicht zuletzt mit politischer Kultur zu tun. Es ist unser Auftrag, in diesen zwei Tagen dafür zu sorgen, dass ein Neuanfang geschaffen wird, der tatsächlich wieder Vertrauen zu schaffen beginnt. Aber so wie die Dinge liegen, hege ich grosse Zweifel, ob die Ernsthaftigkeit und die Redlichkeit bei allen vorhanden ist. Denn zuviel steht auf dem Spiel, nämlich die Macht, die man schon seit so vielen Jahren monopolisiert hat.

Mme **Aubry:** Depuis que j'ai déposé le postulat concernant une organisation plus efficiente du Ministère public de la Confédération en matière de drogue, quinze mois se sont écoulés. Si le Conseil fédéral juge opportun d'accepter ce postulat, et je l'en remercie, j'en suis aussi fort contente. Cependant, j'aimerais apporter quelques précisions indispensables à sa réalisation.
Certains de nos douaniers font un travail considérable dans des postes-frontière isolés en matière de prises de trafiquants de drogue. Ce n'est pas une tâche facile car les moyens engagés par la Confédération sont inégaux par rapport aux trafiquants de drogue.
Savez-vous, Monsieur le Président de la Confédération, qu'en cas de maladie d'un douanier un seul reste de piquet pour la surveillance de quatre postes-frontière durant la nuit? Comment voulez-vous qu'un seul homme, même bien entraîné et armé, puisse empêcher le passage, non seulement de dealers, mais également de requérants d'asile illégaux aidés par des passeurs? Nos frontières sont des passoires et seuls des gardes-frontière entraînés et motivés peuvent encore procéder à des arrestations, et ils le font.
Il est temps qu'on octroie un personnel nombreux et qualifié pour la garde de nos frontières, la mafia de la drogue connaissant tous les trous du filet. Je crois d'ailleurs qu'environ 18 postes ont été octroyés pour la répression du trafic des stupéfiants à l'échelon fédéral. Cela était indispensable.
Si nous participons à la Conférence des stupéfiants à Vienne, il faut aussi se donner les moyens d'agir. Pour ma part, je serais aussi curieuse, Monsieur le Président de la Confédération, de connaître les mesures concrètes, s'il est possible de les mentionner en public, qu'on appliquera après cette conférence internationale.
Ce que je sais aussi, c'est qu'un crédit fort modeste de 10 000 francs, alloué jusqu'il y a quelques années pour un bulletin d'information aux douaniers, a été supprimé. On photocopie actuellement un bulletin du Conseil de coopération douanière de Bruxelles et on l'adresse aux responsables des divisions anti-drogue. C'est cependant indispensable aujourd'hui d'avoir un organe de contact et d'information qui s'adresse directement à ceux qui sont engagés sur le terrain. La moindre petite association en Suisse possède son bulletin pour ses membres et, dans une corporation aussi nécessaire, on lésine pour 10 000 francs. La Confédération compte-t-elle à ce point ses sous, ou n'avons-nous de gros budgets que pour les demandeurs d'asile et non pour des Suisses qui risquent leur vie – rappelez-vous d'ailleurs le dernier douanier tué en décembre dans les Grisons – ou encore pour une masse de fonctionnaires qui font des rapports, comme on vient de le voir, souvent inutiles?
La drogue – regardons autour du Palais fédéral – est devenue le problème numéro un de notre pays. Je vous demande de considérer cette question avec extrêmement de sérieux et de donner à nos douaniers, à ceux qui se sont engagés pour lutter contre cette guerre de la drogue, les moyens de le faire. Pour la Suisse, Monsieur le Président de la Confédération, ce n'est pas un luxe, c'est une urgence. Et j'imagine que le Conseil fédéral, en acceptant mon postulat, en est spécialement conscient.

Zwygart: Die sich überstürzenden Enthüllungen haben beim Volk Gefühle der Verunsicherung, des Unbehagens, ja der Angst und Wut aufkommen lassen. Es ist ein leichtes, nun mit den Wölfen zu heulen und den Katzenjammer der Nation zu verstärken. Aber wir müssen uns auf einen Weg aufmachen, um verlorenes Vertrauen zurückzugewinnen. «Neuanfang» muss die Devise lauten.
Es wird ein langer Weg sein, um wieder festen Boden unter die Füsse zu bekommen. Dem institutionalisierten Misstrauen einer dilettantischen Bundespolizei gegenüber Staatsbürgern und Organisationen muss massiv Gegensteuer gegeben werden. Ich hoffe, dass unsere Beschlüsse im Rat einen klaren Schritt in diese Richtung sein werden, so wie es offensichtlich auch der Wille des Bundesrates ist.
Die Puk 2 muss ein Mandat erhalten, das eine weitgehende Untersuchung erlaubt. Es sind wohl auch klare Konsequenzen zu ziehen. Ich denke, dass es unter anderem zwei Gebiete umfasst, die der Bundespräsident schon in seinen einleitenden Worten erwähnt hat, nämlich: Es braucht materielle Entschädigungen für ungerecht behandelte Bürger. Diese Entschädigungen müssen auf möglichst unbürokratische Art und Weise zugesprochen werden. Denn immerhin hat die unkontrollierte Weitergabe von Angaben für Einzelne verhängnisvolle Auswirkungen gehabt.
Zum zweiten brauchen wir ein Staatsschutzgesetz. Das zu erarbeiten ist keine leichte Sache. Es ist nicht nur eine grobe Unterlassung des Bundesrates gewesen, dass bis jetzt hier nichts unternommen wurde, sondern auch eine Unterlassungssünde des Parlamentes. Dadurch ist ein rechtliches Vakuum entstanden. Es ist bedauerlich, dass es so lange bestehen konnte.
Ein Staatsschutzgesetz mit der dazugehörigen Bundespolizei braucht es leider weiterhin. Ich weise auf die schon mehrfach erwähnten Krebsgeschwüre der heutigen Zeit hin, auf das organisierte Verbrechen, auf den Drogenhandel und auf den Waffenschmuggel, auf die leider nach wie vor notwendige Spionageabwehr. Der Staatsschutz hingegen braucht eine Kontrolle durch den Bundesrat und durch das Parlament, aber auch durch die Bevölkerung. Diese Kontrolle könnte durch einen Ombudsmann geschehen; ich denke ihn mir als Schaltstelle. Das Vertrauensvakuum muss überbrückt und es müssen Wege gesucht werden, um den Zugang auch von Aussenstehenden zu finden und ihnen die Korrektur zu ermöglichen.

Der Ombudsmann als zugängliche Ansprechstation könnte diese Brückenfunktion übernehmen. Die eine Seite der Einrichtung Ombudsmann wäre also ein Bindeglied zwischen Institutionen und Privatleuten. Diese Rückkoppelung kann eine zusätzliche Hilfe sein, um der Betriebsblindheit zu begegnen. Aber noch in eine zweite Richtung könnte ein solcher Posten wirken. Es braucht eine Zugangsstelle, bei der Falsches richtiggestellt werden kann. Wenn die bisherige Tätigkeit der Staatsschutzorgane im Bewusstsein geschehen wäre, dass Angaben und Informationen überprüft würden, hätte dieses unkontrollierte Wuchern bei der Sammeltätigkeit von Tatsachen, Halb- und Teilwahrheiten nie in einer solchen Weise geschehen können.
Der Ombudsmann könnte Ventil und Fiebermesser sein, Bindeglied zwischen Staat und Bürger, einem Staat, in dem wir nach Bundesverfassung Artikel 2 – unserem Zweckartikel – die Unabhängigkeit gegen aussen, die Handhabung von Ruhe und Ordnung im Innern, den Schutz der Freiheit und der Rechte der Eidgenossen und der gemeinsamen Wohlfahrt fördern sollen.
Diesem hohen Ziel gilt es sich heute neu zu stellen und sich ihm bewusst ein- und unterzuordnen und alle Mittel auszuschöpfen, damit wir keine neuen Einbrüche mehr erleben, die unser Staatswesen im Grunde erschüttern.

Günter: Wir ersuchen den Bundesrat, Ihnen eine Vorlage zu unterbreiten, wonach der Bundesanwalt durch die Bundesversammlung zu wählen ist. Das Amt des Bundesanwaltes ist so auszugestalten, dass der oberste Ankläger der Eidgenossenschaft vom Bundesrat unabhängig ist. Dieser Vorstoss ergänzt die Puk-Vorstösse, er steht nicht in Konkurrenz dazu. Für unsere Fraktion ist es wichtig, dass der Bundesanwalt als Ankläger völlig unabhängig ist, auch vom Bundesrat; denn auch dessen Mitglieder könnten straffällig werden. Die Vorbereitung von Richterwahlen im Parlament ist gut abgestützt und bewährt. Die Wahl des Bundesanwaltes könnte von diesem Wahlgremium vorbereitet werden.
Die Kopp-Affäre hat in einem Teilaspekt auch aufgedeckt, dass in bezug auf die Stellung des Bundesanwaltes als Ankläger Probleme bestehen. Die Abhängigkeit des bisherigen Anklägers vom Bundesrat hat sich ungünstig ausgewirkt und mit dazu beigetragen, dass nötige Massnahmen zum Teil monatelang verschleppt wurden. Es ist ohne weiteres zuzugeben, dass unser Land im Moment grössere Probleme hat als die Wahlart des Bundesanwaltes und dass es in der Bundesanwaltschaft bedenklichere Missstände gibt als diese Wahlart. Dennoch, wenn man das Ganze einer Revision unterzieht, könnte man auch dafür die richtige Lösung finden.
Natürlich wäre auch eine Wahl durch das Bundesgericht möglich. Die LdU/EVP-Fraktion hält diese Lösung für weniger günstig. Der Bundesanwalt muss in politisch heiklen Fragen tätig werden, und daher scheint uns eine politisch abgestützte Wahl richtig. Wir meinen aber vor allem, die Entscheidung, wie die Wahl vorzunehmen sei, sei Parlamentssache und müsste von uns in diesem Saal getroffen werden. Das Parlament soll als Gesetzgeber endlich wieder seine Verantwortung dafür tragen, wie die Dinge in diesem Staat geschehen sollen. Das Abschieben auf den Bundesrat per Postulat und damit der Hilferuf nach Experten und nach der Verwaltung ist unwürdig und feige.
Sagen Sie, wie Sie es haben wollen. Wer soll den neuen Bundesanwalt wählen? Die Entscheidung liegt jetzt bei uns.
Unserer Fraktion scheint es am sinnvollsten, einen unabhängigen Bundesanwalt zu haben, gewählt von der Bundesversammlung. Wer weiss, vielleicht findet sich bei der Aufwertung des Amtes doch noch jemand für diesen Posten, nachdem man ja bis jetzt mit erheblicher Mühe vergeblich gesucht hat.
Ich widersetze mich daher der Umwandlung in ein Postulat und fordere den Rat auf, der Motion zuzustimmen und die Frage zu entscheiden. Wem dieser Wahlmodus nicht gefällt, der soll das Postulat ablehnen und dazu stehen, dass er die bisherigen Zustände beibehalten möchte.

M. **Ziegler**: Je dois défendre ici une motion qui a été déposée en décembre 1988. Elle demandait la nomination d'un procureur extraordinaire de la Confédération. Le fait d'en discuter maintenant est un des mystères de la vie parlementaire.
Décembre 1988, c'était avant la chute de la maison Kopp. Cette motion témoigne du pouvoir d'analyse du Parti socialiste. Depuis qu'elle a été déposée, le Conseil fédéral a nommé trois procureurs successifs. En tant qu'auteur de la motion, je suis plus que satisfait. J'accepte son classement en fonction de ce que le Conseil fédéral décidera et des avantages qui en découleront.

Frau **Stocker:** Die grüne Fraktion verlangt mit ihrer Motion vom 6. Dezember 1989, dass die Reorganisation der Bundespolizei, insbesondere der politischen Polizei, durch die Puk überwacht wird und dass diese dem Parlament Bericht erstattet.
Wir gehen dabei von drei Voraussetzungen aus:
1. Die Reorganisation der Bundespolizei wird klar als notwendig erachtet.
2. Der Vollzug ist Sache des Bundesrates.
3. Die längerfristige dauernde Kontrolle ist Sache der Geschäftsprüfungskommission unserer Räte.
Zu diesen Voraussetzungen gehören nun aber in der ausserordentlichen Situation, in der wir uns befinden, zwei Dinge unabdingbar: Vertrauen und Kompetenz.
Zur Frage des Vertrauens: Herr Bundespräsident, ich kann es nicht anders sagen: Die Bevölkerung hat das Vertrauen in den Bundesrat verloren. Der Bundesrat hat Ende Oktober des letzten Jahres offensichtlich nicht erfasst, welches Unrechtsbewusstsein eigentlich notwendig wäre. Er hat Kredite verspielt.
Drei Beispiele:
1. Eine ältere Frau schreibt an die Bundesanwaltschaft und bittet um Auskunft, ob sie registriert ist. Die Antwort: Nein, sie sei nicht registriert. Sie ist misstrauisch, denn sie ist mit einem reformierten Pfarrer verheiratet, der in der Friedensszene sehr wohl bekannt ist. Sie schreibt Herrn Haefliger und bekommt die Antwort: Ja, Sie sei natürlich registriert. Sie heisse in der Fiche Margrit und in der Identitätskarte Marguerite. Ja mein Gott, wer soll denn da noch Vertrauen haben?
2. Herr Bundespräsident, Sie sagten am 19. Januar, es gebe die Negativliste. Das heisst, Menschen, die mit Angehörigen aus den Oststaaten Kontakt haben oder in die Oststaaten reisen, sollen nicht mehr registriert werden. Unser Fraktionssekretär kontaktiert die russische Botschaft wegen einer Reise, die wir uns als Grüne zu machen erlauben – wie alle anderen Fraktionen auch – und erhält einen Eintrag mit Datum vom 31. Januar 1990, natürlich abgedeckt.
3. In Zürich hat die gesamte grüne Kantonsratsfraktion des Kantonsrats inzwischen einen achtfachen Briefwechsel mit der Bundesanwaltschaft geführt. Was soll denn das? So lässt sich doch Vertrauen nicht herstellen!
Es lässt sich auch nicht durch die neue Seuche, die in unserem Land ausgebrochen ist, herstellen. Der eine Teil der Seuche heisst «Amnesie», der andere «Logorrhöe». Ich erkläre Ihnen diese Fremdwörter: «Amnesie» bedeutet Gedächtnisverlust. Kein Mensch kann sich an irgend etwas irgendeinmal wieder erinnern. «Logorrhöe» ist, wenn es einfach «ploderet» und redet, ohne dass etwas zu sagen wäre. Unter beidem scheinen gewisse Damen und Herren zu leiden.
Gewisse Leute können sich nicht mehr daran erinnern, dass sie alt Bundesräte hatten, die aus Erschöpfung zurückgetreten sind und in Frische – Fichen-Frische – in der alten «Neuen Zürcher Zeitung» schreiben, dass sie alles schon immer gewusst hätten, und dies erst noch besser als die andern. Es gibt auch Bundesratsparteien, die sich einfach nicht mehr erinnern können, Bundesräte gehabt zu haben, die die Quartalsberichte erhalten hatten, die auch gesehen hatten, dass Linke und Grüne darin erwähnt waren; darüber wissen wir alle nichts mehr.
Andere leiden unter der «Logorrhöe». Sie sagen Dinge, von denen sie gar nicht mehr gewusst haben, dass sie sie wussten. So lässt sich Vertrauen nun wirklich nicht schaffen! Eine zweite Voraussetzung wäre «Kompetenz». Es geht wirklich nicht darum, dass die Puk als ständige Untersuchungskommission installiert wird. Vielmehr geht es um eine speditive Durchsetzung der im Puk-Bericht erhobenen Forderungen.

tribune pour préciser qu'il appartenait maintenant à chacun, et notamment au Parlement et au Conseil fédéral, de prendre ses responsabilités. J'avais souligné aussi que ce qui me frappait dans le débat de notre conseil c'est que la majorité des intervenants semblaient davantage se préparer à baisser la tête, à laisser passer l'orage, à s'en prendre aux effets plutôt qu'aux causes du mal, par exemple en accusant la presse et les médias. J'avais dit encore que ce débat et les interventions qui ont eu lieu démontraient qu'il faudra non seulement que la population et la presse demeurent attentives aux suites qui seront données à ce rapport, mais aussi que la pression soit accentuée pour contraindre ce Parlement et nos autorités à prendre enfin les mesures qui s'imposent pour redonner une véritable signification à l'éthique et à la morale dans notre pays.
Depuis, il faut bien constater que nous sommes toujours en retard d'une révélation. Chacun est d'accord avec la transparence, mais on s'aperçoit qu'elle n'a de vertu qu'une fois les faits révélés. On s'aperçoit aussi que dans les différentes décisions qui ont été prises – et pourtant le rapport de la Commission d'enquête parlementaire mettait l'accent sur un certain nombre d'événements extraordinairement importants – rien n'a été fait pour tirer les conséquences de ceci, pour tenter de rétablir la confiance et pour chercher, dans les différents départements, les nécessaires mesures à prendre pour afficher, comme on l'a dit à plusieurs reprises, une véritable transparence, et cela aussi bien au Département fédéral de justice et police qu'au Département militaire fédéral. Les récentes révélations et la déclaration du Conseil fédéral tout à l'heure expliquent encore une fois les décisions qui vont être prises, ce qu'on promet, mais je me permets de constater que ce n'est certes pas la bonne volonté qui manque au Conseil fédéral, mais la volonté tout court de faire la lumière sur ces problèmes. Pour moi, une seule conclusion s'impose: la démission des responsables du Conseil fédéral et de ces deux départements.
Il faut rétablir la confiance par le biais d'une commission d'enquête, nous dit-on de tous côtés, commission d'enquête parlementaire bien sûr. Mais c'est oublier que la nature même des dossiers et les problèmes qui sont posés ne résultent pas seulement de la paranoïa de certains fonctionnaires, comme on tente de le dire, même s'ils y ont contribué, mais bien des implications politiques, économiques et financières ainsi que de la responsabilité des partis politiques présents dans cet hémicycle.
Le Conseil fédéral nous a dit tout à l'heure que la commission d'enquête avait failli puisqu'elle n'avait pas réussi grâce à toutes ses investigations à révéler la vérité, à découvrir la nature et l'ampleur des problèmes qui ont surgi. Or, aujourd'hui, la question est de savoir si une telle commission parlementaire pourra continuer. Dans le rapport qui a été adressé aux membres de cette assemblée, on explique qu'on va créer une commission d'enquête composée d'un cercle restreint de parlementaires confinés au secret. Je pense que l'on n'obtiendra aucun résultat ainsi. Une telle commission doit, à mon avis, être composée des représentants des organisations politiques, syndicales, pacifistes, écologiques, antinucléaires, de l'immigration, qui ont été victimes des pratiques du Ministère public et du Département militaire fédéral. Il faut que des personnes représentatives des Mouvements suisses de la paix, de l'Union suisse des journalistes, de la Déclaration de Berne, des mouvements antinucléaires et du Parti suisse du travail puissent participer à une telle commission d'enquête, faire la vérité et rapporter à la population. Ce n'est que dans ces conditions qu'une commission d'enquête sera en mesure de contribuer à faire toute la lumière sur ces activités et à établir la transparence, non pas après les révélations mais avant. J'engage notre conseil à prendre de telles mesures. Si une commission d'enquête devait se limiter au Parlement, il n'est pas question alors de rétablir la confiance car celle-ci mérite beaucoup plus d'attention.

Bundespräsident **Koller:** Ich möchte hier nicht wiederholen, was wir in den schriftlichen Ausführungen zu den einzelnen parlamentarischen Vorstössen ausgeführt haben. Ich möchte lediglich auf einige Punkte zurückkommen, die hier jetzt im Rahmen der Debatte aufgeworfen worden sind.
Ich muss Sie einfach bitten, aufgrund dessen, was ich über die Bemühungen zur Reorganisation der Bundesanwaltschaft ausgeführt habe, die wir ja jetzt auf breitester Basis ganz systematisch angehen, nicht vorschnell irgendwelche präjudizierende Entscheide zu fällen.
Wie ich bereits im Dezember ausgeführt habe, ist es höchst wahrscheinlich, dass im Bereiche der Bundesanwaltschaft beispielsweise die Funktion des öffentlichen Anklägers ausgegliedert wird, aber wo wir und wie wir genau den Schnitt machen und wie wir dann das verbleibende Amt bezeichnen – z. B. Bundesamt für Sicherheit – und wie das Amt des Bundesanwaltes in der Rolle des öffentlichen Anklägers genau aussieht, das kann heute eben im einzelnen noch nicht feststehen, sondern das ist Aufgabe dieser systematischen Analyse durch diese aussenstehende Firma. Wir werden Ihnen dann rechtzeitig die entsprechenden Anträge unterbreiten. Ich möchte einfach nicht, dass heute durch Annahme von Motionen in bezug auf diese neue Struktur der Bundesanwaltschaft irgendwelche präjudizierende Entscheide gefällt werden.
Frau Aubry darf ich zu bedenken geben, dass wir natürlich froh wären, wenn wir genügend Grenzwächter hätten. Aber bis heute ist es trotz aller Bemühungen nicht gelungen, den Sollbestand von Grenzwächtern überhaupt zu rekrutieren. Es ist uns aber durch entsprechende Schwergewichtsbildungen gerade im letzen Jahre gelungen, in der Bekämpfung der Schlepper an der Grenze grosse Erfolg zu erzielen.
Im übrigen darf ich darauf hinweisen, dass die Zentralstelle zur Bekämpfung des illegalen Drogenhandels mit 15 zusätzlichen Stellen aufgestockt worden ist, weil wir erkannt haben, dass hier eine neue Priorität des Staatsschutzes gesetzt werden muss.
Frau Stocker hat gesagt, auch diese Reorganisationsarbeiten müssten von der Puk kontrolliert werden, weil der Bundesrat das Vertrauen verloren habe. Glücklicherweise haben auch viele Parlamentarier hier bekundet, dass sie das Vertrauen in den Bundesrat noch nicht verloren haben. Ich erhalte auch jeden Tag eine grosse Anzahl von Briefen, die mir dieses Vertrauen neu aussprechen. Der Bundesrat ist daher überzeugt, dass es fatal wäre, wenn wir nun eine Art dauernde Parlamentarische Untersuchungskommission einführten. Die Einführung einer solchen dauernden Parlamentarischen Untersuchungskommission müsste ja zwingenderweise zu einer Verwischung der Verantwortlichkeiten führen.
Sie haben als einen konkreten Grund angeführt, es sei auch die Negativliste nicht vollständig durchgesetzt worden. Ich bin diesem Fall, Frau Stocker, nachgegangen, und es hat sich tatsächlich erwiesen, dass aufgrund einer Meldung eines ausländischen Dienstes eine solche Eintragung noch einmal erfolgt ist, die von Seiten der Kantone eindeutig nicht mehr gemacht worden wäre. Aber für den betreffenden Beamten war es offenbar nicht klar, dass diese Eintragung nicht mehr vorgenommen werden durfte, weil diese Meldung aus dem Ausland kam. Unterdessen ist das alles klargestellt worden.
Sie müssen uns natürlich auch zubilligen, dass, wenn man derartige neue Massnahmen trifft, es gerade bei solchen Ausnahmefällen auch eine gewisse Zeit braucht, bis sich eine solche Negativliste in der Praxis eingespielt hat.
Herrn Müller möchte ich wegen der Wahl des ausserordentlichen Bundesanwaltes doch folgendes zu überlegen geben: Die Schwierigkeiten, die damals offenbar in diesem interfraktionellen Ausschuss auftraten, hatten unseres Erachtens in erster Linie mit der Ungewohntheit einer solchen Situation zu tun. Wenn wir beginnen würden, bei jeder Rechtsnorm, die ein Auslegungsproblem vor allem auch im Hinblick auf internationale Vereinbarungen wie die EMRK stellt, sofort entsprechende neue Gesetze zu erlassen, dann kämen wir aus diesem Gesetzgebungsstaat, dem man sonst ja immer die Ueberbordung vorwirft, nicht mehr heraus. Deshalb sind wir überzeugt, dass hier keine gesetzgeberische Tätigkeit nötig ist.
Frau Grendelmeier möchte ich schliesslich zu bedenken geben, dass der Bundesrat gerne bereit ist, auch einem parlamentarischen Gremium die Kriterien der Aussonderung der Akten durch den Sonderbeauftragten zu unterbreiten. Es ist

uns noch so recht, wenn Sie möglichst rasch ein Gremium bezeichnen, sei es eine Art vorweggenommener Sicherheitsdelegation, sei es die GPK-Sektion meines Departementes. Wir bejahen die Zusammenarbeit mit dem Parlament. Wir wollen eine intensivere Kontrolle durch das Parlament, Sie müssen nur die zuständigen Organe bezeichnen.
In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen.

89.367
Motion Jaeger

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Postulat	104 Stimmen
Für Ueberweisung als Motion	51 Stimmen

88.875
Postulat Aubry
Ueberwiesen – Transmis

89.760
Postulat Zwygart
Ueberwiesen – Transmis

89.733
Motion Günter

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Postulat	106 Stimmen
Für Ueberweisung als Motion	30 Stimmen

89.880
Motion Ziegler
Abgeschrieben – Classé

89.736
Motion der grünen Fraktion
Motion du groupe écologiste

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung der Motion	49 Stimmen
Dagegen	107 Stimmen

89.404
Motion Müller-Aargau
Motion Müller-Argovie

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung der Motion	25 Stimmen
Dagegen	108 Stimmen

90.339
Interpellation der LdU/EVP-Fraktion
Interpellation du groupe Adl/PEP

Le président: Les interpellateurs ne sont que partiellement satisfaits de la réponse du Conseil fédéral.

2. Fichen und Akten der Bundespolizei
Fichiers et dossiers de la Police fédérale

89.837

Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Schutz der Grundrechte
im Bereich der Bundesanwaltschaft

Motion du groupe socialiste
Ministère public de la Confédération.
Protection des droits fondamentaux

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, die Bestimmungen über die Erfassung der Daten und den Datenschutz so auszugestalten, dass Daten und Informationen über die Ausübung von Grundrechten nicht registriert werden dürfen, soweit damit nicht ein konkretes strafbares Verhalten verbunden ist.

Texte de la motion du 15 décembre 1989
Le Conseil fédéral est chargé de modifier les dispositions sur la saisie et sur la protection des données de sorte que ne soient fichées ni les données ni les informations ayant trait à l'exercice des droits fondamentaux lorsqu'elles ne sont pas liées à un comportement concrètement punissable.

Sprecher – Porte-parole: Leuenberger-Solothurn

Schriftliche Begründung
Die Urheberin verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.
Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 21. Februar 1990
Die Ausübung verfassungsmässiger Grundrechte muss in unserem Land gewährleistet sein. Sie findet jedoch ihre Schranken an der übrigen Rechtsordnung. Mit Bezug auf den politisch-polizeilichen Informationsdienst hat das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement in den am 22. Januar 1990 in Kraft gesetzten Richtlinien für Meldungen der Kantone und die Informationsbearbeitung bei der Bundesanwaltschaft angeordnet, dass bis zum Erlass neuer genereller Weisungen Angaben über die Ausübung politischer Rechte und des Petitionsrechtes sowie die politische Tätigkeit von Parteien, Parlamentariern und Regierungsmitgliedern nicht mehr zu melden sind, soweit im entsprechenden Zusammenhang nicht der Verdacht einer strafbaren Handlung besteht. Auch die künftigen generellen Weisungen werden sich an dieses Prinzip halten.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Le Conseil fédéral tient à souligner que l'exercice des droits constitutionnels fondamentaux doit être garanti dans notre pays. Le citoyen ne peut toutefois se prévaloir de ces droits que dans le cadre de l'ordre juridique pris dans son ensemble. Pour ce qui est du service des informations de police politique, le Département fédéral de justice et police a promulgué, avec entrée en vigueur le 22 janvier 1990, des directives pour la communication d'informations par les cantons au Ministère public de la Confédération et les traitements des données par ce dernier. Il est ainsi ordonné jusqu'à parution d'instructions générales nouvelles que les informations portant sur l'exercice de droits politiques et du droit de pétition, ainsi que sur

Vielleicht ist es gut, in einem solchen Zusammenhang daran zu erinnern, dass dieser Puk-Bericht einstimmig verabschiedet worden ist.
Das Büro hält nun in seiner Antwort fest, dass eventuell dann, wenn die GPK nicht ausreicht, die Puk doch noch beigezogen werden könnte. Mit solchen «Vielleicht» und «Möglicherweise» ist uns in dieser Sache nun einfach nicht mehr gedient. Vertrauen und Kompetenz sind gefordert. Wenn Sie sich auf der Strasse umhören, dann hat dies einzig und allein die Parlamentarische Untersuchungskommission. Halten wir uns doch an dieses Vertrauen und an diese Kompetenz.
Die grüne Fraktion bittet Sie, die Motion zu überweisen.

Müller-Aargau: Ich beantrage Ihnen, die Motion «Ausserordentlicher Bundesanwalt. Wählbarkeit» entgegen der Empfehlung des Bundesrates zu überweisen. Es geht darum, wer Kandidat für das Amt eines ausserordentlichen Bundesanwaltes sein kann, also um jene Frage, die wir der Vereinigten Bundesversammlung gestellt haben.
Als erstes bitte ich Sie zu überprüfen, wer diese Motion unterzeichnet hat. Es handelt sich um die Mitglieder der interfraktionellen Arbeitsgruppe, welche die Richterwahlen vorbereitet, und zwar um alle! Nur der Freisinnige fehlt. Er ist Ständerat, weshalb er nicht unterzeichnen darf. Es handelt sich also nicht um einen persönlichen Vorstoss, sondern um einen Vorstoss der Kommission.
Wir haben diese Rechtsunsicherheit als Arbeitsgruppe voll durchlebt und voll ausgelebt. Wir haben hart diskutiert und Sachverständige angehört, Herr Bundesrat. Anschliessend haben wir uns zusammengerauft und gesagt, diese Rechtsunsicherheit müsse verschwinden, wir müssten diesen Bereich bereinigen. Auch das, Herr Bundesrat, haben wir – so meine Ansicht – mit einem gewissen Sachverstand gemacht. Ich finde es wirklich eigenartig, wenn in der Stellungnahme des Bundesrates mit einem Federstrich erklärt wird, das Problem existiere nicht. Es bestehe gar keine Rechtsunsicherheit.
Woher nimmt der Bundesrat die Sicherheit und Kompetenz, dies zu sagen? Hat er etwa ein Rechtsgutachten eingeholt? Für mich bildet der Bundesrat ein Gremium, das immerhin zu weniger als der Hälfte aus Juristen besteht; dem steht ein Fachgremium gegenüber, in dem selbst ein Rechtsprofessor sitzt. Ich glaube, man könnte diesen Sachverhalt schon besser begründen, als dies in der Stellungnahme des Bundesrates geschehen ist.
Ich sage ja nicht, einige Entscheide wären am Bundesgericht anders gefällt worden, wenn Herr Piller durch eine Person mit etwas mehr «Biss» ersetzt worden wäre. Ich sage auch nicht, dass wir sofort handeln müssen, weil bald wieder ein ausserordentlicher Bundesanwalt gewählt werden müsste, weil wieder ein Bundesrat vor Gericht steht.
Ich bleibe sachlich. Es geht um das Anliegen der interfraktionellen Arbeitsgruppe. Es stösst mir sauer auf, dass sich der Bundesrat so unwillig zeigt, etwas zu tun. Müssen wir wirklich eine parlamentarische Initiative einreichen, um den Bundesrat zu überspielen? Mir persönlich ist der Sieg auf jeden Fall gewiss, Herr Bundesrat. Ich habe nämlich vor der Bundesversammlung die gleiche Meinung vertreten wie Sie. Ich habe aber Gegenteiliges im interfraktionellen Kontaktgremium gehört, und man hat mir sogar mit einem Rekurs in Strassburg gedroht, falls wir unseren Kandidaten durchbringen. Wenn die Meinungen derart gegensätzlich sind, besteht Rechtsunsicherheit.
Ich bitte Sie, Herr Bundesrat, sich vielleicht noch einmal umzubesinnen und die Motion entgegenzunehmen. Ich bitte Sie, der Ueberweisung der Motion an den Bundesrat zuzustimmen.

Frau **Grendelmeier:** Frau Stocker, es gibt nicht nur die beiden Krankheiten Amnesie und Logorrhöe, die ich etwas weniger vornehm schlicht mit «Sprechdurchfall» übersetzen würde, analog zu einer anderen, bekannteren Krankheit. Es gibt noch eine Krankheit, die ich entdeckt habe; sie heisst «Fichitis pseudohysterica». Das ist jene Krankheit, die sich in der Projektion vorwiegend bürgerlichen schlechten Gewissens auf die Nicht-Bundesratsparteien äussert, im Bestreben, endlich und so rasch wie möglich diese leidige Affäre unter den Teppich zu wischen, um – wie man uns immer wieder weismacht – zu wichtigeren anstehenden Problemen zu kommen.
Auf der ganzen Welt – besonders in Osteuropa, in der UdSSR – überstürzen sich die Ereignisse, dass es uns buchstäblich den Atem verschlägt. Und was geschieht in der Schweiz? Es ist erstaunlich: Auch hier kommt – wenn auch unendlich zähflüssig und klebrig – ein Prozess in Gang, der für unsere landesübliche Behäbigkeit ein geradezu unglaubliches Tempo besitzt. So diskutieren wir heute nach nur drei Monaten über etwas, was bereits veraltet ist; dieses Tempo kommt bei uns sehr selten vor.
Nicht, dass diese Debatte deswegen unnötig oder überflüssig wäre, ganz im Gegenteil. Und es ist auch völlig richtig, dass man – wie auch der Bundespräsident vorhin in seiner Rede – nach den Erkenntnissen über die Vorkommnisse in der Bundesanwaltschaft von einer schweren Vertrauenskrise redet. Aber jetzt müsste man wohl, nachdem man weiss, was im EMD alles herausgekommen ist und noch herauskommen wird, mit Fug und Recht von einer sich abzeichnenden Staatskrise reden. Damit wird deutlich, was viele längst vermutet haben: Die Ereignisse in der Bundesanwaltschaft und in der Bundespolizei, über die wir heute diskutieren, sind keine Einzelfälle. Sie sind gewissermassen die Spitze des Eisberges. Sie gehören zum System, zu einer bestimmten Geisteshaltung in diesem Land. Und es ist letztlich genau diese Haltung, die die Schweiz zum berühmten Sonderfall macht, allerdings nicht so, wie er an 1.-August-Reden immer wieder beschworen wird.
Wir haben die Antwort auf die Interpellation vor knapp zwei Stunden bekommen. Wir konnten sie in der Fraktion nicht besprechen. Ich habe versucht, auf die Antwort des Bundesrates eine Antwort zusammenzukleistern: Alles in allem können wir uns von seiner Antwort nicht als befriedigt erklären, auch wenn – das gebe ich zu, Herr Bundespräsident – sehr viel wirklich guter Wille zum Vorschein kommt, die Sache in die Hand zu nehmen und Remedur zu schaffen.
Wir begrüssen es zum Beispiel, dass der Bundesrat diesen Staat im Staat bedauert und auch zugibt, dass es sich um eine schwere Vertrauenskrise handelt. Und wir begrüssen es – wie gesagt –, dass er Remedur schaffen will. Auch begrüssen wir im Prinzip, dass er heute eine Verordnung über die Behandlung der Staatsschutzakten erlassen hat. Wir haben sie erst bekommen; lesen konnten wir sie noch nicht. Aber sie beantwortet unsere Frage nach der Richtlinie. Damit ist allerdings noch nichts über die Qualität gesagt.
Wir begrüssen ferner, dass der Bundesrat rasch handeln will. Aber wir verstehen nicht, dass er die Gesuche um Akteneinsicht bis spätestens am 31. März erledigt haben will. Wir begrüssen die angekündigte Grosszügigkeit bei der Einsichtsgewährung, zum Beispiel, dass nun endlich von dem modernen Mittel der Fotokopie – es existiert seit über 30 Jahren – Gebrauch gemacht wird und das demütigende Abschreiben von Hand aufhört. Wir verstehen aber nicht, warum die Fichen und Dossiers nur über den Sonderbeauftragten eingesehen werden können. Somit ist ein wichtiger Teil der Unterlagen weiterhin der öffentlichen Kontrolle entzogen.
Es gäbe noch einiges zu sagen. Im Verlaufe der Diskussion kann ich auf die Einzelfälle noch zurückkommen. Alles in allem: Es ist entscheidend, dass wir uns in der Schweiz – im Gegensatz zu der Welt ausserhalb – erst einmal mit unserer Vergangenheit befassen, damit wir uns dann endlich der Zukunft zuwenden können. Denis de Rougemont hat es seinerzeit so formuliert: «Les Suisses se lèvent tôt, mais se réveillent tard.» Schauen wir zu, dass wir irgendwann einmal aus diesem Tiefschlaf erwachen, sonst können wir die Zukunftsprobleme wirklich nicht lösen!

M. **Berger:** L'art, pour être efficace dans la vie, n'est-ce pas, notamment devant l'adversité, de maintenir une certaine maîtrise de la situation par une analyse objective, sans précipitation, sans affolement. Aujourd'hui, notre Etat est sérieusement ébranlé par les nombreux accidents de parcours, voire incidents auxquels, à juste titre, l'opinion porte une importance non négligeable. Cela est tout à fait normal dans les circonstances que nous connaissons.

Ce qui m'inquiète davantage, c'est de constater la destabilisation entraînée par les événements de ces derniers temps. Si l'opinion se sent de plus en plus ébranlée par ces événements, je me pose quand même la question de savoir si nous, le Parlement, ne sommes pas pour une bonne part responsables de cet état de fait. Je m'explique: la situation de crainte, de peur, de destabilisation qui s'est emparée de notre peuple doit être éliminée dans les meilleurs délais. Reconnaissons que nous avons commis des erreurs psychologiques en «arrosant» ce pays sans ménagement et en relevant les plus petites erreurs commises. Il est impératif donc de rétablir la confiance envers nos autorités. Le Conseil fédéral s'est engagé à réorganiser plus d'un service – je m'en réjouis – mais l'essentiel, c'est la confiance que nous serons à même de retrouver, eu égard aux mesures prises. Même si la question des fichiers empoussiérés agite quelques-uns de nos concitoyens, ne perdons pas la raison et ne provoquons pas plus de dommages dans notre peuple que les fichiers eux-mêmes.
Ce que je souhaite, c'est d'éviter toute manifestation inutile qui nous donne en spectacle, comme certains organes de presse l'ont relevé récemment, et qui nous fait comparer à un théâtre de guignols. Restons sérieux. Pour cela, je me réfère aux propositions du Conseil fédéral qu'il vient d'évoquer, mais également aux travaux de la Commission de gestion entrepris depuis plusieurs années, à savoir les suggestions qu'elle nous propose en vue de charger notre administration d'un contrôle plus efficace et de la doter des moyens adéquats pour ce faire.
Si je doute sérieusement de la mise en place d'une seule CEP à l'égard des fichiers du Département militaire fédéral, je forme le voeu ardent que les organes en place, comme la Commission de gestion, soient dotés de personnes spécialisées à même de répondre aux nombreuses questions que requièrent un contrôle efficace et une inspection normale.
Si une deuxième enquête parlementaire peut, à certains égards, renforcer la confiance du peuple à l'égard de ses autorités, il n'en reste pas moins qu'un contrôle permanent et ponctuel peut être en mesure de corriger aussi des pratiques et des dérapages inévitables en certaines occasions.
Rétablir la confiance, certes, mais le peuple ne peut se contenter de promesses! Il appartient au Conseil fédéral de s'engager dans la voie qu'il vient de nous présenter mais aussi d'exiger de notre Parlement, au travers de sa Commission de gestion, d'assurer enquêtes et inspections nécessaires avec davantage de performances. Pour cela, nous devrons donc doter notre Commission de gestion des personnes compétentes, dans les meilleurs délais. Ainsi, je souhaite que très tôt nous puissions rétablir la confiance nécessaire et que, vis-à-vis de l'extérieur, l'image de la Suisse en sorte encore grandie.

M. **Guinand:** Nous sommes au chapitre de la réorganisation et de la surveillance et j'aimerais dire quelques mots en particulier au sujet de la motion du groupe écologiste qui demande que ce soit la Commission d'enquête parlementaire qui procède à la surveillance de la réorganisation du Département fédéral de justice et police.
Nous partageons le point de vue du Bureau qui estime que ce n'est pas le rôle de la commission d'enquête de procéder à cette surveillance mais que c'est celui du Parlement tout entier, en particulier de sa Commission de gestion. Le président de la Confédération nous a d'ailleurs dit tout à l'heure qu'il entendait associer étroitement le Parlement aux restructurations en cours. Mais, et c'est là notre propos, dans un premier stade c'est d'abord au Conseil fédéral qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires à la réorganisation qui doit intervenir sans tarder au Ministère public de la Confédération et sans doute aussi dans d'autres secteurs concernés par les questions relatives à la protection de l'Etat. Et c'est pour nous l'occasion de relever dans cette discussion relative à la surveillance que nous attendons des prises de positions claires de la part du Conseil fédéral.
Or, nous devons bien admettre que nous n'avons pas toujours eu l'impression, en particulier au cours de ces dernières semaines, que le Conseil fédéral en tant que tel entendait fixer une ligne de conduite claire sur l'analyse de la situation et les mesures à prendre pour l'avenir. La déclaration préliminaire du président de la Confédération est un premier pas dans ce sens. Mais cela ne nous paraît pas suffisant. Certes, le Ministère public relève du Département fédéral de justice et police. Il est donc bien normal que le chef du département soit concerné en premier lieu mais, aussi bien à l'égard du Parlement qu'à l'égard des citoyens de ce pays, c'est le Conseil fédéral en tant que gouvernement du pays qui doit prendre ses responsabilités.
Nous savons bien que nous avons entendu tout à l'heure le président de la Confédération et non pas le chef du Département fédéral de justice et police, mais nous souhaitons que le Conseil fédéral, non pas en tant qu'émanation de sept chefs de département mais en tant que collège gouvernemental, trouve à l'avenir davantage les voies et moyens de faire la preuve qu'il entend bien tirer les conclusions qui s'imposent à la suite de l'enquête parlementaire et des événements de ces dernières semaines.
Un journaliste a récemment suggéré que le Conseil fédéral *in corpore* tienne une conférence de presse. C'est une idée qui mérite attention. En tout état de cause, il conviendra qu'en temps voulu les réformes arrêtées apparaissent bien comme celles voulues par le Conseil fédéral et non seulement comme celles d'un ou de plusieurs chefs de département auxquels le Conseil fédéral se sera borné à donner son accord. Notre population entend aujourd'hui savoir que la Suisse a un gouvernement qui sait faire face au défi. C'est à ce prix que notre pays retrouvera la confiance des citoyens et aussi des autres Etats, tout à la fois dans sa volonté de lutter contre le crime organisé mais aussi dans celle d'assurer la nécessaire protection de l'Etat.

Portmann: Zuerst kommt das Staatsvolk und dann die Staatsgewalt. Das gilt auch für die Polizei, die beide schützen muss. Wenn unsere Bundespolizei in der Vergangenheit bisweilen zuerst die Staatsgewalt und dann uns Bürger geschützt hat, dann müssen wir die Reihenfolge in Ordnung bringen. Nicht gerade Schutz, aber Nachsicht brauchen jene ehrenwerten Kollegen, die seit den sechziger Jahren als Vertreter des Volkes in diesem Parlament sitzen, die Regierungsarbeit zu kontrollieren hatten und die heute nicht das Parlament, sondern einzelne Bundesräte für die Fehlleistungen unserer Bundespolizei verantwortlich machen. Sie sehen nicht, wer in diesem Land die Sicherheit unseres Volkes zu wahren hat. Für das Ungute im Land sind nicht die andern verantwortlich.
Eine Neuordnung unserer Bundespolizei führt im Rechtsstaat – es geht nicht anders – über ein Gesetz zum Schutz unserer Verfassung. Unsere Bundespolizei hat nach Recht zu arbeiten, ist politisch zu leiten und, wie jede Sparte der Verwaltung, vom Parlament zu kontrollieren. Unsere Bundespolizei hat uns vorausschauend und nachgreifend in Zusammenarbeit mit den Kantonen und in Solidarität mit der Staatenwelt zu schützen.
Eine von uns kontrollierte Bundespolizei in der Hauptstadt ist besser als eine unkontrollierte Bürgerwehr in unseren Städten. So wie die Demonstranten vom letzten Samstag vor diesem Haus nicht nach den üblen Randerscheinungen beurteilt werden wollen, so darf man den Staat Schweiz in diesem Haus nicht nach den dumm-dreisten Fichen der letzten Jahrzehnte bewerten.
Für Künstler mag der Umgang mit starken Worten Spiel sein. Volksvertreter haben ihre Reden über unseren Staat an der Verfassung zu messen. Einiges vom letzten Samstag – einiges – vermag davor nicht zu bestehen. *Res publica semper reformanda* – um unseren Staat ständig zu reformieren sind wir da, nicht um Anklagereden zu führen. Das Reformkonzept des Bundesrates, das uns Herr Bundespräsident Koller heute vorgeführt hat, greift alles auf, was wir gefordert haben und was wir fordern können.
Ein vom Bundesrat unabhängiger Bundesanwalt wäre in einem Richterstaat sinnvoll, in dem die Justiz die höchste Gewalt hat. Das aber vertrüge sich nicht mit unserer Volkssouveränität.

M. **Spielmann:** Au cours du débat concernant le rapport de la Commission d'enquête parlementaire, j'étais intervenu à cette

l'activité politique de partis, de parlementaires et de membres de gouvernements ne doivent plus être communiquées, à moins qu'il n'existe dans le contexte concret une présomption permettant de conclure à une infraction pénale. Ce principe sera également applicable aux futures instructions générales.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion abzuschreiben.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral propose de classer la motion.

Antrag Leuenberger-Solothurn
Die Motion sei zu überweisen und nicht abzuschreiben.
Proposition Leuenberger-Soleure
Adopter la motion et ne pas la classer.

89.836

Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Benachrichtigung der Betroffenen

Motion du groupe socialiste
Fichiers du Ministère public de la Confédération. Information des intéressés

---

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, alle durch die Bundesanwaltschaft registrierten Organisationen und Personen, gegen welche zurzeit kein gerichtspolizeiliches Verfahren läuft, zu benachrichtigen.

Texte de la motion du 15 décembre 1989
Le Conseil fédéral est chargé d'aviser toutes les personnes et toutes les organisations qui sont fichées et pour lesquelles aucune procédure de police judiciaire n'est en cours.

Sprecher – Porte-parole: Borel

Schriftliche Begründung
Die Urheberin verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.
Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 21. Februar 1990
Nach Ziffer 432 der Richtlinien des Bundesrates für die Bearbeitung von Personendaten in der Bundesverwaltung und Ziffer 21 der Wegleitung des EJPD für die Behandlung von Einsichtsbegehren in Staatsschutzakten im Gefolge des Puk-Berichtes vom 19. Januar 1990 hat jedermann das Recht, in die Karteikarten der Bundesanwaltschaft Einsicht zu nehmen. Wer will, kann sich deshalb ohne weiteres vergewissern, ob bei der Bundesanwaltschaft Daten über ihn gespeichert sind. Das gilt auch für juristische Personen und Organisationen.
Eine Benachrichtigung aller bei der Bundesanwaltschaft registrierten Personen und Organisationen ist unmöglich, weil für viele keine aktuelle Adresse bekannt ist; die Adressnachforschung würde zudem angesichts von 900 000 Verzeichneten einen innert nützlicher Frist nicht zu bewältigenden Verwaltungsaufwand zur Folge haben.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Selon le chiffre 432 des Directives du Conseil fédéral, applicables au traitement des données personnelles dans l'Administration fédérale, et le chiffre 21 des Instructions du DFJP du 19 janvier 1990 pour le traitement des demandes de consultation, relatives aux dossiers de la protection de l'Etat à la suite de la parution du rapport CEP, chacun a le droit de consulter les fiches du Ministère public de la Confédération. Ainsi, toute personne qui le désire peut sans autre savoir si le Ministère public de la Confédération traite des données la concernant. Une information de toutes les personnes enregistrées auprès du Ministère public de la Confédération est impossible, car pour beaucoup d'entre-elles on ne dispose d'aucune adresse à jour; la recherche de l'adresse actuelle serait d'autre part une tâche administrative qui, en raison des 900 000 personnes enregistrées, ne pourrait pas être menée à bien dans un délai raisonnable.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion abzulehnen.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral demande de refuser la motion.

89.744

Motion der grünen Fraktion
Registratur der politischen Polizei

Motion du groupe écologiste
Fichiers de la police politique

Wortlaut der Motion vom 7. Dezember 1989
1. Die Kriterien (laut Motion 2 der Puk, 88.006) der Erfassung von Daten und Informationen sind dem Parlament zur Genehmigung zu unterbreiten.
2. Sämtliche Einträge und Dokumente (in allen Aufzeichnungsformen), die nicht den zu genehmigenden Kriterien entsprechen, sind unter Aufsicht der zuständigen Parlamentskommission zu vernichten.
3. Vor der Vernichtung der Einträge und Dokumente ist den interessierten Bürgerinnen und Bürgern ein uneingeschränktes Einsichtsrecht bis zu einem öffentlich bekanntzugebenden Datum zu gewähren.

Texte de la motion du 7 décembre 1989
1. Les critères (selon la motion 2 de la CEP, 88.006) pour la collecte de données et d'informations doivent être soumis à l'approbation du Parlement.
2. Toutes les données et les documents enregistrés (sous quelque forme que ce soit) qui ne correspondent pas aux critères approuvés doivent être détruits sous le contrôle de la commission parlementaire compétente.
3. Avant que les données et documents ne soient détruits, un droit de regard illimité sera accordé aux citoyennes et citoyens intéressés jusqu'à une date qui sera officiellement publiée.

Sprecher – Porte-parole: Hafner Rudolf

Schriftliche Begründung
1. Die Kriterien zur Erfassung von Daten und Informationen der politischen Polizei sind höchst brisant und tangieren die Freiheitsrechte der Bürgerinnen und Bürger. Eine Genehmigung dieser Kriterien (z. B. im Rahmen des Datenschutzgesetzes) durch den Gesetzgeber ist unerlässlich.
2. Die Registratur betrifft einen sensiblen Bereich, und das Vertrauen breiter Bevölkerungskreise in die Bundesanwaltschaft ist gesunken. Das Parlament muss zur Wahrnehmung seiner Oberaufsichtspflicht und zur Wiederherstellung einer Vertrauensbasis die Vernichtung der überholten Akten fortlaufend überwachen können.
3. Ein uneingeschränktes Einsichtsrecht ist zur Wiederherstellung einer Vertrauensbasis unerlässlich.

Développement par écrit
1. Les critères applicables à la collecte de données et d'informations par la police politique sont extrêmement délicats et touchent aux droits fondamentaux des citoyennes et citoyens.

C'est pourquoi il est indispensable de les soumettre à l'approbation du législateur (par exemple sur la base de la loi sur la protection des données).
2. L'enregistrement des données touche un domaine sensible et la confiance de larges cercles de la population dans le Ministère public de la Confédération a diminué. Le Parlement doit assumer sa tâche de haute suveillance et rétablir la confiance en contrôlant d'une manière permanente la destruction des actes qui ne sont plus valables.
3. Un droit de regard illimité doit être accordé si l'on veut rétablir la confiance.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Die Datenerfassung und der Datenschutz im Bereich der politischen Polizei bilden bereits Gegenstand der überwiesenen Motion 2 der Puk. Im Gegensatz zu diesem Vorstoss nimmt jedoch die Motion der grünen Fraktion die Antworten auf die aufgeworfenen schwierigen und komplexen Fragen weitgehend vorweg. Deren Neuregelung bedarf indes einer vorgängigen eingehenden und sorgfältigen Prüfung. Die Motion der grünen Fraktion ist deshalb in ein Postulat umzuwandeln und deren Anliegen sind unter dem umfassenderen Gesichtspunkt der Puk-Motion 2 zu behandeln.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
La collecte de données et la protection des données dans le domaine de la police politique font déjà l'objet de la motion 2 déposée par la CEP. Au contraire de cette intervention, la motion du groupe écologiste anticipe toutefois largement les réponses aux questions soulevées qui sont épineuses et complexes. Or, une nouvelle réglementation de celles-ci nécessite au préalable un examen de détail minutieux. La motion du groupe écologiste doit, en conséquence, être transformée en postulat dont les objets seront traités dans l'optique plus large de la motion 2 de la CEP.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

89.749

Postulat Hänggi

Registrierungen bei der Bundesanwaltschaft. Bericht des Bundesrates

Fichiers personnels du Ministère public. Rapport du Conseil fédéral

---

Wortlaut des Postulates vom 7. Dezember 1989
In Punkt 3 der Motion 2 der Puk wird verlangt, dass überholte Einträge und Dokumente zu vernichten sind.
Der Bundesrat wird beauftragt, nach dessen Vollzug dem Parlament darüber Bericht zu erstatten.

Texte du postulat du 7 décembre 1989
Le point 3 de la motion 2 déposée par la CEP exige que les données et les documents qui ne sont plus valables soient détruits.
Lorsque cette tâche aura été exécutée, le Conseil fédéral est invité à présenter un rapport au Parlement.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Blatter, Bürgi, Dormann, Engler, Keller, Kühne, Schmidhalter, Segmüller, Stamm (9)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 21 février 1990
Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

89.835

Motion der sozialdemokratischen Fraktion Sicherung des Einsichtsrechtes

Motion du groupe socialiste Fichiers du Ministère public de la Confédération. Droit de regard

---

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, unverzüglich Bestimmungen zu erlassen, welche verhindern, dass Akten vor der Einsichtnahme vernichtet werden.

Texte de la motion du 15 décembre 1989
Le Conseil fédéral est chargé de prendre sans délai des dispositions empêchant que les fichiers susmentionnés ne soient détruits avant d'avoir pu être consultés.

Sprecher – Porte-parole: Jeanprêtre

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Der Vorsteher des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements hat als Sofortmassnahme die Bundesanwaltschaft angewiesen, keinerlei Akten zu vernichten, um die Einsichtsrechte nicht zu schmälern. Im Gefolge der Motion 2 der Puk («Datenschutz im Bereich der Bundesanwaltschaft») und im Zusammenhang mit der Umstellung der Registratur der Bundesanwaltschaft auf EDV müssen jedoch hinfällig gewordene Akten ausgeschieden werden. In diese Bereinigung werden Karteikarten und Dossiers jener Personen, die Einsicht in ihre Staatsschutzakten verlangt haben und deren Einsichtsgesuch noch nicht behandelt ist, vorerst nicht einbezogen. Weitere Massnahmen drängen sich zurzeit nicht auf.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Comme mesure immédiate et afin de ne pas restreindre le droit d'accès des personnes concernées, le chef du Département fédéral de justice et police a donné l'instruction au Ministère public de la Confédération de ne détruire aucun document. Conformément à la motion 2 de la CEP («protection des données dans le cadre du Ministère public fédéral») et en liaison avec le transfert du fichier du Ministère public de la Confédération sur un système informatique, les documents obsolètes devront être mis de côté. Par contre, les fiches et les dossiers des personnes qui ont demandé la consultation des documents de la protection de l'Etat les concernant et dont la demande n'a pas encore pu être traitée ne seront dans un premier temps pas englobés dans la mise à jour du fichier. Actuellement, aucune autre mesure ne s'impose.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion abzuschreiben.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral demande la radiation de la motion.

90.304

Interpellation Bär

Unverständliche Haltung gegenüber registrierten Bürgerinnen und Bürgern

Fichiers personnels. Attitude incompréhensible de l'autorité

Wortlaut der Interpellation vom 5. Februar 1990

Der Bundesrat wird gebeten, die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Glaubt der Bundesrat, es sei eine vertrauensbildende Massnahme, wenn die Opfer staatlicher Fehlleistungen mit grossem Aufwand und einem langwierigen Verfahren um ihre Rechte kämpfen müssen?
Weshalb wird den Registrierten die Fiche nicht unaufgefordert nach Hause geschickt?
2. Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass sich die Behörde eines Rechtsstaates bei den zu Unrecht Registrierten in einem Schreiben entschuldigen sollte?
3. Weshalb will der Bundesrat die Fichen auf die Kantone verteilen; wird das Problem statt gelöst nicht einfach versechsundzwanzigfacht?
4. Ist gewährleistet, dass der Wohnkanton der Registrierten damit nicht zu zusätzlichen Informationen kommt, die von anderen Kantonen an die Bundespolizei gemeldet wurden?
5. Wie gross ist mit diesem Verfahren der zusätzliche Verwaltungsaufwand; wieviel zusätzliches Personal muss eingestellt werden?
Im Zusammenhang mit den Richtlinien des EJPD an die Kantone vom 19. Januar 1990, der sogenannten Negativliste, stellen sich folgende Fragen:
6. Gemäss Buchstabe b sollen Teilnehmer(innen) an rechtmässig durchgeführten Kundgebungen und Veranstaltungen nicht mehr gemeldet werden. Ist die Teilnahme an spontanen oder an nichtbewilligten Demonstrationen ohne Sachbeschädigung und Gewaltanwendung meldepflichtig?
7. Gemäss Buchstabe c kann der Bund weiterhin Auslandreisen überwachen lassen; welche Personenkreise und welche Länder sind hier anvisiert?
8. Gemäss Buchstabe d kann der Bund mit einem ausdrücklichen Auftrag weiterhin die politische Tätigkeit von Parteien, Parlamentarier(innen) und Regierungsmitgliedern überwachen lassen. Wo leitet der Bundesrat das Recht ab, gewählte Behördemitglieder bei ihrer politischen Tätigkeit überwachen zu lassen?
Im Zusammenhang mit der «Wegleitung für die Einsichtsbegehren in die Staatsschutzakten» vom 19. Januar 1990 stellen sich folgende Fragen:
9. Weshalb wird nur eine Fotokopie der Fichen vorgelegt, und weshalb wird auf der Fiche der Hinweis auf Dossiers abgedeckt?
10. Weshalb werden die Dossiers nicht zur Einsicht aufgelegt?
11. Bei welchen «schützenswerten Informationsquellen» (Ziffer 222c) verweigert die Bundespolizei die Einsicht oder schränkt sie ein?
12. Gegenüber wem könnte der Bund die «Geheimhaltungspflichten verletzen» (Ziffer 222d), wenn er Einsicht gewähren würde?
13. Hat sich der Bund mit Ziffer 222e nicht eine Generalklausel gegeben, um möglichst keine Einsicht gewähren zu müssen?
14. Falls der/die Registrierte es wünscht, sollen die Karten vernichtet werden. Betrifft das auch das Original?
15. Was gedenkt der Bund mit all den anderen unrechtmässig erstellten Fichen zu tun?
16. Wie ist sichergestellt worden, dass keine Akten vernichtet oder abgeändert wurden?

Texte de l'interpellation du 5 février 1990

Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes:

1. Les victimes d'interventions indésirables de l'Etat doivent se battre et entreprendre de longues démarches pour faire respecter leurs droits. Le Conseil fédéral pense-t-il que cela contribue à rétablir la confiance de la population dans les autorités? Pourquoi les personnes fichées ne reçoivent-elles pas leur fiche à domicile, sans devoir l'exiger?
2. Le Conseil fédéral n'est-il pas aussi d'avis que les autorités d'un Etat de droit devraient présenter des excuses écrites aux personnes fichées à tort?
3. Pourquoi le Conseil fédéral veut-il remettre les fiches aux cantons? Ne multiplie-t-on pas ainsi les problèmes par vingt-six au lieu de les résoudre?
4. Peut-on garantir que le canton de domicile des personnes fichées n'obtiendra pas ainsi des informations supplémentaires, fournies par d'autres cantons à la Police fédérale?
5. Quels sont les coûts administratifs supplémentaires qu'occasionne cette manière de procéder? Combien de personnes faudra-t-il engager?
Les directives du 19 janvier 1990 du DFJP aux cantons, appelées «liste négative», appellent les questions suivantes:
6. La lettre b de ce document dispose que les participantes et participants à des manifestations et à des rassemblements autorisés ne doivent plus être signalés. Les personnes qui participent à des manifestations non-autorisées ou spontanées ne donnant lieu à aucun acte de vandalisme ou de violence doivent-elles être signalées?
7. La lettre c dispose que la Confédération peut continuer de faire contrôler les voyages à l'étranger; quels sont les personnes et les pays visés?
8. La lettre d dispose que la Confédération peut continuer de faire contrôler, sur mandat exprès, les activités politiques de partis, de parlementaires et de membres de gouvernements. Sur quelles bases le Conseil fédéral se fonde-t-il pour ordonner la surveillance de certaines personnes dans leurs activités politiques?
Les instructions du DFJP pour le traitement des demandes de consultation relatives aux dossiers de la protection de l'Etat du 19 janvier 1990 appellent les questions suivantes:
9. Pourquoi ne peut-on consulter que des photocopies de fiches et pourquoi les références à d'autres documents sont-elles occultées?
10. Pourquoi ne peut-on pas consulter les dossiers?
11. Quelles sont les «sources d'informations à protéger» (chiffre 222c) qui peuvent justifier que la Police fédérale refuse la consultation du document ou la restreigne?
12. La Confédération peut refuser la consultation si cette dernière devait «porter atteinte à des obligations de maintien du secret» (chiffre 222d); quels sont les personnes concernées?
13. La clause générale du chiffre 222e n'a-t-elle pas été adoptée pour empêcher autant que possible la consultation des dossiers?
14. Les fiches devraient être détruites à la demande de la personne fichée. L'original est-il également soumis à cette règle?
15. Que fera la Confédération de toutes les autres fiches constituées illégalement?
16. Quelles on été les mesures prises pour éviter que des documents soient détruits ou modifiés?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Diener, Fierz, Gardiol, Leutenegger Oberholzer, Meier-Glattfelden, Rebeaud, Schmid, Thür (8)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die von der Puk aufgedeckte Praxis der Bundespolizei, viele Bürgerinnen und Bürger unseres Landes während Jahren unrechtmässig beobachtet und registriert zu haben, hat zu einem grossen Vertrauensverlust in die staatlichen Institutionen geführt. Wiederholt hat der Bundesrat – nicht zuletzt in der Puk-Debatte im Dezember 1989 – beteuert, er werde alles daran setzen, die Vertrauenskrise so rasch als möglich zu überwinden. Dieser Erklärung steht die Handhabung der vielen tausend Gesuche um Einsichtnahme in die Fichen und Dossiers diametral entgegen. Wir bitten in diesem Zusammenhang den Bundesrat um Beantwortung folgender Fragen.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 5. März 1990
Siehe Interpellation 90.339, Seite 198 hiervor
Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 mars 1990
Voir interpellation 90.339, page 198 ci-devant

90.320

Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Sofortige und uneingeschränkte Einsicht in Fichen und Akten der Bundespolizei

Interpellation du groupe socialiste Fichiers et dossiers de la Police fédérale. Droit de regard

---

Wortlaut der Interpellation vom 7. Februar 1990
Wir ersuchen den Bundesrat, im Hinblick auf die Märzsession möglichst rasch folgende Fragen zu beantworten:
1. Ueber die Zahl der Registrierten kursieren aufgrund divergierender Informationen der Bundesbehörden verschiedenste Zahlen. Wie viele Personen sind bei der Bundespolizei tatsächlich registriert? Wie viele Organisationen? Wie viele Schweizerinnen und Schweizer? Wie viele in der Schweiz wohnhafte Ausländerinnen und Ausländer?
2. Ist der Bundesrat bereit, die Gewährung der Einsicht in die Fichen endlich zu beschleunigen und nach rechtsstaatlichen Grundsätzen abzuwickeln?
Ist er insbesondere bereit, den Registrierten Fotokopien ihrer Fichen zuzustellen und ihnen auf Verlangen zudem Einsicht in die Originalfichen zu gewähren? Ist er bereit, dafür zu sorgen, dass dies jetzt sofort geschieht? Durch welche Massnahmen?
3. Ist der Bundesrat bereit, den Registrierten im Sinne der Bundesgerichtspraxis (Entscheid vom 3. Juni 1987) volle Akteneinsicht zu gewähren? Falls (wider Erwarten) nein: Wie rechtfertigt er die Verweigerung der Akteneinsicht? Falls der grundsätzliche Entscheid über die Gewährung der Akteneinsicht weiter hinausgeschoben werden soll: Wie begründet der Bundesrat diese Verzögerung und Verschleppung?
4. Zur unhaltbaren Abdeckung von Quellen auf den Fichen: Ist der Bundesrat tatsächlich der Ansicht, dass der Schutz der «Quellen» höheren Schutz verdiene als das Einsichtsrecht der von Bespitzelung, Ueberwachung und Denunziation betroffenen Bürgerinnen und Bürger? Falls nein: Ist der Bundesrat bereit, dafür zu sorgen, dass den Bürgerinnen und Bürgern umgehend integrale Akten- und Ficheneinsicht gewährt wird (mit Ausnahme von Einträgen, die sich auf laufende gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren beziehen)?
Zur neu eingeführten Praxis der Abdeckung der Verweise auf Dossiers und Sachbearbeiter stellt sich darüber hinaus die Frage: Wie rechtfertigt der Bundesrat die Schlechterstellung der Bürgerinnen und Bürger gegenüber den Parlamentariern, welche diese Angaben einsehen und notieren konnten?
5. Teilt der Bundesrat die Auffassung, dass die Gewährung der Fichen- und Akteneinsicht nicht der direkt betroffenen Bundespolizei überlassen werden darf? Ist er nicht auch der Ansicht, dass damit gewissermassen der Bock zum Gärtner gemacht wird?
6. Was soll mit den Fichen und Akten all jener Personen geschehen, welche kein Einsichtsgesuch stellen, weil sie nämlich meistens gar nicht ahnen, dass sie registriert, bespitzelt oder denunziert sein könnten? Ist der Bundesrat bereit, ihre Benachrichtigung zu veranlassen?
7. Kann der Bundesrat zusichern, dass jedenfalls keine Fichen und Akten verschwinden oder vernichtet werden, ohne dass die Betroffenen es ausdrücklich wünschen? Welche Massnahmen hat er vorgekehrt, um diese Gefahr zu beseitigen?
8. Räumt der Bundesrat ein, dass er selber angesichts der Vertrauenskrise nicht die geeignete (und mit Ausnahme der EMRK und des EGMR letztinstanzliche) Rekursinstanz gegen ablehnende Verfügungen der Bundesanwaltschaft ist? Ist er bereit, mit einer dringlichen Vorlage den Rechtsweg an das Bundesgericht auch für die hängigen Fälle zu öffnen?
9. Welche personellen Konsequenzen zieht der Bundesrat aus der Affäre um die politische Polizei? Sollen die verantwortlichen Beamten weiter beim Bund beschäftigt werden? Gegebenenfalls mit welchen Aufgaben?

Texte de l'interpellation du 7 février 1990
Dans la perspective de la session de mars, nous prions le Conseil fédéral de répondre le plus vite possible aux questions suivantes:
1. En raison des informations divergentes données par les autorités fédérales, on entend circuler les chiffres les plus divers au sujet du nombre de personnes enregistrées. Combien de personnes sont effectivement enregistrées auprès de la Police fédérale? Combien d'organisations ? Combien de Suissesses et de Suisses? Combien d'étrangères et d'étrangers domiciliés en Suisse?
2. Le Conseil fédéral est-il prêt à accélérer enfin la procédure d'octroi d'un droit de regard sur les fiches et à faire en sorte qu'elle se déroule selon les principes propres à un Etat de droit?
Est-il en particulier prêt à faire parvenir aux personnes enregistrées des photocopies de leurs fiches et à les autoriser, au cas où elles le demanderaient, à consulter les fiches originales? Est-il disposé à faire en sorte que tel soit immédiatement le cas? Quelles mesures compte-t-il prendre à cet égard?
3. Le Conseil fédéral est-il prêt à accorder aux personnes enregistrées un droit de regard intégral sur les dossiers, au sens de la jurisprudence du Tribunal fédéral (arrêt du 3 juin 1987)? Si (contre toute attente) tel ne devait pas être le cas, comment justifierait-il ce refus? Au cas où la décision de principe concernant l'octroi d'un droit de regard devait être encore ajournée, comment le Conseil fédéral justifierait-il ce retard et cette lenteur?
4. A propos de cette pratique inadmissible, qui consiste à cacher les sources d'information sur les fiches: le Conseil fédéral estime-t-il véritablement que les «sources» méritent un plus haut degré de protection que le droit de regard des citoyennes et citoyens, qui sont espionnés, surveillés et dénoncés? Dans l'hypothèse négative: le Conseil fédéral est-il disposé à faire en sorte que les citoyennes et citoyens se voient immédiatement accorder un droit de regard intégral sur les dossiers et fiches les concernant (à l'exception des données qui se rapportent à des procédures d'enquête en cours, menées par la police judiciaire)?
Une question s'impose en outre à propos de la pratique nouvelle consistant à cacher les références aux dossiers et aux collaborateurs qui ont établi les fiches: comment le Conseil fédéral justifie-t-il le fait que les citoyennes et citoyens sont désavantagés par rapport aux députés qui, eux, ont eu le droit de prendre connaissance de ces références?
5. Le Conseil fédéral est-il aussi d'avis que l'octroi du droit de regard sur les fiches et les dossiers ne doit pas relever de la compétence de la Police fédérale, directement concernée? N'estime-t-il pas également que cela reviendrait à enfermer le loup dans la bergerie?
A quel autre service ou organe pourrait-on confier cette tâche?
6. Que compte-t-on faire des fiches et dossiers de toutes les personnes qui ne demandent pas à les consulter, pour la bonne raison qu'elles ne se doutent souvent pas qu'elles pourraient être enregistrées, espionnées ou dénoncées? Le Conseil fédéral est-il prêt à faire en sorte que ces personnes soient informées?
7. Le Conseil fédéral peut-il assurer qu'en aucun cas des fiches et des dossiers ne disparaissent ni ne sont détruits sans que les personnes concernées l'aient expressément demandé? Quelles mesures a-t-il prises pour écarter ce danger?
8. Le Conseil fédéral est actuellement la dernière instance à statuer sur les décisions de rejet du Ministère public de la Confédération, à l'exception de la Commission européenne des droits de l'homme et de la Cour européenne des droits de l'homme; vu la crise de confiance actuelle, admet-il qu'il ne

constitue pas une instance de recours adéquate? Est-il prêt, par des mesures urgentes, à ouvrir la voie de recours devant le Tribunal fédéral, notamment pour les cas en suspens?
9. Pour ce qui est du personnel de la Confédération, quelles conclusions le Conseil fédéral tire-t-il de l'affaire relative à la police politique? Les personnes concernées par cette affaire doivent-elles rester des fonctionnaires fédéraux? Dans l'affirmative, quelles tâches leur confierait-on?

Sprecher – Porte-parole: Rechsteiner

Schriftliche Begründung
Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.
Développement par écrit
Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 5. März 1990
Siehe Interpellation 90.339, Seite 198 hiervor
Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 mars 1990
Voir interpellation 90.339, page 198 ci-devant

90.341

Motion Oehler

Vernichtung der Fichen

Ministère public.
Destruction des fichiers personnels

Wortlaut der Motion vom 7. Februar 1990
Der Bundesrat wird beauftragt, innerhalb nützlicher Frist, spätestens aber bis zum 31. Dezember 1990, die bei der Bundespolizei oder bei anderen Bundesstellen vorhandenen Fichen vernichten zu lassen.
Von der Vernichtung ausgeschlossen sind Fichen über Personen, welche im Zusammenhang mit terroristischen Aktivitäten und Erkenntnissen mit qualifiziertem Staatsschutz erstellt wurden oder gerichtspolizeilichen Inhalt aufweisen. Vor der Vernichtung ist den Betroffenen das Einsichtsrecht zu gewähren, wobei der Persönlichkeitsschutz zu wahren ist. Analog ist mit den Dossiers zu verfahren.

Texte de la motion du 7 février 1990
Le Conseil fédéral est chargé de faire détruire, en temps utile mais d'ici au 31 décembre 1990, les fiches détenues par la Police fédérale ou par tout autre service de la Confédération.
Ne seront pas détruites les fiches individuelles qui relèvent manifestement de la sûreté de l'Etat (fiches que l'on a constituées en rapport avec des activités terroristes) ou qui sont du ressort de la police judiciaire. Chacun aura le droit, dans le respect de la protection de la personnalité, de consulter la fiche le concernant avant qu'elle ne soit détruite. On agira de même avec les dossiers.

Mitunterzeichner – Cosignataire: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Die in den vergangenen Jahren zusammengetragenen Erkenntnisse über Einzelpersonen sind zum nationalen Aergernis geworden. Dass das Sammeln und Aufbewahren von personenbezogenen Angaben nur in den wenigsten Fällen etwas mit echtem Staatsschutz oder Terrorbekämpfung zu tun hat, ist allgemein zur Kenntnis genommen und anerkannt worden. Aus diesem Grund drängt sich – unter gewissen Vorbehalten – eine Radikallösung nachgerade auf.
Die Vernichtungsaktion darf indessen die effektive Terrorbekämpfung nicht behindern, noch den wirkungsvollen wie notwendigen Staatsschutz verunmöglichen. Diese beiden Staatsaufgaben bedingen aber nicht, dass Hunderttausende von unbescholtenen Bürgerinnen und Bürgern auf Fichen erfasst und registriert werden.
Bei der Möglichkeit der Einsichtnahme der allenfalls vorhandenen Fiche ist auf den Persönlichkeitsschutz gebührend Rücksicht zu nehmen.
Die Fichen-Ausmerzaktion soll im Festjahr 1991 Hunderttausende von unbescholtenen Bürgerinnen und Bürgern vom Druck befreien, aus irgendeinem Grund abgestempelt und registriert zu sein.
Die jüngst veröffentlichten Beispiele von Fichen zeigen auf, dass bei der Registrierung von Einzelheiten die Persönlichkeitsrechte verletzt und wegen der dilettantischen Sammelarbeit unnützer und belangloser Angaben Steuergelder verschleudert wurden. Solchen Entwicklungen ist gebieterisch Einhalt zu gebieten.
Mit der Vernichtung der Dossiers sollen im Zug der verlangten Einsichtnahme weder der Daten- noch der Persönlichkeitsschutz verletzt, noch der Staatsschutz oder die Terrorbekämpfung behindert werden. Andererseits ist zu berücksichtigen, dass sowohl mit dem Zusammentragen der Einzelheiten über Personen wie auch mit dem Registrieren und Aufbewahren dieser Angaben Hunderttausende in ihren Rechten verletzt wurden.
Um die künftige Tätigkeit der Staatsschützer und der Terrorbekämpfung nicht zu belasten, ist die Frage zu beantworten, ob die zuständige Bundesstelle nicht im gleichen Zug und im gleichen Zeitrahmen an Kopf und Gliedern zu erneuern sei.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 5. März 1990
Siehe Interpellation 90.339, Seite 198 hiervor
Rapport écrit du Conseil fédéral du 5 mars 1990
Voir interpellation 90.339, page 198 ci-devant

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

89.834

Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Politische Polizei.
Entschädigung und Wiedergutmachung

Motion du groupe socialiste
Fichiers de la police politique.
Réparation des préjudices commis

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1989
Personen und Organisationen, welchen durch die Verwendung oder Weitergabe von Daten der politischen Polizei wirtschaftliche oder andere Nachteile erwachsen sind, haben unabhängig von Verjährungsfristen Anspruch auf unbürokratische Entschädigung, Wiedergutmachung und Genugtuung. Ein vom Bundesrat bezeichneter Ombudsmann sucht wenn immer möglich nach aussergerichtlichen Lösungen.

Texte de la motion du 15 décembre 1989
Les personnes et les organisations ayant subi des préjudices, économiques ou autres, par suite de l'utilisation ou de la divulgation de données de la police politique ont, indépendamment des délais de prescription, droit, dans les plus brefs délais, à une indemnité et à une réparation morale et matérielle. Un médiateur (ou ombudsmann) désigné par le Conseil fédéral cherchera, autant que faire se peut, des solutions extra-judiciaires.

Sprecherin – Porte-parole: Hafner Ursula

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 14. Februar 1990
1. Die Fragen der Entschädigung und Wiedergutmachung sind im Verantwortlichkeitsgesetz (SR 170.32) geregelt. Danach haftet der Bund für den Schaden, den ein Beamter in Ausübung seiner amtlichen Tätigkeit Dritten widerrechtlich zufügt, ohne Rücksicht auf das Verschulden des Beamten (Kausalhaftung).
Wer in seinen persönlichen Verhältnissen verletzt wurde, hat zudem Anspruch auf Genugtuung, wo die besondere Schwere der Verletzung und des Verschuldens es rechtfertigt. Hat er dem Geschädigten Ersatz geleistet, so steht dem Bund der Rückgriff auf den Beamten zu, der vorsätzlich oder grobfahrlässig gehandelt hat.
2. Das Begehren auf Schadenersatz oder Genugtuung ist beim Eidgenössischen Finanzdepartement einzureichen. Wenn die zuständige Amtsstelle zum Anspruch innert drei Monaten nicht oder ablehnend Stellung nimmt, kann beim Bundesgericht Klage erhoben werden.
Nach dem Wortlaut des Gesetzes erlischt die Haftung des Bundes, wenn der Geschädigte sein Begehren nicht innert eines Jahres seit Kenntnis des Schadens einreicht, auf alle Fälle aber nach zehn Jahren seit dem Tage der schädigenden Handlung.
Die Praxis des Bundesgerichts stellt sicher, dass diese Bestimmung nicht engherzig angewendet wird: Danach beginnt die einjährige Verwirkungsfrist erst zu laufen, wenn der Geschädigte alle für die Geltendmachung seiner Ansprüche wesentlichen Umstände kennt (BGE 108 Ib 98 f.).
3. Die geltende Ordnung ist auf Fälle wie den vorliegenden zugeschnitten. Das Verfahren ist zweckmässig, unbürokratisch und entspricht in allen Teilen den rechtsstaatlichen Anforderungen. Der Schutz berechtigter Ansprüche und die Gleichbehandlung der rechtsuchenden Bürger durch eine unabhängige Instanz ist gewährleistet. Es sind keine Gründe ersichtlich, die ein Abweichen von diesen Grundsätzen rechtfertigen würden. Wir sehen deshalb keinen Anlass zur Vorlage eines Gesetzes- oder Beschlussentwurfes. Zusätzliche Massnahmen sind aus unserer Sicht nicht zu treffen.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 14 février 1990
1. Les questions d'indemnité et de réparation sont réglées dans la loi sur la responsabilité (RS 170.32), qui stipule que la Confédération répond du dommage causé sans droit par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, sans égard à la faute du fonctionnaire (responsabilité causale).
Celui qui subit une atteinte à sa personnalité a en outre droit à des dommages-intérêts, pour autant que la gravité de l'atteinte ou de la faute le justifie. Lorsque la Confédération répare le dommage, elle a une action récursoire contre le fonctionnaire qui l'a causé intentionnellement ou par une négligence grave.
2. Les demandes de dommages-intérêts ou d'indemnité à titre de réparation morale seront adressées au Département fédéral des finances. Si le service compétent a laissé s'écouler trois mois à compter du jour de la réclamation sans la contester ou sans prendre position, une action peut être introduite auprès du Tribunal fédéral.
Selon la teneur de la loi, la responsabilité de la Confédération s'éteint si le lésé n'introduit pas sa demande dans l'année à compter du jour où il a eu connaissance du dommage, et en tout cas dans les dix ans à compter de l'acte dommageable du fonctionnaire.
La jurisprudence du Tribunal fédéral garantit que cette disposition ne soit pas appliquée de manière trop restrictive: elle prévoit en effet que le délai de péremption ne court qu'à partir du moment où le lésé a une connaissance suffisante des conditions lui permettant de faire valoir ses droits (ATF 108 Ib 98 s.).
3. La réglementation actuelle répond aux cas tels que celui-ci. La procédure est adéquate, elle évite les lourdeurs bureaucratiques et satisfait entièrement aux exigences de l'Etat de droit. La protection des droits légitimes et l'égalité de traitement, par une instance indépendante, des citoyens désireux d'être défendus est assurée. Aucun motif ne justifie apparemment une dérogation à ces principes. Aussi ne voyons-nous pas de raison valable pour présenter un projet de loi ou d'arrêté. Nous estimons qu'il n'y a pas de mesures complémentaires à prendre.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion abzuschreiben.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral propose de classer la motion.

89.732

Motion Günter

Kontrolle von Staatsschutz und Nachrichtendienst

Organes de la sécurité de l'Etat et du renseignement. Contrôle parlementaire

---

Wortlaut der Motion vom 6. Dezember 1989
Den eidgenössischen Räten ist eine Vorlage zu unterbreiten, wonach die parlamentarische Kontrolle der Organe des Staatsschutzes und des Nachrichtendienstes durch ein Vertrauensleutekollegium erfolgt, in dem jede Fraktion mit einem Mitglied vertreten ist. Dieses Gremium soll die Richtlinien der Arbeit dieser Dienste überwachen.

Texte de la motion du 6 décembre 1989
Le Conseil fédéral est chargé de soumettre aux Chambres un projet instituant le contrôle parlementaire des organes chargés de la sécurité de l'Etat et du renseignement. Ce contrôle serait exercé par un collège de personnes de confiance formé d'un représentant de chaque groupe parlementaire. Ce collège serait chargé de contrôler les directives régissant les activités des organes susmentionnés.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Biel, Dünki, Grendelmeier, Jaeger, Maeder, Müller-Aargau, Oester, Weder-Basel, Wiederkehr, Zwygart (10)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Der Puk-Bericht hat deutlich gemacht, dass die parlamentarische Kontrolle des Staatsschutzes absolut nicht genügt. Die mangelnde Kontrolle durch den Bundesrat dürfte mit der fehlenden parlamentarischen Aufsicht zusammenhängen. Die Tätigkeit der GPK zeigt deutlich, dass sich diese beiden Kontrollen ergänzen und stimulieren. Es ist deshalb angebracht, die bestehende Lücke zu füllen.
Der Nachrichtendienst ist bezüglich des Problems der Geheimhaltung in einer ähnlichen Situation wie der Staatsschutz. Es geht aber auch dort nicht an, dass die Geheimhaltung zur Ausschaltung des Parlaments führt.
Der besondere Charakter der beiden Dienste sollte auch zu einer besonderen und damit angemessenen Form der parlamentarischen Kontrolle führen. Die Probleme in diesen Spezialbereichen sind anders als in der übrigen Bundesverwaltung. Die GPK, die ohnehin überlastet ist, dürfte deshalb auch von den Methoden her nicht das geeignete Ueberwachungsorgan sein.
Die vorgeschlagene Kontrolle ist keine Einzelfallkontrolle, sondern eine Ueberwachung der Richtlinien der Arbeit der beiden Dienste. Der Bundesrat sollte sich bei der Wahrnehmung seiner politischen Führungsrolle, die er in Zukunft wahrnehmen muss, politisch abstützen können.
Die genaue Ausgestaltung der Arbeit des Vertrauensleutekollegiums wird bewusst in der Motion nicht umschrieben, da diese Frage in Kenntnis der zukünftigen Ausgestaltung, Unterstellung und Führung der beiden Dienste gelöst werden muss.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Die Kontrolle der Staatsschutztätigkeit bildet bereits Gegenstand der parlamentarischen Initiative der Puk. Es ist deshalb zweckmässig, vorerst das Ergebnis der Behandlung dieser Initiative abzuwarten und die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

89.833

Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Abschaffung der politischen Polizei

Motion du groupe socialiste
Suppression de la police politique

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, folgende Massnahmen zu treffen: Die politische Polizei wird abgeschafft. Die Aufgaben der Bundespolizei bei der Ermittlung und Verfolgung strafbarer Handlungen bleiben vorbehalten. Den eidgenössischen Räten wird nötigenfalls eine Vorlage zur Abänderung von Artikel 17 BStP unterbreitet.

Texte de la motion du 15 décembre 1989
Le Conseil fédéral est chargé de prendre les mesures suivantes: la police politique est abolie. Les tâches de la Police fédérale en matière d'enquête et de répression des infractions demeurent réservées. S'il le faut, on soumettra aux Chambres fédérales une proposition visant à modifier l'article 17 de la loi fédérale sur la procédure pénale.

Sprecher – Porte-parole: Rechsteiner

Schriftliche Begründung
Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.
Développement par écrit
Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Die Parlamentarische Untersuchungskommission hat in ihrem Bericht mehrfach erwähnt, dass die Aufgaben des Staatsschutzes nicht vernachlässigt werden dürfen. Der Staat sei zu seinem Schutz auch auf präventive polizeiliche Tätigkeit angewiesen. Ausserdem wird ausdrücklich festgehalten, dass die Bundespolizei auf den Gebieten der Terrorismusbekämpfung und der Spionageabwehr gute Arbeit leiste. Auch für eine wirksame Bekämpfung des organisierten Verbrechens ist die Beschaffung von Informationen im Vorfeld gerichtspolizeilicher Ermittlungen nötig. Der Bundesrat erachtet es deshalb weiterhin als notwendig, die Bundespolizei als Präventivinstrument zum Schutze des demokratischen Rechtsstaates einzusetzen.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Dans son rapport, la Commission d'enquête parlementaire a souligné à plusieurs reprises que les tâches en rapport avec la protection de l'Etat ne sauraient être négligées. Pour sa protection, l'Etat dépend également d'une activité de police préventive. En outre, il est expressément relevé que la Police fédérale accomplit un bon travail dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et du contre-espionnage. De même, lorsqu'il s'agit de combattre de façon efficace le crime organisé, le rassemblement d'informations s'avère indispensable dans le stade précédant les recherches de la police judiciaire. Aussi le Conseil fédéral considère-t-il toujours comme nécessaire d'engager la Police fédérale en sa qualité d'instrument préventif chargé de la protection de l'Etat de droit démocratique.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion abzulehnen.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral propose le rejet de cette motion.

Leuenberger-Solothurn: Ich vertrete die Motion der SP-Fraktion, betitelt «Schutz der Grundrechte im Bereich der Bundesanwaltschaft» (89.837). Sie beinhaltet die Forderung, dass Daten und Informationen über die Ausübung von Grundrechten nicht registriert werden dürfen, soweit damit nicht ein konkretes, strafbares Verhalten verbunden ist.
Sicher eine gute Forderung; erstaunlich ist nur, dass der Bundesrat Ihnen beantragt, diese Motion sei als erledigt abzuschreiben und zur Begründung im wesentlichen aufführt, er hätte ja im Januar Richtlinien an die Bundesanwaltschaft erlassen, wie der Umgang mit der Ausübung von Grundrechten zu bewerkstelligen sei.
Ich bin der Meinung, dass diese Motion und ihre Forderung am heutigen Tag mit der Erklärung des Herrn Bundespräsidenten eine ganz neue Aktualität erhalten hat. Wir haben heute erfahren, dass geplant ist, ein Staatsschutzgesetz zu schaffen und ich denke, es gehört zu den vornehmsten und wichtigsten parlamentarischen Aufgaben, im Vorfeld des Erlasses eines Gesetzes gewisse Pflöcke einzuschlagen. Ich verstehe diese sozialdemokratische Fraktionsmotion als einen der Pflöcke, die ganz dringend eingeschlagen werden müssen, damit jene Persönlichkeiten, die an diesem Staatsschutzgesetz arbeiten werden, mindestens einen Anhaltspunkt haben, wie wir das allenfalls verstanden wissen möchten.
Wir sagen das nicht einfach so ins Blaue hinaus. Die Linke in diesem Saal und in diesem Land hat Erfahrung mit Staatsschutzgesetzen. Mehrmals mussten Staatsschutzgesetze – einmal als Zuchthausgesetz bezeichnet – in Referendumskämpfen gebodigt werden, was damals auch gelungen ist.
Es ist nötig, dass wir hier und heute als Parlament ganz deutlich sagen, dass wir keine Neuauflagen dieser aufgewärmten Leichen aus den zwanziger und dreissiger Jahren akzeptieren. Ich würde für einmal sehr voreilig eine Referendumsdrohung in diesem Saal ausstossen und bin der Meinung, wir müssten in den nächsten Monaten ganz intensiv vom Parlament aus dem Bundesrat über Motionen Aufträge erteilen, wie wir uns ein solches Staatsschutzgesetz, wenn es schon erlassen werden soll, überhaupt vorstellen. Daher – weil ich finde, es gelte nun, Pflöcke einzuschlagen – bin ich nicht mit dem bundesrätlichen Antrag einverstanden, wonach diese Motion abzuschreiben sei. Ich bin vielmehr der Meinung, diese Motion sei zu überweisen.
Ich will versuchen, das ein wenig im Detail zu begründen, obschon mir nicht die Gnade zufällt, Jurist zu sein. Dieser Motionstext spricht von Grundrechten. Ich persönlich habe in der letzten Debatte von der Ausübung verfassungsmässiger Rechte gesprochen, in der Meinung, dieses sei ein weiter Begriff, jedenfalls der weitere Begriff als ihn der Bundesrat in seiner Begründung für den Abschreibungsantrag benützt: er spricht dort bloss noch von der «Ausübung politischer Rechte». Als Gewerkschafter meine ich, dass beispielsweise die Grundrechte im Bereich gewerkschaftlicher Tätigkeit ganz plötzlich nicht mehr mit dabei sind, weil diese offensichtlich nicht politische, sondern verfassungsmässige Rechte – Grundrechte – sind.
Nachdem langsam aber sicher bekannt wird, in welchem Umfang auch gewerkschaftlich Aktive registriert worden sind, ist es ganz dringend nötig, dass wir auch diesen Bereich absichern. Darum halte ich daran fest, dass wir von Grundrechten und nicht bloss von politischen Rechten sprechen, wie das die bundesrätliche Ablehnungsbegründung vorsieht.
Im Bereich dieser Gewerkschaftsrechte haben wir ferner zu

berücksichtigen, dass es, nachdem unsere Wirtschaft eine Million ausländische Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer ins Land geholt hat, nicht angeht, dass wir die Beschränkung der Gewerkschaftsrechte einführen – was den Gewerkschaften die legitime Verteidigung ihrer Interessen unterbinden würde. Das bedeutet, die politische Tätigkeit von Ausländern in der Schweiz ist sehr eingeschränkt: In den Richtlinien vom Januar 1990 heisst es: « .... sofern sie die politische Willensbildung, die demokratischen Einrichtungen, die Landesverteidigung oder die Beziehungen der Schweiz zum Ausland voraussichtlich nicht erheblich beeinträchtigt». Nachdem einige von Ihnen ein bisschen vorlaut ausgerufen haben, dieses Land sei eine Armee, steht natürlich alles, was man hier kritisiert, irgendwie in einem Zusammenhang mit der Landesverteidigung; vor allem auch die Aktivitäten der Ausländer. Deshalb wollen wir hier aufpassen.
Ich bitte Sie dringend, heute mindestens diesen Pflock einzuschlagen und die Motion 89.837 nicht einfach abzuschreiben, sondern sie zu überweisen. Ich nehme an, dass der Bundesrat angesichts der neuen Situation – er will nämlich ein Staatsschutzgesetz schaffen – diese Motion auch ohne weiteres entgegennehmen kann.

M. **Borel:** Il est grand temps que notre Parlement prenne quelques mesures simples pour donner une réponse claire aux citoyens à juste titre préoccupés, notamment par les révélations sur les multiples fichiers, et surtout par les tergiversations du Conseil fédéral à leur sujet, qui ont duré jusqu'à aujourd'hui.
Avant de reconstruire, il s'agit de recréer un climat de confiance et, pour cela, de faire table rase du passé. Le groupe socialiste propose, non pas de se préoccuper des fiches relatives à des personnes soumises à une procédure de police judiciaire en cours – ces fiches méritent d'être conservées – mais de celles de la très grande majorité des autres personnes que l'incommensurable dérapage du Ministère public et du DMF ont fait figurer dans un fichier. Ces gens-là méritent réparation, la moindre des choses consistant à les informer de l'existence d'une fiche à leur sujet. A elles ensuite de décider si elles veulent en connaître le contenu.
Les habitants de ce pays en ont en effet assez, non seulement des révélations sur ce qui s'est passé, mais aussi et surtout de la valse-hésitation des ministres concernés et de certains parlementaires. Monsieur le Président de la Confédération, nous savons bien quelle seule réponse vous souhaiteriez donner au peuple suisse! Vous demanderiez au Conseil fédéral de rédiger une belle formule d'excuse pour les citoyens et d'absolution des fonctionnaires. Vous la prononceriez solennellement, *urbi et orbi*, en italien, nella la lingua tedesca, nella la lingua francese, nella la lingua romanch, et peut-être même en espagnol ou en turc. Mais nous ne sommes pas à Rome et pas encore à Pâques. Surtout, Monsieur le Président de la Confédération, les Suisses attendent une vraie réponse, politique et concrète.
Mesdames et Messieurs les conseillers nationaux, peut-être avez-vous lu les quatorze lignes de réponse du Conseil fédéral à la proposition socialiste. Cela commence ainsi: «Selon le chiffre 432 des directives du Conseil fédéral, applicables au traitement des données personnelles dans l'administration fédérale, et le chiffre 21 des instructions du DFJP du 19 janvier 1990, pour le traitement des demandes de consultation relatives au dossier de la protection de l'Etat à la suite de la parution du rapport CEP .... ». Ce premier tiers vous donne immédiatement un aperçu du haut niveau politique de la réponse du gouvernement, qui date du 21 février de cette année. Or, il est difficile de croire que le Conseil fédéral ait pu, encore à cette date, donner une telle réponse. Deux hypothèses peuvent être envisagées: ou bien le Conseil fédéral n'a fait que transmettre une réponse toute faite du Ministère public – il continuerait donc à se laisser dicter ses prises de position par l'administration et, ce 21 février 1990, il aurait fait preuve d'un sérieux manque de jugement politique – ou bien le Conseil fédéral croyait encore que quatorze lignes d'argutie juridique et technique sont une réponse suffisante pour contenter le peuple suisse, et, ce 21 février 1990, il aurait fait preuve d'un sérieux manque de jugement politique.
Deux hypothèses, malheureusement une seule conclusion! La déclaration d'aujourd'hui du Président de la Confédération indique qu'un pas a été accompli dans la prise de conscience de notre gouvernement. Nous osons espérer que cette prise de conscience est davantage le fruit de la présence de 30 000 manifestants pacifiques, samedi dernier, que celui des délits causés par des casseurs qui ne figurent probablement pas dans les fichiers, comme d'ailleurs ceux qui les ont vraisemblablement manipulés. Pourquoi avoir tant tardé à donner une vraie réponse politique? Mais passons! Nous ne sommes plus le 21 février et, dans l'esprit de la déclaration du 5 mars, nous pensons que le Conseil fédéral devrait être amené à accepter la proposition socialiste.
Ces dernières semaines, la presse n'a pas seulement parlé de l'affaire des fiches mais aussi de l'affaire Perrier. L'eau gazeuse s'est avérée polluée. La direction, pour sauver les meubles et rétablir la confiance, n'a pas décidé de permettre aux consommateurs de renvoyer leurs bouteilles ou d'en faire analyser le contenu, mais bien de retirer toutes les bouteilles du marché. Nous attendons une telle décision du Parlement, une décision claire comme de l'eau de roche. C'est pour cela que nous vous prions d'accepter notre motion 89.836.

Hafner Rudolf: Es ist müssig, noch viele Worte zu verlieren in Sachen Bundesanwaltschaft, in Sachen Dunkelkammer der Nation oder in Sachen Ausgestaltung einer Stasi nach Schweizer Art. Ich möchte deshalb im Zusammenhang mit unserer Motion noch kurz auf das Demokratieverständnis zu sprechen kommen.
Es war so, dass einige Beamte in der Bundesanwaltschaft während Jahrzehnten systematisch die Rechte der Schweizer Bürgerinnen und Bürger untergraben haben. Das haben sie natürlich nicht selbständig gemacht, sondern das ist das Resultat eines miesen politischen Klimas. Für dieses miese politische Klima ist der Bundesrat auch mitverantwortlich. Darum, Herr Bundespräsident, geht es schon ein bisschen weit, wenn Sie sagen, Sie hätten von den Vorkommnissen nichts gewusst. Immerhin betont der Bundesrat sonst bei praktisch jeder Gelegenheit seine Führungsrolle und sagt immer, wie wichtig es sei, dass der Bundesrat alles im Griff habe. Es ist unfair zu sagen, die Parlamentskommission hätte alles aufdecken können.
Ich frage Sie: Wie ist es möglich, dass z. B. unser Fraktionssekretär, der nur seine Arbeit tat, noch mit Datum 31. Januar 1990 – Sie haben recht gehört – eine Eintragung erhalten hat? Das ist wirklich unakzeptabel.
Ist der Bundesrat überhaupt das richtige Organ zur Festsetzung der Staatsschutzkriterien? Wir haben heute nachmittag die Verordnung über die Behandlung der Staatsschutzakten des Bundes vom 5. März 1990 auf dem Tisch gehabt. Ich finde es einerseits schön, dass der Bundesrat rasch gehandelt hat. Aber es stellt sich die Frage, ob es nicht auch andere Möglichkeiten gegeben hätte. Wenn man liest, welches die Rechtsgrundlagen sind – Verwaltungsorganisationsgesetz oder Bundesrechtspflegegesetz –, dann sieht man, dass das Artikel sind, die rein die organisatorischen Sachen regeln. Da muss man selbst als Nichtjurist feststellen, dass für diese Verordnung keine materielle Rechtsgrundlage vorhanden ist.
Von daher ist es richtig, dass ein Staatsschutzgesetz in Aussicht gestellt wurde. Aber im Prinzip wäre es auch möglich gewesen – wenn man korrekt hätte handeln wollen –, dass man z. B. einen dringlichen Bundesbeschluss gefasst hätte. Das Organ, das am meisten legitimiert ist, hier etwas zu beschliessen, ist im Grunde genommen das Parlament. Es kann nicht allein Sache des Bundesrates sein, abschliessend zu definieren, was man unter Staatsschutz versteht.
Im Namen der grünen Fraktion bitte ich Sie, Punkt 1 der Motion 89.744 zu unterstützen und ihn nicht zum Postulat abzuschwächen. Was die Punkte 2 und 3 betrifft, kann man sich verschiedene Ausführungen vorstellen. Wir können die Ausführungen des Bundesrates über seine Absichten akzeptieren. Immerhin haben wir Bedenken: Wenn die Einsichtnahme nur bis zum 31. März möglich ist, ist das sehr kurzfristig. Was passiert, wenn z. B. jemand längere Zeit im Ausland weilt, erst nach dem 31. März zurückkommt und noch Einsicht nehmen

will? Bekommt er Einsicht oder nicht? Uns scheint diese Frist sehr kurz in Anbetracht dessen, dass jahrzehntelang gesammelt wurde.
Wir sind aber damit einverstanden, Punkt 2 und 3 als Postulat zu überweisen.

Hänggi: Ich gehöre zu jenen Menschen, die nicht in der Bundeskartei vermerkt sind, und ich bin darüber auch nicht enttäuscht. Trotzdem gehöre ich zu jenen vielen tausend Frauen und Männern in diesem Lande, welche – sei es als Staatsangestellte oder im Nebenamt – für diesen Staat tätig waren oder als Bürger und Soldat in unserer Armee ihre Pflicht nach Treu und Glauben erfüllt haben. So habe auch ich, wie viele Registrierte und Nichtregistrierte, jene Hiobsbotschaft aus Bern wie einen Peitschenhieb empfunden. Jeder demokratisch gesinnte Bürger hat hier ungerechtfertigt Schläge erhalten.
Gerade auf diesem Hintergrund darf aber auch mit Genugtuung festgestellt werden, dass unsere Demokratie auf der Ebene der Gemeinden und der Kantone nach wie vor grosses Vertrauen geniesst. Deshalb erachte ich die gegenwärtig ernste Situation weniger als Staatskrise denn als Führungsschwäche des Bundesrates, aber auch von uns, den Parlamentariern. Gerne stelle ich fest, dass laut den Ausführungen von Herrn Bundespräsident Koller der Bundesrat offensichtlich bereit ist, dieser ein Ende zu setzen.
Nun sind wir als Parlament ebenfalls gefordert. Vertrauen muss zurückgewonnen werden; denn mit der Hypothek der Fichenaffäre im Rucksack können wir die grossen, auf uns wartenden Aufgaben nicht erfüllen. Vertrauen kann aber nur erreicht werden, wenn der vorhandene Missstand in aller Offenheit behoben und bereinigt wird. Dies braucht zweifelsohne seine Zeit und kann nicht mit einer «Strich-darunter-Politik» bereinigt werden. Von einem «Unter-den-Teppich-kehren» kann und darf deshalb nicht die Rede sein. Das Problem darf aber auch nicht künstlich hinausgezögert werden.
Deshalb erwarte ich vom Bundesrat, dass er den skizzierten Weg nun zielstrebig geht und dem Parlament Bericht und eine Vollzugsmeldung darüber erstattet, wann und wie die überholten Eintragungen und Dokumente vernichtet worden sind. Wenn ich «vernichtet» sage, so meine ich das im wahrsten Sinne des Wortes. Sie müssen wirklich weg, so wie das die Puk in ihrer Motion 2 auch vorsieht. Ich sage das wohlwissend, dass die moralische Erledigung noch einige Zeit länger dauern wird. Wir brauchen raschmöglichst wieder alle Kräfte in diesem Land, denen das Wohl der Menschen dieses Staates ein aufrichtiges Anliegen ist.
Ich bitte Sie deshalb, meinem Postulat zuzustimmen.

Mme **Jeanprêtre**: On assiste curieusement, dans la manière dont le problème est présenté à l'opinion publique, à une dérive. L'impression dominante est, en effet, qu'il est légitime d'avoir des fiches sur les individus, que cela va sans dire et, que pour qu'elles n'existent pas, il faudrait une interdiction. Ce sentiment a été renforcé par l'attitude du Conseil fédéral et, plus particulièrement, du chef du Département de justice et police qui ont présenté l'accès des individus à leur propre fiche, comme une sorte de faveur faite par les autorités. Or, c'est dans les deux cas le contraire qui est vrai. D'une part, sans base légale, la règle est de ne pas récolter de renseignements sur des individus et, d'autre part, s'il en est récolté, la règle est que les personnes concernées ont le droit d'en être averties et d'y avoir accès.
Sans vouloir occulter tout l'aspect politique qui est incommensurable au vu du scandale que l'affaire des fichiers a créé dans l'opinion publique il faut, au plan juridique, relever deux aspects. Premièrement, en ce qui concerne la tenue des fichiers, il faut admettre que la base légale est floue, alors qu'elle devrait être très évidente, pour un domaine aussi sensible, puisqu'il s'agit de l'atteinte aux droits fondamentaux des individus. Deuxièmement, l'accès aux fichiers est garanti par l'article 4 de la Constitution fédérale, comme l'a souvent souligné le Tribunal fédéral. Le principe est donc parfaitement clair, chaque individu a un droit constitutionnel à consulter les fiches et les dossiers le concernant établis et détenus par l'administration. S'il peut y avoir des restrictions, il faut une base légale formelle claire, ou une délégation de compétences tout aussi claire et nette. Le Conseil fédéral, d'ailleurs, en est bien conscient, qui crée cette base légale dans le projet de loi sur la protection des données à l'article 21. Si des restrictions sont prévues à l'article 6, elles découleraient d'un intérêt public prépondérant. Or, à part le cas où une enquête est en cours, on voit mal, dans un domaine aussi sensible des libertés individuelles, quel est l'intérêt public au nom duquel on pourrait interdire à une personne de savoir quelles données sont détenues sur elle par la Confédération. Mais l'intérêt public ou plus précisément, sa définition n'est pas du ressort de l'administration, c'est notre tâche à nous, celle du législateur.
L'intéressé, nous le postulons, a un droit d'accès à l'acte original. Il est aussi révélateur de la mentalité dominante que l'on fasse une liste des renseignements qui ne peuvent pas être recueillis. Le problème est mal posé. Les renseignements pris l'étant en violation des droits de la personnalité, il faut une loi pour pouvoir déroger aux principes de base. C'est, par conséquent, si l'on désire maintenir le système, une liste positive, soit une liste des données qui peuvent être recueillies, qui devra être établie. Ainsi elle nécessitera une base légale ou, au minimum, une délégation législative claire au Conseil fédéral. Pas plus qu'il n'a la compétence de faire créer des fichiers, le Département de justice et police ne peut édicter ce qu'il faudra y recueillir. Il faut définir ce que l'on veut protéger, un intérêt public supérieur aux libertés des individus. C'est au Parlement d'en définir les limites, et à personne d'autre.
En ce qui concerne les délais, on ne saurait limiter le droit d'accès à une date ultime fixée par le département. En effet, ce droit d'accès découlant de la Constitution fédérale ne peut être mis en cause par une décision administrative. En ce qui concerne la destruction des fiches, dans la mesure où des décision cohérentes seraient prises à ce sujet, il devrait être possible de fixer une date limite pour le dépôt des demandes. En effet, l'intérêt de l'administré est de protéger sa personnalité, ce que la destruction de la fiche lui garantit; ou de demander réparation du dommage subi, ce qui découlerait de la demande de consultation.
Or, en l'état actuel des choses, ce n'est pas concevable. Il faudrait tout au moins que le délai pour l'introduction des demandes soit largement prolongé, au minimum jusqu'à fin 1990. Compte tenu de la multitude des fichiers dont l'existence n'est que peu ou pas connue, du fait même que les conseillers fédéraux ignorent ceux qui existent dans leurs départements, il ne saurait être question de fixer une date limite avant que toute la lumière ait été faite sur tous les fichiers touchant à la personnalité. Un délai ne pourra être fixé pour l'introduction des demandes que lorsque les enquêtes nécessaires seront terminées. Il est impensable aujourd'hui de se référer à l'idée d'urgence dans la sécurité intérieure ou extérieure du pays. Par conséquent, quels que soient les choix opérés, ils devront donner lieu à des débats parlementaires et, au besoin, être faits par le constituant.
C'est dans cet esprit que je vous propose de soutenir la motion 89.835 du groupe socialiste.

Frau **Bär**: Herr Bundespräsident Koller, ich habe Ihnen vorhin sehr gut zugehört. Sie haben mir unterstellt, ich sei nicht im Saal gewesen oder hätte Ihnen nicht zugehört. Wenn ich gesagt habe, ich erwarte eine Entschuldigung des Bundesrates gegenüber der Bevölkerung, dann meine ich nicht, dass Sie sagen, der Bundesrat sei vom Vorgefallenen auch betroffen. Das ist eine Opferhaltung, der Bundesrat ist auch mitbetroffen vom Unverständlichen.
Der Bundesrat hat eine politische Verantwortung zu übernehmen und sich für den Gesamtbundesrat und für die Vorgänge bei den Bürgerinnen und Bürgern zu entschuldigen. Dieses Wort habe ich bis heute leider von Ihnen nicht gehört. Das wäre die korrekte Haltung. Somit ist auch die Antwort auf Punkt 2 meiner Interpellation unbefriedigend ausgefallen. Es würde ganz anders wirken in der Bevölkerung, wenn z. B. der Fiche ein Entschuldigungsschreiben des Bundespräsidenten beigelegt würde.
Ich habe auch die Antwort auf meine Interpellation – obwohl sie erst vor zwei Stunden verteilt worden ist – und die neuen

Richtlinien gelesen. Die Interpellation wurde vor einem Monat eingereicht, die Antwort kam vor zwei Stunden. Ich habe nach wie vor den Eindruck, die Staatskrise werde nicht mit Offenheit und Information zu bewältigen versucht, sondern sie werde immer noch administriert. Wenn Sie Artikel 5 der neuen Verordnung lesen, sehen Sie, dass immer noch Dritte geschützt werden. Das sind Zuträger von Informationen, das können Denunzianten sein, und offensichtlich haben die ein schutzwürdigeres Interesse als die Leute, die zu Unrecht registriert werden. Das gleiche gilt für Buchstabe c des Artikels 5. Dort werden die ausländischen Sicherheits- und Nachrichtendienste höher eingeschätzt als das Vertrauen des Volkes. Nach wie vor will man den Informationsfluss nicht versiegen lassen.
Zu Artikel 10 (Vernichtung), einen ganz heiklen Artikel in der neuen Verordnung: Wer ist der Sonderbeauftragte, und weshalb können nicht die Direktbetroffenen sagen, ob sie die Akten vernichten lassen wollen oder nicht? Das wäre, finde ich, die korrekte Haltung. Auch die Anmeldefrist von einem Monat für die Einsichtnahme in die Fichen ist für die Registrierten eine Zumutung, nachdem man sie jahrelang überwacht und registriert hat. Das können Sie nicht im Ernst von diesen Leuten verlangen, jetzt, wo erst alles bruchstückweise an den Tag kommt.
Alles in allem gesehen, bin ich nicht befriedigt von der Antwort des Bundesrates. Viele Fragen werden überhaupt nicht beantwortet: z. B. die Punkte 13 und 16, 3 und 4.
Ich habe nach wie vor den Eindruck, dass dem Informationsbedürfnis, das in der Bevölkerung herrscht, nicht Rechnung getragen wird und dass man sich hinter kleinlichen, juristischen Verordnungen versteckt und damit eben nicht zur Krisenbewältigung beiträgt.

Rechsteiner: Ich werde an dieser Stelle nicht zur Antwort des Bundesrates auf unsere Interpellation 90.320 sprechen; das werde ich nachher noch tun. Ich begründe zunächst die Hauptforderung der sozialdemokratischen Fraktion, nämlich die Abschaffung der politischen Polizei (Motion 89.833).
Die Abschaffung der politischen Polizei ist die zentrale Forderung dieser Debatte; sie ist die zentrale Forderung nach dem Skandal um den Schnüffelstaat überhaupt. Warum? Der Schnüffelstaat Schweiz ist untrennbar mit der politischen Polizei verbunden. Hunderttausende von Menschen sind in diesem Land bespitzelt und registriert worden, weil sie nichts anderes getan haben, als von ihren verfassungsmässig garantierten Rechten Gebrauch zu machen!
Von der politischen Polizei: Wer irgendwie mit den herrschenden Verhältnissen nicht einverstanden war, der lief und läuft Gefahr, überwacht und registriert zu werden durch die politische Polizei. Die andere Schweiz ist ausgegrenzt worden: durch die politische Polizei. Die Herrschenden in diesem Land haben ihre ureigenen egoistischen Interessen durchgesetzt, die nichts mit den öffentlichen Interessen des Landes zu tun haben: durch die politische Polizei und mittels der politischen Polizei.
Die Abschaffung der politischen Polizei ist somit Ursachenbekämpfung. Wenn wir nicht mehr wollen, dass Menschen, die von ihren demokratischen Rechten Gebrauch machen, registriert werden, müssen wir das Instrument abschaffen, mit dem Gesinnung registriert worden ist und noch registriert wird. Wenn wir demokratische Verhältnisse wiederherstellen wollen, müssen wir das Machtmittel abschaffen, das die demokratischen Rechte bedroht hat und noch weiter bedroht. Demokratie heisst nicht einfach gelegentlicher Urnengang. Demokratie setzt voraus, dass die Menschen von ihren Grundrechten Gebrauch machen können, gerade dann, wenn sie mit bestimmten Zuständen und Entwicklungen nicht einverstanden sind. Eine Institution, welche die Wahrnehmung der Grundrechte behindert, ist eine Bedrohung der Demokratie und muss beseitigt werden.
Wir bitten Sie, genau zuzuhören. Die sozialdemokratische Fraktion verlangt mit dieser Motion nicht die Abschaffung des Staatsschutzes. Sie verlangt die Abschaffung der politischen Polizei. Das ist ein Unterschied. Weiter verlangt die sozialdemokratische Fraktion mit dieser Motion auch nicht die Abschaffung der Bundespolizei, sondern die Abschaffung der politischen Polizei. Die politische Polizei ist zu unterscheiden von der sogenannten gerichtlichen, der normalen Polizei. Die gerichtliche Polizei hat Straftaten aufzuklären und zu verfolgen. Die politische Polizei aber registriert Gesinnungen.
Die politische Polizei wird also da tätig, wo auch nicht der Anschein einer Straftat gegeben ist. Wenn gesagt wird, für die Bekämpfung des Terrors oder der Spionage brauche es eine politische Polizei, ist das ein Trugschluss, wenn auch ein von verschiedener Seite bewusst geförderter Trugschluss. Gerade in diesen Bereichen (Spionage und Terror) gehen die Delikte des Strafgesetzbuches ausserordentlich weit. Für die Bekämpfung von Terror und Spionage braucht es keine politische Polizei. Alle Beispiele, die bis jetzt in der öffentlichen Diskussion genannt worden sind, werden durch Delikte erfasst. Dafür ist aber die gerichtliche Polizei da.
Wenn wir den Staatsschutz im engeren Sinne betrachten: Gerade die Staatsschutzdelikte des Strafgesetzbuches, die aus dem kalten Krieg stammen, verlegen das strafbare Verhalten so weit vor, unter Einschluss von Vorbereitungshandlungen, dass sich alle Strafrechtler einig sind, dass sie zu weit gehen. Das haben auch unsere Ratskollegen Hansjörg Braunschweig und Ernst Leuenberger am eigenen Leib erfahren, indem sie als Teilnehmer von Demonstrationen im Jahre 1968 Opfer eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens wurden, aufgrund von Artikel 275 StGB, wegen Angriffes auf die verfassungsmässige Ordnung. Das zeigt, wie absurd weit dieser strafrechtliche Staatsschutz geht. Um so weniger ist aber hier zu sehen, weshalb es bei diesen Delikten noch eine präventive polizeiliche Tätigkeit im Vorfeld deliktischer Tätigkeit braucht, weshalb diese noch gerechtfertigt werden kann, es sei denn, man wolle nichts anderes, als im bisherigen Stile die Gesinnung des Volkes bespitzeln, das nichts anderes tut, als von seinen verfassungsmässigen Grundrechten Gebrauch zu machen.
Ein nicht weniger gefährlicher Trugschluss ist es, die politische Polizei, die heute nicht einmal eine genügende gesetzliche Grundlage hat, mit einem Staatsschutzgesetz noch legalisieren oder perfektionieren zu wollen, wie das Bundespräsident Koller offenbar tun will, wie das die FDP offenbar tun will. Verbunden mit der Computerisierung der Daten nach dem Vorbild der Bundesrepublik Deutschland würde die Bespitzelung der Bürgerinnen und Bürger, die nichts anderes getan haben, als von ihren verfassungsmässigen Grundrechten Gebrauch zu machen, damit nur noch effizienter. Ich glaube nicht, dass das Volk einem solchen Vorhaben zustimmen würde und wird. Dafür, dass das Volk zu einem solchen Staatsschutzgesetz etwas zu sagen haben wird, werden wir – wie dies bereits Herr Leuenberger-Solothurn ausgedrückt hat – sorgen.
Die politische Polizei (sprich die Gesinnungspolizei) darf nicht reformiert, sie muss abgeschafft werden, was zudem eine probate Sparmassnahme wäre, hat doch die Wirtschaftszeitung «Cash» ausgerechnet, dass uns diese Art von staatlicher Gesinnungsüberwachung in den letzten zwanzig Jahren inflationsbereinigt rund eine Milliarde Franken gekostet hat.
Zum Schluss: Der Grütliverein hat es schon vor 100 Jahren auf den Punkt gebracht, worum es hier im Grunde genommen geht. Der Grütliverein hat damals in einem Aufruf gesagt: «Werte Mitbürger, wir wollen keine politische Polizei in der Schweiz haben, auch keine gut dressierte und geschickte. Wir verlangen deren Abschaffung. Für alle, welche unsere Gesetze übertreten, seien es Fremde oder Einheimische, haben wir die ordentliche Polizei und die ordentlichen Gerichte. Das genügt. Die politische Ueberzeugung aber und die Aeusserung derselben müssen in der Schweiz frei sein. Keine Polizei hat sich hierum zu kümmern.»

Frau **Hafner** Ursula: Im Puk-Bericht ist die Rede von einem Bewerber um eine Bundesstelle, der aufgrund seiner fachlichen und persönlichen Qualifikationen angestellt worden wäre, hätte ihn nicht die Bundesanwaltschaft aufgrund von falschen Informationen im letzten Moment ausgebootet. Ich habe den Betroffenen vor acht Tagen am Radio gehört und gespürt, wie schlimm das für ihn war. Er hatte schon vorher vergeblich Be-

werbungsschreiben um Bewerbungsschreiben geschrieben, um bei einer kommunalen, kantonalen oder eidgenössischen Stelle Arbeit zu finden. Es war wie verhext. Aus unerklärlichen Gründen wurde er überall abgewiesen und musste schliesslich bei der Fürsorge Geld aufnehmen.
Wie ich gehört habe, hat dieser Jurist die Stelle unterdessen bekommen, vielleicht auch eine Entschädigung. Das anerkenne ich. Warum aber reagiert der Bundesrat so spröde auf unser Verlangen, derart Betroffenen auf unbürokratische Weise Wiedergutmachung und Genugtuung zukommen zu lassen? Er verweist auf Paragraphen und erklärt, zusätzliche Massnahmen brauche es nicht.
Der SP-Fraktion genügt der trockene Hinweis auf das Verantwortlichkeitsgesetz nicht. Wir beantragen nach wie vor Ueberweisung der Motion 89.834. Die Bürgerinnen und Bürger, denen der Schnüffelstaat nicht nur Unrecht getan, sondern dazu noch spürbaren Schaden zugefügt hat, haben Anrecht darauf, dass der Staat ihnen aktiv entgegenkommt. Bei der Beschnüffelung hat er ja auch eine ungeahnte Aktivität entfaltet.
Wenn Ihnen heute wirklich daran gelegen ist, das Vertrauen der geschädigten und verletzten Bürgerinnen und Bürger wiederherzustellen, müssen Sie ihnen den Zugang zu Schadenersatz und Genugtuung erleichtern. Es war schon unwürdig genug, wie schwer ihnen der Zugang zu Informationen und Fichen gemacht wurde. Es kann den Opfern nicht zugemutet werden, dass sie nun noch einen Anwalt nehmen müssen, um beim Finanzdepartement ein Begehren auf Wiedergutmachung zu stellen und nach allen Regeln der juristischen Kunst zu begründen.
Der Bundespräsident hat heute erklärt, wer widerrechtlich zu Schaden gekommen sei, solle entschädigt werden. Er kann doch nicht erwarten, dass ihm die Opfer seiner blindlings drauflos sammelnden Bundespolizei noch beweisen, dass sie nicht zu Recht geschädigt worden sind! Er muss hier viel grosszügiger handeln. Die Gemüsebauern mussten nach der Katastrophe von Tschernobyl auch nicht beweisen, dass sie widerrechtlich geschädigt worden seien. Das Verfahren gemäss Verantwortlichkeitsgesetz genügt deshalb nicht! Es genügt auch deshalb nicht, weil es die Haftung des Bundes zehn Jahre nach einer schädigenden Handlung erlöschen lässt. Dazu kommt, dass sich nicht alle Schäden auf finanzielle Art und Weise gutmachen lassen.
Ich habe Ihnen im Dezember 1989 den Fall eines Computer-Spezialisten geschildert, dessen berufliche Laufbahn aufgrund einer Sicherheitsüberprüfung in einer Sackgasse endete. Er wollte wissen, weshalb er ein Sicherheitsrisiko sei, erhielt aber keine Einsicht in seine Fiche. Als Jurassier hatte er sich für die Unabhängigkeit des Juras eingesetzt, und er vermutete, er gelte deshalb als Staatsfeind. Nachdem nun die Jurakartei zum Vorschein gekommen ist, müssen wir annehmen, dass er mit seiner Vermutung recht hatte.
Durch die ungerechtfertigte Kaltstellung war Marcel Cuttat in seiner Ehre gekränkt und wollte keinen Dienst mehr leisten in einer Armee, die seine Dienste als Computer-Fachmann ablehnte. Er erklärte, er werde nicht mehr einrücken, solange er nicht wisse, was ihm vorgeworfen werde. Diesem Mann darf der Staat nun nicht noch mehr Unrecht zufügen, indem er ihn für sein Dienstversäumnis ins Gefängnis steckt.
Ich verlange, dass Herr Cuttat begnadigt wird.
Es sind sicher manche Menschen durch Verschulden der Bundesanwaltschaft in Situationen geraten, in welchen ihnen nicht primär finanziell geholfen werden kann. Es braucht jemanden, z. B. einen Ombudsmann oder eine Ombudsfrau, der von Fall zu Fall nach geeigneten Wegen sucht. Wir verlangen deshalb, dass der Bundesrat eine Stelle bezeichnet, welche den Leuten, die durch die Machenschaften der Bundesanwaltschaft zu Schaden gekommen sind, mit Rat und Tat beisteht. Das Verantwortlichkeitsgesetz allein genügt nicht.
Ich ersuche Sie, die Motion 89.834 zu überweisen.

Oehler: Herr Jaeger hat heute darauf hingewiesen, dass in jedem andern Staat wegen der Vorfälle der vergangenen Monate, ja der vergangenen Jahre, sowohl der Bundesrat zurückgetreten wäre wie auch Neuwahlen für das Parlament ausgeschrieben worden wären. Herr Jaeger, Sie übersehen vermutlich – hoffentlich nicht absichtlich –, dass wir hier ganz andere demokratische Verhältnisse haben als in allen andern Staaten, wo wegen solchen Vorfällen Regierung und Parlament zurücktreten bzw. neu gewählt werden müssen. Dies aus dem einfachen Grund, weil wir ja mehrfach die Möglichkeit haben, uns zu politischen Fragen zu äussern, nicht nur bei Wahlen.
Ich verurteile auch die Ausführungen von Frau Bär, dass die UdSSR im Vergleich zu dem, was bei uns vorgefallen ist, nachgerade als Musterknabe zu bezeichnen sei, dass wir bei uns Zustände hätten, die ihresgleichen suchten, und dass es die Bewohner der Sowjetunion besser hätten – so meine Interpretation ihrer Ausführungen.
Ich möchte nicht sagen: dümmer, aber unverschämter kann man uns und unsere Institutionen nicht abqualifizieren. Für mich ist eine derartige Aussage in unserem Staat eine Zumutung.
Mit seinen Ausführungen hat Herr Bundespräsident Koller heute klare Worte nicht nur an uns, sondern auch an unsere Bevölkerung gerichtet. Ich möchte ihm hierfür herzlich danken, ebenso und vor allem auch für die Verordnung, welche am kommenden 12. März in Kraft treten soll.
In meiner Motion habe ich vom Bundesrat verlangt und den Vorschlag unterbreitet, dass alle Fichen innerhalb einer bestimmten Frist und unter bestimmten Voraussetzungen zu vernichten seien. Von dieser Vernichtung ausschliessen möchte ich alle Fichen, welche im Zusammenhang mit terroristischen Aktivitäten bestimmter Personen und terroristischen Erkenntnissen erstellt wurden. Diejenigen Fichen sollen nicht vernichtet werden, die Angaben über qualifizierten Staatsschutz enthalten oder die einen gerichtspolizeilichen Inhalt aufweisen.
Ich habe mit Genugtuung festgestellt, dass der Bundespräsident in seiner Erklärung vor dem Rat auf diese Begehren eingetreten ist, selbstverständlich nicht wegen meiner Motion, sondern weil der Bundespräsident beziehungsweise der Bundesrat nur gerade das gemacht hat, was er vor einigen Wochen bereits hätte ankündigen sollen, ja hätte ankündigen müssen.
Wenn nun meine Motion in ein Postulat umgewandelt werden soll, dann bin ich der Auffassung, dass das richtig ist, und zwar aus dem einfachen Grund, weil auf diese Art und Weise und über die angekündigte Verordnung die Angelegenheit rascher ausgeführt werden kann, als wenn hier eine Motion verabschiedet wird und nachher der Ständerat ebenfalls nochmals über die Bücher gehen muss.
Mit dem Hinweis, dass gewisse Fichen aufzubewahren sind, kommt das klare Bekenntnis zum Staatsschutz zum Ausdruck. Der Sprecher der CVP-Fraktion, Kollege Engler, hat dies heute bereits namens unserer Fraktion unmissverständlich und klar zum Ausdruck gebracht. Wir stehen zu diesem Staatsschutz. Staatsschutz aber darf nicht so dilettantisch betrieben werden, wie man das in den vergangenen Jahren oder gar Jahrzehnten gemacht hat. Wer heute einen wirkungsvollen Staatsschutz ablehnt, übersieht die Ereignisse der Vergangenheit wie auch die tatsächlichen Entwicklungen. Den Staatsschutz mit der politischen Polizei identisch zu erklären, Herr Rechsteiner, ist meiner Ansicht nach eine echte Kulissenschieberei.
Unter Staatsschutz verstehe ich nicht den Schutz des Staates vor seinen Bürgern, die ihre Freiheitsrechte ausüben, sondern die Aktivität des Staates, der uns vor illegalen Massnahmen anderer schützen will. Gerade der vergangene Samstag hat uns drastisch vor Augen geführt, wie rasch eine friedliche Demonstration in Chaos ausmünden kann.
Wir haben in den vergangenen Jahren leider vielen unserer Mitbürgerinnen und Mitbürger den Glauben und die Hoffnung an unsern Staat genommen, und das wegen eines ungeheuren Dilettantismus gewisser Beamter und Organisationen in unserem Staat. Diese Kreise haben Könige und Kaiserreiche aufgebaut und sich hinter den Mauern verschanzt. An uns liegt es jetzt, diese Mauern abzutragen und den Schutt abzutransportieren, aber nicht das Fundament unseres Staates wegzuhauen.
In diesem Sinne danke ich Herrn Bundespräsident Koller, dass er die Motion als Postulat übernimmt.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Frau **Bär:** Herr Oehler, um es mit einem Wort zu formulieren, das wir heute sehr viel gebrauchen: Ich glaube, Sie sind einem Fehleintrag auf Ihrer geistigen Fiche zum Opfer gefallen. Ich habe überhaupt nie einen Vergleich mit der Sowjetunion gebracht. Mit keinem Wort in meinem ganzen Votum habe ich diesen Vergleich angesprochen, den Sie zitiert haben. Ich kann noch einmal den Abschnitt, den Sie vielleicht falsch interpretiert haben, vorlesen:
«In der DDR laufen die Menschen, vor allem die Jugend, vor dem real existierenen Sozialismus davon, weil die Verantwortlichen zu spät handelten. Bei uns bleiben die Leute, aber sie wenden sich innerlich von der real existierenden Demokratie ab. Das ist nicht weniger schlimm.»
Ich halte immer noch an dieser Darstellung fest.

Günter: Zuerst ein Wort zum Vorstoss von Herrn Oehler. Ich bin nicht begeistert, wenn jetzt so rasch vom Fichenvernichten gesprochen wird. Erstens sind wir nicht sicher, wie viele Abzüge der Mikrofilme noch in Banken gelagert sind, wieviel auf EDV gespeichert ist und ob da nicht noch Papierabzüge existieren.
Zum zweiten fände ich es viel vernünftiger, diese Daten zu versiegeln und dem Bundesarchiv zu übergeben; einmal, damit mit diesen Daten nicht geschummelt wird, zum andern aber vor allem, damit auch künftige Generationen noch etwas zum Staunen haben über die Zustände bei uns in diesem Zeitalter.
Zu unserem Vorstoss. Wir ersuchen Sie, einem Vorstoss zuzustimmen, wonach die parlamentarische Kontrolle der Organe des Staatsschutzes und Nachrichtendienstes durch ein Vertrauensleutegremium erfolgen soll. In dieses Gremium soll jede Fraktion ein Mitglied abordnen.
Die Berechtigung und Zeitlosigkeit der Forderung lässt sich am besten daraus ableiten, dass sie eingegeben wurde, bevor die letzten Enthüllungen zum Vorschein kamen, bevor die EMD/Una-Problematik explodierte.
Inzwischen hat sich in einem Zeitungsinterview sogar der Vorsteher des EMD, Bundesrat Villiger, für dieses Gremium ausgesprochen, und Sie haben heute gehört, dass sich auch der Bundespräsident für ein derartiges Gremium ausgesprochen hat. Der Vorschlag ist ja auch nicht so revolutionär, denn Mitglieder von Parlamenten anderer europäischer Demokratien haben sich schon lange darüber gewundert, dass wir keine parlamentarische Kontrolle der geheimen Verwaltungsbereiche kennen.
Quis custodiet ipsos custodes? Wer bewacht die Wächter? Das war schon ein Problem der Römer. Es ist doch klar: Wo es keine Kontrolle gibt, entsteht Wildwuchs, gibt es unerwünschte, unkontrollierbare Zustände. Ebenso klar ist aber, dass die Regierung selbst diese Ueberwachung nicht übernehmen kann. Ihre Aufgabe wäre und ist die Vorgabe von Richtlinien, entlang derer in den geheimen Bereichen gearbeitet werden muss. Und hier hat sie in der Vergangenheit versagt – das sei noch einmal deutlich ausgedrückt. Seit dem Puk-Bericht wissen wir das.
Bei der Erarbeitung von demokratisch haltbaren Richtlinien wird unsere Regierung nun aktiv werden müssen. Aber die Kontrolle über das Produkt dieser Arbeit gehört in die Hände des Parlamentes.
Ein Vertrauensleutegremium darf nicht zu gross sein, aus naheliegenden Gründen. Es muss aber auch jede Gruppe, die in diesem Parlament vertreten ist, in dieses Gremium Einsitz nehmen können, sonst nützt es nichts. Da ist die einzig logische Schlussfolgerung, dass man aus jeder Fraktion ein Mitglied nimmt, in das diese Fraktion Vertrauen hat. Das ist ein ganz zentraler Punkt. Dieses Gremium soll ja nicht abstimmen, sondern überwachen, deshalb braucht es nicht nach dem Proporz zusammengesetzt zu sein.
Unsere Fraktion, die LdU/EVP-Fraktion, begreift nun überhaupt nicht, warum ein derartig unbestrittener Vorstoss jetzt nur in der Form des Postulates überwiesen werden soll. Der Vorschlag ist umfassend formuliert, abzuklären gibt es nichts, praktisch alle Präsidenten der Parteien und Fraktionen haben ihr Einverständnis mit dieser Idee in der einen oder anderen Form der Oeffentlichkeit kundgetan. Der Vorsteher des EMD ist dafür, der Bundespräsident ist auch dafür. Der Vorstoss greift auch nicht in den delegierten Rechtsetzungsbereich des Bundesrates ein, denn ob wir eine parlamentarische Kontrolle wollen oder nicht und wie wir die wollen, müssen wir nun wirklich hier drinnen selbst entscheiden. Wir können nicht auch noch den Bundesrat fragen, ob er nicht auch meine, dass wir dazu fähig seien. Das sollten wir schon selbst entscheiden!
Ich erwarte daher auch von der SVP, die ja Führung und Entscheidung verlangt, nicht nur vom Bundesrat, sondern vielleicht auch von sich selbst, dass sie hier der Motion zustimmt, denn auch ihre Leute haben der Idee grundsätzlich zugestimmt.
Die Motion muss als Motion überwiesen werden, und daran halten wir selbstverständlich fest.

Rechsteiner: Ich habe nur noch kurz Stellung zu nehmen zur Antwort des Bundesrates auf unsere Interpellation 90.320. Die Antwort ist erst heute eingetroffen. Ich möchte diese Kritik an der Position von Herrn Bundespräsident Koller mit einem Prinzip des Philosophen Immanuel Kant aus seiner «Schrift zum ewigen Frieden» einleiten. Dort hat er als zentrales Prinzip des öffentlichen Rechtes den Satz geprägt: «Alle auf das Recht anderer Menschen bezogenen Handlungen, deren Maxime sich nicht mit der Publizität verträgt, sind unrecht.» Diese These der Oeffentlichkeit der Regierungshandlungen als Heilmittel gegen die Unmoralität der Politik ist heute aktueller denn je. Die fehlende Publizität ist ja eine Voraussetzung dafür, dass sich in der Bundesanwaltschaft, bei der politischen Polizei, aber auch im EMD dieser Sumpf der Lüge, des Vertuschens, der Unwahrheiten ausbreiten konnte, und das Prinzip der Publizität ist eine Voraussetzung dafür, dass wieder neue Verhältnisse hergestellt werden können.
Ausgehend von diesem Prinzip ist nun die neue Position des Bundesrates im Bereich des Informantenschutzes – sprich Spitzelschutzes – nach wie vor nicht zu vertreten. Es ist nicht zu vertreten, weshalb Informanten – sprich Spitzel – den Betroffenen nicht bekannt werden sollen. Unter diesem Gesichtspunkt ist auch nicht zu vertreten, dass die Namen der Sachbearbeiter geheimgehalten werden. In jedem anderen Gebiet der öffentlichen Verwaltung werden die Sachbearbeiter bekanntgegeben, hat der Bürger ein Anrecht darauf, zu wissen, wer Informationen über jemanden verfasst, wer einen Entscheid trifft. Weshalb soll dies hier nicht so sein? Hier ist das Prinzip der Publizität als Voraussetzung der Herstellung des Vertrauens ebenso grundlegend.
Herr Bundespräsident Koller, Herr Bundespräsident! Ich würde es schon schätzen, Herr Bundespräsident Koller, wenn der Kritik auf Antworten in einer Angelegenheit, die eine derartige Tragweite hat, auch zugehört würde! Ich würde es als Voraussetzung eines demokratischen Umgangs betrachten, wenn Sie solcher Kritik auch zuhören würden.
Ein zweiter problematischer Punkt Ihrer neuen Position: Sie haben ja im Februar in einem Schnellbeschluss – in einem Schnellschuss – erklärt, dass die Akteneinsichtsrechte beschränkt würden bis zum Datum des 31. März 1990. Dies ist aus unserer Sicht sowohl politisch wie auch rechtlich unhaltbar. Diese Beschränkung ist allerdings aufschlussreich für das Denken des Bundesrates. Eine solche Beschränkung könnte dann gerechtfertigt werden, wenn es sich bei der Akteneinsicht um einen Gnadenakt des Obrigkeitsstaates handeln würde. Dann könnte dieses Recht bis zum 31. März beschränkt werden. Wenn es sich aber um ein Recht handelt – und das Akteneinsichtsrecht ist ein elementares Recht! –, kann dieses nicht einfach eng zeitlich beschränkt werden, sondern dann besteht auch nach dem 31. März 1990 ein Einsichtsrecht für die Betroffenen.
Ein weiterer unbefriedigender Punkt der bundesrätlichen Antwort betrifft die Frage des Rechtsweges. Es ist einzuräumen, dass der Bundesrat den Rechtsweg ans Bundesgericht nicht einfach mit einer Verordnung öffnen kann. Es braucht dafür eine Gesetzesänderung. Aber der Bundesrat kann hier wie im Asylbereich ohne weiteres eine dringliche Vorlage bringen. Er wäre gehalten, eine solche dringliche Vorlage ans Parlament zu leiten, denn es kann doch niemand im Ernst behaupten, der

Bundesrat sei in diesem Bereich gegen ablehnende Verfügungen der Bundesanwaltschaft oder des Sonderbeauftragten die geeignete Rekursinstanz.
Ein letzter, äusserst kritischer Punkt, vielleicht der kritischste überhaupt. Ich habe Artikel 9 der neuen Verordnung des Bundesrates von heute entnommen, dass nach dem 31. März 1990 Einsichtsgesuche nur dann gestellt werden können, wenn die Daten bereinigt und – man höre und staune – auf ein elektronisches Informationssystem übertragen worden sind. Man entnimmt dieser Antwort, dass die ganze politische Polizei offenbar computerisiert, informatisiert werden soll, bevor das Parlament zum Staatsschutz in diesem Sinne etwas zu sagen hat.
Das kann doch nicht angehen! Bereits das Ripol-System wurde – wie der Bundesrat selber einräumen musste – ohne gesetzliche Grundlage eingeführt. Es braucht doch zunächst eine Vorlage an das Parlament zur Frage der Computerisierung der politischen Polizei. Das Parlament muss über diese Frage beschliessen können, und das Volk muss nötigenfalls gegen die Computerisierung das Referendum ergreifen können. Sie können doch nicht etwas vorwegnehmen, über das wir nachher noch sprechen müssen. Auch in dieser Hinsicht erwarte ich, dass der Bundesrat erneut über die Bücher geht.

Steinegger: In der kurzen zur Verfügung stehenden Zeit erlauben Sie mir sicher, nicht in die Konkurrenz der Betroffenheiten einzustimmen, sondern einen Beitrag für die hoffentlich beginnende Konkurrenz der Ueberlegungen im Bereiche des Demokratieschutzes und des Kampfes gegen das organisierte Verbrechen zu leisten. Damit möchte ich zum Ausdruck bringen, dass ich das permanente Ritual der Verklärung gegenwärtiger oder zukünftiger Staatskrisen für unangemessen und für schädlich halte.
Für die FDP sind der Demokratieschutz und der Kampf gegen das organisierte Verbrechen eine völlig normale und legitime Aufgabe des demokratischen Staates. Demokratieschutz bedeutet Abwehr von Angriffen gegen die verfassungsmässige Ordnung und gegen die ungesetzliche Beeinträchtigung von Mitgliedern der verfassungsmässigen Organe des Bundes und der Kantone. Schutz der verfassungsmässigen Ordnung heisst im demokratischen Rechtsstaat aber nicht Schutz des politischen Status quo. Die schweizerische Staats- und Verfassungsordnung ist im wesentlichen von vier tragenden Grundelementen geprägt. Neben dem rechtsstaatlichen, dem föderalistischen und dem sozialstaatlichen Element ist es vor allem das demokratische Element. Wir schliessen sogar die Ueberprüfung referendumspflichtiger Erlasse durch das Bundesgericht aus, wir geben also dem demokratischen Prinzip den Vorrang vor der Forderung nach Rechtsstaatlichkeit. Demokratie bedeutet Veränderungsmöglichkeit entsprechend den demokratischen Mehrheiten. In der Schweiz wird Demokratie nicht nur durch die Wahl der obersten Staatsorgane ausgeübt, sondern auch durch direkte Mitwirkung in Sachfragen. Somit bedeutet Demokratieschutz oder Staatsschutz auch – oder insbesondere – Schutz der verfassungsmässigen Veränderungsmöglichkeiten. Wir bedauern, dass wir als Freisinnige mit dem Parlament, mit dem Bundesrat und mit vielen Regierungsräten bei der Ausrichtung des Staatsschutzes auf dieses Grundelement versagt haben.
Prügel für kleine Polizeifunktionäre in den Kantonen oder für die Funktionäre der Bundespolizei sind zu einem grossen Teil fehl am Platze. Wir haben unsere Scheibe ebenfalls abzuschneiden. Es ist aber auch ein Aergernis, wenn Parteien, die alle Rechte und Kompetenzen beansprucht haben, die Personen in Regierungen und in parlamentarische Organe delegiert haben, heute so tun, als seien sie nur Opfer – sie sind auch Mittäter und Gehilfen.
Der Grund für dieses Versagen war nicht nur böser Wille, sondern auch Nachlässigkeit. Ausser den Kosten ist nämlich auch kaum direkter Schaden entstanden. Korrekte rechtsstaatliche Ermittlungsverfahren, Voruntersuchungen und Gerichtsverfahren haben Uebertreibungen korrigiert. Es geht also heute nicht um die Abschaffung des Demokratieschutzes, sondern um eine korrekte verfassungsmässige Ausrichtung dieses Dienstes.
Demokratieschutz und Kampf gegen das organisierte Verbrechen verlangen Sammlung und Auswertung von Auskünften, Nachrichten und Unterlagen. Ohne Nachrichtendienst kann dieser Kampf nicht geführt werden. Allerdings hat sich die Aufklärungsrichtung eindeutig an den gesetzlichen Straftatbeständen zu orientieren und nicht an missliebigen politischen Ideen.
Weil es um Informationsbeschaffung geht, dürfen wir keine polizeilichen Befugnisse in Anspruch nehmen, sondern nur nachrichtendienstliche Mittel. Auch die SP beispielsweise wollte schon breite Nachrichtenbeschaffung. Ich erinnere an die Bankeninitiative; ich erinnere an das Prämiendepot bei den Versicherungen, wo man flugs 150 000 Fichen anlegen würde, um einige Steuerhinterzieher zu fangen. Ich erinnere, dass wir und Sie die Devisendeklarationspflicht für die Drogenbekämpfung möchten. Das ist nichts anderes als breite Nachrichtenbeschaffung, um Verbrechen zu verhindern.
Das Problem besteht darin, dass diese Informationen nicht falsch verwendet werden. Wir sind der Meinung, dass an der Schnittstelle zum Ermittlungsverfahren und zur Auskunftserteilung für andere Sicherheitsbedürfnisse ein formeller Entscheid notwendig ist. Dies könnte die Aufgabe eines von der Bundespolizei unabhängigen Bundesanwaltes sein.
Wir sind auch der Meinung, dass Demokratieschutz und Kampf gegen das organisierte Verbrechen nicht zur ineffizienten Archivarentätigkeit verkommen soll. Wir brauchen entsprechende Vorkehrungen. Es braucht Auswertung, Triage durch qualifizierte Leute und durch Leute, deren Demokratieverständnis immer wieder geschärft wird. Schliesslich braucht es neben der Leistung durch Departement und Bundesrat eine dauernde parlamentarische Kontrolle.
Herr Bundespräsident Koller hat in Aussicht gestellt, dass der Bundesrat mit dieser Sicherheitsdelegation einverstanden ist. Schaffen wir dieses Gremium möglichst bald; wir haben während dieser Session Zeit.

Frau **Uchtenhagen:** Herr Bundespräsident, Sie haben es gesagt: Unser Land steht vor vielen schwierigen Aufgaben, die wir endlich in Angriff nehmen müssen. Statt dessen unterhalten wir uns seit Monaten über die Kopp-Affäre und den Fichenskandal. Man kann das kritisieren, kann es bedauern. Aber es darf nicht übersehen werden, dass wir hier ein Stück Geschichte und Gegenwart bewältigen müssen, wenn wir unsere Zukunftsprobleme tatsächlich lösen wollen.
Ich bin sehr froh, Herr Bundespräsident, über das, was Sie heute gesagt haben. Der Bundesrat scheint nun endlich Hand zu bieten zu einer Beilegung der schwelenden Krise und zur Wiederherstellung des Vertrauens. Dazu gehört das Einsichtsrecht in die Fichen.
Ich begreife aber im Lichte Ihrer Darlegungen die Haltung gegenüber der Motion 89.836 (Benachrichtigung der Betroffenen) und andere Stellungnahmen nicht. Ich habe nie begriffen, wieso der Bundesrat den Weg gegangen ist, den er beschritten hat; denn das wäre ein Weg, der uns noch über Jahre hin mit diesem gleichen Problem beschäftigen würde. Es ist doch viel einfacher, die Fichen jener Leute auszusortieren, die tatsächlich in eine Strafuntersuchung verwickelt sind, die dringend des Terrorismus, der Spionage oder des Drogenhandels verdächtigt werden oder bei denen man tatsächlich Dinge aus Staatssicherheitsgründen abdecken muss, und den verbleibenden grossen Rest der Fichen endlich den Betroffenen zuzustellen. Hier begreife ich den halben Schritt, den Sie gemacht haben, Herr Bundespräsident, schlicht und einfach nicht.
Die Beteiligten, denen man unrecht getan hat, sollen nun noch «bitte, bitte» machen. Dann wird noch eine Frist gesetzt. Wenn man dann Rekurs einleitet, sind wir wieder an der gleichen Stelle: Es dauert Monate, bis wir die Sache erledigt haben. Gehen Sie doch bitte noch einen Schritt weiter. Wenn Sie die Akten herausnehmen, die Sie tatsächlich für den Staatsschutz brauchen, dann versenden Sie doch den Rest der Akten, und die Leute können mit diesen Kopien machen, was sie wollen. Dann haben wir endlich wieder Ruhe und vielleicht auch ein bisschen mehr Vertrauen.

Es ist Realität, dass sich viele Bürgerinnen und Bürger – zu denen auch ich mich zähle – betroffen und verletzt fühlen über Umfang und Art der erstellten Dossiers. Selbst wenn Sie sie nicht begreifen, wenn Ihnen die Sensibilität dazu fehlt, müssten Sie aus politischer Klugheit handeln und die Fichenaffäre endlich erledigen.
Eine andere Frage ist: Woher kommt eigentlich die fehlende Sensibilität, unter der so viele von uns leiden? Ich würde sagen: Sie hat die gleichen Ursachen wie das Bespitzeln und Registrieren von Hunderttausenden von Bürgern. Es ist letztlich ein mangelhaftes, wenig differenziertes oder gar fehlendes Demokratie- und Rechtsstaatsverständnis. Ich glaube, es würde sich lohnen, etwas darüber nachzudenken, wieso diese ganze, für eine Demokratie unwürdige Geschichte überhaupt passieren konnte.
Die administrative Bereinigung dieser ganzen Angelegenheit ist die eine Seite, Herr Bundespräsident. Aber das andere bleibt: Feindbilder können ausgetauscht werden. Heute sieht man das sehr klar. Wenn der Linke nicht mehr der Feind ist, dann findet man wieder neue Feinde und Sündenböcke. Die lassen sich immer finden. Wir müssen uns fragen, wieso wir Sündenböcke, wieso wir Feindbilder brauchen.
Ich habe mich in der Diskussion um die Regierungspolitik für 1971/74 – in meinem ersten Votum – mit dieser Frage auseinandergesetzt. Ich werde jetzt einige Sätze zitieren, denn fast zwanzig Jahre später kann ich noch genau das gleiche sagen. Es hat sich – leider – nichts geändert. Ich habe damals gesagt: «Es wird viel von Freiheit gesprochen bei uns. Aber gemeint ist – das hat seine historischen Gründe – in erster Linie die Freiheit des Staates und nicht die Freiheit des einzelnen .... Der Freiheitsraum ist zwar theoretisch sehr gross, aber in der Praxis .... scheint er für jene reserviert zu sein, die ihn eigentlich nicht brauchen: die Angepassten, die Tüchtigen, welche die Welt der Väter trotz geziemender Kritik bejahen. Das Oppositionelle, das andere, das Fremde irritiert .... Dass Demokratie auch etwas damit zu tun haben könnte, dass man sich für die Freiheit der anderen einsetzt» – auch wenn man seine Ansichten nicht teilt –, gehört kaum zum schweizerischen Demokratieverständnis. Da begegne ich zum Teil dem, was Herr Steinegger gesagt hat.
«Zum Rechtsstaat: Dass wir das Recht respektieren, seine Legitimität, die sich auf das demokratische Mehrheitsprinzip abstützt, anerkennen, sollte uns nicht blind für die Tatsache machen, dass Recht sich ständig ändert, so dass man zumindest dem Verdacht Raum lassen sollte, dass das bessere Recht auch auf seiten einer oppositionellen Minderheit sein könnte. Das unendlich gute Gewissen, mit dem in der Schweiz der Besitzstand an Freiheiten verteidigt wird, scheint dieser Einsicht zu entbehren. In dieser Unfähigkeit, sich vorzustellen, dass etwas auch anders sein könnte, liegt eine der Hauptursachen dafür, dass das Oppositionelle bei uns so wenig Respekt und Anerkennung geniesst und dass der notwendige Prozess einer offenen Auseinandersetzung um das bessere Recht erschwert ist.»
Heute müsste ich noch einen Satz beifügen, nämlich, dass die Staatsschützer sich zu dieser Art von Gesinnungsschnüffelei berechtigt fühlen und nicht merken, dass sie die Demokratie ruinieren, die sie zu schützen meinen.
Ein Neubeginn ist dringend nötig, aber er ist nicht möglich ohne Einsicht in diese Zusammenhänge. Ich bitte Sie, auch darüber ein bisschen nachzudenken.

Frau **Segmüller:** Die Fichen und Akten der Bundespolizei sind es in allererster Linie, die unsere Betroffenheit ausgelöst haben. In der Tat ist es so, dass dort, wo die persönlichen Grundrechte tangiert werden, in Freiheit seine demokratischen Grundrechte auszuüben, die Grenzen eng zu ziehen sind. Unbestritten ist, dass in der Absicht, die Interessen der staatlichen Gemeinschaft zu schützen, auch vor anerkannten Gefährdungen, aus überholter Lagebeurteilung, aus Uebereifer Schaden angerichtet worden ist. Die persönliche Betroffenheit ist verständlich. Es gilt, Remedur zu schaffen, Einsicht zu gewähren. Puk 1 und bald auch Puk 2 werden Licht ins Dunkel bringen.
Ich begrüsse die Verordnung, die der Bundespräsident heute angekündigt hat. Es sind richtige und wichtige Schritte. Nur kann die persönliche Betroffenheit die Verantwortung für die Gemeinschaft nicht ersetzen. Mir kommt es vor, als sähen wir vor lauter Bäumen den Wald nicht mehr. Wir führen hier eine quantitative Diskussion. Dabei gälte es doch, über Qualitatives zu diskutieren, über Ziel und Auftrag des Staatsschutzes, über die Mittel und über seine Kontrolle. Die Zielsetzung, die zur Diskussion stehen müsste, ist der Schutz der Freiheitsrechte des Bürgers, auch und gerade z. B. die Meinungsäusserungsfreiheit jeder oppositionellen Gruppierung. Es geht ja nicht nur um die Individualrechte des einzelnen Bürgers.
Die Verfassung überbindet dem Staat die Aufgabe in doppeltem Sinne, nämlich eine Garantie des Schutzes des Landes als Ganzes einerseits und des Schutzes der Freiheitsrechte der einzelnen andererseits. Beides beinhaltet eine präventive Komponente, sei es bei Spionage, Terror, Geiselnahme oder was immer. Und wer ja sagt zur Aufgabe des Schutzes der Freiheitsrechte in einer Demokratie, der sagt auch ja zu adäquaten technischen und logistischen Mitteln, auch bei der Prävention. Und er muss ja sagen zu einer professionellen – nicht einer dilettantischen – Organisation, er muss ja sagen zu klarem gesetzlichem Auftrag, zu enger Führung und zu einer parlamentarischen Kontrolle.
Es ist unverantwortlich angesichts des organisierten Verbrechens, Drogenkriminalität und anderen Uebeln unserer Zeit, den Staatsschutz zu demontieren. Es genügt nicht, auf Morddrohungen islamischer Fundamentalisten gegen missliebige Schriftsteller lautstark zu protestieren. Es braucht Gewissheit, dass auch unsere Bürger den notwendigen Schutz geniessen würden, dass die Polizei präventive Massnahmen ergreifen kann.
Müssen wir denn mit Ermittlungen warten, bis voraussehbare Tatbestände eingetreten sind? Es ist leider voraussehbar, dass demokratische Institutionen wie Manifestationen durch Chaoten für ihre Zwecke missbraucht werden – siehe letzten Samstag –, dass die Inhaftierung von Flugzeugentführern die Möglichkeit terroristischer Erpressung erhöht, und es ist unverantwortlich, polizeiliche Ermittlung, Zusammenarbeit und Erfahrung *a priori* als undemokratisch, als Schnüffelei und anderes mehr zu disqualifizieren. Präventive Tätigkeit so zu diskreditieren, das betrachte ich nicht als einen Beitrag zur Demokratie.
Besonders schützenswertes Gut ist für mich die Garantie der individuellen Freiheitsrechte, und das beinhaltet auch ein Recht auf friedliche Gemeinschaft. Das bedingt, dass wir bereit sind, unsere individuellen Grundrechte etwas beeinträchtigen zu lassen – aber durch ein formelles Gesetz und Kontrolle; jeder Eingriff in diese individuellen Rechte muss eine gesetzliche Grundlage haben, muss ein überwiegendes öffentliches Interesse verwirklichen und muss verhältnismässig sein. Diese Staatsaufgabe muss unter enger Leitung der politischen Behörden und nach rechtsstaatlichen Kriterien und mit parlamentarischer Kontrolle erfolgen.
Das Problem, das wir heute haben, beruht doch darauf, dass diese gesetzliche Grundlage fehlt. Also schaffen wir sie und schütten wir eben nicht das Kind mit dem Bade aus!

M. **Salvioni:** La crise politique déclenchée par la découverte des fichiers secrets qui avaient été dressés par le Ministère public de la Confédération et par la Police fédérale ne cesse de s'étendre. Il est facile, à ce point de la situation, de ne plus voir avec clarté les problèmes réels.
On doit souligner d'abord que, dans ce monde aux relations multiples, aux imbrications croissantes, chaque citoyen est l'objet d'une série d'enregistrements dans les fichiers les plus divers. Dans le rapport au Conseil fédéral qui accompagne les directives du 16 mars 1981, il est déclaré que chaque citoyen suisse est enregistré en moyenne quinze fois par les services de l'administration fédérale. Depuis lors, ce nombre a probablement augmenté. Parallèlement, chaque citoyen suisse est enregistré dans les fichiers publics des cantons et des communes au moins dans la même proportion et fait l'objet d'un nombre vraisemblablement plus élevé d'enregistrements dans des fichiers privés. En effet, chacun est fiché auprès des

entreprises privées pour toutes sortes de raisons, commerciales en général.
Le chaos qui a résulté du rapport de la CEP et les révélations des médias ont souligné l'absence, en Suisse, d'une loi sur la protection des données. On en parle depuis les années septante mais, jusqu'à maintenant, presque rien n'a été fait. En 1981, pour des raisons qui m'échappent, la Suisse n'a pas signé la convention européenne sur la protection des données, qui aurait constitué une excellente base pour notre législation interne. Détail à ne pas négliger, seuls trois Etats en Europe ont refusé de signer cette convention, soit: le Liechtenstein, Malte et la Suisse.
En 1981, le Conseil fédéral a édicté une série de directives applicables au traitement des données personnelles dans l'administration fédérale. Malheureusement, ces directives sont restées lettres mortes. Ni les services départementaux ni le Conseil fédéral ne se sont intéressés à leur application. Cette négligence est d'ailleurs à l'origine des dérapages que l'on constate aujourd'hui.
Il ne faut pas s'étonner si presque chaque jour on découvre de nouveaux fichiers inconnus des conseillers fédéraux et même des chefs des offices fédéraux. En effet, dans ce domaine, chacun faisait ce qui lui paraissait opportun ou utile, ou ce qui correspondait à ses visions sociales ou politiques qui, très souvent, étaient très limitées. Ainsi la Suisse continuait la guerre froide qui avait déjà cessé en partie dans les autres nations.
Le Conseil fédéral, à la suite des constatations contenues dans le rapport de la CEP, aurait dû réagir immédiatement en convoquant les directeurs des divers offices de la Confédération et en leur imposant de donner connaissance de tous les fichiers existants avec une déclaration personnelle signée par chaque responsable. Comme cela n'a pas été le cas, les conseillers fédéraux doivent intervenir à la traîne des informations données par les médias, en s'excusant de ne pas avoir été au courant. De cette manière, le Conseil fédéral démontre une faiblesse de directives préoccupante et contribue à désorienter l'opinion publique.
Il est pourtant urgent et nécessaire que notre gouvernement et chaque conseiller fédéral déclarent de façon claire, précise et crédible quels sont les fichiers, les raisons de leurs introduction et leur but. En outre, ils doivent indiquer quels fichiers exigent le secret pour des raisons de sécurité nationale, mais en limitant de façon sérieuse les informations fournies et en précisant, par des directives détaillées, dans quelle direction les activités doivent se déployer, et ce en attendant la loi proposée sur la sécurité de l'Etat.
De plus, le Conseil fédéral doit exiger que les directives de 1981 soient respectées et actualisées afin de tenir compte des événements plus récents, et ce jusqu'à l'adoption de la loi sur la protection des données actuellement à l'étude au Conseil des Etats.
Enfin, il y a lieu d'introduire une autorité de contrôle, indépendante de l'administration. Les suggestions formulées par le Conseil fédéral et les propos du président de la Confédération à cette tribune vont dans ce sens et sont à saluer.
Le contrôle parlementaire devrait aussi être réglé de manière à éviter des abus ou des dérapages de ces services. Chaque nation possède des fichiers relatifs à la sécurité de l'Etat, qui ne peuvent pas être confondus avec des fichiers concernant la criminalité judiciaire. La proposition présentée par M. Rechsteiner d'abolir les enregistrements pour la sécurité de l'Etat et de les incorporer à ceux de la police judiciaire ne fait que changer le nom mais ne modifie pas le fond du problème.
Si nous nous opposons à l'existence d'une police politique, nous risquons, à l'avenir, de devoir dépendre des informations qui nous seront livrées par des services étrangers, et ne pourrons donc procéder aux vérifications et contrôles indispensables à l'intérêt du pays. Ce remède risque par conséquent de causer un dommage plus grand. Malheureusement, une criminalité politique existe, nécessitant ainsi l'existence d'une police de sécurité politique, même si, personnellement, je n'ai de sympathie ni pour l'une ni pour l'autre.
Le conflit entre la protection de l'Etat, d'une part, et celle des droits individuels et de la sphère privée, d'autre part, doit être résolu en évaluant judicieusement les intérêts en jeu.

Schmid: Wir sind einmal mehr daran, wortreich und mit beträchtlichem zeitlichem Aufwand gravierende Vorkommnisse im EJPD und neuestens auch im EMD zu behandeln. Die vielen Vorstösse zu den Fichen und Akten der Bundespolizei stellen mehr oder weniger geeignete Versuche dar, uns künftig vor solchen unerfreulichen Dingen zu bewahren.
Manchmal kommt es einem vor, der Aerger gelte dabei weniger den merkwürdigen Machenschaften als vielmehr der Tatsache, dass sie überhaupt ans Licht gekommen sind. Darum wird denn auch männiglich Entrüstung, Enttäuschung und Erstaunen zelebriert; Entrüstung, dass es so etwas in unserem Land überhaupt gibt, Enttäuschung, weil man doch den Repräsentanten der Regierung, der Verwaltung und der Gerichte vor allem einmal Respekt entgegenbringen will, und Erstaunen, naives oder gespieltes, weil nicht sein kann, was nicht sein darf. Entsprechend sind auch die Vorschläge, welche die kritisierten Amtsstellen und Institutionen reorganisieren, personell aufstocken, anderen Bundesämtern unterstellen oder mit Ombudsleuten bestücken wollen. Personen sollen ausgewechselt und Kommissionen mit mehr Machtbefugnissen ausgestattet werden, und der Vorstoss Oehler verlangt die generelle Vernichtung aller ärgerniserregenden Fichen und Dossiers bis Ende 1990. Das ist schon recht, aber wer, Herr Oehler, befindet dann darüber, was weiter aufbewahrt wird und was eben nicht? Was verborgen ist, soll jetzt nicht einfach auf irgendeine obskure Art verschwinden.
Viele Bemühungen und auch Voten erwecken den Eindruck, als handle es sich lediglich um Pannen und Ungeschicklichkeiten, die sich bei entsprechender Vorsicht, besserer Information und klarerer Gewaltenteilung hätten vermeiden lassen. Gewiss lässt sich in dieser Hinsicht einiges verbessern, aber vorerst müssen wir einmal die gängige Mentalität in der Politik überwinden, die übermässige Erwartungen in Institutionen setzt und deren Exponenten übernatürliche Fähigkeiten zuspricht.
Nach allem, was vorgefallen ist und allenfalls noch neu ans Licht kommt, sollten wir uns endlich einmal zur nüchternen und befreienden Feststellung durchringen: Ueberall, wo Menschen am Werk sind, erst recht in obskuren Institutionen, die der Oeffentlichkeit keine Rechenschaft ablegen müssen, gibt es wirklich nichts, was es nicht gibt. Das reicht von der vergleichsweise harmlosen Fehleinschätzung einer Lage bis hin zur Denunziation und zu wahnhaften Bedrohungsbildern, die sich längst von der Realität entfernt haben. Dank dieser nüchternen Haltung, die keineswegs emotionslos zu sein braucht, sehen wir uns dann nicht wiederholt veranlasst, mit tierischem Ernst den guten Eindruck aufrechtzuerhalten oder immer von neuem ausser Atem zu geraten, wenn abermals eine neue Kartei zum Vorschein kommt.
Ich empfehle Herrn Bundespräsident Koller, einmal tüchtig durchzuatmen, offensiver zu werden und sich nicht immer wieder überraschen zu lassen. Aus dieser heilsamen Ernüchterung heraus gewännen die politischen Exponenten dann auch den Mut, der Oeffentlichkeit endlich unumwunden zu verstehen zu geben: Seht, das alles ist vorgekommen und vielleicht noch mehr! Es gibt nichts zu beschönigen, und wir sind entschlossen, gemeinsam diese Karteien, die da im Geheimen und zum Nachteil vieler angelegt worden sind, gründlich auszuräumen und die Sache zu bereinigen.
Statt dessen bemüht sich der Bundesrat immer noch darum, den guten Eindruck zu wahren, als läge es einzig und allein an ihm, die Informationsbrocken so zu bemessen, dass die angeblich unmündigen Bürgerinnen und Bürger dieses Landes nicht unverhältnismässig daran zu würgen hätten. Vertrauen fordern, das fruchtet jetzt nichts. Vertrauen kehrt nur zurück, wenn wir die Dinge offenlegen und die Karteien zusammen mit den registrierten Menschen, denen Unrecht geschehen ist, entrümpeln. Jede Person sollte selber darüber entscheiden können, welche Art Bereinigung ihr am zuträglichsten ist: Vernichtung mit oder ohne Einsichtnahme, mit oder ohne Bekanntgabe der Informanten.
Wo aus Eintragungen offensichtliche Benachteiligungen erwachsen sind, ist Schadenersatz zu leisten. Die Genugtuungsforderungen und Informantenabrechnungen brauchen dabei nicht zwingend mit derselben Akribie betrieben zu werden wie die Registereintragungen.

Drei Dinge tun jetzt not: Mit den Informationen reiner Gesinnungsschnüffelei unverzüglich herausrücken; Möglichkeiten der Genugtuung vorschlagen und aushandeln, und durch schonungslose Offenheit und Transparenz zu Fairness und Verhältnismässigkeit zurückfinden. Wir werden alle Vorstösse unterstützen, die in diesem Sinne zur Bewältigung der Fichenaffäre beitragen und dafür sorgen, dass solche Machenschaften künftig unterbleiben. Was der Verdrängung und der blossen Kosmetik Vorschub leistet, werden wir hingegen ablehnen.

Pini: Voi sapete che anche il 4 per cento della popolazione svizzera di lingua italiana, la popolazione della Svizzera italiana, ha vissuto con il rimanente delle nostre concittadine e dei nostri concittadini questo lungo periodo di scosse emotive che perdura da quasi un anno e che ci porta, all'inizio del 1990, ancora qui in questa sala a dibattere sul problema della credibilità dello Stato, sul funzionamento di una parte delle sue più delicate ed importanti istituzioni; ci porta a discutere – e questo è forse l'aspetto che più mi rattrista – sulle garanzie di rispetto e di tutela dei diritti fondamentali della gente.
Diritto all'ideologia; il diritto alla partecipazione senza che questi diritti e la personalità che agisce di conseguenza diventi oggetto di dubbi, di illazioni e di schedature.
Il giorno in cui riusciremo a parlare meno di schede ma a parlare finalmente di riforme, ho l'impressione che avremo tutti assieme imboccato la giusta via del rinnovo nella legalità democratica di un quadro istituzionale che è stato sicuramente scosso.
Mi sono meravigliato, nel discorso eccellente del Presidente della Confederazione, oggi pomeriggio, quando ci ha ricordato che occorrerebbe ripercorrere a ritroso il tempo culturale, politico culturale, che ci ha portato a questa situazione. E' la prima volta che, finalmente, sento da parte di un uomo di governo, porre anche l'accento sul momento culturale che ha portato a questa frana e a questi cedimenti istituzionali.
Non a caso certe cose avvengono. Non a caso la burocrazia, quello che noi chiamiamo l'eccesso di zelo, divora la priorità del potere politico e lo umilia. Dunque, bisogna anche ricercare il perché dell'origine di questi metodi superati e oltraggiosi, che hanno svergognato le istituzioni del Paese, che hanno offeso l'opinione pubblica. Bisogna capire da dove è sgorgata questa perversità, che ha degradato il livello su cui la sicurezza dello Stato dev'essere concepita e dev'essere difesa.
Un ultimo rilievo: Finalmente il Consiglio federale parla di riforme. Finalmente il Consiglio federale non solo accetta che si facciano delle inchieste, che si conosca il perché del triste fenomeno, ma si dice pronto a iniziare il cammino nuovo delle riforme istituzionali da cui emerge un'urgenza: la legge sulla sicurezza dello Stato. Perché finora noi, involontariamente, abbiamo vissuto nell'errore di un falso criterio operativo della difesa dello Stato, senza una chiara base legale.
Questa è la verità sulla situazione in cui oggi ci troviamo. Ed è grave, per lo Stato di diritto, che finora non si è accorto che tutta la sua politica rivolta alla sicurezza dello Stato non poggiava su una base legale seria.
Ecco, qui penso sia il punto focale, il nuce, il punto determinante verso il quale dev'essere diretto e lo sforzo del Consiglio federale (in apertura e non in chiusura!) e parallelamente lo sforzo del Parlamento che deve avere, ripeto, da oggi in avanti una funzione di controllo, di delega istituzionale per vigilare affinché la sicurezza dello Stato corrisponda effettivamente al mandato che questo istituto deve ottemperare.

Vollmer: Heute, zu Beginn der Debatte, hat Herr Bundespräsident Koller davon gesprochen, wie unabdingbar es sei, neues Vertrauen zu schaffen. Ich glaube, diesbezüglich besteht hier in diesem Saal Einigkeit. Wir stimmen sicher auch alle zu, wenn Herr Koller gesagt hat, wir sollten nicht selbstquälerisch im Malaise verharren. Wir meinen aber, dass wir nicht einfach mit schönen Formeln wie «Zusammenrücken» oder «Vertrauen schaffen» davon wegkommen können.
Es wurde schon mehrmals gesagt, man kann nicht die Zukunft gestalten, wenn man nicht bereit ist, auch die Vergangenheit zu bewältigen. Ich muss Ihnen gestehen, dass ich eigentlich nach diesem zu Beginn sehr fulminanten Votum von Bundespräsident Koller enttäuscht war, als ich die ausgeteilte Verordnung heute nachmittag gelesen habe und feststellen musste, dass man mit dieser Verordnung eigentlich wieder in die Vergangenheit zurückfällt, dass man das Problem wieder abwiegelt, dass man Vorbehalte macht, wie wir sie von früher kennen, dass mit dieser Verordnung Interessen – offenbar schützenswerte Interessen von Denunzianten – höher bewertet werden können als das Interesse derjenigen, die bespitzelt wurden. So geht es nicht. So schaffen wir kein Vertrauen.
Immerhin haben wir heute festgestellt, dass jetzt auch der Bundesrat empört ist. Das sind neue Töne. Er hat offenbar gemerkt, dass es nicht einfach ein paar irregeleitete Beamte waren, sondern dass es offensichtlich eine Geisteshaltung war, eine Arbeitsmethode, die zu diesen Unsinnigkeiten, zu diesen Fehlleistungen geführt haben.
Geisteshaltungen, Werthaltungen, die offenbar jetzt untersucht werden sollen, werden ganz wesentlich von der Politik mitgeprägt. Die politische Verantwortung für diese Geisteshaltung, für diese Werthaltung, die uns dieses Malaise beschert hat, ist ganz wesentlich im Parlament und im Bundesrat zu suchen. Aber wir sollen auch hier differenzieren. Es wäre auch da verfehlt, die ganze Schuld auf den Bundesrat und das Parlament abzuwälzen. Ich habe immer gehört und gespürt, dass hier, wenn es darum ging, Werte zu setzen, nach denen die Polizisten marschiert sind, ganz unterschiedliche Meinungen geäussert wurden und keineswegs immer so ganz klare Mehrheiten vorhanden waren. Wer das jetzt wegwischen will, nimmt bewusst den Vertrauensverlust des gesamten Gemeinwesens in Kauf, nur um die eigene Verantwortung zu vertuschen.
Am meisten geprellt muss sich eigentlich die gesamte Verwaltung, müssen sich alle im öffentlichen Dienst Stehenden vorkommen. Dort wurde in den letzten Jahren unter schwierigen Bedingungen – mit gekürzten Budgets, mit Personalstopp unter fragwürdigen Bedingungen, mit Effizienzüberprüfungsschikanen – gearbeitet, und jetzt muss man feststellen, dass die gleichen vorgesetzten Behörden, die das den Beschäftigten im öffentlichen Dienst über Jahre zugemutet haben, es offensichtlich zuliessen, dass man mit Mitteln, mit Geld, mit Beamten Schnüffeltätigkeiten praktiziert, ermöglicht und nichts dagegen gemacht hat.
Für wichtige Staatsaufgaben haben wir in den letzten Jahren keine Mittel zur Verfügung haben wollen. Für das, was in der Bundespolizei geschehen ist, sind immer Mittel geflossen. Da spielte Geld keine Rolle. Da wurden grosszügig Honorare verteilt. Da geht doch etwas nicht auf!
Den Vertrauensverlust der Behörden, die das, was jetzt aufgedeckt wurde, zuliessen und deckten, wird zweifellos das gesamte Gemeinwesen ausbaden müssen. Ich habe diesbezüglich leider noch sehr wenig Einsicht gespürt, geschweige denn Ansätze einer Entschuldigung gehört. Empörung, Herr Bundespräsident Koller, reicht hier nicht aus. Es geht einfach nicht an, dass beispielsweise noch heute die Mitverantwortlichen von gestern mithelfen, die Spuren ihres Unwesens zu verwischen.
Wie erklären Sie sich denn, Herr Bundespräsident, dass in den Fichen, die den Bürgern zur Verfügung gestellt wurden, Eintragungen abgedeckt wurden, für die es weder Informationsschutz- noch Staatsschutzgründe geben konnte, sondern wo die Abdeckung offensichtlich einzig dem Selbstschutz der Bupo zur Vertuschung ihrer unlauteren Handlungsweisen diente? Soll das jetzt so weitergehen? Ist die neue Verordnung die Grundlage für das, was Sie Vertrauen nennen? Wir fragen uns ernsthaft: Wann begreift man endlich, dass wir so nicht weiterkommen können?
Absichtserklärungen, Rückzieher haben wir seit dem letzten November genügend gehört. Wir wünschen jetzt Taten. Wir wünschen jetzt nicht nur Einsicht in unsere Dossiers. Wir wünschen jetzt, dass der Bundesrat, aber auch das Parlament merkt, dass wir nun mutige Schritte machen können. Das Parlament kann sie tun, indem es heute unsere Vorstösse überweist.

M. **Leuba**: La Suisse est probablement le seul pays au monde où l'on conteste la nécessité d'une police qui assure la sécurité de l'Etat et la sécurité des citoyens. Dans le remue-ménage de ces dernières semaines, j'ai entendu à plusieurs reprises comparer la police fédérale à la «Stasi». Si le ridicule tuait, il y aurait un certain nombre de Suisses dont nous devrions déplorer aujourd'hui le décès. C'est non seulement ridicule, c'est surtout indécent car qui, dans notre pays, a perdu la vie à cause de la Police fédérale? Qui, dans notre pays, a été enfermé des semaines ou des mois à cause de cette même police? Il conviendrait tout de même de garder le sens de la mesure. Certains ont prétendu que la Police fédérale tavaillait sans base légale. Sans doute, des recherches un peu rapides leur ont fait perdre de vue l'article 17 de la loi sur la procédure pénale fédérale qui charge précisément le Ministère public d'assurer la sécurité extérieure et intérieure de la Suisse. Cette loi – dois-je le rappeler – a été votée par notre Parlement. Que cette tâche ait été accomplie de manière extensive et regrettable, personne ne le conteste. Mais il faut, là aussi, mettre les responsabilités là où elles sont.
Vous me permettrez de faire quatre remarques.
Tout d'abord, il ne faut pas juger avec les yeux de 1990 ce qu'on a fait en 1970 ou en 1980. C'est une faute classique, les parlementaires devraient au moins éviter de la commettre.
Deuxièmement, prenons un peu de recul. Qui demande constamment une extension de l'Etat, un contrôle accru, un Etat qui doit tout régler et forcément tout contrôler? En tout cas, pas notre parti. La gauche de ce Parlement veut constamment cette extension des pouvoirs de l'Etat et, oh surprise! la police a aussi usé de cette extension des pouvoirs de l'Etat. S'il y a un scandale dans cette affaire – le mot me paraît d'ailleurs largement exagéré – c'est indiscutablement par le travail superflu, souvent inutile et inutilisable qui a été accompli dans le cadre de la Police fédérale. Lorsqu'un conseiller fédéral avoue qu'il découvre des choses inconnues dans son département et qu'il doit aller les voir, accompagné d'un ancien juge fédéral, on prend mieux conscience de l'hypertrophie de cette administration que plus personne ne domine.
Troisièmement, la police de sécurité est chargée de faire de la police préventive. Elle doit donc enregistrer des gens qui n'ont rien fait – ou encore rien fait – mais qui, en raison de leur extrémisme, pourraient quitter les voies de la légalité. C'est ce travail qui doit être fait. La Commission d'enquête parlementaire a d'ailleurs constaté que, d'une manière générale, ce travail avait été bien fait en dépit des erreurs constatées.
Quatrièmement, qui est responsable de définir la menace? A nos yeux, il n'y a pas de doute, c'est le Conseil fédéral. Il ne l'a pas fait. Toutefois, ce matin, un journal nous apprenait que c'était un grand magistrat, Monsieur le conseiller fédéral Ritschard, qui avait demandé qu'on surveille des antinucléaires. Aujourd'hui, on a un peu l'impression que l'on tire sur les lampistes, sur les fonctionnaires de police qui, encore une fois, ont obtenu un *satisfecit* de la commission d'enquête. Au lieu de se lamenter, on aurait dû expliquer clairement aux citoyens à quoi sert la police de sécurité. C'est cela qui est capable de rétablir la confiance, car nos concitoyens, qui sont intelligents, comprennent sans aucun problème que nous avons besoin de sécurité et que la Suisse n'a pas été épargnée par les attentats – que ce soit Würenlingen, ou l'explosion de pylônes de lignes à haute tension, ou certains attentats liés à l'affaire du Jura. Les difficultés que nous avons et que nous vivons nous paraissent avoir été mal gérées et la quittance nous l'avons eue samedi sur la Place fédérale.
Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'un Conseil fédéral qui fixe clairement les objectifs de la police de sécurité et les fait connaître. C'est un Conseil fédéral qui contrôle et qui assume ses responsabilités. Monsieur le président de la Confédération, je ne suis pas d'accord lorsque vous dites que seule la transparence rétablira la confiance du citoyen. La confiance du citoyen sera aussi rétablie quand il aura l'impression que l'autorité politique gouverne dans ce pays, et qu'elle dirige véritablement son administration. Nous ne pouvons pas admettre, aujourd'hui, alors que nous avons besoin d'un Conseil fédéral fort, qu'on prenne à la légère le risque d'avoir une sécurité de l'Etat affaiblie. Nous ne pouvons pas admettre que des politiciens, pour des raisons électorales, n'hésitent pas à mettre en danger la sécurité de leur propre pays.

Reichling: Ich habe hier keine persönlichen Gefühle zum Ausdruck zu bringen, denn ich habe mich bisher nicht darum bemüht herauszufinden, ob über mich eine Fiche besteht oder nicht. Es hat mich bis jetzt auch nicht sehr beschäftigt.
Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei befürwortet auf alle Fälle einen wirksamen Staatsschutz, auch einen Staatsschutz, der vorbeugen kann, nicht nur einen, der bereits begangene Verbrechen ahnden kann. Eine solche vorbeugende Aufgabe kann nur erfüllt werden, wenn beobachtet wird und wenn Daten gesammelt werden.
Es ist reichlich konfus, wenn wir im Bericht der Puk dem Bund vorwerfen, dass er sich für die Drogenbekämpfung auf die amerikanische Drogenabwehr stütze, weil nur sie über die nötigen Daten verfüge, und gleichzeitig verlangen, dass alles verbrannt werde, was bei uns registriert ist. Es sind immerhin 600 000 solche Fichen über Ausländer in dieser Sammlung, wahrscheinlich sehr viele davon im Zusammenhang gerade mit diesem grössten Uebel, dem unser Volk heute gegenübersteht. Es ist also sehr selektiv zu handeln.
Enttäuscht bin ich, dass wir ein schlechtes Instrument angetroffen haben im Rahmen der Aufgaben der Untersuchungskommission, ein Instrument, das gewissen Mitbürgern Unrecht zugefügt hat, das fehlerhaft beschaffen war und in vielen Fällen wahrscheinlich seiner Aufgabe nicht hat gerecht werden können. Auch die Zielsetzung war falsch. Ich möchte mich bezüglich Zielsetzung den Worten von Herrn Kollege Steinegger anschliessen, der das hier sehr deutlich gesagt hat.
Ich bin aber auch etwas enttäuscht über gewisse Absetzbewegungen, die man heute feststellen kann. Man will die Verantwortung auf zwei Departemente abwälzen. Es wäre immerhin darauf hinzuweisen, dass die Quartalsberichte, welche im wesentlichen die Tätigkeit der Staatsschutzorgane vierteljährlich umschrieben haben, allen Bundesräten und allen Polizeidirektoren der Kantone bekannt waren. Die Zielrichtung des Staatsschutzes – nicht die Details, aber die Zielrichtung – war erkennbar und diese Zielrichtung wurde während Jahren geduldet; man hat offenbar nicht gemerkt, dass damit für die kantonalen Polizeiorgane falsche Signale gesetzt wurden. Es erscheint logisch und selbstverständlich, dass sich die Polizeiorgane der Kantone hinsichtlich ihrer Beobachtungsbemühungen nach den Schwergewichten in den Lagebeurteilungen der Bundesanwaltschaft richteten. In diesem Sinne müsste eben die Verantwortung von allen, die die Quartalsberichte einsehen konnten, geteilt werden.
Ich habe schon gesagt, dass wir keine Abschaffung des Staatsschutzes oder der politischen Polizei verlangen. Wir erwarten aber eine Erneuerung an Haupt und Gliedern, wobei das Haupt, der Geist, wahrscheinlich an erster Stelle stehen muss und die Instrumente dann entsprechend gestaltet werden müssen. Wir sind eher etwas enttäuscht über das zögernde Vorgehen, das zögernde Durchgreifen in den letzten Monaten. Wir hätten eigentlich erwartet, dass man sich aufgrund des Puk-Berichtes, der sich nur auf ein Departement beschränkte, in allen sieben Departementen auf die Socken gemacht hätte, um die Archive zu durchstöbern und die Pulte auszuräumen.
Der Bundesrat scheint nun aber auf dem richtigen Weg zu sein, und er geniesst auch unser Vertrauen. Ich bin der Auffassung, dass wir ihm nicht allzu stark ins Handwerk pfuschen, sondern ihn gewähren lassen sollten. Wichtig ist aber, dass er seine Verantwortung wahrnimmt und auch seine Kompetenzen ausschöpft. Ich möchte hier an das Votum von Herrn Leuba erinnern. Das Volk erwartet, dass geführt und gehandelt wird und dass nicht nur offengelegt wird.
In diesem Sinne wird die SVP-Fraktion bei allen Vorstössen den Anträgen des Bundesrates zustimmen.

M. **Longet:** J'ai retenu du discours de M. Koller, président de la Confédération, en début d'après-midi, trois points qui me paraissent particulièrement importants.
Tout d'abord, vous avez admis clairement, Monsieur Koller, la réalité et la gravité des dérapages. Vous avez parlé ensuite de

la nécessité d'établir une base légale et de circonscrire la tâche de la Police fédérale. Enfin, vous vous êtes interrogé sur les causes de ce qui nous préoccupe.
En ce qui concerne la gravité des dérapages, je voudrais vous remercier de ne pas l'avoir minimisée. C'est à juste titre que le peuple suisse est inquiet. Les choses sont très simples, la Commission d'enquête parlementaire les a consignées après sa minutieuse enquête: pendant que M. Gerber faisait apposer son fameux tampon «Ne pas arrêter» à propos de trafiquants notoires, on fichait des milliers et des milliers de démocrates. Il est absolument intolérable, évidemment, que des féministes, des antinucléaires, des syndicalistes, des Jurassiens, des pacifistes ou encore d'autres personnes engagées aient été considérés comme des ennemis de la nation jusqu'en 1990 inclus. Derrière la façade d'institution démocratique qui fonctionnait, fonctionnait tout un appareil militaro-bureaucratique de l'ombre, dont les pires dérapages pouvaient survenir à tout moment. Au vu de ce qui s'est passé, je crois que notre héros national, Guillaume Tell, doit se retourner dans sa tombe.
Comme d'autres l'ont dit, l'avenir n'est envisageable avec sérénité que si tout le passé est véritablement assumé et non pas mis sous le tapis. C'est pourquoi je vous remercie, Monsieur Koller, d'avoir admis la gravité de la situation. Ne tombons pas dans la facilité en voulant oublier trop vite avant d'avoir tout analysé et élucidé.
En ce qui concerne ensuite la tâche qui devrait être celle d'une police fédérale et les bases légales sur lesquelles elle devrait s'appuyer, je dois dire que M. Jeanneret, comme il en a la fâcheuse habitude, s'est livré à une caricature de nos positions. Il est tout à fait évident que le scandale en soi n'est pas qu'il y ait des fiches, c'est la cible de ce fichage massif qui est scandaleuse! Alors que dans le domaine de l'argent sale, des trafics, le laxisme, voire la compromission, sont responsables d'un fichage extrêmement lacunaire et limité et l'on a négligé ce qui aurait dû être suivi et surveillé pour s'occuper de milliers de nos concitoyens! En fait on a inversé les cibles et ainsi perverti le rôle de l'Etat.
Aujourd'hui le problème est de bien définir qui et quoi est concerné par ce type d'intervention. Pour nous c'est tout à fait clair: c'est l'argent sale, l'argent de la drogue, le terrorisme, les groupes qui préparent et qui commettent des actes violents, mais ce n'est en aucun cas l'expression démocratique d'opinions. Une fois cela bien défini, il faut encore baliser au niveau de la forme. Il est absolument évident que le contrôle politique est central, qu'il a été négligé, que la garantie des libertés individuelles est essentielle. Il y a ici tout un travail de réflexion et de réalisation rapide qui est nécessaire. C'est une des lacunes de la législation sur la protection des données qui nous sera proposée prochainement. Collecter des données, cela signifie aussi protéger la sphère privée de ceux qui sont concernés par ces données. Il y a là un équilibre qui a été complètement négligé et qu'il faut aujourd'hui rétablir.
Le dernier point est à mon avis le plus intéressant. Vous vous êtes demandé, Monsieur le Conseiller fédéral, comment cela avait pu se produire, comment on avait pu en arriver là. Je crois que la chose remonte loin. Nous avons pu remonter jusqu'à la guerre froide, mais il n'y a pas que cela et quelques articles bien documentés de la presse nous ramènent jusqu'à la grève générale, et même avant.
En conclusion, notre problème, c'est d'avoir beaucoup de difficultés à admettre une culture de conflits politiques: on ne peut être que pris dans le consensus ou alors un adversaire, donc être rejeté. Nous devons repenser fondamentalement notre philosophie dans ce domaine. Le fichage des mauvais Suisses par les bons est aussi une manifestation d'un manque de culture du débat politique. Nous devons apprendre à gérer le caractère démocratique et légitime des conflits d'opinions, et il est faux de dire que tous ceux qui ne sont pas d'accord n'ont pas leur place légitime dans notre pays. Le sens de la crise actuelle, c'est de retrouver un dialogue avec l'ensemble des forces démocratiques qui existent en Suisse.

Müller-Meilen: Wer unser Land in den letzten drei Wochen aus einiger Distanz betrachtete, musste den Eindruck gewinnen, dass unser Staat völlig aus dem Leim geraten sei. Wir erlebten die Entfesselung der Hemmungslosigkeit, die Hochkonjunktur der Ueberreaktionen auf den verschiedensten Seiten und den Verlust dessen, was man diesem Volk einst als politische Tugend anrechnete: Nüchternheit, das Auge für das richtige Mass, den Sinn für die politischen Realitäten einst und jetzt.
Die Gefahr besteht, dass wir erneut in einem politischen Grabenkrieg landen, der schon das Erkennen der Probleme behindert und ihre Bewältigung blockiert. Wir werden von künftigen Generationen nicht an den Emotionsstössen gemessen, die wir jetzt von uns geben, sondern an den Taten, die wir zur Bewältigung der Krise unternehmen. Fehler erkennen sollte eine Herausforderung zu ihrer Bewältigung sein. Den Löffel hinschmeissen und sich von der Aufgabe, der Verantwortung und von den Jubiläumsanlässen zurückziehen ist im Grunde nichts anderes als eine pubertäre Reaktion, auch wenn sie von seiten der Elite der Kulturschaffenden kommt; dann sogar ganz besonders.
Die Fichenaffäre und die Una-Diskussion und ihre Bewältigung sollten vielmehr von folgenden Feststellungen und Richtlinien ausgehen:
1. Die Zahl der Fichen stand in keinem Verhältnis zur eigentlichen Bedrohung. Mit dem Sammeln der Daten ist quantitativ gewaltig übertrieben worden.
2. Das auf den Fichen gesammelte Material ist zum Teil mit dem Freiheitsverständnis eines liberalen Rechtsstaates nicht unter einen Hut zu bringen. Die Ausübung demokratischer Rechte darf nicht Anlass zu Eintragungen sein.
3. Es hat an den nötigen Richtlinien und an der nötigen Kontrolle der Bundespolizei und der Una durch Bundesrat und Parlament gefehlt. Deshalb war es möglich, dass teilweise dilettantische, aufgrund überholter Vorstellungen angelegte Karteien nicht vernichtet wurden.
4. Ein eingegrenzter Staatsschutz und ein qualifizierter Nachrichtendienst sind auch in der heutigen Zeit unerlässlich, denn die Neigung extremer politischer Gruppen zur Gewalt hat nicht nachgelassen – ich empfehle Ihnen eine Besichtigung des Sitzungszimmers 3, das stark demoliert wurde. Sie sind aber auch nötig für die Bekämpfung des Terrorismus, des Drogenhandels und internationaler Verbrecherorganisationen.
5. Die Verwaltung darf künftig im Bereich Bundespolizei und Nachrichtendienst kein unkontrolliertes Eigenleben mehr führen. Sie muss gemäss einschränkender Richtlinien und unter Aufsicht des Bundesrates und eines permanenten kleinen Parlamentariergremiums arbeiten. Das Ausmisten alter Karteien soll unter Mitwirkung einer parlamentarischen Untersuchungskommission erfolgen. Auch der nicht kleine Romantikteil in den Abwehrszenarien der Una sollte radikal zurückgeschnitten werden.
Eine letzte Bemerkung. Wir sollten die Zeit der gegenseitigen Anklagen, ja Beschimpfungen und Unterstellungen überwinden oder wenigstens den Ewiggestrigen überlassen. Bundesrat und Bundesversammlung haben die politische Führung wieder zu übernehmen. Die Ausführungen von Bundespräsident Koller zu Beginn des Nachmittages haben mich überzeugt, dass der Bundesrat den richtigen Weg eingeschlagen hat. Vieles bleibt aber für die Regierung und das Parlament noch zu tun.

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 19.35 Uhr
La séance est levée à 19 h 35

Zweite Sitzung – Deuxième séance

Dienstag, 6. März 1990, Vormittag
Mardi 6 mars 1990, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

Persönliche Vorstösse in Zusammenhang mit dem Puk-Bericht (89.006)
Interventions personnelles relevant du rapport de la CEP (89.006)

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 185 hiervor – Voir page 185 ci-devant

---

2. Fichen und Akten der Bundespolizei
Fichiers et dossiers de la Police fédérale

Fortsetzung – Suite

Dünki: Böse Zungen behaupteten, unser Staatsschutz sei etwa ähnlich organisiert wie derjenige im alten Rom oder diejenigen im Osten. Das ist ja fast eine Beleidigung für die östlichen Staatssicherheitsdienste. Jene waren nämlich richtig organisiert. Oestliche Staatssicherheitsdienste haben systematisch kontrolliert; sie verfügten über ein wirksames Zwangsspitzelsystem. Bei Verdacht wurde etwas unternommen: Verhaftung, Folter, manchmal sogar Versenkung oder Mord. Bei wichtigen Personal- und anderen Entscheiden sprach die Staatssicherheit ein gewichtiges Wort mit. Das war bei uns gottlob nicht der Fall.
Bei uns ist die Staatssicherheit aber auch ein Sonderfall – nämlich ein fachlicher Unfug. Da wurden Karteien angelegt und dann aufgegeben. Vernichtet wurden sie nicht, weil offenbar niemand den Mut zu einem Entscheid hatte. Nützen tun sie aber auch nichts; sie schaden eigentlich, weil veraltete Informationen zu Fehlschlüssen führen. Diese Gefahr war allerdings bei uns nicht sehr gross, da ja scheinbar niemand etwas von den Fichen wusste! Da werden richtige und falsche, wichtige und belanglose Informationen gesammelt und eingetragen, aber ausgewertet und weitergeleitet wurden sie selten. Das war eine Geheimhaltung bis zur Nutzlosigkeit – vielleicht zu unserem Glück!
Unkoordiniert wurden da und dort Daten gesammelt, von denen weder die anderen Datensammler noch die Entscheidungsträger etwas wussten.
Was soll das nützen? Wie sollte im Ernstfall richtig reagiert werden, wenn keiner eine vollständige Information hatte? Wie soll da eine saubere Beurteilung möglich sein? Da ist es doch wahrscheinlich, dass der Bundesrat in Unkenntnis von Tatsachen falsche Mitarbeiter eingestellt hat.
In dieser Lage muss man klare Schlüsse ziehen:
1. Wir haben erkannt, dass unser Staatsschutz mangelhaft ist. Er muss besser organisiert, straffer geführt, wirksamer eingesetzt und laufend und demokratisch überprüft werden. Wahrscheinlich kann man den Sicherheitsdienst verkleinern. Aber nach der Meinung der EVP braucht es auch in Zukunft einen Staatssicherheitsdienst. Es gibt immer noch Feinde unserer Gesellschaft – wir haben das schon mehrfach gehört –: Terroristen, Drogenmaffia, Rechts- und Linksextreme, Umstürzler, internationale Verbrechersyndikate in der Wirtschaft und in anderen Bereichen, die in der Schweiz agieren oder vom Ausland her operieren.
2. In der Bundesverwaltung herrscht scheinbar nicht Personalmangel, sondern Führungsschwäche – das hat uns die ganze Fichenangelegenheit gezeigt. Es geht heute nicht an, die sogenannten kleinen Schnüffler, diejenigen, welche getreulich und peinlich ihren Auftrag erfüllt haben, zu verurteilen oder sogar zu verachten. Wenn in den oberen Etagen keine klaren Weisungen erteilt und keine laufenden Ueberwachungen vorgenommen werden, muss es schieflaufen. Schuld an dieser Misere ist auch der Bundesrat, der sich scheinbar nie richtig um den Staatsschutz gekümmert hat. Das ist nicht nur peinlich; das ist meiner Meinung nach eine grobe Fahrlässigkeit.
Scheinbar hat der Bundesrat nicht gerade Glück in der Auswahl seiner vertrautesten Mitarbeiter. Sie hätten die hohen Herren aufmerksam machen sollen, was auf diesem Gebiet vor sich geht. Mir kann niemand weismachen, dass alles, was jetzt im Bereich des Staatsschutzes passiert und ausgekommen ist, sich im stillen Kämmerlein abgespielt hat. Viele haben davon gewusst; aber niemand hatte den Mut zum Handeln oder wenigstens zum Informieren.
Das muss nachdenklich stimmen. Hier müssen personelle Konsequenzen gezogen werden. Es sind nicht die richtigen Leute am richtigen Ort. Hoffentlich nimmt der Bundesrat seine Verantwortung jetzt wahr und zieht in den Chefbeamtenpositionen die richtigen Konsequenzen. Es darf nicht vorkommen, dass man einmal mehr die «Kleinen» hängt und die «Grossen» laufen lässt.
Wichtig scheint mir noch, dass die Schweiz möglichst bald den ganzen Staatsschutz von Grund auf neu überdenkt und neu organisiert, und da muss man auf dem Personalsektor anfangen.

M. **Frey** Claude: En préambule, je déclare que je préside l'Institut suisse de police et que j'irai à contre-courant. Qu'on me comprenne bien, il n'est pas question de nier les abus, les excès en matière de fichiers, ni de nier la crise, car crise il y a. Mais je voudrais dire ici ma déception et mon inquiétude.
Ma déception est due à l'attitude du Conseil fédéral qui ne conduit pas, n'assume pas mais subit la crise. Pris dans la tourmente, notre gouvernement fait des déclarations en général en retard d'un événement. Il fait sauter un fusible, il met en congé le chef de la Police fédérale dont on louait peu auparavant toutes les qualités. Or, Monsieur le Président de la Confédération, cette mesure est injuste. Car, au-dessus de M. Peter Huber, il y a le Conseil fédéral dans sa pérennité.
M. Kurt Furgler a vu tout le fichier et il a lu des fiches. Maintenant, il fait une ballade en amnésie! Je souhaite sereinement, objectivement, non pour régler des comptes mais pour fixer les responsabilités, que la Commission d'enquête détermine bien qui a donné les directives, qu'elles soient orales ou écrites, et qui savait exactement ce que contenaient les fichiers.
La mise en congé du chef de la Police fédérale est injuste aussi parce que des démarches pour apprécier à nouveau le risque à la lumière des derniers événements de politique internationale ont été faites, et il n'y a pas eu de suite. Injuste cette mesure l'a été enfin parce qu'on ne dit jamais qu'en 1990, donc cette année, avec l'informatisation, était prévu l'assainissement de ces fichiers en tenant compte de la loi en discussion sur la protection des données.
Après ma déception, je voudrais dire maintenant mon inquiétude. Le Conseil fédéral ne remplissant pas sa mission de chef qui assume et agit, l'administration se sent lâchée, abandonnée. C'est le cas aujourd'hui du Ministère public et de la police. J'ai sous les yeux la lettre que la Fédération suisse des fonctionnaires de police vous a adressée, Monsieur le Président de la Confédération, le 23 février. On y lit l'inquiétude de fonctionnaires qui ont rempli leur mission dans le cadre du mandat assigné par l'autorité politique. Comment voulez-vous que ces fonctionnaires, ayant été exposés à la vindicte populaire, puissent maintenant bien faire leur travail dans la lutte contre la drogue, le terrorisme et le grand banditisme? Il ne

s'agit pas de démobiliser et de démanteler des services en allant trop loin.
Mais cette inquiétude gagne aussi le Département militaire fédéral, en particulier les services de renseignements. Or, ceux-ci ne valent que par la qualité de leurs sources qui seront très rapidement taries si le secret n'est pas garanti. Au moment où l'on va créer une commission d'enquête parlementaire pour ce département, une déclaration rapide et claire s'impose sur ce point. Il faut très vite lever le doute, il faut, là aussi, mettre fin au pourrissement de la situation.
Dans ce contexte, une certaine presse se déchaîne pour obtenir le scoop. Or, j'ai aussi le mien: j'affirme ici que le *Blick* a offert 10 000 francs pour obtenir des informations concernant les services de renseignements du Département militaire fédéral, c'est-à-dire, en réalité, pour obtenir des levées de secrets de fonction. Cela est-il du journalisme d'investigation? C'est de la chasse aux sorcières, du maccarthysme à l'envers.
En conclusion, je suis d'avis que c'est dans l'adversité que l'on peut mesurer la valeur d'une autorité politique. Or, le Conseil fédéral se trouve en plein dans l'adversité; à lui maintenant de montrer sa valeur et, pour cela, il faut qu'il assume et qu'il agisse rapidement afin de supprimer les excès et, surtout, de redonner confiance à ceux qui sont au front pour les missions que l'autorité politique a assignées à ses services.

Ott: Die ausführliche Stellungnahme des Gesamtbundesrates zu Beginn der gestrigen Sitzung hat mir die Hoffnung gegeben, dass wir in der Schweiz und in diesem Parlament vielleicht doch noch den Rank finden, um diese Angelegenheit im Konsens zu lösen und sie damit zu überwinden, so wie im Vorjahr die Puk ihre Aufgabe im Konsens aller Parteien und zur Zufriedenheit des ganzen Parlaments und des Bundesrates gelöst hat. Es wäre höchste Zeit, denn diese Affäre hat unserem Land wohl mehr Schaden zugefügt, als zunächst befürchtet worden ist.
Die Schweiz war bisher in der Welt – neben etlichen Pluspunkten, die wir auch nicht vergessen wollen – u. a. bekannt durch ihre Banken und gewisse damit verbundene Negativpunkte wie z. B. Fluchtgelder ausländischer Diktatoren; aber sie war bisher noch nie bekannt als Polizeistaat mit ans Totalitäre grenzender Bespitzelung einzelner Personen. Im Gegenteil! Sie war zu ihrer Gründungszeit und in den Jahren danach bekannt als ein Hort der Freiheit inmitten von absolutistischen Herrschaften. Das Image eines Staats in der übrigen Welt ist ein wichtiger Teil seines politischen Kapitals, und unser Image in der Welt fängt an, in eine bedenkliche Richtung zu driften.
Aber das Entscheidende begibt sich im Innern unseres Landes. Ich habe mich davon überzeugen lassen, dass der Eindruck der letzten Ereignisse auf den Bürger nicht einfach wieder auf einem Hochspielen durch die Medien beruhte. Nein, sondern die Eidgenossenschaft ist eine Staats- und Gemeinschaftsform des Vertrauens. Das zeigt sich in sehr vielen Aspekten unseres politischen Instrumentariums und unseres politischen Brauchtums. Das zeigt sich z. B. in der direkten Demokratie.
Es gibt keine materiellen Schranken der Verfassungsrevision. Man hat Vertrauen in die Vernunft des Volkes. Es zeigt sich in der ausschliesslichen Auslegung der Verfassung durch das Parlament. Es gibt kein Bundesverfassungsgericht dafür, sondern man vertraut auf die Loyalität des Parlamentes.
Es zeigt sich im Minderheitenschutz, es zeigt sich im freiwilligen Proporz, es zeigt sich in so vielen Facetten, Bräuchen, Verfahrensweisen, die wir als typisch eidgenössisch empfinden und die mit Vertrauen zu tun haben. Wir haben keine Staatsideologie, aber wir haben ein Netz des Vertrauens, das zwar häufig stark strapaziert wurde und wird, aber letzten Endes doch immer wieder hält. Wir vertrauten in diesem Land bisher darauf, dass wir auch in schwierigen Lagen und Konflikten letztlich doch wieder auf menschliche Weise miteinander zurechtkommen können.
Wer aber an das Vertrauen rührt, der rührt an den Nerv, an die Substanz unseres eidgenössischen Gemeinwesens. Und diese Fichengeschichte ist quasi ein Generalangriff auf das Vertrauen; darin liegt ihre Bedeutung. Wie kann ich denen Vertrauen entgegenbringen, die mir Misstrauen entgegenbringen? Das ist es, was der Bürger empfindet, was er empfand, als er erfuhr, dass Zigtausenden seiner Mitbürgerinnen und Mitbürger mit Misstrauen begegnet wurde.
Ich verteile keine moralischen Zensuren; das liegt mir nicht, obwohl oder vielleicht gerade weil ich einmal zehn Jahre lang Pfarrer gewesen bin. Aber ich möchte dafür plädieren, dass diese Zusammenhänge erkannt werden, und ich möchte feststellen: Hier ist uns Schweizern Umkehr geboten, und zwar rasch und radikal, ohne Zögern und ohne Vorbehalt!

M. **Theubet:** Permettez-moi, dans ce débat sur les fichiers, d'apporter un éclairage supplémentaire, en faisant état de l'impact qu'a eu la révélation d'un fichier spécial sur le Jura dans mon canton.
Si la découverte de ce fichier datant de 1963 n'a surpris qu'à moitié les Jurassiens, elle les a, en revanche, indignés lorsqu'ils ont appris que ces fiches étaient classées dans un dossier consacré aux extrémistes. Alors que l'on peut admettre la tenue de fiches de renseignements à l'époque la plus chaude du conflit jurassien, notamment des actes de violence du Front de libération, on a par contre peine à comprendre pourquoi des fiches ont encore été établies après 1976, au moment où l'Assemblée constituante a été élue et, à plus forte raison, après l'entrée en souveraineté du canton, en 1979. Le fait que les dernières inscriptions datent de 1980 a particulièrement choqué.
Or, j'ai lu hier dans un quotidien romand que le fichier concernant le Jura a été interrompu en 1965, et non en 1980. La différence est de taille pour nous, Jurassiens. Qu'en est-il au juste, Monsieur le Président de la Confédération? Certains de mes concitoyens s'étonnent que leur patriotisme ait été assimilé hâtivement à la subversion. Il est gênant de penser que ceux-ci aient pu subir des préjudices au seul regard de leur engagement patriotique.
Fort opportunément, le Conseil fédéral a rappelé que des possibilités de réparation existent pour les lésés, sous certaines conditions, bien sûr. Pour d'autres de mes concitoyens, le vrai problème est politique. Ce fichier prouve que la Confédération a eu une attitude partiale dans le dossier jurassien et que, par conséquent, l'honneur de tout un peuple s'en est trouvé blessé et qu'il serait peut-être encore temps de réparer l'erreur. Tout cela démontre que l'on ne nous a pas fait confiance. Ainsi peut se résumer l'état d'esprit dans le Jura au lendemain de ces révélations.
Toutefois, avant de porter un jugement définitif, il est nécessaire de savoir la teneur exacte de ce fichier. Il s'agit d'avoir une vue d'ensemble et non d'éplucher chaque fiche, les droits de la personnalité devant être sauvegardés.
Présentement quelques questions agitent encore l'opinion publique. Le Conseil fédéral devrait apporter des éclaircissements sur les points suivants: Quelles ont été les raisons de maintenir le fichier Jura au-delà de 1978, si tel a bien été le cas? Quelle est la nature des informations qui y sont contenues? Quelle utilisation en a-t-on faites? Des réponses qui seront apportées à ces questions dépendra la justification d'autres démarches du gouvernement jurassien auprès des autorités fédérales.
Pour l'heure, j'ai appris avec satisfaction que les personnes touchées peuvent prendre connaissance des données les concernant, tout comme je suis rassuré de savoir que le fichier Jura est maintenant sous la garde de M. Haefliger, médiateur au Ministère public de la Confédération. Il me reste à souhaiter que les autorités jurassiennes soient associées de près aux décisions relatives à la destination finale de ces fiches.
Pour terminer, j'aimerais dire que je ne partage pas l'avis de ceux qui prétextent l'affaire des fichiers pour appeler au boycott des manifestations du 700e anniversaire de la Confédération, pour la simple raison que la crise de confiance que nous traversons a davantage besoin de dialogue et de compréhension récriproque que de bouderies et de ressentiment pour être résolue. La démocratie vit de participation, même si le coeur n'y est pas toujours.

Euler: Gestatten Sie mir, Ihnen themenübergreifend zu den neuesten Enthüllungen betreffend die Arbeitsweise der Bun-

desanwaltschaft und der Una ein persönliches Betroffenheitserlebnis aus dem Jahre 1983 kurz darzulegen, das den Umkreis der Una und der Bundesanwaltschaft tangiert.
Einige Fakten ohne Details: Im Sommer 1983 trat in Basel ein anonymes Pro-Atomkraft-Komitee, das sich «Arbeitsgemeinschaft besonnenes Basel» nannte, mit 200 000 Flugblättern an die Oeffentlichkeit und verbreitete gerichtlich verbotene Verleumdungen über Basler AKW-Gegner im Zusammenhang mit der Nowosti-Affäre. Nach internen Recherchen konnte der verantwortliche Präsident des obskuren Vereins eruiert werden. Es war ein gewisser R. M., Hauptmann der Schweizer Armee und als Geheimdienstchef, scheinbar unter dem Tarnnamen «Kaspar», unter Oberst Bachmann in der Una tätig. Es handelt sich um denjenigen Geheimdienstler, der vor einer Woche in Presse und Fernsehen anonyme Enthüllungen zur Arbeitsweise der Una machte. Der Geheimdienstler R. M. liess im August 1983 den AKW-Gegner und Nationalrat Euler durch einen Ausländer bespitzeln, in der Hoffnung, ein negatives Persönlichkeitsprofil zu erhalten. Es kam zudem noch aus, dass M. beabsichtigte, Nationalrat Euler an Leib und Leben zu bedrohen.
Nach Bekanntwerden dieser Drohungen erstattete ich sofort Strafanzeige bei der Staatsanwaltschaft Basel-Stadt und übermittelte bekannte Fakten gleichzeitig an die Bundesanwaltschaft. Eine Korrespondenz mit Bupo-Chef Peter Huber ist aktenkundig. Dieser Vorgang ist auch auf meiner persönlichen Fiche an der Taubenstrasse registriert, die Dossiers hierzu sah ich hingegen nicht.
Es war Herbst 1983 geworden. Die eidgenössischen Wahlen standen an. Ich musste an zwei Wahlveranstaltungen unter Polizeischutz antreten. Die Strafuntersuchung kam nur schleppend voran, obwohl der mich bespitzelnde Ausländer aussagte (nach Protokoll): «M. entwickelte schlimme Ideen. Er sagte z. B., man müsse ein paar Leute organisieren, dass Euler beim Reden oder bei einer Kundgebung behindert werde oder nicht erscheinen könne, eventuell könne er einen Unfall erleiden oder zusammengeschlagen werden.» Diese M. zugeordneten Aussagen passen besonders heute gut ins Bild, nachdem M. über die gewalttätigen Uebungen der Una-Spezialeinheiten ausgepackt und auch von «silent killing» gesprochen hat.
Die schleppende Strafuntersuchung ist vermutlich auch auf Bundespolizeichef Peter Huber zurückzuführen. Er schrieb mir Ende August 1983, dass die Hinweise auf die Aktivitäten des R. M. überprüft würden. Es geschah aber nichts. Es konnte gar nichts geschehen, da Huber gleichzeitig Chef der Abteilung Abwehr EMD und besagter Una-Hauptmann R. M. ihm bestens bekannt war. Der Geheimdienstschleier senkte sich. Daraus kann geschlossen werden, dass Bupo-Chef Huber eine kantonale Strafuntersuchung behindert hat. Die Strafuntersuchung ist mangels Beweisen nach Monaten erst eingestellt worden. Das Opfer, ich selbst, musste zudem die Anwalts- und Gerichtskosten bezahlen. Die Auftraggeber von M. blieben im dunkeln. Heute könnte gar nicht ausgeschlossen werden, dass sich solche Auftraggeber im weiteren Umkreis der Una tummelten. Sollte sich derartiges im Laufe der Zeit abzeichnen, würde ich den Bund für Schadenersatz belangen.
Dieses persönliche Erlebnis vor sechseinhalb Jahren, das ich damals nicht an die grosse Glocke hängte, zeigt mit erschreckender Deutlichkeit offensichtliche politisch-wirtschaftliche Verflechtungen mit der geheimdienstlich-militärischen Sphäre, Verflechtungen, die in letzter Konsequenz zu kriminellen Aktivitäten führten, die vor nichts zurückschreckten.
Das ist eine traurige Bilanz eines kritischen Staatsbürgers. Es ist höchste Zeit, den Riegel zu schieben!

Bonny: Der Ausgangspunkt dieser Debatte ist klar. Niemand in diesem Saal verkennt, dass der Staatsschutz, so wie er in den letzten Jahren praktiziert wurde, teilweise überbordet hat. Es kam zu bedauerlichen Missbräuchen. Verfassungsmässige Grundrechte der Bürger wurden verletzt. Hier muss und wird auch Remedur geschaffen werden.
In diesem Zusammenhang gibt es nun aber noch einen anderen Aspekt, der in der bisherigen Debatte praktisch überhaupt nicht zur Diskussion gekommen ist, ein Aspekt, der weite Teile der Bevölkerung beunruhigt. Ich meine, die erschreckende Brutalität der Ausschreitungen am Rande der «Antischnüffeldemonstration» vom letzten Samstag. Vermummte Chaoten – «Der Bund» hat sie auf etwa 200 geschätzt – haben wie die Vandalen in dieser Stadt gewütet, haben Autos verbrannt, haben Polizisten angegriffen und verletzt, haben Brandsätze in Häuser geschleudert, sind in die Räume der Bundespolizei eingebrochen und haben dort offenbar Dokumente behändigt. Diese verbrecherische Aktion war nicht spontan; sie war nicht nur brutal, sie war auch äusserst raffiniert organisiert und konzipiert. Sie zielte offensichtlich – leider mit einem gewissen Erfolg – darauf ab, die Bevölkerung einzuschüchtern, ihr zu zeigen, dass die Behörden gegenüber dieser Gewaltform machtlos sind und dass die Bürger nicht mehr auf den Schutz unseres Staates zählen können.
Das – und nicht der überholte kalte Krieg – sind moderne Formen der Bedrohung unseres Staates und seiner Bürger. Es ist eine Ironie des Schicksals, dass uns ausgerechnet am Rande einer Demonstration, an der die Abschaffung der politischen Polizei und des Staatsschutzes gefordert wurde, mit letzter Deutlichkeit die Notwendigkeit eines modernen Staatsschutzes und des Schutzes der Staatsbürger vor Augen geführt wurde.
Ich habe gelesen, dass sich Referenten an der Demonstration – ich denke da an Herrn Nationalrat Hubacher, aber auch an Herrn Professor Adolf Muschg – von diesen Ausschreitungen distanziert haben. Ich nehme ihnen das ohne Vorbehalte ab. Wie steht es aber mit dem Verantwortlichen des organisierenden Komitees «Schluss mit dem Schnüffelstaat», Herrn Jürg Frischknecht? Einen Tag vor der Demonstration hat Herr Frischknecht mit einem Artikel in der «Wochenzeitung» unter dem Titel «Gehen wir zur Bupo, bevor sie zu uns kommt» operiert. Und siehe da, sie sind zur Bupo gegangen. Ein zweites Zitat aus diesem Artikel; Frischknecht schreibt: «Wie heftig oder wie lasch der Nationalrat in der kommenden Woche die politische Polizei verteidigen wird, hängt ohne Zweifel davon ab, wie viele an diesem Samstag an der nationalen Kundgebung in Bern den Parteien den Tarif erklären.» Wir kennen jetzt diesen Tarif. Frischknecht hat dann dem «Bund» gegenüber erklärt: «Unsere Kundgebung ist absolut friedlich verlaufen. Trotzdem müssen wir aber akzeptieren .... » – akzeptieren – « .... , dass auch jene, die Gewalt anwenden, Schweizer sind, die mit dem Staat nicht einverstanden sind.» Kommentar überflüssig! Ich möchte höchstens sagen: Da stiehlt sich einer klammheimlich aus seiner Verantwortung.
Ich komme zum Schluss. Die Behörden, wir alle – Parlament, Bundesrat, Verwaltung – stehen vor einer klaren Verantwortung diesen neuen Bedrohungsformen gegenüber. Wir sind unter anderem aufgerufen, diesem terroristischen «Mummenschanz» effizient zu begegnen. Ich meine Vermummungen, die einzig und allein deshalb gemacht werden, um unerkannt kriminelle Handlungen zu begehen. Wir haben ohne Wenn und Aber die Sicherheit der Demokratie, die Sicherheit der Bürger zu gewährleisten. Das ist die neue Aufgabe des Staatsschutzes. Auch dabei – das möchte ich betonen – müssen wir aufpassen, dass in der Praxis nicht überbordet wird. Deshalb brauchen wir ein Staatsschutzgesetz, das differenziert abwägt zwischen dem Sicherheitsanspruch unserer Demokratie und unserer Bürger einerseits und den politischen Grundrechten der gleichen Bürger andererseits.

M. **Spielmann:** Nous avons appris et nous apprenons chaque jour que dans ce pays des centaines de milliers de citoyens intègres ont été victimes, durant des décennies, d'un climat de suspicion et de délation, leur seul tort étant d'avoir utilisé les droits démocratiques pourtant reconnus par la constitution. Enregistrés à leur insu, ils ont été désignés comme traîtres, ennemis, indignes de confiance par un incroyable réseau de mouchardage de la Police fédérale, mis en place et entretenu par le pouvoir politique.
Que l'on ne vienne pas aujourd'hui parler de sécurité de l'Etat! L'amalgame qui est fait entre le citoyen qui exprime son opinion et les délinquants, les criminels ou les poseurs de bom-

bes est tout simplement inacceptable. Il n'est pas question de supprimer la police et la protection des citoyens. Ce qui est en cause, c'est le rôle de la police politique, l'exploration des consciences, les discriminations, les exclusions. Nous avons démontré au cours des récents débats que le climat de suspicion issu de la guerre froide était vraiment à rejeter.
Hier, M. Jeanneret est intervenu à propos de la protection de l'Etat et du respect des libertés individuelles. Je lui répondrai qu'il n'est bien sûr pas question de limiter la protection de l'Etat mais, par contre, qu'en ce qui concerne les libertés individuelles, nous avons d'autres conceptions que les siennes.
Le fichage – on le sait aujourd'hui avec les découvertes de nombreux documents – est devenu une véritable institution dans ce pays. Il ne s'agit pas seulement de la police politique mais d'une véritable psychose générale. Il existe des fichages privés.
Je voudrais savoir aussi quelles sont les relations entre ces officines privées, celle de M. Cincera et celle du Comité d'action civique qui a mouchardé des citoyens de ce pays, financées par les entreprises, tenant de véritables fichiers sur l'ensemble du personnel informant ensuite les employeurs sur les mentalités ou les opinions des personnes. Je cite ici des fiches qui ont été transmises à de grandes entreprises de notre pays, par exemple celle qui concernait une personne en train de postuler: on la traitait de difficile, irrégulière, malpropre, socialiste. Ces officines privées sont aussi en mesure, disent-elles, de contrôler l'ensemble du personnel, de ficher chacun et, par exemple, d'envoyer des informations quand il s'agit de renouveler les commissions au sein des entreprises ainsi que d'embaucher du personnel. Il y a aussi ici des documents que nous avons retrouvés qui ont servi à licencier des personnes simplement à cause de leurs opinions politiques.
Tout cela ne fait pas partie de la protection de l'Etat et encore moins des libertés individuelles. Pourtant, dans ce Comité d'action civique, on retrouve beaucoup de personnalités provenant des mêmes milieux que M. Jeanneret, par exemple du Parti libéral. Il y a un grand nombre de personnes dans le comité directeur de ces comités ainsi que des personnes qui sont aujourd'hui encore assises au Conseil national et qui faisaient partie de ce Comité d'action civique qui livrait des informations aux entreprises. Donc, il faut bien sûr supprimer les fichages, mais rien ne sera résolu sans que soit mis un terme à leur but même.
L'imbrication des pouvoirs économiques et politiques est en cause, comme le démontrent – si cela était encore nécessaire – les différentes fiches que j'ai énumérées tout à l'heure. Ce qui est en cause aussi, c'est précisément la volonté de supprimer toutes les différences, de renoncer à développer par la démocratie l'esprit critique des citoyens et, en gros, de mettre au ban de la nation tous ceux qui ont comme simple tort d'intervenir pour tenter de modifier la situation.
Alors, indemniser les victimes serait trop simple. Rien de pourra être absous simplement avec de l'argent. Comment mesurer en effet le tort moral, les dégâts résultant de ce climat de suspicion? Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est d'abord la transparence mais aussi et surtout introduire une nouvelle mentalité, supprimer l'exploration des consciences et les discriminations. Ce temps est désormais révolu. A voir les interventions à cette tribune, il s'agira encore de lutter pour permettre réellement à chacun ici de faire le nécessaire examen de conscience sur ce qui s'est passé mais aussi et surtout d'introduire une nouvelle donnée politique et de développer partout la démocratie.
C'est dans ce sens que j'espère que les travaux de la Commission d'enquête parlementaire pourront être menés mais, encore une fois, je n'ai pas beaucoup d'illusions quant à une commission d'enquête composée de parlementaires et de représentants de partis qui sont en définitive responsables de l'ensemble de la situation qui inquiète aujourd'hui les citoyens suisses. Pour faire véritablement la transparence, il faut donner la parole aussi à ceux qui ont été victimes de ces actes et leur donner la possibilité de faire la lumière, de voir ce qui se passe dans ces fichiers. Le temps des secrets est révolu, tout comme celui de l'exploration des consciences. Aujourd'hui, on exige plus de démocratie et plus de transparence.

M. **Couchepin:** C'est sans doute dans la nature des choses que le débat que nous menons ne soit pas très innovatif. Les arguments sont connus, de même que les contre-arguments, même s'il y a quelques points sur lesquels tout le monde tombe d'accord.
Le premier est le plus évident, c'est que le système n'a pas bien fonctionné. Une sorte de tumeur s'est constituée qui a grandi, à l'abri des regards du grand public, des citoyens, mais aussi, ce qui est infiniment plus grave, à l'abri des regards du monde politique et plus spécialement du Conseil fédéral, et même de ceux qui furent en charge du Département de justice et police.
Il y a divergence en revanche sur la nature de la tumeur. Est-elle cancéreuse, les métastases s'étendent-elles à l'ensemble de l'Etat comme le prétendent les partisans du slogan de l'Etat renifleur ou la tumeur peut-elle être liquidée par une opération bien conduite, comme nous le pensons?
Il y a aussi divergence, bien sûr, quant à l'origine de la tumeur. Pour une partie de la gauche, le système a mal fonctionné parce que l'adversaire était au pouvoir et que, par définition, l'adversaire est douteux. Ils oublient que plusieurs départements de police cantonaux sont solidement en main socialiste. Des corps de police cantonaux ont une tradition socialiste, ce qui n'est pas un reproche, mais une constatation. Ceux-ci n'ont pas été les derniers à alimenter le fichier central de renseignements de tout ordre, y compris de renseignements inutiles.
Je suis d'avis que la cause de la tumeur réside ailleurs. Il faut la chercher plus loin que dans des explications partisanes. Elle réside sans doute dans notre culture et peut-être même dans notre imaginaire social. La vision de la Suisse que nous avons entretenue a été longtemps celle d'un pays bucolique et champêtre, de consensus, loin des grands conflits. Dans cette conception, celui qui ne participe pas à la fête est un original, peut devenir un dangereux original. Celui qui s'éloigne est suspect. La police, petit à petit, a confondu originalité, esprit critique avec risque politique. Et comme le monde politique s'intéressait peu ou pas du tout à ce qui se passait à la Police fédérale, la tumeur a pu se développer. On a confondu parfois déviance avec originalité politique.
Fort heureusement, on n'a pas fait que cela. Il serait injuste d'oublier que, pendant toutes ces années, cette même police a aussi fiché de véritables criminels. Elle a facilité l'arrestation d'espions, empêché d'agir des terroristes. Mais elle a été, et c'est tout l'objet du débat actuel, trop loin. On se rend compte aussi que cette police a manqué une partie des formes nouvelles de criminalité.
Le monde politique, nous les députés, devons prendre conscience aujourd'hui de l'erreur que constituait notre indifférence. Nous devons corriger la trajectoire, réparer les erreurs commises. Pour le futur, dans cet esprit, le groupe radical préconise l'adoption d'une loi sur la sécurité de l'Etat et du citoyen. Cette loi devra aussi régler, ce qui nous paraît essentiel, les rapports sous cet angle entre la Confédération et les organes de police cantonaux. Elle doit permettre un débat, et c'est peut-être son intérêt principal. Même si elle devait provoquer un référendum, ce serait tant mieux, il faut que le peuple puisse juger sur des critères objectifs.
De grâce, si nous nous sommes trompés en voyant dans le passé la Suisse comme un pays bucolique, à l'abri de tout, il ne faut pas, aujourd'hui, être naïf et croire que l'on peut établir une Police fédérale bucolique et champêtre. Ce monde reste dangereux. Nous avons besoin, non seulement pour demain mais pour aujourd'hui déjà, d'une police efficace qui jouisse de la confiance de la population. Chaque jour, par exemple, des avions quittent ce pays. Il est donc nécessaire que les responsables des compagnies aériennes puissent bénéficier de renseignements permettant d'assurer la sécurité de tous nos compatriotes qui prennent l'avion.
Il nous faut viser à l'essentiel, c'est-à-dire au futur, réparer ce qui a été faux, préparer une loi et en débattre concrètement.

Dietrich: Ich denke, wir alle haben in den letzten Wochen und Monaten gelitten. Wir haben uns geschämt über das, was vorgefallen ist. Wir sind erschrocken über die Fehlleistungen, die

vorgekommen sind, erschrocken über zuviel Vertrauen und zuwenig Kontrolle, erschrocken vor allem auch über das Unrecht, das Menschen in unserem Staat angetan wurde. Ich fühle mich mit vielen in diesem Saal verbunden, wenn ich mich persönlich und im Namen dieser Kolleginnen und Kollegen bei diesen Menschen, denen Unrecht geschehen ist, entschuldige.
Persönlich bin ich aber auch erschrocken über Reaktionen von Politikern und politischen Meinungsmachern, wie sie sich angesichts der Vorkommnisse geäussert haben. Ich habe die Sätze gehört: «Jetzt ist Staatsfeindlichkeit Gebot» oder «Aufruf zum Boykott der Volkszählung», und in einer Grossauflage einer Zeitung habe ich den geschmacklosen Vergleich eines Nationalrates gelesen, der gesagt hat, der Unterschied zur Bundespolizei, zur Bundesanwaltschaft, zu den Fichen in unserem Staat – im Vergleich zur DDR – bestehe darin, dass diese bei uns noch bestünden, in der DDR vom Volk aber «aufgeräumt» worden seien.
Ich verstehe auch die Haltung des Journalisten nicht, der über ein Jahr gewartet hat, um in der «Rundschau» mit verhärmtem Gesicht bekanntzugeben, was ihm zugemutet worden sei. Mangel an Zivilcourage! Auch die Suche nach Sündenböcken ausserhalb der eigenen Reihen finde ich nicht gerade erhebend.
Der Bundespräsident hat gestern im Namen des Bundesrates die Wege aufgezeichnet, die zu gehen sind. Ich danke dem Bundespräsidenten dafür. Wer heute morgen den Blätterwald durchliest, sieht die breite Zustimmung zum Weg, den wir gehen sollen. Ich danke aber auch Herrn Bundesrat Stich für seine Präsenz in diesem Saal. Ich denke nicht, dass sein Monitor in seinem Büro kaputt ist. Ich fasse seine Präsenz als ein Bekenntnis zum Kollegialprinzip auf, was bei dem, was auf uns zukommt, wohltuend ist.
Ich habe Vertrauen in die Puk und in die besondere Kommission, die jetzt weitere Dinge im EMD untersuchen will. Der Bundesrat hat Sofortmassnahmen in Aussicht gestellt; er legt uns auch in absehbarer Zeit den Entwurf eines Staatsschutzgesetzes vor. Wir werden uns mit dem Paradox der Demokratie, wie Popper es nennt, auseinandersetzen müssen. Es wird darum gehen, beiden, den Menschen und dem Staat, gerecht zu werden – im Sinne der behaupteten eigenen Freiheit und im Sinne der respektierten Freiheit des andern. Dazu sind wir aufgerufen. Und bei aller Verschiedenheit der Standpunkte müssen wir uns doch wieder auf die übergeordneten gemeinsamen Ziele besinnen, die wir nur im Dialog miteinander festlegen können. In unserer Geschichte gibt es gute Beispiele für den Dialog, für den Willen zur Verständigung, angefangen beim Stanser Verkommnis bis zum Friedensabkommen. Nur ständiges Bemühen um Verständigung schafft die wesentliche Voraussetzung unserer nationalen Existenz.
Ob wir wollen oder nicht, 1991 findet statt! Wir werden die 700 Jahre begehen. Die einen so, die anderen anders. Es gibt viele Menschen in diesem Staat – nicht Festbrüder und Festschwestern –, Menschen, die sich als Bürger dieses Staates, als Europäer, als Bewohner dieses Planeten, als Eidgenossen überlegen, woher wir kommen, wo wir stehen, wohin wir gehen. Wir ziehen Bilanz, stellen vielleicht fest, dass der Staat wohl nicht so gut ist, wie wir das vielleicht geglaubt haben, aber wahrscheinlich auch nicht so schlecht, wie er heute zum Teil gemacht wird. Wir sind also aufgerufen, gemeinsam die übergeordneten Ziele zu sehen und Wege zu finden.
Ich möchte mit einem Satz von Ortega y Gasset schliessen: «Nicht was wir gestern waren, was wir gestern taten, sondern was wir morgen zusammen sein werden, dies vereinigt uns zum Staat.»

Thür: Ich spreche zur Motion der Sozialdemokratischen Partei betreffend Abschaffung der politischen Polizei. Die grüne Fraktion unterstützt diesen Vorstoss. Wir erachten es auch als richtig, dass diese Verordnung gerade von dieser Partei gestellt wird, denn sie steht unserer Auffassung nach in der jetzigen Krise als Regierungs- und als Oppositionspartei auch in der Verantwortung.

Wir sind allerdings der Meinung, dass es bedeutend mehr braucht als die Abschaffung der politischen Polizei, um das verlorene Vertrauen wiederherzustellen. Es ist zu billig, wenn nun einfach erklärt wird, die Operation Schnüffelstaat sei im Justiz- und Polizeidepartement inszeniert worden und dort seien nie Sozialdemokraten gesessen. Sozialdemokratische Bundesräte hatten doch Kenntnis von den Quartalsberichten der Bundesanwaltschaft, welche bei sensibler Lektüre hellhörig hätten machen müssen. Warum hat nie ein sozialdemokratischer Bundesrat reagiert? Oder in den Kantonen: Haben dort die vielen Polizei- und Justizdirektoren dieser Partei in all den Jahren nichts gemerkt? Das sind doch auch Sachen, die man thematisieren sollte. Warum funktionierte die politische Kontrolle in diesem Lande nicht? Etwa deshalb nicht, weil alle relevanten politischen Kräfte irgendwie an der Macht teilhaben, sich selber kontrollieren und den Regierungspartnern nicht zu nahe treten wollen?
Wenn die radikalste Forderung heute die Abschaffung der politischen Polizei bleiben sollte, haben wir unserer Auffassung nach diese Krise nicht richtig erfasst – noch gefährlicher: wir verbreiten die Illusion, mit der Abschaffung der politischen Polizei sei künftig auch die Schnüffelei abgeschafft. Abgesehen davon, dass mit den geltenden Staatsschutzartikeln weiterhin problemlos Gesinnungen registriert werden können, konnte ein solcher Schnüffelstaat ja nur entstehen, weil alle irgendwie damit einverstanden waren – jedenfalls die Regierenden bzw. die Herrschenden, nicht nur die paar Polizisten, die die Drecksarbeit gemacht haben!
Der Philosoph Hans Saner hat es auf den Begriff gebracht: «Erst die ideologische Komplizenschaft machte es möglich, dass vom ganzen Treiben niemand etwas merkte, dass so lange niemand nach mehr Transparenz der Bundesanwaltschaft verlangte und dass die Klagen einzelner über die ideologische Repression selber als ideologisches Geschwätz abgetan wurden.»
Die grüne Fraktion ist der Auffassung, dass deshalb eine sehr grundsätzliche Diskussion über die Verfassung dieses Staates bis hin zum Regierungssystem zu erfolgen hätte, gerade auch im Hinblick auf die künftigen Herausforderungen, Stichwort EG. Wir haben den Eindruck, man scheue diese Auseinandersetzung, weil es auch für die Regierungsparteien gälte, Konsequenzen zu ziehen. Die Hauptfrage, die sich heute stellt, ist die, ob unsere Konkordanzdemokratie nicht grundsätzlich überdacht werden müsste, ob nicht dieses System ohne echte Opposition hauptsächlich für die heute existierende Krise verantwortlich ist. Dennoch unterstützen wir diese Forderung, weil wir der Auffassung sind, in einer offenen und demokratischen Gesellschaft habe eine solche Gesinnungspolizei keinen Platz.
Wer Handlungen von Personen erfassen will, die ausserhalb strafrechtlich relevanter Delikte stehen, muss sich immer um die Gesinnungen von Menschen kümmern, muss überwachen, registrieren und schnüffeln. Das liegt in der Natur der Sache; der Missbrauch ist vorprogrammiert, auch wenn künftig klarere Weisungen ergehen sollten.
Herr Koller hat gestern einmal mehr darauf hingewiesen, zur Bekämpfung des Terrorismus, des Drogenhandels usw. müsste auch ein präventiver Staatsschutz möglich sein. Er hat behauptet, das Strafrecht sei nur repressiv wirksam, nicht präventiv. Dies ist gerade im Bereich des Staatsschutzes nicht richtig. Ich möchte das einmal mehr betonen. Es wird in der öffentlichen Diskussion nie auf diese Differenzierung aufmerksam gemacht. Im Bereiche der Staatsschutzdelikte haben wir weit in die Vorbereitungshandlungen hinein Delikte erfasst, also auch Gesinnungen.
Zum Schluss möchte ich noch kurz auf die unglaubliche Unterstellung von Herrn Bonny eingehen, der den Organisatoren der samstäglichen Kundgebung, insbesondere dem Sprecher, Herrn Frischknecht, unterstellt hat, sie hätten zu dieser gewalttätigen Ausschreitung aufgerufen bzw. ihr Sprecher habe sich von den Gewalttaten nicht distanziert. Am besten ist, Herr Bonny, wenn Sie die «Neue Zürcher Zeitung» von gestern zur Hand nehmen. Dort könnten Sie genau nachlesen, was Herr Frischknecht zu dieser zweiten, gewalttätigen Demonstration gesagt hat.

Ich bitte Sie, sich von solchen Unterstellungen nicht beirren zu lassen, und ich distanziere mich in aller Form von den Behauptungen von Herrn Bonny.

Frau **Leutenegger Oberholzer:** Die Vergangenheitsbewältigung scheint in diesem Staat eine schwierige Sache zu sein. Wer gestern noch gehofft hatte, der Bundesrat würde endlich in einer grosszügigen Art und Weise Licht in das üble Fichendunkel bringen, sah sich bislang leider getäuscht. Leider, Herr Koller! Gestern versprachen Sie uns noch, dass Transparenz und Offenheit für Ihr Handeln leitend sein sollen. Nach der Lektüre Ihrer Verordnung zur Bewältigung des Fichenskandals bleibt aber für mich vieles im dunkeln. Doch beginnen wir vorerst mit dem Positiven:
Nach der Geheimniskrämerei der letzten Wochen soll das Spiessrutenlaufen zur Einsichtnahme in die Fichen auf der Bundesanwaltschaft nun offenbar ein Ende haben. Die Kopien der Fichen werden den Betroffenen nach Hause geschickt. Doch damit ist die Transparenz bereits am Ende. Denn die Einsicht wird nur auf Gesuch hin erteilt. Die bei der Bundesanwaltschaft registrierten Personen werden nicht etwa automatisch informiert, sondern sie müssen sich als Bittstellerinnen und Bittsteller gnädigst an den Staat wenden. Und es kommt noch dicker: Für die Einsichtnahme wird nach der Lesart des Bundesrates ein «Anmeldeschluss» festgelegt, nämlich der 31. März 1990. Wie Sie dies in einem Rechtsstaat begründen wollen, Herr Koller, ist mir schleierhaft. Mit einem «Anmeldeschluss» lässt sich die Vergangenheit nicht bewältigen, sonst wird sie uns noch lange einholen.
Wer nun gehofft hatte, uns würde wenigstens die volle Einsicht in Fichen und Dossiers gewährt, sah sich auch wieder getäuscht. Die Einsicht kann nämlich gemäss Verordnung verweigert werden, wenn Geheimhaltungsverpflichtungen ausländischer Nachrichtendienste, überwiegende schutzwürdige Interessen von Dritten verletzt würden oder eine weniger als zehn Jahre zurückliegende Ueberwachung des Post- und Telefonverkehrs bekanntgegeben werden müssen. Im Klartext heisst das doch nichts anderes, als dass im Zweifel das Recht von Spitzeln und Observateuren oder gar ausländischer Nachrichtendienste wieder höher eingestuft wird als das Recht der betroffenen Registrierten.
Diese Einschränkung der vollen Akteneinsicht ist eines Rechtsstaates nicht würdig, und sie ist auch nicht rechtens. Sie widerspricht ganz klar der Praxis des Bundesgerichtes. Das Bundesgericht hat in einem Entscheid aus dem Jahre 1987 klar gesagt, dass unabhängig davon, aus welchen Grundlagen das Recht auf Akteneinsicht abgeleitet wird, das Verfassungsrecht den Betroffenen einen Anspruch darauf verleiht, unterrichtet zu sein einerseits über die über ihn durch eine staatliche Behörde gespeicherten Daten und andererseits über den Gebrauch, welcher davon gemacht wurde.
Daraus leite ich ab, Herr Koller, dass die Bürgerinnen und Bürger in diesem Land auch Rechte haben, und zwar das Recht auf eine automatische Mitteilung, das Recht auf eine unzensurierte Einsichtnahme in alle Daten und schliesslich auf eine Aushändigung der Akten, damit sie für den Schadenersatzprozess auch die Beweise in den Händen haben.
Mit der Verordnung des Bundesrates wird uns auch gleich die volle Elektronisierung der Personenerfassung angekündigt, noch bevor der ganze Fichenskandal ausgestanden ist. So geht das nicht! Die Registrierung muss endlich abgeschafft werden. Wir brauchen keine politische Polizei in der Schweiz, denn sie stiftet mehr Schaden, als sie nützt. Dies einmal gemessen an den ideellen Werten, dann aber auch an den Kosten in Milliardenhöhe. Oder können Sie mir sagen, Herr Koller, wozu die politische Polizei eigentlich dient, welchen Nutzen sie uns bringt? Können Sie uns Bürgerinnen und Bürgern, Steuerzahlerinnen und -zahlern mit etwa zehn Beispielen der letzten Jahre belegen, welche Fälle des Drogenschmuggels, des Waffenhandels, der Wirtschaftskriminalität in der Schweiz dank der politischen Polizei aufgedeckt werden konnten? Ich wäre Ihnen dankbar dafür.
Ich werde Ihnen dafür sagen, welchen Schaden die politische Polizei in unserem Staat anrichtet. Das Vertrauen weiter Teile der Bevölkerung ist zerstört. Freiheitsrechte der Registrierten wurden verletzt, die Ausübung demokratischer Rechte wurde denunziert, alle Formen des gesellschaftlichen Erneuerungsprozesses überwacht und unterdrückt. Zum Schutz unserer Demokratie brauchen wir keine politische Polizei und schon gar keine elektronische Schnüffelei, im Gegenteil. Damit werden demokratische Prozesse in diesem Land unterdrückt, und genau diese haben wir zur Lösung unserer Zukunftsprobleme dringend nötig.
Herr Präsident, ich möchte noch eine persönliche Erklärung zu den Bemerkungen von Herrn Bonny abgeben.
Herr Bonny, ich möchte festhalten, dass sich das Komitee gegen den Schnüffelstaat ganz klar von den Ausschreitungen vom Samstag distanziert hat. Es geht nun nicht an, dass Sie wider besseres Wissen und unter übelster Verdrehung der Tatsachen alle, die an der Demo waren, zu kriminalisieren versuchen. Nach Ihrem Votum aber, Herr Bonny, frage ich mich, wer denn überhaupt ein Interesse an den Ausschreitungen haben konnte. Sie haben ohne Beweise üble Behauptungen ausgesprochen. Aber gerade Kreise, die wie Sie an einer starken politischen Polizei interessiert sind, dürften sicher mehr Interesse an diesen Ausschreitungen gehabt haben als die 35 000 friedlichen Demonstrantinnen und Demonstranten.

Rüttimann: Ich möchte nicht in die Betroffenheitsdiskussion einstimmen, allerdings die Vorkommnisse auch in keiner Art und Weise beschönigen.
Was mich bewegt, ein paar Worte hier vorzutragen, ist unsere Verantwortlichkeit für die Aufsicht über die Verwaltung. Sie haben wir offenbar gemeinsam – Bundesrat und Parlament – in den letzten Jahren nicht wahrgenommen. Wir alle tragen die Verantwortung dafür, auch die SPS. Ich bin der Meinung, dass es jetzt nicht angeht zu versuchen, den Bürgerlichen die Schuld, den Schwarzen Peter zuzuschieben, wenn Unterlassungssünden begangen worden sind.
Ich habe ein gewisses Verständnis für die Nicht-Regierungsparteien, obwohl sie auch in den Geschäftsprüfungskommissionen vertreten sind und es auch in den letzten Jahren waren, aber ich glaube, es geht nicht an, dass man einfach wie Schillers Tell vorgeht und sagt, «Hier vollend' ich's. Die Gelegenheit ist günstig», und in dieser Haltung den Regierungsparteien an den Karren fährt.
Auch die SP ist eine Regierungspartei und hat seit dreissig Jahren zwei Mitglieder in unserem Bundesrat. Man sollte nicht übersehen, dass auch sie alle vier Jahre den Präsidenten der Geschäftsprüfungskommission stellt. Es geht nicht an, von dieser Seite einfach den andern Regierungspartnern die Schuld zuzuschieben. Von der Tatsache, dass man an der Verantwortlichkeit auch beteiligt ist, ist am letzten Samstag auf dem Bundesplatz meines Wissens nichts erwähnt worden. Es ist auch zu sagen, dass man die unmenschlichen Sicherheitssysteme der Oststaaten in den letzen Jahren nicht erkannt und sogar noch Höflichkeiten mit ihnen ausgetauscht hat. Ich glaube nicht, dass man mit Steinen um sich werfen sollte, wenn man selber im Glashaus sitzt.
Ich spreche für einen Teil unseres Volkes, und der ist nicht unbeträchtlich, der jetzt sagt: Jetzt hört einmal auf, wir haben nämlich genug, genug bis zum Halszäpfchen, von Bezeichnungen und Schlagwörtern wie «Schnüffelstaat», «Staatskrise», «Staatskapitulation», «Dunkelkammer» usw. Hier sind natürlich die Medien nicht unbeteiligt. Im Volksmund sagt man nicht von ungefähr, es komme in der besten Familie vor, dass sich ein Streit entfache oder Meinungsverschiedenheiten entstünden. Doch meistens bleiben in der Familie die Streitigkeiten hinter der Haustüre.
Bei den staatlichen Auseinandersetzungen ist das nicht möglich, weil die Medien die schlechten Nachrichten über die Haustüre, sprich über die Landesgrenze, tragen. Wir sägen uns selber in den Stuhl, auf dem wir sitzen, wenn wir ständig über diese unrühmlichen Vorkommnisse – ich gebe die Unrühmlichkeit zu – sprechen und schreiben und nichts anderes mehr sehen. Seien wir doch ehrlich: Niemand von uns hier und auch niemand von unserem Volk würde wegen diesen Vorkommnissen unserem Land den Rücken kehren. Trotz der Krise haben wir noch viel in unserem Land, in unserem Staat, das wir nicht missen möchten.

Wenn Frau Mauch gestern gesagt hat, es gebe im Jahre 1991 nichts zu feiern, ist es selbstverständlich die Angelegenheit der Sozialdemokraten und der 500 Kunstschaffenden, wenn sie daran nicht teilnehmen wollen. Sie haben ja letztes Jahr schliesslich auch die «Diamant»-Gedenkfeiern boykottiert.
Zurück zu den Medien: Wir brauchen sie für unsere lebendige Demokratie. Aber in solch kritischen Situationen wäre manchmal weniger mehr, ich meine damit, man solle weniger Oel ins Feuer giessen, denn das macht man ja nur, um schwindende Abonnentenzahlen aufzuhalten oder die Nase à tout prix vorne zu halten. Schauermärchen von frustrierten Beamten mit zerhackten Stimmen oder Fernsehaufnahmen von Personen mit dem Rücken zur Kamera sind nicht das, was unser Volk schätzt. Es goutiert solche Reportagen nicht. Es hat genug von zwielichtigen Reportagen und verlangt von uns allen, diese Krise rasch und konsequent zu beheben.
Es ist mehrmals gesagt worden, wir müssten die Vergangenheit bewältigen und der Zukunft in die Augen schauen. Wir haben neben dieser Fichen-Geschichte noch andere wichtige Aufgaben zu lösen. Insbesondere dient es unserem Land und unserem Volk nicht, wenn wir uns gegenseitig den Schwarzen Peter zuschieben wollen, nur um daraus politisches Kapital zu schlagen.

Frau **Danuser:** Ich spreche zur Motion «Benachrichtigung der Betroffenen». Der Text lautet: «Der Bundesrat wird beauftragt, alle durch die Bundesanwaltschaft registrierten Organisationen und Personen zu benachrichtigen, gegen welche zurzeit kein gerichtspolizeiliches Verfahren läuft.» Die betroffenen registrierten Personen sind keine Hunde, die man zu sich pfeift. In unverhältnismässiger Weise wurde die Würde von Tausenden und Abertausenden von Menschen in diesem Lande verletzt.
Diese Diagnose teilt der Bundesrat, und er hat von Empörung gesprochen. Die Wiedergutmachung fängt doch damit an, dass die Betroffenen benachrichtigt werden. Scheut der Bundesrat diesen Aufwand, kaufe ich ihm seine Empörung nur schweren Herzens ab.
Der Bundesrat sagt in seiner Antwort, die Benachrichtigung der Betroffenen sei nicht möglich. Diese ganze Affäre zeigt jedoch, dass das Unmögliche während Jahrzehnten möglich war. Unmögliches und Unglaubliches ist passiert und hat vielen Leuten geschadet. Es ist der erste unumgängliche Schritt, die Betroffenen zu benachrichtigen. Das ist nicht mehr und nicht weniger als anständig.
Herr Bonny hat von der Demonstration vom Samstag gesprochen. Nach all dem, was bis jetzt herausgekommen ist, würde es mich nicht wundern, wenn die Una auch vermummte Köpfe unter den Chaoten gehabt hätte.

M. **Rohrbasser:** Dans toutes les affaires de ce genre, il faut remplacer le réflexe par la réflexion, si possible la passion par la raison. Il est bien sûr malheureux que le bon sens de nombreux citoyens – cela a été dit et tous les partis confondus l'ont constaté – soit quelque peu ébranlé et que le germe de la méfiance se développe. J'ai l'impression que par le passé, comme l'a dit M. Frey, M. Furgler et ses sbires, ses fonctionnaires trop zélés, ont gambergé. A croire qu'ils ont lu trop de mauvais romans.
Le pays est sous le choc maintenant et on aimerait pousser, comme on le dit en français, le gamin aux orties, le gamin étant le Conseil fédéral actuel. Les événements malheureux de ce week-end accroissent encore les sentiments agités qui nous envahissent. Il s'agit donc de procéder à des actes de contrôle et de tirer aujourd'hui un jugement. La reddition des comptes devrait devenir une des garanties essentielles de la démocratie. Elle exige la fin de cette fièvre car l'équité auquel tout citoyen a droit ne peut se concevoir que dans l'apaisement. Il faut procéder à une double confrontation et mesurer l'ampleur de cette affaire.
Quelle fut la taille des autorités du Conseil fédéral, de ces fonctionnaires zélés, face à la masse des faits? Il faut déterminer s'ils eurent des entêtements qui exigèrent à ce point des enchaînements. Ont-ils eu les audaces qui eussent pu empêcher les accidents supposés de l'histoire de s'amplifier en catastrophe et ont-ils eu les habiletés susceptibles de ramener une quelconque débâcle à un minimum d'effet? En résumé, ce serait faire là l'autopsie de leurs démarches, non pas tant pour les excuser que pour comprendre par quels mécanismes de tels engrenages se mettent en marche.
La deuxième confrontation devrait être une mesure de valeur. Que furent le respect des lois et la fidélité à leur supérieur? Oublièrent-ils, trop accaparés par leurs rêves de jour, les permanences nécessaires à la dignité de l'individu ou à la survie de l'Etat? Crurent-ils qu'ils ne représentaient qu'eux-mêmes et s'abusèrent-ils sur leur liberté? A coup sûr les réponses seront graves et singulières et elles se traduiront par des expressions simplifiées.
Il faut en tout cas garder la tête froide. Ce n'est pas à une assemblée comme la nôtre de s'échauffer. Quand les passions collectives secouent les assemblées, elles sont susceptibles d'aventures et de mesures extravagantes. Mais quand elles expriment la somme du bon sens des individus qui les composent, elles jugent sainement. On devrait s'interdire les opérations à chaud et nous réserver pour les analyses à froid. C'est pour cela qu'une commission d'enquête et que les résolutions du Conseil fédéral auront tout leur effet sur le rétablissement d'un climat dont la sérénité, maintenant que nous connaissons les faits, dépend du Conseil fédéral et de nous-mêmes. Ainsi, nous pourrons mettre un terme à ce triste épisode de notre histoire en prouvant que derrière chacun d'entre nous ne se cache pas nécessairement un James Bond du Rigi ou une Mata Hari du Moléson. *(Hilarité)*

Frau **Fankhauser:** Zwei Aussagen, eine des Bundespräsidenten, die andere des Herrn Arbenz, haben die Hilfswerke schwer belastet. Die erste Aussage betrifft die Entdeckung der Kartei der Ferienkinder und Ferieneltern. Der Bundespräsident sagte wörtlich: «Man erhoffte sich bestimmte Hinweise auf eventuelle Spionagefälle.» Wer war dieses «man»? Die Aussage war zumindest zweideutig. Ich nehme an, Herr Bundespräsident, dass Sie mit diesem «man» die Bundespolizei meinten. Trotzdem fühlten sich sehr viele Leute im Bereich der Hilfswerke durch diese Aussage belastet und erwarten jetzt eine Klarstellung. Ich erwarte hier Klartext! Ferner wäre es interessant zu erfahren, wie die Kinderkartei, die dem EJPD anvertraut war, in die Hände der Bundespolizei gelangt ist.
Die zweite Aussage betrifft die Befragungsprotokolle der Asylbewerber und -bewerberinnen, die systematisch der Bundespolizei zugeführt worden sind. Laut Tagesschau vom letzten Samstag hat Herr Arbenz gesagt, die Hilfswerke seien im Bilde gewesen. Wahr ist jedoch, dass die Hilfswerke wohl zur Kenntnis nehmen mussten, dass eine grosse Anzahl Asylentscheide der Bundespolizei zugeführt worden ist. Die Hilfswerke haben auch zur Kenntnis nehmen müssen, dass hie und da die Bundespolizei und die Asylbewerberfrage gekoppelt worden sind. Absolut unwahr ist jedoch, dass die Hilfswerke hinnahmen und hinnehmen, dass alle Befragungsprotokolle der Bundespolizei unterbreitet werden. Auch in diesem Punkt, Herr Bundespräsident, erwarte ich eine Klarstellung.
Die Aussage von Herrn Arbenz ist unhaltbar, weil sie eine bestimmte Kollaboration der Hilfswerke mit der Bundespolizei vermuten lässt. Die Hilfswerke sind, was das Unterbringen und die Betreuung der Asylbewerber und -bewerberinnen betrifft, um die Zusammenarbeit mit der Behörde ehrlich bemüht. Ihre Aufgabe ist eine anwaltschaftliche. Die Aussage von Herrn Arbenz ist mir unheimlich. Ich frage Sie, Herr Bundespräsident: Was wird hier gespielt?
Zu den Konsequenzen der Unterbreitung aller Befragungsprotokolle der Asylbewerber und -bewerberinnen: Kann der Bundesrat diese Konsequenzen überblicken? Wer garantiert glaubwürdig, dass keine Auskünfte an ausländische Geheimdienste erteilt worden sind? Ich habe bei der ersten Puk-Debatte bereits den Fall Veli Tas erwähnt. Wir haben die Spur dieses Mannes in der Türkei verloren. Veli Tas ist nur ein Beispiel unter anderen. Eine Wiedergutmachung in diesem wie auch in andern Fällen tönt hohl. Eine Wiedergutmachung kann unmöglich die Qual der erlittenen Folterhaft rückgängig machen. Deshalb erlaube ich mir, Sie aufzufordern, in diesem sensiblen Bereich alles zu tun, dass Asylrecht Asylrecht bleibt.

Fischer-Seengen: Ich habe ein gewisses Verständnis für das Missbehagen über die Vorfälle der letzten Zeit. Wir dürfen indessen die Proportionen nicht verlieren. Wir dürfen deswegen nicht gleich das ganze Staatswesen mitsamt der 700-Jahr-Feier in Frage stellen. Vor allem dürfen wir nicht derart monströse Vermutungen äussern, wie dies Frau Danuser hinsichtlich einer Beteiligung der Una am Chaotentum vom letzten Samstag soeben getan hat.
Massgeblich für die Anordnung von Vorkehren auf dem Gebiet des Staatsschutzes muss die aktuelle Bedrohungssituation sein. Während dies vor und während des Zweiten Weltkrieges der Nationalsozialismus in Deutschland war, wurde diese Gefährdung in der Folge durch die kommunistische Expansion in den fünfziger und sechziger Jahren abgelöst. Heute stehen andere Bedrohungsformen im Vordergrund: Terrorismus, Drogenhandel und mafiose Umtriebe. Die Staatsschutzmassnahmen haben sich den jeweiligen Bedrohungsformen anzupassen.
Es liegt auf der Hand, dass die in früheren Jahrzehnten angelegten Karteien heute lediglich noch einen Aergernis erregenden Ballast darstellen. Wie hätten aber wohl, so muss man sich fragen, jene Kreise reagiert, die heute alles in Frage stellen wollen, wenn unsere staatlichen Organe seinerzeit gegenüber der nationalsozialistischen Bedrohung nicht die nötigen Massnahmen – unter anderem auch mit dem Anlegen von Personenkarteien – getroffen hätten?
Seit Jahren sind zahlreiche Attentate im Zusammenhang mit der Kernenergiedebatte ungeklärt: Sprengung von Hochspannungsmasten, von Fahrzeugen, des Informationspavillons Kaiseraugst. Sollen die Behörden untätig bleiben, oder sind wir so weit, wie es der «Blick» heute gemeldet hat: «Da der Nachrichtendienst aus Rücksicht auf die Fichenaffäre nicht fotografierte, wird es schwierig sein, die verantwortlichen Randalierer zur Rechenschaft zu ziehen.»
Ich möchte Herrn Bundespräsident Koller anfragen, wie er sich dazu stellt. Wie soll der Bundesrat dem Parlament Bericht über rechtsradikale Umtriebe erstatten, wie dies Linkskreise, z. B. auch Frau Grendelmeier, verlangen, wenn er sich nicht entsprechende Informationen beschaffen kann? Und wie stellt man sich in diesem Zusammenhang wohl die Erfüllung des Postulates der GPK vor, die den Bundesrat beauftragen will, die Probleme des Waffenhandels, des Drogenhandels, des Terrorismus und der Geldwäscherei im Zusammenhang zu analysieren und zu prüfen, welche organisatorischen, personellen, finanziellen und rechtlichen Massnahmen zu treffen sind, um die vernetzten internationalen Verbrecherorganisationen wirksamer zu bekämpfen?
Niemand wird etwas dagegen einzuwenden haben, wenn die antiquierten Karteien in der Bundesverwaltung gehörig entrümpelt werden und die bisherige Praxis gründlich durchleuchtet wird. Dass dabei vor allem von linker und grüner Seite versucht wird, parteipolitische Süppchen zu kochen und den politischen Gegner zu diffamieren, ist zwar unschön, aber offenbar unvermeidlich. Gleichzeitig muss jedoch unser Staatsschutz entsprechend den heutigen Bedrohungsformen angepasst werden.
Die freisinnige Fraktion – Herr Couchepin hat bereits darauf hingewiesen – hat in einer Motion den Weg gewiesen, der nun beschritten werden muss. Herr Bundespräsident Koller hat diesen Ball offensichtlich aufgenommen, wie aus seiner einleitenden Erklärung hervorgegangen ist. Wir brauchen für den Staatsschutz eine neue Rechtsgrundlage, in welcher die Aufgaben – auch deren Begrenzung – klar definiert werden; sie muss auch den Persönlichkeitsschutz, die Verantwortlichkeiten und die parlamentarische Kontrolle regeln. Auf dieser neuen Basis ist ein den Erfordernissen der Zeit angepasster Staatsschutz zu organisieren.

Ruf: Als Vertreter der NA habe ich an dieser Stelle bereits im Dezember letzten Jahres unsere Empörung über das Ausmass der durch die Bundesanwaltschaft erfolgten Ueberwachung und Bespitzelung Hunderttausender unbescholtener Bürger, oft bloss wegen der Ausübung demokratischer Grundrechte, zum Ausdruck gebracht. Diese Aktivitäten, die weit über die Erfordernisse des echten Staatsschutzes hinausgehen, dürfen in einem demokratischen Rechtsstaat keinen Platz haben.
Für die seither aufgetauchten weiteren Teile dieses «Schnüffel-Eisbergs» im EJPD und im EMD gilt unsere Bestürzung und Betroffenheit genauso. Ob wir nun die ganze Wahrheit kennen, ist wohl zu bezweifeln und kann nur durch eine umfassende und konsequente Durchleuchtung aller Departemente geklärt werden. Im Interesse der direkten Demokratie und des Rechtsstaates muss alles unternommen werden, um das zerstörte Vertrauen der Bürger in die staatlichen Organe von Bund und Kantonen möglichst rasch wiederherzustellen. Dies kann nur erreicht werden, wenn konsequent ausgemistet und rasch ein Staatsschutzgesetz erlassen wird, das verhindert, dass Nachrichtendienste zuviel Eigendynamik entwickeln und zum Staat im Staate werden, wie dies hier der Fall war. Zudem muss die parlamentarische Kontrolle über die Bundesanwaltschaft und den militärischen Nachrichtendienst massiv verstärkt werden. Ebenfalls ist nun rasch ein möglichst griffiges Datenschutzgesetz zu verabschieden.
Die zahllosen – in Form und Inhalt dilettantisch erstellten – Bagatellfichen und Dossiers der verschiedenen Registraturen sind den Betroffenen umfassend zugänglich zu machen und anschliessend zu vernichten. Es ist erfreulich, dass der Bundesrat diesbezüglich, nach langem Zögern, die entsprechenden Weisungen erlassen hat.
Vielleicht zu Ihrer Erheiterung nenne ich ein Beispiel aus meinen eigenen Fichen, um den Dilettantismus, mit dem die Informationen aufgezeichnet wurden, zu illustrieren: Die Hälfte von fünf A5-Querseiten mit total 37 Eintragungen betreffen parlamentarische Vorstösse hier im Nationalrat. Der Rest zitiert Presseartikel und gibt Hinweise auf die Teilnahme an Versammlungen. Ganz wichtige Informationen sind die folgenden, die mit Datum vom August 1987 registriert sind: «Rundbrief des R. an seine Freunde. Wirbt um Unterstützung für sich und seine Partei für die bevorstehenden Nationalratswahlen.» Dies muss für die Bundesanwaltschaft wohl sehr wesentlich gewesen sein. Ich bin vermutlich der einzige Politiker, der im Vorfeld von Wahlen Werbung betreibt – könnte man jedenfalls meinen.
Eine ganz andere Seite der Affäre ist die der personellen und politischen Verantwortlichkeiten. Ich hoffe sehr, dass die alte und die neue Puk nicht nur die betroffenen Beamten, sondern vor allem die früheren Departementsvorsteher – ich denke namentlich an Herrn Furgler –, die heute teilweise unter einer plötzlichen und kaum glaubwürdigen Vergesslichkeit leiden, konsequent zur Verantwortung ziehen!
Die NA befürwortet entschieden einen wirksamen Staatsschutz, weil jede Demokratie einen solchen zum Schutze ihrer selbst, ihrer Institutionen und Grundwerte unabdingbar braucht. Dieser hat sich jedoch auf seine wirklichen Aufgaben zu beschränken.
Wir lehnen deshalb die Abschaffung der politischen Polizei ab.

M. **Carobbio:** Parmi les différentes réflexions que j'ai entendues hier et aujourd'hui, il me semble important d'en rappeler deux qui, à mon avis, constituent des points de départ à une prise de position sur les mesures à prendre pour rétablir la confiance des citoyens et des citoyennes dans l'Etat que tous souhaitent ici.
La première réflexion a été faite hier par le porte-parole du groupe radical, M. Petitpierre, qui a affirmé la nécessité d'établir clairement les responsabilités politiques des faits en discussion. L'autre réflexion, plus importante, est due au président de la Confédération. Il a relevé que la participation à la vie démocratique ne consistait pas seulement à voter mais aussi à contribuer à lancer des initiatives, à participer et à organiser des manifestations publiques. Il a fort justement ajouté que ces activités-là ne devaient plus être considérées comme dangereuses pour la sécurité de l'Etat.
Je suis tout à fait d'accord avec ces deux réflexions. Mais, les conclusions que j'en tire sont différentes de celles de leurs auteurs, en particulier en ce qui concerne le maintien de la police politique sous quelque forme que ce soit. Je suis convaincu que ce qui s'est passé n'est pas seulement le résultat – comme les auteurs des deux réflexions l'ont laissé croire – des

dérapages de l'administration et des erreurs commises par quelques fonctionnaires. C'est, à mon avis, le résultat concret et pratique de la conception dont la police politique a été l'instrument, et qui a dominé la vie politique de notre pays dans les trois ou quatre dernières décennies pour ce qui concerne la sécurité de l'Etat. Cette conception a trop fréquemment confondu l'intérêt de l'Etat avec les intérêts de certains secteurs économiques ou politiques du pays et, surtout, confondu sécurité de l'Etat et lutte contre les idées divergentes.
Ce n'est qu'ainsi que l'on s'explique que des milliers de citoyens ayant simplement fait usage des droits constitutionnels ont été contrôlés et fichés par la police politique. Or, la responsabilité est évidemment politique. C'est la responsabilité de ceux qui ont donné les directives, qui les ont inspirées et qui les ont couvertes politiquement. Donc, seule une modification radicale de cette politique et non de simples ajustements nous garantira que cela n'arrivera plus.
Si l'on veut passer des mots aux faits et vraiment traduire dans la pratique les réflexions du président de la Confédération que je viens de rappeler, il n'y a aucune raison de maintenir une police politique quelconque parce que police politique signifie toujours contrôle des idées différentes des normes admises. Pour la sécurité de l'Etat, la lutte contre le terrorisme, les organisations criminelles qu'il faut bien entendu poursuivre, la police politique ne sert à rien. Il existe déjà des dispositions dans le Code pénal qui permettent d'agir. Contrairement à ce que M. Salvioni a soutenu à cette tribune, demander d'abolir la police politique et de limiter au cadre prévu par le Code pénal les actions préventives, ne donne pas simplement une autre étiquette à la politique existante. Au fond, il s'agit de changer complètement le sens de la politique de sécurité et d'exclure de tout contrôle les idées et positions politiques différentes des normes admises.
Voilà les raisons pour lesquelles il serait aujourd'hui politiquement important d'adopter la motion du groupe socialiste qui demande l'abolition de la police politique, considérée comme une police destinée à contrôler les idées des citoyens et des citoyennes.

Eggenberg-Thun: Der Fichenskandal ist in den zwei Tagen aus allen möglichen Richtungen beleuchtet, beurteilt und auch verurteilt worden. Was uns beschäftigt, ist die Tatsache, dass man wohl da und dort dramatisiert, aber vor allem auch versucht hat, die ganze Angelegenheit herunterzuspielen.
Ich habe nicht die Absicht, mich in das aufkommende Parteiengeplänkel einzuschalten, und möchte nur eine berechtigte Kritik aufnehmen, nämlich die: Wer den Bundesrat jetzt am lautesten kritisiert, muss sich sagen lassen, dass es nicht Sache des Bundesrates sein kann und auch nicht sein darf, die parlamentarische Kontrolle über seine Arbeit und über sein Handeln, über seine Tätigkeit selber zu organisieren und in Auftrag zu geben.
Wir stellen fest, dass die Betroffenheit des Volkes hier durch alle Fraktionen hindurch zum Ausdruck kommt, abgesehen von einigen unverbesserlichen Votanten, die das Ganze nicht wahrhaben wollen. Es ist auch festzustellen, dass in dieser nationalen Vertrauenskrise unser Parlament seinen Teil mitverschuldet hat. Da lässt sich nichts herumdeuteln, und damit sind wir auch mit einem beachtlichen Teil an Verantwortung in dieser Situation mitengagiert.
Ich bin persönlich froh, dass in den Voten von rechts bis links und umgekehrt der Staatsschutz grundsätzlich nicht angezweifelt worden ist. Ich bin auch froh, dass die Absichtserklärung des Bundesrates, dem Parlament einen umfassenden Gesetzentwurf über den Staatsschutz zu unterbreiten, durchweg positiv aufgenommen wird.
Diese grundsätzliche und überparteiliche Zustimmung darf uns aber nicht darüber hinwegtäuschen, dass spätestens bei der Diskussion hier im Parlament über die Bestimmung von Zweck, Ziel und Aufgabe dieses Staatsschutzes die weltanschaulichen, grundsätzlichen Differenzen unverändert aufeinanderprallen werden. Ich bezweifle, dass es der heutigen Verwaltung gelingen wird, eine echte politische Diskussionsgrundlage vorzubereiten.
Meines Erachtens stellt sich durchaus die Frage, ob der Bundesrat sich neben den üblichen Rechtsgelehrten nicht von einem politischen Gremium begleiten lassen sollte, um hier Zeit und vor allem auch an Aussagekraft zu gewinnen.
Dieser neue Staatsschutz kann und muss eine wesentliche, vertrauensbildende Massnahme von Bundesrat und Parlament werden. Dieser neue Staatsschutz sollte also ein grosser Wurf werden, und das mit einem Parlament, das den Konsens heute fast als politische Schwäche deklariert und leider die Zersplitterung als Ausdruck demokratischer Gesinnung betrachtet. Wir werden alle gefordert sein, und ich hoffe zuversichtlich, dass wir dann nicht überfordert sind.
Ich möchte nochmals auf das Votum des Bundespräsidenten zurückkommen, das meines Erachtens in der gesamten Diskussion zu kurz kommt. Ich unterstütze die bundesrätliche Absicht aus folgenden Gründen:
1. Das Staatsschutzgesetz zwingt den Bundesrat und uns im Parlament zu einer klaren, unmissverständlichen Stellungnahme, die auch vom Bürger interpretiert werden kann. Was mir besonders wichtig ist: Das Volk bleibt hier nicht ausgeschaltet; die Rechte des Volkes bleiben gewahrt.
2. Der Bundesrat beansprucht die politische Führung auch im Staatsschutz. Das wäre an sich nicht neu. Das wäre immer so gewesen. Neu ist eher die Tatsache, dass der Bundesrat selber jetzt diese Aufgabe erkennt. Mit dem bundesrätlichen neuen Führungsanspruch würde ja dann auch die politische Verantwortung verankert.
3. Eine parlamentarische Kontrolle soll sich nach den Vorstellungen des Bundesrates nach dem Modell der Finanzdelegation ausrichten. Ich unterstütze vor allem diese Ansicht. Ich kann deshalb die Motion Günter, die eine Art «Vertrauensleute-Kommission» einführen möchte, nicht unterstützen, und ich bekämpfe auch die Ueberweisung als Postulat. Mir scheint die bundesrätliche Ansicht weitaus die beste zu sein, nämlich eine Kommission zu bilden, die aus gleich vielen Parlamentariern aus National- und Ständerat besteht, die ein klares Pflichtenheft hat und vor der der Staatsschutz keine Geheimnisse und keine Einschränkungen geltend machen kann.
Es ist dann Sache der Kommission, in ihrem Bericht an das Parlament und damit auch an die Oeffentlichkeit selber die Kriterien der Geheimhaltung zu beachten und diesen Bericht entsprechend zu gestalten. Alle anderen Vorstösse in dieser Richtung bedeuten eigentlich nichts anderes als Zeitverlust. Zeit haben wir ja gerade am wenigsten zur Verfügung.
Gestern hat Herr Bundespräsident Koller auf die Frage von Ursula Mauch nach den Terminen festgestellt, dass er für die Entwicklung des Konzepts etwa ein Jahr benötige und dass dann diverse Gesetzesänderungen im Sinne einer Teillösung oder einer Uebergangslösung in Betracht gezogen werden könnten.
Mich persönlich interessieren die Termine zur Bewältigung des Verfahrens weniger als die Termine zum Neuanfang. Das ist doch eigentlich die Quintessenz, und da sollten wir starten. Ich habe darum eine einzige, für mich wichtige Frage an den Bundesrat zu richten: Wann, Herr Bundespräsident, werden Sie dem Parlament die neue Gesetzesvorlage über den gesamten neuen Staatsschutz unterbreiten? Denn Zeit kostet hier nicht nur Geld, Zeit kostet hier Vertrauen, und das kann bald einmal Mangelware werden.

Braunschweig: Die Abschaffung der politischen Polizei ist das eine. Die Abschaffung des gesamten Staatsschutzes ist das andere. Diese Abschaffung steht nicht zur Diskussion. Es geht einzig und allein um die Abschaffung der politischen Polizei. Ich habe geglaubt, dass dies schon deutlich zum Ausdruck gekommen sei und war deswegen erstaunt, als Frau Segmüller trotzdem von «Demontage des Staatsschutzes» sprach. Eine solche Demontage steht nicht zur Diskussion. Es ist doch undenkbar, dass der Staatsschutz nur gerade aus einer polizeilichen Aufgabe besteht. Ich stelle deswegen die Frage deutlicher, als sie bisher gestellt worden ist: Gibt es alternative Formen eines präventiven Staatsschutzes?
Herr Bundespräsident Koller hat gestern eingangs schöne Worte ausgesprochen: Vertrauen, Offenheit, Toleranz und Demokratie. Aus den Fichen spricht aber abgrundtiefes Misstrauen gegen alles und jedes, und das seit Jahrzehnten. Ich

frage: Wie kann dieses Misstrauen mit dem geforderten Vertrauen – und das gehört zu einem präventiven Staatsschutz – in Uebereinstimmung gebracht werden? Es kann nicht.
Ein weiteres ist die Dialogfeindlichkeit. In meinen Fichen wurden viele Podiumsgespräche eingetragen. Warum das? Wir Registrierten haben in diesen Podiumsgesprächen versucht, uns mit jener Zeitepoche, mit den Kommunisten, mit andern Kreisen auseinanderzusetzen. Wir haben den Dialog gefördert, wo wir nur konnten. Das war und ist eine eminent demokratische Aufgabe. Und ausgerechnet dieses Bemühen wurde in meinem Fall während 46 Jahren von A bis Z ganz genau registriert. Das ist das Erschreckende. Eine politische Polizei ist an sich dialogfeindlich. Sie ist an sich misstrauisch. Sie kann gar nicht anders sein. Sie muss überall suchen. Sie muss überall Gefahren und Bedrohungen wittern. Es gibt keine andere politische Polizei. Deshalb trete ich für deren Abschaffung ein.
Ein Beispiel dieser Dialogfeindlichkeit haben wir auch heute wieder von Herrn Bonny gehört. Da hat Herr Frischknecht versucht, sich auch über diese 200 sogenannten Chaoten Gedanken zu machen, mit denen wir leben und uns auseinandersetzen müssen. Wir finden leider heute diese Aggressivität auch auf anderen Gebieten; das ist ein Problem. Für mich als Sozialarbeiter, als Amtsvormund ist sie jeden Tag in verschiedenen Bereichen eine Erfahrung. Ich muss mich damit auseinandersetzen, und schon wird derjenige Sozial- oder Medienarbeiter, der sich damit auseinandersetzt, ganz sachte in das gleiche Lager abgeschoben. Herr Bonny sagte wörtlich, Herr Frischknecht stehle sich aus der Verantwortung. Spüren Sie die Dialogfeindlichkeit des Herrn Bonny, die ich überall in meinen Fichen angetroffen habe?
Nun noch ein Beispiel, das typisch ist: Im Jahre 1970 habe ich in Freiburg an der Universität ein Gespräch organisiert, das sich im Rahmen des Schweizerischen Friedensrates um die Schaffung eines Friedensforschungsinstituts drehte. Ich habe dazu den Präsidenten der Schweizerischen Offiziersgesellschaft eingeladen. Wenn ich mich recht erinnere, war es Oberst Wanner. Er sagte zunächst zu, dann sagte er plötzlich ab. Heute, nach 20 Jahren, habe ich aus den Fichen erfahren, dass er aufgrund der Intervention eines gewissen Divisionärs Carl Weidenmann, damals Chef der Una, absagte. Ich habe allerdings geglaubt, dass ein Präsident der Schweizerischen Offiziersgesellschaft nicht so schnell umfallen würde, aber er hat trotzdem kalte Füsse bekommen und ist umgefallen. Es gibt darüber einen Una-Rapport vom 7. April 1970, den ich noch nicht kenne. Ich hoffe, dass ich ihn noch zu Gesicht bekommen werde.
Sie spüren auch hier wieder die Dialogfeindlichkeit der Una in Verbindung mit der Bundesanwaltschaft, mit der politischen Polizei, und Sie spüren auch das zweite: das Problem der Konfliktlösung soll langfristig nicht angegangen werden. Deshalb hatten und haben wir aussen- und auch innenpolitisch grosse Mühe, Konflikte langfristig anzugehen und zu lösen. Aber genau das sollten wir tun. Das gehört zu einem präventiven Staatsschutz, zu dem ich voll und ganz ja sagen möchte. Ich bedaure es ausserordentlich, dass dies in dieser Diskussion so wenig konkret geworden ist.

Hubacher: Die Diskussion um die Motion der sozialdemokratischen Fraktion für die Abschaffung der politischen Polizei läuft meiner Meinung nach in die falsche Richtung. Es wird jetzt so getan, als ob die politische Polizei die Staatsschutzpolizei wäre. Und Staatsschutz wird jetzt neu etikettiert; er heisst ab sofort «Demokratieschutz».
Es ist zu überlegen, ob diese politische Polizei diesen Auftrag zu erfüllen vermöchte. Wir meinen, dieses Instrument sei von den Ereignissen überholt, diskriminiert worden. Die politische Polizei habe schlicht und einfach abgewirtschaftet. Sie können mit einem derartigen Instrument – auch wenn es neu verpackt werden soll – nicht diese Aufgabe, wie sie Herr Bundespräsident Koller dargelegt hat, erfüllen wollen. Die politische Polizei hat in diesem Staate massgeblich Anteil und Schuld an der heutigen Vertrauenskrise.
Wenn wir im nächsten Jahr in diesem Lande die 700-Jahr-Feier würdig begehen wollen, und wenn wir im Jahre 1992 die Aufgabe «Europa» bewältigen wollen, braucht es eine Art nationale Versöhnung. Dann genügen neue Etiketten und schöne Worte nicht mehr.
Ich werde jetzt sehr persönlich. Der Bundespräsident, oder Herr Steinegger, der gestern geredet hat, oder Herr Oehler, oder der Sprechende, oder wir alle: Wir haben nie die intellektuelle Brillanz eines Kurt Furgler erreicht, und ich glaube, das ist gut so. Herr Kurt Furgler würde uns heute an der Stelle von Herrn Koller diese politische Polizei als Inbegriff einer rechtsstaatlichen Höchstleistung, als Inbegriff höchster staatspolitischer Kunst darlegen wollen, mit seinem unerreichten Pathos, mit seinem staatsmännischen Tremolo, und ich glaube, genau das geht nicht mehr. Ich bin froh, dass Herr Koller gestern sehr viel pragmatischer und sehr viel nüchterner gesprochen hat.
Meine Damen und Herren von bürgerlicher Seite, ich habe oft den Eindruck, Sie können sich zu wenig in die Situation der Betroffenen – und das sind nun einmal weitgehend die Linken – hineindenken. Es gibt in der sozialdemokratischen Fraktion fast keine Mitglieder, die nicht registriert worden sind. Es sind die Autoren der vielen Bürgerinitiativen, die Anhänger der Anti-AKW-Bewegungen, die Friedensfrauen, die Liberalen, die Unbequemen, die Menschen, die in diesem Lande etwas bewegen und verändern wollen, die man registriert und observiert hat. Wenn Sie da eine Geste der Versöhnung machen wollen, können Sie diese politische Polizei nicht aufrechterhalten, denn dann geht dieser kalte Krieg, dieser innere Bürgerkrieg – wie er jetzt jahrzehntelang mehr oder weniger intensiv geführt worden ist – weiter.
Herr Bundespräsident, der Staatsschutz, wie Sie ihn definiert haben, gegen Terrorismus, Drogenmafia, Waffenhandel, Spionage, organisiertes Verbrechen, ist völlig unbestritten. Aber mit der politischen Polizei bekommen Sie die Kurve zu diesem Staatsschutz, der jetzt Demokratieschutz heissen soll, nicht. Sie sind zwar auf dem richtigen Weg, aber Sie gehen in die falsche Richtung. Man kann alte Fehler nicht dadurch korrigieren, dass man neue Fehler macht.
Wir bitten Sie, die Abschaffung der politischen Polizei nicht als Abschaffung des Staatsschutzes misszuverstehen, redlich zu sein, nicht so wie Herr Bonny vorhin. Ich war bis jetzt glücklich, keine Verunglimpfungen wegen des letzten Samtages gehört zu haben. Die Kundgebung (30 000 bis 35 000 Personen) war friedlich wie selten. Dass niemand auf die Idee gekommen ist, die Kundgebungsorganisatoren damit zu belasten, dass Chaoten eine Kundgebung wissentlich kaputtmachen wollten, war ein Fortschritt in diesem Saal. Herr Bonny hat hier wieder einmal den Rückfall in den kalten Krieg, in das alte Denken vorgeführt.
Wenn wir diese nationale Versöhnung wollen, können Sie uns nicht zumuten, dass die politische Polizei diesen sogenannten «Demokratieschutz» aufnehmen soll. Dann müssen Sie uns, Herr Bundespräsident, eine Vorlage präsentieren, mit der das Ziel des Staatsschutzes und die Mittel, um dieses Ziel zu erreichen, definiert werden. Aber das Mittel kann nicht mehr politische Bundespolizei heissen, sonst werden wir es nicht schaffen, das Vertrauen derjenigen Teile in unserem Volke zurückzugewinnen, die jahrzehntelang durch Misstrauen schikaniert worden sind.

Bodenmann: Die Frage stellt sich, ob wir das Kind mit dem Bad ausschütten wollen. Dazu folgende Bemerkungen:
Erstens ist die politische Polizei kein Kind, sondern ein bald hundertjähriger Knecht im Dienst des herrschenden Kapitals; zweitens geht es heute nicht darum, diese politische Polizei – der Sprachregelung des «Sonntagsblicks» folgend – scheinheilig in «Demokratieschutz» umzutaufen, sondern sie abzuschaffen.
Herr Steinegger sprach an unsere Adresse von Mittätern und Gehilfen. Dabei vergass er zwei Punkte. Erstens: Die beiden Departemente, die die politische Polizei beherbergen (EMD, EJPD), waren nie in den Händen der SP; das ist kaum ein Zufall. Zweitens: Keine Partei der Schweiz weist mehr registrierte und fichierte Mitglieder auf als die SP – auch das kaum ein Zufall. Trotzdem stehlen wir uns nicht aus der Verantwortung,

sondern versuchen, aus den Fehlern der Vergangenheit zu lernen.
Als einzige Bundesratspartei treten wir seit Monaten für die volle Einsicht in die Fichen und Dossiers ein. Nur schrittweise nähert sich der Bundesrat unserer Position. Als einzige Partei hier im Saal fordern wir seit Monaten eine Puk für das gesamte EMD, lange Zeit erfolglos gegen den beharrlichen Widerstand jener Parteien, in deren Reihen die Offiziere die Mehrheit haben. Als einzige Bundesratspartei fordern wir die Abschaffung der politischen Polizei – man mag das ungern hören, aber es ist so. Das hat nichts mit der Abschaffung des Staatsschutzes zu tun, aber sehr wohl mit der Abschaffung einer Polizei, die nur da ist, um Gesinnungen zu beschnüffeln. Die Geschichte hat auch uns eine Lektion erteilt, aber wir haben sie verstanden, gründlicher als andere.
Zwei Tatsachen fallen auf. Erstens: In der ganzen Debatte konnte noch niemand ein Beispiel bringen, in welchem Fall die politische Polizei in Zukunft konkret gebraucht würde.
Zweitens: Eine offene Gesellschaft braucht nicht hinter jedem Baum einen Gesinnungspolizisten. Sie begegnet auch Bewegten mit jenem selbstbewussten Grundvertrauen, das sich unter dem Strich immer besser lohnt als generelles Misstrauen. Ein paar eingeworfene Fensterscheiben und brennende Autos erschüttern nicht einmal eine friedlich verlaufende Grossdemonstration, geschweige denn eine offene Gesellschaft in ihren Grundfesten.
Herr Engler von der CVP hat zu Recht darauf hingewiesen, dass es auch in der Linken noch einige Alt-Etatisten gibt, die am liebsten etwa die Patriotische Front verbieten möchten. Dabei wird in aller Regel der Genosse und Professor Jean Ziegler nicht von der Rechten, sondern von uns geschätzt.
Das Beispiel der Patriotischen Front, deren Auftreten immer von einem Rattenschwanz von Strafdelikten begleitet war, zeigt, dass es genügt, wenn die Polizei – etwa in Schaffhausen oder Zug – aufgrund dieser Straftatbestände eingegriffen hätte. Wenn es für einmal hier wirklich um weniger Staat im Bereich der persönlichen Freiheiten geht, bekommen gerade die Freisinnigen Angst vor den eigenen Parolen; sie, die diesen Staat im letzten Jahrhundert – Herr Bonny – ohne politische Polizei aufgebaut haben, die damals nicht kleinlich Aengste verbreiteten, sondern selbstbewusst einen demokratischen Staat aufbauten. Bis heute – Herr Bonny – hat das Schweizervolk alle Staatsschutzgesetze mit gesundem Misstrauen abgelehnt. Warum will der Bundesrat nun neu die politische Polizei, ohne genügende rechtliche Grundlage, auf dem Verordnungsweg auch noch gleich informatisieren, wo uns doch Herr Steinegger gestern daran erinnerte, dass «Demokratie direkte Mitwirkung des Volkes in Sachfragen» sei?
Bevor wir hier jetzt einen weiteren Ausbau beschliessen, befragen wir das Volk und akzeptieren die Entscheide des Volks in der Frage des Staatsschutzes.

Baerlocher: Seit gestern nachmittag debattierten dieses Parlament und die politisch Verantwortlichen über eine Vertrauenskrise, und sie hofften mit dieser Debatte und mit der Erklärung des Bundesrats wieder Vertrauen zu schaffen. Auf die Art und Weise, wie heute debattiert wurde, wird meines Erachtens das Vertrauen nicht geschaffen. Ich meine, Worte sind überaus genug gefallen; was notwendig ist und was die Bevölkerung erwartet, sind Taten. Taten, die folgen müssen. Es reicht nicht aus, wenn mit Worten und schönfärberischen Erklärungen der Staatsschutz umgetauft wird, wie es die FDP gemacht hat – man baut einen Demokratieschutz auf; und es reicht auch nicht aus, in diesen Worten die Bedrückung und die Empörung zum Ausdruck zu bringen. Man muss doch auch die zentrale Frage stellen, ob und warum die politische Polizei eine «selbstköpfige» Organisation geworden ist, und dies steht hier zur Debatte.
In dem Sinne haben selbstverständlich der Bundesrat und die staatstragenden Parteien die politische Verantwortung zu übernehmen, wenn sie sich nicht mehr getrauen, diese «selbstköpfige» Organisation zu kontrollieren. Die politische Polizei ist ja jene Organisation, die mit ihren Tätigkeiten die heute offensichtliche Vertrauenskrise in diesem Staat heraufbeschworen hat.
Die einzige Antwort, die wirklich Vertrauen schaffen kann, ist die Abschaffung der politischen Polizei. Ich bin der Auffassung, dass es nicht angeht, wie in den Voten verschiedener bürgerlicher Kolleginnen und Kollegen, den Staatsschutz derart zu definieren, dass man über Terrorismus- und Drogenbekämpfung usw. spricht und nicht von den Aktivitäten dieser Organisation, die wir heute abschaffen sollten.
Ich bitte Sie daher, die Motion der sozialdemokratischen Fraktion zu unterstützen und die Taten folgen zu lassen.

M. **Darbellay:** Juste deux mots pour dire à M. Hubacher qu'il est trop facile de venir à la tribune et d'attaquer des hommes qui ne sont pas là pour se défendre et qui, de plus, ont bien servi leur pays. Il est trop facile aussi, Monsieur Bodenmann, de mettre la faute sur certains partis.
Nous avons constaté, et en avons largement discuté, que faute il y a eu puisque le contrôle du Conseil fédéral et du Parlement n'a pas toujours été ce qu'il aurait dû être. Par conséquent, nous ne devons pas accuser un seul homme. L'ensemble du Conseil fédéral doit prendre ses responsabilités, ce qu'il fait, de même que le Parlement tout entier. Tous les groupes sont concernés, notamment les plus grands. Il ne s'agit pas d'en exclure certains et de charger les autres.
Ces deux derniers jours et comme au mois de décembre, le Parlement a largement lavé le linge sale. Il est temps aujourd'hui de regarder vers l'avenir. L'Etat a de nombreuses obligations. Je me permets donc de vous prier de clore aussi rapidement que possible ce dossier du passé et de prendre les dispositions et responsabilités nécessaires afin d'avoir un Etat sûr dans lequel le citoyen se sente bien et confiant.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Bonny: Ich möchte kurz zum Votum von Herrn Hubacher Stellung nehmen. Er hat mir Verunglimpfung der Organisatoren der Samstags-Kundgebung vorgeworfen. Ich weise diesen Vorwurf in aller Form zurück.
Anknüpfend an das Votum von Herrn Darbellay möchte ich meinen, wenn Verunglimpfungen vorgekommen sind, so vor allem im Votum von Herrn Hubacher, und zwar gegenüber meinem früheren Chef, Herrn Bundesrat Furgler, der sich hier nicht verteidigen konnte.
Ich halte fest: Ich habe meine Ausführungen mit Zitaten belegt. Ich habe gesagt, dass Herr Hubacher und Herr Muschg Erklärungen abgegeben haben, die ich vorbehaltlos anerkenne. Sie haben sich von den Ausschreitungen distanziert. Ich habe – gestützt auf drei Zitate, zwei aus der «Wochenzeitung» vom 2. März 1990 und eines aus dem «Bund» vom 5. März 1990 – konkrete, kritische Fragen an die Adresse von Herrn Jürg Frischknecht gerichtet. Ich nehme diese Fragen nicht zurück.
Ein zweites: Ich möchte ferner, dass wir mehr über diese Chaoten wissen. Ich werde dem Bundesrat in der Fragestunde vom nächsten Montag Gelegenheit geben zu erklären – das beschäftigt mich stark –, weshalb so wenig über die Identität dieser Chaoten bekannt wurde, die offenbar die längste Zeit hier herumspazierten, und ob Unterstellungen, wie sie offenbar in der «Berner Tagwacht», aber auch hier im Rat gemacht wurden, stimmen, wonach diese Chaoten aus rechten oder rechtsextremen Kreisen stammen.
In diesem Rat haben wir alle zusammen ein Interesse, dass hier Klarheit geschaffen wird.

Bundespräsident **Koller:** Zunächst möchte ich Ihnen bestens für die gesamthaft gute Aufnahme danken, die die Beschlüsse des Bundesrates zur Wiederherstellung des Vertrauens, wie ich sie Ihnen gestern bekanntgeben durfte, in Ihrem Rat gefunden haben. Der Bundesrat ist überzeugt, dass es uns gelingen wird, Vertrauen auch auf diesem wichtigen Gebiete der staatlichen Tätigkeit wiederherzustellen, wenn Parlament und Bundesrat auf dieser gestern vorgezeichneten Linie weiterarbeiten.
Ueberrascht hat mich, wie klar gewisse Votanten und Votantinnen meinen feststellen zu dürfen, wer genau für diese unerfreulichen Vorkommnisse der letzten 45 Jahre in unserem Staat die Verantwortung trägt. Diesbezüglich muss ich klar zu-

rückweisen, wenn man beispielsweise behauptet hat, der Bundesrat hätte sich in all diesen Jahren überhaupt nie recht mit dem Staatsschutz befasst. Das ist eine Ungerechtigkeit gegenüber meinen Vorgängern im Justiz- und Polizeidepartement.
Möglicherweise haben sie sich zu wenig mit diesen Fichen und Registraturen und dem, was dahintersteht, befasst. Aber dass sich der Bundesrat mit dem Staatsschutz in diesen Jahren überhaupt nie recht befasst hätte, ist eine Behauptung, die ich klar zurückweisen muss. Sie wissen, dass sich meine Vorgänger mit Umsicht und mit Erfolg der Spionageabwehr, der Terrorismusbekämpfung in den sechziger, siebziger und achtziger Jahren angenommen haben. Ein objektives Urteil verlangt, dass man neben den Defizienzen auch diese positiven Leistungen festhält. Ich bin daher Nationalrat Darbellay dafür dankbar, dass er offen ausgesprochen hat, dass nicht nur der Bundesrat, sondern auch das Parlament Verantwortung übernehmen muss.
Zurückweisen muss ich auch, wenn beispielsweise Herr Leuba ausgeführt hat, der Bundesrat suche die Lösung der anstehenden Probleme nur durch Transparenz und Offenlegung. Der Bundesrat ist zwar überzeugt, dass Transparenz und Offenlegung unbedingt nötig sind, um aus der jetzigen Misstrauenssituation herauszukommen, aber ebenso nötig – das habe ich gestern im Namen des Bundesrates ausdrücklich erklärt – ist ein Neubeginn, eine Neuordnung des Staatsschutzes, und nötig ist auch die ganz bewusste und gezielte Führung des Staatsschutzes.
In diesem Punkte stimme ich mit Ihnen, Herr Leuba, durchaus überein. Es ist tatsächlich wichtig, dass nach dieser Phase der Verunsicherung auch bei der Bundespolizei und bei den kantonalen Polizeikorps aufgrund neuer Weisungen und neuer Gesetze wieder Sicherheit in diesem nach wie vor wichtigen Bereich der staatlichen Tätigkeit eintritt.
Dem Bundesrat wurde vorgeworfen, die Beurlaubung des Chefs der Bundespolizei sei höchst ungerecht gewesen. Ich darf festhalten, dass die Beurlaubung von Herrn Dr. Huber in gegenseitigem Einverständnis erfolgt ist. Nach der Entdeckung der Karteien im Bereich der militärischen Abwehr, wofür auch Herr Dr. Huber die Verantwortung trägt, war ihm und dem Bundesrat klar, dass mit ihm das unbedingt notwendige Vertrauen nicht wiederzugewinnen war. Deshalb haben wir uns einvernehmlich zur Beurlaubung entschieden. Dabei möchte ich hier aber ausdrücklich offen lassen – deshalb haben wir den Weg der Beurlaubung, nicht etwa jenen der Versetzung oder gar der Entlassung gewählt –, wer die Verantwortung für die unrichtige beziehungsweise unvollständige Information des Chefs des EMD trägt.
Ich bin Herrn Nationalrat Eggenberg dankbar, dass auch er vor allem darauf hingewiesen hat, wie wichtig es ist, neben dieser Vergangenheitsbewältigung vor allem die Neuordnung des Staatsschutzes möglichst rasch zu realisieren. Ich darf festhalten, dass wir mit dieser Negativliste vom 19. Januar 1990 einen ersten wichtigen Schritt getan haben. Ich gebe zu, es ist in erster Linie eine negative Abgrenzung im Sinne der Motion von Herrn Leuenberger. Aber auch das ist wichtig, denn seit dem 19. Januar wird wahrscheinlich rund die Hälfte der Melde-, Beobachtungs- und Registriertätigkeit eingestellt sein; der Polizeidirektor eines Kantons hat mir sogar aufgrund dieser Negativliste gemeldet, dass er drei Leute in die Drogenpolizei versetzt habe. Der Neubeginn hat also bereits stattgefunden.
Ich kann noch keinen eindeutigen Termin nennen, wann ich Ihnen dieses neue Staatsschutzgesetz vorlegen kann. Ich hatte ursprünglich der ständerätlichen Kommission zum Datenschutzgesetz angekündigt, dass wir eine Zusatzbotschaft betreffend die Regelung des Staatsschutzes und der Sicherheitsüberprüfungen auf den Herbst hin unterbreiten werden. Wir müssen uns aufgrund dieser neuesten Entwicklungen nun überlegen, ob es nicht richtiger sei, alle diese Problemkomplexe in einem eigentlichen Staatsschutzgesetz zu realisieren. Ein entsprechender erster Auftrag erging bereits an einen Rechtsgelehrten. Wir werden Ihnen diese Vorschläge so rasch als möglich unterbreiten.
Erlauben Sie mir, auf die sehr wichtige Frage der politischen Polizei näher einzugehen. Der Begriff der politischen Polizei – das gebe ich gerne zu – ist ein sehr, sehr unglücklicher Begriff, der sich leider in diesem Bundesratsbeschluss betreffend den Polizeidienst der Bundesanwaltschaft vom Jahre 1958 findet. Er ist deswegen ein sehr unglücklicher Begriff, weil er uns nämlich genau an das denken lässt, was wir alle hier in diesem Saal, sowohl der Nationalrat wie der Bundesrat, künftig nicht mehr wollen.
Wir wollen ja nicht mehr, dass Bürger bei der Ausübung demokratischer Rechte beobachtet und registriert werden. Ich nehme an, dass man heute – wenn Sie von politischer Polizei reden und sprechen – eben gerade an diese verpönte, zu Recht kritisierte und nicht mehr zu wiederholende Tätigkeit der Polizei denkt. Man kann daher – ich werde Ihnen sicher entsprechende Anträge unterbreiten – auf diesen Begriff sehr gut verzichten. Man kann ihn abschaffen, wie wir auch die Beobachtung der Ausübung politischer Rechte schon abgeschafft haben.
Aber etwas kann man nach Meinung des Bundesrates nicht abschaffen, und das ist der springende Punkt: Wir können nicht zum Schutze der inneren und äusseren Sicherheit unseres Landes auf jede präventive Polizeitätigkeit verzichten. Dieser Bundesratsbeschluss fasst eben unter diesem unglücklichen Begriff der politischen Polizei die gesamte präventive Polizeitätigkeit zusammen – also auch im Bereiche der Terrorismusbekämpfung, auch im Bereiche der Spionageabwehr, auch im Bereiche des organisierten Verbrechens und des gewalttätigen Extremismus.
Mit diesen für den Schutz unserer Bürgerinnen und Bürger und den Schutz unserer Demokratie zentralen Bereichen können wir es nicht bei reiner Gerichtspolizei bewenden lassen, wie das die Motion der sozialdemokratischen Fraktion vorschlägt. Wir sind in diesen Bereichen auch künftig – aber eben nur in diesen Bereichen – auf einen Beobachtungsdienst im Vorfeld strafrechtlich relevanten Handelns angewiesen. Das ist der einzige, aber wirklich der einzige Grund, weshalb der Bundesrat die Ablehnung dieser Motion empfiehlt; denn wenn wir die Tätigkeit der Polizei auf die reine Gerichtspolizei reduzieren würden, käme der Staat regelmässig zu spät.
Eine Gerichtspolizei, die auf Strafrecht fusst, kommt bei der Verfolgung dieser Gefahren für unseren Staat eben zu spät. Deshalb brauchen wir in diesen Bereichen auch künftig zwar keine politische Polizei, aber eine präventive Polizei in dem hier definierten Sinn.
Das zeigen übrigens auch sehr viele praktische Beispiele. Denken Sie beispielsweise an die Gruppe «Bändlistrasse» in den siebziger Jahren, wo 36 Personen ausgemacht wurden, die Querverbindungen zu den Terroristenkreisen in der Bundesrepublik hatten. Denken Sie auch an andere Fälle, wo tatsächlich durch Prävention, beispielsweise durch Einreisesperren gegenüber Libyern, Terroranschläge in der Schweiz, geplante Mordtaten in der Schweiz verhindert werden konnten.
Zusammenfassend: Wir brauchen zwar keine politische Polizei mehr in diesem engen Sinn, aber wir brauchen auch künftig einen Staatsschutz und damit eine präventive Polizei neben der rein strafrechtlichen Gerichtspolizei.
Nun noch einige Worte zu dieser neuen Verordnung über den Staatsschutz: Einige Votanten haben auch diese neue Verordnung des Staatsschutzes scharfer Kritik unterzogen. Ich glaube – und dafür habe ich Verständnis –, angesichts der kurzen Zeit hat man offenbar den Gehalt dieser neuen Verordnung noch nicht ganz erkannt. Wenn beispielsweise der Verdacht geäussert wird, auch die neue Ordnung gebe gar keine Garantien, dass die Bundespolizei, die verantwortlich sei für alle diese Fichen, nun nicht trotzdem wieder in eigener Regie über die Einsicht bestimme, dann geht das total an der Sache vorbei.
Die erste und wichtigste Neuerung dieser Verordnung ist, dass die ganze Verantwortung für die Ausscheidung dieser überflüssigen, nicht mehr benötigten Akten, aber auch über die Einsicht in die Fichen und die Dossiers nicht mehr bei der Bundesanwaltschaft liegt, sondern neu eben bei diesem Sonderbeauftragten, den der Bundesrat noch ernennen wird. Ich glaube, hierin liegt doch eine ganz entscheidende, vertrauensbildende Massnahme; es kann doch jetzt niemand mehr gel-

tend machen, wir würden hier den Bock nach wie vor zum Gärtner machen.
Die Kritik sodann am Einsendedatum des 31. März 1990 geht nach Meinung des Bundesrates ebenfalls fehl. Dieser 31. März hat ja nur die Funktion einer deadline für all jene, die Einsicht in ihre überholten Fichen nehmen möchten, die der Sonderbeauftragte, weil wertlos geworden, nachher eliminieren und vernichten kann. Hierfür brauchen wir natürlich eine solche Ordnungsvorschrift; denn sonst würden wir uns ja noch jahrelang mit diesen komplett veralteten, unnötigen Fichen auseinanderzusetzen haben.
Im übrigen ist es selbstverständlich, dass in all jene Akten, die für den Staatsschutz in dem von mir definierten Sinn nach wie vor gebraucht werden, auch künftig Einsicht zu gewähren ist, und zwar nach den geltenden Vorschriften und möglichst bald – so hoffe ich – nach dem neuen Datenschutzgesetz, das wir in dieser Session im Ständerat noch beraten werden.
Ein heikles Problem ist zweifellos die Frage der Abdeckungen sowohl bei den Fichen wie nachher bei den Dossiers. Der Bundesrat hat sich mit seiner Verordnung auch im internationalen Vergleich zu einer sehr, sehr weitgehenden Offenlegung entschieden. Ich darf Sie etwa auf ausländische Beispiele verweisen. Selbst in den USA, wo Sie diesen berühmten «freedom of information act» und den «privacy act» haben, also auch in den USA, wo Sie gesetzliche Erlasse durch den Kongress haben, kommt der Staat in diesem Bereich um gewisse Ausnahmen von der Einsichtnahme herum.
Welche Ausnahmen sehen wir künftig noch vor? Es sind vor allem die ausländischen Dienste; denn wenn wir die ausländischen Dienste nicht schützen würden, würden wir erstens einmal unsere eingegangenen Verpflichtungen nicht einhalten. Zweitens wäre die internationale Zusammenarbeit auf diesen wichtigen Gebieten der Terrorismusbekämpfung und der Spionageabwehr und des organisierten Verbrechens total im Eimer.
Wenn demnächst ein Attentat auf Schweizer Bürgerinnen und Bürger oder auf schweizerische Einrichtungen, etwa auf ein Swissair-Flugzeug, erfolgen würde und man uns nachher vorrechnen könnte, dass das nur möglich war, weil wir von ausländischen Diensten keine Meldungen mehr erhalten haben, würde die Stimmung in diesem Land sofort total umschlagen und man würde uns der Unfähigkeit und des Dilettantismus bezichtigen. Aus diesem Grunde sind diese Abdeckungen unbedingt notwendig.
Wir stellen uns ferner hinter die Sachbearbeiter, weil sie alle in Erfüllung entsprechender Aufträge gehandelt haben. Wir möchten auch nicht für irgendwelche privaten Racheakte Verantwortung tragen.
Im übrigen haben wir aber ausdrücklich gesagt, dass dort, wo die Interessen der Einsichtnehmenden einerseits und von Drittpersonen andererseits – auch von sogenannten Denunzianten – einander gegenüberstehen, im Einzelfall der Ombudsmann bzw. der Sonderbeauftragte eine Güterabwägung vornehmen und entscheiden wird, welches der beiden einander gegenüberstehenden Interessen vorgeht.
Schliesslich hat man gerügt, dass nach wie vor der Bundesrat Beschwerdeinstanz sei. Der Bundesrat hätte sehr gerne auf diese Aufgabe verzichtet. Aber das geltende Recht erlaubt das nicht. Das wäre nur möglich aufgrund eines gesetzderogierenden Parlamentsbeschlusses. Wir behalten uns ausdrücklich vor, Ihnen zur Entlastung des Bundesrates nötigenfalls einen entsprechenden Parlamentsbeschluss für die Bestellung einer Kommission zu unterbreiten, wenn es zu einer grossen Zahl von Beschwerden kommen sollte.
Schliesslich möchte ich noch auf die Forderung eingehen, der Bundesrat solle allen diesen 900 000 Fichierten ihre Fichen schicken. Wir haben schon in unserer schriftlichen Begründung dargelegt, dass wir dazu schon rein faktisch nicht in der Lage wären, weil wir die Adressen all dieser Fichierten gar nicht haben. Das gilt vor allem für die über 600 000 Ausländer, die in der Hauptregistratur verzeichnet sind. Aber auch bei den Schweizern ist das so.
Im übrigen gibt es auch Bürgerinnen und Bürger, die ihre Fichen gar nicht sehen möchten. Auch das ist mit ein Grund, dass der Bundesrat der Meinung ist, es sei durchaus zumutbar – wie andernorts auch –, ein Akteneinsichtsbegehren zu stellen.
Ich möchte noch kurz auf die Frage der Zusammenarbeit mit dem Parlament zurückkommen. Ich habe gestern betont, wie sehr dem Bundesrat an einer engen Zusammenarbeit mit dem Parlament und an einer intensiveren Kontrolle liegt. Wir würden es – aber da liegt der Ball verfahrensmässig bei Ihnen – durchaus begrüssen, wenn Sie möglichst rasch, vielleicht sogar noch in dieser Session, die Idee der Sicherheitsdelegation aufnehmen und sie bestellen würden. Wir haben alles Interesse daran, diese Sicherheitsdelegation alle unsere künftigen Schritte begleiten zu lassen. Wogegen wir uns aber wehren, das ist eine Vermischung der Verantwortlichkeiten.
Deshalb lehnen wir auch die Motion der grünen Fraktion ab, die meint, die künftigen Kriterien der Datenerfassung müssten dem Parlament zur Genehmigung unterbreitet werden. Wir bringen sie gerne zur Kenntnis. Wir diskutieren gerne mit Ihnen, aber wir wollen auch im Bereich des Staatsschutzes keine Vermischung der Verantwortlichkeiten.
Damit komme ich zur Motion von Herrn Leuenberger-Solothurn über die Ausübung der Grundrechte. Herr Leuenberger hat aus der Negativliste ableiten wollen, dass nicht alle Grundrechte, alle verfassungsmässigen Rechte, künftig von polizeilicher Beobachtung und Registrierung ausgenommen seien. Hier liegt eindeutig ein Missverständnis vor. Wir wollen, dass auch die gewerkschaftliche Tätigkeit – beispielsweise die Ausübung des Streikrechtes – künftig nicht beobachtet und registriert wird. Darauf können Sie sich verlassen.
Es besteht hier überhaupt zwischen Ihnen, Herr Leuenberger, und dem Bundesrat vollständige Einigkeit. Den Pflock, den Sie einschlagen wollten, haben wir mit der Negativliste schon längst eingeschlagen. Das allein ist der Grund, weshalb wir die Motion zur Abschreibung an Sie zurückgeben. Es ist auch vollständig klar, dass diese Prinzipien in einem neuen Staatsschutzgesetz wieder Aufnahme finden werden. Wenn Sie das aber im Hinblick auf ein solches Staatsschutzgesetz bereits festgenagelt haben möchten, habe ich gegen eine Ueberweisung der Motion in diesem Sinne überhaupt nichts einzuwenden.
Schliesslich ist geltend gemacht worden, diese ganze Datensammlung sei tel quel rechtswidrig. Das muss ich klar zurückweisen. Der Artikel 17 Absatz 3 des Bundesstrafprozesses beauftragt die Bundesanwaltschaft mit einem Informations- und Fahndungsdienst. Es besteht also eine klare gesetzliche Grundlage. Die Fehler wurden dagegen im Ausmass der Registrierungen gemacht.
Herr Nationalrat Theubet hat sich nach der Jura-Kartei erkundigt. Diese Spezialkartei wurde tatsächlich nur bis zum Jahre 1965 geführt. Der letzte Eintrag stammt vom 16. November 1965. Der grösste Teil der Eintragungen stammt aus den Jahren 1962–1964. Das heisst allerdings nicht – das möchte ich klargestellt haben –, dass sich nicht aufgrund der späteren Ereignisse im Jura, wo es bekannterweise zu Gewalttätigkeiten gekommen ist, Eintragungen in der Hauptregistratur finden. Aber die Jura-Kartei wurde im November 1965 abgeschlossen.
Frau Fankhauser, unter welchen Umständen die Kinderkartei des Schweizerischen Roten Kreuzes zur Bundespolizei gekommen ist und ob es zu Missbrauchsfällen gekommen ist, wird die Puk im einzelnen abklären. Ich möchte daher dazu keine Ausführungen machen. Darüber wird Sie die Puk 1 später rechtzeitig und eingehend informieren.
Herr Fischer-Seengen hat noch die Frage gestellt, ob denn bei gewalttätigen Demonstrationen – wie nach der Kundgebung vom letzten Wochenende – keine Beobachtungen und Registrierungen mehr stattfinden dürften. Diese Frage ist ganz klar zu verneinen. In der Negativliste ist festgehalten, dass die Ausübung demokratischer Rechte nicht mehr beobachtet und registriert werden darf, aber unter dem ganz klaren Vorbehalt der strafbaren Handlungen. Und wenn strafbare Handlungen geschehen, wie das am letzten Samstag der Fall war, dann ist die Polizei nicht nur berechtigt, sondern sogar verpflichtet, die nötigen Beobachtungen und Meldungen für die Strafverfolgung zu machen.
Herr Salvioni hat heftig kritisiert, dass die Schweiz die Daten-

schutzkonvention des Europarates noch nicht ratifiziert habe. Das trifft zu. Einmal konnten wir das noch nicht machen, weil wir kein Datenschutzgesetz haben. Aber selbst wenn das Datenschutzgesetz des Bundes demnächst in Kraft treten kann, ist Voraussetzung für eine Ratifikation, dass auch alle Kantone europaratskonforme Datenschutzgesetze haben. Sobald das der Fall sein wird, werden wir dieser Konvention selbstverständlich beitreten.
Damit hoffe ich, die wesentlichsten Fragen beantwortet zu haben, und gebe nun das Wort Herrn Bundesrat Stich, der für die Frage der Entschädigungen zuständig ist.

Bundesrat **Stich:** Es gibt wohl keinen Menschen und auch keine Organisation, die keine Fehler machen. Auch eine Demokratie ist nicht vor Fehlern und Fehlleistungen gefeit. Aber diese Demokratie ist immerhin so gut, dass sie jedenfalls Vorsorge getroffen hat, um entstandenen Schaden wiedergutmachen zu können, und zwar nach dem Verantwortungsgesetz.
Frau Hafner hat den Bundesrat gebeten, in dieser Frage weitherzig und unbürokratisch zu sein. Weitherzig sind wir, indem wir sicher den vollen Schaden, der entstanden ist, decken.
Bei der Genugtuung ist es eine Frage der Schwere der Verletzung der persönlichen Rechte. Aber wenn eine schwere Verletzung vorliegt, so ist für den Bundesrat sicher, dass er Genugtuung leistet.
Zur Frage der unbürokratischen Erledigung: Frau Hafner, persönlich bin ich für eine unbürokratische Erledigung. Deshalb habe ich dem Bundesrat auch beantragt, die Motion der sozialdemokratischen Fraktion, die Sie vertreten haben, abzuschreiben und sie nicht zu überweisen. Wenn wir ihr Folge geben würden, müssten wir natürlich zuerst ein Gesetz schaffen, das einen Ombudsmann ermächtigt, Zahlungen zu leisten. Heute ist für Schadenersatzleistungen das Finanzdepartement zuständig, d. h. wir können solche Begehren behandeln, und nachher gehen sie den ordentlichen Weg. Wenn jemand nicht zufrieden ist, kann er nach dem Verantwortlichkeitsgesetz an das Bundesgericht gelangen. Es ist sogar so einschränkend, dass ein Betroffener – wenn wir innerhalb von drei Monaten keine Antwort geben oder die Forderung ablehnen – direkt an das Bundesgericht gelangen kann. Viel mehr kann man unbürokratisch tatsächlich nicht erreichen.
Zudem werden Sie ja im Parlament nachher in der Staatsrechnung feststellen können, wie viele Entschädigungen wir bezahlt haben. Wir haben keine «Reptilienfonds», aus denen wir das bezahlen können. Sie müssen uns Nachtragskredite bewilligen. Zweifellos wird es auch möglich sein, Sie darüber zu orientieren, wie viele Gesuche wir allenfalls abgelehnt haben. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion abzuschreiben.

89.837
Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Motion du groupe socialiste

Abstimmung – Vote

Für Abschreibung der Motion	111 Stimmen
Für Ueberweisung der Motion	61 Stimmen

89.836
Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Motion du groupe socialiste

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung der Motion	61 Stimmen
Dagegen	119 Stimmen

89.744
Motion der grünen Fraktion
Motion du groupe écologiste

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Postulat	123 Stimmen
Für Ueberweisung als Motion	63 Stimmen

89.749
Postulat Hänggi
Ueberwiesen – Transmis

89.835
Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Motion du groupe socialiste

Abstimmung – Vote

Für Abschreibung der Motion	118 Stimmen
Für Ueberweisung der Motion	62 Stimmen

90.304
Interpellation Bär

Le président: L'interpellatrice n'est pas satisfaite de la réponse du Conseil fédéral.

90.320
Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion
Interpellation du groupe socialiste

Le président: Les interpellateurs ne sont que partiellement satisfaits de la réponse du Conseil fédéral.

90.341
Motion Oehler
Ueberwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

89.834
Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Motion du groupe socialiste

Abstimmung – Vote

Für Abschreibung der Motion	117 Stimmen
Für Ueberweisung der Motion	65 Stimmen

89.732
Motion Günter

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Postulat	120 Stimmen
Für Ueberweisung als Motion	60 Stimmen

89.833
Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Motion du groupe socialiste

Günter: Ich möchte Ihnen für die Abstimmung vorschlagen, dass diese Motion auch noch als Postulat zur Auswahl steht. Ich bin verunsichert durch die Diskussion, die wir haben. Herr Bundespräsident Koller hat rein juristisch argumentiert. Persönlich stimme ich der Definition, wie sie Herr Hubacher gemacht hat, zu und stimme unter dieser Definition der Abschaffung der politischen Polizei zu. Herr Bundespräsident Koller will das ganz anders verstehen.
Ich bin der Meinung, wir sollten die Möglichkeit des Postulates haben, damit im Rahmen dieser «Blockabstimmungen», wie sie jetzt stattfinden, die ganze Sache, die einfach wirklich wichtig ist – die Abschaffung der politischen Polizei, so wie sie Herr Hubacher definiert hat –, zumindest überlegt wird und nicht einfach untergeht. Es soll vermieden werden, dass jahrzehntelang erzählt werden kann, unser Parlament wolle diese politische Polizei. Das würde dem LdU und anderen Gruppen dann vielleicht politisch etwas nützen, in der Sache aber wäre es eine Katastrophe.
Ich möchte Ihnen daher vorschlagen, über das Postulat abzustimmen. Gleichzeitig ersuche ich den Bundespräsidenten, Stellung dazu zu nehmen, ob er sogar das Postulat ablehnen

will, und den Präsidenten des Rates bitte ich, zuerst Motion und Postulat einander gegenüberzustellen und dann über das Ergebnis aus dieser Abstimmung entscheiden zu lassen.

Le président: Comme il vous a été dit, nous procéderons pour le vote sur la motion socialiste à l'appel nominal. La proposition de M. Günter complique quelque peu les opérations et nous devrons procéder en deux temps. Le premier vote se fera à l'appel nominal, motion contre postulat, et le résultat du vote par appel nominal sera opposé, dans un deuxième vote, pour et contre le postulat.

Bundespräsident **Koller:** Ich glaube, nach dem Votum von Herrn Günter ist doch noch eine Klarstellung fällig.
Ich habe in meinem Votum ganz klar gesagt, dass wir keine politische Polizei mehr in dem Sinne wollen, als sie die Beobachtung und Registrierung der Bürger bei der Ausübung ihrer politischen Rechte betrifft. Da besteht vollständige Einigkeit. Aber der Text der Motion der sozialdemokratischen Fraktion geht eben noch einen ganz entscheidenden Schritt weiter zurück. Er möchte alles auf die rein strafrechtlich orientierte Gerichtspolizei reduzieren, d. h. dass der Staat erst tätig werden könnte, wenn ein konkreter Verdacht für eine strafbare Handlung besteht. Und ich habe Ihnen gesagt, wir brauchen zwar keine politische Polizei mehr, aber wir brauchen nach wie vor eine präventive Polizei in den Bereichen Spionageabwehr, Bekämpfung des organisierten Verbrechens, Terrorismusabwehr und gewalttätiger Extremismus. Wenn Sie vom Wortlaut dieser Motion ausgehen, bliebe dafür kein Raum mehr, weshalb ich die Motion eben bei ihrem Wortlaut behaften muss, trotz dieses unglücklichen Titels, und daher auch ein Postulat ablehnen müsste.

Zbinden Paul: Wir stehen hier wohl vor der wichtigsten Abstimmung des heutigen Vormittags. Wir sind davon ausgegangen, dass wir über diese Motion unter Namensaufruf abstimmen. Ich schlage Ihnen vor, dass wir zuerst zur gestellten Frage – politische Polizei ja oder nein? – klar und deutlich Stellung nehmen. Wenn Herr Günter dann die Motion als Postulat wieder aufnehmen will, kann er das tun, dann gibt es eine zweite Abstimmung. Aber die wichtige Frage steht im Motionstext: Politische Polizei ja oder nein?

Hubacher: Die bisherigen Abstimmungen sind im üblichen Blocksystem über die Bühne gegangen, links gegen rechts oder wie Sie wollen. Die Frage ist einfach, ob auf bürgerlicher Seite überhaupt keine Bereitschaft besteht, diese Staats- und Vertrauenskrise irgendwie beseitigen zu wollen. *(Unruhe)* Ja, regen Sie sich nur auf, dann denken Sie vielleicht noch etwas darüber nach.
Wenn die politische Polizei bleibt, dann ist das Thema nicht weg, sondern dann bleibt es für die nächsten Jahre belegt, und zwar im Konfliktsinne. Von daher, Herr Bundespräsident Koller, wäre es doch wirklich eine Geste der Versöhnung, wenn zumindest der Bundesrat diese Idee als Postulat entgegennehmen könnte. Es ist ja nicht so – wir können Ihnen das schriftlich geben, versiegelt –, dass die Sozialdemokratische Partei den Staatsschutz ablehnt. Das stimmt nicht. Auch die Fassung der Motion, wie sie hier vorliegt, enthält ja einen Passus über vorbereitende Handlungen. Was wir aber nicht mehr dulden können, ist eine politische Polizei, die nicht Delikte bekämpft, sondern Gesinnung. Mit dem Namen «politische Polizei» ist die Gesinnungsschnüffelei auf ewig verbunden.
Von daher bitte ich Sie, jetzt eine Geste zu tun den Betroffenen gegenüber, die jahrzehntelang darunter gelitten haben.

Le président: Selon vos propos, le groupe socialiste est d'accord de transformer la motion en postulat. Cela ne donnerait alors qu'un vote.

Hubacher: Nein, wir haben hier klar eine Motion eingereicht. Aber es wäre ein Entgegenkommen von bürgerlicher Seite, wenn wir nachher über das Postulat abstimmen könnten. Dazu braucht es die Bereitschaft des Bundesrates. Herr Bundespräsident, ich bitte Sie um etwas mehr Flexibilität.

Herczog: Nur ganz kurz: Ich glaube, der Antrag Günter ist klar. Wir müssen nicht so polarisieren, wie das Herr Zbinden Paul will. Wir stimmen zuerst ab: Postulat oder Motion? Ganz normal, jeder Mann und jede Frau stehen dort auf, wo Sie wollen. Nachher gibt es eine namentliche Abstimmung über Annahme oder Ablehnung des entsprechenden Vorstosses. Das ist der ganz normale Verlauf.

M. **Couchepin:** Je crois que la restauration de la confiance passe aussi par des décisions claires et non par des décisions en demi-teinte qui seraient dictées par une tactique et par la volonté de sauver la face de nos amis socialistes qui ont été trop loin dans leur motion, ce qu'ils regrettent maintenant. La restauration de la confiance passe par un vote «oui ou non» et je suggère que l'on suive la procédure proposée par M. Zbinden, motion oui ou non et ensuite postulat oui ou non.
Le groupe radical s'opposera au postulat.

Bundespräsident **Koller:** Ich bedaure, dass ich auch noch einmal zurückkommen muss. Wenn dem so wäre, wie Herr Nationalrat Hubacher ausgeführt hat, dass wir tatsächlich die Möglichkeit hätten, auch vorbereitende Handlungen, also im Vorfeld stafbarer Handlungen, in diesen zentralen, unbestrittenen Bereichen mitzuregeln, dann bestünde Einigkeit zwischen ihm und mir und dem Bundesrat, und dann könnten wir das Postulat selbstverständlich ohne weiteres entgegennehmen. Aber davon steht leider nichts im Text. Wenn das die autoritative Auslegung der Motion der sozialdemokratischen Fraktion wäre, dann könnte ich das entgegennehmen. Aber davon steht nichts im Text. Das war der Grund meiner Haltung.

Rechsteiner: Ich möchte noch einmal kurz festhalten, dass die Staatsschutzdelikte unheimlich weit gehen. Sie umfassen auch Vorbereitungshandlungen. Alle Strafrechtsprofessoren, die sich dazu geäussert haben, haben gesagt, dass die Staatsschutzdelikte eigentlich bereits zu weit ins Feld der Vorbereitungshandlungen gingen. Damit umfassen sie auch Handlungen, die Herr Bundespräsident Koller erwähnt hat, denken wir an die «Bändlistrasse», denken wir an libysche Mordanschläge. Solche Handlungen stellen Delikte dar und werden durch diese Motion der sozialdemokratischen Fraktion erfasst.
In bezug auf das Abstimmungsverfahren stimme ich dagegen Herrn Couchepin zu. Es scheint mir richtig, zunächst über die Motion und hernach über das Postulat abzustimmen, wobei die Abstimmung über die Motion unter Namensaufruf erfolgen soll.

Le président: Je vous invite à passer au vote et à retenir la proposition de M. Paul Zbinden qui permet à ceux qui s'opposent à la fois à la motion et au postulat de ne pas donner indirectement une réponse qui pourrait semer le doute sur la position très claire des différents groupes, notamment du groupe radical qui s'est opposé d'emblée à la motion et au postulat.
Nous voterons donc dans un premier temps sur la motion en tant que telle à l'appel nominal, et ensuite le groupe indépendant, par la voix de M. Günter, proposera, s'il le désire, le postulat.

Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal

Eventuell – A titre préliminaire

Für Ueberweisung der Motion stimmen die folgenden Ratsmitglieder:
Se prononcent en faveur de la motion:
Aguet, Ammann, Baerlocher, Bär, Bäumlin, Béguelin, Biel, Bircher, Bodenmann, Borel, Braunschweig, Brügger, Bundi, Carobbio, Danuser, Diener, Eggenberg-Thun, Euler, Fankhauser, Fehr, Fierz, Gardiol, Grendelmeier, Günter, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Herczog, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Maeder, Mauch Ursula, Meier-Glattfelden, Meizoz, Müller-Aargau, Neukomm, Ott, Rechsteiner, Reimann Fritz, Schmid,

Spielmann, Stappung, Stocker, Thür, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Weder-Basel, Wiederkehr, Zbinden Hans, Ziegler, Züger (60)

Dagegen stimmen die folgenden Ratsmitglieder:
Rejettent la motion:
Aliesch, Allenspach, Antille, Aregger, Aubry, Auer, Baggi, Basler, Berger, Blatter, Blocher, Bonny, Bremi, Bühler, Burckhardt, Bürgi, Büttiker, Caccia, Cavadini, Cevey, Cincera, Cotti, Couchepin, Coutau, Daepp, Darbellay, David, Déglise, Dietrich, Dreher, Dubois, Ducret, Dünki, Eggly, Eisenring, Engler, Eppenberger Susi, Fäh, Feigenwinter, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Claude, Friderici, Früh, Giger, Graf, Grassi, Gros, Guinand, Gysin, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hösli, Houmard, Humbel, Iten, Jeanneret, Jung, Keller, Kohler, Kuhn, Leuba, Loeb, Loretan, Maitre, Martin, Massy, Mauch Rolf, Mühlemann, Müller-Meilen, Müller-Wiliberg, Nabholz, Nebiker, Neuenschwander, Nussbaumer, Oehler, Paccolat, Perey, Petitpierre, Philipona, Pidoux, Portmann, Reich, Reichling, Rohrbasser, Ruckstuhl, Ruf, Rutishauser, Rüttimann, Rychen, Salvioni, Savary-Fribourg, Scheidegger, Scherrer, Schmidhalter, Schnider, Schüle, Schwab, Segmüller, Segond, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Spälti, Spoerry, Stamm, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widmer, Widrig, Wyss Paul, Wyss William, Zbinden Paul, Zölch, Zwingli, Zwygart (123)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:
Dormann, Matthey, Meier Fritz, Pini (4)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:
Columberg, Etique, Frey Walter, Kühne, Luder, Pitteloud, Rebeaud, Reimann Maximilian, Sager, Savary-Vaud, Steffen, Steinegger (12)

Präsident Ruffy stimmt nicht
M. Ruffy, président, ne vote pas

Definitiv – Définitivement
Für Ueberweisung als Postulat 66 Stimmen
Dagegen 109 Stimmen

4. Verschiedenes – Divers

89.735

Postulat Caccia
Informationsfluss zwischen den Polizeikorps
Echange d'informations de police

Wortlaut des Postulates vom 6. Dezember 1989
Der Bundesrat wird eingeladen zu prüfen, ob er den eidgenössischen Räten nicht einen Gesetzesentwurf vorlegen könnte, der es den Kantonen und dem Bund erlaubt, die Polizeiinformationen über sämtliche wichtigen Formen der Kriminalität sowie über vorbestrafte Personen zusammenzulegen.

Texte du postulat du 6 décembre 1989
Le Conseil fédéral est invité à examiner la possibilité de soumettre aux Chambres fédérales un projet de loi pour permettre aux cantons et à la Confédération de mettre en commun les informations de police touchant toutes les formes de criminalité importantes, y compris les informations sur les personnes avec antécédents.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Baggi, Blatter, Bürgi, Columberg, Cotti, Darbellay, Déglise, Dietrich, Dormann, Ducret, Grassi, Hildbrand, Keller, Kühne, Maitre, Nussbaumer, Oehler, Portmann, Rüttimann, Savary-Fribourg, Schmidhalter, Schnider, Stamm, Theubet, Widrig, Zbinden Paul (26)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 21 février 1990
Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

89.739

Postulat der sozialdemokratischen Fraktion
Puk. Aufenthalt und Pauschalbesteuerung von Ausländern

Postulat du groupe socialiste
CEP. Permis de séjour et taxation forfaitaire. Facilités consenties à certains étrangers

---

Wortlaut des Postulates vom 6. Dezember 1989
Der Bundesrat wird eingeladen, die Zusammenhänge zwischen larger Gewährung von Aufenthaltsbewilligungen an reiche Ausländer, den Abschluss von pauschalen Steuervereinbarungen mit solchen Leuten und die Veräusserung von Grundstücken an Personen im Ausland (Umgehungen der Lex Furgler) zu überprüfen und darüber Bericht zu erstatten.
Dabei sollen die offensichtlichen Mängel heutiger Praxis und des Rechtszustandes aufgedeckt und aufgezeigt werden sowie, mit welchen Massnahmen die Situation zu verbessern und das Oberaufsichtsrecht des Bundes zu verstärken ist, insbesondere welche gesetzlichen Vorkehrungen dazu notwendig sind.

Texte du postulat du 6 décembre 1989
Le Conseil fédéral est prié d'examiner les questions liées à l'octroi libéral d'autorisations de séjour à de riches étrangers, la taxation forfaitaire dont ils bénéficient, ainsi que l'aliénation de biens immobiliers à des personnes résidant à l'étranger (au mépris de la loi Furgler); il est prié de faire rapport à ce sujet.
Il s'agira en particulier de relever les défauts évidents de la pratique actuelle ainsi que les carences juridiques, et d'indiquer les mesures à prendre pour améliorer la situation, renforcer la haute surveillance de la Confédération, et plus particulièrement de mettre en évidence les dispositions légales nécessaires à ces fins.

Sprecher – Porte-parole: Bundi

Schriftliche Begründung
Der Puk-Bericht hat aufgezeigt, dass bei der Gewährung von Aufenthaltsbewilligungen an reiche Ausländer und beim Abschluss von pauschalen Steuervereinbarungen grosse Mängel bestehen. Diese betreffen zum Teil das Oberaufsichtsrecht des Bundes und zum Teil eine nicht mehr tragbare Praxis der Kantone.
Gemäss geltendem Recht hat das Bundesamt für Ausländerfragen die Zustimmung zu einer erstmaligen Aufenthaltsbewilligung und zur Verlängerung zu verweigern – die Rede ist hier von nichtarbeitsmarktlichen oder nichtwirtschaftlichen Gründen –, wenn gegen den Ausländer Nachteiliges vorliegt, oder es hat eine Verlängerung abzulehnen, wenn der Ausländer den Mittelpunkt seiner Lebensverhältnisse nicht in der Schweiz hat.

Diesem Gebot wurde in zahlreichen Fällen nicht nachgelebt. Inskünftig muss erreicht werden, dass im Zweifelsfalle, d. h. wenn der Mittelpunkt der Lebensverhältnisse nicht klar eruiert werden kann, die Bewilligung strikte zu verweigern ist. Dann muss auch geprüft werden, ob nicht Bundesrecht den Abschluss von pauschalen Steuererleichterungen an reiche Ausländer generell verbieten soll. Die verfassungsmässige Grundlage dazu besteht seit dem Jahre 1959. In Artikel 42quater der Bundesverfassung heisst es: «Der Bund ist befugt, auf dem Wege der Gesetzgebung Vorschriften zu erlassen gegen Abkommen mit Steuerpflichtigen über die Einräumung ungerechtfertigter steuerlicher Vergünstigungen.» Aufgrund dieser Bestimmungen sollten zumindest die im interkantonalen Konkordat vom 10. Dezember 1948 über den Ausschluss von Steuerabkommen vorgesehenen Ausnahmen eliminiert werden. Steuervereinbarungen mit reichen Ausländern, zum Teil durch Treuhänder und Anwälte ausgehandelt, oft unter den Veranlagungen vergleichbarer einheimischer Steuerzahler liegend, sind eines Rechtsstaates unwürdig.
Schliesslich muss auch überprüft werden, inwieweit ein umstrittener Wohnsitz, ein fiktiver oder dem Scheine nach, zu Umgehungen der Lex Furgler Anlass gibt. Wenn bei nicht gültiger Niederlassungsbewilligung noch der Erwerb von Grundeigentum dazu kommt, liegt eine Verletzung des Bundesgesetzes über die Veräusserung von Grundeigentum an Personen im Ausland vor. Der Bericht möge aufzeigen, wo solche Uebertretungen in den letzten Jahren zu verzeichnen waren. Ferner ist zu prüfen, ob die Lex-Furgler-Abteilung beim Bundesamt für Justiz nicht personell erweitert werden muss. Der heutige Bestand reicht zur vertieften Ueberprüfung von jährlich mehr als tausend kantonalen Erwerbsbewilligungen nicht aus.
Der Puk-Bericht hat zur Genüge aufgedeckt, wie schädlich die Auswirkungen diverser Steuervereinbarungen und Aufenthaltsbewilligungen an einzelne reiche Ausländer sind und wie nahe dieselben auch etwa bei Umgehungen der Lex Furgler angesiedelt sind. Steuerflucht, unerlaubte Finanztransfers, Drogen- und Waffenhandel können damit verbunden sein. Es ist darum höchstes staatspolitisches Gebot, hier gründlich Remedur zu schaffen.

Développement par écrit
Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire a révélé les graves défauts qui entachent l'octroi de permis de séjour à de riches étrangers et la conclusion d'arrangements de taxation forfaitaire. Ces défauts relèvent pour une part de la haute surveillance de la Confédération et pour une autre de la pratique des cantons, dont certains aspects ne sont plus admissibles.
Selon le droit en vigueur, l'Office fédéral des étrangers est censé refuser l'octroi d'un premier permis de séjour ou d'une prolongation – les critères appliqués ici ne relevant ni du marché du travail ni de la situation économique – lorsqu'il existe des raisons militant contre la présence du ressortissant étranger en Suisse. L'office doit également rejeter la demande de prolongation lorsque le centre des intérêts vitaux du ressortissant étranger ne se situe pas dans notre pays. Ces règles n'ont pas été observées dans maints cas. A l'avenir, il faudra refuser strictement l'autorisation de séjour dans tous les cas douteux, à savoir, dans tous ceux où il ne peut être clairement établi que le centre des intérêts vitaux du demandeur se trouve en Suisse.
Il convient aussi d'examiner l'opportunité de prononcer une interdiction générale d'accorder des arrangements forfaitaires à de riches étrangers. La base constitutionnelle existe depuis 1959: «La Confédération peut, par la voie législative, édicter des dispositions contre les arrangements conclus avec des contribuables en vue de leur assurer des avantages fiscaux injustifiés.» (art. 42quater Cst.). Cette disposition devrait permettre tout au moins d'éliminer les exceptions prévues dans le concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons et la Confédération sur l'interdiction des arrangements fiscaux.
De tels arrangements fiscaux avec de riches étrangers, passés souvent par l'entremise de fiduciaires et d'avocats et aboutissant dans maints cas à une imposition inférieure à celle qui frappe les contribuables suisses comparables, sont indignes d'un Etat de droit.
Enfin, il faut examiner dans quelle mesure un domicile douteux ou fictif permet de contourner la loi sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (dite «loi Furgler/Friedrich»). Lorsqu'à un permis d'établissement invalide s'ajoute l'acquisition d'un bien-fonds, nous sommes en présence d'une violation de cette loi.
Le rapport devra mettre en évidence les violations survenues ces dernières années. Il devra aussi examiner l'opportunité de renforcer le personnel de la section chargée de l'appliquer au sein de l'Office de la justice (Section Acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger). Son effectif actuel ne suffit pas en effet pour un examen approfondi des autorisations cantonales de vente, dont le nombre annuel dépasse le millier.
Le rapport de la CEP a suffisamment montré combien les arrangements fiscaux et les permis de séjour accordés à de riches étrangers nuisent au crédit de notre pays et combien ils sont étroitement liés à des violations de la loi Furgler. L'évasion fiscale, le transfert illégal de capitaux et les trafics d'armes et de drogues peuvent également y être liés. Remédier fondamentalement à cet état de choses est donc un impératif prioritaire de notre politique nationale.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.
Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 21 février 1990
Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

88.877

Postulat Cavadini
Bekämpfung des Drogenhandels
Lutte contre le trafic illicite de stupéfiants

Wortlaut des Postulates vom 15. Dezember 1988
Der Bundesrat wird eingeladen, die Möglichkeit zu untersuchen:
1. Artikel 58 des Schweizerischen Strafgesetzbuches so zu revidieren, dass es möglich wird, die indirekten Gewinne aus ungesetzlichen Handlungen zu konfiszieren, auch wenn diese Handlungen im Ausland begangen wurden. Zu diesen ungesetzlichen Handlungen sind der Drogenhandel, der Terrorismus, die Entführung von Personen sowie Betrug, illegaler Waffenhandel usw. zu zählen. Vorbehalten bleiben natürlich die Rechte von Dritten, die Eigentümer der Sache sind oder diese in gutem Glauben erworben haben, was bereits in Artikel 58bis des Strafgesetzbuches und in Artikel 933 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches vorgesehen ist;
2. die Artikel 34, 63 und 74 des Rechtshilfegesetzes zu prüfen und, wenn nötig, so zu ändern, dass indirekter Gewinn aus einer ungesetzlichen Handlung konfisziert werden kann;
3. gegebenenfalls diese beiden Vorschläge im Rahmen eines Revisionsentwurfs zum Kapitel über Vergehen gegen das Vermögen des Schweizerischen Strafgesetzbuches oder im Rahmen der Gesetzgebung gegen die Geldwäscherei vorzulegen.

Texte du postulat du 15 décembre 1988
Le Conseil fédéral est invité à examiner la possibilité:
1. de revoir l'article 58 du Code pénal suisse en y incluant la possibilité de confisquer les produits indirects d'actes illicites, même commis à l'étranger. Parmi ces actes illicites il faudrait inclure le trafic de stupéfiants, le terrorisme, l'enlèvement de personnes ainsi que l'escroquerie, le trafic illicite d'armes, etc. Sont évidemment réservés les droits de tiers possesseurs ou

acquéreurs de bonne foi, déjà prévus à l'article 58bis du Code pénal et à l'article 933 du Code civil suisse;
2. de revoir, s'il le juge nécessaire après examen, la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale aux articles 34, 63 et 74 pour pouvoir confisquer le produit indirect de la réalisation d'un acte illicite;
3. de présenter, le cas échéant, ces deux propositions dans le cadre du projet de révision du chapitre des délits contre le patrimoine du Code pénal suisse ou de la législation contre le blanchissage d'argent.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bonvin, Couchepin, Dubois, Eppenberger Susi, Giger, Guinand, Kohler, Nabholz, Petitpierre, Philipona, Pini, Salvioni, Schüle, Weber-Schwyz (14)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
A Vienne se déroule actuellement une conférence internationale, suite à une initiative des Nations Unies, ayant pour but l'élaboration d'une convention pour la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Dans le projet de convention, l'on prévoit un certain nombre de mesures qui devraient être adoptées par les différents Etats. En particulier, ces derniers devraient s'engager à revoir leurs lois sur deux points:
1. la punissabilité du recyclage (art. 305bis du Code pénal suisse);
2. la possibilité de confisquer les avantages pécuniaires provenant indirectement du trafic illicite.
Au sujet du premier point, le Conseil fédéral a déjà attribué à l'ancien procureur tessinois Paolo Bernasconi la tâche d'élaborer un projet de loi qui devrait introduire dans notre législation la punissabilité des personnes impliquées dans le recyclage d'argent provenant du commerce de stupéfiants ou d'autres crimes. Cette loi est à l'examen du Conseil fédéral qui a déjà annoncé son intention de transmettre un message aux Chambres en 1989.
Pour le deuxième point, rien n'est prévu jusqu'à présent; une lacune existe dans notre législation. Il est en effet actuellement impossible de confisquer des fonds, provenant du trafic de drogue et d'autres crimes, qui ont déjà été recyclés. L'article 58 du Code pénal permet uniquement la confiscation du produit direct de l'infraction. La possibilité de confisquer le produit indirect existe en deux cas seulement, c'est-à-dire lorsque l'Allemagne ou l'Autriche en font demande à la Suisse en s'appuyant sur deux accords concernant l'entraide internationale en matière pénale.
De plus, il est aujourd'hui possible de confisquer le produit direct d'un acte illicite commis à l'étranger, seulement s'il a trait au trafic de stupéfiants (art. 24 de la loi fédérale sur les stupéfiants). Cette confiscation ne peut par contre pas s'appliquer aux avantages pécuniaires illicites indirects (déjà recyclés). Il est évident que, si l'on veut combattre plus efficacement les organisations actives dans le trafic de drogue, il ne faut pas seulement viser les personnes, mais il est nécessaire de pouvoir confisquer l'argent provenant de ce trafic afin d'éviter qu'il soit ensuite utilisé pour de nouveaux achats de drogue.
Des difficultés accrues en Suisse devraient contribuer à rendre notre pays moins attractif pour ces trafiquants.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 21 février 1990
Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

88.871

Interpellation Spälti
Drogenkriminalität
Criminalité en matière de stupéfiants

Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1988
Die im Zusammenhang mit der Drogenbeschaffung stehende Kriminalität nimmt ständig zu. Man muss davon ausgehen, dass ein Süchtiger pro Tag bis zu 1000 Franken aufwenden muss, um seine Abhängigkeit beispielsweise von Heroin finanzieren zu können. So ist in Italien 1987 die Drogenkriminalität um 56 Prozent angewachsen, insgesamt waren 1987 21 600 Delikte im Zusammenhang mit Drogen zu verzeichnen, gegenüber 13 800 Delikten im Jahr 1986.
Auch in der Bundesrepublik Deutschland (BRD) sind die Folgen der Beschaffungskriminalität gravierend. Einbruchdiebstähle, Raubüberfälle, Autodiebstähle, Entreissdiebstähle und die damit verbundene Hehlerei haben markant zugenommen. Experten führen diese Entwicklung darauf zurück, dass der Drogenmarkt immer grösser wird und sich darin immer mehr Kleinhändler bewegen.
1. Wie beurteilt der Bundesrat dieses Problem der Drogenbeschaffungskriminalität in der Schweiz? Kann er über die bisherige Entwicklung Zahlen liefern?
2. Welche sozialen und volkswirtschaftlichen Kosten entstehen durch den Drogenkonsum und die Drogenbeschaffungskriminalität?
3. Wie stellt sich der Bundesrat zu diesem Problem und welche Massnahmen nimmt er konkret in Aussicht, um den Kampf gegen den Drogenhandel und den Drogenmissbrauch zu intensivieren?

Texte de l'interpellation du 15 décembre 1988
Le nombre des délits commis par des toxicomanes pour pouvoir se procurer des stupéfiants augmente sans cesse. Il faut compter qu'un toxicomane doit dépenser jusqu'à 1000 francs par jour pour satisfaire ses besoins en héroïne par exemple. On a constaté en Italie que la criminalité liée à la toxicomanie avait augmenté de 56 pour cent en 1987 et au total, dans la même année, on a dénombré 21 600 délits liés à la consommation de stupéfiants alors qu'on en avait enregistré 13 800 en 1986.
En République fédérale allemande, la criminalité engendrée par la dépendance de la drogue est lourde de conséquence. Les cambriolages, les attaques à main armée, les vols dans les voitures et à l'arraché et les délits de recel qui en résultent ont sensiblement augmenté. Les spécialistes estiment que cette aggravation est due au fait que le marché de la drogue s'étend toujours plus et que les petits revendeurs interviennent en nombre croissant.
1. Que pense le Conseil fédéral de ce problème de la criminalité liée à l'achat de stupéfiants en Suisse? Dispose-t-il de chiffres dans ce domaine?
2. Quels sont les coûts engendrés sur le plan social et économique par la consommation de stupéfiants et les délits commis pour financer l'achat de drogues?
3. Que pense le Conseil fédéral de ce problème et quelles mesures concrètes envisage-t-il de prendre pour intensifier la lutte contre la toxicomanie et contre le trafic de stupéfiants?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aregger, Bonny, Büttiker, Cavadini, Eisenring, Engler, Eppenberger Susi, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Friderici, Früh, Giger, Gros, Gysin, Hess Peter, Kohler, Loeb, Loretan, Mühlemann, Müller-Meilen, Nabholz, Scheidegger, Spoerry, Stucky, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer (28)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 14. Februar 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 14 février 1990

1. Der Bundesrat ist besorgt über das Ausmass der sogenannten Beschaffungskriminalität im schweizerischen Drogenmilieu. Indessen zeigt die von der Bundesanwaltschaft erstellte Betäubungsmittelstatistik für die Jahre 1985–1988 keine signifikante Zunahme der Beschaffungstäter. Fachleute schätzen allerdings, dass die Dunkelziffer in diesem Bereich hoch ist. Zudem mehren sich die Anzeichen, dass auch in der Schweiz zur Beschaffung der für den Drogenkonsum notwendigen finanziellen Mittel mit vermehrter Brutalität und bandenmässig organisiert vorgegangen wird.
2. Dem Bundesrat ist nicht bekannt, welche sozialen und volkswirtschaftlichen Kosten durch den Drogenkonsum und die Drogenbeschaffungskriminalität gesamtschweizerisch entstehen. Entsprechendes statistisches Zahlenmaterial liegt nicht vor.
3. Der Bundesrat hat mit der Verstärkung der Zentralstelle zur Bekämpfung des illegalen Drogenhandels bei der Bundesanwaltschaft um 15 Stellen eine wesentliche Voraussetzung geschaffen, dem illegalen Drogenhandel effizienter entgegentreten zu können. Zudem wurde auf internationaler Ebene der Beitrag der Schweiz zum Uno-Drogenbekämpfungsfonds erheblich erhöht.
Der Bundesrat erhofft sich von der Schaffung eines Straftatbestandes über die Geldwäscherei eine weitere Verstärkung des Abwehrdispositivs gegen den internationalen Drogenhandel.
Ferner hat der Bundesrat den Bericht der Subkommission «Drogenfragen» der Eidgenössischen Betäubungsmittelkommission über die Aspekte der Drogensituation und Drogenpolitik in der Schweiz, welcher im Juni 1989 veröffentlicht wurde, den Kantonen und interessierten Kreisen zur Vernehmlassung unterbreitet. Die Auswertung dieser Vernehmlassung zu den Analysen und Vorschlägen der Kommission wird im Frühjahr 1990 dem Bundesrat unterbreitet werden und als Grundlage für die zukünftige Drogenpolitik des Bundes dienen.

89.734

Motion Ziegler
Auflösung der Patriotischen Front
Dissolution du Front patriotique

Wortlaut der Motion vom 6. Dezember 1989
Der Bundesrat wird ersucht, gestützt auf Artikel 102 Ziffer 10 der Bundesverfassung, die Patriotische Front aufzulösen und ihre Aktivitäten in der ganzen Schweiz zu verbieten.

Texte de la motion du 6 décembre 1989
Le Conseil fédéral est invité – en vertu de l'article 102, alinéa 10 de la Constitution fédérale – de dissoudre le Front patriotique et d'interdire ses activités sur l'ensemble du territoire suisse.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aguet, Carobbio, Hafner Rudolf, Maeder, Meizoz, Weder-Basel (6)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Le Front patriotique est une organisation raciste dont l'idéologie, la structure et la conduite sont contraires à la Constitution fédérale.
L'attaque lancée contre le centre d'accueil de Zoug, l'incendie volontaire d'un home de réfugiés, le récent meurtre en pleine ville de Fribourg d'un père de famille kurde, sont des événements alarmants.
Les activités criminelles du Front patriotique menacent clairement l'ordre et la tranquillité, ainsi que la sécurité intérieure de la Confédération.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
A la suite des postulats Grendelmeier et Reimann déjà adoptés par le Conseil national, le Ministère public de la Confédération élabore un rapport sur l'extrémisme en Suisse, de concert avec les services de police compétents cantonaux et municipaux, ainsi qu'avec le concours de spécialistes extérieurs à l'administration. Dans ce contexte, le Front patriotique et ses activités feront également l'objet d'une appréciation. Sur la base des renseignements et des conclusions de ce rapport, le Conseil fédéral examinera si les conditions juridiques sont réunies pour prononcer une dissolution du Front patriotique ou une interdiction de ses activités.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

89.779

Interpellation Hafner Ursula
Ungesetzliche Zusammenarbeit von Bundesbehörden und Privatwirtschaft
Collaboration illicite entre les autorités fédérales et l'économie privée

---

Wortlaut der Interpellation vom 13. Dezember 1989
Aus dem Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission geht hervor, dass die Bundesanwaltschaft trotz Personalknappheit im Auftrag grösserer privater Unternehmen Sicherheitsüberprüfungen durchführt, obwohl dafür jede rechtliche Grundlage fehlt. Im Frühjahr 1980 gab eine Affäre zu reden, in welcher die Zusammenarbeit zwischen Bundesanwaltschaft und Privatwirtschaft noch über solche Sicherheitsüberprüfungen hinausging: Die beiden französischen Zollbeamten B. Rui und P. Schultz wurden von der Bundespolizei verhaftet. Ein ehemaliger Mitarbeiter der Schweizerischen Bankgesellschaft hatte sie als «agent provocateur» in eine Falle gelockt – offenbar in Zusammenarbeit mit der Bundesanwaltschaft. In der Gerichtsverhandlung wurden sämtliche Fragen, welche die Zusammenarbeit zwischen der Bank und der Bundesanwaltschaft betrafen, als unzulässig zurückgewiesen.
Ich bitte den Bundesrat um die Beantwortung folgender Fragen:
1. Wie weit ging im Fall Rui/Schultz die Zusammenarbeit zwischen der Bundesanwaltschaft und der Schweizerischen Bankgesellschaft?
2. Gibt es noch andere Formen der Zusammenarbeit zwischen Bundesanwaltschaft und Privatwirtschaft? Welches Ausmass hat die Tätigkeit der Bundesanwaltschaft zugunsten Privater?
3. Trifft es zu, dass auch beim Personalinformationssystem der Armee von privaten Unternehmen Informationen über Stellenbewerber eingeholt werden?
4. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass jegliche ungesetzliche Zusammenarbeit von Bundesbehörden mit der Privatwirtschaft zu unterbinden sei?

Texte de l'interpellation du 13 décembre 1989
Du rapport de la Commission d'enquête parlementaire, il ressort que, malgré les restrictions en personnel, le Ministère public de la Confédération a effectué des enquêtes de sécurité sur mandat de grandes entreprises du secteur privé. Or, il n'existe aucune base légale lui donnant ce pouvoir. Au printemps 1980, une affaire qui allait encore plus loin qu'une telle collaboration entre le Ministère public et le secteur privé en matière d'enquête de sécurité a fait couler beaucoup d'encre:

les deux douaniers français B. Rui et P. Schultz ont été arrêtés par la police fédérale. Un ancien collaborateur de l'Union de banques suisses avait tenu le rôle d'agent provocateur pour leur tendre un piège – manifestement en collaboration avec le Ministère public. Lors de l'audience au Tribunal, toutes les questions ayant trait à la collaboration entre la banque et le Ministère public de la Confédération ont été déclarées irrecevables.
Je prie à ce sujet le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:
1. Jusqu'où est allée la collaboration entre le Ministère public de la Confédération et l'Union de banques suisses dans l'affaire Rui/Schultz?
2. La collaboration entre le Ministère public de la Confédération et l'économie privée a-t-elle pris d'autres formes? Quelle est l'ampleur des activités exercées par le Ministère public pour le compte du secteur privé?
3. Est-il exact que des entreprises privées peuvent demander des informations sur des candidats à un poste en s'adressant au système de gestion du personnel incorporé dans l'armée?
4. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas lui aussi que toute collaboration illégale d'autorités fédérales avec l'économie privée devrait être interdite?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann, Bäumlin Ursula, Béguelin, Braunschweig, Brügger, Bundi, Carobbio, Danuser, Eggenberg-Thun, Fankhauser, Haller, Hubacher, Jeanprêtre, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Longet, Matthey, Mauch Ursula, Neukomm, Ott, Pitteloud, Reimann Fritz, Stappung, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Zbinden Hans, Ziegler, Züger (30)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Die Urheberin verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
1. Ende November 1979 gab die Schweizerische Bankgesellschaft in Zürich der Bundesanwaltschaft von mutmasslichen illegalen Aktivitäten französischer Zollbeamter auf schweizerischem Territorium Kenntnis, was den Bundesanwalt zur Eröffnung eines gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens wegen Verdachts verbotener Handlungen für einen fremden Staat und wirtschaftlichen Nachrichtendienstes veranlasste. Im Zuge der Ermittlungen konnten die von der Interpellantin genannten französischen Beamten Rui und Schultz ermittelt und überführt werden, was schliesslich nach erfolgter Delegation des Falles an die zuständigen Zürcher Behörden im Juni 1980 zu deren Verurteilung durch das Bezirksgericht Zürich führte.
In diesem Verfahren trat die SBG als Anzeigeerstatterin auf. Zur Abklärung des Sachverhaltes sowie für die erforderlichen polizeilichen Ermittlungs- und Ueberwachungsmassnahmen war die Bundesanwaltschaft, die in von ihr geführten Verfahren keine agents provocateurs einsetzt, auf die Mitwirkung der Bank angewiesen. Wie der Bundesrat bereits bei Beantwortung der Einfachen Anfrage Ziegler Genf vom 17. Juni 1980 ausgeführt hat, richtete sich das Verfahren nach den Bestimmungen des Bundesstrafprozesses.
2. Weder die Bundesanwaltschaft noch irgendeine andere Ermittlungsbehörde kann ihren Auftrag ohne Kontakt zu anderen Behörden und Privaten erfüllen. Dies gilt nicht nur für das Gebiet gerichtspolizeilicher Ermittlungen, bei welchen namentlich Anzeigeerstatter, Geschädigte und Experten im Rahmen einschlägiger prozessualer Vorschriften bei der Abklärung von strafbaren Handlungen und Verdachtsfällen mitzuwirken haben, sondern auch im Bereich der Prävention. Daraus ergibt sich auch für die Bundesanwaltschaft die Notwendigkeit, von Fall zu Fall mit Privatpersonen sowie Vertretern namentlich aus Wirtschaft, Industrie, Forschung und Banken Kontakte zu pflegen. Es kann sich dabei um eine Beratung in Sicherheitsfragen, Orientierung über eine bereichsspezifische Bedrohung, Warnung vor erkennbaren Gefahren usw. handeln.
Zu den Aufgaben der Bundesanwaltschaft gehört sodann auch die gutachtliche Tätigkeit zu bestimmen Sach- und Rechtsfragen zugunsten von Körperschaften des öffentlichen und privaten Rechts. Auch hat sie bei Erarbeitung des Bedrohungsbildes zur Anordnung von Sicherheitsmassnahmen im Luftverkehr zugunsten privater Fluggesellschaften und Flugplatzhalter, insbesondere Swissair, mitzuwirken und den Einsatz der Sicherheitsbeauftragten im Einvernehmen mit den betroffenen schweizerischen Unternehmen zu bestimmen (Artikel 122 LVF, SR 748.01).
Was die Personensicherheitsüberprüfungen betrifft, obliegt ihr die Beurteilung zusammen mit den zuständigen militärischen Stellen hinsichtlich des Personals jener Privatbetriebe, die klassifizierte militärische Aufträge zu bearbeiten haben (VO EMD über das Geheimschutzverfahren bei Aufträgen mit militärisch klassifiziertem Inhalt vom 31. Oktober 1979, SR 510.413).
Andere Sicherheitsüberprüfungen zugunsten privater Betriebe erfolgten in der Vergangenheit nur vereinzelt für besonders sicherheitsempfindliche Bereiche; sie werden entsprechend der Forderung der Puk in der Motion «Datenschutz in der Bundesanwaltschaft» heute nicht mehr durchgeführt.
3. Was den Datenbestand des Personalinformationssystems der Armee betrifft, ist aufgrund des geltenden Rechts (Artikel 151 des Bundesgesetzes über die Militärorganisation, SR 510.10; Artikel 13 und 32 der Verordnung des Bundesrates vom 29. Oktober 1986 über das militärische Kontrollwesen, SR 511.22) die Bekanntgabe schutzwürdiger militärischer Angaben über Angehörige der Armee an private Unternehmen nicht zulässig. Die Benützer des Personalinformationssystems der Armee (Pisa) werden vom Bundesamt für Adjutantur (BADJ), das für die rechtmässige Anwendung des militärischen Kontrollwesens zu sorgen hat, entsprechend instruiert. Dem BADJ ist nichts davon bekannt, dass solche militärischen Daten entgegen den Rechtsgrundlagen und Instruktionen an private Unternehmen bekanntgegeben worden wären. Sollten der Interpellantin jedoch konkrete Fälle bekannt sein, wäre das BADJ sehr daran interessiert, davon Kenntnis zu erhalten, damit gezielt Abhilfe geschaffen werden kann.
Private Unternehmen können indessen militärische Daten über Angehörige der Armee einholen, sofern diese dazu ihr schriftliches Einverständnis geben. Diese Regelung ist, in Anwendung der Richtlinien des Bundesrates vom 16. März 1981 für die Bearbeitung von Personendaten in der Bundesverwaltung (BBl 1981 I, 1298, 1983 II, 1177), in den Weisungen des Ausbildungschefs vom 23. Dezember 1981 über die Qualifikation und über die Vorschläge zur Weiterausbildung in der Armee verankert.
4. Der Bundesrat vertritt die Auffassung, dass die Bundesanwaltschaft als nationale Sicherheitsbehörde auch gewisse Beratungs-, Schutz- und Informationsverpflichtungen gegenüber nichtstaatlichen Institutionen wahrzunehmen hat. Diese sind allerdings nur innerhalb der Schranken unserer Rechtsordnung zulässig.
Aufgrund der von der Puk geäusserten Kritik an einzelnen Tätigkeiten der Bundesanwaltschaft werden deren Rechtmässigkeit und die Notwendigkeit allfälliger ergänzender Rechtsgrundlagen im Zusammenhang mit der Reorganisation dieses Amtes speziell geprüft werden.

89.813

Interpellation Thür

Internationaler Informationsverbund «Kilowatt»

Cellule internationale de renseignements «Kilowatt»

Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1989
Gemäss einem von der Bundesanwaltschaft bestätigten Zeitungsbericht in der «Wochen Zeitung» (Nr. 44/89 vom 3.11.89) ist die Bundespolizei seit knapp 20 Jahren einem geheimen, internationalen Informationsverbund angeschlossen. Zweck der «Kilowatt»-Gruppe ist der Austausch von Informationen aus dem Bereich der sogenannten Terrorismusbekämpfung. Zu den «Kilowatt»-Mitgliedern gehören überwiegend die Geheimdienste der Nato-Staaten (darunter CIA/FBI) sowie die israelischen Geheimdienste Mossad und Shin Beth. Neutrale Länder wie Oesterreich und Finnland gehören aus neutralitätspolitischen Ueberlegungen nicht dazu. Ich frage den Bundesrat an:
1. Wie lässt sich die «Kilowatt»-Mitgliedschaft neutralitätspolitisch rechtfertigen?
2. Auf welche von der Bundesanwaltschaft zitierte Weisungen des EJPD stützt sich der Beitritt der Bundespolizei zur «Kilowatt»-Gruppe?
3. Haben schweizerische Geheimdienste noch andere zwischenstaatliche Abkommen, die der Oeffentlichkeit noch nicht bekannt sind, abgeschlossen? Wenn ja, welche?

Texte de l'interpellation du 15 décembre 1989
Selon un article qui a paru dans le *Wochen Zeitung* (no. 44/89 du 3.11.89) et qui a été confirmé par le Ministère public de la Confédération, la police fédérale fait partie depuis une petite vingtaine d'années d'une cellule internationale de renseignements. La cellule «Kilowatt» est un centre de renseignements pour toutes les données relatives à ce qu'on appelle la lutte contre le terrorisme. Parmi les membres de «Kilowatt» on compte notamment les services secrets des pays membres de l'OTAN (parmi eux la CIA et le FBI) ainsi que les services secrets israéliens Mossad et Shin Beth. Les pays neutres tels que l'Autriche et la Finlande ne font pas partie de cette organisation pour des raisons de politique de neutralité.
Je pose au Conseil fédéral les questions suivantes:
1. Comment le Conseil fédéral concilie-t-il l'appartenance au groupe «Kilowatt» et le principe de neutralité de la Suisse?
2. Sur quelle injonction du DFJP, à laquelle se réfère le Ministère public, se fonde l'adhésion de la police fédérale au groupe «Kilowatt»?
3. Les services secrets suisses ont-ils conclu d'autres accords internationaux, dont le public n'aurait pas encore connaissance? Si oui, lesquels?

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 21. Februar 1990
Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
Die Bundespolizei, welcher gemäss Bundesratsbeschluss vom 29. April 1958 (SR 172.213.52) der Fahndungs- und Informationsdienst im Interesse der inneren und äusseren Sicherheit obliegt, ist nicht nur auf dem Gebiet der Spionageabwehr, sondern in besonderem Mass bei der Bekämpfung grenzüberschreitender terroristischer Gewaltakte auf einen Informationsaustausch mit ausländischen Sicherheits- und Polizeidiensten angewiesen. Für einen Abwehrdienst mit strikter Zuständigkeitsbeschränkung auf dem Gebiet des eigenen Landes ist ein solcher Informationsaustausch im Lichte der grenzüberschreitenden und oft rasch wechselnden Bedrohung durch den internationalen Terrorismus von besonderer Bedeutung.
Als deshalb anfangs der 70er Jahre die Sicherheitsdienste verschiedener Staaten eine von Interpol unabhängige rasche gegenseitige Orientierung über besondere Vorkommnisse, Verdachtsfälle, Straftaten und Zusammenhänge auf dem Gebiet des internationalen Terrorismus vereinbarten, welche den besonderen Geheimhaltungsbedürfnissen Rechnung trug, war eine Mitwirkung des für unser Land zuständigen Abwehrdienstes an dieser Informationsvermittlung eindeutig geboten. Der Bundesrat hat stets betont, dass Terrorismusbekämpfung nur durch internationale Zusammenarbeit der zuständigen Sicherheitsorgane erfolgreich sein kann, und die Bereitschaft der Schweiz zu entsprechender Zusammenarbeit auch gegenüber dem Ausland wiederholt bekräftigt.
Von diesen Erwägungen ausgehend, lassen sich die vom Interpellanten gestellten Fragen wie folgt beantworten:
1. Die Beteiligung der Bundespolizei am unter der Bezeichnung «Kilowatt» betriebenen Informationsaustausch zur Bekämpfung des internationalen Terrorismus ist neutralitätspolitisch zu verantworten, da es um die Verhütung und Abklärung von Straftaten des gemeinen Rechtes geht, die nur im internationalen Verbund erfolgreich sein kann. Namentlich aus Gründen der Neutralität dürfen einem fremden Staat keine gegen ihn gerichteten Vorgänge, welche die Schweiz nicht unmittelbar berühren, zur Kenntnis gebracht werden.
2. Der Beitritt der Bundespolizei zu diesem internationalen Informationsaustausch erfolgt im Einvernehmen mit und nach Weisungen des Vorstehers des Justiz- und Polizeidepartementes. Die Mitwirkung richtet sich im übrigen nach den Vorschriften des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes über die Erteilung von Auskünften des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft an ausländische Amtsstellen vom 29. April 1958 (BBl 1958 II, 704).
3. Die Beteiligung der Bundespolizei am Informationsverbund «Kilowatt» stützt sich nicht auf ein formelles zwischenstaatliches Abkommen. Der Informationsaustausch der Bundespolizei beruht auf bilateralen oder multilateralen Vereinbarungen der beteiligten Sicherheitsorgane und erfolgt mit Wissen und Zustimmung des Bundesrates. Der militärische Nachrichtendienst ist seinerseits bis zu einem bestimmten Grad auf die Zusammenarbeit mit Diensten des Auslandes angewiesen. Zu diesem Zweck pflegt er mit Wissen und Zustimmung des Bundesrates bilaterale Beziehungen mit dem Ausland.

Bundi: Ich danke dem Herrn Bundespräsidenten, dass er bereit ist, das Postulat 89.739 entgegenzunehmen, und ebenfalls, dass er gestern im Rahmen der Projektorganisation «Basis» signalisiert hat, auch den Problembereich Ausländerrecht/Steuerabkommen abklären und gegebenenfalls reorganisieren zu lassen. Einige Bemerkungen seien mir noch im Hinblick auf die Ausführungen des Bundesrates zum Puk-Bericht über das Thema Erteilung der Aufenthaltsbewilligungen (Seite 17) erlaubt.
Die Puk hatte Vorwürfe erhoben gegenüber Unzulänglichkeiten in den Kantonen im Zusammenhang mit der Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen an ausländische Staatsangehörige. In einzelnen Fällen wurden Bewilligungen an Personen erteilt, die des Drogenhandels oder der Teilnahme an internationalen Verbrechen verdächtigt werden.
Obwohl die Puk nicht das Bundesamt für Ausländerfragen direkt für diese Mängel verantwortlich machte – es ist ja so, dass die Bewilligung grundsätzlich in der Kompetenz der Kantone liegt –, kritisierte sie doch, dass dieses Amt in der Ausübung der Oberaufsicht zu grosse Zurückhaltung gezeigt habe. Der Bundesrat versucht nun, in seinem Bericht hervorzuheben, dass der Bund gemäss Artikel 69ter der Bundesverfassung zu wenig Kompetenzen besitze. Immerhin ist dem entgegenzuhalten, dass gemäss Absatz 2 dem Bund das endgültige Entscheidungsrecht gegenüber kantonalen Bewilligungen für längerdauernde Aufenthalte, für Niederlassungen und gegenüber Toleranzbewilligungen zusteht.
Die Fälle, die im Puk-Bericht beanstandet wurden, berühren fast ausschliesslich jene Grenzfälle, dubiose Personen, reiche Ausländer, die keinen eindeutigen Wohnsitznachweis erbringen, usw. Es handelt sich also nicht um die arbeitsmarktlichen oder nichtwirtschaftlichen Fälle. Das heisst, diese besonderen Fälle gehörten gerade in den Bereich der in der Bundesverfassung genannten Toleranzbewilligungen und verdienten denn auch die besondere Aufmerksamkeit des Bundesamtes für Ausländerfragen.
Ich meine, dass damit auch die Möglichkeit gegeben ist, das Gesetz strenger zu fassen und das Oberaufsichtsrecht des Bundes genauer zu umschreiben. Im übrigen bietet Artikel 42quater der Bundesverfassung eindeutig die Kompetenz, Vorschriften gegen pauschale Steuerabkommen zu erlassen, die mit ungerechtfertigten steuerlichen Vergünstigungen ver-

bunden sind. Ich hoffe sehr, dass der Bundesrat aufgrund des vorliegenden Postulates und aufgrund der gestrigen Erklärungen möglichst rasch Schritte unternimmt, um die notwendigen gesetzlichen Anpassungen vorzunehmen oder vorzuschlagen.

M. **Cavadini:** Je vois avec satisfaction que le Conseil fédéral est prêt à accepter mon postulat 88.877 de décembre 1988 qui demandait de revoir l'article 58 du Code pénal en y incluant la possibilité de confisquer les produits indirects d'actes illicites et ce, même si les délits sont commis à l'étranger. J'avais déjà soulevé ce problème fin novembre lors de la discussion sur le blanchissage d'argent sale. M. Koller, conseiller fédéral, avait répondu qu'une commission d'experts s'occupait de cette question dans le cadre de la révision du chapitre sur les délits contre le patrimoine. Les propositions de la commission étaient attendues pour la fin 1989 et le département pensait les mettre en consultation encore cette année.
J'aimerais en premier lieu savoir si la commission a enfin présenté son rapport. J'ai l'impression toutefois que le temps de cette révision s'allonge et c'est pour cette raison que je désire connaître le programme de travail prévu actuellement. A mon avis, la modification de cet article est urgente, sans quoi il demeure impossible de confisquer des fonds ayant déjà été recyclés et provenant du trafic de la drogue et d'autres crimes. Je répète que si l'on veut lutter efficacement contre les personnes et les organisations qui sont actives dans le trafic de drogue, il faut saisir les personnes mais il faut aussi pouvoir confisquer cet argent afin d'éviter qu'il demeure dans le circuit de la drogue. D'après mes renseignements et d'après les déclarations qui ont été faites par la «Bezirkanwaltschaft» de Zurich, des millions de francs qui avaient été bloqués à titre préventif n'ont pu être confisqués d'une façon définitive parce que les dispositions actuelles de l'article 58 sont trop restrictives. L'urgence est encore justifiée par deux conventions internationales – celle de Vienne déjà signée par la Suisse et celle du Conseil de l'Europe qui paraît presque terminée – qui prévoient des interventions plus sévères sur la confiscation. Au niveau international le thème est donc mûr. C'est pour cette raison qu'il faudrait anticiper la révision de l'article 58 du Code pénal et, à ce propos, je demande au Conseil fédéral s'il n'est pas aussi de l'avis d'accélérer la procédure et la consultation pour arriver au Parlement encore au cours de cette année avec une proposition concrète.
En ce qui concerne ma motion sur la lutte contre le trafic de drogue, approuvée par les deux Chambres à l'unanimité, j'ai pris note, dans la déclaration du président de la Confédération du mois de novembre dernier, de la volonté du Conseil fédéral d'augmenter le personnel de quinze unités et de réorganiser le service en collaboration avec les cantons. Là aussi, on a toutefois l'impression que l'on avance un peu lentement, surtout dans la réforme de la section centrale anti-drogue du Ministère public de la Confédération. Dans ce secteur aussi, je suis d'avis qu'il faudrait raccourcir les temps de la réorganisation pour pouvoir vraiment combattre les criminels avec plus d'efficacité. J'aimerais donc avoir des indications plus précises et rassurantes quant au temps de la réorganisation de la centrale anti-drogue et, en particulier, savoir quelles ont été les adaptations déjà réalisées après la nomination du nouveau responsable de cette section du Ministère fédéral.

Spälti: Sie haben eine Vielzahl von persönlichen Vorstössen in den Händen. Ich gestatte mir deshalb nochmals kurz darzustellen, was ich eigentlich vom Bundesrat wissen wollte und wieso.
Ich verlangte Zahlen und eine Beurteilung der Entwicklung der Drogenbeschaffungskriminalität sowie eine klare Darstellung der Grössenordnung der sozialen und volkswirtschaftlichen Kosten, die durch den Drogenkonsum und die damit verbundene Kriminalität in der Schweiz verursacht werden. Ich fragte auch nach Massnahmen, mit denen der Bundesrat den Kampf gegen den Drogenhandel und -missbrauch zu intensivieren gedenke. Zahlen wünschte ich vor allem deshalb, weil es eine zuverlässige Grundlage braucht, um eine Bedrohung unserer Gesellschaft in ihrem Ausmass zu erfassen und um die bedrohungsgerechten Massnahmen, nicht zuletzt auch hinsichtlich der Aufklärung der Bevölkerung, treffen zu können.
Die Antwort ist leider völlig nichtssagend und in dieser Form eine Zumutung; sie weist zudem auf eine klare Unterschätzung des Problemes hin. Diese Antwort hätte ein Beamter in 15 Minuten schreiben können. Es hätte kein volles Jahr bis zur Beantwortung verstreichen müssen. Und diese Antwort, nachdem der Bundesrat selbst in seiner Stellungnahme zum Puk-Bericht die Forderung nach einer grösseren Aktivität der Bundesbehörden in der Bekämpfung des Drogenhandels akzeptiert hatte!
Trotz klarer Fragen können keine Zahlen geliefert werden. Es finden sich auch keine Hinweise auf die Mängel, welche sich aus dem Fehlen schweizerischer Zahlen über die Beschaffungskriminalität, über die volkswirtschaftlichen und sozialen Kosten von Drogenkonsum und -kriminalität ergeben, keine Hinweise auf Bestrebungen, etwas zu ändern. Man gibt sich offenbar mit dem völlig unbefriedigenden Zustand zufrieden und glaubt, mit den wenigen bisher getroffenen Massnahmen Wesentliches getan zu haben.
Es stellt sich so grundsätzlich die Frage, ob durch den Bundesrat überhaupt die Zeichen der Zeit erkannt worden sind, und zwar ausgerechnet zu einem Zeitpunkt, wo die Uno-Vollversammlung soeben die neunziger Jahre zum Jahrzehnt des Krieges gegen die Drogen erklärt hat.
Wenn der Bundesrat keine signifikante Zunahme der Beschaffungskriminalität zu erkennen vermag, obschon er schweizerisch über gar keine Zahlen verfügt, so ist das eine reine Vermutung, die weitgehend aus der Luft gegriffen ist. Die Zahlen der Stadt Zürich sprechen auf alle Fälle eine ganz andere Sprache. Bei den Entreissdiebstählen betrug die Zunahme gegenüber 1988 66 Prozent, bei Raub 26 Prozent, bei Einbruchdiebstahl rund 7 Prozent.
Wenn Auswertungen zeigen, dass bis zu drei Viertel dieser Delikte von Betäubungsmittelabhängigen zur Finanzierung ihres Konsums von über 600 Franken pro Tag begangen werden, so sprengt dies den Rahmen der bisherigen Drogenpolitik, weil hier nicht mehr nur Dealer und Konsumenten betroffen sind, sondern Tausende unbescholtener Bürger.
Wie kann der Bundesrat in seiner Stellungnahme von einer Dunkelziffer sprechen, wenn er nicht einmal Angaben über die erfassten Tatbestände hat? Meines Erachtens wird hier eine völlig lächerliche Position eingenommen. Wir müssen uns immer wieder bewusst sein, dass die westeuropäischen Industriestaaten und auch die Schweiz erst am Anfang einer Entwicklung stehen, die durch den internationalen Drogenhandel in den nächsten Jahren noch massiv gefördert werden wird.
Wenn der Bundesrat in seinen Massnahmen auf die Verstärkung der Zentralstelle zur Bekämpfung des illegalen Drogenhandels und auf die erhöhte finanzielle Beteiligung am Uno-Drogenfonds hinweist, so handelt es sich hier um Massnahmen, die ja nur auf Druck des Parlamentes zustande gekommen sind. Das gleiche gilt für den Geldwäscherei-Straftatbestand.
Wollen wir einen international solidarischen Beitrag in diesem Kampf gegen den Drogenhandel leisten, so genügen diese Massnahmen nicht, weder um erfolgreich zu sein noch um das Image der Schweiz in der Staatengemeinschaft in dieser Frage zu korrigieren.
Um den zehnjährigen Rückstand in der Drogenbekämpfung aufzuholen, den uns auch der Bericht Haefliger attestiert – wenn man hier überhaupt von attestieren sprechen darf –, genügt diese Antwort als Ausdruck des Engagements des Bundesrates nicht. Man könnte nach der Kritik an einer derart ungenügenden Beantwortung einer Interpellation zur Tagesordnung übergehen, und ich muss Ihnen sagen: Ich fühle mich auch persönlich gar nicht betroffen. Wenn es aber um eine derart zentrale Frage wie den Kampf gegen den Drogenhandel geht, dann sieht es eben anders aus. Die Antwort ist doch irgendwie symptomatisch. Der Bundesrat hat im Kampf gegen den Drogenhandel bis heute noch nie eine aktive Rolle gespielt. Die getroffenen Massnahmen waren bisher alle Reaktionen auf Druck von aussen, sei es des Parlamentes, sei es des Auslandes. Dabei gäbe es Grund genug zur Eigeninitiative.
Denken wir nur an eine gesamtschweizerische Aufklärung, die

endlich einsetzen müsste. Man versteckt sich hinter den Kantonen. Auch hier braucht es wieder einen Vorstoss des Parlamentes, bis endlich – wahrscheinlich – etwas geschieht. Es fehlt also im Kampf gegen den Drogenhandel – und deshalb ist die Antwort auf die Interpellation symptomatisch und muss kritisiert werden – klar an der Führungsrolle des Bundesrates. Das ist sowohl ethisch als auch mit Bezug auf das Setzen eines Zeichens nach innen und im Hinblick auf die internationale Staatengemeinschaft bedenklich. Die gewaltige Bedrohung durch den Drogenhandel und den Drogenkonsum hat auch durchaus sicherheitspolitische Bedeutung, vielleicht mehr als verschiedene althergebrachte Szenarien.
In dieser Sicht mag die völlig unbefriedigende Beantwortung der Interpellation unbedeutend sein. Leider ist sie aber ein Zeichen für die mangelnde Initiative des Bundesrates in dieser wahrscheinlich für unser Land stärker entscheidenden Frage als viele andere, althergebrachte Szenarien.

M. **Ziegler:** Ma motion 89.734 demande l'interdiction du Front patriotique. Qui est cette organisation, ce groupuscule terroriste, raciste qui s'attaque physiquement aux requérants d'asile, aux adversaires politiques et aux étrangers, démunis en général, qui trouvent parfois accueil sur notre territoire?
Tout d'abord, je n'aime pas, comme tout socialiste, interdire. C'est une mesure que je n'aime pas proposer au Parlement et dont je n'aime pas me faire l'avocat. Toute interdiction contre un adversaire politique, toute invocation d'une interdiction contre un adversaire que l'on doit et que l'on veut combattre ne m'est pas sympathique du tout. Mais il y des limites et ces limites sont atteintes avec le Front patriotique. Ce n'est plus un adversaire politique, ce n'est plus un groupuscule d'extrême-droite, ce n'est même plus «simplement» un groupuscule raciste, c'est un groupuscule meurtrier, un ramassis d'assassins, un ramassis de tueurs qui annoncent d'ailleurs en général leurs projets et qui, parfois, les exécutent. L'assassinat d'un père de famille kurde en pleine ville de Fribourg est un de ces faits inadmissibles; l'incendie volontaire, précédé d'effraction du centre d'accueil des réfugiés dans le canton de Zoug, est également une preuve irrécusable des agissements criminels de ce Front patriotique et, si j'avais le temps – mais je ne l'ai pas puisqu'il ne me reste que quelques minutes – je vous citerais les théories «légitimatrices» évoquées publiquement pour ces faits par le chef de ce groupement qui s'intitule le Front patriotique.
Le Conseil fédéral donne à ma motion – si vous l'avez lue – une réponse ambigüe, équivoque. Il n'est pas contre; il se sent mal à l'aise. Je dirais positivement qu'il a compris comme moi, comme nous tous, la gravité de l'heure. Mais il dit que nous n'allons pas accepter la motion, que nous serions prêts à l'accepter en postulat parce que, actuellement, les services de la Confédération sont en train de dresser l'inventaire des organisations racistes, de voir ce que l'on peut faire au niveau de la révision de la loi pénale et d'élaborer un rapport sur le paysage des relations générales, sur les relations entre les demandeurs d'asile, les étrangers démunis parmi nous, et ces groupements racistes.
Je maintiens la motion pour une raison très simple. Je remercie le Conseil fédéral de l'analyse qu'il fait de la situation, qui rejoint la mienne. Mais face à des tueurs, la patience n'est pas de mise; face à des tueurs, le temps, c'est de la vie humaine; face à des tueurs, des mesures draconiennes, immédiates, concrètes sont nécessaires avant que de nouvelles victimes ne tombent sur les pavés de nos villes de Suisse romande ou de Suisse alémanique.
Je demande donc au Conseil national de bien vouloir accepter cette motion et de demander par là impérativement au Conseil fédéral d'interdire sans délai et immédiatement le Front patriotique.

Frau **Hafner** Ursula: Die Antworten des Bundesrates auf meine Fragen zur Zusammenarbeit von Bundesbehörden und Privatwirtschaft befriedigen mich nicht.
Was die Frage Nummer 3 betrifft, ist das nicht weiter schlimm. Die EMD-Puk wird dem Bundesamt für Adjutantur ja wohl zur Kenntnis bringen, was es offenbar selber nicht so genau weiss. Lassen wir den schiefen Turm Pisa also vorläufig einmal so stehen und wenden wir uns den Fragen zur Zusammenarbeit zwischen Bundesanwaltschaft und Privatwirtschaft zu.
In den Antworten des Bundesrates finden sich zwei oder drei konkrete Aussagen. Der Rest ist vage, undurchsichtig oder sogar irreführend. Als irreführend bezeichne ich die Aussage, die Bundesanwaltschaft setze in von ihr geführten Verfahren keine «agents provocateurs» ein. Das mag dem Wortlaut nach stimmen. Im von mir zitierten Fall überliess sie es einfach der Bank, einen «agent provocateur» einzusetzen, welcher die französischen Zollbeamten der Bundespolizei in die Arme trieb.
Wir haben in letzter Zeit aus EJPD und EMD mehrere Antworten dieser Art gehört, nämlich Antworten, die zwar dem Buchstaben nach stimmen, die Realität aber verdecken. Wir sind deshalb misstrauisch geworden.
Undurchsichtig ist die Aussage: «Es ergibt sich auch für die Bundesanwaltschaft die Notwendigkeit, von Fall zu Fall mit Privatpersonen sowie Vertretern namentlich aus Wirtschaft, Industrie, Forschung und Banken Kontakte zu pflegen.» Soweit der Bundesrat. Um was für Vertreter aus Wirtschaft und Forschung handelt es sich? Unterhält die Bundesanwaltschaft ein ähnliches Netz von Verbindungsleuten in der Wirtschaft, wie es offenbar die Una tat oder tut? Welcher Art sind die Kontakte, die da gepflegt werden? Wird z. B. einem Druckereibesitzer angedeutet, sein Angestellter S. sei aus politischen Gründen untragbar? Oder soll die chemische Industrie vor den Unterzeichnerinnen des Basler Appells gegen die Gentechnologie gewarnt werden? Oder soll die Rotkreuzliga diskret darauf aufmerksam gemacht werden, die Wahl des B. sei etwas unglücklich?
Der Bundesrat erklärt: «Es kann sich dabei um eine Beratung in Sicherheitsfragen, Orientierung über eine bereichsspezifische Bedrohung, Warnung vor erkennbaren Gefahren usw. handeln.» Diese Auskunft ist sehr vage. Es kann sich um die genannten Tätigkeiten handeln, es kann sich aber auch um anderes handeln. Das «usw.» lässt alles offen. Die Erfahrung zeigt, dass ausserdem solche Orientierungen oder Warnungen in beide Richtungen gehen: von der Bundesanwaltschaft zu Privaten und umgekehrt, z. B. von der damaligen BBC oder vom Industriellen Stoffel zur Bundesanwaltschaft.
Die Frage nach dem Ausmass, welches die Tätigkeit der Bundesanwaltschaft zugunsten Privater hat, wird überhaupt nicht beantwortet. Kennt der Bundesrat dieses Ausmass gar nicht? Wäre da nicht die Zusicherung, aufgrund der von der Puk geäusserten Kritik an einzelnen Tätigkeiten der Bundesanwaltschaft werde deren Rechtmässigkeit geprüft werden, so könnte man glauben, der Bundesrat habe die Interpellation vor dem Erscheinen des Puk-Berichtes beantwortet. Doch selbst diese Zusicherung geht – ganz nach dem «Kopportunitätsprinzip» – nur so weit, wie der Bundesrat zu gehen gezwungen ist. Er will nur die von der Puk ausdrücklich gerügten Tätigkeiten prüfen, d. h. die formellen Sicherheitsüberprüfungen für private Arbeit- oder Auftraggeber.
Im übrigen vertritt der Bundesrat die Auffassung, dass die Bundesanwaltschaft « .... auch gewisse Beratungs-, Schutz- und Informationsverpflichtungen gegenüber nichtstaatlichen Institutionen wahrzunehmen hat.» Meiner Meinung nach muss die Puk diese Beratungs- und Informationstätigkeiten noch genau unter die Lupe nehmen und ihre Rechtmässigkeit prüfen.
Es wird viel über den Filz im Parlament geklagt. Es ist höchste Zeit, dass auch die Verflechtungen von Wirtschaft und Verwaltung durchleuchtet werden.
Ich bitte die Mitglieder der Puk, auch diese Fäden im Bereich des EJPD offenzulegen.

Thür: Ich habe in meiner Interpellation Fragen im Zusammenhang mit dem Beitritt der Schweiz zum internationalen Informationsverbund «Kilowatt» gestellt. Es handelt sich um eine Gruppe, die den Austausch von Informationen aus dem Bereich des sogenannten Terrorismus zum Zweck hat.
Ich habe mich in einem ersten Punkt damit beschäftigt und den Bundesrat gefragt, ob er keine Probleme in neutralitätspolitischer Hinsicht sehe. Der Bundesrat antwortet relativ knapp, er sehe diesbezüglich deshalb keine Probleme, da es sich dabei um die Verhütung und Abklärung von Straftaten des ge-

meinen Rechts handle. Tatsache ist jedoch, dass andere neutrale Staaten genau aus neutralitätspolitischen Gründen diesem Informationsverbund nicht angehören, weil es dort offensichtlich um mehr geht als nur um Terrorismusbekämpfung. Diesbezüglich hätte ich von der Antwort des Bundesrates schon erwartet, dass er erklärt, warum sich für die Schweiz diese Frage der Neutralität anders stellt als etwa für Oesterreich oder Finnland.
In einem zweiten Punkt fragte ich nach den gesetzlichen Grundlagen dieser Zusammenarbeit. Hier verweist der Bundesrat auf eine Weisung des Vorstehers des EJPD. Wenn Sie nun die Antwort des Bundesrates hervornehmen, sehen Sie dort eine Lücke, wo die Formulierung «des Bundesrates» bzw. «des Vorstehers des EJPD» hineinpasst. Heisst das, dass von diesen Weisungen nur der Vorsteher des EJPD Kenntnis hatte, dass also der Gesamtbundesrat über diese Zusammenarbeit nicht informiert war? Ich wäre froh, wenn Herr Bundespräsident Koller dies präzisieren könnte.
In der Antwort auf die Frage drei erfährt man, dass der Bundesrat Kenntnis von bilateralen und multilateralen Vereinbarungen hatte. Ich stelle einen Widerspruch zur Beantwortung der Frage zwei fest, wo es heisst, die Zusammenarbeit basiere auf einer Weisung des Vorstehers des EJPD. Vielleicht interpretiere ich diese Differenz falsch, und Herr Koller könnte Klarheit schaffen.
Nicht beantwortet ist meine vierte Frage, ob es noch weitere solche Abkommen in der internationalen Zusammenarbeit gibt oder ob diese «Kilowatt»-Gruppe die einzige Aktivität auf internationaler Ebene ist, in der die Schweiz mit Geheimdiensten anderer Staaten zusammenarbeitet. Diesbezüglich habe ich keine Antwort erhalten. Ich erhoffe, dass ich heute noch Antwort erhalten werde.

Meier-Glattfelden: Kollege Ziegler will die Patriotische Front wegen ihrer Ideologie, ihren Strukturen und ihrem Verhalten auflösen und verbieten lassen. In seinem Votum bezeichnete er die Angehörigen der Patriotischen Front als eine Bande von Mördern und Verbrechern.
Die grüne Fraktion ist der Meinung, Mörder und Verbrecher gehören eingesperrt. Sie verurteilt auch aufs schärfste die kriminellen Aktionen der Patriotischen Front. Wir sind jedoch der Meinung, es sei falsch, mit dem Mittel des Verbotes gegen missliebige extreme Organisationen und Parteien vorzugehen, seien sie nun auf der linken oder auf der rechten Seite. Extreme Gruppierungen gehören zu einer lebendigen Demokratie und werden von ihr auch ertragen. Wir wollen solche Gruppen nicht in den Untergrund drängen und dem Staat einen Vorwand geben, die Gesinnung seiner Bürgerinnen und Bürger weiter zu bespitzeln.
Die grüne Fraktion lehnt den Vorstoss Ziegler sowohl als Motion als auch als Postulat grossmehrheitlich ab.

M. **Eggly:** Au nom du groupe libéral, je m'exprimerai sur la motion Ziegler, même si M. Ziegler n'est pas là. Cela ne vous étonnera pas: nous sommes d'accord pour nous inquiéter des agissements du Front patriotique. Mais pour reprendre les critères de ceux qui dénoncent à l'envie les préjugés de l'Etat policier, il convient, là aussi comme ailleurs, d'analyser ce qui peut ressortir de la liberté d'expression, de contestation, d'action, même les plus antipathiques, et ce qui peut inciter à l'illégalité, à la violence, à l'expression musclée du racisme. Il faut voir et savoir si tels ou tels coupables débordements qui ont eu lieu sont en relation directe avec le mouvement incriminé.
En somme, ce sont les mêmes critères que pour l'analyse de tous les extrémismes, par exemple, ceux qui pourraient être d'inspiration lybienne. Et là, le moins que l'on puisse dire de M. Ziegler, c'est qu'il a fallu des pressions et des réactions insistantes pour qu'il renonce à être membre d'un jury d'un prix Khadafi des Droits de l'homme. Mesdames et Messieurs, quelle dérision! Faut-il en pleurer ou plutôt en rire? Je crois qu'il faut plutôt en rire. Le moins que l'on puisse dire, c'est que si l'on adoptait les critères peu académiques de jugement de notre estimé collègue, la Suisse serait l'amie inconditionnelle, passionnée, d'un Khadafi, des dirigeants du Vietnam du Nord. Y a-t-il aussi des photos de Boat people dans le bureau de M. Ziegler afin que l'on tire nos mouchoirs comme lors d'une certaine émission de la télévision? En somme, la Suisse accueillerait à bras ouverts, sans les ficher le moins du monde – quel scandale cela serait – certains des amis des amis de M. Ziegler et tant pis s'ils peuvent être à l'évidence un danger pour la sécurité de notre Etat démocratique, voire de notre sécurité tout court.
Pour dire le vrai, le Conseil fédéral a raison, et le Parlement d'ailleurs l'a approuvé expressément, de vouloir présenter un rapport sur l'ensemble et les divers aspects de l'extrémisme en Suisse, car qui aime et défend la démocratie suisse ne saurait se méfier d'un type d'extrémisme et s'arranger d'un autre type qui le flatte idéologiquement. Ce sens démocratique-là, à géométrie variable, tout à fait partiel et sélectif, n'est pas au-dessus de tout soupçon; je le dis comme je le pense.
Cela dit et pour en revenir au Front patriotique, il faut regarder l'affaire de près. Pour cela il faut des fiches à jour et utilisables. Avec des informations sur les ramifications internationales éventuelles de l'extrême-droite, il faut recueillir des informations de l'étranger. Or, l'homonyme de M. Jean Ziegler, M. Bernard Ziegler, conseiller d'Etat, genevois, socialiste et en charge du Département de justice et police a dit publiquement – et a mis récemment en garde – sur le fait que la Suisse, et particulièrement Genève, ne reçoivent plus d'informations des services de renseignements étrangers, par exemple américains et anglais. Et ces services se méfient aujourd'hui de l'ambiance de pagaille et de pétaudière et un peu d'hystérie actuelle autour de l'affaire des fichiers. Les informations ne viennent plus, les sources sont taries. Genève ne pourrait plus, aujourd'hui, sans risques, organiser une rencontre internationale un peu délicate, par exemple entre Israéliens et Palestiniens.
On en est là. Il est urgent d'assainir la situation, de permettre le plus rapidement possible aux services affectés aux tâches de sécurité de fonctionner à nouveau correctement. Vis-à-vis de ces services, Monsieur le Président de la Confédération, vis-à-vis de l'étranger également, la confiance doit être restaurée le plus vite possible, par exemple pour nous garder de l'extrémisme d'extrême-droite comme d'extrême-gauche et de leur relais en Suisse.
C'est dans cet esprit que nous attendrons l'avis du Conseil fédéral sur l'opportunité ou non d'interdire le Front patriotique, en étant bien au point et bien attentif au fait que chaque action illégale peut être sanctionnée pénalement sans que l'on ait besoin forcément de recourir à une interdiction générale. Dans ce sens, nous pourrons voter le postulat mais nous nous opposerons à la motion Ziegler comme telle.

Frau **Bäumlin:** Ich nehme die Interpellation Thür zum Anlass, auch noch einige Worte zum Bereich Geheimdienste und ausländische Nachrichtendienste zu verlieren. Ich bin von der Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Thür enttäuscht. Darüberhinaus bin ich auch enttäuscht, dass er zu diesem ganzen Bereich Geheimdienste und ausländische Nachrichtendienste in bestimmter Beziehung keine Antwort gegeben hat.
Zum Beispiel hat er auf die Frage von Frau Fankhauser nicht geantwortet, wie er die Zusammenarbeit des Delegierten für das Flüchtlingswesen mit der Bundespolizei beurteilt. Er hat auch nicht auf die Aeusserungen von Herrn Euler geantwortet, und er hat nicht auf die Aussagen von Herrn Braunschweig im Hinblick auf den Bereich ausländischer Geheim- und Nachrichtendienste Bezug genommen. Das kommt daher, dass die Bezeichnung «internationaler Terrorismus» eine absolute Leerformel ist, die für alles gut ist. Vielleicht wäre es an der Zeit, diese Formel ein wenig tiefer zu hängen oder mindestens neu – und zwar differenziert – zu definieren.
Geheimdienste vertreten immer auch Interessen: die Interessen ihrer Staaten, der Wirtschaft dieser Staaten und weitere Interessen. Wenn also z. B. die auch internationale Atomlobby oder -mafia – so kann man vielleicht auch sagen – weiterhin jeden Widerstand gegen ihre Machenschaften und Störungen in der ganzen Welt mit dem Verweis auf potentiellen internationalen Terrorismus bekämpfen und verunmöglichen kann und

mit Leuten wie den Herren Euler und Braunschweig einfach Schlitten fährt, müssen Sie sich – Herr Bundesrat – nicht wundern, dass wir dieser internationalen Geheimdienstzusammenarbeit auch sonst nicht so recht trauen können.
Auf diesem Hintergrund muss ich nochmals auf die Frage von Frau Fankhauser zurückkommen: Wie ist es möglich, auszuschliessen, dass über Asylbewerber nicht mittels des ganzen Geheimdienstzirkels, von dem in der Interpellation Thür die Rede ist, auch die interessierten Herkunftsstaaten mitentscheiden?
Das würde doch die bereits sehr minimalen Verfahrensgarantien für Asylbewerber noch einmal drastisch und bedenklich einschränken. Sie können sich dann gegenüber Verdächtigungen der Verfolgerstaaten überhaupt nicht mehr wehren, wenn sie zum Beispiel kein Einsichtsrecht in ihre Fichen bekommen. Also auch im Bereich der Geheimhaltungsverpflichtungen der Schweiz gegenüber ausländischen Sicherheits- und Nachrichtendiensten darf nicht eine absolute Kontrollverhinderung gegenüber den Betroffenen durchgezogen werden, wie das die Verordnung vom 5. März über die Behandlung von Staatsschutzakten des Bundes auf Seite 3 postuliert.

Bundespräsident **Koller:** Frau Bäumlin, ich muss ehrlich sagen: Ich habe dafür absolut kein Verständnis, wenn Sie sagen, der internationale Terrorismus sei eine reine Leerformel. Das ist wohl eine Beleidigung aller Opfer des internationalen Terrorismus. Oder sonst haben Sie es irgendwie anders verstanden. Aber wenn man den internationalen Terrorismus zur Leerformel erklärt, nachdem wir die vielen Opfer des internationalen Terrorismus kennen, vor allem in Europa, in Italien, in Deutschland, zum Teil auch in unserem Land, muss ich Ihnen ehrlich sagen: Da komme ich einfach nicht mehr mit.
Allein zur internationalen Zusammenarbeit bei der Bekämpfung des Terrorismus ist die Schweiz dem internationalen Informationsverbund «Kilowatt» beigetreten. Es geschah aufgrund einer Weisung des damaligen Vorstehers des Justiz- und Polizeidepartementes. Ich war damals noch nicht im Bundesrat. Meine Vorgänger haben sich – wie ich heute schon einmal ausgeführt habe – in der Bekämpfung des internationalen Terrorismus in den siebziger und achtziger Jahren sehr engagiert und haben daher zweifellos auch den Bundesrat darüber informiert.
Ich sehe auch nicht ein, warum man jetzt neutralitätspolitische Bedenken geltend macht. Der Zweck ist eindeutig die Bekämpfung des internationalen Terrorismus, und darauf ist unser Land angewiesen. Ich habe es gestern gesagt: Die Bekämpfung des internationalen Terrorismus ist eine Aufgabe der internationalen Solidarität, damit nicht von unserem Land aus terroristische Angriffe in den Nachbarländern erfolgen.
Zur Asylfrage habe ich vorhin nicht ausführlich Stellung genommen, weil die Darstellungen des Delegierten einerseits und der Hilfswerke andererseits einander widersprechen und ich daher die ganze Frage zunächst sorgfältig abklären möchte, bevor ich eine Antwort gebe. Das war der einzige Grund. Eines steht aber auch auf diesem Gebiet fest: Selbstverständlich machen wir über Asylsuchende gar keine Meldungen an ausländische Geheimdienste. Wir machen überhaupt keine Meldungen über Asylsuchende an mögliche ausländische Verfolgerstaaten.
Herr Spälti hat sehr heftig kritisiert, der Bundesrat sei in der Frage der Bekämpfung des Drogenhandels nicht engagiert. Den Grund, weshalb wir Ihre Interpellation, Herr Nationalrat Spälti, erst heute beantworten, kennen Sie. Wir haben nach Einsetzung der Puk einen Grundsatzentscheid gefällt, dass alle persönlichen Vorstösse, die in den Bereich des Mandats der Puk gehören, vorläufig suspendiert und erst nachher behandelt werden.
Der Bundesrat ist auf diesem Gebiet – das haben Sie selber anerkannt – tätig geworden, indem wir die Zentralstelle personell ganz neu und intensiv durch diese 15 Stellen aufgestockt haben. Wir haben einen neuen Chef, der auf diesem Gebiet bekanntlich grosse Erfahrungen hat, anstellen können. Der Bundesrat befasst sich auch sonst sehr intensiv mit den Fragen des Drogenhandels und der Drogenpolitik.
Wenn die Antwort vielleicht nicht so reich ausgefallen ist, wie das möglich wäre, so hat das meiner Meinung nach vor allem mit zwei Umständen zu tun: Einmal liegt die Hauptverantwortung in der Bekämpfung des illegalen Drogenhandels in unserem föderalistischen Staat bei den Kantonen. Ich gebe ohne weiteres zu: Man hätte vielleicht bei den Kantonen die entsprechenden Zahlen erheben können. Ich weiss, dass beispielsweise die Beschlagnahmungen von Drogen durch die Kantone in den letzten Jahren sehr stark zugenommen haben. Aber diese Aufgabe liegt eben vor allem bei den Kantonen. Durch die personelle Aufstockung und durch Programme, die wir zurzeit im Bereich der Logistik bearbeiten, hat der Bundesrat die Bekämpfung des illegalen Drogenhandels in kurzer Zeit tatkräftig an die Hand genommen.
Der zweite Grund, weshalb die Antwort auf Ihre Interpellation nicht reicher ausgefallen ist, Herr Nationalrat Spälti, hat sicher damit zu tun, dass zurzeit die Vernehmlassung zum Bericht über die künftige Drogenpolitik ausgewertet wird. Der Bundesrat wird Ihnen nach vollzogener Auswertung einen ausführlichen Bericht und entsprechende Anträge unterbreiten.
Herrn Cavadini darf ich darauf hinweisen, dass mein Departement noch dieses Jahr dem Bundesrat eine gesonderte Vorlage über die Einziehung, über das organisierte Verbrechen und über die Strafbarkeit von Unternehmen unterbreiten wird. Wir sind zur Einsicht gekommen, dass die Einziehung nicht separat behandelt werden kann, sondern in den Gesamtzusammenhang des organisierten Verbrechens gestellt werden muss. Deshalb diese Verspätung in bezug auf das Projekt «Einziehung».
Im übrigen darf ich Sie darauf hinweisen, dass wir bei der heftigen Kritik, die in diesem Saal ständig ertönt, unser Licht nicht unter den Scheffel stellen dürfen. Sie wissen, dass wir beispielsweise im Bereich der Geldwäscherei in kürzester Zeit ein Pioniergesetz auf die Beine gestellt haben, das während dieser Session im Ständerat sicher verabschiedet wird.
Gleichzeitig ist das ganze Vermögensstrafrecht ebenfalls in Revision. Wir haben auch rasch eine Vorlage über Rassismus unterbreiten müssen, damit wir die entsprechende Konvention unterzeichnen können. All das – daran darf ich vielleicht einmal erinnern – mit einem Personalbestand von sechs Leuten.
Das sind meine Antworten zu den aufgeworfenen Fragen. Im übrigen verweise ich auf unsere schriftlichen Stellungnahmen zu den persönlichen Vorstössen.

89.735
Postulat Caccia
Ueberwiesen – Transmis

89.739
Postulat der sozialdemokratischen Fraktion
Postulat du groupe socialiste
Ueberwiesen – Transmis

88.877
Postulat Cavadini
Ueberwiesen – Transmis

88.871
Interpellation Spälti

Le président: L'interpellateur n'est pas satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

89.734
Motion Ziegler

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für Ueberweisung als Postulat	30 Stimmen
Für Ueberweisung als Motion	6 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für Ueberweisung des Postulats	14 Stimmen
Dagegen	70 Stimmen

89.779
Interpellation Hafner Ursula

Le président: L'interpellatrice n'est pas satisfaite de la réponse du Conseil fédéral.

89.813
Interpellation Thür

Le président: L'interpellateur n'est pas satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

5. Kriegsmaterialexport
Exportation de matériel de guerre

90.001

Kriegsmaterialexport.
Bericht über die Inspektionen der Geschäftsprüfungskommission

Exportation de matériel de guerre.
Rapport d'inspection de la Commission de gestion

Bericht der Geschäftsprüfungskommission vom 21. November 1989 und Stellungnahme des Bundesrates vom 17. Januar 1990 (BBl I, 984)
Rapport de la Commission de gestion du 21 novembre 1989 et avis du Conseil fédéral du 17 janvier 1990 (FF I, 945)

Ad 90.001

Postulat 1
der Geschäftsprüfungskommission
Organisiertes Verbrechen

Postulat 1
de la Commission de gestion
Crime organisé

Wortlaut des Postulates vom 21. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, die Probleme des Waffenhandels, des Drogenhandels, des Terrorismus und der Geldwäscherei im Gesamtzusammenhang zu analysieren und zu prüfen, welche organisatorischen, personellen, finanziellen und rechtlichen Massnahmen zu treffen sind, um die vernetzten internationalen Verbrecherorganisationen wirksamer zu bekämpfen. Er ist eingeladen, soweit nötig dem Parlament Antrag zu den aus ganzheitlicher Sicht erforderlichen Massnahmen zu stellen.

Texte du postulat du 21 novembre 1989
Le Conseil fédéral est invité à analyser dans tous leurs tenants et aboutissants les problèmes posés par le commerce d'armes, le trafic de la drogue, le terrorisme et le blanchissage d'argent sale, puis d'examiner quelles mesures il y a lieu de prendre sur les plans de l'organisation, du personnel, des finances et du droit pour lutter plus efficacement contre les réseaux d'organisations internationales de malfaiteurs. Il est invité à présenter au Parlement des propositions touchant les mesures qu'il serait nécessaire de prendre pour assurer une intervention globale.

Sprecher – Porte-parole: Seiler Rolf

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 21 février 1990
Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Ad 90.001

Postulat 2
der Geschäftsprüfungskommission
Vermittlung von Kriegsmaterial und Technologietransfer im Rüstungsbereich

Postulat 2
de la Commission de gestion
Courtage de matériel de guerre et transfert de technologie dans le domaine de l'armement

---

Wortlaut des Postulates vom 21. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt zu prüfen, ob und wie der Geltungsbereich des Bundesgesetzes über das Kriegsmaterial vom 30. Juni 1972 auf den Abschluss von Geschäften über Kriegsmaterial ausgedehnt werden kann, welches Schweizer Boden nicht berührt. Zu prüfen ist insbesondere der Einbezug von Veräusserungs- und Vermittlungsgeschäften durch Personen und Firmen mit Sitz in der Schweiz, sowie der Abschluss von Lizenzverträgen und die Uebertragung von Technologie aus dem Rüstungsbereich, die in der Schweiz erworben worden ist.
Der Bundesrat wird ersucht, dem Parlament Bericht zu erstatten und allenfalls Antrag zu stellen.

Texte du postulat du 21 novembre 1989
Le Conseil fédéral est invité à examiner s'il est possible et, le cas échéant comment, d'étendre le champ d'application de la loi fédérale du 30 juin 1972 sur le matériel de guerre à la conclusion d'affaires concernant le matériel de guerre ne touchant pas le sol suisse. Il importe en particulier d'examiner s'il est possible d'inclure dans la réglementation les affaires de cession et de courtage opérées par des personnes et des entreprises ayant leur siège en Suisse, la conclusion de contrats de licence et le transfert de technologie dans le domaine de l'armement. Le Conseil fédéral est invité à présenter un rapport au Parlement et, le cas échéant, une proposition y relative.

Sprecher – Porte-parole: Seiler Rolf

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 21 février 1990
Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

88.231

Parlamentarische Initiative (Longet)
Kriegsmaterialexporte

Initiative parlementaire (Longet)
Exportations de matériel de guerre

Wortlaut der Initiative vom 22. Juni 1988
Gestützt auf Artikel 27 des Geschäftsreglementes des Nationalrates beantrage ich folgende Aenderung des Bundesgesetzes über das Kriegsmaterial (SR.514.51):
Art. 9 Abs. 1 zweiter Satz (neu)
Der Bundesrat ist befugt, jegliches zivile Material Kriegsmaterial gleichzustellen, sobald in Anbetracht der Umstände Grund zur Annahme besteht, dass es militärischen Zwecken dienen wird. Ausserdem kann er die Ausfuhr von Material, das für militärische Zwecke verwendet werden könnte, an Bedingungen knüpfen.

Texte de l'initiative du 22 juin 1988
Me fondant sur l'article 27 du Règlement du Conseil national, je propose que la loi sur le matériel de guerre (RS 514.51) soit modifiée comme suit:
Art. 9 al. 1 2e phrase (nouvelle)
Le Conseil fédéral est habilité à assimiler à du matériel de guerre tout matériel civil, dès lors qu'il y a présomption fondée qu'en raison des circonstances ce dernier servira à des fins militaires. Il peut aussi soumettre l'exportation de matériel susceptible d'être utilisé à des fins militaires à des conditions.

Schriftliche Begründung
Das Volksbegehren betreffend vermehrte Rüstungskontrolle und ein Waffenausfuhrverbot hat an der Volksabstimmung vom 24. September 1972 sehr gut abgeschnitten; dies zeigt, wie wichtig es dem Schweizervolk ist, dass die Grundlagen unserer Aussenpolitik nicht durch moralisch unannehmbare Praktiken ausgehöhlt werden: Ein neutrales Land, das bestrebt ist, seine Guten Dienste anzubieten, solidarisch zu sein und die friedliche Beilegung von Konflikten zu unterstützen, darf nicht auf der anderen Seite Waffenlieferant von kriegführenden Mächten und von Regimen sein, die diese Waffen zu Zwecken der Unterdrückung verwenden. Man darf behaupten, dass die Initiative nur deshalb gescheitert ist, weil das Parlament ein vom Bundesrat vorgeschlagenes Kriegsmaterialgesetz (vom 30. Juni 1972) angenommen hat, das im Grunde genommen nur die bereits gängige Praxis festschrieb, jedoch auch eine politische Botschaft enthielt.
Nach über fünfzehn Jahren muss man nun allerdings feststellen, dass die Unterscheidung zwischen Material, das unmittelbar zu Kriegszwecken verwendet wird, und Material, das für zivile Zwecke dienen soll, heikel ist; in vielen Fällen hat es sich herausgestellt, dass ursprünglich für zivile Zwecke bestimmtes Material militärisch eingesetzt wurde, ob dies der Exporteur nun wollte oder nicht.
Dieser Punkt hat übrigens das Parlament schon bei der Annahme des Gesetzes beschäftigt, und der französischsprachige Berichterstatter im Nationalrat war der Meinung, die Fassung von Artikel 1 des Gesetzes sei genug «flexibel, um in bestimmten Fällen den Geltungsbereich auf Material auszuweiten, das üblicherweise für zivile Zwecke eingesetzt wird» (Amtliches Bulletin Nationalrat, 7. März 1972, S. 163).
Dass neulich gewisse chemische Substanzen, die zur Herstellung von Kampfgas dienen können, in die Kriegsmaterialliste der Verordnung über das Kriegsmaterial (SR 514.511) aufgenommen worden sind, geht übrigens in der gleichen Richtung einer solchen Interpretation (Art. 1a, Aenderung vom 27.5.87).
Die Geschäfte, welche letzthin die Zeitungsspalten gefüllt haben – Export von Sprengstoffen nach Irak und von Aluminiumbestandteilen nach Iran – haben leider gezeigt, dass der Bundesrat nicht bereit war, eine solche Lesart von Artikel 1 des Gesetzes allgemein anzuwenden, sondern beabsichtigte, bei der engen Definition von Artikel 1 Absatz 2 der Verordnung zu bleiben und als Kriegsmaterial nur solches Material zu betrachten, das «ausschliesslich» zu militärischen Zwecken hergestellt wird und «in der gleichen Ausführung keine zivile Verwendung findet».
Konkret wäre also der Bundesrat gemäss der vorgeschlagenen Aenderung befugt, einzuschreiten und für zivile Zwecke bestimmtes Material dem Kriegsmaterial gleichzustellen, wenn es die Umstände erfordern, oder zumindest den Export mit denjenigen Auflagen zu versehen, die ihm angemessen erscheinen.
Folglich hätte er die Aufgabe – im vorliegenden Falle ist es dem Wortlaut der in Kraft geltenden Erlasse zufolge Sache des EDA, die Situation zuhanden des Bundesrates einzuschätzen –, aufgrund der ihm vorliegenden Informationen zu beurteilen, ob Grund zur Annahme besteht, dass ein gegebenes Material zu einem bestimmten Zeitpunkt für militärische Zwecke verwendet wird, die mit den Zielen unserer Aussenpolitik unvereinbar sind.

Développement par écrit
Le très bon score de l'initiative populaire demandant l'interdiction d'exporter des armes, en votation populaire du 24 septembre 1972, a démontré l'importance qu'attache le peuple suisse à ce que les fondements de notre politique extérieure ne soient pas contrecarrés par des pratiques moralement inacceptables: un pays neutre et désireux de pratiquer les bons offices, la solidarité et le soutien au règlement pacifique des conflits ne saurait être le pourvoyeur d'armes à des belligérants ou à des régimes utilisant lesdites armes à des fins répressives. On peut affirmer que l'initiative n'a échoué qu'en raison de l'adoption par le Parlement, sur proposition du Conseil fédéral, d'une loi sur le matériel de guerre (du 30 juin 1972), qui, à vrai dire, ne faisait que codifier la pratique déjà en cours, mais qui néanmoins était porteuse d'un message politique.
Force est de constater, plus de 15 ans ayant passés, que la distinction entre matériel destiné directement à des fins militaires et matériel déclaré civil est ténue, et que de nombreuses situations ont mis en lumière l'utilisation militaire de matériel à l'origine civil, que cela soit voulu par l'exportateur ou non.
Ce point a d'ailleurs préoccupé le Parlement lors de l'adoption de la loi déjà, et le rapporteur de langue française au Conseil national estimait que le champ délimité par l'article 1 de la loi était suffisamment «souple pour permettre dans certains cas une extension à du matériel ordinairement utilisé à des fins civiles» (*Bulletin officiel* du Conseil national, 7 mars 1972, p. 163). D'ailleurs la récente inclusion dans la liste du matériel de guerre de l'ordonnance (RS 514.511) de certaines substances chimiques susceptibles de servir à fabriquer des gaz de combat va dans le sens d'une telle interprétation (art. 1a, modification du 27 mai 1987).
Les affaires qui ont récemment défrayé la chronique – exportation d'explosifs vers l'Irak et de pièces d'aluminium vers l'Iran – ont malheureusement montré que le Conseil fédéral n'était pas prêt à généraliser une telle lecture de l'article premier de la loi, mais tout au contraire qu'il entendait en rester à la définition restrictive de l'alinéa 2 de l'article premier de l'ordonnance, considérant comme matériel de guerre le matériel fabriqué «exclusivement» à des fins militaires et ne pouvant «servir, dans la même exécution, à des fins civiles».
Concrètement, selon la modification proposée, le Conseil fédéral aurait la compétence d'intervenir, quand les circonstances le commanderont, pour assimiler à du matériel de guerre du matériel qualifié de civil, ou du moins de soumettre à des conditions qu'il jugera appropriées l'exportation de matériel. Il lui incomberait par conséquent – et en l'occurrence à teneur des textes en vigueur, il appartient au DFAE de procéder à cette évaluation à l'intention du Conseil fédéral – d'apprécier, sur la base des informations en sa possession, s'il y a présomption fondée qu'un matériel donné servira à un moment donné à des fins militaires incompatibles avec les objectifs de notre politique étrangère.

Herr **Widmer** unterbreitet im Namen der Kommission folgenden schriftlichen Bericht:

1. Wortlaut und Begründung
Nationalrat René Longet hat eine parlamentarische Initiative eingereicht; darin wird vorgeschlagen, das Bundesgesetz über das Kriegsmaterial durch einen neuen Artikel zu ergänzen, der es erlauben würde, jegliches zivile Material, das für militärische Zwecke verwendet werden könnte, dem Kriegsmaterial gleichzustellen.
2. Behandlung der Frage in den Räten
Die Frage, welche die Initiative aufwirft, war in den letzten zwanzig Jahren Gegenstand zahlreicher Vorstösse.

Zu erwähnen ist insbesondere das Postulat der Minderheit der Geschäftsprüfungskommission, das verlangte, dass Zivilflugzeuge, die im Ausland zu Kampfflugzeugen umgerüstet werden können, den Bestimmungen über die Kriegsmaterialausfuhr unterstellt werden (PC-7). Dieses Postulat ist am 20. Juni 1985 mit 95 gegen 39 Stimmen zurückgewiesen worden.
Am 25. September 1986 lehnte es der Rat mit 75 zu 23 Stimmen ab, eine Motion Riesen-Freiburg, die das gleiche Ziel verfolgte, als Postulat zu überweisen.
3. Beschluss der Kommission
Die Kommission hat am 21. November 1988 mit 8 zu 3 Stimmen bei 4 Enthaltungen beschlossen, dem Nationalrat zu beantragen, der Initiative keine Folge zu geben. Am 5. März 1990 wurde dieser Antrag mit 9 zu 5 Stimmen bestätigt.
4. Erwägungen der Kommission
41. Die Kommission diskutierte den weiten Fragenkomplex des Kriegsmaterialexportes sehr ausführlich. Dabei ging sie davon aus, dass die GPK praktisch gleichzeitig das gleiche Thema behandelte. Sie liess sich denn auch in einer zusätzlichen Sitzung vom 5. März 1990 durch den Sprecher der GPK, Nationalrat Rolf Seiler, zu diesem Thema ausführlich über die Erwägungen und Anträge der GPK orientieren.
In der sich an diese Information durch die GPK anschliessenden Diskussion fand die Sorge, der Kriegsmaterialexport sei dem moralischen Ansehen unseres Landes abträglich, mehrfach Ausdruck. Probleme schaffen auch die Definitionen und Abgrenzungsschwierigkeiten bei den sogenannten Dual-Use-Materialien, d. h. bei jenen Exportgütern, die sowohl für friedliche als auch für kriegerische Zwecke verwendet werden können. Heikel ist auch die Kontrolle betreffend einen späteren Gebrauch ziviler Güter. Von verschiedenen Mitgliedern wurde die Spannung zwischen schweizerischer humanitärer Leistung und exportwirtschaftlichen Zielsetzungen empfunden.
Im Ganzen gesehen konnte sich die Kommission den Beurteilungen und Anträgen der GPK anschliessen.
42. In formaler Hinsicht wird geltend gemacht, eine Aenderung des Gesetzes über das Kriegsmaterial sei nicht nötig, um das angestrebte Ziel zu erreichen; dazu genüge eine Revision der Verordnung (vgl. das Gutachten von Professor Kaelin vom 7. März 1989).
43. Die Geschäftsprüfungskommission hat ihren Bericht am 30. Januar 1990 vorgelegt. Was die in der Initiative aufgeworfene Frage angeht, verweisen wir auf die Ziffern 21 und 323 dieses Berichts.
Die GPK hat für Fälle, in denen dem Exporteur bekannt ist, wie das von ihm ausgeführte Material verwendet werden soll, eine Pflicht zur Selbstdeklaration in Betracht gezogen.
Sie verzichtete jedoch darauf, eine entsprechende Motion einzureichen, weil ein solches System für die schweizerische Industrie eine Auftragseinbusse brächte, sich auf die Rechtssicherheit negativ auswirken könnte und nicht sehr praktikabel wäre.
44. Die Mehrheit der Kommission weist darauf hin, dass die Annahme der Initiative die Unabhängigkeit der schweizerischen Industrie vermindern würde.
Man befürchtet, dass das Gleichstellungsgebot auch auf andere Erzeugnisse ausgedehnt werden könnte (z. B. Motorgeneratoren, elektronische Komponenten).
Es wäre schwierig, den von Nationalrat Longet vorgeschlagenen Artikel anzuwenden und entsprechende Kontrollen durchzuführen. Dreiecksgeschäfte würden begünstigt.
Wenn man das von der Initiative angestrebte Ziel wirklich erreichen wollte, müsste man jeglichen Export in Länder, die in militärische Konflikte verwickelt sind, verbieten. Die Kommission fordert die konsequente Anwendung des Gesetzes, das an sich bereits sehr restriktiv ist. Sie schlägt vor, der Initiative keine Folge zu geben.
45. Eine Minderheit von fünf Mitgliedern ist der Meinung, dass ein für unser Land aus moralischen Gründen unzulässiges Geschäft vorliegt, wenn Material direkt oder indirekt in ein kriegführendes Land ausgeführt wird, vorwiegend militärischen Zwecken dient und der schweizerische Hersteller darum weiss. Diese Minderheit beantragt, der Initiative Folge zu geben.

M. **Widmer** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

1. Texte et développement
M. René Longet, Conseiller national, a déposé une initiative parlementaire qui propose de compléter la loi sur le matériel de guerre par un nouvel article qui permettrait d'assimiler au matériel de guerre tout matériel civil pouvant servir à des fins militaires.
2. Débats parlementaires
Le problème soulevé a déjà fait l'objet de nombreuses interventions au Parlement au cours des vingt dernières années.
On mentionnera surtout le postulat de la minorité de la Commission de gestion qui visait à considérer comme matériel de guerre les avions civils qui pourraient être transformés à l'étranger en avions militaires (cas du PC-7). Ce postulat a été rejeté le 20 juin 1985, par 95 voix contre 39.
Plus récemment, le 25 septembre 1986, une motion Riesen-Fribourg, transformée en postulat, qui visait le même objectif, a été repoussée par 74 voix contre 23.
3. Décision de la commission
La commission a décidé, le 21 novembre 1988, par 8 voix contre 3 et avec 4 abstentions de proposer au Conseil national de ne pas donner suite à l'initiative. Ce vote a été confirmé le 5 mars 1990 par 9 voix contre 5.
4. Considérations de la commission
41. La commission a discuté la vaste question de l'exportation du matériel de guerre de manière approfondie. Elle a appris à cette occasion que la CDG examinait cette question pratiquement au même moment. Lors d'une séance supplémentaire tenue le 5 mars 1990, elle s'est fait renseigner par M. Rolf Seiler, porte-parole de la CDG pour ce thème. Ce dernier a exposé en détail les considérations et les propositions de la CDG.
Dans la discussion qui a suivi cette communication, le souci a été exprimé à plusieurs reprises selon lequel l'exportation de matériel de guerre portait attente au crédit moral de notre pays. Des difficultés sont provoquées par la définition d'objets dits à double utilisation, c'est-à-dire qui peuvent servir à une utilisation à la fois civile et militaire. Le contrôle d'objets civils utilisés ultérieurement à des fins militaires est délicat. Plusieurs membres ont mis l'accent sur la tension qui existe entre l'aide humanitaire de la Suisse et les objectifs en matière d'exportation.
Dans l'ensemble, la commission peut se rallier aux conclusions et aux propositions de la CDG.
42. Du point de vue formel, on fait valoir que la modification de la loi sur le matériel de guerre n'est pas nécessaire pour obtenir le but visé: une révision de l'ordonnance suffit (cf. avis de droit du professeur Kaelin du 7 mars 1989).
43. La Commission de gestion a publié son rapport le 30 janvier 1990. Il y a lieu de se reporter aux chiffres 21 et 333 de ce rapport en ce qui concerne la question soulevée par l'initiative.
La Commission de gestion a envisagé un régime d'autodéclaration pour les cas où l'exportateur est au courant de l'utilisation réservée au matériel qu'il exporte.
Considérant qu'un tel système ferait perdre des commandes à l'industrie suisse et présenterait des inconvénients du point de vue de la sécurité du droit et de l'application de la règlementation, la Commission de gestion a renoncé à déposer une motion à ce propos.
44. La majorité de la commission met l'accent sur la diminution de l'indépendance dans le domaine industriel.
On craint que d'autres produits ne soient touchés par cette assimilation au matériel de guerre (groupe de moeurs générateurs, composantes électroniques, p. ex.).
L'application de l'article proposé (par M. Longet) serait difficile et les contrôles malaisés. Les marchés triangulaires seraient favorisés.
Si l'on voulait vraiment atteindre l'objectif visé par l'initiative, il faudrait interdire toute exportation vers les pays en conflit.
La commission demande une application rigoureuse de la loi qui est déjà très restrictive. Elle propose de ne pas donner suite à l'initiative.
45. Une minorité de cinq membres estime que dès lors qu'un matériel est exporté directement ou indirectement vers un

pays en guerre, que son affectation est prioritairement militaire et que le fabricant suisse le sait, il y a une opération commerciale, que moralement, notre pays ne peut accepter. Elle propose de donner suite à l'initiative parlementaire.

Antrag der Kommission
Mehrheit
Der Initiative ist keine Folge zu geben.
Minderheit
(Pitteloud, Haller, Meier-Glattfelden, Rechsteiner, Stappung, Stocker)
Der Initiative ist Folge zu geben.

Proposition de la commission
Majorité
Ne pas donner suite à l'initiative parlementaire.
Minorité
(Pitteloud, Haller, Meier-Glattfelden, Rechsteiner, Stappung, Stocker)
Donner suite à l'initiative.

Ad 88.231

Motion der Kommission (Minderheit)
Kriegsmaterialexporte

Motion de la commission (minorité)
Exportation de matériel de guerre

Wortlaut der Motion vom 5. März 1990
Der Bundesrat wird beauftragt, das Bundesgesetz über das Kriegsmaterial unter Berücksichtigung der Empfehlungen der Geschäftsprüfungskommission vom 21. November 1989 zu revidieren.

Texte de la motion du 5 mars 1990
Le Conseil fédéral est chargé de réviser le loi sur le matériel de guerre en tenant compte des recommandations de la Commission de gestion du 21 novembre 1989.

Antrag der Kommission
Mehrheit
Die Mehrheit der Kommission kam zur Ansicht, die Motion sei zwar gut gemeint, sie renne aber offene Türen ein, und es sei wenig sinnvoll, den parlamentarischen Betrieb mit einer Motion zu belasten, für die aufgrund der Arbeiten der GPK keine sinnvolle Notwendigkeit bestehe.
Mit 6 gegen 5 Stimmen beantragt die Kommission, die Motion nicht zu überweisen.

Minderheit
(Stappung, Haller, Meier-Glattfelden, Pitteloud, Rechsteiner)
Die Minderheit vertrat die Meinung, es sei nötig, dem berechtigten Unbehagen gegenüber dem Thema des Kriegsmaterialexports durch eine Kommissionsmotion sichtbaren Ausdruck zu verleihen.
Die Minderheit hält an der Motion fest.

Proposition de la commission
Majorité
La majorité est arrivée à la conclusion que cette motion part d'une bonne intention, mais qu'elle enfonce des portes ouvertes et qu'il n'y a pas de sens de charger la machine parlementaire d'une motion qui n'apparaît absolument pas utile eu égard aux travaux de la CDG.
Par 6 voix contre 5, la commission propose au Conseil de ne pas transmettre cette motion.

Minorité
(Stappung, Haller, Meier-Glattfelden, Pitteloud, Rechsteiner)
La minorité est d'avis qu'il est nécessaire de concrétiser par le geste tangible que constitue le dépôt d'une motion, l'insatisfaction justifiée à l'égard des exportations de matériel de guerre.
La minorité maintient la motion.

89.838

Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Bundesgesetz über das Kriegsmaterial.
Ausweitung des Geltungsbereiches

Motion du groupe socialiste
Loi sur le matériel de guerre.
Extension du champ d'application

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1989
Wir ersuchen den Bundesrat, den Geltungsbereich des Bundesgesetzes über das Kriegsmaterial vom 30. Juni 1972
– auf Tochterfirmen (Produktions- und Verkaufsgesellschaften)
– und Finanzierungsgeschäfte im Rahmen der internationalen Rüstungszusammenarbeit (Beteiligung in verschiedenen Formen) auszudehnen.
Folgende Mittel könnten zur Anwendung kommen: Auskunftspflicht, Meldepflicht, Bewilligungspflicht, jährliche Rechenschaftsablage.
Als Anregung verweisen wir auf das jüngst revidierte schwedische Kriegsmaterialgesetz (Art. 4 bis 6, 9ff.) und auf das BRD-Kriegswaffenkontrollgesetz (Art. 4a) sowie auf Berichte und Stellungnahmen der EG und des Europarates.

Texte de la motion du 15 décembre 1989
Le Conseil fédéral est chargé d'étendre le champ d'application de la loi du 30 juin 1972 sur le matériel de guerre
– aux filiales (sociétés de production et de vente),
– aux opérations de financement dans le cadre de la coopération internationale en matière d'armement (les participations peuvent revêtir différentes formes).
On pourrait, à cet effet, utiliser divers moyens, tels que: l'obligation de donner des renseignements, l'obligation de déclarer, l'obligation d'autorisation et le compte rendu annuel.
On pourrait s'inspirer à ce propos de la loi suédoise récemment révisée relative au matériel de guerre (art. 4 à 6, 9ss) et à la loi portant sur le contrôle des armes de guerre (art. 4a) en vigueur en RFA, et des rapports et avis de la CEE et du Conseil de l'Europe.

Sprecher – Porte-parole: Braunschweig

Schriftliche Begründung
Die Urheberin verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 21. Februar 1990
Nach geltendem Recht findet das Bundesgesetz über das Kriegsmaterial nur dann Anwendung, wenn das Kriegsmaterial Schweizer Boden berührt. Das Parlament hatte schon wiederholt über Vorstösse zu befinden, die eine Ausweitung des Geltungsbereiches des Gesetzes auf Lizenzübertragungen und den Handel ausserhalb der Schweiz anregten. (Aenderungsantrag Ziegler betreffend Art. 9 des Gesetzentwurfes; Motion Ziegler vom 22. Juni 1977; Motion Carobbio vom 19. April 1978; Postulat Weder vom 11. Juni 1987). Aus juristischen wie aus praktischen Gründen wurden alle diese Vorstösse abgelehnt.
Es ist in der Tat zweifelhaft, ob Artikel 41 der Bundesverfassung eine hinreichende Rechtsgrundlage für eine derartige Ausdehnung des Geltungsbereiches darstellt. Weiter ist es sehr schwierig, zu kontrollieren, was sich im Ausland abspielt. Trotzdem ist der Bundesrat bereit, die Motion als Postulat entgegenzunehmen, da sie im wesentlichen dieselbe Frage aufwirft wie ein Postulat der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates vom 21. November 1989.

Rapport écrit du Conseil fédéral du 21 février 1990
En l'état actuel du droit, la loi fédérale sur le matériel de guerre n'est applicable que dans les cas où le matériel de guerre touche le territoire suisse. A plusieurs reprises, le Parlement a eu à se prononcer sur des propositions visant à étendre le champ d'application de la loi aux transferts de licence et au commerce se déroulant hors de Suisse. (Proposition d'amendement Ziegler concernant l'art. 9 du projet de loi; motion Ziegler du 22 juin 1977; motion Carobbio du 19 avril 1978; postulat Weder du 11 juin 1987). Toutes ces propositions ont été rejetées, pour des raisons tant juridiques que pratiques.
Il est en effet douteux que l'article 41 de la Constitution fédérale offre pour ce faire une base légale suffisante. Il est d'autre part très difficile de contrôler ce qui se passe à l'étranger. Le Conseil fédéral est néanmoins disposé à accepter la motion sous forme de postulat, dans la mesure où la question qu'elle soulève est très proche de celle que pose un postulat de la Commission de gestion du Conseil national, du 21 novembre 1989.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Déclaration écrite du Conseil fédéral
Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Seiler Rolf, Berichterstatter: Sie haben den Bericht der Geschäftsprüfungskommission über die Inspektion in bezug auf den Export von Kriegsmaterial in Ihren Händen. Ich möchte dazu nicht mehr sehr viel sagen, weil an und für sich alles Wesentliche in diesem Bericht steht.
Ich möchte Ihnen sagen, was wir geprüft und was wir eben nicht geprüft haben.
Wir haben die Gesetzmässigkeit der Verordnung geprüft, ob es richtig ist, dass Produkte und Bestandteile, die sowohl für zivile als auch für kriegerische Zwecke verwendbar sind, ausgeschlossen werden können, wie das heute aufgrund der Verordnung der Fall ist. Und wir haben die Rechtmässigkeit der Praxis des Bundesrates geprüft, insbesondere die Interpretation des unbestimmten Rechtsbegriffes der «gefährlichen Spannungen», die Interpretation von Artikel 11 Absatz 2 in bezug auf die Berücksichtigung der Menschenrechte in den Empfängerländern, und wir haben uns insbesondere mit dem Bewilligungsverfahren beschäftigt.
Nicht abgeklärt und nicht geprüft haben wir, ob der Geltungsbereich des Gesetzes und der Verordnung auszudehnen wäre, ob diese Geltungsbereiche angepasst werden müssen, ob insbesondere der Begriff des Kriegsmaterials ausgeweitet werden sollte.
Das bedeutet für unseren Bericht, dass sich die Geschäftsprüfungskommission auf jene Aspekte beschränkte, zu welchen auch in unserer Kommission ein weitgehender Konsens möglich war, d. h. eben die Kontrolle der Gesetzmässigkeit.
In dieser Hinsicht hat die Inspektion ergeben, dass sich die heutige Verordnung über die Ausfuhr von Kriegsmaterial im Rahmen des Gesetzes hält und dass diese Feststellung im wesentlichen auch für die vom Bundesrat angewendete Praxis zutrifft.
Die Kommission übermittelte zu dieser Praxis dem Bundesrat fünf Empfehlungen; das sind die Punkte 41 bis 45 auf den Seiten 13 und 14 unseres Berichtes.
Ueber die Rechtmässigkeitskontrolle und die damit verbundenen Empfehlungen hinaus beantragt Ihnen die Kommission, zwei Postulate zu überweisen. Ein erstes Postulat betrifft die wirksame Bekämpfung des internationalen Verbrechertums.
Die Probleme des illegalen Waffenhandels, des Drogenhandels und der Geldwäscherei sowie des Terrorismus sollen im Gesamtzusammenhang analysiert werden; der Bundesrat wird aufgefordert, sämtliche Massnahmen zu prüfen, um die internationalen Verbrecherorganisationen wirksam zu bekämpfen.
Das zweite Postulat betrifft Geschäfte mit Kriegsmaterial, das sich nicht in der Schweiz befindet. Der Bundesrat wird eingeladen, eine Revision des Gesetzes zu prüfen, den Geltungsbereich des Gesetzes über Kriegsmaterial auszudehnen auf den Abschluss von Geschäften mit solchem Material, welches Schweizer Boden nicht berührt.
Insbesondere sei zu prüfen einerseits der Einbezug von Vermittlungsgeschäften durch Personen und Firmen mit Sitz in der Schweiz und andererseits der Abschluss von Lizenzverträgen und die Uebertragung von Technologie aus dem Rüstungsbereich, die in der Schweiz erworben worden ist.
Die Kommission stellt Ihnen abschliessend die folgenden Anträge: vom Bericht und den Empfehlungen Kenntnis zu nehmen; die zwei Postulate, die der Bundesrat bereit ist anzunehmen, zu überweisen und auch die Petition von Amnesty International dem Bundesrat zur Kenntnis zu überweisen. Den Text dieser Petition finden Sie auf Seite 2 unseres Berichtes.
Soweit die Anträge der Kommission. Ich bitte Sie, diesen Anträgen zuzustimmen.
Ich darf Ihnen im Namen der CVP-Fraktion noch mitteilen, dass sich die CVP-Fraktion den Anträgen der Kommission anschliesst.

M. **Jeanneret,** rapporteur: Je me permettrai très brièvement de compléter les propos de notre président, en rappelant que, chaque année, les deux sections militaires élargies des Commissions de gestion du Conseil national et du Conseil des Etats examinent un rapport du Département militaire fédéral et du Département des affaires étrangères sur le problème qui nous occupe maintenant. Indépendamment de cela, la Commission de gestion du Conseil national a procédé à une inspection au sens de nos dispositions réglementaires. Elle a adopté un rapport, le 21 novembre 1989, qui a été publié le 30 janvier 1990. Ce rapport a été adopté à l'unanimité par la Commission de gestion, celle-ci, dans la nature de ses travaux, tendant à obtenir un consensus sur les points essentiels.
Ce rapport a vu des observations déposées du Conseil fédéral le 17 janvier. Il conclut par des recommandations et un postulat. Le contact et la collaboration avec les deux départements intéressés et les conseillers fédéraux ont été excellents.
Je résume et j'attire l'attention du plénum sur six points se trouvant dans ce rapport: premièrement, la notion de matériel de guerre qui est tout le problème de l'assimilation possible de matériel civil qui pourrait aussi être utilisé comme moyen de combat et qui pose des problèmes de sécurité du droit, de possibilité ou non d'application et de la nature de l'article exporté; deuxièmement, le problème des affaires de courtage, c'est-à-dire du matériel qui n'a jamais touché le sol suisse et dont l'activité devrait être réglementée alors qu'elle s'exerce en Suisse et les effets à l'étranger; troisièmement, les régions où règnent des tensions, domaine où le Conseil fédéral désire avoir la faculté de procéder à une appréciation politique générale de la situation; quatrièmement, tout le domaine de la dignité humaine et de l'aide au développement, où la commission a apprécié la réaction rapide du Conseil fédéral en ce qui concerne la Chine et les remarques qu'il a faites sur la Turquie; cinquièmement, la neutralité qui veut qu'il y ait un traitement paritaire des partis et qu'un Etat qui, comme le nôtre, est perpétuellement neutre, ne doit en rien agir de manière que cela entraînerait des obligations en cas de conflit; enfin, sixièmement, un problème de procédure mais qui a son importance, la procédure d'autorisation où un équilibre doit être trouvé entre la nature politique et les garanties qu'un Etat de droit doit fournir.
Si je fais brièvement la synthèse, je constate que cette loi, comme nous l'avons souvent en matière fédérale, vise essentiellement à réprimer les abus; que le Conseil fédéral doit mettre en balance une série d'intérêts contradictoires et délicats; qu'il doit disposer d'une latitude relativement large et d'un pouvoir d'appréciation, dans un domaine qui est un champ de rencontre difficile et délicat entre la sécurité du droit et l'environnement fortement politisé.
Attirer l'attention du Conseil national sur deux points positifs rappelés au milieu de notre rapport; d'abord que la Commission de gestion déclare que l'actuelle ordonnance sur le matériel de guerre s'en tient aux cadres fixés par la loi, donc on ne saurait la mettre en doute au point de vue de sa conformité au

droit, cela vaut dans l'ensemble aussi pour la manière dont elle est mise en pratique. En outre, rappeler que les prescriptions que la Suisse a adoptées ont permis un contrôle des exportations du matériel de guerre qui compte au nombre des plus sévères du monde et que notre pays jouit, sur le plan des exportations, d'une bonne renommée auprès des gouvernements étrangers; dire aussi qu'en 1989 les chiffres sont au plus bas quant à l'exportation d'armes et qu'il y a une chute depuis 1988. Enfin, que la Commission de gestion estime constructives les réponses du Conseils fédéral, qu'en résumé *de lege lata* elle considère la situation comme en ordre, que, sur le plan des recommandations, elle attire l'attention du Conseil fédéral sur certaines questions de la pratique et que, sur le plan politique – parce qu'appartenant au Parlement – elle termine par deux postulats sur lesquels vous aurez à vous prononcer tout à l'heure, et demande enfin que le Conseil fédéral prenne connaissance de la pétition sans autre suite.

Widmer, Berichterstatter: Herr Longet hat eine parlamentarische Initiative eingereicht, die eine Verschärfung der Praxis bei Exporten von Kriegsmaterial anstrebt. Es wurde Ihnen ordnungsgemäss ein schriftlicher Bericht zugestellt. Ich beschränke mich deshalb auf die wesentlichsten Punkte.
Wichtig für die vorberatende Kommission war es, dass man unsere Arbeit koordinierte mit den Arbeiten der Geschäftsprüfungskommission, damit sie nicht gleichzeitig zwei sich widersprechende Anträge erhalten. Herr Rolf Seiler, den Sie vorhin hörten, hat deshalb auch in unserer Kommission referiert. Wir sind auch zu parallelen Ergebnissen gekommen.
Ich kann das folgendermassen zusammenfassen: Die vorberatende Kommission war sich einig in den Sympathien für den Vorstoss von Herrn Longet. Man ist sich der Problematik im ganzen Sektor Kriegsmaterialexporte bewusst. Es besteht hier eine Spannung zwischen den humanitären Zielen unseres Landes und den Interessen der schweizerischen Exportwirtschaft. Auf der anderen Seite war man sich bewusst, dass es im heutigen Zeitpunkt nicht sinnvoll ist, der parlamentarischen Initiative von Herrn Longet Folge zu geben. Man wollte auch keine Differenz schaffen zu den Auffassungen der Geschäftsprüfungskommission, die keinen Antrag auf gesetzliche Abänderungen stellte, wie das die Initiative gefordert hat.
Das Ergebnis der Beratungen war, dass diese vorberatende Kommission Ihnen empfiehlt – und zwar mit 9 zu 5 Stimmen –, der Initiative keine Folge zu geben.
Im Anschluss daran hat Herr Stappung in der Kommission eine Motion eingereicht. Diese Motion ist auch auf ordentlich viel Sympathie gestossen. Sie wurde schliesslich nur mit 6 zu 5 Stimmen abgelehnt. Sie haben den Text der Motion auch vor sich.
Die Begründung dieser ablehnenden Haltung gegenüber der Motion von Herrn Stappung kann ich in folgende Worte fassen: Man hat geltend gemacht, sie renne Türen ein, die schon offenstehen. Man verspreche sich nicht viel Wirkung von dieser Motion, und es bedeute eine unnötige Belastung des parlamentarischen Betriebes, wenn man einen Vorstoss unterstütze, der im Grunde genommen schon Gegenstand von bestehenden Bemühungen ist.
Ich fasse also zusammen: Die Mehrheit der vorberatenden Kommission in Uebereinstimmung mit der Geschäftsprüfungskommission empfiehlt Ihnen, im gegenwärtigen Zeitpunkt keine neuen gesetzlichen Schritte zu unternehmen. Wir empfehlen Ihnen deshalb, auf diese parlamentarische Initiative nicht mehr einzutreten, ihr nicht Folge zu geben.

M. **Perey**, rapporteur: M. Longet a déposé une initiative parlementaire pour compléter la loi sur le matériel de guerre par un nouvel article qui permettrait d'assimiler au matériel de guerre tout matériel civil pouvant servir à des fins militaires. Le texte et les motifs sont exposés dans le rapport de notre commission que vous avez reçu ce matin, ce qui me permet d'entrer directement dans le vif du sujet.
Le problème soulevé a déjà fait l'objet de nombreuses interventions. En effet, en 1985 et en 1986, des motions ont été repoussées qui allaient dans ce sens. La commission, dans sa séance du mois de novembre 1988, par 8 voix contre 3 et 4 abstentions a décidé de ne pas donner suite à l'initiative. Un vote a été refait hier, lors d'une séance extraordinaire de la commission, convoquée malheureusement un peu tardivement et quelques membres n'ayant pu se joindre à nous. Cette initiative a été une fois encore repoussée par 9 voix contre 5.
La commission a discuté de la question de l'exportation du matériel de guerre de manière approfondie. Elle apprit à cette occasion que la Commission de gestion examinait cette question pratiquement au même moment. Elle a été renseignée par M. Seiler, porte-parole de cette commission. Dans l'ensemble, notre commission peut se rallier aux conclusions et aux propositions de la Commission de gestion. Du point de vue formel, on fait valoir que la modification de la loi sur le matériel de guerre n'est pas nécessaire pour obtenir le but visé, une révision de l'ordonnance suffit. La majorité de la commission met l'accent sur la diminution de l'indépendance dans le domaine industriel. Si l'on voulait vraiment atteindre l'objectif visé par l'initiative, il faudrait interdire toute exportation vers les pays en conflit. La commission demande une application rigoureuse de la loi qui est déjà très restrictive. Elle propose donc de ne pas donner suite à l'initiative. La minorité, quant à elle, demande à ce qu'on lui donne suite.
Dans la séance d'hier, M. Stappung a fait une proposition appuyée par quatre membres de notre commission pour une motion demandant au Conseil fédéral de réviser la loi sur le matériel de guerre en tenant compte des recommandations de la Commission de gestion que l'on a pu voir dans son rapport du 21 novembre. Il y a lieu de refuser cette motion pour les motifs suivants: l'initiative de M. Longet touche à la notion de matériel de guerre; la Commission de gestion, au chiffre 333 de son rapport, déclare qu'elle renonce à déposer une proposition à cet égard, les recommandations et les postulats de cette commission ne portent pas sur une nouvelle définition de la notion de matériel de guerre. Le Conseil fédéral a déjà été saisi de cette proposition. Il a donné son avis au mois de décembre dernier. La motion est donc inutile parce qu'elle ne répond pas aux objectifs poursuivis par M. Longet et parce qu'elle fait des propositions sur lesquelles le Conseil fédéral a déjà pris position en envisageant lui-même une éventuelle révision de la loi.
Par 6 voix contre 5 et plusieurs abstentions, dans la mesure où cette motion n'avait pas pu être étudiée attentivement, la majorité de notre commission vous propose donc de rejeter également la motion Stappung.

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.35 Uhr
La séance est levée à 12 h 35

Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 7. März 1990, Vormittag
Mercredi 7 mars 1990, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

Persönliche Vorstösse in Zusammenhang mit dem Puk-Bericht (89.006)
Interventions personnelles relevant du rapport de la CEP (89.006)

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 225 hiervor – Voir page 225 ci-devant

---

5. Kriegsmaterialexport
Exportation de matériel de guerre

Fortsetzung – Suite

Frau **Haller,** Sprecherin der Minderheit: Ich begründe den Standpunkt der Minderheit zur parlamentarischen Initiative Longet.
Sie haben gestern von Herrn Widmer gehört, die Kommission habe sich mit 9 gegen 5 Stimmen entschieden, Ihnen zu beantragen, der Initiative keine Folge zu geben.
Die Minderheit beantragt Ihnen, der Initiative Longet Folge zu geben. Die Initiative will – das wurde gestern dargelegt – den Kriegsmaterialbegriff des Gesetzes näher spezifizieren. Es wird die Einfügung eines neuen Satzes verlangt: «Der Bundesrat ist befugt, jegliches zivile Material dem Kriegsmaterial gleichzustellen, sobald in Anbetracht der Umstände Grund zur Annahme besteht, dass es militärischen Zwecken dienen wird.» Ausserdem kann er die Ausfuhr von Material, das für militärische Zwecke verwendet werden könnte, an Bedingungen knüpfen.
Dass Herr Longet einen zweiten Satz in Artikel 9 des Gesetzes verlangt, ist logisch. Artikel 1 des Gesetzes umschreibt den Begriff. Artikel 9 redet vom Bewilligungsverfahren, und die Initiative Longet enthält ja eine Ermächtigung des Bundesrates.
Nun zu den Gründen: Die Minderheit stellt einerseits rechtliche und andererseits politische Ueberlegungen an.
Zuerst zum Rechtlichen:
Nach Artikel 1 des Kriegsmaterialgesetzes sind Kriegsmaterial: «Waffen, Munition, Sprengmittel, weitere Erzeugnisse und deren Bestandteile, die als Kampfmittel verwendet werden können.»
Der Bundesrat ist dann zuständig zu bestimmen, welches Material darunter fällt.
Der Bundesrat nimmt diese Bestimmung in der Verordnung vor. Er zählt dabei einerseits Gegenstände auf, die als fertiges Kriegsmaterial gelten, andererseits zählt er dazu solche Gegenstände, die ausschliesslich als Bestandteile von Kriegsmaterial hergestellt werden und in der gleichen Ausführung keine zivile Verwendung finden.
Im Bereich der Bestandteile schränkt er somit den Geltungsbereich des Gesetzes ein. Das Gesetz spricht von Gegenständen, die als Kampfmittel verwertet werden können. Die Verordnung spricht von solchen Gegenständen, die nur als Kampfmittel verwendet werden können.
Der Bundesrat schliesst also damit in der Verordnung jene Gegenstände aus, die sowohl zivil als auch militärisch eingesetzt werden können. Die Folge davon ist, dass Gegenstände, von denen der Exporteur belegen kann, dass sie auch zivil verwendet werden, exportiert werden dürfen, auch wenn feststeht oder zu vermuten ist, dass die bewilligte Lieferung als Kriegsmaterial verwendet werden soll.
Der Bundesrat durfte in der Verordnung so legiferieren. In einem Gutachten von Professor Kälin, das im Bericht der GPK erwähnt wird, wird das ausdrücklich bestätigt. Aber – und damit komme ich zum zweiten Punkt, zum Politischen – wie ebenfalls im Bericht der GPK ausgeführt wurde, ist sich der Bundesrat, der dazu befragt wurde, bewusst, dass beim Erlass des Gesetzes beide Kommissionssprecher im Nationalrat erklärt hatten, dass das Gesetz den Begriff «Kriegsmaterial» genügend flexibel definiere, so dass er in bestimmten Fällen auf Material ausgedehnt werden könne, das für gewöhnlich zivilen Zwecken diene, in Wirklichkeit aber als Kampfmittel verwendet werde. Das die Meinung unseres Parlamentes.
Der Bundesrat vertritt demgegenüber die Ansicht, es handle sich bei der Konkretisierung des Gesetzesbegriffes um einen im Ermessen des Bundesrates stehenden Entscheid, nicht um eine zwingende Verpflichtung. So können wir es dem Bericht der GPK entnehmen. Was heisst das? Effektiv haben wir ein politisches Problem vor uns. Der Bundesrat hat – rechtlich durchaus zulässig – seinen Spielraum so eingegrenzt, wie es vom Parlament ursprünglich nicht gedacht war. Das ist ein typischer Fall, wo das Parlament das Gesetz konkreter fassen muss, wenn es seinen ursprünglichen Willen durchsetzen will.
Jetzt ist die Frage, ob das Parlament seinen ursprünglichen Willen durchsetzen will. Die Mehrheit empfiehlt Ihnen, es bei diesen unbefriedigenden Verhältnissen zu lassen. Die Minderheit empfiehlt Ihnen, diesen Schritt zu tun und den seinerzeitigen Willen jetzt ins Gesetz einfliessen zu lassen.
Zwei Argumente sind es vor allem, die die Minderheit zu ihrem Standpunkt führen. Einerseits das Argument der Ehrlichkeit. Stellen Sie sich die Situation vor: Es wird eine chemische Substanz exportiert – offiziell für sogenannte zivile Zwecke –, und jeder Mann und jede Frau weiss, dass die Beimischung einer anderen Substanz, die überall vorhanden ist, diese exportierte Substanz zu Giftgas macht, das kriegsmässig eingesetzt werden kann und kriegsmässig eingesetzt wird. Genau für solche Fälle will die Initiative Longet im Gesetz Klarheit schaffen.
Das zweite Argument: Wir müssen uns um das Ansehen der Schweiz kümmern. Die Welt wird immer kleiner. Europa wird immer kleiner. Das ist der Moment, wo es uns weniger denn je gleichgültig sein kann, wie es um das Ansehen der Schweiz in der Welt und in Europa bestellt ist. Wenn wir mit ausländischen Parlamentariern oder Gästen Kontakt haben, werden wir immer wieder auf dieses Problem angesprochen. Da kann ich persönlich jeweils nur sagen, dass ich mit meiner Fraktion und verschiedenen anderen Leuten in diesem Parlament alles daransetze, dass das ändert. Ich kann jenen hier im Saal, die dagegen sind, sagen, dass dieses Problem in jeder Diskussion mit ausländischen Gästen oder Parlamentarierinnen und Parlamentariern spätestens nach einer halben Stunde auf den Tisch kommt. Diese Situation schadet dem Ansehen der Schweiz in der Welt.
Ich bitte Sie, zu diesem Ansehen einen Beitrag zu leisten und der parlamentarischen Initiative Folge zu geben. Ich weise nochmals darauf hin: es wird heissen, es reiche aus, dass die Verordnung geändert wird. Aber wenn Sie dieser Argumentation folgen, dann nehmen Sie die Unterscheidung zwischen der rechtlichen und der politischen Situation zu wenig vor. Rechtlich würde eine Aenderung der Verordnung genügen, aber politisch will der Bundesrat diese Verordnung offenbar nicht in diesem Sinne ändern. Deshalb müssen wir den Zusatz gemäss Initiative Longet ins Gesetz aufnehmen.

Stappung, Sprecher der Minderheit: Ich spreche zur Minderheit, die eine Kommissionsmotion zur Initiative Longet wünscht.
Wie Sie aus den Unterlagen entnehmen können, hat die Kom-

mission zur Beratung der Initiative Longet unter anderem auch den Bericht der GPK vom 21. November 1989 über ihre Inspektion betreffend Kriegsmaterialexport in die Prüfung miteinbezogen. In ihren Schlussfolgerungen räumt die GPK der Frage der Verwendung von Material, das sowohl zivil als auch zu militärischen Zwecken verwendet werden kann, viel Platz ein. Als Kernpunkt wirft die GPK denn auch die Frage einer sogenannten Selbstdeklarationspflicht der Exporteure von Gegenständen auf, die zivil, aber auch militärisch Verwendung finden können. Es ist offensichtlich, dass gerade hier eine der Schwachstellen beim Export von Kriegsmaterial liegt.
Genau diese Schwachstelle visiert die Initiative Longet an. Diese Schwachstelle muss eliminiert werden. Immer dann, wenn Grund zur Annahme besteht, dass als zivil deklariertes Material auch zu militärischen Zwecken verwendet werden könnte, muss der Bundesrat an den Export Bedingungen knüpfen können. Damit ist dargetan, dass auch die GPK gerade in diesem Punkt eines der Hauptprobleme beim Kriegsmaterialexport sieht.
Inhaltlich – ich betone: inhaltlich – besteht überhaupt kein Unterschied zwischen dem von der GPK aufgezeichneten Problem und der Initiative Longet. Die Initiative Longet fordert eine Ergänzung von Artikel 9 des Bundesgesetzes über das Kriegsmaterial. Die GPK kommt in ihren Schlussfolgerungen zu gleichen oder mindestens ähnlichen Auffassungen. Unter Ziffer 44 ihres Berichtes vertritt sie nämlich die Meinung, dass der Bundesrat entweder im Rahmen der Artikel 10 und 11 die Entscheide im Bewilligungsverfahren selber fällt oder aber zu diesem Punkt dem Parlament Antrag auf Revision des Bundesgesetzes über das Kriegsmaterial stellen sollte.
In seiner Stellungnahme vom 17. Januar 1990 äussert sich der Bundesrat unter anderem auch zur Frage der Erteilung von Ausfuhrbewilligungen. Der Bundesrat erklärt sich bereit, bei einer allfälligen künftigen Gesetzesrevision eine Klärung dieser Frage vorzuschlagen.
In der Kommission zur Prüfung der Initiative Longet spürte man das Unbehagen über die heutige, unbefriedigende Situation. Das beweist auch das Stimmenverhältnis beim Antrag zu einer Kommissionsmotion. Die Motion ist mit 5 zu 6 Stimmen bei vielen Enthaltungen nur knapp abgelehnt worden.
Die Kommissionsminderheit ist der Meinung, dass jetzt etwas getan werden muss, und bittet Sie, der Motion zuzustimmen.

M. **Longet:** La question des exportations d'armes a beaucoup de facettes et a déjà fait couler beaucoup d'encre depuis la votation populaire de 1972. Comme Mme Haller et M. Stappung, j'estime que ces exportations d'armes vers des pays autres que des pays neutres sont en contradiction directe et constante avec les principes et les efforts de notre politique étrangère. Mon initiative se concentre sur un aspect spécifique mais néanmoins important du problème, qui est celui du matériel à double usage, c'est-à-dire du matériel militaire ou civil selon les cas. Nous constatons que l'ambiguïté de la loi et celle de la pratique dans ce domaine sont un des principaux moyens de détourner la loi.
Vous connaissez l'histoire des PC-7, des PC-9 – ces fameux Ponce Pilate, symboles de l'hypocrisie – exportés comme civils et équipés militairement, parfois dès qu'ils ont franchi notre frontière. Ces avions ont servi à répandre des gaz de combat dans des circonstances qui n'ont jamais été clairement élucidées. Vous connaissez l'affaire des profilés; vous connaissez toutes ces affaires qui ont motivé l'enquête, l'inspection de la Commission de gestion. Je suppose donc que les affaires en elles-mêmes sont connues et qu'il nous reste à savoir quelle suite nous voulons leur donner aujourd'hui.
L'inspection de la Commission de gestion a très clairement établi que le Conseil fédéral a retenu dans l'ordonnance une notion bien plus restrictive que celle que le législateur a adoptée en mars 1972.
En relisant le *Bulletin officiel* du Conseil national, notamment la séance du 7 mars 1972 – cela fait exactement 18 ans aujourd'hui – nous voyons que le législateur – en tout cas le rapporteur de langue française le dit clairement – avait en vue une définition plus large. Le rapport de la Commission de gestion, dont je cite la page 3 du rapport dit ceci: «La loi parle d'articles pouvant servir de moyens de combat et l'ordonnance de ceux qui ne peuvent être utilisés que comme moyens de combat.» La différence est de taille.
Le conseil fédéral exclut les objets dits à double utilisation civile et militaire.
C'est ce que la Commission de gestion constate et elle remarque plus loin: «Il en résulte que les articles dont l'exportateur est en mesure de prouver qu'ils servent également à des fins civiles peuvent être exportés même s'il est certain ou probable que la livraison autorisée est destinée à des fins militaires.» C'est la plus belle définition de l'hypocrisie!
Le système que je propose est l'inverse de celui-ci. Il ne signifie pas, contrairement à ce que le rapport de la commission laisse entendre ou à ce qu'on a cherché à me faire dire en commission, que tout matériel, qui pourrait avoir un usage militaire, est automatiquement assimilé au matériel de guerre. Mais le système que je propose demande que le Conseil fédéral ait la possibilité d'intervenir lorsqu'il voit ou lorsqu'il dispose de présomptions fondées de détournement.
Je parle dans mon initiative de présomption fondée et je rappelle que la sanction n'est pas nécessairement l'interdiction pure et simple d'exporter mais aussi le fait d'édicter des conditions appropriées à la situation. Ce qu'il faut absolument éviter, c'est que le Conseil fédéral reste impuissant devant des situations scabreuses et où son intervention serait nécessaire.
A cette proposition qui constitue le coeur de mon initiative, la Commission de gestion oppose la proposition d'un auto-contrôle qui me semble finalement assez naïve et peu opérante. Il est vrai que nous sommes dans un pays où l'on aime bien être juge et partie mais je crois que là, tout de même, on dépasse les limites de l'efficacité.
Ce qu'il faut retenir, c'est que le Conseil fédéral a établi une interprétation, que je qualifie d'abusivement restrictive de la disposition de la loi, et qui permet des détournements tout à fait choquants et inacceptables. Si la Suisse envoie des ordinateurs dans un pays en guerre, la moindre des choses est de se demander si ces ordinateurs ne vont pas servir à faire la guerre. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas en envoyer mais cela ne veut pas dire non plus qu'il faut s'en laver les mains. Or, aujourd'hui, nous nous en lavons les mains. Et cela n'est plus possible.
Ce que je propose n'a rien d'insensé ni rien de nouveau du point de vue de la procédure, mais existe déjà dans le domaine des exportations d'armes, précisément d'explosifs, ainsi que de manière plus dure, plus radicale, dans le système du COCOM, le commerce avec les pays de l'Est. Cela existe aussi – ce qui est tout de même assez intéressant – dans le domaine des produits chimiques.
J'aimerais de nouveau citer la Commission de gestion, page 4 de son rapport: «De même, le Conseil fédéral a, pour toute une série de substances chimiques, inversé la règle; celles-ci sont d'emblée considérées comme matériel de guerre dès qu'elles peuvent servir à la fabrication d'armes chimiques, même si ces substances peuvent également être utilisées à des fins civiles.» Vous voyez qu'il est possible de gérer les exportations de biens à usage mixte autrement. Donc, dans ces domaines des explosifs ou du matériel chimique, le Conseil fédéral a en quelque sorte déjà reconnu l'impasse politique et morale où le mène la pratique générale actuelle, sans avoir pour autant fait le nécessaire dans tous les domaines où il le faudrait. Je crois que le problème est connu, qu'il est reconnu: Nous ne voulons pas que le pays de la Croix Rouge soit en même temps un pays pourvoyeur de mort. Nous demandons que l'on admette que cela n'arrive plus; nous demandons que l'on admette la nécessité de préciser les règles du système; nous demandons et je demande que nous admettions le bien-fondé et le réalisme de l'initiative que je propose.
Aujourd'hui, il ne s'agit pas – et c'est très important – de voter le texte même de l'initiative. Nous sommes dans un débat d'entrée en matière. L'initiative est formulée, le Parlement a la possibilité de l'amender, de proposer un contre-projet. Seulement, il est clair qu'en rejetant cette initiative on sanctionne, on poursuit la pratique actuelle, et la seule possibilité que vous ayez d'exprimer la volonté que les choses changent, c'est d'accepter l'entrée en matière sur l'initiative, étant entendu,

comme je l'ai déjà dit, que la discussion par articles aura lieu en commission. Je vous demande donc de ne pas refuser d'entrer en matière.
En conclusion, je rappelle que le peuple suisse, voici dix-huit ans, en 1972, n'a refusé que d'extrême justesse, à 0,5 pour cent d'écart – c'est-à-dire 8000 voix – une initiative qui demandait l'interdiction des exportations d'armes vers tous les Etats qui ne sont pas neutres. La loi qui nous occupe avait été présentée comme contre-projet à cette initiative, ce qui a certainement provoqué la décision. Or, ce contre-projet est violé tous les jours; il y a des lacunes dans cette loi qu'il s'agit de combler.
Voulons-nous vraiment donner aujourd'hui au peuple suisse une fois de plus l'illustration de notre impuissance à légiférer efficacement, de notre impuissance devant les affaires qui nous choquent, et voulons-nous vraiment continuer à exposer notre politique étrangère à des contradictions permanentes? D'ailleurs, si on voulait faire un bilan coûts/bénéfices, on verrait d'emblée que le bénéfice des exportations en question est minime, alors que leur coût politique est énorme.
L'on peut argumenter à perte de vue, mais je crois qu'il est clair que si l'on veut, on peut, le Parlement l'a démontré à d'autres occasions. Je vous demande donc d'aller de l'avant dans cette décision qui est aujourd'hui nécessaire. Nous ne pouvons pas nous limiter aux propositions de la Commission de gestion, mon initiative relevant le seul point sur lequel elle ne se prononce pas. En votant l'entrée en matière sur mon initiative et le rapport de la Commission de gestion, nous aurons fait un pas en avant. En ne votant que le rapport de la Commission de gestion, nous laissons sciemment ouverte une grande porte pour le détournement de la loi.

Braunschweig: Die Motion der sozialdemokratischen Fraktion hat vier Anknüpfungspunkte.
Vom ersten, nämlich dem zweiten Postulat des GPK-Berichtes zur Vermittlung von Kriegsmaterial und Technologietransfer im Rüstungsbereich, sprechen wir gerade in dieser Debatte. Ich betone ausdrücklich: im Rüstungsbereich, damit kein Missverständnis entsteht. Unsere Motion schliesst nahtlos an dieses Postulat an. Wir haben versucht, alle Ueberschneidungen zu vermeiden.
Zweiter Anknüpfungspunkt ist der Puk-Bericht. Dort haben wir gelesen, dass in mancherlei Hinsicht die bisherige Praxis sich als unbefriedigend erwiesen hat. Ich erinnere Sie an das Kapitel auf Seite 111 über den Waffenhandel. Ich erinnere Sie auch an Namen wie Klaus Barbie, der Geschäfte in unserem Lande getätigt hat, die nicht verfolgt worden sind, und ich erinnere Sie ausserdem an den Namen Yasar Musullulu, der mehrmals unrühmlich im Puk-Bericht vorgekommen ist.
Dritter Anknüpfungspunkt: Wir haben in den letzten Tagen sehr häufig den nicht neuen, aber doch ausgeprägten Dreiklang des Bundesrates gehört: Drogenhandel, Waffenhandel und organisiertes Verbrechen, neben Spionage und Terrorismus. Aber ich betone: Dieser Dreiklang des Bundesrates – Drogenhandel, Waffenhandel und organisiertes Verbrechen – hat seinerseits auch im Puk-Bericht eine grosse Bedeutung bekommen. Dort steht beispielsweise, dass Drogen- und Waffenhandel die gleichen Kanäle benützen. In vielen Fällen ist dies nachweisbar, und in vielen Fällen besteht eine Identität der Persönlichkeiten.
Von daher ist es nicht verständlich, dass als Folgerung der Geltungsbereich des Kriegsmaterialgesetzes nicht ausgedehnt werden kann. Der Bundesrat ist leider nur gerade bereit, unsere Motion als Postulat entgegenzunehmen. Ich hätte eigentlich erwartet, dass er nicht auf halbem Wege stehenbliebe, sondern bereit wäre, gewisse Konsequenzen zu ziehen. In der Begründung des Bundesrates lesen wir fast ausschliesslich Wenn und Aber, Vorbehalte, warum es eigentlich nicht gehe. Aber wenn schon die einstimmige Geschäftsprüfungskommission ein Postulat einreicht, könnte man dies auch noch prüfen. Es heisst, es seien in der Vergangenheit allerdings zahlreiche ähnliche Vorstösse unternommen und vom Parlament immer wieder zurückgewiesen worden. Aber jetzt gibt es gerade neue Erkenntnisse aufgrund des Puk-Berichts, und zwar, wie ich erwähnt habe, über die gemeinsamen Kanäle und Persönlichkeiten. Deshalb muss die Frage neu geprüft werden, wenn sie nicht schon geprüft ist, und die Ausweitung des Geltungsbereichs kann vorgenommen werden. Das Rechtsbewusstsein hat sich verändert. Ueber das organisierte Verbrechen, über die Verbindung zwischen Drogen- und Waffenhandel ist ein neues Bewusstsein entstanden. Nun führt der Bundesrat auch rechtliche Bedenken an. Ich bin ausserordentlich erstaunt darüber, denn die GPK hat sich ja sehr intensiv mit diesen Fragen auseinandergesetzt und auch ein Rechtsgutachten zur Anwendung des Kriegsmaterialgesetzes von Prof. Dr. Luzius Wildhaber aus Basel eingeholt; es ist datiert vom 8. März 1989. Danach wäre die verfassungsmässige Grundlage genügend, es brauche nur eine Gesetzesänderung, man müsse darüber noch diskutieren. Vor allem hat dieser Gutachter festgestellt – und dieses Gutachten ist bis heute kaum bestritten worden und sicher auch dem Bundesrat längst bekannt –, dass der Hinweis des Bundesrates – seit 1951 ist es derselbe – heute nicht mehr anerkannt werden kann, nämlich der Hinweis auf den damaligen Entscheid des Bundesgerichtes. Heute herrscht eine neue Offenheit, weswegen die rechtlichen Bedenken hinfällig geworden sind. Man kann neu und unbelastet an diese Frage herantreten. Deshalb halten wir an unserer Motion fest.
Abschliessend – das wäre der vierte Anknüpfungspunkt – möchte ich Sie noch auf die internationale Entwicklung aufmerksam machen: eine weitere Enttäuschung, dass der Bundesrat in seiner Begründung nicht darauf eingetreten ist! Ich habe bereits in der Motion ausdrücklich die neue Gesetzgebung in Schweden und in der Bundesrepublik erwähnt. Ich habe die entsprechenden Artikel angeführt. Ich weise Sie noch auf jüngste Stellungnahmen hin: zum einen auf Forderungen der EG an die EG-Kommission – gut, wir sind nicht Mitglied der EG, aber der Bundesrat spricht ja seit Jahresfrist von der Europafähigkeit; dieses Ziel sollte nicht von Fall zu Fall angewendet oder nicht angewendet werden –, zum anderen auf eine Resolution der Uno-Generalversammmlung vom 7. Dezember 1988 und schliesslich und vor allem auf die Entschliessung 928 vom 27. September 1989 der Parlamentarischen Versammlung des Europarates im Rahmen der Menschenrechtspolitik. Diese Resolutionen haben etwas gemeinsam: Sie machen auf den illegalen Waffenhandel aufmerksam. Sie rufen die Völkergemeinschaft auf, Fortschritte bei dessen Bekämpfung zu erzielen. Wir sollten mit dabei sein.
Deshalb bitte ich Sie, nicht nur dem Inhalt, sondern auch der Form der Motion zuzustimmen.

Gysin: Ich spreche zur parlamentarischen Initiative «Kriegsmaterialexporte». Unter «Kriegsmaterial» kann man die verschiedensten Dinge verstehen: eigentliche Waffen und Munition; Zusatzmaterial wie Fahrzeuge, Uniformen und schliesslich alles, was eine Armee sonst benötigt. Aber je stärker man den Begriff des Kriegsmaterials dehnt, desto unbestimmter wird er, und desto weniger eignet er sich für eine praktische Anwendung.
Bekanntlich wollen Soldaten auch verpflegt sein. Somit müsste man nach der Initiative Longet sogar den Export von Suppenpräparaten oder Ovomaltine unter die Lupe nehmen, denn sie könnten ja für militärische Zwecke verwendet werden. Das gleiche gilt für Heilmittel, da sie vielleicht der Regenerierung von Soldaten dienen könnten. Nicht zu reden von Textilien und Schuhen oder von Uhren und Elektromotoren, eventuell auch von Werkzeugmaschinen, sofern sie für Rüstungszwecke verwendet würden. Sie haben soeben Herrn Longet gehört, der auch fordert, dass Computer darunter fallen sollen. Ich halte mich an den Text der Initiative, der ganz allgemein formuliert ist. Zu Ende gedacht bedeutet die Initiative Longet, dass so ziemlich aller Export den Verdacht der kriegsmässigen Verwendung auf sich ziehen könnte. Herr Longet fügt allerdings die Bedingung bei: «sobald in Anbetracht der Umstände Grund zur Annahme besteht, dass es militärischen Zwecken dienen wird».
Aber wer will das ermitteln und auf welche Weise? Sollen wir eine amtliche Untersuchung einleiten über die Verwendung von Heilmitteln, Elektromotoren oder Computern durch einen bestimmten Staat? Es müsste nicht unbedingt ein Entwick-

lungsland sein, es könnte auch ein westliches Land sein. Man stelle sich vor, welchen Eindruck wir als Exportland mit einem derartigen Ansinnen in anderen Ländern machen würden, mit dem Ansinnen einer Kontrolle interner Verhältnisse anderer Länder.
Die andere Variante nach Initiative Longet wäre vielleicht die, dass der Bundesrat mehr der Spur nach auf die Möglichkeit «kriegsmässiger Verwendung» schliessen würde. In diesem Falle wäre unter Umständen fast für beliebige Güter ein Exportverbot zu verordnen.
Diese Annahme ist nicht übertrieben. Wie wollte man zuverlässige Unterscheidungen treffen? Man sieht es nämlich der Adresse des Bestellers oft nicht an, welche Verwendung geplant ist. Findige Regierungen würden mit Leichtigkeit eine Umgehung praktizieren. Sie könnten sich überdies die Umgehung ersparen, wenn sie die Güter nicht aus der Schweiz, sondern aus einem anderen Land beziehen würden, das noch so gerne anstelle der Schweiz exportieren würde.
Damit komme ich zur Feststellung, dass wir jedenfalls mit einer Regelung nach Herrn Longet keinen bewaffneten Konflikt verhindern können. Es stimmt: diese Ueberlegung würde auch für die Ausfuhr von eigentlichen Waffen gelten. Aber mit der Regelung der Waffenausfuhr sind wir nun einmal einen Kompromiss eingegangen. Der Kompromiss hinsichtlich der Waffen mag vielleicht nicht jedermann befriedigen, doch er ist einigermassen zu bewältigen.
Die Ausweitung nach Herrn Longet wäre aber endgültig eine extreme schweizerische Weigerung ohne greifbare Wirkung zugunsten des Weltfriedens. Ob man uns dafür danken würde, ist höchst zweifelhaft. Wir sollten uns davor hüten, der übrigen Welt Lektionen zu erteilen. Es sind in der Anwendung des Gesetzes auch Grenzfälle denkbar.
So war es sicher angezeigt, dass der Bundesrat bestimmte chemische Substanzen dem Kriegsmaterial bereits heute zurechnete, obwohl sie auch zivil verwendbar sind. Hier werden aber nicht Güter irgendwelcher Art betroffen, sondern solche, deren Verwendbarkeit für Kampfmittel besonders akut ist. Was seiner Natur nach nahe an regelrechte Kampfmittel angrenzt, bedarf einer speziellen Prüfung. Das sieht das Gesetz heute schon vor. Jedoch handelt es sich hierbei um fallweise Abgrenzungsfragen, wo das Kampfmittel anfängt.
Diese Abgrenzungen beschlagen ein anderes Thema als die Initiative Longet; die würde den Begriff des Kampfmittels weit hinter sich lassen. Die Initiative Longet würde ermöglichen, «jegliches zivile Material Kriegsmaterial gleichzustellen». Diese Forderung ist schlechterdings abzulehnen.
Herr Longet hat zwar in der schriftlichen Begründung als Beispiele zwei Fälle genannt, die sich auf die Definition eigentlicher Kampfmittel beziehen. Insofern würde es sich um ein Problem handeln, das die Geschäftsprüfungskommission in ihrem Bericht erörterte. Aber was die Initiative wörtlich fordert, sprengt völlig diesen Rahmen; es ist nicht von ungefähr, dass die Initiative eine fertig ausformulierte Gesetzesrevision darstellt. Sie äussert nicht bloss in unverbindlichen Worten eine Idee, sie fordert einen bestimmten Gesetzestext. Dieses Begehren müssen wir der Verurteilung zugrunde legen. Es hätte die schwerwiegenden Konsequenzen, die ich bereits eingangs darlegte.
Auch die Motion Stappung lehne man bitte ab. Die Empfehlungen der Geschäftsprüfungskommission sind ausdrücklich als Anregungen für die Praxis bezeichnet. Anregungen für die Praxis kleidet man – entgegen dem Motionsbegehren von Herrn Stappung – nicht in Gesetzesform.
Namens der freisinnig-demokratischen Fraktion stelle ich folgende Anträge:
1. der Initiative Longet sei keine Folge zu geben;
2. die Motion Stappung sei abzulehnen.

Fischer-Sursee: Die CVP folgt der Kommissionsmehrheit und lehnt die Initiative Longet ab.
Wir unterstützen die Bemühungen, den Export und den Handel von Kriegsmaterial in kriegführende Gebiete zu unterbinden.
Die Initiative Longet bringt dazu aber keinen echten Beitrag und vor allem keine Neuerung. Rechtlich beinhaltet sie nur eine Kompetenznorm, indem sie dem Bundesrat die Befugnis einräumen will, ziviles Material dem Kriegsmaterialgesetz zu unterstellen. Diese Kompetenz hat aber der Bundesrat jetzt schon aufgrund des geltenden Gesetzes. Nach Artikel 1 Absatz 1 gelten nebst Waffen auch weitere Erzeugnisse und deren Bestandteile, die als Kampfmittel verwendet werden können, als Kriegsmaterial. Absatz 2 dieses Artikels gibt dem Bundesrat ausdrücklich die Kompetenz zu bestimmen, welches Material unter das Gesetz fällt. Der Bundesrat hat von dieser Kompetenz Gebrauch gemacht und in Artikel 1 der Verordnung die Bezeichnung vorgenommen. Will man weitere Produkte dem Kriegsmaterialgesetz unterstellen, ist daher nicht das Gesetz, sondern nur die Verordnung durch den Bundesrat zu ändern und zu ergänzen. Der Bundesrat hat dazu das Recht, aber keine generelle Pflicht, wie auch die GPK aufgrund des Gutachtens von Professor Kälin feststellt.
Gerade hier bringt auch die Initiative Longet nichts Neues, denn die Initiative gibt nur wieder eine reine Ermächtigungsnorm, verpflichtet aber den Bundesrat nicht, zu handeln.
Zur Sache: In der Verordnung hat der Bundesrat in Artikel 1 Absatz 2 auch Rohprodukte und Halbfabrikate, also auch zivile Güter, unter das Kriegsmaterialgesetz gestellt, wenn sie ausschliesslich kriegführenden Zwecken dienen. Diese Formulierung ist nun tatsächlich eng. Der Bundesrat macht Gründe der Rechtssicherheit und der Praktikabilität geltend.
Unseres Erachtens wäre aber zu prüfen, wie die GPK übrigens anregt, ob nicht auch jene zivilen Güter dem KMG zu unterstellen sind, die als Kampfmittel geeignet sind – und jetzt kommt der entscheidende Satz –: « .... und von denen dem Exporteur bekannt ist, dass sie zu militärischen Zwecken verwendet werden.» Jegliches zivile Material, das zu militärischen Zwecken verwendet werden könnte, dem Gesetz zu unterstellen, führt eindeutig zu weit und ist im weltweiten freien Handel überhaupt nicht praktikabel.
Wir sind ein ausgesprochenes Exportland, und zivile Güter können missbraucht werden. Für alle zivilen Güter, die dem KMG unterstellt würden, müsste nach Artikel 11 des Kriegsmaterialgesetzes eine Exportbewilligung eingeholt werden. Sie dürfte nur erteilt werden, wenn die Lieferung an eine ausländische Regierung erfolgt und wenn eine Erklärung vorliegt, dass die Güter nicht wieder ausgeführt werden.
Das gälte gemäss Gesetz auch für Lieferungen von zivilen Gütern an nichtkriegführende Staaten. Damit würden unserer Wirtschaft im Export und Handel von zivilen Gütern unmögliche Fesseln angelegt. Wir unterbinden damit direkt den Handel und benötigen einen enormen staatlichen Kontrollapparat.
Wichtiger erscheint uns, dass unser geltendes Kriegsmaterialgesetz streng gehandhabt, eine effiziente Kontrolle durchgeführt und die Verordnung allenfalls im Sinne der Anregungen der GPK durch den Bundesrat überprüft wird.
Wir stimmen daher den Postulaten und den fünf Empfehlungen der GPK zu und lehnen die Initiative Longet ab.

Rychen: Im Bereich der Kriegsmaterialexporte sind die Probleme sehr ernst zu nehmen. Aus meiner Sicht ist hier das Spannungsfeld Wirtschaft/Politik/Moral nicht zu unterschätzen.
Den Bericht der Geschäftsprüfungskommission betrachten wir als einen guten Bericht; diese Inspektion, ergänzt mit Gutachten, zeigt die grundsätzlichen Probleme in diesem Bereich sehr gut auf. Die Antwort des Bundesrates auf den GPK-Bericht erachte ich hingegen als nicht ausreichend.
Den wichtigsten Punkt in der ganzen Angelegenheit sehe ich in der politischen Verantwortung bei heiklen Entscheidungen im Bereich des Kriegsmaterialexportes. Der Bundesrat muss eine grössere politische Verantwortung bei schwierigen Entscheiden übernehmen.
Die parlamentarische Initiative (Longet) lehnen wir ab, weil wir glauben, dass zurzeit kein Weg aufgezeigt werden kann, wie man diese Initiative anwendet. Der Vorstoss scheitert also an der korrekten praktischen Anwendung. Es scheint, dass der Initiant den möglichen Dreiecksgeschäften zuwenig Beachtung schenkt. Man kann fast alles umgehen, wenn man will,

leider! Aber ich muss Ihnen persönlich gestehen, dass ich das grosse Problem, dass ziviles Material auch als Waffe eingesetzt werden kann, anerkenne.
Dazu möchte ich Ihnen aufgrund einer persönlichen Erfahrung folgendes schildern: Ich war im Jahre 1989 zweimal in einem Spannungsgebiet, wo Krieg geführt wird, nämlich in Angola. Es war mir nicht wohl, als mir die Unita-Vertreter (bis hin zum Präsidenten der Unita) persönlich versichert haben, dass die kommunistische MPLA die prowestliche Unita-Rebellenbewegung mit schweizerischen PC-Flugzeugen bombardiert. Auf meine insistierenden Fragen, woher denn diese PC-Flugzeuge kämen, war die Antwort im ganzen südlichen Afrika klar, von jedem Guerilla-Offizier bis zum Präsidenten der Unita, bis zu allen international anwesenden Journalisten: Solche Flugzeuge werden natürlich als ziviles Material ausgeführt, zum Beispiel nach Portugal.
Scheinbar ist in diesen Kreisen superklar, dass man in Portugal bestens eingerichtet ist, um diese PC-Flugzeuge auf militärische Tüchtigkeit umzubauen. Es werden auch Länder wie Südkorea und lateinamerikanische Staaten genannt.
Ich muss Ihnen sagen: Mir persönlich ist dabei wirklich nicht wohl. Ich sage das hier als bürgerlicher Politiker ganz offen. Ich sehe aber, dass man mit der parlamentarischen Initiative Longet das Problem nicht lösen kann.
Allerdings bitte ich, die Motion der Minderheit der Kommission (Stappung) anzunehmen. Sie gibt uns die Chance, das Kriegsmaterialexportgesetz grundsätzlich zu überdenken. Ich sehe nämlich die Probleme nicht unbedingt im Export in Länder, wo kein Krieg stattfindet. Das sollte meiner Meinung nach weiterhin möglich sein; aber die politische Verantwortung ist in diesem Gesetz zuwenig klar geregelt.
Ich möchte den Bundesrat bei solchen Vorgängen mehr in die Pflicht nehmen können. In der Antwort auf die ausführlichen Beschreibungen der GPK antwortet der Bundesrat nämlich, das sei ja vor allem Aufgabe seiner bezeichneten Beamten. Gerade in diesen sehr heiklen und immer wieder diskutierten Bereichen müsste der Bundesrat mehr direkte politische Verantwortung übernehmen. Wir sollten uns davor hüten, in irgendeinen vielleicht doch einmal auftauchenden Skandal zu geraten.
In diesem Sinne komme ich nach reiflicher Ueberlegung zum Schluss, dass die parlamentarische Initiative (Longet) nicht praktikabel und deswegen abzulehnen ist; hingegen bin ich persönlich bereit – und sehe den Grund dafür auch ein –, diese Minderheitsmotion zu unterstützen, um grundsätzlich die politische Verantwortung im Gesetz neu zu regeln und zu diskutieren.

Meier-Glattfelden: 1972 hätte das Schweizervolk beinahe mit einer Verfassungsinitiative jeglichen Kriegsmaterialexport verboten. Damals konnte man die «Landeskatastrophe», wie sich militärische und Rüstungskreise ausdrückten, noch mit einem indirekten Gegenvorschlag, dem heute gültigen Kriegsmaterialgesetz, abwenden.
Zwischen den beiden Extremen – der freien Waffenausfuhr und dem Waffenausfuhrverbot – besteht ein breiter Spielraum, den auch das Gesetz nicht klar begrenzt. Nach Artikel 11 Absatz 2 des Gesetzes dürfen nach Gebieten, in denen ein bewaffneter Konflikt herrscht, ein solcher auszubrechen droht oder sonstwie gefährliche Spannungen bestehen, keine Ausfuhrbewilligungen erteilt werden. Gerade dort werden aber Waffen gebraucht.
Unsere Rüstungsindustrie würde gern liefern, will allerdings das Gesetz nicht offiziell verletzen. So nimmt sich der Bundesrat einen breiten Ermessensspielraum zum Begriff «Spannungsgebiete» zugunsten unserer Rüstungsindustrie. Oft findet auch Schweizer Kriegsmaterial über Drittländer trotz Nichtwiederausfuhr-Erklärungen den Weg in die Kriegsgebiete.
Der Inspektionsauftrag der Geschäftsprüfungskommission betraf ein stark politisiertes Umfeld. So ist es denn auch nicht verwunderlich, dass sich die GPK auf jene Aspekte beschränkte, bei denen ein weitgehender Konsens möglich war. Die GPK schreibt: «Die Inspektion hat ergeben, dass die heutige Verordnung über das Kriegsmaterial sich an den Rahmen des Gesetzes hält und daher unter dem Gesichtspunkt der Rechtmässigkeit nicht zu beanstanden ist.»
Hält sich die heutige Verordnung aber tatsächlich an das Gesetz? Auch hier nimmt sich der Bundesrat einen breiten Ermessensspielraum, nicht nur beim Begriff «Spannungsgebiete», er nimmt ihn sich auch beim Begriff «Kriegsmaterial». Im Gesetz, Artikel 1, steht: «Als Kriegsmaterial im Sinne dieses Gesetzes gelten Waffen, Munition, Sprengmittel, weitere Erzeugnisse und deren Bestandteile, die als Kampfmittel verwendet werden können.» In der Verordnung aber ist nur Kriegsmaterial, was nur als Kampfmittel dient; sobald man es auch zivil verwenden kann, ist es kein Kriegsmaterial mehr. Ein klassisches Beispiel dazu sind die 200 Tonnen Aluminiumprofile, die nach Iran geliefert wurden. Alle Beteiligten, die Herstellerfirma, die EMD-Rechtsabteilung, wussten genau um den Verwendungszweck: Flügel für Minenwerfergeschosse. Da aber Aluprofile auch für zivile Zwecke, für den Bau von Kühlern oder als dekorative Stützsäulen, verwendet werden können, war die Ausfuhr legal. Dass auch nach Irak Aluminium geliefert wurde, macht die Sache nicht besser. Dieses Beispiel zeigt, wie nötig die parlamentarische Initiative Longet ist.
Die parlamentarische Initiative will, dass der Bundesrat befugt ist, jegliches zivile Material dem Kriegsmaterial gleichzustellen, sobald Grund zur Annahme besteht, dass es militärischen Zwecken dienen wird. Nach Ansicht der grünen Fraktion ist der Antrag Longet zu wenig scharf; es müsste nicht heissen «ist befugt», sondern «der Bundesrat ist verpflichtet».
Der Kriegsmaterialexport steht im politischen Spannungsfeld. Auf der einen Seite sind es Ueberlegungen der Wirtschaftsfreiheit, der militärischen Landesverteidigung und der Arbeitsplatzerhaltung. Auf der anderen Seite aber steht die Solidarität mit den unter Kriegen und Unterdrückung leidenden Völkern und die Glaubwürdigkeit des schweizerischen Rechtsstaates. Kurz, auf der einen Seite das Geschäft, auf der anderen Seite der gute Ruf der Schweiz.
Als junge Burschen reisten wir nach dem Zweiten Weltkrieg mit dem Schweizerkreuz auf dem Rucksack und dem Schweizer Pass in der Tasche ins Ausland. Wir waren damals überzeugt, damit ein Anrecht zu haben, überall mit offenen Armen empfangen zu werden – wir wurden es auch; der Ruf der Schweiz war noch intakt.
Heute aber ist das anders. Ich brauche dazu nicht die Bücher von Jean Ziegler. Ich sehe es selber, was alles an den Tag kommt: das Verhalten der Schweiz im Zweiten Weltkrieg, die Fluchtgelder, die Waffenausfuhr, die Drogengeldwäscherei, das Bespitzeln der eigenen Bürgerinnen und Bürger.
Wir müssen uns nicht wundern, im Ausland heute anders angesehen zu werden. Wir wollen aber alle den guten Ruf wiederherstellen. Bundesrat und Parlament tun deshalb gut daran, alles zu tun, um eine straffere und bessere Kontrolle der Exporte von kriegstauglichem Material durchzuführen.
Die grüne Fraktion unterstützt deshalb alle Vorstösse, die in diese Richtung gehen, insbesondere die Motion Stappung, die den Bundesrat beauftragt, unter Berücksichtigung der Empfehlungen der GPK das Kriegsmaterialgesetz zu revidieren.
Alle diese Aenderungen des Waffenausfuhrgesetzes werden aber das Problem nicht lösen. Umgehungen sind immer wieder möglich. Die grüne Fraktion ist deshalb der Meinung, ein Kriegsmaterialausfuhrverbot stünde der Schweiz als dem Ursprungsland des Roten Kreuzes gut an.
Es ist unhaltbar, Geräte zu exportieren, die dazu beitragen, zu töten und Wunden zu schlagen, und andererseits den Kriegsopfern humanitäre Hilfe zu leisten. Der Heuchelei, auf der einen Seite Geschäfte zu machen und sich andererseits für tätige Menschlichkeit loben zu lassen, muss ein Ende gesetzt werden.

Günter: Es ist eine alte Tradition der Landesring-Fraktion, dass wir Probleme mit dem Export von Kriegsmaterial haben. Bereits unser Kollege Erwin Jaeckle in den fünfziger, Werner Schmid in den sechziger und Franz Jaeger in den siebziger Jahren haben in dieser Richtung Vorstösse unternommen. Es war deshalb kein Wunder, dass ich versucht habe, als Präsi-

dent der Sektion EMD der GPK in diesem Bereich eine Inspektion durchzuführen. Herr Rolf Seiler hat Ihnen das Resultat dieser Inspektion, die in den letzten zwei Jahren gemacht wurde, vorgestellt.
Ich möchte mit Freude festhalten, dass der Bericht doch etwas in Bewegung gesetzt hat. Die Gutachten der Professoren Wildhaber und Kälin, die für diesen Bericht gemacht wurden, werden vermutlich noch einige Zeit als Standardwerk in diesem Bereich dienen können; sie sind glücklicherweise in entscheidenden Passagen klar, deutlich und parallel zueinander ausgefallen. Die Gutachten sind öffentlich und können beim Bund bezogen werden.
Wir haben von Frau Haller schon heute gehört, dass im Gesetz festgeschrieben steht, dass alles Kriegsmaterial ist, was als Kriegsmaterial verwendet werden kann; auf der anderen Seite aber ist in der Verordnung definiert – indem man das Gesetz auf den Kopf stellt –, dass nur noch als Kriegsmaterial gilt, was ganz sicher nicht auch noch für friedliche Zwecke verwendet werden kann. Damit fallen alle Materialien, die mit etwas Fantasie auch zu friedlichen Zwecken verwendbar sind, aus der Liste.
So kommt es denn, dass der Bundesrat immer fröhlich erklären kann, wir hätten das strengste Gesetz auf der ganzen Welt, was durchaus stimmen mag. Aber von der Verordnung spricht er nicht. Ich habe den Bundesrat jedenfalls noch nie sagen hören, wir hätten auch die zugehörige strengste Verordnung auf der ganzen Welt, denn das würde dann sicher nicht mehr stimmen.
Die Gutachten haben klar gezeigt, dass diese Uminterpretation nur haltbar ist, wenn der Bundesrat ganze Kategorien als Kriegsmaterial erklärt, sobald er feststellt, dass die Produkte als Kriegsmaterial missbraucht werden. Ich gebe Ihnen zwei Beispiele: Das eine sind die Sprengstoffe, die immer als Kriegsmaterial gelten, auch wenn sie im Bergbau verwendet werden, und das andere chemische Substanzen, die für die Kampfgasherstellung verwendet werden können. Das ist eine wichtige Feststellung der Gutachter.
Diese merkwürdige Verordnung neben dem an und für sich strengen Gesetz ist also nur rechtlich haltbar, wenn der Bundesrat sofort eingreift, wenn ein Missbrauch festgestellt wird. Ich denke hier vor allem an die PC-7 und PC-9, wo aufgrund dieser Gutachten im Prinzip hätte gehandelt werden müssen.
Wichtig ist zudem, dass der Menschenrechtssituation nun eine selbständige Stellung zukommt; das ist in den Gutachten klar zum Ausdruck gekommen. Der Bundesrat akzeptiert das indirekt, indem er erklärt, ein Land könne sich nicht in einer Situation befinden, in der die Menschenrechte bedroht seien, ohne dass gleichzeitig ein innerer Spannungszustand herrsche. Damit ist auch das andere Kriterium des Spannungsgebietes gegeben. Dadurch, so glaubt der Bundesrat, komme es nicht zu Exporten in Gebiete mit Menschenrechtsverletzungen, wobei wir uns in unserer Fraktion offen fragen, wie es dann z. B. mit der Türkei steht.
Im EDA soll nun endlich die personelle Situation verbessert werden, damit die Menschenrechtssituation überhaupt geprüft werden kann. Das stand bis jetzt nur auf dem Papier; man hatte niemanden, der das vollamtlich machte. Jetzt ist endlich eine Stelle geschaffen worden.
Der Bundesrat akzeptiert auch die Kritik der Gutachter und der GPK in bezug auf die Neutralität, die bei der Waffenausfuhr nicht eingehalten wurde. Das geht aus den Berichten, wenn Sie diese studieren, ganz klar und deutlich hervor. Es geht auch aus der Wortwahl in den Berichten klar und deutlich hervor, dass Ost und West nicht neutral und gleich behandelt wurden.
Ich hoffe, dass der Bundesrat jetzt nicht nur den Bericht neu schreibt, sondern tatsächlich auch in der Sache anders handelt. Die Entwicklung in Osteuropa sollte diesem Umdenken entgegenkommen.
Der Bundesrat hat auch jahrzehntelang, seit 1951, immer wieder erzählt, dass die Vermittlung von Waffen, die das Territorium der Schweiz nicht berühren, nicht geregelt werden könne. Das würde, so argumentiert er aufgrund eines Bundesgerichtsurteiles von 1951, gegen die Verfassung verstossen. Die Gutachter haben nun klar gezeigt, dass das nicht stimmt. Wir dürfen das verbieten, und wir sollten es auch verbieten: das ist eines der Postulate, die Sie überweisen sollten. Ich glaube, dass das einer der Bereiche ist, wo wir unbedingt handeln sollten.
Das zweite Postulat ist der Technologietransfer; auch dort ist es wichtig zu handeln. Leider ist der dritte Vorstoss durch die Maschen gefallen. Es geht um die Selbstdeklaration der Firmen. Wir sind überzeugt, dass die Firmen in der Regel ganz genau wissen, wofür ihr Material verwendet werden soll, wenn es sogenannte Dual-use-Produkte sind, also Produkte, die friedlich oder zu Kriegszwecke verwendet werden können. Herr Meier hat schon von einem Beispiel gesprochen: die Aluminiumprofile der Alusuisse. Die Alusuisse wusste haargenau, dass man Granaten-Stabilisatoren, Heckflossen damit machen wollte, darum wandte sie sich ans EMD. Auch der Absender, der Käufer war äusserst problematisch: das Kriegsministerium des Iran. Darum fragte die Alusuisse im EMD an: Dürfen wir das?
Die Antwort des EMD war: Ja, denn mit diesen Aluminiumprofilen könnte man auch Büchergestelle bauen oder Blumen aufbinden, und daher dürfe man diese Profile exportieren. Wobei ich mich frage, warum Blumengebinde auf Tausendstelmillimeter genau gearbeitet werden müssen. Die technischen Spezifikationen dürften für das Blumengebinde vielleicht nicht ganz stimmen.
Aber jedenfalls hat die Firma gewusst, worum es ging. Ich bin der Meinung, eine der ersten Fragen in einem Verfahren um eine Bewilligung für Ausfuhr von Kriegsmaterial müsste doch sein: Weiss die Firma, wofür ihr Produkt verwendet wird? Natürlich kann gelogen werden, aber grosse Firmen, Multis, hüten sich in der Regel davor, einen Staat zu belügen. Nicht, weil sie Pestalozzis sind, sondern aus Eigennutz, weil diese grossen Firmen den Staat in anderen Bereichen brauchen.
Aber sie bekämpfen natürlich das Gesetz, damit diese Bestimmung ja nicht hineinkommt, man sie also ja nicht fragt. Genau das passiert jetzt. Man versucht, diese Selbstdeklaration gar nie wirksam werden zu lassen, man hat das Postulat abgelehnt. Die LdU/EVP-Fraktion wird es wieder einreichen, weil es eine liberale Lösung ist, wenn Sie die Firma als allererstes fragen: Wissen Sie, wofür Ihr Exportartikel verwendet werden soll? Es wäre die normalste Frage der Welt.
Unserer Ansicht nach besteht in diesem Bereich eine echte Gesetzeslücke. Herr Meier hat auch davon gesprochen: Eines der erschütterndsten Erlebnisse war, als uns der Mann der Alusuisse sagte: «Ich verstehe gar nicht, warum Ihr wegen Iran so eine Sache macht und warum das in den Zeitungen so gross kam; im Jahr zuvor haben wir nach Irak die doppelte Menge geliefert, und da hat niemand etwas gesagt.» Ich habe mir die Mühe genommen, das auszurechnen: Mit dem Aluminium, das wir geliefert haben, konnten vermutlich etwa 1 Million Granaten durch Iran gebaut werden, und – wenn das stimmt, was er gesagt hat – die doppelte Menge für Irak. Da können wir wirklich stolz darauf sein! Man hätte es verhindern können, wenn man nicht die Ausrede mit dem Blumengebinde gebracht hätte.
Noch kurz zur Petition von Amnesty International: Es ist richtig, diese Petition zur Kenntnisnahme an den Bundesrat zu überweisen, denn etliche Punkte, die die Petition aufnimmt, werden von der GPK unterstützt. Man kommt Amnesty International entgegen. Die LdU/EVP-Fraktion freut sich darüber, dass zumindest ein Teilerfolg erreicht werden konnte. Diese Petition hat ganz sicher etwas erreicht.
Zur parlamentarischen Initiative Longet: Wir bedauern ausserordentlich, dass Herr Longet diese Initiative in der Möglichkeitsform formuliert hat. «Der Bundesrat ist befugt .... » usw. Nein, er sollte nicht nur befugt sein, er sollte einschreiten müssen! Die Initiative ist falsch formuliert.
Wir werden sie trotzdem wegen der Stossrichtung unterstützen. Unserer Ansicht nach wird sie aber leider vermutlich nicht mehr bringen, als heute schon im Gesetz steht. Wir werden auch die Motion von Herrn Stappung unterstützen, die in die gleiche Richtung zielt wie die Forderungen der GPK. Im Grunde genommen ist es eine Selbstverständlichkeit, dass der Bundesrat macht, was die GPK vorschlägt. Aber nichtsdestotrotz: es kann nicht schaden, das noch einmal zu sagen.

Cincera: Ich spreche zum Bericht der GPK, «Kriegsmaterialexport». Der Grund, warum wir diese Inspektion machten, war, dass immer vor dem Geschäftsbericht in der Presse Artikel erschienen, die dem Bundesrat, den Behörden, Verletzungen des Kriegsmaterialgesetzes vorwarfen, die der Industrie vorwarfen, sich nicht an die bestehenden Vorschriften zu halten.
Der Streitpunkt geht zurück in die Zeit, als wir – ich war damals noch nicht dabei; es werden wenige Leute hier im Saal sitzen, die damals schon dabei waren – den Verfassungsartikel und das Kriegsmaterialgesetz schufen. Es geht zurück auf die Expertenkommission, die der Bundesrat 1968 aufgrund einer Motion Renschler einsetzte. Im Kriegsmaterialgesetz wurde – wie in den folgenden Verordnungen – der Begriff «Kriegsmaterial» ganz sauber interpretiert und auf spezifisches Kriegsmaterial beschränkt, also auf Gegenstände und Dinge, die für die Verwendung in einem Krieg gebaut werden.
Die GPK hat sich dann entschlossen, nachzugreifen und nachzukontrollieren, ob der Bundesrat mit den Verordnungen und in seinem Handeln das Kriegsmaterialgesetz einhalte. Wir haben das sehr gründlich getan und dürfen feststellen, dass wir auf keine gravierenden Missbräuche, auf keine gravierenden Fehler gestossen sind. In der Kommission hat sich manches, das uns in der Presse als Futter vorgeworfen wurde, als Luftblase erwiesen.
Wir haben dann trotzdem einige Empfehlungen formuliert im Interesse, dass dieses Gesetz noch genauer eingehalten werde. Wir haben auch einige Postulate formuliert. Ein Postulat kann im Zusammenhang mit der gerade laufenden Diskussion über die Geldwäscherei als Unterstützung verstanden werden.
Das zweite Postulat betrifft einen ganz heiklen Bereich: die Vermittlung von Kriegsmaterial und den Technologietransfer im Rüstungsbereich. Damit tun sich auch jene Staaten etwas schwer, die an diesem Pult gelobt wurden, weil sie es besser machen würden. Das stimmt nicht! In der Bundesrepublik hat man jetzt damit auch begonnen und hat enorme Schwierigkeiten bei der Durchsetzung, weil Völkerrecht, Verfassungsrecht und Praktikabilität sich hier in die Quere kommen.
Im Grundsatz handeln wir in der Schweiz beim Kriegsmaterialgesetz etwa ähnlich wie die für uns relevanten anderen Länder auch, wie Schweden, Oesterreich und die Bundesrepublik. Was Kriegsmaterial ist, wird bei all diesen Ländern nicht im Gesetz definiert, sondern auf eine untere Stufe, in die Kompetenz der Regierung delegiert (bei uns auf Verordnungsstufe), um einen Ermessensspielraum und ein bewegliches Handeln zu ermöglichen und zu garantieren. Auch die Beschränkungsvorschriften sind ähnlich. Alle Länder gehen davon aus, dass man definieren muss, was Konfliktgebiete sind, dass man Menschenrechtsverletzungen beachten muss und dass die Länder, die sich als neutral bezeichnen, den Neutralitätsverpflichtungen nachkommen müssen.
Auch Schweden bezeichnet überall dort, wo man etwas weiter geht als in der Schweiz, zum Beispiel bei Maschinen und Flugzeugen, die Beschränkungen immer mit dem Begriff «sofern diese Maschinen oder diese Flugzeuge ausschliesslich zu militärischen Zwecken fabriziert werden». Also auch hier eine ganz klare Einschränkung auf den Begriff «spezifisches Kriegsmaterial». Alles andere stösst an Grenzen der Praktikabilität.
Ich möchte Sie vor allem auf einen anderen Punkt aufmerksam machen: In einem Gesetz gewissermassen vorzuschreiben, dass man das Handeln der gegenwärtigen politischen Interpretationslage anpassen muss, scheint mir falsch zu sein. In Gesetzen und Verordnungen sollen sachliche Kriterien stehen. Das andere ist politisches Handeln der verantwortlichen Behörde, die wir richtigerweise zu kontrollieren, richtigerweise zu korrigieren oder richtigerweise auch einmal abzuändern haben.
Die freisinnige Fraktion stimmt darum dem Bericht zum Kriegsmaterialgesetz zu. Sie bittet Sie, den Empfehlungen und den Postulaten ebenfalls zuzustimmen. Sie ist einverstanden damit, dass die Petition von Amnesty International dem Bundesrat zur Kenntnis überwiesen wird, bittet Sie aber – und hat für sich so entschieden –, alle anderen Vorstösse, also die Initiative Longet, die Motion Braunschweig und auch die Motion Stappung, abzulehnen.

M. Borel: Je faisais partie de la «juste un peu trop petite» moitié de Suisses qui se sont prononcés pour l'interdiction de l'exportation d'armes en son temps. Comme le refus du peuple suisse avait été acquis grâce aux promesses d'une législation rigoureuse en la matière, il convient d'être en permanence exigeant quant à l'exécution de cette législation.
J'ai la satisfaction de constater qu'après de nombreuses années de gestion timorée de la législation, une petite ouverture semble se dessiner au Parlement et au Conseil fédéral pour un respect plus strict de la parole donnée. On peut constater trois changements principaux.
Tout d'abord, un changement de langage, signe extérieur d'une diminution de l'hypocrisie de la majorité. Le temps est révolu où M. Delamuraz, conseiller fédéral, nous servait l'«épais» argument selon lequel l'exportation des avions Pilatus était assimilable à l'exportation de chaussures car ces dernières aussi pouvaient devenir militaires à l'usage. On continuera apparemment à exporter les Pilatus en fermant les yeux, à moins que le dernier témoin à être venu à la barre, M. Rychen, convainque enfin M. Villiger et ses collègues. En revanche, les règles sont devenues extrêmement strictes en matière de produits chimiques pouvant servir à des fins militaires. Il est heureux que nous ne participions pas au négoce de l'«arme atomique du pauvre», selon l'expression consacrée pour les armes chimiques.
Deuxième changement important. Le principal motif du refus de l'exportation d'armes était économique. La crainte était grande, récemment encore, de voir notre économie par trop ébranlée par une décision brutale en la matière, mais l'importance de cette branche économique a diminué et cette dernière s'est surtout habituée à travailler avec la législation en vigueur. C'est donc le bon moment d'accompagner cette tendance à la baisse pour diminuer encore sans risque économique nos exportations, et notamment celles qui sont à la limite de nos critères.
Troisième changement. Il y a peu de temps, il était courant d'entendre dire: «A quoi bon renoncer à vendre des armes, d'autres s'en chargeront.» On ne tenait pas le même langage en matière de drogue, par exemple. La culture du chanvre indien est interdite en Suisse, non pas parce qu'il est de mauvaise qualité mais pour des raisons de principe, de lutte contre la drogue, sans se préoccuper de ce que font ou laissent faire d'autres pays. Mais depuis quelque temps, personne ne peut nier une réalité: commerce de drogue, commerce d'armes et blanchissage d'argent sont les trois sommets d'un triangle indispensable au fonctionnement du trafic international et source de financement, entre autres, du terrorisme international. On ne peut prétendre aujourd'hui lutter contre la drogue et le terrorisme en feignant d'ignorer leurs rapports avec le trafic d'armes et de devises. Le rapport de la Commission de gestion est très clair à ce sujet. Il conclut par deux postulats, heureusement acceptés par le Conseil fédéral.
Je peux donc me féliciter d'un changement positif de l'état d'esprit, quoi qu'on en reste pour l'essentiel à des évolutions d'esprit plus qu'à des propositions concrètes. Je regrette en revanche le caractère par trop restrictif de l'avis du Conseil fédéral sur le texte de la Commission de gestion. J'utiliserai pour m'exprimer une image linguistique, en disant que l'avis du gouvernement, qui nous a été distribué, a par trop l'accent du Département militaire fédéral et pas assez celui du Département fédéral des affaires étrangères.
La Commission de gestion s'est à juste titre étonnée que le Conseil fédéral n'ait pris lui-même que dix décisions en sept ans sur ce sujet, alors que toutes les décisions sont légalement de sa compétence. Il nous a été répondu, tout comme en commission, que le Conseil fédéral ne peut pas prendre 3000 décisions par année. Personne ne l'a prétendu, en commission c'est le contraire qui a été dit. Mais il y a une sérieuse marge entre 3000 décisions par an et dix en sept ans! Il est évident que si davantage de décisions sont prises au niveau du gouvernement, la vue d'ensemble sera meilleure et, par conséquent, la voix des affaires étrangères sera un peu mieux entendue que jusqu'ici. C'est précisément ce que l'administration du Département militaire fédéral ne veut pas, préférant s'en tenir à sa cuisine interne, et malheureusement cela trans-

paraît dans l'avis du Conseil fédéral. Il est indispensable que le Conseil fédéral prenne un plus grand nombre de décisions pour que les principes humanitaires et des droits de l'homme soient mieux pris en compte.
Je me suis exprimé, en tant que membre de la Commission de gestion, à propos des travaux de cette commission, qui n'en est restée malheureusement qu'à des propositions très restrictives. La commission qui a examiné l'initiative Longet en a fait de même, en marquant dans le langage un progrès réel, mais en refusant de passer aux actes. N'en restons pas à l'opération alibi des belles déclarations, proposons fermement quelque chose: votons l'initiative Longet ou pour le moins la motion Stappung.

M. **Carobbio:** J'interviens moi aussi pour soutenir l'initiative de M. Longet ainsi que pour les deux motions du groupe socialiste. Les arguments de la majorité de la commission, qui nous propose de ne pas donner suite à l'initiative, et ceux du Conseil fédéral, qui propose de transformer la motion du groupe socialiste en postulat, ne me convainquent pas pour deux raisons principales.
Premièrement, les arguments en question ne sont ni nouveaux ni originaux. Nous les avons régulièrement entendus, quelques nuances à part, durant ces dernières années, chaque fois que le problème a été soulevé, en particulier lors des diverses discussions à propos du PC-7 et du PC-9. Cela a déjà été rappelé à cette tribune. La seule nouveauté – si l'on peut dire – consiste à rappeler de l'application plus stricte et ferme de la loi en vigueur, que l'on considère plus que suffisante.
La deuxième raison qui me porte à considérer peu convaincants les arguments de la majorité du Conseil fédéral est constituée par toute une série de cas concrets déjà cités – que je ne répéterai pas – avec lesquels nous avons été confrontés durant toutes ces années. Ils démontrent clairement que seule l'extension du champ d'application de la loi permettrait de lutter efficacement contre tous les cas d'exportations d'armes utilisant, dans les régions secouées par des conflits ou des tensions sociales rendus possibles par les lacunes de la loi. Cette pratique n'est ni acceptable ni normale mais, surtout, elle ne sert pas la crédibilité de notre politique étrangère et de notre politique d'aide aux pays pauvres.
A ce propos, j'ai trouvé fort discutables les arguments de M. Gysin selon lesquels l'acceptation de l'initiative Longet signifierait que même les produits sanitaires ou autres ne pourraient plus être exportés. L'initiative a un sens bien précis. Du reste, d'autres viennent soutenir à cette tribune qu'il suffirait simplement de modifier l'ordonnance pour obtenir ce que l'initiative demande. Pourtant, la pratique a démontré qu'une modification d'ordonnance n'est pas suffisante, qu'il faut une extension des lois pour combler les lacunes.
En effet, le problème à résoudre n'est pas, comme prétend la majorité, simplement celui d'une application rigoureuse de la loi mais, sur la base des expériences faites, de combler justement les lacunes législatives qui laissent persister des pratiques que tous condamnent, au moins avec des mots. Ce problème est discuté pratiquement depuis l'entrée en vigueur de la loi.
Je ferai encore une réflexion personnelle. Je suis parmi ceux qui, depuis des années, sont engagés afin d'empêcher légalement ces pratiques. Je l'ai fait dans les années septante en m'engageant à fond pour le lancement et la réussite de l'initiative contre l'exportation d'armes. Cela, du reste, m'a valu, Monsieur Villiger, conseiller fédéral, d'être fiché par le Ministère public et probablement par les services de renseignements du Département militaire fédéral – du moins je le suppose – comme personnage à surveiller. Cela en dit long sur la philosophie en matière de droits politiques de milieux, toujours les mêmes, qui sont opposés à toute législation efficace contre les exportations d'armes.
L'initiative de 1972 – on l'a déjà rappelé – a été repoussée par un écart minime d'environ 8000 voix. Elle demandait justement d'interdire toute exportation d'armes, sans exception, dans les régions ou pays secoués par des conflits ou des tensions. Aujourd'hui, presque vingt ans après cette votation, on en est encore à constater que l'objectif, à cause de la loi en vigueur, n'est pas complètement atteint, parce que, justement, la loi qui avait été présentée comme contre-projet à l'initiative et qui l'avait fait échouer présentait des lacunes.
En conclusion, je dirai que le moment est venu de combler ces lacunes dans l'intérêt général de notre politique et de la Suisse. Vous pouvez le faire concrètement en suivant l'initiative Longet et donc en repoussant la proposition de ne pas donner suite à cette initiative.

Hess Peter: Ich äussere mich nur zu den «Vermittlungsgeschäften». Negative Schlagzeilen hat es in den letzten Jahren nicht nur wegen dunkler Geschäfte im Zusammenhang mit Drogen- und Fluchtgeldern gegeben. Mehrfach mussten wir zur Kenntnis nehmen, dass schweizerische Firmen und Adressen dazu eingesetzt wurden, um wichtige Rüstungstechnologie verdeckt über die Schweiz an Interessenten in Südamerika, Nordafrika oder im Mittleren Osten zu liefern.
Ich denke dabei etwa an Know-how und Einzelkomponenten deutschen Ursprungs zur Herstellung von Kurz- und Mittelstreckenraketen im Südamerika oder an wissenschaftliche Grundlagen und Basis-Chemikalien zur Herstellung und zum Betrieb von Chemiefabriken zu militärischen Zwecken in Libyen. Hintermänner dieser unverantwortlichen Transaktionen waren und sind entweder Vertreter von Rüstungsfirmen oder Einzelpersonen, die sich ohne jedes ethische Verantwortungsgefühl allein von finanziellen Interessen leiten lassen.
Sicherheitsexperten bezeichnen heute zu Recht die zunehmende technisch hochstehende Rüstungsproduktion in Drittweltländern und die dort bereits lagernden Kriegsgüter einschliesslich Atomwaffen als die grosse, zurzeit unkontrollierbare Gefahr für das anbrechende nächste Jahrtausend.
Geben wir uns doch Rechenschaft, was es bedeuten kann, wenn diese gewaltigen Waffenlager in zukünftigen Nationalitätenkonflikten oder religiös motivierten beziehungsweise durch Unterversorgung diktierten Auseinandersetzungen eingesetzt werden. Diese Länder sind bis heute nicht in die laufenden Abrüstungsvereinbarungen miteinbezogen. Gegenüber diesen Ländern spielt das west-östliche Gleichgewicht der gegenseitigen Abschreckung nicht.
Es ist aufgrund des Gesagten dringend erforderlich, dass wir dieses Schlupfloch im Kriegsmaterialgesetz umgehend schliessen, wie es die GPK mit ihrem Postulat verlangt. Ich habe nicht übersehen, dass der Bundesrat bereit ist, das entsprechende Postulat entgegenzunehmen. Ich befürchte aber, dass das Geschäft mit dem Hinweis auf noch erforderliche Abklärungen auf die lange Bank geschoben wird. Das dürfen wir nicht zulassen. Wie bereits dargelegt wurde, ist gutachterlich bestätigt, dass die bisher vom Bundesrat gegen eine Regelung der Vermittlungsgeschäfte vorgebrachten verfassungsrechtlichen Bedenken nicht zutreffen. Es ist daher möglich, mit einer Ergänzung des Kriegsmaterialgesetzes rasch zu reagieren. Mir ist denn auch bekannt, dass die zuständige Fachstelle im EMD weiss – unter anderem auch aufgrund ausländischer Vorbilder –, welche Schritte unternommen werden müssten. Es fehlte bisher nur am konkreten politischen Willen.
Noch ein Wort zum geplanten Umfang der Regelung: Der Schutzkatalog der zu erfassenden Güter ist möglichst weit zu fassen. Dabei ist insbesondere sicherzustellen, dass nicht durch Aufteilung in Einzelkomponenten oder Teilinformationen Umgehungen möglich bleiben. Ueber den Wortlaut des Postulates hinaus müsste aber auch Rüstungstechnologie ausländischen Ursprungs, die über schweizerische Tarnadressen weitergegeben wird, erfasst werden. Die Situation in diesem Bereich ist, wie gesagt, dringlich. Der Handlungsbedarf ist ausgewiesen. Ich erwarte daher vom Bundesrat, dass er rasch und entschlossen handelt.

Müller-Aargau: Ich spreche zum Bericht der GPK und zur Stellungnahme des Bundesrates.
Zuerst einmal möchte ich der GPK ganz besonders danken, dass sie diese Inspektion durchgeführt und damit diese Dunkelkammer etwas ausgeleuchtet hat. Wenn ich den Bericht der GPK respektive die Stellungnahme des Bundesrates über die Kriegsmaterialexporte lese, verfalle ich in eine eigenartige Stimmung. Obwohl ich über nichts überrascht bin, was ich

darin vorfinde, denke ich zurück an den Bericht über Waffenhandel und Menschenrechte des Europarates, der vor einem halben Jahr in der Parlamentarischen Versammlung behandelt worden ist. Damals habe ich Rückweisung jener Empfehlungen beantragt, weil die Bestimmungen der EG weitergehend seien, und stellte dabei, ich meine zu Recht, gewisse Formulierungen des schweizerischen Kriegsmaterialgesetzes als vorbildlich hin.
Damals ging es mir darum, einige Verbesserungen zu erreichen, und ich konnte tatsächlich mit unserem Gesetz operieren. Heute bin ich aber in diesem Haus zu Hause, und da entfallen die diplomatischen Gepflogenheiten. Natürlich weiss ich, dass unser Gesetz mindestens teilweise vorbildlich wäre, aber ich weiss auch, dass die Handhabung durch den Bundesrat mehr als nur fragwürdig ist und immer wieder war. An den Verordnungen kannst du erkennen, wessen Geistes oder Ungeistes Kind der Bundesrat in seiner Handlungsweise ist. Da zerplatzen die grossspurigen aussenpolitischen Maximen der Schweiz – Neutralität, Solidarität, Humanität und Disponibilität – wie angestochene Luftblasen. Der enorme Spielraum, der dem Bundesrat durch die Gesetzgebung überantwortet war, wird eher im Geiste der Buchhalter als im Geiste der Menschenfreunde gestaltet.
Am konkretesten wird es natürlich dort, wo er im Zusammenhang mit der Türkei (Seite 8 in der Stellungnahme) sagt: « .... aus einer ganzheitlichen Warte heraus, im Hinblick auf die Bemühungen der Behörden dieses Landes, im heutigen Zeitpunkt von einem Verbot der Waffenausfuhr abzusehen.» Eine vollkommen groteske Feststellung angesichts der Tatsache, dass sowohl Bundespräsident Koller als auch Bundesrat Felber im Zusammenhang mit Fragen meinerseits vor diesem Rat bestätigen mussten, dass unter den zahlreichen Asylgesuchen türkischer Gesuchsteller immer auch solche zu finden sind, die von der Schweiz aus verifiziert werden können und die Menschenrechtsverletzungen beweisen. Aber man zieht daraus keine Konsequenzen.
Total grausam wird es aber für mich, wenn die Stellungnahme des Bundesrates über das «qualifizierte Schweigen des Gesetzes» spricht. Hier wird der Geist erst richtig sichtbar. Wenn ein Gesetz dem Bundesrat Verordnungsspielraum liesse, kann über die Materialien festgestellt werden, dass wegen eines abgelehnten Antrages der eigentlich vermutete Spielraum doch nicht gegeben ist.
Nun wissen Sie ja, wie solche Abstimmungen zustande kommen. Der Bundesrat verspricht, er werde sowieso, er werde ohnehin, er werde auch ohne Gesetzesauftrag das Nötige tun, und wir stimmen dann beispielsweise einem solchen Antrag nicht zu. Wir Leichtgläubigen! Nachher kommt das als «qualifiziertes Schweigen des Gesetzes» zurück, als Einschränkung des Spielraumes für die Verordnung. So ist es in Tat und Wahrheit!
Ein Letztes: Ob wir in bezug auf Europa beitrittsfähig werden wollen, um nicht beitreten zu müssen, oder ob wir beitrittsfähig sein wollen, um zum richtigen Zeitpunkt beitreten zu können, egal – wir streben in diesem Hause immer wieder eine Gesetzgebung an, die europakompatibel ist, auch in bezug auf die Ausführungsbestimmungen. Ich lese Ihnen daher vor, was im Europäischen Parlament am 14. März 1989 als Entschliessung über Endverbraucherzertifikate verabschiedet worden ist. Damit entfallen alle Mutmassungen – vor allem wenn sie von einer internationalen Stelle kontrolliert werden –, ob ein Gebiet nun wirklich Krisengebiet sei, ob es sich bei etwas um Kriegsmaterial handle und ob es am richtigen Bestimmungsort ankomme.
Die EG erklärt folgendes: «Das Europäische Parlament fordert die Mitgliedstaaten auf, die Zollbeamten zu ermächtigen, die Gültigkeit von Endverbraucherzertifikaten zu überprüfen, um den illegalen Handel zu unterbinden und die Endverbraucherzertifikate auf den Lieferungen an Privatfirmen in andere Mitgliedstaaten und andere Natoländer einzuführen.»
An einer anderen Stelle: «Das Europäische Parlament spricht sich dafür aus, bei der Abgabe der sogenannten Endverbraucherzertifikate auch eine Bestätigung durch den Endverbraucher vorzuschreiben, dass die Waren tatsächlich angekommen und von ihm in Empfang genommen wurden.»
Im Zusammenhang mit der Europakompatibilität unserer Gesetzgebung sollte auch einmal an solche Dinge erinnert werden. Auch hier haben wir uns den europäischen Normen anzugleichen, wollen wir beitrittsfähig bleiben oder im gegebenen Zeitpunkt beitreten können.

Bundesrat **Villiger:** Ich danke Ihnen für diese gute Diskussion über ein kompliziertes, wichtiges Problem, über ein Problem, das sehr viele Aspekte hat und das deshalb seit Jahren immer ein Politikum gewesen ist. Vor allem die humanitäre und moralische Frage gibt zu Recht immer wieder Anlass zu Diskussion.
An sich ist Waffenexport nicht von vornherein etwas Schlechtes. Jeder Staat hat das Recht, seine Unabhängigkeit mit Waffen selber zu verteidigen und auch das dafür nötige Kriegsmaterial zu beschaffen. Es gibt deshalb kein Waffenexportverbot im Völkerrecht, weil das völkerrechtliche Gewaltverbot diese Exporte nicht verbietet. Es wäre auch inkonsequent und unlogisch, wenn wir zum Beispiel als Schweizer von anderen Staaten für unsere eigenen Rüstungsbeschaffungen Exporte erwarten würden, selber aber selbstgerecht auf Exporte verzichteten.
Wenn wir eine eigene Rüstungsindustrie haben wollen, muss sie auch exportieren können, weil der schweizerische Eigenbedarf viel zu klein ist, um eine solche Industrie aufrechterhalten zu können. Deshalb haben wir auch aus der Sicht der Landesverteidigung ein grosses Interesse an einer eigenen Rüstungsindustrie. Sie bringt uns eine gewisse, zugegebenermassen begrenzte Unabhängigkeit gegenüber dem Ausland. Sie ist in diesem Sinne eine Voraussetzung für eine eigenständige Sicherheitspolitik.
Die Erfahrung zeigt, dass gerade im Krisenfall die Importmöglichkeiten oft sehr rasch abnehmen, so dass eine eigene Infrastruktur für die Rüstungsproduktion nötig ist. Aus alledem folgt, dass der Waffenexport – unter gewissen Bedingungen, ich betone das – moralisch vertretbar ist. Er ist aber verteidigungspolitisch nötig.
Aus moralischen und humanitären Gründen können wir jedoch nicht einem uneingeschränkten Waffenexport das Wort reden. Es ergeben sich deshalb Zielkonflikte. Einige Herren, Herr Rychen, Herr Meier, haben auf diese Konflikte hingewiesen. Das ist der Grund dafür, dass wir neben Schweden weltweit die strengste Gesetzgebung und die strengste Praxis für den Waffenexport kennen.
Die wirtschaftlichen Gründe für den Waffenexport fallen zumindest in der jetzigen Zeit der Hochkonjunktur nicht so stark ins Gewicht wie vielleicht früher. Sie mögen regional ins Gewicht fallen. Die Schweiz zählt nämlich nicht einmal zu den 15 grössten Produzenten von Kriegsmaterial auf der Welt. 1989 umfasste die Ausfuhr von Kriegsmaterial aus der Schweiz weniger als ein halbes Prozent der gesamten Warenausfuhr.
Der Bundesrat war immer bemüht, auch den moralischen Aspekt der Waffenausfuhr in seinem konkreten Handeln richtig zu gewichten. Ich muss Herrn Rychen widersprechen, wenn er die Meinung vertritt, der Bundesrat habe das nicht genügend getan. Der Bundesrat war auch immer bereit, die Situation beim Eintreten neuer Umstände zu überprüfen. Ich darf darauf verweisen, dass der Bundesrat nach den unerfreulichen Vorkommnissen in Peking die Waffenausfuhr sofort gestoppt und damit gezeigt hat, dass er gewillt ist, den Spielraum zu nutzen, wenn es die Umstände erfordern.
Sie haben sicher auch der Presse entnommen, dass der Bundesrat in einem anderen sehr sensiblen Bereich gehandelt hat. Er beauftragte eine Arbeitsgruppe unter der Federführung des EMD, die gesetzlichen Grundlagen zu erarbeiten, welche es ermöglichen sollen, den Export von Anlagen zur Produktion chemischer und biologischer Waffen zu verhindern. Es handelt sich hier um ein rechtlich sehr schwer fassbares Problem. Die Schweiz wird hier gewissermassen Pionierarbeit leisten. Ich glaube, einzig die Bundesrepublik Deutschland hat bisher etwas Aehnliches vorgesehen.
Herr Hess hat recht, wenn er darauf hinweist, dass die Waffenarsenale – vor allem die chemischen Waffen – in der Dritten Welt zu grossen Sorgen Anlass geben. Es sind aber auch die möglicherweise da und dort vorhandenen Raketen sowie nuklearen Waffen. In Insiderkreisen der Abrüstungsbereiche

herrscht auch die Angst, ein Teil der abgerüsteten Waffen, die mit der Zeit ausgemustert werden, könnten ebenfalls in der Dritten Welt landen.
Zum Bericht Ihrer GPK: Der Bundesrat ist befriedigt, dass Ihre Geschäftsprüfungskommission festgestellt hat, die heutige Verordnung über das Kriegsmaterial halte sich an den Rahmen des Gesetzes, sei unter dem Gesichtspunkt der Rechtmässigkeit nicht zu beanstanden, und dies gelte im wesentlichen ebenfalls für die Praxis dazu.
Auch der Bundesrat sieht derzeit keine Notwendigkeit, die Praxis grundsätzlich zu ändern oder das Kriegsmaterialausfuhrgesetz entscheidend zu verschärfen. Er ist aber durchaus bereit, die Empfehlungen der GPK ernsthaft zu überprüfen, und er ist auch bereit, die beiden Postulate entgegenzunehmen.
Ich gehe kurz auf die Empfehlungen der GPK ein. Die GPK ist der Meinung, der Begriff der Spannungsgebiete könne vom Bundesrat nicht in völlig ungebundenem politischen Ermessen von Fall zu Fall sozusagen neu umschrieben werden, der Bundesrat habe die Gebote der Rechtsgleichheit und der Verhältnismässigkeit zu wahren; insbesondere dürfe das Kriterium der legitimen Selbstverteidigung nicht berücksichtigt werden. Der Bundesrat ist der Meinung, der Begriff der «gefährlichen Spannungen» lasse sich nicht ein für allemal nach strengen und unveränderlichen Kriterien festlegen. Er braucht einen breiten Ermessensspielraum, wobei dieser natürlich durch das Verbot der Willkür begrenzt sein muss.
Der Bundesrat wird auch in Zukunft diese Abwägungen mit grosser Sorgfalt vornehmen. Das Kriterium der legitimen Selbstverteidigung wurde im übrigen auch bisher vom Bundesrat nicht als selbständiges Element für die Erteilung einer Exportbewilligung betrachtet.
Zur zweiten Empfehlung: Die GPK weist darauf hin, dass die Kriterien der Menschenwürde und der Bestrebungen der schweizerischen Entwicklungshilfe vom Gesetz als selbständige Beurteilungsmassstäbe errichtet worden seien. Sie empfiehlt, dass der Dienst für Menschenrechte und die Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe bei der Beurteilung der einzelnen Fälle vermehrt beigezogen werden sollten.
Die «Menschenwürde-Klausel» – wenn ich sie so abkürzen darf – ist erst damals in der parlamentarischen Behandlung dazugekommen und ist relativ schwierig zu definieren. Im allgemeinen bestehen in Fällen, wo die Menschenrechte stark verletzt werden, auch Spannungen, so dass in diesem Sinne zwischen den Kriterien der Spannung und der Menschenrechte ein Zusammenhang besteht.
Der Bundesrat wird überprüfen, ob die Konsultationen im EDA verbessert werden können, damit eben die Kriterien der Menschenwürde und der Entwicklungshilfe noch besser beachtet werden können. Er wird auch weiter überprüfen, wieweit sich diese beiden Kriterien wirklich als selbständige Beurteilungsmassstäbe eignen.
Herr Günter hat als Beispiel dafür – das ist ja ein altes Traktandum – wieder die Türkei erwähnt. Der Bundesrat ist sich bewusst, dass die dortige Menschenrechtslage unseren Erwartungen noch nicht entspricht. Seit mehreren Jahren sind aber ständige Verbesserungen feststellbar: Die Wiederherstellung der zivilen Regierung 1983, die Anerkennung des Individualbeschwerderechtes in Nachachtung der Europäischen Menschenrechtskonvention 1987, die Ratifizierung der Uno-Konvention gegen die Folter und die Ratifizierung des Europäischen Uebereinkommens zur Verhütung der Folter 1988.
Zum dritten: Die GPK selber stellt fest, dass die Wahrung der Neutralität und die Sicherstellung einer paritätischen Behandlung auch Anliegen des Bundesrates sind. Der jährliche Bericht über Kriegsmaterialexporte wird künftig entsprechende Hinweise erhalten.
Ich muss aber darauf hinweisen, dass die Ostländer nicht etwa von uns nicht beliefert werden durften, sondern dass sie an sich weniger beziehen und dass dieser Tatbestand mit einer Neutralitätspolitik nichts zu tun hat. Sie beziehen eben deshalb weniger, weil sie erstens eine grössere autonome Produktion schon immer besassen und weil zweitens die Kaliber, die technischen Spezifikationen, die Normen usw. nicht in unser System passen. Das ist ja auch ein Problem im umgekehrten Fall, falls wir Waffen aus dem Osten beziehen möchten.
Zum vierten Punkt: Beim Bewilligungsverfahren fordert die GPK, dass der Bundesrat entweder die Entscheide regelmässig selber fälle oder aber dem Parlament Antrag auf Revision des Kriegsmaterialgesetzes stelle. Herr Stappung hat dieses Problem hier auch aufgegriffen.
Ich darf nochmals darauf hinweisen, dass der Bundesrat der Meinung ist, dass das heutige Verfahren einen korrekten Vollzug des Gesetzes sichert. Es gibt jährlich über 3000 Anwendungsfälle. Eine Behandlung jedes Einzelfalls durch den Bundesrat wäre völlig unverhältnismässig und würde den immer wieder zelebrierten Bestrebungen zur Entlastung des Bundesrates von Routinegeschäften diametral zuwiderlaufen.
Dies gilt eben nicht nur für Bagatellfälle, sondern auch für grössere Lieferungen, die aber in Länder gehen, wo die Situation sehr klar ist. So hat es z. B. keinen Sinn, dass der Bundesrat einen grossen Auftrag nach der Bundesrepublik Deutschland oder nach Holland oder ein ähnliches Land jedesmal wieder gesondert beurteilt. Der Bundesrat befasst sich materiell vor allem mit jenen Fällen, in denen eine politische Beurteilung nötig ist. Wenn er in den übrigen Fällen auch seine Unterschrift geben würde, wären das eine reine Formalität, ein überflüssiger Papierkrieg und ein Zeitverlust.
Der Bundesrat ist aber bereit, auch anlässlich einer allfälligen künftigen Gesetzesrevision eine Klärung dieser Frage im Kriegsmaterialgesetz vorzuschlagen.
Es ist auch unbestritten, dass die Bestimmungen des Verwaltungsverfahrensgesetzes auf die Entscheide des KMG Anwendung finden, aber in gewissen Fällen können wir eben Entscheide nur summarisch begründen, wenn wesentliche Interessen unseres Landes zu schützen sind, sonst könnten sich daraus heikle Probleme im zwischenstaatlichen Bereich ergeben.
Zum fünften: Die GPK hat den Wunsch geäussert, dass die Oeffentlichkeit vertiefter über die Statistik der Kriegsmaterialausfuhr zu orientieren sei. Der Bundesrat ist bereit, dieser Statistik noch grössere Transparenz zu verleihen. Hingegen kann er Angaben über die betroffenen Unternehmen oder die Art des zu exportierenden Materials nicht geben, weil hier das Geschäftsgeheimnis verletzt würde. Ich zweifle im übrigen, ob Sie ein anderes Land finden werden, das schon so viel über Kriegsmaterialausfuhr bekanntgibt wie wir.
Ich komme nun zu den beiden Postulaten. Zuerst zum Postulat über das organisierte Verbrechen: Ich möchte dazu keine Bemerkungen machen. Sie haben sich über die gleiche Problematik schon im Zusammenhang mit dem Puk-Bericht unterhalten.
Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen. Er kennt den Zusammenhang zwischen dem illegalen Waffenhandel und dem organisierten Verbrechen.
Im Postulat betreffend Vermittlung von Kriegsmaterial und Technologietransfer im Rüstungsbereich wird der Bundesrat gebeten, zu prüfen, ob und wie der Geltungsbereich des Gesetzes auf den Abschluss von Geschäften mit Kriegsmaterial ausgedehnt werden kann, welches den Schweizer Boden nicht berührt. Hier geht es also nicht um das organisierte Verbrechen oder um den illegalen Waffenhandel, sondern um legale Geschäfte, die aber ausserhalb der Schweiz stattfinden.
Es ist eindeutig, und es geht aus dem Gutachten von Prof. Wildhaber hervor, dass es hier einer Gesetzesänderung bedürfte, wenn man dies tun möchte. Prof. Wildhaber ist der Meinung, dass hier die Verfassungsgrundlage genüge, wogegen das Bundesgericht – es wurde hier erwähnt – eine andere Meinung hat. Man wird dem Bundesrat keinen Vorwurf machen dürfen, dass er sich bisher an die Auslegung des Bundesgerichts gehalten hat und noch hält. Der historische Gesetzgeber hat seinerzeit die Ausdehnung auf Vermittlungsgeschäfte diskutiert, aber klar abgelehnt.
Aus praktischen Gründen – dies ist ein echtes Problem – wäre die Durchsetzung einer Ausdehnung des Gesetzes auf Vermittlungsgeschäfte äusserst schwierig und problematisch. So spricht denn auch Prof. Wildhaber, wenn er die Verfassungsgrundlage diskutiert, nur von natürlichen Personen, die ihren

Wohnsitz in der Schweiz haben oder von Unternehmen mit Sitz in der Schweiz. Und das sind praktisch nur sehr wenige Fälle, die das Problem überhaupt nicht lösen lassen würden.
Es ist deshalb zweifelhaft, ob mit einer solchen Gesetzesänderung praktisch viel erreicht werden kann, abgesehen davon, dass die Umgehungsmöglichkeiten sehr leicht wären. Es ist auch nicht undenkbar, dass der Standort Schweiz für die wenigen verbleibenden Rüstungsbetriebe dadurch sehr verschlechtert würde. Das wiederum kann nicht im Interesse der Landesverteidigung liegen.
Aehnliches gilt für das Problem des Technologietransfers. Man kann den Transfer von Technologie und Know-how an der Grenze praktisch kaum kontrollieren. Trotz dieser offensichtlichen Problematik ist der Bundesrat bereit, das Postulat entgegenzunehmen und das Problem ernsthaft zu prüfen, weil die damit zusammenhängenden Fragen natürlich auch sehr ernsthaft sind.
Gestatten Sie mir jetzt aber noch einige Bemerkungen zu den sogenannten Dual-use-Items, die von verschiedenen Votanten – den Herren Fischer, Gysin usw. – erwähnt worden sind. Es sind dies Gegenstände, die sowohl zivilen als auch militärischen Zwecken dienen können. Das berühmteste Beispiel ist das Pilatus-Flugzeug. Im allgemeinen handelt es sich aber um *kleinere Bestandteile*.
Das Gutachten von Prof. Kälin kommt zum Schluss, dass Dual-use-Items nicht als Kriegsmaterial angesehen werden müssen. Auch Frau Haller hat dies hier erwähnt.
Der Bundesrat hat aus Gründen der Praktikabilität und der Rechtssicherheit den Begriff des Kriegsmaterials nicht auf diese Gegenstände ausgeweitet.
Die GPK hat auch ausdrücklich die Rechtmässigkeit dieses Vorgehens bestätigt. Der Bundesrat wollte nur das als Kriegsmaterial bezeichnen, was sehr klar als solches erkennbar ist und vom Zöllner und vom übrigen Zollpersonal als solches erkannt werden kann. Es braucht hier sehr einfache, klare Definitionen. Es geht aber auch um die Rechtssicherheit. Die rechtliche Qualifikation eines Gutes kann nicht vom vermeintlichen Verwendungszweck abhängig gemacht werden.
Der Bundesrat hat in zwei besonders sensiblen Bereichen Ausnahmen erlassen: bei den Sprengmitteln und bei den chemischen Substanzen, die als chemische Kampfstoffe verwendet werden könnten. Auch hier hat die Schweiz Pionierarbeit geleistet und geht weiter als alle anderen Länder. Sie unterstellt diesem Gesetz sogar chemische Substanzen, die an sich nicht giftig sind, die aber in Kombination mit anderen Stoffen zu Kampfstoffen werden könnten. Frau Haller hat das als Beispiel gebraucht. Ich kann ihr sagen, dass gerade dieses Problem gelöst ist. Der Katalog wurde ja unlängst erweitert.
Der Bundesrat ist nach wie vor der Meinung – Herr Stappung hat das Problem hier angeführt –, dass auch die Selbstdeklaration und die Zusicherung des Empfängers keine praktikable und gangbare Lösung darstellen. Die Erklärung über eine ausschliesslich zivile Verwendung müsste ja von einer privaten Firma abgegeben werden und würde im Regelfall Bestandteile oder alle Güter, die sie überhaupt exportieren will, betreffen. Wir dürfen das nicht verwechseln mit der Wiederausfuhrerklärung, die von Staaten abgegeben werden muss, wo ein Staat Partner ist, den man ins Recht fassen kann. Gegen eine missliebige Verwendung von Bestandteilen durch private Firmen gibt es keine praktikable Sanktion. Das würde im übrigen zur Folge haben, dass der Kontrollapparat stark vergrössert werden müsste. Diese «normalste Frage der Welt», wie sie hier bezeichnet worden ist, braucht eben Kontrolle, Formulare usw.; das ist für eine Wirtschaft, die exportabhängig ist, eine sehr ernsthafte Behinderung und ein zusätzlicher Papierkrieg, der dem zuwiderläuft, was wir jetzt in Europa mit den grösseren Märkten erreichen wollen.
Die Herren Rychen und Longet haben hier über die Pilatus-Flugzeuge gesprochen. Ich bin mir bewusst, dass das ein besonders heikler Fall dieser Dual-use-Items ist; er wurde hier schon mehrfach diskutiert. Nur in Guatemala und Burma sind erwiesenermassen solche Flugzeuge bisher umgerüstet worden. Der Einsatz von C-Waffen in der Golfregion konnte nicht nachgewiesen werden und ist bisher eine Behauptung. Ich wäre froh, wenn Herr Rychen mir Beweise und Fotos für diese Geschichten bringen würde. Im übrigen hat der Nationalrat es sehr deutlich – zweimal sogar, wenn ich mich nicht täusche – mit Vorstössen abgelehnt, diese Flugzeuge der Kriegsmaterialausfuhrgesetzgebung zu unterstellen. Im übrigen betrachtet auch Schweden, das immer wieder als Vorbild für die Kriegsmaterialausfuhrgesetzgebung dargestellt wird, solche Flugzeuge nicht als Kriegsmaterial.
Herr Meier-Glattfelden hat die berühmten Aluminiumprofile hier erwähnt. Ich kann Ihnen sagen, dass solche auch in Schweden nicht unter das Kriegsmaterialausfuhrgesetz fallen würden, und es gibt im Moment kein Land, wo der Export solcher Serienprodukte unterbunden wird.
Wie die beiden Ausnahmen und die Vorhaben bei der Ausfuhr von Anlagen zur Produktion chemischer Kampfstoffe zeigen, ist der Bundesrat aber bereit, in wirklich sensiblen Fällen Massnahmen zu prüfen und nötigenfalls zu treffen.
Ich komme nun zu den einzelnen Vorstössen. Zusammenfassend darf ich feststellen, dass der Bundesrat bereit ist, die Postulate der GPK entgegenzunehmen, und dass er auch bereit ist, die Empfehlungen ernsthaft zu prüfen und ihnen womöglich nachzuleben.
Die Initiative von Herrn Longet bitte ich Sie aber abzulehnen. Die Ausweitung auf die Dual-use-Produkte ist generell unzweckmässig. Ich habe Ihnen die Gründe dafür geschildert.
Zur Motion Stappung konnte der Bundesrat nicht Stellung nehmen, da sie erst gestern verteilt wurde. Ich würde dazu einige Zeit brauchen. Ich habe aber nichts dagegen, wenn Sie sie hier sofort behandeln wollen. Ich persönlich bitte Sie, sie abzulehnen. Herr Stappung will – der Wortlaut ist ja etwas generell – die Empfehlungen, zu denen ich jetzt Stellung genommen habe, und den Inhalt der beiden Postulate durch die Motionsform zwingend machen. Ich gehe davon aus, dass der Bundesrat dem nicht zustimmen würde. Die Gründe dafür habe ich Ihnen dargelegt.
Ich möchte Sie auch bitten, die Motion der sozialdemokratischen Fraktion nicht als Motion, sondern als Postulat zu überweisen. Die Ausweitung des Geltungsbereiches steht dem Gesetzgeber, eventuell sogar dem Verfassungsgeber, zu – hier streiten sich die Gelehrten. Ich meine aber, dass ein Gesetz, das in seiner Anwendung kaum kontrollierbar ist, keinen Wert hat. Ich habe mich dazu im Detail geäussert. Trotzdem ist der Bundesrat bereit, das Problem nochmals intensiv zu prüfen, vor allem auch im Lichte der Erfahrungen in Schweden. Es geht auch darum, die Vereinbarkeit mit der EG-Ordnung hier zu berücksichtigen.
Ich komme zum Schluss. Ich möchte Ihrer GPK für die sorgfältige Inspektionsarbeit danken. Es wurde hier – zweimal, glaube ich, von Frau Haller und von Herrn Meier – darauf hingewiesen, dass unser guter Ruf im Ausland gefährdet sei. Ich glaube, dass unser Ansehen im Moment etwas leidet, aber nicht wegen dieses Kriegsmaterialausfuhrgesetzes.
Wir gehen neben Schweden in der Kontrolle am weitesten, und ich möchte meinen, dass wir auch bei diesem Problem keinen Anlass haben, in ständiger Selbstanschwärzung zu machen, wie das heute etwas Mode geworden ist. Ich darf Ihnen aber versichern, dass sich der Bundesrat der Problematik, die mit der Waffenausfuhr verbunden ist, bewusst ist. Er wird auch weiterhin alles daransetzen, jenen Weg zu suchen, der in optimaler Weise sowohl den Interessen der Landesverteidigung als auch den humanitären Ansprüchen an die Waffenausfuhrpolitik entspricht.

Postulat 1

Le président: Nous commençons par les postulats du rapport de la Commission de gestion du Conseil national concernant l'exportation de matériel de guerre. La commission propose de transmettre le postulat concernant le crime organisé au Conseil fédéral. Le Conseil fédéral est d'accord d'accepter le postulat.

Ueberwiesen – Transmis

Postulat 2

Le président: Le Conseil fédéral est d'accord d'accepter le postulat concernant le courtage de matériel de guerre et le transfert de technologie dans le domaine de l'armement.

Ueberwiesen – Transmis

90.250
Petition von Amnesty International
Pétition d'Amnesty International

Le président: Dans son rapport, la Commission de gestion propose de transmettre au Conseil fédéral la pétition d'Amnesty International afin qu'il en prenne connaissance.

Zustimmung – Adhésion

88.231
Parlamentarische Initiative
Initiative parlementaire

Le président: La minorité Pitteloud/Haller propose de donner suite à l'initiative Longet. La majorité de la commission ainsi que le Conseil fédéral demandent de ne pas lui donner suite.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	102 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	58 Stimmen

Motion der Minderheit
Motion de la minorité

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung der Motion	64 Stimmen
Dagegen	96 Stimmen

89.838
Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Motion du groupe socialiste

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Postulat	109 Stimmen
Für Ueberweisung als Motion	57 Stimmen

89.047

Kanton Tessin. Kompetenzzuweisung an das Bundesgericht
Canton du Tessin. Attribution de compétence au Tribunal fédéral

Botschaft und Beschlussentwurf vom 28. Juni 1989 (BBl II, 1351)
Message et projet d'arrêté du 28 juin 1989 (FF II, 1231)

Beschluss des Ständerates vom 30. November 1989
Décision du Conseil des Etats du 30 novembre 1989

Frau **Jeanprêtre** unterbreitet im Namen der Petitions- und Gewährleistungskommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Am 24. Oktober 1988 hat der Grosse Rat des Kantons Tessin ein Gesetz über die zivilrechtliche Verantwortlichkeit der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger verabschiedet. Es sieht in Artikel 22 Absatz 3 die Kompetenz des Bundesgerichtes vor, Klagen gegen den Kanton für Handlungen eines Mitgliedes, eines Stellvertreters, des Gerichtsschreibers oder stellvertretenden Gerichtsschreibers des Appellationsgerichtes sowie Klagen des Kantons gegen die genanten Personen zu beurteilen.
2. Nach Artikel 114bis Absatz 4 der Bundesverfassung sind die Kantone mit Genehmigung der Bundesversammlung befugt, Administrativstreitigkeiten, die in ihren Bereich fallen, dem Bundesgericht zuzuweisen.
Mit Schreiben vom 10. November 1988 ersuchte der Staatsrat des Kantons Tessin um die Genehmigung dieser Vorschrift.
3. Die eidgenössischen Räte haben in den letzten Jahren ähnliche Kompetenzzuweisungen an das Bundesgericht genehmigt (z. B. Kanton Solothurn im Jahre 1980, Kantone Zug, Thurgau und Wallis im Jahre 1981, Kanton Schaffhausen im Jahre 1986 und Kanton Freiburg im Jahre 1987). Sie sind dabei davon ausgegangen, dass für diese Genehmigung ein genügendes Bedürfnis des Kantons vorhanden sein muss, gewisse Fälle nicht einer kantonalen Behörde zuzuweisen – so z. B. Fälle, in denen Magistratspersonen in den Streit verwickelt sind und die kantonale Behörde dann gewissermassen in eigener Sache entscheiden müsste. Das Bedürfnis, Haftungsschwierigkeiten vom Bundesgericht überprüfen zu lassen, in die oberste kantonale Behörden verwickelt sein könnten, wurde in der Praxis als ausreichend für eine Kompetenzzuweisung betrachtet.

Mme **Jeanprêtre** présente au nom de la Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales le rapport écrit suivant:

1. Le 24 octobre 1988, le Grand Conseil du Canton du Tessin a voté une loi sur la responsabilité civile de l'Etat et de ses fonctionnaires. Cette loi prévoit, à l'alinéa 3 de l'article 22, l'attribution au Tribunal fédéral de la compétence de statuer sur «les actions dirigées contre le canton pour des actes commis par un membre, un suppléant, un greffier ou un greffier-suppléant du Tribunal d'appel, de même que sur les prétentions dirigées contre les susnommées personnes par le canton».
2. L'article 114bis, alinéa 4 de la Constitution fédérale prévoit que les cantons ont le droit, sous réserve d'approbation par l'Assemblée fédérale, d'attribuer à la Cour administrative fédérale la connaissance de différends administratifs en matière cantonale. L'exécutif tessinois a demandé cette autorisation par lettre du 10 novembre 1988.
3. Les Chambres fédérales ont approuvé de telles délégations de compétences pour plusieurs cantons: Soleure (1980), Zoug, Thurgovie et Valais (1981), Schaffhouse (1986), et Fribourg (1987). Ils sont subordonné cette approbation à l'existence d'un motif suffisant de la part du canton pour ne pas attribuer certains cas à une autorité cantonale, par exemple lorsque des magistrats cantonaux sont mêlés à une affaire, si bien que l'autorité cantonale serait en quelque sorte juge et partie. La nécessité de soumettre à la cour fédérale des litiges touchant la responsabilité, dans lesquels les plus hautes instances cantonales pourraient être impliquées, a en pratique été jugée suffisante pour une telle attribution de compétence.

Antrag der Kommission
Die Kommission beantragt, dem Bundesbeschluss über die Genehmigung einer Kompetenzzuweisung des Kantons Tessin an das Bundesgericht zuzustimmen.

Proposition de la commission
La commission propose donc d'approuver l'arrêté fédéral portant approbation de ladite attribution de compétence au Tribunal fédéral par le canton du Tessin.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

sowie die Rolle des Gesamtbundesrates bezüglich der Ueberwachungs- und Notstandsmassnahmen des EMD ebenfalls in die Untersuchung einbezogen werden.

Proposition Reichling
Ne pas entrer en matière

Proposition Jaeger
Renvoyer l'objet 90.022 au Bureau
qui est invité à faire également appel à des membres des deux groupes qui n'y sont pas représentés. Il y a aura lieu par ailleurs d'étendre le champ d'application du projet d'arrêté en ce sens que l'enquête devra aussi porter sur la gestion du DMF, le manque d'information de l'actuel chef du département ainsi que le rôle joué par le Conseil fédéral dans les mesures de surveillance et les mesures applicables en état de nécessité du DMF.

Persönliche Vorstösse in Zusammenhang mit dem Puk-Bericht (89.006)

Interventions personnelles relevant du rapport de la CEP (89.006)

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 256 hiervor – Voir page 256 ci-devant

3. EMD. Untersuchung – DMF. Enquête

89.737

Motion der grünen Fraktion
Untersuchung des Nachrichtendienstes des EMD

Motion du groupe écologiste
Enquête sur le Service des renseignements du DMF

Wortlaut der Motion vom 6. Dezember 1989
Es wird verlangt, dass der Nachrichtendienst des EMD, inklusive die Fälle Jeanmaire/Bachmann, durch die Puk untersucht werde.

Texte de la motion du 6 décembre 1989
Il est demandé que la CEP soit chargée d'examiner le Service de renseignements du DMF, notamment ses activités dans les cas Jeanmaire/Bachmann.

Sprecherin – Porte-parole: Stocker

Antwort des Büros
zu den Vorstössen 89.737 und 89.840
vom 8. Februar 1990
1. Die Puk, die durch den Bundesbeschluss vom 31. Januar 1989 eingesetzt wurde, hat ihre Aufgaben durch die Vorlage ihres Berichtes erfüllt. Sie beschäftigt sich gegenwärtig noch mit der weiteren Verwendung ihrer Unterlagen sowie mit einzelnen offenen Fragen im Zusammenhang mit dem Auftrag der Kommission.
2. Das Büro hält fest, dass bei den vorliegenden beiden Motionen der «aktuelle Anlass» bzw. die im Gesetz (Art. 55 GVG) geforderten «Vorkommnisse von grosser Tragweite» – im Gegensatz zu den Vorfällen vor gut einem Jahr, welche zur Einsetzung der Puk führten – nicht vorhanden sind. Die Einsetzung einer neuen Puk entspricht deshalb nicht den Anforderungen des Gesetzes (gilt sinngemäss auch für die Ausdehnung des bestehenden Bundesbeschlusses).
Das Büro will damit nicht andeuten, dass das EMD keiner sorgfältigen und eingehenden Prüfung und Ueberwachung bedarf. Für diese Prüfung und Ueberwachung sind jedoch die GPK zuständig, welche diese Aufgabe im Rahmen ihrer Möglichkeiten und regelmässig wahrnehmen. Die beiden Räte haben zudem einer parlamentarischen Initiative der Puk Folge gegeben, so dass die GPK in absehbarer Zeit eine Delegation bestimmen könnten, die ähnliche Rechte wie eine Untersuchungskommission besitzen wird.
3. Im Fall Bachmann führte bereits 1981 eine Arbeitsgruppe der GPK eine parlamentarische Untersuchung der angeprangerten Vorfälle durch und erstattete dem Nationalrat einen umfassenden Bericht (80.073).
Betreffend Jeanmaire ist festzuhalten, dass das gegen ihn ergangene Urteil rechtskräftig ist und nur auf dem Weg eines strafrechtlichen Revisionsverfahrens geändert werden könnte. Die Bundesversammlung kann lediglich untersuchen, ob sich Behörden oder Amtsstellen des Bundes unkorrekt verhalten haben.
Wie aus dem Bericht der Puk hervorgeht (S. 149), hat diese verschiedene der damals betroffenen Personen als Auskunftspersonen angehört und sich zahlreiche Unterlagen beschafft. Das Erinnerungsvermögen der angehörten Personen war nach Aussagen der Puk teilweise lückenhaft, und die Aussagen waren äusserst widersprüchlich.
Die Puk war nicht beauftragt, Untersuchungen im EMD durchzuführen. Dies erklärt, weshalb sie die Fälle Bachmann und Jeanmaire nicht speziell unter dem Gesichtspunkt des EMD prüfen konnte.
Ein Aktionskomitee für eine parlamentarische Neubeurteilung des Falles Jeanmaire hat am 7. Februar 1990 eine Petition eingereicht, in der beantragt wird, dass das Parlament diejenigen Aspekte des Falles Jeanmaire neu untersucht, die in seiner Zuständigkeit liegen.
4. Das Büro hat Verständnis für die Anliegen der beiden Fraktionen. Es beantragt deshalb, die GPK zu beauftragen, die Amtsführung des EMD speziell zu untersuchen. Besonderes Gewicht soll den Tätigkeiten des Nachrichtendienstes, der Praxis des Datenschutzes, den Sicherheitsverträgen und der Iran-Contra-Affäre gegeben werden.
Ausserdem hat das Büro beschlossen, der GPK gemäss Artikel 40 des Geschäftsreglementes die Petition zur Neubeurteilung des Falles Jeanmaire zur Vorprüfung zu überweisen.

Réponse du Bureau
aux interventions 89.737 et 89.840
du 8 février 1990
1. La CEP instituée par l'arrêté fédéral du 31 janvier 1989 a rempli son mandat en présentant son rapport. Elle ne s'occupe actuellement que de la gestion de ses dossiers et que de questions en suspens en relation avec le mandat qui lui a été imparti.
2. Le Bureau constate que dans le cas des deux motions, l'élément d'actualité et les «événements de grande portée» ne sont pas réunis (contrairement à ce qui était le cas voici un an environ et qui a conduit à l'institution de la CEP). Les exigences de la loi (art. 55 LREC) ne sont donc pas satisfaites pour l'institution d'une nouvelle CEP (et par analogie non plus pour l'extension du mandat prévu par l'arrêté du 31 janvier 1989).
Le Bureau ne veut pas laisser entendre que le DMF ne doit pas faire l'objet d'un examen et d'une surveillance approfondis. Les CDG sont cependant compétentes pour mener cet examen et exercer cette surveillance dans le cadre de leurs possibilités et de façon régulière. Les deux conseils ont en outre donné suite à une initiative parlementaire de la CEP, ce qui permettrait aux CDG dans un avenir prévisible de désigner une délégation ayant les mêmes droits que ceux reconnus à une commission d'enquête.

3. Au sujet de l'affaire Bachmann, un groupe de travail de la CDG a déjà mené en 1981 une enquête parlementaire au sujet des faits dénoncés et elle a adressé au Conseil national un rapport complet (No 80.073).
Concernant Jeanmaire, il y a lieu de constater que le jugement rendu contre lui a force de loi et qu'il ne peut être révisé que par le biais d'une procédure pénale en révision. L'Assemblée fédérale ne peut conduire des enquêtes que pour déterminer si des autorités et offices de la Confédération se sont conduits de manière incorrecte.
Comme cela ressort du rapport de la CEP (page 158), celle-ci a entendu, à titre de personnes tenues de renseigner, des personnes alors concernées par ces affaires et elle s'est procurée de nombeux documents. Selon le rapport de la CEP, la mémoire des personnes entendues s'est révélée partiellement défaillante et les déclarations faites furent des plus contradictoires.
Le mandat imparti à la CEP ne prévoyait pas d'investigations au DMF, ce qui explique que la CEP n'a pas pu s'attacher particulièrement à l'examen de ces affaires sous l'angle de ce département.
Un Comité d'action en faveur d'une reconsidération de l'affaire Jeanmaire a déposé, le 7 février 1990, une pétition qui demande que le Parlement réexamine les aspects de l'affaire Jeanmaire qui sont de sa compétence.
4. Le Bureau manifeste une certaine compréhension pour les péoccupations des deux groupes parlementaires. Il propose, en conséquence, de charger la CDG d'examiner spécialement la gestion du DMF. Une attention particulière sera consacrée aux activités du Service de renseignements, à la pratique observée en matière de protection des données, aux accords de sécurité et à l'affaire Iran-Contra.
En outre, le Bureau a décidé, conformément à l'article 40 du règlement, de confier à la CDG l'examen de la pétition sur la reconsidération de l'affaire Jeanmaire.

Antrag des Büros
Das Büro beantragt, die beiden Motionen abzulehnen, da sie eine Untersuchungskommission verlangen.
Neuer Antrag des Büros vom 8. März 1990
Das Büro hat die Antworten auf diese beiden Motionen am 8. Februar 1990 verabschiedet. Seither hat sich die Situation erheblich verändert, und die Antworten sind überholt.
Das Büro beantragt, die Motion 89.737 der grünen Fraktion und die Motion 89.840 der sozialdemokratischen Fraktion insoweit anzunehmen, als sie die Einsetzung einer neuen Untersuchungskommission fordern. Das Büro behält sich indessen vor, einen Bundesbeschluss vorzulegen, welcher den Auftrag dieser Kommission definiert.

Proposition du Bureau
Le Bureau propose de rejeter les deux motions, étant donné qu'elles demandent l'institution d'une commission d'enquête.
Nouvelle proposition du Bureau du 8 mars 1990
Le Bureau a adopté le texte de ses réponses le 8 février. Depuis lors, la situation s'est considérablement modifiée. Ces réponses sont ainsi dépassées.
Le Bureau propose d'accepter la motion du groupe écologiste (89.737) et du groupe socialiste (89.840) dans la mesure où elles demandent l'institution d'une nouvelle commission d'enquête. Toutefois, le Bureau se réserve de proposer un arrêté définissant le mandat de cette commission.

89.840

Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Parlamentarische Untersuchungskommission betreffend Geschäftsführung des EMD

Motion du groupe socialiste
Commission d'enquête parlementaire sur la gestion du DMF

Wortlaut der Motion vom 15. Dezember 1989
Der Arbeitsbereich der mit Beschluss vom 31. Januar 1989 eingesetzten Parlamentarischen Untersuchungskommission wird wie folgt ergänzt und ausgeweitet:
Untersuchung der Amtsführung des Eidgenössischen Militärdepartements unter besonderer Berücksichtigung der Nachrichtendienste und des Datenschutzes sowie namentlich der Fragenkreise Sicherheitsverträge, Iran-Contra-Affäre und des Falles Bachmann-Jeanmaire.
Falls nötig wird eine neue Untersuchungskommission im Sinne von Artikel 55 GVG eingesetzt.

Texte de la motion du 15 décembre 1989
Le champ d'investigation de la Commission d'enquête parlementaire instituée par l'arrêté du 31 janvier 1989 est complété et élargi comme suit:
Enquêter sur la manière dont le Département militaire fédéral a été dirigé, notamment les services de renseignements et de protection des données, et examiner en particulier les problèmes liés aux accords de sécurité, à l'affaire Iran-Contra et à l'affaire Bachmann-Jeanmaire.
Au besoin, une nouvelle commission d'enquête sera créé, au sens des articles 55 ss. LREC.

Sprecher – Porte-parole: Bodenmann

Antwort und Anträge des Büros
Siehe Motion 89.737 hiervor
Réponse et propositions du Bureau
Voir Motion 89.737 ci-devant

Bundesrat **Villiger:** Es ist so viel über die Probleme im EMD und in der Una diskutiert worden, dass ich Wert darauf lege, heute eingehend zu diesen Problemen Stellung zu nehmen. Ich werde nicht Stellung nehmen zu den Entscheiden, die Sie nachher zu treffen haben, über die Puk, über den Zweck usw. Das ist Ihre Sache. Ich werde dann auch nicht mehr anwesend sein.
Aber Sie müssen es mir doch gestatten – nachdem solche Wirbel entstanden sind –, einige Betrachtungen zu diesen Problemen anzustellen, und zwar in einer gewissen Ausführlichkeit.
Als ich vor einem Jahr das Militärdepartement übernahm, hatte ich den Eindruck, es sei ein gut geführtes Departement. Ich bin heute so unbescheiden anzunehmen, dass die Führung dieses Departementes sich unter meiner Leitung nicht zu einer Katastrophe gewandelt hat. Ich habe auch den Eindruck, ich sei nicht von «lauter Lügnern», «uneinsichtigen Betonköpfen» und «kalten Kriegern» umgeben, und ich rechne auch mich selber nicht zu diesen Kategorien.
Es gibt in diesem Departement in der nächsten Zeit eine grosse Zahl schwieriger und grundsätzlicher Probleme zu lösen. Ich darf einige aufzählen: die Erarbeitung der Grundlagen für eine aktuelle Sicherheitspolitik, die tiefgreifende Umstrukturierung der Armee – tiefgreifend! –, die Reform des Dienstbetriebes und der Ausbildung, die Erneuerung der Flugwaffe, die schwierige Rationalisierung der Unterhaltsbetriebe, die Erarbeitung des Konzepts «Koberio», die Lösung der Strukturprobleme im Rüstungsbereich, bei den Rüstungsbetrieben, der Ausbau der friedenspolitischen Massnahmen, die Einführung einer zukunftsgerichteten Kommunikationspolitik. All das haben wir gemeinsam in diesem Departement mit Schwung und mit Motivation angepackt. Einige meiner Mitarbeiter sind

der Meinung, es sei kaum je so viel auf einmal in diesem EMD in Bewegung gewesen.
Ich hätte nie geglaubt, dass plötzlich ein derartiger Platzregen von Verdächtigungen, Vorwürfen und Anschuldigungen auf uns niederprasseln würde – in einem Bereich, der nach meiner anfänglichen Beurteilung nicht zu den Bereichen mit dem grössten Handlungsbedarf gehörte. Ich glaube auch jetzt noch, dass die Lösung anderer Probleme in diesem Departement im Moment um einiges gewichtiger wäre.
Dabei will ich aber ausdrücklich nichts beschönigen. Ich war enttäuscht, als ich bei meinem Besuch vom 1. Februar in der Una eine Kartei mit sensiblen Daten vorfand, von der man mir vorher nichts gesagt hat. Professor Voyame ist beauftragt worden, in einer Administrativuntersuchung die Gründe dafür festzustellen, warum ich ungenügend informiert worden bin.
Es gibt auch durchaus einen Handlungsbedarf, auch bei der Una. Aber man darf die Proportionen dabei nicht verlieren. Weder EMD noch Una sind – wie jetzt zum Teil in der Presse geschrieben wurde, wenigstens einmal – ein «Saustall», überhaupt nicht, und was es auszuräumen geben mag, wird ausgeräumt. Aber es besteht kein Grund zur Proklamation einer Staatskrise.
Ich will recht verstanden sein: Es gibt an den Missständen bei den Fichen der Bundespolizei nichts zu beschönigen, und die Ausläufer der Bupo-Wirren sind auch bei der Una feststellbar. Der Bundespräsident hat vorgestern im Namen des Bundesrates gesagt, was es dazu zu sagen gibt.
Auch bei der Una mag es noch verstaubte Reste des kalten Krieges geben, und wir werden diese ausräumen. Auch hier sind Anpassungen an eine rasch veränderte Gegenwart nötig. Vielleicht wurden auch hier Menschen zu Unrecht verletzt, das wird sich vielleicht bei der Offenlegung der Fichen zeigen. Bei diesen Menschen möchte ich mich entschuldigen.
Das alles wollen wir bereinigen, und ich bin all jenen dankbar, die mir dabei helfen. Was mir aber doch Mühe macht, ist dieser Reigen der sogenannten Enthüllungen, die ständig als grosse Sensationen in diesem Lande herumgeistern. Wann immer ein mehr oder weniger dubioser Informant etwas zum Besten gibt, verbreitet sich das in Windeseile im ganzen Lande. Und bevor überhaupt Gelegenheit zur Prüfung und Gewichtung besteht, äussern Zentralen von Parteien und Organisationen ihre äusserste Empörung.
Und von den geharnischten Briefen, die dann an mich gerichtet werden, erfahre ich immer schon eine Woche, bevor sie bei mir eintreffen, aus der Zeitung. Das hat mich in einigen Fällen geschmerzt und enttäuscht; ich hatte mir vor kurzem die politische Kultur noch etwas anders vorgestellt. Der grösste Teil der «brisanten Enthüllungen» ist längst zum grössten Teil bekannte und parlamentarisch bewältigte Geschichte.
Wir wollen auch diesen Teil der Geschichte nicht verdrängen. Wenn die Puk nochmals aufrollen und ausleuchten will, sei ihr dies unbenommen, und wir werden sie dabei – ich betone: voll – unterstützen. Aber ich möchte drei Punkte klar festhalten:
1. Meine Mitarbeiter und ich sind nicht bereit, uns die Geschichte ständig in einer Art vorhalten zu lassen, als ob wir dafür die Schuld trügen.
2. Wir können uns selber nicht ständig mit Geschichtsforschung befassen; wir müssen die aktuellen Probleme zukunftsgerichtet anpacken; das beansprucht uns voll, und das wollen wir tun.
3. Einiges, was früher, nach dem Zweiten Weltkrieg, nach den stalinistischen Machtübernahmen in Mitteleuropa, im kalten Krieg und nach dem Truppeneinmarsch 1968 in der Tschechoslowakei als richtig empfunden wurde, erscheint dem heutigen Zeitgeist falsch. Alte Feindbilder verblassen zum Glück, und das ist gut so; wir werden die Reste dieser Feindbilder, die in den Karteien überlebt haben, ausmerzen.
Für die Gegenwart hingegen fühlen wir uns voll verantwortlich, und wir wollen diese Verantwortung auch tragen. Wenn jetzt Fehler gemacht werden, dann wollen wir sie korrigieren, und Vorwürfen, die die Gegenwart betreffen, gehen wir minutiös nach; wir wollen und dürfen uns davor nicht drücken.
Immer wieder höre ich von Organisationen und Parlamentariern, sie hätten Hinweise auf Missstände, Schnüffeleien und Registrierungen auch heute. Ich würde eigentlich erwarten, dass man mir konkrete Angaben machen würde, um mir dabei zu helfen, zu bereinigen, was es zu bereinigen gibt. Schliesslich läge eine solche Unterstützung im Interesse des Landes, und ich meine, dass das Landesinteresse in diesen Dingen doch eigentlich im Vordergrund stehen müsste.
Ich weiss nicht, warum das häufig nicht geschieht. Vielleicht weil man fürchtet, es könnte sich als haltlos erweisen, oder weil man es lieber für eine gelegentliche politische oder publizistische Verwendung zurückhalten möchte. Ich bedaure beides.
Ich komme zur Affäre Bachmann: Die meisten dieser Enthüllungen gehen auf die Affäre Bachmann zurück. Ich will Sie jetzt nicht mit süffigen Einzelheiten aus dieser längst vergangenen Zeit unterhalten. Es ist an sich interessant.
Kurz eine chronologische Darstellung: Bachmann trat im Jahre 1973 als Instruktionsoffizier der MLT in die Una ein. Auf den 1. Januar 1976 wurde er Chef der damaligen Sektion «Spezialdienste». In dieser Sektion waren drei Elemente vereinigt:
Das erste: Der im Aufbau begriffene besondere Nachrichtendienst, Nachrichtenbeschaffung im Ausland.
Das zweite: Die organisatorischen Vorbereitungen für den Widerstand in einer vom Feind besetzten Schweiz.
Das dritte: Anscheinend auch die Weiterführung des sogenannten Büros Hausamann aus dem Aktivdienst. Das war eine private Nachrichtenbeschaffungsorganisation gegenüber dem Ausland.
Diese Tätigkeiten waren im Grunde unvereinbar. Dies bildete zusammen mit offensichtlichen Führungsschwächen der Vorgesetzten eine der Hauptursachen für die späteren Probleme. Dazu kamen die folgenschweren Fehlleistungen, beispielsweise dass man Brigadier Jeanmaire in diesen Spezialdienst kommandierte, um den Spionageverdacht gegen ihn abzuklären. Die Führungsschwächen im personellen Bereich führten zu überhasteten Reorganisationen und bewirkten entsprechende Intrigen.
Unter dem Druck von Administrativ- und Disziplinaruntersuchungen bildete sich dann in der zweiten Hälfte der siebziger Jahre ein Nährboden für Enthüllungen, die heute wieder aufgewärmt werden. Nach mehreren Anläufen wurde Bachmann im Sommer 1979 aus dem Spezialdienst entfernt, und im November wurde dann der blamable Fall des Tollpatsch-Spions Schilling publik, der von Bachmann eigenmächtig zu Ausbildungszwecken – wie er sagte – nach Oesterreich geschickt und prompt auch erwischt wurde. Dieser Vorfall war dann der Anlass für die Untersuchungen der nationalrätlichen Geschäftsprüfungskommission. Ende 1980 wurde Bachmann aus dem Bundesdienst entlassen. Die Trennung erfolgte im gegenseitigen Einvernehmen, weil man ihm keine strafrechtliche Verantwortung anlasten konnte.
Die GPK des Nationalrates hat sich auch nach ihrem Schlussbericht 1981 jeweils über den Stand der Bereinigung orientieren lassen. Es bestehen keine Pendenzen mehr. Insbesondere ist festzuhalten, dass die Aufgabenstellung und die Organisation der von Bachmann betreuten Aufgabengebiete seither völlig neu strukturiert und definiert wurden. Es ist unzulässig, unter Berufung auf Einzelheiten aus der Bachmann-Epoche Kritik am heutigen Zustand zu üben.
Obwohl es nur von geschichtlichem Interesse ist, darf ich nun auf einige der bisherigen Enthüllungen kurz eingehen:
Das Gerücht ist nicht auszurotten, dass Herr Bachmann noch für die Una tätig sei. Der Generalstabschef ist dieser Frage intensiv nachgegangen. Bachmann wurde 1980 entlassen und zwar unwiderruflich und eindeutig. Divisionär Petitpierre, Chef der Una, hat sogar ein mündliches Verbot erlassen, mit Bachmann dienstlichen Kontakt zu pflegen. Bachmann arbeitete seitdem nicht mehr für die Una, und seit er im Pensionsalter ist, erhält er – gemäss der damaligen Vereinbarung – eine Rente.
Die Behauptung, der gegenwärtige Informationschef des EMD, Dr. Strasser, habe als rechte Hand Bachmanns beim Aufbau der sogenannten «Geheimarmee» mitgewirkt, ist unrichtig. Ich werde noch auf die «Geheimarmee» zurückkommen. Strasser war in einer Arbeitsgruppe im Rahmen der damaligen Widerstandsorganisation tätig, und zwar als Milizteil-

nehmer, der dafür viel Freizeit opferte. Ich vermag darin nichts Ehrenrühriges zu erkennen.
Nun zur «Gruselstory» von den im Krisenfall sich absetzenden bürgerlichen Bundesräten unter Zurücklassung der Sozialdemokraten: Anscheinend ist im Umkreis von Bachmann das Projekt einer Exilregierung im Besetzungsfall immer wieder besprochen worden. Die Story vom Haus in Irland, das mit privaten Geldern beschafft worden ist, ist ja sattsam bekannt. Es mag sein, dass auch in Uebungsszenarien diese Frage immer wieder auftauchte. Es mögen im Umkreise von Bachmann auch konkrete Pläne dafür bestanden haben.
Ich habe mit alt Bundesräten gesprochen. Der Bundesrat hat anscheinend nie solche Beschlüsse gefasst, er hat sich ja dann auch distanziert durch die Entlassung von Bachmann, und wir haben keine Hinweise gefunden, dass in diesen Plänen die Sozialdemokraten zurückgelassen worden wären. Im Gegenteil, in der Presse ist ein Dokument erschienen, welches zeigt, dass gemäss einem Szenario nur die Herren Graber, Ritschard und Gnägi nach Irland verbracht worden wären.
Ich darf dazu eine persönliche Meinung sagen, der Bundesrat hat sich darüber nicht unterhalten: Ich selber bin überzeugt, dass der Bundesrat auch im schlimmsten Krisenfall ins Land gehört. Und wenn dieses Land untergeht, dann geht halt auch der Bundesrat damit unter. Er gehört zum Volk wie der Kapitän zum Schiff, und für allfällige Exilregierungen würden sich sicherlich immer noch genügend Anwärter finden. *(Heiterkeit)*
Auch der Wirbel um das geheime parlamentarische Kontrollorgan scheint mir unverhältnismässig. Auch diese Geschichte ist an sich sattsam bekannt und überhaupt nicht neu. Sie wurde 1981 sogar in einem nationalrätlichen Postulat aufgegriffen. Ich bin überzeugt, dass die parlamentarische Kontrolle der Una verbessert werden kann und muss; ich werde darauf zurückkommen.
Bei der erwähnten Parlamentariergruppe handelte es sich aber nicht um ein Kontrollorgan. Es war eine Art «Beirat», welcher der überparteilichen politischen Beratung diente. Ich finde, dass das in der damaligen Zeit eigentlich gar keine so schlechte Idee war, und ich finde, es sei auch nicht zu kritisieren, wenn ein Militär einmal eine gute Idee hat.
Noch ein Wort zu den Verdächtigten-Listen. Auch hier ist es nicht fair, das böse EMD von heute an den Pranger zu stellen. Auch diese Listen entstammten der Welt des kalten Krieges, und sie wurden im EMD vor 13 Jahren vernichtet. Anscheinend hat man schon damals bemerkt, dass sie nicht mehr so recht in die Gegenwart passten.
Ich komme zu den Aufgaben des Nachrichtendienstes, weil das wichtig ist. Nachrichtenbeschaffung, Geheimhaltung, Verschleierung und auch Täuschung werden auch jetzt noch überall auf der Welt – ich betone: überall – systematisch betrieben, und noch immer versuchen Staaten, im Interesse ihrer eigenen Zielsetzungen Sachverhalte geheimzuhalten. Nachrichtenbeschaffung und Geheimhaltung sind deshalb nach wie vor auch für unseren Staat wichtig.
Es ist legitimes Recht des Staates, geheimgehaltene Sachverhalte fremder Staaten dann aufzuklären, wenn die Kenntnis darüber für die Abwendung von Schaden und Gefahren für das eigene Gemeinwesen nötig ist. Das ist auch aus der Optik des Völkerrechtes legitim. Deshalb verzichten auch alle anderen neutralen Staaten nicht auf nachrichtendienstliche Mittel und Methoden zur Erforschung von Sachverhalten, die ihnen vom Ausland vorenthalten werden.
Um möglichst genaue Lagebeurteilungen machen zu können, um mögliche Vorwarnungen zu gewährleisten, ist das Beschaffen von Informationen mit nachrichtendienstlichen Mitteln nach wie vor unentbehrlich. Gerade für einen Staat mit einer Milizarmee, welche im Krisenfall zuerst mobilisieren muss, ist ein leistungsfähiger Nachrichtendienst wichtig.
Der schlechte Ruf der Nachrichtendienste kommt wahrscheinlich daher, dass Diktaturen und autoritäre Regierungen die Nachrichtendienste auch für Stör- und Sabotagearbeit, psychologische Kriegführung, Desinformation und Ueberwachung im Innern brauchen.
Ein guter Nachrichtendienst arbeitet nur im Ausland. Er soll die Bemühungen nicht auf die Bürger im eigenen Lande ausdehnen, er darf innen- und gesellschaftspolitisch nicht tätig sein. Ich werde alles daransetzen, dass das bei uns auch so ist.
Die Abteilung Nachrichtendienst unserer Una hat die Aufgabe, potentielle Möglichkeiten und Absichten ausländischer Mächte zu ermitteln und zu beurteilen, Anzeichen von Gefahren und Konflikten zu erkennen und Vorwarnung zu gewährleisten.
Der Nachrichtendienst beschafft seine Informationen über verschiedene Kanäle: über unsere Verteidigungsattachés im Ausland, über offizielle Publikationen und Statistiken, die systematisch ausgewertet werden, aus offen zugänglichen Datenbanken, aus dem Medienaufkommen, durch nachrichtendienstliche Zusammenarbeit mit dem Ausland und durch Kontakte mit diesen ausländischen Stellen und Quellen.
Besonders sensibel reagieren die Quellen, wenn die Geheimhaltung nicht mehr gewährleistet werden kann. Deshalb muss der Quellenschutz auch bei einer Durchleuchtung durch eine Puk gewährleistet bleiben. Ich will aber jetzt nicht näher darauf eingehen. Der Polizeidirektor von Genf hat dazu Gültiges gesagt.
Die parlamentarische Aufsicht über den militärischen Nachrichtendienst ist schon heute recht engmaschig. Die GPK führt in regelmässigen Abständen Inspektionen und Besichtigungen durch. Die Finanzdelegation nimmt ebenfalls Einsicht.
Man darf sicher mit Genugtuung vermerken, dass seit den Bachmann- und Jeanmaire-Wirren keine unliebsamen Vorkommnisse um den Nachrichtendienst mehr zu vermelden waren. Anscheinend hat die parlamentarische Aufsicht funktioniert.
Die einzige Enthüllung, die mir über den heutigen Nachrichtendienst zu Ohren gekommen ist, betrifft den Fall Kohlschütter. Hier läuft im Moment eine beamtenrechtliche Disziplinaruntersuchung, und zwar gegen den Offizier, der Kohlschütter angeblich den Auftrag zur Bespitzelung im Inland gegeben haben soll. Ich kann deshalb die Angelegenheit noch nicht abschliessend beurteilen.
Ich kann im Moment nur soviel sagen: Kohlschütter ist Milizoffizier und in dieser Eigenschaft in einem Armeestabsteil eingeteilt, der im Mobilmachungsfall den Nachrichtendienst verstärken würde. Sein Auftraggeber bestreitet in aller Form, ihm einen Bespitzelungsauftrag gegeben zu haben. Eine solche Mission würde auch klar gegen das Pflichtenheft verstossen.
Mir ist einfach aufgefallen, dass das zarte Gewissen des Herrn Kohlschütter ausgerechnet am Vorabend des Entscheids der Parteien über die Puk reagierte und vorher während fast eines Jahres ruhig blieb. Er hat im Gegenteil noch im vergangenen September brieflich seine Bereitschaft bekundet, weiter in diesem Armeestabsteil mitzuwirken.
Ueber die Glaubwürdigkeit solcher Informanten möchte ich mich aber nicht weiter äussern. Mich stört auch, dass bei solchen Fernsehauftritten ein grosser Teil der Oeffentlichkeit von vornherein davon ausgeht, dass das Vorgebrachte wahr ist und wieder einmal das EMD lügt. Sollte es wahr sein, dann würden wir die entsprechenden Massnahmen treffen. Im Moment steht Aussage gegen Aussage.
Ich komme zur militärischen Abwehr. Nach dem geltenden Pflichtenheft lässt sich die Aufgabe der Abwehr so zusammenfassen: Sicherheitsmässige Ueberprüfung von Stellenbewerbern und Bediensteten im EMD, Beschaffung und Bearbeitung von Informationen über EMD-Bedienstete und Armeeangehörige, die ein Sicherheitsrisiko darstellen könnten – sie müssen es nicht sein –, Personenschutz und Abschirmung von hohen Armeekadern in Friedenszeiten, Geheimnisschutz und Sicherheitsbescheinigungen.
Historisch gesehen gehen die Wurzeln der militärischen Abwehr auf die offenkundige und ernste Bedrohung der Schweiz durch Spionage und Terroranschläge seitens Nazideutschlands zurück. Auch hier, wie in anderen Bereichen der Landesverteidigung, hat die Schweiz zu spät reagiert und musste aus dem Stand improvisieren. Es spricht aber für den Einsatz und die Leistungsfähigkeit der Pioniere dieser Abwehr, dass dieser Dienst im Laufe des Zweiten Weltkrieges seine schwierige Aufgabe zu meistern verstand und sogar den Nazis Respekt abnötigte.

Probleme bot damals aber vor allem der Dualismus zwischen Bundespolizei und militärischer Spionageabwehr, wie die Abwehr im Aktivdienst heisst. Beide Zweige operierten nebeneinander und oft leider auch gegeneinander. Die verbesserte Koordination, die dann schliesslich zur Personalunion zwischen dem Chef der Bundespolizei und dem Chef der Abwehr führte, wurde mit Recht als Fortschritt empfunden.
Ich möchte deshalb – obschon uns diese Verbindung jetzt etwas Sorgen gemacht hat – diese durch die Erfahrungen des Aktivdienstes erhärtete Personalunion nicht ohne vorangehende, gründliche Prüfung aufgeben. Selbst wenn durch die Fichenangelegenheit in einem inzwischen geänderten Bedrohungsklima auch negative Aspekte zutage getreten sind, bedarf dieser Problemkreis noch eingehender Untersuchungen. Verwaltungsintern sind übrigens Abklärungen im Rahmen der Projektorganisation «Basis» des EJPD in Zusammenarbeit mit uns im Gang.
Ich komme zum Widerstand. In Ziffer 426 der immer noch gültigen Sicherheitspolitik 73 steht: «Die Besetzung eines Landes darf nicht das Erlöschen jeden Widerstandes bedeuten. Ein Gegner soll auch in diesem Fall nicht nur mit Ablehnung, sondern auch mit aktivem Widerstand rechnen müssen.
Diese Gewissheit muss in ihrer Gewinn- und Verlustrechnung ein für uns positives Element sein. Der bewaffnete Widerstand gegen die Besatzungsmacht wird sich an die durch das Kriegsvölkerrecht gezogenen Schranken hinsichtlich der Teilnahme und der Bedingungen der Gewaltanwendung halten müssen. Der Widerstand kann nicht in demselben Ausmass zum voraus organisiert werden wie die militärische oder die zivile Verteidigung. Aber alle Möglichkeiten, günstige Voraussetzungen für den aktiven Widerstand zu schaffen, müssen früh wahrgenommen werden.» Das war der Beschluss des Parlamentes im Jahre 1973.
Häufig wird der Widerstand im vom Feind besetzten Gebiet als Partisanen- und Guerilladoktrin geradezu als Alternative zur militärischen Landesverteidigung angepriesen. Allerdings kann die Vorbereitung des Widerstandes kein Ersatz für eine starke Verteidigungsbereitschaft sein, weil die Dissuasionswirkung zu gering ist, weil sie auch erst nach der Besetzung wirksam wird. Die Vermutung, die Vorbereitungen für den Widerstand hätten etwas mit bewaffnetem Kampf gegen politische Opposition im Landesinnern zu tun, ist geradezu ehrenrührig und absurd. Im übrigen wurde die Organisation nach der Affäre Bachmann zu Recht – es war wichtig damals – grundlegend umstrukturiert.
Bekanntlich steht unsere Sicherheitspolitik im Moment als Folge der weltpolitischen Umwälzungen der letzten Wochen auf dem Prüfstand. Damit werden wir den Stellenwert des Widerstandes im Besatzungsfall neu diskutieren müssen. Ich habe deshalb schon öffentlich darauf hingewiesen, dass wir überprüfen müssen – ich bin daran, das zu tun –, ob die getroffenen Vorbereitungen dem aktuellen Bedrohungsbild und einer offenen Gesellschaft noch genügend entsprechen. Diese Ueberprüfung ist aber noch nicht abgeschlossen.
Diese Vorbereitungen wurden natürlich zu Recht bisher streng geheimgehalten. Eine Widerstandsorganisation, die man kennt, kann ihre Pflicht im Ernstfall nicht erfüllen. Ich kann Ihnen nur sagen, dass es sich nicht um Geheimarmeen handelt. Ich glaube, nicht einmal zu Bachmanns Zeiten hätte man das so nennen können. Es handelt sich um eine nicht einmal besonders grosse Kaderorganisation, die bisher dem Generalstabschef allein verantwortlich war, obschon die Organisation ein Instrument der Gesamtverteidigung darstellt – aktiver und passiver Widerstand – und unabhängig von der Armee aufgebaut wurde.
Für diesen Bereich gibt es auch einen überparteilichen Beirat. Meines Erachtens ist der beratende Beizug von parlamentarischen Gruppen nicht zu kritisieren. Diese Parlamentarier haben unter Einhaltung ihrer Geheimhaltungspflicht nach bestem Wissen und Gewissen gute Arbeit geleistet. Ein solcher Beirat kann aber für den Bereich des Nachrichtendienstes nach meiner Meinung nicht genügen. Ich habe schon darauf hingewiesen, dass ich überzeugt bin, dass der militärische Nachrichtendienst einer echten parlamentarischen Kontrolle unterstellt werden muss.
Ich habe deshalb schon gegen Ende des letzten Jahres mit dem damaligen Generalstabschef die Frage einer solchen Kontrolle diskutiert. Der neue Generalstabschef hat mir schon im Januar dieses Jahres auf meinen Wunsch eine breite Uebersicht geliefert, wie in umliegenden Staaten dieses Problem gelöst wird. Die von Bundespräsident Koller angekündigte parlamentarische Sicherheitsdelegation könnte diese Aufgabe sicherlich auch mitwahrnehmen. Sie werden dann darüber zu befinden haben, und wir werden Ihnen das Wissen, das wir erworben haben, gerne zur Verfügung stellen.
Ich komme zur Offenlegung der sogenannten Fichen im EMD. Die sensible Kartei in meinem Departement wird vom militärischen Sicherheitsdienst geführt. Hier liegt eine Kartei mit 4000 bis 5000 Fichen. Sie enthalten vor allem Daten über armeefeindliche Umtriebe oder sonstwie sicherheitsrelevante Verdachtsmomente, und zwar politisch – das kann ich Ihnen sagen – nicht unbedingt gleich verteilt wie in der anderen Fichensammlung.
Diese Fichen werden offengelegt. Das Verfahren wird ungefähr so vor sich gehen: Es ist angelehnt an das Verfahren des EJPD, aber wegen der geringen Zahl der Fichen rascher zu erledigen. Ein noch zu ernennender Sonderbeauftragter des EMD wird die Fichen behändigen, und er entscheidet dann über die Einsichtnahme nach den gleichen Kriterien wie bei den Fichen im EJPD.
Die Einsichtnahme kann verweigert werden, wenn Aufschluss über laufende Ermittlungsverfahren oder über Erkenntnisse im Bereiche der Spionageabwehr gegeben würden oder wenn schutzwürdige Interessen Dritter oder nachrichtendienstlicher Quellen verletzt würden. Wo die Einsichtnahme möglich ist, wird den bei diesem Sicherheitsdienst Registrierten unaufgefordert ein Avis zugestellt, mit dem auf das Vorhandensein der Fiche aufmerksam gemacht wird. Wir schicken nicht die Fiche direkt. Wir gehen davon aus, dass es auch Menschen in diesem Lande gibt, die die Fiche gar nicht sehen wollen und sie schon gar nicht ins Haus bekommen wollen.
Wir stellen uns vor, dass dann auf Wunsch eine Fotokopie der Fiche zugestellt wird. Darauf soll so wenig wie möglich abgedeckt werden, vor allem wären das Angaben über Sachbearbeiter und ausländische Informationsquellen. Bis heute haben wir rund 2500 Gesuche um Akteneinsicht. Es werden alle beantwortet, entweder negativ, wenn es keine Fiche gibt, oder dann mit dem erwähnten Avis. Das Verfahren braucht etwas Zeit, aber jedermann kann davon ausgehen, dass er avisiert wird, wenn er in dieser Sammlung verzeichnet ist.
Jeder Bürger, der geltend macht, es sei ihm nicht ausreichend Einsicht in die Fichen gegeben worden, kann den vom Bundesrat eingesetzten Ombudsmann um Vermittlung ansuchen. Dieser amtiert also für beide Departemente: EJPD und EMD.
Ich komme zu den Sicherheitsüberprüfungen. Im militärischen Bereich gibt es viele klassifizierte Informationen, die für die Sicherheit des Landes wichtig sind, und es gibt auch besonders schutzwürdige militärische Objekte. Angehörige der Armee, der Verwaltung und private Auftragnehmer – etwa Lizenzfabrikanten, die mit solchen Informationen und Objekten umgehen müssen – müssen unser ganz besonderes Vertrauen haben. Aus diesem Grund ist es sinnvoll, dass sie besonderen Sicherheitsüberprüfungen unterzogen werden. Die Sektion Geheimhaltung im Stab der Gruppe für Generalstabsdienste führt darüber eine computerisierte Datei. Leider wurde diese Datei seinerzeit nicht im Register der Sammlungen von Personendaten des Bundesamtes für Justiz im grünen Büchlein aufgeführt. Wir werden dies nachholen und ein entsprechendes Einsichtsrecht schaffen.
Bei diesen Sicherheitsüberprüfungen geht es nicht darum, die Vertrauenswürdigkeit und persönliche Zuverlässigkeit in Zweifel zu ziehen. Es geht darum, abzuklären, ob diese Personen aufgrund besonderer persönlicher Umstände Gefahr laufen könnten, von anderen unter Druck gesetzt oder gar erpresst zu werden. Diese Sicherheitsüberprüfungen dienen somit ebensosehr dem Staat und seinen Institutionen wie auch dem Interesse des einzelnen, der nicht unnötig dem Risiko einer Erpressung ausgesetzt werden darf.
Sicherheitsüberprüfungen sind unerlässlich. Es gibt dafür verschiedene Rechtsgrundlagen. Wir sind aber schon lange der

Meinung, dass diese Rechtsgrundlagen heute nicht mehr genügen. Wir haben deshalb schon 1983 Schritte in die Wege geleitet, um das gesetzlich zu verankern. Sie haben heute ja einen solchen Vorschlag im Rahmen der MO zurückgewiesen.
Wir werden aber versuchen, möglichst bald eine solche Regelung im Datenschutzgesetz vorzuschlagen.
Sicherheitsüberprüfungen unterzogen wird nur der erwähnte Personenkreis, keine anderen Bürger. Es gibt dort keine Schnüffeleien. Grundlage der Ueberprüfung sind die Akten der Bundesanwaltschaft sowie das Vorstrafenregister. Die bisher für Kaderanwärter der Armee vom Wohnortskanton verlangten zusätzlichen Registerüberprüfungen bei Polizeistellen und Betreibungsämtern hat der neue Generalstabschef schon zu Beginn des Jahres, bevor der Wirbel losging, aufgehoben.
Die von diesen Sicherheitsüberprüfungen betroffenen Personen hatten Kenntnis von der Ueberprüfung, denn auch privaten Arbeitgebern obliegt die Pflicht, ihre Mitarbeiter über die Sicherheitsüberprüfung zu informieren.
Ich kann noch kurz auf weitere Datensammlungen eingehen. Ihre Puk wird sie dann anschauen können. Neben den Dateien des MSD, also des Sicherheitsdienstes, und derjenigen der Sektion Geheimhaltung, die mit Aufträgen mit militärisch klassifiziertem Inhalt zu tun hatten, bestehen im EMD verschiedene weitere Dateien. Sie sind aufgeführt im Register von Sammlungen von Personendaten vom Bundesamt für Justiz – ich habe es schon erwähnt. Beispiele sind:
Personalinformationssystem Pisa. Es wird betrieben vom Bundesamt für Adjutantur – früher haben es die Kommandanten selber gemacht. Es dient der militärischen Kontrollführung und enthält die Personaldaten sämtlicher Angehöriger der Armee. Voller Datenschutz und Einsichtsrecht bestehen seit langem.
Anwärterdossiers der Bundesämter: Weil die Kader der Armee sorgfältig ausgewählt werden müssen, wird ein Anwärterdossier angelegt; an Uof-Anwärter und Anwärter auf höhere Kaderpositionen sind besondere Anforderungen zu stellen. Es enthält für Offiziers- und höhere Unteroffiziersanwärter neben den Grunddaten auch die Ergebnisse einer einfachen Sicherheitsüberprüfung. Datenschutz und Einsichtsrechte bestehen auch hier seit langem.
Midonas. Ich habe Midonas etwas untersuchen lassen. Midonas ist keine Personendatei, sondern eine automatisierte Bibliothek. Das System enthält ausschliesslich publizierte, allgemein zugängliche Dokumente und Verwaltungsakten. Gespeichert werden, mit Ausnahme von Autorenname und Biographien, keine Angaben über Einzelpersonen. Wenn jemand von Ihnen etwas anderes behauptet, dann soll er mir den Fall darlegen. Dann werde ich halt auch dort noch mit der Mistgabel hingehen, aber ich glaube nicht, dass es nötig sein wird.
Midonas ist etwas ins Gerede gekommen wegen eines Ratskollegen von Ihnen, Herrn Nationalrat Cincera. Eine eigentliche Zusammenarbeit – ich möchte auch das hier offenlegen – zwischen ihm und Midonas hat es nicht gegeben. In den siebziger Jahren hat ein Mitarbeiter des EMD, inzwischen in der Privatwirtschaft tätig, aufgrund einer persönlichen Bekanntschaft von sich aus im Sinne einer technischen Abklärung Mikrofotokopien von Dokumenten von Nationalrat Cincera erstellt. Die Angelegenheit wurde militärgerichtlich untersucht und beurteilt. Die Mikrofilme, wenigstens der Teil im EMD, wurden bereits vor Jahren vernichtet.
Ich habe mehrfach darauf hingewiesen, dass die Abwehr sensible Daten für die Sicherheitsüberprüfungen von der Bundespolizei beziehe und dass das EMD selber keine Schnüffelorganisation habe. Ich bin an sich trotz Kohlschütter – aber das warten wir jetzt noch ab – davon überzeugt, dass das im Prinzip so ist. Es ist aber natürlich nicht undenkbar, dass früher auch hin und wieder Informationen bei der Abwehr landeten, die von irgendwem zusammengetragen wurden. In einer grossen Milizorganisation kann es auch immer wieder Fehltritte durch Uebereifer geben. Sollten mir konkrete Fälle zu Ohren kommen, werde ich ihnen selbstverständlich nachgehen.
Noch ein Wort zu den Geheimschutzabkommen: Auch diese werden immer wieder kritisiert. Sie sind für unsere Verteidigungsfähigkeit lebenswichtig, und ich frage mich, wieso man sie eigentlich geheimhält; aber das ist zwischen den Staaten einfach Usus.
Die Schweiz kann die benötigten Rüstungsgüter nicht alle selber entwickeln und selber produzieren. Sie muss sie importieren oder in Lizenz produzieren können. Ohne Abschluss solcher Geheimschutzvereinbarungen – bilateral mit den betreffenden Herkunftsländern – sind weder Import noch Lizenzproduktion möglich. Die Schweiz muss sich weiter im Hinblick auf die Neutralität in solchen Verträgen davor schützen, dass klassifizierte militärische Materialien und Informationen nicht ohne ihre ausdrückliche Zustimmung an Drittstaaten gelangen können. Deshalb tangieren solche Vereinbarungen die Neutralität nicht, sondern sie sind Voraussetzung einer Neutralitätspolitik.
In den Geheimschutzvereinbarungen garantieren sich die Vertragspartner gegenseitig nur, die übermittelten Geheimnisse wie die eigenen zu schützen und nicht an Drittstaaten weiterzugeben. Im wesentlichen ist der Inhalt immer ungefähr gleich, und zwar: Gleichbehandlung der schutzwürdigen Informationen des Partners wie die eigenen, keine Weitergabe an Drittstaaten, Reziprozität, gegenseitiger Ausschluss des Kontrollrechts auf dem Gebiet des anderen Vertragspartners – wir wollen nicht Agenten vom anderen Land hier bei uns haben –, und dann verschiedene Details, Sicherheitsüberprüfung, Geheimhaltungsgrundsätze, Begriffsbestimmungen usw. Wir sind selbstverständlich auch hier bereit, der Puk diese Geheimschutzabkommen zu zeigen.
Ich komme zum Schluss. Man hat mich kritisiert, weil ich eine Puk für das EMD abgelehnt habe. Aber ich habe immer gesagt: Wenn Sie sich für eine entscheiden, dann kooperiere ich selbstverständlich. Aber ich hätte von mir aus lieber keine gesehen, sondern lieber einer Delegation der Geschäftsprüfungskommission Einblick gegeben. Mein Beweggrund war nicht der Wunsch, etwas zu verheimlichen. Ich war bereit und habe dafür auch das Einverständnis des Gesamtbundesrates eingeholt, der GPK uneingeschränkt Einsicht in alle Dateien des EMD zu geben. Ich wäre sogar weitergegangen als bei den Puk-Vorschriften. Einzig das Vernehmungsrecht auswärtiger Zeugen hätte nicht bestanden.
Mein Beweggrund war, zu verhindern, dass der militärische Nachrichtendienst durch die Untersuchung lahmgelegt wird. Ich habe dazu schon eine Bemerkung gemacht. Es bahnt sich ja auch schon an. Ich war der Auffassung, dass es im Ausland, woher wir unsere Informationen beziehen und auf das wir dringend angewiesen sind (die ausländischen Dienste können ohne die Schweiz auskommen, umgekehrt leider nicht unbedingt), besser verstanden worden wäre, wenn eine ordentliche parlamentarische Aufsicht die Untersuchung durchgeführt hätte und man dadurch weniger dramatisiert hätte. So hätte man wahrscheinlich besser verhindern können, dass ausländische Nachrichtenquellen versiegen.
Sie sind wahrscheinlich anderer Meinung. Ihre Priorität ist nicht der Nachrichtendienst. Ich akzeptiere das und werde, falls Sie sie beschliessen, Ihrer Puk jede Hilfe zuteil werden lassen, damit sie ihre Arbeit gut erfüllen kann. Die Puk wird Probleme aufzeigen können, sie wird Empfehlungen machen, aber ich bin mir bewusst, dass die Probleme im Bereich Nachrichtendienst und Abwehr von uns selber gelöst werden müssen. Die Puk ist kein Management-Organ.
Wir sind gesonnen, folgendes anzupacken: Sicherstellung der Führungskontinuität in diesem Bereich, Erledigung der Fichenoffenlegung, Erhaltung eines leistungsfähigen Nachrichtendienstes, Festlegung von klaren Kriterien für die Beschaffung und Verwaltung von Personendaten, zusammen mit dem EJPD Erarbeitung gesetzlicher Grundlagen für die Sicherheitsüberprüfung, Behilflichsein bei der Einrichtung einer parlamentarischen Kontrolle, die Sie einzurichten haben, usw.
Noch eine allgemeine Schlussbemerkung: Die Fichenaffäre beschäftigt Sie und uns intensiv. Der Bundesrat ist gesonnen, die Angelegenheit raschmöglichst zu bereinigen. Wir möchten das Vertrauen jener Mitbürgerinnen und Mitbürger zurückgewinnen, die jetzt uns und dem Staat nicht mehr glauben. Ich

glaube aber, dass wir nicht der Gefahr unterliegen dürfen, uns jetzt nur noch mit uns selber zu beschäftigen.
Dieses Land steht vor grossen Problemen. Es muss seine Stellung und seine Identität in einem rasch sich wandelnden Europa definieren. Es muss seine grossen Sozialwerke für die Jahrtausendwende vorbereiten. Es muss den Wirtschaftsstandort so gestalten, dass unsere Wirtschaft den verschärften und schweren Kampf im europäischen Binnenmarkt mit oder ohne EWR erfolgreich bestehen kann, es muss Umweltprobleme lösen, die Staatsfinanzen sichern. Ich könnte Ihnen noch eine ganze Reihe weiterer lebenswichtiger Probleme aufzählen.
Wir sollten alles daran setzen, dass wir unsere Kräfte möglichst bald wieder auf die wirklich lebenswichtigen Probleme konzentrieren können. *(teilweiser Beifall)*

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Frau **Grendelmeier:** Herr Bundesrat Villiger ist leider nicht mehr da. Aber wenn Herr Bundesrat Villiger in diesem Saal in ein laufendes Disziplinarverfahren eingreift, zu den Aussagen von Herrn Kohlschütter abwertend Stellung nimmt, so stelle ich fest, dass das Gewissen des Herrn Villiger jene Zartheit vermissen lässt, die er Herrn Kohlschütter sarkastischerweise unterstellt. Ein etwas zarteres Gewissen würde ich Herrn Villiger allerdings wohl anempfehlen, dann würde er nämlich nicht einen hochanständigen Menschen – und nebenbei einen bürgerlichen Offizier – öffentlich lächerlich machen und dadurch vorverurteilen, wie das soeben geschehen ist. Vergessen Sie nicht, Herr Kohlschütter ist in diesem Disziplinarverfahren nicht Angeklagter, sondern Zeuge! *(teilweiser Beifall)*

Nussbaumer, Berichterstatter: Gemäss Artikel 55 des Geschäftverkehrsgesetzes bedürfen Vorkommnisse von grosser Tragweite in der Bundesverwaltung der besonderen Klärung durch die Bundesversammlung. Das Büro vertritt die Auffassung, dieser Tatbestand sei in einigen Gruppen und Aemtern des EMD erfüllt. Die Tätigkeiten und Ueberaktivitäten der Una, die sich mit Nachrichtendienst, Abwehr, Vorbereitung von Notstandsmassnahmen usw. befasst, hat in weitesten Bevölkerungskreisen grosse Beunruhigung ausgelöst. Auch die Tatsache, dass dem Departementschef das Bestehen von Personalkarteien verheimlicht wurde, macht eine umgehende und gründliche Abklärung durch eine Untersuchungskommission notwendig. Die Kompetenzen der GPK reichen nicht aus, diese Missstände gründlich abzuklären.
Die Büros beider Räte haben am 7. März 1990 den vorliegenden Bundesbeschluss beraten. Gemäss Artikel 55 Absatz 2 des Geschäftverkehrsgesetzes ist der Bundesrat vor der Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission anzuhören. Herr Bundespräsident Arnold Koller sicherte anlässlich dieser Anhörung den Untersuchungskommissionen beider Räte die Mitarbeit des Bundesrates zu.
Die Aufgaben der Puk 2 sind in einem Punkt grundlegend zu unterscheiden von denen der Puk 1. Damals waren schwere Zweifel aufgekommen bezüglich der Führung des Departementes. Man sprach von einem «achten Bundesrat», der auf die Gesetzgebung und die Departementsführung Einfluss nehme. Im vorliegenden Fall ist die Führung des Departementes durch den seit erst einem Jahr im Amt stehenden Bundesrat nicht Gegenstand der Untersuchung. Die Tatsache, dass dem Departementsvorsteher Karteien verheimlicht wurden, so dass er im nachhinein seine Aussagen korrigieren musste, lässt vermuten, dass in gewissen Aemtern und Gruppen Führungsmängel bestehen, die im Interesse des Volkes und des Ansehens unseres Landes aufgedeckt und abgeklärt werden müssen.
Die Oeffentlichkeit ist bestürzt über die bestehenden Datenbanken und Fichen. Unbescholtene Bürger wurden bei der Ausübung ihrer politischen Grundrechte bespitzelt. Der Bundesversammlung kommt die hohe Verantwortung zu, diese Missstände, welche dem Ansehen unseres Landes schaden und das Vertrauen des Bürgers in seine demokratischen Institutionen schmälern, noch in diesem Jahr abklären zu lassen.
Im Büro stand ein modifizierter Antrag der sozialdemokratischen Fraktion zu Artikel 2 Absatz 1 zur Diskussion, der sich weitgehend an den Bundesbeschluss über die Puk 1 anlehnt. Der Vorschlag des Büros spricht von der Untersuchung der Tätigkeit der betroffenen Gruppen und Aemter. Unter Tätigkeit wird auch die Führung der nicht abschliessend aufgezählten Bundesämter und Untergruppen verstanden. Der Auftrag ist bewusst weit gefasst und wird in Artikel 2 Absatz 2 noch ausgeweitet. Es stimmt nicht, dass die vom Büro vorgelegte Fassung von Artikel 2 keine uneingeschränkte Abklärung aller Vorkommnisse ermöglicht.
Lassen Sie mich einen Vergleich anstellen. Ich vergleiche das EMD mit einem Apfelbaum. An einem Apfelbaum sind einige Leitäste von einer Pilzkrankheit oder gar einem Virus befallen. Die kranken Seitentriebe könnten auch den Mitteltrieb, auf den eine neue Spitze aufgepfropft wurde, in Mitleidenschaft ziehen. Der kluge Baumwärter wird zuerst die kranken Aeste herausschneiden, bevor er die gesunden Leitäste untersucht. Er wird hernach die wild wuchernden Wasserschosse, die keine Frucht tragen und dem Baum die Kraft nehmen, wegschneiden. Erst in dritter Linie werden die gesunden Aeste nach allfälligen Krankheitserregern abgesucht.
Vor Jahresfrist war die Ausgangslage eine ganz andere. Damals handelte es sich um eine Spitzendürre oder einen «top disease», um in der Sprache der Pflanzenbauer zu reden. Um beim Vergleich mit dem Apfelbaum zu bleiben: es wäre falsch, einfach die Leiter von aussen her an den Baum zu stellen und jedes Aestchen, ob grün, gesund oder nicht gesund, nach möglichen Krankheitserregern abzusuchen. Ein solches Vorgehen entspricht eher der normalen Arbeitsweise der GPK.
Die Puk 2 hat keine Zeit, solche Umwege zu wählen. Sie bestimmt indessen allein, wo sie weiter untersuchen muss, wenn sie auf einen Krankheitsherd stösst. Die Ausdehnung auf andere Aemter und Stellen innerhalb und ausserhalb des EMD ist jederzeit möglich, wenn der Auftrag es erfordert. Der Puk 2 sind nach dem Vorschlag des Büros für die Erfüllung ihrer schweren Aufgabe keine Grenzen gesetzt.
Der Antrag der SP-Fraktion, den Auftrag auf die Führung im EMD auszudehnen, wurde von den Büros mit 10 zu 3 Stimmen verworfen. Eine Bestimmung, wonach sich die Puk nicht auf Verfahren einlassen dürfe, die Gegenstand eines Gerichtsurteils waren, wurde von den Büros beider Räte als überflüssig gestrichen. Aus verfassungsrechtlichen Gründen darf sich die Puk 2 nicht mit dem Urteil Jeanmaire und den gerichtlichen Vorakten des Prozesses befassen. So kann der Beschluss des Ständerates zu Absatz 4 von Artikel 2 höchstens als Präzisierung einer rechtlichen Selbstverständlichkeit angesehen werden.
Im Artikel 4 des Bundesbeschlusses ist eine verhältnismässig kurze Frist für die Berichterstattung vorgesehen. Dies bedingt, dass sich die Mitglieder der Puk von der übrigen Kommissionsarbeit freimachen können. Die rasche und gründliche Erledigung dieser Vorkommnisse ist nötig, damit sich unser Parlament den grossen aussenpolitischen Herausforderungen, die sich unserem Land stellen, zuwenden kann. Unser Büro wird die notwendigen Beschlüsse fällen, damit sich die Puk-Mitglieder in den ständigen Kommissionen generell ersetzen lassen können.
Noch ein Wort zur Geheimhaltung: Es ist nicht nötig, in den Bundesbeschluss einen speziellen Artikel über die Geheimhaltung aufzunehmen, weil diese in Artikel 61 Absatz 5 des Geschäftsverkehrsgesetzes umfassend geregelt ist. Diese Regelung gilt für alle von der Kommission bestimmten Aeusserungen und Aktenstücke. Die Kommission muss bei dieser Arbeit den Bundesrat anhören. Die Geheimhaltung gilt für Mitglieder und Beamte, Sekretäre und Protokollführer über die Amtsdauer der Puk hinaus. Nach dem Wunsche des Büros sollten alle gewählten Puk-Mitglieder bei Befangenheit oder bei begangenen Indiskretionen freiwillig aus Gründen der Ehre zurücktreten.
Sofern Sie diesem Bundesbeschluss zustimmen, soll nach dem Beschluss der Büros eine zehnköpfige Puk bestimmt werden. Es sollen darin alle Fraktionen vertreten sein.
Nach Artikel 14ff. unseres Ratsreglementes ist das Büro al-

lein zuständig für die Bestellung der Kommissionen. Der Rückweisungsantrag Jaeger kollidiert demnach mit den Kompetenzen, die dem Büro nach Ratsreglement zustehen.
Das Büro bittet Sie, den Nichteintretensantrag von Herrn Reichling und den Rückweisungsantrag von Herrn Jaeger abzulehnen und dem vorliegenden Bundesbeschluss zuzustimmen.

M. **Massy**, rapporteur: Le Bureau vous propose, conformément aux articles 55 et suivants de la loi sur les rapports entre les conseils, d'instituer une commission d'enquête chargée de clarifier les faits de grande portée survenus au Département militaire fédéral. Le mandat imparti à la commission découle de l'article 2 du projet. Il est rédigé ainsi: «Premièrement, l'enquête parlementaire portera sur les activités des groupements, groupes et offices du Département militaire fédéral qui sont chargés ou ont été chargés de renseignements et de la sécurité ainsi que de la préparation des mesures applicables en état de nécessité et de la gestion de fichiers de données personnelles. Deuxièmement, dans le cadre de ce mandat, l'enquête portera également sur les activités d'offices et d'autres services, qu'ils soient subordonnés au Département militaire fédéral ou non. Troisièmement, l'enquête complétera et approfondira les investigations auxquelles les Commissions de gestion ont procédé auparavant».
En point deux, les motions de certains groupes du Parlement ont aidé au déclenchement et à la mise en route de la commission d'enquête. Au point trois, conformément à la loi, le Conseil fédéral a été entendu, le président de la Confédération, M. Arnold Koller, a assuré la commission de la collaboration du gouvernement. Au point quatre, le Bureau est d'avis que des faits de grande portée sont survenus au Département militaire fédéral.
L'opinion publique est troublée par les fichiers et les banques de données qui ont été constitués au DMF également, par la récolte des données effectuée par le GRS, en allemand UNA, c'est-à-dire le Service de renseignements, ainsi que par de prétendues mesures préparatoires en vue de l'état d'urgence. Il est important de faire la lumière sur tous ces faits et de rétablir la confiance des citoyens. L'Assemblée fédérale doit remplir son rôle d'organe chargé de la haute surveillance du Conseil fédéral et de l'administration. Seule l'institution d'une commission d'enquête permet au Parlement de mener à bien sa tâche.
Le Bureau vous soumet donc un projet d'arrêté. Il vous invite à entrer en matière et à le voter. Il vous recommande, en revanche, de refuser la proposition Reichling du 6 mars 1990, qui demande de ne pas entrer en matière, ainsi que les deux propositions Jaeger, l'une de renvoi et l'autre de modification du texte présenté.
Au sujet de l'amendement du groupe socialiste, le Bureau est d'avis qu'il n'apporte rien à sa propre proposition, étant donné que le terme «activité», qui figure à l'article 2, alinéa premier, comprend également la notion de gestion du Département militaire fédéral.
Le Bureau ne veut pas éveiller l'impression que le chef actuel du Département militaire fédéral porte une quelconque responsabilité dans les faits survenus. Pour cette raison, il vous invite à rejeter cet amendement qu'il a écarté par 10 voix contre 3.
La commission a également envisagé un alinéa concernant l'affaire Jeanmaire qui aurait été le suivant: «Les personnes dont les actes ont déjà fait l'objet d'un jugement d'un tribunal suisse entré en force seront exclues de l'enquête, considérant que le jugement rendu contre M. Jeanmaire a force de loi et qu'il ne peut être révisé que par le biais d'une procédure pénale, et que l'Assemblée fédérale ne peut conduire des enquêtes que lorsque des autorités et offices de la Confédération se sont conduits de manière incorrecte». La commission a renoncé à un tel alinéa que, pour sa part, le Conseil des Etats a décidé de réintroduire.

Reichling: Ich beantrage Ihnen, auf den Bundesbeschluss über die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission nicht einzutreten, hingegen im Sinne eines Gegenvorschlages den Gesamtbundesrat mit einem Postulat zu beauftragen, in allen Departementen eine Kontrolle über die Vorkehren im Bereiche des Staatsschutzes durchzuführen und der Bundesversammlung über den Befund, angeordnete Verbesserungsmassnahmen und die Terminvorgaben bis zur Herbstsession Bericht zu erstatten.
Ich begründe meinen Antrag wie folgt:
Die Bundesversammlung hat bisher zweimal eine Parlamentarische Untersuchungskommission eingesetzt: Das erste Mal wegen unverhältnismässigen Kostenüberschreitungen bei der Beschaffung der Mirage-Kampfflugzeuge, das zweite Mal wegen ungeklärtem Verhalten von Frau Bundesrätin Kopp, welches zu ihrem Rücktritt führte, und wegen vermuteter unkorrekter Amtsführung in verschiedenen Bereichen ihres Departementes. In beiden Fällen war der massgebliche Anlass zur Einsetzung einer Puk das verlorengegangene Vertrauen in den zuständigen Departementsvorsteher respektive die Departementsvorsteherin. Zufolge dieses verlorengegangenen Vertrauens konnte sich die Bundesversammlung nicht mehr darauf verlassen, dass die dem Bundesrat gemäss Artikel 102 Ziffer 15 der Bundesverfassung obliegende Aufsicht über die Geschäftsführung der Beamten und Angestellten einwandfrei gewährleistet sei.
Heute liegen die Dinge anders. Gegen keinen der sieben Bundesräte besteht Anlass zu Misstrauen. Im anvisierten Militärdepartement ist der Vorsteher erst seit einem Jahr im Amt. Durch die Gruppenstruktur des Departements, welche die Distanz zu den einzelnen Aemtern vergrössert, ist es erklärbar, dass einzelne Bereiche einer speziellen Kontrolle entgehen konnten. Zudem liegen die gerügten Zustände und Vorkommnisse weit zurück und sind über frühere Kontrollmassnahmen der Bundesversammlung abgeschlossen. Im aktuellen Fall hat der Departementsvorsteher veranlasst, sofort eine Disziplinaruntersuchung einzuleiten, die noch nicht abgeschlossen ist. Es gibt keinen einzigen Hinweis dafür, dass dieser Vorsteher nicht gewillt und in der Lage ist, die Verhältnisse zu klären und angemessene Massnahmen durchzuführen.
Wie bereits erwähnt, verpflichtet die Bundesverfassung den Bundesrat zur Aufsicht über alle Bereiche der Bundesverwaltung. Der Bundesversammlung obliegt verfassungsmässig die Oberaufsicht über die eidgenössische Verwaltung und Rechtspflege. Diese Regelung kann nicht so verstanden werden, dass Organe der Bundesversammlung anstelle des Bundesrates die Aufsicht ausüben, es sei denn, dass – wie in früheren Fällen – das Vertrauen in ihn oder in einzelne Mitglieder verlorengegangen sei. Es ist allerdings zu beachten, dass die Ausübung der Oberaufsicht in Bereichen, welche der Geheimhaltung unterliegen, für die Organe der Räte – ich meine die Geschäftsprüfungskommissionen – erschwert ist. Hingegen besteht auch für diese Bereiche im Geschäftsverkehrsgesetz eine gute und wirksame Kontrollmöglichkeit.
In solchen Fällen können die GPK den Gesamtbundesrat mit der Kontrolle des problembelasteten Bereiches beauftragen, indem der Bundesrat zur Berichterstattung über die geheim erklärten Bereiche aufgefordert wird. Dem Bundesrat selbst oder einer von ihm beauftragten, fachkundigen Vertrauensperson steht der Einblick in sämtliche vertraulichen und geheimen Akten offen.
Ich erachte es als den richtigen Weg, wenn im vorliegenden Problemfall, wo gegen den Vorsteher kein Misstrauen vorhanden ist, dieses speziell bereitgestellte Instrument – Berichterstattung durch den Bundesrat – eingesetzt wird. Kompetenzen, welche den beiden Geschäftsprüfungskommissionen zur Verfügung gestellt werden, können ohne weiteres und ohne Bedenken durch die übergeordnete Instanz, das sind die beiden Räte, direkt eingesetzt werden.
Vom jüngsten Vorkommnis, dem behaupteten Spitzelauftrag gegen eine schweizerische Berufsorganisation, wissen wir noch nicht, ob es tatsächlich geschehen ist. Solche Behauptungen können sich in den bevorstehenden Wochen oder Jahren jederzeit wiederholen. Ich zweifle auch in keiner Weise, dass Informationen über tatsächliche oder vermutete Missstände in den verschiedenen Departementen dutzend-

weise in Schubladen und Archiven bereitliegen, um in einem passend scheinenden Augenblick vor der Oeffentlichkeit breitgeschlagen zu werden.
Ich muss ausdrücklich darauf hinweisen, dass, wenn Sie im aktuellen Fall, wo das Vertrauen zum Departementschef und zum Bundesrat intakt ist, zum stärksten Mittel der Kontrolle greifen, das der Bundesversammlung überhaupt zur Verfügung steht, Sie in vergleichbaren echten oder nur provozierten Fällen keine Gründe mehr zur Verfügung haben, vom erneuten, eventuell wiederholten Einsatz von parlamentarischen Untersuchungskommissionen abzusehen. Der Einsatz einer Puk wird damit der parlamentarischen Willkür hingegeben, und damit wird das Instrument unheilbar entwertet und geschädigt.
Es ist meine Ueberzeugung, dass wir dieses kräftige Instrument für wirkliche Krisenlagen in Reserve halten müssen, wenn es seine Schlagkraft nicht verlieren soll.
Zudem ist es schwerwiegend, wenn wir dem Departementschef und dem Bundesrat in der heutigen Situation die Verantwortung aus den Händen nehmen und das Vertrauen absprechen, im eigenen Verantwortungsbereich für Ordnung zu sorgen. Bedenken Sie, dass wir im Interesse unseres Staates und des ganzen Volkes heute aller Kraft und Autorität bedürfen, um uns in den Verhandlungen im europäischen und weltweiten Wirtschaftsraum behaupten zu können. Diese tiefe Sorge, dass wir mit einem voreiligen Eingriff in die Gewaltentrennung unsere politische Kraft in ernster Zeit schwächen, veranlasst mich zu meinem Antrag. In einem Postulat, dessen Inhalt Sie auf dem Tische finden, das ich nicht verlesen will, soll der Bundesrat als Gesamtbehörde beauftragt werden, die vermuteten Missstände abzuklären und der Bundesversammlung Bericht zu erstatten.
Ich ersuche Sie, auf den Bundesbeschluss nicht einzutreten und das von mir vorgelegte Postulat zu unterstützen.

Jaeger: Es ist ja wohl natürlich und logisch, dass es hier in diesem Rat zu einer unterschiedlichen, zum Teil sogar diametral verschiedenen Beurteilung der Situation und auch zu unterschiedlichen Schlussfolgerungen kommt. Also werden Sie sich nicht wundern, wenn ich jetzt einen Standpunkt vertrete, der demjenigen von Kollega Reichling so ziemlich entgegengesetzt ist.
Ich bedaure es übrigens, dass Herr Bundesrat Villiger jetzt diese Debatte nicht mehr mitverfolgt. Formal hat er absolut richtig gehandelt, wenn er sich entfernt hat, politisch hingegen, meine ich, wäre es gut und sinnvoll gewesen, er hätte an der folgenden Debatte teilgenommen. Vielleicht werden wir ihn am Montag wiedersehen.
Eine weitere Vorbemerkung: Herr Bundesrat Villiger hat hier seine persönliche Enttäuschung zum Ausdruck gebracht. Er hat auch seine persönliche Betroffenheit zum Ausdruck gebracht. Ich möchte persönlich sagen: Ich nehme ihm diese ab, ich glaube, dass er es ehrlich, dass er es redlich meint. Dennoch meine ich, seine Stellungnahme war keine politische. Seine Rede ist nicht in der Lage, den Scherbenhaufen, den wir vor uns haben, politisch aufzuräumen. Mit dieser Rede stellen wir das Vertrauen in unsere Institutionen beim Volk nicht wieder her. Dazu braucht es mehr. Dazu braucht es jetzt parlamentarische Anstrengungen, und hier, Herr Reichling, stellt sich nun der Sonderfall, dass eine neue parlamentarische Untersuchungskommission, und zwar eine mit einem umfassenden, über den Antrag des Büros hinausgehenden Auftrag, die Arbeit aufnehmen muss.
Herr Bundesrat Villiger hat gesagt, es gehe bei den Enthüllungen um kalten Kaffee. In vielen dieser Punkte, die er heute angesprochen hat – das hat er selber gesagt –, steht Aussage gegen Aussage. Wir glauben auch nicht allen Enthüllungen, die jetzt aufgetischt werden, aber denken Sie daran, dass doch verschiedene Informationen von Leuten preisgegeben worden sind, die selber einmal geheim- und nachrichtendienstlich tätig waren. Und in einem Punkt stimme ich mit Herrn Villiger überein: Es geht in der ganzen Sache um ein Kind des kalten Krieges. Es geht um ein Krebsgeschwür, das gewachsen ist, weil die Kontrolle zu wenig gegriffen hat, weil die parlamentarische Kontrolle nicht funktioniert hat.
Das ist nicht nur eine Frage des parlamentarischen Willens, sondern der parlamentarischen Kompetenzen. Da muss man natürlich sagen – es ist heute in der Rede von Herrn Villiger immer wieder durchgedrungen –: Geheimhaltung spielt in diesen Bereichen eine eminent wichtige Rolle, und genau schon aus diesem Grunde ist eben eine parlamentarische Kontrolle nur beschränkt möglich.
Aber verharmlosen dürfen wir nicht! Und Herr Villiger hat doch in einzelnen Passagen verschiedene Dinge etwas zu harmlos und auch zu schön dargestellt. So ist es nun nicht! Denken Sie einmal daran, was Nachrichtendienste, was Abwehrdienste überall in der Welt für Aufgaben haben, welche Aufgaben die Spezialdienste haben, zum Beispiel Guerillaausbildung, Silent-Killing-Formationen, Agents provocateurs, die übrigens auch – das darf schon einmal gesagt sein – den Auftrag haben, Demonstrationen umzufunktionieren; dass ihnen dies hie und da auch gelingt, wissen wir, Herr Bonny!
Das sind Dinge, die wir nicht einfach so hintanstellen dürfen, beispielsweise die Verflechtung des militärischen Nachrichtendienstes mit der Bundespolizei, mit privaten Sicherheitsorganisationen, mit anderen ausländischen Geheimdiensten. Natürlich, hier stehen sachliche Gründe auch dafür, aber leider muss dann in Kauf genommen werden, dass Auswüchse möglich sind. Das Risiko des Staates im Staate, wo die Linke nicht mehr weiss, was die Rechte tut, ist gegeben.
Wenn diesem Treiben zu lange zugeschaut wird, kann es zu dem kommen, wozu es jetzt gekommen ist. Wenn Herr Villiger sagt, ein guter Nachrichtendienst würde sich nur um die Nachrichtenbeschaffung im Ausland bemühen, so entsteht dann eben ein Widerspruch, wenn er gleich anschliessend einräumt, dass es die Verdächtigtenkartei, die Internierungslisten gegeben habe. Es gibt auch die sogenannten übrigen Fichen. Und wenn sie im EMD vernichtet worden sind, aber im Bundespolizeikeller weiterleben, ist der Tatbestand der Registrierung nicht ausgeräumt.
Wir verlangen, dass alle Leute darüber informiert und auch rehabilitiert werden, wenn es sich tatsächlich um unbescholtene Bürgerinnen und Bürger handelt, die in Misskredit gebracht worden sind. Ich danke Herrn Villiger in diesem Punkt, dass er darauf eintritt, aber wir wollen, dass es dann etwas speditiver geht als bei der Bundespolizei.
Zum Informationsfluss: Es ist doch irgendwie bedenklich, dass unser Verteidigungsminister erst so spät über gewisse Dinge informiert wurde, sozusagen nach dem vielzitierten «Kopportunitätsprinzip»: Man gibt immer so viel raus, wie sich eben beweisen lässt. Wenn Herr Villiger jetzt sagt, er sei nicht informiert worden, dann stellt sich auch die Frage, ob der Gesamtbundesrat informiert worden sei und in welcher Form.
Stimmt es übrigens, dass, wie ich gehört habe, beispielsweise nicht einmal der Chef Flieger und Flab den Zugang zum eigenen Nachrichtendienst Flieger und Flab hat? Wenn ja, dann kann doch etwas nicht stimmen, entweder mit dem Chef nicht oder mit den Strukturen nicht.
Nun zu den Zahlungen, die gemacht worden sind. Wir wissen, dass von der Bundespolizei aus Zahlungen auf Konti zugunsten verschiedener städtischer Polizeiorganisationen gegangen sind. Es ist auch der Fall Kohlschütter erwähnt worden. Nach meiner Auffassung und nach der Auffassung vieler hier in diesem Saal ist Herr Kohlschütter ein absolut integrer Mann. Herr Villiger hat seinen Verantwortlichen gefragt, der hat das bestritten. Das ist ein Mann des Geheimdienstes, des Nachrichtendienstes, und bei denen steht ja bekanntlich im Auftrag, dass sie zuweilen auch lügen müssen, weil sie eben geheimdienstlich tätig sind.
Wenn Aussage gegen Aussage steht, meine ich, sollten wir hier doch für einmal dem integren Mann Kohlschütter glauben. Hierüber muss Aufschluss gegeben werden. Die Judas-Silberlinge, die da bezahlt werden, um Leute zu überwachen, die sich nichts haben zuschulden kommen lassen, das darf nun nicht mehr vorkommen.
Nun möchte ich auch noch etwas sagen zur sogenannten Rewi. Herr Villiger hat sich vor die betroffenen Parlamentarier gestellt. Ich möchte niemanden angreifen, der in der Rewi dabeigewesen ist, obwohl wir alle ihre Namen wissen wollen. Immerhin muss doch klargestellt werden, dass dies eine Lobby-

Organisation war und keine Kontrollorganisation. Da besteht die Gefahr, dass es zu Kompetenzüberschreitungen kommt, die letzten Endes zu dem geführt haben, wo wir heute sind.
Es gibt auch ein Denunziantennetz. Offensichtlich gibt es in diesem Lande Denunzianten; mich würde einmal interessieren, ob die D-Kartei gegenüber der Puk auch einmal offengelegt würde. Ich weiss, damit würde natürlich der Nachrichtendienst erschwert, aber wenn es ja nur um die Denunzianten im Inland geht, die Gesinnungsnachrichten beschafft haben, und man nur diese einmal erfassen könnte, wäre viel an Unruhe beseitigt.
Der Puk-Auftrag muss ausgedehnt werden, das ist für mich klar. Nur so können wir die jetzige Vertrauenskrise aufarbeiten. Es geht darum, die Strukturen offenzulegen, und ich wiederhole das, was ich schon einmal gesagt habe. Ich nehme es nicht so leicht wie Herr Reichling, der sagt, wir müssten den normalen Weg gehen, wir seien in keiner Staatskrise. Ich sage nicht, dass wir in einer Staatskrise seien, aber wir sind in einer Krise der Institutionen und in einer Vertrauenskrise.
Ich wiederhole: In einem anderen Land hätte in dieser Situation die Regierung zurücktreten müssen. In einem andern Land wäre sie zurückgetreten, Herr Nebiker, davon bin ich überzeugt.
Natürlich, Sie reagieren so, weil Sie ganz genau wissen, dass es bei uns so nicht laufen kann, im Gegenteil. Die Verantwortung für das, was hier passiert ist, müssten nämlich jene übernehmen, die die Macht seit vielen, vielen Jahren verwalten. Es sind hier vor allem die bürgerlichen Regierungsparteien angesprochen, die Vorsteher sowohl des EJPD wie auch des EMD gestellt haben. Nun gehen die Vertreter dieser Parteien hin, ausgerechnet sie, und wollen den Laden selber wieder in Ordnung bringen. Das ist ja sehr schön, aber wer nimmt ihnen den Willen dazu ab, ausser der politischen Klasse hier in diesem Saal und zu Hause ausserhalb der Parteivorstände? Draussen nimmt man ihnen das nicht ab.
Das Problem, das man hat, wenn die Krise bewältigt werden soll, ist zunächst: Wer wird Präsident des Untersuchungsausschusses? Wenn ich dann höre, dass zum Beispiel Herr Danioth genannt wird – gut, er hat sich zurückgezogen, wir wollen darüber nicht mehr sprechen – oder ein neuer Name, Herr Huber, Brigadier und Polizeidirektor – also das ist ja fast absurdes Theater! Das geht einfach nicht. Wir können doch so die Krise nicht bewältigen! Das ist Schadensbegrenzung, nicht Krisenbewältigung.
Deshalb möchte ich Sie doch bitten, auch jene Gruppen zuzulassen und anzuhören, wenn der Auftrag der Puk festgelegt wird, die jetzt nicht im Büro vertreten sind. Ich bitte Sie auch, mindestens unsere Minderheitsanträge zu berücksichtigen, denn wir und die Grünen konnten bei den Vorberatungen nicht mitreden. Und, meine Damen und Herren, das Schönste am Ganzen – das ist ja fast ein Fastnachtsscherz – ist, dass nun die Sekretäre der Regierungsparteien am Schluss den Auftrag gleich selber formuliert haben.
Wir haben jetzt im Nachgang noch die Möglichkeit, Einfluss zu nehmen, aber Sie wissen, wie schwierig das in den Plenarverhandlungen ist. Ich habe nicht gemeint, Herr Massy beispielsweise hätte unser Interesse nicht vertreten. Das ist nicht die Auffassung unseres Auftrages. Aber wir wollen mitreden, wir wollen mitwirken und mitbestimmen, wenn es um diesen Untersuchungsauftrag geht. Das ist ein politischer Entscheid.
Ich bitte Sie, dem Rückweisungsantrag mit dem entsprechenden Auftrag zuzustimmen; wenn Sie das nicht können, mindestens die Abänderungs- und Ergänzungsanträge der LdU/EVP- und der SP-Fraktion gutzuheissen, damit wir im Falle von Ueberraschungen den Auftrag entsprechend flexibel anwenden können.
Es geht darum, mit der politischen Aufräumarbeit zu beginnen. Ich erinnere daran: Letzten Endes ist nicht nur entscheidend, wie wir hier unter uns funktionieren, sondern es ist auch entscheidend, welchen Eindruck wir nach aussen abgeben. Mir scheint es, dass sich viele von uns am wohlsten fühlen, wenn man nur unter sich bleibt und alles so möglichst auf die bequeme Art hinter sich bringen kann. Sie vergessen dabei, dass draussen in der Bevölkerung eine Stimmung entstanden ist, die man auf diese Weise nicht wieder verbessern kann. Hier braucht es andere, ehrliche Wege. Die Beratungen zu den Vorschlägen der Puk 1 und zu den Vorstössen, die zum Teil abgelehnt wurden, zeigen, dass vielen von uns die Schadenbegrenzung prioritäres Anliegen ist. Die Krisenbewältigung figuriert erst an zweiter Stelle.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Oehler: Herr Jaeger, erstens lassen wir es nicht zu, dass Sie Ihren Weg als den ehrlichen und die Wege der anderen als die unehrlichen bezeichnen.
Zweitens schätzen wir es, dass die Sekretäre der Bundesratsparteien die Arbeit erledigt haben und uns einen Vorschlag unterbreiten. Drittens – und das ist für uns bedeutend wichtiger – qualifizieren wir unsere Mitglieder der Puk selber und haben es nicht nötig, einen Ständerat, der gleichzeitig auch Brigadier ist, vor diesem Saal von Ihnen einstufen bzw. abqualifizieren zu lassen. *(Zwischenruf Jaeger:* So habe ich das nicht gemeint!)

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

M. **Jeanneret**: Une fois de plus, Monsieur Jaeger, par vos procédés, vous attirez les déclarations. J'en viens au problème que vous avez soulevé. Vous avez bien voulu reconnaître tout à l'heure que M. Massy pouvait représenter les petits groupes. Je rappelle que le Bureau se compose de deux radicaux, deux PDC, deux socialistes, un UDC et un représentant des trois petits groupes. Pendant huit ans, ce fut M. Müller. Jamais, le Parti libéral ne s'est permis d'estimer que M. Müller ne représentait pas nos intérêts au nom du Bureau. Vous venez de faire une très gentille déclaration, mais il y a un texte écrit par lequel vous reconnaissez que nous ne vous représentons pas. C'est bien, une fois plus, à l'image de vos procédés!

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.30 Uhr
La séance est levée à 12 h 30

Persönliche Vorstösse in Zusammenhang mit dem Puk-Bericht (89.006)

Interventions personnelles relevant du rapport de la CEP (89.006)

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 304 hiervor – Voir page 304 ci-devant

3. EMD. Untersuchung – DMF. Enquête

Fortsetzung – Suite

Hubacher: Wir schlagen vor, auch die Amtsführung im Eidgenössischen Militärdepartement in den Puk-Auftrag einzubeziehen. Es wird behauptet, das sei ein Misstrauensvotum auf Vorschuss gegen Bundesrat Villiger als neuen EMD-Vorsteher. Wir Sozialdemokraten haben aber nie erklärt, Bundesrat Villiger sei für die im EMD entdeckten Karteileichen verantwortlich. Im Gegenteil, er ist sozusagen das Opfer des herrschenden Systems.
Die sozialdemokratische Fraktion geht aber auch nicht von der Annahme aus, diese Karteien seien sozusagen durch die unsichtbare Hand Gottes angelegt worden. Der von der Bundesanwaltschaft heimlich installierte Geheimstaat im Staate war für die Oeffentlichkeit ein echter Schock. Bupoähnliche Spuren im EMD haben daher aufhorchen lassen. Ob sie nur noch zu Karteileichen oder auch zum nach wie vor aktuellen Tatort führen werden, muss abgeklärt werden. Was im Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement herausgekommen ist, muss sich im EMD nicht unbedingt wiederholen. Ob dort aber allenfalls eine sogenannt graue Eminenz nach der Devise operiert, es spiele keine Rolle, wer unter ihr Departementsvorsteher sei, könnte von öffentlichem Interesse sein. Um dieses politische Restrisiko geht es, und nicht um den Kopf von EMD-Vorsteher Villiger.
Nun ist uns natürlich die Betroffenheit von Herrn Bundesrat Villiger, wie sie aus seiner Rede vom letzten Donnerstag spür- und vernehmbar war, nicht entgangen. Engagierte Betroffenheit wird zur eindrücklichen Reaktion, wenn sich der Betroffene gegen ungerechte oder pauschale Vorwürfe und Verdächtigungen zu Recht wehrt. Betroffenheit verdeckt dann persönliche Empfindlichkeit, wenn der Briefträger für die schlechte Nachricht auch noch schuldig erklärt werden soll. Der Unterschied zwischen Empfindlichkeit und ungeduldiger Rechthaberei ist oft nur schwer erkennbar.
Wer kritische Journalisten mit dem Schimpfwort «Enthüllungsjournalismus» in die politische Pfanne zu hauen versucht, argumentiert nicht aus der Position der überzeugten Gewissheit heraus. Wenn der Vogel Albert Bachmann singt, ist dafür nicht der Journalist, sondern der Vogel selbst verantwortlich. Wenn der liberal-bürgerliche Journalist, Hauptmann und einzige Schweizer Uno-Delegierte in der Afghanistan-Kommission, Andreas Kohlschütter, sichtlich nicht leichten Herzens darlegt, was im EMD bisher für unmöglich gehalten wurde, dann hat dieser Hauptmann zumindest einmal Zivilcourage. Eine Ueberzeugung haben kostet bekanntlich nichts. Sie auch zu vertreten darf aber in diesem Lande nicht lebensgefährlich werden.
Wer Oppositionelle gegen die früheren stalinistischen Diktaturen in den Ostblockstaaten zu Recht bewunderte und beklatschte, darf Kritik im eigenen Lande nicht als unerwünschte Handlung diffamieren. Niemand fordert, Kritisierte müssten im Büsserhemd antreten. Aber es ist staatspolitisch wenig hilfreich, wenn das zu kurze liberale Hemd arge demokratische Blössen blosslegt.
Die liberale Berner Zeitung «Bund» hat dargelegt, warum unser Zusatzantrag keine Zumutung darstellt: «Wie sollen Nachrichtendienst, Abwehr und militärische Schnüffelkarteien untersucht werden, wenn nicht auch jenen, die dafür die politische Verantwortung tragen und trugen, etwas genauer auf die Finger geschaut werden darf? Mit einem Misstrauensvotum an die Adresse von Bundesrat Kaspar Villiger hätte das nichts zu tun. Auch für ihn dürfte es aufschlussreich sein, wenn Aussenstehende die Mechanismen im Militärdepartement einmal genau durchleuchten würden, wenn sie klären könnten, wieso einem EMD-Chef geheimniskrämerische Wursteleien einiger Beamten verborgen bleiben.»
Die Puk 1 erfüllte ihren parlamentarischen Auftrag deshalb so hervorragend, weil sie Kompetenzen hatte und weil sie handlungsfähig war. Dass sich die staatspolitische Aufräumarbeit mit der Puk 2 fortsetzen wird, war nicht unbedingt vorauszusehen. Für diesen Fall halten wir Sozialdemokraten uns an die Devise: Wenn schon, dann aber restlos offen. Dann darf nicht der geringste Verdacht aufkommen, es solle etwas vertuscht werden. Nur so wird die Puk 2 zur vertrauensbildenden Massnahme. Entweder wird sie Neues herausbringen oder Altes bestätigen. Ohne politisches Vertrauenskapital würde das Jubiläumsjahr 1991 zur «Tristesse de la Confédération». Wir sollten aber parlamentarische Impotenz nicht noch als Keuschheit feiern lassen.
Wir bitten Sie, dem Zusatzantrag zuzustimmen.

M. **Couchepin:** Une commission d'enquête parlementaire est une institution exceptionnelle. La loi le veut ainsi, et de son côté le Parlement n'en a jamais abusé jusqu'à ce jour. A notre connaissance, en effet, il n'y a eu que deux commissions d'enquête parlementaire dans l'histoire de ce Parlement: la première avait trait à l'affaire des Mirage, la seconde c'est la commission mise en place l'an passé pour examiner la gestion du Département de justice et police.
Le recours à cette procédure est donc rare, et cela est juste car la commission d'enquête acquiert, de par la rareté même de son intervention, le prestige nécessaire pour être respectée par l'opinion publique et surtout pour favoriser la restauration de la confiance en l'Etat lorsque des événements d'une portée exceptionnelle l'auraient ébranlée.
Aujourd'hui, les événements qui justifieraient la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire ne sont pas d'une portée telle que l'on doive recourir à une telle procédure, si l'on s'en tient à la lettre même de la loi. Néanmoins, au vu de l'atmosphère politique, les radicaux ont accepté de se rallier à la création de cette commission. Le fait précis qui définira par là même la portée du mandat de la commission est le suivant.
Un office de l'administration du Département militaire fédéral n'a pas informé correctement le chef de ce département. Ce dernier, se fondant sur ces bases, a donné à l'opinion publique des renseignements erronés. Or, il s'agissait de renseignements particulièrement sensibles sur le plan politique puisqu'ils touchaient le point délicat entre tous en démocratie du rapport entre la protection de l'Etat et celle de la sphère individuelle. En disant cela, je n'entends pas porter de jugement sur les intentions de ceux qui ont fourni à M. Villiger des renseignements erronés. Je constate simplement qu'objectivement ils étaient faux.
La commission devra donc établir la vérité et fixer les causes subjectives et objectives de ce dérapage. Elle devra dire aussi si cet incident est un accident isolé ou s'il est l'expression d'un problème plus profond et plus large. Le mandat de la commission est donc défini et il est limité par la nature des événements qui ont provoqué sa constitution. Il n'est pas question de transformer cette commission, contre l'esprit et le texte de la loi, en une commission générale d'enquête qui pourrait, à la manière des voltigeurs des anciennes armées, poursuivre tous les fantômes que l'histoire lointaine et récente a pu susciter. Parmi ces fantômes, j'évoque celui de M. Kohlschütter, qui est réapparu bien opportunément pour nourrir une polémique.
Nous nous élevons contre la tendance à confondre le passé et

la situation actuelle. Certes, dans cette enquête, le passé peut être évoqué, il doit même l'être, mais seulement dans la mesure où il influence concrètement et directement l'activité de l'administration actuelle. Tout le reste appartient à l'histoire et aux historiens, et pas à la politique.
Il va de soi que ce mandat ainsi défini n'autorise pas à revenir sur des mesures d'instruction ou de jugement devenues définitives. Ni le Parlement ni, *a fortiori*, la commission d'enquête parlementaire, ne sont des autorités en matière de révision de jugement. Nous saluons positivement le rétablissement, par le Conseil des Etats, d'une précision sur ce point.
Une commission d'enquête, c'est un mandat, ce sont des compétences, mais aussi et peut-être même davantage un style d'enquête et une participation active de parlementaires. La première commission a travaillé avec diligence et efficacité, nous le reconnaissons volontiers et avec plaisir. Cela tient à beaucoup de facteurs, mais en particulier aux règles très strictes de fonctionnement qui furent adoptées et surtout respectées. Aujourd'hui, en créant cette commission d'enquête, nous prenons une décision qui a pour but de restaurer, dans la mesure où elle a été atteinte, la confiance du public dans les organes de l'Etat. En ce sens, le spectacle donné la semaine passée par quelques orateurs est à mon avis catastrophique. Le tir systématique sur les candidats susceptibles de présider la commission n'est pas non plus de nature à nous rassurer.
En ce qui concerne le groupe radical, notre attitude a été très claire: depuis le début de cette affaire, nous avons été prêts à faire beaucoup de concessions pour apaiser le climat et favoriser le dialogue. Nous posons comme limite à notre bonne volonté qu'elle ne se laisse pas exploiter, sinon elle pourrait être interprétée comme un signe de faiblesse. Notre vision de l'Etat, à nous qui avons contribué plus que tout autre à créer cet Etat, est celle d'un Etat solide, sain, respectueux des règles démocratiques, mais qui ne se laisse jamais ballotter par la démagogie ou la politique politicienne. C'est pourquoi nous voterons le texte issu des délibérations du Conseil des Etats et nous repousserons toutes les autres propositions d'amendement.

Frau **Bär:** Wenn ich jetzt feststelle, wir hätten bei uns ein Zweikammersystem, meine ich damit nicht die Binsenwahrheit Ständerat und Nationalrat; nein, ich spreche von unserem Rat alleine. Auch wir haben ein Zweikammern-, man kann auch sagen, ein Zweiklassensystem: diejenige Klasse, die hinter verschlossenen Türen wichtige Geschäfte miteinander aushandelt, (genannt Bundesratsparteien), und die andere, die aus den Medien erfahren darf, zu welchen Schlüssen die erste gekommen ist. So auch geschehen bei diesem wichtigen, ja ausserordentlichen Bundesbeschluss zur Einsetzung einer EMD-Puk. Dieses Vorgehen und diese Haltung zeugten von einer Geringschätzung der politischen Minderheiten. Und genau dieser mangelnde Respekt vor Andersdenkenden und Minderheiten ist eine der Grundursachen der Krise, in der wir jetzt stecken.
Vor einer Woche waren wir uns in diesem Saal verbal einig. Es gilt, alles zu unternehmen, um so rasch als möglich aus der Vertrauenskrise herauszufinden. Am Dienstag, als die ersten Taten folgen sollten, wurden die wichtigsten Vorstösse von der Mehrheit abgelehnt. Vertrauen kann man aber nicht einfach proklamieren, wie das Herr Reichling mit seinem Ablehnungsantrag will. Vertrauen müssen wir uns mühsam mit einer absolut umfassenden Untersuchung und Ausleuchtung aller EMD-Dunkelstellen erarbeiten.
Nun hat das Büro beschlossen, den Auftrag an die neue Puk nicht offen und umfassend zu formulieren. Die Führung des EMD soll nicht hinterfragt werden, weil dies als ein Misstrauensvotum gegen Herrn Villiger ausgelegt werden könnte. Obschon sich Herr Villiger bis vor kurzem in einer eigenartigen Weise gegen eine neue Puk gewehrt hat, geht es hier ja nicht um ihn oder nur zum kleinsten Teil. Es geht um Chefbeamte und um die Vorgänger von Herrn Villiger. Ich frage Sie: Wie wollen Sie den Dingen auf den Grund gehen? Wie wollen Sie sich umfassend über das Geschehen ins Bild setzen, wenn die Führungsleute des Departementes von der Untersuchung ausgenommen sind?
«Der Fisch beginnt beim Kopf zu stinken», sagt nicht nur der Volksmund, sondern das ist ein Grundsatz, der im Militär häufig zitiert wird, wie mir ein Truppenarzt glaubhaft versichert hat. Wir können nicht die Tätigkeit der unteren Beamten beurteilen, ohne die Rolle des Chefs auszuleuchten. Je enger Sie aber den Auftrag formulieren, desto wahrscheinlicher ist, dass die Enthüllungen, Gerüchte und Verdächtigungen nicht aufhören, desto wahrscheinlicher ist auch, dass die Puk 2 nicht die ganze Wahrheit an den Tag bringt. Aber genau das muss jetzt geschehen. Wir müssen alles Interesse an der Wahrheitsfindung haben, und die Bevölkerung hat ein Recht auf diese Wahrheit. Nur so gelingt ein Neuanfang. In die Zukunft können wir nur blicken, wenn wir radikale Vergangenheitsbewältigung gemacht haben. Die Art und Weise, wie die Fälle Bachmann und Jeanmaire abgehandelt wurden, sollten uns Warnung genug sein. Hier hat uns die Vergangenheit wieder eingeholt, weil nicht alle Schatten ausgeleuchtet wurden. Wir tun deshalb gut daran, die Untersuchung des Falles Jeanmaire nicht auszuklammern. Hier waren zu viele Leute in der wichtigen Phase der parlamentarischen Untersuchung beteiligt, die im Lichte des Puk-Berichtes an Glanz verloren haben. Die Tatsache auch, dass der Angeschuldigte von der Kommission nie angehört wurde, verstösst gegen einen wichtigen Grundsatz. Die Puk 2 muss diesen Verstoss korrigieren. Man kann die Una nicht untersuchen, wenn der Fall Jeanmaire ausgeklammert wird; das gehört untrennbar zusammen. Damit ist die Gewaltenteilung zwischen Parlament und Justiz nicht tangiert.
Die grüne Fraktion wird den Anträgen der Minderheit Jaeger zustimmen und bittet Sie, dasselbe zu tun.

Fischer-Hägglingen: Ich kann Ihnen mitteilen, dass die SVP-Fraktion mehrheitlich für die Einsetzung einer Puk im Bereich des Nachrichtendienstes des Militärdepartementes stimmen wird.
Die Fraktion hat sich diesen Entscheid nicht leicht gemacht. Gemäss Geschäftsverkehrsgesetz ist dann eine Puk einzusetzen, wenn Vorkommnisse von grosser Tragweite – ich unterstreiche: von grosser Tragweite – einer besonderen Klärung bedürfen. Wenn wir von dieser Gesetzesbestimmung ausgehen, müsste die Einsetzung verneint werden.
Wir bezweifeln, dass die sogenannten Enthüllungen Vorkommnisse von grosser Tragweite sind. Gesicherte Tatsachen sind eigentlich nur die gefundenen Karteien. Die Präsentation des Falles Bachmann ist zum Teil kalter Kaffee, über den in der Geschäftsprüfungskommission, in diesem Rat und in den Medien in den Jahren 1980 und 1981 eingehend diskutiert wurde. Alles andere sind Gerüchte, Mutmassungen, Verdächtigungen und zum Teil persönliche Abrechnungen von frustrierten ehemaligen Mitarbeitern im Nachrichtendienst.
Auf der andern Seite hat die ganze Diskussion gezeigt, dass doch einige offene Fragen rund um die Una nicht schlüssig beantwortet werden können. Darum ist es vermutlich richtig, wenn man diesen Fragen nachgeht und Licht ins Dunkel bringt. Da in der Politik Offenheit wohl eines der besten Mittel ist, verlorenes Vertrauen zurückzugewinnen, müssen für einmal juristische und formale Ueberlegungen in den Hintergrund treten.
Deshalb stimmt die Fraktion aus politischen Gründen der Einsetzung der Puk 2 mehrheitlich zu. Die Fraktion erachtet dies – wie alle übrigen Massnahmen, die wir bereits beschlossen oder in Aussicht gestellt haben – als vertrauensbildend. Vertrauensfördernd wäre es aber wohl auch, wenn wir in diesem Haus und in der Oeffentlichkeit einen anderen Stil und einen anderen Ton finden würden. Zur persönlichen oder parteipolitischen Profilierung eignet sich dieses Geschäft schon lange nicht mehr. Die Bevölkerung hat das parteipolitische Gezänk schon lange satt. Gefragt ist gemeinsames Handeln ohne Polemik und wahltaktische Hintergedanken. Es bringt auch nicht viel, höchstens noch grösseren Schaden, wenn unser Staat permanent als Schnüffelstaat, Bananenrepublik und Polizeistaat hingestellt wird. Dies ist eine masslose Lüge. Es handelt sich doch um diesen Staat, um unseren Staat, den wir gemeinsam tragen und gemeinsam gestalten wollen.
Vertrauensfördernd könnten auch unsere Medien wirken. Mit Sensationshascherei und Boulevardisierung können vielleicht

kurzfristig die Auflagen oder die Einschaltquoten gesteigert werden. Aber dies ist kaum der Stil, mit dem in einer direkten Demokratie politische Themen zu behandeln sind. Verlangt sind nicht Kritiklosigkeit, sondern Korrektheit und Fairness.
Die SVP-Fraktion ist der Auffassung, dass im Auftrag an die Puk einerseits möglichst präzis umschrieben werden sollte, welche Gebiete zu untersuchen sind. Anderseits ist der Beschluss so zu fassen, dass die Kommission nicht allzu stark in ihrer Arbeit eingeengt wird. Wenn wir die ständerätliche Fassung dieses Beschlusses betrachten, so stellen wir fest, dass diese beiden Kriterien erfüllt werden. Es ist ohne weiteres möglich, dass mit Absatz 2 auch die Chefbeamten der obersten Etage des Departementes einbezogen werden, wenn dies die Kommission als richtig erachtet, und nicht nur die unteren Aemter, wie das vorher von Frau Bär dargelegt wurde.
Die Fraktion hält es für nicht angebracht, das ganze EMD zu durchleuchten, da bis jetzt keine Anhaltspunkte vorliegen, die darauf hindeuten würden, dass das Departement vom jetzigen oder von den vorangehenden Vorstehern nicht richtig geführt worden wäre. Eine Ausweitung wäre aber auch ein Eingeständnis, dass die Geschäftsprüfungskommissionen ihrer Aufgabe nicht nachgekommen sind. Die Fraktion erachtet die Geschäftsprüfungskommissionen beider Räte nach wie vor als das Instrument für die Verwaltungskontrolle. Die Ausgangslage ist auch nicht die gleiche wie beim Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement. Darum ist auch der Auftrag anders zu umschreiben.
Auch müssen wir aufpassen, dass wir die Kriterien für die Einsetzung der Puk nicht zu tief ansetzen, sonst wird dieses Instrument entwertet und wir müssten zu häufig auf dieses Instrument zurückgreifen. Vorkommnisse in andern Departementen könnten nämlich gleich leicht und mit der gleichen Methode zu einer Staatsaffäre hinaufstilisiert werden. Es gilt, auch in bewegten Zeiten klaren Kopf zu bewahren und die Probleme mit angemessenen Mitteln zu lösen. Ich hoffe, dass man wegen dieser unterschiedlichen Formulierungsvorschläge sich nicht wieder gegenseitig Vorwürfe macht und in eine unverhältnismässige Polemik verfällt. Die Formulierungen liegen nämlich – wenn Sie sie genau studieren – gar nicht so weit auseinander. Für die SVP-Fraktion ist die Fassung des Ständerates die bessere. Darum wird unsere Fraktion dieser Formulierung zustimmen.

M. **Darbellay:** Le problème devant lequel nous sommes placés aujourd'hui est un problème de confiance, et nous devons faire ce qui est en notre pouvoir pour rétablir cette confiance de manière totale et le plus rapidement possible. C'est dans ce sens que le groupe démocrate-chrétien se prononce pour l'institution d'une commission d'enquête parlementaire.
On pouvait se poser la question – du moment que certains faits se sont passés, entraînant une baisse de la confiance du peuple – de savoir si nous devrions utiliser les moyens ordinaires à notre disposition, c'est-à-dire la Commission de gestion, ou avoir recours, une fois encore, à une commission particulière. Loin de nous l'idée de vouloir dévaloriser la Commission de gestion. Cette dernière a un mandat général de surveillance de l'administration, dont elle peut s'acquitter, mais elle ne dispose pas de tous les moyens voulus pour exercer un mandat particulier. Par exemple, elle ne peut pas entendre des témoins en dehors de l'administration.
Nous pensons donc que, dans le cas présent, il faut choisir le moyen le plus efficace. La Commission de gestion elle-même en était d'ailleurs consciente, puisqu'elle proposait de créer en son sein un groupe jouissant des compétences de la commission d'enquête afin de remplir un rôle semblable. A notre avis, il est plus judicieux de laisser la Commission de gestion s'occuper des problèmes généraux qui lui sont attribués et de confier les problèmes spécifiques à une commission d'enquête.
Dorénavant d'ailleurs, si vous acceptez l'initiative parlementaire qui vous est soumise, la Commission de gestion aura elle-même les pouvoirs voulus pour décider en son sein d'un groupe ayant une mission particulière.
Au moment où nous acceptons l'idée d'une commission d'enquête, reste à définir son mandat. Or, nous ne sommes point libres pour ce faire, puisqu'il faut tenir compte des données légales. Celles-ci sont fixées à l'article 55 de la loi sur les rapports entre les conseils. Des événements particuliers doivent nécessiter une étude particulière. Ce n'est point d'une mission générale qu'il s'agit mais d'une mission en fonction de ces événements particuliers. Nous estimons que l'alinéa premier de l'article 2 du projet qui nous est soumis par le Bureau contient ces éléments et donne de manière précise le mandat à la commission. Cependant, il est bien clair que ni vous ni moi ne voulons être, l'année prochaine, confrontés aux mêmes problèmes. Nous ne voulons pas être obligés de désigner une Commission d'enquête parlementaire 3, ni de reprendre le mandat et de le compléter à ce moment-là. C'est pourquoi, de façon fort judicieuse, le Bureau a prévu un alinéa 2 à cet article 2 stipulant que, «dans le cadre de ce mandat, l'enquête peut être étendue; elle portera sur les activités d'offices et d'autres services». La commission ne sera donc pas limitée dans son mandat au cas où elle découvrirait quelque chose concernant un autre service, et aura la possibilité de mener l'enquête voulue.
Un autre problème s'est également posé, celui de la séparation des pouvoirs judiciaire et législatif. Le Bureau nous a affirmé qu'il n'est pas dans les compétences d'une commission d'enquête parlementaire de reprendre des actes ayant fait l'objet d'un jugement d'un tribunal suisse. Le Conseil des Etats a jugé plus opportun d'ajouter cette précision. Comme il n'y a pas de différence matérielle sensible, nous pensons que, dans le but d'accélérer le processus, nous pouvons ici nous rallier au Conseil des Etats.
J'en viens au troisième point: après la création de la commission et le mandat qui lui est attribué, se pose le problème des personnes. Il faudra créer aujourd'hui les deux commissions d'enquête du Conseil national et du Conseil des Etats, qui sont appelées ensuite à n'en faire qu'une. Il est évident que cette commission a besoin de crédit afin d'accomplir son travail. Je me permets de m'élever très fortement contre ceux qui, *a priori*, mettent en doute le crédit de cette commission. De certains côtés, on serait en train de faire une espèce de chasse aux sorcières en s'attaquant à tous et à chacun. Dès qu'un nom est prononcé, on commence à le disqualifier. Des propos entendus ici ne devraient pas sortir de la bouche de conseillers nationaux.
Je vous invite par conséquent à faire preuve d'un souci de respect des personnes et de leur travail. Elles vont se dévouer largement, parce qu'on leur demande un travail absolument extraordinaire. Il s'agit donc, non pas de les disqualifier et de diminuer la valeur de leur travail, mais de les aider et de porter avec elles les responsabilités dont elles seront chargées.

Jaeger: Herr Villiger hat sich fast über Enthüllungen mokiert, wie beispielsweise jene der Geheimarmee und des Exilbundesrates. Ich möchte ihm in diesen wenigen Punkten, durchaus recht geben. Hier geht es zum Teil sicher um Enthüllungen, die fast unter das Kapitel absurdes Theater gehören, aber kaum zu einer wirklichen Offenlegung der sehr problematischen Zustände im EMD beitragen.
Anderseits muss ich schon sagen – auch ich habe in den letzten Tagen in diesem Rate die Medienschelte mitbekommen, und das gibt mir doch zu denken –: Wenn einfach alle, die irgendeinen Sachverhalt, einen unrechten Sachverhalt, ans Licht bringen, gleich als «Enthüller» vom Dienst abgetan werden, da kann da etwas nicht stimmen. Es gibt doch viele Leute, die aus einer inneren Gewissensnot solche Dinge an den Tag bringen. Denken wir daran, dass ohne Enthüllungen, ohne die Medien der Fall Kopp wahrscheinlich nicht ans Licht gekommen wäre. Und alles, was in der Nachfolge zu diesem Fall ebenfalls ans Licht gekommen ist, wäre nicht oder vielleicht erst viel später an die Oeffentlichkeit gelangt, und wir hätten einen noch viel grösseren Scherbenhaufen aufzuräumen gehabt als jetzt. Es ist völlig verfehlt, den Ueberbringer der schlechten Nachricht zu beschimpfen, ihn zu strafen, denn wenn etwas enthüllt wird, wenn Missstände von den Medien an den Pranger gestellt werden müssen, so müssen nicht die beschimpft werden, die ihrer Pflicht nachkommen, sondern

jene, die für den Informationsgrund der Enthüllung und der Kritik gesorgt haben.
Es ist doch so: In den letzten Monaten haben viele von uns – ich gehöre auch dazu – sehr oft mit fast verklärtem Blick nach Osten geschaut, haben festgestellt, wie dort demokratisches Erwachen stattfindet, die Pressefreiheit mehr und mehr zum Tragen kommt und wie man plötzlich auch mit der Opposition den Dialog führt. Aber wenn man das schon so bewundert, dann sollte man doch mit allem Engagement und mit grösster Ueberzeugung auch im eigenen Lande zu dieser liberalen Kultur stehen, sollte Medienfreiheit weit voranstellen und auch den Dialog mit der Opposition zu führen wissen.
Da muss ich natürlich nochmals auf das zurückkommen, was ich schon Donnerstag gesagt habe: Es geht nicht an, dass beispielsweise Minderheitsgruppen bei einem politischen Entscheid, wie ihn die Auftraggebung für die Puk 2 darstellt, ausgeschlossen werden. Ich kritisiere nicht Sie, Herr Massy, Sie haben das völlig falsch verstanden. Sie haben unsere persönlichen Interessen sicher immer gut vertreten. Ich danke vielmals dafür. Das habe ich nie kritisiert. Aber Sie können uns nicht vertreten, wenn es um eine politische Entscheidung geht. Hier, bei der Puk-Auftragserteilung, geht es um eine politische Entscheidung, von der wir eben ausgeklammert worden sind. Dagegen dürfen wir uns sicher auch wehren.
Wir möchten einen erweiterten Auftrag für die Puk 2. Wir möchten einen Auftrag, in dem beispielsweise auch der Fall Jeanmaire miteinbezogen werden kann, so wie in der Fassung der Büros. Wir können dem, was der Ständerat will, nicht zustimmen, denn eine strikte Ausklammerung der Affäre Jeanmaire würde die Untersuchung lähmen, weil fast alle wichtigen Vorkommnisse in der Una doch auch in einem engeren oder weiteren Zusammenhang mit dem Fall Jeanmaire stehen.
Es wurde von Herrn Bundesrat Villiger gesagt, die V-Kartei existiere nicht mehr. Aber sie existiert noch, «parkiert» in der Bundesanwaltschaft. In der politischen Polizei ist sie also noch vorhanden, deshalb braucht es die Offenlegung. Herr Fischer-Hägglingen, wir behaupten nicht, dass dieser Staat ein Schnüffelstaat sei, aber wir behaupten, dass in diesem Staat ein Schnüffelstaat entstanden ist. Es hat also einen Staat im Staate gegeben, und das kritisieren wir, dagegen kämpfen wir. Das ist nichts anderes als eine liberale Pflicht, und es stünde all jenen, die sich doch liberal nennen, gut an, sich für dieses liberale Postulat einzusetzen. Wenn Herr Villiger sagt, das EMD habe selber keine Schnüffelorganisation, muss man halt doch den Jeanmaire-Bericht, den er zitiert, weiterlesen: «Wichtig erscheint der Arbeitsgruppe in diesem Zusammenhang, dass die Bundespolizei Einfluss auf die Ausbildung der kantonalen oder kommunalen Nachrichtendienste zu nehmen versucht. Eine Möglichkeit dazu besteht im Rahmen des Sicherheitsdienstes der Armee, der sich hauptsächlich aus Angehörigen der kantonalen und kommunalen Polizeikorps zusammensetzt, aber erst im Kriegsfall voll aktiv wird. Eine Entlastung der Bundespolizei durch diesen Dienst ist deshalb nur beschränkt möglich.» Soviel aus dem Jeanmaire-Bericht.
Zum Sicherheitsdienst der Armee: Er ist der Abteilung Abwehr der Una angegliedert, genauer der «Sektion militärische Sicherheitsdienste», abgekürzt MSD. Polizisten machen dort ihre WK zum Teil. Eingeteilt sind ein Grossteil der Polizeioffiziere und weitere Polizeikader. Zwischen MSD und Bundespolizei gibt es sogar eine räumliche Beziehung. Die Geschäftsstelle des MSD ist nach zuverlässigen Informationen im Gebäude der Bundesanwaltschaft untergebracht. Das zeigt doch, wie eng hier die Vernetzung ist, und da bestehen eben gewisse Gefahren.
Herr Villiger hat in seiner Offensive vom letzten Donnerstag persönliche Betroffenheit an den Tag gelegt. Das haben wir ihm abgenommen. Aber damit ist die Sache politisch nicht aufgearbeitet. Denken wir auch an das Image im Ausland. Ich habe einen Kollegen, der hat in den letzten zwei Wochen in der Sowjetunion, in Moskau, am Fernsehen alles mitbekommen, was wir hier besprochen und beschlossen haben. Offensichtlich sind wir zum Frontaufmacher geworden, und ich glaube, dass wir dafür sorgen müssen, dass dem bald nicht mehr so sein wird.
Erlauben Sie mir zum Schluss einige grundsätzliche Anmerkungen: Ich glaube, dass es sich auch im Zusammenhang mit der Auftragserteilung an die neue Puk lohnt, sich einmal einige Gedanken über Liberalismus zu machen. Liberalismus bedeutet: Machtkontrolle, Anfechtung der Macht, aber auch Transparenz, Durchschaubarkeit der Entscheidungen und der Institutionen, vor allem auch Schutz der persönlichen Integrität der Individuen vor privaten und staatlichen Uebergriffen. Dazu kommt als ganz wesentliches Postulat die Toleranz gegenüber Andersdenkenden. Ich meine, dass gerade im Zusammenhang mit unserer Diskussion diese Werte in den Vordergrund gestellt werden müssten. Es geht um urliberale Anliegen, für die wir uns hier einsetzen. Wir wollen Offenlegung, wir wollen die volle Wahrheit, und wir wollen die Satisfaktion der Betroffenen dort, wo es echt Betroffene gibt. Wir wollen sie in ihrer Integrität schützen gegen Uebergriffe der Macht, gegen Uebergriffe eines Staates, der seine Grenzen überschritten hat. Aus diesem Grunde wünschen wir einen möglichst breit angelegten Auftrag für die Puk. Es soll auch die Amtsführung, es sollen auch die Informationsflüsse im EMD und von diesem zum Bundesrat und zum Gesamtbundesrat untersucht werden können. Deshalb beantragen wir Ihnen in einem Minderheitsantrag – ähnlich wie das auch Herr Hubacher gemacht hat – eine Erweiterung, so dass wirklich ein lückenloser Beitrag geleistet werden kann, um Wahrheit, Klarheit zu schaffen und so einen wichtigen Schritt in Richtung Wiederherstellung des Vertrauens zu tun.
Ich bitte Sie, unseren Anträgen zuzustimmen und der zweiten Puk die Möglichkeit zu geben, nun wirklich dafür zu sorgen, dass die enthüllten Missstände, die so stark der Kritik unterzogen worden sind, endlich beseitigt werden können, damit wir den Schutt aufräumen können und die Bevölkerung wieder Vertrauen in diesen Staat gewinnt.

M. **Guinand**: Un accord de principe semble être établi s'agissant de la création d'une seconde commission d'enquête parlementaire. Les quatre partis gouvernementaux en ont ainsi décidé.
Fondamentalement, le groupe libéral partageait l'avis exprimé par le Bureau, dans sa prise de position du 8 février. L'institution d'une commission d'enquête parlementaire, au sens de la loi sur les rapports entre les conseils, doit rester réservée à des circonstances exceptionnelles. C'est pour cela qu'elle est prévue. Ces circonstances exceptionnelles étaient manifestement réalisées lorsque la commission chargée d'enquêter sur les circonstances de la démission de Mme Kopp, sur la gestion de son département et du Ministère public a été créée. La démission d'un membre du gouvernement, accusé d'avoir violé le secret de fonction, et les graves accusations portées à l'encontre du Ministère public, soupçonné d'avoir été infiltré par le crime organisé, le justifiaient pleinement. Il s'agissait bien d'événements extraordinaires survenus dans l'administration.
Les travaux de la commission d'enquête ont permis, à cet égard, de révéler que certaines activités de l'administration ne pouvaient pas être contrôlées de manière suffisamment efficace par les règles ordinaires de surveillance et que les Commissions de gestion n'avaient pas toujours les pouvoirs nécessaires pour vérifier le bon fonctionnement de certains secteurs de l'administration. Il a fallu la Commission d'enquête parlementaire pour que soient éclairées les questions relatives aux écoutes téléphoniques; il a fallu la Commission d'enquête parlementaire pour révéler l'existence de pratiques contestables dans la tenue des fichiers de la Police fédérale. Grâce aux travaux de la Commisssion d'enquête parlementaire, des corrections pourront être apportées et l'on ne peut que s'en féliciter. C'est pour éviter d'avoir à recourir à une commission d'enquête dans le cadre du contrôle de la gestion qu'a été déposée l'initiative parlementaire que le Parlement a acceptée en décembre dernier.
Les investigations auxquelles on souhaite procéder à l'égard du Département militaire fédéral pourraient être entreprises, sans difficulté, par les Commissions de gestion, si l'initiative parlementaire avait été mise en oeuvre entre-temps. Ce n'est,

malheureusement, pas encore le cas. Est-ce suffisant pour créer une nouvelle commission d'enquête? Nous en doutons. Que l'on nous comprenne bien. Il ne s'agit pas pour nous de contester la nécessité d'un contrôle accru et approfondi des activités des services de renseignements militaires, ni d'empêcher que toute la clarté soit faite sur l'affaire des fichiers. C'est la voie choisie qui nous paraît discutable. Les difficultés rencontrées au Conseil des Etats, puis maintenant devant notre conseil en sont la preuve.
Lorsqu'il s'est agi, en février 1989, de créer une commission d'enquête, le principe d'une telle commission s'est d'emblée imposé. Personne ne l'a contesté, son mandat a très rapidement été déterminé; il suivait d'ailleurs les événements incriminés et l'arrêté a été adopté, à l'unanimité, sans discussion de détail. Il n'en est rien aujourd'hui où, tant le principe même de la constitution d'une commission d'enquête que la détermination de son mandat sont discutés et contestés.
Il est donc tout à fait regrettable que les partis gouvernementaux ne soient pas parvenus à se mettre d'accord sur une solution incontestée, qui aurait pu être trouvée dans le cadre du contrôle de la gestion du Conseil fédéral et qui aurait évité de donner une interprétation extensive aux dipositions de la loi sur les rapports entre les conseils, qui prévoit la création de commissions d'enquêtes parlementaires. Au moment où chacun parle de restaurer la confiance, on aurait pu le souhaiter.
C'est pourquoi nous demandons que l'initiative de la Commission d'enquête parlementaire soit mise en oeuvre dans les plus brefs délais et que, à l'avenir, le recours à une commission d'enquête, tel que prévu par la loi sur les rapports entre les conseils, reste tout à fait exceptionnel. Sa banalisation ne pourrait d'ailleurs que nuire au rôle important qu'une telle commission est appelée à jouer quand les circonstances exigent sa création.
Pour le surplus, nous ajouterons que le groupe libéral rejettera la proposition de M. Jaeger. M. Jeanneret a dit ce qu'il fallait en penser. Nous rejetterons également l'amendement de M. Hubacher qui vise à étendre le mandat de la commission et nous nous rallierons finalement au texte de l'arrêté tel qu'amendé par le Conseil des Etats.

Frau **Mauch** Ursula: Die SP-Fraktion hätte eigentlich auf das Wort verzichten können, denn wir wollten ja schon nach der Puk-1-Debatte unbedingt die Untersuchung auf das EMD ausgedehnt haben. Wir sind selbstverständlich für die Puk 2, denn die enge Verknüpfung der Una mit der Bundespolizei macht dies unbedingt nötig. Das ist eine vertrauensbildende Massnahme.
Herr Couchepin hat eigenartige Töne angeschlagen. Er hat gesagt, der gute Wille der FDP habe seine Grenzen. Ich kann Ihnen sagen: Der gute Wille der SP hat auch seine Grenzen, und wir sind die Betroffenen. Ich glaube, wir müssen mithelfen, die Grenzen festzulegen.
Herr Couchepin hat vom Opportunismus des Herrn Kohlschütter und von der Demagogie gegen die politische Polizei gesprochen. Das ist die falsche Fährte, Herr Couchepin. Sie ist insbesondere abseits der Bevölkerung. Hat denn tatsächlich die FDP-Fraktion aus allem, was passiert ist, nichts gelernt? Hat sie die Zeichen an der Wand der Zürcher Wahlen ebenfalls nicht erkannt?
Wir sind für umfassende Abklärungen; wir verstehen nicht, wer Angst vor umfassenden Abklärungen hat. Es geht nicht darum, Herrn Bundesrat Villiger im Regen stehenzulassen, sondern es geht darum, die Missbräuche abzuklären, die auch im EMD vorgekommen sind. Es kann aus unserer Sicht nichts anderes in Frage kommen als eine Untersuchung mit umfassender Transparenz; nicht «vermutlich», wie das Herr Fischer-Hägglingen gesagt hat, sondern eindeutig nichts anderes. Die weite Fassung, die Herr Hubacher und in ähnlicher Form auch Herr Jaeger vorschlagen, muss unbedingt unterstützt werden.
Was die Mitglieder der Kommission anbelangt, sind wir absolut dafür, dass keine Hexenjagden eröffnet werden. Wir waren eigentlich schon dieser Ansicht, als die Puk 1 zusammengestellt wurde!
Die SP-Fraktion bittet Sie, nicht nur dem Bundesbeschluss zuzustimmen, sondern insbesondere auch der Fassung von Herrn Hubacher die Unterstützung zu geben.

M. **Spielmann:** Il ressort des débats de la semaine dernière ainsi que de l'introduction faite tout à l'heure par les groupes qu'au sein de ce conseil on est relativement peu conscient de l'importance du problème soulevé. Lorsque le porte-parole du PDC a pris la parole, j'ai tendu l'oreille, pensant qu'il intervenait sur les problèmes posés par les révélations au Département militaire, et j'ai constaté avec étonnement qu'il parlait de la nomination du futur président et d'une chasse aux sorcières avant cette nomination. La préoccupation principale de notre conseil est donc de savoir qui sera nommé à la présidence et qui va enquêter, en définitive. Ce fait m'avait déjà surpris lorsque nous avons reçu, avant cette session, une lettre du président d'une des commissions qui nous expliquait qu'on allait créer une commission d'enquête constituée d'un nombre restreint de commissaires tenus au secret! Toujours ce fameux secret!
Ce que je voudrais dire ici, principalement dans le domaine du Département militaire, c'est qu'il faut cesser de vouloir marginaliser toute une partie de la population. On a tenté de le faire dans le débat sur l'initiative «Pour une Suisse sans armée» et on vu le résultat. S'enfoncer dans cette marginalisation, penser qu'on peut continuer, à l'échelon parlementaire, à faire des investigations dans le secret, avec des hommes politiques et des partis largement responsables de ce qui s'est passé et, au surplus, en étant toujours en retard d'une révélation n'est pas la solution. Le Conseil fédéral lui-même nous a informés, la semaine dernière, que la commission d'enquête précédente avait failli puisque, malgré toutes ses investigations, elle n'était pas parvenue à établir toute la vérité sur ce qui se passait à l'intérieur du Département de justice et police, et plus précisément du Ministère public de la Confédération. Par conséquent, il y a d'un côté l'aveu des limites mêmes d'une telle commission; de l'autre, on prépare la création d'une commission, dont le souci principal est de nommer un président, et surtout, de maintenir le secret et de limiter les investigations.
J'étais intervenu dans le débat précédent pour dire que, si l'on voulait réellement rétablir la confiance, il fallait ouvrir cette commission parlementaire à ceux qui ont été les victimes de certaines de ces pratiques. On a appris au cours des révélations successives que non seulement on avait prévu, au Département militaire, une liste de personnes à incarcérer dans ce pays, mais encore l'exil du gouvernement en Irlande, tantôt avec les socialistes, tantôt sans eux – j'ignore quel aurait été leur rôle – qu'on avait établi des fiches, etc. Il y a une série de révélations graves qui n'appartiennent peut-être qu'au passé, mais ce qui m'inquiète, c'est de savoir comment on va maintenant rétablir la confiance. Je fais appel à ce Parlement: pensez-vous réellement rétablir la confiance avec un petit groupe de commissaires confinés au secret et sans possibilité réelle de faire toute la lumière, non seulement sur la chasse aux sorcières à propos du futur président, mais sur ce qui s'est passé réellement au Département militaire fédéral? Et on n'est peut-être pas encore à l'abri de nouvelles révélations.
Il faut donc donner à cette commission d'enquête le mandat le plus vaste possible, l'élargir et lui donner la possibilité de travailler dans la transparence la plus complète. Je veux bien qu'au sein du Département militaire il y ait un certain nombre de secrets à garder en ce qui concerne la défense stratégique du pays, mais je ne crois pas qu'on puisse prétendre que les personnes appelées à faire la lumière puissent mettre le pays en danger. Cela ferait bientôt rire toute la population suisse. Ce qui est important, c'est de rétablir la confiance et, pour cela, il faut ouvrir cette commission.
On nous a encore expliqué qu'après la découverte de fichiers au Département militaire on avait assuré leur mise en sécurité. Une commission composée de trois membres du Conseil national, ainsi que du porte-parole de l'état-major général de l'armée et de M. Cincera avait été chargée d'assurer la sécurité des fichiers. Reconnaissez tout de même que pour rétablir la confiance, pour ouvrir les fichiers et faire la transparence, des

hommes tels que Cincera et de telles démarches ne sont pas tout à fait appropriés!
Il s'agit donc pour le Parlement de redresser résolument la barre, de mettre la démocratie et la transparence à l'ordre du jour et de donner les moyens à ceux qui ont été les victimes de rétablir la vérité.

Reimann Maximilian: Eigentlich gehörte auch ich lange zu den Skeptikern, ob eine Puk 2 wirklich nötig sei. Aus der «Fichomanie» soll schliesslich nicht auch noch eine «Pukomanie» werden. In diesem Punkt teile ich die Auffassung von Kollege Reichling eigentlich. Wenn ich trotzdem für die Einsetzung einer EMD-Puk stimmen werde, so deshalb, weil die aufgeworfenen Fragen, Themen und Unsicherheiten rund um das EMD einer raschen Aufklärung bedürfen. Die GPK wäre dazu innert der gewünschten Frist nicht in der Lage, es sei denn, sie würde andere Pflichten vernachlässigen.
Der EMD-Puk-Bericht muss aber unbedingt bis im Herbst abgeschlosssen sein. Wenn schon immer, namentlich von linker Seite behauptet wird, das Volk sei aufgewühlt, habe das Vertrauen in Staat und Behörden verloren, dann muss dieses Vertrauen möglichst rasch wiederhergestellt werden. Eine Erstreckung des Puk-Berichtes über das gesamte Militärdepartement steht dieser zeitlichen Dringlichkeit somit eindeutig im Weg; zehn wenige Puk-Mitglieder würden hiezu niemals ausreichen. Nun noch Bemerkungen zu zwei Einzelaspekten, zum Thema Jeanmaire und zum Fall Kohlschütter/Una.
Zum Fall Jeanmaire/Ostspionage: Die Petition unserer Luzerner alt Kollegen Müller-Marzohl und Ackermann gibt einerseits in der Tat zum Nachdenken Anlass. Anderseits soll aber ein höchstrichterliches Urteil mit Rücksicht auf das Prinzip der Gewaltentrennung vom Parlament nicht hinterfragt werden. Ich sehe aber einen Mittelweg, wie die Puk in diesem Bereich von Spionage und Landesverrat doch noch aktiv werden könnte. Die Entwicklung in Osteuropa kommt uns zur Stunde sehr entgegen. Ich schliesse nicht aus, dass die Geheimdienste in osteuropäischen Ländern langsam, aber sicher von ehemaligen Feinden zu unseren Freunden, Helfern und Verbündeten werden könnten; sie dürften uns über kurz oder lang ihre geheimen Archive öffnen. Beim ehemaligen Stasi der DDR ist dies schon bald der Fall. Es wird von dort hochbrisanter politischer Sprengstoff ans Tageslicht kommen, mit Verbindungslinien auch in die Schweiz. Hier sollte die Puk ebenfalls die Hebel ansetzen; sie soll versuchen, mit Hilfe unserer diplomatischen Kanäle herauszufinden, welche Personen und Organisationen in der Schweiz mit ehemals feindlichen, ausländischen Geheimdiensten zusammengearbeitet haben. Vielleicht lassen sich auf diese Weise auch neue Schlüsse im Fall Jeanmaire ziehen.
Zum Fall Kohlschütter/Una: Frau Grendelmeier, ich möchte nicht wiederholen, was Bundesrat Villiger zu diesem Thema schon gesagt hat. Aber einer Frage muss die Puk schon ihre besondere Aufmerksamkeit schenken: Wie kommt es, dass ein ehrenwerter Hauptmann der Schweizer Armee, wie Herr Kohlschütter zweifellos einer ist, ein derart ungehöriges Spitzelangebot der Una fast ein Jahr lang für sich behalten konnte, und woher kommen die Gelder, mit denen die Spitzelaktivitäten des Herrn Kohlschütter von der Armee noch hätten honoriert werden sollen?
Was Frau Grendelmeier unter dem Vorwand einer persönlichen Erklärung am letzten Donnerstag im Anschluss an die Ausführungen von Bundesrat Villiger hier wiedergegeben hat, war doch keine persönliche Erklärung! Es war ein normales materielles Votum. Die Persönlichkeit von Frau Grendelmeier stand im Villiger-Referat überhaupt nie zur Diskussion. Oder fühlen Sie, Frau Grendelmeier, das Bedürfnis zur Rede, weil Ihre Arbeitgeberfirma, die SRG, einen bundesrätlichen Rüffel, einstecken musste. Aber so «verfilzt» mit einer mächtigen Institution in unserem Lande sind Sie ja doch zweifellos nicht; Sie sind doch gemessen an Ihren Voten eigentlich so eine Art helvetische Beschützerin des «Antifilzes», und da werden Sie bei sich selber doch sicher keine Ausnahme machen!
Natürlich soll es niemandem im Rat verwehrt sein, seine Meinung zu sagen, wenn immer er das Bedürfnis dazu verspürt. Aber alles will seine Ordnung, sprich gerechte Reihenfolge haben. Ich erlaube mir deshalb, hier und jetzt dem Präsidenten unseres Rates zuhanden des Büros ein Postulat zu überreichen. Es trägt den Titel «Persönliche Erklärung» und verlangt vom Büro eine präzisere Definition dieses Begriffes. Präziser als unser Geschäftsreglement drückt sich beispielsweise dasjenige des Ständerates aus. Dort heisst es, die persönliche Erklärung sei das Antwortgeben auf eine persönliche Bemerkung. Ich nehme an, Frau Grendelmeier, mein Postulat ist auch in Ihrem Sinn und Geist. Wir wollen ja einen geordneten Ratsbetrieb, bei dem nicht einfach jeder – wild durcheinander, wenn es gerade passt – materielle Voten abgeben kann.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Frau **Grendelmeier:** Herr Ex-Kollege Reimann, Sie glauben ja nicht im Ernst, dass ich auf diese persönliche Erklärung von Ihnen nicht mit einer persönlichen Erklärung meinerseits antworte.
Es ist ja sehr schön, dass Sie erst jetzt und erst im Falle Kohlschütter festgestellt haben, was angeblich eine persönliche Erklärung ist und was nicht. Wenn Sie bei allen anderen Kollegen, die hier auch persönliche Erklärungen abgegeben haben, mit derselben Empfindlichkeit reagieren würden, dann gäbe es drei Viertel der sogenannt persönlichen Erklärungen nicht.
Zu meiner angeblichen Verfilzung mit der SRG: Es ist ja seltsam, Sie waren ja auch einmal, und zwar jahrelang, mit diesem «Laden» verbunden und haben sich von da Ihren Bekanntheitsbonus hergeholt und Ihre Wahlen auf diese Art bestanden. Ich wäre etwas vorsichtiger. Auch wenn man hinter der Fernsehscheibe sitzt, sollte man nicht mit Steinen werfen!

Herczog: Die EMD-Puk ist zu begrüssen. Hingegen ist sie nur voll arbeitsfähig, wenn der Antrag Hubacher bzw. Jaeger angenommen wird, bzw. wenn der erweiterte Auftrag dieser Kommission hier beschlossen wird.
Der politisch-ideologische Kern jener Einstellung, die mit Freiheit in erster Linie die Freiheit des Staates meint, ist insbesondere im Umfeld des EMD zuhause. In diesem Umfeld herrscht immer noch die Ideologie vor, dass alles, was vom landesüblichen Mittelmass abweicht, potentiell staatsfeindlich sein könnte. Dieses Umfeld des Misstrauens und der Vorurteile kann aber nur durch eine breitere Untersuchung der EMD-Amtsführung bereinigt werden. Insbesondere sollten meiner Meinung nach folgende drei Punkte untersucht werden:
1. Die politischen Personaldateien.
2. Bestimmte Verknüpfungen des Nachrichtendienstes (nicht einfach alles, was im Nachrichtendienst kreucht und fleucht.)
3. Insbesondere die Budgetierungspraxis des EMD.
Zum ersten Punkt, den politischen Personenkarteien: Nebst den sogenannten «Verräterlisten» und Aehnlichem sollte die Puk 2 der Oeffentlichkeit Aufschluss geben über Inhalt, Art und Weise der Dateien, z. B. der «Sektion militärische Sicherheitsdienste», eine Sektion der Abteilung Abwehr, und über die Verwendung jener offiziellen und offiziösen Meldeformulare über «armeefeindliche Aktionen bei der Truppe». Ebenso sollte – trotz Votum von Herrn Bundesrat Villiger oder gerade deswegen – das EMD-interne Dokumentationssystem Midonas – Militärisches Dokumentations- und Nachweissystem – hier mal klar offengelegt werden. Das ist die bekannte Datenbank, die über verschiedene Publikationen zur Armee Registraturen erstellt. Wenn Sie sich in der EDV ein bisschen auskennen, wissen Sie, dass hier verschiedene Marschrichtungen durch politische Registraturen möglich sind. Gleiches gilt auch für Pisa – Personalinformationssystem der Armee –, wo alle Personalien der Armeeangehörigen registriert sind, ferner auch für die Personendossiers aller Dienstleistenden mit Fragebogen, Qualifikationen usw.
Zum zweiten Punkt, den Verknüpfungen des Nachrichtendienstes: Es ist logisch, dass die Innereien des Geheimdienstes nicht in aller Oeffentlichkeit breitgewalzt werden können. Aber es ist merkwürdig, dass die gegenwärtigen Enthüllungen – aus welchen Gründen auch immer – gerade aus Nachrichtendienstkreisen kommen. Bereits 1981 – im Vorfeld der Bachmann-Debatte – enthüllte Herr Bachmann die Art und Weise,

wie er seine Mitarbeiter für den Nachrichtendienst rekrutierte. Wichtig für uns ist, zu wissen, mit welcher Art Privatleuten es eine Zusammenarbeit gegeben hat und vermutlich noch gibt, mit welchen Zielen, zu welchen finanziellen Konditionen und mit welcher politischen Gesinnung; denn wenn schon Staatsschutz, dann wirklich als Monopol des Staates.
Zum dritten Punkt, der Budgetierungspraxis: Hier ist die erweiterte Untersuchung enorm wichtig. Ich habe schon mehrfach die Budgetierungspraxis des EMD kritisiert, und hier wäre jetzt wirklich Gelegenheit u. a. die Kreditbegehren für Forschung und Entwicklungsprogramme genauer und punktuell unter die Lupe zu nehmen. Weswegen passieren Millionenbegehren etwa für Evaluationsprogramme so tel quel in unserem Rat?
Zum Schluss: Nur durch den erweiterten Untersuchungsauftrag kann genau und vollständig mit jener Mentalität aufgeräumt werden, die hinter Kritik am EMD gewissermassen eine «Aufweichung des Wehrwillens» vermutet. Es ist nicht gegen Herrn Bundesrat Villiger gerichtet, wenn wir mit diesem Antrag eine grössere Demokratienähe des EMD wünschen und verlangen.

Zwingli: Ich spreche zu den Anträgen Reichling. Mit den Anträgen von Kollege Reichling steht die Frage im Raum: Puk 2, ja oder nein? Die Puk 1 war notwendig, weil das Vertrauen in die damalige Departementsvorsteherin in Frage stand. Das ist diesmal nicht der Fall. Aus politischen Gründen müsse eine Puk 2 bestellt werden, verlangen die einen. Ein klarer Auftrag an unsere Exekutive, unter Aufsicht der GPK beider Räte, erreiche das gleiche, behaupten die anderen.
Zusätzlich laufen verdankenswerte Bemühungen, uns Rechtsungelehrten den präzisen Unterschied zwischen den Kompetenzen einer Puk und jenen der GPK auseinanderzusetzen. Der Bundesrat könne – und er ist offenbar bereit dazu – der GPK die gleichen Kompetenzen einräumen wie einer Puk. Der Hauptunterschied zwischen Puk und GPK bestehe darin, dass die Puk im Gegensatz zur GPK auch Personen ausserhalb der Verwaltung als Zeugen einvernehmen könne. Dieser Unterschied sei durch den Auftritt von Herrn Kohlschütter an einer Rundschau-Sendung bedeutsam geworden. Wiederum unter dem Vorbehalt, dass ich richtig orientiert bin, muss auch dieser Unterschied relativiert werden. Offenbar kann auch eine Puk niemanden zu einer Einvernahme oder einer Aussage zwingen. Zudem hätten weder eine Puk noch die GPK die Befugnis, eine Falschaussage zu bestrafen.
Vorausgesetzt, diese Informationen treffen zu, sehe ich wirklich keinen zwingenden sachlichen Grund, eine Puk einzusetzen. Politische Gründe dafür gibt es natürlich immer. Selbstverständlich haben wir bei unseren Entscheiden politische Gründe entsprechend zu würdigen. Ich wehre mich jedoch dagegen, dass wir vor lauter politischen Ueberlegungen vernünftige, sachliche Gründe völlig beiseite schieben. Wir sollten nicht aus politischen Gründen andere Ueberlegungen unberücksichtigt lassen.
Aus diesen Gründen werde ich den Anträgen Reichling zustimmen, und ich bitte Sie, das gleiche zu tun.

Frau **Zölch:** Bundesrat und Parlament tragen den gesellschaftlichen und politischen Entwicklungen innerhalb und ausserhalb unseres Landes nicht immer genügend und nicht immer schnell genug Rechnung. Heute haben viele Menschen das Vertrauen in unsere Institutionen verloren. Diese Entwicklung haben wir ernst zu nehmen. Wir müssen dieses Vertrauen durch unsere Politik wieder erwerben. Geheimbereiche schaffen immer Distanz und Misstrauen. Krisen können nur überwunden werden, wenn Transparenz geschaffen wird, restlos und schnell. Dann braucht es neue Standortbestimmungen.
Die Puk 2, die wir wegen der grossen und weitverbreiteten Skepsis einsetzen müssen, hat so rasch wie möglich diese Transparenz zu schaffen, Missverständnisse auszuräumen, Unwahrheiten aufzudecken und Vorschläge für Massnahmen organisatorischer und rechtlicher Art zu erarbeiten. Sie hat die Tätigkeit jener Gruppen, Untergruppen und Aemter des EMD zu untersuchen, die sich mit dem Nachrichtendienst, mit der Abwehr, mit der Vorbereitung von Notstandsmassnahmen und mit der Führung von Personaldateien befassen oder befasst haben. Dazu braucht sie besondere Instrumente und Rechte, die die GPK nicht hat, z. B. das Recht, Zeugen einzuvernehmen. Wir werden dann zu entscheiden haben, welche Massnahmen ergriffen werden müssen, damit sich unser Staatsschutz nie wieder gegen demokratische Grundwerte richten kann. Eine ständige parlamentarische Kommission, deren Mitglieder zu besonderer Geheimhaltung verpflichtet wären, müsste die Tätigkeit des Nachrichtendienstes dann ständig kontrollieren und so längerfristig die notwendige Transparenz schaffen. Es müsste meines Erachtens dringend eine Sicherheitsdelegation des Parlamentes eingeführt werden. Wir wollen eine echte parlamentarische Kontrolle.
Für mich ist klar, dass wir auch weiterhin einen präventiven Staatsschutz in Bereichen wie der Spionage, der Terrorbekämpfung und der Bekämpfung des organisierten Verbrechens brauchen. Wenn wir jetzt aufräumen und klare Grenzen ziehen wollen, und dies ist unabdingbar, stehen wir vor einer grossen, verantwortungsvollen Aufgabe. Sie verlangt nicht nur den Willen zu Kritik und zu schonungsloser Aufklärung, sie verlangt auch Augenmass und Besonnenheit, sonst verlieren wir unser Ziel aus den Augen, nämlich die Bereinigung und den Neuanfang in einem der sensibelsten und problematischsten Bereiche.
Eine Ausdehnung des Auftrages der Puk generell auf die Amtsführung des EMD ist nicht angebracht und nicht sinnvoll. Die GPK muss grundsätzlich und ständig die Geschäftsführung der Verwaltung prüfen und überwachen. Wenn wir den Gegenstand der Untersuchung auf das ganze EMD ausdehnen, muss die GPK im ganzen Bereich dort ihre Arbeiten einstellen. So will es Artikel 65 des Geschäftsverkehrsgesetzes. Das geht zu weit. Klarheit wollen wir bis zum Herbst im Bereich des Nachrichtendienstes des EMD. Die Vorkommnisse dort stehen heute im Vordergrund, und sie sind «von grosser Tragweite», wie es das Geschäftsverkehrsgesetz definiert. Deshalb ist der Auftrag der Puk 2 auf diesen Bereich zu beschränken.
Ich bitte Sie, den Vorschlag des Ständerates zu unterstützen.

Schwab: Nachdem schon viel gesprochen wurde in Sachen Fichen und Puk, möchte ich mich kurz halten. Der Antrag unseres Fraktionskollegen Ruedi Reichling ist Anlass für mich, hier doch noch ein paar Worte zu sagen.
Ich teile seine Ansicht, dass durch die Vorkommnisse unserem Staat Schaden zugefügt worden ist und dass wir Parlamentarier alles unternehmen müssen, um das Ansehen unseres Landes nicht weiter zu schmälern. Auch in einem weiteren Punkt teile ich seine Auffassung: Der Bundesrat und das Parlament haben alle Handlungen so vorzunehmen, dass das geschwundene Vertrauen möglichst bald zurückgewonnen werden kann. Unser Volk ist in den letzten Tagen und Wochen mit Meldungen in dieser Angelegenheit nur so überschüttet worden. Kopfschütteln, Wut und Unverständnis über Geschehenes, aber auch über Geschriebenes sind in unserem Volk unverkennbar. Mit dieser Tatsache haben wir Parlamentarier uns auseinanderzusetzen. Wir haben dafür zu sorgen, dass das Volk innert möglichst kurzer Zeit die Wahrheit erfährt. Herr Bundesrat Villiger hat in seinem Einführungsreferat klar zum Ausdruck gebracht – und ich teile voll seine Ansicht –, dass sich unser Land in der gegenwärtigen schwierigen Zeit keine Schwächen leisten könne. Alle Verhandlungen auf internationaler Ebene müssen aus einer Position der Stärke heraus erfolgen. Nur so hat der Kleinstaat Schweiz im zukünftigen Europa eine Chance, sich zu behaupten. Die Wahrheitsfindung im ganzen Gestrüpp der Anschuldigungen kann aber nur erfolgen, wenn eine neue Spezialkommission mit Sonderauftrag möglichst rasch an die Arbeit geht. Im September soll die neue Puk dem Parlament ihren ersten Bericht vorlegen. Je nach Bericht werde ich mir dann vorbehalten, wenn es nötig sein sollte, einen Antrag auf zeitliche Begrenzung der Untersuchung zu stellen, und zwar aus dem Interesse, möglichst bald Antworten auf gestellte Fragen zu erhalten, eventuelle Schwächen im System auszuräumen und den betreffenden Departementen wiederum die Sicherheit zu geben, die sie zur Bewältigung der ihr gestellten Aufgaben haben müssen.

In diesem Sinne lehne ich den Antrag Reichling ab und stimme dem Antrag Ständerat auf Einsetzung einer neuen Puk, die innerhalb der nötigen Leitplanken handelt, zu.

M. **Frey** Claude: Je soutiendrai la proposition de M. Reichling, je ne voterai pas l'entrée en matière.
En votant la commission d'enquête No 2, le Parlement prend une lourde responsabilité, car vous allez porter atteinte gravement et pour une longue durée au bon fonctionnement du service de renseignements. Nous vivons décidément une basse époque et une des caractéristiques des basses époques, c'est d'oublier l'essentiel, de négliger les vérités d'évidence.
Je rappellerai deux vérités d'évidence. Les services de renseignements sont des artisans de l'information. Leurs créneaux, ce sont les faits, encore les faits, toujours les faits, afin de tirer un commentaire concis, précis. Mais pour avoir connaissance de ces faits, il faut disposer de bonnes sources.
Ma première vérité d'évidence, qu'il faut rappeler ici, consiste dans le fait que l'efficacité d'un service de renseignements dépend de la qualité de ses sources. Or, en décidant la création d'une deuxième commission parlementaire d'enquête, vous prenez la responsabilité de faire tarir ces sources, ce n'est pas une hypothèse d'école, c'est une certitude.
La deuxième vérité d'évidence est simple, elle est même simpliste, mais il faut la rappeler: les services secrets, pour être efficaces, doivent rester secrets.
En oubliant ces deux vérités, vous allez détruire l'essentiel d'un service qui est utile non seulement au Département militaire fédéral, mais aussi à l'ensemble du Conseil fédéral pour sa politique internationale. En l'occurrence, le moment est particulièrement mal choisi de rendre le service de renseignements aveugle et sourd pour longtemps, juste au moment où la situation internationale se modifie à un rythme soutenu. La création de la commission d'enquête No 2 est une mesure disproportionnée. Chacun s'accorde à dire que l'on n'attend pas de révélations spectaculaires, que l'on n'attend rien de particulier de cette commission. En revanche, les dommages qui en résulteront appartiennent d'ores et déjà au domaine des certitudes. Vraiment, nous vivons une basse époque, celle où l'on préfère cultiver un nombrilisme auto-destructeur, plutôt que s'attarder et s'attacher à la défense des vrais intérêts généraux du pays.
Je voterai contre cette commission d'enquête.

Auer: Ich möchte auf einen historischen Aspekt hinweisen, der in die Beurteilung miteinbezogen werden muss, nämlich den kalten Krieg.
Gewiss gab es Ueberbordungen. Aber nach Voten aus dem linken Lager muss man sich fragen: Haben eigentlich die Freisinnigen den kalten Krieg angezettelt? War es nicht vielmehr die Sowjetunion mit ihrer Unterjochung Osteuropas? Ist nicht darauf die Wiederaufrüstung in Westeuropa zurückzuführen, und auch bei uns? Und unser Misstrauen nach den Erfahrungen mit den Nazis und der Fünften Kolonne?
Auch im Zweiten Weltkrieg gab es armeeinterne Listen von Leuten, die bei einem Angriff verhaftet worden wären. Sie blieben – wie Herr Hubacher es nannte –, «Karteileichen», Gott sei Dank.
Gewiss, die Verdammung jener, die bei uns noch an den Kommunismus glaubten, ging oft zu weit. So wurden Vertreter der PdA – Herr Spielmann, damals gingen Sie noch in den marxistischen Kindergarten! – mit folgenden Prädikaten bedacht: «charakterloses politisches Lumpenpack»; «Moskowiter, die sich mit Leib und Seele Moskau verschrieben haben»; «mit Geld gekaufte korrupte Funktionäre, die sich als Anhänger der russischen Mordgesellen bekennen». Nicht Freisinnige haben das gesagt. Diese Qualifikationen stammen von Herrn Hubacher.
Weiter schrieb er (es war nach «Ungarn»): «Wer Mitglied der PdA bleibt, bleibt weiterhin Verräter, Spion, Agent und Söldling einer ausländischen Macht .... ihnen gebührt Verachtung wie Mördern und Verbrechern .... Keiner möge mit ihnen reden, ihnen die Hand drücken. Jeder soll sie hassen .... Sie sind eine Faschistengesellschaft, ferngesteuerte Marionetten Moskaus ...., volksdemokratische Henkerslehrlinge und PdA-Quislinge mit einem moskauhörigen Kadavergehorsam .... Man soll sie behandeln wie Pest und Cholera.» Das ist alles aus einer «Fiche» der «Basler AZ» vom 8. November 1956 zitiert. *(Heiterkeit)*
Was die heute von ihm hart gebeutelte Polizei betrifft, schrieb Herr Hubacher: «Da wir in einer Demokratie leben, wird auch dieses Gesindel von unserer Polizei geschützt.» Und recht war ihm die Polizei auch, als vor einigen Jahren die Maifeiern gestört wurden: «Jetzt müssen Polizei und Justiz .... hart durchgreifen», forderte er, «die Krawallideologen sind clever; die Polizei muss sich intensiv um sie kümmern.» («Blick» vom 4. 5. 1981).
Wir erwarten ja von Herrn Hubacher nicht, dass er sich nun Asche aufs Haupt streut. Aber er sollte wenigstens heute nicht so tun, als wären die Linken allesamt liberale Engelchen gewesen und nur andere hätten übers Ziel hinausgeschossen. Wenn Dorfpolizisten Rapporte geschrieben haben, die uns heute lächerlich vorkommen, so können sie sich getrost auf das Hubachersche Rezept stützen.
Auch die SP trägt am Malaise ihre Mitverantwortung. Man kann diese nicht wollen und sich dann, wenn's unbequem ist, in die Büsche schlagen, ja, mehr als dies, den Empörten spielen und feige die Schuld auf andere abschieben.
Wenn Sie, Herr Hubacher, von «Opfern des Systems» sprechen: Zu diesem System gehört auch Ihre Partei! Am ominösen Bundesratsbeschluss von 1951 war auch ein Sozialdemokrat beteiligt. Seither haben gesamthaft neun SP-Bundesräte regelmässig die Berichte der Bupo erhalten, die angeblich nur Linke erfassen. Einer der verantwortlichen Bundesanwälte war Sozialdemokrat. Dutzende von sozialdemokratischen kantonalen Polizei- und Justizdirektoren haben das Beanstandete in ihren Kantonen vollzogen.
Der SP-Präsident spielt gleichzeitig «Biedermann und Brandstifter». Zum einen ziert er sich mit staatsmännischen Allüren, appelliert für Vertrauen, redet von «gemeinsamem Ueberwinden» und spricht von «nationaler Versöhnung». Zum anderen spielt er draussen den Brandstifter: Die Misere sei den Bürgerlichen zu verdanken, insbesondere dem Freisinn, der nur «mehr Macht der Kartelle, Multis und Grossbanken» wolle, «machtgierig und arrogant» sei. Das FDP-Menü bestehe aus «Hackfleisch mit Thatcher-Sauce, nach Reagan-Manier versalzen und mit viel deutschem Kohl dazu». Herr Hubacher schreckt nicht davor zurück, Freisinnige als «bürgerliche Stalinisten» zu bezeichnen. Mit den anderen bürgerlichen Parteien geht er auch nicht viel zimperlicher um und mokiert sich über einen abwesenden alt Bundesrat; nicht gerade die Art des feinen Mannes!
Ins Bild passt Ihr rhetorischer Amoklauf gegen die Bürgerlichen an der Demonstration in Bern und schon zuvor. Sie verglichen wiederholt die Bupo mit dem Stasi – ein absoluter Verhältnisblödsinn – und wundern sich, wenn Chaoten in den Medien mit eben dieser Begründung ihre Vandalenakte rechtfertigen. Das heisst nicht, dass ich mich nicht ausdrücklich vom Wortlaut der heutigen Frage Aubry distanziere.
Sie, Herr Hubacher, spielen den Ueberraschten und Empörten über die sogenannte «Geheimarmee». Dabei waren Sie Mitglied der GPK, die sich damit beschäftigt und darüber öffentlich berichtet hat. Im nachhinein wollen Sie sich nicht mehr erinnern; ein «Waldheim-Syndrom» im helvetischen Taschenformat! *(teilweise Heiterkeit)*
Und wenn Ihre Partei noch im letzten November einen peinlichen Kotau vor Rumäniens Diktator machte, schieben Sie – nicht gerade mutig – die Verantwortung auf den «zuständigen Sekretär» ab. Sie reden ständig von den Splittern im Auge Ihrer politischen Gegner, sehen die Balken im eigenen aber nicht. Sie könnten damit nachgerade einen schwungvollen Holzhandel beginnen.
Kürzlich schrieben Sie in der «AZ», es sei «leichter, sein Gesicht zu verlieren, als Charakter zu haben». Mitunter, Herr Hubacher, schreiben Sie goldrichtig! *(Glocke des Präsidenten) (teilweise Heiterkeit)*

M. **Etique:** Dans l'affaire des fiches, l'autorité politique doit désormais veiller à ce que, premièrement, des fonctionnaires ne perdent plus le sens de la proportionnalité et n'oublient sur-

tout plus le devoir de subordination par rapport à l'autorité exécutive. Deuxièmement, elle doit veiller à ce que des exagérations et des débordements ne mettent pas en cause l'efficacité et surtout la légitimité d'un outil de travail malgré tout encore nécessaire à la police et aux organismes chargés de la sécurité de l'Etat.
Combattre la «fichomanie» ne signifie pas tomber dans d'autres travers et dans d'autres excès tels que la «pukomanie». L'institution de commissions d'enquêtes parlementaires doit être réservée à des cas d'exception, par exemple lorsque des membres du Conseil fédéral seraient impliqués dans des faits ou dans des manquements particulièrement graves. Dans le cas présent, il me semble que les Commissions de gestion des deux conseils sont parfaitement en mesure, avec des compétences élargies s'il le faut, de conduire l'enquête qui permettra d'apporter les clarifications voulues sur l'attitude du Service de renseignements et de sécurité du DMF. L'affaire des fiches de ce département ne doit pas être un prétexte pour régler des comptes avec l'armée et accuser systématiquement le département de mauvaise gestion.
L'affaire des fiches ne devrait pas non plus être exploitée à des fins partisanes parce que certains la considéreraient comme étant le seul fait des partis bourgeois représentés au gouvernement. Elle concerne les quatre partis représentés au Conseil fédéral qui, collégialement – j'allais dire un peu naïvement solidairement – doivent assumer leurs responsabilités en raison d'un contrôle insuffisant exercé par l'exécutif sur l'administration dans ce domaine précis.
Dans ce contexte, il serait risqué pour n'importe lequel des partis gouvernementaux de laisser accroire à la population que les responsabilités sont partout sauf chez lui. Cela signifierait que ses représentants au Conseil fédéral seraient ou bien complices ou bien aveugles. L'estime et la considération que je porte à l'ensemble du collège gouvernemental font que je ne retiens aucune de ces deux hypothèses.
Il ne s'agit pas de relativiser ni de minimiser l'affaire des fiches, mais de lui redonner enfin de plus justes proportions. Nous sommes manifestement en présence d'un problème de gestion et non face à un scandale qui mettrait en cause les fondements démocratiques de l'Etat. Les institutions parlementaires en place sont parfaitement en mesure de maîtriser cette situation. C'est dans ce sens que j'accepterai personnellement la proposition de non-entrée en matière de M. Reichling.

M. **Ducret:** Pour évoquer une pratique chère à MM. Perey et Massy, je dirai que le «guillon est tiré»; nous boirons donc le vin qui nous est proposé, aussi détestable soit-il, avec résignation mais avec conscience qu'il faut trouver un exutoire pour restaurer la confiance perdue par un nombre important de nos concitoyens.
Mon propos n'a donc pas pour but de contester la procédure que nous allons mettre en place. Il me semble toutefois nécessaire de faire remarquer à nos collègues suisses alémaniques, qui sont plus sensibles que les parlementaires latins à l'émotion provoquée par les fâcheux et graves dérapages de la «fichomanie», que l'opinion publique, en Suisse romande et tout particulièrement au bout du lac Léman, si elle est troublée, voire fâchée par la révélation de l'inquisition qui a sévi dans notre pays depuis quelques décennies, n'est pas prête, dans sa grande majorité, à remettre toute l'organisation et la sécurité de l'Etat en question pour des raisons qui tiennent davantage de la politique politicienne ou d'une résolution anarchique que d'une saine remise en cause de pratiques surannées et aujourd'hui contestables.
N'attachons pas à ces fichiers une importance qu'ils n'ont pas. Ce n'est pas tant leur existence qui est en cause – il en existe dans tous les pays démocratiques, et seuls les irresponsables ou les naïfs, voire les révisionnistes, pouvaient imaginer que notre pays y avait échappé – mais ce sont leur contenu, leur ampleur et leur utilisation. Il s'agit donc plus d'obtenir la modification d'un état d'esprit que de supprimer un indispensable moyen à disposition de la protection de l'Etat, et de lui seul.
Ne nous laissons pas impressionner par une gauche agressive qui cherche à échauffer les esprits et à nous entraîner dans une voie qui m'apparaît sans issue. A la crise de confiance, aux interrogations qui habitent certains de nos concitoyens, n'y ajoutons pas la nôtre, car celle-ci ne fait qu'augmenter le sentiment de malaise et de méfiance qui est en train de ruiner l'image de la Suisse, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.
Aujourd'hui, je n'hésite pas à dire que nos hésitations, remises en cause ou tergiversations de toutes sortes, ajoutées à notre propension à l'autoflagellation, frisent le ridicule. Et ce n'est pas la multiplication des procédures d'enquête qui nous permettra de restaurer l'indispensable confiance, le nécessaire respect qui doivent exister entre le peuple, ses représentants et l'administration. Alors de grâce, hâtons-nous de tirer un trait sur le passé, aussi peu glorieux soit-il. Quand je pense au temps et à la somme d'énergie que nous avons consacrés à toutes ces affaires, je crois qu'il nous faut maintenant nous tourner vers l'avenir et renoncer le plus rapidement possible au jeu du juge d'instruction et du déterreur de cadavres que certains veulent nous voir jouer en permanence.
Que le Conseil fédéral exerce son contrôle sur l'administration! Que le Parlement s'attache à légiférer pour que cessent les abus! Ce sont là les meilleurs moyens de restaurer la confiance, parce qu'ils auront alors démontré que la crise que nous venons de vivre est surmontée et que nos institutions fonctionnent à nouveau correctement.

Müller-Meilen: Ist eine Puk aus politisch-psychologischen Gründen zur Vertrauenserneuerung nötig? Ist sie nach den vorhandenen rechtlichen Kriterien im Grunde gar nicht zulässig? Das sind die Fragen, die sich bereits im Ständerat stellten und die hier erneut zur Diskussion stehen.
Dass mit den viel zuvielen Fichen – es wurden übrigens ja nicht nur Linke erfasst, auch ich bin schliesslich Besitzer einer Fiche –, mit dem Erfassen auch banaler, zum Teil unzulässiger Fakten über politische Betätigungen und Ziele rechtschaffene Bürgerinnen und Bürger, die zu unserm Staat stehen, schwer verärgert wurden, ist unübersehbar. Daran ändert auch nichts, dass sich nachher einige politische Parteien und zahlreiche Medien in einen eigentlichen Fichenkult hineinsteigerten und mit Enthüllungen aufwarteten, die sie aus dem Abfallhaufen längst bekannter Fakten der Geschichte bezogen hatten.
Das durch die Fichen in der Bevölkerung entstandene Misstrauen spricht zweifellos für eine Puk. Dagegen spricht die bei einigen – nicht bei allen – grünen und linken Politikern spürbare Tendenz, aus der Puk 2 ein Instrument gegen das Militärdepartement und die Armee an sich zu machen, um die bei der Armeeabschaffungs-Initiative zutage getretene Opposition weiter anzuheizen. Diesem Ansinnen kann und muss entgegengetreten werden, indem der Auftrag der Puk deutlich eingegrenzt wird und indem die Mitglieder sich auf den eingeschränkten Auftrag verpflichten. Nur unter diesen Voraussetzungen kann ich einer Puk zustimmen.
Die Voraussetzung einer fruchtbaren Arbeit der Puk ist allerdings, dass bei den Mitgliedern der Wille zu einer Aufarbeitung und Ueberwindung der Vertrauenskrise vorhanden ist und dass man aus der Fichenaffäre kein parteipolitisches Kapital zu schlagen versucht. Ob diese konstruktive Einstellung überall vorhanden ist, muss ich bezweifeln. Sie würde nämlich eine strenge Redlichkeit in der Verwendung der Argumente und eine sorgfältige Abklärung der sogenannten Enthüllungen vor ihrer medienwirksamen Verwendung voraussetzen.
Ein Beispiel: Herr Jaeger hat am Donnerstag in seinem Votum in indirekter Form den Verdacht zu suggerieren versucht, die Gewaltereignisse am Rande der Berner Demonstration seien von Agents provocateurs verursacht worden. Solche Verdächtigungen sind in diesem Rate schon früher ausgesprochen worden.
Herr Jaeger, ich fordere Sie hiermit auf, die Beweise für diese Unterstellung offen auf den Tisch zu legen. Auch von Ihnen dürfen wir Offenheit verlangen. Wenn Sie nicht in der Lage sind, Beweise oder wenigstens aussagekräftige Indizien vorzulegen, dann gehören Sie doch wohl zur Kategorie jener, die mit dem Ausstreuen von unbegründeten Verdächtigungen und Unterstellungen als Durchlauferhitzer das politische Klima vergiften. Die Identität dieser professionellen Kravallisten aufzudecken, liegt im Interesse aller. Dies haben die Her-

ren Hubacher und Bonny heute schon deutlich gesagt. Voraussetzung aber ist, dass die Beweise und Indizien hier vorgelegt werden können. Es gilt für viele, wieder zur Redlichkeit in der Argumentation zurückzukehren. Das richtet sich an alle Seiten. Das gilt nicht zuletzt aber auch für jene, die sich als Saubermänner der Nation aufspielen.

Ruf: Ihnen ist ein Antrag von mir verteilt worden, wonach ich Ihnen für Artikel 2 die Fassung der Büros empfehle. Diese Formulierung des Antrages ist so nicht ganz richtig und Folge eines Missverständnisses. Ich beantrage Ihnen, den vom Ständerat beschlossenen zusätzlichen Absatz 4 abzulehnen. Bezüglich des in Absatz 1 von Artikel 2 definierten Gegenstands bzw. Umfangs der Untersuchung unterstützen wir vollumfänglich die Anträge Hubacher beziehungsweise Jaeger.
Nur mit einer umfassenden Untersuchung im EMD, die nicht zuletzt auch veraltete Verwaltungsstrukturen, namentlich die übermächtige Stellung einzelner Beamter, überprüft – sofern nötig –, kann das verlorene Vertrauen der Oeffentlichkeit wiederhergestellt werden.
Anschliessend wird mit einem geeigneten parlamentarischen Organ für eine wirksame Kontrolle des im Kampfe gegen Spionage, Terrorismus und organisiertes Verbrechen unerlässlichen Staatsschutzes im militärischen wie im nichtmilitärischen Bereich zu sorgen sein. Ganz wesentlich erscheint mir, auch das Umfeld des Falles Jeanmaire zu untersuchen, ohne dabei die Gewaltenteilung zu missachten. Deshalb die Empfehlung, den Zusatz des Ständerates abzulehnen, dies auch im Sinne des Aktionskomitees von zehn alt Nationalräten, die bekanntlich mit einer Petition von anfangs Februar 1990 beantragten, das Parlament solle diejenigen Aspekte des Falles Jeanmaire neu untersuchen, die in seiner Zuständigkeit liegen. Insbesondere wird auf das Vorgehen des Bundesanwaltes und die Frage der Manipulation der öffentlichen Meinung hingewiesen. Wenn Sie die uns zur Verfügung stehenden Unterlagen zu dieser Angelegenheit auch nur flüchtig studiert haben, muss Ihnen die Fülle der Fragezeichen und Widersprüche aufgefallen sein, die sich aus dem Verhalten ausserhalb der militärgerichtlichen Instanzen stehender Personen ergeben, namentlich von Bundesanwalt und Una, ja sogar auch von Bundesrat und Parlament. Vor allem der Bundesanwalt steht im Brennpunkt der Kritik. Alt Kollege Müller-Marzohl spricht offen von Manipulation der von ihm damals präsidierten Arbeitsgruppe Jeanmaire durch Bundesanwalt Gerber und die Bundesanwaltschaft. Wörtlich sagt er, «...dass Bundesanwalt Gerber zu einseitiger Betrachtung der Dinge neigt».
Zur Vorverurteilung Jeanmaires durch Bundesrat Furgler vor dem Nationalrat führte alt Kollege Müller-Marzohl im Juli 1988 in einem Zeitungsinterview wörtlich aus: «Wenn er (Furgler) im Parlament mit krassen Worten Jeanmaire und seine Tat verurteilt hat, dann konnte das nur aufgrund von ihm zugetragenen Informationen geschehen sein. Es stellen sich daher Fragen: Wurde Bundesrat Furgler voreilig und viel zu dramatisch informiert? Oder wurde er durch Untersuchungsinstanzen, die sich fortreissen liessen, unwissentlich so manipuliert, dass er dann die Nation in Aufregung versetzt hat?»
Jedenfalls sind eklatante Widersprüche zwischen Vorverurteilung einerseits, die rechtsstaatlich ohnehin unhaltbar ist, und Anklageschrift anderseits nicht zu bestreiten. In ihrer Petition schreiben die alt Parlamentarier: «Insbesondere stellt sich aber die Frage, ob das Parlament selbst den Fall richtig beurteilen konnte oder ob es manipuliert worden ist.»
Eine Beeinflussung auch der militärgerichtlichen Instanzen ist vor diesem Hintergrund meines Erachtens alles andere als *a priori* auszuschliessen. Um so dringlicher ist die beantragte Durchleuchtung der ganzen Angelegenheit. Die Petition der alt Kollegen schliesst mit folgendem Aufruf: «Es liegt nicht nur im Interesse der geschichtlichen Wahrheit, sondern auch in dem des Parlaments, dass zeitbedingte Fehlschlüsse heute richtiggestellt werden. Insbesondere ist dies auch ein Erfordernis der Gerechtigkeit. Es ist aber auch keineswegs auszuschliessen, dass sich unrichtige Schlüsse bis heute auswirken.»
Diesem Zitat ist meines Erachtens nichts mehr beizufügen. Bitte lehnen Sie also den einschränkenden Zusatzabsatz 4 des Ständerates in Artikel 2 ab.

Schmid: Wenn die Puk 2 profunde Arbeit leisten will, was wir doch alle wünschen, dann wird es nicht zu vermeiden sein, dass auch ungeahnte neue Zusammenhänge ans Licht kommen. Im Interesse einer seriösen Abklärung müssen wir dann unter Umständen die Grenzen der vorläufig abgesteckten Untersuchungsbereiche wieder durchstossen. Die vorgelegte Variante des Büros und erst recht diejenige des Ständerates bringen aber eine horizontale wie auch eine vertikale Einschränkung des Untersuchungsgegenstandes. Horizontal ist sie eng bemessen auf einen Teilbereich des EMD rund um die Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr, vertikal beschränkt sie sich auf eher untere Chargen in der Beamtenhierarchie, obwohl es doch eigentlich sonnenklar ist, dass Zuständigkeiten und Verantwortungsbereiche nach oben gewichtiger werden.
Es geht nicht an, dass nach dem Koppschen Prinzip verfahren wird: die unteren Kader opfern und die oberen ungeschoren lassen. Die Dinge kommen früher oder später an den Tag. Eine Eingrenzung des Untersuchungsgegenstandes schon von vornherein oder gar ein Verzicht auf eine weitere Puk, wie das Herr Reichling wünscht, ändern daran nichts.
Vielleicht gerade eine kleine Zwischenfrage: Können uns die Bundesratsparteien garantieren, dass keiner jener Parlamentarier, die der geheimen Rewi-Gruppe der Una um Oberst Bachmann angehörten, in der Kommission sitzt?
Für alle fragwürdigen Tendenzen, Probleme nicht klären zu wollen, gibt es eigentlich nur zwei Erklärungen: Entweder gibt es in diesem Parlament und in dessen weiterem Umkreis tatsächlich etwas zu verbergen, und man versucht, den Schaden möglichst überschaubar zu halten. Doch schon hier gibt es eine Menge unbegründeter Aengste, meine ich. Jemand ist ja nur für das verantwortlich, was er aus freien Stücken sehr wohl hätte anders machen können. Die eigenen Ahnen und die politischen Vorgänger müssen zudem für ihren Uebereifer oder ihre Unterlassungssünden selber geradestehen. Das ist das eine.
Oder der andere Grund: Es grassiert in diesem Haus die verbreitete Lebensangst, wenn zuviel auf einmal an den Tag käme, könnte sich ein Abgrund auftun und wir alle müssten den Boden unter den Füssen verlieren. Manchmal will es mir scheinen, wir hätten an wichtigen Schaltstellen von Regierung, Parlament und Verwaltung zu viele Leute, die noch nie eine persönliche Krise zu überstehen hatten und nun die halbe Welt vor allzu grossen Desillusionen bewahren möchten. Das ist sachlich falsch und lebensfeindlich noch dazu. Krisen sind heilsam. Man geht gestärkt aus ihnen hervor. Lieber mal ein Ende mit Schrecken als ein Schrecken ohne Ende!
Ich bitte Sie daher dringend, möglichst weitgefasste Anträge zu unterstützen. Damit haben wir die besten Chancen, die unerfreulichen Angelegenheiten doch in absehbarer Zeit einmal in Ordnung gebracht zu haben. Nur wenn wir die Dinge schonungslos offenlegen, können wir daraus wirklich etwas lernen. Das ist der Sinn einer gründlichen und umfassenden Untersuchung.

Zwygart: Unsere Fraktion lehnt mit aller Entschiedenheit den Nichteintretensantrag Reichling ab. Wir sind für einen möglichst umfassenden Auftrag an die neue Puk. Das Volk ist verunsichert, das muss man ernst nehmen. Es gilt, in möglichst kurzer Zeit viele Abklärungen zu treffen, um Licht in gewisse finstere Ecken unserer Staatstätigkeit, im besonderen beim EMD, zu bringen. Dazu ist aber die GPK schlicht nicht in der Lage, weil sie es arbeitsmässig nicht bewältigen kann. Denken wir nur an die Einsichtnahme und Ueberprüfung des Geschäftsberichtes in der nächsten Session.
Die Art und Weise, wie der Auftrag für die Puk ausgehandelt wurde – das hat schon Frau Bär gesagt –, ist etwas merkwürdig. Zwar wurden die Verhandlungen nicht unter Ausschluss der Oeffentlichkeit geführt, indem die Presse fortlaufend ins Bild gesetzt wurde. Hingegen geschah es unter Ausschluss der kleinen Fraktionen, der liberalen, der grünen und der LdU/EVP-Fraktion. Die Generalsekretäre der Bundesratsparteien

haben sich redlich bemüht. Aber es bleibt das mulmige Gefühl, denn immerhin sind sie die Generalsekretäre der Bundesratsparteien. Und der Bundesrat trägt eine grosse Verantwortung, dass es zum zweiten Mal innert kürzester Zeit zur Bildung einer Puk kommen musste.
Man umschreibt die Aufgabe gleich selber und schafft so Raum für Verdächtigungen, die Nährboden für Verschleierungen abgeben.
Letzte Woche hat uns Herr Bundesrat Villiger in seiner Rede in mancher Hinsicht überrascht. Ich zolle ihm gegenüber besondere Achtung wegen seiner Entschuldigung für das Unrecht an Staatsbürgern. Herr Villiger hat das hier öffentlich ausgesprochen. In Gedanken ziehe ich meinen Hut vor dieser Aussage, denn es braucht Grösse und Demut für so etwas. Der offenkundige Wille zur Zusammenarbeit mit der neuen Puk ist ebenso anzuerkennen, und ich hoffe, dass auch die Praxis dem entsprechen wird. Hingegen hätte sich der EMD-Chef im Fall Kohlschütter wohl besser zurückhaltend äussern sollen. Militärisch mag es zwar richtig sein, nach der Devise zu handeln: Angriff ist die beste Verteidigung. Es ist auch verständlich, dass sich Herr Villiger vor seine Beamten stellt. Aber wenn man Hiebe austeilt, muss man auch wieder Hiebe einstecken. Ich hoffe, dass die Untersuchungen zeigen werden, wer Unrecht hat. Werden sich dann wohl die betreffenden Personen auch so in aller Oeffentlichkeit entschuldigen für ihre unklaren Aussagen? Vielleicht Herr Kohlschütter oder allenfalls gewisse Medien oder halt dann ein Beamter im EMD, der in dem Fall allenfalls auch gleich seinen Hut nehmen sollte.
Was soll das Ziel der Puk sein? Untersuchen, offenlegen, ausmisten, Schlüsse ziehen.
Erstens: Untersuchen. Es lässt sich alles untersuchen, aber es ist nicht möglich, weil die Zeit fehlt und der Umfang zu gross ist. Aber trotzdem sollten möglichst weit gefasste Aufträge erteilt werden, wie das zum Beispiel unser Kollege Jaeger tut.
Zweitens: Offenlegen. Auch da lässt sich nicht alles veröffentlichen. Es gibt zum Beispiel den Persönlichkeitsschutz, oder es geht ums EMD, Geheimhaltung.
Drittens: Ausmisten. Auch das geht nicht zu hundert Prozent. Es geht um Bereiche des Staatsschutzes, und Terrorismus und Spionage sind leider auch Tatsachen in der heutigen Zeit.
So bleibt das Wichtigste: Schlüsse ziehen. Zu diesem Unterfangen wünsche ich der neuen Puk und ihren Mithelfern alles Gute und vor allem viel Phantasie. Hoffen wir, dass sich diese Schlüsse wirklich als vertrauensbildende Massnahmen erweisen werden.
In schwierigen Zeiten hört man oft den Ausspruch: Guter Rat ist teuer. Ich hätte einen guten Rat, der erst noch billig zu haben ist, weil er nämlich naheliegend ist. Man müsste nachdenken und nicht einfach stets handeln. Nachdenken und überdenken; das ist ein so selbstverständlicher Rat, dass er in den Medien wohl kaum als Schlagzeile auftauchen wird. Dabei ist die alte Volksweisheit wieder zur Wahrheit geworden: Nach der Tat hält der Schweizer Rat. Bitte überlegen Sie kurz, wo wir heute stünden, wenn sich die Verantwortlichen der Bundespolizei, der Una und wohl auch der Bundesrat ab und zu Rechenschaft gegeben hätten, was sie tun und warum sie es tun.
An der Wand zum Ständeratssaal unter der grossen Kuppel stehen zwei Gestalten: Winkelried und Niklaus von Flüe. Sie rufen uns in Erinnerung, dass es zwei Ebenen gibt, wenn Verantwortung ruft: einerseits die menschliche Kraft, wenn Not am Manne ist – sie hat Winkelried in den Tod geführt –, andererseits die Glaubenskraft des Mannes in der Stille, der als Niklaus von Flüe mit seinen Worten Brücken schlug, wo die Entzweiung drohte. Ich wünsche der Puk und allen drumherum, dass es gelingt, beides zu verbinden, Einsatz menschlicher Kräfte, aber auch das Brückenschlagen.

M. **Jeanneret:** Nous arrivons à la fin de ce débat et je crois qu'un certain nombre de choses doivent être dites. La première est que depuis jeudi dernier le vent a incontestablement tourné, et la majorité des médias, les médias raisonnables, et non pas une certaine presse à sensation suisse alémanique, ne s'y sont pas trompés en titrant «Le vent a tourné».
M. Ritschard, conseiller fédéral, aimait beaucoup cet adage selon lequel les Suisses se levaient tôt mais se réveillaient tard. Lorsque les Suisses sont attaqués par la démagogie que l'on fait autour d'un simple problème de gestion, ils ont quelque peine à réagir, mais ils le font ensuite. Tous les citoyens en ont assez de ce tapage, de ce temps perdu, de ce gonflement et de ces thèses soutenues par M. Hubacher et ses amis – je vais m'adresser à M. Hubacher avec moins de talent que M. Auer, et je prendrai mes citations chez un journaliste romand qui aujourd'hui, et Dieu sait qu'il n'est pas suspect de partager les vues de mon parti ou de ceux qui me sont proches, écrit ceci: «Le Parti socialiste suisse est présidé depuis quinze ans par un grand homme de théâtre, plus préoccupé des effets immédiats de ses interventions dans le *Blick* que d'une politique à long terme, soigneusement établie et crédible. Son probable successeur, le Haut-Valaisan Peter Bodenmann pourrait bien être du même acabit.»
Jeudi, M. Villiger a tenu dans cette salle un langage extrêmement clair. Aujourd'hui, malheureusement, il y a déjà quelque désenchantement. A l'heure des questions, plusieurs de nos collègues ont soulevé le problème de la responsabilité des manifestations du 3 mars. On leur a répondu sur le plan juridique mais on ne leur a pas répondu sur le plan politique. Les seuls et uniques responsables de ces manifestations, ce sont les groupements et partis qui les ont organisées. Que des casseurs s'y soient mêlés, peu nous chaut, ils en portent la responsabilité.
En outre, le Conseil fédéral a pris ce matin une décision stupéfiante et désarmante: il a nommé M. Moritz Leuenberger «Monsieur Fiches»! Quand je pense aux reproches adressés à M. Cincera, présent dans cette salle, notre collègue et membre de la Commission de gestion, de la section militaire, responsable du service de l'Etat-major général dans cette section, parce qu'il avait fait une inspection avec plusieurs de ses collègues, et que je considère les reproches que l'on ferait si le Conseil fédéral avait nommé un homme de droite et un parlementaire comme «Monsieur Fichier» alors que tout le monde attendait ou un ancien juge fédéral ou un professeur d'université, et non pas un de nos collègues de la gauche zurichoise! Voilà des décisions prises aujourd'hui qui montrent que nous souhaitons que le Conseil fédéral poursuive le réveil qu'il a manifesté jeudi avec les fermes propos de M. Villiger. Mais les Chambres, elles, se sont réveillées. Le long débat au Conseil des Etats l'a montré éloquemment. Plusieurs interventions de MM. Frey, Etique, Ducret, ont démontré que si, tout à l'heure, il y aura juridiquement une CEP, elle a déjà politiquement et moralement perdu une partie de son crédit, ce dont nous nous réjouissons car la gauche voulait, autour d'elle, faire de la simple démagogie.
Le Conseil national votera finalement cet arrêté, même si nous regrettons d'ores et déjà de ne pas être plus nombreux autour de l'intervention de M. Reichling, et si nous souhaitons que la forme la plus restrictive soit adoptée tout à l'heure pour que nous abordions enfin, comme d'autres l'ont dit, les vrais problèmes qui nous attendent et que nous ayons un Conseil fédéral qui cesse de pleurer, de chercher des médiateurs, qui assume lui-même ses responsabilités, qui gouverne et qui conduise le pas. Mener le pays, c'est cesser de parler des fiches et aborder enfin les vraies questions qui nous attendent.

Nebiker: Was wollen wir eigentlich mit der Parlamentarischen Untersuchungskommission im EMD? Wir wollen alle Stellen des EMD, die Daten sammeln, Personaldateien führen, Nachrichten sammeln und verarbeiten, kontrollieren lassen. Es soll sichergestellt werden, dass im EMD wie bei der Bundesanwaltschaft nichts mehr vorkommen kann, das die persönlichen und demokratischen Rechte der Bürger verletzen kann. Wir wollen jede Gesinnungsschnüffelei abstellen. Genau das wird umfassend mit der Auftragsformulierung gemäss dem Vorschlag des Büros und des Ständerates abgedeckt. Es erfolgt damit keine Eingrenzung des Auftrages. Die Kommission soll im weiteren Vorschläge unterbreiten, wie die parlamentarische Kontrolle auch in den Geheimbereichen sichergestellt werden kann. Dabei müssen aber der Staatsschutz, die Abwehr und der Nachrichtendienst im Interesse der Bewahrung der Unabhängigkeit des Landes gewährleistet bleiben. Das ist

keine leichte Aufgabe, die zudem in einer knappen Zeit und sehr gründlich erfüllt werden muss.
Wir sollten diese Aufgabe nicht erschweren mit Untersuchungsaufträgen, die die gesamte Amtsführung des EMD umfassen. Das ist nun ganz klar Aufgabe der GPK, übrigens auch bei den anderen Departementen. Warum sollten wir beim EMD aufhören? Man könnte ja alle Departemente einschliessen, wenn das Misstrauen so gross ist. Die allgemeine Verwaltungskontrolle ist Sache der GPK, und – damit bin ich sehr einverstanden – deren Instrumentarien, die die Kontrolle sicherstellen, sollten mit der Schaffung einer Verwaltungskontrollstelle verbessert werden.
Ich war vor zehn Jahren – 1980 – Mitglied des Ausschusses der GPK, die den sogenannten «Fall Bachmann» zu untersuchen hatte. Hauptsächlich deshalb habe ich mich hier zum Wort gemeldet. Das Ergebnis der damaligen Untersuchungen wurde in einem Bericht veröffentlicht und am 3. März 1981 sehr eingehend hier in diesem Rate diskutiert. Das scheint man alles vergessen zu haben. Heute werden wieder alte Geschichten aufgewärmt, die damals öffentlich bekannt waren. Ein Beispiel dazu: Oberst Bachmann hat seinerzeit mitgeholfen, den Spezialdienst, eine Widerstandsorganisation, aufzubauen. Er hat dabei etwas zuviel Phantasie entwickelt. Diese Arbeit war auch mit anderen Aufgaben in einer unglücklichen Art und Weise verquickt. Dazu gehören das Hotel in Irland und die ganze Irlandgeschichte. Das wurde damals öffentlich bekannt und konnte in allen Zeitungen gelesen werden. Es bildete unter anderem auch Gegenstand der Untersuchungen. Solche Aktionen wie Irland wurden damals durch die Untersuchung der GPK abgestellt. Es wurden organisatorische und personelle Konsequenzen gezogen. Aber all das hindert einen gewissen Teil der Presse und insbesondere auch Radio und Fernsehen nicht daran, diese Geschichten von Irland wieder als Neuigkeiten aufzutischen. Das ist billige Sensationshascherei.
Damit möchte ich einige Fragezeichen hinter die Informationspolitik und die Verantwortung der SRG setzen. Warum wird eine vor zehn Jahren umfassend untersuchte Geschichte – damals bekannt und abgeschlossen – dramatisch aufgemotzt und als Neuigkeit in mehreren Sendegefässen präsentiert, ohne auch den Hauch von neuen Erkenntnissen zu liefern und ohne darauf hinzuweisen, dass das eine alte Geschichte ist?
Dazu gibt es nur zwei Erklärungen: Entweder man wusste, dass es eine alte Geschichte ist. Dann hat die SRG bewusst Desinformation betrieben. Man will offenbar mit Sensationen und Neuigkeiten Misstrauen gegen unsere Institutionen säen. Das ist natürlich besonders leicht in geheimen Bereichen; Misstrauen wächst in einem Treibhausklima, wie es jetzt wegen den Fichen herrscht, besonders gut. Man will damit bewusst die Bereiche schwächen, die sich mit der Verteidigung und der Abwehr befassen. Oder man hat nicht gewusst, dass diese Geschichten alt sind. Aber dann müssen wirklich Fragezeichen hinter die Qualität der journalistischen Arbeit unserer Radio- und Fernsehmitarbeiter gesetzt werden. Man hat also nicht einmal abgeklärt, was stimmt. Man hat nicht den seinerzeitigen Bachmann-Bericht, man hat nicht das Amtliche Bulletin konsultiert. Das Nichtwissen würde einer sachgerechten Information widersprechen, und damit würde der Leistungsauftrag, den unsere öffentlichen Medien haben, nicht erfüllt.
Ich weiss um die grosse Bedeutung der Medien in der demokratischen Meinungsbildung. Diese Bedeutung ist aber auch mit Verantwortung verbunden. Es heisst ganz sicher nicht, dass irgend etwas verdeckt werden soll und unter den Teppich gewischt werden muss. Aber alte Geschichten sollten als das deklariert werden, was sie sind, nämlich alte Geschichten, und sollten nicht so präsentiert werden, als wenn es neue Sensationen wären.

Bonny: Ich glaube, wir spüren alle: Wir stecken hier in einem echten Dilemma.
Auf der einen Seite haben wir jetzt die Arbeit der Puk 1 erlebt, die im allgemeinen gut war. Echte Probleme sind seriös behandelt worden. Und die Puk 2 – auch das wollen wir in unsere Beurteilung einbeziehen – kann dazu beitragen, wenn sie ebenso seriöse Arbeit leistet, wiederum eine dringend erforderliche Vertrauensbasis zu schaffen. Andererseits müssen wir uns bewusst sein, dass die ganze Untersucherei eine weitgehende Verunsicherung im Volk bewirkt, also unter Umständen das Gegenteil dessen, was wir eigentlich erreichen wollen.
Dazu kommt ein anderes Problem, und deshalb habe ich heute das Wort ergriffen: Die Frage des zeitlichen Aufwandes und der Ueberforderung dieses Parlamentes und die dringende Notwendigkeit, klare Prioritäten für ganz grundlegende Aufgaben zu setzen, denen wir nicht ausweichen können.
Nach meiner Schätzung hat die Puk 1 – abgesehen von der immensen Arbeit, die in der Kommission selber geleistet wurde und die an die Grenzen des Tragbaren stiess – zur Folge gehabt, dass das Plenum beider Räte damit gesamthaft in der Grössenordnung von zwei Wochen beansprucht worden ist.
Die Arbeit der Puk 1 geht jetzt weiter. Es ist ganz klar, dass die Ergebnisse wiederum hier den Rat beschäftigen werden. Es gibt dann vermutlich wieder Anschlussvorstösse von Fraktionen und von Ratsmitgliedern. Auch das wird unsere Zeit im Plenum wieder beanspruchen. Und nun kommt noch die Puk 2 dazu. Sie wird ihre Arbeit dann auch einmal abschliessen und Bericht erstatten. Dann gibt es wiederum Beratungen im Plenum und damit eine zeitliche Belastung dieses Parlamentes.
Damit komme ich zum entscheidenden Punkt: Artikel 4 des Bundesbeschlusses sagt: «Die Kommissionen erstatten den beiden Räten spätestens für die Herbstsession 1990 Bericht.» Bericht erstatten heisst einfach, man muss dann einen Bericht, eventuell einen Zwischenbericht, abliefern; das heisst noch lange nicht – wie vermutlich gemeint wird –, dass damit auch die Arbeit abgeschlossen ist. Ich möchte daher in der Detailberatung beantragen, dass dieser Artikel 4 wie folgt ergänzt wird: «Die Kommissionen erstatten den beiden Räten spätestens für die Herbstsession 1990 abschliessend Bericht.»
Es ist nun denkbar, dass neue Probleme auftauchen werden. Ich möchte mich dieser Eventualität nicht verschliessen. Deshalb möchte ich in einem zweiten, neuen Satz beantragen: «Zusätzliche Abklärungen bedürfen der Zustimmung der beiden Räte.»
Es geht mir einfach darum, dass nicht im Jahre 2000 dann einmal ein Historiker schreibt, das Parlament sei anfangs der neunziger Jahre so stark mit der Fichenproblematik beschäftigt gewesen, dass fundamentale Weichenstellungen, wie die Fragen der europäischen Integration, des Verhältnisses unseres Landes zur EG und zum Erweiterten Europäischen Wirtschaftsraum (EWR), aus Zeitgründen nicht gründlich und seriös behandelt werden konnten.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Hubacher: Ich möchte doch zum Votum von Herrn Auer einige Bemerkungen machen:
Was hat die sozialdemokratische Fraktion verbrochen? Sie hat, gestützt auf die Situation im Dezember letzten Jahres, vorgeschlagen, es müsse eine Puk auch im EMD-Bereich eingesetzt werden. Wir haben bei der Formulierung des Auftrages den ursprünglichen Vorschlag Rickenbacher CVP unterstützt und ihn hier aufgenommen. Das scheint Herrn Auer völlig aus dem Häuschen gebracht zu haben.
Ich weiss, dass er in der Region Basel schon immer unter mir gelitten hat. Das ist sein Problem und nicht meines. Ich bin auch nicht der Politiker, der einmal lustig sein will und ein andermal den Minenhund, den Hardliner spielt. Ich bin auch nicht der Politiker, der eine von Herrn Auer angebotene Menükarte der freisinnigen Fraktion vom 5. Februar 1990 schätzt, weil da lustige Bemerkungen stehen und ich das verwenden könnte. Ich schreibe nämlich hie und da Glossen. Also diese Zutraulichkeit und dann dieser Hass, Herr Auer, zu dem bin ich schlicht und einfach nicht fähig. Ich bin auch kein Buchhalter und Archivar, ich bin auch nicht freigestellt in einem Konzern, um halbtägig jeden Tag ein Archiv zu führen. Aber ich bin auch

nicht frei von Fehlern, im Gegensatz zu Ihnen. Ich bin aber auch nicht der grösste Blindgänger in diesem Parlament. Dieses Verdienst kommt Ihnen zu. Ich habe immerhin noch nie einen Blindgänger, d. h. eine Granate, in dieses Parlament geschleppt und alle hier drin Ansässigen in Gefahr gebracht.
Zwei, drei Behauptungen, Herr Auer: Sie möchten jetzt die Sozialdemokratische Partei wieder einmal in die gesamte Verantwortung für diese Misere einbinden. Ihre Beweisführung: der sogenannte Bundesratsbeschluss 1951. Hier hat Justizminister Arnold Koller, Bundespräsident, dargelegt, dieser Beschluss sei *de facto* und *de jure* gar nie in Kraft getreten. Deshalb hat ihn nämlich der Bundesrat auch nicht aufheben können, sondern er ist einfach verabschiedet worden.
Sie haben die berühmten Beispiele Rumänien 1989 und den Ungarnaufstand 1956 erwähnt. Es ist richtig, Herr Auer: 1956, Machtübernahme der Kommunisten, Liquidierung der demokratischen Parteien, Liquidierung speziell der sozialdemokratischen Parteien in allen Ostblockstaaten. Es hat dort nie eine sozialdemokratische Blockpartei gegeben, wie Liberaldemokraten, CDU, Nationaldemokraten oder Bauernpartei in der DDR. Die Sozialdemokraten sind in diesen Staaten immer liquidiert worden.
Ich war mit Carl Miville 1948 dabei, als die PdA nach der Machtübernahme durch die KP mit Ministerpräsident und Parteichef Gottwald eine Siegesfeier veranstaltete. Wir wollten uns das einmal ansehen.
Und ich gebe zu: 1956 habe ich mit einigen jungen Parteigenossen aus Basel spontan eine Kundgebung gegen den Einmarsch sowjetischer Panzer in Budapest organisiert. Es kamen 10 000 Leute auf den Marktplatz in Basel. Ich war Dreissig – ich nehme nicht in Anspruch, das sei mein Jünglingsalter gewesen –, ich bin nicht mehr besonders stolz auf diese harte Sprache, ich gebe das zu, heute würde ich etwas anders schreiben. Ich übernehme aber dafür die Verantwortung, Herr Auer.
Ich bin seit fünfzehn Jahren Parteipräsident. Wir haben jedes Jahr über die Botschaft eine Einladung von Ceausescu erhalten. Unter dem Präsidium Hubacher ist jede Einladung ohne Ausnahme – offiziell und privat – abgelehnt worden. Wir waren nie in diesem Rumänien, im Gegensatz zu Leuten Ihrer Firma, Herr Auer, die dort Geschäfte gemacht haben und jetzt meinen, durch ihren Angestellten Auer uns schlechtmachen zu können. Was passiert ist, habe ich in der «NZZ» dargestellt, Sie können es glauben oder nicht. Der Brief, der von einem unserer Sekretäre 1989 als Absage nach Rumänien ging, war eine Fehlleistung, war ein anpasserischer, viel zu höflicher, diplomatischer Brief. Er entsprach auch nicht dem Beschluss der Geschäftsleitung. Aber das kann man Herrn Auer schriftlich geben, schriftlich erklären: er weiss alles besser.
Die Rolle der Sozialdemokraten in diesem Staate, in dieser Affäre, in dieser unheilvollen Situation kann auch durch noch so scharfe, ausfällige, hasserfüllte Angriffe, wie sie jetzt Herr Auer lanciert hat, nicht verfälscht werden. Es ist so – und Sie sollten für diese Betroffenheit etwas mehr Verständnis aufbringen können –, dass der innere Feind in diesem Lande die Sozialdemokratische Partei mit Umfeld war, mit vielen anderen zusammen. Unter dem Titel Antikommunissmus ist die grösste und einzige nationale Linkspartei als innerer Feind behandelt worden. Das möchten wir liquidieren, und Sie haben keinen Beitrag zur Versöhnung geleistet, Herr Auer.
Liebenswürdig, charmant und dann eben diese Unart, wie sie auch nach Meinung anderer typisch für Felix Auer ist. Ich habe Ihre anbiederische Art im Zug und Ihre ausfällige Art hier im Parlament nicht gern, Herr Auer. Das diskriminiert nicht mich, sondern Sie.
Zum Schluss. Herr Jeanneret konnte es natürlich nicht lassen zu kritisieren, dass Moritz Leuenberger jetzt Delegierter des Bundesrates für den Vollzug dieser Massnahmen in der Bundesanwaltschaft wird. Ich meine, dass der Bundesrat gut gehandelt hat. Der Präsident der Puk 1 hat das Vertrauen fast aller erworben. Moritz Leuenberger hat mit hervorragenden Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern in der Kommission hervorragende Arbeit geleistet. Seien wir froh, dass wieder einmal ein Sozialdemokrat mithilft beim Versuch, diese Staatskrise, diese Vertrauenskrise zu sanieren. *(teilweiser Beifall)*

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Reimann Maximilian: Ich möchte mich kurz an Frau Grendelmeier wenden. Ich halte Ihre rhetorische Eloquenz in Ehren, möchte Sie aber bitten, bei Ihrer verbalen Zahlenakrobatik Mass zu halten. Es trifft niemals zu, Frau Grendelmeier, dass nur 25 Prozent der hier abgegebenen persönlichen Erklärungen wirklich persönliche Erklärungen sind. Heute zum Beispiel waren es 100 Prozent. Frau Pitteloud, Herr Hubacher, Frau Aubry haben gesprochen, und wahrscheinlich gehören auch ich und Sie, Frau Grendelmeier, dazu. Also seien Sie etwas vorsichtiger, wenn Sie mit Zahlen operieren.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Auer: Herr Hubacher, ich hasse Sie nicht! Ich habe sogar einmal in einem Vortrag gesagt, dass ich Sie bewundere: Ich hätte nämlich noch nie im Leben – was Ihre Rolle als Parteipräsident betrifft – einen Seiltänzer gesehen, der ständig herunterfalle, aber immer noch oben sei! Ich habe nie gesagt – das Wort Hass haben Sie gebraucht –, man solle die Leute der PdA hassen. Und ich habe 1956 als Journalist – wir kennen uns ja nachgerade lange genug – auch über die Ereignisse in Ungarn geschrieben. Sie können meine Artikel in den «Basler Nachrichten», in der «Basellandschaftlichen Zeitung» und als Basler Korrespondent in anderen Schweizer Zeitungen in der Universitätsbibliothek nachlesen. Ich stehe zu dem, was ich damals schrieb, aber ich habe nie in einem solchen Ton geschrieben wie Sie.
Sie haben zweimal überreizt. Ich wollte letzten Dienstag sprechen. Da war die Rednerliste aber geschlossen. Das erste Mal haben Sie vernünftig geredet, das zweite Mal haben Sie überzogen. Sie haben zuvor schon in der Kampagne überreizt, indem Sie die Verantwortung allein auf die Bürgerlichen abzuschieben suchten. Ich habe nicht die SP-Fraktion angegriffen, sondern Sie, Herr Hubacher, wegen Ihrer Aeusserungen als Parteipräsident. Wenn die jungen Genossen, Herr Bodenmann oder andere, «päägen», habe ich nichts dagegen; das begreife ich. Aber ein Alter, der dabeigewesen ist und im Glashaus sitzt, sollte nicht derart mit Steinen um sich werfen und nur den Bürgerlichen den kalten Krieg vorwerfen.
Dann haben Sie soeben noch einmal überreizt, indem Sie meine Tätigkeit bei meinem Arbeitgeber ansprachen. Herr Hubacher, ich arbeite 20 bis 25 Stunden pro Woche für meinen Arbeitgeber Ciba-Geigy. Ich will gar nicht freigestellt werden – weil ich stets die Freiheit behalten wollte, zurücktreten zu können, ohne dass es dann heissen würde, ich hätte ja keine Ahnung mehr, was im Geschäft gehe.
Was Rumänien und die DDR betrifft, bin ich immer dafür eingetreten, dass man mit Osteuropa Kontakte pflegt. Ich bin selbst einige Male dort gewesen und habe stets die Auffassung vertreten: Treibt Handel und infiltriert, kopiert Lenin! Dieser hatte ja auf seiner Seite gefordert, man solle die bürgerliche Gesellschaft infiltrieren. In der umgekehrten Richtung hat ja dies, wie wir in den letzten Monaten erlebten, auch gewirkt. Aber ich habe nie in Ostberlin hinter in Stechschritt marschierenden Soldaten einen Kranz niedergelegt wie Sie. Und ich habe nie mit den dortigen Machthabern ein Communiqué unterschrieben. Gut, es steht nicht alles drin, was die SED verlangte, aber es ist schlimm genug, was drinsteht. Und schlimmer als das Communiqué ist, Herr Hubacher, dass Sie es in der Schweiz nicht publiziert haben, so dass man es aus der internationalen Presse erfahren musste.
Mit meinen Ausführungen wehrte ich mich dagegen, dass Sie die ganze Verantwortung auf die Bürgerlichen abzuschieben versuchten. Ihre Partei ist nun jahrzehntelang mit in dem Ding. Da kann man sich jetzt, wo etwas schiefgelaufen ist, nicht einfach aus der Verantwortung stehlen. Im übrigen – das wissen Sie, Herr Hubacher – war ich gar nicht scharf in meiner Rede. Ich habe nur Sie zitiert, und wenn ich Sie zitiere – schlimmer als Sie selber kann ich nicht sprechen. Sie wissen genau, dass ich viel Schlimmeres hätte berichten können, denn wie gesagt: Wir kennen uns lange genug. Wenn ich nicht mehr gesagt habe, so unter anderem deshalb, weil die Redezeit nur fünf Minuten betrug.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Jaeger: Ich hätte das Wort sicher nicht ergriffen, wenn Herr Müller-Meilen mich nicht dazu aufgefordert hätte. Er hat mir aber vorgeworfen, ich hätte letzten Donnerstag gewisse Andeutungen gemacht, die ich zu beweisen hätte, ansonsten er mir – sinngemäss hat er das so gesagt – unlautere Absichten unterstellen müsse. Ich habe heute einige andere Dinge ganz klar bewiesen. Ich kann das, was ich damals zur Demo gesagt habe, nicht beweisen, muss es auch nicht. Ich möchte Ihnen in zwei Punkten Antwort geben, Herr Müller:
1. Es ist in diesem Rat wiederholt den Demonstranten vorgeworfen worden, sie hätten einen Zusammenhang zu denjenigen, die die Demonstration umfunktioniert hätten. Frau Aubry hat uns sogar explizit in einer parlamentarischen Anfrage nicht nur verdächtigt, sondern sie hat ganz klar den Vorwurf erhoben, durch die Aufforderung der Sozialdemokratischen Partei und des Landesringes der Unabhängigen hätten sich gewisse Teilnehmer zur Gewalt hinreissen lassen. Niemand von Ihnen hat Frau Aubry aufgefordert, hierzu den Beweis anzutreten.
2. Es ist von anderer Seite, von Herrn Bonny, gesagt worden, es seien Chaoten am Werk gewesen. Das ist eine Hypothese. Ich möchte diese Hypothese nicht bestreiten. Aber genauso, Herr Bonny, kann man auch eine andere Hypothese in den Raum stellen: dass hier vielleicht doch ausländische Organisationen mit im Spiel waren; Zusammenhänge zu ausländischen Geheimdiensten können nicht abgesprochen werden, solange professionelles Handeln, solange generalstabsmässiger Einsatz festgestellt werden kann und solange die Tränengasmaterialien aus Natobeständen stammen, wie sie auch von Polizeikräften in Deutschland angewendet werden. Das habe nicht ich, das hat der bernische Polizeidirektor Albisetti gesagt. Diese Hypothese muss auch mit in die Untersuchungen einbezogen werden. Sie nicken, Herr Müller. Sie alle haben es gesehen, er nickt – Herr Bonny ist auch einverstanden.
Es geht darum, hier sämtliche Hypothesen zu prüfen und nicht einfach nur die eine Seite zu beschuldigen und zu verdächtigen und von ihr zu verlangen, sie müsse den Beweis für ihre Hypothesen antreten.

Nussbaumer, Berichterstatter: Ein Wort noch zum Nichteintretensantrag von Herrn Reichling. Es liegt heute, nachdem so viel Misstrauen vorliegt, sicher auch im Interesse des EMD, die herrschende Stimmung des Misstrauens und der Vorurteile abzubauen, und zwar mit der Einsetzung einer kompetenten Untersuchungskommission. Herrn Zwingli und Herrn Etique möchte ich folgendes zu bedenken geben: Wo ein Volk seinem Parlament und der Verwaltung nur noch mit Misstrauen begegnet, ist dies an und für sich schon ein Vorkommnis von grosser Tragweite. Unser Parlament wird funktionsunfähig, wenn wir uns nur noch mit Misstrauen begegnen.
An die Adresse von Frau Bär möchte ich sagen: Die Schweiz nimmt Teil an Konferenzen über vertrauensbildende Massnahmen in Europa. Es genügt nicht, dass wir nach aussen Vertrauen predigen, wenn es gleichzeitig nach innen nur zerstört wird und wenn das Misstrauen hier noch geschürt wird. Das Vertrauen nach aussen wird unterhöhlt, wenn wir uns im Innern nur noch mit Misstrauen begegnen.
Nun zu Herrn Jaeger. Er hat in seinem lange begründeten Rückweisungsantrag zwar nur sehr kurz zu diesem selbst Stellung genommen. Er hat allgemeine Ausführungen gemacht. Ich möchte hier lediglich etwas herausgreifen. Wenn Sie bei der Begründung Ihres Rückweisungsantrages sagten, in der Schweiz seien Una-Spezialisten daran, Guerilla-Krieger, Silent-Killing-Formationen und Agents provocateurs auszubilden, dann ist das vielleicht zu phantasievoll. Im übrigen kann die Puk, die hier eingesetzt werden soll, und deren Einsetzung durch einen Rückweisungsantrag verzögert wird, sofort an die Arbeit gehen, wenn wir diesem Beschluss zustimmen. Der Beschluss ermöglicht auch die Aufdeckung jener Missstände, die frei nach Parkinson entstanden sind. Das Büro wollte keine Bestimmung, die bloss eine Kopfjägerei zur Folge hätte. Es hätte sich dazu auch nicht hergegeben, wenn das Büro beispielsweise um einen Vertreter des Landesringes erweitert worden wäre. Diese Forderung kann nicht erfüllt werden. Nach dem Ratsreglement, Artikel 9 und Artikel 14, ist das Büro allein zuständig, diese Kommission zu bestellen und den Beschluss vorzulegen. Sie haben die Möglichkeit, Abänderungsanträge zu stellen, das ist Ihr Recht. Sie haben die Frage gestellt, wer Präsident der Puk 2 werde. Sie haben sich in Ihrem Votum von Herrn Ständerat Huber negativ abgegrenzt und wollten ihn so von dieser Puk fernhalten. Gemäss Geschäftsverkehrsgesetz steht es unserem Rat nicht zu, die Vertreter des Ständerates in dieser Puk zu bestimmen. Es werden zwei selbständige, gleich grosse oder gleich kleine Kommissionen von je fünf Mitgliedern geschaffen. Die Kommission jedes einzelnen Rates erhält einen eigenen Präsidenten. In unserem Rat steht nach Beschluss des Büros das Präsidium der sozialdemokratischen Fraktion zu. Dies wurde an der letzten Sitzung so beschlossen. Die Priorität des Geschäftes wurde von den beiden Ratspräsidenten dem Ständerat übertragen, so dass, falls sich die beiden Puk zusammenschliessen, ein Ständerat Präsident der Gesamt-Puk sein wird. Herr Jaeger, Sie müssten über Ihre Vertreterin im Ständerat versuchen, dort zum Rechten zu sehen, falls die übrigen Ständeräte dazu nicht in der Lage wären. Ob ein Herr Huber genehm sei oder nicht, das müssen wir dem Ständerat überlassen. Es ist eine Frage des politischen Stils, ob wir einen Negativkatalog erstellen sollen, wer tragbar sei und wer nicht. Das Büro des Nationalrates kann die vorgeschlagenen Nationalrätinnen oder Nationalräte der verschiedenen Fraktionen bestätigen oder ablehnen. Lehnt es eine Person ab, so muss der Rat ohne Diskussion über diese Ablehnung befinden. Nach der Meinung beider Büros umfasst der Auftrag, so wie er im Bundesbeschluss des Büros vorgeschlagen wird, auch die Führung der verschiedenen Untergruppen oder Bundesämter. Ob wir es wahrhaben wollen oder nicht, die Formulierung im Antrag Hubacher stellt in sich ein Misstrauensvotum gegen den Bundesrat dar. Wenn in einer Stadt eine Wasserleitung rinnt, so ist es erste Aufgabe, den Schaden zu reparieren, und in zweiter Linie sind die alten Leitungen zu kontrollieren. Es würde niemandem einfallen, die Reparaturequipen zuerst zu den intakten Leitungen zu schicken.
Zum Votum von Herrn Schmid: Das Büro legt den Puk-Mitgliedern, genau wie bei der ersten Puk, einen Ehrenkodex nahe. Wer befangen ist, soll sich nicht wählen lassen, oder wer aus der Kommission schwatzt und im nachhinein vielleicht in ein Geschäft involviert ist, der soll zurücktreten.
Zum Vorschlag des Ständerates in Artikel 2 Absatz 4:
Nach der Auffassung des Büros und namhafter Juristen, die wir befragt haben, darf sich die Puk 2 nicht mit dem Urteil Jeanmaire und den gerichtlichen Vorakten des Prozesses befassen. So kann der Beschluss des Ständerates höchstens als Präzisierung einer rechtlichen Selbstverständlichkeit verstanden werden. Das Büro widersetzt sich dieser Formulierung nicht und schliesst sich dem Ständerat an.
Wir bitten Sie, den Antrag Bonny, der in letzter Minute verteilt worden ist, abzulehnen. Die Berichterstattung im Herbst ist zu vergleichen mit der Berichterstattung der Puk 1 in der letzten Wintersession. Es wäre aber eine zu grosse Einengung des Auftrags, wenn wir jetzt schon sagen wollten, die Puk 2 müsste ihre Aufgabe bis dann definitiv abschliessen. Wir haben ja Erfahrung mit der Puk 1. Sie hat ihre Aufgabe gründlich gemacht, aber im nachhinein kamen noch verschiedene Sachen zum Vorschein. Es ist jetzt eine Selbstverständlichkeit, dass die Puk 1 noch einen Bericht nachliefert. Das gleiche Verfahren könnte auch, wenn es notwendig ist, nach der Ablieferung des Berichtes im Herbst erfolgen.
Wir haben diesen Antrag im Büro nicht behandelt, aber wir haben über diesen Schlussbericht gesprochen, und wir glauben, dass es nicht nötig ist, derart imperativ die Arbeiten abbrechen zu lassen.
Herr Ducret hat am Schluss seiner Ausführungen gesagt, in unserem Lande sei eine Aenderung der Geisteshaltung der Verantwortlichen notwendig, wir setzten uns weltweit der Lächerlichkeit aus, wenn wir so weiterfahren würden.
Das Büro hofft, dass das Vertrauen durch diese Puk 2 wiederhergestellt werden kann. Es bittet Sie, alle Anträge abzuleh-

nen und der Fassung des Büros – korrigiert durch den Beschluss des Ständerates – zuzustimmen.

M. **Massy,** rapporteur: Je serai très bref car tout a été dit et chacun sait ou doit savoir, en ce moment de la soirée, à quoi s'en tenir, après l'audition de 25 orateurs. Plusieurs d'entre eux sont intervenus au nom des groupes ou à titre personnel et, dans leur majorité semble-t-il, ils soutiennent les décisions prises par les Bureaux du Conseil national et du Conseil des Etats.
Le mandat imparti à la Commission d'enquête parlementaire découle de l'article 2 du projet présenté. C'est à vous, Mesdames et Messieurs, de décider si oui ou non vous voulez nous suivre et voter sur l'institution d'une commission d'enquête parlementaire de dix membres, soit cinq au Conseil national et cinq au Conseil des Etats, avec la présidence, cette fois, à la Chambre haute.
M. Reichling ne veut pas de cette CEP et n'entre pas en matière. Je lui dis simplement que la CEP va plus loin que la Commission de gestion, par exemple dans l'audition de témoins hors du Département militaire fédéral, et que c'est une question de confiance du Parlement de nommer cette commission d'enquête. Par conséquent, je vous prie de rejeter la proposition de non-entrée en matière de M. Reichling.
MM. Hubacher et Jaeger proposent des modifications à l'alinéa premier de l'article 2; nous vous prions de ne pas les suivre et d'accepter le texte présenté par les Bureaux susmentionnés. Les allusions de M. Jaeger concernant la représentation des petits groupes au Bureau du Conseil national méritent une petite mise au point. Je représente actuellement les Partis libéraux, des indépendants, des évangélistes et des écologistes. Un indépendant, M. Müller-Argovie, a occupé avec distinction le siège du Bureau pendant huit années consécutives, sans une remarque de notre part. J'ai toujours défendu, au plus près de ma conscience, la place des petits partis dans les commissions, par exemple en présentant un conseiller aux Etats libéral à la CEP, pour permettre aux indépendants de choisir un conseiller national de leur parti au vu de leur unique représentante au Conseil des Etats. Il y a toujours une place au Bureau pour les petits partis et la rotation habituelle entre eux a toujours fonctionné et fonctionnera encore, je l'espère, à satisfaction. Si les partis gouvernementaux veulent faire davantage de place aux minorités dans le sein du Bureau, c'est leur affaire, mais ce n'est pas de cela que nous nous occupons ce soir.
Je vous prie donc d'accepter la proposition d'entrée en matière sur la CEP selon la rédaction des Bureaux du Conseil national et du Conseil des Etats.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag des Büros (Eintreten)	101 Stimmen
Für den Antrag Reichling (Nichteintreten)	34 Stimmen
Für den Antrag Jaeger (Rückweisung)	24 Stimmen
Dagegen	113 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Anträge der Büros siehe Seite 303 hiervor
Propositions des Bureaux voir page 303 ci-devant

Titel und Ingress, Art. 1
Titre et préambule, art. 1
Angenommen – Adopté

Art. 2
Antrag Hubacher
Abs. 1
Gegenstand der parlamentarischen Untersuchung bildet die Amtsführung im Eidgenössischen Militärdepartement, insbesondere die Tätigkeit jener Gruppen, Untergruppen und Aemter des Eidgenössischen Militärdepartementes, die sich ....

Antrag Ruf
Abs. 4
Zustimmung zum Entwurf der Büros

Antrag Jaeger
Abs. 1
Gegenstand der parlamentarischen Untersuchung bilden:
a. die Amtsführung im Eidgenössischen Militärdepartement, insbesondere die Tätigkeiten jener Gruppen, Untergruppen und Aemter des Eidgenössischen Militärdepartements, die sich mit dem Nachrichtendienst, mit der Abwehr, mit Personaldaten befassen oder befasst haben;
b. die Information des Departementvorstehers über die unter Buchstabe a genannten Tatsachen, insbesondere nach der Publikation des Puk-Berichtes im November 1989;
c. die Information des Gesamtbundesrates über die unter Buchstabe a genannten Tatsachen.

Art. 2
Proposition Hubacher
Al. 1
L'enquête parlementaire portera sur la gestion du Département militaire fédéral et notamment sur les activités des groupements ....

Proposition Ruf
Al. 4
Adhérer au projet des Bureaux

Proposition Jaeger
Al. 1
L'enquête parlementaire portera sur:
a. la gestion du Département militaire fédéral, en particulier sur l'activité des groupements, groupes et offices du département qui sont chargés ou ont été chargés du renseignement et de la sécurité ainsi que de la préparation des mesures applicables en état de nécessité et de la gestion des fichiers de données personnelles;
b. l'information du chef du département concernant les faits cités sous lettre a, en particulier après la publication en novembre 1989 du rapport de la CEP;
c. l'information du Conseil fédéral concernant les faits cités sous lettre a.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag Hubacher	40 Stimmen
Für den Antrag Jaeger	28 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Büros	122 Stimmen
Für den Antrag Hubacher	57 Stimmen

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3
Angenommen – Adopté

Abs. 4 (neu) – Al. 4 (nouveau)

Abstimmung – Vote

Für Zustimmung zum Beschluss des Ständerates	111 Stimmen
Für den Antrag Ruf	47 Stimmen

Art. 3
Angenommen – Adopté

Art. 4
Antrag Bonny
.... für die Herbstsession 1990 abschliessend Bericht. Zusätzliche Abklärungen bedürfen der Zustimmung der beiden Räte.

Proposition Bonny
Les commissions feront définitivement rapport aux deux conseils d'ici la session d'automne 1990 au plus tard. Il ne pourra être procédé à des investigations supplémentaires qu'avec l'assentiment des deux conseils.

Bonny: Ich möchte mich kurz fassen, nachdem ich ja bereits in der Eintretensdebatte auf meinen Antrag hingewiesen habe. Ich möchte mich übrigens entschuldigen, dass er so spät gekommen ist. Il n'est jamais trop tard d'avoir de bonnes idées. Ob die Idee gut war, das überlasse ich Ihrem Entscheid. Ich hätte das Wort wohl nicht ergriffen, wenn nicht die Ausführungen meines Freundes und Kollegen Nussbaumer erfolgt wären. Er hat gesagt, dass es der Puk 2 gleich gehen werde wie bei der Puk 1.
Wir haben jetzt folgende Situation: Die Puk 1 hat ihre Arbeit fristgerecht abgeliefert. Sie wird nun durch die Umstände – die von mir nicht etwa in Zweifel gezogen werden – gezwungen, mit gewissen Arbeiten fortzufahren. Sie wird Bericht erstatten. Daraus wird sich wieder eine Debatte im Rat ergeben, wahrscheinlich mit neuen Anschlussvorstössen.
Wir haben jetzt der Puk 2 einen Auftrag erteilt. Der soll nach Artikel 4 bis spätestens zur Herbstsession befristet sein.
Nun hat Herr Nussbaumer gesagt, dass es dann ähnlich wie bei der Puk 1 weitergehen könnte, dass vielleicht neue Probleme auftauchen würden und diese Frist verlängert werden müsste.
Wie man uns die Sache erklärt hat, ist der Sinn von Artikel 4, einen Schlusspunkt unter diese Arbeiten zu setzen. So, wie es jetzt formuliert ist, kann man das juristisch ohne weiteres auch als einen Zwischenbericht interpretieren. Dann ginge die Arbeit der Puk 2 einfach weiter. Ich schliesse die Möglichkeit nicht aus, dass man auf irgendwelche Probleme stossen könnte, die nicht im Rahmen dieser ersten Etappe zu bewältigen sind. Dann stellt sich die Frage der Prioritätensetzung, die in dieser Debatte viel zu kurz gekommen ist. Wir müssen uns in den nächsten Monaten mit der Frage der europäischen Integration auseinandersetzen – das wurde in der Dezembersession ganz klar gefordert. Wir haben noch ganz andere wichtige Themen. Ich denke auch an die Drogenproblematik, wo wir momentan keine Antwort bereit haben.
All diese Probleme müssen doch abgewogen werden gegen das Bedürfnis, mit weiteren Arbeiten in diesem Rat noch mehr Zeit für Fichenübungen zu verwenden. Wir müssen mit dieser Diskussion auch einmal Schluss machen. Zu diesem Punkt hat Herr Nussbaumer überhaupt nichts gesagt. Mein Antrag besteht nicht nur aus den Worten «abschliessend Bericht erstatten», sondern ich habe gleichzeitig die Ergänzung «Zusätzliche Abklärungen bedürfen der Zustimmung der beiden Räte» vorgeschlagen.
Damit will ich dem Parlament die Kompetenz geben, die Weichenstellung im Sinne einer Prioritätensetzung selber vorzunehmen.
Ich bitte Sie daher, meinem Antrag zuzustimmen.

Nussbaumer, Berichterstatter: Herr Bonny hat mich falsch verstanden. Ich habe nicht von einem Zwischenbericht gesprochen. Ich habe gesagt, ähnlich wie bei der Puk 1 im letzten Dezember sei ein Bericht abzuliefern. Wir hatten dort das Problem ähnlich gelöst. Ich hoffe auch nicht, dass dann neue Ungereimtheiten zum Vorschein kommen, aber ich glaube, dass die Erfahrung der Puk 1 gezeigt hat, dass der Bundesbeschluss richtig gefasst war. Wenn wir hier eine Formulierung wählen, die noch eine Diskussion darüber aufkommen lassen könnte, ob man den Bundesbeschluss neu fassen oder ergänzen müsste, dann könnte das an und für sich schon sehr viel Zeit im Rat beanspruchen.
Ich bitte Sie, den Antrag Bonny abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Büros	75 Stimmen
Für den Antrag Bonny	64 Stimmen

Art. 5, 6
Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	136 Stimmen
Dagegen	21 Stimmen

Abschreibung – Classement

89.737
Motion der grünen Fraktion
Motion du groupe écologiste

89.840
Motion der sozialdemokratischen Fraktion
Motion du groupe socialiste

Le président: Le Bureau vous recommande de classer ces deux motions.

Frau **Stocker:** Mit der visionären Kraft der Grünen haben wir bereits am 6. Dezember 1989 diese Motion plaziert, also lange bevor alle alt Obristen und alt EMD-Mitarbeiter ihre Erinnerung wiedergefunden haben. Worum wäre es in dieser Motion gegangen? Es wäre darum gegangen, etwas wieder zu untersuchen, das unerledigt ist. Es geht selbstverständlich nicht darum – so naiv sind nicht einmal mehr die Grünen –, in ein juristisch abgeschlossenes Verfahren einzugreifen, sondern es wäre darum gegangen, die Umstände im Fall Jeanmaire/Bachmann genauer anzusehen. Wir werden uns so oder so in diesem Parlament damit wieder und wieder und wieder befassen müssen. Sie können es unter den Teppich kehren – das sind Sie im Begriff zu tun –, wir haben das zu respektieren, denn die Mehrheit gilt. Aber der Fall Jeanmaire/Bachmann lässt sich nun einfach nicht mit dem hier gültigen Wertsystem von «wer rechts ist, hat recht» lösen, sondern nur irgendeinmal mit dem Begriff der Gerechtigkeit, ein Begriff, der in diesem Saal verlorengegangen zu sein scheint.
Die grüne Fraktion respektiert Ihren Entscheid und zieht die Motion zurück. Wir werden uns wiedersehen dank der visionären Kraft der Grünen.

Zustimmung – Adhésion

82.224

Parlamentarische Initiative (Bundi) Bodenrecht

Initiative parlementaire (Bundi) Droit foncier

Fortsetzung – Suite

Siehe Jahrgang 1984, Seite 232 – Voir année 1984, page 232

Wortlaut der Initiative vom 16. Dezember 1982
Gestützt auf Artikel 21 des Geschäftsverkehrsgesetzes beantrage ich auf dem Wege einer parlamentarischen Einzelinitiative folgende Neufassung von Artikel 22ter der Bundesverfassung:
Art. 22ter
Abs. 1
Eigentum ist im Rahmen der Pflichten gegenüber Mitmenschen, Gesellschaft und Umwelt gewährleistet.
Abs. 2
Bund und Kantone können auf dem Wege der Gesetzgebung das Eigentum im öffentlichen Interesse beschränken.

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Mittwoch, 13. Dezember 1989, Vormittag
Mercredi 13 décembre 1989, matin

08.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Cavelty

89.006

Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen

Evénements survenus au DFJP. Commissions parlementaires d'enquête

Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission (Puk) vom 22. November 1989 (BBl 1990)
Rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) du 22 novembre 1989 (FF 1990)

Stellungnahme des Bundesrates vom 4. Dezember 1989 (BBl 1990)
Rapport du Conseil fédéral du 4 décembre 1989 (FF 1990)

Beschluss des Nationalrates vom 11. Dezember 1989
Décision du Conseil national du 11 décembre 1989

Ad 89.006

Parlamentarische Initiative
Parlamentarische Oberaufsicht über Bundesanwaltschaft und Bundespolizei

Initiative parlementaire
Haute surveillance parlementaire sur le Ministère public fédéral et la Police fédérale

---

Wortlaut der Initiative vom 22. November 1989
Gestützt auf Artikel 21bis des Geschäftsverkehrsgesetzes unterbreitet die Kommission die folgende parlamentarische Initiative in der Form einer allgemeinen Anregung:
Genügen die Rechte der Geschäftsprüfungskommission zur Wahrnehmung der Oberaufsicht nicht, können die beiden Kommissionen durch Beschluss der Mehrheit der Mitglieder jeder Kommission eine gemeinsame Delegation bestimmen. Diese soll aus einer gleichen Zahl von Mitgliedern des National- und des Ständerates zusammengesetzt sein. Sie soll das Recht haben, nach Anhörung des Bundesrates Akten beizuziehen, die der Geheimhaltung unterstehen. Beamte können als Auskunftspersonen oder als Zeugen auch über Tatsachen einvernommen werden, die der Amtsverschwiegenheit oder der militärischen Geheimhaltungspflicht unterliegen. Mitglieder, Sekretäre und Protokollführer dieser Delegation sind ihrerseits zur Geheimhaltung verpflichtet.

Texte de l'initiative parlementaire du 22 novembre 1989
En vertu de l'article 21bis de la loi fédérale sur les rapports entre les conseils, la commission soumet, sous forme d'une demande conçue en termes généraux, l'initiative parlementaire suivante:

Si les droits des Commissions de gestion ne leur permettent pas d'exercer la haute surveillance, les deux commissions peuvent, par décision prise à la majorité des membres de chacune d'elles, instituer une délégation commune. Celle-ci sera composée d'un nombre égal de membres du Conseil national et de députés au Conseil des Etats. Après avoir entendu le Conseil fédéral, la délégation doit être habilitée à se faire remettre des dossiers tombant sous le coup du secret. Elle peut également entendre, comme témoins ou comme personnes tenues de renseigner, des fonctionnaires liés par le secret de fonction ou par le secret militaire. Les membres, les secrétaires et les rédacteurs des procès-verbaux sont de leur côté tenus de garder le secret.

Motion 1 der Kommission
Entflechtung der Funktionen des Bundesanwaltes

Motion 1 de la commission
Dissociation des fonctions du procureur de la Confédération

Wortlaut der Motion vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, den eidgenössischen Räten eine Gesetzesvorlage mit folgendem Inhalt zu unterbreiten:
Die Funktion des Bundesanwalts als öffentlicher Ankläger soll getrennt werden von seiner Stellung als oberstem Verantwortlichen der politischen, allenfalls auch der gerichtlichen Polizei.

Texte de la motion du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de soumettre aux Chambres fédérales un projet de loi dont le contenu sera le suivant:
La fonction de procureur de la Confédération en tant qu'accusateur public doit être séparée de celle de premier responsable de la police politique et, au besoin, de celle de chef de la police judiciaire.

Motion 2 der Kommission
Datenschutz im Bereiche der Bundesanwaltschaft

Motion 2 de la commission
Protection des données dans le cadre du Ministère public fédéral

---

Wortlaut der Motion vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, unverzüglich Datenschutzbestimmungen im folgenden Sinne zu unterbreiten oder zu erlassen:
1. Für die Erfassung von Daten und Informationen sind genaue Kriterien aufzustellen; insbesondere der polizeiliche Generalauftrag ist für die praktische Anwendung regelmässig neu zu definieren.
2. Soweit nicht zwingende Gründe des Staatsschutzes dagegen sprechen, ist den Betroffenen ein Einsichts- und Berichtigungsrecht einzuräumen. Gegen die Verweigerung der Einsichtnahme und der Berichtigung ist ein Rechtsmittel an eine richterliche Instanz vorzusehen.
3. Ueberholte Einträge und Dokumente sind zu vernichten.
4. Werden über Bewerber für eine Stelle in der öffentlichen Verwaltung Sicherheitsüberprüfungen durchgeführt, muss darauf in der Ausschreibung hingewiesen werden. Belastet die Sicherheitsüberprüfung den Bewerber, so ist ihm das Ergebnis mitzuteilen, das rechtliche Gehör zu gewähren, ein Einsichts- und Berichtigungsrecht zu garantieren sowie ein Rechtsmittel zur Verfügung zu stellen.

5. Sicherheitsüberprüfungen für private Arbeit- oder Auftraggeber sind nicht mehr zuzulassen. Besteht dafür in Ausnahmefällen eine gesetzliche Grundlage, so müssen dem Bewerber die gleichen Rechte eingeräumt werden wie einem Bewerber für eine Stelle in der öffentlichen Verwaltung.

Texte de la motion du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de soumettre ou d'édicter sans délai des dispositions sur la protection de données dans le sens suivant:
1. Des critères précis doivent d'être établis pour la collecte des données et des informations; il importe, en particulier, de redéfinir régulièrement le mandat général de police en vue de son application pratique.
2. Pour autant que des raisons impérieuses de protection de l'Etat ne s'y opposent pas, il y a lieu de concéder aux personnes concernées un droit de consultation et un droit de rectification. Une voie de recours à une autorité judiciaire est à prévoir en cas de refus de la consultation et de la rectification.
3. Les inscriptions et documents dépassés sont à détruire.
4. Lorsqu'il y a lieu de procéder à des examens de sécurité au sujet de candidats à un poste au sein de l'administration publique, il faut le mentionner dans la mise au concours. Si l'examen de sécurité fait naître des doutes au détriment du candidat, le résultat lui en sera communiqué et le droit d'être entendu lui sera accordé. Il bénéficiera du droit de consultation et de rectification ainsi que d'une voie de recours contre la décision prise à son égard.
5. Les examens de sécurité concernant des employeurs ou des mandants privés ne seront en principe plus admis. Si une base légale le permet exceptionnellement, on accordera au candidat les mêmes droits qu'à un candidat postulant un emploi dans l'administration publique.

Postulat 1 der Kommission Bundesanwaltschaft

Postulat 1 de la commission Ministère public

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, folgende Massnahmen für eine Reorganisation der Bundesanwaltschaft zu treffen:
1. Die Bedrohungssituation der Schweiz ist neu zu beurteilen. Der Bekämpfung des internationalen Verbrechens, insbesondere des Drogenhandels und der Geldwäscherei, ist eine grössere Bedeutung zu geben. Das Schwergewicht bei der Bekämpfung des Drogenhandels ist auf die Ebene der Finanzierung zu verlagern.
2. Die Aktivitäten der Bundesanwaltschaft müssen stärker vernetzt werden. Drogen- und Waffenhandel, Terrorismus, erpresserische Entführungen, Agententätigkeit und politische Subversion müssen gesamthaft angegangen werden. Stärker als bisher ist das kriminelle Umfeld zu erfassen; die Einführung einer Zentralstelle zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens ist zu prüfen.
3. Der gesetzlich vorgesehenen Oberaufsicht des Bundes gemäss Artikel 258 des Bundesstrafprozesses ist vermehrt Beachtung zu verschaffen, und die Kantone sind in ihren Aufgaben besser zu unterstützen. Bei kantonsübergreifenden Fällen sind die Zusammenarbeit und der Informationsaustausch mit den Kantonen zu verstärken. Als Alternative zu einer eidgenössischen Drogenpolizei ist zu prüfen, ob unter der Leitung der Bundesanwaltschaft kantonale Beamte mit den Kompetenzen von Bundesbeamten für Ermittlungen beigezogen werden können.
4. Für die Zusammenarbeit mit ausländischen Diensten in der Schweiz sind klare rechtliche Grundlagen zu schaffen, die gewährleisten, dass die Herrschaft über das Verfahren bei der Bundesanwaltschaft bleibt und die Ermittlungen effizient geführt werden.

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de réorganiser le Ministère public fédéral en prenant les mesures suivantes:
1. La situation des menaces qui pèsent sur la Suisse doit faire l'objet d'une nouvelle évaluation. Il importe de donner une grande importance à la lutte contre la criminalité internationale, en particulier le trafic de drogue et le blanchissage d'argent sale. Dans la répression du commerce illégal des stupéfiants, l'accent sera déplacé sur celui du financement.
2. Les activités du Ministère public fédéral doivent être mieux coordonnées. Trafic de drogue et d'armes, terrorisme, enlèvements doublés de chantages, agissements d'agents de renseignements et subversion politique nécessitent une approche d'ensemble. Le milieu criminel doit être mieux cerné que jusqu'ici; il y a lieu d'examiner la création d'une centrale de lutte contre le crime organisé.
3. Il faut accorder une importance accrue à la haute surveillance de la Confédération telle que le prévoit l'article 258 de la procédure pénale fédérale (PPF). De leur côté, les cantons doivent être mieux soutenus dans l'accomplisement de leurs tâches. Dans les cas qui concernent plusieurs cantons, il faut renforcer la collaboration et l'échange d'informations. Comme solution de rechange à la création d'une police fédérale des stupéfiants, il convient d'examiner s'il est possible d'associer à des enquêtes, sous la conduite du Ministère public fédéral, des fonctionnaires cantonaux possédant des attributions de fonctionnaires fédéraux.
4. Pour la collaboration avec des services étrangers en Suisse, il est indispensable de créer des bases juridiques claires garantissant au Ministère public fédéral la maîtrise de la procédure, tout en sauvegardant l'efficacité des enquêtes.

Postulat 2 der Kommission Rechtshilfe

Postulat 2 de la commission Entraide judiciaire

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, folgende Massnahmen zu treffen:
1. Die Schweiz muss auf allen Ebenen vermehrt darauf hinwirken, dass die Rechtshilfeverfahren im internationalen und insbesondere im europäischen Rahmen erleichtert und unnötige Hindernisse abgebaut werden.
Es ist zu prüfen, inwieweit direkte Kontakte zwischen ersuchender ausländischer und ersuchter schweizerischer Behörde ermöglicht und damit hierarchische Wege abgebaut werden könnten.
2. Das Rechtsmittelverfahren in der Rechtshilfe muss gestrafft und besser koordiniert werden: Doppelspurigkeiten im Rechtsmittelweg sind zu vermeiden.
Dem Bund ist gesetzlich die Möglichkeit einzuräumen, unter gewissen Bedingungen Verfahren der Rechtshilfe an sich zu ziehen, wenn sie komplex sind oder mehrere Kantone zugleich betreffen oder wenn ein Kanton das Verfahren verschleppt.
3. Es sind organisatorische Massnahmen zu ergreifen, die die Zusammenarbeit zwischen den Sektionen Internationale Rechtshilfe und Auslieferung des Bundesamtes für Polizeiwesen einerseits und dem Zentralpolizeibüro der Bundesanwaltschaft andererseits verbessern helfen.
Die verschiedenen Amtsstellen haben ihre Informationen besser zu vernetzen und die Möglichkeiten der Informatisierung vermehrt zu nutzen.
In der zuständigen Abteilung sind die Strukturen allgemein auf ihre Effektivität zu prüfen.

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de prendre les mesures suivantes:
1. La Suisse doit renforcer son action sur tous les plans afin de faciliter les procédures internationales d'entraide judiciaire, en Europe notamment, et d'éliminer les obstacles inutiles.
Il convient d'examiner dans quelle mesure il serait possible d'autoriser des contacts directs entre autorités étrangères requérantes et autorités suisses requises et, par conséquent, d'assouplir les voies hiérarchiques.
2. La procédure de recours en matière d'entraide judiciaire doit devenir plus cohérente et mieux coordonnée; il faut éviter les voies de recours parallèles faisant double emploi.
Il sied de donner à la Confédération la possibilité de se saisir, à certaines conditions, de la procédure d'entraide judiciaire lorsque celle-ci est complexe ou concerne plusieurs cantons à la fois, ou lorsqu'un canton tarde à trancher.
3. Il y a lieu de prendre des mesures d'organisation contribuant à faciliter et améliorer la collaboration entre les sections de l'entraide judiciaire internationale et de l'extradition de l'OFP, d'une part, et le Bureau central de police du Ministère public fédéral, d'autre part.
Les différents offices et services seront tenus de mieux faire circuler leurs informations et de faire un usage accru de l'informatique.
Au sein de la division compétente en matière d'entraide judiciaire, il y a lieu d'examiner l'efficacité des structures.

Postulat 3 der Kommission
Erteilung von Visa

Postulat 3 de la commission
Délivrance de visa

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, der Bundesversammlung zur Visumspflicht einen umfassenden Bericht zu erstatten und zu prüfen, inwieweit die Praxis der Erteilung von Visa geändert werden muss.
Namentlich sollen Missbräuche verhindert werden. Nur in begründeten Ausnahmefällen sollen Visa an Einwohner von Drittstaaten erteilt werden.

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié d'établir à l'attention de l'Assemblée fédérale un rapport complet sur l'obligation du visa et d'examiner dans quelle mesure il faut modifier la pratique relative à la délivrance de visa.
Il importe notamment d'éviter les abus. Des visas ne seront délivrés à des résidents d'Etats tiers que dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

Postulat 4 der Kommission
Aktenführung und Aktenablage

Postulat 4 de la commission
Gestion des dossiers

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird ersucht, namentlich bei Verfahrensakten die Aktenführung und Aktenablage in der Bundesverwaltung zu überprüfen und die nötigen Verbesserungen anzuordnen.

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de réexaminer la tenue et le classement des dossiers, notamment des dossiers de procédure, au sein de l'administration fédérale et d'ordonner les améliorations nécessaires.

Präsident: Ich schlage Ihnen folgendes Verfahren vor. Zunächst wird die Kommissionspräsidentin berichten, Frau Meier Josi. Sodann findet die Diskussion statt, zunächst für die Kommissionsmitglieder, dann für die übrigen Mitglieder aus dem Rat. Dann wird Bundesrat Koller Stellung nehmen. Am Schluss erhält Frau Josi Meier für allfällige Stellungnahmen nochmals das Wort. Anschliessend behandeln wir die vorgeschlagenen Beschlüsse.

Ordnungsantrag Schmid – Motion d'ordre Schmid

Schmid: Ich weiss nicht, warum die Mitglieder der Puk hier eine Vorzugsrolle einnehmen sollen. Ich bin der Ansicht, dass das, was sie zu sagen haben, im Bericht stehen sollte, so dass die Würdigung dieser Arbeit ausschliesslich den Mitgliedern vorbehalten bleiben sollte, die nicht dieser Parlamentarischen Untersuchungskommission angehörten.
Ich stelle den entsprechenden Antrag.

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Selbstverständlich wird es Sache der Mitglieder dieses Rates sein, den Bericht zu würdigen. Ich bitte Sie aber trotzdem, die Mitglieder der Puk sprechen zu lassen, ganz einfach, weil ich mich auf eine sehr grobe Darstellung beschränke und die einzelnen Mitglieder es auf sich genommen haben, noch einige Einzelfakten auszuleuchten. Es geht ihnen darum, wie in allen anderen Kommissionen, aus ihrer Sachkenntnis heraus die nötigen Ergänzungen anzubringen.

Präsident: Ich möchte Artikel 54 Absatz 1 des Geschäftsreglementes vorlesen: «Zuerst werden die Berichte und Anträge der Kommissionen von den Berichterstattern vorgetragen. Dann erhalten die Kommissionsmitglieder das Wort, und anschliessend wird die allgemeine Beratung eröffnet.»
Ich schlage vor, dass wir uns auch hier an diese Vorschriften halten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag des Büros	19 Stimmen
Für den Antrag Schmid	10 Stimmen

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Es wird gesagt, die Demokratie sei die schlechteste aller Staatsformen, mit Ausnahme aller anderen. Besser ist sie in der Tat nur, soweit sie auf die Mitwirkung und Mitverantwortung aller für das Ganze gründet und bestrebt ist, Freiheit und Würde des einzelnen Menschen in einer gerechten Ordnung hochzuhalten. Der gleichzeitige Hinweis auf die schlechteste Staatsform warnt uns: Auch in unserer Demokratie wirken fehlerhafte Menschen, auch unser Staat bedarf der ständigen Verbesserung.
Freiheitliche Ordnungen sind ein Wagnis. Ihr Sicherheitsnetz ist die Machtkontrolle. Sie ist bei uns sehr stark ausgestaltet. Die Macht ist nicht nur zwischen Bund und Kantonen und zwischen den Gewalten geteilt. Wir kennen daneben zahlreiche Kontrollen bis hin zu den Volksrechten. Und doch kam es vor einem Jahr zu einer schweren Vertrauenskrise gegenüber den Behörden. Sie stellte sich ein, weil sich einzelne Menschen an besonders wichtigen Stellen ihrer Verantwortung nicht mehr gewachsen zeigten, aber auch, weil wir es alle – wenn auch in unterschiedlichem Masse – an rechtzeitigem Vorbeugen, an Korrekturen und Verbesserungen von Einrichtungen hatten fehlen lassen. Es musste, wie so oft, zuerst etwas passieren, bevor etwas geschah.
Die Umstände, die zum Rücktritt von Frau Bundesrätin Kopp führten, brachten die Schwüle schlimmster Gerüchte über einen durch und durch korrupten, vom internationalen Verbrechertum unterwanderten Staat mit sich. Heute haben wir das reinigende Gewitter hinter uns und können zumindest wieder atmen. Aber noch bleibt Geschiebe aufzuräumen; noch bleibt dafür zu sorgen, dass sich die gleichen Schäden nicht wiederholen können, dass wir mit unseren Massnahmen nicht neue Schäden provozieren.
Blenden wir kurz zurück. Vor Jahresfrist trat Frau Bundesrätin Kopp von ihrem Amt zurück. Der Rücktritt wog schwer, weil er

mit dem Vorwurf in Verbindung stand, sie habe ihrem Ehemann Informationen aus dem Departement weitergegeben, um ihn zum Auszug aus dem Verwaltungsrat einer Firma zu bewegen, die ihrerseits in Verdacht stand, Drogengelder zu waschen. Damit verband sich sofort die Frage, ob die Bundesanwaltschaft ihre Pflicht zur Bekämpfung des internationalen Drogenhandels vernachlässigt hätte. Für Vorkommnisse dieser Tragweite hat das Geschäftsverkehrsgesetz im Nachgang zur Mirage-Affäre dem Parlament die Möglichkeit eingeräumt, dort parlamentarische Untersuchungskommissionen – kurz Puk genannt – einzusetzen, wo besondere Klärung am Platze ist. Im Rahmen ihres Abklärungsauftrages können sie innerhalb und ausserhalb der Bundesverwaltung Auskunftspersonen und Zeugen befragen und nach Anhörung des Bundesrates sogar notfalls in die Bereiche der Amtsverschwiegenheit und der militärischen Geheimhaltung eindringen. Selbst kantonale Behörden sind voll zur Amts- und Rechtshilfe verpflichtet.

Der Auftrag umfasste vorwiegend die beiden Schwerpunkte Amtsführung im EJPD und in der Bundesanwaltschaft zur Klärung der Vorwürfe rund um den Rücktritt der Departementsvorsteherin sowie Abklärung des Vorgehens der Behörde bei der Bekämpfung der Geldwäscherei und beim internationalen Drogenhandel, besonders im Vergleich zu anderen Fällen.

Ich habe deshalb ausdrücklich an den Auftrag erinnert, weil in letzter Zeit verschiedentlich reklamiert wurde, die Puk hätte in der Bundesanwaltschaft doch überhaupt nichts zu suchen gehabt.

Die eingesetzten Kommissionen haben inzwischen ihren Auftrag erfüllt und den Bericht am 24. November – nach zehn Monaten Arbeit – veröffentlicht. Sie alle haben ihn gelesen, Kommentare in allen Medien hören können und verfolgten auch die Debatte im Nationalrat. Ich darf den Bericht also – in groben Zügen – als bekannt voraussetzen.

Es geht heute noch darum, aus der Sicht der ständerätlichen Puk einige Hinweise und Unterstreichungen anzubringen und dann vor allem unsere Schlüsse zu ziehen. Vorgesehen sind nach den Ausführungen des Bundesrates die allgemeine Aussprache – Sie hörten es – und anschliessend die Detailberatung des Massnahmenkataloges, den wir Ihnen vorschlagen.

Vorerst einige Anmerkungen zu unserem Vorgehen. Nach Artikel 56 des Geschäftsverkehrsgesetzes wurden die Kommissionen in beiden Räten bestellt. In aller Regel legt der Ständerat Gewicht auf eigenständiges Handeln. Hier hat unsere Kommission recht schnell anders entschieden. Dafür gab es zwei Gründe: Die Vielzahl der Hinweise verlangte eine Vielzahl von Befragungen. Es wäre den Informanten kaum zumutbar gewesen, nach den Befragungen durch die parallelen Untersuchungen von Herrn Hungerbühler und von Herrn alt Bundesrichter Haefliger nun noch doppelt vor den beiden Ratskommissionen auszusagen. Doppelt geführte Kommissionen verboten sich also schon aus Gründen der Effizienz, der beförderlichen Auftragserfüllung und der Rücksichtnahme auf die bei der Abklärung mitwirkenden Personen.

Der Hauptgrund war aber politisch. Wenn die Vertrauenskrise ohne Verzug behoben werden sollte, drängte sich ein gemeinsames Vorgehen beider Ratskommissionen auf. So legten wir unsere Arbeiten zusammen. Das Präsidium der einzigen Kommission kam gemäss Geschäftsverkehrsgesetz dem Präsidenten des erstbehandelnden Rates zu, im konkreten Fall Nationalrat Moritz Leuenberger.

Intern präsidierten wir beiden Präsidenten je eine der beiden Subkommissionen, die nach Sachschwerpunkten aufgeteilt waren. Die gemeinsame Kommission hat in hartem Ringen zwischen sämtlichen Mitgliedern aller Parteischattierungen unseres Parlamentes ihre Schlüsse gezogen.

Naturgemäss waren die Blickwinkel und bestimmte gesetzte Akzente unterschiedlich, und desgleichen wird die Notwendigkeit weiterer als den von allen vorgeschlagenen Massnahmen nicht gleich beurteilt. Aber der Bericht wurde ohne Zwischenabstimmung im Konsensverfahren erarbeitet und am Schluss einstimmig verabschiedet. Es wäre müssig, einzelne Mitglieder – wie es etwa in den Medien versucht wurde – als Bremser von dieser Einheit abspalten zu wollen. Für die Einstimmigkeit brauchte es die Stimmen der beteiligten Männer und Frauen, der Mitglieder aus Regierungs- und anderen Fraktionen. Es brauchte die Stimmen derer mit und ohne Regierungserfahrung; aber auch die Spontaneität der Hausfrau und die Sorgfalt der vier beteiligten Rechtslehrer bildeten diese Einstimmigkeit. Wir haben keine billigen Kompromisse geschlossen. Aber wir haben uns um der Sache willen zu einer gemeinsamen Grundanalyse durchgerungen.

Das legitimiert uns heute, nach dem Nationalrat auch Sie zu bitten, den gemeinsam vorgeschlagenen Massnahmen Ihre Unterstützung zu leihen. Es ist an Ihnen, den Bericht zu beurteilen. Vergessen Sie dabei nicht, dass wir die Regeln des Verfahrens erstmals anwendeten. Wir mussten uns zuerst durch ihre Schwierigkeiten durchkämpfen, sie erstmals interpretieren. Wir haben sie im Sinne des Auftrages voll genutzt und auch tauglich befunden. Nach ersten Anlaufschwierigkeiten – vor allem beim Eindringen in Geheimbereiche – konnten wir auch mit wenigen Ausnahmen auf die bereitwillige Mitarbeit aller Gesprächs- und Korrespondenzpartner zur Klärung der Fakten zählen. Das ist einer der Gründe, der uns für die Zukunft positiv stimmt.

Nicht gleich gross war teilweise die Bereitschaft, für festgestellte Mängel und Fehler auch die Verantwortung zu übernehmen. Es wird im Bericht entsprechend gewertet. Drei Vorwürfe zum Verfahren möchte ich hier noch entkräften.

1. Da ist einmal der Vorwurf des unfairen Verfahrens, besonders der mangelnden Akteneinsicht, der in den letzten Tagen von einigen erhoben wurde. Er geht ins Leere. Jenen Beteiligten, denen wir persönliche Vorwürfe machten, haben wir eine Liste dieser geplanten Vorwürfe unterbreitet und ihnen gleichzeitig schriftlich die Akteneinsicht offeriert. Ich lese Ihnen als Beispiel einen solchen Satz aus einem der vielen Briefe: «Sie werden am 13. November im Amthaus, Hodlerstrasse, Bern, Zimmer 18, Gelegenheit haben, sich vor der Kommission zu den erwähnten Vorwürfen zu äussern und die Akten einzusehen.»

Die Akteneinsicht wurde in einigen Fällen auch ausdrücklich verlangt und natürlich gewährt.

2. Ein zweiter Vorwurf: Herr Bundesanwalt Gerber beklagte sich zu Unrecht über eine Ungleichbehandlung durch die Kommission, weil er den ganzen Bericht nicht wie andere Leute habe lesen können. Auch er erhielt den üblichen Brief mit den ihm zugedachten persönlichen Vorwürfen. Den ganzen Berichtsentwurf händigten wir nur dem Bundesrat aus. Er – nicht wir – überliess ihn im Hinblick auf die Vernehmlassung zur Amtsführung abschnittsweise den zuständigen Amtsdirektoren im EJPD.

3. Vereinzelt wurde bemängelt, wir hätten das rechtliche Gehör nur *pro forma* gewährt, obwohl der Bericht schon in Druck gegangen sei. Auch das trifft nicht zu. Die letzten Korrekturen wurden meines Erinnerns am Abend des 22. Novembers angebracht, und darauf wurde noch an der Ausarbeitung des Berichtes im Sekretariat gearbeitet. In der Nacht zum 24. November wurde er gedruckt.

Die Kommission, die nicht als Gericht zu urteilen hatte, sondern als politische Instanz politisches Verhalten würdigte, hat sich zwar alles angehört, aber in einem knappen Bericht nicht alle unerheblichen Darstellungen kompiliert. Das war nicht ihre Aufgabe. Ihre Aufgabe war es, Bericht zu erstatten über allfällig festgestellte Verantwortlichkeiten und institutionelle Mängel. Sie hatte Vorschläge für Massnahmen organisatorischer und rechtlicher Art zu unterbreiten.

Damit komme ich zum Inhalt des Berichts, auf den ich nur kurz eingehe. Wir hatten die Pflicht, dem Negativen nachzuspüren. Das grosse Aufzählen von Fehlern kann ein Bild verzerren. Wer beim Emmentaler nur noch die Löcher sieht, verhungert. Jeder vernünftige Mensch würde raten, sich an die verbleibende Substanz zu halten. Das hat unsere Kommission auch getan. Sie konnte daher vorab erleichtert festhalten, dass sich die ungeheuerlichen Verdächtigungen, die zu Beginn unserer Arbeit in den Medien zirkulierten, nicht bestätigten. Unser Staat ist weder korrupt noch vom Verbrechen unterwandert. Es gibt eine Grosszahl von anständigen Beamten und Angestellten in der Verwaltung, die zu Unrecht von pauschalen Vorwürfen getroffen worden sind. Im EJPD wird *summa summarum* rechte Arbeit geleistet. Was zu kritisieren war, haben wir in

harter Sprache kritisiert. Es war allerdings nicht nichts, was wir fanden. Es gab auch Schadstellen, die uns schmerzten, und wir hätten lieber weniger gefunden.
Bei den Fehlern, die zum Rücktritt von Frau Bundesrätin Kopp führten, verweile ich im Einverständnis mit der ständerätlichen Kommission nicht lange. Dies schon angesichts des noch bevorstehenden Verfahrens vor Bundesgericht. Politisch ist weniger das beanstandete Telefongespräch mit ihrem Ehemann als das spätere Verhalten negativ gewertet worden. Die Chancen, einmal begangene Fehler einzugestehen, sofort der vollen Wahrheit zum Durchbruch zu verhelfen, wurden nicht genutzt. Das und der Versuch, die Verantwortung teilweise auf die persönliche Mitarbeiterin zu überwälzen, mussten das Vertrauensverhältnis so stören, dass der Rücktritt unvermeidlich wurde.
Klar geworden ist uns, welch enorme Bedeutung unter gewandelten gesellschaftlichen Verhältnissen dem Umfeld, besonders dem familiären, einer Magistratsperson zukommt. Immerhin darf vorausgesetzt werden, dass der Fall eines Ehepartners, der so exponiert tätig ist wie Herr Hans W. Kopp, atypisch bleibt. Aber wir werden bei zukünftigen Wahlen dem Umfeld der Ehepartner zweifellos mehr Beachtung schenken. Besonders wo verheiratete Frauen Zugang zu Aemtern finden, ist wachsende Rücksichtnahme seitens der in dieser Rolle noch recht ungewohnten Männer nötig. Möge das von ihnen als lohnende Herausforderung verstanden werden!
Gerade angesichts der Mitverantwortung des Ehepartners im Falle von Frau Bundesrätin Kopp – es war sein Umfeld, das das ominöse Telefon auslöste – lag der Kommission daran, die Verfehlungen von Frau Bundesrätin Kopp nicht isoliert zu betrachten, sondern sie auch im Verhältnis zu vier Jahren Einsatz und Engagement darzustellen. Während die Untersuchung der Umstände, die zum Rücktritt von Frau Bundesrätin Kopp geführt hatten, wenig Neues zutage förderten, fand die Kommission teils schwerwiegende Mängel und Schwachstellen in einzelnen Verwaltungsstellen vor. Die bedenklichsten – ich erwähne sie hier – wurden bei der Bundesanwaltschaft festgestellt, und zwar in zweierlei Hinsicht:
1. Hart zu kritisieren war einmal, dass die neue Gefahr, die uns seitens des international organisierten Verbrechens und des Drogenhandels heute droht, anfänglich gänzlich verkannt wurde. Man verliess sich mangels Personal auf die Dienste der amerikanischen DEA, spielte die Warnungen von Sachbearbeitern herunter und verschanzte sich hinter der Zuständigkeit der Kantone sowie hinter fehlenden Gesetzesbestimmungen über die Geldwäscherei. Wenn nur schon die bestehenden Möglichkeiten von der Bundesanwaltschaft ausgenutzt und angeregte Ermittlungen veranlasst worden wären, hätten Geldwäscher unser offenes System nicht als Einladung zu unkorrektem Handeln missverstehen können.
Wir erwarten, dass sich ein neuer Chef der Bundesanwaltschaft nicht sklavisch an ausländische Dienste anlehnt, sondern selbst für aktive Zusammenarbeit sorgt. Wir erwarten auch, dass das Bedrohungsbild durch ständige Ueberarbeitung des Polizeiauftrages aktualisiert wird und dass diese Ueberprüfung nicht nur von untergeordneten Stellen, sondern letztlich vom Bundesrat selbst, auch in unserem Einverständnis, vorgenommen wird. Wir erwarten, dass die Bundesanwaltschaft wieder so flexibel wird und dass der Bundesrat sie in diesem Sinne führt, wie das zur Zeit des Aufkommens des Terrorismus in den siebziger Jahren und nachher noch beim Auftauchen der neuen wirtschaftlichen Spionagegefahren der Fall war.
2. Die zweite, für unsere Mitbürger noch schlimmere Führungsschwäche, für die nach unserer Auffassung der Bundesanwalt einzustehen hatte, fanden wir – neben sonst guter Polizeiarbeit – bei der Einschätzung klassischer Bedrohungen in der Staatssicherheit. Die Datensammlungen und Datenverwendung der politischen Polizei waren derart, dass die Kommission spontan und einhellig – unabhängig von der Parteizugehörigkeit – feststellte: So darf das nicht sein. Diese unwahrscheinliche Mischsammlung von Staatsschutzangaben, Vorstosskartei und Presseargus gehört im wahrsten Sinne des Wortes ausgemistet. Zudem muss aus allen Sammlungstypen das verschwinden, was längst überholt und seit längerer Zeit unüberprüft ist. Einäugigkeit gegenüber Extremen hat aufzuhören. Vor allem aber gehört in die Kartei eines Staatsschutzes schweizerischer Prägung nichts, was die blosse Ausübung bürgerlicher Rechte umfasst. Davon wollen wir in dieser Kartei gar nichts finden.
Spätestens unter dem Stichwort «Staatsschutz» stellt sich uns allen die Kernfrage, was denn das für ein Staat ist, den wir schützen wollen. Darüber wird der zukunftsträchtige Konsens zu suchen sein, wenn es wirklich nicht mehr klar sein sollte, dass Demokratie nicht nur Ruhe und Ordnung, sondern mindestens ebenso heilsame «Unruhe und Unordnung» erfordert, wie Peter Noll einmal herausfordernd formulierte. In meinen Augen ist der unkritische, der satte, der egoistische Bürger der gefährlichste innere Feind einer Demokratie, die auf Mitwirkung und Mitverantwortung angewiesen bleibt.
Was ist zu tun? Wir werden daran gehen müssen, uns zur Formulierung des Staatsschutzzieles etwas mehr einfallen zu lassen als nur einen einzigen Artikel 17 in einer Bundesstrafprozessordnung. Nur wo Bürger mit Gewalt unsern Staat verändern wollen, wo also wirklich unsere heutige Möglichkeit, Freiheitsrechte legal auszuüben, gefährdet ist, rechtfertigen sich Eintragungen in Fichen, dort allerdings rechtzeitig.
Um sicherzustellen, dass sich der Staatsschutz zukünftig an diese Grenzen hält, hat die Puk vermehrte Kontrollmöglichkeiten, notfalls auch im Geheimbereich, gefordert, gleichzeitig auch Massnahmen unter dem Titel Datenschutz. Soweit Schäden durch den Fehlgebrauch von Daten vorkamen, bleibt der Ersatz vorbehalten. Gerade weil die Kommission in ihren Schlüssen so klar ist, hofft sie aber, dass wir hier im Ständerat nicht bloss über dieses unzulässige Fichier debattieren.
Lassen Sie mich aber auch festhalten: Die Kommission hat nie einer Abschaffung des Staatsschutzes das Wort geredet. Aber der Staatsschutz soll, einmal ausgemistet, sich an modernen Bedrohungsbildern orientieren.
Schliesslich kritisiert der Bericht auch die Doppelfunktion des Bundesanwaltes als öffentlicher Ankläger und oberster Fahnder.
Ein Teil der Probleme, die sich bieten können, sind unter dem Stichwort Shakarchi und Befangenheit auf Seite 185 des Berichtes dargestellt. Wir halten zumindest die Abtrennung der Anklägerfunktion für richtig, lassen im übrigen die Form der nötigen und beantragten Reorganisation der Bundesanwaltschaft offen.
Der Bericht weist auch auf Mängel in der internationalen Rechtshilfe in Strafsachen hin. Wir erwarten vor allem einen Abbau unnötiger Hindernisse, geraffte Verfahren, verbesserte Zusammenarbeit zwischen Amtsstellen und möglichste Gleichbehandlung verschiedener Rechtshilfesuchender.
Noch ein Wort zu Schwachstellen, bei deren Behebung den Kantonen eine tragende Rolle zukommen könnte. Ich erwähne hier nur zwei Stichworte. Die Kantone haben es in der Hand, bei der Erteilung von Jahresaufenthaltsbewilligungen unerwünschte Elemente, z. B. aus dem internationalen Drogen- und Waffenhandel, fernzuhalten. Wir haben im Bericht daran erinnert, dass Aufenthaltsbewilligungen nur mit Bedingungen verbunden werden dürfen, die sich aus dem Zweck der Ausländergesetzgebung ergeben, und wir haben unterstrichen, dass Mindeststeuerleistungen nicht zu diesen Bedingungen gehören.
Im Nationalrat haben nun Votanten aus verschiedenen Kantonen darauf hingewiesen, für unerlaubte Steuerabkommen sei die Kommission zur Ueberprüfung des betreffenden Konkordates zuständig. Diese Kritik verkennt die Stossrichtung unserer Ausführungen. Uns ging es nicht um steuerliche Oberaufsicht. Vielmehr meinen wir, dass Elemente, die in den Steuerakten zu finden sind, auch für das BFA von Interesse wären bei seiner Beurteilung der Zulassung. Dazu müsste es Akteneinsicht erhalten können. Wir glauben allerdings auch, dass die betroffenen Kantone inzwischen hellhörig geworden sind und den Willen haben, kritischer an neue Gesuche heranzugehen.
Ein zweiter Punkt ist die Drogenbekämpfung. Fast alle Kantone haben sich gegen die Einführung einer Bundesdrogenpolizei gewendet. Sie befürchten einen Souveränitätsverlust. Allerdings haben zuständige Sachbearbeiter hier oft eine ge-

genteilige Meinung geäussert. Sie versprachen sich von mehr zentraler Zuständigkeit Vorteile für den Kampf gegen die Betäubungsmittelkriminalität. Ich empfehle Ihnen das nähere Studium des Berichtskapitels über die Stärkung der Zentralstelle für Drogenbekämpfung.
Die Kommission denkt an gesetzliche Grundlagen für eine einheitliche Verfahrenslenkung, zumindest bei kantonsübergreifenden Fällen. Wir sind der Meinung, dass Drogenhändler sich so wenig wie Wind und Regen an Kantonsgrenzen halten. Wenn es uns mit dem Kampf ernst ist, müssen sachgerechte Lösungen gefunden werden. Der Grundsatz der Subsidiarität fordert dabei allenfalls ein Zurückstecken von kantonalen Zuständigkeiten.
Zwei Anliegen zum Schluss: Sie heissen Ausblick und Dank.
Hauptziel des Berichtes war es, die Grundlage zu schaffen, um eine Vertrauenskrise zu überwinden. Deshalb seine harte Sprache. Der Bericht darf aber nicht das Ende, sondern muss der Anfang einer Krisenbewältigung sein. Geschlossene Fronten bei der Annahme der Vorschläge unserer Kommission und bei deren unverzüglicher Durchsetzung wären ein Zeichen dafür, dass wirklich neu begonnen werden will und dass die Taten den Worten folgen. Ich bitte Sie, diesen Willen zu dokumentieren.
Schon bei der Pressekonferenz habe ich aber auch darum gebeten, die heilende Kraft der Demokratie zur Ueberwindung von Krisen nicht zu unterschätzen. Ich vertraue nach wie vor darauf. Nicht nur die Puk wurde eingesetzt seit dem November letzten Jahres. Auch der Bundesrat hat sofort geschaltet. Er setzte Staatsanwalt Hungerbühler und alt Bundesrichter Haefliger ein.
Die Geldwäscherei-Novelle wurde im Nationalrat inzwischen schon beraten, und der Ständerat nimmt sie im Januar in Angriff.
Bundesrat Koller hat unsere Kritiken aufgenommen und Remedur versprochen, wo wir Schwachstellen orteten. Das ist schon einiges.
Wir können zur Wiedergewinnung von Vertrauen auch beitragen, wenn wir hier – wie wir es ohnehin gewohnt sind – sachlich debattieren und uns vor Kopfjägerei distanzieren. Vor allem aber müssen wir auch als Parlament unsern Teil Verantwortung übernehmen, wie das der Bundesrat getan hat. Dann bedeutet die Krise Chance des Neubeginns.
Am Schluss bleibt mir noch zu danken: allen Mitgliedern der Kommission, dem Präsidenten Moritz Leuenberger für seine nur der Sache verpflichtete Konzilianz, allen Kolleginnen und Kollegen des Ständerates für ihre wirklich intensive Kleinarbeit in den Unterausschüssen. Sie arbeiteten bis zur Erschöpfung, um allen erhobenen Vorwürfen nachzugehen. Die welschen Mitglieder verdienen Dank für ihre grosse Geduld mit den weitgehend nur deutsch geführten Debatten, aber auch für ihre Gewaltsanstrengung bei der Bewältigung der Schlussübersetzung, bei der unsere Kollegen Cottier und Zimmerli massgebend mithalfen.
Grosser Dank gehört aber auch allen Helfern der Kommission, den beiden hier anwesenden Untersuchungsrichtern, den beiden Sekretären, ihren Mitarbeitern, die, wie auch unsere Weibel, oft Nachtarbeit leisteten.
Die begleitende Hilfe von alt Bundesrichter Haefliger war besonders wertvoll, wenn Sonderfragen abzuklären waren.
An Ihnen ist es nun, den Bericht zu werten und zu kritisieren, aber darüber nicht zu vergessen, die Folgen zu ziehen.

Zimmerli: Der Nationalrat hat den Puk-Bericht umfassend ausdiskutiert. Er hat politische Gewichtungen vorgenommen, Zensuren erteilt, den Bundesrat in Pflicht genommen und im Sinne der Vorschläge der Puk gesetzgeberische Massnahmen beschlossen, letztlich im hart erarbeiteten Konsens, wie er auch in der Puk glücklicherweise erreicht werden konnte. Das stimmt mich zuversichtlich. Trotz unterschiedlicher ideologischer Standorte konnte der Beweis dafür erbracht werden, dass die verfassungsmässige Oberaufsicht in unserem Rechtsstaat auch in staatspolitisch heiklen Situationen – oder wie es Frau Meier gesagt hat: in einer Vertrauenskrise – voll zum Tragen kommen kann.
Nicht nur – aber auch – aus Rücksicht auf meinen verehrten Ratskollegen Carlo Schmid möchte ich darauf verzichten, in meinem Votum als Puk-Mitglied meinerseits zu unterstreichen, wie sehr ich vom Versagen und von den Fehlleistungen der in die Untersuchung einbezogenen Personen und Verwaltungszweige betroffen war; ich müsste bloss wiederholen, was bereits gesagt worden ist.
Soweit der Fall Kopp vom Parlament zu untersuchen und politisch zu gewichten war, ist er für mich in rechtsstaatlich einwandfreier Form erledigt worden. Er ist in unserer schnellebigen Zeit bereits politische Geschichte geworden.
Ich fahre dort weiter, wo Frau Meier in ihrem materiellen Bericht aufgehört hat: Noch bei weitem nicht behoben sind die von der Puk festgestellten Missstände bei der Bundespolizei und der Bundesanwaltschaft. Auf den Gesetzgeber, aber auch auf den Bundesrat als politisch verantwortliche Exekutive wartet noch viel anspruchsvolle Arbeit, die nur in einem Klima des gegenseitigen Vertrauens zufriedenstellend geleistet werden kann. Ich habe dieses Vertrauen in den Bundesrat. Ich bin aber noch nicht ganz sicher, ob das Schweizervolk uns, d. h. dem Parlament und dem Bundesrat, nach dem Vorgefallenen ohne weiteres eine rasche und dauerhafte Bewältigung jener Probleme zutraut, die bei ihm den Glauben an unsere Institutionen erschüttert haben. Hier bleibt noch viel zu tun, und wir haben dafür nicht viel Zeit.
Es stellen sich uns nicht nur im staats- und verwaltungsrechtlichen, sondern insbesondere auch im politischen Bereich äusserst komplexe Fragen zum Staatsverständnis und zur Bedeutung der Grundrechte – in einer Zeit, die von unerhörten Kommunikationsmöglichkeiten, Mobilitäten, Transparenzen, aber auch von Turbulenzen und Vernetzungen sowie von einem ausserordentlich starken Leistungsdruck auf den einzelnen geprägt ist, in einer Zeit aber auch, die sich durch eine geradezu stürmische Entwicklung in Europa und in der Welt auszeichnet und uns mit globalen Wandlungen politischer Werte konfrontiert, deren Tragweite wir kaum zu überblicken vermögen. Dass ausgerechnet in dieser Zeit – ich möchte sie eine Zeit kreativer Verunsicherung nennen – unerwartet schwerwiegende Mängel im äusserst sensitiven Bereich des Staatsschutzes, der politischen Polizei und des Datenschutzes festgestellt werden mussten, tut weh.
Ich will jetzt nicht auch noch in den Chor jener einstimmen, die in den letzten Tagen mit harter, teils überharter und schonungsloser Kritik nicht gespart haben, sondern bloss noch anmerken, dass nach meinem Dafürhalten etwas viel von Fehlleistungen subalterner Staatsdiener und etwas wenig vom recht diskreten Verhalten der politisch verantwortlichen Exekutive gesprochen wurde.
Wenn man als Puk-Mitglied und mit einiger – vorab berufsbedingter – Distanz die bestehenden Regelungen auf dem Gebiete des Staatsschutzes, der politischen Polizei und des Datenschutzes betrachtet, muss sich auch das Parlament Kritik gefallen lassen. In diesem Bereich von Regelungen zu sprechen, ist ohnehin etwas gewagt; ich würde diesen Begriff eher mit Anführungszeichen versehen.
Verweilen wir einen Augenblick beim Datenschutz: Warum hat das Parlament vor rund zwölf Jahren die parlamentarische Initiative Gerwig nicht ernst genommen, die dem Bund mit der Verankerung eines Datenschutzartikels in der Bundesverfassung eine klare und umfassende Rechtssetzungskompetenz auf dem Gebiete des Datenschutzes verschaffen wollte? Etwa, weil sie für viele aus der falschen politischen Ecke kam? Oder warum hat man nicht früher aus der bundesgerichtlichen Rechtsprechung zu den Freiheitsrechten und zum generellen Erfordernis hinreichender gesetzlicher Grundlagen für Grundrechtsbeschränkungen gefolgert, dass namentlich die Tätigkeit unserer Staatsschutzorgane und die ihnen obliegende Informationsbeschaffung dringend einer rechtsstaatlich überzeugenden Verankerung im formellen Gesetz bedarf?
Weitere Frage: Wäre der «Fichen-Schock» ausgeblieben, wenn klare Datenschutzvorschriften für die Bundespolizei bestanden hätten und zudem im Gesetz hinreichende – auch parlamentarische, aber systemkonforme – Aufsichtsrechte und -pflichten vorgesehen worden wären?
Ich weiss es nicht, und ich will diesen Fragen auch nicht weiter nachgehen. Eines zeigen diese Fragen aber mit aller Deutlich-

keit: Es wäre allzu billig, wollte man nun dem Chef der Bundespolizei alle Verantwortung für Fehlleistungen und für den Dilettantismus seiner Untergebenen in die Schuhe schieben. Diese haben ungeschickt, aber weder böswillig noch gesetzwidrig im eigentlichen Sinn gehandelt, weil es – ich habe es gesagt – eben kaum Normen gibt, die sie hätten verletzen können.
Herr Bundespräsident Koller verdient Anerkennung dafür, dass er sich vor seine Chefbeamten stellt; ich habe allerdings nichts anderes erwartet. Es ist nicht die Meinung der Puk – Frau Meier hat es gesagt, und Herr Präsident Leuenberger Moritz hat es vorgestern im Nationalrat nochmals betont –, dass Köpfe rollen sollen, sondern gefordert sind institutionelle Reformen, die endlich zu überzeugenden Prioritäten bei der Erfüllung des Polizeiauftrags im weitesten Sinne – gemeint sind in erster Linie der Staatsschutz und die politische Polizei – und weiter zu klaren Verantwortlichkeiten führen. Erst wenn diese Reformen realisiert sind, darf man mit gutem Gewissen feststellen, dass den Worten nun auch Taten gefolgt sind.
Frau Meier hat betont – und ich unterstütze das nachdrücklich –, dass die Existenz des Staatsschutzes und der Bundespolizei heute nicht zur Diskussion steht. Der schändliche Mord am Banquier Herrhausen vor wenigen Tagen hat eindrücklich klar gemacht, dass der Terrorismus noch keineswegs ausgerottet ist. Eine effiziente, innerhalb der rechtsstaatlichen Leitplanken operierende Polizei kann ihre Aufgaben nur dann zufriedenstellend erfüllen, wenn sie sich die nötigen Informationen mit jenen technischen Mitteln und über jene Kanäle diskret, aber rechtsstaatlich unbedenklich beschaffen kann, die heute international anerkannt und üblich sind. Es geht – mit anderen Worten – nicht um das Ob, sondern um das Wie. Man kann sich nicht einerseits über mangelnde Wachsamkeit unserer Behörden gegenüber den modernen Erscheinungsformen kriminellen Verhaltens beklagen und andererseits den gleichen Behörden jene Mittel – auch polizeiliche Mittel – und Datensammlungen vorenthalten, die sie für eine wirksame Verbrechensbekämpfung heute nun einmal brauchen. Wollte man solches aus dem Puk-Bericht herauslesen, hätte man ihn gründlich missverstanden.
Auf dem Tisch dieses Hauses liegt der bundesrätliche Entwurf zu einem Datenschutzgesetz. Unser Rat wird sich in Kürze damit befassen. Eine Verfassungsgrundlage für einen umfassenden eidgenössischen Datenschutz im Bereich der öffentlichen Verwaltung und der Behörden besteht zwar immer noch nicht. Der Ständerat hat aber als Erstrat die Chance und die Pflicht, den Datenschutz insbesondere im empfindlichen Bereich des Staatsschutzes und der politischen Polizei überzeugend und verfassungsrechtlich einwandfrei zu ordnen. Aehnliches gilt für die organisationsrechtlichen Massnahmen bei der Bundesanwaltschaft. Diese Institutionen dürfen unter keinen Umständen geschwächt werden. Sie sind vielmehr zu modernisieren und im wohlverstandenen Sinne zu stärken, damit sie ihre im öffentlichen Interesse liegenden Aufgaben auch weiterhin erfüllen können.
Diese Amtsstellen – das ist an dieser Stelle einmal mehr zu betonen – haben an einer heiklen Schnittstelle zwischen dem unverzichtbaren Schutzbereich der Grundrechte und der unvermeidlichen Beschränkung eben dieser Freiheitsrechte aus Rücksicht auf hochrangige öffentliche Interessen zu wirken, und sie müssen fortwährend äusserst anspruchsvolle Interessenabwägungen vornehmen. Solches Handeln aber braucht klare Kriterien und Führung, wenn der Staat nicht Schaden nehmen soll.
Die Puk-Motionen und Puk-Postulate sollen den Bundesrat in erster Linie veranlassen, die vor unserem Rat hängigen Gesetzgebungsvorlagen so anzureichern, dass wir als Gesetzgeber unsererseits möglichst rasch die Lehren aus den mit Grund hart kritisierten Missständen ziehen können. Nicht nur die Exekutive braucht Vertrauen, sondern auch der Gesetzgeber ist darauf angewiesen. Ich habe das bereits gesagt.
Vorschusslorbeeren dürfen wir schon gar nicht beanspruchen. Bedenken wir, dass unser Handeln seit dem Erscheinen des Puk-Berichtes zu Recht – und zwar nicht nur in den Medien – viel kritischer verfolgt wird als vor dem Fall Kopp. Dieser Herausforderung unserer Demokratie haben wir uns zu stellen. Wir haben nicht viel Zeit, und wir dürfen nicht versagen.
Gestatten Sie mir abschliessend noch folgende Bemerkung zum vielzitierten Motto: «Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser.» Hüten wir uns davor, bei der Realisierung der Puk-Vorstösse zu Lasten der Justiz zu legiferieren und leichthin über ein Rechtsmittelsystem politische Verantwortung auf das Bundesgericht abzuschieben. Solches wäre ebenso bedenklich wie die Einsetzung einer ständigen Puk zur Ueberwachung der Bundesanwaltschaft und der Bundespolizei. Die Puk verlangt dies gerade nicht in ihren Vorschlägen, sondern will die parlamentarische Kontrolle durchaus systemkonform verstärken. Meines Erachtens darf diese Verstärkung der parlamentarischen und – wo nötig – auch der justizmässigen Kontrolle der Verwaltungstätigkeit nicht zu Aengstlichkeit bei der Exekutive und nicht zu Aengstlichkeit bei den Chefbeamten führen. Ich bin überzeugt, dass in Zukunft entscheidungsfreudige Persönlichkeiten mit Führungsqualitäten an den Schaltstellen unserer im ganzen guten Verwaltung mehr denn je gefragt sind. Wer Verantwortung liebt und verdient, kann auch Kritik vertragen und hat die Grösse, Fehler zuzugeben, eine Tugend, welche die Puk leider nur in wenigen Ausnahmefällen angetroffen, dort aber besonders geschätzt hat.

M. **Cottier:** Les débats sur le Ministère public et la police politique ont fait oublier ces derniers jours l'unique événement, l'affaire de Mme Elisabeth Kopp, conseillère fédérale, qui a provoqué la crise de confiance. Pourtant, c'est cette affaire qui nous a obligés à avoir recours au moyen extraordinaire que constitue l'instauration d'une commission d'enquête parlementaire. Si le cas de Mme Kopp a été occulté dans les discussions, c'est que cette affaire ou ses incidences directes ont fait ou continuent de faire l'objet de plusieurs procédures, qu'elles soient d'ordre judiciaire, disciplinaire ou parlementaire. Les faits déjà partiellement éclairés par les autres procédures sont maintenant connus dans leur intégralité. Les trois pouvoirs de l'Etat auront eu à se prononcer sur l'affaire.
Ce qui peut surprendre, c'est que ce n'est nullement l'infraction de la violation du secret de fonction qui constitue l'acte politique le plus répréhensible mais la tentative de cacher et de dissimuler la vérité. C'est le fait de s'être refusée à dire publiquement la vérité qui a entraîné la démission et la chute de la conseillère fédérale. Dans notre action politique, une attitude conforme à la vérité doit être notre fil conducteur. Certes, restons conscients des imperfections de la nature humaine! Le peuple pourrait à la rigueur encore les comprendre et admettre que ses mandataires et représentants politiques puissent commettre des erreurs et des fautes, mais, à tout le moins doit-on exiger de leur part l'honnêteté de les révéler au public et de les assumer. Des exemples de l'histoire même récente de notre pays le confirment. En l'espèce, l'affaire de Mme Kopp est le résultat d'une faute individuelle et d'une déficience personnelle et, par conséquent, il ne s'agit pas de profiter d'une faiblesse humaine, fût-elle manifestée à un si haut niveau, pour remettre en cause les fondements et les structures mêmes de nos institutions. Au contraire, la mise en place de la Commission d'enquête parlementaire et son activité démontrent que nos institutions n'ont, somme toute, pas si mal fonctionné dans une situation de péril.
Bien que les fautes et les responsabilités soient individuelles, aucune mesure personnelle à l'encontre de Mme Kopp n'est proposée. N'y aurait-il pour autant pas de sanction politique? La démission que l'intéressée s'est infligée elle-même, forcée qu'elle a été par les événements, est la sanction la plus dure. Celle-ci est d'autant plus grave si l'on admet que même le système politique suisse ne connaît pas la démission provoquée par un vote parlementaire de censure. Ainsi, le premier pas vers le rétablissement de la confiance du peuple suisse dans ses institutions a été accompli. Au surplus, la procédure judiciaire suit son cours.
La commission a aussi analysé et apprécié le comportement, en rapport avec l'affaire de Mme Kopp, de certains de ses collaborateurs. On peut se poser la question de savoir si elle n'aurait pas dû renoncer aux critiques à l'égard de ces fonctionnaires, notamment là où il y avait faute mineure, entraînés qu'ils

étaient par l'attitude de leur chef envers qui ils ont un devoir de loyauté. Si des critiques ont été émises, c'est que les conclusions de l'enquête devraient aussi amener ces fonctionnaires à une plus grande rigueur et discipline dans l'activité administrative, notamment en se montrant plus soucieux du secret de fonction et plus critique dans les ordres de supérieurs qui tendraient à violer ce même secret de fonction ou, par exemple, lorsque l'éclaircissement rapide de faits demande l'ouverture immédiate d'une enquête disciplinaire.
Toujours en ce qui concerne l'affaire de Mme Kopp, certains voient les causes au moins partielles de ses actes dans une trop grande confusion entre les intérêts personnels et l'intérêt public. La langue allemande utilise le terme de «Filz»: l'imbrication étroite de la politique, de l'économie et de la société présente de nombreux avantages. L'économie privée contribue aussi à la prospérité générale et peut naturellement se mettre aussi au service de l'intérêt public. Ces deux intérêts, privé et public, sont souvent réunis pour tendre vers le même but. Dès lors, si les représentants des pouvoirs publics sont aussi investis de tâches dans l'économie privée, l'intérêt public y trouve aussi son compte, à la condition que certains critères soient respectés. Ainsi, l'activité doit s'exercer avec mesure et dans le cadre strict fixé par les lois du pays. En outre, elle doit se révéler conforme aux normes éthiques et, plus les responsabilités publiques sont élevées, plus les normes éthiques sont à appliquer avec rigueur. A l'exception du cas de M. Kopp, aucun abus n'a été constaté à ce sujet. Les soupçons exprimés à cet égard sont infondés. L'époux d'une conseillère fédérale, bien que n'étant pas investi d'une tâche publique, est tenu à un devoir de réserve d'autant plus grand qu'il devait être conscient qu'à tout moment il pouvait exposer l'activité de son épouse à la critique du public.
Revenons maintenant au chapitre du Ministère public. En établissant un parallèle entre les deux affaires, soit l'affaire de Mme Kopp et celle du Ministère public, on constate qu'elles sont à la fois semblables et différentes: semblables en ce qu'elles ont mis à jour des fautes personnelles de la part de la conseillère fédérale et du procureur général; différentes en ce que la deuxième affaire, celle de la Police fédérale, a révélé un mauvais fonctionnement. La responsabilité des lacunes de ce service est à imputer à plusieurs auteurs, parmi lesquels l'autorité hiérarchique et celle de surveillance. Il y a donc responsabilité collective et, dans ce sens, nous approuvons le Conseil fédéral qui a décidé de renoncer, suite au rapport de la Commission d'enquête parlementaire, à toute sanction personnelle à l'encontre de fonctionnaires du Ministère public.
Dans son appréciation finale la commission relève qu'en règle générale le Ministère public et la Police fédérale ont fait du bon travail. Les déficiences découvertes notamment dans l'activité policière ne doivent pas être considérées isolément mais appréciées en tenant compte du grand nombre des comportements corrects et appropriés. Néanmoins, il y a tout lieu d'admettre que l'activité de la police politique a été détournée de son véritable but. Un travail souvent inutile a été accompli, causant même de façon illicite parfois un préjudice à certaines personnes. Cependant, de telles carences ne sauraient justifier la suppression pure et simple de cette police car son activité répond à au moins deux des finalités de l'action de l'Etat, la protection des libertés et des droits des citoyens et l'ordre à l'intérieur du pays comme le prévoit la constitution.
Dans le désordre ou dans une situation anarchique, l'exercice des libertés serait fortement compromis. Les deux objectifs, soit l'ordre et la protection des libertés, ne sont en soi pas antinomiques, mais leur application et les moyens mis en oeuvre pour les atteindre peuvent parfois donner lieu à des conflits pour le règlement desquels des critères sont à établir. C'est précisément là que le pouvoir politique doit intervenir et assumer ses responsabilités dans la conduite de l'activité policière.
Des déficiences ont pu se produire en raison de l'absence de tout critère justifiant l'intervention policière et de toute surveillance politique. Un vide s'est créé qui a conduit à de nombreuses aberrations. Celles-ci devraient disparaître à mesure que les autorités politiques assumeront leur tâche. La police devrait ainsi retrouver un rôle plus efficace pour prévenir tout acte de violence, d'illégalité et de subversion. Elle devra également, à l'avenir, lutter avec plus de fermeté et de promptitude contre toute nouvelle forme de criminalité.
La commission d'enquête nous soumet cette mesure sous forme de motions, de postulats et d'une initiative parlementaire. Toutes ces propositions sont propres à apporter des réformes là où des déficiences ont été découvertes. Elles forment un ensemble et sont destinées à restaurer la confiance du pays dans ses institutions.
Je vous invite donc à les soutenir en bloc.

Rhinow: Der Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission hat gravierende Fehler und Missstände zutage gefördert. In den Medien und im Nationalrat sind diese Mängel ausgeleuchtet, kritisiert und auch bewertet worden. Dabei gehen diese Bewertungen zum Teil stark auseinander. Sie reichen von der Feststellung, wir lebten quasi in einem bankrotten Staatswesen, bis hin zur Ueberzeugung, mit der Verbesserung der Verhältnisse in der Bundesanwaltschaft könne wieder zum politischen Alltag übergegangen werden.
Mir scheint, wir hätten allen Anlass, noch nicht zum politischen Alltag überzugehen, sondern den staatspolitischen Dimensionen dieser Vorkommnisse unsere volle Aufmerksamkeit zu schenken. Wir müssen uns fragen, welche Lehren wir Parlamentarierinnen und Parlamentarier zu ziehen haben und welche Lehren der Bundesrat für die Staatsführung zu ziehen hat. Diese Frage ist mit der Reorganisation der Bundesanwaltschaft, mit einem konkretisierten Polizeiauftrag, einem geänderten Bedrohungsbild und einem verbesserten Datenschutz nicht erledigt, so notwendig diese Korrekturen freilich sind.
Ich knüpfe an bei der Feststellung des Puk-Berichtes, dass letztlich der Bundesrat – einmal die früheren Departementsvorsteher des EJPD, auf Jahre zurück, dann der Bundesrat als Kollegialbehörde – und auch die Bundesversammlung im Rahmen ihrer Oberaufsicht eine politische Mitverantwortung zu tragen hätten. Zur Verantwortung ziehen kann man aber nur, wer die Verantwortung auch wahrzunehmen in der Lage ist. Ich möchte hier einsetzen: Ist denn der Bundesrat als Kollegium, ist die Bundesversammlung überhaupt in der Lage, die Aufsicht über die komplexe Verwaltung im erforderlichen Ausmass auszuüben?
Beginnen wir beim Bundesrat. Nach Artikel 102 Ziffer 15 unserer Verfassung hat der Bundesrat die Aufsicht über die Geschäftsführung aller Beamten und Angestellten der eidgenössischen Verwaltung. Ihm ist also die primäre Verantwortung übertragen, die Bundesverwaltung zu beaufsichtigen und zu kontrollieren. Doch kann er dies? Diese Frage kann kaum unbeschwert bejaht werden.
Jedenfalls kann er es nur teilweise. Dem Bundesrat fehlen nicht nur die Mittel, diese Kontrolle effektiv durchführen zu können. In diesem Bereich sind mit der Schaffung einer Dienststelle für Verwaltungskontrolle Aenderungen möglich. Es fehlt ihm schlicht die Zeit, neben den politischen Geschäften eine effiziente Kontrolle der gesamten Verwaltung wahrzunehmen. Zudem ist die Kontrolle durch das Kollegium auch institutionell und psychologisch alles andere als einfach, richtet sie sich doch letztlich auch gegen die Departementsvorsteher und damit gegen die eigenen Mitglieder dieses Kollegiums. Soll der Bundesrat in die Lage versetzt werden, der Kontrolltätigkeit ein grösseres Gewicht beizumessen, dann genügt es nicht, neue Instrumentarien, eine neue Kontrollstelle und neue Beamte beizuziehen. Dann muss auch die Bereitschaft bestehen, die Führungsstruktur selbst zu überdenken und zu reformieren. Ich will gewiss nicht das Kollegialprinzip abschaffen. Aber fällt es nicht auf, dass der Bundesrat trotz zahlreicher Vorstösse und Anregungen aus den Reihen des Parlamentes, trotz grosser Ueberlastung das Geschäft der Regierungsreform – ich nenne in Klammern nur das Stichwort der Staatssekretäre – wie eine heisse Kartoffel vor sich herschiebt? Fällt es nicht auf, dass im persönlichen Gespräch einzelne Mitglieder des Bundesrates ihre Ueberlastung beklagen, wenn auch manchmal nur mit dem verschämten Hinweis, sie fänden kaum mehr Zeit, in Ruhe über grundsätzliche Zeitfragen nachzudenken, etwa ein Buch über staats- und gesellschaftspolitische Entwicklungen zu lesen, vertiefte Gespräche jenseits konkreter hängiger Geschäfte zu führen? Offiziell aber ist vom

festen Willen des Bundesrates, zur Verbesserung der Regierungsfunktion beizutragen, wenig zu spüren.
Möglicherweise haben wir alle die Bedeutung der Kontrolle der aufsehenden Gewalt der Landesregierung in ihrer Tragweite noch nicht richtig erfasst. Je mehr die Aufgaben der Exekutive zunehmen, je grösser die Gestaltungsspielräume der Verwaltung werden, je weiter die Beschlüsse reichen, die in weitmaschig abgesteckten Entscheidungsfeldern ergehen, desto wichtiger wird die begleitende, messende, überwachende und korrigierende Einflussnahme der obersten Leitung. Das heisst, nach unserem System wächst nicht allein die Bedeutung des Departementschefs, sondern vor allem auch des Kollegiums. Wir müssen uns – so meine erste Schlussfolgerung – dringend mit dieser Leitungsstruktur befassen und der Kontolltätigkeit des Bundesrates als Kollegium ein grösseres Gewicht beimessen. Wir dürfen diese Kontrolle nicht einerseits bei der Departementsspitze aufhören lassen und sie anderseits direkt dem Parlament als Oberaufsichtsbehörde übergeben. Dieses Problem ist nicht nur mit zusätzlichen Instrumenten und Beamten zu lösen. Intensive Kontrollen brauchen die Zeit, die Ausstattung und den Willen des obersten Führungsorgans.
Doch auch wir Parlamentarierinnen und Parlamentarier haben Konsequenzen zu ziehen. Auch wir müssen uns fragen, ob unser Milizparlament die Oberaufsicht über Bundesrat und Bundesverwaltung ausreichend wahrnehmen kann. Gewiss, im Bereich der Finanzen haben wir ein recht taugliches Instrument, das Finanzgebaren der Exekutive laufend zu überprüfen. Es stellt sich allerdings die Frage, ob wir mit dieser Zuspitzung auf finanzielle Angelegenheiten nicht andere Kontrollbereiche und Kontrollziele zu sehr in den Hintergrund rücken. Gerade das Beispiel der politischen Polizei zeigt uns, dass es mit einer Finanzaufsicht nicht getan ist. Wir brauchen eine bessere Instrumentierung im Rahmen unserer Geschäftsprüfungskommissionen. Ich unterstütze deshalb voll und ganz die parlamentarische Initiative, welche die Kommission Ihnen vorlegt. Gewiss ist von diesem neuen Instrument mit Sorgfalt und Zurückhaltung Gebrauch zu machen. Dafür garantieren letztlich auch die Voraussetzungen, unter welchen eine solche gemeinsame Delegation beider Kommissionen gebildet werden kann. Ich vermag aber nicht einzusehen, warum dieser Ausbau der Rechte der GPK einen Eingriff in die Gewaltenteilung darstellen soll, wie dies der Bundesrat in seiner Stellungnahme schreibt.
Doch wir haben weitere Fragen zu stellen: Können wir zu unseren Aufgaben als Parlamentsmitglieder einfach noch zusätzliche Kontrolltätigkeiten übernehmen? Haben wir nicht schon die Grenzen des Milizparlamentes erreicht? Steht nicht auch dieses Milizparlament als solches zur Diskussion, wenn wir der Oberaufsicht ein stärkeres Gewicht geben wollen? Gewinnt diese Frage nicht eine noch grössere Tragweite, wenn wir an unsere künftigen aussenpolitischen Funktionen denken, welche das Parlament in viel grösserem Ausmass – nicht zuletzt auch in zeitlicher Hinsicht – beschäftigen werden? Ich plädiere nicht für die Abschaffung des Milizparlamentes oder – genauer gesagt – für die Abschaffung der Milizelemente, welche dieses Parlament neben anderen Elementen kennzeichnen. Ich sehe aber auch hier die Unausweichlichkeit grundsätzlicher Strukturreformen, welche uns in die Lage versetzen, die politisch kreative Aufgabe und die Kontrollaufgabe ernster zu nehmen. Was im Rahmen der bisherigen Parlamentsreform getan worden ist oder im Tun ist, kann hiefür nur ein erster, bescheidener Schritt sein.
Ich illustriere und überzeichne mit einigen Stichworten und Beispielen: Wir verbessern die Infrastruktur, bekommen vielleicht bald einmal Büros und ein Informatikzentrum, können bald einen PC benützen – so wir ihn benützen können –, aber wir verfügen nicht über persönliche Hilfskräfte, die letztlich unentbehrlich wären, wenn wir unsere eigene Arbeit besser erfüllen wollen. Wir diskutieren über einen Ausbau des Sekretariates der Geschäftsprüfungskommissionen oder gar über eine Fachstelle für Verwaltungskontrolle, denken aber kaum daran, dass es letztlich wir selber sind, wir Parlamentarierinnen und Parlamentarier, welche dieser Kontrollaufgabe nachgehen müssen. Wir sprechen von Rationalisierung der Parlamentsarbeit, benötigen aber immer mehr Zeit, um Gesetze verabschieden zu können.
Gewisse Debatten nehmen – in beiden Räten – zunehmend den Charakter von Kommissionsberatungen an. Wir leisten uns den Luxus, gewisse Differenzbereinigungsverfahren über Jahre hinauszuziehen. Wir finden kaum mehr Termine – zumindest im Ständerat – für unsere Kommissionssitzungen, jedenfalls nicht in einem vertretbaren Zeithorizont. Wir sind stark belastet, und wir belasten uns laufend mehr, verlieren Zeit, statt dass wir Zeit gewinnen, um sie fruchtbar für die Kontrollaufgabe einsetzen zu können. Deshalb meine ich, dass sich auch bei uns institutionelle Reformfragen stellen; denn wir können auf Dauer diesen Zustand nicht hinnehmen.
Man könnte noch weitere Ueberlegungen anstellen. Man könnte sich fragen, ob das Zweikammersystem mit den parallelen Kompetenzen in allem und in jedem grundsätzlich zu überdenken wäre. Ob etwa die Gleichstellung der Räte nur noch bei Verfassungsänderungen, Gesetzen und beim Budget zum Tragen kommen soll, während bei anderen Geschäften eine Aufteilung vorgenommen werden könnte. Das ist nur eine Frage, und ich weiss auch, dass echte Reformen die Verfassungsstufe beschlagen und Zeit benötigen. Es ist aber meine tiefe Ueberzeugung, dass auch die hier zur Debatte stehenden Vorkommnisse zum Ueberdenken grundsätzlicher Aspekte unseres politischen Systems führen müssen. Das Thema ist – ohne zu dramatisieren – mit den nun vorgeschlagenen, notwendigen Massnahmen nicht erledigt. Wir arbeiten heute mit den Strukturen von gestern, mit den Strukturen des 19. Jahrhunderts, und versuchen damit, die Probleme des nächsten Jahrhunderts zu lösen. Wir sträuben uns gegen grundsätzliche organisatorische und strukturelle Reformen, obwohl wir wissen oder zumindest spüren, dass wir letztlich immer mehr überfordert sind. Und wir werden noch zunehmend überfordert sein, wenn wir die Oberaufsicht aktivieren und wenn wir im Rahmen des europäischen Einigungsprozesses auch in aussenpolitischer Hinsicht noch viel mehr gefordert sein werden. Das ist meine Sorge. Ich möchte Sie bitten, ob all der konkreten Ereignisse, der konkreten Revisionen, diese Dimension nicht aus den Augen zu verlieren.

Onken: Ein politischer Skandal – ich denke, wir sollten das Kind auch in diesem Hause beim Namen nennen – überlagert und verdrängt den anderen: der Skandal einer aus den Fugen geratenen, eigenmächtig gewordenen und diese Macht teilweise auch missbrauchenden Bundesanwaltschaft den Skandal der Bundesrätin, die sich unentrinnbar in ein Netz von Halbwahrheiten und Täuschungsmanövern verstrickt hat und unaufhaltsam gestürzt ist. Stand sie anfänglich noch im Mittelpunkt, so ist sie jetzt bereits in den Kulissen verschwunden. So unbarmherzig schnell geht das. Und mit jeder rechthaberischen Behauptung, die sie erhebt, stürzt sie – die meines Erachtens noch immer Uneinsichtige, Unbelehrbare – tiefer. Und mit jeder abwegigen Eingabe ihrer Rechtsanwälte droht sie, auch noch jenes letzte Quentchen Respekt zu verspielen, das man ihr so gerne bewahren möchte. Ihr Realitätsverlust ist total.
Die beiden Skandale liefen nach den Regeln ab, die solchen Ereignissen immanent sind. Am Anfang steht immer ein Geheimnis, ein Geschehen, das verborgen bleiben soll und das unvermittelt offenbar wird. Das Zweite ist eine Verfehlung, die Verletzung einer Norm, die zum Regelbestand einer Gesellschaft gehört und die hier in beiden Fällen ausgerechnet von jenen missachtet wurde, die eigentlich auserwählt schienen, solche Grundsätze zu schützen und hochzuhalten. Daraus erklärt sich das Dritte, die heftigte Reaktion der Oeffentlichkeit auf die Offenbarung, die Bestürzung, die Enttäuschung, die Wut.
Beide Skandale sind personalisiert worden. Auch das gehört zum Ritual, gehört auch bereits zum Versuch der Schadensbegrenzung. Bundesrätin Elisabeth Kopp und Bundesanwalt Rudolf Gerber sind Täter und Opfer zugleich. Täterin ist Frau Kopp, weil sie allen ihren Beteuerungen zum Trotz im entscheidenden Moment zwischen privaten und öffentlichen Interessen nicht zu unterscheiden vermochte und weil sie nicht zur Wahrheit stand, sondern sich in einem Gespinst von Aus-

flüchten, Schuldzuweisungen und Verschleierungsversuchen verfing.
Täter ist auch Herr Gerber, weil er als Bundesanwalt das verschroben einseitige Bild der politischen Polizei, diese überholte Mentalität des Kalten Krieges, die da in abgeschirmten Nischen des Staatsschutzes überwintern konnte, mitgetragen hat und weil er gleicherweise für die Largeheit gegenüber den Grossen des organisierten Verbrechens und ihren Handlangern verantwortlich ist wie für diesen blinden, obsessiven Uebereifer der Nachrichtenbeschaffer gegenüber unbescholtenen Bürgerinnen und Bürgern unseres Landes.
Opfer sind indes auch beide: Stellvertreter sozusagen, weil sie zu Sündenböcken gestempelt worden sind. Das liegt in der Logik derjenigen, die behaupten, dass es sich bei diesen beiden Aergernissen lediglich um bedauerliche Einzelfälle handle und mitnichten um gravierende Mängel oder gar um eine Systemkrise. Mit dem Aufspüren, der Ausgrenzung und schliesslich der Opferung der vermeintlich Hauptschuldigen ist das Problem ausgestanden, die Krise überwunden, und wir sollen wieder zur helvetischen Tagesordnung übergehen.
Ich habe in den letzten Wochen und Monaten der Puk-Arbeit und auch in den letzten Tagen oft an das Gedicht «Fragen eines lesenden Arbeiters» von Bertolt Brecht gedacht, das unsere einseitige Geschichtsschreibung denunziert und in dem es im zweiten Teil heisst:
Der junge Alexander eroberte Indien.
Er allein?
Caesar schlug die Gallier.
Hatte er nicht wenigstens einen Koch bei sich?
Philipp von Spanien weinte, als seine Flotte
Untergegangen war. Weinte sonst niemand?
Friedrich der Zweite siegte im Siebenjährigen Krieg. Wer
Siegte ausser ihm?
Jede Seite ein Sieg.
Wer kochte den Siegesschmaus?
Alle zehn Jahre ein grosser Mann.
Wer bezahlte die Spesen?
So viele Berichte.
So viele Fragen.
An den Puk-Bericht hat Bertolt Brecht dabei natürlich nicht gedacht, doch auch wir setzen dieses Schema fort und vergessen meines Erachtens, nach den Mitläufern und Mithelfern, den Trabanten und Zudienern, dem Umfeld und den Bedingungen dieser Ereignisse zu fragen, nach den Ursachen, die sie erst möglich gemacht haben. Skandale sind immer auch Indikatoren für gesellschaftliche Verhältnisse und für das Funktionieren ihrer Institutionen, und daran, finde ich, führt den Selbstkritischen kein Weg vorbei.
Frau Kopp stürzte. Sie allein? Nein, wir mit ihr. Unser aller Ansehen hat gelitten. Der Ruf der Politik und der Politiker in diesem Land hat Schaden genommen. Der moralische Anspruch, den wir so gern, so leichthin erheben, ist verletzt, ist gewissermassen demaskiert worden, und daraus nährt sich nun diese schleichende, noch keineswegs überwundene Vertrauenskrise, leitet sich auch das Legitimationsdefizit ab, mit dem wir konfrontiert sind. Das alles ist heilsam: Heilsam, vorausgesetzt, wir sind bereit, die Lehren daraus zu ziehen. Doch werden sie tatsächlich gezogen? Werden sie von der betroffenen Partei gezogen, von den Parteien schlechthin, denn keine ist eigentlich ausgenommen? Werden Politik und Wirtschaft entflochten, so wie jetzt die Funktionen der Bundesanwaltschaft entflochten werden sollen? Zieht man wieder klarer und unmissverständlicher die Trennlinie zwischen dem Gemeinwohl – dem Dienen am Allgemeininteresse, das eingefordert ist – und den einseitigen, vordergründigen wirtschaftlichen Sonderinteressen, die sich in jüngster Zeit immer ungenierter in die Politik einmengen? Und wenn Demokratie von Transparenz und Kontrolle lebt, wie es im Puk-Bericht heisst, sind wir bereit, sie auch hier zu schaffen, wo es teilweise um fragwürdige Bindungen bis hin zu Abhängigkeiten geht? Darüber steht im Puk-Bericht wenig, dazu gibt es auch keine Motionen und Postulate; es ist an uns, die Konsequenzen zu ziehen.
Und mehr noch: Ist die Erschütterung gross genug, um auch über unsere Gesellschaft, um über unser System nachzudenken, und zwar so radikal, dass wir auch Unangetastetes zu berühren und in Frage zu stellen bereit sind – die um sich greifende Haben-Mentalität beispielsweise, die zunehmende Verhärtung in unserem Land, den Immobilismus, allen Mobilitätsforderungen zum Trotz, die abnehmende Gesprächs- und Dialogbereitschaft inmitten dieses Zeitalters der Kommunikation, teilweise auch die Visionslosigkeit, mit der so viele Ideale, die uns einstmals teuer waren, verlorengegangen sind? Denn das ist der Kontext, in den diese Ereignisse einzuordnen sind. Das ist der gesellschaftliche Humus, auf dem sie gerade jetzt und keineswegs zufällig wachsen konnten.
Frau Kopps verzweifeltes Anklammern an Macht und Geltung, ihre sprachlose Vereinsamung im Amt, ihre Fähigkeit zur Verdrängung, selbst ihr mangelndes Unrechtsempfinden jetzt: das ist doch nicht allein nur individuelles Versagen, das ist doch auch Ausdruck für Grundbedingungen, wie wir sie in diesem Land und in seiner Politik vorfinden.
Und Gleiches gilt für die Bundesanwaltschaft, für diesen abgeschotteten Staat im Staat mit seinen verkorksten Feindbildern – ein Spiegelbild, wenn man so will –, voller Staatsschützer, die in ihrer Einäugigkeit und in ihrem blinden Eifer sich in ihr Gegenteil verkehrt haben, nämlich in Gefährder unserer freiheitlichen Demokratie, die doch auf Bewegung und Entwicklung ausgerichtet ist, und nicht auf dieses Verharren, das hier gepflegt wurde.
Heute, da das alles offenbar ist, ist die Empörung allgemein. Aber wie stark ist sie, und wie lange hält sie an? Und dürfen wirklich alle empört sein? Darf etwa der Bundesrat empört sein, er, der alle drei Monate siebenfach diese höchst geheimen Quartalsberichte unterbreitet bekam und sie Mal für Mal aus der Hand legte, ohne sich gegen diese groteske Mischung aus Belanglosigkeiten und offenkundiger Einseitigkeit aufzulehnen oder gar Massnahmen dagegen zu ergreifen? Ich denke, er darf es nicht. Er muss zu seiner Verantwortung stehen, zur Verantwortung, das auch alles hingenommen, geduldet zu haben. Und da braucht es – meine ich – keine neuen Instrumente, das ist eine Sache des Empfindens für das Wesentliche und das Unwesentliche oder für das Recht und die Ungerechtigkeit.
Auch das Parlament muss zu seiner Verantwortung stehen, da halte ich es mit einigen meiner Vorredner. Ich denke dabei nicht an den Personalstopp, das ist das geringste Problem. Dessen Folgen hätten durch interne Massnahmen ja ohne weiteres aufgefangen werden können, indem man Leute von absolut unsinnigen Tätigkeiten abgezogen hätte, hin zur Bekämpfung der eigentlichen Bedrohungen. Nicht dies ist es. Das Parlament trägt vielmehr eine Mitverantwortung, weil es letztlich zu vertrauensselig, zu wenig argwöhnisch, zu nachgiebig war und die ihm übertragene Oberaufsicht nicht mit bohrender Insistenz wahrgenommen hat. Das ist nicht nur eine Frage der Institutionen, es ist vorab eine Frage des politischen Willens. Uns fehlt ein bisschen die Kultur der Opposition, ihr Biss sozusagen. Wir regieren hier alle ein wenig mit. Wir haben alle Exekutiverfahrung sozusagen «verinnerlicht», und das macht uns oft so verständnisvoll und so langmütig und manchmal sogar ein wenig gouvernemental, wo eine eher unangenehmere Gangart, mehr Härte und parlamentarische Unbotmässigkeit angesagt sein müssten.
Und genau das ist nun der Punkt. Hier beginnt für uns die Nagelprobe um die Rückgewinnung verlorengegangenen Vertrauens. Mit der Puk und mit ihrem Bericht ist es allemal nicht getan. Das ist lediglich der erste Schritt, und es ist auch – das sollte man zugeben – der Versuch, den Schaden zu begrenzen und das deregulierte System wieder zum Funktionieren zu bringen. Wir kennen diesen Mechanismus parlamentarischer Untersuchungskommissionen schliesslich auch aus anderen Ländern.
Auch mit den strukturellen Reformen, die angesagt sind, ist es nicht getan. Sie sind zwar unerlässlich, sie sind wahrhaft notwendig, aber sie reichen nicht aus, zumal dort nicht – und auch solche Ansätze gibt es –, wo sie nun dahingehend interpretiert werden, dass die Arbeit bloss effizienter, professioneller und besser gemacht werden müsse, aber nicht grundlegend anders.
Aber darum geht es doch! Das ist gefordert: Die Bundespolizei und teilweise auch das Zentralpolizeibüro müssen umgepolt

werden, dürfen nicht länger in diesen einseitigen Denkmustern weiterfahren, bedürfen eines grundlegend veränderten, eines rechtsstaatlich eingegrenzten Leitbildes, das dann auch von oben bis unten durchgesetzt wird. Dagegen – machen wir uns nichts vor! – steht das Beharrungsvermögen des Apparates. Dagegen stehen auch die überkommenen Weltbilder, die nach wie vor in den Köpfen der Staatsschützer, der Polizisten sitzen. Ich habe in diesen Monaten der Arbeit in der Puk nicht nur die gutmütigen und die loyalen erlebt, sondern auch die kalten, die herablassenden, die abweisenden.
Was es deshalb vor allem braucht, ist die Beharrlichkeit und Unnachgiebigkeit des Parlamentes, das diesen mühsamen, langwierigen Prozess nun begleiten und nachprüfen muss. Es braucht den langen Atem und die schnittigen Kontrollinstrumente, die wir uns schaffen, die wir uns vielleicht sogar abtrotzen müssen, um mit diesem Apparat, der die Beweglichkeit eines Tankers hat, eine Kursänderung zu vollziehen. Das ist nicht von heute auf morgen zu leisten. Und was es dabei sicher nicht braucht, ist dieses primadonnenhafte und effekthascherische Getue um die Registraturkarten einiger Parlamentarier, die bereits vergessen haben, dass es nicht um sie geht, sondern um Tausende und Abertausende von unbescholtenen Schweizer Bürgerinnen und Bürgern, die von diesem Staatsschutz bespitzelt, registriert und teilweise auch denunziert worden sind.
Die Sensibilität für dieses Unrecht – denn nichts anderes ist es ja! –, das da so vielen widerfahren ist, die Empörung darüber muss auch von jenen eingefordert werden können, die nicht mitbetroffen sind, die aber in ihrer freiheitlichen Grundhaltung, in ihrer Liberalität an- und aufgerührt sein müssen. Hierin sollten wir uns alle finden können, und daraus müsste auch dieser unbedingte politische Wille zu den einschneidenden Aenderungen entstehen, die heute von uns erwartet werden. Denn wenn dieser politische Wille fehlt oder wenn er zu halbherzig ausfällt, wird das angeschlagene Vertrauen nicht wieder hergestellt. Niemand rechne in dieser Beziehung mit zu schnellem Vergessen!
Mehr noch: Ein solches Versagen – und als solches müsste man es bezeichnen – könnte sogar der Anfang vom Ende unserer doch etwas in die Jahre gekommenen Konkordanzdemokratie sein, die sich dann, nicht zum ersten Mal, als zu blockiert, zuwenig handlungsfähig erweisen würde. Deshalb sage ich: Die Arbeit ist nicht getan, sie beginnt erst mit dem heutigen Tag.

Frau **Bührer:** Die Tatsache, dass wir Zweitrat sind, hat ihre Vorteile. Grundsätzliches ist abgehandelt, die Details des Berichtes sind ausgebreitet. Dafür sind Reaktionen aus dem ganzen politischen Spektrum bekannt. Einige Reaktionen haben mich gefreut, über andere habe ich mich gewundert, und wieder über andere habe ich mich empört. Ich will bei den letzteren beginnen:
Es geht um die Frage der Verantwortung für die seinerzeitige Wahl von Frau Kopp. Ohne Zweifel: Die Mehrheit des Parlamentes trägt die Verantwortung für diese Wahl. Ich nehme mich da nicht aus, und auch nicht die sozialdemokratische Fraktion. Schliesslich sind die Sozialdemokraten traditionell frauenfreundlich, und von daher ist es zu verstehen, dass wir uns speziell für Frau Kopp eingesetzt haben. Es ist aber eine Unverschämtheit, wenn ein freisinniger Sprecher im Nationalrat den Sozialdemokraten zum Vorwurf macht, dass sie als einzige Fraktion Frau Kopp offiziell unterstützt hätten. Gleichzeitig schiebt er den Freisinnigen nur eine «erhebliche Mitverantwortung» zu. Unverblümt wird uns vorgeworfen, wir hätten eigentlich merken müssen, dass beim freisinnigen Zweiervorschlag nur der eine Kandidat wählbar gewesen wäre.
Tatsächlich hatten wir – und offenbar die Mehrheit des Parlamentes – eine hohe Meinung, was die Seriosität der Vorbereitung jener Bundesratswahl betraf. Ich wundere mich nun nicht wenig, dass Herr Auer in seinem Votum erklärt, seine Fraktion hätte nie bei einem Kandidaten das Umfeld näher geprüft. Sie hätten sich geschämt, so etwas zu tun. Aus dieser letzten Aeusserung muss geschlossen werden, dass auch in Zukunft keine Aenderung zu erwarten ist. Die Puk äussert sich sehr deutlich dazu, wie in Zukunft Bundesratswahlen vorbereitet werden müssten. Wir lesen auf Seite 218, dass die äusserst enge Verflechtung von Politik, Wirtschaft und Gesellschaft – ich würde noch das Militär dazu nehmen – diesem System zwar Vorteile bringe, aber eben auch Schwachstellen aufweise.
Die Puk kommt zum Schluss: «Wenn ähnliche Krisen vermieden werden sollen, müssen sämtliche gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und persönlichen Abhängigkeiten im relevanten Umfeld berücksichtigt und offen dargelegt werden.»
Ich kann Ihnen versichern: Ich hätte diese für alle Beteiligten unglückliche Erinnerung der Wahl von Elisabeth Kopp niemals aufgegriffen, wenn nicht Herr Auer mit seiner Aeusserung eine Reizschwelle überschritten hätte. Ich kann seine Vorwürfe an die Adresse der Sozialdemokraten um so weniger hinnehmen, als wir die einzige Fraktion waren, die die Kandidatur von Frau Kopp als Vizepräsidentin nicht unterstützten!
Wir haben dafür reichlichst Schelte einstecken müssen, u. a. den Vorwurf mangelnder politischer Kultur.
Ich komme zu einem zweiten Thema, zur Bundesanwaltschaft. Dort sind sicher am meisten Scherben wegzuräumen, und ich nehme mit Genugtuung Kenntnis davon, dass der Bundesrat ein Konzept erarbeiten wird, Kriterien aufstellen will, wie der Staatsschutz künftig betrieben werden soll.
Nach diesen Kriterien soll auch die Registratur aufgeräumt werden. Unnötige, irrelevante, überholte, veraltete Eintragungen und Unterlagen sollen vernichtet werden.
Auch die Puk stellt diesen Antrag.
Dieses Vorgehen, die Vernichtung solcher Unterlagen, schien auch mir bis vor kurzem zweckmässig und richtig. Heute – im Lichte der verschiedenen Reaktionen und neuer Ueberlegungen – habe ich Zweifel, ob die physische Vernichtung der Unterlagen richtig ist, ob sie nicht vielmehr definitiv aus dem Verkehr zu ziehen wären, im Bundesarchiv gelagert, dort unter Einhaltung der üblichen Sperrfrist unter Verschluss zu halten wären, um später der Quellenforschung zugänglich gemacht zu werden.
Vielleicht wäre es nützlich, die Meinung von Historikern zu dieser Frage einzuholen.
Es gibt, abgesehen vom Historikerinteresse an Quellen, für mich einen weiteren Grund, gegen die Vernichtung zu sprechen.
Was wir in diesem Archiv gefunden haben und was die betroffenen Bürger in nächster Zeit laufend in Erfahrung bringen werden, ist ziemlich unglaublich. Die Erfahrung und ein Blick in die Geschichte lehren, dass Unglaubliches, das nicht bewiesen werden kann oder nicht mehr bewiesen werden kann, schon nach kurzer Zeit nicht mehr wahr ist. Wir erleben im Moment ein politisches Lehrstück, und die Lehren, die wir hoffentlich daraus ziehen, sollten später nachvollziehbar sein. Darum, auch darum, sollten wir die Beweisstücke nicht vernichten.
Es gibt eine weitere Ueberlegung, die mich dazu führt, die Archivierung im Bundesarchiv – und nicht die Vernichtung – zu befürworten.
Ich habe festgestellt, nach Anhören vieler Voten im Nationalrat, nach Aeusserungen des Bundesrates, nach dem Echo in den Medien, dass die Bewertung der an sich unbestrittenen Tatsachen erstaunlich unterschiedlich ist. Was mich empört, wundert andere nur. Was für mich ein Skandal ist, ist für andere ein «Fehler». Manchmal ist die Diskrepanz so gross, dass man denken könnte, man lebe auf einem anderen Planeten. Manchmal sind es eher Nuancen, ist es die Wortwahl, die Zweifeln rufen, ob die Qualität der Misere auch wirklich erkannt worden ist.
Diese Zweifel hege ich auch gegenüber dem Bundesrat. Bei allem guten Willen, den ich anerkenne, glaube ich, eine Tendenz zur Verharmlosung zu spüren. Die Dunkelkammer der Nation, wie sie oft genannt wird, wird – wählt man nur die richtigen Worte – schnell zur Gerümpelkammer, zur harmlosen Gerümpelkammer.
Allzu oft hört man den Hinweis auf die unzweckmässige Mischregistratur. Die Mischung mag unbequem sein für die Handhabung, aber der Bürger, der empört sich nicht wegen der Mischung, sondern weil sich in dieser Mischung Einträge befinden, die unter keinen Umständen in eine Polizeiregistratur ge-

hören. So gesehen, ist selbst ein harmloser Eintrag nicht harmlos, weil er das Resultat von Bespitzelung unbescholtener Bürger ist, Bürger, die wegen ihrer Gesinnung, wegen ihrer Haltung zu bestimmten Fragen, wegen ihrer Zugehörigkeit zu einer Gruppierung, die in aller Oeffentlichkeit agiert, beobachtet worden sind. Die Aeusserungen des Bundesrates lassen immer wieder Zweifel aufkommen, ob er nicht doch annimmt, dass diese Bürger nicht ganz ohne Grund registriert worden sind. Beispielsweise, Herr Bundespräsident, haben Sie kritische Gruppierungen aufgerufen, sich von Gewaltanwendung zu distanzieren; das würde wesentlich zu der von Ihnen angestrebten Liberalisierung beitragen. Damit unterstellen Sie aber, dass die beobachteten Personen und Institutionen aus einem gewissen Selbstverschulden beobachtet worden sind. Bereits die Beispiele im Puk-Bericht lassen eindeutig den Schluss zu, dass auch unbescholtene Bürger und Institutionen, die in keiner Weise mit Gewaltanwendung in Zusammenhang gebracht werden können und die sich deshalb auch nicht zu distanzieren brauchen von der Gewalt, registriert worden sind. Es ist unstatthaft, generell auf den Dunstkreis von Terrorismus und Gewalt hinzuweisen. Es gibt unbescholtene Bürger, die bespitzelt worden sind, und das nicht zufällig, sondern mit System!
Selbst die sogenannten Lappalieneinträge sind nicht zufällig. Grün, alternativ, friedlich, armeekritisch, links, demokratisch, feministisch, das sind die Markenzeichen.
Und diese Gruppierungen will nun der Bundesrat erst aus der Observation entlassen, wenn sie sich von Gewaltanwendung distanzieren? Das kann ja nicht Ihr Ernst sein, Herr Bundespräsident!
Ich glaube, es ist nicht die Stunde, mit Verwedelungen und Verharmlosungen die Sache hinter sich bringen zu wollen. Dies und jenes zu verändern, auszumisten, zu entflechten – ich verwende die meistgebrauchten Ausdrücke –, gewiss, das alles muss man auch tun, aber verlieren wir die Proportionen nicht aus den Augen!
Wenn der Bundesrat von Schwachstellen im Plural spricht, die es auszumerzen gelte, vergisst er eines: Die grosse Schwachstelle war der Bundesrat! Er hat seine politische Verantwortung, seine Führungsaufgabe nicht wahrgenommen. Dies ohne jeden Schnörkel anzuerkennen ist Voraussetzung für eine grundlegende Aenderung. Ich gehe auf die mangelnde Kontrolle, die es auch gegeben hat, absichtlich nicht ein. Sie ist wichtig. Aber Kontrolle ist das eine. Voraussetzung aber ist, dass die politischen Leitplanken gesetzt werden. Das kann niemand dem Bundesrat abnehmen.
Ich erwähne nochmals mit Befriedigung, dass ein Konzept und Kriterien für den künftigen Staatsschutz in Aussicht gestellt worden sind. Ich bin überzeugt, dass der Bundesrat, der seine politische Verantwortung wahrnimmt, auch in der Verwaltung jene guten Kräfte stärken und motivieren wird, auf die wir in diesem Staat angewiesen sind.

Rüesch: Herr Rhinow hat gesagt, wir dürften jetzt nicht einfach zum politischen Alltag übergehen. Ich meine, wir sollten das doch tun; wir sollten aber diesen politischen Alltag anders gestalten und uns in den beiden Häusern unseres Parlamentes eher den Prioritäten zur Verbesserung unseres Staates widmen als laufend Nebensächlichkeiten. Daran krankt unser parlamentarischer Betrieb. Es hilft auch nichts, wenn wir laufend die Kompetenzen des Bundesrates beschränken. Ein Parlament, das die Regierung schwächt, stärkt sich selbst nicht, im Gegenteil. Aber das Parlament muss die Regierung richtig kontrollieren. Dazu hat die Puk Vorschläge unterbreitet.
Wenn wir die politische Vertrauenskrise bewältigen wollen, wie Herr Zimmerli beispielsweise sagte, müssen wir zuerst einmal die Proportionen finden. Wir wollen nichts beschönigen; wir wollen nichts verniedlichen, Frau Bührer, aber wir dürfen auch nicht übertreiben. Kürzlich hat ein österreichischer Journalist geschrieben, die Schweizer kämen ihm seit einiger Zeit wie peruanische Trauerweiber vor, die am Grabe einer verlorenen Zeit flennen. Diese Haltung führt uns nicht zur Lösung dieser Vertrauenskrise. Wir haben auch keine Staatskrise, wie behauptet wurde. Wir haben auch keine Systemkrise; ich stelle das in Abrede. Skandale, Herr Onken, gibt es in jedem System. Aber nicht jedes System kann Skandale überwinden. Die Arbeit der Puk hat bewiesen, dass unser Land in der Lage ist, Skandale zu überwinden.
Wenn immer wieder die berühmte Entflechtung von Politik und Wirtschaft zur Diskussion steht, so sei immerhin erwähnt, dass Frau Kopp nicht eine ausgesprochene Vertreterin der Wirtschaft war. Sie gehörte seinerzeit dem grünen Flügel der FDP an, und die Wirtschaftskreise hätten eine andere Kandidatur vorgezogen. Das müssen wir auch wissen. Wenn Sie Politik und Wirtschaft voll entflechten wollen und damit den Auszug der Verwaltungsräte aus dem Parlament meinen, müssen Sie die Gewerkschafter und die Bauernvertreter in meiner Umgebung ebenfalls fortschicken. Jeder von uns ist irgendwo verflochten, sei es auch nur am Schluss des Lebens als AHV-Rentner, der ein Interesse daran hat, dass die AHV für ihn günstig ausfällt. Jeder ist irgendwo interessiert. Entscheidend ist das Offenlegen einer Bindung. Dazu haben wir uns in den letzten Jahren einiges einfallen lassen. Es ist in diesem Saale auch schon vorgekommen, dass beispielsweise Kollege Miville seine Interessenbindung bereits vor einem Votum dargelegt hat, falls sie jemandem noch verborgen gewesen sein sollte.
Wenn beklagt wird, dass die Verhärtung in diesem Staat so gross ist, dass man nicht mehr diskutieren kann, so kommt die Verhärtung von den Uebertreibungen her. Wir müssen die Proportionen wieder finden. Wir werden dabei von den Medien etwas herausgefordert. Bekanntlich ist für die Medien ein Eisenbahnzug, der fahrplanmässig in Bern ankommt, kein Thema – nur einer, der entgleist! Von dieser Mediensituation her ist der Parlamentarier sehr oft geneigt, nach dem Prinzip zu leben: «Der Politiker ist nicht immer gerecht, aber er ist immer mediengerecht.» *(Heiterkeit)* Darin besteht eine grosse Gefahr, weil es sich oft um ein grosses Showgeschäft handelt, in dem man sich präsentieren und entsprechend den Wählern wieder zeigen kann.
Wenn wir die Vertrauenskrise bewältigen wollen, müssen wir vor allem gerecht sein. Wir sind zwar keine richterliche Behörde, sondern eine politische. Aber wir müssen in unserer Arbeit die Justizia mit ihrer Waage vor Augen halten. Es gehört dazu, die volle Wahrheit auf den Tisch des Hauses zu legen, aber es gehört auch eine gerechte Gewichtung dazu. Das gilt für den Fall Kopp wie für den Fall Bundespolizei.
Frau Kopp: In unserem Bericht haben wir ihre Fehler klar dargestellt und entsprechend gegeisselt. Wir alle, auch die FDP-Mitglieder, sind von ihrer Rechthaberei und ihren Rechtfertigungsversuchen, die ihr Image noch mehr anschlagen, als es schon angeschlagen ist, schockiert. Wir distanzieren uns in aller Form davon. Aber erinnern wir uns daran, dass zu Beginn des Skandals Karikaturen erschienen, die Frau Kopp an einer Geldwaschmaschine zeigten, um damit dem Volk unterschwellig zu sagen, sie sei selbst in solche Machenschaften verwickelt. Dies hat sich als nicht wahr erwiesen. Wenn Sie den Puk-Bericht lesen, lesen Sie bitte auch alle entsprechenden Passagen, in denen wir herausgefunden haben, was nicht passiert ist. Wenn man inzwischen «ausmisten» will und alles, was nicht wahr ist, ins Bundesarchiv oder auf den Miststock werfen will, sollte man auch einmal das an den Pranger stellen, was damals alles an Verdächtigungen in den Raum gestellt wurde, was nicht stimmt. Auch das gehört zur Proportion.
Die Fehler der Bundesanwaltschaft haben wir schonungslos aufgezeigt. Wenn aber heute Parlamentarier in der öffentlichen Diskussion in Zeitungsinterviews so weit gehen und unsere Zustände mit denjenigen in der DDR vergleichen, ist das für mich eine Beleidigung all jener Personen, die während Jahrzehnten an der Berliner Mauer erschossen wurden, und eine Beleidigung all derjenigen, die in Gefängnissen ohne Prozess schmachteten. Wenn es auch bei uns Schnüffelei gegeben hat, die wir verurteilen, so sind die Zustände doch noch einiges von denjenigen in der DDR entfernt. Das muss auch einmal gesagt werden.
Nun zum Staatsschutz. Die Tatsache, dass man links oder grün ist, ist sicher kein Grund, ins Archiv zu kommen. Aber es ist auch kein Grund, nicht hineinzukommen, ebensowenig die Tatsache, dass man FDP oder rechts ist. Entscheidend ist, ob etwas gegen das Recht passiert. Aber es hat in Zürich auch im

Rahmen «gewaltloser» Demonstrationen Gewaltakte gegeben, die erheblichen Schaden verursachten, auch Personenschaden. Ich denke an Polizisten, die durch Verletzungen bleibende Schäden erlitten haben. Es hat gewaltfreie Aktionen gegeben bei Geländebesetzungen, die absolut widerrechtlich waren. Solches muss der Staat natürlich verfolgen können, sonst ist eine politische Polizei nichts wert. Heute will man soweit gehen, den Staatsschutz und die Bundespolizei aufzuheben. Ja, wie wollen Sie dann den Terrorismus bekämpfen?
Im Rahmen der EG wurde beschlossen, koordiniert vorzugehen gegen Terrorismus, Drogenhandel und internationale Kriminalität. So die «Basler Zeitung» von gestern. Wie wollen Sie koordiniert vorgehen, wenn Sie keine Staatsschutzpolizei mehr haben? Wie wollen Sie koordiniert vorgehen, wenn wir unseren Staatsschutz kaputtmachen und diffamieren, auf dass wir nachher von den anderen Ländern keine Nachrichten mehr bekommen, weil sie uns nicht mehr trauen? Gerade dieses Anliegen haben Sie, Frau Bührer, in die Kommission hineingetragen, zu Recht: Es muss mehr getan werden im Staatsschutz gegen Drogen, Mafia, Terror, Waffenhandel. Aber das kann nur getan werden, wenn wir die internationalen Beziehungen nicht verlieren. Darum heisst es, den Staatsschutz verbessern, nicht abschaffen.
Die Puk hat Vorschläge unterbreitet, wie man einen Staatsschutz betreiben kann, ohne die Freiheitsrechte unbescholtener Bürgerinnen und Bürger zu tangieren. Ich glaube, diese Proportionen sollte man sehen, dann könnte man in einer anderen Form als bisher zur politischen Tagesordnung übergehen.
Es gehört zum Wächteramt der Medien, Fehler und Mängel aufzudecken. Es gehört zu den ureigensten Aufgaben des Parlamentes, die Regierung und die Verwaltung zu kontrollieren. Es gehört aber auch zu einem guten politischen Stil, dass weder die Medien noch das Parlament einäugig werden. Wenn das Parlament die Mängel wirklich beheben will, muss es jetzt vor allem die Proportionen sehen. Ich bin glücklich, dass die bisherige Debatte im Ständerat diese Proportionen im allgemeinen gewahrt hat.

Hefti: Ich spreche als erstes Ratsmitglied, das nicht der Puk angehörte. Deshalb darf ich sicher Dank und Anerkennung zollen der Leistung, wie sie im Bericht der Puk und auch im Votum der Referentin heute zum Ausdruck gekommen ist.
Ich kann diesem Bericht im allgemeinen beipflichten, jedoch mit einer Ergänzung: Ich stelle mich voll hinter die schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 4. Dezember dieses Jahres und pflichte seinen Anträgen und Auffassungen bei, auch bezüglich der parlamentarischen Initiative.
Zu Einzelpunkten:
Es sollte nicht zu einer Verwischung zwischen Oberaufsicht und Aufsicht kommen, wie es gewisse Stellen im Puk-Bericht anzutönen scheinen. Die Bundesversammlung hat die Oberaufsicht, aber nicht die Aufsicht.
Sodann bleibt die Kompetenzabgrenzung zwischen Bund und Kantonen zu beachten. Daran können auch gewisse festgestellte Unzukömmlichkeiten nichts ändern. Solche würden sich auch in einem zentralistischen System ergeben und wahrscheinlich in noch stärkerem Masse.
Die Stellung des Bundesrates als Exekutive muss gewahrt bleiben im Sinne der Gewaltenteilung. Heute verschieben wir eher etwas zu sehr zulasten der Exekutive, allerdings auch bei der Gerichtsbarkeit. Bei der Rechtshilfe dürfen sicher die Rechte der Betroffenen nicht geschmälert werden.
Nun hätte ich noch einige weitere Ausführungen, auf die ich aber, nach dem luziden und klärenden Votum meines Vorredners Ernst Rüesch, verzichten kann. Wenn Herr Kollege Rhinow erklärte, wir seien hier im Parlament überfordert, so glaube ich, dass sich jedes unserer Mitglieder, wenn es ein solches Statement macht, überlegen muss; ob es im Plural oder im Singular sprechen soll.
Zu den Ausführungen von Herrn Kollege Onken: Es imponiert mir am Bericht der Puk, dass sie sich eines sachlichen und nicht emotionellen Tons befleissigt. Die Ausführungen meines verehrten Kollegen Onken scheinen mir zu dieser Haltung in etwas unangenehmer Weise zu kontrastieren.
Schliesslich dürfen wir die grosse Mitverantwortung nicht vergessen, welche die Bundesversammlung trifft durch die seinerzeitige Wahl der nun umstrittenen ehemaligen Bundesrätin. Diese Wahl erfolgte in Kenntnis der Gefahr, die bestand, und diejenigen, die uns damals des Gegenteils versichern wollten, haben dies meines Erachtens wider besseres Wissen getan. Es sei aber auch gesagt, dass gerade solche, die heute in der Reihe der Kritiker stehen, bei der Wahl – wie sich heute zeigt – in unverantwortlicher Weise gestimmt haben. Frau Bührer hat ja zu Recht die sozialdemokratische Fraktion genannt.
Gewiss sind wesentliche Korrekturen und Verbesserungen am Platze, damit gehe ich mit Bericht und Vorrednern einig, aber einer Umkehrung unserer Institutionen und Grundsätze bedarf es nicht, weder wegen einer unglücklichen Bundesratswahl noch aufgrund dessen, was in sachlicher Hinsicht zutage getreten ist.

M. **Gautier:** Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire est un document de grande importance et je tiens à me joindre à M. Hefti pour féliciter et remercier nos collègues du travail considérable qu'ils ont accompli au sein de cette commission. Permettez-moi une mention particulière pour la forme du rapport. Voilà enfin un texte fédéral rédigé en un français non seulement correct, mais agréable et facile à lire. Je tiens à féliciter tout particulièrement ceux des membres de la commission qui ont assumé la lourde tâche de cette traduction.
Puisque j'ai parlé de lourde tâche, nous devons nous rendre compte du dévouement qu'il a fallu aux membres de la commission d'enquête pour accomplir ce gigantesque travail en moins d'un an. Je pense que l'on a atteint, voire dépassé, cette fois, la limite de ce qu'on peut exiger de parlementaires de milice. Soit dit en passant, je pense que seul un parlement de milice pouvait réaliser ce type d'enquête. Des parlementaires professionnels auraient eu encore davantage de peine à assumer ce surcroît de travail. Permettez-moi de citer à ce propos ce que disait la semaine dernière au Conseil national M. Jean Guinand, rapporteur de langue française: «Une commission de parlementaires professionnels aurait certes pu s'organiser différemment et bénéficier de moyens d'investigation plus importants. Aurait-elle adopté un meilleur rapport que celui qui est entre vos mains? Nous n'en sommes pas nécessairement persuadés.»
Cela dit, j'en viens au fond du rapport. La première chose qui s'est imposée à moi en le lisant est un grand soulagement. Pour qui a lu la presse ou écouté la radio ou la télévision depuis une année, l'impression était que nous allions découvrir que l'Administration fédérale était entièrement infiltrée par le crime organisé, que le procureur de la Confédération l'approuvait, et que le Conseil fédéral se voilait pudiquement la face pour ne pas s'en apercevoir. On pouvait presque s'attendre à ce que l'enquête provoque une crise de régime. Or, le rapport est parfaitement clair: l'administration du Département de justice et police peut être lavée de tout soupçon de compromission avec des criminels. C'est probablement le point le plus important du rapport qui n'a pas mis à jour quelque effroyable scandale, même si certains le regrettent.
Il est vrai que le rapport révèle toute une série de fautes, de défauts, d'erreurs, de comportements discutables voire inacceptables au Département de justice et police. Cela est tout à fait regrettable et déplorable et nous approuvons les mesures de correction que la commission nous soumet. Puis-je à ce propos me permettre de rappeler que c'est le libéral Louis Guisan qui le premier, en 1958 – il y a 31 ans – a proposé par voie de postulat de séparer les diverses fonctions du procureur général de la Confédération, comme nous y invite aujourd'hui la motion 1, et que ce postulat a été rejeté de même qu'un postulat Weber allant dans le même sens en 1975? J'espère vivement que, trente ans après le postulat Guisan, la motion de la commission d'enquête sera acceptée et que cette erreur institutionnelle sera corrigée.
Pour en finir avec les erreurs et les manquements constatés, je me demande si une enquête aussi poussée dans tel autre département – et je n'en vise aucun en particulier – ne ferait

pas aussi découvrir des erreurs et des manquements tant il est vrai que l'erreur est humaine.
J'en viens à ce qui est peut-être le point le plus délicat du rapport, l'attitude de Mme Kopp et sa démission, sujet que la commission a traité avec rigueur et tact. Je me sens d'autant plus le devoir d'insister là-dessus que j'ai eu l'honneur en octobre 1984 de présider l'Assemblée fédérale qui avait élu la première femme au Conseil fédéral. Nous n'avons, pas plus que la commission, à juger Elisabeth Kopp, la Cour pénale du Tribunal fédéral dira bientôt si elle a commis un délit et si elle doit être condamnée. Ce qu'il y a de certain, à la lecture du rapport, c'est que la faute principale de Mme Kopp n'a pas été le fameux coup de téléphone mais son attitude après cette conversation. Le rapport montre très clairement l'engrenage dans lequel Mme Kopp s'est engagée: d'abord une faute pardonnable, la conversation téléphonique, puis, et c'est là que se noue le drame, le refus de reconnaître cette faute qui déclenche une série de fautes de plus en plus graves – dissimulation, mensonges, tentative de se décharger sur sa collaboratrice – et tout cela aboutit à la conclusion que je tire du rapport: «La confiance envers elle a été à tel point ébranlée que sa démission devenait inévitable.»
Jules César a répudié sa femme bien qu'elle fût innocente parce qu'il ne voulait pas que la femme de César soit seulement soupçonnable. On s'est montré moins sévère envers Mme Kopp, elle n'a dû démissionner que lorsque sa culpabilité a été démontrée. Qu'est-ce qui a entraîné cette femme, qui, aux dires mêmes de la commission, gérait depuis quatre ans son département avec talent, à adopter une telle ligne de conduite? Je ne veux pas faire ici du mauvais roman psychologique, mais j'ai quelques raisons de penser que Mme Kopp a succombé au stress nerveux auquel elle a été soumise dès le début de cette affaire. On ne peut guère expliquer autrement que cette femme, qui a si souvent fait la preuve de sa clairvoyance et de sa fermeté, ait ainsi brusquement craqué et cédé à une sorte de panique.
Mme Kopp a payé sa faute par sa démission. Le Tribunal fédéral dira si cela a suffi. D'autres conseillers fédéraux s'en sont autrefois mieux tirés. En 1917, par exemple, lors de la très grave affaire Hoffmann, le conseiller fédéral de ce nom avait dangereusement compromis la neutralité suisse; M. Hoffmann s'en était tiré par sa démission, mais sans commission d'enquête ni renvoi devant le Tribunal fédéral. Il est probable que la solution 1989 est meilleure que celle de 1917. La vérité, la transparence seront rétablies par le rapport de la commission d'enquête et le Tribunal fédéral. On peut espérer, et ce sera ma conclusion, qu'une fois les mesures proposées par la commission d'enquête réalisées – et nous devrons y veiller – la confiance sera rétablie et que tout rentrera dans l'ordre. Il aura été ainsi démontré que notre système institutionnel permet de découvrir les fautes, de les corriger, voire de punir les responsables. A côté des conséquences extrêmement fâcheuses de cette affaire, ce sera, grâce aux travaux de la commission d'enquête, une conséquence heureuse. Nous devons nous en féliciter et féliciter encore la Commission d'enquête parlementaire.

Reichmuth: Es ist schwierig, besonders im Hinblick auf die Ausführungen der Kommissionsmitglieder und der vorangegangenen Debatte im Nationalrat, zu diesem Puk-Bericht noch etwas zu sagen, was nicht schon ein- oder mehrmals zum Ausdruck gebracht worden ist.
Wenn man eine allgemeine Wertung des Puk-Berichtes vornehmen will, so muss man vorerst feststellen, dass er das Resultat einer gründlichen Arbeit darstellt. Es ist der Kommission gelungen, die ganzen Umstände und die Vorgänge im eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement, die schliesslich zum Rücktritt der Departementschefin geführt haben, transparent zu machen. Die Aufklärung des effektiven Tatbestandes und die Offenlegung der Fakten bilden die Voraussetzung, um sich ein Urteil bilden und die richtigen Schlüsse ziehen zu können. Die Puk hat diese anspruchsvolle Aufgabe erfüllt, und sie hat damit den Beweis erbracht, dass das dem Parlament zur Verfügung stehende Instrumentarium der Parlamentarischen Untersuchungskommission, wie es das Geschäftsverkehrsgesetz vorsieht, geeignet ist, auch schwierige Situationen und Vorkommnisse von grosser Tragweite in der Verwaltung aufzuklären und in den Griff zu bekommen. Ueber die Art der Amtsführung und die Fehler, die der Departementsvorsteherin zur Last gelegt werden und die für sie zu einem persönlichen Drama grossen Ausmasses wurden, möchte ich mich nicht äussern. Sie wurden im Puk-Bericht meines Erachtens objektiv dargestellt. Sicher ist, dass Frau Kopp die Funktion und die Aktivitäten ihres Mannes zum Verhängnis wurden. Es hat sich gezeigt, dass sie in der für sie schwierigen Lage Amt und Privatsphäre eben doch nicht in dem Masse zu trennen vermochte, wie sie das vorher zu tun versicherte. Wenn gestützt auf diese Erfahrung heute noch mehr als bisher die Forderung erhoben wird, dass künftig bei Wahlen in den Bundesrat nicht nur hohe Anforderungen an die persönliche Integrität und Fähigkeit der Kandidaten zu stellen sind, sondern dass dabei auch deren Bindungen in gesellschaftlicher, wirtschaftlicher und persönlicher Hinsicht als Wahlkriterium vermehrt abgeklärt und berücksichtigt werden sollen, so ist dem beizupflichten. Es muss in diesem Zusammenhang festgestellt werden, dass im Vorfeld der Wahl von Frau Kopp von den dazu berufenen Gremien in dieser Hinsicht zu wenig Sorgfalt an den Tag gelegt wurde. Aber auch erhöhte Anforderungen an Bundesratskandidaten dürfen niemals dazu führen, dass schliesslich nur noch Bundesräte gewählt werden könnten, die überhaupt keinen Verdacht auf eine Beziehung zu unserer Wirtschaft, zu einzelnen gesellschaftlichen Schichten oder zum Militär aufweisen. Eine solche Praxis müsste zwangsläufig zu einem bedeutenden Qualitätsabfall der Kandidaten und in der Folge auch des Bundesrates führen.
Das Drama von Frau Kopp begann bei ihrer Wahl in den Bundesrat im Dezember 1984. Damals war sie allgemein und besonders den Parlamentarierinnen und Parlamentariern als fähige und persönlich integre Nationalrätin bekannt. Es hiess damals – und das auch weit verbreitet in der Presselandschaft –, man könne Frau Kopp die bereits schon bekannten und umstrittenen Tätigkeiten ihres Ehemannes nicht zur Last legen. Die Verantwortung für ihre Wahl trägt – wie das bereits erwähnt wurde – das Parlament, das aus einem Zweiervorschlag gewählt hat, wobei der Umstand, dass mit Frau Kopp die erste Frau im Bundesrat Einzug halten sollte, eine entscheidende Rolle gespielt hat.
Neben der Amtsführung von Frau Kopp hatte die Puk auch den Auftrag, insbesondere die Tätigkeit der Bundesanwaltschaft, gegen die in der Oeffentlichkeit teils gravierende Vorwürfe im Zusammenhang mit der Bekämpfung des internationalen Drogenhandels und der Geldwäscherei erhoben wurden, zu untersuchen. Das wichtigste Ergebnis dieser Untersuchung ist sicher die Feststellung, dass sowohl die Bundesanwaltschaft als auch die Bundespolizei im grossen und ganzen gute Arbeit geleistet hätten. Der schwere Vorwurf, die Bundesbehörden seien durch das organisierte Verbrechen unterwandert, wird durch die Puk entkräftet. Angesichts dieser grundsätzlichen Aussage der Puk scheinen sich die öffentliche und auch die parlamentarische Debatte allzusehr an einzelnen Tatbeständen zu orientieren, die als Fehler, als Mängel, als Unzulänglichkeiten oder gar als Unkorrektheiten in gewissen Bundesämtern festgestellt worden sind. Die Diskussion dreht sich ja praktisch nur noch um die Tätigkeit der politischen Polizei im Zusammenhang mit ihrem Fahndungs- und Informationsdienst. Die vorhandenen 900 000 Registerkarten, von denen über 600 000 im In- und Ausland ansässige Ausländer und 90 000 bestimmte Ereignisse betreffen, werden meines Erachtens ungebührlich hochgespielt, und es wird die Behauptung aufgestellt, wir hätten in der Schweiz einen ungeheuren Ueberwachungs- und Bespitzelungsapparat aufgebaut.
Dies trifft – wenn man den Bericht des Bundesrates vom 4. Dezember 1989 durchliest – überhaupt nicht zu. Richtig ist, dass diese Kartei verschiedene Kategorien von Daten festhält und dass davon nur ein kleiner Teil Daten der politischen Polizei darstellt. Die Vermischung der verschiedenen Datenkategorien ist – wie sich nun herausgestellt hat – falsch, wie es falsch ist, dass belanglose und überholte Aufzeichnungen auf unbeschränkte Zeit weitergeführt werden. Meines Erachtens ist

das zur Einführung vorgesehene neue Informatikkonzept der Bundespolizei zu beschleunigen, und die zutage getretenen Fehler und Mängel sind unverzüglich zu beheben. Es muss auch verlangt werden, dass Informationen, bevor sie Eingang in irgendwelche Datenträger finden, auf ihre Richtigkeit und Zuverlässigkeit sorgfältig geprüft werden. Für unseren Staatsschutz, für die Abwehr von Spionagetätigkeit und für die Terrorismusbekämpfung brauchen wir in unserem Land auch in Zukunft eine politische Polizei. Entsprechende Gefahrenpotentiale befinden sich sowohl im In- als auch im Ausland. Auch im Rahmen der internationalen Verbrechensbekämpfung hat unsere Bundespolizei eine wichtige Aufgabe.
Staatsschutz bedeutet bei uns nicht einfach Schutz für ein politisches Regime, Staatsschutz bedeutet Schutz für die Bürgerinnen und Bürger, die in einer staatlichen Gemeinschaft nach einer bestimmten Gesetzmässigkeit zusammenleben wollen. Die künftige grundsätzliche Bedeutung eines effizienten Staatsschutzes wird auch von der Puk zu Recht unterstrichen.
Dass die politisch verantwortlichen Behörden es bis anhin unterlassen haben, den allgemeinen Polizeiauftrag – auch in Berücksichtigung der sich verändernden Bedrohungslage – in Abständen neu zu umschreiben, ist zu bedauern. Das soll und darf aber nicht zu unverhältnismässigen Reaktionen führen, beispielsweise zur Forderung nach Abschaffung der Bundespolizei oder zu noch viel weitergehenderen Forderungen der nun Morgenluft witternden Systemveränderer.
Vielmehr sollte im Rahmen des gleich breiten politischen Spektrums, das in der Puk zur Feststellung von Mängeln vereinigt war, nun auch versucht werden, zur Verbesserung der konkret beanstandeten Zustände beizutragen. Der Bundesrat erklärt in seinem Bericht vom 4. Dezember seine Bereitschaft, die von der Puk beantragten Motionen und Postulate entgegenzunehmen, die Motion 1 allerdings nur als Postulat.
Der Bundesrat ist bei seinem erklärten Willen zu behaften, möglichst rasch entscheidende Verbesserungen in die Wege zu leiten und auch zu vollziehen.
Ich danke dem Departementschef, Herrn Bundesrat Koller, für die kooperative Haltung und sein Engagement, das er schon bisher in der leidigen Angelegenheit an den Tag gelegt hat. Ich hoffe, es werde ihm innert nützlicher Frist gelingen, durch die notwendigen Massnahmen das volle Vertrauen der Bürger in unseren Staat, in seine Institutionen und auch in seine Verwaltung wieder vollumfänglich herzustellen.
Die Arbeiten der Puk dürfen mit ihrem Bericht als abgeschlossen betrachtet werden. Es wäre wenig sinnvoll und würde auch dem Inhalt von Artikel 55 Geschäftsverkehrsgesetz nicht entsprechen, eine parlamentarische Untersuchungskommission auf weitere Verwaltungszweige anzusetzen, ohne dass konkrete Hinweise auf Vorkommnisse von grosser Tragweite vorliegen. Aufgrund der Gewaltentrennung obliegt die Aufsicht über die Verwaltung primär dem Bundesrat, und nur im Ausnahmefall – wie wir nun einen erlebt haben – ermöglicht Artikel 55 Geschäftsverkehrsgesetz dem Parlament ein direktes Eingreifen durch die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission. Das soll indessen nicht hinderlich sein, die Verwaltungskontrolle, die dem Bundesrat und auch den parlamentarischen Geschäftsprüfungskommissionen bei der Wahrnehmung der Aufsichts- bzw. Oberaufsichtsfunktion dienlich sein kann, entscheidend zu verstärken.

M. **Béguin:** De toutes parts, on a loué, avec raison, le remarquable travail d'investigation et de réflexion de la Commission d'enquête parlementaire mené dans un temps record par des parlementaires de milice peu ou non préparés à ce genre de tâche. Notre système a ainsi démontré qu'il était encore capable de gérer une situation de crise. Il ne faudrait toutefois pas en conclure hâtivement que «tout est bien qui finit bien». Certes, les soupçons les plus graves que certains avaient imprudemment avancés ont été écartés sans équivoque. Non, le monde politique n'est pas miné par le crime, par la corruption, par le chantage! En revanche, au niveau institutionnel, le regard critique de la commission doit nous inciter à la réflexion.
Le rapport nous rappelle tout d'abord, par les faits qu'il établit, que l'argent demeure le grand corrupteur. Mal gagné par le crime ou trop facilement gagné, à cause de la faiblesse de nos lois, il est bien ce qu'en disait jadis M. Motta, conseiller fédéral, «la fiente du diable». Honnêtement acquis, selon les critères de notre société marchande, il exerce sur beaucoup une fascination qui finit par oblitérer le sens moral, ce qui explique certaines de nos complaisances. C'est le moment de nous souvenir de l'affirmation de Montesquieu: «La vertu est le ressort de la démocratie» – vertu à la fois au sens moderne et au sens latin du terme; de nous souvenir aussi que le peuple attend de ses parlementaires qu'ils défendent des valeurs avant de défendre des intérêts.
Le rapport de la CEP nous permet aussi de vérifier que le véritable pouvoir ne s'exerce pas nécessairement où l'on croit. Nous savions déjà la prééminence de fait de l'exécutif par rapport au législatif. Permanent, maître des dossiers et de l'information, il prépare les lois avec le concours des professionnels de l'administration et des experts. Face à lui, un parlement de milice, forcément en retard sur les événements, qui réagit plus qu'il n'agit.
Nous apprenons maintenant ce que nous appréhendions, à savoir que l'exécutif n'est pas toujours maître de son administration. N'est-il pas inquiétant de constater que c'est au hasard d'un scandale politique que l'on a découvert les carences d'un service important de l'administration, le Ministère public fédéral? Carence dont l'exécutif ignorait tout! Mais qui donc gouverne? Nous payons aujourd'hui le prix d'une conception dépassée de l'organisation des pouvoirs. Nous restons crispés sur un modèle qui a certes fait ses preuves, mais qui a aussi fait son temps. Le gouvernement administre plus qu'il ne gouverne, happé qu'il est par la gestion du quotidien, dans une société qui ne cesse de se «complexifier», pour emprunter le jargon de certains politologues.
Je ne jette pas la pierre à nos sept ministres, ils assument une tâche écrasante, trop écrasante pour leur permettre d'être à la fois des gestionnaires et des politiciens. Il faudra bien que l'on se pose un jour la question de l'élargissement du collège gouvernemental afin que la réflexion et la perspective politiques retrouvent leur juste place. Cela permettrait par ailleurs à d'autres formations politiques de partager l'exercice du pouvoir, ce qui serait conforme non seulement à l'esprit de nos institutions, mais encore à la conception qui est la nôtre de la démocratie de concordance.
Enfin, pourra-t-on soutenir encore longtemps que notre parlementarisme de milice est capable d'assurer sa fonction? Je ne songe point à un parlement de professionnels, idée encore trop hardie pour nos concitoyens. Mais ne pourrait-on pas imaginer qu'un certain nombre de députés exercent leurs fonctions à temps complet – par exemple ceux qui siègent dans les Commissions de gestion? La démocratie aurait à y gagner, en efficacité d'abord, en indépendance ensuite, mais surtout nous redonnerions au Parlement ce pouvoir fondamental de contrôle et de surveillance que l'évolution de la vie moderne a lentement mais sûrement érodé. Notre histoire nous enseigne que cette rénovation nécessaire prendra du temps, et je partage ici l'avis de M. Rhinow.
Dans l'immédiat, il convient de donner suite à toutes les propositions de la commission qui doivent être considérées comme des mesures d'urgence, commandées par l'impérieuse nécessité de restaurer un ordre démocratique altéré. L'initiative parlementaire qui nous est proposée va dans le bon sens, puisqu'elle restitue le pouvoir à celui qui doit l'exercer, sans entrave et dans la transparence – compatible bien sûr avec la légitime protection des intérêts supérieurs de l'Etat. La pesée souvent délicate qui devra être opérée en cette matière sera l'oeuvre, et c'est là le plus important, des élus du peuple.
La motion 1 me paraît également très importante. Indépendamment des carences du Ministère public, il m'a toujours paru qu'il était faux de consacrer la confusion des pouvoirs. Le procureur de la Confédération doit être un magistrat indépendant de l'exécutif et, pour aller au bout du raisonnement, il doit tenir son pouvoir de l'Assemblée fédérale à l'instar de nos juges suprêmes. Quant à la police politique, dont l'utilité n'est pas remise en cause, elle doit relever du gouvernement, par l'intermédiaire du Département de justice et police, dont elle doit recevoir les directives et les missions précises.

La police politique est un instrument précieux, mais ce n'est qu'un instrument au service de l'Etat et des citoyens.
Il est de notre devoir d'approuver ces mesures telles qu'elles nous sont présentées. L'heure n'est plus aux atermoiements, quand bien même les textes proposés pourraient souffrir quelques améliorations de forme ou de fond. Le temps est venu maintenant de la résolution et de l'action pour le bien de notre pays.

Masoni: Il destino politico di Elisabeth Kopp, la prima donna eletta in Consiglo federale, assume nella recente storia della nostra Confederazione tratti singolari. Saprà la discussione d'oggi totalmente svestirsi di toni emotivi? Sembra quasi di poterlo affermare. In questo caso, lungamente dominato dall'emozione e dalla delusione, uno dei meriti, se non il più alto, dell'inchiesta parlamentare è quello di restituire il campo alla politica della ragione.
L'inchiesta amministrativa s'è in parte svolta. Quella penale, avviata per decisione del parlamento e anche su richiesta dell'interessata di togliere l'immunità, è sfociata nel rinvio a giudizio per violazione del segreto d'ufficio.
Ciò restringe l'ambito di quella parlamentare per due versi.
Primo: si esaurisce lo scopo che essa di regola ha, di ricognizione preliminare per dare al parlamento gli elementi per una decisione circa l'immunità o per avviare altre indagini.
Secondo: la separazione dei poteri ci impone di non influenzare l'azione della giustizia. Non siamo qui per giudicare o condannare o assolvere penalmente, nemmeno per accertare in modo vincolante la fattispecie, ma per trarre, grazie al rapporto, conseguenze politiche di avvenimenti penalmente ancora sub-judice.
Proprio per ciò, nel caso personale di Elisabeth Kopp, il rapporto commissionale ha ancora maggior peso per le valutazioni che limitano e incanalano la riprovazione politica; per la costatazione che, nei quattro anni di carica, Elisabeth Kopp fu Consigliere federale competente, attenta, impegnata e resse il dipartimento con scienza e coscienza; per la riflessione che non fu tanto la controversa telefonata al marito a rendere il suo ritiro inevitabile, quanto l'atteggiamento successivo, nella misura in cui fu o parve diretto a non lasciare emergere la verità, contribuì a creare o a non dissipare quel senso di sfiducia che non può pesare a lungo sulla carica più alta della Confederazione.
La valutazione più compiuta dei fatti potrà – forse – avvenire dopo la conclusione del procedimento penale nella misura in cui quell'accertamento permetterà di meglio situare le dimissioni di Elisabeth Kopp tra le due possibili posizioni: quella di conseguenze di errori e mancanze inescusabili, per cui ha già duramente pagato, e l'altra invece, di sacrificio imposto dalla ragion di stato per una serie di atti maldestri in situazione di necessità e nella convinzione d'aver usato un'informazione non ufficiale per spingere il marito, forse per un'ennesima volta, a lasciare – non nel di lui interesse ma in quello d'allontanare dal Dipartimento incresciose polemiche – funzioni private assai vulnerabili.
Perché estendere alle due possibilità estreme l'arco delle ipotesi?
Per tre ragioni.
Per tranquillizzare le preoccupazioni di chi rimprovera all'inchiesta parlamentare d'aver disatteso diritti fondamentali che valgono per quelle disciplinari, amministrative, penali, che qui non vogliamo né abbiamo il diritto di pregiudicare. Per ricordare che la commissione esprime un giudizio di riprovazione politica. Infine per rilevare che, per entrambe quelle possibili ipotesi, il rapporto ci dà una valutazione politicamente serena e sostanzialmente attendibile che consente di dissolvere i dubbi più gravi avanzati nel pubblico processo d'or è un anno.
Non v'è sospetto né di corruzione, né d'infiltrazione d'elementi legati alla malavita organizzata.
In altre parole, v'è motivo e dovere di confermare qui, ma soprattutto in futuro, con intenso lavoro e presa di coscienza anche dell'opinione pubblica, la sostanziale fiducia nelle istituzioni, nella loro capacità di adattarsi all'evoluzione delle esigenze, di affrontare anche gravi momenti di crisi.
Die Wertung der Geschäftsführung in den verschiedenen Stellen des Departementes durch die Puk ist grundsätzlich positiv. Zum Verständnis und zur Behebung der festgestellten Mängel und Unzulänglichkeiten liefern sowohl der Bericht als auch die schriftliche Stellungnahme des Bundesrates wertvolle Beiträge. Der Kommission für ihren Einsatz, ihre vorurteilslose Untersuchung, ihre konkreten Vorschläge, aber auch dem Bundesrat, dessen Stellungnahme die Gesamtübersicht erleichtert, ist zu danken.
Die Ergebnisse der Untersuchung gestatten einige allgemeine, wesentliche Feststellungen:
1. Bessere, modernere Instrumente tun not, damit der Bundesrat in seiner Aufsicht und das Parlament in seiner Oberaufsicht die Rechtmässigkeit und Wirksamkeit der Verwaltung prüfen können.
2. Die weitere Entlastung des Bundesrates, damit Zeit und Raum für Gesamtbetrachtungen und für politische Wertungen zur Verfügung stehen, muss ständig verfolgt werden.
3. Für die sogenannten geheimen Tätigkeiten des Staates ist eine befriedigendere Form der Kontrolle zu suchen. Bei anderen Gelegenheiten, z. B. bei der Diskussion über die Telefonabhörung, war man der heute erwägungswürdigen Auffassung, für die laufende Kontrolle sei eher eine richterliche Instanz geeignet. Die parlamentarische Kontrolle sei dagegen für die Ueberprüfung der Systemangemessenheit besser geeignet. Was die Wahl zwischen physischer Zerstörung oder gehöriger Archivierung dieser fast komisch anmutenden Karteikarten betrifft, teile ich die Auffassung von Kollegin Bührer.
Es sei mir hier eine nur kurze Bemerkung zur Motion gestattet, die die Entflechtung der Funktionen des Bundesanwaltes beantragt. Der Bundesrat würde die Form des Postulates vorziehen. Ich befürworte die Entflechtung. Eine nähere Prüfung der heutigen Funktion, des Aufbaus und der Aufgaben der Bundesanwaltschaft tut not. Sie wird aber Verschiedenes zeigen:
1. Sowohl 1960 als auch 1975 war es das Parlament, das sich einer solchen Reorganisation heftig widersetzte. Ich wehrte mich 1975 für das Postulat der Kommission. Aber auch das Postulat der Kommission wurde bekämpft. Zwei wichtige Tenöre des Landesrings, die Nationalräte König und Allgöwer, haben vehement dagegen gekämpft, so dass der Rat auch dieses Postulat, das von der Kommissionsmehrheit getragen worden war, ablehnte.
2. Es ist immerhin anzuerkennen – obschon heute eine solche Anerkennung nicht populär ist –, dass es gerade Bundesanwalt Gerber war, der seit jener Debatte von 1975 die tatsächliche Trennung der polizeilichen und gerichtspolizeilichen Funktionen von denjenigen des öffentlichen Anklägers verwirklichte, indem er ganz bewusst die letzteren immer an kantonale Magistratspersonen delegierte. Weitere Funktionen könnten nun ohne Schaden von der Bundesanwaltschaft abgetrennt werden.
3. Nicht die Trennung jener bereits tatsächlich ausgeschiedenen Funktionen ist das wesentliche Moment einer Reform. Die Frage ist eher: Will man im Bundesanwalt weiterhin die Schlüsselfigur unseres Staatsschutzes sehen oder nicht? Welches Verhältnis soll der Staatsschutzverantwortliche zur politischen Polizei haben? Welche Autonomie soll beiden – Polizeichef und Bundesanwalt – gegenüber dem Bundesrat zustehen?
Der Staatsschutz ist nicht sehr beliebt. Er wird in der modernen freiheitlichen Demokratie im besten Fall als notwendiges Uebel ungern akzeptiert.
Vergessen wir aber nicht, dass in der ausländischen Fachliteratur namhafte Autoren die Praxis des Staatsschutzes in der Schweiz als beispielhaft für Verhältnismässigkeit und Rechtsstaatlichkeit rühmen. Die Selbstbeschränkung unserer Praxis liegt nach diesen Autoren darin, dass der Bundesanwalt den Informationsfluss aus der politischen Polizei ständig verfolgen kann. Diese direkte Kenntnis gestattet ihm, es meist bei der Information zu belassen. Nur in gravierenden Fällen kommt es zur eigentlichen Ermittlung und noch seltener zur gerichtlichen Verfolgung, die gemäss Artikel 105 Bundesstrafprozess dem Bundesrat zur Genehmigung zu unterbreiten ist. Der enge Kontakt zwischen Polizei und Bundesanwalt sowie zwischen Bundesrat und Bundesanwalt gestattet dem letzteren, zur Gefahrenabwehr, über die notwendigen Informationen zu verfügen, schränkt aber nach dem Opportunitätsprinzip die

Verfolgung ein. Diese besondere Gestaltung kennzeichnet unseren Staatsschutz.
Von den Befürwortern der Schaffung einer passenden gesetzlichen Grundlage des Staatsschutzes sowie einer besseren Trennung der Funktionen darf nicht übersehen werden, dass diese beiden berechtigten Forderungen mit gewissen Risiken verbunden sind, die ernsthaft und aufmerksam zu prüfen sind. Ein Gesetz über den Staatsschutz, das den Legalitätsgedanken besser verwirklichen sollte, könnte in der Tat in stärkere Einschränkungen der Freiheit ausmünden. Voneinander getrennte und vom Bundesrat und unter sich selbst unabhängigere Polizei und Bundesanwaltschaft könnten schliesslich dazu führen, dass aufgrund des Legalitäts- statt des Opportunitätsprinzips jede Ermittlung in ein gerichtliches Verfahren mündet, wodurch die Zahl der Verfahren steigt, anstatt sich zu vermindern. Wenn der Bericht richtigerweise die Bedeutung und Notwendigkeit des Staatsschutzes bejaht, haben wir somit bei der gewünschten Entflechtung dafür zu sorgen, dass weder die notwendige Reform noch bessere laufende Kontrollen den Staatsschutz als solchen zugrunde richten.
Motion und Postulat können beide zum Ziele führen, einen umstrittenen, aber wichtigen Bereich der Staatstätigkeit den Erfordernissen der Zeit anzupassen. Wichtiger als die eine oder andere Form ist der Geist. Mit dem vom Bundesrat empfohlenen Postulat könnte man vielleicht eine gründlichere, vorurteilslosere Prüfung erreichen. Somit könnte das Postulat der befriedigenden Regelung einer so heiklen Materie förderlicher sein.
Gestatten Sie mir zum Schluss, der Parlamentarischen Untersuchungskommission für den umfassenden, eingehenden Bericht zu danken. Es ist dieser Kommission gelungen, Vorwürfe, die damals ins Uferlose zu gehen drohten, in enge Grenzen zu weisen und konkrete Vorschläge zur Behebung der Mängel zu unterbreiten. Wir haben damit eine weitere Bewährungsprobe bestanden, zur Wiedererlangung des Vertrauens in die Institutionen und in deren Kraft, solche Lagen zu meistern. Ein wichtiger Beitrag zum Sieg des Geistes über die Emotionen, zur Politik der Vernunft.

Iten: Ich spreche aus der Sicht der GPK. Wenn ich die etwa 40 Gegenstände betrachte, die aus dem Puk-Bericht für die Nachkontrolle durch die Geschäftsprüfungskommissionen beider Räte resultieren, so stelle ich fest, dass auf diese Kommissionen eine grosse Arbeit zukommt. Damit macht der Puk-Bericht meines Erachtens deutlich, dass die Aufsicht der GPK verstärkt und professionalisiert werden muss. Die GPK des Ständerates hatte schon in ihrem Bericht über die Verwaltungsaufsicht vom 19. November 1986 und über die Verbesserung der Verwaltungskontrolle im Bund vom 12. November 1987 dargestellt, welche fachliche Unterstützung sie bei der Beurteilung der Funktionserfüllung durch die Verwaltung benötigt. Sie forderte eine Fachstelle für Verwaltungskontrolle, welche mithilft, der Aufsichtstätigkeit der GPK die erforderliche Konstanz zu geben. Sie muss sich den nötigen Ueberblick über die Verwaltung verschaffen und dafür besorgt sein, dass die Zufälligkeit, Oberflächlichkeit und Wirkungsschwäche der parlamentarischen Oberaufsicht überwunden werden kann. Diese Fachstelle muss in der Lage sein, die GPK auf Bereiche der Verwaltung aufmerksam zu machen, in denen eine Abklärung angezeigt erscheint. Sie hat auch nachzukontrollieren, ob und wie den Empfehlungen der Geschäftsprüfungskommissionen nachgelebt wird. Die Fachstelle muss nach modernen Methoden der Verwaltungskontrolle arbeiten und demnach qualifizierte Mitarbeiter aus verschiedenen Fachgebieten umfassen.
Die Puk hat aus der Sicht der Geschäftsprüfungskommissionen eine äusserst wertvolle Arbeit geleistet. Dies auf zwei Ebenen. Sie hat einen Geheimbereich der Verwaltung mit einer Gründlichkeit durchleuchtet, die der GKP nicht möglich gewesen wäre. Sie hat sich als parlamentarisches Instrument der Krisenbewältigung bewährt, indem sie weittragende Befürchtungen beseitigt und die Diskussionen auf eine sachliche Ebene zurückgeführt hat.
Beides sind zentrale Anliegen der parlamentarischen Verwaltungskontrolle, wie sie auch die GPK zu verfolgen sucht. Die GPK wird daher gerne das ihre dazu beitragen, dass die heutige Wirkung des Puk-Berichts dauerhaft wird.
Dazu zwei Bemerkungen, eine zur Frage der Nachkontrolle, der Empfehlungen der Puk, die andere zu den Rechten der GPK, die für diese Nachkontrolle nötig sind.
1. Zur Nachkontrolle über die Empfehlungen der Puk. Der Puk-Bericht weist auf zahlreiche Mängel hin. Sie betreffen teils die Praxis der Bundesanwaltschaft, des Bundesamtes für Polizeiwesen und des Bundesamtes für Ausländerfragen, teils die Strukturen und Abläufe in diesen Aemtern. Die wichtigsten Forderungen der Puk sind in den beiden Motionen und den vier Postulaten festgehalten. Darüberhinaus enthält der Bericht aber noch zahlreiche Hinweise, die nicht wirkungslos bleiben dürfen. Wir müssen dafür sorgen, dass sie einer sorgfältigen Nachkontrolle unterstellt werden. Wenn die Puk aufgelöst wird, wird es Sache der GPK sein, diese Kontrolle durchzuführen. Wir sind bereit, diese Aufgabe zu übernehmen, wenn sie uns übertragen wird. Die Geschäftsprüfungskommissionen werden ohnehin die ordentliche Oberaufsicht über das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement wieder aufnehmen. Wir können beispielsweise unsere Sektion Justiz- und Polizeidepartement beauftragen, eine Checkliste aller Probleme und Forderungen zu erstellen, diese dem Bundesrat zu übermitteln und, gestützt darauf, in den nächsten zwei Jahren systematische Kontrollen durchzuführen. Wir sind bereit, dem Rat über das Ergebnis Bericht zu erstatten.
2. Zu den Grenzen der Einsicht der GPK in die Akten der Bundesanwaltschaft. An einem Beispiel möchte ich zeigen, wo die Grenzen einer möglichen Nachkontrolle durch die GPK allenfalls liegen könnten. Die Puk verlangt auf Seite 215 ausdrücklich, dass die Geschäftsprüfungskommissionen kontrollieren sollen, ob die Mängel in der Aktenführung und Aktenablage durch die Bundesanwaltschaft beseitigt werden. Die GPK des Nationalrates hatte bereits im Jahre 1988 eine Inspektion der Verwaltung der Akten der Bundesanwaltschaft durchgeführt. Ihre Forderungen decken sich in der Stossrichtung mit jenen der Puk. Sie sind aber weniger konkret, weil ihr nur Einblick in eine eigens erstellte Mustersammlung gewährt worden ist.
Die Mängel in der Ordnung der Dossiers hätten von der GPK nicht festgestellt werden können, weil der Bundesanwalt gegenüber einer systematischen Einsicht in aktuelle Akten das Amtsgeheimnis geltend gemacht hätte. Wie der Puk-Bericht festhält, hat der Bundesanwalt der GPK die Einsichtnahme in allfällige Dossiers über ihre Mitglieder verweigert. Es ist daher anzunehmen, dass wir für die Nachkontrolle eines Teils der Forderungen der Puk auf eine Verstärkung unserer Informationsrechte – wie sie die Puk in ihrer parlamentarischen Initiative verlangt – angewiesen sein werden. Ich verzichte darauf, Beispiele aufzuzeigen, wo die Kompetenzen der Geschäftsprüfungskommissionen ungenügend sind. Wir können sie bei der Behandlung der parlamentarischen Initiative über die Verbesserung der Rechte der GPK und zur Wahrung der Oberaufsicht diskutieren.
Ich bitte Sie, der parlamentarischen Initiative der Puk Folge zu leisten.

Hänsenberger: Ich muss leider kurz auf den Beginn der Ausführungen von Frau Bührer zurückkommen.
Die Voten von Frau Bührer in diesem Rat sind oft besonnen und oft auch für mich begreiflich, auch wenn ich vielleicht politisch nicht damit einverstanden bin. Heute begann Frau Bührer ihre Ausführungen mit Feststellungen, die weder besonnen noch für mich begreiflich waren.
Der Freisinn trägt Verantwortung für die Wahl von Frau Kopp, einen der beiden von uns vorgeschlagenen Kandidaten. Wir tragen diese Verantwortung zusammen mit den anderen Fraktionen. 1984 richteten sich alle Vorwürfe gegen den Ehemann der Kandidatin. Es sind dieselben Vorwürfe, die auch heute bestehen. Alle waren damals bekannt, waren publiziert und in Erklärungen, auch zum Beispiel des Freisinns des Kantons Zürich, ausdrücklich erwähnt. Aber wir Parlamentarier wollten nichts von Sippenhaft wissen. Wir wollten und konnten diese Frau nicht daran scheitern lassen, dass ihr Ehemann umstritten war.
Wo wir uns getäuscht haben und was wohl auch keine noch so

gründliche weitere Untersuchung geändert hätte: Wir alle haben erstens die Bedeutung des familiären Umfeldes unterschätzt, und zweitens konnten wir uns nicht vorstellen, dass eine so gescheite, so unabhängig denkende Frau ihrem Ehemann dermassen hörig sein könnte.
Entgegen den Ausführungen von Frau Bührer hat der Freisinn Konsequenzen gezogen. Ich darf das bestätigen, weil ich einen entsprechenden Auftrag bei der Wahl des Nachfolgers erhalten habe. Wir wollen eine noch unabhängigere, noch eingehendere Prüfung des ganzen Umfeldes von Kandidaten vornehmen. Aber wir alle wissen, dass es trotz allen Vorabklärungen immer unsicher bleibt, wie sich ein Mensch in einem neuen Amt, unter völlig neuen Belastungen bewähren wird. Die Rücktritte anderer Bundesräte haben dies bewiesen. Diese Unsicherheit bleibt, trotz der nötigen, von uns auch im Fall Kopp vorgenommenen Abklärungen.

Bundesrat **Koller:** Die erstmalige Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission mit den umfassenden Kompetenzen nach den Artikeln 55ff. des Geschäftsverkehrsgesetzes war ein Akt von ausserordentlicher staatspolitischer Bedeutung. Denn Untersuchungskommissionen mit diesen ganz besonderen Vollmachten, wie sie sonst keinem Bundesorgan zustehen, stellen einen gewichtigen Eingriff in das Prinzip der Gewaltentrennung dar und greifen auch in das Verhältnis zwischen Bund und Kantonen ein. Sie müssen daher nach Auffassung des Bundesrates tatsächlich für Vorkommnisse von grosser Tragweite, von schwerwiegender Art vorbehalten werden.
Damit sage ich – ich betone das gegenüber Herrn Ständerat Iten – nichts gegen eine intensivere Kontrolle, auch beispielsweise des Bereichs der Bundesanwaltschaft durch die GPK. Aber nach Meinung des Bundesrates muss in diesem Staate, wenn wir nicht neue Schwierigkeiten schaffen wollen, auch künftig klar bleiben, wer wofür verantwortlich ist.
Es lag daher in der Natur dieser erstmaligen Anwendung der Artikel 55ff. des Geschäftsverkehrsgesetzes, dass anfänglich zwischen Ihrer Kommission und dem Bundesrat gewisse Abstimmungsprobleme auftraten, auch Interpretationsfragen.
Die vom Bundesrat konzedierte, weitestgehende Offenlegung der Amtsgeheimnisse gegenüber Ihrer Kommission hat diese – ich möchte das hier ausdrücklich anerkennen – durch eine vorbildliche Wahrung des Geheimnisses honoriert. Dem Bundesrat war es aus zeitlichen Gründen leider nur in Ausnahmefällen möglich, an den Sitzungen Ihrer Kommission teilzunehmen. Um so wichtiger war für mich und für den Bundesrat, dass wir fortlaufend über die Tätigkeit Ihrer Kommission orientiert worden sind.
Der Bundesrat hatte auch Gelegenheit – wie das im Geschäftsverkehrsgesetz vorgesehen ist –, zum Berichtsentwurf Stellung zu nehmen. Wir haben einen schriftlichen Bericht zum abschliessenden Bericht erstattet, wobei Sie bei dessen Würdigung berücksichtigen müssen – das war vielleicht der einzige Nachteil –, dass wir in dieser Endphase von seiten des Bundesrates unter ungeheurem Zeitdruck gearbeitet haben.
Gesamthaft kann der Bundesrat aber feststellen, dass die Zusammenarbeit zwischen Ihrer Kommission und dem Bundesrat gut war. Ich glaube, angesichts der Erstmaligkeit einer solchen Parlamentarischen Untersuchungskommission war das keine Selbstverständlichkeit.
Ihrer Kommission, die vielleicht gerade durch die Rekrutierung ihrer Mitglieder aus beiden Räten eine besonders ausgewogene Zusammensetzung aufwies und in ihrer Arbeit vielleicht auch deswegen besonders erfolgreich war, spricht der Bundesrat seinen ausdrücklichen Dank und seine Anerkennung aus. Er verbindet dies allerdings gleich mit der Hoffnung, dass beide Räte bei der Verwirklichung der Reformen in gleicher Weise konstruktiv mitwirken werden und dass der erfreuliche Konsens innerhalb der Puk, aber auch zwischen Parlament und Bundesrat auch künftig anhalten werde und nicht rasch wieder verlorengehe. Denn das hätte zweifellos zur Folge, dass der nun erfolgreich begonnene Aufbau neuen Vertrauens in unserer Bevölkerung gefährdet wäre.
Der Bundesrat kann sich vor allem der ausgewogenen Gesamtwürdigung Ihrer Kommission im Bericht anschliessen.
Die Grundhaltung des Bundesrates gegenüber dem gründlichen Bericht und auch gegenüber den wertenden Feststellungen Ihrer Kommission ist eine doppelte:
Auf der einen Seite empfindet der Bundesrat Erleichterung. Er empfindet Erleichterung darüber, dass sich die schweren Vorwürfe, die vor einem Jahr in den Medien, zum Teil sogar im Parlament erhoben wurden, klar als unwahr erwiesen haben: die Vorwürfe nämlich, die Bundesbehörden seien vom organisierten Verbrechen unterwandert und Beamte protegierten Kriminelle.
Andererseits ist der Bericht Ihrer Kommission für den Bundesrat und für die Verwaltung eine echte Herausforderung, weil Ihre Kommission tatsächlich auf Fehler, Schwachstellen und Missstände gestossen ist, die der Bundesrat selber nicht gekannt hat, und sie in aller Offenheit darlegt.
Der Bundesrat ist daher bereit, alle notwendigen Verbesserungen unvoreingenommen, rasch, aber auch geordnet zu realisieren.
Damit komme ich auf die Verantwortung des Bundesrates zu sprechen, die hier ja zum Teil mit harten Worten festgehalten worden ist.
Der Bundesrat ist durchaus fähig und willens zur Selbstkritik. Nur möchten wir Sie bitten, auch hier die Proportionen zu wahren. Zu diesem Wahren der Proportionen gehört nach Ansicht des Bundesrates auch, dass man eben nicht nur die Schwachstellen sieht, sondern auch die grossen Leistungen, die vom Bundesrat und von der Bundesanwaltschaft in den letzten Jahren gemeinsam erbracht worden sind. Dazu gehört etwa, dass der Bundesrat in Zusammenarbeit mit der Bundesanwaltschaft – ich glaube, da müssen wir auch meinen Vorgängern im Departement gegenüber Gerechtigkeit walten lassen – in den siebziger und anfangs der achtziger Jahre in der Bekämpfung des Terrorismus und in der Spionageabwehr sehr erfolgreich tätig war. Sie erinnern sich an diese siebziger Jahre, die gekennzeichnet waren durch uns allen noch im Gedächtnis haftende Flugzeugentführungen, durch Sprengstoffanschläge, durch Besetzungen, etwa der polnischen Botschaft, durch Anschläge von Armeniern, so grosse Spionagefälle wie jene des Ehepaars Wolf und von Jeanmaire. Auf diesen Gebieten hat sich die Bundesanwaltschaft unter der aktiven Leitung des Bundesrates unseres Erachtens sehr bewährt.
Daneben geben wir durchaus zu, dass offenbar gerade wegen des Engagements auf diesen Gebieten andere Bereiche der Bundesanwaltschaft ein gewisses Eigenleben entwickelt haben und relativ stark von der politischen Kontrolle abgekoppelt blieben. Das ist ein Zustand, den es zweifellos zu beseitigen gilt. Der Bundesrat ist entschlossen, hier für Abhilfe zu sorgen.
Damit komme ich auf die Frage, die vor allem Herr Rhinow und Herr Béguin aufgeworfen haben: die Frage, ob nicht auch institutionelle Reformen nötig seien.
Der Bundesrat hat von Anfang an neben dem persönlichen Versagen von Menschen – das aber auch künftig vorkommen kann, wenn wir uns nicht zu selbstgerechten Pharisäern aufspielen wollen – den institutionellen Reformen grösste Beachtung geschenkt.
Wenn wir bei diesen institutionellen Reformen etwas weniger weit greifen, als Herr Rhinow und Herr Béguin das getan haben, dann vor allem deshalb, weil es unserer Meinung nach darum geht, in erster Linie nun jene Reformen rasch zu realisieren, die tatsächlich auch in kurzer Zeit realisiert werden können.
In diesem Zusammenhang hat der Bundesrat gerade letzte Woche die Bestellung einer neuen Dienststelle «Verwaltungskontrolle» bei der Bundeskanzlei beschlossen. Ich habe im Nationalrat angekündigt und muss das auch hier wiederholen: Wenn künftig Departementschefs ihre Aemter noch mehr persönlich führen sollen, dann sind anderwärts Entlastungen zu suchen, wobei hier die Lage in den einzelnen Departementen sehr unterschiedlich ist. Für mein Departement ist ganz klar, dass ich mich vor allem auch wegen der grossen Arbeiten, die nun die Reform und die Verbesserungsvorschläge beinhalten, künftig in parlamentarischen Kommissionen häufiger werde vertreten lassen müssen; denn ohne derartige Entla-

stungen auf andern Gebieten sind die Ziele, die Sie uns zu Recht stecken, nicht innert nützlicher Frist zu realisieren.
Damit komme ich auf den schweren Vorwurf von Frau Ständerätin Bührer zu sprechen, der Bundesrat verharmlose die Ergebnisse der Parlamentarischen Untersuchungskommission. Ich glaube, diesen Vorwurf kann ich wirklich mit gutem Grund zurückweisen. Ich habe mit aller Klarheit – aber eben auch im Bemühen um das Wahren der Proportionen – festgehalten, dass die Bundesanwaltschaft im Bereiche dieser Registratur unakzeptable Zustände geduldet hat und dass wir hier unbedingt Remedur schaffen müssen.
Ich habe ja auch bereits Sofortmassnahmen in die Wege geleitet, indem ich geltende Richtlinien für die Bearbeitung von Personendaten in der Bundesverwaltung viel extensiver ausgelegt habe, als das bisher der Fall war – mit der Möglichkeit, nun sogar Einsicht zu nehmen, allerdings unter dem Vorbehalt des Quellenschutzes und des Schutzes der Rechte Dritter.
Aber nachdem ich diese Verantwortlichkeiten, diese Missstände und die Notwendigkeit von Reformen klar festgenagelt habe, bin ich auch legitimiert – ich wiederhole das hier ausdrücklich –, alle politisch radikalen Gruppierungen, sie mögen sich auf der linken oder auf der rechten Seite des politischen Spektrums betätigen, aufzurufen, künftig doch ebenso klar in Wort und Tat von Gewalt als Mittel des politischen Kampfes Abstand zu nehmen. Denn nur wenn beide Seiten einen Schritt tun, wird uns diese Bereinigung im Bereiche der politischen Polizei in befriedigender Weise möglich sein.
Etwas mehr Zeit wird die eigentliche Reorganisation der Bundesanwaltschaft beanspruchen. Wir werden die Entflechtung der verschiedenen Funktionen genau prüfen, doch möchte ich einfach auf ein Dilemma schon hier aufmerksam machen: Ich sehe durchaus die Möglichkeit, dass wir die Funktion des öffentlichen Anklägers abtrennen, um damit auch jeden Anschein einer Interessenkollision oder einer Voreingenommenheit im Bereiche der Bundesanwaltschaft zu vermeiden.
Auf der anderen Seite verlangt aber die Parlamentarische Untersuchungskommission zu Recht, dass wir künftig die Fragen des Terrorismus, des illegalen Drogenhandels, des Waffenhandels, der Geiselnahmen, aber auch der politischen Subversion noch ganzheitlicher angehen, dass wir mehr dem Prinzip des vernetzten Denkens folgen. Wenn wir auch dieses Postulat Ihrer Kommission wirklich ernst nehmen, dann sind damit – ich glaube, das ist logisch zwingend – den Entflechtungsmöglichkeiten, abgesehen von der Abtrennung der Funktion des öffentlichen Anklägers, doch ganz klare Grenzen gesetzt.
Im übrigen werden wir im Rahmen dieser Ueberprüfung der Organisation der Bundesanwaltschaft auch die Frage untersuchen, ob sich nicht eine neue Zentralstelle zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens aufdränge.
Damit komme ich zur Drogenbekämpfung. Der Bundesrat anerkennt die bisherigen Mängel in der Bekämpfung des organisierten Verbrechens und insbesondere in der Bekämpfung des illegalen Drogenhandels. Auch wenn ich durchaus bereit bin zu konzedieren, dass man wahrscheinlich auf diesem Gebiet schon aufgrund des geltenden Rechtes ein mehreres hätte unternehmen können, muss man aber doch mitberücksichtigen, dass wir für die Bekämpfung der Geldwäscherei bisher rechtlich schlecht gerüstet waren. Aufgrund einzig der einschlägigen Normen im Betäubungsmittelgesetz waren allemal sehr minuziöse und aufwendige Untersuchungen in bezug auf die Zurückverfolgung der Geldströme nötig, bis bewiesen werden konnte, dass diese Geldströme nicht nur aus illegalem Drogenhandel stammen, sondern auch wieder in den illegalen Drogenhandel zurückgeführt worden sind. Das war die Hürde des bisherigen Rechts.
Der Bundesrat hat aber sofort gehandelt. Er hat Ihnen neue Strafnormen über die Geldwäscherei und die Sorgfaltspflicht bei Finanzgeschäften vorgeschlagen. Vom Nationalrat sind diese Vorlagen bereits einstimmig angenommen worden. Ich hoffe sehr, dass es Ihrer vorberatenden Kommission gelingen wird, diese neuen Strafnormen bereits in der Märzsession Ihrem Rate zu unterbreiten, damit sie möglichst rasch in Kraft gesetzt werden können.
Der Bundesrat hat sodann die Zentralstelle für die Bekämpfung des illegalen Drogenhandels personell wesentlich aufgestockt und so überhaupt erst wieder die Voraussetzungen geschaffen, dass diese Bundesstelle die ihr übertragenen Aufgaben der internationalen und interkantonalen Koordination der Bekämpfung des illegalen Drogenhandels tatsächlich effizient erfüllen kann.
Erlauben Sie mir noch ein Wort zur Frage der internationalen Rechtshilfe. Auf diesem Gebiet verfügt die Schweiz zweifellos über ein sehr gutes Instrumentarium, ein Instrumentarium übrigens, das zum Teil wie der Vertrag zwischen der Schweiz und den USA seinerzeit sogar eine Pionierrolle gespielt hat. Ich weiss, dass die USA mit mehreren europäischen Ländern noch heute ähnliche Verträge aushandeln. In diesem Vertrag waren erstmals neue Bestimmungen zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens enthalten. Wir haben inzwischen gewisse Schwachstellen entdeckt. Wir werden uns bemühen – erste Schritte wurden vor allem im Verhältnis zu den USA bereits realisiert –, die Dauer des Verfahrens noch zu verkürzen. Wir werden auch bei der Revision des Gesetzes über die internationale Rechtshilfe die Verfahren beschleunigen und danach trachten müssen, die Problematik des Rechtsmitteldualismus in unserem föderalistischen Staat zu überwinden. Ich glaube aber nicht, dass es angebracht wäre, wegen vereinzelter kritischer Stimmen aus dem Ausland ein schlechtes Gewissen zu haben. In meiner kurzen Tätigkeit im neuen Departement haben mir viele ausländische Justizminister Komplimente über den Kooperationswillen unseres Landes gerade auch auf diesem Gebiet gemacht.
Damit komme ich zum Schluss. Die Vorkommnisse im Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement, die von der Parlamentarischen Untersuchungskommission gründlich abgeklärt worden sind, haben in unserem Staat zweifellos schweren Schaden angerichtet und einen breiten Vertrauensschwund verursacht. Dass wir eine solch schwierige Situation mit den uns zur Verfügung stehenden Instrumenten unseres Rechtsstaates bewältigen können, stimmt mich im Grunde genommen doch zuversichtlich. Das führte auch dazu, dass diese Vertrauenskrise nicht zu einer eigentlichen Staatskrise geworden ist. Der Bundesrat hat, obwohl ein Mitglied des Kollegiums betroffen war, rasch und zielstrebig gehandelt. Wir haben unmittelbar nach Bekanntwerden des Vorfalls den besonderen Vertreter des Bundesanwaltes, Herrn Staatsanwalt Dr. Hungerbühler, bestellt, während alt Bundesgerichtspräsident Haefliger sofort eine Administrativuntersuchung durchführte. Aufgrund seines Zwischenberichtes haben wir dann die notwendigen Massnahmen getroffen.
Ihre Parlamentarische Untersuchungskommission hat mit respektgebietendem Einsatz in kürzester Zeit die Vorkommnisse umfassend abgeklärt und weitreichende Reformvorschläge gemacht, die der Bundesrat zusammen mit Ihnen und unter Ihrer Kontrolle möglichst rasch realisieren will. Auf diesem Boden – so ist der Bundesrat überzeugt – kann wieder Vertrauen wachsen, denn die Güte eines Staates zeigt sich nicht allein im Fehlen von Missständen, sondern ebensosehr in der Art, wie er solche meistert.

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Ihre Stellungnahmen geben mir keinen Anlass zu langen Repliken. Sie haben die Stossrichtungen des Berichtes im allgemeinen anerkannt. Die Streuungen, die in Ihren Reaktionen ersichtlich sind, sind mit Ihren divergierenden politischen Grundhaltungen zu erklären. Dass diese divergierenden Haltungen nicht im Vordergrund der Debatte standen, darf uns alle befriedigen. Sie haben ja vorwiegend Wertungen vorgenommen, und diese Wertungen habe ich nicht zu kommentieren, weil es Ihre Wertungen sind. Die Wertungen des Berichtes ändert das nicht.
Nur da, wo beispielsweise Herr Hefti die Stellungnahme des Bundesrates ebenfalls vorbehaltlos unterstützt, habe ich Anlass, meinerseits noch eine Tatsachenkorrektur zu wiederholen. Aus unerfindlichen Gründen enthält jene Stellungnahme auch den Vorwurf, die Kommission habe keine Akteneinsicht gewährt. Das habe ich heute widerlegt, und ich kann davon ausgehen, dass Herr Bundesrat Koller inzwischen den Fehler auch feststellen konnte.
Vorschläge, die weiter gehen als jene der Kommission – besonders so weitgehende wie jene von Kollege Rhinow –, kom-

men sicher nicht heute zur Behandlung. Sie werden später – teils im Zusammenhang mit den entsprechenden Vorlagen – zu prüfen sein. Frau Bührer hat einen Vorschlag unterbreitet, Fichen zu archivieren, statt sie zu zerstören. Wir haben einen solchen Vorschlag auch in der Kommission nicht beraten, das weiss Frau Bührer; sie sagt, dass sie im letzten Moment auf diese Idee kam. Sicher läuft ein solcher Vorschlag nicht grundsätzlich den Intentionen der Puk zuwider. Für uns war es nur entscheidend, dass diese überalterten, falschen und nicht überprüften Informationen dem Zugriff der politischen Polizei entzogen werden.
Der Bundesrat hat uns vorgeschlagen, ihn von untergeordneten Geschäften in Zukunft zu entlasten. Dafür haben wir sicher auch Verständnis, vor allem, solange es darum geht, zuerst den jetzt vorgeschlagenen Reformen Priorität einzuräumen.
Soweit Herr Bundesrat Koller heute für die Unzulässigkeit der Bundesanwaltschaft im Bereich des Drogenhandels die fehlende Gesetzgebung über die Geldwäscherei erwähnt hat, bleibt die Puk eindeutig bei ihrer Auffassung, Ermittlungen hätten eingeleitet werden sollen. Er hat ja heute selbst darauf hingewiesen, dass einzelne Firmen Untersuchungen sogar fordern, da sie sich davon eine Entlastung erhoffen. Auch das ist eine Funktion von rechtzeitigen Abklärungen, Klarheit darüber zu schaffen, wo etwas Unrechtes läuft und wo nicht!
Für alle zustimmenden Aeusserungen, die Herr Bundesrat Koller im übrigen zu den Vorschlägen im Bericht getan hat, danke ich ihm. Wir sind in unseren bisherigen Kontakten zur Ueberzeugung gelangt, dass auf seiten des Bundesrats und des Departements der ehrliche Wille vorhanden ist, Remedur zu schaffen, wo wir Fehler und Schwächen blossgestellt haben. Ich kann mich auch schon deshalb auf diese wenigen Ausführungen zur Debatte beschränken und im übrigen nochmals auf meine Berichterstattung verweisen.
Damit komme ich zu unseren Vorstössen. Vorab kann ich feststellen, dass all jene, die in die Form von Postulaten gekleidet sind, hier undiskutiert blieben. Ich komme daher nicht mehr auf sie zurück. Auch die Motion 2 zum Datenschutz im Bereich der Bundesanwaltschaft blieb unbestritten; diese Vorschläge können ohne Schwierigkeiten in die im Gang befindliche Gesetzgebung eingebaut werden. Ich darf auch auf das verweisen, was vor allem Herr Zimmerli im einzelnen zu diesem Thema ausgeführt hat.
Herr Bundesrat Koller hat die Stossrichtung der Vorstösse ganz allgemein gutgeheissen. In zwei Fällen hat er noch Reserven angebracht. Diese Reserven wurden von einzelnen Ratsmitgliedern geteilt, während viele sich zustimmend äusserten. Es geht um die parlamentarische Initiative einerseits und um die Motion 1 über die Entflechtung der Funktionen des Bundesanwaltes andererseits.
Zuerst zur parlamentarischen Initiative. Ich darf auch hier auf verschiedene Voten verweisen, in denen durchwegs festgestellt wurde, eine zusätzliche Kontrollmöglichkeit des Parlamentes sei vonnöten, allenfalls auch im heiklen Bereich der Geheimhaltung. Es wurde deutlich gemacht, dass nur eine systemkonforme Verstärkung von Kontrollen in Frage kommt und keineswegs eine «Dauer-Puk» in unserer Absicht liegt. Ich unterstreiche hier nochmals, dass wir es mit einer allgemeinen Anregung zu tun haben; die daraus hervorgehende konkrete Vorlage wird also im einzelnen in den Räten noch genau zu beraten sein.
Ich bitte Sie um Unterstützung dieses Vorstosses, vor allem auch unter Hinweis auf die psychologische Wirkung einer solchen Annahme.
Wir haben festgestellt, dass der Nationalrat – ich erwähnte es heute morgen schon einmal – alle Vorstösse mit überwiegender Mehrheit akzeptiert hat. Wir sollten uns hier – vor allem, da es sich um eine allgemeine Anregung handelt – jetzt nicht absetzen. Das könnte missverstanden werden.
Im übrigen kann ich nur noch auf folgendes hinweisen. Herr Bundesrat Koller hat uns heute selbst bestätigt, dass auch Parlamentarier im Geheimbereich Kontrollen mit der nötigen Zurückhaltung durchführen können. Wenn das zu beweisen war, ist es durch die Puk geschehen. Wir sind sehr froh, dass es uns gelang, diese Diskretion durchzuziehen; sie war uns um der Sache willen selbstverständlich. Ich bin nach dieser Erfahrung überzeugt, dass auch eine entsprechende Funktion im Rahmen der Geschäftsprüfungskommission mit der nötigen Zurückhaltung und Diskretion wahrgenommen würde. Solche Kontrollen können das Vertrauen in die Einrichtungen stärken. Wir haben das im Bereiche der Telefonabhörung erlebt. Wir sind alle mit grossem Misstrauen an diese geheimen Unterlagen herangegangen und haben dabei befriedigt festgestellt, dass alles mit rechten Dingen zugeht. Ich meine, dass das zur Stärkung und nicht zur Schwächung von Institutionen beiträgt – die Hauptbetonung lege ich abschliessend nochmals auf die systemkonforme Kontrollerweiterung. Zur Motion betreffend die Entflechtung der Funktionen des Bundesanwaltes. Ich bin froh, dass auf die verschiedenen Vorstösse – jenen von Herrn Guisan und jenen von Herrn Weber, beide damals im Nationalrat – hingewiesen worden ist. Ich war seinerzeit mit Herrn Kollege Masoni bei den Befürworten des Postulates im Sinne des Vorstosses Weber. Wir haben bedauert, dass wir mit unserem Anliegen der Entflechtung untergegangen sind. Es zeigt sich heute, wie sinnvoll eine solche Entflechtung wäre.
Ich habe Ihnen die Begründung für diese Motion schon bei der Berichterstattung gegeben. Es ginge im wesentlichen darum, Befangenheiten zu vermeiden. Nun unterstützt der Bundesrat auch hier die Stossrichtung des Vorstosses. Er ist bereit, die Bundesanwaltschaft zu reorganisieren und die Entflechtung der Funktionen vorzunehmen. Wir legen ihm mit dem einen Pflock, den wir eingeschlagen haben, keine zu grossen Fesseln an. Wenn ich Sie bitte, diese Motion zu unterstützen, habe ich wiederum zwei Hauptargumente:
1. Die Entflechtung liegt im Sinne der Praxisentwicklung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte. Er verlangt mehr und mehr eine klare Trennung zwischen Untersuchungs- und richterlichen Funktionen im Interesse des Schutzes der Grundrechte der Bürger.
2. Herr Masoni hat sehr richtig bemerkt, dass Motion und Postulat zu den gleichen Zielen führen können. Das gilt auch für den Bundesrat. Bei dieser Lage scheint mir aber wiederum das psychologische Element ein starkes Gewicht zu bekommen. Wir sollten der Motion zustimmen. Es würde im Volk sicher missverstanden, wenn wir statt der Motion ein Postulat überweisen, weil das als ein Weniger verstanden würde zu dem, was der Nationalrat entschieden hat; daraus könnte fälschlicherweise abgeleitet werden, wir fingen jetzt schon an, die Konsequenzen unseres Berichtes zu relativieren. Das sollten wir vermeiden, und deshalb bitte ich Sie, auch bei diesem Vorstoss die Ueberweisung im Sinne der Kommission zu tätigen.

Präsident: Es wird beantragt, vom Bericht Kenntnis zu nehmen. Wird der Kenntnisnahme opponiert? – Das ist nicht der Fall. Wir haben den Bericht zur Kenntnis genommen.
Wir kommen nun zur Bereinigung der Beschlüsse.

Parlamentarische Initiative
Initiative parlementaire

Zustimmung – Adhésion

Motion 1

Bundesrat **Koller:** Ich möchte noch einen Punkt aufgreifen, den Ihre Präsidentin angesprochen hat. In unserem schriftlichen Bericht ist uns ein Irrtum unterlaufen, auch infolge des grossen Zeitdruckes, von dem ich gesprochen habe. Unterdessen haben wir tatsächlich feststellen können, dass den betreffenden Personen, denen gegenüber Vorwürfe geltend gemacht worden sind, angeboten worden ist, ihre Akten einzusehen. Ich möchte diesen Fehler in unserer schriftlichen Stellungnahme berichtigen.
Zur Motion 1 betreffend der Entflechtung der Funktionen des Bundesanwaltes. Wie Ihre Präsidentin schon angetönt hat, ist der Bundesrat mit der Stossrichtung dieser Motion durchaus einverstanden. Wir sind uns bewusst, dass die ganze Organisation der Bundesanwaltschaft überprüft werden muss. Es sind vor allem formelle Gründe, die uns bewogen haben, Ih-

nen die Umwandlung in ein Postulat zu beantragen, weil die Motion vom Bundesrat verlangt, einen Gesetzes- oder Beschlussentwurf vorzulegen. Nun wird aber die Richtung dieses Gesetzes- oder Beschlussentwurfs in der Motion offengelassen. Man tönt zwar eine Möglichkeit an (die Abtrennung der Funktion des öffentlichen Anklägers), lässt aber beispielsweise offen, ob allenfalls auch noch die gerichtliche Polizei von der politischen Polizei abgetrennt werden müsste. Uns scheint es nicht möglich, dieses Ergebnis in irgendeiner Weise vorwegzunehmen; wir möchten die Ueberprüfung der Organisation der Bundesanwaltschaft in möglichst grosser Freiheit vornehmen und Ihnen dann die entsprechenden Anträge unterbreiten können.
Aus diesem formellen Grund haben wir die Umwandlung in ein Postulat beantragt.

Abstimmung – Vote

Für die Ueberweisung als Motion	27 Stimmen
Für die Ueberweisung als Postulat	10 Stimmen

Motion 2

Hefti: Ziffer 2 besagt, dass vom Einsichtsrecht Umgang genommen weden kann, wenn zwingende Gründe des Staatsschutzes es verlangen. Es wird dann aber gegen die Verweigerung der Einsicht ein Rechtsmittel gewährt. Ich nehme als selbstverständlich an, dass das Rechtsmittelverfahren nicht dazu führen darf, dass es faktisch doch zum Einsichtsrecht kommt, und dass der Staatsschutz Vorrang hat. Ich würde diesbezüglich gerne die Auffassung des Herrn Bundesrates hören.

Bundesrat **Koller:** Ich kann Herrn Ständerat Hefti versichern, dass wir uns am Modell der Telefonüberwachung orientieren werden – übrigens ein Modell, das sich sehr bewährt hat. Vor Einleitung der Untersuchung der Puk bestand in unserem Volk grösstes Misstrauen gegenüber der Telefonüberwachung. Dass wir auf diesem Gebiet auf keinen einzigen Missbrauchstatbestand gestossen sind, ist auch ein positives Resultat der Abklärungen der Puk.

Frau **Meier** Josi, Berichterstatterin: Ich kann Herrn Hefti ebenfalls beruhigen. Das war auch die Meinung der Kommission. Das Rechtsmittel soll ja einzig dazu dienen, dass offene Einträge, die der Betroffene als unrichtig erachtet, in Frage gestellt werden können.

Ueberwiesen – Transmis

Postulate 1 – 4 – Postulats 1 – 4

Ueberwiesen – Transmis

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

89.652

Interpellation Onken Empfangsstelle Kreuzlingen Centre d'accueil de Kreuzlingen

Wortlaut der Interpellation vom 4. Oktober 1989
Die besonderen Schwierigkeiten, mit denen der Delegierte für das Flüchtlingswesen (DFW) und seine Mitarbeiter bei der Bewältigung des Asylproblems zu kämpfen haben, sind allgemein bekannt; das Verständnis dafür ist weitverbreitet. Angesichts der jüngsten Vorkommnisse in und um die Empfangsstelle Kreuzlingen schlägt dieses Verständnis jedoch jäh in Konsternation um.
Ich frage den Bundesrat in diesem Zusammenhang:
1. Wie konnte es dazu kommen, dass über 200 Menschen auf engstem Raum, unter prekärsten sanitären Verhältnissen und ohne ausreichende medizinische Betreuung in einem Zirkuszelt untergebracht werden mussten?
2. Wie war es möglich, dass diese Menschen tagelang notdürftig durch hilfsbereite Privatpersonen verpflegt werden mussten und ihnen vom Bund angeblich sogar die Essensrationen verweigert wurden?
3. Wieso kam es bei der Abwicklung überhaupt zu Kompetenzschwierigkeiten, und weshalb war es dem DFW in der zugespitzten Situation nicht möglich, flexibler und grosszügiger auf angebotene Betreuungskonzepte der Hilfswerke zu reagieren?
4. Ist dem Bundesrat bewusst, wie sehr mit solchen akuten Belastungen und organisatorischen Pannen das Verständnis und die Toleranz der Bevölkerung auf die Probe gestellt werden?
5. Welche organisatorischen Vorkehrungen werden konkret getroffen, um in Zukunft selbst auf sprunghafte Entwicklungen besser vorbereitet zu sein und auch Extremsituationen tatkräftiger und vor allem menschenwürdiger bewältigen zu können?

Texte de l'interpellation du 4 octobre 1989
Les difficultés particulières auxquelles doivent faire face le délégué aux réfugiés (DAR) et ses collaborateurs dans l'exécution de leurs tâches sont de notoriété publique. La compréhension dont le public en général fait preuve à cet égard s'est muée en consternation à l'annonce des récents événements qui se sont déroulés au centre d'accueil de Kreuzlingen.
A ce propos, je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:
1. Comment se fait-il que plus de 200 personnes aient dû être hébergées sous un chapiteau, à l'étroit, dans des conditions sanitaires déplorables et sans assistance médicale?
2. Pourquoi ces personnes ont-elles dû être nourries tant bien que mal pendant plusieurs jours par des particuliers charitables alors que, semble-t-il, la Confédération leur refusait même des rations alimentaires?
3. Pourquoi y a-t-il eu des problèmes de compétences et pourquoi le DAR, alors que la situation était très tendue, n'a-t-il pas pu se montrer plus accomodant et plus généreux au regard de l'assistance proposée par les oeuvres d'entraide?
4. Le Conseil fédéral se rend-il compte que de telles tensions et de telles carences organisationnelles mettent à rude épreuve la compréhension et la tolérance de la population?
5. Quelles mesures concrètes entend-on prendre pour améliorer l'organisation afin qu'à l'avenir, les événements imprévus et les situations d'extrême urgence puissent être maîtrisés avec plus d'efficacité, et surtout, plus d'humanité?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bührer, Jaggi, Jelmini, Meier Josi, Miville, Piller, Roth (7)

Onken: Auf dem Poststempel von Kreuzlingen steht «Tor zur Schweiz», und dieser besonderen Funktion ist sich die Stadt an der Grenze auch wirklich bewusst. Sie gehört zu ihrer Identität, und die Stadt lebt diese Rolle auch. Sie ist offen, sie ist dem Ausland zugewandt, sie ist dem Fremden gegenüber aufgeschlossen. Es ist durchaus bezeichnend, dass sich keine mahnende, keine kritische oder gar ablehnende Stimme erhob, als der Bundesrat beschlossen hat, auch Kreuzlingen zu einem solchen Grenztor zu machen und ihm eine Asylantenempfangsstelle des Bundes zuzuweisen.
Diese entgegenkommende, solidarische Haltung ist, wie wir leider wissen, heute nicht mehr selbstverständlich. Mittlerweile sind aber Goodwill und Toleranz auch in Kreuzlingen weitgehend aufgebraucht. Es gibt eben Grenzen der Zumutbarkeit, und die wurden hier mutwillig überschritten.
Ich stelle fest, dass der Bund seine Aufgabe gleich in mehr-

ger, Graf, Grassi, Gros, Guinand, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hösli, Houmard, Humbel, Iten, Jeanneret, Jung, Keller, Kohler, Kühne, Leuba, Loeb, Loretan, Luder, Maitre, Martin, Massy, Mauch Rolf, Mühlemann, Müller-Meilen, Müller-Wiliberg, Nabholz, Nebiker, Neuenschwander, Nussbaumer, Oehler, Oester, Paccolat, Perey, Petitpierre, Philipona, Pini, Portmann, Reich, Reichling, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Rutishauser, Rüttimann, Sager, Salvioni, Savary-Fribourg, Savary-Vaud, Scheidegger, Scherrer, Schnider, Schüle, Schwab, Segmüller, Segond, Seiler Hanspeter, Spälti, Spoerry, Stamm, Steinegger, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widmer, Widrig, Wyss Paul, Wyss William, Zölch, Zwingli, Zwygart (118)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:
David, Hess Peter, Hildbrand, Schmidhalter, Steffen (5)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:
Auer, Berger, Biel, Blatter, Cavadini, Friderici, Gysin, Pidoux, Rychen, Zbinden Paul (10)

Präsident Ruffy stimmt nicht
M. Ruffy, président, ne vote pas

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

89.006

Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen

Evénements survenus au DFJP. Commissions parlementaires d'enquête

---

Ordnungsantrag der sozialdemokratischen Fraktion
Fraktionsvorstösse zum Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission, die bis Dienstag, 5. Dezember, 24.00 Uhr eingereicht sind, werden in dieser Session behandelt.

Motion d'ordre du groupe socialiste
Les propositions des groupes afférentes au rapport de la Commission d'enquête parlementaire seront traitées encore au cours de la présente session pour autant qu'elles aient été déposées d'ici au mardi 5 décembre à minuit.

Frau **Mauch** Ursula: Wir stellen den Ordnungsantrag, dass Fraktionsvorstösse zum Bericht der Puk, die bis heute abend um 24 Uhr eingereicht worden sind, in dieser Session behandelt werden, und dass auch der Bundesrat zu solchen Vorstössen Stellung nehmen würde. Wir meinen, dass aussergewöhnliche Situationen aussergewöhnliche Massnahmen bedingen.
Die Puk hat, das ist schon sehr oft festgestellt worden in den letzten Tagen, aussergewöhnlich gearbeitet. Auch wir, die beiden Räte, hatten lediglich zehn Tage Zeit, um uns in diese komplexe Materie einzuarbeiten. Also ein aussergewöhnlicher Einsatz ist auch von uns, den Parlamentsmitgliedern, erwartet worden. Wir meinen nun, es sei nichts als billig, wenn auch der Bundesrat einen aussergewöhnlichen Einsatz leistet in diesem Bereich.
Wir stellen den Antrag, dass nur Fraktionsvorstösse behandelt werden sollen, die sich sehr nahe an der Puk orientieren. Wir möchten also nicht, dass in diesem Bereich übertrieben wird, aber wir würden es sehr schätzen, wenn uns der Bundesrat doch zu wesentlichen Ergänzungen der Puk-Vorstösse seine Antwort nächste Woche nach der Behandlung der Puk-Vorstösse hier abgeben könnte.
In diesem Sinne bitte ich Sie, unserem Ordnungsantrag zuzustimmen.

M. **Darbellay:** Nous aurons à discuter, ces prochains jours, du rapport de la Commission d'enquête parlementaire (240 pages) qui a été établi avec beaucoup de sérieux. Nous devons par conséquent le traiter de la même manière.
Avec la proposition de motion d'ordre qui nous est présentée, nous relevons deux inconvénients majeurs. D'abord, nous contraignons le Conseil fédéral à prendre position très rapidement sur les motions et postulats déposés par les groupes. Or, nous estimons que notre gouvernement devrait pouvoir examiner ces propositions avec sérénité et en disposant du temps nécessaire.
Ensuite, nous allongerions le débat. Nous avons déjà constaté notre retard. En effet, nous avons rappelé hier les problèmes qui se posaient pour maintenir un programme convenable durant cette session. Il ne servirait donc à rien d'allonger outre mesure les débats.
Nous suggérons par conséquent de mettre sur pied une commission qui devra traiter de l'initiative parlementaire. Cette commission doit être chargée d'étudier également toutes les propositions présentées, tant par les groupes que par les parlementaires.
En conclusion et au nom de la Conférence des présidents de groupe, je vous invite à refuser cette motion d'ordre. Lors d'un deuxième débat, on examinera ces propositions.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag der SP-Fraktion Minderheit
Dagegen offensichtliche Mehrheit

89.064

Voranschlag der Eidgenossenschaft 1990 Budget de la Confédération 1990

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1964 hiervor – Voir page 1964 ci-devant

Militärdepartement – Département militaire

Fortsetzung – Suite

Antrag Fankhauser
501 Direktion der Militärverwaltung
321.01 Verwaltungsauslagen Fr. 3 150 000
(Streichung des Werbebudgets um Fr. 410 000 für MFD)

Proposition Fankhauser
501 Direction de l'administration militaire
321.01 Frais d'administration Fr. 3 150 000
(biffer le crédit publicitaire de 410 000 francs au SFA)

Frau **Fankhauser:** Es ist nicht das erste Mal, dass wir mit der Summe nicht zufrieden sind, die für die Werbung für den Militärischen Frauendienst ausgegeben werden soll.
1983 wurden bereits 180 000 Franken ausgegeben. Damals gab es noch 425 Anmeldungen, das heisst, für jede Anmeldung kostete die Werbung 423 Franken, das ist vielleicht noch vertretbar.
Im Jahre 1986, nachdem unsere Verwaltung oder unsere Militärbehörde feststellen musste, dass die Anzahl der Anmeldungen nicht den Umfang erreichte, den man sich wünschte, gab es mit einem Gesamtkredit von 836 000 Franken zusätzliche

Siebente Sitzung – Septième séance

Mittwoch, 6. Dezember 1989, Vormittag
Mercredi 6 décembre 1989, matin

09.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

89.006

Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen

Evénements survenus au DFJP. Commissions parlementaires d'enquête

Beschlussentwurf des Büros des Nationalrates vom 30. Januar 1989
Projet d'arrêté du Bureau du Conseil national du 30 janvier 1989

Beschluss des Ständerates vom 31. Januar 1989
Décision du Conseil des Etats du 31 janvier 1989

Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission (Puk) vom 22. November 1989 (BBl 1990)
Rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) du 22 novembre 1989 (FF 1990)

Stellungnahme des Bundesrates vom 4. Dezember 1989 (BBl 1990)
Rapport du Conseil fédéral du 4 décembre 1989 (FF1990)

Ad 89.006

Parlamentarische Initiative
Parlamentarische Oberaufsicht über Bundesanwaltschaft und Bundespolizei

Initiative parlementaire
Haute surveillance parlementaire sur le Ministère public fédéral et la Police fédérale

---

Wortlaut der Initiative vom 22. November 1989
Gestützt auf Artikel 21bis des Geschäftsverkehrsgesetzes unterbreitet die Kommission die folgende parlamentarische Initiative in der Form einer allgemeinen Anregung:
Genügen die Rechte der Geschäftsprüfungskommissionen zur Wahrnehmung der Oberaufsicht nicht, können die beiden Kommissionen durch Beschluss der Mehrheit der Mitglieder jeder Kommission eine gemeinsame Delegation bestimmen. Diese soll aus einer gleichen Zahl von Mitgliedern des National- und des Ständerates zusammengesetzt sein. Sie soll das Recht haben, nach Anhörung des Bundesrates Akten beizuziehen, die der Geheimhaltung unterstehen. Beamte können als Auskunftspersonen oder als Zeugen auch über Tatsachen einvernommen werden, die der Amtsverschwiegenheit oder der militärischen Geheimhaltungspflicht unterliegen. Mitglieder, Sekretäre und Protokollführer dieser Delegation sind ihrerseits zur Geheimhaltung verpflichtet.

Texte de l'initiative du 22 novembre 1989
En vertu de l'article 21bis de la loi fédérale sur les rapports entre les conseils, la commission soumet, sous forme d'une demande conçue en termes généraux, l'initiative parlementaire suivante:
Si les droits des Commissions de gestion ne leur permett pas d'exercer la haute surveillance, les deux commissi peuvent, par décision prise à la majorité des membres de c cune d'elles, instituer une délégation commune. Celle-ci s composée d'un nombre égal de membres du Conseil natio et de députés au Conseil des Etats. Après avoir entendu Conseil fédéral, la délégation doit être habilitée à se faire mettre des dossiers tombant sous le coup du secret. Elle p également entendre, comme témoins ou comme personn tenues de renseigner, des fonctionnaires liés par le secret fonction ou par le secret militaire. Les membres, les secrét res et les rédacteurs des procès-verbaux sont de leur côté nus de garder le secret.

Ad 89.006

Motion 1 der Kommission
Entflechtung der Funktionen des Bundesanwaltes

Motion 1 de la commission
Dissociation des fonctions du procureur de la Confédération

Wortlaut der Motion vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, den eidgenössischen Räte eine Gesetzesvorlage mit folgendem Inhalt zu unterbreiten:
Die Funktion des Bundesanwalts als öffentlicher Ankläger sol getrennt werden von seiner Stellung als oberstem Verantwort lichen der politischen, allenfalls auch der gerichtlichen Polizei.

Texte de la motion du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de soumettre aux Chambres fédérales un projet de loi dont le contenu sera le suivant:
La fonction de procureur de la Confédération en tant qu'accusateur public doit être séparée de celle de premier responsable de la police politique et, au besoin, de celle de chef de la police judiciaire.

Ad 89.006

Motion 2 der Kommission
Datenschutz im Bereiche der Bundesanwaltschaft

Motion 2 de la commission
Protection des données dans le cadre du Ministère public fédéral

---

Wortlaut der Motion vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, unverzüglich Datenschutzbestimmungen im folgenden Sinne zu unterbreiten oder zu erlassen:
1. Für die Erfassung von Daten und Informationen sind genaue Kriterien aufzustellen; insbesondere der polizeiliche Generalauftrag ist für die praktische Anwendung regelmässig neu zu definieren.
2. Soweit nicht zwingende Gründe des Staatsschutzes dagegen sprechen, ist den Betroffenen ein Einsichts- und Berichtigungsrecht einzuräumen. Gegen die Verweigerung der Einsichtnahme und der Berichtigung ist ein Rechtsmittel an eine richterliche Instanz vorzusehen.
3. Ueberholte Einträge und Dokumente sind zu vernichten.
4. Werden über Bewerber für eine Stelle in der öffentlichen Verwaltung Sicherheitsüberprüfungen durchgeführt, muss darauf in der Ausschreibung hingewiesen werden. Belastet die Sicherheitsüberprüfung den Bewerber, so ist ihm das Ergebnis mitzuteilen, das rechtliche Gehör zu gewähren, ein Einsichts-

und Berichtigungsrecht zu garantieren sowie ein Rechtsmittel zur Verfügung zu stellen.
5. Sicherheitsüberprüfungen für private Arbeit- oder Auftraggeber sind nicht mehr zuzulassen. Besteht dafür in Ausnahmefällen eine gesetzliche Grundlage, so müssen dem Bewerber die gleichen Rechte eingeräumt werden wie einem Bewerber für eine Stelle in der öffentlichen Verwaltung.

Texte de la motion du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de soumettre ou d'édicter sans délai des dispositions sur la protection de données dans le sens suivant:
1. Des critères précis doivent d'être établis pour la collecte des données et des informations; il importe, en particulier, de redéfinir régulièrement le mandat général de police en vue de son application pratique.
2. Pour autant que des raisons impérieuses de protection de l'Etat ne s'y opposent pas, il y a lieu de concéder aux personnes concernées un droit de consultation et un droit de rectification. Une voie de recours à une autorité judiciaire est à prévoir en cas de refus de la consultation et de la rectification.
3. Les inscriptions et documents dépassés sont à détruire.
4. Lorsqu'il y a lieu de procéder à des examens de sécurité au sujet de candidats à un poste au sein de l'administration publique, il faut le mentionner dans la mise au concours. Si l'examen de sécurité fait naître des doutes au détriment du candidat, le résultat lui en sera communiqué et le droit d'être entendu lui sera accordé. Il bénéficiera du droit de consultation et de rectification ainsi que d'une voie de recours contre la décision prise à son égard.
5. Les examens de sécurité concernant des employeurs ou des mandants privés ne seront en principe plus admis. Si une base légale le permet exceptionnellement, on accordera au candidat les mêmes droits qu'à un candidat postulant un emploi dans l'administration publique.

Ad 89.006

Postulat 1 der Kommission Bundesanwaltschaft

Postulat 1 de la commission Ministère public

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, folgende Massnahmen für eine Reorganisation der Bundesanwaltschaft zu treffen:
1. Die Bedrohungssituation der Schweiz ist neu zu beurteilen. Der Bekämpfung des internationalen Verbrechens, insbesondere des Drogenhandels und der Geldwäscherei, ist eine grössere Bedeutung zu geben. Das Schwergewicht bei der Bekämpfung des Drogenhandels ist auf die Ebene der Finanzierung zu verlagern.
2. Die Aktivitäten der Bundesanwaltschaft müssen stärker vernetzt werden. Drogen- und Waffenhandel, Terrorismus, erpresserische Entführungen, Agententätigkeit und politische Subversion müssen gesamthaft angegangen werden. Stärker als bisher ist das kriminelle Umfeld zu erfassen; die Einführung einer Zentralstelle zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens ist zu prüfen.
3. Der gesetzlich vorgesehenen Oberaufsicht des Bundes gemäss Artikel 258 des Bundesstrafprozesses ist vermehrt Beachtung zu verschaffen, und die Kantone sind in ihren Aufgaben besser zu unterstützen. Bei kantonsübergreifenden Fällen sind die Zusammenarbeit und der Informationsaustausch mit den Kantonen zu verstärken. Als Alternative zu einer eidgenössischen Drogenpolizei ist zu prüfen, ob unter der Leitung der Bundesanwaltschaft kantonale Beamte mit den Kompetenzen von Bundesbeamten für Ermittlungen beigezogen werden können.
4. Für die Zusammenarbeit mit ausländischen Diensten in der Schweiz sind klare rechtliche Grundlagen zu schaffen, die gewährleisten, dass die Herrschaft über das Verfahren bei der Bundesanwaltschaft bleibt und die Ermittlungen effizient geführt werden.

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de réorganiser le Ministère public fédéral en prenant les mesures suivantes:
1. La situation des menaces qui pèsent sur la Suisse doit faire l'objet d'une nouvelle évaluation. Il importe de donner une grande importance à la lutte contre la criminalité internationale, en particulier le trafic de drogue et le blanchissage d'argent sale. Dans la répression du commerce illégal des stupéfiants, l'accent sera déplacé sur celui du financement.
2. Les activité du Ministère public fédéral doivent être mieux coordonnées. Trafic de drogue et d'armes, terrorisme, enlèvements doublés de chantages, agissements d'agents de renseignements et subversion politique nécessitent une approche d'ensemble. Le milieu criminel doit être mieux cerné que jusqu'ici; il y a lieu d'examiner la création d'une centrale de lutte contre le crime organisé.
3. Il faut accorder une importance accrue à la haute surveillance de la Confédération telle que le prévoit l'article 258 de la procédure pénale fédérale (PPF). De leur côté, les cantons doivent être mieux soutenus dans l'accomplisement de leurs tâches. Dans les cas qui concernent plusieurs cantons, il faut renforcer la collaboration et l'échange d'informations. Comme solution de rechange à la création d'une police fédérale des stupéfiants, il convient d'examiner s'il est possible d'associer à des enquêtes, sous la conduite du Ministère public fédéral, des fonctionnaires cantonaux possédant des attributions de fonctionnaires fédéraux.
4. Pour la collaboration avec des services étrangers en Suisse, il est indispensable de créer des bases juridiques claires garantissant au Ministère public fédéral la maîtrise de la procédure, tout en sauvegardant l'efficacité des enquêtes.

Ad 89.006

Postulat 2 der Kommission Rechtshilfe

Postulat 2 de la commission Entraide judiciaire

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, folgende Massnahmen zu treffen:
1. Die Schweiz muss auf allen Ebenen vermehrt darauf hinwirken, dass die Rechtshilfeverfahren im internationalen und insbesondere im europäischen Rahmen erleichtert und unnötige Hindernisse abgebaut werden.
Es ist zu prüfen, inwieweit direkte Kontakte zwischen ersuchender ausländischer und ersuchter schweizerischer Behörde ermöglicht und damit hierarchische Wege abgebaut werden könnten.
2. Das Rechtsmittelverfahren in der Rechtshilfe muss gestrafft und besser koordiniert werden; Doppelspurigkeiten im Rechtsmittelweg sind zu vermeiden.
Dem Bund ist gesetzlich die Möglichkeit einzuräumen, unter gewissen Bedingungen Verfahren der Rechtshilfe an sich zu ziehen, wenn sie komplex sind oder mehrere Kantone zugleich betreffen oder wenn ein Kanton das Verfahren verschleppt.
3. Es sind organisatorische Massnahmen zu ergreifen, die die Zusammenarbeit zwischen den Sektionen Internationale Rechtshilfe und Auslieferung des Bundesamtes für Polizeiwesen einerseits und dem Zentralpolizeibüro der Bundesanwaltschaft andererseits verbessern helfen.

Die verschiedenen Amtsstellen haben ihre Informationen besser zu vernetzen und die Möglichkeiten der Informatisierung vermehrt zu nutzen.
In der zuständigen Abteilung sind die Strukturen allgemein auf ihre Effektivität zu prüfen.

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de prendre les mesures suivantes:
1. La Suisse doit renforcer son action sur tous les plans afin de faciliter les procédures internationales d'entraide judiciaire, en Europe notamment, et d'éliminer les obstacles inutiles.
Il convient d'examiner dans quelle mesure il serait possible d'autoriser des contacts directs entre autorités étrangères requérantes et autorités suisses requises et, par conséquent, d'assouplir les voies hiérarchiques.
2. La procédure de recours en matière d'entraide judiciaire doit devenir plus cohérente et mieux coordonnée; il faut éviter les voies de recours parallèles faisant double emploi.
Il sied de donner à la Confédération la possibilité de se saisir, à certaines conditions, de la procédure d'entraide judiciaire lorsque celle-ci est complexe ou concerne plusieurs cantons à la fois, ou lorsqu'un canton tarde à trancher.
3. Il y a lieu de prendre des mesures d'organisation contribuant à faciliter et améliorer la collaboration entre les sections de l'entraide judiciaire internationale et de l'extradition de l'OFP, d'une part, et le Bureau central de police du Ministère public fédéral, d'autre part.
Les différents offices et services seront tenus de mieux faire circuler leurs informations et de faire un usage accru de l'informatique.
Au sein de la division compétente en matière d'entraide judiciaire, il y a lieu d'examiner l'efficacité des structures.

Ad 89.006

Postulat 3 der Kommission
Erteilung von Visa

Postulat 3 de la commission
Délivrance de visas

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird beauftragt, der Bundesversammlung zur Visumspflicht einen umfassenden Bericht zu erstatten und zu prüfen, inwieweit die Praxis der Erteilung von Visa geändert werden muss.
Namentlich sollen Missbräuche verhindert werden. Nur in begründeten Ausnahmefällen sollen Visa an Einwohner von Drittstaaten erteilt werden.

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié d'établir à l'attention de l'Assemblée fédérale un rapport complet sur l'obligation du visa et d'examiner dans quelle mesure il faut modifier la pratique relative à la délivrance de visas.
Il importe notamment d'éviter les abus. Des visas ne seront délivrés à des résidents d'Etats tiers que dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

Ad 89.006

Postulat 4 der Kommission
Aktenführung und Aktenablage

Postulat 4 de la commission
Gestion des dossiers

Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989
Der Bundesrat wird ersucht, namentlich bei Verfahrensakten die Aktenführung und Aktenablage in der Bundesverwaltu zu überprüfen und die nötigen Verbesserungen anzuordne

Texte du postulat du 22 novembre 1989
Le Conseil fédéral est prié de réexaminer la tenue et le clas ment des dossiers, notamment des dossiers de procédure, sein de l'administration fédérale et d'ordonner les amélio tions nécessaires.

Ordnungsantrag Stamm
Die Redezeit sei bei der Puk-Debatte für Einzelredner a 10 Minuten festzulegen.

Motion d'ordre Stamm
Fixer à 10 minutes le temps de parole des orateurs s'exp mant à titre personnel.

Frau **Stamm:** Ich beantrage Ihnen, für die Puk-Debatte sei d Redezeit für Einzelredner auf zehn Minuten, statt fünf Minute wie üblich, festzulegen. Ich habe dafür zwei Gründe:
1. Der erste Grund: Anlässlich der Debatte über die Aufhe bung der Immunität von Frau Kopp wurde gesagt, der Zei punkt zum Reden sei dann gekommen, wenn der Untersu chungsbericht der Puk vorliege. Dieser Bericht liegt jetzt vo der Zeitpunkt zum Reden ist jetzt da.
2. Ich möchte Ihnen die Möglichkeit geben, sorgfältig zun Puk-Bericht Stellung zu nehmen und sorgfältig zu argumentie ren. Sie als Kolleginnen und Kollegen stehen hier für sich unc für die Wählerinnen und Wähler, die hinter Ihnen stehen unc die von den Geschehnissen, die da abgelaufen sind, sehr be eindruckt sind. Ich erwarte nicht, dass Sie alle nun zehn Minuten reden, das ist nicht die Meinung. Aber ich kann mir vorstellen, dass Sie für eine sorgfältige, differenzierte Betrachtungsweise vielleicht sechs, sieben, acht Minuten benötigen. Es schiene mir unwürdig, wenn unser Ratspräsident pflichtgemäss Rednerinnen und Redner nach fünf Minuten abläuten oder ihnen das Mikrophon entziehen müsste.
Angesichts der Wichtigkeit des Geschäftes, das wir behandeln, bitte ich Sie deshalb, die Redezeit für Einzelrednerinnen und Einzelredner auf zehn Minuten festzulegen.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Stamm	50 Stimmen
Dagegen	80 Stimmen

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Ich bin während der Arbeiten unserer Parlamentarischen Untersuchungskommission sehr oft gefragt worden: Es gibt doch nicht etwa einen Flop? Aus dieser Frage, die auch aus der Mitte unseres Parlamentes gestellt wurde, ging eigentlich die heimliche Hoffnung hervor, es müsse doch ein Skandal bei der Bundesverwaltung verborgen sein. Eine derartige hämische Freude hegen wir gewöhnlich eher gegenüber einem Gegner, aber nicht in den eigenen Reihen.
Es ist vielleicht tatsächlich so, dass sehr viele Leute heute die politischen Behörden als eine Art Gegner, als «die anderen» empfinden. Wir pflegen dann zu antworten: Ja, aber der Staat, das sind wir alle, da müsst Ihr eben mitmachen und abstimmen und wählen. Aber wir müssen uns dabei im klaren sein: Der Grundsatz gilt auch für uns selbst. Ich glaube, Sie haben mit der Einsetzung dieser Kommission auch zum Ausdruck gebracht: Verantwortlich für ein Vertrauensverhältnis zwischen Bürger und Behörden sind in allererster Linie die Behörden selbst.
In unserem Bericht betonen wir diesen Grundsatz auch wieder und müssen feststellen: Das Vertrauen ist tatsächlich gefährdet worden. Wer seine Wähler über einen eigenen Fehler nicht ehrlich informiert, ihn im Ungewissen lässt und ihn nicht aufklärt, trägt mit zu diesem Vertrauensschwund bei.

Wir haben vor einem Jahr erlebt, dass dies sogar zu einer schwerwiegenden Krise führen kann. Alle, also auch andere Behörden, leiden unter der angeschlagenen Glaubwürdigkeit, zum Teil sind sie deswegen in ihrer Handlungsfähigkeit beeinträchtigt. Wer beauftragt ist, für Recht und Ordnung in diesem Land zu sorgen und nur rechtliche Schritte gegen die Kleinen einleitet, nicht aber gegen ein Mitglied der Regierung und nicht gegen finanziell mächtige Gesellschaften, der trägt auch dazu bei, dass das Vertrauen in unsere Behörden schwindet.
Wer diesen Staat mitregiert, wer ihn verwaltet und vor allem wer ihn schützen will, der muss sich doch immer wieder fragen: Was ist denn dieser Staat überhaupt? Dieser Staat definiert sich nicht nur an den Landesgrenzen, sondern an seinen verfassungsmässigen Rechten, an den Freiheitsrechten, die er jedem Bürger und jeder Bürgerin garantiert.
Jedermann hat das Recht, einen Verein, eine politische Partei zu gründen, ein Referendum zu ergreifen oder für ein Parlament – auch für ein kantonales – zu kandidieren. Der Sinn, der dahinter steckt, ist nicht unbedingt nur der, dass den einzelnen Menschen individuelle Ansprüche zugestanden werden, sondern es ist auch die Ueberzeugung dahinter: Niemand verkörpert eine absolute politische Wahrheit. Es widerspricht eben diesem Grundgedanken, wenn die Aufdeckung von persönlichen Fehlern als Medienhatz abgetan wird.
Es widerspricht diesem demokratischen Grundgedanken, wenn die eigene politische Ueberzeugung mit Staatsinteressen gleichgesetzt wird und die persönlichen politischen Gegner als Staatsfeinde behandelt und bespitzelt werden, wenn solche Leute vom Arbeitsplatz verjagt und in die politische Isolation getrieben werden und all dies nur deshalb, weil sie sich auch für eine andere, aus ihrer Sicht bessere Schweiz einsetzen: für eine soziale Schweiz, für eine umweltfreundliche Schweiz oder auch für die Rechte der Frauen.
Unsere Staatsform will diese ständige Veränderung, sie will die politische Diskussion. Das beinhaltet eben, dass auch die Kritik und die Selbstkritik jederzeit möglich sein muss. Jede Behörde muss sich ständig rechtfertigen, muss sich selbst in Frage stellen und muss zur Selbstkritik fähig sein.
Wir haben in der Parlamentarischen Untersuchungskommission recht viel an Rechthaberei erlebt. Es wurde selten Fehlverhalten eingestanden. Wir haben kritisiert, es hätte in einem Fall ein Ermittlungsverfahren durchgeführt werden müssen. Noch heute finden die Verantwortlichen, das sei nicht nötig, obwohl nicht nur wir, sondern zahlreiche andere Experten dieser Meinung sind. Wir haben vor den Gefahren des Rechtsradikalismus gewarnt, doch noch heute sagt der Betroffene: Diese neofaschistischen Pogrome seien ja eigentlich nur gerade das Werk einiger Radaubrüder. Die letzten Dokumente einer uneinsichtigen Rechthaberei haben Sie heute morgen verteilt erhalten.
Wenn ich sage, Selbstkritik der Behörden sei notwendig, so ist konsequenterweise das Parlament sofort in diesen Satz einzubinden. Das Parlament ist die oberste Behörde. Das gibt ihr nicht nur das Recht, alljährlich in einer schlichten Feier den obersten Schweizer zu wählen, sondern das bringt auch Verpflichtung zur Verantwortung mit sich.
Wir haben in unserem Bericht ausgeführt, dass ein Bundesratsgatte in die öffentliche Verantwortung eingebunden ist. Ganz abgesehen davon, dass jeder Ehegatte bei der Ausübung seines Berufes auf den Beruf des anderen Rücksicht nehmen soll. Man muss sich dann aber fragen, ob das Parlament anlässlich der Wahl diesem Umstand genügend Rechnung getragen hat.
Wir kritisieren die Bundespolizei – Führungslosigkeit, keine klare Richtlinie –, aber das Parlament muss sich natürlich fragen: Sind wir nicht auch mitverantwortlich, wenn die Grundlage des ganzen Staatsschutzes in einem Absatz 3 irgendwo in einem Gesetz verborgen ist, jedoch seine gesamte Ausführung der Verwaltung überlassen wird?
Wir werfen der Bundesanwaltschaft vor, nicht rechtzeitig erkannt zu haben, dass sich das Bedrohungsbild geändert hat. Wir müssen uns dann aber fragen: Tragen wir – zum Beispiel durch den Personalstopp – nicht auch eine Verantwortung dafür, dass der Geldwäschereiartikel ein halbes Jahr liegenbleibt, bloss deshalb, weil man keinen Uebersetzer zur Verfügung hat?
Sie haben uns den Auftrag zur Kontrolle eines ganzen Departementes übergeben. Diese Arbeit ging natürlich weit über die Untersuchung etwa eines Beschaffungsgeschäftes hinaus. Wir haben – allein, was die formale Arbeit betrifft – die Grenzen eines Milizsystems wirklich überschritten.
Ich möchte für den Einsatz, den alle Kommissionsmitglieder geleistet haben, von ganzem Herzen danken, und ich möchte betonen, der Dank geht an alle Kommissionsmitglieder; es ist nicht richtig, wenn versucht wird, uns hinterher auseinanderzudividieren.
Besonderer Dank gilt den beiden französischsprachigen Mitgliedern Jean Guinand und Gilles Petitpierre, die eine zusätzliche ungeheure Arbeit bewältigen mussten, weil unser gesamtes Aktenmaterial deutsch war und unsere Diskussionen fast ausschliesslich in deutscher Sprache geführt wurden.
Aber auch inhaltlich möchte ich den Mitgliedern der Kommission danken. Die Arbeit war insofern völlig anders als jede andere Kommissionsarbeit, als wir nicht einfach auf die Vorlage einer Verwaltung reagieren konnten, sondern selbst tätig werden mussten. Wir haben besonderes Gewicht darauf gelegt, dass dieser Bericht einstimmig und ohne Enthaltung verabschiedet werden konnte. Das hat uns viel Mühe gekostet.
Wir haben nächtelang, auch an Wochenenden, miteinander gerungen, aber der Wille zur Einigung und das Ja zur solidarischen Haltung haben sich dann durchgesetzt. Dieser gemeinsame Nenner wurde nicht einfach gefunden, sondern er wurde hart erarbeitet. Dies führte mich persönlich auch wieder zum Glauben an eine politische Kultur, die in unserem Lande nicht durchwegs und nicht in jeder grösseren Stadt gepflegt wird.
Wir unterbreiten Ihnen heute diesen Bericht. Sie haben nun unsere Arbeit zu bewerten und zu kritisieren. Bedenken Sie aber, dass diese Arbeit, nämlich die Wiederherstellung des Vertrauens in die Behörden, noch nicht abgeschlossen ist, sondern dass sie einen ersten Schritt bedeutet.
Wir ersuchen Sie, den von uns eingeschlagenen Weg fortzusetzen und die nötigen weiteren Schritte, wie wir sie Ihnen beantragen, zu tun.

M. **Guinand**, rapporteur: Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire vous a été remis il y a une dizaine de jours. Son contenu a été largement présenté par la presse, la radio et la télévision. Il a fait l'objet d'abondantes discussions dans vos séances de groupe. D'entente avec le président de la commission, nous avons donc décidé de renoncer à longuement commenter le rapport et à reprendre ici dans le détail ses différents éléments. Nous avons préféré limiter notre propos, au début de ce débat, à quelques réflexions sur le déroulement des travaux de la commission, sur les résultats de l'enquête et sur les effets et retombées des travaux de la Commission d'enquête parlementaire. Il est bien entendu que nous répondrons volontiers, à la fin du débat, aux questions posées et aux remarques formulées.
S'agissant du déroulement des travaux de la commission, on rappellera que, selon l'article 55 de la loi sur les rapports entre les conseils: «Si des faits d'une grande portée survenus dans l'administration fédérale commandent que l'Assemblée fédérale clarifie de façon particulière la situation, des commissions parlementaires d'enquête des deux conseils peuvent être instituées pour déterminer l'état de fait et pour réunir d'autres moyens d'appréciation». Ces dispositions, introduites en 1966 après l'affaire des Mirage, ont été appliquées pour la première fois. La démission d'un membre du gouvernement accusé d'avoir transmis à son conjoint des renseignements confidentiels en provenance de son département et les graves accusations portées à l'encontre du Ministère public fédéral soupçonné de laxisme dans la lutte contre le trafic de la drogue justifiaient pleinement le recours à une procédure extraordinaire d'enquête. Les 14 membres de la commission commune du Conseil national et du Conseil des Etats ont ainsi dû faire l'apprentissage d'une procédure complexe et sans objet de référence. Le rapport relève les difficultés rencontrées et les solutions qui leur ont été apportées. Nous n'y reviendrons pas.

Ce que nous voudrions souligner ici, c'est la difficulté devant laquelle se sont trouvées 14 personnes issues d'un parlement de milice pour concilier l'engagement et la responsabilité qu'impliquaient l'acceptation du mandat et la poursuite d'autres activités professionnelles ou parlementaires programmées de longue date. Malgré les moyens insuffisants dont la commission s'est dotée, nous croyons pouvoir dire en toute modestie, au nom de la commission, que le travail accompli et le résultat de l'enquête sont le fruit d'un engagement personnel remarquable de tous les membres de la commission. Une commission de parlementaires professionnels aurait certes pu s'organiser différemment et bénéficer de moyens d'investigation plus importants. Aurait-elle adopté un meilleur rapport que celui qui est entre vos mains? Nous n'en sommes pas nécessairement persuadés.

La Commission d'enquête parlementaire reflétait la composition politique du Parlement fédéral. Dans l'exercice de leur mandat, les commissaires ont donc pu faire valoir leur propre sensibilité politique. Ce n'est trahir aucun secret que de dire qu'il y a eu parfois des affrontements entre les membres de la commission et que l'interprétation des auditions ou des pièces du dossier n'a pas toujours été exempte de controverses. Mais cette situation a été plutôt enrichissante pour chacun. Elle n'a fait que renforcer la crédibilité des travaux de la commission. Et c'est précisément cette diversité des opinions qui a conduit la commission à considérer la nécessité d'un consensus sur les conclusions de l'enquête. Ce consensus qui a permis à la commission d'adopter son rapport à l'unanimité et sans abstention, est dû pour une grande part à notre président, M. Moritz Leuenberger, auquel je voudrais rendre hommage. Sans faire preuve de dirigisme, toujours soucieux de mener les travaux de la commission dans le cadre de son mandat, notre président est parvenu à conduire les travaux jusqu'à leur terme en maintenant la cohérence et l'esprit conciliant que nécessitait une telle tâche. Qu'il en soit ici sincèrement remercié. Nous adressons également des remerciements à tous les collaborateurs de l'administration et aux collaborateurs externes expressément mandatés par la commission. Leur engagement et leur dévouement ont considérablement facilité nos travaux.

En ma qualité de rapporteur de langue française, vous me permettrez d'ajouter que le texte français du rapport doit beaucoup au travail acharné de mes collègues Anton Cottier du Conseil des Etats et Gilles Petitpierre du Conseil national. Ces remerciements que je leur adresse vont aussi à notre collègue Ulrich Zimmerli du Conseil des Etats qui a veillé avec soin à ce que la version française soit le fidèle reflet de la version allemande.

Les résultats des travaux de la commission peuvent être résumés de la manière suivante: non, la commission n'a pas mis au jour un énorme scandale; non, la commission n'a pas accouché d'une souris. Le fait que les travaux de la commission n'aient pas révélé l'existence d'un scandale nous inspire un sentiment de soulagement. Nous nous réjouissons en effet d'avoir pu nous convaincre que les événements mis au jour il y a une année ne cachaient pas une situation ou des comportements qui nous auraient fait douter de la légitimité de nos institutions démocratiques, si souvent vantées par ailleurs. Certains sont peut-être déçus de l'absence de scandale. Mais comment peut-on souhaiter que l'Etat ou ses institutions soient éclaboussés par un scandale? Si tel avait été le cas, nous aurions tous été concernés et c'est bien pourquoi nous nous sentons aujourd'hui soulagés.

Mais si les travaux de la commission n'ont pas révélé de scandale, ils n'ont pas été inutiles, bien au contraire. Ils ont permis de mettre au jour les graves erreurs politiques commises par un membre du gouvernement, de découvrir des carences et des dysfonctionnements dans la gestion d'un domaine important de l'activité de l'Etat et de montrer l'urgence d'un changement de structures et de politique dans ce secteur. En décrivant dans le détail les circonstances de la démission de Mme Elisabeth Kopp, conseillère fédérale, le rapport de la Commission d'enquête parlementaire a permis de démontrer dans quel embarras se sont trouvés celles et ceux qui y furent mêlés.

On peut en tirer deux constatations: premièrement, les ac vités professionnelles du conjoint d'un membre du gouvern ment doivent être prises en considération. Elles ne peuver être ignorées. C'est d'ailleurs une règle générale. Ainsi, selo les dispositions du nouveau droit matrimonial, article 167 d Code civil, adoptées par ce parlement, ratifiées par le peupl et entrées en vigueur le 1er janvier 1988: «Dans le choix de l profession ou de son entreprise et dans l'exercice de ses act vités chaque époux a égard à la personne de son conjoint e aux intérêts de l'union conjugale.» Si cette règle avait ét mieux respectée en l'occurrence, Mme Kopp ne se serait san doute pas trouvée dans la nécessité de demander à son mai d'abandonner une activité professionnelle qui pouvait nuire à son mandat politique. Deuxième constatation. Le fait d s'acharner à ne pas vouloir dire la vérité, toute la vérité, n pouvait que conduire à une situation de crise, et celle du mois de décembre 1988 aurait sans doute pu être évitée, si la réa lité des faits avait été immédiatement reconnue.

C'est le développement d'une activité criminelle, liée au trafic de la drogue dans notre pays, l'acharnement bienvenu des autorités judiciaires tessinoises et le zèle d'un agent de la Confédération, qui ont révélé l'incapacité des autorités fédérales, et singulièrement du Ministère public de la Confédération, de maîtriser une situation pouvant mettre gravement en danger notre pays. L'absence de dispositions légales réprimant le blanchissage de l'argent sale, liée à un manque évident de personnel, ont conduit le Ministère public de la Confédération à refuser d'agir dans un domaine où l'avenir de notre jeunesse et la réputation de notre pays se trouvent menacés. Le fait que nos autorités aient été largement dépendantes de services étrangers spécialisés n'en est que la preuve évidente.

Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire met également en lumière les dangers qui peuvent résulter d'un manque de diligence dans nos relations avec l'étranger, que ce soit au niveau de l'octroi de permis de séjour, ou dans le domaine de l'entraide judiciaire internationale. Les exemples cités démontrent comment, sans s'en rendre compte, nos institutions pourraient effectivement être infiltrées et manipulées si elles n'accordaient pas suffisamment d'attention aux motifs de ceux qui sollicitent des autorisations de séjour ou tardent à agir avec diligence à l'encontre de délinquants internationaux.

La double fonction du procureur général de la Confédération conduit à un conflit de compétences et d'intérêts entre les exigences de l'exercice d'un pouvoir judiciaire et les contraintes d'une activité de police, à la fois politique et criminelle. Les réactions suscitées à cet égard par le chapitre du rapport consacré à la police fédérale sont significatives. Elles étaient d'ailleurs prévisibles.

Nous souhaiterions néanmoins que la discussion ne porte pas uniquement sur l'existence et le contenu du fichier de la police fédérale. Il suscite certes inquiétude et curiosité. Sa tenue devra être fondamentalement revue et mieux maîtrisée. La commission d'enquête fait des propositions dans ce sens. Les critiques justifiées adressées à une politique d'enregistrement des données discutable, ne doivent toutefois pas nous faire oublier les nécessités d'un instrument d'information indispensable. Nous ne pouvons pas, à la fois, demander un renforcement de la lutte contre la criminalité organisée, qui peut menacer nos institutions et refuser, en même temps, d'avoir les moyens d'assurer la défense de notre Etat de droit. A cet égard, le rapport de la commission parlementaire aura permis et permettra – nous l'espérons en tout cas – de rectifier des erreurs. Il ne doit cependant pas nous conduire à en commettre d'autres.

Cette dernière remarque m'amène à parler des effets et des retombées que devraient susciter le rapport de la Commission d'enquête parlementaire. Le premier des effets attendu est celui du rétablissement de la confiance. A juger de l'intérêt suscité dans le public par le rapport de la Commission d'enquête parlementaire, plus de 8000 demandes émanant de toute la Suisse, on peut penser qu'il en sera bien ainsi. Le rapport sans complaisance de la commission et les critiques qu'il contient sont, en effet, susceptibles de montrer à nos concitoyens que les institutions démocratiques de notre pays fonc-

tionnent et que les membres de nos autorités ne sont pas à l'abri de sanctions lorsqu'ils manquent à leurs devoirs.
Les propositions de réformes que le rapport soumet à votre approbation sont également le garant d'une réaction nécessaire. Cette dernière sera d'autant mieux ressentie que les propositions formulées seront rapidement mises en oeuvre.
Les changements demandés par la commission ne doivent pas nous conduire à rechercher ou à désigner des boucs émissaires. Ce n'est pas notre rôle que de demander des sanctions personnelles et nous ne pouvons que regretter les actions menées dans ce sens depuis le dépôt du rapport. Les personnes responsables ont été mentionnées expressément dans le rapport. Certaines sanctions ont été prises par les autorités compétentes. Notre mandat consistait à relever les défauts de conception et d'organisation. Nos critiques à cet égard sont sévères. Elles ne s'adressent toutefois pas aux agents de l'Etat, qui ont accompli leur tâche avec compétence et dévouement. Qu'il nous soit permis de dire combien nous avons pu apprécier l'engagement des membres de l'administration et de souligner la franche collaboration que les responsables des différents services mis en cause ont accepté de prêter aux travaux de la commission.
Les propositions que formule la commission devraient conduire à davantage de transparence dans le fonctionnement de nos institutions, particulièrement dans le domaine de la lutte contre la criminalité et la nécessaire protection de l'Etat. Dans cette quête de transparence, il ne faut cependant pas perdre de vue que plusieurs intérêts parfois contradictoires sont en jeu. Il y a certes en premier lieu celui des personnes concernées. Il est légitime que chaque citoyen soit protégé et qu'il sache de quels renseignements relatifs à sa personne l'autorité dispose. Mais ses intérêts peuvent se heurter à ceux de tiers qui méritent aussi protection. On ne peut assurer le respect d'un droit en en violant un autre. Enfin, l'intérêt de l'Etat, c'est-à-dire celui de la collectivité, doit aussi être pris en considération, nous y sommes tous intéressés. Ce n'est donc que par une réelle pesée des intérêts en présence que l'on assurera la transparence et le respect de l'Etat de droit. La coexistence de plusieurs intérêts contradictoires n'est pas facile à gérer, elle ne peut l'être que si chacun assume ses responsabilités.
C'est la raison pour laquelle nous souhaitons conclure en formulant le voeu que notre Parlement accepte aussi de prendre en compte son attitude et de reconnaître sa part de responsabilité dans les événements qui ont conduit à la création de la Commission d'enquête parlementaire. Nous souhaitons également que notre gouvernement accepte de prendre, lui aussi, sa part de responsabilité. N'a-t-il pas, dans le domaine qui fait l'objet de notre enquête, parfois insuffisamment pris en compte la responsabilité politique qui lui incombait. En vous soumettant son rapport, la Commission d'enquête parlementaire espère avoir accompli le mandat que vous lui avez confié. Elle souhaite, en tout cas, que les propositions qu'elle vous invite à accepter permettront d'accomplir des réformes nécessaires et attendues.

Le président: Je donne pour la première fois la parole à M. Koller, nouveau président de la Confédération, et je tiens à lui renouveler tous mes voeux et mes félicitations.

Bundesrat **Koller:** Ich danke Ihnen vorerst für die ehrenvolle Wahl zum Bundespräsidenten für das nächste Jahr.
Die Vorkommnisse im Zusammenhang mit dem Rücktritt von Frau Bundesrätin Kopp haben unseren Staat in eine schwere Vertrauenskrise gestürzt. Dass dabei eine eigentliche Staatskrise vermieden werden konnte, ist dem raschen, gezielten und koordinierten Handeln von Bundesrat und Parlament zu verdanken. In der Oeffentlichkeit hat sich das Hauptinteresse auf Personen gerichtet, auf Frau Bundesrätin Kopp und auf Bundesanwalt Gerber, und neuestens auf die problematische Registratur der Bundesanwaltschaft. Dahinter stehen jedoch institutionelle Probleme.
Es geht um die Frage, ob unser Staat die Instrumente besitzt, um mit solchen Ereignissen fertig zu werden. Denn wenn wir uns nicht alle zu selbstgerechten Pharisäern aufblasen wollen, müssen wir – ohne die Vorkommnisse zu verniedlichen – eingestehen, dass, solange Menschen diesen Staat leiten und verwalten, Fehler, Fehlleistungen und Missstände nicht ausgeschlossen werden können. Es ist daher zweifellos nötig und wichtig, dass nach Vorkommnissen, wie wir sie im letzten Jahr erlebt haben, die Verantwortlichkeiten festgehalten werden. Nicht minder wichtig ist jedoch, dass wir aus den begangenen Fehlleistungen lernen und uns fragen, mit welchen institutionellen Reformen wir sie künftig vorausschauend verhindern können.
Damit das gelingen kann, ersucht Sie der Bundesrat bei aller Härte der Kritik, die Proportionen zu wahren und den Blick nicht nur zurück, sondern auch nach vorne zu richten, denn nur so wird es auch menschlich möglich sein, die nötigen Reformen auf dem bestehenden Guten statt auf dem Nichts aufzubauen.
Die Puk hat in kurzer Zeit unter einer riesigen Arbeitsbelastung eine bemerkenswerte Leistung erbracht. Im Namen des Bundesrates spreche ich ihr unseren Dank und unsere Anerkennung aus. Die Puk konnte der grossen Verantwortung, die ihr Eingriff in das Gefüge der obersten schweizerischen Gewalten erfordert, gerecht werden. Sie hat die ihr zur Verfügung stehenden umfassenden Untersuchungskompetenzen, die sonst keinem Bundesorgan zustehen, mit Nachdruck und zugleich mit Zurückhaltung genutzt. Wir bewerten auch die Zusammenarbeit zwischen der Puk und dem Bundesrat als gut, nachdem gewisse Abstimmungsprobleme, die angesichts der Erstmaligkeit einer Parlamentarischen Untersuchungskommission unausweichlich waren, gelöst werden konnten.
Ich möchte, auch im Namen des Bundesrates, allen weiteren an den Arbeiten beteiligten Personen aus dem Sekretariat der Bundesversammlung, den Untersuchungsrichtern und den Kantonen, die sie zur Verfügung gestellt haben, aber auch der Verwaltung, die neben den normal weiterlaufenden Arbeiten den arbeitsintensiven Begehren der Kommission um Auskünfte, Berichte und Akteneditionen entsprechen musste, bestens danken. Der letzte Dank gilt schliesslich dem Kanton Bern, der Nationalbank und den SBB, die der Kommission wiederholt Gastrecht gewährt haben.
Der Bundesrat schliesst sich der Gesamtwürdigung der Puk an. Er ist erleichtert, dass die schweren Vorwürfe, die vor einem Jahr erhoben worden sind, Bundesbehörden seien durch das organisierte Verbrechen unterwandert und Beamte protegierten Kriminelle, sich nicht bewahrheitet haben. Unser Staat ist nicht korrupt. Der gründliche Bericht der Puk hat aber in den untersuchten Verwaltungseinheiten auch Fehler, Missstände und Schwachstellen zutage gefördert.
Der Bundesrat ist ausdrücklich bereit, alle Vorschläge der Kommission unvoreingenommen zu prüfen und die notwendigen Verbesserungen und Reorganisationen spediti v an die Hand zu nehmen. Dabei wird der Bundesrat seine Prüfung nicht auf Massnahmen beschränken, für deren Verwirklichung er allein kompetent ist, sondern er wird auch Lösungsmöglichkeiten einbeziehen, für die das Parlament begrüsst werden muss. Das Parlament wird daher auch bei den weiteren Reformschritten seinen Teil an Mitverantwortung tragen müssen.
Der Bundesrat hat selber auch schon Massnahmen in der von der Kommission geforderten Richtung getroffen. Ich verweise auf die Vorlagen über die Geldwäscherei, den Datenschutz und die Sicherheitsüberprüfung, aber auch auf die Personalaufstockung bei der Zentralstelle für Drogenbekämpfung.
Die Puk hatte einen politischen, nicht einen richterlichen Auftrag zu erfüllen, nämlich die Amtsführung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes, insbesondere diejenige der Bundesanwaltschaft, zu untersuchen. Trotzdem empfinden viele Betroffene den Bericht und mehr noch die daran anschliessende, heftige öffentliche Diskussion wie ein Urteil über ihre Person, oft sogar als eine Verurteilung ihrer Person, die sie wegen der damit verbundenen Publizität noch schwerer trifft als ein Gerichtsurteil.
Ich sage dies nicht, um die sorgfältigen Abklärungen der Puk irgendwie zu kritisieren, sondern lediglich, um den Stellenwert des Berichts zu klären und um verständlich zu machen, weshalb zahlreiche betroffene Beamte das Bedürfnis verspüren, die kritisierte Tätigkeit zusätzlich zu erklären und zu rechtferti-

gen. Ich glaube, die Gerechtigkeit verlangt es, auch diese menschliche Seite des Berichtes der Puk zu sehen.
Der Bundesrat misst – ich habe das auch allen meinen Beamten gesagt – die Arbeit der Puk, ihrem politischen Auftrag gemäss, in erster Linie an ihren Schlussfolgerungen und Anträgen, in denen wir im wesentlichen übereinstimmen, nicht an den teilweise umstrittenen Sachverhaltsdarstellungen und Beispielen.
Eine Frage, welche die Puk nicht aufgreift, steht für den neuen Vorsteher des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes nach der aufmerksamen Lektüre des Berichts unausgesprochen im Raum: Ist die ganze Spannweite dieses weitgefächerten Departementes und die damit verbundene politische Verantwortung überhaupt von einem Menschen zu tragen? Nach meiner bisherigen Erfahrung ist die Organisation des Departementes zweckmässig, zumal sinnvolle Möglichkeiten entlastender Gruppenbildungen kaum bestehen. Die Führungsspanne ist allerdings sehr gross; zu zehn direkt unterstellten Bundesämtern kommen im Generalsekretariat ein sehr grosser Beschwerdedienst und die Abteilung Presse und Funkspruch. Wenn der Departementsvorsteher künftig die ihm unterstellten Aemter nach den Intentionen Ihrer Kommission persönlich stärker führen und kontrollieren soll, muss er andernorts Entlastungen suchen, beispielsweise bei der persönlichen Vertretung von Vorlagen in den parlamentarischen Kommissionen, die den Chef dieses Departementes wie keinen anderen Bundesrat belasten.
Eine Ueberprüfung der Organisation drängt sich vor allem bei der Bundesanwaltschaft auf. Sie muss stärker an die politische Verantwortung angekoppelt werden. Wie von Ihrer Kommission beantragt, werden wir sodann die Frage der Entflechtung der Funktionen des Bundesanwalts – die Trennung seiner Rolle als öffentlicher Ankläger von den andern polizeilichen und administrativen Funktionen – sowie andere Reorganisationsfragen umgehend prüfen.
Dabei wird allerdings zu beachten sein, dass die Kommission andererseits selber verlangt, dass die verschiedenen Aktivitäten der Bundesanwaltschaft noch stärker vernetzt werden müssen. Ich zitiere aus dem Bericht: «Drogen- und Waffenhandel, Terrorismus, erpresserische Entführungen, Agententätigkeit und politische Subversion müssen gesamthaft angegangen werden.» Der Bundesrat schliesst sich dieser Forderung an und wird im Rahmen der Organisationsüberprüfung der Bundesanwaltschaft auch abklären, ob sich die Schaffung einer Zentralstelle für die Bekämpfung des organisierten Verbrechens aufdrängt.
Die Zusammenarbeit der Bundesanwaltschaft mit den Kantonen und dem Ausland ist grundsätzlich zweckmässig und effizient. Auf die Notwendigkeit vermehrter zentraler Lagebeurteilungen komme ich später zurück.
Wenn wir den Staatsschutz vorurteilslos und mit einer gewissen Distanz betrachten wollen, was nach der Kampagne der letzten Tage sicher nicht leichtfällt, müssen wir zuerst einen Blick in die Geschichte werfen. Der junge Bundesstaat regelte als eine seiner ersten Aufgaben den Staatsschutz, um seinen Bestand gegen Einwirkungen fremder Mächte und gegen Umtriebe restaurativer Kräfte abzusichern.
In der politisch unruhigen Zeit gegen die Jahrhundertwende – genau vor 100 Jahren – wurde ein neues Gesetz erlassen, das die Aufgaben der Bundesanwaltschaft ähnlich wie die heutigen umschreibt. Im Ersten Weltkrieg und in den dreissiger Jahren regelten zahlreiche Noterlasse den Staatsschutz, von Verordnungen betreffend die Beschimpfung fremder Völker über das sogenannte Spitzelgesetz zu den Bundesratsbeschlüssen betreffend politische Reden von Ausländern und staatsgefährliches Propagandamaterial, die in der Fassung von 1948 heute noch in Kraft sind. Alle diese Vorschriften regelten die Aufgaben der 1935 als separate Verwaltungseinheit gebildeten Bundespolizei nur rudimentär. Auch der Bundesratsbeschluss von 1958 über den Polizeidienst der Bundesanwaltschaft war lediglich eine Reaktion auf den tragischen Fall von Herrn Dubois, dem Bundesanwalt, der wegen nachrichtendienstlicher Verstrickungen bekanntlich Selbstmord verübt hatte.
Der Staatsschutz war seit Bestehen des Bundesstaates – wenn ich richtig sehe – immer umstritten, weil er sich von s
ner Aufgabe her im schwierigen Spannungsfeld zwischen
Wahrung legitimer staatlicher Interessen und des Persönli
keitsschutzes bewegt. Das kann indes kein Grund sein, d
Staatsschutz als solchen in Frage zu stellen, denn der St
kann selbstverständlich ohne Selbstaufgabe auch künf
nicht auf effiziente Terrorismusbekämpfung und Spionage
wehr verzichten, letzteres gerade auch im wirtschaftlichen
reich.
Die Parlamentarische Untersuchungskommission hält d
Grundsatz übrigens in einer lesenswerten Formulierung s
ber fest: «Der Staat ist zu seinem Schutz auf eine präventi
polizeiliche Tätigkeit angewiesen. Vorkehrungen, die auf ei
widerrechtliche Aenderung der staatlichen Ordnung mit
walt und ohne Einhaltung der demokratischen Mittel ziel
sind frühzeitig zu erkennen und entsprechend zu bekämpf
Dafür ist eine präventive Erfassung von Vorgängen im Vorf
strafbarer Handlungen erforderlich, die allenfalls erst in eine
späteren Zeitpunkt – in Kombination mit weiteren Erkenntn
sen – relevant werden. Dies führt notwendigerweise da
dass der Kreis der beobachteten Personen und Organisat
nen weiter gezogen werden muss, als es von der aktuellen
drohungslage her erforderlich wäre. Ebenso ist es unvermei
lich, dass auch Dritte erfasst werden, die völlig unbeteiligt si
und es auch bleiben.» Soweit das Zitat Ihrer Kommissi
(Puk-Bericht S. 165f.).
Die Parlamentarische Untersuchungskommission erklärt au
drücklich, dass die Bundesanwaltschaft in der Terrorismu
bekämpfung und in der Spionageabwehr gute Arbeit geleist
hat. Am schwierigsten ist zweifellos ihre Aufgabe im Berei
der politischen Polizei zu erfüllen. Hier setzt denn auch die b
rechtigte Kritik Ihrer Kommission ein, indem sie schwerwi
gende Mängel in der Nachrichtenbeschaffung, der Date
sammlung und Registratur geltend macht.
Die Aufgabe der politischen Polizei umfasst nach Artikel 1
Absatz 3 Bundesstrafprozess und Artikel 1 des Bundesrat
beschlusses von 1958 betreffend den Polizeidienst der Bu
desanwaltschaft «die Beobachtung und Verhütung von Han
lungen, die geeignet sind, die innere oder äussere Sicherhe
zu gefährden».
Ihre Kommission spricht vom frühzeitigen Erkennen, von Vo
kehrungen, die auf eine widerrechtliche Aenderung der staa
lichen Ordnung gerichtet sind. Unbestritten ist dabei, das
Terrorismus, Spionage und Vorbereitung eines gewaltsame
Regierungswechsels erfasst werden müssen.
Heikel ist das Betätigungsfeld politischer Gruppierungen, di
zwar den Staat radikal verändern möchten, sich dazu aber kei
nerlei rechtswidriger Mittel bedienen, aber die Gewalt als Mitte
politischer Aenderungen auch nicht ausschliessen.
Auf dem Gebiete der politischen Polizei müssen wir zweifello
Remedur schaffen. Der Staatsschutz muss mehr als bisher au
die eigentliche Verbrechensprävention ausgerichtet werden
Es müssen ein neues Informationsgewinnungskonzept sowi
strengere Kriterien für die Datenerfassung und den Daten
schutz entwickelt werden. Dem Bundesrat ist auch klar, das
künftig regelmässige Neubeurteilungen der Bedrohungslag
auf oberster Stufe unbedingt notwendig sind, um zeitgerech
auf Veränderungen reagieren zu können und um den Sach
bearbeitern der Kantone und des Bundes die massgeblicher
Richtlinien für die Bearbeitung erteilen zu können. Wir werder
auch die Frage einer verbesserten parlamentarischen Kon
trolle des Staatsschutzes mit Ihnen unvoreingenommen prü
fen.
Damit komme ich zu jenem Thema, das in letzter Zeit in der
Medien am meisten Aufsehen erregt hat: die Registratur de
Bundespolizei. Ich wiederhole hier nochmals, dass ich da
Konzept dieser Mischregistratur für unzweckmässig und sein
Handhabung teilweise für dilettantisch halte und deshalb ein
rasche Aenderung vornehmen werde. Es sind Vorgänge ein
getragen, die nicht in eine solche Registratur gehören, und e
haben sich auch Bemerkungen eingeschlichen, die ich nich
akzeptiere. Das ist aber kein Grund, die ganze Registratur z
vernichten, denn sie ist auch das Instrument einer effizienter
und oft notwendigen internationalen Zusammenarbeit gege
Terrorismus und zur Spionageabwehr.

Wichtig ist vielmehr, dass die notwendige Reform rasch realisiert werden kann und durch die Behandlung der Flut von Auskunftsbegehren die Schaffung einer zweckmässigen neuen Registratur nicht übermässig verzögert wird. Ich sichere Ihnen zu, dass bei der bevorstehenden Automatisierung der Datensammlung nach strengeren Kriterien vorgegangen wird, dass die Qualität vorhandener Informationen geprüft wird und viele bisherige Informationen nicht übernommen werden. Es wird strengere Kriterien für die Datenerfassung geben; veraltete, überholte und belanglose Einträge werden nicht übernommen beziehungsweise die Person in der Registratur gar nicht mehr geführt.
Der verbesserte Datenschutz stellt sicher, dass nicht in unnötiger und unverhältnismässiger Weise in die Persönlichkeitssphäre der Betroffenen eingegriffen wird. Eine strikte Laufzeitkontrolle muss dafür sorgen, dass nichtbestätigte Einträge nach einer bestimmten Zeit eliminiert werden, ausser es sei ein formelles gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren angelaufen. Für die Festlegung der Aufgaben des Systems und der Rechte der Betroffenen wird Anfang nächsten Jahres eine Uebergangsordnung bis zum Inkrafttreten des neuen Datenschutzgesetzes erlassen.
Bezüglich der Auskunftserteilung über die bestehenden Fichen habe ich die Bundesanwaltschaft angewiesen, allen Auskunftsuchenden innert drei bis vier Wochen nach Eingang ihres Gesuches eine vorläufige Antwort zu erteilen. Darin wird mitgeteilt, ob der Anfragende in den Fichen verzeichnet ist oder nicht. Falls bei der Bundespolizei eine Fiche besteht, wird dem Betroffenen nach Massgabe der Datenschutzrichtlinien von 1981 für die Bearbeitung von Personendaten in der Bundesverwaltung Einsicht in die jeweilige Karteikarte gewährt, soweit nicht überwiegende öffentliche Interessen des Staatsschutzes oder überwiegende schutzwürdige Interessen Dritter entgegenstehen. Ist der Empfänger von der Auskunft nicht befriedigt, kann er an den Ombudsmann alt Bundesgerichtspräsident Arthur Haefliger gelangen.
Die bisherigen Mängel bei der Bekämpfung des organisierten Verbrechens und insbesondere des Drogenhandels sind unbestritten. Der Bundesrat hat hier rasch gehandelt und das rechtliche Abwehrdispositiv durch die von Ihnen letzte Woche einstimmig angenommenen neuen Strafnormen über Geldwäscherei und die Sorgfaltspflicht bei Finanzgeschäften wesentlich verbessert.
Durch die angekündigte Revision der Normen über die Einziehung von Geldern krimineller Herkunft und die Schaffung einer Norm über das organisierte Verbrechen im Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches werden wir weitere Instrumente der Verbrechensbekämpfung schaffen. Der Bundesrat hat sodann die für die Zentralstelle für die Bekämpfung des illegalen Drogenhandels bewilligten Stellen wesentlich aufgestockt und so die Voraussetzungen geschaffen, dass diese Bundesstelle die ihr übertragenen Aufgaben der internationalen und interkantonalen Koordination der Bekämpfung des illegalen Drogenhandels tatsächlich und effizient erfüllen kann.
Ich komme zum Schluss. Die Vorkommnisse im Zusammenhang mit dem Rücktritt von Frau Bundesrätin Kopp haben in unserem Volk viel Misstrauen geweckt und unseren Staat in eine eigentliche Vertrauenskrise gestürzt. Die vom Bundesrat und Parlament getroffenen Massnahmen zeigen indes, dass unser Staat auch in schwierigen und emotionell angeheizten Situationen über jene Verfahren verfügt, die zur Abklärung der Vorgänge und als Basis für darauf folgende politische Entscheide notwendig sind.
Unser Rechtsstaat hat sich in dieser schwierigen Situation bewährt. Der Bericht Ihrer Kommission hat die schwersten Vorwürfe, die Bundesbehörden seien vom organisierten Verbrechen unterwandert und Beamte protegierten Kriminelle, vollständig entkräftet. Andererseits hat er Fehler, Schwachstellen und Missstände zu Tage gefördert, die der Bundesrat rasch und in konstruktiver Zusammenarbeit mit dem Parlament beheben will.
Die Klärung all dieser Vorgänge durch Ihre Kommission und die rasche Umsetzung der Verbesserungsvorschläge bilden nach Meinung des Bundesrates den Boden, auf dem auch wieder neues Vertrauen in unsere Behörden und in unsere Verwaltung wachsen kann. Der Bundesrat ist gewillt, diese Chance mit Ihnen zusammen zu nutzen. *(Beifall)*

Günter: Die Aufgabe der Puk war sicher nicht leicht, und die Aufgabe der Mitglieder war relativ delikat. Dass der Bericht einstimmig herausgekommen ist, begrüssen wir. Dass die Vorschläge am Schluss einstimmig angenommen wurden, ist ausserordentlich wichtig. Unsere Fraktion unterstützt diese Vorschläge, wird allerdings ergänzende Vorschläge einreichen.
Der Bericht umfasst im Grunde genommen zwei Teile. Der erste Teil ist ein Sittengemälde. Es ist wichtig, dass dieses Sittengemälde von möglichst vielen Leuten selbst gelesen wird, denn nur dann kann man sich ein richtiges Bild machen. Es zeigt das Bild von Frau Kopp, es zeigt, wie sie unter dem Druck ihrer persönlichen Geschichte, ihrer Familiengeschichte, verheiratet mit einem zwielichtigen Mann, unter einen enormen Druck geriet, die Fiktion aufrechtzuerhalten, sie sei in beruflicher, geschäftlicher, politischer Hinsicht völlig unabhängig von ihrem Mann, mit dem sie zwar das Bett teilt, nicht aber die Probleme, die beide beschäftigen. Wir alle hier haben diese Fiktion geglaubt oder zumindest zu glauben versucht. Die Medien haben diese Fiktion ebenfalls brav rapportiert und aufrechterhalten.
Dabei war die zwielichtige Figur des Hans W. Kopp bereits seit langem bekannt. Daher tragen in diesem Bereich auch wir als Wahlgremium einen Teil der Verantwortung für die Umstände, welche zum Sturz der ersten Frau im Bundesrat geführt haben. Diese Probleme hätten wir vorhersehen müssen, sobald wir wussten, dass der Ehepartner eines Mitgliedes der Landesregierung nicht über alle Zweifel erhaben ist.
Ich gestatte mir diesen Exkurs, weil es der Puk von ihrem Auftrag her nicht möglich war, die Person von Hans W. Kopp richtig zu «würdigen». Aber die Puk konnte zumindest die Ereignisse in den Monaten vor dem Sturz genau nachzeichnen. Wer den Bericht zusammenhängend liest, ist immer wieder erschüttert über das Gemälde, das hier entsteht: wie konspiriert, abgesprochen, manipuliert und zuletzt auch gelogen wurde. Man ist erschüttert, wenn man liest, wie zuletzt die Schuld auf eine Mitarbeiterin abgewälzt werden sollte, um doch noch der Verantwortung zu entgehen.
Der zweite Teil des Berichtes behandelt die Missstände bei der Bundesanwaltschaft und der Bundespolizei, die Einseitigkeit des Blickes rechts-links, den Dilettantismus und das Setzen falscher Prioritäten. Die Liste der bedenklich stimmenden Feststellungen ist lang.
Es beginnt damit, dass unser Nachrichtendienst – auch in den Kantonen – mit Figuren wie Shakarchi zusammenarbeitete. Es geht weiter damit, dass harmlose Ostreisende einvernommen werden, auf der anderen Seite aus Bulgarien, aus Sofia, täglich Kuriere einreisen mit Koffern voll Geld, offenbar ohne Probleme, und zwar auch aus einem Ostland, noch einem einschlägig bekannten, wenn man sich in Geheimdienstkreisen etwas umhört. Leute mit libanesischem Pass, mit Wohnsitz in einem Hotel in Sofia, bekommen völlig problemlos Visa, nur weil sie gute Swissair-Kunden sind und weil es unserem Land vielleicht etwas Geld einbringt. Der andere, der Ostreisende, der in die DDR reist, wird dann von der Bundesanwaltschaft verhört respektive befragt.
Die Drogenbekämpfung liegt so darnieder, dass die DEA unsere Aufgaben übernehmen muss. Die DEA ist die amerikanische Drogenbekämpfungsbehörde, die in gewissen Bereichen funktioniert wie ein Geheimdienst. Wenn die Schweizer Botschaft in Südamerika uns Informanten nennt, die über den Kokaintransport in die Schweiz berichten könnten, sagt die Bundesanwaltschaft unserer eigenen Botschaft: Nein, das wollen wir nicht wissen, meldet das lieber der amerikanischen Botschaft bei euch zuhanden der DEA. Hier haben wir doch einen Teil unserer Souveränität aufgegeben!
Wenn eine Berufsorganisation vor den Botschaften der Amerikaner und der Russen gegen Atomtests protestiert und die beiden Nationen bittet, die Atomtests aufzugeben, und dann steht in der Registratur der Bundesanwaltschaft einfach, es habe eine Demonstration vor der amerikanischen Botschaft

stattgefunden: Da hat man die Einäugigkeit auch noch schriftlich dokumentiert.
Wenn der berüchtigte Herr Musullulu wegen fehlender Angabe eines Waffenkalibers bei Verdacht auf Waffenhandel trotz ausdrücklichem Wunsch der Interpol nicht verhaftet wird, wenn wegen dieser Trölerei einer der bekannten und berüchtigten Waffen- und Drogenhändler einfach aus der Schweiz verschwinden kann und bis heute nicht verhaftet werden konnte, wenn uns zum waffenkaufenden Klaus Barbie, dem Schlächter von Lyon, nichts weiter einfällt als eine Weghalteverfügung, ist das unerträglich!
Im Bereich des Staatsschutzes schliessen Beamte Geheimverträge ab, die nicht einmal der Bundesrat genehmigen muss – Herr Bundesrat Koller hat in seinem schriftlichen Bericht darauf hingewiesen. Das ist ein Skandal. Neuerdings schliesst der Bundesrat nun offenbar diese Verträge, aber die aussenpolitische Kommission hat sie noch nie gesehen.
Nach Einsicht in einen dieser Verträge kann ich nur sagen: Es wäre ausserordentlich dringend, dass sich die aussenpolitische Kommission einmal um diese Dinge kümmern würde. Da ist nun tatsächlich der Ruf unseres Landes direkt betroffen, und ich sehe nicht ein, warum das Parlament in derart heiklen Bereichen ausgeschaltet werden muss.
Im Wissen um all das hat der Bundesrat bei der Veröffentlichung des Berichtes ein Communiqué herausgegeben. Darin hält er fest, dass man zwar Schwachstellen und Fehler festgestellt habe. Diese stünden aber in keinem Verhältnis zu den schweren Vorwürfen, die zur Einsetzung der Puk führten.
Herr Bundesrat Koller hat dieses Bild heute etwas korrigiert. Mir macht Sorgen, wenn ich feststelle, dass der Bundesrat diese Beurteilung erst unter dem Druck der Oeffentlichkeit revidiert und jetzt zugibt, es sei doch etwas mehr schiefgelaufen. Ich frage mich, wie seine innere Haltung effektiv ist.
Wenn fundamentale Bürgerrechte missachtet, wenn falsche Prioritäten gesetzt werden im Staatsschutz – mit dessen Hilfe wir unseren Staat vor Bedrohungen schützen sollten –, wenn Fehlleistungen auch im Bereich des Nachrichtendienstes dazu kommen, wenn Lücken bestehen, die unser Land zu einem Tummelplatz für ausländische Geheimdienste werden lassen, dann fragt man sich: Was braucht es noch für Missstände, bis der Bundesrat sie als schwerwiegend qualifiziert?
Die Puk hat Ihnen Vorschläge unterbreitet. Zu einem Bereich hat sie geschwiegen, und dazu möchte ich etwas sagen: Es handelt sich um die Haltung des Bundesrates. Aus naheliegenden Gründen ist dort der Bericht etwas vage.
Der Bundesrat – diese Auffassung vertritt die LdU/EVP-Fraktion – trägt einen wesentlichen Teil der Verantwortung für die Missstände in Bundesanwaltschaft und Bundespolizei. Da geht es nicht nur um einen Fall Kopp. Da geht es auch um einen Fall Friedrich und um einen Fall Furgler. Zudem hat jeder Bundesrat die Quartalsberichte über die Lage der Schweiz erhalten. Sie sind zwar nicht so dilettantisch, aber die Einäugigkeit sieht man auch dort auf den ersten Blick. Es braucht eine Lektüre von fünf Minuten, und jeder Bundesrat hätte sehen müssen, wes Geistes Kind die Leute in der Bundesanwaltschaft sind. Es ist schlicht unverständlich, dass über viele Jahre gar nichts unternommen wurde. Der Bundesrat muss einen Teil der Verantwortung für diese Missstände übernehmen.
Ich stelle fest, dass heute endlich anerkannt wird, dass festgelegt werden muss, wer unser Staatsfeind ist, was der Staatsschutz unternehmen muss und was die Aufgabe des Bundesrates ist. Man hat uns versprochen, dass man das jetzt tun will. Bis jetzt hat man es nicht getan.
Der Bundesrat ist während der Kopp-Krise geschleudert. Es wurde heute dargelegt, wie gut das Krisenmanagement funktioniert habe. Meiner Ansicht nach funktionierte es nicht. Bundesanwalt Gerber hat nicht gewusst, zu wem er gehen soll, als er Probleme hatte wegen der Rolle von Frau Kopp. Er ist dann zu Bundesrat Koller gegangen, dem Stellvertreter von Frau Kopp, als sie noch im Amt war. Unserer Ansicht nach war das nicht richtig, die Anlaufstelle wäre der Bundespräsident gewesen.
Der Bundesrat muss jetzt für zukünftige Ereignisse klar festlegen, wie das gehen soll. Wo soll ein Chefbeamter hingehen, wenn sein Chef befangen ist, wenn er in den Ausstand treten sollte oder wenn sonst ein Ereignis eintritt, das den Beamter in einen Loyalitätskonflikt bringt? Wir sind der Meinung, diese Anlaufstelle müsste der Bundespräsident sein.
Der Bundespräsident müsste in einer Krise auch handeln, bis das Kollegium zusammentritt und Beschluss fassen kann. Dieses Vorgehen müsste genau geregelt sein. Heute ist es nicht geregelt.
Unsere Fraktion kommt zu zehn Schlüssen:
1. Prioritär ist, das organisierte Verbrechen in der Schweiz besser zu bekämpfen.
2. Dazu ist die Umgestaltung der Bundesanwaltschaft und der Bundespolizei zu einem Apparat nötig, der unsere Rechte in diesem Lande schützt – das wäre nämlich seine Aufgabe – und das Verbrechen bekämpft. Das ist eine Daueraufgabe, und wir zweifeln daran, ob sie mit der heutigen Struktur und mit dem heutigen Personalbestand gelöst werden kann.
3. Diese Umgestaltung wird sicher nur möglich sein, wenn man das Vorgehen genau kontrolliert; das bedingt eine parlamentarische Kontrolle.
4. Der Staatsschutz muss vom Bundesrat inhaltlich definiert und periodisch revidiert werden.
5. Die korrekte Handhabung des Datenschutzes muss gewährleistet werden. Die Umstellung auf Computer, die uns jetzt eben angekündigt worden ist, beruhigt mich überhaupt nicht, denn wenn nicht kontrolliert wird, ist mit dem Computer die Missbrauchsmöglichkeit noch viel besser: der Dilettantismus wird zwar ausgeschaltet, aber die Denkart, die dahinter steht, womöglich nicht. Das macht mir noch mehr Angst. Also im Zweifelsfall lieber ein Staatsschutz, der dilettantisch und falsch arbeitet als ein Staatsschutz, der falsch und berufsmässig arbeitet, das wäre nämlich noch schlimmer.
6. Die Sicherheitsüberprüfungen für Dritte müssen aufhören.
7. Die Betroffenen müssen Einsicht in die gespeicherten Daten haben. Dazu, hoffen wir, kommt es jetzt.
8. Die Stellung des Bundespräsidenten – das habe ich Ihnen erläutert – muss neu definiert werden.
9. Im Bereich Drogenschutz ist das Ziel die Wiederherstellung der staatlichen Souveränität: Soviel Drogenbekämpfung, wie wir wollen, machen wir gefälligst selber. Das ist nicht die Aufgabe der Amerikaner – weil wir zu faul sind, weil die Polizei denkt, so gehe es einfacher, oder weil wir nicht genügend Geld bewilligen wollen. Wir sagen, wieviel bekämpft wird, und ziehen es selbst durch.
10. Es muss eine neue Drogenpolitik her. Die bisherige Drogenpolitik hat zu nichts anderem geführt als zu einer Zunahme der Süchtigen und zu einer finanziellen Alimentierung des organisierten Verbrechen im Drogenbereich.
Die LdU/EVP-Fraktion unterstützt die Puk-Vorschläge. Um diese Ziele zu erreichen, schlagen wir Ihnen noch drei weitere Massnahmen vor:
1. die Annahme der Motion Jaeger, die eine Neugestaltung der Bundesanwaltschaft vorschlägt;
2. die Wahl des Bundesanwaltes durch die Bundesversammlung – ein Vorschlag, der früher schon gemacht worden ist, der aber heute von brennender Aktualität ist –;
3. als Wichtigstes die Einsetzung einer Ueberwachungskommission dieses Parlamentes. Diese soll den Nachrichtendienst und die Bundesanwaltschaft, vor allem den Staatsschutz, überwachen. Es geht um eine Feuermelderfunktion. Wir schlagen Ihnen vor, von jeder Fraktion ein vertrauenswürdiges Mitglied abzudelegieren.
Diese politische Kontrolle ist unbedingt nötig. Andere Demokratien rund um uns herum haben ähnliche Sicherungen seit langem eingeführt.
Dieser Vorstoss steht nicht im Gegensatz zum Vorschlag der Puk, die Ihnen vorschlägt, die GPK für Sonderfälle mit Sondervollmachten auszustatten: das ist der Brandlöscher. Die GPK muss die Möglichkeit erhalten, sich in speziellen Fällen zusammenzutun und in Geheimbereichen Inspektionen vorzunehmen. Unsere Vorschläge sind aber als Ergänzung zu den Vorschlägen der Puk zu erachten.
Noch eine Anregung an unsere Juristen: Wir glauben, dass wir überlegen sollten, ob wir eine Kronzeugenregelung einführen müssen. Wenn Sie das organisierte Verbrechen bekämp-

fen wollen, müssen Sie die Möglichkeit erhalten, jemanden aussagen zu lassen, ohne dass er sich belastet.
Die Puk hat in zwei, drei Fällen erlebt, dass Leute nicht aussagen konnten oder wollten, weil sie sich mit einer Aussage belastet hätten. Dabei ging es immer um das organisierte Verbrechen.
Ich fürchte, dass wir hier zu der Regelung kommen müssen, dass wir diese Leute aussagen lassen müssen, ohne dass sie sich belasten, wenn wir das organisierte Verbrechen wirklich bekämpfen wollen. Auch hier müssten wir uns, vielleicht im Bereich der Gesetzgebung, neue Instrumente geben und neue Wege evaluieren.

M. **Darbellay:** Nous avons à discuter aujourd'hui d'un important rapport établi avec sérieux et il est peut-être utile, au début de cette discussion, de rappeler la tâche qui avait été confiée à la commission et qui est, par la même occasion, l'objet de la discussion de ce jour.
La commission devait mener une enquête sur la manière dont a été dirigé le Département fédéral de justice et police, spécialement l'année dernière, lors des événements qui ont amené à la démission de Mme Kopp. Il devait ensuite élucider les activités des autorités et des divers services en ce qui concerne la lutte contre l'argent sale, contre le commerce de drogue et contre le crime organisé. En troisième lieu, il avait à relever les défauts éventuels de notre organisation politique et à proposer les améliorations à apporter. Or, bizarrement, si l'on se réfère à une certaine presse et à certains groupes extrémistes, il semble que l'on aurait tendance aujourd'hui à se tromper de cible. A l'occasion, M. Koller, conseiller fédéral, a été très largement pris à partie; on est même allé absurdement jusqu'à demander sa tête. On pouvait craindre que, dans le Parlement, on imite cette attitude et certains comportements lors de l'heure des questions de lundi soir pouvaient attiser ces craintes. J'avais l'intention de faire une déclaration ici à ce propos, mais j'y renonce puisque l'élection qui a été accordée tout à l'heure par cette assemblée à M. Koller, conseiller fédéral, comme président de la Confédération, montre très largement la confiance qui lui est faite et qui est de nature à éliminer, à faire oublier tous les autres incidents. Cette confiance est d'ailleurs largement méritée et le rapport que nous avons à étudier nous le rappelle. M. Koller a toujours agi avec rapidité et discrétion.
C'est le 11 décembre que M. Gerber l'informe, en qualité de remplaçant du chef du Département fédéral de justice et police, des indiscrétions commises dans ce département. M. Gerber se récuse et, le lendemain déjà, le Conseil fédéral, avant la démission de Mme Kopp, sur proposition de M. Koller, désigne M. Hungerbühler comme procureur extraordinaire pour cette affaire. Dans le rapport des 10 et 11 janvier, de la main de ce même M. Hungerbühler, pour la première fois, l'on apprend l'existence du deuxième coup de téléphone. Réaction immédiate avant la deuxième démission: M. Haefliger est chargé de mener une enquête administrative. Le 28 février, il dépose son rapport intermédiaire et le 5 mars déjà – à ce moment-là M. Koller est titulaire du Département fédéral de justice et police – le Conseil fédéral prend les dispositions nécessaires. Il remet le rapport intermédiaire à la Commission d'enquête parlementaire et il ouvre une enquête disciplinaire contre M. Gerber. Cette célérité exemplaire est digne d'être relevée. M. Koller a, en outre, toujours agi dans le respect des personnes et de leurs droits, ne prenant les décisions qui s'imposent qu'au moment où l'on sait exactement à quoi s'en tenir, quels sont les reproches que l'on peut faire aux personnes concernées. Son souci constant – il vient de le répéter – a été de maintenir la confiance ou, plutôt, de recréer la confiance ébranlée, dans nos institutions et dans nos autorités. Aujourd'hui, nous devons avoir, quant à nous, exactement le même souci. C'est le but même de la Commission d'enquête parlementaire, c'est pour cela que nous l'avons désignée.
Je me permets d'ajouter ici mes félicitations à celles qui viennent d'être adressées à l'égard du président et de l'ensemble de la commission pour l'excellent travail qui a été fait. Le rapport est clair, simple, sans complaisance mais il témoigne également d'une certaine retenue. On l'a déjà relevé.
Certains faits nous apparaissent sous la lumière la plus crue. Nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement, de nombreux orateurs s'exprimeront là-dessus. Mais il me tient à coeur de relever certains faits spécialement marquants: par exemple, le comportement de Mme Kopp, spécialement vis-à-vis de ses collaborateurs et de sa collaboratrice personnelle. Les constructions imaginées pour essayer de se disculper ont vraiment de la peine à passer et nous sommes surpris de sa manière de retenir la vérité. Nous constatons par contre avec plaisir que M. Kopp n'est pas le huitième conseiller fédéral que certains annonçaient. Nous devons toutefois relever le rôle qu'il a joué, un rôle certain, un rôle important et un rôle – je crois qu'il faut le dire – néfaste, qui a conduit Mme Kopp à sa démission.
Le Ministère public nous inquiète également. La désinvolture avec laquelle il s'est occupé d'enquêter sur les sources d'argent sale, avec laquelle il s'est occupé des problèmes de drogue, des dénonciations qu'il aurait pu faire, de la collaboration avec les cantons qu'il aurait pu établir et qu'il n'a pas toujours eue. Nous sommes frappés par le déséquilibre qui existe entre la lutte contre le crime organisé, dont on a fait assez peu cas, et la protection de l'Etat. Nous sommes frappés également de la possibilité qui a été accordée à certaines personnes d'abuser de nos institutions, par exemple, par le fait d'accords fiscaux, et même de nos autorités par le fait de certaines invitations. L'imbrication, on l'a déjà dit, des diverses fonctions du Ministère public, qui doit être l'accusateur public, en même temps que le premier responsable de la police politique et le chef de la police judiciaire, pose un certain nombre de problèmes. Il faudra y remédier.
Nous sommes également frappés par la collecte d'informations de la Police fédérale dont on nous dit qu'elles sont parfois anodines, inutiles, voire inexactes. Elle porte un discrédit sur une institution qui est nécessaire, qui est absolument indispensable à la sécurité de notre Etat. Nous constatons cependant aussi, avec plaisir, que l'ensemble de nos institutions n'est pas remise en question. Nos institutions fonctionnent et elles ont fonctionné, même au moment où l'on a pu déplorer ces événements. Ce que nous vivons n'est pas une crise du régime, cela a été une crise des personnes. Il faut constater – on vient de le faire – que le Parlement, que le Conseil fédéral ont leurs responsabilités à prendre. Ils n'ont pas toujours exercé, ils n'ont pas toujours eu en main les moyens d'exercer le contrôle qui leur est attribué par la constitution et par les lois. Nous traitons des événements qui se sont produits sous la responsabilité de Mme Kopp au sein du Département fédéral de justice et police. Nous n'avons pas à refaire toute l'histoire, mais nous devons nous préoccuper aujourd'hui de prendre les dispositions pour éviter des situations semblables. Les faits douloureux qui se sont produits ne doivent pas pouvoir se reproduire. Ces responsabilités, nous parlementaires, nous devons les assumer, elles se situent à plusieurs niveaux. Il y a d'abord le problème des élections et, pour le Conseil fédéral, le problème des nominations. On l'a vu, il n'est pas indifférent de s'occuper ou non de l'entourage de la personne à élire ou à nommer. On a vu à plusieurs reprises l'infuence qu'il pouvait avoir sur le comportement des personnes assumant de grandes responsabilités. Leçon pour ceux qui choisissent: avoir le souci de tenir compte également de l'entourage et leçon aussi – il faut le dire – pour l'entourage: avoir le souci du respect de la fonction de celui qui est concerné. Nous avons à nous occuper également des lois, des règlements, de l'organisation. Toute une série de propositions sont faites. Le groupe démocrate-chrétien y souscrit et nous pensons que, par cette initiative parlementaire, par ces motions, par ces postulats, on peut apporter de sérieuses améliorations à l'organisation en place. Nous constatons, en outre, que certaines dispositions ont déjà été prises, de manière à rétablir la confiance du peuple. C'est ainsi que cette session, nous avons déjà pu nous prononcer sur les problèmes de blanchissage d'argent sale. Le Conseil fédéral a agi avec célérité et nous avons suivi très rapidement. Nous avons pris connaissance, avec plaisir – et Monsieur le conseiller fédéral vient de nous le rappeler – du communiqué qui a été publié hier, donnant à chaque personne concernée, la possibilité de savoir si elle est inscrite ou non sur fiche et la

possibilité de consulter, moyennant l'application de certains principes, ces mêmes fiches. Nous avons également appris avec satisfaction la nomination de l'ombudsman, personne en laquelle nous avons pleine confiance. N'oublions pas dans ces dispositions la responsabilité que nous avons vis-à-vis de tous les fonctionnaires, des hauts fonctionnaires en particulier. Ils exercent une charge difficile et le rapport montre que la plupart d'entre eux méritent notre confiance. Il ne s'agit pas de tirer à vue d'un côté ou de l'autre. Dès qu'un soupçon est adressé à l'égard d'une personne, on demande facilement sa tête. Ce n'est pas notre manière de travailler. Nous devons agir dans le respect des personnes, dans le respect de leurs droits et au moment où certains soupçons apparaissent, il s'agit de prendre les dispositions nécessaires pour faire toute la vérité et c'est seulement à ce moment-là que nous pouvons établir les mesures définitives.
Nous avons commencé ce débat dans la sérénité, je pense que dans notre souci de rétablir la confiance du peuple dans ses institutions et dans ses autorités, celle-ci peut jouer ici un grand rôle. Au nom du groupe démocratique-chrétien, je vous invite à cette sérénité.

Früh: Die freisinnige Fraktion dankt der Kommission für den Bericht. Die Kommission hat rasch und gründlich gearbeitet und sich auf die wesentlichen Probleme konzentriert. Es war ihre Aufgabe, den Vorwürfen gegen Elisabeth Kopp und ihr Departement nachzugehen und allfällige Missstände aufzuzeigen. Es konnte nicht darum gehen, auch all das festzuhalten, was sich in den untersuchten Bereichen vollkommen ordnungsgemäss abwickelt. Es gilt festzuhalten, dass wir eine gute Verwaltung haben und unser demokratisches System spielt – das ist zu betonen –, ohne dass wir die aufgezeigten Fehler und Schwachstellen herunterspielen wollen.
Auch Herr Bundespräsident Koller hat darauf hingewiesen. Die FDP-Fraktion dankt auch dem Bundesrat für seine aktive Mitwirkung. Mit seinen Aufträgen an die Herren Hungerbühler und Haefliger, beide bekannt als namhafte Juristen, hat er von sich aus Wesentliches zur Aufklärung von Sachverhalten beigetragen und damit das Funktionieren unseres Rechtsstaates gerade in einer Krisensituation bewiesen.
Betont sei, dass die Vertreter der Freisinnigen Partei in allen Instanzen stets vorbehaltlos zu allen Abklärungen Hand geboten und nie Rücksicht darauf genommen haben, dass sich die Untersuchungen zum Teil gegen Spitzenleute ihrer Partei gerichtet haben.
Was das persönliche Verhalten von Frau Kopp in der kritischen Phase nach dem 9. November 1988 betrifft, ist das Urteil der Kommission hart, aber gerecht ausgefallen. Ihr Verhalten gegenüber ihren Mitarbeitern, dem Bundesrat, der Oeffentlichkeit, aber auch gegenüber ihren Parteikollegen bezüglich dieser Indiskretion ist unverständlich und leider noch gravierender, als wir ohnehin befürchtet hatten. Laut Bericht wussten bereits in der ersten Novemberhälfte zirka zehn Personen von dem Hinweis. Dennoch hat Elisabeth Kopp, trotz der offensichtlich unhaltbaren Situation, weder ihren Parteikollegen im Bundesrat noch jemanden aus unserer Fraktion orientiert. Sie hat im Gegenteil entsprechende Fragen unseres Fraktionspräsidenten verneint.
Es ist offensichtlich, dass Frau Kopp und ihr nächstes und näheres Umfeld die Tatsachen uns allen gegenüber systematisch verheimlicht und heruntergespielt haben, um die Wahl ins Vizepräsidium des Bundesrates nicht zu gefährden. Wir bedauern diese Vorfälle wie alle in diesem Saal. Die politischen Konsequenzen wurden gezogen.
Die juristische Beurteilung, ob das Telefongespräch als Amtsgeheimnisverletzung zu betrachten ist, ist vom Bundesgericht vorzunehmen. Unabhängig davon, was aus dem richterlichen Verfahren als Urteil resultieren wird: Mehr bestraft als Frau Kopp ohnehin bestraft worden ist und durch den Puk-Bericht bestraft wird, mehr bestraft werden kann sie nicht. Nie zuvor in der Geschichte des Bundesstaates ist eine Magistratsperson innert kürzester Frist von derart lichten Höhen in derart tiefste Tiefen gefallen. Dennoch ist zu betonen, dass auch der Bericht Frau Kopp attestiert, «unserem Lande nach bestem Wissen gedient und ihr Amt kompetent und umsichtig und mit Engagement geführt zu haben».
Weiter stellt die Puk fest: «Für ihre Fehler, die zu ihrem Rücktritt führten, hat sie die politische und rechtliche Verantwortung zu übernehmen. Doch dürfen diese für eine gerechte Beurteilung nicht nur für sich allein betrachtet werden, sondern sind auch in ein Verhältnis zum geleisteten Einsatz zum Wohle unseres Landes zu setzen.»
Im Zusammenhang mit dem Rücktritt von Elisabeth Kopp wurden schwerwiegende Vorwürfe an ihrer Amtsführung erhoben. So wurde behauptet, sie habe unter massgeblichem Einfluss aus Wirtschaftskreisen gehandelt. Man sprach sogar von einem Schattenkabinett, das sie beraten habe.
Von verschiedener Seite wurde auch immer wieder behauptet, ihr Ehemann habe sehr starken Einfluss auf ihre Amtsführung ausgeübt. Die Puk ist diesen gravierenden Vorwürfen nachgegangen und kommt zum Schluss, dass sie sich als nicht stichhaltig erweisen. Wohl hat die Puk Fehler und Schwachstellen aufgezeigt, die aber in keinem Verhältnis zu den erhobenen Vorwürfen stehen. So trifft es unter anderem nicht zu, dass Frau Elisabeth Kopp die Schaffung eines Geldwäschereiartikels verschleppt oder Akten vernichtet hat oder gar, wie ihr vorgeworfen wurde, selbst in Geldwäscherei verwickelt war.
Die Puk stiess aber auf Fehler, auf Versäumnisse und Unzulänglichkeiten in wichtigen Bereichen des Departementes. Im Zentrum der Vorwürfe steht, dass Bundesanwaltschaft und Bundespolizei sich teils von überholten Bedrohungsbildern leiten lassen und diese den neuen Erscheinungsformen des internationalen Verbrechens, beim Drogen- und Waffenhandel und beim Auftauchen rechtsextremistischer Umtriebe, nicht angepasst haben.
In diesem Zusammenhang wird auch die mehr als fragwürdige Praxis der Führung der zentralen Registratur der Bundespolizei bemängelt. Dieser Kritik schliesst sich die FDP-Fraktion an. Die politische Verantwortung dafür tragen allerdings seit Jahrzehnten der Bundesrat und mit ihm wir, das Parlament. Auch die laufende Ueberprüfung und Anpassung des Bedrohungsbildes und der Konzeption des Staatsschutzes sind nicht Aufgaben allein von Bundesanwaltschaft und Bundespolizei.
Dass der Staatsschutz nicht ohne polizeiliche Recherchen und eine entsprechende Dokumentation auskommt, liegt auf der Hand. Was sich aber auf der Verwaltungsebene der Bundesanwaltschaft abgespielt hat, gehört mindestens teilweise in den Bereich von Uebertreibungen bis hin zu Dilettantismus. Der Vorsteher des EJPD hat denn auch vergangene Woche mitgeteilt, dass die Registratur der Bundespolizei zum Teil stümperhaft angelegt sei und dass Verbesserungen bereits eingeleitet worden seien. Herr Bundesrat Koller hat diesbezügliche Versprechungen ja heute morgen auch abgegeben.
Die Kritik darf allerdings auch nicht einfach pauschal erhoben werden, denn in verschiedener Hinsicht hat die Bundespolizei gut gearbeitet. Es ist im übrigen erstaunlich, dass die Subkommission der GPK, die vor zwei Jahren eben diesen Dienstzweig untersucht hat, den nun beanstandeten Missständen nicht schon damals Einhalt geboten hat.
Im Lichte der Feststellungen der Puk zeigt sich, dass schon früher etwelche Beamte ohne Schaden für dringendere Aufgaben – namentlich für die Bekämpfung des Drogenhandels – hätten versetzt werden können.
Schliesslich geht es darum, zu den einzelnen Vorschlägen der Puk Stellung zu nehmen. Mit einigen wenigen Vorbehalten, denen bei der vorgesehenen Legiferierung Rechnung getragen werden kann, stimmt unsere Fraktion grossmehrheitlich den Anträgen der Parlamentarischen Untersuchungskommission zu. Wir unterstützen die Absicht des Bundesrates, die notwendigen Verbesserungen und Reorganisationen speditiv an die Hand zu nehmen.

M. **Petitpierre:** J'enchaîne en langue française, comme porte-parole de mon groupe, sur ce que vient de dire M. Früh et j'aimerais mettre en évidence quelques autres enseignements que nous tirons du rapport que vous connaissez.
En ce qui concerne l'administration et ses membres, celle du Minitère public en particulier, il faut savoir distinguer d'une

part, entre la critique objective des comportements jugés inadaptés aux circonstances et à l'évolution, et d'autre part, la recherche des griefs individuels ainsi que des responsabilités personnelles. Cette distinction s'impose à notre sens pour deux sortes de motifs: d'abord, les motifs qui relèvent de l'équité. On ne peut pas jeter la pierre à tous ceux qui ont, de bonne foi, suivi une routine, des pratiques qui n'étaient pas remises – à tort, mais c'est un autre problème – sérieusement en question par les différentes politiques et, parmi elles, je compte, naturellement, le Parlement. L'équité nous oblige également à éviter la brutalité d'un jugement d'ensemble sur ceux qui ont servi et servent au sein du Ministère public comme si tout ce qui s'y est fait et tout ce qui s'y fait devait être marqué d'une même réprobation. L'équité nous oblige au contraire à reconnaître le succès de nombre d'actions pleinement réussies et le sérieux et les compétences de ceux qui les ont accomplies.

Deuxième série de motifs: les motifs liés au souci de l'efficacité, à la volonté de corriger les défauts constatés. Les insuffisances relevées dans l'activité du Ministère public ont leur source dans un état d'esprit, dans des habitudes figées qui ont empêché l'adaptation en temps utile des principes de l'action. Il serait dangereux pour l'avenir de se contenter aujourd'hui de parler d'une crise. Les crises sont faites pour passer, au risque qu'en définitive rien n'ait vraiment changé. Il serait, pour les mêmes motifs, dangereux de désigner des victimes expiatoires que l'on sacrifierait à l'esprit du moment. Il faut au contraire prendre la peine de voir ce qui, au-delà de telle ou telle personne, a compromis le bon fonctionnement du Ministère public.

Deux éléments sont prépondérants. Le premier: tout organisme insuffisamment contrôlé est menacé de ne pas savoir s'adapter aux changements, de ne pas s'autocorriger. Le sentiment que le secret pourrait toujours être opposé aux investigations trop poussées a dû jouer un rôle négatif dans ce sens, tandis que l'autorité politique, gouvernement et Parlement, montrait singulièrement peu de curiosité et peu d'insistance à exercer sa fonction de surveillance.

Un deuxième élément s'y ajoute: la protection de l'Etat est de nature à donner à ceux qui s'y consacrent l'illusion que son caractère quasiment sacré les met, par définition, à côté, sinon au-dessus, des lois qui gouvernent le commun, que la noblesse de la cause justifie *a priori* toutes les façons de faire. Ces dangers nécessairement liés à la protection de l'Etat appellent d'autres précautions que quelques sanctions ou quelques changements à des postes de responsabilité. Ils réclament un changement de mentalité.

La protection de l'Etat est une nécessité que l'on ne peut contester. C'est la servir que de s'assurer que son champ soit suffisamment ouvert, que les risques nouveaux soient reconnus à temps, qu'elle ne recoure pas à des moyens qui contreviennent aux règles de l'Etat démocratique qu'elle a pour première mission de renforcer et de sauvegarder. Il existe, on l'a dit tout à l'heure, une tension fertile entre les exigences de l'efficacité de la défense de l'Etat contre la criminalité, contre les dangers politiques, et les exigences de la légalité de l'action étatique et de la protection de la personnalité. Cette tension est fertile parce qu'elle oblige les agents de l'Etat à la sévérité sur les critères de leurs décisions et de leurs actions et parce qu'elle contribue à prévenir les abus.

Aux craintes de ceux qui voient déjà compromises les activités de sécurité du Ministère public, aux critiques de ceux qui, à l'inverse, préconisent la suppression de ces activités au nom des droits de la personnalité, la réponse doit être la même: redonnons à un contrôle politique suivi et au respect de règles juridiques reconnues leur pleine place! Cela ne remet pas en cause la nécessité de rassembler des informations qui peuvent se révéler sans pertinence mais cela assure que, dans cette hypothèse, ces informations ne seront pas utilisées de façon nuisible. Si nous y parvenons, cela sera un des résultats positifs d'événements qui, pour beaucoup, resteraient sans cela marqués par l'amertume et la défiance.

Frau **Bär:** Vor zehn Monaten, bei Einsetzung der Puk, war mir klar, dass wir vor einer aufwendigen Arbeit stehen. Die Realität und die politische Dimension haben die Vorstellungen aber rasch überholt. Die Untersuchungen wurden für mich zu einem juristischen, zu einem realpolitischen und zu einem psychologischen Intensivkurs. Um so gespannter war ich auf die Reaktionen der Oeffentlichkeit und der Parlamentsmitglieder auf den Bericht.

Einige Schwachstellen und Fehler habe die Puk aufgedeckt, sagen die einen. Die andern sprechen von einem Skandal und denken dabei an die Bundespolizei. Für die grüne Fraktion stimmen beide Aussagen, aber beide zusammen genügen nicht.

National- und Ständerat und Bundesrat stehen vor einer der grossen Bewährungsproben seit Bestehen unseres Bundesstaates. Wir haben eine Vertrauenskrise. In weiten Teilen der Bevölkerung ist das Vertrauen in die staatlichen Institutionen nicht mehr vorhanden. Deshalb müssen wir von einer Krise des Staates sprechen. Die Situation nicht beschönigen zu wollen, ist ein erster Schritt zu ihrer Bewältigung. Kein Krisenbewusstsein entwickeln, hiesse die Krise verschärfen, ebenso wie das mangelnde Unrechtsbewusstsein der Hauptbetroffenen bis zum heutigen Tage die Krise verschärft. Verharmlosende Sprachregelungen sind jetzt fehl am Platz.

Die Versuchung ist gross, nach dieser Debatte zur Tagesordnung überzugehen. Den Fall Kopp als tragischen Einzelfall zu deklarieren und bei der Bundespolizei den Kopf des Chefs zu fordern, sind keine der Situation angepassten Reaktionen. Ja, hier kommt sogar der Verdacht auf, man bringe Personalopfer, um nichts Grundsätzliches ändern zu müssen.

Für die grüne Fraktion gilt heute mehr denn je, was wir im Januar bei Einsetzung der Puk festgehalten haben: Unser ganzes politisches System steht auf dem Prüfstand, oder vielmehr, es sitzt auf der Anklagebank. Die negativen Seiten des vielgerühmten geldsparenden Milizsystems sind offengelegt. Die enge Verflechtung von Politik und Wirtschaft, auf der unser Parlamentssystem basiert, kommt uns jetzt teuer zu stehen; ebenso die fehlende Kontrollkompetenz unseres Parlaments. Angeklagt sind Mentalitäten, ist die Arroganz der Macht, ein mangelndes Demokratieverständnis und ein Mangel an politischer Kultur. Nicht das Telefongespräch von Frau Kopp mit ihrem Mann ist es, das uns erschreckt, es sind die Alltäglichkeit, die geltende Norm, die uns betroffen machen. Es sind die Wertmassstäbe, die auch in den höchsten politischen Behörden als Richtschnur für Handeln oder für Nichthandeln gelten. Anders ausgedrückt: viel Geld, viel Ansehen und Vertrauen, viel Einfluss. Diese Richtschnur verbindet die beiden Teile des Puk-Berichtes, den Teil Rücktritt von Frau Kopp und den Teil Bundesanwaltschaft.

Eine – mit dem volkstümlichen Wort – Geld-stinkt-nicht-Mentalität hat das politische Verhalten jahrelang mitgeprägt. Zum Beispiel das Abschliessen von Pauschalsteuerabkommen mit Leuten, die des Rauschgifthandels verdächtigt sind, zum Beispiel das Gewährenlassen von Firmen, die des Geldwaschens verdächtigt werden, zum Beispiel die zuvorkommende Behandlung der Gebrüder Magharian bei der Uebergabe von gefälschten Banknoten durch Schweizer Banken, aber auch das Nichthinterfragen der Tätigkeiten von Hans W. Kopp durch die Partei seiner Frau – all dies entspringt dieser Haltung.

Wo aber solche Zustände zur politischen Norm gehören, muss nach Hans Saner von strukturellen Zerfallserscheinungen der Demokratie gesprochen werden, ja sogar von Korrumpiertheit des Staates: Korruption nicht im engen strafrechtlichen Sinn und nicht als Verfehlung eines einzelnen Beamten zu seiner persönlichen Bereicherung, sondern als moralische Zerfallserscheinung, als Verletzung der politischen Kultur. Wenn Verantwortung für das Gemeinwohl nicht mehr das oberste Staatsprinzip ist, ist es für unsere Fraktion moralische Pflicht, hier Widerstand zu leisten.

Wie unerträglich, wie doppelbödig und zynisch ein Teil unserer Politik geworden ist, sehen wir drastisch zweihundert Meter von hier entfernt: Auf der Kleinen Schanze spielt sich das Drogenelend von Bern ab. Weitere zweihundert Meter unterhalb des Schänzlis ist die Bundesanwaltschaft, die es bewusst unterlässt, die Achillesferse des Drogenhandels zu treffen, nämlich die Firmen, die des Waschens von Drogengeldern verdächtigt werden.

Schwer wiegen die aufgedeckten Praktiken der politischen Polizei. Sie wiegen um so schwerer, weil niemand dafür die Verantwortung übernehmen wollte oder konnte, und sie wiegen nochmals schwerer, weil der Chef oder die Chefin des EJPD und schlussendlich auch der Gesamtbundesrat für die Definition des Bedrohungsbildes unseres Landes verantwortlich sind.
Die Vorwürfe der Puk treffen nicht nur Frau Kopp, sondern ebenso ihre Vorgänger und die Mitglieder des Bundesrates. Wenn die Theorie der Grundrechte und der politischen Freiheitsrechte des Staates und die Grundrechtspraxis des Staatsschutzes dermassen auseinanderklaffen, muss der Gesamtbundesrat dies verantworten.
Die politische Polizei hat während Jahren Leute und Organisationen zu Staatsfeinden gestempelt, die mit demokratischen Mitteln in diesem Staate etwas verändern wollen. Unsere Demokratie wird ausgerechnet von der Institution ausgehöhlt, die zu ihrem Schutze geschaffen wurde. Die strukturelle Macht entwickelt sich aufs Totalitäre hin, zeigt Mechanismen der Freiheitszerstörung. Abgewehrt werden nicht rechtswidrige Methoden oder gar Gewalt – sonst wäre die Patriotische Front längst ein Begriff bei der Bundespolizei –, abgewehrt werden von der Mehrheitsmeinung abweichende Ideen. Für unsere Fraktion ist aber permanente Machtkritik eine Lebensgrundlage des Rechtsstaates und der Demokratie.
Wenn der Bundesrat sagt, der Staatsschutz arbeite dilettantisch und habe ein Weltbild aus der Zeit des Kalten Krieges, dann ist das nur die halbe Wahrheit, und es ist verharmlosend. Die spezielle Zuwendung der politischen Polizei gilt Frauenorganisationen, Grünen, Linken, Armeekritischen und Friedensorganisationen. Weshalb, so frage ich Sie, fühlen sich die Verteidiger des Status quo bedroht durch Leute und Gruppierungen, die andere Werte in die Gesellschaft und in die Politik einbringen wollen? Offensichtlich haben wir nicht nur eine Armee gegen äussere Feinde, sondern es existiert auch ein Feindbild gegen innen, und auch dagegen wird gerüstet. Anfällig für eine solche Feindbildsuche und anfällig für Angst vor Veränderungen sind meist jene Gesellschaften, die viel moralischer zu sein glauben, als sie sind.
Welches Selbstverständis hat ein Staat, der im Schutze einer selbst deklarierten Geheimsphäre ein Ueberwachungssystem organisiert, um damit zu verhindern, dass sich die Machtverhältnisse je verschieben können? Grundsätzlich hat der Staat aber keine Geheimsphäre; er ist die öffentliche Angelegenheit schlechthin. Wie die Demokratie vom Wettstreit der verschiedenen politischen Ideen lebt, so lebt er auch von der öffentlichen Kontrolle. Wie Kritik im Staate notwendig ist, so ist Kontrolle notwendig.
Die grüne Fraktion fordert deshalb eine ständige, uneingeschränkte parlamentarische Kontrolle der Bundesanwaltschaft. Ebenso verlangen wir, dass alle Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkte Einsicht in ihre Akten erhalten und dass diese anschliessend vernichtet werden. Es gilt jetzt, von heute an, die Grundlage zu schaffen, auf der das Vertrauen der Bevölkerung wiederaufgebaut werden kann. Das heisst für uns, selbstkritisch zu den Fehlern stehen; das heisst absolute Offenheit und Transparenz; das heisst ernsthaft nachdenken über die Grundideen unseres Staates und über die ethischen Grundwerte unseres politischen Handelns. Entrüstet sein reicht nicht mehr, und der Wendehals darf nicht zum «Vogel des Jahres» werden.
Eine kurze, aber nicht unwichtige Schlussbemerkung: Das Büro des Nationalrates hatte eine Sternstunde, als es das Präsidium der Kommission bestimmt hat, und die Kommission hatte eine glückliche Hand, als sie die Mitglieder des Sekretariates und die beiden Untersuchungsrichter gewählt hat. *(Beifall)*

Frau **Mauch** Ursula: Möglicherweise diskutiert dieser Rat zum ersten Mal in seiner Geschichte einen Bestseller. Den Inhalt dieses Bestsellers beurteilt die SP-Fraktion als politisches Trauerspiel. Aber dass es den Puk-Bericht in dieser Form gibt, deutet doch auf eine parlamentarische Sternstunde hin.
Die Puk hat unter ihrem Präsidenten Moritz Leuenberger eine ausserordentliche Leistung vollbracht. Die SP-Fraktion bedankt sich dafür, in den Dank eingeschlossen sind alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, welche in den letzten Woche ebenfalls sehr viel mehr als nur einfach ihre Pflicht erfüllt ha ben.
Wenn sich nun die SP-Fraktion sehr kritisch mit den von de Puk aufgedeckten oder auch nur angedeuteten Missstände in Teilen der Bundesverwaltung auseinandersetzt, so ist un selbstverständlich gleichzeitig bewusst, dass überwiegen sehr gut und kompetent gearbeitet wird. Wir möchten unser ziemlich harte Auseinandersetzung – offenbar obliegt es de Frauen in diesem Rat, hart zu diskutieren – mit den Puk-Resu taten keinesfalls als Pauschalabrechnung verstanden wisser Die Puk ist das Resultat von Versäumnissen sowohl des Parla mentes als auch des Bundesrates. Zu Recht stellt denn auch die Puk fest, dass sie sich jenseits der Grenzen des Milizsy stems befand. Dass zusätzlich zur zeitlichen Beanspruchung der Mitglieder auch noch räumliche, personelle und finanzielle Einschränkungen die Arbeit der Puk belasteten, deutet unse res Erachtens darauf hin, dass noch nicht überall in unserem politischen System begriffen worden ist, dass die Aufsichts pflicht des Parlamentes über die staatliche Verwaltung unsere wichtigste Aufgabe ist. Oder dann will sich ein Teil des Staates bewusst vor dem Einblick durch die Volksvertretung schützen und unter keinen Umständen kontrolliert werden.
Eine dieser Dunkelkammern der Nation läuft unter dem Titel «Staatsschutz» und wird offensichtlich von den Insidern zum Teil als Schutz des Staates vor seinen Bürgerinnen und Bürgern verstanden. Die Perversion dieses Schutzzieles hat zwar in Diktaturen rechter und linker Provenienz Tradition. Die SP-Fraktion findet es aber schon erschreckend, dass Missbräuche solcher Art auch bei uns vorkommen. Wir sind doch nicht in der DDR, nur mit umgekehrten Vorzeichen bei den Feindbildern.
Das politisch gravierend einseitige Staatsschutzverständnis, das sich, wie die aufgeführten Beispiele zeigen, für Betroffene zum Teil sehr nachteilig ausgewirkt hat, ist insofern verwerflich, weil es die beruflichen Verhältnisse der betroffenen Personen drastisch beeinträchtigte, und zwar in Einzelfällen völlig grundlos. Wir haben dazu Fragen an den Bundesrat. Wie stellt er sich die Benachrichtigung von jenen Personen vor, welche durch staatsschützerische Umtriebe und Fehlbeurteilung zu Schaden gekommen sind, und wie ist eine Wiedergutmachung möglich?
Wer sorgt dafür, dass die überholten staatsschützerischen Feindbilder der politischen Realität angepasst werden, einer Realität, die sich in den letzten Wochen nochmals sehr dramatisch zuungunsten der im Puk-Bericht umschriebenen Staatsschutzoptik verändert hat?
Wie stellt sich der Bundesrat eine solche Umorientierung ohne personelle Konsequenzen, wie er sagt, praktisch vor, wenn doch nun offensichtlich ist, dass die massgebenden Personen in geradezu heiligem Eifer vorab alles echt oder vermeintlich politisch Linke und Grüne verfolgt haben, ohne zur Kenntnis zu nehmen, dass die Bedrohungen seit Jahren vollständig anders gelagert sind?
Wie konnte es geschehen, dass sogar Drogendelikte einer politischen Wertung durch die Bundesanwaltschaft unterzogen wurden, indem mit grobem Geschütz auf tamilische Asylanten im Drogengeschäft losgegangen wurde – mit entsprechender publizistischer Auswertung –, nicht aber auf Leute, denen es gelang, sich durch Protektion in der Schweiz Respektabilität zu verschaffen oder – wenn Sie wollen – zu kaufen?
Kommt der Bundesrat, nach allem, was jetzt bekannt ist, nicht auch zum Schluss, dass Herr Jacques-André Kaeslin, der diese Lawine auslöste, eine Auszeichnung verdient hat und nicht – als einziger notabene – einen Verweis?
Wir sind überzeugt, dass es dem Bundesrat nicht gelingen wird, den Staatsschutz politisch auf eine neue Basis zu stellen, wenn nicht personelle Umbesetzungen vorgenommen werden. Im Staatsschutz sind unseres Erachtens nur Personen mit einem breit gefächerten und weitblickenden staatspolitischen Verständnis zu plazieren, nicht solche mit einer Dunkelkammermentalität. Wir meinen, dass in einer offenen und demokratischen Gesellschaft generell die Geheimbereiche des Staates auf ein Minimum zu beschränken sind. Wenn man an

die 900 000 Eintragungen in der Registratur der politischen Polizei denkt, wird klar, dass die Quantität enorm viel höher gewertet wird als die Qualität.
Aufgrund von allen Beispielen im Bericht über verfolgte oder eben nicht verfolgte mögliche Delikte, insbesondere im Bereich Drogengeldwäscherei usw., kommen wir sehr dezidiert zum Schluss: Die Grossen lässt man laufen, und die Kleinen hängt man. Da liest man von einer äusserst wohlwollenden Haltung der Behörden bei der Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen an die Shakarchis. Keine kleinen Fische, wie wir wissen, im Gegenteil. Aber da kommt doch die SVP des Kantons Zürich vor ein paar Tagen daher und droht der Justizdirektorin Hedi Lang mit Strafklage, weil sie Fixerräume für die ärmsten Teufel der Drogenszene einrichten will. Was ist zu halten von Banken, welche kofferweise abgeliefertes Falschgeld einfach abgestempelt den Einreichern zurückgeben, jedoch bei Eintreffen von einzelnen Falschnoten sofort die Polizei avisieren? Was ist schliesslich zu halten von Kantonen, welche für in aller Regel dubiose Leute Steuerabkommen mit Niederlassungsbewilligungen koppeln, sich also mit anderen Worten auch auf eine Art kaufen lassen? Wo bleibt da die Steuergerechtigkeit gegenüber ganz gewöhnlichen Steuerzahlern mit Lohnausweis? Aus Sicht der SP-Fraktion muss diese Praxis sehr rasch und gründlich unterbunden werden, denn die Begünstigung ist auch eine Art Korruption.
Zweierlei zu den Sicherheitsüberprüfungen: Erstens befürchten wir, dass die einäugige politische Optik der Sicherheitsüberprüfer sich in vielen, politisch sensitiven Bereichen zwangsläufig fortgepflanzt hat. Ueber die politischen Auswirkungen dieser Fortpflanzung darf spekuliert werden.
Zweitens: Die völlig dilettantische Datenbeschaffung für die Sicherheitsüberprüfungen ist nachgerade jenseits von Gut und Böse. Man könnte lachen, wäre es nicht zum Weinen. Wir meinen, aus dieser Patsche hilft nur ein modernes und vor allem professionalisiertes Datenmanagement. Nochmals: Weniger ist ganz bestimmt mehr. Auf Datenfriedhöfe kann mit Fug und Recht verzichtet werden.
Schliesslich zu Frau alt Bundesrätin Elisabeth Kopp und ihrem Umfeld: Da sind unseres Erachtens politisch-ethische Ueberlegungen wesentlich wichtiger als die strafrechtlich erfassbaren Tatbestände. So stellen wir zum Beispiel fest, dass Herr Kopp ein Jahr vor der Wahl seiner Frau in den Bundesrat in den Verwaltungsrat der damals schon in einschlägigen Kreisen bekannten Firma Shakarchi eintrat - jener Firma, über die wir nach dem Puk-Bericht nun sowohl zuviel als auch zuwenig wissen. Was hat sich die Wahlvorbereitungskommission der Freisinnigen Partei des Kantons Zürich gedacht, als sie dieses Verwaltungsratsmandates von Herrn Kopp gewahr wurde? Nichts?
Nach allem, was nun auf dem Tisch liegt, finden wir es moralisch unerträglich, wenn sich Frau Kopp jetzt als Opfer und nicht als Täterin darzustellen versucht. Aber diese Masche ist im Zürcher Freisinn nicht unbekannt, wie jüngste Beispiele zeigen.
Gravierend finden wir die Tatsache, dass Frau Kopp durch ihren Vertuschungsversuch der berüchtigten Telefongespräche ihren engsten Mitarbeiterstab in einen schweren Loyalitätskonflikt stürzte. Ihre Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter waren nicht frei, so zu handeln, wie es rechtens gewesen wäre. Ein solches Verhalten einer Vorgesetzten ist eine Zumutung.
Vielleicht hängt das Ganze zusammen mit dem eklatanten Mangel an Befangenheit, den Frau Kopp ja gerade jetzt wieder an den Tag legt. Die Arroganz der Macht scheint ungebrochen. Da fällt es denn auch einer ehemaligen Kollegin schwer, Mitgefühl zu empfinden. Ich wollte, es wäre anders.
Das Parlament hat sich auf den Weg gemacht, eine Vertrauenskrise in unserem Staat zu bewältigen. Der Puk-Bericht ist dazu ein erster wichtiger Schritt, ein Anfang und nicht etwa ein Ende.
In diesem Sinne unterstützt die SP-Fraktion alle Anträge der Puk. Wir werden noch folgende Ergänzungen dazu einreichen:
1. Der Untersuchungsauftrag der Puk ist auf andere Geheimbereiche, insbesondere aber auf das EMD auszudehnen.
2. Der Datenschutz im Bereich der Bundesanwaltschaft ist rückwirkend zu gewährleisten und auf die Kantone auszudehnen.
3. Die politische Polizei, soweit ihre Aufgaben nicht Ermittlungen und Verfolgungen strafbarer Handlungen im Bereich der Bundespolizei betreffen, ist abzuschaffen.
4. Die Missbräuche im Bereich von Niederlassungsbewilligungen und Pauschalbesteuerungen von Ausländern sind zu eliminieren.
5. Das Kriegsmaterialgesetz ist auf ausländische Tochterfirmen schweizerischer Unternehmen und Finanzierungsgeschäfte in diesem Bereich auszudehnen.

M. **Jeanneret:** Au moment où s'ouvre ce débat - certainement un des plus importants dans l'histoire de la Confédération - le groupe libéral aimerait d'entrée de cause exprimer sa gratitude à ceux qui ont permis que puisse être proclamé ceci sans aucune équivoque: nous ne vivons pas dans un régime pourri et l'Administration fédérale n'a pas été infiltrée par des organisations criminelles. Nous devons cela d'abord aux faits et les faits ont la tête dure; il n'est pas possible de les solliciter.
Quels que puissent être les regrets de ceux qui se sont acharnés l'an dernier sans réserve sur certaines personnes, la Suisse ne baigne pas dans le scandale. Nous avons ici même, le 31 janvier 1989, déclaré que des faits d'une grande portée étaient survenus dans l'Administration fédérale, qu'ils étaient graves et pourraient apparaître, selon les résultats de l'enquête, comme hautement préjudiciables à la solidité de nos institutions. Le 27 février de cette année, toujours du haut de cette tribune, nous disions que la confiance avait été ébranlée au plus haut niveau de la Confédération et qu'aucun artifice ne devrait être utilisé, qui permettrait de penser que nous ne voulions pas d'abord la restaurer. La mission est désormais accomplie et notre reconnaissance va à ceux grâce auxquels cette confiance est restaurée: d'abord, à ces nombreux collaborateurs de la Confédération qui remplissent jour après jour leur mandat au service du pays et des citoyens avec compétence et honnêteté; ensuite au président, à la vice-présidente, au rapporteur, aux membres de la Commission d'enquête parlementaire dont la ténacité, la clairvoyance et l'engagement ont permis que tout cela soit reconnu et publié.
Le groupe libéral souhaitait un travail rapide, efficace et crédible. Nous l'avons tous désormais sous nos yeux. Ce rapport est de haute qualité quant au fond, ce qui ne gêne point. Il l'est également quant à la présentation et à la systématique. Sa traduction, ce qui n'est point toujours le cas dans cette maison, est même rédigée en bon français, ce qui nous ravi. Ce texte est clair, serein et convaincant. Il aborde avec calme des choses graves sans conclure de manière excessive. Nous apportons d'ores et déjà notre appui aux propositions concrètes qui complètent l'examen des faits. Nous le disons d'autant plus aisément que nous sommes ici aux limites de notre système de milice et que, très probablement, dans aucun autre pays au monde un tel rapport eût pu être rédigé dans de telles circonstances et dans un délai aussi réduit.
Cela étant, notre groupe fera quatre remarques: la première concerne le crédit qui est le nôtre sur le plan international. Nous sommes ici dans une matière qui ne connaît point de frontières et la volonté d'entreprendre doit faire suite aux intentions de collaborer. Nous sommes satisfaits que la commission, à travers le deuxième des postulats, insiste sur le fait que la Suisse doit renforcer son action afin de faciliter les procédures internationales d'entraide judiciaire (la tâche de la Police fédérale est d'autant plus délicate que nous sommes un pays fédéraliste situé au centre de l'Europe et qui entretient des relations très étroites avec tous les Etats de la planète); de même qu'ils doivent mieux coordonner leurs actions avec celles des cantons, les offices fédéraux doivent encore plus s'ouvrir aux collaborations internationales. L'organisation mise sur pied doit satisfaire à cette exigence.
Notre deuxième observation porte sur la fonction, les tâches et la responsabilité du Ministère public fédéral. Il s'agit là pour nous d'une question cardinale. Aucune chasse aux sorcières n'est de mise et il n'est pas question de s'acharner sur le chef de la Police fédérale ou sur tel autre fonctionnaire. En revanche, nous approuvons tout ce qui fera que les structures mises

en place n'autoriseront plus de manques, d'erreurs et d'actes de routine tels qu'ils ont été constatés. La réforme doit être à la fois institutionnelle et pratique; institutionnelle comme le propose la motion 1 et il s'agit, quant à nous, d'un minimum. Nous n'excluons pas l'opportunité de l'élection par l'Assemblée fédérale du procureur de la Confédération, en tant qu'accusateur public. Il doit s'agir là d'une personne au-dessus de tout soupçon dont l'autorité, l'objectivité et les compétences doivent permettre pour les citoyens une confiance sans réserve dans les plus hautes autorités judiciaires du pays. C'est ce qui nous permet d'affirmer avec d'autant plus de netteté qu'un autre collaborateur de la Confédération doit se sentir parfaitement à l'aise dans sa tâche de responsable de la sécurité de l'Etat et que nous devons lui laisser une liberté de manoeuvre sans laquelle il ne saurait assumer ses resppnsabilités. Il n'est pas question pour nous de subir un jour le reproche des générations futures parce que nous aurions affaibli les organes chargés de veiller à la sauvegarde des intérêts vitaux du pays. Mais la réforme doit pourtant aussi être – comme nous l'avons dit – pratique. Il convient d'être rationnel, moderne, sûr et performant. L'instrument doit être celui d'une police de la fin du vingtième siècle. Il doit tout à la fois respecter les droits des citoyens et être à même de remplir sa tâche avec succès, face à des criminels qui, eux, n'hésitent pas à utiliser des moyens d'avant-garde.

Notre troisième remarque porte sur la manière dont la commission a jugé l'attitude de Mme Elisabeth Kopp. Elle l'a fait de manière sévère, lorsque les faits la conduisaient à ce jugement, elle l'a fait de manière mesurée, quand il convient de rappeler son engagement au service du pays. Sa faute de caractère nous apparaît, à la lecture du rapport, – et nous le regrettons vivement – plus grave que nous le préjugions. Par ailleurs, jamais un département n'a été passé dans l'histoire de la Suisse à un crible aussi fin quant à sa gestion et l'exercice est, pour cette dernière, à cet égard, parfaitement réussi.

Enfin, et ce seront les conclusions de notre groupe, nous ne vivons pas une crise de régime. Grâce au fédéralisme, à la décentralisation des compétences, à l'absence de pouvoir personnel, aux limites fixées constamment et partout, à l'action de l'Administration fédérale, la Suisse a bien résisté au manque de discernement d'un de ses hauts magistrats et à la destabilisation qui en fut la conséquence, un moment, au sommet du Département fédéral de justice et police. Ce n'est que si le Parlement exerce régulièrement, partout et en profondeur un contrôle sévère, notamment par les commissions de gestion des deux Chambres, que le système institutionnel peut fonctionner. Or, le peuple nous a appelés pour qu'il fonctionne: il est de notre responsabilité à tous de tirer de cette affaire des conclusions rapides, réelles et constructives.

Reichling: Aus der Tatsache, dass die SVP-Fraktion mich als Sprecher bestimmt hat, obwohl ich Mitglied dieser Untersuchungskommission war, können Sie einen gewissen Hinweis auf die Wertung des Berichtes durch die Fraktion entnehmen. Die Fraktion beantragt Ihnen, vom Bericht Kenntnis zu nehmen.

Sie erwartet speziell vom Bundesrat, dass er rasch und entschlossen die aufgezeigten und notwendigen Reorganisationsmassnahmen durchführe. Sie erwartet aber auch vom Parlament, dass angemessene gesetzgeberische Schritte zur Verbesserung der Situation geprüft werden, um Wiederholungen ähnlicher Vorkommnisse nach Möglichkeit einzudämmen.

Zum Bericht, der sehr umfassend ausgefallen ist, mache ich keine Ergänzungen. Ich möchte einige Wertungen zu Sachverhalten vornehmen. Ich möchte aber doch vorausschicken, dass wir uns wieder bewusst sein müssen, dass diese Untersuchungskommission nach Schwachstellen, Missständen, Vorkommnissen zu suchen hatte, die nicht sein sollten. Dadurch ist die überwiegend positive Arbeit in diesem Departement im Bericht nicht zur Darstellung gelangt. Ich sage dies auch im Hinblick auf Worte, die hier an diesem Pult bereits gesagt wurden. Ich glaube, wir dürfen den Gesamtblick auf unsere Bundesverwaltung nicht durch die Hervorhebung von Fehlern verlieren, die aufgedeckt worden sind.

Ich möchte zuerst einige Worte sagen zur für mich eigentl chen Tragödie, zur Amtszeit von Bundesrätin Elisabeth Kopp Schon der Beginn ihrer Amtszeit wie auch das abrupte End dieser Amtszeit zeigen doch fast überdeutlich, dass eine eng Wechselbeziehung zwischen der Amtsführung eines Behör demitgliedes und der beruflichen oder öffentlichen Tätigkei des Ehegatten oder der Ehegattin nun einfach vorhanden is und in keinem Fall ausgeschaltet werden kann. Eine solch Wechselbeziehung kann die Amtsführung des Behördemit gliedes auch masslos erschweren.

Ich habe – das ist nun eine persönliche Wertung – währenc dieser Untersuchung einen vertieften Einblick auch in die Per sönlichkeit von Bundesrätin Elisabeth Kopp erhalten, und ich bin zum Schluss gekommen, dass in ihr ein fast andauernder Verdrängungsprozess gegenüber einem ihr selbst unange nehmen Umfeld stattgefunden hat, ein Verdrängungsprozess, der sie in ihrer Amtstätigkeit wahrscheinlich stark behinder hat.

Auch die Gespräche mit den verschiedenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern im Departement haben das Bild hinterlassen, dass sich viele einer schweren Belastung ausgesetzt sahen zufolge eines Konfliktes zwischen der Loyalität zur geschätzten Chefin, den Interessen des Departementes und des Staates schlechthin.

Die unaufhörlichen Presseaktivitäten um die Person des Dr. H. W. Kopp haben die Departementsvorsteherin und die Mitarbeiter belastet und die Zusammenarbeit in diesem Departement – wie mir scheint – in ungebührlichem Masse erschwert.

Es wäre tragisch, wenn gerade dieser Zwiespalt der Interessen Ausgangspunkt und Ursache von Fehlleistungen und Unterlassungen gewesen wäre, welche die Puk zu berechtigter Kritik veranlassen mussten. Besonders fatal wäre es, wenn aus diesem inneren Loyalitätskonflikt heraus an und für sich pflichtbewusste Beamte eine Schuld auf sich geladen hätten, die von uns gerügt, eventuell von anderer Stelle sogar bestraft werden müsste. Ich möchte damit die Feststellungen der Puk in keiner Art und Weise beschönigen oder verharmlosen, ich möchte nur auf dieses menschliche Problem hinweisen.

Es scheint mir für uns alle bedenkenswert zu sein, dass die zuständige freisinnige Fraktion, trotz angeordneter Vorprüfung durch ein kompetentes Mitglied, das Risiko des Wahlvorschlages und die darin versteckten Gefahren für die Mandatsinhaberin selbst, für ihre Familie, für das Ansehen unseres Bundesrates und für das Ansehen unseres Staates gesamthaft nicht zu erkennen vermochte. Ich bin der Auffassung, dass Vorkehren zur Eindämmung ähnlicher Risiken im heutigen Zeitalter, wo die Berufstätigkeit beider Ehegatten zur Selbstverständlichkeit werden wird und von mir auch unterstützt wird, in Erwägung gezogen werden müssen. Es scheint mir eine Aufgabe der Staatsräson zu sein, sich solcher Verpflichtungen anzunehmen und daraus Schlussfolgerungen zu ziehen, um die Personen selbst, aber auch unser Land vor erkennbaren Risiken zu bewahren.

Einige Worte zur Departementsführung: Wenn die Puk zum Schlusse kommt, Bundesrätin Kopp habe im allgemeinen ihr Departement gut und effizient geführt, so dürfen wir nicht übersehen, dass sich diese Beurteilung im wesentlichen auf die Bewältigung der aktuellen, laufenden Geschäfte in diesem Departement bezieht. Die Kritik der Untersuchungskommission am Bundesanwalt, am Bundespolizeidienst, an den Zentralstellendiensten, am Erkennungsdienst zeigen jedem aufmerksamen Leser des Berichtes aber deutlich, dass neben der Bewältigung der laufenden Geschäfte eine andere, sehr wichtige Führungsaufgabe im Departement lange vor der Aera Kopp offensichtlich zu kurz gekommen ist. Nur in einem sehr engen Aufgabenbereich handelt der Bundesanwalt unabhängig von Direktiven des Departementschefs.

Wenn die Puk feststellt, dass die Widerhandlungen gegen das Betäubungsmittelgesetz seit Mitte der siebziger Jahre – durch Zahlen belegt – geradezu eskalierten, auch das organisierte Verbrechen seit den siebziger Jahren neue Formen angenommen hat, dass seit Anfang der achtziger Jahre sich die Hinweise über Beziehungen zwischen dem organisierten Verbrechen und in der Schweiz ansässigen Bankinstituten häuften,

ohne dass beim Bund wie auch bei den betroffenen Kantonen ernsthafte Abwehrmassnahmen getroffen wurden, scheint es mir leichtfertig zu sein, die Schuld dafür nun allein den zuständigen Chefbeamten zuzuschieben.
Ich müsste mich täuschen, wenn nicht alle Beamten, gleich welcher Stufe, ihre Prioritäten dort setzen würden, wo die Vorgesetzten das grösste Gewicht setzen. Wenn die Bundesanwaltschaft ihre eigenen und kantonale Kräfte des Staatsschutzes beispielsweise auf ein falsches, überholtes Bedrohungsbild ansetzen, dann liegt für mich die Verantwortung beim zuständigen Departementschef, bezüglich der Bedrohung des Staates als solchem aber ganz sicher auch beim gesamten Bundesrat.
In diesem Aufgabenbereich des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes hatte Frau Kopp berufene Vorgänger, wovon einer während vielen Amtsjahren und verbunden mit der Anstellung von Bundesanwalt Gerber auch noch heute mit in die Verantwortung einbezogen werden muss. Auch die grosse Zahl der berühmten Fichen wurde weit vor Amtsantritt von Bundesrätin Kopp angelegt. Ich vermute auch diejenige von Herrn Bundesrat Koller. Er hat es selbst in der Hand zu überprüfen, in welcher Aera er zu seinem Dokument gekommen ist.
Ich möchte aber hierzu auch sagen: Wenn wir den Kampf gegen den Drogenhandel, gegen die Geldwäscherei ernsthaft aufnehmen wollen und wenn wir uns beklagen, dass die Schweiz in zu starkem Ausmass von ausländischen Diensten abhängig ist, um diesen Kampf effizient zu führen, dann wird das Dossier wahrscheinlich nicht kleiner, sondern möglicherweise grösser werden; wir werden selbst über alle diese Informationen verfügen müssen, die wir uns heute dank der Zusammenarbeit mit amerikanischen Diensten ganz einfach beschaffen können. Wir müssen diese beiden Aspekte sehen. Die Zahl allein sagt uns hier nichts aus.
In gleicher Weise wäre es auch billig, die Verantwortung für die fehlende Initiative im Bereich des Drogenhandels und der Geldwäscherei allein dem Bundesanwalt anzulasten. Bundesrätin Kopp war offenbar die erste Departementsvorsteherin, welche eigene Impulse gab, um diesen Deliktbereich ernsthaft in Angriff zu nehmen.
Wir können aber auch dem Bundesrat nicht die Alleinverantwortung zuschieben. Die Empörung im Volk, die Empörung auch hier im Parlament über die Gleichgültigkeit gegenüber den neuen Formen des organisierten Verbrechens muss etwas relativiert werden.
Ich habe mir die Mühe genommen, noch einmal die Berichte der beiden Geschäftsprüfungskommissionen der letzten vier Jahre durchzusehen und die Rapporte, die in diesem Saal erstattet wurden. Die beiden Delikte des Drogenhandels und der Geldwäscherei waren bei Inspektionen und Ueberprüfungen des EJPD durch unsere Geschäftsprüfungskommissionen kein Thema. Wenn wir heute sagen, dass diese Dinge seit Jahren hätten in Angriff genommen werden sollen, wäre es ja vielleicht auch an uns gelegen, auf diese Dinge aufmerksam zu machen. Es handelt sich nicht nur um fehlende Kompetenzen, sondern wir müssen feststellen, dass wahrscheinlich auch wir in der Ueberprüfung unserer Verwaltung politische Prioritäten herstellen.
Ich möchte auch hier nichts beschönigen, sondern nur sagen, dass wir alle in den nächsten Jahren die Ueberprüfung der Verwaltung nicht nach politischen Tagesaktualitäten ausrichten dürfen, sondern vermehrt die zukünftigen Bedürfnisse ins Auge fassen sollten; dass hier unsere Verwaltung auch prioritätsgerecht überprüft wird.
Aus dieser Beurteilung heraus komme ich zum Schluss – und die SVP-Fraktion teilt diese Auffassung –, dass es nun nicht darum geht, Chefbeamte zu verunglimpfen, Köpfe zu fordern, sondern wir sind der Auffassung, dass die eingetretenen Fehler korrigierbar sind. Wir erwarten vom Bundesrat und, wo nötig, vom Parlament, dass die richtigen Dinge vorgekehrt werden, damit das Vertrauen in unsere Behörden und in unsere Verwaltung nach diesen unangenehmen Ereignissen wieder gefestigt werden kann.
Zu den Vorstössen der Kommission werden wir uns separat äussern.

Le président: M. Reichling était le dernier des porte-parole des groupes. Avant de passer à la discussion et aux interventions personnelles, j'aimerais vous dire que 55 orateurs se sont inscrit à titre individuel – je suis presque en rupture de stock des billets roses – et je vous propose de clore ici la liste des orateurs.

Ordnungsantrag der grünen Fraktion
Alle Vorstösse im Zusammenhang mit der Parlamentarischen Untersuchungskommission sind in der Sondersession im Februar 1990 zu behandeln.

Motion d'ordre du groupe écologiste
Les interventions personnelles afférentes au rapport de la Commission d'enquête parlementaire seront toutes traitées à la session spéciale de février 1990.

Frau **Stocker:** Die grüne Fraktion unterbreitet Ihnen folgenden Ordnungsantrag: Wir möchten Sie dringend bitten, die eingereichten Vorstösse im Zusammenhang mit der parlamentarischen Untersuchung und der Beratung des Berichtes in der nächsten Session – das ist die Sondersession im Februar – zu beraten. Drei Ueberlegungen bringen uns dazu:
1. Die grüne Fraktion hat volles Vertrauen in die Parlamentarische Untersuchungskommission. Sie hat gute Arbeit geleistet, und wir sind überzeugt, dass sie uns auch weiterhin zur Verfügung stehen sollte. Nach Auskunft ihres Präsidenten wird das sicher noch bis Februar der Fall sein.
2. Die ganze parlamentarische Debatte, die wir hier in den nächsten Stunden führen werden, wird begleitet sein von Vorschlägen, von Fragen, von Anträgen, wie Reorganisationen an die Hand genommen werden könnten. Es ist uns ein dringendes Anliegen, dass diese Anträge, Vorschläge, Motionen, Initiativen möglichst rasch, kompetent und im Lichte der Parlamentarischen Untersuchungskommission beraten werden könnten.
3. Die Bevölkerung verfolgt aufmerksam, was wir, das Parlament, vorkehren werden, um diese Vertrauenskrise in den Griff zu bekommen. Wir Parlamentarierinnen und Parlamentarier sind – bei allem Respekt vor unseren Pendenzen, bei allem Respekt vor der grossen Traktandenliste für die Februarsession – nun wirklich aufgerufen, die erste Priorität auf die Vertrauensbildung zwischen Parlament, Behörden und Volk zu setzen.
In diesem Sinn bitte ich Sie im Auftrag meiner Fraktion, unserem Ordnungsantrag zuzustimmen und damit ein Zeichen zu setzen, dass es uns ernst ist, jetzt zu handeln.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Stocker	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

M. **Ziegler:** Tout d'abord, j'aimerais remercier la commission, son président ainsi que tous les membres qui ont accompli un travail remarquable qui entrera dans l'histoire. J'exprime aussi beaucoup de gratitude à la presse. Le «Watergate» n'a été mis à jour que par deux journalistes, Bernstein et Woodward, alors qu'il y en a peut-être cinq ou six, de l'«Hebdo» notamment et de plusieurs journaux de Suisse allemande et de Suisse romande, qui ont fait un travail essentiel. Sans le travail de la presse, nous ne serions pas ici à débattre d'un des plus profonds et plus grands scandales qui ont eu lieu dans ce pays depuis 50 ans. Ma gratitude va également à l'encontre de la Drug Enforcement Administration américaine, pour tous ses agents, pour son résident ici à Berne, M. Peter Nies, qui ont été les seuls jusqu'ici à réellement traquer les trafiquants internationaux de drogue et leurs financiers.
Je ferai des propositions plus tard. Je veux simplement m'adresser au Conseil fédéral. Il y a un certain nombre de mesures qu'il peut prendre immédiatenent et par lesquelles il peut prouver sa bonne foi, sa détermination.
Je me permets de poser une première question: est-ce que, à partir de maintenant, les enquêtes judiciaires que M. Gerber a bloquées et que ses fonctionnaires ont demandées contre les

financiers et trafiquants de drogue, dénoncés à partir de la page 123 de ce rapport, contre l'ensemble des sociétés ici nommées: la Mirelis SA de Genève, la Shakarchi Trading SA de Zurich, la Mecattaf SA de Zurich, est-ce que ces enquêtes vont avoir lieu? Je remercie d'avance de la réponse.
Deuxième question: les privilèges douaniers que ces sociétés ont obtenus jusqu'à maintenant – la Shakarchi Trading SA qui, probablement, a trafiqué de l'argent provenant de la drogue mais également la drogue elle-même, qui a pu amener ses camions directement sur le tarmac de Zurich, la Mirelis qui peut amener directement ses camions sur le tarmac de Cointrin – vont-ils cesser? Il suffirait d'un simple ordre donné par le Conseil fédéral.
Troisième question: ne va-t-on cesser d'accepter, à l'intention des ambassades de Suisse, des recommandations des grandes banques, comme c'était le cas jusqu'à maintenant, pour accorder un traitement de faveur (c'est-à-dire des visas non demandés dans les pays d'origine mais dans des pays tiers) à des courriers de devises et d'argent sale? Le Conseil fédéral doit mettre fin à cette pratique.
Quatrième question: des conséquences personnelles vont-elles être enfin tirées? Il me semble impossible que M. Huber, chef de la Police fédérale et en même temps chef de la sécurité militaire, puisse rester en place après ce que nous lisons sur ses agissements. Il me semble impossible que M. Rudolf Wyss, chef du bureau central de police, puisse rester en place après ce que nous apprenons à son sujet dans ce rapport. Par contre, vous avez donné un blâme au seul témoin courageux, au seul fonctionnaire qui a réellement travaillé d'arrache-pied en prenant de grands risques pour sa personne et sa carrière, M. Jacques-André Kaeslin. Allez-vous le réhabiliter après la lecture de ce rapport?
La cinquième et dernière question que je me permets de poser est la suivante: elle concerne les fameuses fiches. J'ai été soulagé de voir que j'étais moi aussi fiché. J'en ai reçu la confirmation hier. Mais, on me dit que l'on ne peut pas me communiquer cette fiche parce que des intérêts de tiers sont en jeu, des intérêts de dénonciateurs bien sûr! Quand la Police fédérale établit d'une façon tellement lamentable et grotesque ses fiches, ses fichiers – quelques exemples en sont donnés ici – eh bien, cela m'énerve en temps que contribuable, que de payer de l'argent pour des imbécillités pareilles! Mais quand j'apprends dans les couloirs du Palais fédéral que cette même police politique a acheté des fichiers entiers à des organisations d'espions privées qui espionnaient et qui continuent probablement d'espionner leurs concitoyens et autres habitants de ce pays, cela ressemble fort à un nouveau scandale. Est-ce que M. Koller, conseiller fédéral, peut nous assurer ce matin que ces rumeurs sont fausses, que la Police fédérale n'a jamais acheté de fiches ou même de fichiers entiers d'organisations privées ou de personnes privées n'ayant rien à voir avec l'Administration fédérale?
Si le Conseil fédéral répond ce matin avec clarté à ces cinq questions parmi beaucoup d'autres et nous promet des mesures immédiates qui sont de sa compétence et ne posent aucun problème de texte, de fondement législatif ou constitutionnel, alors je crois qu'il aura contribué un tout petit peu et très rapidement au rétablissement de la confiance profondément ébranlée du peuple envers ses institutions. Je remercie d'avance M. Koller, conseiller fédéral, de ses réponses.

Oester: In meiner kurzen Stellungnahme namens der EVP-Vertreter unserer Fraktion beschränke ich mich auf zwei Punkte: auf den Staatsschutz und auf die ominösen Steuerabkommen mit vermögenden Ausländern.
Wir gehen davon aus, dass jedes Staatswesen im Rahmen des Staatsschutzes genötigt ist, Beobachtungen anzustellen und vorbeugende Massnahmen gegenüber Handlungen zu treffen, welche die innere oder äussere Sicherheit des Staates gefährden können. Spionage, Terror, Sabotage und andere gefährliche Handlungen sind leider Tatsache. Tatsache ist auch, dass manche Aktivitäten des Staatsschutzes – geheime Nachrichtenbeschaffung, Bespitzelung – als unsympathisch empfunden werden. Das darf aber nicht dazu führen, dass die politische Polizei dem mehr oder weniger freien Ermessen einzelner Beamten überlassen wird.
Staatsschutz ist eine heikle Gratwanderung zwischen Sicherheit und Freiheit mit grossem Absturzrisiko. Gerade deswegen halten wir dafür, dass es Sache der Landesregierung als politischer Behörde ist, klare Leitplanken und Vorgaben zu setzen. Nachrichtenbeschaffung ist zwar weitgehend eine technisch-taktische Frage des richtigen Vorgehens, aber die Frage, welche Informationen zu beschaffen sind, hat die verantwortliche Staatsführung zu beantworten. Sie hat den Staatsschutzorganen insbesondere klar zu machen, dass nicht jede Meinungsäusserung, die von der konservativen Mehrheitslinie abweicht, auch staatsgefährdend ist. Sonst kommt es eben soweit, dass bei manchen auch hier im Saal die Frage aufkeimt, ob man unter Staatsschutz eigentlich den Schutz des Staates oder den Schutz des Bürgers vor freiheitsgefährdenden Staatsaktivitäten zu verstehen habe.
In diesem Sinne bedauern wir die vorgekommenen Uebergriffe und Missgriffe der politischen Polizei und erwarten, dass der Bundesrat die sich aufdrängenden Massnahmen ergreifen wird. Wir wollen einen geistig beweglichen Staatsschutz, der seine Aufgabe kompetent und mit dem Weitwinkelobjektiv löst, nicht einen bornierten, einäugigen Staatsschutz, der sich selbst durch Dilettantismus der Lächerlichkeit preisgibt.
Wir halten eine beratende, einer strengen Schweigepflicht unterstehende parlamentarische Kommission als Aufsichtsgremium in Sinne des Vorstosses aus unserer Fraktion für sinnvoll und hilfreich, insbesondere im Hinblick auf die Schaffung von Vertrauen hier in den Räten, aber auch im Volk.
Zu den im Abschnitt über das Bundesamt für Ausländerfragen angesprochenen Steuerabkommen in aller Kürze nur soviel: Aufgescheucht durch verschiedene Pressemeldungen habe ich Anfang März 1986, also vor mehr als dreieinhalb Jahren, eine Interpellation eingereicht und dem Bundesrat unter anderem die Frage gestellt: «Stimmt es, dass gewisse Kantone sich gegenseitig mit eigentlichen Dumping-Steuerpauschalen zugunsten schwerreicher Ausländer geradezu überbieten? Wenn ja: Wie lässt sich eine derartige Praxis mit dem Prinzip der Rechtsgleichheit nach Artikel 4 der Bundesverfassung vereinbaren?»
Zur Begründung dieser Frage führte ich aus: «Das Aergernis besteht darin, dass schwerreichen ausländischen Stars und Angehörigen des Big Business in manchen Kantonen eine Wohnsitznahme ermöglicht wird, obwohl in den meisten Fällen von der Verlegung des Mittelpunktes der Lebensverhältnisse in die Schweiz keine Rede sein kann. Mit lächerlich niedrigen Steuerpauschalen können sich diese Steuerflüchtlinge den gesetzlichen Fiskalabgaben ihres Herkunftslandes entziehen und erst noch die schweizerische Steuergesetzgebung unterlaufen. Diese Praktiken sind dem guten Ruf unseres Landes abträglich und überdies eines Rechtsstaates unwürdig. Sie verletzen das gesunde Rechtsempfinden und sind geeignet, den Glauben an Recht und Gerechtigkeit im Staat zu erschüttern.» Die Antwort ist leider mit Rücksicht auf die Praktiken in gewissen Kantonen verharmlosend ausgefallen.
Aufgrund der Feststellungen der Puk, die meine damaligen Aussagen erhärten, ersuche ich den Bundesrat, bei den in Frage stehenden Kantonen energisch zu intervenieren, um auch in diesem Bereich saubere, rechtsstaatliche Verhältnisse herzustellen.

M. **Pidoux:** J'aimerais prendre la parole au nom de ceux qui refusent de brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier. Peut-être sommes nous encore quelques-uns dans cette salle à garder la mesure. C'est le privilège d'un homme libre de ne pas hurler avec les loups. La Commission d'enquête parlementaire me paraît avoir remarquablement travaillé. Son rapport est inspiré par l'honnêteté intellectuelle, il ne dérape pas d'une manière partisane et je suis prêt à suivre ses motions et postulats.
Rappelez-vous, chers collègues, l'atmosphère qui empoisonnait cet immeuble l'année dernière: notre pays était pourri; la mafia s'était infiltrée dans les rouages essentiels de l'Etat, le procureur général de la Confédération réprimait avec un

laxisme coupable le trafic de drogue et faisait preuve de complaisance envers le crime organisé; une conseillère fédérale détruisait des documents, son mari était devenu le huitième conseiller fédéral. En sorte que certains commentateurs parlaient d'une crise de régime.
Or, si la commission parlementaire relève les erreurs qui ont été commises, le roman noir – qui comprenait meurtre et chantage – reste un excès d'imagination de quelques esprits à l'invention malsaine. Les choses sont ainsi faites que ceux qui susurraient les pires soupçons ne seront pas punis. Ceux qui ont sali de hauts fonctionnaires et des magistrats passeront entre les gouttes. Beaumarchais avait raison: «Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose!»
Une femme a lourdement payé. Aurait-on puni un homme de la même manière? Il est certain que le fameux coup de téléphone du 27 octobre 1988 d'une ministre à son mari est une erreur politique. Constitue-t-il une faute entraînant une sanction? Cela sera au Tribunal fédéral de le déterminer dans un procès pénal.
Mais la vieille règle de l'exécutif qui veut que dans une démocratie la vérité est toujours la moins dommageable et qu'elle est indispensable au gouvernement collégial, cette règle-là sort renforcée de cette épreuve et je ne m'en plaindrai pas.
Aussi, avec lucidité et j'espère quelque dignité, aimerais-je exprimer mon regret qu'un magistrat n'ait pas choisi à temps entre son mari et les devoirs de sa charge et ma satisfaction que notre pays ne soit pas corrompu et que nos institutions démocratiques aient bien fonctionné.

Rychen: Zuerst möchte ich der Puk für ihre gute Arbeit danken. Der ausführliche Bericht hat mich sehr nachdenklich gestimmt, insbesondere im Bereich Bundesanwaltschaft, Staatsschutz.
Fragen wir nach den Gründen, wie es überhaupt zu den verschiedenen Missständen kommen konnte, so wird für mich eines ganz deutlich: Es wäre niemals so weit gekommen, hätte der Departementsvorsteher des EJPD seine Führungsaufgabe wahrgenommen. Dies war nicht der Fall. Die Schuld ist dabei aber nicht allein Frau Kopp zuzuweisen. Der Mangel an politischer Führung bei den Vorstehern des Departementes geht bis weit in die siebziger Jahre zurück. Auch der Gesamtbundesrat hat sich dem Urteil zu stellen, dass er in diesem Bereich seinem Führungsauftrag nicht nachgekommen ist. Aber richtigerweise wurde hier gesagt, selbst das Parlament müsse sich etwas ankreiden lassen. Für mich ist auf jeden Fall nicht akzeptabel, dass Beamte mit anderen Ländern geheime Verträge abschliessen können, die weder der Departementschef noch der Gesamtbundesrat je gesehen, geschweige denn genehmigt haben.
Im weitern ist gemäss Puk und Bundespräsident Koller bei der Arbeit im Staatsschutz Dilettantismus im Spiel. Dies ist für mich ein gravierender, ein ernst zu nehmender Vorwurf.
Was ist zu tun? Von mir aus gesehen zwei Dinge:
1. Der Staatsschutz muss erhalten bleiben. Er muss allerdings reorganisiert werden. Der Staatsschutz ist trotz der heutigen Vertrauenskrise notwendig. Die Bekämpfung des Terrorismus ist und bleibt nötig. Die Bekämpfung des internationalen und organisierten Verbrechens ist und bleibt nötiger denn je, und schliesslich ist die Bekämpfung der wirtschaftlichen Spionage für unser Land unumgänglich.
2. Das Parlament muss handeln. Wir müssen wirksame Kontrollmechanismen einführen.
Die Puk hat hier wohlüberlegte Vorschläge gemacht, welche einerseits dem Staatsschutz den nötigen Handlungsspielraum belassen, andererseits aber auch den demokratischen Gepflogenheiten entsprechen und eine demokratische Kontrolle ermöglichen.
Für mich ist es unverständlich, dass der Bundesrat nicht alle Puk-Anträge voll übernehmen will. Andererseits stimmt mich auch die Erklärung der grünen Fraktion nachdenklich. In einem Rundumschlag wird zum Beispiel gesagt, unser Staat sei korrupt, und es wird vom Niedergang der Demokratie gesprochen. Diese Uebertreibungen führen zu einer bewusst oder unbewusst gesteuerten Polarisierung im politischen Leben. In der Politik und in unserem Staat geschehen Fehler, aber es ist nicht alles korrupt. Das müsste ich persönlich zurückweisen.
Es ist unsere Aufgabe, Vertrauen zu schaffen und Lösungen zu suchen, diese Lösungen in die Tat umzusetzen und auch zu kontrollieren. Dazu ist der Puk-Bericht meines Erachtens eine sehr seriöse Grundlage.

Bundi: In meinem Votum nehme ich Bezug zum Problemkreis Gewährung von Aufenthaltsbewilligungen an reiche Ausländer, Abschluss von pauschalen Steuerabkommen und damit zusammenhängenden Möglichkeiten zur Umgehung der Lex Furgler.
Der Puk-Bericht hat auf diesen Gebieten eine Reihe von Mängeln zu Tage gefördert. Sie betreffen zum Teil das Oberaufsichtsrecht des Bundes, konkret des Bundesamtes für Ausländerfragen, zum Teil eine nicht mehr tragbare Praxis von verschiedenen Kantonen. Wenn ich diese drei Bereiche nenne, so möchte ich doch darauf hinweisen, dass die darin festgestellten Mängel natürlich bereits in die Zeiten früherer Bundesräte zurückreichen und nicht einfach in die Amtszeit von Bundesrätin Kopp.
Gemäss heute geltendem Recht hat das Bundesamt für Ausländerfragen die Zustimmung zu einer erstmaligen Aufenthaltsbewilligung und zur Verlängerung zu verweigern, wenn gegen den Ausländer etwas Nachteiliges vorliegt, oder es hat eine Verlängerung abzulehnen, wenn der Ausländer den Mittelpunkt seiner Lebensverhältnisse nicht in der Schweiz hat.
Der Puk-Bericht weist auf Beispiele hin, wonach das Bundesamt zum Teil seine Pflicht zur Intervention und Verweigerung nicht wahrgenommen hat. Es wird aber besonders auch hingewiesen auf die Praxis verschiedener Kantone, und in dieser Hinsicht muss man sagen, dass es natürlich überhaupt nicht befriedigen kann, wenn Chefs von kantonalen Fremdenpolizeidiensten nach wiederholter Untersuchung bemerken, es sei ihnen nicht möglich, eindeutig zu sagen, ob der betreffende Ausländer den Mittelpunkt seiner Lebensverhältnisse in der Schweiz habe oder im Ausland.
Von der Möglichkeit der Pauschalbesteuerung von Ausländern machen heute 16 Kantone Gebrauch. Sie tun das im Rahmen des interkantonalen Konkordates über den Ausschluss von Steuerabkommen vom 10. Dezember 1948. Dieses Konkordat möchte also verhindern, dass Steuerabkommen abgeschlossen werden. Gleichzeitig erlaubt es aber Ausnahmen, die manchenorts geradezu zur Regel geworden sind. So können gesetzliche Steuererleichterungen an Ausländer eingeräumt werden, die erstmals in der Schweiz Wohnsitz nehmen und hier keine Erwerbstätigkeit ausüben.
Der Puk-Bericht zeigt auch hier an mehreren Beispielen die negativen Aspekte auf. Er kritisiert die mangelhafte und zurückhaltende Art, in der das Justizdepartement gegenüber dem Ueberschreiten des Ermessenspielraumes durch die Kantone intervenierte und Einsprache erhob. Schon in der Debatte über die Interpellation von Nationalrat Oester 1986 – er hat es vorher in seinem Votum angetönt – wurde der Tatbestand angeprangert, dass in gewissen Kantonen Treuhänder und Anwälte als eigentliche Schlepper tätig sind, indem sie nicht zuletzt gegen recht hohe Geldbeträge für reiche Ausländer, meist Steuerflüchtlinge, Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligungen beschaffen.
Ein umstrittener Wohnsitz führt nicht selten, vor allem wenn er rein fiktiv oder dem Scheine nach besteht, auch zu Konflikten mit der Lex Furgler. Wenn bei nicht gültiger Niederlassungsbewilligung noch der Erwerb von Grundeigentum dazukommt, liegt eine Verletzung des Bundesgesetzes über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland vor.
Wir haben es also teilweise mit einer Kette von direkt oder indirekt zusammenhängenden Vergehen zu tun; die Puk hat insbesondere darauf hingewiesen, dass auch Drogenhandel und Geldschmuggel damit in Verbindung stehen können. So gesehen muss diese ganze Problematik näher überprüft werden.
Die sozialdemokratische Fraktion hat darum ein Postulat eingereicht und bittet, dass diese Angelegenheit gründlich untersucht wird und dass nötigenfalls auch die sich aufdrängenden Gesetzesrevisionen durchgeführt werden. Es ist höchstes

staatspolitisches Gebot, in dieser Materie gründlich Remedur zu schaffen.

Frau **Hafner** Ursula: Ich möchte Ihnen zum Kapitel Sicherheitsüberprüfungen einen Fall zur Kenntnis bringen, der zeigt, wie wichtig die Datenschutzbestimmungen sind, welche die Puk im Bereiche der Bundesanwaltschaft verlangt.
Ein Bewohner meines Kantons arbeitete bei einem Grossunternehmen als Kundenbetreuer für Computerbetriebssysteme. Als sein Vorgesetzter, welcher die Computer der Armee betreute, die Abteilung wechselte, wurde er für diese Betreuung vorgeschlagen. Zu den dazu notwendigen Sicherheitsüberprüfungen erteilte er besten Gewissens seine Zustimmung. Um so grösser war dann seine Ueberraschung, als ihm der Zutritt zu den entsprechenden Anlagen der Armee verweigert wurde. Eine Begründung dafür erhielt er nicht.
Er brachte die Ablehnung vor allem damit in Verbindung, dass er Jurassier ist und sich im Vorfeld der Abstimmung über die Schaffung eines Kantons Jura in Leserbriefen als Separatist hervorgetan hatte. Im Moment der Sicherheitsüberprüfung war die Unabhängigkeit des Juras allerdings seit sechs Jahren vom Volk sanktioniert. Aber der Puk-Bericht macht ja deutlich, dass die Bundesanwaltschaft es unterlässt, überholte Akten zu vernichten.
Der Betroffene wurde in seiner Vermutung dadurch bestärkt, dass ihm schon bei einer früheren Dienstleistung ein militärischer Vorgesetzter mit Misstrauen begegnete, als er erfuhr, dass er Jurassier sei. Jedenfalls wurde ihm nun also ohne Begründung mitgeteilt, die Sicherheitsüberprüfung habe zu einem negativen Ergebnis geführt.
Der Betroffene schrieb mir: «Trotzdem half ich in der Zeit, bis ein 'guter Schweizer' so weit ausgebildet war, dass er die Betreuung der Computer übernehmen konnte, unter besonderen Sicherheitsvorkehrungen aus.» Er erklärte mir dazu mündlich, er habe ein Jahr lang in einer Baracke neben dem Bunker, zu dem er keinen Zutritt hatte, die Computer der Armee betreut und seinen Nachfolger in die Arbeit eingeführt.
Es ist unglaublich, wie willkürlich mit der sogenannten Staatssicherheit umgegangen wird. Entweder ist ein Mann ein Sicherheitsrisiko, und dann ist es fahrlässig, ihm die Betreuung von Armeecomputern und ihren geheimen Daten ein ganzes Jahr lang zu überlassen; oder er ist eben kein Sicherheitsrisiko, und dann geht es nicht an, dass man ihn in seiner beruflichen Karriere behindert.
Der Betroffene schrieb mir dazu weiter: «In der Folge wuchs in mir aber eine Wut auf die Armee, was dadurch bestärkt wurde, dass nach obigem Entscheid mein Weiterkommen in der Firma abrupt beendet wurde, was ich verstehen kann, denn auch ich würde als Lieferant der Armee einen Arbeitnehmer nicht in verantwortungsvolle Positionen befördern, der von der Armee als potentieller Landesverräter qualifiziert wurde. Ich wollte keinen Militärdienst mehr leisten, bis ich zumindest erfahren hätte, warum genau ich abgelehnt wurde.» Er rückte also nicht in den nächsten Ergänzungskurs ein. In der darauffolgenden Untersuchung erhielt auch der militärische Untersuchungsrichter keine Akteneinsicht.
Der Betroffene verlangte eine Unterredung mit dem Chef der Bundespolizei. Die Aussagen von Herrn Huber nennt er einen Cocktail von Informationen aus Daten, die über seine Person gesammelt worden waren. Einige der Daten waren richtig, andere wurden ihm vorenthalten, wieder andere waren falsch.
Der Hauptvorwurf war eine sogenannte Aktion «Giro blau», ein Aufruf, nicht die vorcodierten Einzahlungsscheine zu benutzen, um die Bürokratie in Bewegung zu halten. Der Betroffene beteuerte mir, er habe nie etwas mit einer solchen Aktion zu tun gehabt. Laut Puk wurde der Wahrheitsgehalt zahlreicher Informationen nicht überprüft; oft wurden aus unsicheren Quellen stammende Informationen zu einem späteren Zeitpunkt als Tatsachen dargestellt. Ich bin geneigt zu glauben, dass auch im vorliegenden Fall durch die Weitergabe falscher Daten ein Mann in seinen Persönlichkeitsrechten verletzt wurde.
Lassen Sie mich diesen Mann ein letztes Mal zu Wort kommen: «Ich möchte nicht unbedingt als Dienstverweigerer dastehen. Ich hätte noch sechs Wochen EK zu leisten. Ich stehe zum Recht jeder Gemeinschaft, sich zu verteidigen. Diese Recht hat für mich aber auch das Individuum. Für mich ist e untragbar, dass in einem Staat wie der Schweiz Datensamm lungen über Personen angelegt werden und Betroffenen mi der dubiosen Begründung 'Staatssicherheit' die Einsicht unc damit auch Korrekturmöglichkeiten verweigert werden.» So viel aus seinem Brief vom Januar 1989.
Ich verlange, dass diesem Mann und allen anderen Betroffe nen Einsicht in ihre Akten gewährt wird und dass die Akten dar auf vernichtet werden. Da im geschilderten Fall dem Betroffe nen die Einsicht und das Recht zur Berichtigung verweiger wurde, rückte er auch nicht in den folgenden EK ein. Dafür wurde er zu zwei Monaten Gefängnis verurteilt. Die Schuld für sein getrübtes Verhältnis zur Armee tragen aber zum grössten Teil die Leute, die ihn mit ihrer willkürlichen Auffassung von Staatssicherheit in seiner Ehre gekränkt, in seinen Persönlichkeitsrechten verletzt und in seiner beruflichen Karriere behindert haben. Ich erwarte deshalb auch, dass ihm Gerechtigkeit widerfährt und dass das gegen ihn gefällte Urteil revidiert wird.
Die SP-Fraktion verlangt in einer Motion, dass alle Personen, welchen durch Verwendung von Daten der politischen Polizei wirtschaftliche oder andere Nachteile erwachsen sind, unabhängig von Verjährungsfristen Anspruch auf Wiedergutmachung haben.

Nussbaumer: Die staatspolitische Dimension dieses vorzüglichen Berichtes darf nicht wegen der wichtigen Fragen des Datenschutzes untergehen. Dem Kapitel Geldwäscherei kann entnommen werden, dass man einem Staat auch Schaden zufügen kann durch Unterlassung des Guten oder durch stille Duldung des Bösen.
Als 1985 erstmals von einem Angehörigen der Pizza-Connection ausgesagt wurde, Mohamed Shakarchi habe Drogengelder entgegengenommen, unterblieben weitergehende Abklärungen. Wer hat da die Behörden handlungsunfähig gemacht? Trotz dem Willen der Sachbearbeiter für Zentralstellendienste von Bund und Kanton, aktiv zu werden, schritten weder der Bundesanwalt noch die Strafverfolgungsbehörden des Kantons ein. Wer hemmte da den Eingriff des Rechtsstaates?
Die Puk schreibt in Kapitel 4 Abschnitt 7: «Die enge Beziehung einzelner Beamten zu Shakarchi und die zahlreichen Interventionen zu dessen Gunsten lassen den Schluss zu, es habe wenig Interesse bestanden, die Vorwürfe abzuklären. Offenbar blieb alles untätig, weil der Name des Hans W. Kopp in Handelsregistern auftauchte.»
Für mich steht fest: Hans W. Kopp brachte auf undurchsichtige Art die Behörden zu lethargischer Untätigkeit. Sein raffiniertes Vorgehen wurde durch die Visageschichte, durch willfährige Flughafenpolizeichefs und durch die Schaffung spezieller Abfertigungskanäle für Geldkuriere erleichtert. Alle machte er sich wohlgesinnt. Niemand behinderte ihn. Wer Geld bringt, ist willkommen und beliebt. Hans W. Kopp wurde in Bankenkreisen bewundert. Erst die fortschreitende Gesetzgebung über die Geldwäscherei vermochte aufzuschrecken.
Im Postulat 1 wird richtigerweise verlangt, das Schwergewicht der Bekämpfung des Drogenhandels sei auf die Ebene der Finanzierung zu verlagern. Ich sage es deutlich: Alle, welche an verantwortlicher Stelle gestanden haben und Hans W. Kopp gewähren liessen, haben dem Ansehen der Schweiz grossen Schaden zugefügt. Sie haben sich zudem der passiven Duldung korruptionsähnlicher Handlungen schuldig gemacht. Wäre Elisabeth Kopp eine Solothurner Freisinnige gewesen, hätte die Parteileitung schon bei deren Wahl mit diesem ungleichen Paar «zu Boden gestellt».
Der FDP-Leitung des Kantons Zürich und den darin vertretenen eidgenössischen Parlamentariern kann der Vorwurf nicht erspart werden, sie hätten ihre staatspolitische Verantwortung gegenüber dem Staat und gegenüber ihrer Bundesrätin nicht voll wahrgenommen.

Reimann Fritz: Ich möchte den Mitgliedern, den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Puk gratulieren und danken für ihren Bericht und ihre seriöse Arbeit. Wenn man bedenkt, dass sich die Kommission ausschliesslich aus Vertreterinnen und Ver-

tretern eines Milizparlamentes zusammensetzt, ist es erstaunlich, in welch kurzer Zeit sie uns dieses Werk vorlegt.
Der Bericht ist sowohl in seinem systematischen Aufbau wie in seiner rhetorischen Abfassung ein Meisterwerk. Er ist so geschrieben, dass er auch von Mitbürgerinnen und Mitbürgern ohne akademische Bildung gelesen und verstanden werden kann. Auch die sachliche Darstellung in den Medien ist bei der Bevölkerung gut angekommen.
Ich glaube, die Art und Weise, wie der Fall Kopp durch die Puk behandelt wurde, kann dazu beitragen, das Vertrauen unserer Mitbürgerinnen und Mitbürger in die parlamentarischen Institutionen zu stärken. Wieweit dies der Fall sein wird, hängt weitgehend davon ab, wie wir mit diesem Bericht umgehen, wie wir die Schlussfolgerungen der Untersuchungskommission werten und wieweit wir diesen nachleben. Wenn ich sage wir, dann meine ich sowohl das Parlament wie auch den Bundesrat.
Beim richtigen Durchlesen des Berichtes findet man bestätigt, was viele von uns immer wieder zum Ausdruck brachten: Es geht nicht einfach um Verfehlungen einzelner Personen und Amtsinhaber. Es geht vielmehr um ein Umfeld, in dem sich eine Mentalität breit machen konnte, die solche Verfehlungen fördert. Es ist eine Denkart, mit der versucht wird, Geldwäscherei und Steuerhinterziehung als Gentleman-Delikte abzutun. Falschgeld wird am Bankschalter mit einer höflichen Entschuldigung zurückgegeben, wenn nur die Geldsumme hoch genug ist. Der Bankdirektor kann das in aller Oeffentlichkeit am Bildschirm bestätigen, als ob es sich dabei um die alltäglichste Selbstverständlichkeit handeln würde.
Wir sollten uns nicht wundern, wenn Mitbürgerinnen und Mitbürger, die jeden Tag ihrer Arbeit nachgehen und ihren Lebensunterhalt ehrlich verdienen, uns die Frage stellen, ob man sie eigentlich für dumm verkaufen wolle. Ich glaube deshalb, das Parlament hat richtig gehandelt, als es feststellte, dass dringender Verdacht besteht, dass ein Mitglied der Landesregierung mit diesem Umfeld in Beziehung gebracht wird.
Das Resultat der Puk-Tätigkeit gibt uns Gelegenheit, unsere Situation neu zu überdenken und die notwendigen Massnahmen zu treffen. Enttäuscht hat mich allerdings der Kommentar des Bundesrates vom 24. November zum Puk-Bericht: «Die von der Puk festgestellten Fehler stehen in keinem Verhältnis zu den Vorwürfen, die zur Einsetzung der Puk beigetragen haben.»
Ich möchte deshalb dem Bundesrat folgende Frage stellen:
1. Ist der Bundesrat wirklich der Meinung, es habe kein Anlass bestanden, die Puk einzusetzen?
2. Verdienen nach Meinung des Bundesrates die Vorwürfe, die sich in der Puk-Untersuchung erhärtet haben, das Prädikat «schwerwiegend» nicht?
3. Ist es nicht etwas voreilig, wenn der Bundesrat kurz nach dem Erscheinen des Puk-Berichtes erklärt, es seien keine personellen Konsequenzen zu ziehen?
Als Nebenprodukt der Puk-Tätigkeit wurde auch das Wirken der Bundespolizei beleuchtet. Dem Bericht ist zu entnehmen, dass schwere Verdachtsfälle unter dem Vorwand der Personalknappheit nicht weiterverfolgt wurden, während man genügend Zeit aufbrachte, um Tausende von unbescholtenen Bürgerinnen und Bürgern zu registrieren und zu observieren, nach dem Grundsatz: Die Kleinen hängt man auf, die Grossen lässt man laufen.
Herr Bundesrat, wir alle hoffen und wünschen und fordern Sie auf, alles zu unternehmen, um diesen schweren Vorwurf von einer Bundesinstitution abzuwenden. Es besteht jedoch die Gefahr und der Verdacht, dass die Situation in einzelnen Kantonen nicht anders ist.
Ich frage Sie deshalb, Herr Bundesrat: Ist der Bundesrat bereit und hat er die Möglichkeit, auf die Kantone einzuwirken, damit entsprechende kantonale Nachrichtendienste unter die Lupe genommen werden?

Pini: Un anno fa, di questi tempi grigi di novembre, si scopriva lentamente il coperchio di un pentolone i cui vapori tutt'ora ancora aleggiano e riempiono in maniera preoccupante la sala dei nostri dibattiti.
Avevo per primo denunciato all'att. del procuratore della Confederazione e del Consiglio federale delle pratiche che ritenevo scorrette da parte della polizia federale abituata, come lo conferma questo eccellente rapporto, a confondere la sicurezza dello Stato con l'esercizio di «questurinaggio» di quart'ordine.
Allora quella mia denuncia sollevò critiche, e anche dileggi, nei miei confronti.
Oggi, tristemente, devo constatare che le mie preoccupazioni erano inferiori rispetto a quanto è emerso nel rapporto della commissione d'inchiesta parlamentare.
Cito a pagina 232 – «Apprezzamento generale» – questa considerazione: «Il nostro stato non si definisce unicamente attraverso le sue frontiere territoriali, ma esso fonda la sua legittimità su delle libertà inidviduali di cui ne è il garante per ogni cittadina e per ogni cittadino. Questi diritti fondamentali sono stati messi in pericolo a causa della debolezza della direzione e della gestione in seno al ministero pubblico federale e dei cattivi orientamenti nell'esecuzione dei compiti generali di polizia. Sono emerse delle minacce malamente valutate e in parte superate unitamente ad una ‹colletta› di dati insufficienti dei quali, oltretutto, se ne è fatto un uso scorretto ....»
Per chi ha l'onore di rivolgere a voi le proprie considerazioni, ritengo sufficiente questa citazione a pagina 232 del rapporto che vi ho tradotto, per accendere tutta la nostra preoccupata attenzione e tutta la nostra collaborazione d'intenti con il Consiglio degli Stati e, assieme con il Consiglio federale, per ridare non solo fiducia all'esterno, ma per ridare qualità e correttezza operativa ai compiti del Ministero pubblico della Confederazione da una parte e della polizia federale dall'altra. A giusta ragione il rapporto chiede che il controllo su questa «scatola chiusa», su questo «ministero chiuso» che tale lo fu e lo è nel quadro del Dipartimento di giustizia e polizia, abbia ad essere sostenuto anche dalla vigilanza istituzionalizzata del parlamento.
Condivido questa conclusione ed a me sembra di poter dire, ricordandomi e ricordando a voi la scuola latina che è stata quella dei grandi parlamentari italiani, delle repubbliche che hanno preceduto l'avvento del fascismo, allorquando si faceva un rimpasto ministeriale o quando una crisi di governo interveniva, la sensibilità era quella di tutti i ministri – non è il caso nostro – e di tutti i dirigenti del settore colpito dal rimpasto ministeriale – è il nostro caso – di rimettere a disposizione dell'autorità governativa il loro rispettivo mandato.
Era costume di sensibilità politica e istuzionale. Non si tratta di dare la caccia alle teste dei presunti responsabili in seno al ministero della Confederazione – già il procuratore è partito – o in seno alla polizia federale – il capo rimane! –. Voglio unicamente dire che tale sensibilità vorrebbe che i responsabili dei settori che sono stati al centro di critiche dirette e gravi da parte della commissione, mettessero a disposizione il loro mandato per permettere al governo di riprendere la priorità e il primato della sua competenza, senza alcun ostacolo nel procedere in questa salutare revisione.

Portmann: Staatsschutz ist Verfassungsschutz. Verfassungsschutz ist in unserem Land Bürgerrechtsschutz.
Unsere Untersuchungskommission meint, die Bundespolizei betreibe den Staatsschutz in einem Minenfeld. Auf der einen Seite müsse sie die Sicherheit unserer Staatsgemeinschaft schützen und auf der anderen Seite die Freiheit des Bürgers vor unserem Staat. Der Widerspruch springt in die Augen, aber die Demokratie wird diesen Widerspruch nicht los. Kommt es zum Konflikt, haben wir zuerst die Gemeinschaft zu schützen und dann die Freiheit des Einzelnen. Diese sinnvolle Hierarchie der Werte dürfen wir nicht stürzen.
Einige ehrenwerte Mitbürger meinen, das, was unsere politische Polizei zum Schutze unserer Staatsgemeinschaft betreibe, sei grundsätzlich Schnüffelei. Sie sagen, wenn die DDR den Staatssicherheitsdienst abschaffe, könnten auch wir unsere politische Polizei auflösen. Das ist zu kurz gedacht, und der Vergleich ist verquer. Die Abklärung über Personen ist bei uns nicht zur allgegenwärtigen Kontrolle der Bürger verkommen. Uns dienen 90 Beamte. Die DDR hält sich 15 000 hauptamtliche Staatssicherheitsdienstler und 150 000 Informanten. Diese haben mit 900 Mitarbeitern der Residentur des sowjeti-

schen Staatssicherheitsdienstes zusammenzuarbeiten. Die politische Polizei sichert bei uns keine Macht und schaltet keine Opposition aus.
Wenn die ostdeutsche Schriftstellerin Christa Wolf vor einem Monat auf dem Berliner Alexanderplatz gerufen hat: «Rechtssicherheit spart Staatssicherheit», dann verlangte sie nach dem Rechtsstaat, nach seiner Rechtssicherheit. Wir haben beides, solange wir es schützen. Unseren Staatsschutz abzuschaffen, wäre kein Akt politischer Klugheit. Schon die Ueberzeichnung seiner Fehler ist bedenkliche Unsorgfalt.
Unsere Kommission erklärt, im Staat, in dem das Volk regiere, müsse der Bürger jede öffentliche Tätigkeit durchschauen können. Er müsse die Gewissheit haben, dass Führung und Kontrolle vorhanden seien. Nur das schaffe Vertrauen und Sicherheit. Das ist der Punkt: Transparenz, Führung und Kontrolle der politischen Polizei. Das kann aber nicht heissen, auf die Vertraulichkeit zu verzichten. Auf sie ist auch die offene Gesellschaft angewiesen. Kontrolle durch das Parlament ist aber angebracht.
Die schwerwiegenden Mängel, die unsere Kommission bei der politischen Polizei ausgemacht hat, haben sich nicht wegen der Vertraulichkeit eingestellt. Die Mannschaft war führungs- und kompetenzlos.
In unserem föderalistischen Staat wird die politische Polizei auch von den Kantonen geführt. Vor zehn Jahren haben wir eine Straffung über eine Bundessicherheitspolizei versucht. Wir scheiterten am Misstrauen unserer Mitbürger. So, wie das international organisierte Verbrechen unser Land heute missbraucht, haben wir uns diese Straffung noch einmal zu überlegen, denn wir brauchen nicht weniger Staatsschutz, sondern wirksameren Staatsschutz – als Bürgerschutz.

Sager: Der Bundespolizei, die mit wenig Personal und bescheidenen Mitteln arbeiten muss und für ihre Wirksamkeit auch internationales Lob geerntet hat, werden jetzt Vorwürfe gemacht. Die Aufgabe der Bundespolizei ist der Schutz unseres Staates vor äusseren und inneren Gefahren, und zwar im Bereiche terroristischer Umtriebe, politischer Gefährdungen, des organisierten Verbrechens, der Drogenbekämpfung, um nur einige wenige zu nennen.
Weil es dabei um das frühzeitige Erkennen und um die Bekämpfung von Vorkehren geht, die auf widerrechtliche Aenderung unseres Rechtsstaates mit Gewalt und ohne Einhaltung der demokratischen Mittel zielen, ist die Bundespolizei auf Prävention ausgerichtet. Dies richtig erkannt zu haben, ist eines der Verdienste der Parlamentarischen Untersuchungskommission.
Diese präventive Aufgabe der Bundespolizei bedeutet, dass sie sich in einer Grauzone bewegen muss, dass sie sich auf Informationen über Personen, Organisationen und Vorkommnisse muss stützen können, auch wenn kein strafrechtlich relevantes Verhalten vorliegt. Dass dies eine heikle Aufgabe ist und auch Fragen des Datenschutzes aufwirft, versteht sich. Hier ist eine Güterabwägung nötig. Sind die Persönlichkeitsrechte des Individuums höher zu bewerten als der Schutz unseres demokratischen Rechtsstaates, der uns allein in unseren individuellen Freiheitsrechten zu schützen vermag?
Der Puk-Bericht verlangt einerseits, dass die Bundespolizei Informationen sammelt, die natürlicherweise ihren Niederschlag in den Personaldaten finden. Andererseits sollen diese Personaldaten beschränkt einsichtig gemacht werden. Das aber würde verhindern, dass künftig Informationen noch frei fliessen und breit gesammelt werden. Das würde den Staatsschutz entscheidend schwächen. So würde die Aufgabe der Bundespolizei auf das Sammeln strafrechtlich relevanter Daten beschränkt. Sie könnte dann nur noch gerichtspolizeiliche Funktionen wahrnehmen, und damit fiele ein Pfeiler unseres Staatsschutzes, nämlich die Prävention.
Die Bundespolizei muss deshalb weiterhin detaillierte, auf den ersten Blick sogar unwichtige Informationen sammeln können, denn weil sie präventiv zu arbeiten hat, kann sie nicht zum voraus beurteilen, ob sich eine Information zu einem späteren Zeitpunkt als nützlich oder gar strafrechtlich relevant erweisen kann. Die Frage ist daher nicht, welche und wieviel Information die Bundespolizei sammelt, sondern wie und warum dies verwendet wird.
Bundespräsident Koller hat versprochen, hier mit seiner Rec ganisation anzusetzen, und das ist richtig. Ich würde mic wohler fühlen, wenn wir ihm mit dieser Bitte, die wir ihm mitg ben, auch noch zu jedem Arbeitstag zehn weitere Arbeitsstu den schenken könnten.
Problematisch ist der Vorwurf der Puk, dass keine genaue Anweisungen bezüglich der konkreten Informationsbescha fung über Personen und Organisationen vorliegen. Diese Vorwurf beruht vielleicht auf einer ungenauen Kenntnis de Staatsschutzes in einem neutralen und föderalistischen Lanc Zum einen sind Meldungen aus dem Felde nötig, um übe haupt Weisungen erteilen zu können, zum anderen sind so che Direktiven zweischneidig, denn wenn sie nicht geheir bleiben, können sie unsere Regierung belasten. Schliesslicl zeigt die Praxis, dass Weisungen problematisch sind. Sie bir den der Bundespolizei die Hände und lassen sie nicht meh flexibel genug auf Veränderungen reagieren.
In der Regel haben die Polizeiorgane von Bund und Kantoner gut gearbeitet. Ausnahmsweise sind Fehler vorgekommen Auf einen Polizisten, der einmal versagt hat, kommen wahr scheinlich deren fünfzig, die unter Opfern Hervorragendes ge leistet haben.
Wenn nur fehlerfreie Kritiker Steine werfen dürften, müsste wohl jeder Steinwurf unterbleiben. Der Politologe Carl J. Friedrich äussert sich in seinem Buch «Pathologie der Politik» so zur Korruption: «Jede korrumpierende Tätigkeit ist zugleich auch ein verräterischer Akt.» Doch fügt er bei: «Wie andere utopische Vorhaben würde auch der Versuch, sie verschwinden zu lassen, die politische Ordnung zerstören und eine autokratische Ordnung entstehen lassen, die wahrscheinlich korrupter wäre als die, an deren Stelle sie getreten ist, und zwar aufgrund der Regel, dass die Korruption mit der Starrheit und Autokratie einer solchen Ordnung zunimmt.»

M. **Borel:** Le rapport de la CEP ne révèle pas le scandale du siècle, mais ce qu'il contient a cependant de quoi nous consterner pour le passé et nous inquiéter pour le présent et le futur.
Il ne s'agit pas, comme certains le disent déjà ouvertement aujourd'hui, d'utiliser le débat de ces prochains jours pour tourner définitivement la page. Il s'agit bien au contraire de constater que le Parlement et le Conseil fédéral n'ont pas été assez vigilants par le passé et d'en déduire que ce rapport de la CEP doit rester ouvert et nous rappeler, Parlement et gouvernement, de rester vigilants en permanence. Mais nous devons disposer des moyens de cette vigilance. Je reste en effet inquiet car il subsiste un climat qui a permis que l'extrémisme de droite ne soit pas considéré comme une menace pour notre Etat de droit, qui a permis que le fait de faire partie de la puissance de l'argent garantisse une immunité, partielle en tout cas, et surtout que la première priorité ne soit pas accordée à la lutte contre le trafic international de la drogue ou le trafic d'armes et d'argent sale qui lui est lié. Prenons l'exemple de Mme Elisabeth Kopp. Elle persiste et signe dans sa protestation d'innocence. L'épais document constitué par ses avocats que nous avons trouvé sur nos pupitres ce matin en est la dernière illustration. Bien sûr, elle est traitée désormais par le monde politique en brebis galeuse, mais ne subsiste-t-il pas de nombreux politiciens qui regrettent intérieurement que cette affaire ait éclaté et qu'elle n'ait pu être étouffée? Je voudrais être persuadé du contraire. Je ne peux que constater que certains parlementaires cherchent à minimiser l'affaire.
Prenons l'exemple de M. Gerber, lorsqu'il était procureur. Une lecture superficielle du rapport de la CEP pourrait simplement amener à penser qu'il n'était pas l'homme juste à la juste place, mais l'asymétrie de son comportement dans les affaires Novosti et Kopp donne un autre éclairage. Dans le cas Novosti, qui s'est ensuite révélé être une baudruche, le Ministère public a réagi avec une extrême vigueur, à la suite de la fuite provenant de l'administration: prise d'empreintes digitales, information immédiate du Conseil fédéral, information régulière par la suite, etc. Dans l'affaire Kopp, en revanche, on tergiverse, on ne prend des mesures que lorsque tout est devenu

public, on renonce à informer le Conseil fédéral. M. Gerber était peut-être manchot, mais il ne l'était pas du bras droit. Je voudrais croire qu'il n'en va pas de même de ce corps important de notre Etat qu'est le Ministère public.
Prenons maintenant l'exemple de M. Gerber aujourd'hui, qui persiste à affirmer, dans ses interviews, que les extrémistes de droite ne représentent pas une menace pour notre Etat de droit. Cet aveuglement incite à se poser la question suivante: M. Gerber n'est-il pas un extrémiste de droite de salon? Je voudrais croire qu'il n'en va pas de même de ce corps important de notre Etat qu'est le Ministère public, car si le procureur est parti, le Ministère public subsiste.
J'approuve les modifications de structure proposées par la CEP, mais il nous faudra aussi et surtout changer l'état d'esprit qui règne dans le Ministère public qui était un Etat dans l'Etat; le Conseil fédéral a toléré cet état de fait. Les chefs de département successifs ont toléré, voire défendu, ce statut d'Etat dans l'Etat. Il faudra beaucoup d'énergie à M. Koller, conseiller fédéral, et à ses successeurs pour que le Ministère public reprenne sa juste place et y demeure.
Il en va également de la responsabilité de l'Assemblée fédérale. L'initiative parlementaire que nous propose la CEP va dans la bonne direction et devrait permettre à un Parlement responsable de ramener le Ministère public dans la bonne voie et de l'y maintenir. C'est l'état d'esprit qui règne au sein de de corps qui doit être modifié. Je reste inquiet et j'espère que vous êtes nombreux à l'être aussi car cela nous permettra de rester vigilants.

Dietrich: Wenn in unserem Land Missstände, Missbräuche zum Vorschein kommen, so laufen die Reaktionen mit grosser Regelmässigkeit in zwei Phasen ab. Phase eins: Es wird geflucht, es wird «ausgerufen». Phase zwei: Es müssen Sündenböcke her. Einmal mehr erleben wir diesen Phasenablauf nach Veröffentlichung des Berichtes. Es wird laut, entrüstet nach Oeffnung von Archiven, Karteien gerufen, und die Jagd auf Beamte ist eröffnet.
Das Grüne Bündnis versteigt sich sogar so weit, den Rücktritt von Bundesrat Koller zu fordern, was ich persönlich als stil- und geschmacklos empfinde. Die Antwort hat dieser Rat heute morgen – Gott sei Dank – gegeben.
Bundesrat Koller hat ein Departement angetreten, in dem die Stimmung vor einem Jahr recht mies war. In der Stadt Bern wohnend, habe ich freundschaftlichen Umgang mit einigen Beamten des Justiz- und Polizeidepartements und weiss, unter welch ungeheurem psychologischem Druck Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des EJPD seit einem Jahr standen und heute noch stehen. Sie tun ihre Arbeit, und die allermeisten tun sie gut, ja ausgezeichnet. Es gibt zahlreiche Kaeslins in diesem Departement. Dafür gebührt diesen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern unser Dank und unsere Anerkennung. Wir sind dankbar zu wissen, dass ihr Chef ihnen das Nobelste geben kann, was ein Chef geben kann, nämlich Schutz und Anerkennung.
Ich habe von zwei Phasen gesprochen, Phase des «Ausrufens», Phase der Jagd auf Sündenböcke. Es ist der parlamentarischen Kommission hoch anzurechnen, dass sie die dritte Phase einleitet, nämlich die Phase des konkreten Handelns, wie wir es besser tun können, und dies in seltener Einstimmigkeit. Im Sinne des «Niemals vergessen» habe ich immerhin beim Vorschlag, es sei zu prüfen, ob eine Zentralstelle zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens einzuführen sei, an die Diskussionen gedacht, die sich seinerzeit um die Busipo drehten. Vielleicht müssen wir die Haltung von damals überdenken, und alle, die sich damals dermassen vehement darauf eingeschossen haben, sollten vielleicht auch dort über die Bücher gehen.
Es ist unserem Staat aufgetragen, alles zu tun, um dem Land Freiheit, Sicherheit, Frieden, Gerechtigkeit zu erhalten und nach bestem Wissen und Können zu verwirklichen. Dass wir dabei diesen Staat schützen müssen vor Verbrechen, vor Kriegshandlungen, vor Terror, darin sind wir uns alle einig. Dabei werden wir nie darum herumkommen, mit den übrigen Freiheiten des einzelnen behutsam umzugehen und die Grenzen so zu setzen, wie sie eben zum Wohl des Ganzen gesetzt sein müssen. Ausserdem müssen wir seine Freiheit auch gegenüber dem Staat schützen. Das Problem ist wahrscheinlich uralt.
In seinen Briefen hat sich Paulus vor 2000 Jahren ebenfalls mit der Problematik dieser Freiheiten auseinandergesetzt, und eigentlich möchte ich uns allen, jedermann an seinem Platz, einen Satz zu bedenken geben. Paulus hat gesagt: «Sehet zu, dass eure Freiheit nicht in Verruf gerate.»

Fäh: Ich erlaube mir, obwohl schon sehr viel zur Bundespolizei gesagt worden ist, doch noch zwei, drei Bemerkungen zu machen:
Das Recht auf Meinungsfreiheit sowie das Recht auf Handlungsfreiheit im Rahmen rechtlicher und gesellschaftlicher Normen ist ein Grundelement der liberalen Idee. Wird dieses Recht verletzt, so haben Liberale sensibel zu reagieren.
Vorerst etwas Formelles: Ich glaube, Begriffe wie Staatsschutz und politische Polizei wecken negative Assoziationen. Vielleicht müsste man sich einmal überlegen, ob man diese beiden Begriffe nicht durch andere ersetzen sollte. In diesem Zusammenhang sind auch unpassende Vergleiche mit der DDR beiseite zu lassen.
Zur Sache. Staatsschutz ist zweifellos notwendig. Herr Bundesrat Koller hat die Puk zitiert. Die Puk hat ausgezeichnet formuliert, wie Staatsschutz aussehen soll. Dem habe ich nichts beizufügen.
Innenpolitische Kontrolltätigkeiten und Sicherheitsüberprüfungen haben sich aber – ich betone das nochmals, obwohl es bereits gesagt worden ist – auf diese durch die Puk genau definierten Bereiche zu beschränken. Das Ausüben demokratischer Rechte gehört zu unserem Staat und darf nicht kontrolliert werden. Persönlichkeitsschutz verbietet sachfremde Verwendung von Informationen, wofür Frau Ursula Hafner ein Beispiel angeführt hat. Staatsschutzorgane müssen sich davor hüten, sich lächerlich zu machen. Ostreisende muss man heute nicht mehr kontrollieren, das hat keinen Sinn. Wenn man sich lächerlich macht, läuft man nämlich Gefahr, an Bedeutung zu verlieren.
Die Polizei hat vom Stimmbürger den Auftrag erhalten, für Recht und Ordnung zu sorgen. Die politische Polizei hat vom Bundesrat den Auftrag erhalten, Handlungen, die geeignet sind, die innere und äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft zu gefährden, zu beobachten und zu verhüten. Das sind Aufträge des Gesetzgebers und der Exekutive. Die Polizei hat sich danach zu richten, und wenn sie sich danach richtet, darf man sie nicht «automatisch» kritisieren. Was will ich damit sagen?
Man macht es sich ein bisschen zu einfach, wenn man gewisse Vorwürfe nur auf die Beamten oder auf die Polizei konzentriert. Die Probleme liegen etwas weiter oben. Damit möchte ich nicht sagen, dass ich gewisse Tätigkeiten billige. Aber auf einen Widerspruch möchte ich hinweisen. Herr Früh hat es, wenn ich mich nicht täusche, in seiner Erklärung angeführt.
Die Geschäftsprüfungskommission dieses Rates hat 1988 im November, das war vor einem Jahr, mit aller Deutlichkeit festgehalten, was die politische Polizei macht. Sie hat die Fichen kontrolliert und geschrieben: «Dieses Vorgehen», eben all das, was die politische Polizei macht, «erscheint der GPK zweckmässig, schafft jedoch unter heutigen Verhältnissen einige Probleme.» Sie hat dann aufgeführt, wer alles kontrolliert sei, und sie sagt am Schluss, die Frage der Notwendigkeit dieser Karteikarten falle mit der Frage nach der Konzeption des Auftrages unserer Bundespolizei zusammen; die Kommission habe sich nicht damit auseinandersetzen können, sie beschränke sich daher auf das Anliegen, die Zahl der Karteikarten auf solche mit hinreichender Aktualität zu beschränken.
Warum sage ich das? Aus einem Grund. Ich glaube, wir dürfen bei aller Kritik Verhältnismässigkeit nicht ausser acht lassen. Die Bundespolizei darf kein Staat im Staate sein. Kontrolle und Ueberprüfung sind notwendig, aber sie müssen der aktuellen Situation entsprechen. Der Bundesrat hat entsprechende Weisungen zu erteilen und die Bundespolizei schwergewichtig gegen kriminelle Machenschaften einzusetzen. So haben wir

den Staatsschutz zu verstehen. Ich glaube, dann ist er sinnvoll und angemessen.

Engler: Statt Korruption Dilettantismus, statt Unterwanderung Blindheit, statt bösem Willen Naivität, statt Staat im Staat Dunkelkammer der Nation? Der Skandal ist ein anderer.
Ein Skandal ist es doch, was wir gefunden haben. Daran ändert auch nichts, dass vom persönlichen Verschulden, vom strafrechtlichen Verschulden nicht gesprochen werden kann. Die Ursachen lassen sich nicht einzelnen Personen zuordnen, und es wäre falsch, jetzt im Chef der Bundespolizei das schwarze Schaf zu suchen und den Sündenbock zu finden. Es sind Verantwortlichkeiten, die im institutionellen Bereich liegen, und wir alle haben die Verantwortung zu übernehmen und zu tragen: das Parlament, weil es sich mit einem mangelnden Kontrollrecht begnügte und die Verwaltung gewähren liess; der Bundesrat als Kollegialbehörde, die einzelnen Departementschefs. Sie trifft ebenfalls Verantwortung, weil sie zuviel vertrauten, zuwenig kontrollierten, nicht mitarbeiteten und das Bedrohungsbild nicht regelmässig und konstant der veränderten Situation anpassten; der Bundesanwalt, weil er zur Informationsbeschaffung und Verarbeitung keine klaren Regeln erliess und das Prinzip des Zufalls walten liess. Die Sachbearbeiter an der Front waren sich selbst überlassen, konnten nach Gutdünken, nach eigenem Gesichtspunkt und Blickwinkel Informationen sammeln und speichern. Deshalb enthält die Datei Unwesentliches und Wesentliches, Verwerfliches und Belangloses, Ueberholtes und Brisantes, Richtiges und Falsches in einem wirren Gemisch, ohne klare Trennung. Dies ist zu verbessern.
Die Schuld liegt auch nicht einfach, wie man vermuten könnte, bei der falschen Optik des Kalten Krieges. Ich möchte auch erwähnen, dass die Puk nicht eingesetzt wurde, um zu loben, und deshalb haben wir Fehler klar hervorgehoben und Vorwürfe gemacht. Dies ändert aber nichts daran, dass wir auch viele Bereiche fanden, wo wenig oder keine Fehler vorliegen.
Wir haben Arbeitshypothesen mit Indizien zu bestätigen versucht, jene Hypothesen, die in den Medien vorgeworfen wurden: unsere Gesetzgebung werde von anderen Staaten bestimmt; der Finanzplatz Schweiz werde bewusst zerstört; wir seien Spielball von ausländischen Diensten, die miteinander in Streit lebten; die Untätigkeit der Bundesanwaltschaft sei durch Erpressbarkeit belegt.
Wir haben nach dem achten Bundesrat gesucht, nach dem Mann im Dunkeln, im Verborgenen, der die Fäden in den Händen hält. Wir haben nach dem grossen Plan der Korruption gefahndet. Fazit: In all diesen Bereichen haben wir nichts gefunden.
Dieser Misserfolg, und das darf hier auch gesagt werden, ist eigentlich das positivste Ergebnis vom Ganzen. Es bietet die Möglichkeit, die Vertrauenskrise zu überwinden, und verbietet, von Staatskrise zu sprechen. Was es anzuprangern gilt, was es zu verbessern gilt, liegt nicht im Bereich des Bewussten, sondern im Bereich des Unbewussten; der Befund ist eigentlich nicht Bestechlichkeit, sondern Leichtgläubigkeit. Die These der grossen Naivität, der Häufung von Fehlern aus Unvermögen, sie hat sich bestätigt. Das Fazit ist klar, die Folgen haben wir zu ziehen, mit den Vorschlägen, die wir unterbreitet haben.

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00

Achte Sitzung – Huitième séance

Donnerstag, 7. Dezember 1989, Vormittag
Jeudi 7 décembre 1989, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

89.006

Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen

Evénements survenus au DFJP. Commissions d'enquête parlementaires

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1988 hiervor – Voir page 1988 ci-devant

Rutishauser: Als abtretender GPK-Präsident habe ich das Bedürfnis, zum Puk-Bericht einige Worte zu sagen. Ich möchte erinnern an die Zeit, als es darum ging, ob das Büro die Geschäftsprüfungskommission mit dieser Untersuchung beauftragen soll oder ob eine besondere Parlamentarische Untersuchungskommission eingesetzt werden müsse. Meine damaligen Aeusserungen, die GPK wäre infolge mangelnder Kompetenzen und wegen des notwendigen zeitlichen Aufwandes nicht imstande, eine umfassende Untersuchung durchzuführen, wurden stark kritisiert.
Nachdem der Untersuchungsbericht vorliegt, steht eindeutig fest, dass die Einsetzung einer Puk das einzig Richtige war. Die ausführliche Untersuchung hat Schwachstellen und Fehler aufgedeckt, welche die GPK mangels Kompetenzen nicht hätte feststellen können. Die gründliche Untersuchung der Puk hat aber auch bestätigt, dass einige von der Oeffentlichkeit erhobene Vorwürfe und Vermutungen nicht zutreffen. Der umfassende Bericht ist deshalb auch geeignet, einzelne Personen vor falschen Anschuldigungen und ungerechtfertigten Verdächtigungen zu schützen. Er bestätigt, dass die gezogenen Konsequenzen richtig und notwendig waren, so dass der Fall Elisabeth Kopp als politisch erledigt betrachtet werden kann.
Die Vorschläge der Puk sind aus der Sicht der GPK zu begrüssen. Deren Realisierung ist notwendig, um das Vertrauen in die Institutionen des Bundes und in die parlamentarische Oberaufsicht wiederherzustellen. Dies bedingt aber eine sorgfältige Nachkontrolle, ob die Forderungen der Puk auch erfüllt werden. Wenn die Puk aufgelöst werden wird, wird es Sache der Geschäftsprüfungskommissionen sein, diese Kontrollen durchzuführen. Wir sehen aber heute schon, wo unsere Aufgabe auf Schwierigkeiten stossen könnte. Ich möchte dies an einem Beispiel zeigen:
Die Puk verlangt ausdrücklich auf Seite 215 des Berichtes, dass die Geschäftsprüfungskommissionen kontrollieren sollen, ob die Mängel in der Aktenführung und Aktenablage durch die Bundesanwaltschaft beseitigt werden. Die Geschäftsprüfungskommission hat dazu bereits im Jahre 1988 eine Inspektion durchgeführt. Unsere Forderungen decken sich in der Stossrichtung mit denen der Puk. Sie sind aber weniger konkret, weil den Sektionsmitgliedern nur Einblick in eine eigens hergestellte Mustersammlung gewährt worden ist. Wie der Puk-Bericht auf Seite 186 festhält, hat der Bundesanwalt die Einsichtnahme in allfällige persönliche Dossiers den GPK-Mitgliedern verweigert. Es ist daher anzunehmen, dass wir für die Nachkontrolle eines Teils der Forderungen der Puk auf eine Verstärkung unserer Informationsrechte – wie sie die Puk in ihrer parlamentarischen Initiative verlangt – angewiesen sein werden. Auch wir sind zur Ueberzeugung gelangt, dass für die verfassungsmässige Oberaufsicht des Parlamentes über Regierung und Verwaltung ein verbessertes Instrumentarium erforderlich ist, soll diese Aufgabe erfüllt werden können. Vor allem wenn diese parlamentarische Oberaufsicht durch die GPK – nebst der Aufgabe einer Pendenzenkontrolle über die Entwicklung der Verwaltungspraxis – auch noch ein Instrument der Krisenbewältigung in ausserordentlichen Fällen sein soll, so genügen sowohl die Kompetenzen als auch die Infrastrukturen und die Arbeitsweise der heutigen GPK nicht. Nach unseren Erfahrungen – schon vor dem Fall Kopp – sind die Kompetenzen der GPK in dreierlei Hinsicht ungenügend. Obwohl gesetzlich vorgesehen wehrt sich der Bundesrat gegen die sogenannte laufende Verwaltungskontrolle durch die GPK.
Der Bundesrat verlangt einerseits, dass die GPK Bundesratsakten nur von ihm anfordern kann und nicht von einer untergebenen Stelle, andererseits verweigert er die Herausgabe dann grundsätzlich mit dem Hinweis auf das Kollegialprinzip.
Wie der Fall Maza/Musey gezeigt hat, sind die Kompetenzen der GPK ungenügend, wenn es darum geht, Konflikte zwischen dem Bund und aussenstehenden Instanzen oder Personen zu beurteilen, oder wenn es darum geht, solche Aussenstehende zur Ermittlung der Wahrheit beizuziehen.
Die Behandlung ausserordentlicher Fälle durch die GPK würde daher wesentlich erleichtert, wenn in einem vereinfachten Verfahren einer Delegation beider Geschäftsprüfungskommissionen die Kompetenzen gegeben werden könnten, wie es die Puk mit der parlamentarischen Initiative auf Seite 222 des Berichtes vorschlägt.
Wenn die GPK dieses Vertrauen nicht verdient, so müsste sich das Parlament überlegen, ob es nicht besser wäre, das Wahlverfahren für die GPK-Mitglieder dem Ratsplenum zu übertragen.
Ich bitte Sie im Namen der GPK, der parlamentarischen Initiative der Puk zuzustimmen.

M. **Longet:** Pour résumer en une phrase les conclusions du rapport telles que je les ressens, je dirais que le profil des dangers se concentre sur la gauche, sur les écologistes, sur les féministes, enfin sur tout ce qui bouge, et qu'on fait preuve de laxisme et de complaisance à l'égard d'argent sale et de trafics de toute sorte. C'est comme si on laissait courir les coupables et l'on pourchassait les innocents. Ficher tout ce qui bouge, quelle perversion par rapport à la Suisse de 1848, refuge pour tous les démocrates d'Europe!
Je tiens à m'associer aux félicitations qui ont été formulées à l'égard de la Commission d'enquête parlementaire. C'est grâce à vous, qui avez accompli ce travail exemplaire, que le Parlement n'a pas abdiqué. Il est néanmoins nécessaire de rappeler que la constitution de cette commission, qui permet aujourd'hui d'affirmer que nos institutions possèdent les ressources leur permettant de réagir à ces problèmes, n'allait pas du tout de soi, voici une année encore. Il a fallu se battre pour que cette commission soit mise sur pied et l'on frémit à l'idée que, si on ne l'avait pas constituée, tout cela pourrait continuer sans aucun contrôle.
Nous devons aussi, même si cela ne plaît pas à tous ici, rendre hommage à la presse dont le rôle critique s'est révélé essentiel. La presse a fait son boulot et faire le nôtre, c'est l'enjeu de ce débat.
Je constate toutefois que cette salle compte des forces politiques qui voudraient passer à l'ordre du jour un peu trop vite. M. Guinand, rapporteur de langue française, nous disait hier qu'il n'existait pas de scandale. Certes, il faut être prudent dans l'utilisation des qualificatifs, mais il me semble qu'il y a là un glissement sémantique assez problématique. Si ce que vous avez trouvé en accomplissant votre travail d'enquête, Monsieur Guinand, ne mérite pas ce nom, que vous faut-il alors pour parler de scandale? Nous ne nous en réjouissons évidemment pas, car il est triste d'avoir constaté tant de déri-

ves. Mais il faut appeler un chat un chat et aller jusqu'au bout de la prise de conscience.
En l'occurrence, je voudrais être certain que, derrière la diplomatie calme et souriante du chef du département, se cache en réalité la volonté d'aller jusqu'au bout dans la remise en ordre du ménage de la police fédérale. Je voudrais également être certain que, dans le langage de M. Koller, il y a la fameuse main de fer dans le gant de velours qui est indispensable aujourd'hui.
On ne demande pas nécessairement des têtes, c'est un slogan, mais on ne peut pas sans autres affirmer le contraire, qu'il n'en résultera aucune conséquence personnelle. Des changements de cap fondamentaux devront être opérés. Toutes ces fiches absurdes devront être éliminées et il faudra s'occuper des vrais dangers qui menacent l'Etat, soit actuellement, la montée de l'extrême-droite et la criminalité économique.
A la page 115 du rapport de la Commission d'enquête parlementaire figure la déclaration suivante d'un responsable qui constate l'état de droit actuel: «Celui qui arrive en Suisse avec une valise pleine d'argent peut toujours dire qu'il apporte cette somme pour la mettre à l'abri des autorités fiscales de son pays.» D'après notre droit, c'est légal. Or, si notre Etat est menacé, c'est bien par ce type de comportement. Par conséquent, je me pose la question de savoir si, en ce qui concerne les compétences, le «patchwork» fédéraliste, dans l'exercice de l'application du Code pénal, suffira à parer à cette mafia internationale qui tente de s'infiltrer dans notre pays. Je suis persuadé que l'on devra aussi accorder quelques compétences à la Confédération afin de réprimer les délits économiques, les cantons ne pouvant pas accomplir ce travail tout seuls.
En conclusion, je souhaite que l'on ne ferme pas le dossier aussi vite qu'il a été ouvert, mais qu'il s'en dégage une véritable onde de choc qui nous permettra de retrouver un certain nombre de valeurs et, surtout, la crédibilité. Un lien direct existe entre les débats sur l'argent sale, sur l'Europe et sur l'armée, c'est la question de notre identité. Nous n'avons pas trop de temps pour faire notre glasnost helvétique et retrouver un souffle de vérité.

Frau **Uchtenhagen:** Ich habe vor Jahren mein «Dossier Cincera» eingesehen, und ich wusste nicht mehr, soll ich lachen oder weinen. Das war eine total obstruse Geschichte mit vielen kleinen Bemerkungen, die ich grösstenteils gar nicht verstand. Unter anderem stand darin: «Nationalrätin Uchtenhagen war im Untergrund.» Ich habe dann überlegt, was das Seltsames sein könnte. Und ich habe mich dann erinnert – ich war damals Gemeinderätin und neu gewählte Nationalrätin –, dass ich in Amsterdam ein Praktikum bei sozialen Institutionen absolviert hatte, weil in Zürich das Drogenproblem langsam zunahm. Ich habe also Auffangstationen, Krisenzentren und anderes besucht, auch weil ich ein bisschen wissen wollte, was mein Mann – der sich als Sozialpsychiater ja dieser Fragen auch annehmen musste – zu tun hat. Ich habe also dort gearbeitet.
Ich habe dann einige Referate darüber gehalten und geschildert, wie man in Amsterdam dieses Problem anging, und ich glaube, in irgendeiner Zeitung kam dann statt des Titels meines Referates «Frau Uchtenhagen war im Untergrund». Im Cincera-Archiv stand das aber nicht in Anführungszeichen, sondern ganz nackt dort. Also kein Mensch konnte sich ein klares Bild darüber machen, was das jetzt eigentlich heisst.
Darüber könnte man ja lachen. Ich habe auch gelacht. Das Lachen ist mir aber vergangen, als mein Mann eines Tages kam und sagte: «Wärest Du einverstanden, dass ich meine Chefstelle als Leiter der Sozialpsychiatrie aufgebe? Ich habe für einen Mitarbeiter eine Anstellung beantragt, die mir vom Kanton ohne Angabe der Gründe verweigert worden ist.» Mein Mann fand zuerst, dass er einem Mitarbeiter, bei dem die ganze zukünftige Karriere davon abhängt, ob er in einer öffentlichen Klinik oder Anstalt angestellt wird, sagen müsse, was gegen ihn vorliege. Er bekam zunächst keine Auskunft. Als er dann sagte, dann werde er seine Konsequenzen ziehen, er ruiniere nicht die Karriere eines jungen Menschen, ohne zu wissen, warum, gab man ihm schliesslich Auskunft. Es war eine totale Fehlauskunft: Der betreffende Arzt wohnte im gleichen Haus – oder im Nachbarhaus, ich weiss es nicht einmal mehr – eine sogenannte «linke Kommune», mit der er nicht das ringste zu tun hatte. Aber die Karriere dieses Mannes w wohl erledigt gewesen.
Ich habe dann später auch erlebt, wie solche «Aktennotiz und Gerüchte entstehen. Vor einigen Jahren – Sie können s vorstellen, wann das war – zirkulierten die unsinnigsten rüchte über mich. Da war ich ein emotioneller Haufen, der ler und Tassen umherwarf, eine eiskalte Lady, die über chen ging, mit vielen pikanten Geschichten. Ich habe mich mer gefragt: Woher kommen eigentlich all diese Geschichte Ich habe das später auch herausgefunden.
Ein sehr bekanntes PR-Büro in Zürich hatte einen Dauera trag gegen mich gefasst. Wenn ich im Radio oder Fernseh sprach, wurde sofort interveniert. Wenn ich ein Referat h oder einen Artikel schrieb, wurden Leserbriefe geschrieben diesen Leserbriefen stand in der Regel das Gegenteil dess was ich gesagt hatte, und es wurde mir angekreidet, dass das gesagt hätte, was ich tatsächlich nicht gesagt hatte. Al ich kann ja unmöglich sämtliche Leserbriefe in sämtlichen Z tungen lesen, und es ist auch nicht meine Art, solche Dinge wichtig zu nehmen. Ich liess das also im Raume stehen. I habe erst nachher gemerkt, was das heisst. Eine gan Menge dieser Angaben fanden Sie hier auf Ihren Pulten, als um meine Person ging. Mit anderen Worten: Sie können üb PR-Agenturen falsche Dinge in die Welt setzen. Sie steh dann in einer Zeitung, sie sind schon gedruckt; es sind nur L serbriefe, aber trotzdem sie sind gedruckt und werden unt Umständen wieder abgedruckt. Das geht dann eben in dera tige Archive ein.
Ich glaube, wenn wir das Vertrauen, das jetzt so erschüttert is wiederherstellen wollen, müssen wir alles unternehmen, u hier Ordnung zu schaffen. Ich möchte zunächst einmal Her Bundesrat Koller ganz herzlich danken, dass er durchgegr fen hat, dass er sofort Herrn Haefliger und andere Spezialiste angestellt hat und dass er sich auch bereit erklärt hat, Akter einsicht zu geben.
Nachdem ich gedroht habe, dass ich sämtliche Hebel in Be wegung setzen würde, darf ich heute morgen meine Fiche ar schauen. Ich weiss natürlich, dass da eine ganze Menge Ur sinn darin steht, aber mir geht es nun wirklich ums Prinzip.
Wir kämpften, Herr Bundesrat, seinerzeit beim Telefonabhö ren und Datenschutz auf der gleichen Seite. Für mich ist es ei Grundrecht des Menschen, dass er in einer Demokratie Per sönlichkeitsschutz hat. Eine Demokratie geht zugrunde, wen diese persönlichen Rechte der Menschen nicht geschütz sind. Wir müssen also alles tun, um die Rechtsstaatlichkeit un seres Landes wiederherzustellen.
Ich habe noch eine Bitte: Wenn ich so herumhöre, dann sage mir sehr viele Leute: Was soll ich dieses Dossier einsehen, sie haben ja jetzt unterdessen Zeit, herauszunehmen, was ihner nicht passt, oder Korrekturen anzubringen. Vielleicht könnte Sie noch ein Mittel dagegen finden. In der DDR hat man diese Akten versiegelt. Sie könnten ja zumindest durchsetzen, dass die zuständigen Angestellten und Beamten der Bundesan waltschaft keinen Zugang zu den Dossiers mehr haben, so dass sichergestellt ist, dass die Dossiers nicht verändert wer den. Das würde sehr viel dazu beitragen, das angeschlagene Vertrauen wieder anzuheben. Ich würde Ihnen auch dafür ganz herzlich danken, Herr Bundesrat.

Schmid: Wer den ganzen Ablauf des Trauerspiels rund um die Affäre Kopp verfolgt, dem fallen dabei folgende vier Phasen auf:
1. Die ans Licht geratenen Tatsachen werden vorerst dementiert, entrüstet zurückgewiesen und mit allen Regeln der Kunst vertuscht.
2. Können die Tatsachen nicht weiter geleugnet werden, so gibt man von der eigenen Stellung immer nur so viel preis, als ohnehin nicht mehr zu halten ist. Was man zugibt, wird gleichzeitig verharmlost.
3. Erweist sich die Angelegenheit als nicht so harmlos, wie sie vorerst dargestellt worden ist, dann wird anderen die Schuld in die Schuhe geschoben.
4. Verfängt auch diese Sündenbockmentalität nicht mehr,

dann entschuldigt man sich dafür rein verbal und gebetsmühlenartig, stellt aber sogleich anschliessend wieder Ansprüche, denn schliesslich ist man sich ja keiner Schuld bewusst.
Dieses Abwehrverhalten entspricht einem gängigen Modell in der Politik, insbesondere im engeren und weiteren Umfeld von Frau Kopp. Dank des Berichts der Parlamentarischen Untersuchungskommission wird uns dies nur stärker bewusst. Frau Kopp ist kein Einzelfall, auch wenn man sie nach bewährtem Prinzip dazu stempeln will. Ihr für diese Kreise übliches Verhalten führte bloss nicht zum Erfolg. Eigentlich müssen wir Frau Kopp noch dankbar dafür sein, dass sie nicht so perfekt funktionierte, wie es sich ihr Mann und andere zweifelhafte Hintermänner gewünscht hatten. Die von der Puk zutage geförderten Vorgänge haben uns nämlich die Augen geöffnet für eine bestimmte politische Einstellung, der immer der persönliche Erfolg und das damit verbundene Geschäft über alles gehen und an der letztlich alle Versuche scheitern, die drängenden Probleme unserer Zeit zu lösen. Diese Mentalität ist weit verbreitet und tief verwurzelt. Der Eigennutz ist es, der es verunmöglicht, auch in unseren beiden Kammern notwendige und effiziente Gesetze zu erlassen. Wir haben es eben immer wieder mit Leuten zu tun, denen die materiellen Werte und deren Absicherung für ihre persönliche Zukunft über alles gehen. Der Rest ist für sie wenn nicht Aergernis oder Subversion, so doch lediglich schmückende Beigabe, Alibi oder Heuchelei. Ihr Ehrgeiz erschöpft sich darin, mehr zu scheinen, als zu sein, die Kameraderie der Gruppeninteressen zu pflegen und diesem äusseren Erfolg die innere Glaubwürdigkeit zu opfern, falls überhaupt noch so etwas wie Ehrgefühl vorhanden ist. Festhalten heisst hier die schamlose Devise, handle es sich nun um Geld, um Gruppenegoismus, Feindbilder oder politische Aemter. Gegenüber solchen Leuten müssen wir ein wachsames Auge haben. Sie befinden sich nur so weit in Regierung und Verwaltung selbst, als man sie von aussen her dort erfolgreich hat plazieren können.
Selbstverständlich soll das Parlament mehr Kompetenzen erhalten, um das Personal und die Vorgänge in der Verwaltung besser kontrollieren zu können. Gehen wir aber daran, bestimmte Aemter zu dämonisieren, dann lenken wir unseren Blick wieder weg von jenem Filz, der ganz wo anders am stärksten wuchert. Das könnte gewissen Leuten gerade so passen. Jenen nämlich, die schon jetzt versuchen, sich dadurch vor persönlichem Schaden zu bewahren, indem sie den Skandal auf Frau Kopp und ihre Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter begrenzt haben möchten. Im Grunde wäre es sehr einfach, in relativ kurzer Zeit wieder Glaubwürdigkeit zurückzugewinnen. Nur ist dies zur Zeit in der Politik gar nicht üblich. Ich meine: Statt festzuhalten, einmal loszulassen. Statt abzuwehren, einmal offen zu sein und entgegenzunehmen. Jede Geste in dieser Richtung würde Respekt einflössen. Begangene Fehler haben Konsequenzen, auch Fahrlässigkeiten, sofern sie zur Verschlechterung des politischen Klimas beigetragen haben. Wann endlich sind die Leute aus dem näheren und weiteren Umfeld von Frau Kopp dazu bereit? Oder müssen sie fürchten, wenn das Eis und die Dämme gebrochen sind, von den dadurch ausgelösten Fluten weggespült zu werden? Denn vermag der schöne Schein noch einige Jahre aufrechterhalten zu werden, können wir nur hoffen, dass der Puk-Bericht endlich auch die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger aus ihrer Lethargie wecke. Letztlich haben sie es in der Hand, die personelle und parteipolitische Aenderung so vorzunehmen, dass Politik endlich wieder ihrem Wesen gerecht wird und ihre Repräsentanten sich mehrheitlich dem Allgemeinwohl auf lange Sicht verpflichtet fühlen.

Bonny: Ich kann mich dem Dank an die Puk für die grosse Arbeit anschliessen. Die Vorlagen, die wir hier im Parlament behandeln, sind ja meist politischer oder juristischer Natur.
Was nun den Puk-Bericht auszeichnet, ist, dass er auch eine ethisch-moralische Dimension hat. Das scheint mir gerade in diesem Fragenkomplex enorm wichtig. Nur so konnte nämlich die Puk ihrer vielleicht wichtigsten und edelsten Aufgabe, nämlich der Wiederherstellung des angeschlagenen Vertrauens in Behörden und Teile der Verwaltung, gerecht werden.
Ein zweiter Punkt: Die Bewältigung dieser Reinigungsaufgabe war nötig. Aber bei gründlichen Reinigungen muss man ja bekanntlich aufpassen, dass beim Herausputzen nicht auch die Substanz angegriffen wird. Dieser Gefahr müssen wir uns nun auch beim Puk-Bericht bewusst sein, vor allem im Zusammenhang mit den Anträgen der Kommission.
Ich stehe voll hinter Verbesserungen, hinter der Beseitigung von Missständen, hinter Entflechtungen, hinter der Verhinderung von Interessenkollisionen, aber wir müssen achtgeben, dass wir dabei nicht Institutionen als solche in Frage stellen. Auch in Zukunft braucht unser Land einen Staatsschutz. Auch in Zukunft braucht unser Land eine Bundesanwaltschaft und eine Bundespolizei, und auch in Zukunft – das sage ich vor allem mit Blick auf die parlamentarische Initiative – gilt es, eines der Grundprinzipien für das Funktionieren unseres Staates und unserer Demokratie zu beachten, nämlich das Prinzip der Gewaltenteilung.
Ich komme noch zu einem dritten Punkt: Die Puk hat strenge rechtliche Massstäbe angewandt: dies absolut zu Recht. Sie unterliegt aber auch selber strengen rechtlichen Kriterien. Dabei möchte ich zwei Fragen stellen im Zusammenhang mit zwei Punkten, die mir etwas kritisch scheinen.
Der Bundesrat wirft in seiner schriftlichen Stellungnahme auf Seite 6 die Frage auf, ob den klaren Vorschriften von Artikel 62 und 63 des Geschäftsverkehrsgesetzes – bekanntlich gibt es ja zehn Artikel, Artikel 55 bis 65, welche das Verfahren der Puk regeln – Rechnung getragen wurde. Es geht dabei um die gesetzlichen Akteneinsichtsrechte. Hier wird die Frage aufgeworfen, ob es genügt und den beiden Artikeln Rechnung trägt, wenn die Betroffenen die Vorwürfe in Form von summarischen Zusammenfassungen erfahren – ich habe in einem Fall festgestellt, dass es um einen Brief von knapp zwei Seiten geht.
Wenn man in diesem Punkt auf dem Wege der Interpretation in guten Treuen verschiedener Auffassung sein kann, dann scheinen mir die Verhältnisse in einem andern Punkt eindeutig, aber auch bedenklicher zu sein:
Aufgrund eigener Abklärungen bin ich zum Schluss gekommen, dass der am meisten angeschuldigte Beamte – das ist eindeutig Bundesanwalt Gerber – in der letzten Phase des Verfahrens, im November, rechtsungleich behandelt worden ist.
Worum geht es? Bevor die Puk ihren Bericht veröffentlicht hat, erhielten die implizierten Beamten Gelegenheit, sich schriftlich zu den sie betreffenden Teilen zu äussern. Herr Gerber erhielt diese Gelegenheit nicht. Ich weiss, dass jetzt Diskussionen im Gange sind, ob das der Fehler eines Beamten, der mit der Koordination beauftragt wurde, der Fehler des Departements oder der Fehler der Puk war. Für mich als Parlamentarier ist die Puk verantwortlich für den Bericht und das damit zusammenhängende Verfahren und somit für die Einhaltung der Grundsätze der Gleichbehandlung. Ich lasse offen, ob die Unterlassung bewusst oder irrtümlich geschah.
So oder so wurde hier eine der elementarsten Grundregeln des Rechtsstaates, nämlich die Rechtsgleichheit, verletzt. Jeder Angeschuldigte, mag er noch so viel Schuld zu verantworten haben, hat das Recht darauf, dass diese Regel peinlich genau beachtet wird.
Ich bitte die Vertreter der Puk, zu diesem Punkte klar Stellung zu nehmen.

Stucky: Im Puk-Bericht wird quasi als Nebenprodukt auf verschiedene Steuerabkommen – eines im Kanton Graubünden, drei im Kanton Uri – hingewiesen und gleichzeitig verlangt: «In Zukunft sollten dem BFA sämtliche für die Beurteilung massgebenden Akten zur Verfügung stehen, um den Abschluss allfälliger Steuerabkommen zu kontrollieren.»
Dieser Auffassung kann nicht zugestimmt werden, denn das Bundesamt für Ausländerfragen ist für Steuerangelegenheiten nicht zuständig. Zuständig sind die Eidgenössische Steuerverwaltung für die direkte Bundessteuer und für die kantonalen Steuern allenfalls die Kommission zur Ueberprüfung des Konkordates über den Abschluss von Steuerabkommen.
Die Herren Oester und Bundi haben auf dieses Konkordat bereits hingewiesen. Dieses sieht eine Aufsichtsinstanz ausdrücklich vor, die die Kompetenz zur Abklärung des Sachverhaltes, ja auch zur Erteilung sehr saftiger Bussen besitzt. Ihr gehören u. a. die beiden Bundesrichter Herr Zuppinger und

Madame Yersin an. Diese Aufsichtsinstanz hat mit aller Sorgfalt den Sachverhalt zu prüfen und zu beurteilen, namentlich auch den Tatbestand, ob verpönte Steuerabkommen tatsächlich abgeschlossen worden sind, wie es nach dem Puk-Bericht scheint, oder ob es sich um Pauschalabkommen im Sinne der Versteuerung nach dem Aufwand handelt. Das ist eine Möglichkeit, die im eidgenössischen, aber auch im kantonalen Recht vorgesehen ist. In einem Fall, im Kanton Uri, hat immerhin die Steuerbehörde darauf hingewiesen, dass eine höhere Besteuerung nach dem Steuergesetz des Kantons Uri ausdrücklich vorbehalten bleibt.
Darüber zu befinden hat also diese Kommission in richterlicher Funktion und nicht ein Amt der Exekutive oder gar die Legislative. Die Finanzdirektorenkonferenz wird diese Fälle an die genannte Kommission überweisen.
Noch ein Wort zum Staatssicherheitsdienst: Wir haben sicher die Aufgabe, diesen zu überprüfen, aber bitte mit Mass. Ich erinnere Sie an die Watergate-Affäre. Damals hat der amerikanische Kongress auch in den Gang der Aktivisten der CIA in einem derart starken Masse eingegriffen, dass diese auf Jahre hinaus geschwächt war. Uebergelaufene Agenten und Spione haben nachher bestätigt, dass ihre Geheimdienste davon in starkem Masse profitiert haben.
Die USA besitzen vier Sicherheitsdienste. Darum hielten sich die Auswirkungen bei der Verbrechensbekämpfung noch in Grenzen. Wir haben nur zwei: Die zivile Bundespolizei und den militärischen Nachrichtendienst. Will man nun ausgerechnet diese Schutzmittel dem Staat aus der Hand schlagen?
Wie widersprüchlich ist doch die Haltung, wenn einerseits die verstärkte Bekämpfung des organisierten Verbrechens verlangt wird, ja sogar von einem neuen Bedrohungsbild von seiten der Mafia, von Drogensyndikaten oder von Terrorgruppen gesprochen wird und anderseits gleichzeitig die politische Polizei in ihrem Wirkungsfeld eingeschränkt werden soll, wie das ein Vorstoss macht, der diesen Wirkungskreis nicht mehr präventiv erlauben will. Es sind heute die gleichen Leute, die den Personalmangel bei der Bundespolizei kritisieren, die damals, als man die Bundessicherheitspolizei schaffen wollte, die Sache zu Fall brachten. Es ist gestern von Frau Bär von politischer Kultur gesprochen worden. Schön! Aber wie verhält es sich damit, wenn die gleiche Partei den Rücktritt von Herrn Bundespräsident Koller fordert, der nun für diesen Fall wirklich nichts kann?
Was wir heute brauchen, sind nicht Emotionen, nicht Uebertreibungen und Vorverurteilungen, sondern nüchterne Sachlichkeit.

Müller-Aargau: Die nächste Puk kommt bestimmt!
Ich mache einige Bemerkungen zur Relation zwischen GPK und Puk und habe noch eine Frage an den Präsidenten und an den Bundesrat zu stellen.
Ich möchte die Gedankengänge von Kollege Rutishauser fortsetzen. Wir haben einen inneren Kreis beim Auftrag an die Puk, Abklärung des Falles Kopp, und einen äusseren Kreis, Abklärungen im Umfeld. Die ganze Diskussion hat gezeigt, dass nun das Hauptgewicht der ganzen Debatte auf den äusseren Kreis gelegt wird. Die Frage der Verwaltungskontrolle stellt sich also ganz grundlegend, denn gerade im Bereich des Umfeldes des Falles Kopp hätte im Grunde genommen die GPK genauso aktiv sein können, und es ist – das an die Adresse von Herrn Rutishauser – nicht nur eine Frage der Kompetenz, sondern es ist vor allem auch eine Frage des Zeitaufwands.
Der Präsident der Puk hat es gesagt, Mitglieder der Puk haben es ebenfalls erwähnt: Die Puk war in dieser Zeit fast vollamtlich tätig. Die Intensität der Untersuchungen ist nicht nur das Resultat der zusätzlichen Kompetenzen, sondern vor allem des Einsatzes an Zeit. Es stellt sich also die Frage, ob im Grunde genommen das Milizparlament im Bereiche der Verwaltungskontrolle noch tragbar sei. Es stellt sich die Frage, ob nicht ein Teil unserer Parlamentarier, nämlich die Mitglieder der GPK, vollamtlich tätig sein müssten. Das wären sechs Jahre, in der eine intensivere Verwaltungskontrolle durchgeführt werden könnte. Möglicherweise würde durch eine solche intensivere Tätigkeit im Zusammenhang mit zusätzlichen Kompetenzen, wie es von seiten der Puk vorgeschlagen wird, dann die Verwaltungskontrolle besser; und möglicherweise muss dann die nächste Puk nicht sehr bald wieder eingesetzt werden. Im Zusammenhang mit den Fragen nach der Zukunft des Parlamentes und der Parlamentsreform haben wir über diese Frage zu reden. Unbedingt, denn das scheint mir eine erste Konsequenz aus den Diskussionen von gestern.
Das zweite wäre eine Frage an den Präsidenten der Puk und gleichzeitig an den Bundesrat. Herr Kollege Portmann hat gestern von drei Phasen eines Verfahrens gesprochen. Es gibt eine vierte Phase, in der man nach den Kosten fragt.
Die Puk hatte politische und nicht gerichtliche Funktion. Herr Bundesrat Koller hat gestern gesagt, es hätten sich viele der Betroffenen wie bei einem Gerichtsverfahren gefühlt. An einer Stelle wurden sie sicher nicht wie in einem Gerichtsverfahren behandelt, nämlich in bezug auf die Kostenfolge. Hätte das Verfahren tatsächlich gerichtlichen Charakter, dann hätten die Fehlbaren die Kosten zu tragen. In diesem Fall aber tragen wir alle die Kosten, das heisst die Eidgenossenschaft. Nun stelle ich doch die Frage auch im Hinblick auf eine neue Parlamentarische Untersuchungskommission und ihre Arbeit: Welcher materielle Schaden ist der Eidgenossenschaft durch den Fehltritt von Frau Kopp erwachsen? Ich nehme nicht an, dass der Präsident der Puk oder Herr Bundesrat Koller bereits eine Antwort aus dem Handgelenk schütteln können. Aber zuhanden der Oeffentlichkeit wäre es sinnvoll, wenn wir über diese Kosten informiert würden.
Ich danke der Puk für ihre Arbeit. Sie war richtig, und sie war wichtig. Ich möchte da niemals eine Kosten-Nutzen-Analyse machen, denn der staatspolitische Schaden, der moralische Schaden, der entstanden ist, ist so immens gross, dass wir nicht nur derart urteilen können. Aber wir müssen über diese Kosten noch informiert werden, und zwar über den ganzen Betrag, ich sage nicht gerade auf Heller und Pfennig, aber doch alles einbeziehend.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Schmid: Herr Stucky hat unserer Fraktion unterschoben, wir hätten den Rücktritt von Herrn Bundespräsident Koller verlangt. Das entspricht überhaupt nicht der Wahrheit. Ich weiss nicht, Herr Stucky, ist das jetzt wieder der Stil? Man kann natürlich solche Unwahrheiten über den Aether verbreiten und denken, es bleibe davon etwas hängen. Ich muss noch einmal betonen: Es entspricht nicht der Wahrheit, was Sie da gesagt haben.

Frau **Leutenegger Oberholzer:** Jetzt wurde uns Grünen, Linken, AKW-Gegner(innen), Friedens- und Frauenbewegten offiziell bestätigt, was wir schon längst vermuten: Wir sind in der Kartei der Bundesanwaltschaft registriert. Für diese Information und für ihre ganze Arbeit danke ich der Puk. Leider kann diese Meldung aber nicht erstaunen. Die Opposition in der Schweiz hatte immer den Verdacht, dass bei uns bespitzelt, überwacht und abgehört wird. Ueberrascht hat uns höchstens das grosse Ausmass.
Vollends bestätigt hat sich auch die Vermutung der politischen Einäugigkeit bei der Definition der Bedrohungsbilder. Geortet werden sie bei der politischen Opposition. Dank der vorzüglichen Recherchierarbeit der Puk haben wir nun Gewissheit. Dadurch wird für mich auch die blosse Vermutung zu einer Ungeheuerlichkeit. Nachhaltiger könnte das Vertrauen in diesen Staat wohl nicht erschüttert werden. 270 Bundes- und kantonale Beamte plus zahlreiche Gemeindepolizisten waren so vollauf mit der Kontrolle der politischen Opposition beschäftigt, dass kein Raum mehr blieb für die Ueberwachung von Drogenhändlern und Waffenschiebern, die sich für ein paar tausend Steuerfranken gar ihre Aufenthaltsbewilligungen erstehen und ungehindert ihren mafiosen Geschäften nachgehen konnten.
Die Schlussfolgerungen nach der Lektüre des Puk-Berichtes kommen für mich einer Bankrotterklärung des demokratischen Staatswesens gleich. Unser Glück war offenbar allein die Tatsache, dass die Bundesanwaltschaft so dilettantisch gearbeitet hat und dass es ihr nicht gelungen ist, die politische Opposition und die Bewegungen kaputtzumachen, und dass

die Medien ihre Ueberwachungsfunktion wahrgenommen haben.
Mit der Feststellung aber, der Apparat der politischen Polizei arbeite dilettantisch, wird die Gefahr verharmlost. Und wenn nun vorgeschlagen wird, der Staatsschutz solle effizienter gestaltet werden, so möchte ich mich ganz entschieden dagegen wehren. Die politische Polizei hat in einem demokratischen Staatswesen nichts zu suchen. Welche seltsame Blüten der sogenannte Staatsschutz treibt, hat die Puk soeben aufgedeckt. Meine Schlussfolgerungen bezüglich der politischen Polizei lauten deshalb wie folgt:
All den betroffenen Bürgerinnen und Bürgern ist sofort Einsicht in ihre Karten zu gewähren, und zwar ohne Wenn und Aber, ohne staatsschützerische Vorzensur, wie sie nun bereits wieder geltend gemacht wird. Danach werden alle gesammelten Akten vernichtet. Die politische Polizei wird abgeschafft. Alle Begehren und Kredite um personelle Aufstockungen sind zu bekämpfen. Es ist doch ein Irrglaube zu meinen, irgendeine parlamentarische Kommission könne – wenn sie nicht wie jetzt die Puk unter dem Druck grosser Ereignisse arbeiten kann – eine wirkliche Kontrolle über diese Dunkelkammer ausüben.
Wir brauchen keine politische Polizei, die jede Bürgerin, jeden Bürger bespitzelt. Das schützt uns – wie die Praxis gezeigt hat – weder vor Drogenhändlern noch vor Waffenschiebern noch vor Rechtsextremismus, der sich sogar auf eine geheime Kumpanei mit der Polizei stützen kann. Es ist doch kein Zufall, dass ausgerechnet die politische Opposition erfasst worden ist. Dies entspricht auch dem politischen, ideologischen Feindbild, das von einigen Vertretern der bürgerlichen Parteien hier gepflegt wird. Das ist auch der ideologische Untergrund, auf dem rechtsextreme Tendenzen gedeihen können. Ist es denn Zufall, dass in der Schweiz rechtsextreme Bewegungen bislang ungestraft ihr Unwesen treiben konnten, bis hin zu Brandstiftungen, brutalen Angriffen und Ueberfällen auf Asylantinnen und Asylanten?
Die Konsequenz aus dem Puk-Bericht heisst für mich deshalb nicht mehr politische Polizei und mehr Effizienz im Staatsschutz. Es reicht vollauf, wenn die ordentliche Polizei endlich ihre Aufgaben wahrnimmt, das organisierte Verbrechen ahndet, den Drogenhändlern und Waffenschiebern das Handwerk legt und die Asylsuchenden vor rassistischen Uebergriffen schützt.
Es ist, meine Damen und Herren, auch nicht die Stunde, sich selbstgefällig auf die Schultern zu klopfen, zur Tagesordnung überzugehen und festzustellen, dass unser Staatswesen bestens funktioniere. Denn dass die Puk ihre Arbeit überhaupt aufnehmen konnte, ist fast Zufällen zu verdanken und nicht der Einsicht der verantwortlichen politischen Parteien, allen voran nicht des Freisinns, der bei der Kopp-Affäre bis zuletzt alles zu vertuschen suchte. Das Mindeste, was ich jetzt erwarten würde, ist, dass die verantwortlichen Parteien und der Bundesrat die politische Verantwortung für diese Missstände endlich wahrnehmen; doch davon war bis jetzt leider nichts zu vernehmen.

Oehler: Wir werden selbstverständlich nie den Forderungen meiner Vorrednerin nachkommen und beispielsweise helfen, die politische Polizei bzw. die Bundespolizei abzuschaffen. Wo wären wir sonst auf dem Gebiete der Terrorismusbekämpfung in unserem Land?
In den vergangenen Jahren haben wir uns in diesem Rat immer wieder über Indiskretionen beklagt. Politiker und Journalisten beschuldigten sich gegenseitig. Wir waren uns aber mindestens einig darüber, dass es ärgerlich ist und dass es nicht weiterhilft. Untersuchungen verliefen jeweils im Sande. So war es auch am 5. Mai 1988, als wir in der Sektion EJPD der GPK einen vertraulichen Bericht zugestellt bekamen. Am selben Tag erschien jener Bericht im «St. Galler Tagblatt». Als Ostschweizer Parlamentarier und Angehöriger jener Sektion habe ich damals in der Sitzung zu Protokoll gegeben, dass ich den Verdacht in aller Form von mir weise. Frau Kopp schüttelte den Kopf und war ebenso verärgert, wie ich es war. Sie half mit, den Verdacht irgendwohin abzuschieben, mindestens aber von sich abzuwenden. Dank der Arbeit der Puk kam es an den Tag, dass es just jene Frau Kopp war, welche die Indiskretion begangen und den vertraulichen Bericht weitergegeben hatte.
Damit ist der Beweis erbracht, dass häufig nicht wir Legislativpolitiker oder die Journalisten die Indiskretionen begehen, sondern dass mindestens in diesem Fall ein Mitglied der Landesregierung diese schändliche Tat begangen hat. Sie ging gemäss dem bekannten politischen Strickmuster vor.
Wir beklagen uns in unserem Land über den Sittenzerfall in der Politik. Der Bürger fühlt sich angeekelt, die Staatsverdrossenheit steigt. Zu Recht, würde ich sagen, wenn man erfährt, dass sich ein Mitglied unserer Landesregierung der aktiven Demokratie-Sterbehilfe verschrieben hat und sich somit zu einem Mittotengräber dieser Demokratie durchgemausert hat. Anders kann ich das Verhalten der zurückgetretenen Frau Bundesrätin Kopp nicht qualifizieren.
So ist sie meines Erachtens zu einem wesentlichen Anteil mitschuldig an der Staatsverdrossenheit, am Unmut und an der Malaise, die unsere Bürger gegenüber der Politik und gegenüber unserer Arbeit verspüren.
Für mich stellt sich die Frage, ob wir damals die Voraussetzungen für ihre Wahl richtig eingestuft haben. Ich ziehe den Schluss, dass wir einen Fehler machten und dass sie – und hier stelle ich mich gegen die Puk – die Voraussetzungen für jenes Amt nicht mitgebracht hat.
Ich will keine politische Leichenschau betreiben. Das haben wir wohl zur Genüge getan. Wir müssen aber die Lehren ziehen. Es ist für mich, Frau Leutenegger Oberholzer, zu einfach und zu billig, wenn wir jetzt die ganze Schuld der FDP bzw. nur gerade der FDP des Kantons Zürich in die Schuhe schieben wollen. Die FDP war ja nicht in der Lage, Frau Kopp selber zu wählen, im Gegenteil. Wenn vor allem auch die SP in ihren Annalen nachsieht, welches Verhältnis sie zu den Vorschlägen der FDP und zur Wahl von Frau Kopp hatte, müsste sie allenfalls in ihrer Schuldzuweisung über die Bücher gehen und – wenn sie ehrlich ist, was ich erwarte – andere Schlussfolgerungen ziehen. Das Verhalten von Frau Kopp, die nun über ihre Anwälte den Bericht zurückziehen oder mindestens Teile davon herausstreichen lassen will, macht die Sache nicht besser, im Gegenteil.
Wir müssen uns heute auch überlegen, was wir mit den Opfern der Koppschen Politik zu machen gedenken. Frau Uchtenhagen hat heute morgen dargelegt, wie man, falls man im «Fleischwolf» von Frau Kopp war, Schaden davontragen kann. Wir müssten uns überlegen, wie wir jene Opfer der Koppschen Politik zu entschädigen gedenken. Der eine oder andere hat nachhaltigen und länger andauernden Schaden erlitten.
Aus diesem Grunde ist es auch zu einfach, wenn wir nun die ganze Diskussion auf die Bundespolizei abzuschieben versuchen. Aber wenn in der Bundespolizei mit dem gleichen Strickmuster politisiert bzw. die Arbeit verrichtet wird, wie es Frau Kopp machte, kann ich mir gut vorstellen, dass einige von uns gefährdet sind. Man stelle sich vor, dass die Bupo ihre Arbeit in der gleichen Weise – ich möchte nicht sagen mit der gleichen Frustration – verrichtet, wie es Frau Kopp mir gegenüber mit der Indiskretion machte! Was käme heraus, wenn aus den Unterlagenbeschaffern Fertigmacher würden, wenn dann und wann gesammelte Informationen weitergestreut und gegen uns verwendet würden?
Ich erwarte von Herrn Bundesrat Koller, dass er durchzieht, was er uns versprochen hat, nämlich eine Ausmerzaktion jener Lappalien vorzunehmen und dem Staatsschutz jene Aufgabe zuzuleiten, die er effektiv hat, damit der Staatsschutz auch diesen Namen und diese Umschreibung verdient.
Herr Bundesrat Koller, wir zählen darauf. Wissen ist Macht; Information ist Macht. Wenn die Bundespolizei in der Lage wäre, das uns Politikern gegenüber zu missbrauchen, dann würde der Schaden noch grösser, als er heute schon ist.

Carobbio: E' stato detto da più parti, in questo dibattito, che non si può parlare di fronte all'affare Kopp e a quello che ha rilevato la commissione d'inchiesta di crisi delle istituzioni, ma al massimo di crisi di fiducia verso le istituzioni.
Permettetemi di dissentire da questa interpretazione.
Quanto la commissione d'inchiesta – e bisogna ringraziarla per il lavoro svolto in così breve tempo – ha messo in evidenza,

in particolare a proposito del funzionamento del ministero pubblico e dei suoi servizi, costituisce una denuncia, se non delle istituzioni come tali, del modo con il quale queste istituzioni sono state gestite, del modo di intendere la sicurezza dello Stato e i pericoli che lo minacciano.
Quando si documenta, come lo fa il rapporto, che sono impiegati più della metà degli effettivi del ministero pubblico per rincorrere i pretesi pericoli degli ecologisti, della sinistra, delle femministe mentre non ci si occupa dell'opera e dell'azione dei trafficanti di droga; quando in nome di un buon apporto fiscale si sono dati permessi di domicilio a personaggi perlomeno ambigui mentre si negano questi permessi ai lavoratori onesti, quando risulta che il parlamento non è in grado di controllare l'attività di organi importanti come il ministero pubblico, non è più possibile parlare solo di crisi di fiducia. Occorre parlare di crisi di una certa filosofia di intendere l'attività dello Stato.
Allora la responsabilità non può essere limitata, anche se c'è, alle intemperanze e all'agire di qualche funzionario. Investe anche gli orientamenti della politica perseguita in questi anni.
Prendiamo, per fare un esempio, la questione della polizia politica e delle schedature.
Parecchi si sono detti meravigliati e scandalizzati per quanto rilevato dalla commissione d'inchiesta.
Che ci sia ragione di scandalizzarsi non ne dubito. Personalmente però non mi sono per niente meravigliato, come non mi ha sorpreso la comunicazione che ho ricevuto dal ministero pubblico con le conferma di essere tra gli schedati.
Intanto è da anni che la pratica di schedare chi semplicemente fa uso dei diritti sanciti dalla costituzione infama praticamente l'operato del ministero pubblico e della polizia politica. Ma quel che è peggio – e penso che ciò vada sottolineato in questo dibattito – tale operato ha ricevuto troppo spesso l'avallo tacito o esplicito del governo o anche della maggioranza di questo parlamento.
Tanto per parlare di cose che conosco e che posso documentare, vorrei ricordare che, secondo la mia esperienza, già fin dal '57, quando ci occupavamo di combattere l'idea di armare con bombe atomiche l'esercito svizzero, eravamo controllati dalla polizia politica. Ricordo inoltre che in occasione della manifestazione pacifista di Berna del 1983 e del caso Novosti, questo parlamento ha avallato l'operato del ministero pubblico che ha praticamente tentato di considerare sovversivi tutti coloro che chiedevano semplicemente una politica di pace.
Tutto questo per dire che, pur essendo d'accordo con le proposte della commissione, occorre aggiungere che le stesse non bastano. Se vogliamo veramente far sì che queste cose non si ripetano più, occorre che noi, parlamento, governo, autorità politica, cambiemo il modo di intendere la sicurezza dello Stato, la filosofia che è alla base di tutti questi errori.
Ecco perché io credo che siano necessarie, al di là delle proposte fatte, almeno tre scelte molto precise.
Anzitutto bisogna rinunciare alla polizia politica che non serve e porta i risultati che si sono visti. In seguito occorre rafforzare al massimo la possibilità d'informazione dei cittadini su tutta l'attività dello Stato. Solo così possiamo ridurre le zone d'ombra.
In ultimo, dobbiamo rafforzare notevolmente le possibilità di controllo di questo parlamento sull'attività del governo e dell'amministrazione.

Rüttimann: Ich nehme es voraus: Ich stimme dem Puk-Bericht zu und auch den daraus gezogenen Konsequenzen. Ich danke gleichzeitig für die umfangreiche und heikle Arbeit der Kommission und auch des Bundesrates.
Trotzdem habe ich ein Haar in der Suppe gefunden, von denen es wahrscheinlich noch mehrere gibt. Ich äussere mich nämlich zu Kapitel V 8.4 «Unzureichende Personalpolitik bei der Drogenbekämpfung» (S. 152). Es ist dort ausgeführt und gestern durch den Präsidenten der Puk, Herrn Moritz Leuenberger, bekräftigt worden, dass auch das Parlament eine Mitverantwortung trage, da es seinerzeit den Personalstopp beschlossen habe. Mir scheint, dass immer wieder dann der Personalstopp beziehungsweise die Plafonierung als Prügelknaben herhalten müssen, wenn etwas krummgelaufen ist in der Verwaltung oder in unserem Staate. Vielleicht entspringt dieser Vorwurf auch einem bestimmten Opfersymmetriedenken der Puk, die beim Aufteilen der Schuldlast bezüglich der Bundesanwaltschaft auch an den braven Mann zuletzt, nämlich an das Parlament, gedacht hat. Persönlich wehre ich mich dagegen, dass nun auch noch das Parlament eine Nebenverantwortung mittragen soll für das Nichtfunktionieren der Drogenbekämpfung beim Zentralpolizeibüro beziehungsweise bei der Bundesanwaltschaft.
Sie wissen genau wie ich, dass wir in diesem Hause wiederholt und trotz des beschlossenen Personalstopps immer wieder zusätzliche Etatstellen bewilligt haben, wenn deren Notwendigkeit belegt und begründet wurde. Man denke nur etwa an die Problematik der Asylantengesuchsbehandlung oder an die Personaldotierung der PTT-Betriebe. Dies wäre ganz zweifellos auch im Falle der Drogenbekämpfung erfolgt, wäre ein begründetes Gesuch vorgelegen. Es ist meiner Meinung nach also doch etwas billig, wenn die Puk sinngemäss behauptet: Hätte das Parlament den Personalstopp nicht beschlossen, wäre der Betriebsunfall, über den wir uns heute unterhalten, nicht passiert. Ich bitte Sie, diese Aussage auf Seite 152 des Berichtes doch etwas zu relativieren.
Zu den Steuerabkommen auf Seite 208 des Berichtes: Einer meiner ersten Vorstösse in diesem Rat anfangs der siebziger Jahre betraf die Unterbindung der Steuerabkommen einiger Kantone. Man bedeutete mir damals, dass dieses Problem schon gelöst sei, indem ein interkantonales Konkordat abgeschlossen worden sei, dem sämtliche Kantone – es waren damals noch 25 – beigetreten seien.
Mit Ueberraschung und Enttäuschung musste ich deshalb dem Bericht entnehmen, dass es Kantone gibt, die nicht nur mit harmlosen, sondern sogar mit kriminellen Leuten sogenannte Steuerabkommen abschliessen und ihnen als Gegenleistung eine Aufenthaltsbewilligung ausstellen. Dies gibt mir zu denken. Steuerabkommen, d. h. Pauschaldeklarationen ohne nähere Erhebung der Fakten, sind an sich schon suspekt, sonst hätte man das Konkordat wohl nie abgeschlossen. Gegenwärtig stehen wir beim Steuerharmonisierungsgesetz in einem mühsamen Differenzbereinigungsverfahren. Die Tatbestandschilderung auf den Seiten 208 bis 212 des Puk-Berichtes spricht eine deutliche Sprache, und ich unterstütze die diesbezüglichen Vorschläge vorbehaltlos. Steuerabkommen sind unter keinem Titel mehr zu dulden. Kantone, die dies nicht zur Kenntnis nehmen wollen, unterlaufen das System des bundesstaatlichen Finanzausgleichs vorsätzlich oder mindestens fahrlässig.
Ich frage mich im übrigen, wie man sogar die Bundessteuer pauschalisieren und in eine Ermessensveranlagung integrieren konnte. Dass dies passieren konnte, lässt vermuten, dass auch die Eidgenössische Steuerverwaltung die Lieber-den-Spatz-in-der-Hand-als-die-Taube-auf-dem-Dach-Politik mittrug.
Die Steuerabkommen gewisser Kantone sind aus den Aspekt der Rechtsgleichheit wie aus dem des Vertrauens in das bundesstaatliche Finanzausgleichssystem unverantwortlich. Wenn dabei zu allem Ueberfluss noch dubiose Elemente davon profitieren, wird die Sache noch suspekter.
Ich bitte Sie daher, beim Erlass des Steuerharmonisierungsgesetzes die nötigen Konsequenzen zu ziehen und die Praxis der Steuerabkommen endlich aus dem Wege zu räumen.

Frau **Fankhauser:** Ich möchte mich zu den allfälligen Beziehungen der Bundespolizei zum Flüchtlingswesen äussern.
Seit Dienstag abend weiss ich, dass ich bei der Bundespolizei auch registriert bin. Es ist an sich nichts Besonderes. Ich teile schliesslich mein Schicksal mit 900 000 Mitmenschen. Trotzdem beschleichen mich beklemmende Gefühle. Zeitlebens habe ich mich gegen Gewalt engagiert: Mit einem Picknick auf einem Schiessplatz wegen der Gewalt des Schiesslärms; in Kaiseraugst kämpften wir gegen die Gewalt der nuklearen Bedrohung; ich habe mitgemacht an Friedensmärschen und mich für die Initiative für die Abschaffung der Armee und für eine umfassende Politik gegen die Gewalt der Waffen eingesetzt; ich bin Pikett gestanden vor Banken, um gegen die An-

nahme von Fluchtgeldern zu protestieren, weil Fluchtgelder töten; ich habe mich auch mit Flüchtlingsbewegungen solidarisiert. War dieses Demonstrieren und Protestieren Anlass genug, um mich und alle Gleichdenkenden im Namen eines hypothetischen Staatsschutzes zu registrieren?
Herr Bundespräsident, Sie haben zwei Gründe erwähnt, um diese Registrierung ein wenig zu rechtfertigen.
Erstens müsse man Bescheid wissen über die möglichen Verbindungen zu Gruppen, die die Gewalt – so haben Sie sich ausgedrückt – zumindest nicht ausschliessen. Sie haben auch den Dilettantismus der Bundespolizei angeführt. Sie wollten uns vielleicht beruhigen. Dieser Dilettantismus hatte aber für eine noch unbekannte Zahl von Mitmenschen schlimme Folgen. Frau könnte sich spöttisch fragen: War das jetzt Vorsatz oder Fahrlässigkeit?
Mir ist aber nicht zum Spotten zumute. Es kommen immer noch mehr beklemmende Gefühle hoch. Wer nämlich garantiert, dass nicht die gleichen Feindbilder, die gleiche Einschätzung der Staatsgefährdung, der gleiche Dilettantismus bei den Asylentscheiden mitgespielt haben und jetzt noch mitspielen mit für die Betroffenen ungerechtfertigten Ausweisungen, tragischen Ausschaffungen? Am 14. November dieses Jahres haben wir am Radio hören können, wie es dem ausgeschafften Asylbewerber V. T. in der Türkei ergangen ist. Nach seiner Ausschaffung wurde dieser Mann verhaftet und gefoltert; ungerechtfertigterweise, wie sich herausgestellt hat. Auch wenn die Behörden im nachhinein diese und andere Fehleinschätzungen eingestehen können, wird niemand die Schreckensstunden der Folter an V. T. ungeschehen machen können.
Ich frage Sie, Herr Bundespräsident: Bestehen Verbindungen zwischen dem Dilettantismus – von Ihnen so bezeichnet – der Bundespolizei und dem Delegierten für das Flüchtlingswesen? Welche Massnahmen haben Sie getroffen oder werden Sie treffen, um eine vertrauenserweckende Beurteilung der Asylbewerberdossiers zu erreichen? Vor einem Jahr hat mir ein Mitarbeiter des DFW am Telefon gesagt, Asylkomiteeleute hätten das Ziel, den Staat zu destabilisieren. Herr Bundespräsident, teilen Sie diese Auffassung? Ist gewährleistet, dass die Bundespolizei die Unterzeichner und Unterzeichnerinnen von Referenden und Initiativen nicht registrieren kann?
Eine Krise kann auch eine Chance sein. Was will jetzt der Bundesrat vorkehren, um diesem Staat die nötige Transparenz zu verleihen, um Vertrauen wiederaufzubauen? Ich warte gerne auf Ihre Antwort.

Frau **Stocker:** Ich gehöre also auch dazu. Es hat mich natürlich nicht überrascht, und eigentlich müsste ich mich bei den Beamtinnen und Beamten entschuldigen. Ich habe ihnen nämlich in den zehn Jahren meiner politischen Arbeit offensichtlich viel Arbeit gemacht. Ich erfülle alle Kriterien, um dort registriert zu werden. Ich bin eine Frau, ich bin eine Grüne, ich bin in der Friedensbewegung, ich bin in der Dritt- Welt-Bewegung, ich bin in der Asylbewegung. Sie haben viel zu tun gehabt mit mir. Ich habe auch nicht im Sinn, irgend etwas davon zurückzunehmen oder irgendwie dem Feminismus zu entsagen, wie das offenbar nötig wäre, siehe den Bericht, Seite 170. Ich habe unzählige Petitionen und Initiativen mitunterzeichnet, ich habe also meine verfassungsmässigen Rechte ausgeübt.
Ich wusste natürlich, dass ich beobachtet werde. So naiv ist frau und man in diesem Land ja auch nicht mehr. Man liest ja auch die einschlägigen Briefe an die Freunde, mit den Namen und Zitaten derer, die gerade wieder als besonders gefährlich eingestuft werden. Manchmal werden einem diese Briefe ja auch anonym ins Haus geschickt, als Morgenlektüre. Ich wusste auch von der Registratur in der Bundesanwaltschaft. Es war kein minderer als Herr alt Bundesrat Friedrich, der uns schwarz auf weiss mitgeteilt hat, dass alle Unterzeichnerinnen und Unterzeichner der Ehrverletzungsklage gegen ihn in der Bundesanwaltschaft registriert seien. Es waren 1413. Das muss eine enorme Arbeit gewesen sein. Wir, das waren die Frauen für den Frieden Schweiz, haben 1984 am 13. Januar protestiert. Wir klagten ja nicht die Bundesanwaltschaft an, sondern Herrn alt Bundesrat Friedrich, der schlichtweg behauptet hatte, alle, die sich in der Friedensbewegung engagierten, seien von Moskau gesteuert und bezahlt.
Es ist noch ein schöner Brief in meinen Händen, ein Brief aus der schweizerischen Bundesanwaltschaft, Sachbearbeiterin Frau Doktor Renate Schwob, datiert vom 8. Februar 1984: «Sehr geehrte Damen, wir beziehen uns auf Ihr Schreiben, ... mit dem Sie gegen den Einsatz der Bundesanwaltschaft in Sachen Strafklage gegen Herrn Bundesrat Friedrich, insbesondere die Erstellung einer Liste der Strafkläger, protestieren. Sie verlangen die Vernichtung dieser Liste und damit zusammenhängender Registrierungen sowie den Nachweis beziehungsweise die Zusicherung solcher Vorkehrungen durch die Bundesanwaltschaft. Aus Gründen der Verfahrensökonomie erstellte die Bundesanwaltschaft im vorliegenden Fall eine Namensliste der Strafkläger, um den Petitionskommissionen der Räte die Durchsicht sämtlicher Strafanzeigen zu ersparen. Diese Liste wurde inzwischen vernichtet.» Ich werde selbstverständlich im Namen dieser 1413 Bürgerinnen und Bürger das überprüft haben wollen.
Was ist denn eigentlich los in diesem Land? Wenn alte Männer in China nicht begreifen, dass Leben Bewegung heisst, wissen wir mit tausend guten Ratschlägen, was wir tun würden. Wenn ältere Herren in Mittel- und Osteuropa das Leben nicht mehr begreifen, sind wir mit guten Ratschlägen zur Hand. Ja, und wenn alte Männer hier nicht begreifen? Was fällt uns dazu ein? Bis jetzt folgendes: Wir stellen drei Frauen vors Bundesgericht. Irgendwo kommt mir das etwas zu billig vor. Sind das die realen Machtverhältnisse in diesem Land? Wo sind all die Altherren Bundesräte, die Altherren Bundesanwälte, die in den fünfziger und sechziger Jahren genau dieses Sicherheitsverständnis kreiert, injiziert und toleriert haben? Wo sind die aktiven Bundesräte, die zusammen mit Frau Kopp vier Jahre regiert haben und die sonst auch immer vom schwerwiegenden Kollegialitätsprinzip und der kollektiven Verantwortung sprechen? Wo sind die älteren Jungherren, die noch vor kurzem die Schweizer Pässe aller jener Bürgerinnen und Bürger einforderten, die für die Abschaffung der Armee und für die umfassende Friedenspolitik eingetreten sind? Die Helden sind alle weg.
Ich verlange im Namen aller, die registriert sind, dass wir uns dazu noch etwas mehr einfallen lassen. Als Staatsfeindin kann ich es mir wohl leisten, aus der Gesamtverteidigungskonzeption des Bundesrates zu zitieren: «Um das Vertrauen der Bevölkerung aufrechtzuerhalten, die abwehrfeindliche Propaganda zu stärken und der Gerüchtebildung entgegenzusteuern, muss unsere Informationspolitik auf Wahrhaftigkeit beruhen.» Eben!

Herczog: Ich möchte zu zwei Punkten Stellung nehmen.
1. Nicht die Tatsache, dass die Verfolgung des organisierten Verbrechens einerseits und des Staatsschutzes andererseits ungleich gewichtet werden, ist eigentlich die interessante Frage, sondern die Frage nach den Ursachen dieser ungleichen Gewichtung.
2. Was ist der Stellenwert des heutigen Staatsschutzes?
Zum ersten Punkt. Beamte, namentlich in höchsten Positionen, sind in ihrer Art so oder zumindest kaum anders, wie das herrschende Mehrheitsbewusstseins des Parlamentes. Mit anderen Worten: Die Ursachen bzw. die Verantwortung für diesen verfehlten Staatsschutz können jetzt nicht einfach auf einzelne abgeschoben werden. Sie sind die Folge eines ganz einseitigen politischen Staatsbewusstseins und einer einseitigen politischen Staatsgläubigkeit. Wenn ich z. B. die politische Mentalität einer Postille mit dem Namen «Schweizerzeit» betrachte, worin zahlreiche prominente eidgenössische Würdenträger ihre Zeilen anbieten: Wieso soll ich annehmen, dass die Chefbeamten nicht auch so denken bzw. auch so handeln? Es herrscht da das politische Klima des Kalten Krieges und der Angst, dass die Ideen, die man selber nicht kennt und nicht teilt, um sich greifen könnten. Dies ist der krasse, politische Realitätsverlust, und dieser politische Realitätsverlust hat seine Ursache letztlich hier in diesem Parlament. Eine solche politische Ideologie schafft beinahe automatisch die entsprechende politische Praxis.
Hierzu nur ein typisches Beispiel, vielleicht etwas karikiert, aber nicht unbekannt:

Anfang September schrieb alt Bundesrat Friedrich, der ja Staatsschutzspezialist *per se* zu sein glaubt, einen Dank an Bundesanwalt Gerber – Anfang September konnte man ihn in der «Neuen Zürcher Zeitung» lesen –: «Hinter der Treibjagd gegen Bundesanwalt Gerber steckt eben mehr als das Bestreben, eine missliebige Person abzuschiessen. Dahinter steckt einmal mehr der Versuch, den Staatsschutz zu untergraben. Indem man den Bundesanwalt verunglimpft, will man den Staatsschutz treffen.» Dies beinhaltet gewissermassen genau das, was ich meine.

Das ist noch – hier komme ich zum zweiten Punkt – die heutige Staatsschutzmentalität. Herr Portmann hat das auf seine Art in seinem Votum ziemlich klar zum Ausdruck gebracht. Der Staatsschutzstellenwert in dieser Art, wie es alt Bundesrat Friedrich schreibt, ist noch geprägt von der Mentalität des Bismarckschen Staates – eine Unliberalität, die heute nicht zu akzeptieren ist. Wenn Sie sich an die Abstimmungen erinnern – nicht nur an die Armee-Abstimmung – und trotzdem weiterhin mit diesem politischen Realitätsverlust politisieren wollen, werden Sie von den jungen Bürgerinnen und Bürgern irgendwann die politische Quittung erhalten. Wir sind keine politische Ausnahme. Es gibt keinen Sonderfall Schweiz. Ich will es allerdings auch nicht aufblasen. Wichtig ist aber, dass man für politische Realitäten sensibel wird. Es wäre vor allem von jenen zu erwarten, die auszogen, weniger Staat zu fordern! Wir sind jene, die keine Staatsgläubigen sind. Wenn Sie Beamte, Chefbeamte, Exekutivmitglieder wählen, dann sorgen Sie dafür, dass Sie keine Staatsgläubigen wählen, die nur den Staat an sich vertreten und nicht die realen Anliegen der Bürgerinnen und Bürger!

Zum Schluss: Zu den Anträgen und dem guten Bericht der Puk – dieser Bericht unterscheidet sich übrigens wohltuend vom übrigen Aktenmaterial sowohl in Form und Inhalt –: Ich unterstütze die Puk-Anträge voll, wobei ich noch gewisse Ergänzungen anbringen möchte. Der Staatsschutz in dieser Form ist Unsinn. Man muss sich über den Staatsschutz genauer, emotionsloser unterhalten und nach neuen Formen suchen.

Was mir zum Schluss noch wichtig scheint: Es braucht eine Ausdehnung der Puk-Arbeit auf das EMD, nicht in erster Linie auf die Nachrichtendienste, sondern auf das Finanzgebaren.

Rechsteiner: Mit dem Bericht der Puk ist nun offiziell anerkannt worden, dass die politische Polizei in den letzten Jahren Linke und Grüne, Friedens- und Frauenorganisationen, Armeegegner und AKW-Kritiker bespitzelt hat, mit vielen tragischen Folgen für die Betroffenen. Trotz diesem klaren Befund wird nun aber nicht etwa die Institution der politischen Polizei in Frage gestellt, sondern gefordert, dass der Staatsschutz effizienter werden und die politische Polizei das Bedrohungsbild aktualisieren müsse. Wir halten dies für einen folgenschweren Trugschluss, für einen folgenschweren Irrtum. Weshalb?

Die politische Polizei ist seit ihrem Bestehen immer vor allem gegen Linke, gegen die Arbeiterbewegung, gegen Antimilitaristen vorgegangen. Es ist gefährlich, die Arbeit der politischen Polizei in den letzten Jahren einfach als das Werk von Stümpern lächerlich zu machen. Dass Feministinnen, dass AKW-Gegner, dass Friedensorganisationen bespitzelt worden sind, ist keine Panne des Systems, sondern es liegt in der Logik der politischen Ueberwachung, weil die politische Polizei immer die Opposition bespitzelt, nämlich diejenigen Menschen, die mit den herrschenden Verhältnissen nicht einverstanden sind. Wer glaubt, dass dies in Zukunft bei einem ins Computer-Zeitalter überführten Staatsschutz anders wäre, macht sich Illusionen. Vor einer politischen Polizei, die vom Zeitalter der Karteikästen in die Effizienz des Computer-Zeitalters überführt wird, kann einem nur grauen, Datenschutzbestimmungen hin oder her.

Strafbare Handlungen verfolgt der Staat mit der sogenannten gerichtlichen Polizei. Diese steht hier nicht zur Diskussion. Strafbare Handlungen gehen gerade im Bereich der Staatsschutzdelikte und der Spionage nach unserem Strafgesetzbuch ausserordentlich weit und umfassen auch reine Vorbereitungshandlungen. Die politische Polizei wird im Unterschied zur gerichtlichen Polizei, die auf strafbare Handlungen ausgerichtet ist, in einem Vorfeld tätig, nämlich dann, wenn noch nicht einmal der Ansatz einer strafbaren Handlung, eines strafbaren Verhaltens sichtbar ist. Die politische Polizei bespitzelt Gesinnungen. Sie überwacht Menschen, die von ihren demokratischen Grundrechten Gebrauch machen, z. B. vom Demonstrationsrecht, vom Recht auf Versammlungsfreiheit oder von der Meinungsäusserungsfreiheit. Gerade darum ist die politische Polizei zutiefst antidemokratisch und so gefährlich, weil sie immer diejenigen überwacht, denen sie etwas zutraut, und das sind systemkritische Menschen: beispielsweise AKW-Gegner, Linke, oder Feministinnen im Zusammenhang mit der Gentechnologie.

Es gibt Leute, die glauben, man müsse die politische Polizei deshalb bestehenlassen, weil man sie neu auch mit der Ueberwachung der Rechtsextremisten betrauen könne. Wir teilen diese Auffassung nicht. Dafür braucht es keine politische Polizei. Wir verlangen entschieden, dass die Polizei ihre normalen Aufgaben auch den Rechtsextremen gegenüber wahrnimmt und dass sie deren Straftaten endlich verfolgt, was sie nur zu oft nicht getan hat. Wir verlangen auch, dass die Konvention gegen Rassendiskriminierung endlich ratifiziert wird. Die politische Auseinandersetzung mit dem Rechtsextremismus dürfen wir aber nicht an die politische Polizei delegieren. Diese Aufgabe müssen wir selber übernehmen.

Die Antwort auf die demokratiegefährdenden Umtriebe an der Taubenstrasse heisst nicht: aufgemöbelter Staatsschutz und eine effizientere politische Polizei, sondern sie heisst: Abbau des Staatsschutzes und Abschaffung der politischen Polizei. Wir sind nicht länger bereit, unsere Bespitzelung mit unseren eigenen Steuergeldern zu finanzieren. Es ist unwürdig, politische Haltungen in einer Demokratie mittels politischer Polizei zu bevormunden.

Herr Stucky, wenn das Volk nach unserem Referendum in den siebziger Jahren die Busipo verworfen hat, dann hat es klug gehandelt. Das gleiche Schicksal ist der politischen Polizei zu wünschen. Man wüsste nicht, was die Busipo seit den siebziger Jahren angestellt hätte, wenn es sie gäbe. Es gibt sie zum Glück nicht.

Zum Schluss: «Mehr Freiheit, weniger Staat!» Wenn dieser erfolgreiche Slogan nicht einfach dann einen Sinn haben soll, wenn es um die finanziellen Interessen der Begüterten geht, sondern auch die persönliche und politische Freiheit der Menschen auf dem Spiel steht, dann müssen Sie hier mit der Abschaffung der politischen Polizei Ernst machen – nach dem Motto «Mehr Freiheit, weniger Ueberwachungsstaat!».

Mühlemann: Wir sind daran, einen schwierigen politischen Krisenfall in unserem Lande zu bewältigen. Die Puk hat in ausgezeichneter, objektiver Art und Weise hier eine Vorleistung erbracht, die sehr beachtlich ist. Herr Bundesrat Koller hat in diesen Tagen bewiesen, dass er willens und fähig ist, Probleme zu lösen, die heikel und schwierig sind.

Wir werden nicht weiterkommen, Frau Leutenegger Oberholzer, wenn wir den Staat in die Nähe des Bankrottes rücken. Wir werden nicht weiterkommen, Herr Schmid, wenn wir politisch einfach Verdächtigungen pauschal ausstreuen. Wir werden auch nicht weiterkommen, Herr Rechsteiner und Herr Herczog, wenn wir die Bundespolizei nur als Instrument der bürgerlichen Parteien bezeichnen.

Ich habe die Bundespolizei anlässlich eines Informationsbesuchs angeschaut, nicht als Inspektion, wie das etwas aufgebauscht dargestellt worden ist. Da sind Mitbürger wie wir, die in einer Zeit leben, in der die Instrumente, die Organisationen, die wir geschaffen haben, oft nur mühsam die Probleme bewältigen können. Seien wir doch ganz ehrlich: Auch wir in unserem Parlament haben oft Mühe, die Herausforderungen der Zukunft mit den Instrumenten von gestern zu meistern.

Nun kann man ja darüber streiten, wieviel Staatsschutz wir brauchen. Herr Portmann hat das gestern ausgezeichnet dargetan. Der Rechtsschutz des einzelnen Bürgers ist sehr wichtig. Wir, im Parlament, haben in diesem Informationszeitalter allen Grund, im Bereiche Datenschutz voranzukommen. Wir haben aber auch allen Grund, die Bedrohung zu analysieren, und herauszufinden, was unseren Staat tatsächlich einmal im Mark treffen könnte.

Wenn wir die dreiteilige Arbeit der Bundespolizei beurteilen, dann muss sie sich tatsächlich in der Phase der Informationsbeschaffung bei jedem Fall überlegen: Ist diese Massnahme im Interesse des Landes gerechtfertigt oder nicht?
Ich glaube auch, dass sich die Bedrohungslage verändert hat. Die östlichen Spionagedienste sind nicht verschwunden. Sie haben nur ihr Wirkungsfeld verändert. Sie sind jetzt als Wirtschaftsspionageagenten tätig, und hier muss eine Form von Staatsschutz gefunden werden. Ich gebe auch zu, dass Drogenhändler und ähnliche Profiteure beurteilt und unter Umständen verfolgt werden müssen. Diese wichtige Informationsbeschaffung muss verbessert werden.
Ich glaube nicht, dass es richtig ist, von Dilettantismus zu sprechen. Es ist eher, wie vieles in unserem Land, in unserem Milizsystem, amateurhaft. Hier haben wir die Aufgabe mitzuhelfen, damit es besser wird.
Diese Informationen müssen bewertet werden. Hier kommen wir nicht ohne einen souveränen Chef aus, der letztlich im Bundesrat sitzt. Der Bundesrat muss durch geeignete Lagebeurteilungen auch Ziele setzen und Akzente verschieben. In dem Sinne wird das Instrument laufend der Lage angepasst werden müssen. Ich bin nicht sicher, ob tatsächlich der Bundesanwalt der richtige Mann ist, der die Auswirkungen weiterverfolgt. Es ist darum die Trennung von der Bundespolizei angezeigt und wahrscheinlich auch richtig.
Ich glaube, dass jetzt die nötigen Möglichkeiten geschaffen sind, um Verbesserungen zu erzielen. Aber wir müssen auch weiterkommen im Versuch, gestörtes Vertrauen wiederherzustellen. Wir müssen weiterkommen im Versuch, den Bürger zu überzeugen, dass es in der Demokratie möglich ist, Krisenfälle zu bewältigen.
Frau Kopp hat gebüsst, hart gebüsst. Die Bundespolizei besteht aus Schweizern, die unter erschwerten Umständen ihre Aufgabe erfüllen.
Es wurde gestern gesagt, dass hier ein Motivationsproblem besteht, das Herr Bundesrat Koller in Angriff nehmen muss. In dieser Beziehung tun wir vielleicht gut, hier weiterzugehen, indem wir das Wort von Lenin umkehren und sagen: «Kontrolle ist gut, Vertrauen ist besser.»

Mme **Paccolat:** Le caractère exceptionnel du mandat de la commission et la conception même du rapport suscitent la voie de la raison et une volonté politique déterminée à remédier au plus vite aux lacunes, aux fautes et aux dysfonctionnements constatés pour que nos institutions regagnent une image de confiance. La commission en a rigoureusement élucidé, analysé les modalités, à la lumière des principes et des normes juridiques qui assurent une garantie de protection de l'individu digne d'un Etat de droit.
Toutefois, les événements survenus ont touché à vif la dimension affective des valeurs morales significatives qui ont leur place dans ce débat. La réussite de la thérapeutique institutionnelle que nous voulons dépend aussi du degré d'intégration des ressentis humains profonds, du peuple, des fonctionnaires de l'administration, du Ministère public et des autorités.
Je doute de l'efficacité probante des mesures visant à renforcer la sécurité et la protection de notre Etat, si notre société entretient la vague de déficit éthique, de déviance des normes morales et juridiques, la référence à une échelle de valeurs à l'odeur financière.
La première conseillère fédérale a d'abord été reconnue et considérée avant de chuter. Elle a fauté gravement, tout comme elle a travaillé sérieusement. Cette dualité fait mal, elle est blessante pour l'histoire de notre pays et pour celle des femmes dans la politique. Cependant, il est important que son comportement déviant n'occulte pas complètement les mérites d'un engagement reconnu. Le bûcher qui immolait les femmes qui jetaient des sorts est une pratique du moyennâgeuse.
L'appréciation portée sur la police politique m'amène à une considération générale. L'approche scientifique et également politique des problèmes de notre société et de notre temps se veut interdisciplinaire et globale. Notre président, M. Ruffy, l'a encore souligné dans son allocution présidentielle. Or, qu'en est-il du souci de la globalité du rapport, du contexte d'interdépendance entre les faits et les causes lorsque la passion politique de certains focalise l'enjeu sur le service d'enregistrement des données de la Police fédérale?
Le Conseil fédéral reconnaît que les autorités politiquement responsables ont omis par le passé d'actualiser et de concrétiser constamment le mandat général de la police. Pour détecter les signes précurseurs de l'évolution de la menace, la recherche scientifique peut contribuer à la réflexion et à la décision des autorités.
Or, il est tout de même significatif, pour la pesée des responsabilités, de constater que la littérature scientifique sur la problématique sur la sécurité de l'Etat est quasi insignifiante depuis plus de 25 ans. Un seul exemple: la thèse de doctorat, référence la plus citée sur le Ministère public, date de 1972! Les événements nous amènent à penser que ce domaine de recherche et d'étude est resté à tort en friche.
Dans le contexte des mesures proposées par la commission, le poids des ressources humaines est tout aussi déterminant. Les agents du changement, de l'ouverture, de la coordination indispensables entre l'Etat fédéral, les cantons et les organismes étrangers et internationaux, d'un climat de collaboration compétente et efficace, sont des hommes et des femmes qui vont être les garants d'un nouveau courant de confiance.

Leuenberger-Solothurn: Herr Bundesrat, Sie haben gestern zu einem historischen Exkurs ausgeholt. Das war sehr interessant. Nur haben Sie ihn zu schnell abgebrochen. Sie haben uns gesagt – das war fast tragisch, dies aus Ihrem Mund hören zu müssen –, der junge Bundesstaat habe sich den Generalanwalt gegeben, um sich gegen die restaurativen Kräfte zu sichern. Das ist wahr. Die Sonderbundskantone sollten darniedergehalten werden. Dazu hat man den Generalanwalt eingesetzt. Sie haben dann zu sagen vergessen – das wäre eigentlich hoffnungsvoll gewesen –, dass der Bundesrat im Jahre 1856 dem Parlament beantragt hat, diese Stelle nicht mehr zu besetzen, weil die gröberen Probleme gelöst seien. Die Integration der Sonderbundskantone in das politische Geschehen war vollzogen. Sie hielten sich an die Regeln.
Sie hätten dann weiterfahren und sagen können, 1889 hätte man erneut die Stelle des Bundesanwaltes besetzen müssen. Sie hätten dann über die Grenze blicken und sagen können, Bismarck habe ja zur gleichen Zeit die Sozialistengesetze erlassen. Da musste man schlussendlich in der Schweiz auch etwas tun. Was die Deutschen tun, das muss ja gut sein. Das macht man ihnen gelegentlich nach. Das Tragische daran ist einzig, dass man noch nicht gemerkt hat, dass es in Deutschland keine Sozialistengesetze mehr gibt. Unsere Leute an der Taubenhalde drüben meinen offenbar, die gebe es immer noch.
Man hätte weiterfahren und sagen können, dass das Schweizervolk über Polizei und über Staatsschutz ja auch schon abgestimmt habe, nicht nur einmal. Nämlich in der Folge des Generalstreiks wollte dieses hohe Haus hier Staatsschutzgesetze einführen, die berühmte Lex Haeberlin, und obschon das ganze Volk schockiert war über diesen Aufstand der Arbeiterschaft, hat das Schweizervolk weise, wie es sehr oft ist, diese Staatsschutzgesetze – «Zuchthausgesetze» nannten sie die Arbeiter – zur Hölle geschickt, bachab geschickt. Ebenso ist es späteren Versuchen ergangen. Die unselige Busipo ist etwa gebodigt worden mit dem klugen Votum eines klugen CVP-Mannes, der Herrn Furgler gesagt hat: «Wenn es morgens um 6 Uhr an meiner Türe läutet, dann will ich sicher sein, dass es bloss der Milchmann ist.»
Und ich sage dies alles zum Thema Staatsschutz. Ich will keine Missverständnisse aufkommen lassen: Ich bin dafür, dass man Drogengrosshändler, Waffenschieber, überführte Spione, Geldwäscher usw. nicht nur vor Gericht stellt, wenn man ihnen etwas nachweisen kann; ich bin auch dafür, dass man sie registriert. Hier bestehen also nicht die geringsten Probleme. Wie man diese Polizei nennt, ist mir gleich. Herr Stucky kann ihr Staatssicherheitsdienst sagen, man kann das auch abkürzen in Stasi, mir ist das absolut egal. Lassalle hat gesagt: Es gibt nichts Revolutionäreres, als auszusprechen, was ist. Wenn Herr Stucky unserer Bundespolizei Staatssicherheitsdienst sagen will, ist das seine Sache – ich würde das nie wagen!

Ich bin aber dagegen, dass man Bürger beobachtet und registriert oder verzeichnet – ich bin ein Verzeichneter, damit Sie meine Interessenlage kennen –, die nicht mehr und nicht weniger tun, als verfassungsmässige Rechte auszuüben, und, Herr Bundesrat, Sie haben es in der Hand, in Ihrem Schlussvotum das erlösende Wort auszusprechen: Sie können nämlich hier erklären, Sie wollten danach trachten, gesetzliche Grundlagen zu schaffen, die verbieten, dass in diesem Land Bürgerinnen und Bürger, die verfassungsmässige Rechte ausüben, beobachtet, bespitzelt, registriert werden.
Ich will Ihnen auch sagen, warum das gar nicht nötig ist. Wir Schweizer sind in diesem Fall doch etwas ein Sonderfall. Wir haben die Staatsform der direkten Demokratie auf drei Ebenen, und jeder, der irgendein «Bobo» hat, kann das ja gleich ausdrücken: Er kann Leserbriefe schreiben, er kann Vereine und Parteien gründen, er kann für Aemter kandidieren. Er wird vielleicht – hoffentlich – in eine Gewerkschaft gehen, und er wird öffentliche Reden halten, er wird Gott und die Welt kritisieren, er wird demonstrieren, er wird vielleicht sogar streiken – ach, wäre das schön! sage ich als Gewerkschafter –, er wird Aufrufe unterschreiben, Initiativen unterschreiben, Referenden unterschreiben. In dieser Demokratie ist es gar nicht nötig zu befürchten, es käme plötzlich zu Eruptionen, wenn man nicht polizeilich beobachtet, weil die Bürgerinnen und Bürger sich ja laufend äussern. Die Kleinräumigkeit sodann, etwa die appenzellische Kleinräumigkeit, bei der man an der Landsgemeinde Auge in Auge den Bürgerinnen und Bürgern – Bürgerinnen stehen ein bisschen weiter hinten – gegenübersteht, macht es nicht nötig, aufzuschreiben und zu verzeichnen. Freie Medien sodann, denen Dank bei der Beratung dieses Puk-Kopp-Berichtes abzustatten ist, werden ihren Dienst tun, so dass es gar nicht nötig ist, zu registrieren, zu verzeichnen.
Ich sehe, dass ich schliessen muss. Ich bitte Sie, Herr Bundesrat, sprechen Sie das erlösende Wort aus, dass inskünftig in diesem freien Lande, in dieser Demokratie, in diesem Rechtsstaat keine Bürgerin/kein Bürger mehr verzeichnet wird, wenn sie/er nichts anderes tut, als verfassungsmässige Rechte auszuüben. Wenn wir uns auf dieser Basis einigen können und dann vielleicht noch eine parlamentarische Kontrolle der Geheimdienste zustande bringen, dann haben wir etwas gelernt – und das ist selten in diesem Land! *(Beifall)*

Jaeger: Die Puk-Debatte muss vielleicht einmal irgendeinen Titel erhalten in der Geschichtsschreibung. Es sind ja bereits einige gefallen, z. B. «Flügelstutzen für den Zürcher Freisinn». Man könnte vielleicht auch von einem «Festival für gewisse Wendehälse» sprechen oder – und das wäre vielleicht die sachlichste Ueberschrift – «Reinigendes Gewitter zur Restrukturierung unserer Institutionen». Aber eines ist sicher: Es ist anhand dieses Lehrbeispieles und auch der Puk-Beratungen ganz deutlich geworden, wie viel, wie ungeheuer viel es in unserem Lande braucht, um politische Eiterbeulen aufzustechen, um kranke Institutionen, krank gewordene Strukturen zu heilen. Wenn die Frage gestellt wird, was uns der Fall Kopp gekostet hat, direkt, indirekt, muss ich sagen, dass diese Frage müssig ist. Wir müssen für diesen Fall Kopp dankbar sein, denn so wurde zumindest erreicht, dass wir hier und heute über Dinge in unserem Kreis diskutieren, über die wir sonst nie diskutiert hätten. Ich denke ein Jahr zurück, vor der Kopp-Wende: Ich habe damals personelle Bereinigungen verlangt. Sie wissen, ich war damals schon ein Skeptiker gegenüber Frau Bundesrätin Kopp. Ich war nicht einverstanden mit ihrer Vizepräsidentschaft. Ich habe auch die Auffassung vertreten, Herr Gerber sei der falsche Mann am falschen Platz. Ich habe eine Restrukturierung des EJPD verlangt, ich habe verschiedene weitere Reorganisationsforderungen gestellt. Damals gab es für solche Forderungen eigentlich nur Hohn und Spott. Zwar gab es in unserem Rat einen mutigen Paul Eisenring, der von der Wagniswahl gesprochen hat. Auch er hat eher Häme und Hohn geerntet als Lob und Dank. Heute sieht das natürlich alles ganz anders aus.
Natürlich haben wir Schlussfolgerungen zu ziehen. Schlussfolgerungen muss der Bundesrat ziehen, Schlussfolgerungen müssen aber auch wir hier im Parlament ziehen. Es geht darum, jetzt wirklich einen Umbau, eine Umgestaltung unseres Staatssicherheitsdienstes an die Hand zu nehmen. Ich habe da ein gewisses Vertrauen, und ich halte es mit Herrn Leuenberger-Solothurn: Herr Bundesrat Koller, Sie haben hier ganz klar und deutlich zu erklären, dass Sie diese politische Polizei nicht mehr wollen. Es ist doch ganz einfach so, dass politisch Andersdenkende, Personen, die nicht konform sind, in die Kartei kommen. Wenn Sie lesen, was auf diesen Fichen alles drauf ist, so bleiben Fragen offen. Ich bin Ihnen dankbar, Herr Bundesrat, dass Sie mir die Möglichkeit gegeben haben, in meine Fiche reinzuschauen. Aber ich möchte alle hier in diesem Saal, die das jetzt auch tun werden, und alle Bürgerinnen und Bürger in diesem Staat vor Illusionen warnen. Es wäre verfehlt zu meinen, man hätte damit alle Probleme für sich gelöst. Mir ist nicht viel passiert, es war nichts Weltbewegendes. Ich wusste auch, dass nichts Weltbewegendes über mich registriert sein konnte, habe ich doch nur politisch-demokratische Aktivitäten entfaltet, so wie Herr Leuenberger-Solothurn sie erwähnt hat. Und ich weiss heute noch nicht, weshalb ich überhaupt observiert wurde. Aber es gibt viele Leute in diesem Staat, die heute noch nicht wissen, weshalb sie z. B. ihren Job verloren haben. Wir erhalten keine Auskunft darüber, wo die Informationen herkommen, wer sie bereitgestellt hat. Man weiss nicht, was mit diesen Informationen passiert ist, und vor allem sieht man auch die Zusammenhänge nicht. Ich weiss z. B. immer noch nicht, ob es einen Zusammenhang gibt zwischen einer mehrwöchigen polizeilichen Bewachung und eben jenen Eintragungen und Ueberwachungen durch die Bundesanwaltschaft. All diese Fragen können nicht mehr aufgeklärt werden. Es braucht deshalb von Grund auf einen richtigen Neuaufbau der Bundesanwaltschaft. Es bedarf einer Ausgliederung der Bundesanwaltschaft, es braucht nach meiner Auffassung auch eine parlamentarische Kontrolle. Wir müssen die Möglichkeit haben, diese Tätigkeiten zu überwachen. Vor allem darf überhaupt nie mehr passieren, dass politische Kategorien der Observation zugewiesen werden, dass Leute überwacht werden, die nicht eine konforme Meinung vertreten, dafür aber andere Leute nicht in die Buchhaltung, in diesen Gemischtwarenladen hineinkommen, weil sie eben eine konforme Meinung vertreten. Das ist die Mindestforderung, die wir heute stellen können, und ich hoffe und erwarte, dass Herr Bundesrat Koller hier tatsächlich unser Vertrauen rechtfertigen wird.

Zbinden Paul: Ausgangspunkt des Falles Kopp war eine von jenen Lügen, die bekanntlich kurze Beine haben. Diese Lüge bekommt nun aber – zwar nicht durch den an sich kritischen, aber undramatischen Bericht der Puk, aber durch eine wahre Hexenjagd gegen unsere staatssichernden Einrichtungen – wahrlich lange Beine. Weil zum Rücktritt von Frau Bundesrätin Kopp eigentlich nichts Neues herauskam, weil es auch das Parlament selbst versäumt hat, angesichts der Entwicklungen im Drogengeschäft und der damit verbundenen Geldwäscherei in unserem Lande rechtzeitig eine entsprechende Strafnorm zu schaffen, weil also in dieser Richtung ausser Selbstkritik wenig zu holen ist, schiesst nun die politische Linke zusammen mit den Grünen hier im Saal und draussen vor der Tür mit allen Kanonen auf die Bundesanwaltschaft, insbesondere auf die politische Polizei. Das bundesrätliche Telefongespräch und die besagte Lüge waren uns früher schon bekannt. Die Karteiführung – auch über unbescholtene Bürger und Parlamentarier – ist für mich in dieser Form neu; ich erachte sie als dilettantisch. Weil der Puk-Bericht also nichts Staatsgefährliches an den Tag brachte, wollen einige Kopfjäger an der Aufwärmung dieser Geschichte ihr Süppchen kochen, die gesamte Bundesanwaltschaft diskreditieren und unseren Staatsschutz ins Lächerliche ziehen. Sie treten dabei in einer selten überheblichen Art als Meister Proper und als öffentliche inquisitorische Kläger auf. Diese Ausfälle beschäftigen sich nicht so sehr mit den Umständen des Bundesratsrücktrittes oder mit den von der Puk kritisch untersuchten Sachbereichen und mit den entsprechenden Verbesserungsempfehlungen. Sie verunglimpfen Bundesräte. Sie diskreditieren jenes Departement, das unseren Rechtsstaat hütet. Sie untergraben das Vertrauen auch in unsere Verwaltung. Vielleicht erinnert sich die Linke noch an ihre systematische Be-

kämpfung der Busipo, der Bundessicherheitspolizei, oder des Kis, des Koordinierten Informationssystems. Damit haben sie vor wenigen Jahren jene Restrukturierung auch der politischen Polizei und eine Koordination der Verbrechensbekämpfung zwischen Bund und Kantonen verhindert. Heute verlangen sie lautstark, was sie gestern sabotiert haben.
Man kann mit dem Puk-Bericht in Destruktion machen, man kann Misstrauen schaffen und Verdächtigungen ausstreuen. Und wenn ich Verdächtigungen sage, so richte ich mich an Herrn Jaeger. Ich habe Sie heute morgen im Radio DRS gehört. Sie haben gestern um 16.00 Uhr Ihre persönliche Akte bei der Bupo eingesehen und offenbar nichts Nachteiliges gefunden. Bundesrat Koller hat damit den Tatbeweis erbracht, dass er für den Rechtsstaat Gewähr bietet. Misstrauen säen Sie aber, wenn Sie im Radio der Bupo unterstellen, Ihr Dossier sei wohl vorher bereinigt worden. Mich nimmt wunder, was bereinigt worden sein soll.
Was wir nun tun müssen, ist aus den unbestreitbaren Mängeln Lehren zu ziehen. Wir können bei den Bundesratswahlen mit mehr Umsicht vorgehen, aber wir dürfen die Bereitschaft zur Annahme höchster öffentlicher Aemter nicht untergraben. Wir können neben dem internationalen Terrorismus und dem Drogenhandel auch die Geldwäscherdienste effizienter bekämpfen, aber dafür benötigen wir eine zentrale Kartei über potentielle Täter. Wir können die Bedrohungslage im ausgehenden 20. Jahrhundert auch in der Bundesanwaltschaft neu definieren; aber die Bedrohungen selbst können wir allein nicht beseitigen. Wir können in der politischen Polizei des Bundes die Karteien ausmisten, aber den Staatsschutz können wir nicht abschaffen. Mit den richtigen Schritten und Massnahmen in Parlament und Bundesrat und in den Beamtenstuben können wir in den zuständigen Köpfen Remedur schaffen. Unsere Aufgabe im Parlament ist es aber auch, beim Bürger das Vertrauen in unsere Behörden und die Zuversicht in unsere eigene Erneuerungsfähigkeit zu schaffen, die für einen demokratischen Rechtsstaat unerlässlich sind. *(Beifall)*

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Stucky: Ich habe vorher die Grüne Partei und das Grüne Bündnis verwechselt. Ich entschuldige mich dafür. So viel Grünes verwirrt offenbar. Des weiteren habe ich das Wort Staatssicherheitsdienst gebraucht. Das hat dazu geführt, dass mir Herr Leuenberger-Solothurn so quasi unterstellt hat, dass ich die Bundespolizei in die Nähe des Staatssicherheitsdienstes der DDR rücke. Ich halte das für eine Masslosigkeit. Nichts lag mir ferner, als unsere eher zahme Bundespolizei ins gleiche Licht zu rücken wie einen Sicherheitsdienst, dem derart viel Blut an den Fingern klebt.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Jaeger: Herr Kollege Zbinden, Sie haben mir soeben vorgeworfen, ich würde neue Verdächtigungen herumbieten. Ich muss mich dagegen in aller Form wehren. Das ist unfair, was Sie da behaupten. Wer hat denn über mich Daten gesammelt? Wer über mich Daten sammelt, über meine politischen Aktivitäten, der verwendet sie doch irgendeinmal, und er verbreitet damit Verdächtigungen. Ich habe das Recht, meine politischen Aktivitäten auszuüben, ohne dass das registriert wird. Ich habe Herrn Bundesrat Koller ausdrücklich das Vertrauen ausgesprochen. Er ist nicht verantwortlich für diese Gemischtwarenhandlung, die wir gestern angetroffen haben. Er kann da nichts dafür. Er wird Ordnung schaffen, daran glaube ich. Aber Sie dürfen jetzt nicht sozusagen den Bock zum Gärtner machen. Sie können doch nicht einfach die ganze Geschichte umkehren. Ich muss Ihnen klipp und klar sagen: Gestern habe ich die Frage gestellt: Bin ich jetzt sicher, dass ich alle Dossiers, die es über mich einmal gegeben hat, gesehen habe? Ist es möglich, dass es auch Dossiers gegeben hat, die jetzt nicht mehr vorhanden sind? Herr Hermann, Datenschützer, hat mir geantwortet: Das ist nicht ausgeschlossen. Der Bundespolizeibeamte hat allerdings gesagt, er könne sich das nicht vorstellen.
Ich muss Ihnen einfach sagen: Dort sind für mich mehr Fragen offengeblieben, als beantwortet worden sind, und es muss einfach Klarheit her. Es geht nicht um mich – ich wiederhole das –, sondern es geht um die vielen Bürgerinnen und Bürger, die sich nicht so wehren können wie wir. Für diese müssen wir uns wehren, diese haben das Recht auf eine lückenlose Aufklärung, und wir alle haben den Anspruch, dass solches nie mehr geschieht.

Frau **Grendelmeier:** Ich weiss nicht, ob wir bereits wieder soweit sind, wie heute im «Tages-Anzeiger» unter anderem gestanden hat: Die Fassaden sind aufgebaut worden – gestern, gepützelt worden – gestern, heruntergeweisselt worden – gestern, und heute bröckeln sie bereits.
Herr Paul Zbinden, wenn Sie nun einfach – ich glaube sagen zu dürfen: wider besseres Wissen – die Geschichte umkehren und aus den sogenannten Linken, Grünen und anderen Gruppierungen, die Ihnen vielleicht nicht so passen, schon wieder diese Art von «Staatsfeinden» machen, die so gefährlich zu sein scheinen, dass sich ganze Regale der Bundesanwaltschaft, der Bundespolizei mit ihnen füllen, so muss ich sagen, tragen Sie sehr wenig bei zu dem Aufwisch, den es nun nach dieser Geschichte, die letztlich zum Puk-Bericht geführt hat, dringend braucht. Dass die erste Frau im Bundesrat über einen Mann stolpern musste und dazu noch über ihren eigenen, entbehrt meines Erachtens nicht der Tragik – nicht nur für sie selber –, sondern vor allem für uns Frauen in diesem Land.
Ueber ihre Verfehlungen strafrechtlich oder auch moralisch zu urteilen, ist meines Erachtens nicht Sache dieses Parlamentes; wir sind kein Tribunal. Was wir tun können, sind die Folgen ihrer damaligen Verfehlungen im politischen Sinne zu beurteilen.
Was mich heute an dieser Geschichte beschäftigt, ist folgendes: Es brauchte ganz offensichtlich den unbotmässigen Telefonanruf einer Bundesrätin mit seinen sattsam bekannten Folgen, um überhaupt auf des Pudels Kern zu stossen. Und so befinden wir Parlamentarier uns heute in dieser unkomfortablen – ich möchte fast sagen: zynischen – Situation, dass wir Frau Kopp ganz eigentlich Dank schulden. Denn ohne diesen Fehler, den sie begangen hat, hätte dieses Parlament wohl kaum eine Untersuchungskommission eingesetzt und damit manifestiert, dass es gegenüber der Verwaltung eine Aufsichtspflicht wahrzunehmen hat. Und ohne diese Affäre, für die Frau Kopp einen ausserordentlich hohen Preis bezahlen musste, wäre wohl kaum je Licht in diese sogenannte «Dunkelkammer der Nation» gefallen, wie gestern die Bundesanwaltschaft mehrfach genannt worden ist.
Da gibt es also eine Institution, die man mit Fug und Recht als Staat im Staate bezeichnen kann oder sogar muss.
Beim Lesen des Puk-Berichtes habe ich mir immer wieder folgende Fragen gestellt: Wer gibt hier eigentlich wem welche Anweisungen und weshalb, das heisst, nach welchen Kriterien? Aufgrund von was wird wer überwacht, und wem dienen diese Informationen? Und schliesslich: Was geschieht mit ihnen zum Schluss, wer kontrolliert das Ganze? Antworten auf diese doch recht banalen Fragen habe ich keine erhalten, mindestens keine schlüssigen, dafür jede Menge Ungereimtes entdeckt, jede Menge Willkür.
Hier wird also über Gut und Böse befunden, wobei selbstredend das Gute aus dem Westen und das Böse aus dem Osten kommt, oder wenn Sie wollen: von rechts bzw. von links. Und was unter «links» zu verstehen ist, haben wir heute mehrfach gehört. Es sind umwelt- und energiepolitische Fragen, Friedens- und Frauenpolitik, die unter den veralteten Sammelbegriff «von links» subsumiert werden können und werden. Dass diese doch eher simple Betrachtungsweise den Blick verstellt für die echte Gefahr, die «real existierende» Bedrohung – wenn ich mich so ausdrücken darf – für unser Land, zeigt die Tatsache, dass man fürderhin mit Akribie nach sogenannt «linken Sündern» sucht – Glasnost hin oder her – und dabei ungeheuer fündig wird. Das haben wir in diesem Saale auch realisiert. Auch ich gehöre zu den glücklich Ertappten, um auch da gleich zu deklarieren, wo man mich ansiedeln kann – für den Fall, dass es noch nicht klar wäre. Dabei schaut man grosszügig darüber hinweg, und zwar wider besseres Wissen, dass auf der anderen Seite die Schweiz zu einem der wichtigsten

Zentren des internationalen Verbrechens geworden ist, und das nicht erst seit gestern. Laut Puk-Bericht gehen zum Beispiel Erhebungen der Kantonspolizei gegen Shakarchi ins Jahr 1976 zurück. Man wusste also schon eine ganze Zeit über das Phänomen der Geldwäscherei und hat so getan, als wüsste man nichts darüber. Das ist nur ein einziges, winziges Beispiel dafür, wie sehr die Bundesanwaltschaft die Bedrohung unseres Landes durch diese Verbrechen in unserer Zeit wissentlich übersieht.
Auf jeden Fall bin ich gespannt, wie der Bericht des Bundesrates über den Rechtsextremismus aussehen wird, den ich im Juni verlangt habe. Ganz besonders interessiert mich da auch die Rolle der Bundesanwaltschaft in dieser Sache. Ich hoffe, dass diese Institution endlich auch ihr rechtes Auge öffnet, und zwar sehr weit öffnet.

Frau **Zölch:** «Die Entscheidung darüber, wer oder was beobachtet wird, liegt letztlich beim kantonalen Sachbearbeiter .... Allgemeingültige Kriterien für den Eintrag einer Information bestehen nicht .... Allgemeine Richtlinien für das Erstellen von Dossiers bestehen nicht ....» – Mit grossem Erstaunen lesen wir solche Sätze in einem Bericht aus dem Jahre 1989 über die politische Polizei in unserem Lande. Es existieren keine klaren Kriterien für die Beobachtung und Erfassung politisch-polizeilicher Vorgänge. Nicht die einzelnen Beamten tragen dafür die Verantwortung, sondern die Führung unseres Staates und auch das Parlament.
Für mich persönlich ist es undiskutabel, dass der Staat zu seinem Schutz auf eine vorbeugende polizeiliche Tätigkeit angewiesen ist. Vorkehrungen, die auf eine widerrechtliche Aenderung unserer staatlichen Ordnung mit Gewalt, Terror und ohne die Einhaltung rechtsstaatlicher Mittel zielen, müssen frühzeitig erkannt und bekämpft werden. Fehler können wir hierbei wohl nicht absolut ausschliessen. Doch wir müssen – gerade zum Schutze unserer rechtsstaatlichen Ordnung – den Staatsschutz verpflichten, zwischen echter Staatsgefährdung einerseits und staatskritischer Haltung, vielleicht bisweilen auch erlaubter Unruhe andererseits klare Grenzen zu ziehen. Unrichtige, willkürlich gesammelte oder überholte Informationen können zu ganz falschen Schlüssen führen und von der echten Aufgabe ablenken. Das Vertrauen in die politische Polizei kann nur gewonnen werden, wenn wir inskünftig ganz klare Kriterien formulieren, nach denen Daten und Informationen gesammelt werden sollen.
Dabei besteht natürlich ein Konflikt zwischen den Interessen polizeilicher Ermittlungen und dem Persönlichkeitsschutz der Bürger. Doch die Respektierung der Meinungsäusserungsfreiheit, der Versammlungsfreiheit, der Meinungsbildungsfreiheit und selbstverständlich auch der persönlichen Freiheit jedes einzelnen von uns ist für unsere Gesellschaft eine Existenzfrage. Die Respektierung dieser Grundrechte durch die Regierung und durch die Verwaltung ist es auch, was den Rechtsstaat vom totalitären Unrechtsstaat, vom Polizeistaat unterscheidet.
Datenschutz ist nichts anderes als Grundrechtsschutz, Schutz der Persönlichkeit vor einem rechtswidrigen, unverhältnismässigen und unkontrollierten Sammeln, Speichern, Auswerten und Verarbeiten von personenbezogenen Informationen. Die im Puk-Bericht aufgezeigten Mängel im Bereich der politisch-polizeilichen Informationstätigkeit sind vor allem auch das Resultat fehlender Datenschutzvorschriften auf Gesetzesstufe und entsprechender Kontrollinstrumente. Auch nach Meinung des Bundesgerichtes sind Polizeiakten nicht per definitionem Geheimsache. Die betroffenen Personen müssen grundsätzlich in solche Akten Einsicht nehmen können (Bundesgerichtsentscheid 113 Ia, 257 ff.). Das Einsichtsrecht darf nur soweit eingeschränkt werden, als dies im ganz konkreten Einzelfall wegen überwiegender Interessen der Oeffentlichkeit oder Dritter erforderlich ist.
Mir ist auch wichtig, dass wir uns ernsthaft überlegen, wie eine parlamentarische Kontrolle über unsere Polizei und über unseren Geheimdienst eingeführt werden könnte. Die parlamentarische Initiative der Puk zeigt einen tauglichen Weg auf. In unserer Verwaltung muss der verfassungsmässige Grundsatz der Gesetzmässigkeit garantieren, dass keine absolut unkontrollierbaren Dunkelkammern existieren. Selbst der begrü dete Geheimbereich des Staatsschutzes muss durch ein sp zieller Geheimhaltung verpflichtetes Organ kontrolliert und p riodisch auch auf die Effizienz hin überprüft werden können.

Hubacher: Ich möchte zu zwei Aspekten etwas sagen: zur Fall Kopp und zur Bundesanwaltschaft. Ich glaube, man mus daran erinnern, dass Frau Elisabeth Kopp hier zur Bundesräti vorgeschlagen worden ist von einer Partei, obschon die zü cherische freisinnig-demokratische Partei die Verflechtunger die Verbindungen und die Verfilzungen eigentlich gekannt ha Es hat Leute gegeben im Freisinn, die haben gewarnt. Ich erin nere an unseren ehemalichen Ratskollegen und früherer Stadtpräsidenten von Luzern, den Freisinnigen Hans Rudol Meier. Er hat deutlich gewarnt. Wir sind getäuscht worden mi einem sogenannten parteiinternen Untersuchungsbericht Adresse Professor Jagmetti, der uns als Persilschein empfoh len und gezeigt worden ist: alles ist in Ordnung, alles war eine Schlammschlacht. Das ist eigentlich das Bittere. Bis der Fal Kopp aufgeflogen ist, war offensichtlich das politische Norma lität, was Frau Bär als Verluderung der politischen Kultur be zeichnet hat. Es war die Normalität, dass man Leute aus die sem Filzmilieu sogar bis in den Bundesrat gehievt hat. Wir sind deutlich angelogen worden. Man hat uns ein X für ein U vorgemacht. Der Fall Kopp geht zurück auf die Wahl bzw. Nichtwahl von Frau Uchtenhagen im Dezember 1983. Die gleiche Partei hat damals ein übles Manöver inszeniert, weil sie als erste Partei die erste Frau präsentieren wollte.
Die Quittung ist deutlich ausgefallen.
Zu dem, was vorhin Herr Paul Zbinden gesagt hat – andere auch schon, aber Herr Paul Zbinden ganz deutlich –: Herr Zbinden, wir empfinden Ihr Votum schlicht als skandalös. Sie scheinen überhaupt nicht begriffen zu haben, worüber wir hier diskutieren. Es geht ja nicht darum, ob und was registriert ist, sondern darum, dass solche Registraturkarten in dieser Zahl existieren. Es geht nicht darum, was im Dossier von Herrn Jaeger steht, sondern es ist an sich eine schlimme Situation, dass es ein solches Dossier gibt. Wir sind ja nicht die Benachteiligten, wir können uns wehren. Auch ich kann mich wehren, ich bin auch registriert. Aber die vielen, die sich nicht wehren können und nicht so privilegiert sind wie wir, sie sind noch viel unverdienter in diese Registratur gekommen. Jetzt kommen Sie Herr Zbinden und wollen uns zu Schuldigen erklären, weil wir die Busipo abgelehnt hätten. Wir wissen heute, doppelt so gut wie damals, wie nötig es war, die Busipo abzulehnen. Nur eines haben Sie vergessen zu sagen: Ihr Parteikollege und Vorsteher des Justizdepartementes, Kurt Furgler, hat die Grundlagen gelegt, so dass sie trotzdem eingeführt worden ist. Gegen den Willen des Volkes ist hier ein Polizeistaat aufgebaut worden, und ich wehre mich dagegen, dass Herr Zbinden nun die ganze Geschichte noch umkehren will.
Gegenwärtig demonstriert man in der DDR mit Transparenten wie «Rechtssicherheit spart Staatssicherheit». Das wird heute herumgetragen. Was wir erlebt haben, ist eine politische Polizei, die gegen den Volkswillen eingeführt worden ist. Das ist die totale Willkür, und das hat nicht mit Frau Kopp begonnen. Das muss man, glaube ich, deutlich sagen, deshalb auch die Empfindlichkeit des ehemaligen CVP-Fraktionspräsidenten. *(teilweiser Beifall)*

M. **Béguelin:** Comme vous tous, je salue l'excellent travail de la Commission d'enquête parlementaire. Le rapport affirme à la page 114: «Le soupçon généralisé selon lequel les autorités suisses seraient minées par le crime organisé n'est pas fondé.» Cette affirmation est rassurante et nous poussons tous un soupir de satisfaction. C'est la première réaction puis, plus tard, après une lecture attentive du rapport, cette affirmation se nuance. Finalement, elle apparaît étroitement légaliste et juridique. Beaucoup semblent s'en contenter. Ce n'est pas mon cas. Pour moi, la politique implique une morale, une éthique et, de ce point de vue-là, le rapport révèle que notre système souffre d'un immense déficit. Sur ce plan, je nous trouve dangereusement minés. Je cite rapidement quelques faits extraits du rapport:
«Les cantons semblent accueillir n'importe quel contribuable

pouvu qu'il assure un revenu fiscal minimum.» Le rapport, à la page 219, révèle des marchandages sordides à propos de personnages peu ragoûtants. C'est de la prostitution fiscale, du fédéralisme de trottoir!
Le rapport précise aussi aux pages 95 et 96, que nos instituts financiers ont pu très officiellement, en toute légalité apparente et en appliquant leur célèbre convention de diligence, recycler plusieurs milliards de francs en toute impunité. Je ne suis vraiment pas fier de nos lois.
Les autorités zurichoises ont joué dans l'affaire Shakarchi un drôle de jeu. Dans un roman policier, on n'hésiterait pas une seconde à qualifier ce comportement de «marron». Les pages 123 à 130 sont limpides à ce sujet. Tout y est: «puissant appui discret» ici, «yeux fermés» là, «oreilles bouchées» ailleurs, et, finalement, un coup de fil tout simple; toute la logique d'un système pas propre.
Autre fait, page 117: le rapport indique, à propos des envois massifs d'argent, effectués par les frères Magharian, que certains employés de banque avaient accepté des cadeaux parfois de grande valeur et que c'était incompréhensible. Que veut dire «incompréhensible» en l'occurrence? Ces cadeaux venaient-ils par hasard? Qu'ont-ils permis d'acheter?
Il y a assez de faits comme ceux-là, je n'insiste pas. Mais, ce qui est très dérangeant, c'est que ces faits échappent pour leur très grande part à toute sanction. Je n'arrive pas à m'habituer à cette situation. Et, quand la commission dit que nous ne sommes pas minés par le crime organisé, je la crois, par espoir personnel mais, en même temps, je constate que nous sommes au moins en partie déjà sérieusement contaminés. Et là, je suis inquiet. J'ai le sentiment que les mesures prévues, que je salue et soutiens, ne seront pas suffisantes pour éliminer les traces considérables de corruption et de pourriture révélées par la commission. En plus, il nous faudra une rigueur et une détermination exceptionnelles pour surmonter cette sorte de fatalisme cynique qui laisse entendre que, finalement, sur les 300 milliards de dollars de chiffre d'affaires de la drogue, il serait dommage de tout laisser à d'autres. Cette façon de penser que l'on a pu lire dans une certaine presse économique, c'est déjà un grave signe de corruption.
Maintenant, en plus de lois renforcées, de fonctionnaires solides et rigoureux et, à leur tête, d'un conseiller fédéral inflexible, nous avons aussi besoin d'un supplément de morale. A propos de morale précisément, de morale démocratique, Monsieur le Conseiller fédéral, faites sainement et rapidement le ménage au sujet de ce fichier grotesque, faute de quoi vous risquez de traîner longtemps cette casserole, ce qui ne serait pas bon pour la crédibilité de notre Etat démocratique!

Bodenmann: Der Freisinn kämpfte in seiner Geschichte erfolgreich für die Rechte des einzelnen und gegen Uebergriffe des Staates. Diese Zeiten sind vorbei. Der freisinnige Bundesanwalt Gerber liess Hunderttausende von Schweizerinnen und Schweizern bespitzeln und registrieren, Menschen verloren Beruf und Ansehen aufgrund unwahrer Denunziationen. Bisher von freisinniger Seite kein Wort des Bedauerns, bisher kein Wort darüber, wie dieser Schaden wiedergutzumachen wäre.
Die freisinnigen alt Bundesräte Friedrich und Kopp verteidigen noch heute ihre Politik in diesem Bereich. Keine Selbstkritik trübt jene Arroganz, die uns mittels Anwalt sogar die Diskussion des Puk-Berichtes untersagen möchte. In der freisinnigen Fraktion sitzt sogar pudelmunter ein gewisser Herr Cincera, der das Geschäft der Bespitzelung und Denunziation lange Zeit auf privater Basis betrieb, mit sichtlichem politischen Erfolg.
Soll sich die Polizei künftig um die Gesinnung, um die politische Haltung der Bürgerinnen und Bürger kümmern, anstatt sich endlich ihrer wirklichen Aufgabe, der Bekämpfung des organisierten Verbrechens, der Spionage und des Terrorismus, zu widmen? Die Fakten des Puk-Berichtes sprechen für sich. Selbst in der Schweiz führt die politische Polizei zwangsläufig zu Missbrauch, unnötigen Verdächtigungen, Vernachlässigung der eigentlichen Aufgaben, Berufs- und Wohnverboten für die Betroffenen. Wer die politische Einstellung der in der Schweiz lebenden Menschen auch in Zukunft überwachen will – und darum geht es –, wird eher früher als später im gleichen Sumpf landen wie heute – nur dass Computer, Herr Bundesrat Koller, effizienter denunzieren helfen denn archaische Karteikarten.
Der Staat schützt sich nicht durch politische Schnüffelei, sondern er entwickelt sich durch soziale und politische Veränderungen. Offenheit und Vertrauen sind unsere Karten, nicht politische Aengstlichkeit, Ueberwachung und Bespitzelung.
Die Schweiz hat keine Armee, sondern sie ist eine Armee, teilte uns der Bundesrat vor nicht allzu langer Zeit schriftlich mit. In der Zwischenzeit stimmten über eine Million Schweizerinnen und Schweizer für die Abschaffung dieser Armee. 80 Prozent der Bevölkerung wollen eine wirkliche Armeereform und keinen High-Tech-Zauber. Die Puk konnte zentrale Dossiers nicht abschliessend klären, weil die Spuren in das EMD führten. Volk und Parlament wissen nicht, mit welchen Staaten wir Sicherheitsabkommen geschlossen haben. Was ist der Inhalt dieser Abkommen? Wird durch diese Abkommen unsere Neutralität verletzt? Stecken wir mit Diktaturen unter einer geheimen Decke? Welches war unsere wirkliche Rolle im ganzen Iran-Contra-Fall?
Die gleichen Personen, die für die zivilen Nachrichtendienste verantwortlich sind, sind auch für die militärischen zuständig. Warum soll es im Bereich des Militärs, des EMD weniger Missstände geben, und warum sollte man diese nicht aufdecken? Die Armee speichert ebenfalls Daten, Daten über Soldaten. Herrscht hier mehr Ordnung, weniger Gesinnungsschnüffelei? Ich möchte das wissen. Der Fall Jeanmaire/Bachmann bedarf endlich der korrekten parlamentarischen Klärung. Neben Jacques-André Kaeslin hat vielleicht auch der ehemalige CVP-Nationalrat Müller-Marzohl Anspruch auf Rehabilitation.
Das Ansehen des EMD ist erschüttert. Die Mehrheit der Auszugssoldaten hat für seine Abschaffung gestimmt. Die Spuren der Puk führen in dieses Departement. Was wir brauchen, ist nicht blindes Vertrauen in die heilige Kuh, sondern auch hier umfassende Aufklärung und finanzielles Abspecken.
Für uns gehört die politische Polizei auf den Friedhof des Kalten Krieges. Für uns muss die Puk, welche unter ihrem Präsidenten ausgezeichnete Arbeit geleistet hat, auch in die EMD-Dunkelkammer leuchten.

Frau **Segmüller:** Heute vor einem Jahr haben wir Frau Kopp zur Vizepräsidentin gewählt. Heute lesen wir die Scherben zusammen und versuchen, die Krise zu bewältigen. Aber gestern war auch die Beerdigung des Opfers des Attentates in der Bundesrepublik Deutschland, Alfred Herrhausen. Damit ist unser Handlungsspielraum abgesteckt. Innerhalb dessen haben wir die Geschehnisse zu beurteilen und Massnahmen zu treffen. Kritik an der Bundesanwaltschaft ist berechtigt, darüber besteht gar kein Zweifel. Doch Rechtssicherheit der Bürger gewährleisten ist eines; alles lächerlich zu machen, was in den letzten Jahren geschehen ist, ist ein anderes. Es ist zu billig, wenn wir heute, wo Klügerwerden durch die Tatsachen nicht verboten ist, einfach hinterher verurteilen, was in der Zeit als angebracht erschien. Die politische Polizei hat die Aufgabe, Gefährdungen zu erkennen, wahrzunehmen. Sie hat dies aus dem Verständnis der Zeit heraus getan. Sie hat sich zu lange nicht der modernen Gefährdung angepasst. Das ist unbestritten. Aber es geht nicht an, es ist unzulässig, fahrlässig, gleich das Kind mit dem Bade ausschütten zu wollen.
Es geht doch hier gar nicht um eine Wertung, ob Gefahren von links oder von rechts kommen. Einäugigkeit ganz generell ist anzuprangern. Es darf keine Scheuklappen geben, wenn es darum geht, Gefahren zu erkennen und handlungsfähig zu sein und genau jene Freiheiten der Bürger zu schützen, in deren Namen jetzt in diesem Saal der politischen Polizei und der Staatssicherheit am liebsten das Grabglöcklein geläutet würde. Es gilt, etwas geradezurücken, und das geht an die Adresse verschiedener Redner hier. Neue Werte, kommen sie von rechts, von links, von grün, von braun, von Frau oder Mann, sind doch nicht einfach die besseren Werte, weil sie neu sind. Politische Veränderer sind doch Andersdenkende, sind nicht einfach die Besseren, weil sie das Bisherige in Frage stellen.
Das Attentat auf Alfred Herrhausen hat mit aller Deutlichkeit

gezeigt, dass die Gefahr des internationalen Verbrechens, dass die Gefahr für Staat und Bürger überall lauern kann. Wir haben uns in diesem Saal mit dem internationalen Verbrechen befasst. Wir haben die Geldwäscherei behandelt, und wir haben dabei zur Kenntnis genommen, dass Bekämpfung des organisierten Verbrechens mehr als je eine internationale Zusammenarbeit erfordert. Der Eindruck der bisherigen Diskussion hier in diesem Saal ist: Die Bundesanwaltschaft als Institution wird diskreditiert. Ueber die Auflistung unbestrittener Mängel hinaus wird der Staatsschutz lächerlich gemacht. Aber wir brauchen eine funktionsfähige Bundesanwaltschaft, um Verbrechen wie das gegen Alfred Herrhausen aufdecken zu können. Wir brauchen eine klare Führung in der Bundesanwaltschaft, genügende Kontrolle des Staatsschutzes und einen wirksamen Datenschutz. Bundesrat Koller hat mit seinen Sofortmassnahmen zur Einsicht in die Fichen gezeigt, wie die Bedürfnisse der Bürger nach Transparenz und die Belange des Staatsschutzes berücksichtigt werden können und müssen. Jede Einseitigkeit ist unverantwortlich und unlogisch, denn es kann nicht darum gehen, verbrecherische Handlungen in Zukunft zu erleichtern. Auch im Bereich des Staatsschutzes und der Staatssicherheit haben wir mit unseren Institutionen Europafähigkeit unter Beweis zu stellen und die notwendigen Konsequenzen in dieser Richtung zu ziehen.

Braunschweig: Eigentlich wollte ich Herrn Paul Zbinden antworten, aber er ist nicht im Saal. Ich bin der Meinung, dass sich, wer so aggressiv votiert, in der Folge auch dem Dialog stellen sollte.
Ein Graben in unserem Lande wird nicht nur tiefer, sondern auch deutlicher sichtbar. Heute wird er sichtbar am Beispiel der Fichen in der Bundespolizei. Wenn ich der Diskussion richtig zugehört habe, steht ein Gegensatz im Vordergrund: Der Graben zwischen den sicher, wahrscheinlich oder möglicherweise Registrierten und den sicher nicht Registrierten. Die einen reagieren persönlich oder aus Solidarität betroffen, die anderen in der Regel sehr distanziert, verständnislos, im besten Falle ängstlich, oft aber auch cool bis kalt, ziemlich unkritisch und selbstgerecht. Der wesentliche Unterschied besteht aber darin: Die nicht Registrierten bestimmen allein, ob und wen sie registrieren. Die Registrierten können nicht aktiv sein, sie werden registriert, sie wissen es nicht einmal, möglicherweise merken sie es später, wenn persönliche, politische oder berufliche Nachteile eintreten. Der Graben wird breiter und tiefer und erregt besonders Anstoss, weil wir auf beiden Seiten so liebend gerne von Freiheit und Gleichheit, Gerechtigkeit, Rechtsstaat und Demokratie reden. Demokratie gilt für alle mit gleichen Rechten.
Es ist nicht der einzige Graben. Es gibt einen weiteren in diesem Lande, im Umweltbereich. Jene, die sensibel auf Probleme und Zerstörung der Umweltzerstörung reagieren, und jene, die dem Wirtschaftswachstum verpflichtet sind und verpflichtet bleiben. Ich stelle fest: Dieser zweite Graben scheint offenbar kongruent mit dem ersten zu sein. Denselben Graben orte ich auch im Bereich des Militärischen; aufgebrochen und neu sichtbar am 26. November 1989. Gräben stelle ich auch im Bereich des Asylrechts und an zahlreichen anderen Orten fest. Ein Graben, nämlich derjenige des sozialen Aspekts, liegt mir besonders am Herzen. Da haben wir auf der einen Seite jene immer zahlreicheren Leute, die Opfer der Suchtkrankheit werden. Dabei denke ich nicht nur an die Drogenabhängigen, sondern auch an die Neuen Armen, die immer mehr werden, an die Isolierten und Einsamen, deren Zahl zunimmt, und an andere Gruppen am Rande unserer Gesellschaft. Auf der anderen Seite dieses Grabens stehen die Satten und Gesicherten, die Besitzenden und Verantwortung Tragenden. Und dann gibt es noch die Gruppe, wieder auf jener Seite des Grabens, die obdachlos sind, die auf den Strassen unserer Städte betteln. Hören Sie zu: Es gibt in unseren Städten wieder Obdachlosigkeit und Strassenbettelei, nach Jahren und Jahrzehnten der Hochkonjunktur, der Wirtschaftsblüte, in einer Zeit, da man täglich in der Zeitung lesen kann, wie gut es unserer Wirtschaft geht!
Nun komme ich zur bundesrätlichen Stellungnahme und zum Votum von Herrn Bundesrat Koller. Ich frage ihn: Ist diese Situation wirklich erklärt, wenn Sie sagen, es hat Fehler gegben, es hat Schwachstellen gegeben, es hat Missstände gegben? Sie haben das mindestens dreimal so formuliert. Mus man denn bei dieser Ungerechtigkeit nicht doch von Korrup tion sprechen? Vielleicht etwas anders, als wir denken und a wir erwarten. Ist das nicht doch eine gewisse Unterwanderun in diesem Staate, die sicher nicht von den Schwachen un nicht von der Opposition herkommt, sondern von einer Anzal Mächtiger und Herrschender? *Ceterum censeo:* Wo bleibt di Frage nach den Ursachen? Wo bleibt die Stelle in dieser Staat, die sich mit der Frage nach der Ursache befasst? Brau chen wir nicht eher eine solche Stelle statt eine politische Pol zei?
Ich möchte aber mit einem persönlichen Wort schliessen. Die «Neue Zürcher Zeitung» von heute hat sehr sorgfältig über die gestrige Debatte berichtet, wie es selbstverständlich ihrer Ar entspricht, objektiv wie immer. Auf der nachfolgenden Seite ti telt sie hingegen: «Ich bleibe dabei: Zensur nein. Erste Presse konferenz des neuen Kulturministers der Deutschen Demo kratischen Republik.» Ich denke, dass in jenem Land zahlrei che Leute heute sehr viel Mut aufbringen müssen, um sich von ihrer Vergangenheit abzusetzen. Auch wir sollten ein wenig Mut aufbringen.

Frau **Stamm:** Erst unsere Nachfahren werden die Ereignisse, die zum Puk-Bericht geführt haben, aufarbeiten können. Für sie will ich das Folgende zu Protokoll geben.
Es wird jetzt immer wieder gesagt, Elisabeth Kopp hätte als Bundesrätin seinerzeit gar nicht gewählt werden dürfen. Daher müssen wir uns für das Protokoll erinnern, wie es war. Die Geschichte der Wahl der Freisinnigen Elisabeth Kopp hat, wie bereits gesagt wurde, begonnen mit der Nichtwahl der Sozialdemokratin Lilian Uchtenhagen 1983. Das ist so, auch wenn es einigen unter Ihnen nicht passt und sie es nicht mehr wahrhaben wollen. Fähigkeit und Tüchtigkeit von Nationalrätin Uchtenhagen standen 1983 kaum zur Debatte. Aber mit persönlichen Verunglimpfungen wurde die offizielle Kandidatin der SP in widerlicher Art und Weise von Angehörigen dieses Parlamentes aus dem Rennen gekippt. Und zehn Monate später kam das Parlament dann in Zugzwang. Mann (mit zwei N) konnte nicht noch einmal sagen, wir wählen eine Frau, aber nicht diese Frau. Denn gegen diese Frau war damals offenbar nichts ins Feld zu führen. Sie war nicht «zu emotional». Sie war kühl, kontrolliert und passte in den Rahmen. So versuchte man es mit Vorwürfen gegen den Ehepartner. Nur, er war als Chef in seinem Büro fragwürdig gewesen, aber er war als Anwalt längst wieder rehabilitiert. Er hatte zwar einmal ein militärisches Kommando verloren, aber er hatte wieder eines bekommen. Er war zur Zeit der Wahl angesehen und hatte öffentliche Funktionen als anerkannter Medienspezialist. Und zu alledem stellte die FDP der Situation ein Unbedenklichkeitszeugnis aus. Das war doch die Situation, vor der das Parlament stand. Also konnte nicht zugelassen werden, dass in diesem Parlament schon wieder eine Frau erledigt wurde, und dazu noch mit Vorwürfen, die sie gar nicht betrafen und die ihren Ehemann nicht gehindert hatten, seinerseits Karriere zu machen. Dies alles dürfen wir nicht vergessen!
Für mich ist vieles, ich sage das deutlich, im Verhalten der ehemaligen Bundesrätin Elisabeth Kopp unverständlich und unakzeptabel. Nur – auch sie ist als Mensch und Bundesrätin Produkt und Teil des gesellschaftlichen und politischen Systems dieses Landes. Es ist daher zu billig, sich von dieser Frau nun einfach loszusagen und zu meinen, damit sei die Weste reingewaschen.
Auch der Bundesrat hat es sich meiner Meinung nach durch seine Nichtstellungnahme zu den Punkten des Puk-Berichtes, die Frau Kopp betreffen, etwas zu leicht gemacht. Das Kollegialsystem des Bundesrates wird hochgepriesen. Es wird von Uebersichtlichkeit, persönlichen Beziehungen, Vertrauen, gemeinsamer Verantwortung gesprochen. Die Herren wehren sich aus diesen Gründen, über die Zahl von sieben hinauszugehen. Wie konnte es dann geschehen, dass sich eine Kollegin dieser Siebnergruppe selbst so ins Abseits manövrierte und die anderen davon nichts merkten – oder etwa nichts merken wollten? Und wo ist die gemeinsame Verantwortung für

die erschreckenden Zustände, die uns der Puk-Bericht enthüllt?
Die Nichtwahl von Lilian Uchtenhagen 1983 und das Scheitern der «Ersatzkandidatin» Elisabeth Kopp 1989 werfen Fragen auf, die auch mit dem Puk-Bericht noch längst nicht beantwortet sind. Sie waren ja bezeichnenderweise im Puk-Auftrag auch gar nicht enthalten.

Frau **Bäumlin:** Anlässlich der Aufhebung der Immunität von Frau Kopp habe ich hier an diesem Mikrophon die Wichtigkeit der Puk-Untersuchung unterstrichen. Tatsächlich wirft diese Untersuchung nun ein Schlaglicht auf die schweizerische politische Kultur, und zwar weit über die gewohnten politischen Protagonistinnen und Protagonisten hinaus. Dabei zeigt sich leider immer noch das alte obrigkeitliche Grundmuster, heute nach dem kapitalistischen Schema, das schon in der Bibel verzeichnet ist: Wer da hat, dem wird gegeben. Wer zu den Reichen und Reichsten gehört, wer zu den richtigen Parteien gehört, wer mächtige Partikularinteressen vertritt und die Kosten dafür auf die Allgemeinheit abwälzt, dem wird gegeben: Respekt, günstige Steuerabkommen, politisches Gewicht und Herrn Kopp einen Diplomatenpass. Wer nicht hat in diesem System und kritisch nach Gerechtigkeit und Schonung der Lebensgrundlagen ruft, der wird verdächtigt und bespitzelt und in der Ausübung seiner Rechte gehindert.
Verschiedene Votanten vor mir haben das Vertrauen beschworen, das zur Ueberwindung der gegenwärtigen Krise und Erschütterung nötig sei. Interessanterweise war bei diesen Voten meistens die Rede von Vertrauen im Zusammenhang mit den Institutionen. Wie kann jedoch man und frau Vertrauen von denen erwarten, welchen nichts als das reinste Misstrauen entgegengebracht und gegen die kleinlich gesammelt und fichiert wurde?
Nun soll, wenn es nach Herrn Bundesrat Koller geht, dieses Misstrauen noch effizienter und professioneller gestaltet werden. Ich möchte ihn aber darauf aufmerksam machen, dass das gar nicht nötig ist. Ueberwachen und Strafen sind eine wissenschaftlich erforschte abendländische Grundeinstellung und Tugend. Da ist fast jeder ein Profi, und ein notorischer Profi, Oberprofi möchte ich sagen, sitzt meistens – jetzt gerade nicht – in diesem Saal und wartet nur darauf, dass seine penetranten Staatsschutzdienste öffentlich anerkannt und gar noch belobigt werden. Ich meine meinen ungefähr fünften Nachredner: Herrn Cincera. Seine Subversivenhatz hat z. B. meinen Freund Kurt Marti, Pfarrer Dr. Kurt Marti, seinerzeit einen Lehrauftrag an der Uni Bern gekostet. Vielleicht verdanke auch ich ihm meinen Eintrag ins zentrale Register der Bundespolizei. Wer weiss? Ich weiss es nicht. Aber an der beachtlichen destruktiven Effizienz des bisherigen Staatsschützertums gibt es für mich nichts, aber überhaupt nichts zu zweifeln. Mit einer solchen Effizienzsteigerung werden wir das Zeitalter des Kalten Krieges nicht beenden.
Wenn hier schon von Vertrauen die Rede sein soll, dann vielleicht am besten von einem Zutrauen in die Menschen, die hier leben, in diesem Staat, in diesem Land, von einem Zutrauen, dass sie sagen lernen: Wir sind das Volk. Das ist der allerbeste Staatsschutz.

Schmidhalter: Die politische Polizei muss Handlungen beobachten und verhüten, die die innere und äussere Sicherheit der Schweiz gefährden. Sie ist deshalb nicht nur ein politischer Informationsdienst. Sie sammelt nicht nur Informationen über politische Tätigkeit und hier nicht nur im linken oder auch im rechten Bereich; sie muss auch versuchen, Informationen im Bereich der Spionageabwehr und Terrorbekämpfung zu bekommen. Die Vorkommnisse in Deutschland oder auch Italien zeigen, wie wichtig dieser Arbeitsbereich ist.
Die Inspektion der GPK 1988 hat aufgezeigt, dass in diesem Bereich Mängel bestehen. Den Mitgliedern der GPK ist damals bereits aufgefallen, dass eine grosse Anzahl von Karteikarten bestehen, die eine kurze Information beinhalten und als Auffindmittel dienen. Nur ein kleiner Teil befasst sich mit den Vorgängen im Bereich der politischen Polizei, welcher heute isoliert und einseitig kritisiert wird.
Die Puk verlangt Remedur. Ich unterstütze diese Anträge durchgehend. Der Bundesrat hat eindeutig zugegeben, dass Unzulässigkeiten vorgekommen sind und dass Verbesserungen erreicht werden müssen. Wenn solche Unzulänglichkeiten auch passiert sind, ist unser Staat noch keineswegs korrupt, und es ist keine Staatskrise eingetreten. Vornehmlich ist eine Interessenabwägung zwischen den Erfordernissen des Staatsschutzes und dem Schutz der Persönlichkeitsrechte zu erreichen.
Ich wehre mich gegen die von einigen Kollegen seit dem Erscheinen des Puk-Berichtes in den Medien und in der Fragestunde unseres Parlamentes vorgebrachten einseitigen Vorwürfe und fragwürdigen Schlussfolgerungen. Man hat den Teilbereich Registraturkartei über die eidgenössischen Parlamentarier – siehe Seite 161 des Puk-Berichtes – derart hochgespielt, dass in der Oeffentlichkeit der Eindruck aufkam, wir hätten einen Spitzelstaat erster Ordnung. Es wird mit unverhältnismässigen Vergleichen an dunkelste Zustände in fremden Staaten erinnert. Das Kind wird mit dem Bad ausgeschüttet. Köpfe müssen rollen, damit diese Hitzköpfe recht bekommen. Diese Saubermänner haben eindeutig ihre rein persönlichen Interessen vor den allgemeinen, notwendigen Staatsschutz gestellt. In der heutigen Debatte sollte es uns nicht vorwiegend um unsere persönlichen Interessen gehen, sondern um das wohlverstandene Interesse unseres Rechtsstaates.
Ich nehme an, dass ich auch irgendwo registriert bin. Dies beunruhigt mich nicht, und ich habe auch nichts dagegen einzuwenden. Statt sachlich Kritik zu üben und notwendige Korrekturangaben zu machen, versucht man die persönliche Neugier zu befriedigen. Ich bin der Meinung, dass wir bei der Einsichtnahme in diese Kartei an erster Stelle die Rechtsgleichheit hochhalten und die Persönlichkeitsrechte aller Beteiligten schützen müssen. Die Parlamentarier haben kein Anrecht auf bevorzugte Behandlung gegenüber einem anderen Bürger. Ich unterstütze daher die Stellungnahme des Bundesrates, die dieser bereits am 30. November 1989 Nationalrat Bodenmann schriftlich abgegeben hat.
Es liegt auf der Hand, dass der Bundesrat nicht im Parlament und damit öffentlich jede Auskunft über diese Registratur erteilen kann. Wie hätten die Gesuchsteller reagiert, wenn der Bundesrat durch diese öffentliche Auskunftserteilung Persönlichkeitsrechte verletzt hätte? Wir müssen versuchen, gemeinsam notwendige Verbesserungen in diesem Bereich einzuführen, ohne die kleinliche persönliche Neugier dem legitimen Staats- und Persönlichkeitsschutz voranzustellen.

Mme **Jeanprêtre:** Le témoignage que je peux apporter en cinq minutes va se distancer de l'analyse logique, de la rationalité, des questions pertinentes et des propositions urgentes que la plupart des esprits critiques ont pu et pourront formuler à l'endroit du Conseil fédéral, d'un Ministère public, voire de nos institutions publiques ou privées: je pense au secteur bancaire en l'occurrence. Mes réflexions seront plutôt d'ordre philosophique et politique.
Il y a une année, j'écrivais à Mme Kopp pour lui faire part de ma déception, car elle avait brisé la confiance que nous avions mise en elle. Elle nous a bassement trompés. A la réflexion et comme l'a dit Mme Grendelmeier tout à l'heure, on peut être reconnaissant que cette affaire ait éclaté, qu'une commission d'enquête ait été instituée, mais il a fallu se battre pour l'avoir – il faut le rappeler – et qu'un bon rapport soit tombé. C'est une oeuvre de salubrité publique.
Personnalités portées aux nues, aux plus hautes fonctions politiques, points de mire et de référence pour l'ensemble d'un pays, nos conseillers fédéraux peuvent être des humains décevants, abusant de leur pouvoir, essayant d'esquiver des responsabilités, tombant dans les pires bassesses. Ces attitudes lâches ou abusives de pouvoir peuvent aussi se retrouver au sein de l'administration et chez ses personnalités les plus en vue.
Le pouvoir politique peut être glacial et arrogant, l'univers administratif, kafkaïen. Il faut donc des esprits libres, critiques, indépendants et vigilants pour les affronter et les démonter. Mais qu'on se garde de se donner bonne conscience en ne pratiquant qu'une chasse aux sorcières! Il s'agit d'assainir et non pas simplement d'exorciser. C'est notre rôle à nous, parle-

mentaires, parfois complices, parfois naïfs. C'est aussi celui de fonctionnaires compétents et lucides que d'exercer la critique, une attitude si peu pratiquée chez nous et pour cause, car elle peut vous renvoyer directement dans un fichier ou vous faire perdre un emploi. Que l'on élise les gens les plus conformes ou les plus avides d'un certain pouvoir, que l'on désigne les fonctionnaires les plus serviles et le vrai pouvoir, celui de l'économie, aura alors le champ libre!
Affaiblir l'Etat, en le sous-dotant en personnel, par exemple, ce fut un des *credo* de la droite. Cette sous-dotation en personnel a aussi nui à la bonne marche d'un service. User de ce même Etat pour exercer un sacro-saint pouvoir fort mais aveugle, ce fut l'oeuvre d'un conseiller fédéral dont on a peu parlé, M. Furgler, qui a lui-même appelé M. Gerber et essayé de mettre en place une police fédérale de sécurité.
J'aimerais brièvement revenir sur la motion que j'ai déposée. L'affaire Kopp a montré que des erreurs et des maladresses de supérieurs hiérarchiques au sein du personnel de l'administration fédérale ont entraîné non seulement un conflit entre le devoir de loyauté et une éventuelle obligation de dénoncer, elle a aussi montré qu'il y a à disposition du personnel de l'administration trop peu de possibilités de signaler les manquements constatés et de les clarifier en temps voulu.
L'obligation de dénoncer ne repose sur aucun texte de loi. En revanche, dans ses obligations de service et de loyauté, le fonctionnaire est responsable, envers l'Etat d'abord, puis envers son supérieur direct. D'où le devoir de faire corriger les déficiences en informant, à l'intérieur de l'administration, le responsable compétent et en remontant, si nécessaire, jusqu'au chef du département. Les choses se compliquent lorsque le chef du département couvre un manquement ou lorsqu'il en est lui-même l'auteur.
Dans ce dernier cas, selon le Conseil fédéral, le fonctionnaire pourrait s'adresser aux organes de surveillance, la Commission de gestion par exemple. Il peut aussi aller frapper au plus haut niveau, auprès du Président de la Confédération. Mais enfin, tout cela est théorique; en pratique, on voit mal comment les affaires pourraient se passer.
C'est pour cela que j'ai demandé au Conseil fédéral, par voie de motion, la création d'une instance de plainte pour les fonctionnaires et j'attends sa réponse.

Thür: Ich möchte mich zu drei Punkten äussern:
1. Auf Seite 21 des Puk-Berichtes stellen wir fest, dass die Puk bei ihren Untersuchungen auf Sachverhalte gestossen ist, die allenfalls strafrechtliche Tatbestände erfüllen. Ich möchte dem Bundesrat konkret die Frage stellen, ob inzwischen Massnahmen ergriffen worden sind, um hier die erforderlichen Ermittlungen einzuleiten. Weiter möchte ich vom Bundesrat wissen, was unternommen worden ist, um dabei ein rechtsstaatliches Verfahren zu garantieren.
2. Auf Seite 182 erfahren wir, dass Sicherheitsüberprüfungen im Auftrag ausländischer Behören oder im Auftrag Privater ausgeführt worden seien. Dabei hat die Puk festgestellt, dass sich die Handlungen der Schweizer Beamten auf zwischenstaatliche Vereinbarungen stützen, die weder vom Bundesrat noch vom Parlament genehmigt worden sind, geschweige denn ihnen bekannt waren. Das ist an sich schon ein ungeheuerlicher Vorgang. Ich frage deshalb den Bundesrat: Ist er bereit, dem Parlament bekanntzugeben, in welchen Bereichen, mit welchen Staaten, mit welchen Institutionen solche zwischenstaatlichen Abkommen abgeschlossen worden sind und von wem? Und was gedenkt der Bundesrat vorzukehren, um solch ungesetzliche Aktivitäten von untergeordneten Verwaltungsbeamten zu verhindern?
3. Stichwort Datensammlung: Auf Seite 163 des Berichtes finden Sie die Beschreibung einer Berufsorganisation, die aufgrund einiger Merkmale sofort als die der Demokratischen Juristinnen und Juristen erkannt werden kann. Was ist davon zu halten? Warum tauchen die Demokratischen Juristen auf dieser Liste überhaupt auf? Das Feindbild wurde von der sogenannten Informationsgruppe Schweiz bereits in den frühen achtziger Jahren aufgebaut und offensichtlich von der Bundesanwaltschaft willig übernommen. Der Chef dieser Gruppe ist oder war unser geschätzter Kollege Ernst Cincera. Ich möchte Ihnen nun anhand eines Beispieles zeigen, mit welcher krankhaften Paranoia hier ans Werk gegangen wurde. In der Nummer 46/47 vom Dezember 1982 finden Sie im Bulletin dieser Organisation eine ausführliche Analyse des Terrorismus unter dem Titel: «Das internationale Terrornetz, Umfeld und gesellschaftliche Auswirkungen in der Schweiz.» Dort steht auf Seite 3 unter dem Titel «Kontakte zu Medien» ohne weitere Begründung, völlig zusammenhangslos folgendes: «In der Redaktion des ‹Tages-Anzeigers› sitzt Hanspeter Thür, dieser ist gleichzeitig als Redaktor in der neuen Zeitschrift ‹Plädoyer› (früher ‹Volk und Recht›), dem Organ der Demokratischen Juristen der Schweiz, zu finden.» Auf der nächsten Seite dieses Bulletins erfahren Sie dann, weshalb die Demokratischen Juristen zur Sympathisantenszene des Terrorismus gehören sollen: «Das Programm der Demokratischen Juristen umfasst Themen, welche in das Umfeld des modernen, in die gesellschaftlichen Strukturen eingreifenden Terrorismus gehören.» Zur Begründung wird dann weiter darauf hingewiesen, dass die Demokratischen Juristen seit drei Jahren in «rechtskritischem und dem sozialen Fortschritt verpflichteten Sinn» über Mieterschutz, Ausländerrecht, Atomgesetz, Asylrecht, Datenschutz, Strafvollzug, Strafrecht und Kriminalcomputer berichtet haben. Das ist also Terrorismus in der Schweiz. Das hat die Bundesanwaltschaft einfach übernommen. Sie werden zwar sagen, das war Herr Cincera, das hat mit der Bundesanwaltschaft nichts zu tun. Sie wissen, Herr Cincera bestreitet heute noch, Quelle dieser Information gewesen zu sein. Ich habe heute morgen meine eigene Fiche eingesehen und darauf feststellen können, dass es einen Vermerk der Stadtpolizei Zürich vom 17. Februar 1983 gibt. Dort steht: «Notiz über das Organ ‹Plädoyer› (vormals ‹Volk und Recht›): Mitglied der Redaktion.» Nun werden Sie wieder nicht recht verstehen, warum es hier überhaupt einen Konnex zwischen Stadtpolizei Zürich und Herrn Cincera geben soll. Ich möchte Ihnen auch das erklären: Man weiss, dass Herr Cincera mit dem sogenannten KK3, dem Kriminalkommissariat Zürich, eng zusammengearbeitet hat. Dort haben die Herren Helfer und Graf an vorderster Front ermittelt, und diese beiden Herren sind 1983 aus dem Staatsdienst ausgetreten und haben von Herrn Cincera das ganze Archiv übernommen und arbeiten heute noch unter dem Titel Presdok AG und ermitteln weiter. Mich interessiert nun die Frage, ob diese Presdok heute eine Datenlieferantin der Bundesanwaltschaft ist. Ich hege diese Vermutung, und ich möchte das vom Bundesrat wissen. Vielleicht kann auch die Puk etwas mehr Licht in diese Angelegenheit bringen. Meine konkrete Frage also: Ist diese Nachfolgeorganisation von Herrn Cincera eine Datenlieferantin der Bundesanwaltschaft?

Mme **Aubry**: Je voudrais tout d'abord dire merci à la CEP et aux collègues qui se sont engagés pour faire toute la lumière sur une situation politique plus tragique que scandaleuse pour notre démocratie. Je m'arrêterai au Ministère public de la Confédération où il y a certaines choses à relever.
Des responsables du contrôle de la drogue à nos frontières se sont adressés à moi il y a environ un an, afin de me faire part de leurs conditions de travail lentes et peu efficientes en relation avec le Ministère public de la Confédération. J'avais déposé un postulat à cet endroit qui a été, comme on le fait souvent, mis au tiroir.
A l'heure de l'électronique, il est incompréhensible qu'un système de relais ou de piquet ne fonctionne pas durant les week-ends. Ces fonctionnaires qui sont dans le terrain, le font dans des conditions dangereuses et difficiles et se plaignent de devoir attendre plusieurs jours les réponses à des informations qui sont urgentes, si l'on veut connaître l'identité et les antécédents d'un passeur ou d'un trafiquant de drogue. Les douaniers français, allemands, autrichiens et italiens prennent la peine de répondre à une demande dans l'heure qui suit; le Ministère public de la Confédération met plusieurs jours et, en fin de semaine, il est inutile de s'adresser à lui, il fait partie des abonnés absents.
Le trafic de drogue s'est intensifié, et il exige la mise en place de moyens efficaces et rapides si la Suisse veut travailler avec ses voisins sur le plan international et interfrontalier. Si des

douaniers peuvent être 24 heures sur 24 à nos frontières, il doivent disposer, au Ministère public de la Confédération, d'un service à même de les renseigner dans l'immédiat.
Je vous demande, Monsieur le Conseiller fédéral, de bien vouloir prendre en considération ce qui précède, pour la réorganisation du Ministère public. Vous avez lu, tout comme moi et l'avez appris dans les journaux, que des douaniers paient chèrement leur service, comme celui qui a été enterré hier, M. Kurt Moser. C'est triste et nous ne devons pas le nier. Ces remarques figurent d'ailleurs aux pages 161 et 162 du rapport de la CEP, ma demande ne fait que de les appuyer.
Maintenant, je voudrais rassurer les collègues, comme Mme Uchtenhagen et bien d'autres qui se sont plaints d'avoir été fichés par le Ministère public de la Confédération, mais je le suis moi aussi et pourtant, je crois m'être battue pour la sécurité de mon pays, de mon canton, de ma région, mais j'ignorais jusqu'à hier et jusqu'à la réponse du Ministère public de la Confédération que je constituais un danger pour mon pays.

Meier-Glattfelden: Mein Schulfreund ist bei der Bundespolizei. Er und seine Familie leiden schwer unter all den Beschuldigungen und Vorfällen. Er und seine Kollegen fühlen sich heute als Prügelknaben der Nation und im Stiche gelassen. Herr Bundespräsident, bei aller Anerkennung der Tatsache, dass Sie den Blick vor allem nach vorne richten, Fehler, Schwachstellen und Missstände beheben wollen, es wäre doch ein Akt der Grösse gewesen, wenn der Bundesrat für sich und seine Vorgänger einen Teil der Verantwortung auf sich genommen hätte. Aber keine Behörde will heute Verantwortung übernehmen. Geradezu zynisch tönt es, wenn der Bundesrat sagt, der Staatsschutz arbeite dilettantisch und habe ein Weltbild aus der Zeit des Kalten Krieges. Die Verantwortung für diesen Dilettantismus und das Bedrohungsbild tragen in erster Linie die politisch verantwortlichen Behörden und die hinter ihnen stehenden Mehrheitsparteien.
Es war eben lange Zeit für stramm rechtsstehende Parteileute einfach, alle Grünen, alle AKW-Gegner sowie Frauen und Männer aus der Friedensbewegung zu rot-grünen Chaoten und damit zu potentiellen Staatsfeinden zu stempeln. So wurden in den siebziger Jahren privat von der Informationsgruppe Schweiz Dossiers solcher Staatsfeinde angelegt. Dass aber auch in der zentralen Registratur der Bundespolizei Material mit der gleichen Stossrichtung gesammelt wurde, ahnten wohl nur wenige. Dass Totentafeln von PdA-Mitgliedern angelegt und Registrierkarten mit über 40 Jahre alten Einträgen sorgfältig gesammelt wurden, darüber könnte man mit Kopfschütteln hinweggehen. Dass aber unbescholtene Mitbürgerinnen und Mitbürger wegen ungerechtfertigten Einträgen ihre Stellung verlieren und keine Anstellung beim Bunde bekommen, ist ein Skandal. Kollegin Ursula Hafner hat uns ein solches Lebensschicksal geschildert. Herr Bundespräsident, solche Tragödien verlangen nach Wiedergutmachung.
Herr Kollege Früh als Sprecher der freisinnigen Fraktion macht es sich zu einfach, alle Schuld auf Frau Kopp zu laden und zu sagen, die politischen Konsequenzen seien gezogen, juristisch hätte nun das Bundesgericht zu entscheiden. Der Zürcher Freisinn wusste ganz genau, was für ein Umfeld er mit Elisabeth Kopp nach Bern schickte. Alt Stadtpräsident Meyer aus Luzern hat seine Partei eindrücklich gewarnt. Seine damaligen Worte tönen heute wie eine erfüllte Prophezeiung: «Es liegt sicher im Interesse aller und besonders von Frau Kopp und ihrer Familie, wenn sie nicht kandidiert.» Heute müssen wir allerdings froh sein, dass Frau Kopp kandidiert hat, sonst wäre wahrscheinlich überhaupt nichts herausgekommen.
Im ganzen Puk-Bericht begegnet man immer wieder den Fäden, die Zürich mit Bern verbinden. Zürich als erster Finanzplatz und Bern als politisches Zentrum der Schweiz sind eben eng miteinander verknüpft. Es ist auch bemühend, wie sich angeschlagene Magistratspersonen, von Frau Kopp bis zum Stadtpräsidenten von Zürich, an ihre Aemter klammerten und klammern. Wegen all diesen Vorfällen haben breite Teile der Schweizer Bevölkerung das Vertrauen gegenüber Behörden und Verwaltung verloren. Das mangelnde Unrechtsbewusstsein der Hauptbetroffenen hat diese Vertrauenskrise verschärft. Nur mit Offenheit und Ehrlichkeit kann das Vertrauen wieder aufgebaut werden. Zu guter Letzt aber werden Stimmbürgerinnen und Stimmbürger mit dem Wahlzettel zum Rechten sehen.

M. **Rebeaud:** Tout ou presque a été dit. J'aimerais une fois de plus, mais en français cette fois souligner l'importance et la clarté du rapport sur lequel nous sommes en train de discuter. Il m'est arrivé, depuis six ans que je siège ici, de douter de la possibilité du Parlement de faire vraiment une oeuvre claire et utile. Aujour'hui, je remercie personnellement la Commission d'enquête parlementaire de m'avoir, grâce à son travail, réconcilié avec le Parlement et ôté les doutes que j'avais pu avoir.
Nous avons le droit d'être fier de ce travail. Pour une fois, tous les partis ont réussi à déléguer les meilleurs de leurs députés dans une commission qui a fait un travail approuvé par consensus. Ce travail est vraiment utile à la communauté par le fait qu'il démontre aussi que notre pays possède encore les ressources de se sortir d'une crise qui aurait pu finir beaucoup plus mal. Je remercie donc ces personnes de leur engagement personnel, tout particulièrement les responsables de cette commission qui ont réussi à mettre tout le monde d'accord sur un texte qui, pour une fois, a une signification.
Je dirai encore un mot à propos de la crise: s'agit-il d'une crise de personnes, comme l'a affirmé M. Darbellay hier, ou d'une crise de régime? Ce n'est pas une crise de régime puisque le Parlement montre qu'il est, en l'occurrence, à la hauteur de sa tâche, mais ce n'est pas non plus une crise de personnes. Si j'ai un regret à propos du débat que nous tenons depuis hier, c'est que certains représentants de partis, dont M. Darbellay – c'est lui qui a commencé – ont essayé de tirer un bénéfice du rapport en faveur de leur propre parti, ce qui a contraint ensuite certaines personnes, comme M. Hubacher, à rappeler qu'il y a eu aussi un conseiller fédéral démocrate-chrétien pour porter la responsabilité des médiocrités que nous découvrons dans ce rapport.
Sur la question des responsabilités, la Commission d'enquête parlementaire laisse à penser que les responsabilités sont largement partagées entre les diverses autorités. Pour ma part, je crois que nous devons éviter de commettre ici une erreur de perspective.
M. Meier-Glattfelden a défendu la position des modestes employés et je partage parfaitement son point de vue. Il est faux, comme l'a fait M. Koller il y a quelques jours, de parler de «dilettantisme» à propos de l'administration. Les employés de la Confédération qui ont travaillé sous les ordres de M. Gerber n'étaient certainement ni des amateurs ni des dilettantes. Ils étaient, comme la plupart des employés de la Confédération, des personnes accomplissant consciencieusement leur travail avec ce que vous appelez en allemand de la «Gründlichkeit»: ils arrivaient à l'heure, ils remplissaient leurs fiches et les mettaient dans le bon ordre alphabétique afin de les retrouver à n'importe quel moment. Ce n'est pas là qu'il y a eu dilettantisme. Le dilettantisme et l'amateurisme ont régné au plus haut niveau, surtout à l'échelon du Conseil fédéral.
On peut reprocher au Parlement et à sa majorité dite bourgeoise d'avoir mal surveillé le Conseil fédéral, ce qui est peut-être vrai, mais la responsabilité première se trouve dans l'autorité exécutive. Si Mme Kopp a laissé faire un certain nombre de choses dans son département, ses prédécesseurs l'ont laissé faire aussi et, maintenant, grâce au travail de la Commission d'enquête parlementaire et grâce, sans qu'elle l'ait voulu, à la maladresse de Mme Kopp qui nous a mis dans cette situation, le Conseil fédéral a le devoir de redresser la barre et de travailler avec professionnalisme, avec «Gründlichkeit», afin de rendre utiles les services du Ministère public.
Enfin, je poserai encore une question au Conseil fédéral à ce sujet: grâce au travail de la Commission d'enquête parlementaire, plus personne aujourd'hui dans ce Parlement – ce qui est un progrès considérable accompli par nous en une année – ne souscrit aux critères qui présidaient au choix des personnes que devaient inspecter ou espionner les policiers des cantons et de la Confédération. Plus personne ne songe à poursuivre le délit d'opinion qui est dénoncé dans les fiches de la Police fédérale. Je prends plaisir à citer, à la page 20 de la

réponse du Conseil fédéral, les phrases suivantes: «Nous reconnaissons que les autorités politiques responsables ont omis, par le passé, d'actualiser et de concrétiser constamment le mandat général de la police. L'Etat dépend pour sa protection d'une activité policière préventive. Celle-ci doit être orientée en fonction de la situation actuelle dans le domaine de la menace.» Il est extrêmement important, Monsieur Koller, que le Conseil fédéral nous précise où se situe aujourd'hui la menace. Quels sont les secteurs dans lesquels vous allez engager votre personnel? Quelles précautions allez-vous prendre pour que, définitivement, les gens qui, dans ce pays, ont été considérés comme des ennemis de l'Etat soient rassurés, qu'ils aient le droit de penser ce qu'ils veulent sans que pour autant on les soupçonne d'être dangereux pour les libertés et pour les droits démocratiques?

Auer: So nebenbei wird im Puk-Bericht und wurde hier erwähnt, dass auch wir, das Parlament, Mitverantwortung tragen. Aber so leicht, wie das Frau Mauch getan hat, können wir uns nicht alle in die Büsche schlagen. Es ist reichlich viel von Filz gesprochen worden, vom bösen Einfluss der bösen Wirtschaft auf die leicht manipulierbaren Politiker, hier insbesondere der Zürcher Hochfinanz auf ihre freisinnigen Trabanten. Und in der Tat: Ich habe noch nie erlebt, dass derart intensiv versucht worden wäre, auf meine Entscheide Einfluss zu nehmen, allerdings in ganz anderem Sinne, als behauptet worden ist, nämlich im umgekehrten.
Blenden wir auf die Wahl von 1984 zurück: Die Freisinnigen unterbreiteten einen Zweiervorschlag: Frau Kopp und Herrn Hunziker. Die Sozialdemokraten unterstützten als einzige Fraktion offiziell Frau Kopp. Und noch vor einem Jahr attestierten die Sozialdemokraten Frau Kopp ausdrücklich «persönliche Integrität» («ZSZ», 7.12.88). Und weiter: «Es ist nicht etwa die Amtsführung von Bundesrätin Kopp, die innerhalb der SP-Fraktion zu Beanstandungen Anlass geben würde. Vielmehr veranlassen die Schlagzeilen, die der Ehegatte .... in jüngster Zeit geliefert hat, auf Distanz zu gehen» («NZZ», 2.12.88).
Aber schon im Vorfeld der Wahl von Frau Kopp stand nicht sie, sondern ihr Mann im Mittelpunkt. Die erwähnten Zürcher Wirtschaftsführer schilderten ihn in den dunkelsten Farben. Aber auf die Frage, was man denn Frau Kopp vorzuwerfen habe, erfolgte alleweil nur Schweigen. Ich aber hatte Frau Kopp – nicht zuletzt, wie Frau Mauch, in der Kommission Umweltschutzgesetz – als gescheite, fleissige, präsente und gut vorbereitete Kollegin kennengelernt. Es widersprach meinem liberalen Credo, eine Frau wegen des angeblich schlechten Rufes ihres Mannes zu bestrafen, ganz abgesehen davon, dass dieser letztinstanzlich von keinem Gericht verurteilt worden war und es auch bis heute noch nicht ist.
Was aber die politische und moralische Seite betrifft – und um diese geht es hier –, ist dies überhaupt nicht relevant. Wir wissen heute, dass er uns angelogen und dass uns das Ehepaar irregeführt hat. Wir wurden nicht nur enttäuscht, wir haben uns getäuscht, und wir sind getäuscht worden. Aus dieser Sicht wirkt auch die ellenlange Rechtsschrift, die wir gestern erhalten haben, nicht nur deplaziert, sondern auch lächerlich. Berufungen auf die Menschenrechtskonvention und auf allfällige Formfehler ändern an dem moralischen Fehlverhalten nichts. Längst nicht alles moralisch Verwerfliche wird vom Recht erfasst!
Zurück zu 1984: Schon damals – sagte Frau Mauch – habe Herr Kopp dem Verwaltungsrat «der in einschlägigen Kreisen bekannten Firma Shakarchi» angehört. Das wusste aber auch die SP. Und sie wusste um die Kommandoenthebung Kopps und um die Rutengeschichte in seiner Advokatur. Weshalb hat sie dennoch Frau Kopp unterstützt? Doch wohl aus der gleichen Ueberlegung wie wir: Wir dürfen doch deswegen nicht seine Frau bestrafen! Auch die SP hat sich getäuscht und ist getäuscht worden.
Als Frau Kopp im Vorfeld der Wahl im bekannten Interview in den «Luzerner Neuesten Nachrichten» bezüglich der Vorwürfe an ihren Mann die Unwahrheit sagte, änderte ich meine Präferenz zugunsten von Herrn Hunziker und sagte dies Frau Kopp. Meine Frau aber hielt mir vor, die Kandidatin habe doch nichts anderes getan, denn als liebende Gattin für ihren Mann einzustehen. Haben das nicht auch andere Leute in diesem Saal so gesehen?
Ja, wir Freisinnigen tragen eine erhebliche Mitverantwortung an der verunglückten Wahl. Wir sind enttäuscht, wir haben uns getäuscht, und wir sind getäuscht worden. Aber auch andere, auch die Presse – die das Wort der «Schlammschlacht» noch so gerne aufgegriffen hat –, auch der berühmte und teils berüchtigte Recherchierjournalismus, haben damals am «Umfeld» kaum Anstoss genommen und wie wir die Sippenhaftung abgelehnt. Auch die Medien haben sich getäuscht und sind getäuscht worden. Jetzt, im nachhinein, ist es leicht, den Vorwurf zu erheben, wir hätten das «Umfeld» zu wenig geprüft. Das haben wir auch bei Kandidaten männlichen Geschlechts nie getan – ja, wir hätten uns geschämt.
Es ist eine bittere Lehre, die wir ziehen müssen, auch wenn es sich nun wahrlich um einen in der Geschichte des Bundesstaates einmaligen und einzigartigen Fall handelt: dieses Zusammentreffen von Mann und Frau, beide sehr intelligent, beide sehr ehrgeizig, beide Perfektionisten, mit dem bei solchen Personen oft zu beobachtenden Hang zu Unwahrheit und zu Uneinsichtigkeit, weil Perfektionisten im Gegensatz zu gewöhnlichen Menschen Fehler nicht eingestehen können. Das ist zusätzlich das Tragische, dass beide dies auch heute noch nicht können und dass sie nicht einzusehen scheinen, welch grossen Schaden sie dem Ruf des Landes, der Behörden und ihrer Partei zugefügt haben.

M. **Leuba:** Je suis conseiller d'Etat, chef d'un département de police. Si je le dis, ce n'est pas parce que j'ai des intérêts particuliers à défendre, mais parce que je crois connaître quelque peu la matière qui fait l'objet de ce débat. Je pense aussi connaître l'immense majorité des fonctionnaires du Département fédéral de justice et police qui accomplissent leur travail quotidiennement, au plus près de leur conscience.
Je me joins aux félicitations qui ont été adressées à la Commission d'enquête parlementaire. Celle-ci a mis le doigt, sans complaisance, sur les erreurs et même les fautes de l'administration qui les croyait bien cachées. Elle a aussi fait bonne justice d'accusations infondées qui sortaient tout droit d'imaginations pour lesquelles seul ce qui est scandaleux présente de l'intérêt. Je me réfère aux déclarations faites dans cette salle, il y a exactement une année, et au monde qui séparent les accusations portées alors des révélations de la commission d'enquête.
Quelles que soient les qualités du rapport, un mot me paraît le caractériser, c'est celui de paradoxe. Or, le paradoxe peut conduire à des attitudes politiques dangereuses, voire schizophréniques. Je donnerai simplement trois exemples pour montrer combien, dans cette affaire, nous côtoyons le paradoxe.
Les fautes de Mme Kopp sont évidentes, et notamment celles commises contre la vérité. Il n'y a pas de mensonge innocent, il n'y a pas de petit mensonge. Faute politique grave, Mme Kopp l'a payée de sa charge à laquelle elle semblait passionnément tenir. Mais puisque le rapport de la commission d'enquête est bon, je souhaite le citer expressément: «Elisabeth Kopp fut quatre années durant conseillère fédérale. Elle a servi notre pays de son mieux et a rempli sa charge avec compétence, prudence et dévouement. Elle a assumé les épreuves physiques et psychiques découlant d'une telle charge avec autant de force et de succès que d'autres conseillers fédéraux.» Il me semble que certains intervenants, dans cette salle, ont été frappés d'une véritable cécité au moment de lire la page 229. Nous ne serons pas de ceux qui donnent le coup de pied de l'âne à une femme à terre.
Deuxième paradoxe: a juste titre à nos yeux, on reproche la dilution des responsabilités au Ministère public de la Confédération et à la Police fédérale, dilution qui a amené à un état de fait insatisfaisant. Mais certains voudraient, pour y remédier, créer une nouvelle confusion entre les responsabilités de l'exécutif et celles du législatif. Le Conseil fédéral est responsable de la Police fédérale, le chef du Département fédéral de justice et police doit donner des instructions sur ce qui doit être enregistré et sur ce qui ne doit pas l'être. Il appartient à notre Parlement de contrôler si le Conseil fédéral a accompli sa tâche, si

le chef du département a donné les instructions nécessaires et si ces instructions ont été suivies; il ne lui appartient en revanche pas d'indiquer à la Police fédérale comment elle doit faire son travail. Sur cet objet, M. Petitpierre a fait hier d'excellentes observations; je ne les répéterai pas.
Troisième paradoxe: on veut supprimer les fichiers de la Police fédérale, voire la Police fédérale elle-même, ou en tout cas assurer un libre accès à tout un chacun. Mais on entend simultanément renforcer la coopération internationale en matière de terrorisme, de lutte contre le blanchissage d'argent sale, etc. Croyez-vous que les services de police étrangers voudront collaborer avec la nôtre, si elle n'a pas de mémoire? Etes-vous prêts à ouvrir les dossiers en tout temps aux trafiquants, aux terroristes et à tous ceux que nous voulons traquer pour que chaque matin ils viennent voir ce que la Police fédérale peut bien savoir sur leur compte? Rappelez-vous aussi que le policier ne peut travailler qu'avec des fiches et des notes. Si vous lui interdisez de les consigner sur des documents officiels, il le fera sur son carnet personnel et là il n'y aura plus de contrôle du tout.
Cette affaire nous apprend qu'il existe une morale démocratique qui doit aussi être respectée par la Police fédérale. Mais cette morale doit être concrète, s'appliquer au monde dans lequel nous vivons, et non pas nager dans des concepts abstraits. Il ne faut pas oublier que qui veut faire l'ange fait la bête.

Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 11.30 Uhr
La séance est levée à 11 h 30

auch Ihre zweite Frage, Frau Nationalrätin Bäumlin, beantwortet.

Frau **Bäumlin:** Was mich beunruhigt, Herr Bundesrat, ist die zweite Meldung, auf die ich in meiner Frage angespielt habe. Es handelt sich dabei um Aussagen der Versuchsstelle für Strahlenschutz und Kerntechnik der Universität Innsbruck, die am 17. November in der Presse erschienen sind. Unter Berücksichtigung dessen, was dort geschrieben wurde, bin ich immer noch nicht ganz sicher, ob diese ganze Geschichte ein Flop gewesen ist, wie es am letzten Samstag wieder in den Medien stand.
Was mich aber jetzt noch beschäftigt und wonach ich Sie fragen möchte: Muss aus dem ganzen Vorgang nicht doch geschlossen werden, dass mindestens potentiell radioaktives Material durch die Schweiz geschleust – eingeführt und wieder ausgeführt – werden kann, ohne dass dies der Kontrolle der Bundesbehörden untersteht: dass sich dies also der Kontrolle der Bundesbehörden entziehen kann?

Bundesrat **Ogi:** Wir wissen nicht, weshalb falsche Aussagen gemacht wurden. Auch die Sicherheitsbehörde im Oesterreichischen Bundeskanzleramt hat bestätigt, dass es sich bloss um Natururan handelt. Diese Bestätigung wurde in den letzten Tagen auch veröffentlicht.
In diesem Zusammenhang ist es vielleicht auch interessant zu wissen, dass die österreichischen Stellen zunächst einmal von einem Wert von 3 Millionen Dollar geprochen haben. Das wären 5 Millionen Schweizerfranken. Nachträglich hat man festgestellt, dass die 50 kg Natururan einen Wert von etwa 2000 Franken haben. Das zeigt, wie übertrieben verschiedene Meldungen im Zusammenhang mit diesem Vorfall eben waren.
Es kann radioaktives Material durch die Schweiz geschleust werden: Leider kann das nicht ausgeschlossen werden. Das zeigt auch dieser Vorfall, der ja jetzt gut aufgeklärt wurde.

Frage 100:
Braunschweig. Konflikt Nagra/Gemeinde Ollon/VD
Conflit entre la CEDRA et la commune d'Ollon/VD
Ist der Bundesrat bereit, sich vermittelnd einzusetzen – wenn andere Versuche nicht zum Ziele führen – im Konflikt der Nagra mit der Gemeinde Ollon/VD um den Bau eines Endlagers für radioaktive Abfälle, damit es nicht zu einem Polizeieinsatz gegen die einheimische Bevölkerung kommt?

Bundesrat **Ogi:** Der Bundesrat bedauert, dass die Nagra die Arbeiten am Bois de la Glaive nicht ohne Behinderungen ausführen kann. Diese Behinderungen erfolgen, obwohl der Bundesrat die Arbeiten bewilligt und obwohl das Bundesgericht diesen Entscheid gestützt hat.
Der Bundesrat unterstützt die Bemühungen des Staatsrates des Kantons Waadt, eine einvernehmliche Lösung zu finden, die die Ermittlung der notwendigen Resultate ermöglichen soll. Deshalb begrüsst es der Bundesrat auch, dass der Staatsrat bereit ist, die nötigen Mittel einzusetzen, damit diese nationale Aufgabe erfüllt werden und sich unser Rechtsstaat durchsetzen kann.
Der Bundesrat hatte die Bewilligung für diese durchzuführenden Untersuchungen erteilt, weil er sie als notwendig erachtet, so wie er diese Untersuchungen auch an andern Orten als notwendig erachtet und durchsetzt.
Eine Vermittlung zwischen der Gemeinde Ollon und der Nagra könnte deshalb nur den Zweck haben, dass die Gemeinde diese Arbeiten nicht mehr stört. Der Bundesrat ruft die Bevölkerung von Ollon mit Nachdruck auf, die Arbeiten zu tolerieren und Ruhe zu bewahren.

Braunschweig: Es ist richtig, dass der Bundesrat von der Hoffnung ausgeht, dass eine Lösung sowohl für die Nagra als auch für die Bevölkerung von Ollon gefunden werden kann. Aber es gab in den letzten Jahren Beispiele in unserem Lande, die ähnlichen Charakter hatten: Da hat man keinen Kompromiss gefunden. Irgendwann musste einmal ein Bruch mit dem Verfahren vollzogen werden.
Im Fall Rothenthurm war es eine Volksabstimmung, die anders herauskam, als es vom Verfahren her eigentlich erwartet worden wäre.
Im Fall Kaiseraugst war es eine berühmte Motion – in diesem Saale entstanden –, die eine Frage, die sich nach einem bestimmten Verfahren ergeben hatte, um 180 Grad anders beantwortete.
Aus diesem Grunde bin ich der Meinung, dass sich der Bundesrat rechtzeitig Gedanken machen und sich vorbereiten muss, um langfristig eine andere Konfliktlösung zu finden. Es scheint, dass gewisse brisante Projekte in diesem Lande nicht mehr mit Hilfe der Polizei gegen den Willen der Bevölkerung durchgesetzt werden können. Ich möchte den Bundesrat ermutigen und ihn dazu aufrufen, im Zweifelsfalle auf der Seite der Bevölkerung zu stehen.

89.006

Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen

Evénements survenus au DFJP. Commissions parlementaires d'enquête

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 2011 hiervor – Voir page 2011 ci-devant

Kühne: Ein so später Platz auf der Rednerliste hat den Vorzug, dass man eine gewisse Wertung vornehmen kann. Ohne Zweifel ist die Frage des Vertrauens hier die Kardinalfrage. Es geht einerseits um das Vertrauen der Schweizerinnen und Schweizer in ihren Staat und die staatlichen Institutionen und andererseits um das Vertrauen des Staates in seine Bürgerinnen und Bürger. Damit ist die Ueberwachung angesprochen.
Alt Bundesrätin Kopp hatte ohne Zweifel sehr grosses Vertrauen genossen. Die vielen Sympathiebezeugungen haben das gezeigt und waren äusseres Zeichen dafür. Noch so gerne hätte man und «Mann» ihre Aussage «Mich trifft keine Schuld, weder rechtlich noch moralisch» geglaubt. Entsprechend gross war und ist die Enttäuschung, dass sie die Verantwortung nicht übernehmen wollte und auch heute nicht übernehmen will. Dabei hat sie nicht nur ihr eigenes Vertrauenskapital verspielt, sondern auch Behördemitglieder aller Stufen mit in die Solidarhaftung einbezogen.
Viele bekamen den Vertrauensschwund zu spüren. Das Wort «Mich trifft keine Schuld, die anderen wohl» hat auch in zu vielen Voten an diesem Pult durchgeschimmert. Rechtlich mag das stimmen, aber moralisch wohl kaum. Das Weitergeben des Schwarzen Peters allein genügt nicht. Jeder und jede soll ihn ruhig eine Weile behalten; einige müssen das freilich etwas länger tun.
Ich bin ebenfalls der festen Meinung, dass politische Aeusserungen nur überwacht und festgehalten werden dürfen, wenn hinreichender Verdacht auf Gewaltakte besteht. Wer aber ganz auf diese Instrumente verzichten will, wird hier in einigen Jahren ebenfalls nicht sagen können «Mich trifft keine Schuld», wenn wir mit Polizist-Wäckerli-Methoden z. B. des Rechtsextremismus nicht Herr werden.
Solche Debatten haben gewissermassen einen gruppendynamischen Effekt. Nur so ist es erklärlich, dass gewisse gewagte Aussagen fallen wie zum Beispiel: «Den Reichen gibt man, und die Armen lässt man bespitzeln». Wenn fehlender Reichtum Kriterium für die Ueberwachung gewesen wäre, müssten primär Minimalrentner und Bauern in den Aufzeichnungen vorhanden sein. Und während gewisse Ratsmitglieder schon bei der Walddebatte keinen gesunden Baum mehr im ganzen Land existieren lassen wollten, gibt es heute solche, die auch keinen moralisch sauberen politischen Verantwortlichen sehen wollen. Das Wort «Filzmilieu» ist gefallen. Das lasse ich

nicht gelten! Viele Milizposten, vom Gemeinderat bis zum Kantonsparlamentarier und weiter, werden gegen bescheidene Entschädigung mit viel Engagement ausgeübt. Dienen kommt hier eindeutig vor verdienen. Setzen wir also nicht durch fahrlässige Aeusserungen diese Tätigkeit aufs Spiel.
Die Behandlung der unerfreulichen Vorkommnisse muss Anlass zur Kritik sein. Kritik allein genügt aber nicht. Wir müssen es nun besser machen und daraus die Lehren ziehen. Die wichtigste ist, dass der Staat seinen Bürgerinnen und Bürgern vertrauen darf und dass er alles unternehmen will und muss, um das Vertrauen seiner Bürger zu behalten oder allenfalls mehr zu gewinnen.

M. **Spielmann:** Le principal mérite de ce qu'on appelle l'affaire Kopp est d'avoir agi comme un véritable révélateur de l'impuissance et du laxisme de nos autorités face au crime organisé, du rôle joué par les milieux financiers de notre pays, qui est devenu une véritable plaque tournante de l'argent sale provenant du trafic de la drogue et des armes, ainsi que des pratiques antidémocratiques du Ministère public et de sa police politique.
Le rapport de la commission d'enquête est accablant pour le Ministère public et pour les responsables politiques au plus haut niveau. Au-delà du constat, il appartient maintenant à chacun, et notamment à ce Parlement, de prendre ses responsabilités. Or, ce qui frappe dans ce débat, c'est qu'une majorité d'intervenants semblent davantage se préparer à baisser la tête, à laisser passer l'orage, en s'en prenant aux effets plutôt qu'aux causes du mal, par exemple en accusant la presse et les médias. Ces interventions, tout comme les déclarations du Conseil fédéral, laissent planer plus que des doutes sur les capacités d'autocritique nécessaires pour entreprendre les réformes indispensables. Ce rapport démontre aussi que l'impunité et la liberté, pour ne pas parler de complicité, dont jouissent dans notre pays les financiers et les trafiquants sont inversement proportionnelles à l'acharnement du Ministère public contre ceux qui ont pour seul tort l'exercice des droits démocratiques pourtant garantis par la Constitution.
Dans ce domaine, de trop nombreuses plaies sont encore ouvertes chez ceux qui ont été injustement victimes de ces pratiques du Ministère public pour qu'il soit possible de tirer un trait sur le passé sans sanctionner les responsables et sans que des mesures sérieuses soient prises pour empêcher la poursuite de ces pratiques. Eliminer les fiches et le fichage à but politique, oui bien sûr, mais rien ne sera résolu sans éliminer la cause même de ces fichages! Sécurité du pays, nous répond-on. Cette réponse ferait rire si ces pratiques n'étaient pas à l'origine de trop d'injustices, de trop de drames humains.
Non, le simple énoncé des personnes et des groupements visés le démontre: ces pratiques sont en fait au service des pouvoirs économique et politique et c'est précisément l'imbrication étroite de ces pouvoirs qui est en cause, ainsi que la toute-puissance de l'argent. Il n'y aura pas de solution sans soumission de l'économie, de la finance, de la politique aux impératifs de la démocratie et de la transparence.
Le monde change, les mentalités changent, sachons tirer quelques enseignements des extraordinaires transformations en cours. Elles démontrent avec éclat que la fin des interdits est synonyme d'explosion de l'imaginaire, que le développement de l'esprit critique signifie aussi l'éveil de la société. Ce dont nous avons besoin, c'est de plus de transparence, plus de démocratie sociale et économique et pour cela point besoin de police politique. Le temps de l'exploration des consciences, des discriminations, des exclusions, est révolu. Tous les débats sur l'armée ont démontré l'échec lamentable de toutes les tentatives de marginalisation. Les modes de pensée hérités de la période de guerre froide sont dépassés. Désormais, il faudra en tenir compte, mais visiblement, la majorité de ce Parlement ne l'a pas encore compris. Le débat sur le budget militaire vient d'en apporter la preuve.
L'avenir appartient à la jeunesse, au progrès, aux idées neuves, au développement de la démocratie. Il est bien sûr possible de freiner cette évolution, de retarder les échéances, mais les faits sont têtus, et tôt ou tard, ils se chargent de sanctionner ceux qui refusent de voir les réalités d'un monde en pleine r tation. L'actualité nous le rappelle chaque jour, et de mani éclatante.
Dans ce débat, ce qui est à l'ordre du jour, c'est de donner moyens à notre collectivité de lutter contre le crime organi contre les trafiquants de toute espèce qui, s'ils laissent à d' tres le soin de transporter leur marchandise de mort, se ch gent eux-mêmes de placer leur argent. Nous jouissons dc d'une position stratégique extraordinaire pour leur porter c coups décisifs, mais pour cela, il faut non seulement chan de politique et adapter nos moyens pour permettre à la coll tivité de contrôler véritablement les activités financières, ma faut encore choisir résolument notre camp. Il est de la resp sabilité de ce Parlement et du Conseil fédéral de prendre ra dement les mesures qui s'imposent.
Les conclusions du rapport indiquent la voie à suivre, elles sont qu'un début et constituent bien le minimum de ce q l'on peut exiger après les révélations de la Commission d'e quête parlementaire. Le fait même que cela semble trop a yeux de la majorité des intervenants et du Conseil fédé démontre qu'il faudra non seulement que la population et presse demeurent attentives aux suites qui seront données ce rapport mais aussi que soit accentuée la pression po contraindre ce Parlement et nos autorités à prendre enfin l mesures qui s'imposent pour redonner une véritable signific tion à l'éthique et à la morale dans notre pays.

Müller-Meilen: Nach der intensiven, anfänglich auf sehr h hem Niveau stehenden und dann zusehends polemischer g wordenen Debatte drängen sich einige Schlussfolgerunge auf. Eine Vorbemerkung: Es ist erneut der Begriff der poli schen Kultur berührt worden. Politische Kultur ist aber nic das, was die anderen immer nicht haben und man selbst ha das wäre doch zu billig. Sondern es ist der Versuch, auf fair objektive Weise Fakten und Personen zu beurteilen, Ereig nisse in die richtigen Proportionen zu stellen und angeme sene Schlussfolgerungen aus liberaler, humanitärer Sicht z ziehen.
Drei Schlussfolgerungen drängen sich meines Erachtens au
1. Mit dem sorgfältigen, guten Puk-Bericht sollte die Vergar genheitsbewältigung abgeschlossen werden.
2. Im Blick auf Gegenwart und Zukunft ist eine Reorganisatio und klare Auftragserteilung für Bundesanwaltschaft und Bur despolizei nötig, die sowohl das Vertrauen der Bürgerinne und Bürger wiederherstellt als auch den Geheimhaltungsinter essen des Staatsschutzes Rechnung trägt.
3. Eine Gesamtbeurteilung der Vorgänge ergibt – meines Erachtens –, dass in diesem Krisenfall zwar Pannen und Fehl leistungen vorgekommen sind, dass aber Behörden und Insti tutionen im ganzen den hohen Anforderungen der Krisen bewältigung gewachsen waren.
Die Abklärung der Vorgänge um den Rücktritt der ersten Bun desrätin durch die Puk hat noch einige nicht unwichtige zu sätzliche Fakten an den Tag gebracht, aber nichts grundle gend Neues. Zur Aufarbeitung der Affäre Kopp war die Puk un erlässlich, aber sie sollte eine Ausnahmeinstitution für eine Ausnahmesituation bleiben. Eine Ausdehnung ihres Arbeits gebiets – man könnte diese nicht nur auf das Militärdeparte ment beschränken, sondern müsste dann wohl alle Departe mente einbeziehen – ist nicht sinnvoll und auch eine neue Puk kein sich aufdrängender Entscheid. Die Aufsichts- und Kontrollfunktion muss nun wieder an die ordentlichen parlamentarischen Instrumente übergehen, die allenfalls besser auszustatten sind. Eine verewigte Puk würde zur Behinderung, ja zur Lähmung der Bundesverwaltung führen. Das Parlament sollte sich nicht selbst zum permanenten Schnüffler in der Bundesverwaltung machen.
Im Bereich Bundesanwaltschaft und Bundespolizei sind offensichtlich Schwachstellen und Führungsschwächen gefunden worden, die nach einer raschen und dringenden Reorganisation rufen. Die Gemischtwarenhandlung in der Kartei, die Weitergabe von Informationen – und dazu noch ohne dass diese vorher geprüft wurden – und der Verzicht auf Löschung alter Daten führten zu unhaltbaren Zuständen, wie sie Frau Hafner an einem Beispiel eindrücklich geschildert hat.

Das Tätigkeitsfeld muss neben dem immer noch aktiven Linksradikalismus und der Ostspionage (dort vor allem der Wirtschaftsspionage) selbstverständlich auch den Rechtsextremismus umfassen, wie dies in den dreissiger Jahren und im Weltkrieg der Fall war. Eine schwierige Gratwanderung ist es, sowohl dem Offenlegungsbedürfnis der Bürgerinnen und Bürger wie dem Geheimhaltungsbedürfnis eines effizienten Staatsschutzes zu genügen.
Vor allem grüne Sprecherinnen und Sprecher haben «unser ganzes politisches System auf die Anklagebank setzen» wollen. Hier war doch wohl der Wunsch der Vater des Gedankens. Wenn wir heute erleben, welche Anziehungskraft unser freiheitlich-demokratisches und marktwirtschaftliches System auf die Leute aus dem realen Sozialismus ausübt, so sind wir nicht in der Lage, ein schlechtes Gewissen über unser System zu haben, auch wenn wir wissen, dass es nicht perfekt ist. Die dramatischen, nicht selten mit gepresster Stimme ausgesprochenen Töne über den Untergang der liberalen Demokratie haben wir in den letzten hundert Jahren zu oft gehört – von Hitler über Stalin und Honecker bis neuestens zu Frau Leutenegger Oberholzer und Frau Bär –, um uns davon erschüttern zu lassen. Vielleicht hatte doch jener Denker recht, der sagte, auch vom Weltuntergang sollte man nicht zu viel erwarten. Es gilt, die im Puk-Bericht aufgezeigten Probleme zu bewältigen, nicht aber sich an ihnen zu weiden.

Ruf: «Gouverner, c'est prévoir» lautet eine Ihnen bestens bekannte politische Handlungsmaxime. Wird von Behörden und denjenigen Parteien, die in der Regierungsverantwortung stehen, nicht danach gehandelt, so ist das Ergebnis sehr oft ein beträchtlicher staatspolitischer Schaden und ein massgeblicher Vertrauensverlust des Volkes gegenüber den staatlichen Institutionen.
Es ist das grosse Verdienst der Parlamentarischen Untersuchungskommission, mit ihrer Arbeit entscheidend zur Wiedergutmachung des in der Affäre Kopp entstandenen Schadens beizutragen. Dafür verdient sie grossen Dank! Die verantwortlichen Regierungsparteien haben jedoch ohne Zweifel über Jahre hinweg versagt, indem sie die nun zutage getretenen Missstände entweder sogar selbst mitverursachten oder aber trotz wiederholter Warnungen nicht zu deren Beseitigung beitrugen – bis Ende 1988 der grosse Eklat kam.
Schuld ist bei weitem nicht nur der Zürcher FDP zuzuweisen, die Frau Kopp beziehungsweise deren Ehemann – allen Warnungen bezüglich der dubiosen Geschäfte und Machenschaften von Hans W. Kopp zum Trotz – vor der Wahl 1984 aufgrund einer von Herrn Jagmetti parteiintern durchgeführten angeblichen Abklärung der Vorwürfe einen Persilschein ausstellen liess. Längst wissen wir, dass die damalige «Schlammschlacht» eine Schlacht nicht mit Schlamm, sondern weitgehend mit Fakten und Wahrheiten war. Schuld ist vor allem auch den Regierungsfraktionen zuzuweisen, die Frau Kopp mehrmals gewählt haben, zuletzt als Vizepräsidentin des Bundesrates, dies obschon sich die Vorwürfe gegen ihren Gatten laufend vermehrt hatten und ihre Unabhängigkeit ernsthaft angezweifelt werden musste. Hätte man auf all die warnenden Stimmen – auch aus unseren Kreisen, wie Sie in parlamentarischen Vorstössen nachlesen können – gehört, im Sinne eben von «gouverner, c'est prévoir», wären die Vertrauenskrise und der staatspolitische Schaden wohl zu verhindern gewesen.
Die ganze Affäre hat jedoch zweifelsohne auch ihre positiven Seiten, indem die durch sie ausgelöste umfassende Ueberprüfung des EJPD weitere gravierende Missstände an den Tag bringen konnte, die sonst noch länger verborgen geblieben wären. Wir sind bestürzt und empört, welche Bespitzelungs- und Schnüffelaktivitäten die Bundesanwaltschaft während Jahrzehnten gegenüber unbescholtenen Bürgern entfaltete. Dieselbe Bundesanwaltschaft liess anderseits ein entschiedenes Durchgreifen gegen Geldwäscher und Drogenhändler wegen angeblichen Personalmangels kläglich vermissen und trug gegenüber extremistischen Organisationen ideologische Scheuklappen. Dies sind Zustände, wie wir sie bisher nur vom Hörensagen aus Diktaturen und Bananenrepubliken kannten – Zustände, die den Grundwerten eines demokratischen Rechtsstaates Hohn spotten und schärfstens zu verurteilen sind!
Hier muss entschieden Remedur geschaffen und vor allem die parlamentarische Kontrolle über die Bundesanwaltschaft massiv verstärkt werden! Zunächst sind die zahllosen, in Form und Inhalt, wie ich mittlerweile auch selbst feststellen konnte, dilettantisch erstellten Bagatellfichen in der Registratur der Bundesanwaltschaft zu vernichten. Es wäre im weiteren mehr als nur angebracht, auch andere Departemente – namentlich das EMD bezüglich verschiedener Affären wie Bachmann und Jeanmaire sowie hinsichtlich des militärischen Nachrichtendienstes – unter die Lupe zu nehmen.
Im Interesse der direkten Demokratie und des Rechtsstaates müssen wir alles tun, um das Vertrauen der Bürger in die staatlichen Organe möglichst rasch zurückzugewinnen. Dazu brauchen wir vor allem ein entschieden grösseres Selbstvertrauen des Parlamentes und mehr Mut des Parlamentes in der Erfüllung seiner verfassungsmässigen Kontrollaufgabe, weniger Respekt auch vor dem Bundesrat und der Verwaltung!
In diesem Sinne unterstützen wir vorbehaltlos alle von der Puk vorgeschlagenen Massnahmen.

Cincera: Es wurde an diesem Pult mehrmals der Verdacht geäussert, ich hätte mit der Bundespolizei zusammengearbeitet. Das stimmt nicht. Ich gehöre schon seit der Wahl von Bundesanwalt Gerber zu seinen Kritikern und sagte immer, man habe den Falschen gewählt. Vor einem Jahr, zu einem Zeitpunkt also, als er noch im Amt war, machte ich auch gegenüber der Presse und im welschen Fernsehen deutliche Aussagen über die konzeptlose Führung seines Amtes. Er setzte seine – an sich schon zu kleine – Mannschaft ohne klare Zielsetzungen und mit untauglichen Vorgaben und ungenügenden Instrumenten dauernd nur auf Nebenkriegsschauplätzen ein und erkannte die sich ändernden Gefahren nicht. Sie können mir glauben: Für einen Freisinnigen war es gar nicht unbedingt bequem, dies immer und vor allem auch öffentlich zu sagen. Nach diesem Mangel erkundigte ich mich vor einigen Jahren auch mit einem parlamentarischen Vorstoss.
Trotzdem dürfen wir jetzt nicht das Kind mit dem Bade ausschütten und die Bundespolizei einfach abschaffen. Um eine effiziente Reorganisation zu gewährleisten und in der Oeffentlichkeit sowie bei den zurzeit verunsicherten Mitarbeitern der Bundesanwaltschaft das Vertrauen wiederherzustellen, wäre eine der wichtigsten Aufgaben die rasche Ernennung eines hervorragenden, fachlich und menschlich ausgewiesenen neuen Bundesanwalts. Ich möchte Herrn Bundesrat Koller fragen, wie weit in dieser Richtung die Vorbereitungen schon gediehen sind.
Wenn ich schon am Fragen bin, möchte ich von ihm auch noch wissen: Was hält er von einem jährlich veröffentlichten Staatsschutzbericht, wie ihn z. B. die Bundesrepublik Deutschland der Oeffentlichkeit zur Verfügung stellt?
Ich verzichte darauf, von diesem Pult aus auf die gegen mich gerichteten persönlichen Vorwürfe einzugehen. Wenn die betreffenden Sprecher es wünschen, setze ich mich gerne mit ihnen persönlich darüber auseinander. Im übrigen wurde vermutlich niemand von Ihnen so viele Stunden wie ich an der Taubenstrasse als Beschuldigter von der Bundespolizei einvernommen. Immerhin ist es vielleicht interessant zu hören, dass dies auf die Anzeige eines linken Anwalts hin geschah (um Verdächtigungen vorzubeugen: Es war nicht der Präsident der Puk, Herr Moritz Leuenberger). Diese Untersuchungen verliefen allerdings im Sande; es war nämlich eine Fehlanzeige.

Bundesrat **Koller:** Am Ende dieser langen Debatte möchte ich allen danken, die zwar kritisch, aber konstruktiv zu den Vorkommnissen im Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement Stellung genommen haben. Der Bundesrat fühlt sich jedenfalls durch diese ausführliche parlamentarische Debatte in seinem Willen bestärkt, nun so rasch als möglich, aber auch auf geordnete Weise die von der Parlamentarischen Untersuchungskommission beantragten und von uns selber bereits in die Wege geleiteten Reformen zu realisieren.
Kein Verständnis hat der Bundesrat allerdings für jene, die an-

gesichts der ausführlichen und gründlichen Abklärungen der Parlamentarischen Untersuchungskommission weiterhin Verdächtigungen äussern, Verdächtigungen etwa der Art, dass in der Bundespolizei Akten vernichtet würden; denn eine solche Haltung hilft uns jetzt nicht weiter. Im Gegenteil, sie sät Misstrauen, statt neues Vertrauen aufzubauen, und bedeutet auch eine Ungerechtigkeit. Auch Beamte haben Anspruch auf die Unschuldsvermutung. Zudem gilt es zwischen Fehlleistungen und Schwachstellen einerseits und Gesetzeswidrigkeiten und Dienstpflichtverletzungen andererseits zu unterscheiden.
Die Schwachstellen und Mängel müssen – das habe ich Ihnen bereits erklärt – rasch durch gezielte, aber auch geordnete Massnahmen behoben werden. Gesetzes- und Dienstpflichtverletzungen im eigentlichen Sinn rügt Ihre Kommission selber nicht.
Sie werden verstehen, dass es mir nicht möglich ist, auf alle Fragen im einzelnen hier ausführlich einzugehen. Ich verweise vor allem auch auf die schriftliche Stellungnahme des Bundesrates zum Bericht der Parlamentarischen Untersuchungskommission, wo wir viele der Fragen schriftlich beantwortet haben, so etwa jene betreffend die Geheimschutzabkommen im militärischen Bereich auf den Seiten 21 und 22 unserer Stellungnahme.
Ich habe Ihnen zu Beginn der Debatte gesagt, dass es nach Meinung des Bundesrates vor allem darum gehe, bei aller Härte der Kritik doch die Proportionen zu wahren; denn nur so sei es möglich, zu einem einigermassen gerechten Urteil zu kommen.
Nun hat vor allem Herr Fritz Reimann die Frage gestellt, ob nicht vielleicht der Bundesrat selber die Proportionen nicht sehe. In Beantwortung dieser Frage darf ich an den Anlass zur Einsetzung der Parlamentarischen Untersuchungskommission erinnern: die Umstände des Rücktritts von Frau Kopp, ihre Amtsführung – dabei insbesondere die Frage, ob nicht ihr Ehemann als achter Bundesrat mitregiert habe –, die massiven Vorwürfe gegen mehrere Aemter meines Departementes, sie seien vom organisierten Verbrechen unterwandert.
An der Wertung, dass sich diese Vorwürfe als gegenstandslos erwiesen haben, halten wir fest. Das ist keinerlei Verharmlosung der Befunde der Parlamentarischen Untersuchungskommission, sondern ist von Ihrer Kommission selber erhärtet.
Ihre Kommission hat dann allerdings, weil der Auftrag ja sehr weit formuliert war, ihre Untersuchungen ausgedehnt, insbesondere auf die Bundespolizei. Die dabei erkannten Fehler, Schwächen und Missstände verharmlost der Bundesrat in keiner Weise, sondern er nimmt sie sogar sehr ernst. Ich habe ja selber in aller Oeffentlichkeit gesagt, dass ich vor allem diese Mischregistratur für bedenklich und ihre Handhabung für dilettantisch halte. Die Gerechtigkeit verlangt aber auch hier, dass wir diesen sehr harten Vorwurf nun nicht generell auf den ganzen Staatsschutz ausdehnen, sondern auch anerkennen, dass die gleiche Bundespolizei auf andern Gebieten des Staatsschutzes, nämlich bei der Terrorismusbekämpfung und in der Spionageabwehr, sehr gute und erfolgreiche Arbeit geleistet hat.
Damit komme ich zum Problem der Verantwortung des Bundesrates. Der Bundesrat ist durchaus fähig und willens zur Selbstkritik. Wir werden die Bundesanwaltschaft enger an die politische Führung ankoppeln und künftig regelmässig die Bedrohungslage auf oberster Stufe analysieren. Wir werden auch diese Mischregistratur der Bundespolizei ausmisten und hier ganz klar Remedur schaffen. Aber ich möchte jenen vielen Votanten, die den Bundesrat und vor allem meine Vorgänger im Amt sehr hart kritisiert haben, auch im Sinne der Gerechtigkeit doch zu bedenken geben, dass in den siebziger und anfangs der achtziger Jahre die Bekämpfung des Terrorismus und die Spionageabwehr eindeutig im Vordergrund der Bemühungen standen und dass sich meine Vorgänger im Amt diesen Problemen sehr erfolgreich und mit grosser Umsicht angenommen haben.
Die Notwendigkeit einer Ueberprüfung der Organisation der Bundesanwaltschaft ist für den Bundesrat unbestritten. Der Auftrag muss jedoch nach unserer Auffassung so offen formuliert werden, dass nicht ein bestimmtes Ergebnis vorweggenommen wird, sondern dass wir tatsächlich die Möglichkeit haben, aufgrund einer gründlichen Analyse der Probleme nachher ein neues, optimales Konzept für die Organisation der Bundesanwaltschaft zu wählen. Das ist auch der einzige Grund, weshalb wir Ihnen beantragen, die Motion 1 Ihrer Kommission nicht in dieser Form, sondern als Postulat zu überweisen.
Was die Frage von Herrn Cincera anbelangt, bin ich mit ihm der Meinung, dass die Anstellung eines neuen, tüchtigen Bundesanwalts selbstverständlich auch eine wesentliche Massnahme der Vertrauensbildung wäre. Leider hat sich erstens gezeigt, dass der Posten nicht attraktiver geworden ist, und zweitens, dass natürlich all jene, die sich allenfalls bereit erklären würden, sich für diesen exponierten und sehr verantwortungsvollen Posten überhaupt zur Verfügung zu stellen, wissen wollen, wie die Organisation der Bundesanwaltschaft künftig aussieht; das ist der Grund, weshalb ich das Anstellungsverfahren zwischenzeitlich suspendieren musste. Ich werde in den nächsten Tagen aber eine Projektorganisation bilden, die dieses ganze Geschäft der Reorganisation der Bundesanwaltschaft durchziehen wird, und ich werde dabei bewusst auch auf die Kenntnisse von aussenstehenden Experten abstellen. Wir werden auch die polizeiliche Zusammenarbeit mit den Kantonen und dem Ausland in diese Ueberprüfung einbeziehen.
Mit allen diesen Massnahmen geht es ja nicht nur darum, künftig eine bessere Organisation der Bundesanwaltschaft zu finden, sondern auch um die Wiederherstellung des Vertrauens der Oeffentlichkeit in diese nach wie vor notwendige Institution; zudem geht es aber auch um die Wiederherstellung – das dürfen wir nicht übersehen – des Selbstvertrauens der Beamten beim Bund und in den Kantonen.
Die Abschaffung der sogenannten politischen Polizei im Sinne der Präventivpolizei als Ganzem – das heisst zur Beobachtung und Verhütung von Handlungen, die geeignet sind, die innere oder äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft zu gefährden – kommt aus der Sicht des Bundesrates nicht in Frage. Denn sowohl auf dem Gebiete der Terrorismusbekämpfung als auch auf dem Gebiete der Spionageabwehr wie aber auch auf dem neuen Gebiete der Bekämpfung des illegalen Drogenhandels geht es selbstverständlich nicht an, unsere polizeilichen Tätigkeiten auf die Verfolgung bereits begangener Delikte zu beschränken. Dagegen werden wir im Bereiche der politischen Polizei die Grenzen neu ziehen müssen.
Ich kann Herrn Leuenberger gegenüber offen erklären, dass nicht in ein Register der Bundespolizei gehört, wer seine verfassungsmässigen Rechte ausübt. Heikel aber wird es dort, wo sich politische Gruppierungen, die eine radikale Aenderung unseres politischen Systems anstreben – was an sich durchaus legitim ist –, in Wort und Tat nicht klar von der Anwendung von Gewalt als Mittel des politischen Kampfes distanzieren.
Ich fordere daher alle diese Gruppierungen auf, dass auch sie selber ihren Beitrag zur Bereinigung und Liberalisierung der Lage leisten, indem sie sich klar von der Gewalt als Mittel des politischen Kampfes distanzieren.
Damit komme ich zur Registratur der Bundespolizei: Allen Kritikern der Registratur der Bundespolizei kann ich zusichern, dass hier Remedur geschaffen wird. Ich habe bereits Sofortmassnahmen getroffen. Ich will Ihnen aber auch nicht verhehlen, dass mir die jetzige, nach wie vor stark steigende Zahl von Gesuchen um Auskunft und Einsicht tatsächlich grosse Probleme schafft. Wir haben bereits die Zahl von 10 000 Gesuchen überschritten. Heute allein sind über 2200 neue Gesuche eingegangen. Vor allem wenn diesen Leuten auch noch Einsicht gewährt werden muss, wird sich die Abwicklung dieser Aufgabe über Monate hinziehen. Ich mache mir wirklich Sorgen, dass das so viele personelle Kräfte absorbiert, dass das Erstellen einer neuen, verbesserten Datensammlung dadurch verzögert werden könnte.
Wir werden im Rahmen der Neuorganisation alle überholten Akten ausscheiden, ein neues Konzept der Datenerhebung und -erfassung mit strengeren Kriterien erarbeiten, durch eine Laufzeitkontrolle die Aktualität der Daten sichern und schliesslich den Datenschutz in Form einer Uebergangsordnung und

nachher durch eine definitive Regelung im Datenschutzgesetz wesentlich verbessern.
Die Fragen der Herren Nationalräte Thür und Ziegler, ob die Bundespolizei mit privaten, selbsternannten Staatsschützern zusammenarbeite, können wir klar verneinen. Ebenso werden keine Informationen aus anderen Dateien von der Bundesanwaltschaft gekauft.
Damit bin ich bereits bei der Beantwortung verschiedener Einzelfragen. Verschiedentlich wurde gefordert, dass Herr Jacques-André Kaeslin rehabilitiert oder sogar ausgezeichnet werde. Dafür besteht nach Meinung des Bundesrates kein Grund. Wir erachten zwar Herrn Kaeslin als einen tüchtigen Beamten – ich habe ihm das auch persönlich gesagt –, aber er hat doch, wie die Disziplinaruntersuchung von Herrn Dr. Dressler ergab, einen klaren Fehler gemacht, indem er geheime Dokumente ohne Information und ohne Bewilligung seiner Vorgesetzten an eine Person ausserhalb seines Amtes weitergegeben hat. In Anbetracht dieses allerdings nur leichten Verschuldens wurde ihm ja auch nur ein Verweis erteilt, den er übrigens akzeptiert hat, so wie er aus der ganzen Geschichte seine persönliche Lehre gezogen hat. Er kann heute daher auch ohne jede Beeinträchtigung seiner von ihm nach wie vor sehr geliebten Arbeit in effizienter Weise nachgehen.
Die Frage von Herrn Nationalrat Ziegler zur Visumspraxis kann ich wie folgt beantworten: Beim Stellen eines Visumsantrags muss der Grund der Reise genannt werden. Handelt es sich um eine Geschäftsreise, muss der Geschäftspartner in der Schweiz den Grund bestätigen. Diese Bestätigungen oder andere Empfehlungen dürfen jedoch nicht dazu führen, dass ein Visum gewährt wird, gegen das ohne Empfehlung zwingende Gründe sprechen würden. Im Sinne der Missbrauchsbekämpfung haben wir die Visumspraxis auch bereits strenger gestaltet.
Zur weiteren Frage von Ihnen, Herr Ziegler: Die Zutrittsberechtigung zum Transitbereich der Flughäfen kann nicht aufgehoben werden, wie Sie das offenbar gerne sähen. Denn es ist sinnvoll, dass sich Transitpassagiere mit Schweizern zu Besprechungen treffen können und dass diejenigen Personen Zugang haben, die im Flughafen beruflich tätig sind. Da für die Ausstellung dieser Zutrittsberechtigungen die Kantone zuständig sind, können wir hier auch aus rechtlichen Gründen keine Massnahmen treffen. Zollprivilegien sind selbstverständlich mit dieser Zutrittsberechtigung keine verbunden.
Damit komme ich auf die Frage von Strafverfahren im Anschluss an den Puk-Bericht, ein Problem, das vor allem am Wochenende auch in den Medien wieder aufgeworfen worden ist. Für die Vermutung, Bundesanwalt Gerber habe Strafverfahren wider besseres Wissen blockiert, gibt es unseres Wissens keine Hinweise, auch keine Hinweise im Bericht der Puk. Was die Strafanzeige von Herrn Nationalrat Thür betrifft, möchte ich – ihm gegenüber, aber auch generell – doch darauf hinweisen, dass uns solche Strafanzeigen nur zum Handeln bewegen könnten, wenn substantiell konkrete Hinweise gegeben werden, welche Personen sich allenfalls welche Delikte haben zuschulden kommen lassen. Mit allgemein gehaltenen Formulierungen können wir nichts anfangen, um so mehr als ich für ein solches Verfahren wiederum einen besonderen Stellvertreter des Bundesanwalts einsetzen müsste.
Was strafrechtliche oder gerichtspolizeiliche Ermittlungen gegen andere im Bericht Ihrer Kommission genannte Firmen betrifft, so unterliegen diese der Geheimhaltung, weshalb ich hier keine Erklärungen abgeben kann. Ich muss in diesem Zusammenhang aber auch darauf aufmerksam machen, dass auch Begehren von Firmen eingegangen sind, die gegen sich selbst Ermittlungen beantragen, um zu beweisen, dass sie fälschlicherweise namentlich im Bericht Ihrer Kommission aufgeführt sind.
Herr Nationalrat Ziegler, ich habe verschiedene Ihrer Fragen beantwortet. Nun habe ich noch ein Anliegen an Sie: Sie haben in der Debatte über die Aufhebung der Immunität von Frau Kopp einen Beamten des Bundesamtes für Polizeiwesen namentlich erwähnt und als Helfer des internationalen Verbrechens bezeichnet. Die Parlamentarische Untersuchungskommission hat die entsprechenden Rechtshilfefälle abgeklärt und keinerlei Dienstpflichtverletzungen feststellen können. Ich glaube, Herr Nationalrat Ziegler, es wäre eigentlich von Ihnen nett und korrekt, wenn Sie diesem Herrn meines Bundesamtes, der infolge Ihrer Behauptungen persönlich schwer gelitten hat, doch auch Satisfaktion erteilen würden.
Die Wiedergutmachung von Schäden, die durch ein allfälliges Fehlverhalten der Bundespolizei oder anderer Organe meines Departementes entstanden sind, müsste sich nach dem Verantwortlichkeitsgesetz richten. Wir werden alle Fälle, die Sie bei uns einreichen und bei denen Sie Wiedergutmachung geltend machen, im einzelnen sorgfältig prüfen.
Mehrere Votanten haben die Steuerabkommen kritisiert. Auch nach Auffassung des Bundesrates ist es stossend, wenn Steuerabkommen vor Erteilung einer Anwesenheitsbewilligung abgeschlossen werden. Hier stimme ich mit der Kritik von Herrn Oester beispielsweise durchaus überein. Die Instrumente des Bundes auf diesem Gebiet sind aber schwach, weil dies unter die kantonale Hoheit fällt. Ich zweifle aber nicht daran, dass die Kantone aufgrund des Berichtes Ihrer Parlamentarischen Untersuchungskommission das Konkordat über die Steuerabkommen genau überprüfen und auch seine Handhabung neu regeln werden.
Damit komme ich zum Schluss: Wichtig und entscheidend ist für den Bundesrat, dass nun möglichst rasch die beantragten Reformen Ihrer Kommission, aber auch jene Reformen, die der Bundesrat schon selber in die Wege geleitet hat, realisiert werden. Das ist das Gebot der Stunde. Der Bundesrat ist dazu bereit, und er rechnet mit Ihrer effizienten Mitarbeit.

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Ich möchte Ihnen nun doch dafür danken, wie Sie unseren Bericht lobten. Bis jetzt habe ich mich eigentlich immer etwas darüber lustig gemacht, dass man sich in diesem Parlament ständig bedankt, aber ich habe jetzt – ehrlich gesagt – selber gemerkt, wie es einem sehr wohltut, und ich habe diese Dankesbezeugungen genossen.
Es ist mir um so peinlicher, dass ich in meiner Eintretensrede vergessen habe, dem Sekretariat und den beiden Untersuchungsrichtern für die geleistete Arbeit zu danken; ich möchte das hier nachholen. Sie haben nicht einfach nur sehr viele Ueberstunden geleistet, sondern es brauchte schon eine ganz besondere Motivation, wenn öfters bis nachts 2 Uhr gearbeitet wurde und man morgens um 6 Uhr bereits wieder auf dem Sekretariat war.
Ich möchte auch nochmals – und das aus aktuellem Anlass – sämtlichen Mitgliedern unserer Kommission für ihre Arbeit danken. In der Presse und auch auf diesbezügliche Aeusserungen von Ratsmitgliedern hin ist nun der Fall eingetreten, dass einzelne Mitglieder als «Bremser» bezeichnet werden, auch wenn es sich nicht um ein Mitglied des Nationalrates handelt.
Ich möchte nochmals betonen: Wir haben in dieser Kommission hart gerungen. Unsere Kommission war kein Auto, wo jemand Gas gab und der andere bremste, sondern wir haben den Bericht geformt. Jeder brachte, was er konnte. Der eine war eher ein Ermittler, der andere ein Jurist, wieder ein anderer ein Stilist, und so ist nach langen Diskussionen dieser Bericht entstanden. Ich möchte nicht, dass unser Konsens nun hinterher in Frage gestellt wird.
Herr Müller-Aargau hat gefragt, was das Ganze gekostet habe. Jede Auskunft, die ich geben würde, wäre nicht richtig. Man kann so oder anders rechnen. Das Ganze hätte nur einen Sinn, wenn man es in Relation zu anderen Kommissionen setzen würde – z. B. zur Kommission, die das Konsumkreditgesetz behandelt hat. Nach jahrelanger Behandlung wurde dann schliesslich überhaupt nichts geboren. Deswegen möchte ich eine solche Rechnung schon gar nicht erst aufstellen. Immerhin kann ich Sie darauf verweisen, dass wir eine der wenigen Kommissionen sind, die auch eine Einnahmenseite zu verbuchen hat. Wir haben nämlich bereits über 10 000 Puk-Berichte zu 25 Franken verkauft, so dass wir wahrscheinlich demnächst in den schwarzen Zahlen landen werden. *(Heiterkeit)*
Das Verfahren, das die Kommission – insbesondere beim sogenannten rechtlichen Gehör – eingeschlagen hat, ist mehrfach zur Diskussion gestellt worden. Dazu folgendes: Erstens ist diese Kommission kein Gericht, sondern eine politische Kommission – wahrscheinlich ist sie nicht einmal der Europäi-

schen Menschenrechtskonvention unterstellt. Trotzdem bemühten wir uns, allen Betroffenen gegenüber ein faires Verfahren zu garantieren. Geregelt ist dieses im Geschäftsverkehrsgesetz, und wir haben uns auch mit Gutachten über unser Vorgehen abgesichert.
Wir sind folgendermassen vorgegangen: Wir haben all denjenigen Personen, denen gegenüber wir einen Vorwurf machten, den Sachverhalt, auf dem der Vorwurf basiert, schriftlich – etwa eine Woche vor der nachherigen Anhörung – mitgeteilt, so dass sie sich vorbereiten konnten. Wir haben in diesem Brief auch ausdrücklich auf die Möglichkeit der Akteneinsicht verwiesen. Ich möchte dies ausdrücklich gesagt haben, und ich bedaure es, dass der Bundesrat in seiner schriftlichen Stellungnahme eine Behauptung – offenbar einer Person, ich weiss nicht welcher – übernommen hat und uns vorwirft, wir hätten dies unterlassen. Dies trifft schlicht und einfach nicht zu.
Anschliessend konnten sich die Personen vor unserer Kommission äussern. Wir haben mit ihnen gesprochen, zum Teil sehr ausführlich. Frau Bundesrätin Kopp hat uns vorher eine Eingabe von 72 Seiten zugestellt und sich nachher noch mündlich geäussert. Herr Bundesanwalt Gerber hat – gestützt auf unsere schriftliche Aufforderung – eine Eingabe von 37 Seiten verfertigt.
Nachher erfolgte eine Anhörung. Zum Teil wurde – zwar nicht von allen – Akteneinsicht verlangt, und die entsprechenden Akten wurden gezeigt.
Nach dieser Anhörung hat die Puk ihren Berichtsentwurf teilweise abgeändert. Das war also keine Farce, wie es in dieser Ihnen verteilten Rechtsschrift behauptet wird, sondern die Ausführungen der Angehörten wurden intensiv diskutiert, und zwar wiederum in langen Sitzungen. Die letzte hat am 22. November stattgefunden, und auch dort sind noch Aenderungen vorgenommen worden.
Es trifft nicht zu, dass – wie in der Presse gesagt wurde – Bundesrätin Kopp und Bundesanwalt Gerber einen Rohentwurf unseres Berichts erhalten hätten.
Es wird vom Anwalt von Frau Kopp geltend gemacht, sie hätte sich nicht anwaltlich vertreten lassen können. Wir hatten darüber diskutiert und waren grundsätzlich der Meinung, man könne sich von einem Rechtsanwalt begleiten lassen. Zumindest eine Person, die wir anhörten, ist in Begleitung ihres Rechtsanwalts erschienen. Frau Kopp war zu Anfang unserer Arbeiten durch einen Anwalt vertreten, der mit mir telefonierte. Beim rechtlichen Gehör ist er nicht erschienen; jetzt hat er aber wieder eine Rechtsschrift verfasst, die Sie alle erhalten haben. Frau Kopp hätte das Recht gehabt, mit einen Anwalt zu kommen – sie hat es aber unterlassen.
Ein weiterer Vorwurf ist der, sie habe nicht die Möglichkeit gehabt, bei Zeugen und Auskunftspersonen, die wir einvernahmen, zugegen zu sein. Gemäss Geschäftsverkehrsgesetz kann ein Zeuge allein einvernommen werden, wenn die Untersuchung andernfalls gefährdet wäre. Die Kommission war der Ansicht, dass gerade die Einvernahmen von Frau Schoop oder auch von Frau Schwob gefährdet wären; diese könnten nicht ungehindert aussagen, wenn die Bundesrätin zugegen wäre.
Wir haben aber auch hier der Praxis der Europäischen Menschenrechtskonvention genügt, die dahingeht, dass nach der Akteneinsicht – die wir schriftlich angeboten haben, sie wurde zum Teil wahrgenommen – Ergänzungsfragen an die Zeugen verlangt werden können. Es wurden keine solchen verlangt.
Am Schluss haben wir den Bericht dem Bundesrat zur Vernehmlassung zugestellt, wie das im Gesetz vorgesehen ist.
Der Bundesrat seinerseits hat dann Teile des Berichts an die Amtsdirektoren zur Vernehmlassung weitergeleitet. Von daher kommt nun der Vorwurf von Bundesanwalt Gerber, er habe nicht den ganzen Bericht gesehen. Herr Gerber wurde – soweit ihm persönlich von unserer Kommission ein Vorwurf gemacht wurde – wie alle anderen behandelt. Es war aber Sache des Bundesrates zu entscheiden, ob er auch ihm – als ehemaligem Amtsdirektor – Teile des Berichtsentwurfs geben wollte oder nicht. Er hat es nicht getan; aber die Puk hat Bundesanwalt Gerber behandelt wie alle anderen auch.
Was den Inhalt der Stellungnahme des Bundesrates angeht, möchte ich mich nur auf zwei Punkte konzentrieren. Der ein ist der, dass der Bundesrat sagt, es gebe halt noch offene d. h. kontroverse Sachverhaltsdarstellungen. Ich weise darau hin, dass der Bundesrat gestützt auf die Aemterkonsultatio uns eine sehr lange Vernehmlassung geschickt hat und das wir diese wieder in langen Sitzungen beraten und unseren Be richt in sehr vielen Punkten abgeändert haben, dass wir abe auch in einigen Punkten an unserer Auffassung festhielten Sämtliche Punkte, die nun angeblich kontrovers sein mögen wurden von uns eingehend diskutiert, und wir halten mit Ab sicht und mit vollem Wissen und Willen an unserem Bericht, s wie er vor Ihnen liegt, fest.
Zwei Punkte möchte ich herausgreifen:
Das eine ist das Ermittlungsverfahren, das der Bundesanwal gegen die Firma Shakarchi und andere Institute hätte ergrei fen müssen. In der Antwort sagt uns der Bundesrat, der ein zige Fehler, der vielleicht passiert sei, bestehe darin, dass mar Herrn Kaeslin nicht richtig orientiert habe, er solle nicht einer solchen Antrag stellen. Ich muss darauf hinweisen: Nicht nu Ihre Kommission findet, ein Ermittlungsverfahren müsste durchgeführt werden, sondern auch Staatsanwalt Dick Marty findet das; auch Bundesrichter Haefliger, der das ganze Dossier in unserem Auftrag auf diese Frage hin untersucht hat, findet das; und auch die beiden von uns angestellten Untersuchungsrichter sind dieser Auffassung. Ich kann nur sagen: Es ist daher bedauerlich, wenn der zuständige Mann – und mit ihm der Bundesrat – heute noch findet, er könne doch nicht «auf jeden Furz hin» – so hiess es damals in der Einvernahme zum rechtlichen Gehör wörtlich – ein Ermittlungsverfahren eröffnen. Ich fände es nun dringend an der Zeit, wenn wenigstens nach diesem Bericht ein Umdenken stattfände. Dasselbe betrifft das Weisungsrecht: Wir legen Ihnen dar, dass die Bundesanwaltschaft die Möglichkeit hat, in Drogenfällen die kantonalen Strafbehörden zu verpflichten, ein Ermittlungsverfahren einzuleiten. Wir legen Ihnen dies dar und stützen uns dabei auch wieder auf Meinungen von Gutachten – unter anderem von alt Bundesanwalt Professor Walder –, und wir bedauern, wenn das jetzt einfach wieder herabgemindert wird und gesagt wird, es bestünde eigentlich nur ein beschränktes Ermahnungsrecht. Das trifft nicht zu.
Der zweite Punkt ist derjenige der Aktion «Tam-Tam». Hier schreibt der Bundesrat in seinem Bericht: «Die Verknüpfung mit der Asylproblematik ist unzutreffend.» Demgegenüber will ich einfach darauf verweisen, dass der Bundesanwalt an Frau Bundesrätin Elisabeth Kopp schrieb, man solle die Aufhebung des Ausschaffungsstoppes für srilankische Asylbewerber möglichst nicht in der Zeit vom 10. bis 15. März – das war die Zeit, in der diese Verhaftungsaktion durchgeführt wurde – vornehmen, «weil sonst die Gefahr besteht, dass die illegale Tätigkeit eines Teils der Tamilen im Betäubungsmittelhandel von der Presse mit der Aufhebung des generellen Ausschaffungsstoppes verknüpft wird». Weiter wurde ausdrücklich festgehalten: «Das Datum der Aktion wurde mit Herrn Generalsekretär Burkhardt abgesprochen.» Und ein letztes Zitat: In dieser Orientierungsmitteilung des Bundesanwaltes an die Vorsteherin des EJPD findet sich folgender Satz: «Die Tagungsteilnehmer haben mit Befriedigung vom letzten Absatz der Antwort des Bundesrates auf die einfache Anfrage Aubry Kenntnis genommen, wonach verurteilte Heroinhändler in der Regel als asylunwürdig gelten.» Ich muss damit untermauern: Wenn wir schreiben, es gebe eine asylpolitische Verknüpfung, dann haben wir uns mit Dokumenten und Daten abgesichert, und die Bestreitung, die der Bundesrat vom Delegierten übernommen hat, trifft nicht zu.
Es wurde in der Debatte von Ihrer Seite kritisiert, es sei vielleicht nicht ganz richtig, dass die Puk im Bericht – und auch ich im Eintretensvotum – gesagt habe, auch das Parlament müsse selbstkritisch sein. Wenn ich aber die Debatte vor allem vom letzten Donnerstag anschaue: Da hat zum Beispiel die CVP den Grünen und haben die Grünen den Freisinnigen und die Freisinnigen den Sozialdemokraten und die Sozialdemokraten dann wieder der CVP eigentlich recht viel Verantwortung und Schuld an dieser Krise zugewiesen. Wenn ich all diese Verantwortungen kumuliere und zusammenzähle, muss ich feststellen: Die Aussage der Puk, eine gewisse Mitverantwor-

tung treffe auch das Parlament, ist vielleicht gar nicht so daneben.
Zum Problem des Staatsschutzes: Es wurde in mehreren Voten gesagt, es gebe eine Interessenkollision zwischen dem Staatsschutz einerseits und individuellen Freiheiten andererseits. Ich erinnere daran: Die Puk hat mitnichten die Abschaffung der politischen Polizei verlangt. Aber ich kann diesen Gegensatz nicht anerkennen. Wir zeigen ja gerade mit der datenschutzrechtlichen Regelung, dass diese Interessenkollision nicht bestehen muss. Es sind eben die individuellen Freiheiten in diesem Staat Teil unseres Rechtsstaates, und sie müssen auch geschützt werden. Das ist auch Aufgabe des Staatsschutzes. Wenn wir das regeln, gelingt es uns auch, diese angebliche Interessenkollision, die dann im Zweifelsfall – wie einige meinten – entgegen den individuellen Freiheiten entschieden werden müsste, zu vermeiden. Es ist eben diese Generalklausel, die in einem Absatz in der Strafprozessordnung beinahe beiläufig genannt wird, die dann die Verwaltung selbst auslegen kann. So wird es möglich gemacht, dass der Willkür Tür und Tor geöffnet werden. Wir haben ja die konkreten Beispiele der Willkür gesehen und Ihnen dargelegt.
Ich möchte Ihnen zum Vergleich die Telefonkontrolle nennen. Darüber hat man ein Gesetz erlassen. Die Folge ist doch jetzt: Die Telefonkontrollen werden legal durchgeführt. Das ist zurückzuführen auf das Gesetz. Wenn man ein Datenschutzgesetz auch für den Bereich der Bundesanwaltschaft schafft, dann bekommen wir auch den gefährdeten Persönlichkeitsschutz in den Griff.
Ein Wort zu den Fichen: Ich bin nicht unbedingt der Auffassung, dass die Parlamentarier eine Sonderbehandlung bei diesen Fichen geniessen müssten. Auch andere Bürger haben individuelle Freiheiten, haben politische Rechte, und ich glaube, sie benötigen sie sehr viel mehr als wir. Ich empfinde es auch als etwas gefährlich, wenn man jetzt einfach sagt: «Ja, ich habe meine Fiche gesehen, sie zeugt von Dilettantismus.» Dilettantismus ist nichts Leichtzunehmendes, sondern es ist in diesem Fall etwas sehr, sehr Gefährliches; denn wegen dilettantischer Rapporte ist einzelnen Bürgern grosser Schaden zugestossen. Uns selbst kann eben nicht mehr ein so grosser Schaden erwachsen, und wir dürfen nicht von uns auf die übrigen Bürger schliessen.
Ich möchte auch betonen – damit das klar ist –, dass die Fiche, die uns Herr Jaeger hier gezeigt hat, eigentlich keine Fiche war und schon gar nicht seine, sondern es war ein Muster einer Fiche, das leer war.
Herr Bundesrat Koller hat auf eine konkrete Frage noch gesagt, eine Zusammenarbeit zwischen der Bundespolizei und privaten Informationsbüros finde nicht statt. Ich möchte das etwas relativieren und muss sagen: Hinweise von privaten Informationsbeschaffern nimmt die Bundespolizei natürlich entgegen. Ich verweise auf das Dossier einer Berufsorganisation, das wir in unserem Bericht nennen. Das Dossier war gestützt auf einen privaten Hinweis angelegt worden. Also mindestens eine passive «Zusammenarbeit» existiert.
Wir sprachen während der ganzen Debatte oft von Vertrauenskrise. Zum Schluss möchte ich dazu einfach sagen: Unser Rezept, das wir Ihnen anbieten, besteht ja nicht darin, dass einfach nur Köpfe rollen müssten, sondern wir zeigen Ihnen Aenderungen in unserem System auf, zum Teil in den Motionen und in den Postulaten, zum Teil aber auch nur als Anregungen im Text.
Ich glaube, es müssen nun diesem Bericht schon gewisse Taten folgen. Als erstes sollten unsere Anträge überwiesen werden. Wenn wir das nicht tun, wird es uns nicht gelingen, diese Vertrauenskrise zu meistern. Das bedeutet dann im Klartext, dass uns durch den Stimmbürger eben auch die Liebe entzogen wird. Das äussert sich in Stimmenthaltung und Stimmabstinenz. Und das bedeutet wieder, dass andere Kräfte, die demokratisch nicht kontrolliert sind, auf unser Staatswesen einen Einfluss erhalten, den wir uns alle nicht wünschen.
In diesem Sinne bitte ich Sie, unseren Anträgen zuzustimmen.

M. **Guinand**, rapporteur: Après l'excellent rapport de notre président, j'aurais tendance à dire: je n'ai rien d'autre à ajouter, je m'en remets à sa déclaration. Je procéderai ainsi afin de ne pas trop allonger ce débat, et je me bornerai à exprimer une ou deux remarques ou à répéter certains points qui me paraissent devoir figurer en français dans le *Bulletin officiel*.
Je me joins aux remerciements adressés par notre président à notre conseil et au Conseil fédéral à l'égard du travail de notre commission. Nous sommes très sensibles aux remarques que vous avez formulées ainsi qu'à la réaction du Conseil fédéral, qui est positive dans une grande mesure. Même si le gouvernement ne partage pas toutes nos conclusions et nos appréciations, le président a relevé ce qu'il fallait penser de certaines de nos divergences.
J'insiste sur un point qui me paraît important. Le rapport de notre commission est le résultat d'un consensus. Durant les travaux de la commission, chaque membre a eu la possibilité d'exprimer ses sensibilités politiques, mais le rapport et toutes les propositions ont été acceptés à l'unanimité. Les membres de la commission ont parfaitement joué le jeu de la discrétion. Nous souhaitons donc que le consensus résultant de ces travaux ne soit pas mis en cause aujourd'hui par certaines insinuations que nous regrettons. Nous espérons que vous manifesterez ainsi votre approbation en acceptant nos propositions tout à l'heure.
Comme le président, nous estimons avoir scrupuleusement respecté les dispositions légales en ce qui concerne le droit d'être entendu des personnes en cause et nous ne pensons pas, comme cela nous a été reproché, que certaines personnes n'ont pas été traitées également. Il faut rappeler que nous étions une commission parlementaire d'enquête, par conséquent chargée d'une enquête politique, et que nous n'avions pas pour mission de mener une enquête policière ou judiciaire. Il existe d'autres autorités compétentes et elles prendront leurs responsabilités.
De plus, nous avons traité différemment les personnes auxquelles nous faisions expressément des reproches: celles-ci ont bénéficié du droit d'être entendues tel que le prévoit la loi. Nous avons traité autrement le Conseil fédéral – toujours selon la loi – qui avait le droit de prendre position sur notre rapport, ce qu'il a fait.
On a aussi dit que notre rapport pouvait avoir une influence sur le Tribunal fédéral qui devra encore juger certains aspects pénaux de notre enquête. En l'occurrence, nous savons à quel point cette instance judiciaire est jalouse de ses prérogatives et respectueuse de la séparation des pouvoirs pour penser qu'elle jugera en parfaite impartialité et dans le domaine qui est le sien.
En ce qui concerne le fichier qui a fait l'objet de nombreuses discussions, il ne faudrait pas que le public ait l'impression que les parlementaires jouissent ici d'un privilège et peuvent aller consulter leur fiche alors que les autres citoyens ne disposent pas de ce droit. Les mesures prises par le Conseil fédéral vont dans le sens d'une ouverture à chacun et non d'une ouverture réservée aux parlementaires. Je confirme la déclaration de tout à l'heure de notre président: la semaine dernière, lors de son intervention à cette tribune, M. Jaeger a brandi une fiche que nous lui avons demandé ensuite de nous montrer. Or, cette fiche était vierge; il s'agissait vraisemblablement d'un échantillon que M. Jaeger avait obtenu auprès du Ministère public.
Nous avons suffisamment parlé, nous devons maintenant agir. Nous vous demandons donc d'adopter les propositions de la commission telles qu'elles ont été présentées, sans les amender ou les modifier dans leur portée. Notre Parlement apportera ainsi la preuve de sa volonté d'agir et de rétablir la confiance.

Bundesrat **Koller:** Ich möchte hier nicht zu einer Replik auf das Votum des Präsidenten Ihrer Kommission ansetzen. Dort, wo tatsächlich noch umstrittene Sachverhalte bestehen, ist es so, dass wir auf die glaubwürdigen Darstellungen unserer Mitarbeiter abstellen und die Kommission offenbar bei einigen wenigen Sachverhaltsdarstellungen eben zu einer anderen Schlussfolgerung gekommen ist. Ich glaube, es liegt auch in der Natur der Sache, dass über die Reichweite einzelner Artikel des Bundesstrafprozesses, beispielsweise des Artikels 258, verschiedene Meinungen bestehen. Wer, wie ich, sein Le-

ben lang mit Juristen zu tun hat, weiss, dass das ein häufiger Tatbestand ist. Wir werden selbstverständlich gerade in diesem wichtigen Punkt aufgrund der anderen Meinung der Kommission unsere bisherige Rechtsauffassung auch von Aussenstehenden überprüfen lassen.
Ich möchte – wie schon einleitend – mit einem versöhnlichen Ton enden: Der Bundesrat misst diesen Bericht in keiner Weise an den wenigen kontroversen Punkten, die zwischen Ihrer Kommission und uns noch bestehen; wir messen die Bedeutung einzig und allein an den Verbesserungsvorschlägen, denen wir ja mit einer einzigen Ausnahme allen zustimmen.

Le président: Comme aucun avis contraire n'a été émis, je constate que vous avez pris acte du rapport.

Ordnungsantrag Weder-Basel
Die Motion 89.367 (Jaeger. Reorganisation des EJPD) ist zusammen mit den Vorstössen der Puk zu behandeln.

Motion d'ordre Weder-Bâle
Traiter la motion Jaeger (89.367) relative à la réorganisation du DFJP en même temps que les mesures proposées par lesdites commissions.

Zurückgezogen – Retiré

Anträge der Kommission
Propositions de la commission

Präsident: Wir kommen nun zur Beratung der verschiedenen Anträge der Kommission.
Folgende Fraktionen lassen mitteilen, dass sie den Anträgen der Kommission zustimmen: FDP, Liberale, CVP, SP und LdU/EVP.

Parlamentarische Initiative
Initiative parlementaire

Reichling: Die SVP ist dafür, der parlamentarischen Initiative Folge zu geben. Wir sind der Auffassung, dass die Kontrolltätigkeit über die Geschäftsführung in der Bundesverwaltung sich nach Möglichkeit in den ordentlichen Organen des Parlamentes abspielen muss und dass die Einsetzung von Untersuchungskommissionen nur dort gerechtfertigt ist, wo bereits eigentliche Missstände festgestellt worden sind. Es darf angenommen werden, dass in Zukunft eben Missstände vermieden oder vermehrt vermieden werden können, wenn die Geschäftsprüfungskommissionen eine vertiefte Aufsichtsmöglichkeit haben.
Wir müssen uns auch Rechenschaft geben, dass bei der Einsetzung einer Untersuchungskommission in jedem Falle eine grosse Publizität und auch eine grosse Publikumserwartung die Folge sein wird, was für die normale Ueberprüfung der Verwaltungstätigkeit in keiner Art und Weise erwünscht ist. Eine solche vertiefte Geschäftsprüfung soll ohne Publizität möglich sein, denn sie findet als ordentliche Kontrolle statt und nicht als Untersuchung von Missständen.
Sollte aus der parlamentarischen Initiative tatsächlich ein Gesetzestext hervorgehen, geben wir den beiden Geschäftsprüfungskommissionen eine vermehrte Kompetenz. So wie die Diskussion in unserer Fraktion gelaufen ist, glaube ich dem Rat mitteilen zu können, dass wir einer definitiven Regelung gemäss dieser parlamentarischen Initiative nur zustimmen werden, wenn dann auch die Geschäftsprüfungskommission in einem formellen Wahlvorgang im Rate bestimmt wird und wir uns nicht darauf beschränken, die Vorschläge der Fraktionen für die Zusammensetzung dieser wichtigen ständigen Kommission entgegenzunehmen. Wir wollen die GPK aufwerten; das soll auch dadurch geschehen, dass der Rat sie wählt und für diese Aufgabe einsetzt.
Es wird auch zu überprüfen sein, wie die Amtsdauer in einer solchen verstärkten GPK gehandhabt werden soll. Wir müssen uns darüber Rechenschaft geben, dass wir selbst die Kompetenz und Wirkungsmöglichkeit sämtlicher ständigen Kommissionen stark beschränken durch den sehr raschen Turnus. Ein Präsident kann zwei Jahre bleiben; ein Mitglied kann sechs Jahre bleiben; wenn das Mitglied die Erfahrung hat, muss es wieder ausscheiden, und es kommt ein neues ohne Erfahrung.
Wenn wir also in den ständigen Kommissionen und ganz speziell in der GPK effizient arbeiten wollen, müssen wir uns Rechenschaft geben darüber, dass wir Leute abordnen müssen, die Zeit dafür haben, die die Fähigkeiten dazu haben, die Freude haben an dieser Kontrolltätigkeit; es sollte nicht gewissermassen ein ehrenvoller Abschluss einer langjährigen Parlamentstätigkeit sein, noch in die Finanzkommission oder in die GPK gewählt zu werden. Diesen Aspekt müssen wir uns für die Zukunft auch zu Herzen nehmen. Vermehrte Kompetenzen führen nur dann zu einer wirkungsvollen Verwaltungskontrolle, wenn die Mitglieder ausreichende Erfahrungen sammeln können.
Ich äussere mich nachher nicht mehr zu den übrigen Vorstössen:
Zur Motion 2 wird sich für unsere Fraktion Herr Walter Frey melden.
Zur Motion 1 und zu den Postulaten kann ich Ihnen mitteilen, dass die SVP allen zustimmt.

Thür: Ich äussere mich zur parlamentarischen Initiative. Die Puk verlangt aufgrund ihres Untersuchungsergebnisses eine bessere parlamentarische Kontrolle der Bundesverwaltung. Mit dieser grundlegenden Zielrichtung sind wir vollumfänglich einverstanden. Wenn wir die durch die Enthüllungen in der Bundesanwaltschaft ausgebrochene Krise des politischen Systems bewältigen wollen, ist das der einzige Weg. Wir müssen endlich ernst nehmen, was uns die Verfassung in Artikel 85 Ziffer 11 auferlegt: die Oberaufsicht über die eidgenössische Verwaltung. Die Probleme, mit denen wir heute konfrontiert sind, wären nicht entstanden, wenn die parlamentarische Kontrolle hier tatsächlich funktioniert hätte.
Vermag nun aber die von der Kommission vorgeschlagene parlamentarische Initiative diesem Anspruch zu genügen? Wir meinen nein. Die Geschäftsprüfungskommission schlägt vor, eine Delegation der Geschäftsprüfungskommissionen beider Räte im Bedarfsfalle mit weitergehenden Rechten auszustatten. Diese umfassende Kontrollbefugnis kann jedoch erst ausgeübt werden, wenn die Kommission beider Räte dies mehrheitlich beschlossen hat. Die Kontrolle wird also davon abhängig gemacht, ob sie die bürgerliche Mehrheit in diesen beiden Räten auch will. Auf eine solche Kontrolle kann unseres Erachtens aber ebensogut verzichtet werden. Wir sind überzeugt, dass nach den Erfahrungen mit der Puk so schnell die Schwachstellen dieses Staates nicht mehr ausgeleuchtet werden, es sei denn, es bestehe genügend politischer Druck wie bei der Affäre Kopp, indem aufgrund eines bekanntgewordenen Skandals die Einsetzung einer Delegation der GPK unumgänglich wird.
Was wir heute fordern müssen, ist der Ausbau einer permanenten parlamentarischen Kontrolle der Bundesverwaltung, namentlich der Bundesanwaltschaft, wenn wir vermeiden wollen, dass das nächste Mal erst dann wieder kontrolliert wird, wenn es schon zu spät ist. Eine solche ständige und uneingeschränkte parlamentarische Kontrolle darf doch nicht davon abhängig gemacht werden, ob der Ständerat gnädigst mitzieht. Angesichts der Tatsache, dass die Ständekammer immer mehr an den Bedürfnissen und Notwendigkeiten unseres Landes vorbeipolitisiert und in vielen Bereichen Reformen blockiert, kann man sich nicht damit abfinden, dass künftig eine umfassende Kontrolle unserer Verwaltung vom Veto des Ständerates abhängig gemacht wird. Auf eine solche Kontrolle können wir verzichten.
Für die grüne Fraktion ist klar, dass wir die politischen Konsequenzen aus dieser Krise erst dann wirklich gezogen haben, wenn auch und vor allem die Bundesanwaltschaft und das EMD einer permanenten parlamentarischen Kontrolle ausgesetzt werden und sie aufhören, als Dunkelkammern der Nation im Schatten der Demokratie zu agieren. Und diese Kontrolle darf nicht vom Goodwill der bürgerlichen Mehrheit in diesen beiden Räten abhängen. Wohin dies geführt hat, haben wir durch die Ermittlungen mehr als plastisch vorgeführt erhal-

ten. Ich meine – und mit mir die grüne Fraktion –: Jeder Rat muss seine verfassungsmässige Kontrolltätigkeit eigenständig und unabhängig vom anderen Rat ausüben können.
Einige in diesem Saal haben offenbar immer noch nicht ganz begriffen, was eigentlich vorgefallen ist: zum Beispiel Herr Schmidhalter, der am Freitag ausführte, dass es ihm gleich sei, wenn ihm die Bundesanwaltschaft eine Fiche ausstelle. Ich glaube Ihnen schon, Herr Schmidhalter, dass Ihnen das gleich ist. Sie gehören eben zur bürgerlichen Mehrheit, und diese hat ein Interesse an der Aufrechterhaltung dieser Mehrheits- und Machtverhältnisse. Ich habe bis heute jedenfalls nicht gehört, dass irgendeinem Mitglied der bürgerlichen Fraktionen aus einer Fichierung irgendein Nachteil erwachsen wäre. Toleranz und Demokratie müssen sich doch nicht im Umgang mit den Mächtigen bewähren, sondern dort, wo Kritik an den bestehenden Verhältnissen geäussert wird.
Es hat andere Votanten gegeben, die ins gleiche Horn bliesen und die nur noch vom Dilettantismus der Bundesanwaltschaft reden wollen. Das ist eine Verharmlosung des Vorgefallenen, damit man möglichst schnell wieder zur Tagesordnung übergehen kann.
Ich bin nach wie vor betroffen, nachdem ich meine Fiche eingesehen habe und feststellen musste, dass ich als Mitglied der Demokratischen Juristen und als Mitglied der Grünen Partei einen Eintrag verdiene, weil ich vor zehn Jahren von Herrn Cincera ins terroristische Umfeld gestellt worden bin. Ich habe sämtliche Nummern der Zeitschrift «Plädoyer», des Organs der Demokratischen Juristen, hier. Sie können sich selber davon überzeugen, ob der Vorwurf, der von Herrn Cincera stammt und der – wie er heute und auch am Freitag bestätigt hat – von der Bundesanwaltschaft ohne weiteres übernommen worden ist, auch zutrifft. Es ist allzu billig, wenn heute so getan wird, das Ganze sei ein Betriebsunfall, das Resultat eines unglaublichen Dilettantismus. Dieser angebliche Dilettantismus hatte System und basierte auf einem Bedrohungsbild, das jenem der politischen Mehrheit in diesem Lande vollständig entsprach. Und vor allem hatte diese Schnüffelei Folgen, die wir heute noch nicht überblicken können. Ich hatte Glück. Für mich hatte diese Schnüffelei keine Folgen. Ich hatte einen liberalen Vorgesetzten, der mir sämtliche Dokumente von Herrn Cincera auf den Tisch gelegt hat; nachher habe ich mich selbständig gemacht. Aber ich kenne heute viele Menschen, die darunter gelitten, die keine Anstellung gefunden haben. Wir erfahren das aus dem Puk-Bericht, und wir wissen heute noch nicht, wie viele wirklich davon betroffen sind.
Am letzten Freitag hat mich ein ehemaliger Personalchef eines Bundesamtes angerufen und mir erzählt, wie die Praxis bei den Stellenbewerbungen innerhalb der Verwaltung konkret vor sich gegangen ist. Er hat mir gesagt, dass man sich aufgrund einer geheimen internen Weisung bei jeder Bewerbung mit der Bundesanwaltschaft in Verbindung zu setzen hatte. Bei jeder Anstellung wurde dann telefonisch mitgeteilt, was gegen den betreffenden Bewerber von seiten der Bundesanwaltschaft vorlag. Was nun die Bundesanwaltschaft an konkreten Vorwürfen gegen Bewerber ausgeführt hat, spottet jeder Kritik! Ich habe Mühe, Ihnen diese Beispiele aufzulisten. Es wurde gesagt, man habe keine konkreten Vorwürfe gemacht. Ich muss das aufgrund der Aussage dieses ehemaligen Personalchefs dementieren. Beispielsweise wurden Straftaten aufgelistet, die zwanzig, fünfundzwanzig Jahre zurücklagen. Einmal sei ihm sogar ausgerichtet worden – ich habe Hemmungen, das zu sagen, aber nachdem immer wieder geäussert worden ist, das sei alles sehr harmlos, möchte ich es Ihnen nicht vorenthalten –, der betreffende Bewerber habe schon in der Sekundarschule «ein steifes Schnäbi» gehabt. Von einem anderen Bewerber weiss er, dass er nicht eingestellt worden ist, weil er ein Mitglied der POCH in einem Prozess als Anwalt verteidigt hatte. Dieser ehemalige Personalchef hat mich dringend gebeten, auf jeden Fall zu verlangen, dass die Bundesanwaltschaft in Zukunft wirklich einer umfassenden politischen Kontrolle durch dieses Parlament unterworfen wird.
Solche Beispiele können beliebig aufgezählt werden. Solche Informationen hat die Bundesanwaltschaft nicht nur verwaltungsintern verbreitet – das kann dem Puk-Bericht ebenfalls entnommen werden –, sondern auch an Privatpersonen. Viele Fälle kennen wir nicht; sie werden uns in den nächsten Monaten noch begegnen.
Die Frage ist nun: Wie wollen Sie die Glaubwürdigkeit dieses Apparates herstellen, wenn Sie dem Volk nur sagen können, beim nächsten Skandal würden wir sicher umfassend kontrollieren, wenn der Ständerat damit einverstanden sei? Wie wollen Sie die Glaubwürdigkeit herstellen, wenn Sie nicht bereit sind, eine umfassende und permanente Kontrolle dieses Apparats einzuführen, eines Apparats, der mit den genau gleichen Leuten notabene auf kantonaler und auf Bundesebene weiterhin Staatsschutz betreiben will? Es werden keine personellen Konsequenzen gezogen, das haben wir von Herrn Bundesrat Koller bereits zu Beginn dieser Debatte gehört.
Erklären Sie mir, wie man diese Hunderte und Tausende von Schnüfflern in diesem Land plötzlich umpolen und ihnen ein differenziertes Denken beibringen kann, nachdem sie uns derartige Beispiele geliefert haben! Da muss das Parlament endlich seine politische Verantwortung übernehmen und dafür geradestehen, dass so etwas nie mehr möglich sein kann.
Ich hoffe sehr – mit vielen Bürgerinnen und Bürgern dieses Landes –, dass wir eine konsequente Kontrolle von Bundesanwaltschaft und EMD herstellen können. Die grüne Fraktion ist nur unter dieser Voraussetzung für diese parlamentarische Initiative.

Zwingli: Ich pflichte dem allgemeinen Lob für die Arbeit der Puk und für ihren Bericht bei. Meiner Meinung nach ist die Hauptaufgabe einer Untersuchungskommission, die Wahrheit zu erfahren. Das kann heissen, Missstände, Fehler, Mängel oder gar, Vergehen aufzudecken und abzuklären. Das muss aber auch heissen unbegründete Verdächtigungen klarzustellen und zurückzuweisen. Beiden Aufträgen ist die Puk meines Erachtens und nach dem heutigen Stand des Wissens gerecht geworden.
Damit kommen wir zu den Schlussfolgerungen und zu den Massnahmen, die wir aufgrund der Vorkommnisse zu beschliessen haben.
Gestatten Sie mir eine Bemerkung, die auf den Anfang der Untersuchung zurückgeht. Damals fand eine Diskussion statt, ob die GPK beider Räte die Vorkommnisse im Justiz- und Polizeidepartement untersuchen sollen oder ob eine besondere Puk zu bestellen sei. Um das vorwegzunehmen: Ich bin überzeugt davon, dass die Bestellung einer besonderen Puk richtig war, allerdings nur deshalb, weil die Dimensionen dieser Angelegenheit die Möglichkeiten der GPK weit überstiegen hätten. Es ist indessen sehr zu hoffen, dass Probleme dieses Ausmasses wirklich seltenes Ereignis bleiben. Es wird daher notwendig sein, die GPK so auszurüsten, dass sie die normale Kontrolle der Verwaltung effizient und wirkungsvoll ausüben kann. Damit könnte es nicht nur möglich werden, vorgekommene Fehler im nachhinein aufzudecken, sondern präventiv zu handeln und mitzuhelfen, mögliche Fehlentwicklungen zu verhindern.
Ich begrüsse deshalb die in der parlamentarischen Initiative von der Kommission vorgeschlagenen Lösungen für die Ausgestaltung der GPK für besonders heikle Abklärungen. Diese Vorschläge entsprechen im übrigen auch den Meinungen der GPK. Ich verweise auf das Votum von Kollege Rutishauser. Gleichzeitig erinnere ich Sie an einen bestimmten Untersuchungsfall der GPK des Nationalrates. In diesem Fall war es deshalb nicht möglich, einen Vorwurf an einen Beamten restlos abzuklären, weil die GPK nicht die dazu erforderlichen Kompetenzen besass. Ich bin nicht der Meinung, dass die GPK diese Kompetenzen generell erhalten solle. Aber die Erteilung solcher Kompetenzen durch den Rat sollte bei konkretem Bedarf durch ein einfaches Verfahren möglich sein.
Ich bitte Sie, diese Gedanken in die Vorschläge der parlamentarischen Initiative einzuschliessen. Das ist meines Erachtens möglich, ohne dass der vorliegende Text geändert werden muss.

Wanner: Wir haben nun gut zwei Tage lang darüber diskutiert, was im Bereich des Staatsschutzes in der Vergangenheit falsch gemacht worden ist. Selber habe ich mich dazu nicht ausgesprochen, teile aber die geäusserte Kritik in weitem Umfang.

Unbestritten ist jedoch – von einigen wenigen Ausnahmen abgesehen – die Tatsache, dass Staatsschutz auch in Zukunft notwendig ist. Umstritten bleiben wird aber die Art und Weise, das Ausmass und vor allem die Kontrolle dieses Staatsschutzes, die notwendigerweise erfolgen muss. Um diese auszuüben, kann für mich nur das Parlament in Frage kommen, weil letztlich eben nur dieses Parlament dem Volk Rechenschaft schuldig ist.
Das tönt etwas einfach, vor allem im Lichte jener Vorschläge, die uns weismachen wollen, künftig solle ein Gremium von Weisen, allenfalls sogar von Staatsrechtsprofessoren – so las ich das in den letzten Tagen –, für diese Aufgabe eingesetzt werden. Solche Vorschläge sind abzulehnen, vor allem darum, weil sie letztlich das Eingeständnis des Parlamentes bedeuten würden, die verfassungsmässige Aufsichtsfunktion nicht mehr ausüben zu können oder zu wollen.
Wir diskutieren nun die Vorstösse der Puk: Ich werde ihnen zustimmen, nicht zuletzt deshalb, weil in dem Moment, da sich das Parlament anschickt, seine Aufgaben in seltener Tiefe und Gründlichkeit wahrzunehmen, ein Ablehnen oder ein Infragestellen dieser Vorstösse eben diese Aufgabe des Parlamentes in Frage stellen würde. Trotzdem bleiben für mich Fragen offen, worauf ich an und für sich gerne eine Antwort erhielte, vielleicht nicht heute, aber spätestens dann, wenn wir uns anschicken, die von der Puk gerügten Zustände zu verbessern.
Wir, d. h. der Bundesrat und das Parlament, haben die Rahmenbedingungen zu setzen und die Verantwortung dafür zu übernehmen, wie dieser Staatsschutz in Zukunft aussehen soll. Es nützt nichts, Schuldzuweisungen vorzunehmen und gleichzeitig zu wissen, dass die Geschäftsprüfungskommission vor einem Jahr darauf aufmerksam gemacht hat, dass im Bereiche der Bundesanwaltschaft nicht alles zum besten stehe. Vermutlich ist aber diese Kritik zu moderat und zu differenziert erfolgt.
Unsere Mitverantwortung für das Geschehene ist so offensichtlich wie jene für die Zukunft. Wenn wir uns in Zukunft der Aufgabe des Staatsschutzes zuwenden wollen, muss die Frage der gesetzlichen Grundlagen diskutiert werden. Für mich ist hier zu viel unbestimmt, und eine gesetzliche Neuumschreibung des Staatsschutzes ist dringlich. Meiner Meinung nach ist es Aufgabe des Bundesrates, dieser Frage nachzugehen und dem Parlament entsprechende Vorschläge zuzuleiten.
Die Vorschläge der Puk über die parlamentarische Initiative gehen in die richtige Richtung. Die Ausweitung der Kompetenzen der Geschäftsprüfungskommission ist zu begrüssen.
Nicht zuzustimmen vermag ich der Meinung, wie sie von Herrn Reichling geäussert worden ist, die Mitglieder der GPK seien künftig durch das Plenum des Nationalrates zu wählen. Dies nicht nur deshalb, weil hier allfälligen Retourkutschen – wie in anderen Bereichen erlebt – Tür und Tor geöffnet würden, sondern auch deshalb, weil ich nicht einzusehen vermag, warum sich die Tätigkeit der GPK – die eine anspruchsvolle sein mag oder auch ist – abheben soll von der Tätigkeit anderer Kommissionen. Zudem ist es nach wie vor richtig, dass die Auswahl der Mitglieder, die für die GPK in Frage kommen, seriös getroffen werden muss und nicht Aufgabe der Fraktionen sein soll. In diesem Sinne vermag ich die Meinung von Herrn Reichling nicht zu teilen.

Bonny: Ich habe – ich muss es offen gestehen – etwas Mühe mit dieser parlamentarischen Initiative. Ich werde mich nicht dagegen stemmen, aber ich muss sagen, wir müssen genau überlegen, was wir hier machen.
Unser Staat – das geht auch aus der Bundesverfassung klar hervor – basiert auf dem Prinzip der Gewaltentrennung. In den Artikeln 71 bis 117 BV werden die Gewalten und ihre Kompetenzen aufgeführt und säuberlich getrennt. Meine Sorge geht dahin, dass beim Institut der parlamentarischen Untersuchungskommission – die ich bejahe und wofür das Verfahren im Geschäftsverkehrsgesetz von Artikel 55 bis 65 genau geregelt ist – doch bis zu einem gewissen Grad eine Durchbrechung des Prinzips der Gewaltentrennung stattfindet. Deshalb auch diese genauen Vorschriften, die dann in diesen zehn Artikeln – es sind ja eigentlich noch mehr – vorgesehen sind. Das kommt genau aus dieser Sorge heraus.
Aber ich betone nochmals: Wir brauchen für einen Fall, wie wir ihn jetzt erlebt haben – auch für Fälle wie die Mirage-Affäre – ein solches Instrument. Die Puk als Institution wird von mir also in keiner Weise in Frage gestellt. Unabdingbar ist aber, dass im Geschäftsverkehrsgesetz an diese Durchbrechung des Prinzips der Gewaltentrennung klare Voraussetzungen geknüpft werden.
Es heisst in Artikel 55 GVG: «Bedürfen Vorkommnisse von grosser Tragweite in der Bundesverwaltung der besonderer Klärung .... ». Wie verhält es sich nun bei der parlamentarischen Initiative der Puk? Sie sieht eine Art «Mini-Puk» vor, die in gewissen Fällen, wo die Kompetenzen der GPK nicht ausreichen, eingreift. Die einzige Voraussetzung besteht darin, dass sich die GPK der beiden Räte einig werden müssten. Ich glaube – ich sage das bewusst als Parlamentarier –, gerade das Prinzip der Gewaltentrennung bedingt eben, dass sich alle drei Gewalten in die Rolle der anderen hineindenken. Ob wir hier wirklich eine gute Massnahme treffen? Man muss sich bewusst sein – das hat mir kürzlich ein erfahrener Chefbeamter des Bundes gesagt –, dass man eine Puk-Uebung eigentlich höchstens alle zehn Jahre einmal ertragen kann. Von der Mirage-Affäre bis heute dauerte es ja wesentlich länger. Ein solcher Eingriff bringt zwangsläufig eine enorme Unruhe in die Verwaltung. Ich bin überzeugt, dass zum Beispiel die Effizienz und das Rendement der von der Puk erfassten Verwaltungszweige in diesem Jahr stark gelitten haben. Das ist kein Vorwurf, weder an die Puk noch an diese Verwaltungszweige. Hier ist eine gewisse Dosierung wichtig, und hier würde mich auch die Auffassung des Bundesrates zu diesen Bedenken interessieren.
Ich hätte es also gerne gesehen, wenn man in diese parlamentarische Initiative zumindest noch gewisse objektive, qualifizierende Voraussetzungen eingefügt hätte.

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Sie überweisen jetzt eine parlamentarische Initiative in der Form der allgemeinen Anregung. Die Kommission, die das nachher behandelt, kann dann die Details immer noch, allenfalls in Berücksichtigung der Voten, die hier gefallen sind, regeln.
Nur zwei Klarstellungen:
Bewusst schlagen wir Ihnen nicht eine «Dauer-Puk» vor. Beispielsweise das Recht, Zeugen ausserhalb der Bundesverwaltung – also auch in Kantonen – oder Privatpersonen einzuvernehmen, ist in dieser Initiative nicht vorgesehen. Das war aber das Recht der Puk. Wir konnten ja sogar Bankunterlagen von Banken beiziehen und haben das auch gemacht. Aber mit unserem Vorschlag wäre das nicht möglich. Es geht nur um den Zugriff zu geheimen Dossiers.
Der Bundesrat äussert sich jetzt nicht zur Initiative, aber er hat sich immerhin schon öffentlich geäussert. Eine Befürchtung möchte ich widerlegen. Es geht keineswegs etwa um den alten Streit, ob sich die GPK in laufende Verfahren des Bundesrates einmischen dürfe oder solle. Sondern es geht darum, dass das letzte Wort über geheime Dossiers, so wie wir sie jetzt sahen – das kann auch in einem anderen Departement, vor allem im Militärdepartement, sein –, also die Entscheidung, ob etwas geheim ist oder nicht, beim Parlament liegt. Aber es geht nicht um eine Ueberschreitung der Gewaltenteilung. Sie müssen einfach daran denken: Es wird jetzt der GPK bereits vorgeworfen, sie habe all die Fehler, die die Puk jetzt gefunden hat, nicht gesehen. Aber die GPK hat damals keine einzige reale Fiche gesehen. Sie konnte eine einzige anonymisierte Fiche sehen, diejenige irgendeines ausländischen Terroristen namens XY – er wurde auch so bezeichnet –, aber sie konnte nicht reale Fichen beiziehen und reale Dossiers auftun. Es war dem Parlament bis jetzt gar nicht möglich, auf diese Missstände zu kommen. Und ich finde schon, dass es Aufgabe des Parlamentes ist – wenn es seiner Oberaufsicht nachkommen will –, diese Dossiers einzusehen.
Natürlich sind die Parlamentarier ihrerseits dann wieder an das Amtsgeheimnis gebunden.
Ich kenne kein einziges Parlament, das sich solche Rechte verbietet.

M. **Guinand,** rapporteur: La commission vous propose ici une initiative parlementaire conçue en termes généraux. Si vous acceptez cette initiative – ce qui semble être le cas puisqu'elle n'est pas combattue – elle sera traitée par une commission ad hoc de notre conseil, qui aura l'occasion de vous présenter des propositions et pourra largement tenir compte des réflexions qui ont été faites à cette tribune.
J'aimerais simplement insister sur le fait que notre proposition ne constitue nullement une volonté de créer une Commission d'enquête parlementaire permanente ou une sorte de mini-commission d'enquête comme on l'a dit, mais simplement de permettre à notre Parlement d'exercer son pouvoir de contrôle et d'assurer les rôles qui doivent être pris en considération.
J'ajouterai que la commission a tenu compte dans la formulation générale de ses propositions des remarques contenues dans le rapport du Conseil fédéral. Pour justifier notre proposition, je vous donnerai l'exemple de la pratique des écoutes téléphoniques, à propos desquelles on a longtemps dit que la loi n'était pas respectée. Grâce aux pouvoirs de notre commission, nous avons pu vérifier, constater et écrire que ces écoutes téléphoniques étaient effectuées conformément à la loi. Voilà ce que nous voulons permettre à l'avenir, sans qu'il y ait besoin d'événements extraordinaires, pour effectuer de telles vérifications.

Le président: Conformément à l'article 21quater, alinéa 4 de la loi sur les rapports entre les conseils, le Conseil fédéral ne se prononce pas maintenant sur l'initiative parlementaire. Il le fera au moment où la commission que l'on aura désignée fera ses propositions.
La CEP vous propose une initiative parlementaire qui n'est pas combattue; elle est ainsi adoptée et sera transmise à la commission désignée pour son examen.

Zustimmung – Adhésion

Motion 1

Bundesrat **Koller:** Es sind – das gebe ich offen zu – vorab formelle Gründe, die den Bundesrat veranlasst haben, Ihnen hier die Umwandlung in ein Postulat vorzuschlagen.
Artikel 29 Ihres Ratsreglementes hält nämlich folgendes fest: «Die Motion beauftragt den Bundesrat, in bestimmter Richtung einen Gesetzes- oder Beschlussesentwurf vorzulegen oder eine Massnahme zu treffen». Nun lässt aber Ihre Kommission die Richtung dieses Gesetzesentwurfes offen; sie nennt nämlich eine mögliche Entflechtung – die Abspaltung der Funktion des öffentlichen Anklägers –, aber sie lässt auch eine zweite Möglichkeit offen: Auch die Funktion der gerichtlichen Polizei könnte noch abgespalten werden.
Im übrigen ist auch für den wahrscheinlichen Fall, dass wir den öffentlichen Ankläger tatsächlich abspalten, keineswegs klar, ob es weiter ein Vollamt wäre. Beispielsweise hat Herr Bundesanwalt Gerber in seinen Amtsjahren einen einzigen Prozess vor dem Bundesstrafgericht selber geführt. Die meisten Fälle werden zur Strafverfolgung an die Kantone delegiert, so dass eben auch hier die abschliessende Organisationsform in keiner Weise feststehen kann.
Ich habe auch ausgeführt, dass wir prüfen werden, ob es nicht nötig sei, innerhalb der Bundesanwaltschaft eine neue Zentralstelle zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens einzurichten. Auch diese Frage ist offen.
Zusammenfassend: Der Bundesrat weiss – ich wiederhole das –, dass wir die Organisation der Bundesanwaltschaft sehr sorgfältig im Hinblick auf alle diese Punkte überprüfen müssen: Es geht um Abspaltung nur der Funktion des öffentlichen Anklägers oder auch noch anderer Funktionen, um die Bildung neuer Bestandteile dieser Bundesanwaltschaft. Aber Sie werden verstehen, dass wir, bevor wir diese Ueberprüfungen durchgeführt haben, seriöserweise nicht festlegen können, in welcher Richtung wir Ihnen einen Gesetzgebungsvorschlag unterbreiten.
Das allein ist der Grund, weshalb wir die Umwandlung der Motion in ein Postulat beantragen.

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Der Unterschied zwischen einem Postulat und einer Motion ist natürlich der, dass die Motion verbindlich und das Postulat unverbindlich ist. Es beauftragt den Bundesrat bloss, eine Variante zu prüfen. Wir sind der Ueberzeugung, dass dem Parlament ein Gesetz über die Entflechtung vorgelegt werden muss. Wir lassen ja selbst – wie Sie richtigerweise sagen – zwei Sachverhalte offen. Je nach Abklärungen wird der eine oder andere Vorschlag kommen. In den folgenden Parlamentsberatungen wird es vielleicht nochmals zu Abänderungen kommen.
Was wir wollen, ist, dass ein solcher Gesetzesvorschlag auch tatsächlich kommt. Wir halten daher an unserer Motion fest.
Auf jeden Fall möchte ich vor einem Denkfehler warnen:
Herr Bundesrat Koller hat vorher gesagt, er habe jetzt gerade Mühe, einen guten Nachfolger für das Amt des Bundesanwaltes zu finden, weil die guten Anwärter natürlich nicht bloss öffentlicher Ankläger sein wollen. Ich kann das verstehen. Es ist auch so, dass vielleicht eine öffentliche Anklage während einigen Jahren überhaupt nicht erhoben werden muss, weil alles so gut funktioniert und niemand mehr straffällig wird.
Es ist aber gar nicht nötig, dass der öffentliche Ankläger gleichzeitig Chef sämtlicher Abteilungen ist. Den grossen Chef, der alles koordiniert, der alles in den Händen hat, kann man einstweilen wählen. Dafür teilt man dann später das Amt des öffentlichen Anklägers jemand anderem zu. Es kann dies sogar ein kantonaler Staatsanwalt sein, der daneben noch diese eidgenössische Funktion übernimmt.

M. **Guinand,** rapporteur: La commission vous demande d'adopter sa motion 1 sous cette forme pour les raisons suivantes. Dans le postulat 1, qui est bien sous forme de postulat, nous proposons de revoir l'organisation du Ministère public. Il faudra donc que le Conseil fédéral nous présente une loi allant dans ce sens. Mais par la motion 1, ce que nous demandons, c'est que dans cette loi, il soit expressément prévu un accusateur public de la Confédération qui soit un véritable magistrat. La situation actuelle, qui a conduit le Procureur général de la Confédération, justement en raison des doubles fonctions qu'il exerce, à toujours confier l'accusation à des substituts, ne nous paraît pas satisfaisante.
C'est la raison pour laquelle nous vous demandons d'accepter cette motion telle qu'elle vous est proposée, étant bien entendu que pour le surplus, la réorganisation du Ministère public fera l'objet d'un examen plus large dans le cadre du postulat 1.

Abstimmung – Vote

Für Ueberweisung als Motion	offensichtliche Mehrheit
Für Ueberweisung als Postulat	Minderheit

Motion 2

Ordnungsantrag Frey Walter
Ueber die fünf Punkte der Motion ist einzeln abzustimmen.

Eventualantrag Frey Walter
(falls der Ordnungsantrag Frey Walter angenommen wird)
Die Punkte 2, 4 und 5 sind als Postulate zu überweisen.

Motion d'ordre Frey Walter
Voter séparément sur chacun des cinq points de la motion.

Proposition subsidiaire Frey Walter
(en cas d'acceptation de la motion d'ordre Frey Walter)
Adopter les points 2, 4 et 5 sous forme de postulat.

Frey Walter: Im Namen der SVP-Fraktion stelle ich den Antrag, über die Motion 2 – Datenschutz im Bereiche der Bundesanwaltschaft – punktweise abzustimmen. Ich setze voraus, dass Sie diese Motion – sie ist im Bericht angeführt – vor sich haben. Mit der Stossrichtung der Motion, vor allem auch mit den Punkten 1 und 3, sind wir durchaus einverstanden. Die Punkte 2, 4 und 5 möchten wir jedoch lieber in Postulatsform überweisen.

Zu Punkt 2: Das Datenschutzgesetz ist in Beratung, und das Parlament könnte dort effizientere Anträge stellen als hier mit der Motionsform. Zudem ist die Formulierung « .... zwingende Gründe des Staatsschutzes .... » so gewählt, dass bei rigoroser Auslegung ein wirksamer Staatsschutz kaum mehr gewährleistet werden könnte. Terrorismusbekämpfung und der Kampf gegen das organisierte Grossverbrechen wie den Drogenhandel könnten gefährdet sein. Eine gewisse Geheimsphäre braucht die Bundesanwaltschaft, wenn sie effizient Staatsschutz, das heisst den Schutz von uns allen, betreiben will.
Zu Punkt 4: Bei der Ausschreibung öffentlicher Stellen muss unserer Meinung nach nicht auf eine Sicherheitsüberprüfung hingewiesen werden. Nur die in Frage kommenden Bewerber, bei denen effektiv eine Ueberprüfung stattfindet, sollen informiert sein. Alles andere ist Bürokratie und kann auch Anlass zu Missinterpretation und Missbrauch geben.
Zu Punkt 5: Sicherheitsüberprüfungen werden auch in Zukunft für private Auftraggeber vorgenommen werden müssen. Denken Sie an die Abwicklung von geheimen militärischen Aufträgen. Privatfirmen haben keine Organisation und können solche notwendigen Ueberprüfungen gar nicht leisten. Auch das ist sicher ein Punkt, über den diskutiert werden muss.
Das sind ganz kurz zusammengefasst die Gründe, die uns zur Ueberlegung bringen, die Punkte 2, 4 und 5 in Postulatsform zu überweisen und daher über die Motion punktweise abzustimmen.

Hänggi: Von der Zeit des Redens und – so meine ich – von der Zeit des Abrechnens wurde hier ausgiebig Gebrauch gemacht. Diese ganze Diskussion hat aber nur dann einen Sinn, wenn wir auch wirklich bereit sind: a) einen Strich unter dieses trübe Kapitel zu ziehen und b) den Weg zu weisen, um in Zukunft solchen Schaden von unserem Lande fernzuhalten. Die Puk hat auch in diesem Bereich gute Arbeit geleistet und entsprechende Möglichkeiten aufgezeigt. Wir sollten deshalb diese Anträge nicht verwässern.
In der Motion 2 soll vor allem geregelt werden, wie und wo welche Daten in Zukunft gesammelt werden müssen und dürfen. Denn gerade das undifferenzierte, dilettantische und überholte Sammeln von Daten hat eine Welle der Empörung hervorgerufen. Solches darf sich nicht wiederholen. Jetzt gilt es, gleichzeitig zwei Dinge zu tun, um das so notwendige Vertrauen in die Bundesanwaltschaft wiederherzustellen:
Erstens: Die vorhandene Kartei muss rigoros ausgemistet werden. Ich betrachte deshalb den Punkt 3 der Motion, welcher verlangt, dass überholte Einträge und Dokumente zu vernichten sind, sowohl aus der rückblickenden als auch aus der vorwärtsblickenden Perspektive. Aus diesem Grunde habe ich zu dieser Motion auch eine Ergänzung eingereicht, in der ich den Bundesrat auffordere, dass nach Vollzug dieser Bereinigung dem Parlament darüber Bericht zu erstatten ist. Ich erachte dies als zwingende Notwendigkeit, um die letzten Requisiten dieser unrühmlichen Angelegenheit endgültig auszuräumen und um auf der Basis einer neuen Datenschutzbestimmung effizient und zielgerichtet den neuen Bedrohungsformen wie Drogenhandel, Geldwäscherei, Waffen- und Menschenhandel entgegenwirken zu können.
Ich befürworte deshalb diese Motion 2 ausdrücklich, weil ich in ihr einen Eckpfeiler zur Ueberwindung der vorhandenen Vertrauenskrise sehe.

Auer: Ich gestatte mir einige Bemerkungen zu Ziffer 5 der Motion 2. Ihr zufolge sollen, mit bestimmten Einschränkungen, Sicherheitsüberprüfungen für Private, Arbeitgeber und Auftraggeber nicht mehr zugelassen werden.
Der Staatsschutz wird von der Puk ausdrücklich bejaht und ist mehrheitlich auch in der Diskussion bejaht worden. Ein ähnliches Schutzbedürfnis ist aber auch privaten Unternehmen einzuräumen, dies vor allem wegen der Wirtschaftsspionage. Diese hat in den letzten Jahren, vor allem seit dem von den USA 1980 erlassenen Technologie-Embargo gegen die Sowjetunion, stark zugenommen, und zwar sowohl quantitativ als auch qualitativ, letzteres wegen der im Nachrichtendienst eingesetzten neuesten technischen Mittel: durch Richtmikrophone, die das Abhören von Gesprächen aus grosser Dis ermöglichen, durch Geräte, die an Fensterscheiben erzeu Schwingungen von aussen aufzeichnen und in akustis Töne zurückverwandeln; auch auf Schreibmaschinen, C putern und Telefaxgeräten kann durch unbefugte Dritte mi hört und mitgeschrieben werden, und dort können Wan nur sehr schwer ausfindig gemacht werden.
Vor allem die östlichen Nachrichtendienste haben die illeg Ausforschung von wissenschaftlich-technischen Erkennt sen in unserem Lande verstärkt, auch an den Universität Dabei geht es ihnen nicht nur um die Umgehung der amer nischen Cocom-Bestimmungen, sondern auch um die Erl gung von Forschungs- und Entwicklungsergebnissen und die Einsparung eigener Forschungs- und Entwicklungs sten. Die Sowjetunion spart gemäss amerikanischen Quel jährlich rund 650 Millionen Dollar durch Diebstahl und A spionierung westlicher Technik ein. Gemäss Aussagen c übergelaufenen Stasi-Offiziers Stiller sparte die DDR, bei nem Aufwand von nur 4 Millionen Franken, jährlich 240 Mill nen Franken an Forschungs- und Entwicklungsausgaben e Bei der Spionage ist jedenfalls bis heute nichts von Glasno Perestroika und Entspannung zu spüren. Der Geheimkri geht in bisheriger Härte weiter. Zu betonen ist allerdings, da in der Wirtschaftsspionage auch westliche Nachrichtendie ste tätig sind, freilich nicht nur staatliche, wie aus dem Oste sondern auch private. Erinnert sei etwa an den privaten japan schen Nachrichtendienst gegen IBM im Silicon Valley, der au geflogen ist, worauf die Japaner Schadenersatzzahlunge von 300 Millionen Dollar bezahlen mussten.
Im übrigen sei verwiesen auf die Stellungnahmen des Bundesrates zu diesem Thema – ausführlich im Geschäftsbericht 1983, Seite 134ff., in der Antwort auf die Interpellation Spälti i Sachen Wirtschaftsspionage und illegaler Technologietran fer vom 2. Oktober 1985 (Amtliches Bulletin 1986, S. 491f.) und auf die im August dieses Jahres von der Bundesanwal schaft veröffentlichte Statistik.
Wenn ein Schweizer Industrieunternehmen 100 Millione Franken in ein Forschungsprojekt investiert und das Resulta wird ihm gestohlen, so wird es nicht nur um die Früchte seine Arbeit gebracht: der Dieb bzw. der Auftraggeber spart über dies 100 Millionen Franken ein (abzüglich der Kosten für die Spionage). Sie werden daher begreifen, dass auch ein Privat unternehmen bei Mitarbeitern in solchen sensitiven Bereicher – auch bei der EDV – Sicherheitsüberprüfungen vornehmer muss und dabei auf die Zusammenarbeit mit der Polizei ange wiesen ist. Verhindern Sie dies, so tragen Sie zu privater Schnüffelei und zu einem Cincera II. bei oder zu Archiven à la «Unheimliche Patrioten», auch letzteres einseitig, lückenhaft und unzuverlässig. Mit einer Vielzahl von privaten, auch Falsches und Dubioses registrierenden Auskunfteien hätten Sie zwar weniger Staat, aber auch weniger Freiheit.

Herczog: Ich bitte Sie, den Antrag der SVP abzulehnen. Kurz folgende Begründung:
Sie haben vom Kommissionspräsidenten den Unterschied zwischen Motion und Postulat gehört. Als einfacher Parlamentarier möchte ich sagen: Es ist eigentlich noch viel schlimmer. Innerhalb der Flut der Vorstösse wirkt es sich nämlich so aus, dass die Motion nicht mehr verbindlich ist und das Postulat überhaupt keine Rolle mehr spielt! Das zum Formellen.
Aber inhaltlich geht genau das nicht, was Herr Walter Frey in diesem Punkt will. Wir dürfen die politische Verantwortung nicht wieder irgendwohin an die Verwaltung zurückdelegieren.
In Punkt 2 heisst es – es ist ziemlich genau beschrieben und definiert –, soweit nicht zwingende Gründe des Staatsschutzes dagegen sprächen, könnten die Betroffenen Einsicht nehmen. Wir haben debattiert darüber, was «zwingende Gründe des Staatsschutzes» sind bzw. wie man Staatsschutz als solchen definieren kann. Es hat überhaupt niemand etwas dagegen, wenn der Staatsschutz präventiv und *a posteriori* gegen das organisierte Verbrechen betrieben wird. Das ist absolut klar. Nachdem ich jetzt auch meine Unterlagen einsehen konnte, bin ich ganz klar der Ansicht, dass der Antrag der Puk integral überwiesen werden muss. Diese Einsicht muss man

gewähren – bzw. man kann es auch, wenn man genau weiss, was «zwingender» Staatsschutz ist. Und wer den «zwingenden» Staatsschutz bestimmt, ist eine politische Frage, und diese muss hier beantwortet werden. Da können Sie nicht wieder sagen: Das ist heikel, das wird nur als Postulat überwiesen, und wir legiferieren später im Datenschutz. Das geht auf keinen Fall.
Das heisst: Der Antrag muss in Motionsform überwiesen werden. Den Tausenden, die registriert sind und nicht das Privileg haben, als Parlamentarier rasch anrufen und vorbeigehen zu können und dann noch «ausrufen» zu dürfen – also jenen «einfachen» Leuten, die wirklich noch an den Staat und an die Obrigkeit glauben und dadurch auch gelitten haben –, muss entsprechend Einsicht gewährt werden.
Ich bitte Sie, diesen Antrag der SVP-Fraktion abzulehnen. Wir würden uns nach der langen Debatte über die beiden Fragen, wer Einsicht nehmen kann und was der «zwingende» Staatsschutz ist, nach aussen unglaubwürdig machen.

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Zuerst zu den Bedenken der SVP, geäussert durch Herrn Walter Frey:
Es geht in Ziffer 2 darum, dass der Betroffene Einsichts- und Berichtigungsrecht hat. Das ist der Grundsatz. Dieser Grundsatz entspricht schon der heutigen Rechtsprechung des Bundesgerichtes. Selbst wenn es kein Gesetz gibt, in einem Kanton zum Beispiel, besteht dieses Recht auf Einsicht und auf Berichtigung. Wir selbst anerkennen: Es gibt eine Ausnahme, und zwar den Staatsschutz. Wenn sich zum Beispiel unter den 4000 Briefen, die die Fiche verlangen, einer von Herrn Gaddhaffi befindet, man solle ihm sein Dossier zustellen, könnte ich mir vorstellen, dass der Bundesanwalt seinem Wunsche wegen des Staatsschutzes nicht vollumfänglich entsprechen will. Das anerkennen wir vollkommen.
Das zweite ist: Wenn jemand abgewiesen wird, muss er ein Rechtsmittel haben. Das erlebt Herr Haefliger, der jetzt als Ombudsmann eingesetzt ist, schon jetzt: All diejenigen, die die Mitteilung erhalten, sie hätten keine Fiche und kein Dossier, sind in ihrer Ehre verletzt und glauben, wahrscheinlich seien sie in einem ganz besonderen Schrank versteckt – und erheben Rekurs. Man muss eine Instanz zur Verfügung stellen, die dann sagen kann: Wir haben das unabhängig angesehen, und es gibt wirklich nichts über Sie. Aber dieses Rechtsmittel gehört dazu, weil sonst der Betroffene einfach nichts glaubt, was ihm aus der Bundesanwaltschaft mitgeteilt wird.
Wir beantragen Ihnen, an der Ziffer 2 festzuhalten.
Vielleicht eine Richtigstellung zur Ziffer 4: In der öffentlichen Ausschreibung einer Stelle soll auf die Sicherheitsüberprüfung aufmerksam gemacht werden. Wir meinen damit einfach folgendes: Wenn sich jemand bewirbt und über ihn eine Sicherheitsüberprüfung durchgeführt wird, so soll er das vorher wissen. Es muss nicht unbedingt schon im Inserat stehen, aber wenn über jemanden eine solche Ueberprüfung gemacht wird, dann soll er das wissen.
Zu Ziffer 5, insbesondere zu Herrn Auer: Es scheint sich hier um ein Missverständnis zu handeln. Was die Kommission will, ist einzig und allein, dass die Auskunft an Private gesetzlich geregelt wird, weil nämlich das, was heute betrieben wird, keine gesetzliche Grundlage hat. Wir sind der Meinung, diese Auskünfte an Private dürfen nicht gegeben werden, weil die gesetzliche Grundlage nicht da ist. Wenn es eine gesetzliche Grundlage gibt, dann kann das natürlich weiterhin geschehen; aber die gesetzliche Grundlage soll dann auch dem Betroffenen dieselben Rechte einräumen, wie wenn es sich um einen Bewerber für eine öffentliche Stelle handeln würde.
Frau Ursula Hafner hat Ihnen einen Fall aus Schaffhausen erzählt, wo es um eine Sicherheitsüberprüfung ging, um eine Auskunft an eine private Firma. Gestützt darauf hat der Mann dann seine Stelle verloren. Wenn also solche Auskünfte gegeben werden, müssen sie gesetzlich geregelt sein.
Ich möchte Sie noch darauf aufmerksam machen, dass bei Folgen solcher Auskünfte – wie etwa Stellenverluste – Schadenersatz und Genugtuungsansprüche des Betroffenen entstehen können. Auch deswegen muss das Ganze gesetzlich geregelt werden.
Unser Anliegen war nicht, es ein für allemal zu verbieten, sondern wir möchten, dass die gesetzliche Grundlage dafür geschaffen wird.
Aus diesem Grunde bitte ich Sie, alles als Motion zu überweisen.

M. **Guinand,** rapporteur: La motion 2 forme un tout, elle a été adoptée à l'unanimité par la commission. Le Conseil fédéral l'accepte également comme motion. Cette motion est importante dans la mesure où elle apporte une réponse à des critiques que nous avons formulées dans notre rapport. Elle devrait assurer une protection des données efficace dans le domaine du Ministère public et créer les bases légales nécessaires. C'est pourquoi la commission vous demande de voter sa proposition telle qu'elle figure dans le rapport.

Frey Walter: Ich war kurz, aber hoffentlich präzis:
In Punkt 2 des Motionstextes der Puk ging es mir darum, dass – wie ich auch gesagt habe – diese Angelegenheit so oder so im Datenschutzgesetz geregelt werden muss.
Beim Punkt 4 steht: « .... muss darauf in der Ausschreibung hingewiesen werden». Herr Moritz Leuenberger hat das jetzt ein bisschen korrigiert. Es ist also offensichtlich interpretationsbedürftig.
Beim Punkt 5 steht im ersten Satz: « .... sind nicht mehr zuzulassen».
Ich verstehe Ihre Erklärungen absolut, Herr Leuenberger; ich bin nicht begriffsstutzig, und Sie haben es gut erklärt. Diese Gesamtmotion sollte aber punktweise zur Abstimmung kommen. Ich habe gesagt, man sollte die Punkte 2, 4 und 5 als Postulat überweisen, und ich stehe auch dazu.
Mit der Stossrichtung Ihrer Bemühungen bin ich einverstanden, Herr Leuenberger.

Le président: La motion d'ordre de M. Walter Frey demande qu'on vote point par point. La commission vous demande d'adopter l'ensemble des points comme motion et le Conseil fédéral s'y rallie.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Frey Walter	37 Stimmen
Dagegen	74 Stimmen

Le président: La motion 2 n'est par ailleurs pas combattue, elle est donc adoptée.

Ueberwiesen – Transmis

Postulat 1

M. **Caccia:** Le postulat 1 ne pouvait pas manquer de solliciter l'attention de l'ancien directeur de département de police que j'ai été pendant dix ans. Il y a des affirmations qui sont très importantes dans les premier et deuxième points de ce postulat, lorsqu'on sollicite une approche d'ensemble de la lutte contre la criminalité, même si cette approche peut rendre un peu plus difficile la définition des frontières entre le Ministère public de la Confédération et les cantons, et même entre les différents types de criminalité organisée. On propose au point 2 de créer une centrale de lutte contre le crime organisé et de renforcer la collaboration et l'échange d'informations entre les polices cantonales et la Confédération. Jusque là, très bien! On arrive, je crois, à faire l'unanimité au sein de la commission à propos de l'importance des informations de police dans la lutte contre la criminalité. En effet, surtout pour la criminalité professionnelle et les criminels «récidivistes», tel le cas Ferrari qui a été découvert il y a quelques semaines, ces informations sont absolument essentielles pour permettre à la police de faire son travail.
Or, actuellement, en Suisse, on en est au Moyen Age, à ce propos, si l'on compare les polices cantonales aux hautes technologies qu'appliquent les criminels. Il y a aujourd'hui, en Suisse, au moins 27 fichiers de police différents – ceux des 26 cantons plus celui du Ministère public – cloisonnés de manière déraisonnable pour ce qui est des informations touchant

les personnes avec antécédents, absolument indispensables pour lutter contre la criminalité organisée ou répétitive. Il faut se rappeler que le cas Ferrari s'est produit du fait qu'après 14 ans le prisonnier est sorti, a décidé de changer de canton, et est devenu un inconnu pour la police du nouveau canton.
Quelle est la portée de ce postulat? Allons-nous vers un changement de climat politique par rapport au temps où, au nom d'une certaine conception de la protection de la sphère privée, on a bloqué le projet du KIS, le «kriminalpolizeiliches Informationssystem», on a fait obstacle à la réalisation du projet SIP qui touche les cantons romands et le Tessin, on a combattu l'article 260bis du Code pénal concernant les actes préparatoires, et cette opposition était même manifestée par d'éminents procureurs cantonaux, y compris tessinois?
Dix ans se sont écoulés depuis et pour vérifier ces changements, j'ai présenté un postulat priant le Conseil fédéral d'étudier une loi qui permette la mise en commun entre cantons et Confédération des informations de police touchant toutes formes de criminalité importante, y compris les informations sur les personnes avec antécédents. A mon avis, c'est la conclusion inévitable de ce postulat qui est présentée par la commission si l'on veut vraiment avoir cette vue d'ensemble dans la lutte contre la criminalité et avoir de surcroît les instruments permettant de mener cette lutte.
Si on jette un regard critique, avec l'esprit de la CEP, sur toute l'activité politique inhérente à l'ensemble de la lutte contre la criminalité notoire, on peut conclure qu'il y a très peu de politiciens et de groupes politiques qui n'ont rien à apprendre des événements de ces derniers lustres dans un acte d'autocritique. Entre la protection de la personnalité, la protection des personnes et celle de l'Etat, il y a des antinomies et des tensions qui méritent constamment notre attention, mais il faut aller jusqu'au fond des choses si l'on veut vraiment prendre au sérieux la lutte contre ces formes organisées de criminalité.

Le président: Le Conseil fédéral est prêt à accepter ce postulat, de même que les postulats suivants.

Ueberwiesen – Transmis

Postulate 2 – 4 – Postulats 2 – 4
Ueberwiesen – Transmis

Le président: Permettez-moi quelques mots en guise de conclusion à ce débat, que certains d'entre vous n'ont pas hésité à qualifier d'historique.
Le choix qui nous y a conduit était indispensable, psychologiquement d'abord, pour reprendre pied à un moment où nous nous trouvions malmenés par les événements. Notre participation indirecte par le truchement de notre commission d'enquête a permis la restauration progressive de la confiance. Le sang-froid pouvait prendre le dessus sur la méfiance paralysante, consécutive au choc et à l'émoi. Pratiquement, ensuite, il fallait, pour qu'une totale confiance soit restaurée, que le Conseil fédéral soit relayé par le Parlement dans cette analyse délicate.
Les conclusions du rapport prouvent que le travail de notre commission ne fait pas double emploi avec les enquêtes commandées par le Conseil fédéral, et que la mise à plat et en question des pratiques du Ministère public doivent être considérées comme un apport majeur à notre ordre démocratique.
Fonctionnellement, enfin, pour réagir aux événements graves, nous disposions d'un instrument d'exception, prévu aux articles 55 et 65. Il fallait l'utiliser, nous l'avons fait, et il a fourni la preuve de son efficacité. L'outil est une chose, le savoir-faire de celui qui l'utilise en est une autre.
Le mérite de la réussite, en l'occurrence, va bien sûr à la commission d'enquête. A la suite de nombreux d'entre vous, j'aimerais remercier ses membres, le président et le rapporteur de langue française. Le fait que ce dernier en ait assuré avec M. Petitpierre la révision de la traduction montre combien ce travail était notre affaire. Non seulement le problème posé était de caractère exceptionnel, mais les conditions dans lesquelles le travail s'est fait et la qualité du résultat le sont aussi.
Chers collègues, membres de la commission, votre mission est accomplie. Vous avez la reconnaissance du Parlement et celle du peuple qui témoigne son intérêt en faisant de ce rapport un bestseller.
Cet exercice a finalement démontré que, grâce à nos propres ressources, nous sommes parvenus à sortir de l'ornière. Un suivi sérieux, constitué par l'application des mesures que nous avons décidées, devrait nous empêcher d'y retomber.
Monsieur le Conseiller fédéral, nous prenons acte de tous vos engagements visant aux réformes qui s'imposent. Nous ne doutons pas de votre sincérité. Que la confiance restaurée nous conduise aux résultats hautement souhaitables et ardemment souhaités! *(Applaudissements)*

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

89.066

SBB. Voranschlag 1990
CFF. Budget 1990

Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. Oktober 1989
Message et projet d'arrêté du 24 octobre 1989

Voranschlag 1990 und Mittelfristplan 1991–1995 der SBB
vom 19. September 1989
Budget 1990 et plan à moyen terme 1991–1995 des CFF
du 19 septembre 1989

Bezug bei der Generaldirektion SBB, Hochschulstrasse 6, Bern
S'obtiennent auprès de la Direction générale des CFF, Hochschulstrasse 6, Berne

---

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Meizoz,** rapporteur: Le budget des CFF pour 1990 fait apparaître un excédent de produits de 12 millions de francs. L'équilibre des comptes est ainsi réalisé. Au prix cependant d'un vaste effort financier de la Confédération qui, avec 1,775 milliard de francs, marque une augmentation de 21,5 pour cent sur l'exercice 1988. L'intervention de la Confédération a lieu en application du mandat de prestations 1987. Elle a pour but d'indemniser les prestations des CFF en faveur de l'économie générale (transport régional des voyageurs et ferroutage), soit 589 millions, et de couvrir les frais d'infrastructure que les CFF ne sont pas en mesure de supporter, soit 986 millions de francs.
Après avoir pris connaissance de ces chiffres ainsi que de ceux contenus dans le plan à moyen terme 1991-1995, le Conseil fédéral se dit préoccupé par la tendance qui s'en dégage. La perspective de voir les CFF ne plus être en situation, à partir de 1992, de verser la contribution d'infrastructure prévue dans le mandat de prestations l'inquiète au plus haut point. La commission partage ce sentiment.
Est-ce à dire pour autant que le dossier des CFF ne serait plus défendable? On ne saurait le prétendre, ne serait-ce que parce que les CFF sont un service public et qu'à ce titre ils fournissent des prestations qu'une entreprise privée se garderait bien d'offrir, parce qu'ils n'ont pas de monopole et sont exposés à la concurrence des transports routiers, parce qu'ils sont censés contribuer efficacement à satisfaire le besoin de mobilité, tout en ménageant les ressources naturelles et l'environnement. Certes, la politique dynamique, moderne, bien ciblée, de promotion du rail, les innovations introduites en matière d'horaire, de tarif, de confort, portent des fruits, puisque la part des chemins de fer par rapport à l'ensemble du marché des transports s'étoffe chaque jour un peu plus; elle avoisine aujourd'hui les 30 pour cent contre 23 pour cent il y a quatre ans. L'amélioration des produits qui en découle ne suffit cependant